

TABLE DES MATIERES

1	Etat, peuple, autorités
10	<i>Constitution et autres actes fondamentaux</i>
101	Constitution de la République et Canton du Jura du 20 mars 1977
103.1	Arrêté du Parlement du 25 mai 1994 approuvant l'Accord entre le Conseil fédéral, le Conseil-exécutif du canton de Berne et le Gouvernement de la République et Canton du Jura relatif à l'institutionnalisation du dialogue interjurassien et à la création de l'Assemblée interjurassienne
103.2	Loi "Un seul Jura" du 26 avril 2006
104.1	Arrêté du Parlement du 13 septembre 2000 relatif au projet "Pays ouvert"
105.1	Arrêté du Parlement du 21 juin 1990 proclamant la Nouvelle Rauracienne hymne officiel de la République et Canton du Jura
11	<i>Traités, concordats et conventions</i>
111	<i>Adhésion de la République et Canton du Jura à des traités, concordats et conventions</i>
111.1	Loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités, concordats et autres conventions
111.190	Arrêté du Parlement du 22 septembre 2010 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention relative à la participation des parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (CoParl)
111.191	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2007 portant ratification de la convention entre la Confédération et les cantons relative à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen et de Dublin
13	<i>Population et territoire</i>
131	<i>Recensement et statistique annuelle de la population</i>
131.11	Arrêté du Gouvernement du 20 août 2002 concernant les résultats du recensement de la population de l'année 2000
131.14	Arrêté du Gouvernement du 16 décembre 1980 concernant la statistique annuelle de la population

132 *Territoire cantonal*

- 132.112 Loi du 26 avril 1995 régissant l'accueil de la commune de Vellerat
- 132.159.1 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la Convention du 3 mars 1953 entre les cantons de Berne et de Soleure concernant la rectification de leur frontière communale
- 132.21 Loi du 11 septembre 1996 concernant la circonscription de la République et Canton du Jura en trois districts
- 132.23 Arrêté du 6 décembre 1978 portant fixation des armoiries de district

14 *Droit de cité, établissement, séjour*

141 *Droit de cité*

- 141.1 Loi du 9 novembre 1978 sur le droit de cité
- 141.11 Décret du 6 décembre 1978 concernant l'admission au droit de cité communal et cantonal et la libération des liens de ce droit de cité
- 141.2 Loi du 9 novembre 1978 sur le droit de cité facilité
- 141.511 Avis du 6 décembre 1978 concernant les déclarations d'option des enfants de Français naturalisés Suisses

142 *Etablissement et séjour*

- 142.11 Loi du 18 février 2009 concernant le contrôle des habitants
- 142.111. Ordonnance du 19 janvier 2010 concernant le contrôle des habitants
- 142.41 Loi d'application des mesures de contrainte en matière de droit des étrangers du 20 mai 1998
- 142.411 Ordonnance du 24 août 1999 concernant la détention des étrangers

143 *Papiers d'identité, légalisation des signatures*

- 143.12 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les actes d'origine et le registre de ces actes
- 143.21 Ordonnance du 4 mai 2010 relative à l'établissement des documents d'identité
- 143.31 Ordonnance du 6 mai 1980 sur la légalisation des signatures

144 *Insertion des étrangers*

- 144.1 Ordonnance du 12 avril 2011 concernant l'intégration des étrangers et la lutte contre le racisme

15 Droits fondamentaux

- 151.1 Loi du 17 mai 2000 portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes
- 151.21 Règlement du 16 janvier 2001 concernant la commission de l'égalité entre femmes et hommes

16 Droits politiques

- 161.1 Loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques
- 161.11 Ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques du 9 février 1999
- 161.15 Ordonnance du 11 février 1986 concernant le registre des électeurs
- 161.19 Ordonnance du 4 septembre 1984 concernant les élections communales

17 Autorités**170 Dispositions générales**

- 170.31 Loi d'incompatibilité du 29 avril 1982
- 170.41 Arrêté du Parlement du 5 septembre 2012 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE)
- 170.411 Ordonnance du 7 avril 1988 sur la protection des données à caractère personnel
- 170.42 Loi du 26 octobre 2011 concernant le guichet virtuel sécurisé
- 170.421 Ordonnance du 24 avril 2012 concernant le guichet virtuel sécurisé
- 170.51 Loi du 9 novembre 1978 sur les publications officielles
- 170.511 Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication du Recueil systématique et du Recueil officiel
- 170.513 Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication du Journal officiel
- 170.514 Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication de la Feuille d'Avis
- 170.61 Loi du 17 novembre 2010 concernant l'usage de la langue française
- 170.71 Loi du 28 avril 1988 visant à protéger et à soutenir la famille
- 170.801.1 Règlement du Tribunal cantonal du 31 mars 2004 sur la diffusion de l'information par les autorités judiciaires
- 170.812 Arrêté du Gouvernement du 6 février 2001 concernant la création d'une commission parlementaire de la communication et de la coordination du site Internet
- 170.91 Arrêté du Gouvernement du 2 octobre 2007 portant approbation de la convention-cadre de droit public concernant la collaboration en matière de cyberadministration en Suisse (2007-2011)

171	<i>Parlement</i>
171.21	Loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura du 9 décembre 1998
171.211	Règlement du Parlement de la République et Canton du Jura du 16 décembre 1998
171.216	Arrêté du Parlement du 16 décembre 1998 fixant les indemnités parlementaires
172	<i>Gouvernement, administration et conseils consultatifs</i>
172.11	Loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978
172.111	Décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990
172.111.1	Arrêté du Gouvernement du 17 décembre 2010 concernant la désignation et la répartition des départements, ainsi que l'attribution des services mobiles pour la législature 2011-2015
172.111.151	Ordonnance du 17 septembre 1985 concernant le Bureau de la condition féminine
172.111.215	Ordonnance du 10 janvier 2006 portant délégation au DEE de la conclusion de mandats et d'accords de prestation avec la Confédération relatifs à la réalisation de la mensuration officielle
172.111.216	Ordonnance du 29 août 2006 concernant le règlement des sinistres relatifs à la responsabilité civile de l'Etat
172.356	Ordonnance du 11 novembre 1980 concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales
172.411	Loi du 1er juillet 1981 sur le Conseil facultatif des Jurassiens domiciliés à l'extérieur de la République et Canton du Jura
172.441	Loi du 1er juillet 1982 instituant le Conseil scolaire
172.481	Loi du 11 mars 1982 instituant le Conseil de la santé publique
172.51	Règlement de l'Assemblée interjurassienne du 23 août 1994
172.91	Arrêté du Gouvernement du 19 octobre 1993 portant ratification de la Convention sur la Conférence des gouvernements cantonaux

TABLE DES MATIERES

1	Etat, peuple, autorités
173	<i>Membres des autorités, fonctionnaires et employés</i>
173.11	Loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat
173.111	Ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat
173.112.1	Décret du 16 mai 2001 sur l'encouragement à la prise de la retraite anticipée
173.113.2	Ordonnance du 19 février 1997 portant délégation de compétence du Gouvernement au Département de l'Economie et de la Coopération concernant l'engagement d'employés de l'Etat financé totalement par le Fonds de l'assurance-chômage
173.113.3	Ordonnance du 13 décembre 2005 portant délégation de compétence du Gouvernement au Département de l'Education concernant l'engagement d'employés de l'Etat, rattachés à la section d'archéologie et de paléontologie de l'Office cantonal de la culture, dont le financement est assuré par la Confédération dans le cadre du projet A16
173.114.1	Règlement de la commission du personnel de l'administration jurassienne du 31 mai 1990
173.12	Loi du 31 mai 1990 concernant le statut des membres de la fonction publique exerçant un mandat de parlementaire fédéral
173.21	Ordonnance du 26 octobre 2004 concernant l'occupation de logements de fonction
173.411	Décret du 6 décembre 1978 concernant le traitement des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura
173.411.011	Arrêté du Gouvernement du 17 décembre 1997 fixant l'échelle des salaires des agents de poursuite engagés à salaire fixe
173.411.012	Arrêté du Gouvernement du 22 janvier 2002 fixant la rémunération des agents de poursuite engagés à la tâche
173.411.02	Règlement du 4 février 1986 concernant la commission d'évaluation des fonctions
173.411.1	Arrêté du Parlement du 21 décembre 2007 fixant le traitement des membres du Gouvernement
173.411.11	Ordonnance du 10 septembre 1991 concernant les indemnités horaires et de déplacement dues aux anciens membres du Gouvernement pour l'exécution des mandats qui leur sont confiés
173.411.2	Arrêté du Gouvernement du 5 mars 1985 concernant la classification des emplois de la fonction publique
173.411.31	Règlement de la commission de conciliation appelée à connaître les contestations découlant de l'application du décret concernant le traitement des magistrats, fonctionnaires et employés du 10 décembre 1985

173.411.41	Règlement du 6 mai 1986 concernant les conditions et la procédure applicables aux modifications de traitements des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura
173.412	Décret du 12 février 1981 concernant le versement d'un treizième mois de traitement aux magistrats et fonctionnaires de la République et Canton du Jura
173.413	Décret du 3 juillet 1980 concernant l'adaptation du traitement des magistrats, fonctionnaires, enseignants et employés de la République et Canton du Jura à l'évolution du coût de la vie
173.413.1	Arrêté du Parlement du 3 juillet 1980 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.11	Arrêté du Gouvernement du 2 septembre 1980 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.111	Arrêté du Gouvernement du 6 janvier 1981 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.12	Arrêté du Gouvernement du 8 juillet 1981 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.13	Arrêté du Gouvernement du 25 janvier 1982 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.14	Arrêté du Gouvernement du 13 juillet 1982 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.15	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1982 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.16	Arrêté du Gouvernement du 10 janvier 1984 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.17	Arrêté du Gouvernement du 15 janvier 1985 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.18	Arrêté du Gouvernement du 20 août 1985 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.19	Arrêté du Gouvernement du 22 septembre 1987 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.191	Arrêté du Gouvernement du 21 février 1989 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.192	Arrêté du Gouvernement du 16 janvier 1990 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.193	Arrêté du Gouvernement du 15 janvier 1991 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.194	Arrêté du Gouvernement du 14 janvier 1992 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.195	Arrêté du Gouvernement du 18 janvier 1993 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.196	Arrêté du Gouvernement du 11 janvier 1994 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.197	Arrêté du Gouvernement du 7 février 1996 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.198	Arrêté du Gouvernement du 29 janvier 1997 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.199	Arrêté du Gouvernement du 7 avril 1998 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie

173.413.200	Arrêté du Gouvernement du 11 janvier 2000 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.201	Arrêté du Parlement du 15 décembre 2000 portant augmentation des traitements en vue de leur adaptation au coût de la vie
173.413.202	Arrêté du Gouvernement du 16 janvier 2001 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.203	Arrêté du Gouvernement du 22 janvier 2002 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.204	Arrêté du Gouvernement du 14 janvier 2003 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.205	Arrêté du Gouvernement du 13 janvier 2004 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.206	Arrêté du Gouvernement du 11 janvier 2005 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.207	Arrêté du Gouvernement du 10 janvier 2006 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.208	Arrêté du Gouvernement du 9 janvier 2007 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.209	Arrêté du Gouvernement du 15 janvier 2008 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.210	Arrêté du Gouvernement du 13 janvier 2009 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.211	Arrêté du Gouvernement du 12 janvier 2010 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.212	Arrêté du Gouvernement du 11 janvier 2011 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.414	Règlement du 6 décembre 1978 relatif à la classification des fonctions dans l'administration cantonale jurassienne
173.441	Directives du 9 juin 1981 concernant la rétribution des jeunes gens et des jeunes filles affectés, durant leurs vacances, à des travaux que leur confient certaines écoles cantonales ou d'autres services de l'Etat jurassien
173.461	Ordonnance du 21 mai 1991 concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura
173.461.111	Ordonnance du 25 janvier 2000 concernant les indemnités versées en cas de changement du lieu de service
173.461.151	Ordonnance du 2 mars 2010 concernant les heures supplémentaires et les indemnités des huissiers
173.461.551	Ordonnance du 18 décembre 1979 concernant les indemnités pour dépenses spéciales accordées aux membres de la police cantonale et aux geôliers
173.461.722	Ordonnance du 22 avril 1997 concernant les indemnités de repas versées au personnel de la section entretien du Service des ponts et chaussées
173.461.751	Ordonnance du 29 juin 2010 concernant les indemnités pour dépenses spéciales accordées aux gardes de l'Office de l'environnement

173.461.915	Ordonnance du 2 décembre 1980 concernant le remboursement des dépenses des fonctionnaires de l'Ecole d'agriculture et ménagère rurale du Jura
173.461.916	Ordonnance du 9 juillet 1991 concernant l'indemnisation des membres de commissions et des mandataires extérieurs rattachés à l'Institut agricole du Jura
173.471	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le versement du traitement au personnel de l'Etat en cas de service militaire
173.51	Loi du 28 octobre 2009 sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura
173.52	Décret du 12 février 1981 sur la Caisse de pensions des membres du Gouvernement
174	<i>Marchés publics</i>
174.01	Arrêté du Parlement du 9 septembre 1998 portant approbation de l'Accord intercantonal sur les marchés publics et arrêté du Parlement du 22 septembre 2004 portant approbation de la modification de l'Accord intercantonal sur les marchés publics
174.1	Loi du 21 octobre 1998 concernant les marchés publics
174.11	Ordonnance du 4 avril 2006 concernant l'adjudication des marchés publics
175	<i>Procédure et juridiction administratives</i>
175.1	Loi de procédure et de juridiction administrative et constitutionnelle du 30 novembre 1978 (Code de procédure administrative)

TABLE DES MATIERES

1	Etat, peuple, autorités
176	<i>Emoluments</i>
176.11	Loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments
176.21	Décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale
176.210.1	Arrêté du Gouvernement du 18 juin 1991 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.2	Arrêté du Gouvernement du 10 mars 1992 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.3	Arrêté du Gouvernement du 1er juin 1993 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.4	Arrêté du Gouvernement du 14 septembre 1999 concernant l'indexation des émoluments
176.210.5	Arrêté du Gouvernement du 25 janvier 2005 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.6	Arrêté du Gouvernement du 18 novembre 2008 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.7	Arrêté du Gouvernement du 17 janvier 2012 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.8	Arrêté du Gouvernement du 15 janvier 2013 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.214	Directives du 26 janvier 1988 fixant les émoluments à percevoir en vertu de la modification du 5 octobre 1984 du Code civil suisse
176.215	Règlement du 22 août 1989 concernant les émoluments de naturalisation pour étrangers
176.331	Décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments du registre foncier
176.412	Décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments en matière d'établissement et de séjour des citoyens suisses
176.421	Décret 23 mai 2012 concernant les émoluments de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte
176.481	Arrêté du Gouvernement du 30 mars 2011 fixant le tarif-cadre des émoluments pour le contrôle des viandes
176.511	Décret 24 mars 2010 fixant les émoluments judiciaires
178	<i>Service de renseignements juridiques</i>
178.1	Arrêté du Parlement du 1 ^{er} octobre 1981 concernant la ratification de la convention relative à l'organisation du Service de renseignements juridiques
178.11	Règlement de l'Ordre des avocats jurassiens concernant le Service de renseignements juridiques

18 *Organisation judiciaire, avocats et notaires***181 *Organisation judiciaire générale***

- 181.1 Loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000
- 181.111 Ordonnance du 30 novembre 2010 concernant l'exercice de la fonction de juge et de procureur à temps partiel
- 181.112 Règlement du Conseil de surveillance de la magistrature du 14 juin 2007

182 *Autorités judiciaires*

- 182.11 Règlement du Tribunal cantonal du 16 octobre 2000
- 182.12 Règlement du 21 décembre 2006 sur les attributions des greffiers de cour du Tribunal cantonal
- 182.21 Règlement du Tribunal de première instance du 30 novembre 2000
- 182.34 Loi du 30 juin 1983 instituant le Conseil de prud'hommes
- 182.35 Loi du 30 juin 1983 instituant le Tribunal des baux à loyer et à ferme
- 182.351 Ordonnance du 9 juillet 1991 concernant les commissions de conciliation en matière de bail et la consignation du loyer
- 182.41 Règlement du Ministère public du 10 janvier 2011
- 182.51 Loi du 1^{er} septembre 2010 relative à la justice pénale des mineurs
- 182.511 Ordonnance du 18 décembre 2007 portant application de la loi sur le Tribunal des mineurs
- 182.61 Ordonnance du 4 décembre 2012 concernant l'organisation de cours de droit pour avocats et notaires stagiaires

186 *Indemnités journalières et de déplacement*

- 186.1 Décret du 7 mai 1981 concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux

187 *Dévolution judiciaire*

- 187.1 Décret du 6 décembre 1978 concernant la dévolution judiciaire civile et pénale

188 *Avocats*

- 188.11 Loi du 3 septembre 2003 concernant la profession d'avocat
- 188.211 Règlement du Tribunal cantonal du 30 janvier 2004 sur le stage et les examens d'avocat
- 188.41 Ordonnance du 6 juillet 2004 concernant le fonctionnement de la Chambre des avocats et les émoluments perçus par les autorités chargées d'appliquer la loi concernant la profession d'avocat
- 188.61 Ordonnance du 19 avril 2005 fixant le tarif des honoraires d'avocat

189	<i>Notaires</i>
189.11	Loi du 9 novembre 1978 sur le notariat
189.111	Décret du 6 décembre 1978 concernant l'exécution de la loi sur le notariat
189.112	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi sur le notariat
189.113	Ordonnance du 29 janvier 1979 sur les notaires
189.211	Ordonnance du 22 décembre 1981 sur le stage et les examens de notaire
189.31	Décret du 6 décembre 1978 concernant les occupations accessoires des notaires
189.421	Décret du 6 décembre 1978 sur l'authentification notariale de déclarations sous serment
189.422	Décret du 6 décembre 1978 sur la passation publique des actes de mutation relatifs à de petits immeubles
189.423	Décret du 6 décembre 1978 concernant la passation publique de cautionnements
189.61	Décret du 6 décembre 1978 concernant les émoluments des notaires

19	<i>Communes</i>
-----------	------------------------

190.11	Loi du 9 novembre 1978 sur les communes
190.111	Décret du 6 décembre 1978 sur les communes
190.12	Ordonnance du 18 décembre 2012 relative à la représentativité des nouvelles communes fusionnées dans les nouvelles communes
190.21	Décret du 6 décembre 1978 concernant la rectification des limites communales
190.211	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la rectification et l'abornement des limites communales
190.31	Décret du 20 octobre 2004 sur la fusion de communes
190.611	Décret du 21 mai 1987 concernant l'administration financière des communes
190.614.1	Loi du 9 novembre 1978 concernant la classification judiciaire des biens communaux
190.614.2	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant la transcription dans les registres fonciers des conventions sur la classification des biens communaux et des décisions qui fixent la destination de ces biens
192.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'orthographe officielle des noms des communes
192.222	Décret du 6 décembre 1978 sur la protection des minorités
192.244.1	Décret du 6 décembre 1978 sur la police locale

Loi concernant la circonscription de la République et Canton du Jura en trois districts

du 11 septembre 1996

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 109 de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

Article premier Pour le service administratif de district, le territoire de la République et Canton du Jura est divisé en trois districts, à savoir²⁾ :

1.³⁾ Le district de Delémont, ayant pour chef-lieu Delémont et comprenant les communes suivantes :

- | | |
|------------------------|----------------|
| 1. Commune municipale | de Boécourt |
| 2. Commune municipale | de Bourrignon |
| 3. Commune municipale | de Châtillon |
| 4. Commune municipale | de Corban |
| 5. Commune mixte | de Courchapoix |
| 6. Commune municipale | de Courrendlin |
| 7. Commune mixte | de Courroux |
| 8. Commune mixte | de Courtételle |
| 9. Commune municipale | de Delémont |
| 10. Commune mixte | de Develier |
| 11. Commune mixte | d'Ederswiler |
| 12. Commune mixte | de Haute-Sorne |
| 13. Commune mixte | de Mervelier |
| 14. Commune mixte | de Mettembert |
| 15. Commune mixte | de Movelier |
| 16. Commune mixte | de Pleigne |
| 17. Commune mixte | de Rebeuvelier |
| 18. Commune mixte | de Rossemaison |
| 19. Commune mixte | de Saulcy |
| 20. Commune municipale | de Soyhières |
| 21. Commune mixte | de Val Terbi |
| 22. Commune mixte | de Vellerat |

2.²⁾ Le district des Franches-Montagnes, ayant pour chef-lieu Saignelégier et comprenant les communes suivantes :

- | | |
|-----------------------|--------------------------|
| 1. Commune municipale | du Bémont |
| 2. Commune municipale | des Bois |
| 3. Commune municipale | des Breuleux |
| 4. Commune mixte | de la Chaux-des-Breuleux |

- | | |
|------------------------|-----------------|
| 5. Commune municipale | des Enfers |
| 6. Commune mixte | des Genevez |
| 7. Commune municipale | de Lajoux |
| 8. Commune mixte | de Montfaucon |
| 9. Commune mixte | de Muriaux |
| 10. Commune municipale | du Noirmont |
| 11. Commune mixte | de Saignelégier |
| 12. Commune municipale | de Saint-Brais |
| 13. Commune municipale | de Soubey |

3. ²⁾³⁾ Le district de Porrentruy, ayant pour chef-lieu Porrentruy et comprenant les communes suivantes :

- | | |
|------------------------|------------------|
| 1. Commune mixte | d'Alle |
| 2. Commune mixte | de La Baroche |
| 3. Commune mixte | de Basse Allaine |
| 4. Commune mixte | de Beurnevésin |
| 5. Commune mixte | de Boncourt |
| 6. Commune mixte | de Bonfol |
| 7. Commune mixte | de Bure |
| 8. Commune mixte | du Clos du Doubs |
| 9. Commune mixte | de Coeuve |
| 10. Commune mixte | de Cornol |
| 11. Commune mixte | de Courchavon |
| 12. Commune mixte | de Courgenay |
| 13. Commune mixte | de Courtedoux |
| 14. Commune mixte | de Damphreux |
| 15. Commune mixte | de Fahy |
| 16. Commune mixte | de Fontenais |
| 17. Commune mixte | de Grandfontaine |
| 18. Commune mixte | de Haute-Ajoie |
| 19. Commune mixte | de Lugnez |
| 20. Commune municipale | de Porrentruy |
| 21. Commune mixte | de Rocourt |
| 22. Commune mixte | de Vendlincourt |

Art. 2 Le territoire des diverses communes est déterminé par leurs plans cadastraux.

Art. 3 Le décret du 6 décembre 1978 concernant la circonscription de la République et Canton du Jura en trois districts est abrogé.

Art. 4 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Art. 5 La présente loi entre en vigueur le 1^{er} juillet 1996.

Delémont, le 11 septembre 1996

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Hubert Ackermann
Le vice-chancelier : Jean-Claude
Montavon

¹⁾ RSJU 101

²⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 septembre 2008, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009

³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 5 septembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Loi sur le droit de cité

du 9 novembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale¹⁾,

vu l'article 16 de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

Principes

Article premier Le droit de cité communal forme la base du droit de cité cantonal (art. 16, al. 2, de la Constitution cantonale). Il détermine l'origine (art. 22, al. 1, du Code civile suisse (CC)²⁾).

Acquisition du droit de cité communal

Art. 2 ¹ L'admission au droit de cité communal, lorsqu'il s'agit de ressortissants du Canton, ainsi que la promesse d'admission, lorsqu'il s'agit de ressortissants d'autres cantons suisses ou de pays étrangers, compétent à la commune municipale, à la commune mixte et à la commune bourgeoise.

² Il est loisible à ces communes, sauf les dispositions des articles 3, 4, 5 et 6 qui suivent, de prévoir dans leur règlement des conditions particulières en ce qui concerne ladite admission ou promesse d'admission.

³ La possession de l'ancien droit de bourgeoisie dans une commune emporte celle du droit de cité de cette même commune.

Art. 3 ¹ En règle générale, l'admission ou la promesse d'admission au droit de cité communal sera demandée à la commune où l'intéressé peut justifier d'un domicile de deux ans, précédant immédiatement sa demande.

² Des exceptions à cette règle peuvent être autorisées, pour des motifs importants, par le Gouvernement lorsqu'il s'agit de ressortissants d'autres cantons suisses ou de pays étrangers.

Art. 4 ¹ L'admission de ressortissants du Canton au droit de cité communal, ou la promesse d'admission de ressortissants d'autres cantons suisses ou de pays étrangers, a lieu, dans les communes municipales et les communes mixtes, par décision prise à la majorité de l'assemblée.

² Dans les communes bourgeoises, elle a lieu par réception ou promesse de réception en qualité de membre de la bourgeoisie.

Finance
d'admission

Art. 5 ¹ Pour l'admission ou la promesse d'admission au droit de cité, les communes municipales ou mixtes peuvent percevoir un émolument de naturalisation dans les limites fixées par voie de décret⁽⁶⁾. Le montant peut être arrêté de cas en cas en fonction de la situation économique du requérant.⁽⁷⁾

² Les communes bourgeoises fixent librement la finance d'admission.

Admission de
Suisse d'autres
cantons et
d'étrangers au
droit de cité
communal et
cantonal

Art. 6 ¹ Aux ressortissants d'autres cantons suisses et aux étrangers, le droit de cité communal sera conféré, sur le vu d'une promesse d'admission, par le Gouvernement et conjointement avec le droit de cité cantonal (art. 92, lettre m, de la Constitution cantonale).

² L'intéressé devra justifier :

1. de l'exercice des droits civils;
2. d'une bonne réputation
3. de ses moyens de pourvoir à son entretien et à celui de sa famille;
4. de ses conditions de famille et de nationalité.

³ Lorsque l'intéressé n'a pas l'exercice des droits civils, la demande peut être présentée par son représentant légal.

Origine dans le
cas de plusieurs
droits de cité
communaux

Art. 7⁽⁸⁾ Lorsqu'une personne possède le droit de cité de plusieurs communes, son origine est déterminée par le droit de cité de celle de ces communes qui est en même temps son domicile actuel ou qui a été son dernier domicile; sinon, est déterminant le dernier droit de cité communal que cette personne ou ses ascendants ont acquis (art. 22 CC).

Perte du droit de
cité communal

Art. 8 ¹ Le droit de cité communal se perd :

1. pour les causes particulières prévues dans le Code civil suisse, notamment à ses articles 267a et 271⁽³⁾;
2. par la renonciation et la libération consécutive à celle-ci.

² ...⁴⁾

³ L'enfant légitime d'un père étranger et d'une mère suisse perd le droit de cité communal qu'il avait acquis par la naissance ou par la naturalisation facilitée, lorsque le père devient citoyen suisse avant la majorité de l'enfant.

Libération du
droit de cité
communal ou
cantonal

Art. 9 ¹ La libération du droit de cité d'une commune peut être prononcée par la Section de l'état civil et des habitants lorsque l'intéressé justifie posséder un autre droit de cité communal.

² La libération du droit de cité cantonal, en même temps que celle du droit de cité communal, est prononcée par la Section de l'état civil et des habitants lorsque l'intéressé justifie :

1. avoir l'exercice des droits civils;
2. ne plus avoir de domicile dans le Canton;
3. avoir été admis au droit de cité d'un autre canton ou Etat, ou être au bénéfice d'une promesse d'admission.

³ La Section de l'état civil et des habitants est également compétente pour constater le droit de cité.

Droit de cité
communal de la
femme et des
enfants

Art. 10 L'admission du mari au droit de cité communal et sa libération des liens de ce droit de cité étendent leurs effets à la femme et aux enfants mineurs, à moins d'exceptions formellement stipulées par l'autorité compétente.

Mode de
procéder
Registres et
papiers d'origine

Art. 11 Le mode de procéder concernant l'admission au droit de cité communal et au droit de cité cantonal, ainsi que la libération d'iceux, de même que la tenue des registres du droit de cité communal et la délivrance des papiers d'origine, seront réglés par un décret du Parlement.

Entrée en
vigueur

Art. 12 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur⁵⁾ de la présente loi.

Delémont, le 9 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

¹⁾ RSJU 101

²⁾ RS 210

³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. III de la loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1988

⁴⁾ Abrogé par le ch. III de la loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1988

⁵⁾ 1^{er} janvier 1979

⁶⁾ Voir les art. 15 et 24 du décret concernant l'admission au droit de cité communal et cantonal et la libération des liens de ce droit de cité (RSJU 141.11)

⁷⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 octobre 2002, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003

⁸⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Décret

concernant l'admission au droit de cité communal et cantonal et la libération des liens de ce droit de cité

du 6 décembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'ordonnance fédérale du 22 décembre 1980 sur l'acte d'origine¹⁾²⁾,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale³⁾,

vu l'article 11 de la loi du 9 novembre 1978 sur le droit de cité (LDC)⁴⁾,

arrête :

SECTION 1 : Admission et promesse d'admission au droit de cité communal

I. Dispositions générales 1. Compétence

Article premier L'admission au droit de cité communal, lorsqu'il s'agit de ressortissants du Canton, ainsi que la promesse d'admission lorsqu'il s'agit de ressortissants d'autres cantons suisses ou de pays étrangers, compétent, conformément aux dispositions qui suivent, à la commune municipale, à la commune mixte et à la commune bourgeoise (art. 2, al. 1, LDC).

2. Concurrence de plusieurs droits de cité communaux

Art. 2¹⁸⁾ ¹ La possession de l'ancien droit de bourgeoisie dans une commune emporte celle du droit de cité de cette même commune (art. 2, al. 3, LDC).

² Lorsqu'une personne possède le droit de cité de plusieurs communes, son origine est déterminée par le droit de cité de celle de ces communes qui est en même temps son domicile actuel ou qui a été son dernier domicile; sinon, est déterminant le dernier droit de cité communal que cette personne ou ses ascendants ont acquis (art. 22 du Code civil suisse (CC)⁵⁾).

3. Etendue de l'admission au droit de cité communal

Art. 3 L'admission du mari au droit de cité communal étend ses effets à la femme et aux enfants mineurs, à moins d'exceptions formellement stipulées par l'autorité compétente (art. 10 LDC).

II. Conditions de l'admission au droit de cité
1. Domicile

Art. 4 ¹ En règle générale, l'admission ou la promesse d'admission au droit de cité communal sera demandée à la commune où l'intéressé peut justifier d'un domicile de deux ans, précédant immédiatement sa demande (art. 3, al. 1, LDC).

² Ce domicile est celui que détermine l'article 23 du Code civil suisse.

³ Des exceptions à la règle fixée à l'alinéa 1 ci-dessus peuvent être autorisées, pour des motifs importants, par le Gouvernement (art. 3, al. 2, LDC).

2. Autres conditions

Art. 5 ¹ Le candidat au droit de cité communal devra en outre justifier :

1. de sa nationalité, en produisant un acte d'origine ou une pièce de même valeur;
2. des personnes dont le droit de cité est déterminé par le sien (voir art. 3 du présent décret);
3. de ses moyens d'assurer son entretien et celui de sa famille, particulièrement de la fortune et du revenu sur lesquels il a payé l'impôt pendant les deux dernières années;
4. d'une bonne réputation;
5. de l'exercice des droits civils, soit, à défaut, de l'autorisation à lui donnée par son représentant légal (art. 422, ch. 2, CC) d'acquérir le droit de cité;
6. s'il est étranger, de l'autorisation du Conseil fédéral de se faire recevoir citoyen d'un canton et d'une commune suisses conformément aux dispositions fédérales en la matière.

² Il est loisible aux communes, sous réserve des dispositions légales, de prévoir dans leur règlement d'autres conditions encore en ce qui concerne l'admission ou la promesse d'admission au droit de cité (art. 2, al. 2, LDC).

³ Le candidat satisfera aux exigences des chiffres 2 à 5 ci-dessus en produisant un certificat officiel délivré par le conseil communal ou par l'autorité que désigne le règlement communal.

3. Demande

Art. 6 ¹ Le candidat doit présenter au conseil communal ou bourgeois de la commune dont il désire obtenir l'admission ou la promesse d'admission au droit de cité une demande écrite, signée par lui ou par un mandataire dûment autorisé. La demande des candidats n'ayant pas l'exercice des droits civils sera signée par leurs représentants légaux (art. 422, ch. 2, CC).

² Dans le cas où le candidat ne peut justifier d'un domicile de deux ans précédant immédiatement sa demande, il devra indiquer les motifs pour lesquels il croit pouvoir demander l'exemption de cette condition, conformément à l'article 4, alinéa 3, du présent décret.

4. Pièces
justificatives

Art. 7 Le candidat devra joindre à sa demande les certificats prescrits (art. 4 et 5 du présent décret). Si toutefois ces derniers se trouvent déjà déposés à la commune dont le candidat sollicite le droit de cité, ou devaient être délivrés par les autorités de cette commune, il ne sera pas nécessaire de les produire.

III. Mode de
procéder
1. Examen
préalable de la
demande

Art. 8 ¹ Le conseil communal ou bourgeois examine la demande d'admission et fait procéder aux constatations nécessaires. Les communes du Canton sont tenues de se donner gratuitement les renseignements et certificats voulus dans les affaires de ce genre.

² La demande ne peut être soumise à l'assemblée communale ou au conseil général que lorsqu'il est établi que les conditions légales et réglementaires sont remplies.

³ Lorsque le candidat au droit de cité communal ne peut justifier avoir séjourné dans la commune pendant deux ans immédiatement auparavant (voir art. 4 du présent décret), l'admission ou la promesse d'admission ne pourra être accordée que sous la réserve expresse que l'autorité cantonale compétente dispensera le postulant de l'accomplissement de ladite condition.

2. Mode de vider
la demande:
a) Dans les
communes
municipales ou
mixtes

Art. 9 ¹ L'admission de ressortissants du Canton au droit de cité communal, ou la promesse d'admission de ressortissants d'autres cantons suisses ou de pays étrangers, a lieu dans les communes municipales et les communes mixtes par décision prise à la majorité de l'assemblée communale (art. 4, al. 1, LDC).

² L'admission et la promesse d'admission au droit de cité communal peuvent d'ailleurs être mises par le règlement communal dans la compétence souveraine du conseil général (art. 74, al. 2, de la loi sur les communes⁶⁾).

b) Dans les
communes
bourgeoises

Art. 10 ¹ L'admission ou la promesse d'admission au droit de cité communal a lieu, dans les communes bourgeoises, par décision prise à la majorité de l'assemblée bourgeoise. Les dispositions de la loi sur les communes sont réservées.

² Celui qui acquiert le droit de cité communal dans une commune mixte acquiert également le droit de participer aux jouissances bourgeoises en se faisant admettre à la bourgeoisie par décision prise en assemblée à la majorité des voix des citoyens qui sont bourgeois de la commune et qui sont habiles à voter aux termes de la loi sur les communes.

3. Acte
d'admission ou
de promesse
d'admission

Art. 11 Relativement à l'admission ou à la promesse d'admission au droit de cité, il sera délivré au candidat un acte revêtu de la signature du président et du secrétaire de l'assemblée qui a prononcé.

4. Admission
d'étrangers au
Canton

Art. 12 Aux ressortissants d'autres cantons suisses et aux étrangers, le droit de cité communal sera conféré, sur le vu d'une promesse d'admission, par le Gouvernement conjointement avec le droit de cité cantonal (art. 6, al. 1, LDC).

5. Dispense de la
condition de
séjour

Art. 13 ¹ Lorsque, dans les cas spécifiés en l'article 8, alinéa 2, il s'agit de l'admission d'un ressortissant jurassien, le conseil communal ou bourgeois soumettra d'office au Gouvernement la décision prononçant l'admission, en lui demandant, avec motifs à l'appui, la dispense de la condition du séjour préalable de deux ans. Tant que cette dispense n'a pas eu lieu, l'acte d'admission prévu à l'article 11 du présent décret ne peut être délivré au candidat.

² S'il s'agit d'une promesse d'admission en faveur d'un ressortissant d'un autre canton ou d'un étranger, on indiquera dans l'acte y relatif les raisons justifiant la dispense de la condition du séjour de deux ans. Le postulant devra alors demander au Gouvernement cette dispense dans sa requête en obtention du droit de cité cantonal.

6. Promesse
d'admission
gratuite au droit
de cité
communal

Art. 14 ¹ Si l'admission au droit de cité communal est promise gratuitement à un étranger au Canton, le conseil communal ou bourgeois devra demander lui-même au Gouvernement l'octroi du droit de cité cantonal (art. 19, al. 2, du présent décret).

² Il devra également produire les pièces prescrites par l'article 20 du présent décret, en quoi on pourra cependant faire abstraction de celles concernant les conditions de revenu et de fortune.

IV. Finance
d'admission :
1. Montant

Art. 15 ¹ Pour l'admission ou la promesse d'admission au droit de cité, les communes municipales et les communes mixtes peuvent percevoir un émolument de naturalisation qui se monte à :

- a) pour les étrangers de moins de 25 ans,
par personne : 200 points
- b) pour les étrangers de plus de 25 ans,
par dossier : 500 à 1 000 points. [14\)16\)](#)

² La finance pour l'agrégation à une commune bourgeoise sera fixée librement par celle-ci (art. 5 LDC).

2. Calcul de cette
finance:
attestation la
concernant

Art. 16 ¹ Dans la finance d'admission doivent être comprises toutes les prestations en argent auxquelles le postulant est astreint pour obtenir l'admission ou la promesse d'admission au droit de cité communal ou au droit de bourgeoisie. Il est interdit de dissimuler le montant réel de cette finance de quelque façon que ce soit.

² Ce montant devra être indiqué d'une manière précise dans l'acte d'admission ou de promesse d'admission (art. 11 du présent décret).

3. Emploi

Art. 17 Dans le cas où la commune bourgeoise exerce l'aide sociale en faveur de ses ressortissants, elle doit affecter à ce service les 80 % de la finance d'admission.

SECTION 2 : Admission au droit de cité cantonal

I. Compétence

Art. 18 ¹ Le droit de cité cantonal est accordé par le Gouvernement (art. 92, al. 2, lettre m, de la Constitution cantonale).

² Demeurent réservées les prescriptions de la législation fédérale.

II. Demande
d'admission

Art. 19 ¹ Pour obtenir le droit de cité cantonal, il faut présenter à la Section de l'état civil et des habitants, à l'intention du Gouvernement, une demande écrite signée par le postulant ou son mandataire dûment autorisé. Si l'intéressé n'a pas l'exercice des droits civils, la demande sera signée par son représentant légal (art. 422, ch. 2, CC). Toutes procurations produites seront légalisées.

² Dans le cas de la promesse d'admission au droit de cité communal faite gratuitement à un étranger au Canton, c'est le conseil communal ou bourgeois de la commune en cause qui présentera la susdite demande (voir art. 14 du présent décret).

III. Pièces
justificatives

Art. 20 ¹ A la demande seront joints :

1. les pièces exigées pour obtenir le droit de cité communal (art. 4 et 5 du présent décret);
2. l'acte d'admission ou de promesse d'admission à ce droit de cité (art. 11 du présent décret).

² La demande et les pièces à l'appui qui émanent d'autorités jurassiennes doivent être timbrées.

³ La finance d'inscription prévue en l'article 24, alinéa 1, du présent décret, devra être jointe à la demande.

IV. Mode de
procéder
1. Examen
préalable de la
demande par la
Section de l'état
civil et des
habitants

Art. 21 ¹ La Section de l'état civil et des habitants soumet la demande à un examen préalable et elle ordonne les constatations nécessaires. Toutes les autorités cantonales et communales sont tenues de fournir gratuitement les renseignements, rapports et attestations dont elles sont requises, ayant toutefois le droit d'exiger le remboursement de leurs débours de ce chef.

² L'enquête terminée, la Section de l'état civil et des habitants décide, sous réserve de recours au Gouvernement, si la demande satisfait aux exigences du présent décret. Sa décision est communiquée à l'intéressé et à la commune qui a accordé ou promis le droit de cité communal. L'intéressé et la commune ont qualité pour recourir.

2. Décision du
Gouvernement

Art. 22 ¹ Entendu le rapport et la proposition de la Section de l'état civil et des habitants, le Gouvernement se prononce sur la demande.

² L'octroi du droit de cité cantonal étend ses effets à la femme et aux enfants mineurs du postulant, à moins d'exception formelle à leur égard dans la décision.

3.
Communication
de la décision

Art. 23 ¹ La décision du Gouvernement est notifiée tant à l'intéressé qu'à la commune qui a accordé ou promis le droit de cité communal; en même temps, l'intéressé est invité à verser la taxe de naturalisation prévue à l'article 24, alinéa 2, et à faire la promesse solennelle conformément à l'article 23a du présent décret.

² L'intéressé reçoit l'arrêté de naturalisation après s'être acquitté de la taxe de naturalisation et après avoir fait la promesse solennelle.

4. Promesse solennelle
a) Citoyens suisses d'autres cantons

Art. 23a⁹⁾ ¹ Les citoyens suisses d'autres cantons admis au droit de cité cantonal sont appelés à faire, devant une délégation du Gouvernement, la promesse suivante :

"Je promets d'être loyal envers la République et Canton du Jura, d'en respecter la Constitution et les lois et de défendre en toute occasion les droits et libertés du peuple et des citoyens."

b) Etrangers

² Les étrangers admis au droit de cité cantonal sont appelés à faire, devant une délégation du Gouvernement, la promesse suivante :

"Je promets d'être loyal envers la Confédération suisse et la République et Canton du Jura, d'en respecter les constitutions et les lois et de défendre en toute occasion les droits et libertés du peuple et des citoyens."

V. Finances

Art. 24¹⁴⁾¹⁶⁾ L'émolument de naturalisation est déterminé conformément à la législation sur les émoluments.

SECTION 3 : Registres du droit de cité communal et délivrance des papiers d'origine

I. Registres du droit de cité communal
1. Registre des ressortissants

Art. 25⁹⁾ Pour chaque commune municipale ou mixte, l'officier de l'état civil inscrit au registre des familles les personnes admises au droit de cité de la commune à teneur de l'article 2, alinéa 1, de la loi sur le droit de cité, conformément à l'article 14 du décret sur le service de l'état civil¹⁰⁾.

2. Registre des bourgeois

Art. 26⁹⁾ ¹ Les communes bourgeoises peuvent continuer de tenir le registre des bourgeois. On y inscrira les personnes qui acquièrent le droit de cité communal dans la commune bourgeoise (art. 2, al. 1, LDC).

² La forme et la tenue du registre des bourgeois sont déterminées par le règlement bourgeoisial.

Art. 27⁹⁾ ¹ Les registres des bourgeois sont placés sous la surveillance de la Section de l'état civil et des habitants qui les inspectera périodiquement.

² Si la Section de l'état civil et des habitants constate des irrégularités ou des vices dans la tenue des registres, elle y fera remédier et, le cas échéant, en référera au département auquel elle est rattachée.

Art. 28 à 31¹¹⁾

III. Actes d'origine 1. Définition, compétence

Art. 32⁷⁾ ¹ L'acte d'origine atteste le droit de cité du citoyen suisse; il énonce tous les droits de cité cantonaux et communaux que possède ce dernier.

² Un citoyen suisse ne peut obtenir qu'un seul acte d'origine, la commune d'origine, municipale, mixte ou bourgeoise, étant compétente pour le délivrer.

³ La Chancellerie d'Etat, par l'Economat cantonal, assure l'impression des formules officielles.

2. Procédure

Art. 33⁹⁾ ¹ Le préposé au contrôle des habitants ou le teneur du registre des bourgeois enregistre la demande d'acte d'origine et vérifie si un tel acte n'a pas été établi antérieurement.

² Il s'assure, le cas échéant, que l'acte précédent a été restitué aux fins d'annulation.

³ La demande d'acte d'origine est transmise à l'officier de l'état civil.

3. Etablissement de l'acte

Art. 34⁹⁾ ¹ Sur la base du registre des familles, l'officier de l'état civil établit l'acte en trois exemplaires sur la formule officielle; un exemplaire est classé à l'office, l'original étant remis à la commune avec une copie qui servira de contrôle.

² Le préposé au contrôle des habitants ou le teneur du registre des bourgeois l'inscrit dans le registre des actes d'origine délivrés, classe le double de contrôle et avise les autres lieux d'origine.

4. Signatures et responsabilité

Art. 35⁹⁾ ¹ Pour être valable, l'acte d'origine doit être signé par le maire ou le président de la bourgeoisie et par le préposé au contrôle des habitants ou le teneur du registre des bourgeois; il doit être muni du sceau approprié.

² L'acte d'origine est adressé au titulaire, sans légalisation.

³ La commune municipale, mixte ou bourgeoise, répond du préjudice causé par la délivrance d'actes d'origine inexacts ou irréguliers, la responsabilité de l'officier de l'état civil étant réservée.

5. Perte

Art. 36⁷⁾ ¹ La perte de l'acte d'origine doit être annoncée par écrit, avec indication des circonstances, au préposé au contrôle des habitants compétent afin que ce dernier procède d'office aux recherches nécessaires; les frais inhérents à une telle opération sont à la charge de l'intéressé⁹⁾.

² Le titulaire demande à l'autorité communale où a eu lieu le dernier retrait de l'acte d'origine une attestation constatant la remise de cet acte.

³ Si les recherches sont vaines, le nouvel acte d'origine n'est délivré qu'après annulation de l'ancien par la voie du Journal officiel.

⁴ L'acte d'origine, retrouvé après annulation, doit être remis à l'autorité qui l'a délivré.

6. Actes d'origine périmés

Art. 37⁷⁾ Les actes d'origine périmés, notamment par suite du décès du titulaire ou d'un changement d'état civil, sont retournés à l'autorité qui les a délivrés; celle-ci en assure la destruction.

7. Emoluments

Art. 38⁷⁾¹⁷⁾

8. Tenue du registre
a) Principe

Art. 39⁷⁾ Chaque commune tient un registre des actes d'origine délivrés, qui indique notamment le nom, le prénom, le numéro d'ordre, l'état civil et la date à laquelle l'acte a été établi.

b) Pluralité de droits de cité

Art 39a⁸⁾ ¹ En cas de pluralité de droits de cité, chaque commune d'origine reçoit communication de la délivrance de l'acte d'origine et inscrit celui-ci dans son registre en indiquant la date de délivrance et la commune d'émission.

² Toute mention (restitution, annulation ou perte, etc.) est communiquée aux différents lieux d'origine.

9. Départ à l'étranger

Art. 39b⁸⁾ ¹ L'acte d'origine ne doit être ni emporté à l'étranger, ni remis à une personne qui part à l'étranger, ni lui être envoyé après coup, exception faite de la Principauté de Liechtenstein.

² Lorsque le titulaire d'un acte d'origine part à l'étranger, la commune en possession de ce document le retourne à l'autorité qui l'a délivré, laquelle le conserve en dépôt.

SECTION 4 : Libération des liens du droit de cité communal et du droit de cité cantonal

I. Compétence

Art. 40 La libération des liens du droit de cité communal et du droit de cité cantonal est prononcée par la Section de l'état civil et des habitants, sur la demande de l'intéressé et après avoir entendu le conseil communal ou bourgeois compétent.

II. Libération du droit de cité communal **1. Conditions**

Art. 41 ¹ La libération du droit de cité d'une commune est prononcée lorsque l'intéressé justifie posséder un autre droit de cité communal (art. 9, al. 1, LDC).

² La demande de libération doit être rédigée par écrit et signée par l'intéressé ou son mandataire dûment autorisé et être présentée à la Section de l'état civil et des habitants. Lorsque l'intéressé n'a pas l'exercice des droits civils, la demande sera signée par son représentant légal (art. 422, ch. 2, CC). Les procurations du mandataire ou du représentant doivent être légalisées.

³ A la demande sera joint l'acte d'admission au droit de cité d'une nouvelle commune (art. 11 du présent décret).

2. Mode de procéder

Art. 42 ¹ Il sera délivré à l'intéressé un acte constatant sa libération. Celle-ci sera également notifiée à la commune de l'ancien droit de cité.

² La libération prononcée sera communiquée d'office au préposé au contrôle des habitants ou au teneur du registre des bourgeois des communes concernées pour annotation dans le registre des actes d'origine délivrés ou dans le registre des bourgeois.⁹⁾

III. Libération du droit de cité cantonal et communal **1. En cas de conservation de la nationalité suisse**

Art. 43 ¹ La libération du droit de cité cantonal est prononcée par la Section de l'état civil et des habitants en même temps que celle du droit de cité communal, lorsque l'intéressé justifie :

1. avoir l'exercice des droits civils;
2. ne plus avoir de domicile dans le Canton;
3. avoir été admis au droit de cité d'un autre canton ou Etat, ou être au bénéfice d'une promesse d'admission (art. 9, al. 2, LDC).

² Les prescriptions des articles 41, alinéas 2 et 3, et 42 du présent décret sont applicables par analogie.

2. En cas de renonciation à cette nationalité

Art. 44 Si l'intéressé renonce simultanément au droit de cité cantonal et à la nationalité suisse, ce sont les dispositions de la loi fédérale du 29 septembre 1952 sur l'acquisition et la perte de la nationalité suisse¹²⁾ qui sont applicables.

IV. Emoluments

Art. 45¹⁵⁾

V. Effets de la libération

Art. 46 ¹ La libération du mari des liens du droit de cité communal et cantonal étend ses effets à la femme et aux enfants mineurs, à moins d'exceptions formellement stipulées par la Section de l'état civil et des habitants (art. 10 LDC).

² L'acte constatant la libération et l'avis adressé à la commune mentionneront les effets de cette mesure (art. 42, al. 1, du présent décret).

SECTION 5 : Dispositions finales

I. Exécution

Art. 47 Le Gouvernement est chargé de l'application du présent décret.

II. Entrée en vigueur

Art. 48 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur¹³⁾ du présent décret.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) RS 143.12
- 2) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I du décret du 10 mai 1984, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1984
- 3) RSJU 101
- 4) RSJU 141.1
- 5) RS 210
- 6) RSJU 190.11
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 10 mai 1984, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1984
- 8) Introduit par le ch. I du décret du 10 mai 1984, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1984
- 9) Nouvelle teneur selon la section 1 du décret du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1995
- 10) RSJU 212.121
- 11) Abrogés par la section 1 du décret du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1995
- 12) RS 141.0
- 13) 1^{er} janvier 1979
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 23 octobre 2002, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003
- 15) Abrogé par le ch. I du décret du 23 octobre 2002, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003
- 16) Nouvelle teneur selon l'article 30, alinéa 2, lettre a, du décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale (RSJU 176.21), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- 17) Abrogé par l'article 30, alinéa 2, lettre a, du décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale (RSJU 176.21), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- 18) Nouvelle teneur selon le ch. II de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Loi concernant le contrôle des habitants

du 18 février 2009

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu la loi fédérale du 23 juin 2006 sur l'harmonisation des registres des habitants et d'autres registres officiels de personnes (loi fédérale sur l'harmonisation de registres, LHR)^{[1\)](#)},

vu les articles 9, alinéa 1, 98, alinéa 3, et 124, alinéa 2, de la loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers (LEtr)^{[2\)](#)},

vu l'article 50e, alinéa 3, de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS)^{[3\)](#)},

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

But et champ
d'application

Article premier ¹ La présente loi a pour but d'organiser le contrôle de la population et de fournir aux administrations publiques les renseignements dont celles-ci ont besoin au sujet des personnes qui sont établies ou qui séjournent dans une commune du canton.

² Elle règle en particulier :

- a) l'établissement et le séjour sur le territoire cantonal des personnes physiques suisses et étrangères;
- b) l'harmonisation des registres cantonaux et communaux;
- c) l'échange de données personnelles entre les autorités cantonales et communales;
- d) l'application de la loi fédérale sur l'harmonisation des registres des habitants et d'autres registres officiels de personnes (dénommée ci-après : "LHR")^{[1\)](#)}.

Terminologie

Art. 2 ¹ Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

² Les termes "administrations publiques" utilisés dans la présente loi désignent les entités mentionnées à l'article 3, alinéa 2, de la loi sur la protection des données à caractère personnel⁴⁾.

CHAPITRE II : Contrôle de l'établissement et du séjour

SECTION 1 : Organisation

Responsabilité **Art. 3** ¹ Les communes sont responsables du contrôle des personnes qui sont établies ou qui séjournent sur leur territoire.

² Elles en assument les frais.

Préposé communal **Art. 4** ¹ Les communes désignent le préposé chargé du contrôle des habitants (dénommé ci-après : "le préposé communal").

² Celui-ci exerce les tâches prévues par la présente loi et ses dispositions d'application.

Registre communal des habitants **Art. 5** ¹ Le préposé communal tient le registre communal des habitants.

² Il y inscrit toutes les données mentionnées à l'article 21.

³ Il s'assure de leur caractère exact, actuel et exhaustif.

⁴ Le registre est tenu par voie électronique.

SECTION 2 : Etablissement et séjour des citoyens suisses

Obligation d'annoncer l'arrivée **Art. 6** La personne qui déménage afin de s'établir (art. 3, lettre b, LHR) ou de séjourner (art. 3, lettre c, LHR) dans une commune a l'obligation de s'annoncer personnellement auprès du préposé communal dans un délai de 14 jours.

Exception **Art. 7** ¹ Celui qui n'entend résider en dehors de son lieu de domicile qu'à titre passager et pour une période inférieure à trois mois est libéré de l'obligation de s'annoncer. Il doit, sur demande, justifier de son domicile.

² Dans tous les cas, une personne qui séjourne dans une commune doit s'annoncer après trois mois de résidence consécutifs ou répartis sur une même année.

Contenu de l'annonce

Art. 8 ¹ Lors de l'annonce, la personne communique, de façon conforme à la vérité, l'ensemble des données visées à l'article 21.

² Sur demande du préposé communal, elle est tenue de produire les pièces nécessaires à la vérification des données précitées.

Dépôt

Art. 9 ¹ La personne qui annonce son établissement dépose auprès du préposé communal un certificat individuel d'état civil pour chacune des personnes concernées.

² Celle qui annonce son séjour remet une pièce officielle attestant qu'elle est établie dans une autre commune.

Changement de situation; départ

Art. 10 ¹ La personne établie ou en séjour doit communiquer au préposé communal, dans les 14 jours, tout changement relatif à une donnée visée à l'article 21, à moins que la communication de celui-ci ait lieu d'office.

² La personne qui quitte la commune où elle est établie ou en séjour est tenue d'annoncer son départ le jour de celui-ci au plus tard et d'indiquer sa destination.

Contentieux

Art. 11 ¹ Lorsqu'une personne ne s'acquitte pas de ses obligations au sens des articles 6 et suivants, le conseil communal lui impartit un bref délai pour procéder à l'annonce de son arrivée et au dépôt des documents requis ou pour exercer son droit d'être entendu.

² Après instruction du dossier, le conseil communal statue sur l'établissement ou le séjour de la personne.

³ La décision est notifiée à la personne. Elle est sujette à opposition et à recours conformément à l'article 56 de la loi sur les communes⁵⁾.

⁴ Une fois la décision entrée en force, le préposé communal procède à l'inscription au registre communal des habitants.

Obligation de l'employeur, du bailleur, du logeur et du gérant d'immeubles

Art. 12 Sur demande du préposé communal, l'employeur, le bailleur, le logeur et le gérant d'immeubles sont tenus de communiquer gratuitement les renseignements relatifs aux personnes tenues de s'annoncer, si celles-ci ne s'acquittent pas de leurs obligations au sens des articles 6 et suivants.

Emolument

Art. 13 Le Parlement fixe, par voie de décret, les émoluments à prélever par les communes pour leurs activités liées au contrôle des habitants.

SECTION 3 : Etablissement et séjour des personnes étrangères

Service de la population

Art. 14 Le Service de la population est l'autorité compétente pour les affaires touchant à la police des étrangers.

Communes

Art. 15 ¹ Les communes appuient le Service de la population dans l'accomplissement de ses tâches.

² Elles procèdent aux contrôles nécessaires et informent le Service de la population de tout événement pertinent.

³ Elles exercent en particulier les tâches suivantes :

- a) elles veillent à ce que les personnes étrangères déclarent leur arrivée et leur départ;
- b) elles veillent à ce que les décisions du Service de la population soient appliquées.

⁴ Avant que le Service de la population ne statue dans une procédure d'autorisation, il demande le préavis de la commune. Celui-ci ne lie pas le Service de la population.

Obligation de communiquer

Art. 16 ¹ Sur requête du Service de la population, l'autorité compétente en matière d'exécution des peines et mesures l'informe préalablement de la date à laquelle une personne étrangère privée de liberté sera libérée.

² Celui qui loge une personne étrangère à titre lucratif doit spontanément la déclarer au préposé communal.

Renvoi

Art. 17 Pour le surplus, les articles 6 à 13 s'appliquent par analogie.

CHAPITRE III : Plate-forme cantonale d'échange de données personnelles et registre cantonal des habitants

SECTION 1 : Plate-forme cantonale d'échange de données personnelles

Principe

Art. 18 ¹ Une plate-forme informatique est instaurée afin de gérer les données utilisées par les administrations publiques.

² Elle est composée du registre cantonal des habitants et d'autres registres qui en font partie, désignés par le Gouvernement par voie d'ordonnance.

³ La plate-forme permet aux administrations publiques d'avoir accès aux données des registres par le biais d'interfaces.

⁴ Elle sert en particulier à transmettre des données à la Confédération.

⁵ Le Service de l'informatique est chargé d'exploiter la plate-forme.

SECTION 2 : Registre cantonal des habitants

Principe

Art. 19 ¹ Un registre cantonal des habitants est créé.

² Il contient des données concernant toutes les personnes, suisses et étrangères, établies ou séjournant sur le territoire cantonal.

Exhaustivité

Art. 20 ¹ Les données du registre doivent être actuelles, exactes et complètes.

² Les autorités compétentes veillent à ce qu'elles soient à jour.

Données saisies

Art. 21 Le registre cantonal des habitants contient :

- a) les données visées à l'article 6 LHR;
- b) les données suivantes :
 - 1. nom et prénom du père et de la mère, le cas échéant nom de jeune fille de celle-ci;
 - 2. nom et prénom de l'époux ou du partenaire enregistré;
 - 3. date du mariage ou de l'enregistrement du partenariat, respectivement date de la fin de ceux-ci;
 - 4. nom et prénom des enfants;

5. ⁷⁾ l'existence d'une curatelle de portée générale ou d'un mandat pour cause d'incapacité en cours ou de toute autre curatelle communiquée par l'autorité de protection.

Transmission et mise à jour des données
a) par l'office de l'état civil

Art. 22 Lorsqu'il procède à une inscription dans un registre de l'état civil, l'office de l'état civil communique au Service de la population le numéro AVS ainsi que tous les faits d'état civil concernant des personnes mentionnées à l'article 19, alinéa 2.

b) par les communes

Art. 23 Les communes transmettent gratuitement et régulièrement au Service de la population l'ensemble des données mentionnées à l'article 21, à l'exception de celles visées à l'article 22, portant sur les personnes établies ou séjournant sur leur territoire, par le biais de leur registre communal des habitants.

c) par les services de l'administration cantonale et d'autres organes

Art. 24 Lorsque les administrations publiques ont connaissance de la modification d'une donnée, elles la communiquent au Service de la population; celui-ci en avise la commune de la personne concernée.

Accès aux données par procédure d'appel
a) Données usuelles

Art. 25 ¹ Les services de l'administration cantonale disposent, par procédure d'appel, d'un accès électronique aux données suivantes :

- a) nom officiel et autres noms enregistrés à l'état civil (art. 6, lettre e, LHR);
- b) prénoms (art. 6, lettre f, LHR);
- c) adresse et adresse postale, y compris le numéro postal d'acheminement et le lieu (art. 6, lettre g, LHR);
- d) date de naissance et lieu de naissance (art. 6, lettre h, LHR);
- e) lieu d'origine, si la personne est de nationalité suisse (art. 6, lettre i, LHR);
- f) sexe (art. 6, lettre j, LHR);
- g) état civil (art. 6, lettre k, LHR);
- h) nationalité (art. 6, lettre m, LHR);
- i) établissement ou séjour dans la commune (art. 6, lettre o, LHR);
- j) commune d'établissement ou commune de séjour (art. 6, lettre p, LHR);
- k) date de décès (art. 6, lettre u, LHR).

² Le Gouvernement peut attribuer, par voie d'ordonnance, un accès aux données mentionnées à l'alinéa 1 en faveur de personnes ou d'organes publics ou privés qui accomplissent des tâches d'intérêt public ou déléguées par l'Etat ou les communes, pour autant qu'ils en aient besoin dans l'accomplissement de celles-ci.

b) Données sensibles

Art. 26 Le Service des contributions dispose d'un accès électronique aux données relatives à l'appartenance à une communauté religieuse reconnue des personnes assujetties à l'impôt (art. 6, lettre l, LHR).

c) Numéro AVS

Art. 27 Les services de l'administration cantonale, les personnes ou organes qui se sont vu attribuer un accès au sens de l'article 25, alinéa 2, ainsi que les communes peuvent avoir connaissance du numéro AVS et l'utiliser systématiquement pour l'accomplissement de leurs tâches légales.

d) Accès défini par le Gouvernement

Art. 28 ¹ Le Gouvernement peut définir, par voie d'ordonnance, dans quelle mesure un service de l'administration cantonale ou une personne ou un organe qui s'est vu attribuer un accès au sens de l'article 25, alinéa 2, dispose d'un accès électronique à certaines données.

² Un tel accès ne peut être prévu qu'aux conditions cumulatives suivantes :

- a) la personne, le service ou l'organe a régulièrement besoin, dans le cadre de l'accomplissement de ses tâches, d'avoir connaissance d'une donnée inscrite au registre cantonal des habitants qui n'est pas mentionnée à l'article 25, alinéa 1;
- b) la personne et les collaborateurs du service ou de l'organe sont soumis au secret professionnel ou de fonction;
- c) la transmission de la donnée en cause est proportionnée par rapport au but recherché et repose sur un intérêt public ou privé suffisant.

Tenue du registre, coordination et surveillance

Art. 29 ¹ Le Service de la population est responsable de la tenue du registre cantonal des habitants.

² Il exerce en outre les tâches suivantes :

- a) il coordonne et applique les mesures d'harmonisation et procède aux contrôles de qualité s'y rapportant;
- b) il livre les données requises à la Confédération;
- c) il exerce la surveillance sur les communes dans le cadre du contrôle de l'établissement et du séjour;
- d) il édicte les directives nécessaires.

Numéro de logement

Art. 30 ¹ Les communes veillent à l'attribution d'un numéro de logement conformément aux directives de la Confédération.

² Les services industriels, les organes visés à l'article 25, alinéa 2, les bailleurs et les propriétaires ainsi que tout autre service communal ou cantonal tenant des registres mettent gratuitement à la disposition des communes les données dont celles-ci ont besoin pour déterminer et mettre à jour les numéros de logement.

³ Les personnes chargées de la numérotation des logements ont accès aux locaux communs des immeubles.

CHAPITRE IV : Disposition pénale

Art. 31 Sous réserve du droit fédéral, les infractions à la présente loi ou à ses dispositions d'application sont passibles d'une amende.

CHAPITRE V : Dispositions finales

Exécution

Art. 32 ¹ Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi.

² Il peut notamment édicter des dispositions concernant :

- a) la procédure et les modalités de l'enregistrement des habitants;
- b) les tâches des communes;
- c) les pièces devant être remises au préposé communal;
- d) l'échange de données en cas de déménagement;
- e) les programmes informatiques devant être utilisés pour la tenue du registre communal des habitants;
- f) les modalités techniques du transfert des données;
- g) les modalités de la tenue et de la mise à jour du numéro de logement.

³ Les dispositions régissant la sécurité de l'information et la protection des données sont mises en œuvre par des mesures techniques et organisationnelles appropriées.

Abrogation

Art. 33 La loi du 9 novembre 1978 sur l'établissement et le séjour des citoyens suisses et le décret du 6 décembre 1978 concernant l'établissement et le séjour des citoyens suisses sont abrogés.

Référendum

Art. 34 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en
vigueur

Art. 35 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur⁶⁾ de la présente loi.

Delémont, le 18 février 2009

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Vincent Wermeille

Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

1) RS 431.02

2) RS 142.20

3) RS 831.10

4) RSJU 170.41

5) RSJU 190.11

6) 1^{er} septembre 2009

7) Nouvelle teneur selon le ch. III de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Loi sur les droits politiques

du 26 octobre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu les articles 70 à 81 de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

TITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ
d'application

Article premier ¹ La présente loi s'applique aux élections populaires qui ont lieu dans la République et Canton du Jura, dans les communes municipales, mixtes, bourgeoises et sections de commune, ainsi qu'aux initiatives populaires, aux votes populaires (référendum) et aux demandes de référendum dans le Canton et dans les communes précitées; elle ne s'applique pas aux élections qui ont lieu en assemblée communale.²⁾

² Le Gouvernement édicte, par voie d'ordonnance, les règles nécessaires à l'exécution de la présente loi, ainsi qu'à celle de la loi fédérale sur les droits politiques³⁾.

Terminologie

Art. 1a³²⁾ Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

SOUS-TITRE PREMIER : Qualité d'électeur, éligibilité⁴⁾

Electeurs

Art. 2 ¹ Les Suisses, hommes et femmes, âgés de dix-huit ans et domiciliés depuis trente jours dans le Canton, sont électeurs lors des scrutins cantonaux. Ils sont électeurs pour les scrutins de la commune s'ils sont domiciliés depuis trente jours dans la commune.²⁾

² Possèdent le droit de vote en matière bourgeoise tous les bourgeois et bourgeoises domiciliés dans la commune ou section de commune et qui ont le droit de vote en matière cantonale. Le règlement de la commune bourgeoise peut accorder le droit de vote à tous les bourgeois et bourgeoises jouissant des droits civiques et domiciliés hors de la commune.

³ Les gens du voyage ont le droit de vote en matière cantonale s'ils s'inscrivent dans le registre des électeurs de leur commune d'origine où ils exercent leur droit de vote.⁵⁾

⁴ Les Suisses de l'étranger sont électeurs en matière cantonale s'ils s'inscrivent dans le registre des électeurs de leur commune d'origine ou de domicile antérieur; l'exercice de leur droit de vote est régi par les dispositions de la loi fédérale sur les droits politiques des Suisses de l'étranger⁶⁾ et par la présente loi.⁷⁾

⁵ Les personnes qui, en raison d'une incapacité durable de discernement, sont protégées par une curatelle de portée générale ou par un mandat pour cause d'incapacité ne sont pas électeurs.³⁶⁾

Etrangers

Art. 3 ¹ Les étrangers domiciliés en Suisse depuis dix ans et dans le Canton depuis un an sont électeurs en matière cantonale.²⁸⁾

² Les étrangers ne participent pas au scrutin touchant la matière constitutionnelle (art. 77, lettres a, b et f, de la Constitution cantonale).

³ Les étrangers domiciliés en Suisse depuis dix ans, dans le Canton depuis un an et dans la commune depuis trente jours sont électeurs en matière communale.⁸⁾²⁸⁾

Registre des électeurs

Art. 4 ¹ Chaque commune crée un registre des électeurs dont le préposé est nommé par le conseil communal.

² Les électeurs sont enregistrés d'office lorsqu'ils réunissent les conditions légales. Ils sont également enregistrés s'ils établissent qu'ils réuniront ces conditions au jour du plus prochain scrutin. Nul ne peut être enregistré dans plus d'une commune.

^{2bis} Pour le vote des Suisses de l'étranger, un registre est tenu par chaque commune. Celui-ci est informatisé et harmonisé dans tout le Canton. La Chancellerie d'Etat y a accès.³²⁾

³ Le registre des électeurs est public.

Correction du registre

Art. 5 ¹ La personne qui n'est pas enregistrée et qui estime qu'elle devrait l'être peut demander au préposé de compléter le registre.

² La décision du préposé peut être attaquée dans les dix jours auprès du conseil communal. Celui-ci statue sans retard.

³ Tout électeur qui estime qu'une personne est enregistrée à tort peut demander au conseil communal de corriger le registre. La personne dont l'enregistrement est contesté est, si possible, mise en mesure de se défendre.

Eligibilité

Art. 6 ¹ Sont éligibles à toutes les fonctions publiques les Suisses, hommes et femmes, âgés de dix-huit ans, qui ne sont pas protégés par une curatelle de portée générale ou par un mandat pour cause d'incapacité. ³⁶⁾

² Les personnes âgées de seize ans au moins peuvent siéger dans toutes les commissions communales. ⁸⁾

³ ... ⁹⁾

⁴ Les étrangers ayant l'exercice des droits civils et politiques sont éligibles dans les commissions communales et aux postes de fonctionnaires communaux. ¹⁰⁾

⁵ Les étrangers ayant l'exercice des droits civils et politiques sont éligibles dans les conseils de ville et les conseils généraux. ¹¹⁾

Art. 7 à 10 ¹²⁾

SOUS-TITRE II : Exercice du droit de vote

Lieu du scrutin

Art. 11 Les scrutins ont lieu dans les communes. Le droit de vote est exercé en principe dans la commune où l'électeur possède son domicile.

Temps du scrutin

Art. 12 ¹ Le dimanche est le jour du scrutin.

² Le conseil communal peut ouvrir le scrutin dès le vendredi. ³³⁾

Matériel de vote

Art. 13 ¹ La qualité d'électeur est établie par la présentation de la carte d'électeur.

1bis ... ¹³⁾

² Le droit de vote est exercé au moyen d'un bulletin officiel.

Fourniture du matériel de vote

Art. 14 ¹ Les communes font parvenir à tous les électeurs de leur ressort, au moins dix jours avant celui du scrutin, leur carte d'électeur, ainsi que le ou les bulletins officiels et, s'il s'agit d'un référendum, le texte soumis au vote.

² Des bulletins officiels sont mis à la disposition des électeurs dans les administrations communales et dans les locaux de vote.

³ L'Etat ou la commune prend en charge les frais d'impression et de distribution des bulletins officiels. [7](#)

^{3bis} Lors d'élections selon le système proportionnel, l'alinéa 3 n'est applicable qu'aux listes ayant obtenu au moins trois pour cent des suffrages exprimés ou un élu dans la circonscription. Les frais d'impression et de distribution des listes n'ayant pas obtenu ce résultat sont à charge des candidats figurant sur la liste, tenus de les payer solidairement, ou à charge de la personne morale ayant présenté la liste. [14](#)[28](#)

^{3ter} Lors d'élections selon le système majoritaire, l'alinéa 3 n'est applicable qu'aux candidats ayant obtenu un nombre de suffrages équivalant à trois pour cent au moins du nombre des bulletins valables. Les frais d'impression et de distribution des bulletins des candidats n'ayant pas obtenu ce résultat sont à leur charge. [14](#)[28](#)

⁴ Les bulletins supplémentaires sont à la charge des personnes ou organisations qui les ont commandés. [10](#)

Distribution de la propagande des partis

Art. 14a [32](#) ¹ Les communes distribuent la propagande des partis politiques.

² Ceux-ci collaborent autant que possible à cette tâche.

Bureau électoral

Art. 15 ¹ Chaque commune constitue un bureau électoral désigné par le conseil communal; il est composé d'au moins trois électeurs domiciliés dans son ressort, et d'au moins cinq lors d'élections; dans ce dernier cas, les forces politiques y sont équitablement représentées; plusieurs communes peuvent former un bureau électoral. [8](#)

² La participation au bureau électoral est un devoir auquel nul ne peut se soustraire sans justes motifs.

³ Le bureau électoral veille à la régularité du scrutin et procède au dépouillement.

Vote personnel à l'urne

Art. 16 ¹ Les électeurs déposent personnellement leur bulletin dans l'urne; la carte d'électeur est déposée dans une urne séparée. [15\)](#)

² ... [34\)](#)

³ Le bureau électoral prend les mesures propres à permettre aux invalides de participer au vote lorsqu'ils sont incapables d'accomplir eux-mêmes les actes nécessaires.

Art. 17 [34\)](#)

Vote par correspondance

Art. 18 ¹ L'électeur peut voter par correspondance dès qu'il a reçu sa carte et le matériel nécessaire. Le matériel de vote permet l'identification de l'électeur ayant voté par correspondance tout en garantissant le secret du vote. [15\)](#)

² Le vote peut être exercé de n'importe quel endroit. [15\)](#)

^{2bis} L'enveloppe de vote peut également être remise directement à l'administration communale avant le scrutin durant les heures d'ouverture du bureau communal. [32\)](#)

³ Les militaires en service et les personnes accomplissant un service dans l'organisation de la protection civile peuvent aussi voter par correspondance lors des scrutins cantonaux et communaux.

⁴ Les Suisses de l'étranger inscrits dans le registre des électeurs reçoivent le matériel de vote par correspondance sans en faire la demande au préalable. [14\)](#)

Secret du vote

Art. 19 ¹ Le secret du vote doit être assuré.

² Les bulletins envoyés par correspondance sont introduits dans l'urne avant le dépouillement du scrutin. [33\)](#)

Timbre

Art. 20 Tous les bulletins doivent recevoir le timbre du bureau électoral avant d'être introduits dans l'urne.

Bulletins nuls

Art. 21 Sont nuls :

- a) les bulletins qui ne sont pas officiels;
- b) les bulletins qui ne portent pas le timbre du bureau électoral;
- c) lors d'un vote, les bulletins qui ne sont pas remplis à la main; lors d'une élection, les bulletins blancs qui ne sont pas remplis à la main et les bulletins imprimés qui sont modifiés autrement qu'à la main;
- d) les bulletins qui n'expriment pas clairement la volonté de l'électeur;
- e) les bulletins qui portent des signes qui permettent d'en reconnaître l'auteur;
- f) les bulletins qui portent des mentions étrangères au scrutin;
- g) ... [16\)](#)
- h) ... [34\)](#)

SOUS-TITRE III : Autres dispositions

Calendrier des élections

Art. 22 ¹ L'élection du Parlement et celle du Gouvernement ont lieu le même jour, soit l'avant-dernier dimanche d'octobre. [2\)](#)

² L'élection des conseils généraux, des conseils communaux, des maires, des présidents et vice-présidents des assemblées a lieu le même jour, soit l'avant-dernier dimanche d'octobre, deux ans après l'élection du Parlement. [8\)33\)](#)

³ Le règlement de la commune bourgeoise fixe le calendrier des élections bourgeoises.

⁴ L'élection des conseillers aux Etats a lieu le même jour que celle du Conseil national.

Commencement de la législature [33\)](#)

Art. 23 [8\)](#) ¹ Le Parlement se constitue durant la troisième semaine de décembre qui suit son élection; à cette occasion, il procède à l'élection des autorités qui relèvent de sa compétence.

² Le Gouvernement se constitue le lendemain.

³ Les autres autorités se constituent dans les quinze premiers jours de l'année civile qui suit le jour de l'élection.

⁴ Les charges des anciennes autorités prennent fin la veille de la séance constitutive des nouvelles autorités.

⁵ L'autorité de recours peut, au besoin, prolonger la période de fonction des anciennes autorités en cas de recours dirigé contre l'élection des nouvelles autorités.

Organisation des scrutins

Art. 24 A moins que la présente loi n'en dispose autrement, le Gouvernement prend les mesures qui se rapportent aux scrutins du Canton; les conseils communaux prennent celles qui se rapportent aux scrutins des communes.²⁾

Publication des résultats des scrutins

Art. 25⁸⁾ ¹ La Chancellerie d'Etat vérifie et publie le résultat des scrutins.

² Le conseil communal procède à la publication des résultats selon l'usage local.

Art. 26¹⁷⁾

Constatation du résultat des scrutins

Art. 27 ¹ Le Parlement constate, dans sa séance constitutive, le résultat de son élection, ainsi que celui de l'élection des suppléants.

² Le Gouvernement constate le résultat des autres élections du Canton et celui des scrutins cantonaux.²⁾

³ Le conseil communal constate le résultat des scrutins communaux.

⁴ ...¹⁷⁾

Tirage au sort

Art. 28 Quand la loi s'en remet au tirage au sort, l'opération incombe au président du Tribunal cantonal, qui procède comme il lui semble opportun.

TITRE II : Election du Parlement

Périodicité

Art. 29 Le Parlement est composé de soixante membres élus simultanément pour une durée de cinq ans.³³⁾

Réélection

Art. 29a¹⁸⁾ ¹ Les députés et les suppléants ne sont rééligibles que deux fois consécutivement.

² En cas d'accession à la fonction de suppléant en cours de législature, la période n'est pas prise en considération.

³ Toute période entamée est réputée complète.

⁴ La période commence le jour de la séance constitutive du Parlement.

Circonscriptions
électorales

Art. 30 L'élection a lieu par district.

Répartition des
sièges entre les
circonscriptions

Art. 31 Les sièges du Parlement sont répartis entre les districts selon les règles suivantes :

- a) trois sièges sont attribués à chaque district;
- b) ³³⁾ la population résidente au 31 décembre de l'année précédant l'élection est divisée par le nombre des sièges qui n'ont pas été attribués dans la première répartition. Le résultat, arrondi au nombre entier immédiatement supérieur, est le quotient. Chaque district reçoit autant de sièges que le chiffre de sa population de résidence contient de fois le quotient;
- c) les sièges qui n'ont pas été attribués lors de la deuxième répartition sont attribués aux districts qui ont obtenu les restes les plus forts.

Système
électoral

Art. 32 Le Parlement est élu selon le système de la représentation proportionnelle.

Listes

Art. 33 ¹ Pour chaque district, les listes de candidats doivent parvenir à la Chancellerie d'Etat au plus tard le lundi de la sixième semaine qui précède l'élection, à 18 heures. ⁷³³⁾

² Une liste ne peut porter plus de noms qu'il n'y a de sièges dans le district.

³ Chaque liste indique le nom, le prénom, l'année de naissance, la profession, le domicile (adresse exacte) et le lieu d'origine des candidats.

⁴ Elle doit porter une dénomination qui la distingue des autres listes.

⁵ Chaque liste doit porter la signature manuscrite d'au moins trente électeurs domiciliés dans le district, dont deux mandataires et un suppléant; si ceux-ci ne sont pas désignés, sont considérés comme tels les électeurs dont le nom figure en tête de liste. ⁸⁾

⁶ Un électeur ne peut apposer sa signature sur plus d'une liste.

Domicile	<p>Art. 34 ¹ Le député est domicilié dans sa circonscription électorale.</p> <p>² En cas de fusion de sa commune de domicile et du rattachement de celle-ci à un autre district, le député exerce son mandat jusqu'à la fin de la législature pour laquelle il a été élu. 31)</p>
Candidatures multiples	<p>Art. 35 Nul ne peut être candidat dans plus d'un district ou sur plus d'une liste du même district. S'il y a lieu, un délai d'option est imparti. Faute d'option dans le délai imparti, le sort décide.</p>
Corrections et compléments	<p>Art. 36 ¹ Les personnes qui déclinent leur candidature le font savoir à la Chancellerie d'Etat au plus tard le vendredi de la sixième semaine qui précède l'élection, à 18 heures. 7)33)</p> <p>² Les mandataires de la liste la corrigent ou la complètent, s'il y a lieu, au plus tard le lundi de la cinquième semaine qui précède l'élection, à 18 heures. 7)33)</p> <p>³ Les candidatures déclinées ou contraires à la loi sont considérées comme non écrites.</p>
Bulletins officiels	<p>Art. 37 Les communes font parvenir à tous les électeurs de leur ressort, au moins dix jours avant l'élection, des bulletins officiels imprimés reproduisant les listes du district (avec le nom, le prénom, l'année de naissance, la profession et le domicile des candidats) et un bulletin officiel blanc.</p>
Manières de voter	<p>Art. 38 ¹ Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de sièges dans le district.</p> <p>² Il peut voter de l'une des manières suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) il dépose dans l'urne un bulletin officiel imprimé sans le modifier; b) il dépose un bulletin officiel imprimé qu'il a modifié, en y biffant des noms 8), en en cumulant d'autres ou en y portant le nom de candidats d'autres listes (panachage). <p>Dans ces deux cas (a et b), les suffrages qui ne sont pas donnés à des candidats sont attribués à la liste dont la dénomination figure en tête du bulletin;</p> <ul style="list-style-type: none"> c) il dépose un bulletin officiel blanc où il a porté le nom de candidats du district, en en cumulant s'il lui plaît;

- d) il dépose un bulletin officiel blanc où, sans porter le nom d'aucun candidat, il attribue ses suffrages à une liste de son choix en la désignant clairement;
- e) il dépose un bulletin officiel blanc où il désigne la liste de son choix ainsi que le nom d'un ou de plusieurs candidats.¹⁰⁾

³ Aucun candidat ne peut recevoir plus de deux suffrages par bulletin.

⁴ Les candidats en surnombre sont annulés comme suit :

- a) sur les bulletins imprimés, les derniers noms imprimés;
- b) les bulletins blancs, les derniers noms inscrits.

Détermination du
résultat

Art. 39 ¹ Après la clôture du scrutin, les bureaux électoraux établissent, et la Chancellerie d'Etat⁸⁾ récapitule pour chaque district :

- a) le nombre des électeurs et celui des votants;
- b) le nombre des bulletins valables et celui des bulletins non valables, ce dernier correspondant à la somme des bulletins blancs et nuls;⁸⁾
- c) le nombre des suffrages obtenus par les candidats de chaque liste (suffrages nominatifs);
- d) le nombre des suffrages non nominatifs qui sont attribués à chaque liste (suffrages complémentaires);
- e) le nombre des suffrages de chaque liste (suffrages nominatifs et suffrages complémentaires);
- f) le nombre des suffrages inutilisés.

² Aux fins de déterminer le résultat selon des techniques nouvelles, le Gouvernement peut édicter des dispositions dérogeant au présent article.¹⁰⁾

Répartition des
sièges entre les
listes

Art. 40 Dans chaque district, les sièges sont répartis entre les listes selon les règles suivantes :

- a) le nombre total des suffrages de toutes les listes est divisé par le nombre des sièges du district, augmenté d'un; le résultat porté au nombre entier immédiatement supérieur est le quotient électoral;⁸⁾
- b) chaque liste obtient autant de sièges que le nombre de ses suffrages contient de fois le quotient électoral;
- c) si tous les sièges ne sont pas répartis, le nombre de suffrages de chaque liste est divisé par le nombre de sièges qu'elle a déjà obtenus, augmenté d'un.

Un siège est attribué à la liste qui a le plus fort quotient.

L'opération se répète jusqu'à ce que tous les sièges soient répartis.

En cas d'égalité de quotient pour le dernier siège, le sort décide.

Désignation des élus

Art. 41 ¹ Sont élus, à concurrence du nombre des sièges qui reviennent à chaque liste, ceux des candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages nominatifs.

² Les candidats non élus sont rangés selon le nombre des suffrages nominatifs obtenus par eux.

³ En cas d'égalité des suffrages, est élu le candidat qui a obtenu le plus de suffrages sur la liste où son nom figurait. En cas de nouvelle égalité, le sort décide.

Election tacite

Art. 42 Si les candidats présentés ne sont pas plus nombreux que les sièges du district, ils sont élus sans vote (élection tacite). S'ils sont moins nombreux, il est procédé, pour les sièges non pourvus, à une élection complémentaire.

Sièges en surnombre

Art. 43 Si une liste obtient plus de sièges qu'elle n'a présenté de candidats, les électeurs qui l'ont signée peuvent désigner des candidats supplémentaires, qui sont élus sans vote. Faute de désignation dans le délai imparti, il est procédé à une élection complémentaire.

Vacance durant la législature

Art. 44 ¹ En cas de vacance durant la législature, le député qui quitte le Parlement est remplacé par le premier suppléant figurant sur la même liste. Si celui-ci refuse de siéger, le suivant prend sa place.

² S'il ne reste aucun candidat, la majorité des électeurs qui ont signé la liste peuvent désigner un candidat supplémentaire, qui est élu sans vote; faute de désignation dans le délai imparti, on procède à une élection complémentaire. ⁸⁾

Election complémentaire

Art. 45 ¹ Si un seul siège est vacant, l'élection complémentaire a lieu à la majorité relative.

² Si plusieurs sièges sont vacants, l'élection a lieu selon le système de la représentation proportionnelle.

Défaut de liste

Art. 46 Si, dans l'un quelconque des cas d'élection, aucune liste n'a été déposée, l'élection a lieu à la majorité relative. Les électeurs peuvent donner leurs suffrages à toute personne éligible. Le cumul n'est pas admis.

TITRE III : Election des suppléants

Principe

Art. 47 ¹ Les électeurs élisent les suppléants en même temps que les membres du Parlement.

² Les suppléants remplacent les membres du Parlement lors des séances plénières.

³ Les suppléants ont les mêmes droits et obligations que les titulaires. Ils peuvent être désignés pour représenter leur groupe dans les commissions.

⁴ Toutefois, ils ne peuvent être ni président du Parlement, ni vice-président, ni scrutateur.¹⁸⁾

Listes

Art. 48 Il sera établi une seule liste pour l'élection des députés et des suppléants.

Désignation des suppléants

Art. 49 ¹ La liste qui obtient un ou deux sièges a droit à un suppléant. Celle qui obtient de trois à six sièges a droit à deux suppléants. Celle qui obtient de sept à dix sièges a droit à trois suppléants. Celle qui obtient plus de dix sièges a droit à quatre suppléants.

² Les suppléants élus sont les premiers "viennent ensuite" après les députés.

³ En cas de vacance concernant les suppléants, sont applicables les mêmes règles que pour les députés.

Renvoi

Art. 50 Pour le surplus, sont applicables les règles qui régissent l'élection du Parlement.

TITRE IV : Election du Gouvernement

Périodicité

Art. 51³³⁾ Le Gouvernement est composé de cinq membres élus simultanément pour une durée de cinq ans.

Circonscription électorale

Art. 52 L'élection a lieu dans le Canton, qui constitue une seule circonscription.

Système
électoral

Art. 53 Le Gouvernement est élu selon le système de la majoritaire à deux tours.

Actes de
candidature

Art. 54 ¹ Les actes de candidature doivent parvenir à la Chancellerie d'Etat au plus tard le lundi de la sixième semaine qui précède l'élection, à 18 heures. [7/33](#)

² L'acte de candidature indique le nom, le prénom, l'année de naissance, la profession, le domicile (adresse exacte) et le lieu d'origine du candidat.

³ Il doit porter la signature manuscrite du candidat et celle d'au moins cinquante électeurs domiciliés dans le Canton, dont deux mandataires et un suppléant; si ceux-ci ne sont pas désignés, sont considérés comme tels les électeurs dont le nom figure en tête de liste. [8\)](#)

⁴ Les signataires peuvent grouper les candidatures. Ils n'en peuvent pas présenter plus de cinq.

Domicile

Art. 55 Les membres du Gouvernement sont domiciliés dans le Canton.

Corrections et
compléments

Art. 56 ¹ Les actes de candidature peuvent être corrigés au plus tard le lundi de la cinquième semaine qui précède l'élection, à 18 heures. [7/33](#)

² Ils ne peuvent être complétés que si un candidat devient inéligible; ce complément peut être apporté jusqu'au lundi qui précède l'élection, à 18 heures. [8\)](#)

³ La candidature, une fois signée, ne peut plus être déclinée.

Report de
l'élection

Art. 57 [33\)](#) Si un candidat devient inéligible entre le lundi qui précède l'élection et la clôture du scrutin, l'élection est annulée et reportée. Le Gouvernement prend les mesures nécessaires et fixe les délais. Il peut en particulier déroger aux délais fixés par la présente loi, notamment à l'article 23, alinéa 2.

Bulletins officiels

Art. 58 Les communes font parvenir à tous les électeurs de leur ressort, au moins dix jours avant l'élection, des bulletins officiels imprimés portant le nom du ou des candidats et un bulletin officiel blanc. Si un acte de candidature est complété ultérieurement, le Gouvernement distribue un nouveau bulletin officiel imprimé.

Manière de voter	<p>Art. 59 ¹ Chaque électeur dispose de cinq suffrages.</p> <p>² Il ne peut donner ses suffrages qu'à des candidats et n'en peut donner qu'un à chaque candidat.</p> <p>³ Les candidats en surnombre sont annulés comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) sur les bulletins imprimés, les derniers noms imprimés; b) sur les bulletins blancs, les derniers noms inscrits.
Détermination du résultat	<p>Art. 60 Après la clôture du scrutin, les bureaux électoraux établissent, et la Chancellerie d'Etat⁸⁾ récapitule pour le Canton :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre des électeurs et celui des votants; b) le nombre des bulletins valables et celui des bulletins non valables, ce dernier correspondant à la somme des bulletins blancs et nuls;⁸⁾ c) le nombre des suffrages obtenus par chaque candidat.
Désignation des élus	<p>Art. 61 ¹ Sont élus les candidats qui ont obtenu un nombre de suffrages supérieur à la moitié du nombre des bulletins valables (majorité absolue).</p> <p>² Si plus de cinq candidats ont obtenu la majorité absolue, sont élus ceux d'entre eux qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages.</p> <p>³ En cas d'égalité des suffrages pour le dernier siège, une élection complémentaire départage les candidats ayant obtenu le même nombre de suffrages.</p>
Ballottage	<p>Art. 62 ¹ Si moins de cinq candidats ont obtenu la majorité absolue (ballottage), il est procédé à un second tour de scrutin pour les sièges qui restent à pourvoir.</p> <p>² Le second tour du scrutin a lieu le troisième dimanche après le premier tour.¹⁵⁾</p>
Candidatures pour le second tour	<p>Art. 63 ¹ Un candidat au premier tour peut renoncer à sa candidature pour le deuxième tour.</p> <p>² Les candidatures doivent parvenir à la Chancellerie d'Etat le mercredi qui suit le premier tour, à 18 heures. Elles sont rendues publiques par le Journal officiel et par affichage dans les communes.¹⁵⁾</p>

³ Ne peuvent faire acte de candidature que les personnes qui s'étaient présentées au premier tour.

Matériel de vote **Art. 64¹⁵⁾** Les communes font parvenir les cartes d'électeur et les bulletins officiels aux électeurs au plus tard le lundi précédant le scrutin.

Manière de voter **Art. 65** Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de sièges à pourvoir.

Désignation des élus au second tour **Art. 66** Sont élus, à concurrence des sièges à pourvoir, les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages, même s'il n'est pas supérieur à la moitié du nombre des bulletins valables (majorité relative).

Renvoi **Art. 67** Sous réserve des dispositions qui précèdent, les règles valables pour le premier tour sont applicables au second.

Election tacite **Art. 68** ¹ Si les candidats présentés au premier ou second tour ne sont pas plus nombreux que les sièges à pourvoir, ils sont élus sans vote (élection tacite).

² S'ils sont moins nombreux, il est procédé, pour les sièges non pourvus, à une élection complémentaire à la majorité relative.

Vacance pendant la législature **Art. 69³³⁾** ¹ En cas de vacance pendant la législature, il est procédé à une élection complémentaire selon le système de la majoritaire à deux tours.

² Les personnes élues le sont pour la fin de la législature.

Défaut de listes **Art. 70** Si, dans l'un quelconque des cas d'élection, aucun acte de candidature n'a été déposé, l'élection se fait à la majorité relative. Les électeurs peuvent donner leurs suffrages à toute personne éligible.

TITRE V : Election des députés au Conseil des Etats

Périodicité **Art. 71** Les deux députés au Conseil des Etats sont élus simultanément pour une durée de quatre ans.

Circonscription électorale	Art. 72 L'élection a lieu dans le Canton, qui constitue une seule circonscription.
Système électoral	Art. 73 Les députés au Conseil des Etats sont élus selon le système de la représentation proportionnelle.
Renvoi	Art. 74 Les dispositions qui régissent l'élection du Parlement sont applicables par analogie, sous réserve de celles qui suivent.
Listes	<p>Art. 75 ¹ Les listes de candidats doivent parvenir à la Chancellerie d'Etat au plus tard le lundi de la sixième semaine qui précède l'élection, à 18 heures. 8)33)</p> <p>² Chaque liste doit porter la signature manuscrite du ou des candidats et celle d'au moins cinquante électeurs domiciliés dans le Canton, dont deux mandataires et un suppléant; si ceux-ci ne sont pas désignés, sont considérés comme tels les électeurs dont le nom figure en tête de liste. 8)</p> <p>³ La candidature, une fois signée, ne peut plus être déclinée.</p> <p>⁴ Les listes peuvent être corrigées au plus tard le lundi de la cinquième semaine qui précède l'élection, à 18 heures; elles ne peuvent être complétées que si un candidat devient inéligible; ce complément peut être apporté au plus tard le lundi de la deuxième semaine qui précède l'élection, à 18 heures. 8)33)</p>
Report de l'élection	Art. 76 8) Si un candidat devient inéligible entre le lundi de la deuxième semaine qui précède l'élection et la clôture du scrutin, l'élection est annulée et reportée au deuxième dimanche suivant; le Gouvernement prend les mesures nécessaires et fixe les délais.
Manière de voter	<p>Art. 77 ¹ L'électeur dispose de deux suffrages. Il vote pour un ou pour deux candidats.</p> <p>² Il ne peut donner qu'un suffrage à un candidat.</p>

Elections
complémentaires

Art. 78 ¹ En cas de vacance pendant la législature, le député sortant est remplacé par le candidat de la même liste qui n'a pas été élu lors de la dernière élection. A défaut, les signataires de la liste à laquelle appartenait le député ont le droit de présenter une candidature qui doit être approuvée par au moins trente signataires. Le candidat proposé est élu tacitement. Si les signataires de la liste initiale ne font pas usage de leur droit de présenter un candidat, un scrutin a lieu à la majorité relative. ³³⁾

² En cas de double vacance simultanée durant la législature, et à défaut de remplaçants, on procède à une élection complémentaire selon le système de la représentation proportionnelle. ⁸⁾

³ Les députés élus en cours de période le sont pour la fin de la période.

TITRE V^{bis} : Election des députés au Conseil national ¹¹⁾

Listes

Art. 78a ¹¹⁾ ³³⁾ Les listes de candidats doivent parvenir à la Chancellerie d'Etat au plus tard le lundi de la sixième semaine qui précède l'élection, à 18 heures.

TITRE VI ⁹⁾

Art. 79 et 80 ⁹⁾

TITRE VII : Elections communales ¹⁹⁾

Dispositions
communes

Art. 81 ⁸⁾ ¹ La commune forme en principe une seule circonscription électorale.

² La législature de toutes les autorités communales est de cinq ans, sauf disposition fédérale ou cantonale contraire. ³³⁾

³ Le Gouvernement édicte par voie d'ordonnance les dispositions d'exécution relatives aux élections communales; il arrête en particulier les dispositions applicables à toutes les communes dont la réglementation n'a pas été adaptée à la présente loi.

⁴ Les listes et les actes de candidature doivent porter la signature manuscrite d'au moins cinq électeurs domiciliés dans la commune; pour l'élection des conseils généraux, ce nombre est porté à vingt électeurs. ²⁰⁾

⁵ Les élus sont domiciliés dans la commune; demeurent réservées les dispositions contraires des règlements des communes bourgeoises.

Système de la
représentation
proportionnelle

Art. 82⁸⁾ ¹ Est applicable le système de la représentation proportionnelle, selon les dispositions de la présente loi, pour l'élection :

- a) du conseil général dans les communes qui possèdent un tel organe;
- b) du conseil communal, à moins que le règlement d'organisation ne prévoie le système majoritaire;
- c) de tous les autres organes des communes municipales, mixtes, bourgeoises et des sections de commune qui, en vertu d'une disposition du règlement d'organisation, a lieu aux urnes selon le système de la représentation proportionnelle.

² Sous réserve de l'article 82a, les dispositions qui régissent l'élection du Parlement sont applicables par analogie.⁷⁾

³ Le règlement d'organisation peut prévoir la possibilité de supprimer le cumul des candidats; il peut aussi prévoir l'élection de suppléants pour le conseil général.

Listes,
corrections et
compléments

Art. 82a¹⁴⁾ ¹ Les listes des candidats doivent parvenir au conseil communal au plus tard le lundi de la sixième semaine qui précède l'élection, à 18 heures.³³⁾

² Les personnes qui déclinent leur candidature le font savoir au conseil communal au plus tard le vendredi de la sixième semaine qui précède l'élection, à 18 heures.³³⁾

³ Les mandataires de la liste la corrigent, ou la complètent s'il y a lieu, au plus tard le lundi de la troisième semaine qui précède l'élection, à 18 heures.

Système
majoritaire

Art. 83⁸⁾ ¹ Est applicable le système majoritaire à deux tours, selon les dispositions de la présente loi, pour l'élection :

- a) du maire;
- b) du président et du vice-président des assemblées communales;
- c) du conseil communal, à moins que le règlement d'organisation ne prévoie le système de la représentation proportionnelle;
- d) des autres autorités des communes municipales, mixtes, bourgeoises et des sections de commune, de leurs fonctionnaires et enseignants qui, en vertu d'une disposition du règlement d'organisation, a lieu aux urnes selon le système majoritaire.

² Sous réserve de l'article 83a, les dispositions qui régissent l'élection du Gouvernement sont applicables par analogie.⁷⁾

³ Si le nombre des actes de candidature, dans l'un des cas mentionnés ci-dessus, est supérieur à trois, le conseil communal peut ne distribuer qu'un bulletin officiel blanc et la liste des candidatures déposées.

⁴ Les dispositions du décret sur la protection des minorités²¹⁾ demeurent réservées.

Actes de
candidature,
corrections

Art. 83a¹⁴⁾ ¹ Les actes de candidature doivent parvenir au conseil communal au plus tard le lundi de la sixième semaine qui précède l'élection, à 18 heures.³³⁾

² Les actes de candidature peuvent être corrigés au plus tard le lundi de la troisième semaine qui précède l'élection, à 18 heures.

Elections selon
le règlement
d'organisation

Art. 84⁸⁾ Dans les cas non visés aux articles 82 et 83, le règlement d'organisation peut prévoir que l'élection des autorités et des fonctionnaires a lieu en assemblée, selon les dispositions dudit règlement.

TITRE XI : Initiative populaire cantonale

Listes de
signatures

Art. 85 ¹ Lorsqu'une initiative populaire est présentée en vue de la signature, la liste de signatures (feuille, page, carte) doit contenir les indications suivantes :

- a) la commune politique où le signataire est enregistré;
- a^{bis})²⁹⁾ la désignation du type de l'initiative (conçue en termes généraux ou rédigée de toutes pièces);
- b) le texte de l'initiative;
- c) une clause de retrait;
- d) le nom et l'adresse d'au moins sept auteurs de l'initiative (comité d'initiative).

^{1bis} L'initiative rédigée de toutes pièces doit en outre contenir l'indication exacte des normes constitutionnelles ou légales dont elle vise l'adoption, l'abrogation ou la modification ainsi que, le cas échéant, l'énoncé précis des normes à adopter.²⁹⁾

² La Chancellerie d'Etat vérifie, avant la récolte des signatures, si la liste satisfait aux exigences des alinéas 1 et 1^{bis}.⁸⁾²⁸⁾

³ Si tel est le cas, elle publie le titre éventuel et le texte de l'initiative dans le Journal officiel.^{[10\)](#)}

⁴ Les auteurs de l'initiative déposent des listes dans les secrétariats communaux.^{[10\)](#)}

Manière de
signer

Art. 86 ¹ L'électeur doit apposer de sa main et lisiblement son nom, son prénom, son année de naissance, son adresse et sa signature sur la liste de signatures.

² Il ne peut signer qu'une fois la même initiative.

Attestation

Art. 87 ¹ Les signatures doivent être attestées par l'administration communale.

² L'attestation n'est pas donnée lorsque le signataire ne peut pas être identifié ou lorsqu'il n'est pas inscrit dans le registre des électeurs de la commune politique qui est indiquée sur la liste de signatures.

Signatures nulles

Art. 88 Sont nulles :

- a) les signatures qui figurent sur des listes qui ne contiennent pas les indications légales;
- b) les signatures qui ne sont pas attestées;
- c) les signatures qui sont apposées par une personne qui a déjà signé.

Validation de
l'initiative

Art. 89 ¹ Au plus tard douze mois après la publication du texte dans le Journal officiel, l'initiative est remise au Gouvernement, qui constate si elle est valable en la forme; si elle l'est, il la soumet sans retard au Parlement.^{[8\)](#)}

² Le Parlement constate si l'initiative est valable au fond, après avoir pris contact avec les représentants du comité d'initiative.

Traitement de
l'initiative
a) En général

Art. 90^{[15\)](#)} ¹ La décision du Parlement portant sur la validité de l'initiative doit intervenir dans les six mois qui suivent le jour où elle a été remise au Gouvernement.

² Le Parlement doit traiter l'initiative dans les deux ans qui suivent le jour où il l'a déclarée valide.^{[28\)](#)}

³ Avant de traiter l'initiative, il entend les représentants du comité d'initiative.^{[28\)](#)}

4 ... [30\)](#)

5 ... [30\)](#)

b) Initiative
conçue en
termes généraux

Art. 90a^{[11](#)[28\)](#)} ¹ Le Parlement traite une initiative conçue en termes généraux valable :

- a) en élaborant des dispositions constitutionnelles ou légales;
- b) en opposant à l'initiative un contre-projet conçu en termes généraux;
- c) ou encore en décidant de n'édicter aucune norme constitutionnelle ou légale, à savoir de ne pas donner suite à l'initiative.

² Les normes constitutionnelles ou légales élaborées à la suite d'une initiative conçue en termes généraux (al. 1, lettre a) sont adoptées selon la procédure législative ordinaire applicable à ces normes.

c) Initiative
rédigée de
toutes pièces

Art. 90b^{[11](#)[28\)](#)} ¹ Le Parlement traite une initiative rédigée de toutes pièces valable :

- a) en acceptant l'initiative;
- b) en opposant à l'initiative un contre-projet rédigé de toutes pièces;
- c) ou encore en décidant de ne pas donner suite à l'initiative.

² Les textes de l'initiative et du contre-projet sont adoptés selon la procédure législative ordinaire applicable à ces normes.

Vote sur
l'initiative

Art. 90c^{[29\)](#)} ¹ L'initiative est soumise au vote populaire lorsque le Parlement n'y satisfait pas, à savoir :

- a) lorsqu'il décide d'y opposer un contre-projet (art. 90a, al. 1, lettre b, et 90b, al. 1, lettre b);
- b) lorsqu'il décide de ne pas donner suite à une initiative (art. 90a, al. 1, lettre c, et 90b, al. 1, lettre c);
- c) lorsqu'il ne traite pas l'initiative dans les deux ans qui suivent le jour où il l'a déclarée valide.

² Le retrait de l'initiative au sens de l'article 91 est réservé.

Traitement tardif
ou insuffisant

Art. 90d^{[29\)](#)} ¹ Le Parlement doit avoir traité l'initiative (art. 90a, al. 1, et 90b, al. 1) dans les deux ans qui suivent le jour où il l'a déclarée valide. Une simple option prise par le Parlement en faveur de l'une des possibilités énumérées aux articles 90a, alinéa 1, et 90b, alinéa 1, n'est pas suffisante.

² Passé ce délai, le Parlement ne peut plus traiter l'objet visé par l'initiative avant de connaître le résultat du vote populaire.

Initiative conçue en termes généraux ou contre-projet accepté

Art. 90e²⁹⁾ ¹ Si le peuple accepte l'initiative conçue en termes généraux ou, le cas échéant, le contre-projet, le Parlement doit légiférer dans les deux ans qui suivent le vote populaire.

² Les normes constitutionnelles ou légales consécutives à une initiative conçue en termes généraux ou à un contre-projet sont adoptées selon la procédure législative ordinaire applicable à ces normes.

Initiative rédigée de toutes pièces ou contre-projet accepté

Art. 90f²⁹⁾ Si le peuple accepte l'initiative rédigée de toutes pièces ou, le cas échéant, le contre-projet, le Gouvernement en fixe, si nécessaire, l'entrée en vigueur au plus tard dans l'année qui suit.

Retrait d'une initiative

Art. 91²⁸⁾ ¹ Une initiative peut être retirée tant que le Parlement ne l'a pas traitée.

² Au surplus, elle ne peut être retirée que dans les trente jours qui suivent :

- a) l'adoption par le Parlement d'un contre-projet à l'initiative;
- b) la décision du Parlement de ne pas donner suite à l'initiative;
- c) l'échéance du délai de deux ans qui suit le jour où l'initiative a été déclarée valide par le Parlement, si celui-ci ne l'a pas traitée dans ce délai.

³ Le retrait est décidé par le comité d'initiative statuant à la majorité de ses membres.

Information

Art. 92⁸⁾ Un message explicatif du Gouvernement est adressé aux électeurs; il reflète objectivement les arguments pour et contre le projet soumis au vote.

Vote populaire sur une initiative et sur un contre-projet

Art. 93 ¹ Lorsqu'une initiative et un contre-projet sont présentés ensemble au vote populaire, l'électeur peut voter pour l'une et pour l'autre.

² La majorité se calcule sur l'ensemble des votants. Si les deux projets sont acceptés, celui qui a obtenu le plus grand nombre de voix est adopté.

³ En cas d'égalité, la proposition qui recueille le moins de voix négatives est acceptée.

TITRE XII : Référendum cantonal

Délai pour le
référendum
facultatif

Art. 94 Lorsque le référendum est facultatif, il doit être demandé dans les soixante jours qui suivent la publication, dans le Journal officiel, de l'acte attaqué.

Liste de
signatures

Art. 95 ¹ Lorsqu'une demande de référendum est présentée en vue de la signature, la liste de signatures (feuille, page, carte) doit contenir les indications suivantes :

- a) la commune politique où le signataire est enregistré;
- b) la désignation de l'acte attaqué, avec le titre et la date de l'adoption par le Parlement.

² Les auteurs du référendum déposent des listes dans les secrétariats communaux. [8\)](#)

Renvoi

Art. 96 ¹ Les dispositions relatives à l'initiative populaire qui concernent la signature, l'attestation, les causes de nullité ainsi que le contenu du message sont applicables à la demande de référendum.

² La demande de référendum ne peut pas être retirée.

Validation de la
demande de
référendum

Art. 97 La demande de référendum est remise au Gouvernement, qui constate si elle est faite en temps utile et si elle est valable en la forme.

Organisation du
vote populaire

Art. 98 Le Gouvernement organise le vote populaire quand le référendum est obligatoire, ou quand il a été valablement demandé, ou quand le Parlement l'a décidé.

Détermination du
résultat

Art. 99 L'acte soumis au vote populaire est accepté si la majorité des votants l'approuve. Les bulletins blancs ou nuls ne sont pas comptés.

TITRE XIII : Initiative et demande de référendum des communes

Autorité
compétente

Art. 100 ¹ Dans les cas où des communes déposent une initiative, la décision dans chaque commune est prise, sauf disposition contraire du règlement communal, par l'assemblée communale ou par le conseil général.

² En cas de demande de référendum, la décision de la commune est prise par l'assemblée communale ou par le conseil général.

Retrait d'une initiative

Art. 101 ¹ Le retrait de l'initiative peut être décidé par la majorité des communes qui l'ont déposée. La décision est prise, dans chaque commune, sauf disposition contraire du règlement communal, par l'assemblée communale ou par le conseil général.

² Le délai prescrit pour le retrait d'une initiative populaire vaut pour le retrait d'une initiative de communes.

TITRE XIV : Initiative populaire dans les communes

Principe

Art. 102⁷ Un dixième des électeurs de la commune ou une fraction inférieure à celui-ci fixée dans le règlement communal peuvent demander l'adoption, la modification ou l'abrogation d'un règlement communal.

Communes sans conseil général

Art. 103 ¹ Dans les communes qui n'ont pas de conseil général, le conseil communal, après avoir constaté que l'initiative est valable en la forme, la soumet à l'assemblée communale qui suit.

² L'initiative doit contenir un texte formulé. L'assemblée communale se prononce également sur d'éventuels contre-projets.

Communes à conseil général

Art. 104 ¹ Dans les communes qui ont un conseil général, les dispositions sur l'initiative populaire cantonale sont applicables par analogie à la récolte des signatures. Le comité d'initiative comprend cinq membres au moins. Le conseil communal constate si l'initiative est valable en la forme et donne son avis sur le fond; le conseil général si elle l'est quant au fond.

² L'initiative peut contenir un texte formulé. Dans ce cas, le conseil général doit, dans le délai d'un an, l'approuver sans modification ou le soumettre au vote populaire en lui opposant, s'il le juge opportun, un contre-projet. L'électeur peut alors voter pour l'un et pour l'autre.

³ Si l'initiative ne contient qu'une proposition générale, les dispositions sur l'initiative populaire cantonale sont applicables par analogie. Le conseil général a un an pour se déterminer et, dans le cas où les électeurs acceptent l'initiative ou un contre-projet, un an pour y satisfaire.

TITRE XV : Référendum dans les communes

Principe

Art. 105^{[7](#)[33](#)} ¹ Dans les communes qui ont un conseil général, les décisions de celui-ci sont soumises au vote populaire si un dixième des électeurs de la commune ou une fraction inférieure à celui-ci fixée dans le règlement communal le demandent.

² Ne sont toutefois pas soumises au vote populaire les décisions du conseil général :

- a) qui sont strictement personnelles;
- b) qui portent sur le dépôt ou le retrait d'une initiative cantonale ou sur une demande de référendum cantonal (art. 100 et 101).

Délai

Art. 106 ¹ La demande doit être faite dans les trente jours qui suivent la publication de la décision contestée.

² La demande de référendum est remise au conseil communal.^{[10](#)}

Renvoi

Art. 107^{[8](#)} Les dispositions relatives au référendum cantonal sont applicables par analogie.

TITRE XVI : Voies de recours

Recours à la Cour constitutionnelle

Art. 108 ¹ Peuvent être portés devant la Cour constitutionnelle les décisions et autres actes relatifs^{[7](#)} :

- a) à l'enregistrement des électeurs;
- b) à l'élection des députés et des suppléants au Parlement, des membres du Gouvernement et des députés au Conseil des Etats;^{[2](#)}
- c) aux initiatives populaires et aux initiatives des communes en matière cantonale ainsi qu'aux initiatives populaires en matière communale;
- d) aux référendums (votes populaires) et aux demandes de référendum en matière cantonale, ainsi qu'aux demandes de référendum en matière communale.

² Le droit de recourir appartient à chaque électeur. En matière communale, il appartient à chaque électeur de la commune. Lorsqu'un conseil communal refuse d'inscrire une personne dans le registre des électeurs, le droit de recourir est réservé à cette personne.

³ Le recours doit être déposé dans les dix jours qui suivent la découverte du motif du recours; s'il est dirigé contre le scrutin même, il peut encore être déposé dans les trois jours qui suivent la publication des résultats du scrutin dans le Journal officiel.⁷⁾

Art. 109²⁷⁾

Recours au juge administratif

Art. 110 Peuvent être portées devant le juge administratif²⁾ les décisions relatives :

- a) à l'élection des conseillers généraux, des conseillers communaux, des maires et des présidents des assemblées;
- b) aux référendums (votes populaires) en matière communale.

Droit de recours

Art. 111⁸⁾ ¹ Dans les cas visés à l'article 110, le droit de recours appartient à chaque électeur de la commune; demeure réservé l'article 58, alinéa 1, de la loi sur les communes²²⁾.

² L'article 108, alinéa 3, est applicable pour le délai de recours.

Recours contre les décisions du juge administratif

Art. 112⁸⁾ ¹ Les décisions du juge administratif en matière d'élection ou de vote populaire (référendum) peuvent être portées, dans les dix jours qui suivent la décision attaquée, devant la Cour constitutionnelle.

² Le droit de recourir appartient aux personnes et aux autorités qui ont participé à la procédure devant le juge administratif.

TITRE XVII : Dispositions pénales et disciplinaires²³⁾

Dispositions pénales et disciplinaires²³⁾

Art. 113 ¹ Sont applicables les articles 279 à 283 du Code pénal suisse²⁴⁾.

² Le Gouvernement peut infliger une amende disciplinaire de 500 francs au plus à une autorité communale ou aux membres d'un bureau électoral en cas de violation des dispositions légales régissant l'exercice des droits politiques.

³ Le conseil communal peut infliger une amende de 20 à 200 francs aux membres du bureau électoral qui font défaut entièrement ou partiellement aux opérations d'un vote ou d'une élection sans excuse suffisante; pour le surplus, sont applicables les dispositions du décret concernant le pouvoir répressif des communes^{25) 10)}.

TITRE XVII^{BIS} : Entrée en vigueur des dispositions constitutionnelles³⁵⁾

Art. 113a³²⁾ ¹ Les dispositions constitutionnelles entrent en vigueur dès leur acceptation par le peuple.

² Toutefois, l'arrêté soumis au vote populaire peut conférer au Gouvernement la compétence de fixer l'entrée en vigueur ultérieurement.

TITRE XVIII : Dispositions transitoires et finales

Election des
premières
autorités et vote
sur l'acte
législatif

Art. 114 En dérogation aux dispositions de la présente loi :

1. l'Assemblée constituante adopte, par décret, les dispositions nécessaires à l'organisation des élections des premières autorités et du vote populaire sur l'acte législatif ainsi que les dates et délais relatifs à ces scrutins;
2. pour les élections organisées selon le système de la représentation proportionnelle, les listes déposées doivent porter la signature manuscrite des candidats. Le retrait des candidatures est exclu;
3. l'Assemblée constituante peut, par décret, réduire le nombre des électeurs devant apposer leur signature sur les listes de candidats et les actes de candidature;
4. lors des scrutins de ballottage, les électeurs ne recevront qu'un bulletin officiel blanc. Les bulletins officiels imprimés portant le nom des candidats sont mis en temps utile à disposition des électeurs dans les secrétariats communaux et dans les bureaux de vote. L'Assemblée constituante prend par décret les dispositions d'application nécessaires;
5. dans le premier Parlement, le district de Delémont dispose de vingt-sept sièges, celui de Porrentruy de vingt-trois sièges, celui des Franches-Montagnes de dix sièges;
6. l'Assemblée constituante nomme une commission de neuf membres et cinq suppléants pour statuer sur le contentieux électoral. Le délai de recours est fixé par décret. La commission statue sans retard. Elle constate le résultat de l'élection du Parlement, du Gouvernement et des députés au Conseil des Etats. Ses décisions sont définitives;
7. le renouvellement de la députation au Conseil des Etats aura lieu en octobre 1979. Celui des autorités cantonales et des juges de district aura lieu en octobre 1982;
8. l'article 2, alinéas 3 et 4, l'article 3 et l'article 6, alinéas 2 et 3, ne sont applicables qu'une année après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Adaptation des
règlements
communaux

Art. 115⁸⁾ ¹ Les règlements communaux seront adaptés aux dispositions de la modification du 5 juillet 1984 jusqu'au 31 décembre 1985.

² Lors des élections communales de 1984 selon le système proportionnel, la suppression du cumul ne sera possible qu'en vertu de règlements communaux adoptés conformément à l'alinéa 1 ci-dessus, dès l'entrée en vigueur de la modification du 5 juillet 1984.

Référendum

Art. 116 La présente loi sera soumise au vote populaire.

Entrée en
vigueur

Art. 117 Si le peuple accepte la présente loi, le Bureau de l'Assemblée constituante en fixe l'entrée en vigueur²⁶⁾.

Delémont, le 26 octobre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

Loi approuvée par le Conseil fédéral le 16 février 1979 et le 28 septembre 1979
Modification du 8 juin 1994 approuvée par la Chancellerie fédérale le 19 septembre 1995
Modification du 9 décembre 1998 approuvée par la Chancellerie fédérale le 12 mars 1999
Modification du 1^{er} septembre 2010 approuvée par la Chancellerie fédérale le 29 novembre 2010

- 1) RSJU 101
- 2) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'annexe à la loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001
- 3) RS 161.1
- 4) Nouvelle teneur du titre selon la loi d'incompatibilité du 29 avril 1982, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1983 (RSJU 170.31)
- 5) Abrogé par le ch. I de la loi du 5 juillet 1984, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 1984; nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 décembre 1998, en vigueur depuis le 1^{er} mai 1999
- 6) RS 161.5
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 8 juin 1994, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 1994
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 5 juillet 1984, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 1984
- 9) Abrogé(s) par le ch. I de l'annexe à la loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001
- 10) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 5 juillet 1984, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 1984
- 11) Introduit par le ch. I de la loi du 9 décembre 1998, en vigueur depuis le 1^{er} mai 1999
- 12) Abrogés par l'article 14 de la loi d'incompatibilité du 29 avril 1982, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1983 (RSJU 170.31)
- 13) Introduit par le ch. I de la loi du 5 juillet 1984, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 1984; abrogé par le ch. I de la loi du 9 décembre 1998, en vigueur depuis le 1^{er} mai 1999
- 14) Introduit par le ch. I de la loi du 8 juin 1994, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 1994
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 décembre 1998, en vigueur depuis le 1^{er} mai 1999
- 16) Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 9 décembre 1998, en vigueur depuis le 1^{er} mai 1999
- 17) Abrogé par le ch. I de la loi du 5 juillet 1984, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 1984
- 18) Introduit par le ch. I de la loi du 15 février 1990, en vigueur depuis le 1^{er} mai 1990
- 19) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 5 juillet 1984, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 1984. Les titres VIII à X sont supprimés.
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 13 septembre 2000, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2000
- 21) RSJU 192.222
- 22) RSJU 190.11
- 23) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 5 juillet 1984, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 1984
- 24) RS 311.0
- 25) RSJU 325.1
- 26) Entrée en vigueur le 13 novembre 1978 : art. 1^{er}, al. 2; art. 2, al. 1 et 5; art. 4; art. 5; art. 6, al. 1 et 2; art. 7 à 80; art. 108; art. 109; art. 111; art. 113 à 117.
Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1979 : les autres dispositions.
- 27) Abrogé par le ch. I de la loi du 5 juillet 1984, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 1984
- 28) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 24 mai 2006, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006
- 29) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 24 mai 2006, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006
- 30) Abrogé par le ch. I de la loi du 24 mai 2006, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006
- 31) Introduit par le ch. I de la loi du 17 septembre 2008, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009
- 32) Introduit par le ch. I de la loi du 1^{er} septembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010
- 33) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 1^{er} septembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010
- 34) Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 1^{er} septembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010

- ³⁵⁾ Titre introduit par le ch. I de la loi du 1^{er} septembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010
- ³⁶⁾ Nouvelle teneur selon le ch. IV de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Ordonnance concernant le registre des électeurs

du 11 février 1986

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles premier, alinéa 2, et 4 de la loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques¹⁾,

arrête :

Etablissement du
registre des
électeurs

Article premier ¹ Le registre des électeurs énonce pour chacun des citoyens habiles à voter :

- a) ses nom et prénom;
- b) son état ou sa profession;
- c) la date de sa naissance;
- d) son adresse exacte (lieu de domicile);
- e) la commune et le canton dont il est ressortissant;
- f) la date à laquelle il est devenu habile à voter en matière fédérale;
- g) la date à laquelle il est devenu habile à voter en matière cantonale;
- h) la date à laquelle il est devenu habile à voter en matière communale;
- i) en cas de radiation de l'inscription, la date et le motif de la radiation.

² En cas de réinscription, le citoyen ou la citoyenne radié(e) est inscrit(e) à nouveau, avec indication de la date et des motifs.

Forme du
registre

Art. 2 ¹ Le registre est paginé en série continue. Il peut être tenu sous forme de cartothèque.

² Pour le vote des Suisses de l'étranger, un registre est tenu par chaque commune. Celui-ci est informatisé et harmonisé dans tout le Canton. La Chancellerie d'Etat y a accès.³⁾

Fourniture du
matériel

Art. 3 L'Economat cantonal fournit aux communes, contre remboursement des frais, le matériel adéquat.

Tenue du
registre

Art. 4 ¹ Le registre des électeurs est tenu, sous la responsabilité du conseil communal, par le fonctionnaire que désigne le règlement communal.

² Le registre des électeurs est public.

Inscription **Art. 5** Dès qu'ils ont obtenu la qualité d'électeur, les citoyens sont portés d'office sur le registre.

Inscriptions et radiations au registre **Art. 6** Il peut être procédé en tout temps à des inscriptions et des radiations au registre, excepté la veille après 18 heures et le jour même d'une votation, d'une élection ou d'une assemblée communale.

Inscription d'office **Art. 7** ¹ Le préposé à la tenue du registre inscrit d'office tous les habitants de la commune habiles à voter, lorsqu'il a connaissance officielle de leur droit de vote. Il radie de même tout citoyen inscrit, quand il apprend officiellement un fait entraînant la perte du droit de vote (décès, mise sous curatelle de portée générale, protection par un mandat pour cause d'incapacité, départ de la commune, etc.).⁴⁾

² Le préposé à la tenue du registre procède à l'inscription dès que les indications nécessaires lui ont été fournies officiellement.

Date des inscriptions **Art. 8** L'inscription des citoyens dans le registre électoral tient compte de la date de leur arrivée dans la commune.

Demandes d'inscription **Art. 9** ¹ La demande d'inscription doit être faite par le citoyen intéressé ou un mandataire de celui-ci.

² Dès que le bien-fondé de la demande est établi ou s'il est évident, le préposé à la tenue du registre procède sans délai à l'inscription. S'il refuse de le faire, sa décision peut être attaquée dans les dix jours auprès du conseil communal. Celui-ci statue sans retard.

Etrangers **Art. 9a**²⁾ ¹ L'étranger qui n'est pas enregistré et qui estime qu'il devrait l'être peut demander au préposé de compléter le registre.

² La décision du préposé peut être attaquée dans les dix jours auprès du conseil communal. Celui-ci statue sans retard.

³ Pour le surplus sont applicables les dispositions de la présente ordonnance.

Cas douteux	Art. 10 Lorsque le préposé au registre a des doutes sur le droit de vote d'un citoyen à inscrire, il doit, avant de refuser l'inscription, prendre d'office les informations nécessaires auprès de l'autorité locale de l'ancien domicile du citoyen.
Oppositions	Art. 11 Tout électeur qui estime qu'une personne est enregistrée à tort peut demander au conseil communal de corriger le registre. La personne dont l'enregistrement est contesté est, si possible, mise en mesure de se défendre.
Révision du registre	<p>Art. 12 ¹ Quatorze jours au plus tard avant toute votation ou élection, le registre est soumis à un examen approfondi, dans le but de le compléter et de le rectifier.</p> <p>² On procède de même pour les assemblées communales, à l'exception des assemblées convoquées d'urgence.</p>
Clôture du registre	<p>Art. 13 ¹ La veille de chaque votation ou élection ou d'une assemblée communale (excepté celles convoquées d'urgence), le conseil communal se prononce sur les demandes d'inscription et oppositions faites en temps utile et non encore liquidées et, après rectification conformément aux décisions prises, clôture le registre à 18 heures par un procès-verbal y inséré. Ce procès-verbal constate le nombre exact des citoyens habiles à voter et est signé par le maire et le secrétaire communal.</p> <p>² Le registre ainsi arrêté fait règle pour le jour du vote ou de l'élection ou pour l'assemblée communale en vue.</p> <p>³ Pour les assemblées communales convoquées d'urgence, c'est la dernière clôture du registre qui fait règle.</p>
Procès-verbaux de clôture	Art. 14 Les procès-verbaux de clôture sont consignés officiellement.
Information	<p>Art. 15 ¹ Le préposé à la tenue du registre informe le bureau électoral du nombre exact des citoyens habiles à voter.</p> <p>² Pour les assemblées communales, il veille à ce que le registre des électeurs puisse être consulté.</p>
Droit de recours	Art. 16 Les voies de recours sont réglées par les législations fédérale et cantonale en la matière.

Registre des
électeurs en
matière
bourgeoisiale

Art. 17 ¹ Les communes bourgeoises sont autorisées à prendre connaissance du registre des électeurs de la commune municipale pour l'établissement de la liste des bourgeois habiles à voter en matière bourgeoisiale à teneur de l'article 2, alinéa 2, de la loi sur les droits politiques.

² Si le règlement de la commune bourgeoise attribue, en application de la disposition précitée, le droit de vote en assemblée bourgeoisiale également aux bourgeois demeurant hors de la commune, ceux d'entre eux qui veulent exercer ce droit doivent demander leur inscription sur le registre en prouvant qu'ils remplissent les conditions exigées par la disposition susmentionnée.

³ Pour le surplus, les prescriptions de la présente ordonnance sont applicables par analogie au registre des électeurs en matière bourgeoisiale.

Abrogation du
droit en vigueur

Art. 18 L'ordonnance du 9 novembre 1978 concernant le registre des électeurs est abrogée.

Entrée en
vigueur

Art. 19 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} mai 1986.

Delémont, le 11 février 1986

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Mertenat
Le chancelier : Joseph Boinay

Ordonnance approuvée par le Conseil fédéral le 4 avril 1986.

Modification du 9 février 1999 approuvée par la Chancellerie fédérale le 12 mars 1999.

Modification du 22 juin 2009 approuvée par la Chancellerie fédérale le 14 juillet 2009.

¹) RSJU 161.1

²) Introduit par l'article 40 de l'ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques du 9 février 1999, en vigueur depuis le 1^{er} mai 1999

³) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 22 juin 2009, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2009

⁴) Nouvelle teneur selon l'article 21 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013 (RSJU 213.11)

Ordonnance concernant les élections communales

du 4 septembre 1984

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article premier, alinéa 2, de la loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques¹⁾,

vu l'article 137, alinéa 1, de la loi du 9 novembre 1978 sur les communes²⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Champ
d'application

Article premier³⁾ La présente ordonnance s'applique aux élections populaires aux urnes dans les communes municipales, mixtes et bourgeoises, ainsi que dans les sections de commune, dont la réglementation sur les élections n'a pas été adaptée à la loi sur les droits politiques et à son ordonnance d'exécution.

Terminologie

Art. 1a⁴⁾ Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Electeurs

Art. 2¹ Sont électeurs en matière communale :

- a) les Suisses âgés de dix-huit ans, domiciliés depuis trente jours dans la commune;
- b) les étrangers âgés de dix-huit ans et domiciliés en Suisse depuis dix ans, dans le Canton depuis un an et dans la commune depuis trente jours.³⁾¹⁶⁾

² Sont électeurs en matière bourgeoise tous les bourgeois domiciliés dans la commune ou section de commune, âgés de dix-huit ans et qui ont le droit de vote en matière cantonale. Le règlement de la commune bourgeoise peut accorder le droit de vote à tous les bourgeois jouissant des droits civiques et domiciliés hors de la commune.³⁾

³ Les personnes qui, en raison d'une incapacité durable de discernement, sont protégées par une curatelle de portée générale ou par un mandat pour cause d'inaptitude ne sont pas électeurs.¹⁸⁾

Eligibilité et
limitation des
mandats

Art. 3 ¹ Sont éligibles :

- a) comme membre d'autorités communales, les Suisses jouissant du droit de vote dans la commune et, en outre, dans les conseils de ville et les conseils généraux, les étrangers ayant l'exercice des droits civils et politiques;³⁾
- b) comme membre d'autorités bourgeoises, les électeurs en matière bourgeoise;
- c) comme membre d'autorités d'une section de commune, les électeurs jouissant du droit de vote dans la section;
- d) comme fonctionnaires communaux, toutes les personnes ayant l'exercice des droits civils et politiques;
- e) comme membre des commissions communales, les Suisses âgés de seize ans au moins et les étrangers.

² Le règlement communal peut limiter la rééligibilité des membres d'autorités communales.

³ La durée de non-éligibilité ne peut excéder une période de fonction.

⁴ Le règlement communal peut introduire une limite d'âge pour les fonctionnaires.¹⁵⁾

Fonctions
incompatibles

Art. 4 ¹ Sont incompatibles avec la qualité de membre d'une autorité communale :

- a) les fonctions de membre du Gouvernement et de juge permanent;
- b) la qualité de fonctionnaire communal à plein-temps, immédiatement subordonné à cette autorité.

² Les fonctions de maire, de conseiller communal, de président et de vice-président de l'assemblée communale sont incompatibles.

³ Les communes peuvent, dans leurs règlements, étendre l'incompatibilité à d'autres fonctions communales.

Incompatibilité
tenant à la
parenté

Art. 5 ¹ Ne peuvent faire partie ensemble d'une autorité communale :

- a) les parents du sang et alliés en ligne directe;
- b) les frères ou sœurs, germains, utérins ou consanguins;
- c)¹⁶⁾ les époux, les partenaires enregistrés, les alliés en ligne collatérale au deuxième degré, ainsi que les conjoints ou les partenaires enregistrés de frères ou sœurs.

² Les personnes ainsi apparentées ne peuvent pas non plus occuper des emplois communaux dont l'un est immédiatement subordonné à l'autre.

³ Le règlement communal peut étendre jusqu'au quatrième degré l'exclusion pour cause de parenté de sang ou d'alliance dans la ligne collatérale.

⁴ Il peut restreindre ou supprimer intégralement cette exclusion en ce qui concerne le conseil général.

⁵ L'exclusion pour cause d'alliance ne cesse pas du fait de la dissolution du mariage ou du partenariat enregistré.¹⁶⁾

⁶ Le Service des communes peut, pour de justes motifs, autoriser des exceptions à la règle posée à l'article 5, alinéas 1 et 2.

Option et règles
d'élimination

Art. 6 ¹ En cas d'incompatibilité touchant une même personne, un délai d'option lui est imparti par le Service des communes. A défaut d'option, le sort décide.

² En cas d'élection simultanée de personnes qui s'excluent en vertu de l'article 5, sont réputées élues, en l'absence d'un désistement volontaire, celles qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. En cas d'égalité, le Service des communes procède à un tirage au sort, auquel les intéressés sont invités.

³ Lorsqu'un nouvel élu se trouve, à l'égard d'une personne déjà en fonction, dans un rapport de parenté entraînant l'incompatibilité au sens de l'article 5 de la présente ordonnance ou selon le règlement communal, son élection est nulle si cette personne ne se retire pas.

⁴ Dans les cas visés aux alinéas 2 et 3 ci-dessus, la fonction de maire l'emporte sur celle de conseiller communal.

Organes
électorales

Art. 7 ¹ Le règlement communal désigne les organes électoraux de la commune. Il indique notamment quelles sont les compétences électorales :

- a) des ayants droit (vote aux urnes);
- b) de l'assemblée communale;
- c) du conseil général;
- d) du conseil communal;
- e) des commissions.

² Les ayants droit au vote élisent obligatoirement, par les urnes, selon les dispositions de la présente ordonnance :

- a) le maire;
- b) le président des assemblées;
- c) les membres du conseil communal;
- d) les membres du conseil général.

³ Le règlement communal peut prévoir l'élection d'un vice-président des assemblées; dans ce cas, son élection se déroule conformément aux dispositions de la présente ordonnance.

⁴ Si le règlement communal prévoit d'autres élections par les urnes, les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent.

SECTION 2 : Exercice du droit de vote

Lieu du scrutin **Art. 8** Le scrutin se déroule dans les locaux désignés par le conseil communal.

Temps du scrutin **Art. 9**³⁾ ¹ Les locaux de vote doivent être ouverts le dimanche de 10 à 12 heures.¹⁶⁾

² Le conseil communal peut en outre fixer l'ouverture dès le vendredi.¹⁶⁾

³ Le bureau électoral suspend les opérations à l'heure précise fixée et déclare clos le scrutin. Il est interdit de voter une fois cette clôture prononcée.

Matériel de vote **Art. 10**³⁾ Le conseil communal fait imprimer les cartes d'électeur et les bulletins officiels pour les scrutins de la commune et se procure les enveloppes de vote par correspondance.

Convocation des électeurs **Art. 11** ¹ Pour les élections générales prévues à l'article 21, le Service des communes procède à la publication dans le Journal officiel. Dans les autres cas, le conseil communal convoque les électeurs par publication dans le Journal officiel et selon l'usage local.

² La convocation est publiée, au plus tard, dans l'édition du Journal officiel de la huitième semaine précédant le jour du scrutin; elle indique le genre, l'horaire et le lieu du scrutin et de l'éventuel ballottage.¹⁶⁾

Publication des
listes et actes
de candidature

Art. 12 A l'échéance du délai de correction des listes et actes de candidature déposés, le secrétariat communal procède à leur affichage selon l'usage local.

Fourniture
du matériel

Art. 13 ¹ La commune fait parvenir à tous les électeurs, au moins dix jours avant celui du scrutin, leur carte d'électeur ainsi que le ou les bulletins(s) officiel(s).

² Un duplicata de la carte d'électeur peut être obtenu au plus tard vingt-quatre heures avant l'ouverture du scrutin. La nouvelle carte délivrée doit porter la mention "duplicata". A l'ouverture du scrutin, l'administration communale communique au bureau électoral les noms des personnes ayant obtenu un duplicata. ³⁾

³ La commune prend en charge les frais d'impression et de distribution du ou des bulletin(s) officiel(s).

⁴ ... ⁵⁾

⁵ Si, lors d'élection selon le système majoritaire, le nombre des actes de candidature dépasse celui de trois, le conseil communal peut se borner à distribuer un bulletin officiel blanc et la liste des candidatures déposées.

⁶ Les mandataires des listes peuvent obtenir des bulletins supplémentaires auprès de l'administration communale. Les frais y relatifs sont à la charge des personnes ou organisations qui les ont commandés.

Manière de voter

Art. 14 ³⁾¹⁶⁾ Le vote à l'urne et par correspondance est réglé par les articles 18 à 24 de l'ordonnance d'exécution ⁶⁾ de la loi sur les droits politiques.

Art. 15 à 17 ⁵⁾

Secret du vote

Art. 18 ¹ Le secret du vote doit être assuré.

² ... ⁵⁾

³ ... ⁵⁾

⁴ ... ⁵⁾

Art. 19 ⁵⁾

Bulletins nuls

Art. 20 Sont nuls :

- a) les bulletins qui ne sont pas officiels;
- b) les bulletins qui ne portent pas le timbre du bureau électoral;
- c) les bulletins blancs qui ne sont pas remplis à la main et les bulletins imprimés qui sont modifiés autrement qu'à la main;
- d) les bulletins qui n'expriment pas clairement la volonté de l'électeur;
- e) les bulletins qui portent des signes qui permettent de reconnaître l'auteur;
- f) les bulletins qui portent des mentions étrangères au scrutin;
- g) ... [5\)](#)
- h) ... [17\)](#)

SECTION 3 : Autres dispositions

Calendrier des élections

Art. 21 ¹ L'élection des conseils généraux, des conseils communaux, des maires, des présidents et vice-présidents des assemblées a lieu le même jour, soit l'avant-dernier dimanche d'octobre, deux ans après l'élection du Parlement. [16\)](#)

² Le règlement de la commune bourgeoise fixe le calendrier des élections bourgeoises.

³ Les autorités se constituent dans les quinze premiers jours de l'année civile qui suit le jour de l'élection.

⁴ Leurs charges prennent fin la veille de la séance constitutive des nouvelles autorités.

Ballottage

Art. 22 ³⁾ Les scrutins de ballottage ont lieu le troisième dimanche après le premier tour.

Circonscription électorale

Art. 23 La commune forme en principe une seule circonscription électorale.

Dépouillement

Art. 24 ³⁾ Le dépouillement est effectué conformément aux articles 26 et suivants de l'ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques.

Validité du scrutin

Art. 25 Un scrutin n'est en principe valable que si le nombre des bulletins timbrés ne dépasse pas celui des cartes de vote rentrées.

Constatation et
publication des
résultats

Art. 26 ¹ Dès la clôture du dépouillement, un exemplaire du procès-verbal est remis sans retard au conseil communal.

² Un exemplaire du procès-verbal d'élection est transmis immédiatement au Service des communes.

³ La commune informe les élus de leur élection.

Recours

Art. 27 ¹ Les élections peuvent être attaquées par voie de recours devant le juge administratif.

² Le recours doit être interjeté dans les dix jours qui suivent la décision attaquée; en cas de scrutin, il doit être interjeté dans les dix jours qui suivent.

³ Lorsque les résultats du scrutin sont publiés dans le Journal officiel, on peut encore recourir dans les trois jours suivant cette publication même si le délai de dix jours susmentionné est écoulé.

⁴ Le juge administratif statue sous réserve de recours auprès de la Cour constitutionnelle.

⁵ Le recours à la Cour constitutionnelle doit être adressé dans les dix jours suivant la notification de la décision attaquée.

Conservation du
matériel de vote

Art. 28 ¹ Conjointement avec un exemplaire du procès-verbal, les cartes de vote et les bulletins sont réunis pour chaque élection en paquets distincts qui sont ensuite scellés et conservés sous clé.

² Dès que le délai de recours est écoulé sans avoir été utilisé ou que d'éventuels recours en matière d'élection ont été jugés définitivement, le matériel mentionné à l'alinéa 1 doit être détruit.

Durée des
fonctions

Art. 29¹⁶⁾ La durée des fonctions est de cinq ans, sauf dispositions fédérales ou cantonales contraires.

SECTION 4 : Elections selon le système de la représentation proportionnelle

Système électoral

Art. 30 Les dispositions ci-après régissent les élections selon le système de la représentation proportionnelle :

- a) du conseil général dans les communes qui possèdent un tel organe;
- b) du conseil communal, à moins que le règlement d'organisation ne prévoie le système majoritaire,
- c) de tous les autres organes des communes municipales, mixtes, bourgeoises et des sections de commune qui, en vertu d'une disposition du règlement d'organisation, ont lieu aux urnes selon le système de la représentation proportionnelle.

Dépôt et contenu des listes

Art. 31 ¹ Les listes de candidats doivent être remises au conseil communal le lundi de la sixième semaine qui précède l'élection, jusqu'à 18 heures.^{[16\)](#)}

² Une liste ne peut porter plus de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir.

³ Chaque liste indique le nom, le prénom, l'année de naissance et la profession.

⁴ Elle doit porter une dénomination qui la distingue des autres listes.

⁵ Les listes et les actes de candidature doivent porter la signature manuscrite d'au moins cinq électeurs domiciliés dans la commune, ainsi que la mention de deux mandataires et d'un suppléant; pour l'élection des conseils généraux, ce nombre est porté à vingt.^{[14\)](#)}

⁶ Un électeur ne peut apposer sa signature sur plus d'une liste.

Domicile

Art. 32 Le candidat est domicilié dans sa circonscription électorale.

Candidatures multiples

Art. 33 Nul ne peut être candidat sur plus d'une liste. Le cas échéant, un délai d'option de trois jours est fixé par le conseil communal; faute d'option dans le délai imparti, le sort décide.

Corrections et compléments

Art. 34 ¹ Les candidats qui déclinent leur candidature le font savoir au conseil communal par écrit jusqu'au vendredi à 18 heures de la sixième semaine qui précède l'élection.^{[16\)](#)}

² Les mandataires de la liste la corrigent ou la complètent, s'il y a lieu, jusqu'au lundi de la troisième semaine qui précède l'élection, à 18 heures.

³ Les candidatures déclinées ou contraires à la loi sont considérées comme nulles.

⁴ L'article 45 est réservé.

Bulletins officiels **Art. 35** Le conseil communal imprime et fait parvenir à tous les électeurs, au moins dix jours avant l'élection, des bulletins officiels reproduisant les listes déposées.

Manière de voter **Art. 36** ¹ Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de sièges dans la commune.

² Sous réserve de l'article 37, il peut voter de l'une des manières suivantes :

- a) il dépose dans l'urne un bulletin officiel imprimé sans le modifier;
- b) il dépose un bulletin officiel imprimé qu'il a modifié, en y biffant des noms, en en cumulant d'autres ou en y portant le nom de candidats d'autres listes (panachage). Dans ces deux cas, a et b, les suffrages qui ne sont pas donnés à des candidats sont attribués à la liste dont la dénomination figure en tête de bulletin;
- c) il dépose un bulletin officiel blanc où il a porté le nom de candidats de la commune, en en cumulant s'il lui plaît;
- d) il dépose un bulletin officiel blanc où, sans porter le nom d'aucun candidat, il attribue ses suffrages à une liste de son choix en la désignant clairement;
- e) il dépose un bulletin officiel blanc où il désigne la liste de son choix ainsi que le nom d'un ou de plusieurs candidats.

³ Aucun candidat ne peut recevoir plus de deux suffrages par bulletin.

⁴ Les candidats en surnombre sont annulés comme suit :

- a) sur les bulletins imprimés, les derniers noms imprimés;
- b) sur les bulletins blancs, les derniers noms inscrits.

Suppression
du cumul

Art. 37 Le règlement d'organisation peut prévoir la possibilité de supprimer le cumul des candidats; il peut aussi prévoir l'élection de suppléants pour le conseil général.

Détermination du
résultat

Art. 38 Après la clôture du scrutin, le bureau électoral établit un procès-verbal indiquant notamment :

- a) le nombre des électeurs et celui des votants;
- b) le nombre des bulletins valables et celui des bulletins non valables, ce dernier correspondant à la somme des bulletins blancs et nuls;
- c) le nombre des suffrages obtenus par les candidats de chaque liste (suffrages nominatifs);
- d) le nombre des suffrages non nominatifs qui sont attribués à chaque liste (suffrages complémentaires);
- e) le nombre des suffrages de chaque liste, suffrages nominatifs et suffrages complémentaires;
- f) le nombre des suffrages inutilisés;
- g) les cas de tirage au sort;
- h) le nombre des suffrages obtenus par chaque candidat.

Répartition des
sièges

Art. 39 Les sièges sont répartis entre les listes selon les règles suivantes :

- a) le nombre total des suffrages de toutes les listes est divisé par le nombre des sièges de la commune, augmenté d'un; le résultat porté au nombre entier immédiatement supérieur est le quotient électoral;
- b) chaque liste obtient autant de sièges que le nombre de ses suffrages contient de fois le quotient électoral;
- c) si tous les sièges ne sont pas répartis, le nombre de suffrages de chaque liste est divisé par le nombre de sièges qu'elle a déjà obtenus, augmenté d'un. Un siège est attribué à la liste qui a le plus fort quotient. L'opération se répète jusqu'à ce que tous les sièges soient répartis. En cas d'égalité de quotient pour le dernier siège, le sort décide;
- d) le bureau électoral procède au tirage au sort.

Désignation
des élus

Art. 40 ¹ Sont élus, à concurrence du nombre des sièges qui reviennent à chaque liste, ceux des candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages nominatifs.

² Les candidats non élus sont rangés selon le nombre des suffrages nominatifs obtenus par eux.

³ En cas d'égalité des suffrages, est élu le candidat qui a obtenu le plus de suffrages sur la liste où son nom figurait. En cas de nouvelle égalité, le sort décide.

⁴ Le bureau électoral procède au tirage au sort.

Elections tacite
et complémen-
taire

Art. 41 Si les candidats présentés ne sont pas plus nombreux que les sièges de la commune, ils sont élus sans vote (élection tacite). S'ils sont moins nombreux, il est procédé, pour les sièges non pourvus, à une élection complémentaire.

Sièges en
surnombre

Art. 42 Si une liste obtient plus de sièges qu'elle n'a présenté de candidats, les électeurs qui l'ont signée peuvent désigner des candidats supplémentaires, qui sont élus sans vote. Faute de désignation dans le délai imparti, il est procédé à une élection complémentaire.

Vacance durant
la législature

Art. 43 ¹ En cas de vacance durant la législature, celui qui quitte un des organes mentionnés à l'article 30 de la présente ordonnance est remplacé par le premier suppléant figurant sur la même liste. Si celui-ci refuse de siéger, le suivant prend sa place.

² S'il ne reste aucun candidat, la majorité des électeurs qui ont signé la liste peuvent désigner un candidat supplémentaire, qui est élu sans vote; faute de désignation dans le délai imparti par le conseil communal, on procède à une élection complémentaire.

Elections
complémentaires

Art. 44 ¹ Si un seul siège est vacant, l'élection complémentaire a lieu à la majorité relative.

² Si plusieurs sièges sont vacants, l'élection a lieu selon le système de la représentation proportionnelle.

Défaut de liste

Art. 45 Si aucune liste n'est déposée, l'élection a lieu à la majorité relative. Les électeurs peuvent donner leurs suffrages à toute personne éligible. Le cumul n'est pas admis.

Réglementation
particulière

Art. 46 ¹ La règlement d'organisation de la commune peut prévoir l'élection de suppléants.

² Si le règlement d'organisation prévoit l'élection de suppléants pour le conseil général, le mode d'élection de ceux-ci fera l'objet d'une réglementation communale particulière à soumettre à l'approbation du Service des communes.

SECTION 5 : Elections selon le système majoritaire à deux tours

Champ
d'application

Art. 47 Les dispositions ci-après régissent les élections selon le système majoritaire à deux tours :

- a) du maire;
- b) du président et du vice-président des assemblées communales;
- c) du conseil communal à moins que le règlement d'organisation ne prévoie le système de la représentation proportionnelle;
- d) des autres autorités des communes municipales, mixtes, bourgeoises et des sections de commune, de leurs fonctionnaires et enseignants qui, en vertu d'une disposition du règlement d'organisation, ont lieu aux urnes selon le système majoritaire.

Actes de
candidature

Art. 48 ¹ Les actes de candidature doivent être remis au conseil communal le lundi de la sixième semaine qui précède l'élection, jusqu'à 18 heures.¹⁶⁾

² L'acte de candidature indique le nom, le prénom, l'année de naissance, la profession du candidat ou des candidats.

³ Il doit porter la signature manuscrite du candidat et celle d'au moins cinq électeurs domiciliés dans la commune.

Corrections et
compléments

Art. 49 ¹ Les actes de candidature peuvent être corrigés jusqu'au lundi de la troisième semaine qui précède l'élection, jusqu'à 18 heures.

² Ils ne peuvent être complétés que dans le cas où un candidat devient inéligible. Ce complément peut être apporté jusqu'au lundi qui précède l'élection, jusqu'à 18 heures.

³ La candidature, une fois signée, ne peut plus être déclinée.

⁴ L'article 61 est réservé.

Report de
l'élection

Art. 50¹⁶⁾ Si un candidat devient inéligible entre le lundi qui précède l'élection et la clôture du scrutin, l'élection est annulée et reportée. Le conseil communal prend les mesures nécessaires et fixe les délais.

Bulletins officiels	<p>Art. 51 Les communes font parvenir à tous les électeurs de leur ressort, au moins dix jours avant l'élection, des bulletins officiels imprimés portant le nom du ou des candidat(s) et un bulletin officiel blanc, sous réserve de l'article 13, alinéa 5.</p>
Manière de voter	<p>Art. 52 ¹ Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de sièges à pourvoir.</p> <p>² Il ne peut donner ses suffrages qu'à des candidats et n'en peut donner qu'un à chaque candidat.</p> <p>³ Les candidats en surnombre sont annulés comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) sur les bulletins imprimés, les derniers noms imprimés; b) sur les bulletins blancs, les derniers noms inscrits.
Détermination du résultat	<p>Art. 53 Après la clôture de scrutin, le bureau électoral établit un procès-verbal indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre des électeurs et celui des votants; b) le nombre des bulletins valables et celui des bulletins non valables, ce dernier correspondant à la somme des bulletins blancs et nuls; c) le nombre des suffrages obtenus par chaque candidat.
Désignation des élus	<p>Art. 54 ¹ Sont élus les candidats qui ont obtenu un nombre de suffrages supérieur à la moitié du nombre des bulletins valables (majorité absolue).</p> <p>² Si le nombre des candidats ayant obtenu la majorité absolue dépasse celui des sièges ou postes à pourvoir, sont élus ceux d'entre eux qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages.</p> <p>³ En cas d'égalité des suffrages pour le dernier siège, une élection complémentaire départage les candidats ayant obtenu le même nombre de suffrages.</p> <p>⁴ Les dispositions du décret sur la protection des minorités⁷⁾ demeurent réservées.</p>
Candidatures pour le second tour	<p>Art. 55 ¹ Un candidat au premier tour peut renoncer à sa candidature pour le second tour.</p>

² Les candidatures doivent être remises au conseil communal le mercredi qui suit le premier tour, jusqu'à 18 heures. Elles sont rendues publiques selon l'usage local.³⁾

³ Ne peuvent faire acte de candidature que les personnes qui s'étaient présentées au premier tour.

Bulletins officiels **Art. 56³⁾** Les communes font parvenir les cartes d'électeur et les bulletins officiels aux électeurs au plus tard le lundi précédant le scrutin.

Désignation des élus au second tour **Art. 57** Sont élus, à concurrence des sièges à pourvoir, les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages, même s'il n'est pas supérieur à la moitié du nombre des bulletins valables (majorité relative).

Renvoi **Art. 58** Sous réserve des dispositions qui précèdent, les règles valables pour le premier tour sont applicables au second.

Election tacite **Art. 59** ¹ Si les candidats présentés au premier ou second tour ne sont pas plus nombreux que les sièges à pourvoir, ils sont élus sans vote (élection tacite).

² S'ils sont moins nombreux, il est procédé, pour les sièges non pourvus, à une élection complémentaire à la majorité relative.

Vacance pendant la législature **Art. 60¹⁶⁾** ¹ En cas de vacance pendant la législature, il est procédé à une élection complémentaire selon le système majoritaire à deux tours.

² Les personnes élues le sont pour la fin de la législature.

Défaut de liste **Art. 61** Si aucun acte de candidature n'est déposé, l'élection se fait à la majorité relative. Les électeurs peuvent donner leurs suffrages à toute personne éligible.

SECTION 6 : Elections selon le règlement d'organisation

Elections selon le règlement d'organisation **Art. 62** Dans les cas non visés aux articles 30 et 47, le règlement d'organisation peut prévoir que l'élection des autorités et des fonctionnaires a lieu en assemblée, selon les dispositions dudit règlement.

SECTION 7 : Dispositions pénales

- Code pénal **Art. 63** Les dispositions des articles 279 à 283 du Code pénal suisse⁸⁾ sont applicables.
- Amendes **Art. 64** ¹ Le conseil communal peut infliger une amende de 20 à 200 francs aux membres du bureau électoral qui font défaut entièrement ou partiellement aux opérations d'un vote ou d'une élection sans excuse suffisante.
- ² Les infractions à la présente ordonnance et aux décisions qui en découlent sont passibles d'une amende de 1'000 francs au plus, pour autant que d'autres mesures ne soient pas applicables.
- ³ Le conseil communal prononce les amendes selon le décret concernant le pouvoir répressif des communes⁹⁾.

SECTION 8 : Voies de recours et droit supplétif

- Voies de recours **Art. 65** Les décisions prises en application de la présente ordonnance peuvent être attaquées selon les dispositions prévues dans la loi sur les droits politiques¹⁾, le Code de procédure administrative¹⁰⁾ et la loi sur les communes²⁾.
- Autres dispositions légales **Art. 66** ¹ Les questions non traitées par la présente ordonnance seront tranchées par analogie aux dispositions légales cantonales en vigueur, éventuellement par analogie aux dispositions fédérales.
- ² Sont notamment réservées les dispositions figurant dans les textes légaux suivants :
- a) Constitution de la République et Canton du Jura¹¹⁾;
 - b) loi sur les droits politiques¹⁾;
 - c) ordonnance d'exécution⁶⁾ de la loi sur les droits politiques;
 - d) ...⁵⁾
 - e) ...⁵⁾
 - f) ordonnance concernant le registre des électeurs¹²⁾;
 - g) Code de procédure administrative¹⁰⁾;
 - h) loi sur les communes²⁾;
 - i) décret sur les communes¹³⁾;
 - j) décret sur la protection des minorités⁷⁾.

SECTION 9 : Dispositions transitoires et finales

Dispositions
transitoires

Art. 67 ¹ Les élections communales de 1984 se dérouleront selon le système prévu dans le règlement d'organisation ou le règlement des élections de chaque commune.

² Lors d'élections selon le système de la représentation proportionnelle, la suppression du cumul ne sera possible qu'en vertu du règlement communal adapté après l'entrée en vigueur des modifications apportées le 5 juillet 1984 à la loi sur les droits politiques.

Abrogation du
droit antérieur

Art. 68 L'ordonnance du 4 juillet 1980 concernant les élections communales est abrogée.

Entrée en
vigueur

Art. 69 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} octobre 1984.

Delémont, le 4 septembre 1984

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le chancelier : Joseph Boinay

- 1) RSJU 161.1
- 2) RSJU 190.11
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 13 juin 2000
- 4) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 13 juin 2000
- 5) Abrogé(e)s par le ch. I de l'ordonnance du 13 juin 2000
- 6) RSJU 161.11
- 7) RSJU 192.222
- 8) RS 311.0
- 9) RSJU 325.1
- 10) RSJU 175.1
- 11) RSJU 101
- 12) RSJU 161.15
- 13) RSJU 190.111
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 6 septembre 2005
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 20 juin 2006, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 11 janvier 2011, en vigueur depuis le 1^{er} février 2011
- 17) Abrogée par le ch. I de l'ordonnance du 11 janvier 2011, en vigueur depuis le 1^{er} février 2011
- 18) Nouvelle teneur selon l'article 22 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013 (RSJU 213.11)

Arrêté**portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE)**

du 5 septembre 2012

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 48 de la Constitution fédérale¹⁾,

vu les articles 4, 8, lettres a, b et f, 67, 68, 78, lettre c, et 84, lettre b, de la Constitution cantonale²⁾,

arrête :

Article premier La convention intercantonale des 8 et 9 mai 2012 relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE) est approuvée.

Art. 2 Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

Art. 3 Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur³⁾ du présent arrêté.

Delémont, le 5 septembre 2012

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Corinne Juillerat
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

Annexe

Convention intercantonale relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE)

des 8 et 9 mai 2012

La République et Canton du Jura et la République et Canton de Neuchâtel,

vu les articles 8, lettres a, b et f, 67, 68 et 84, lettre b, de la Constitution de la République et Canton du Jura du 20 mars 1977,

vu les articles 5, 11, 17, 18, 51, 56, alinéa 1, 65 et 85 de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel du 24 septembre 2000,

considérant les liens qui les unissent et la volonté de développer ceux-ci dans un domaine se situant à la croisée des chemins entre la protection de la sphère individuelle, la transparence et l'efficacité de l'activité étatique,

considérant que les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes,

conviennent de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER : Généralités

Buts

Article premier ¹ La présente convention a pour but d'instaurer une législation et des institutions communes aux cantons du Jura et de Neuchâtel (ci-après : "les cantons") dans les domaines de la protection des données et de la transparence.

² Elle vise à protéger la personnalité et les droits fondamentaux des personnes qui font l'objet d'un traitement de données personnelles.

³ Elle a également pour buts de permettre la formation autonome des opinions, de favoriser la participation des citoyens à la vie publique et de veiller à la transparence des activités des autorités.

Champ
d'application

Art. 2 La présente convention s'applique :

- a) aux autorités législatives, exécutives, administratives et judiciaires cantonales, et aux organes qui en dépendent;
- b) aux communes et aux organes qui en dépendent;
- c) aux collectivités et établissements de droit public cantonaux et communaux;
- d) aux personnes physiques et morales et aux groupements de personnes de droit privé qui accomplissent des tâches d'intérêt public ou déléguées par une entité au sens des lettres a à c;
- e) aux institutions, établissements ou sociétés de droit privé ou de droit public cantonal dans lesquels une ou plusieurs entités au sens des lettres a à c disposent ensemble au moins d'une participation majoritaire, dans la mesure où ils accomplissent des tâches d'intérêt public.

Portée

Art. 3 ¹ La présente convention règle les traitements de données concernant les personnes physiques et morales effectués par les entités mentionnées à l'article 2 (ci-après : "les entités").

² Si cela est nécessaire et dans le cadre des principes de la présente convention, les cantons peuvent adopter des lois spéciales y dérogeant, celle-ci s'appliquant alors à titre de droit supplétif.

³ En matière de transparence, la présente convention fixe les principes communs applicables. La politique d'information et ses modalités sont laissées au soin des cantons.

CHAPITRE II : Organisation et structure

SECTION 1 : Organes compétents

Généralités

Article 4 ¹ Sont chargés de veiller à l'application de la présente convention :

- a) le préposé à la protection des données et à la transparence (ci-après : "le préposé");
- b) la commission de la protection des données et de la transparence (ci-après : "la commission").

² Ces organes s'acquittent de leurs tâches de manière autonome et disposent à cette fin des moyens nécessaires et, en particulier, de leur propre budget.

³ Le préposé et les membres de la commission sont soumis au secret de fonction. Ils peuvent en être déliés par l'exécutif cantonal concerné, lorsqu'un intérêt privé ou public prépondérant l'exige; lorsque les deux cantons sont touchés, le préposé et la commission peuvent être déliés conjointement du secret par le Gouvernement jurassien et le Conseil d'Etat neuchâtelois (ci-après : "les exécutifs cantonaux").

Nomination et
indépendance

Art. 5 ¹ Le préposé, ainsi que le président et les membres de la commission, sont nommés conjointement par les exécutifs cantonaux.

² Ils exercent leur fonction en toute indépendance.

³ Ils ne peuvent exercer une autre activité que si elle est compatible avec leur fonction.

Préposé

Art. 6 ¹ Le préposé a son siège aux Breuleux.

² Il est nommé pour une durée de cinq ans.

³ Il dispose d'un secrétariat permanent dont les exécutifs cantonaux définissent la dotation, le fonctionnement et le statut.

⁴ Les rapports de fonction du préposé sont reconduits tacitement pour une nouvelle période de cinq ans, à moins que les exécutifs cantonaux, au plus tard six mois auparavant, décident conjointement de ne pas les renouveler pour des motifs objectifs suffisants.

⁵ En cours de période, les exécutifs peuvent conjointement révoquer le préposé, s'il a violé gravement ses devoirs de fonction ou s'il a perdu durablement la capacité d'exercer celle-ci.

⁶ Le préposé peut mettre fin aux rapports de fonction moyennant un préavis de six mois.

⁷ Le taux d'occupation du préposé et son traitement sont fixés conjointement par les exécutifs cantonaux. Pour le surplus, son statut est régi par la législation sur le personnel de la fonction publique du canton siège.

⁸ En cas de litige, le préposé peut interjeter recours au Tribunal cantonal du canton siège.

Commission

Art. 7 ¹ La commission est composée de cinq membres.

² Elle comprend au moins un juriste et un spécialiste en informatique. Les cantons sont équitablement représentés en son sein.

³ Elle a son siège à La Chaux-de-Fonds. Dans la mesure nécessaire, elle bénéficie de l'appui du greffe de l'autorité judiciaire neuchâteloise de première instance.

⁴ Les membres de la commission sont nommés pour une durée de cinq ans. Ils peuvent être reconduits dans leur fonction, sous réserve des prescriptions relatives à l'âge de la retraite. Ils sont rémunérés selon les modalités fixées par les exécutifs cantonaux.

⁵ La commission se réunit au moins une fois par année et, pour le surplus, selon les affaires à traiter.

⁶ Elle peut délibérer valablement en présence d'au moins trois de ses membres.

SECTION 2 : Attributions

Préposé

Art. 8 ¹ Le préposé est chargé de promouvoir la protection des données et la transparence, en informant et sensibilisant le public et les entités au sujet des principes inscrits dans la présente convention.

² Il se prononce sur les projets d'actes législatifs ayant un impact sur la protection des données et la transparence, assiste et conseille les particuliers et les entités dans ces deux domaines.

³ Il donne les avis et les conseils prévus par la présente convention, concilie les parties et adresse les rapports mentionnés à l'article 13.

⁴ En matière de protection des données, il tient en particulier le registre public des fichiers, surveille l'application de la présente convention, peut émettre des recommandations, saisir la commission et interjeter des recours.

Commission

Art. 9 ¹ La commission rend les décisions prévues par la présente convention.

² Elle adresse le rapport mentionné à l'article 13.

³ Elle s'organise librement et peut se doter d'un règlement interne.

SECTION 3 : Financement

Budgets et
comptes

Art. 10 ¹ Sur propositions du préposé et de la commission, les budgets qui leur sont alloués annuellement sont préparés conjointement par les exécutifs cantonaux.

² Dans le cadre de leur rapport annuel, le préposé et la commission présentent les comptes de l'exercice précédent.

³ Les procédures relatives au budget et aux comptes propres à chaque canton sont réservées pour le surplus.

Clé de répartition

Art. 11 ¹ Les charges et les revenus sont répartis entre les cantons au prorata de leurs populations résidentes respectives au 31 décembre de l'année précédente.

² Les exécutifs cantonaux peuvent, selon les circonstances, convenir d'une clef de répartition différente.

Modalités

Art. 12 Au surplus, les modalités financières sont réglées par les chefs des Département des finances des cantons.

SECTION 4 : Rapports

Art. 13 ¹ Pour chaque exercice, le préposé et la commission adressent aux autorités législatives et exécutives cantonales, jusqu'au 31 mars de l'année suivante, un rapport de leur activité.

² Ils en assurent la publicité.

³ Le préposé peut en outre adresser en tout temps un rapport spécial à ces autorités.

CHAPITRE III : Protection des données

SECTION 1 : Dispositions générales

Définitions

Art. 14 On entend par :

- a) *données personnelles* (ci-après : "les données"), toutes les informations qui se rapportent à une personne identifiée ou identifiable;
- b) *données sensibles*, les données sur :
 - 1. les opinions ou les activités religieuses, philosophiques, politiques ou syndicales;
 - 2. la santé, la sphère intime, l'origine ou l'ethnie;
 - 3. les mesures d'aide sociale ou d'assistance;
 - 4. les poursuites ou sanctions pénales et administratives;
- c) *profil de la personnalité*, un assemblage de données qui permet d'apprécier les caractéristiques essentielles de la personnalité d'une personne physique, par exemple son mode de comportement et ses habitudes de consommation;
- d) *fichier*, tout ensemble de données dont la structure permet de rechercher les données par personne concernée;
- e) *personne concernée*, la personne physique ou morale au sujet de laquelle des données sont traitées;
- f) *maître du fichier*, l'entité qui décide du but et du contenu du fichier;
- g) *traitement*, toute opération relative à des données – quels que soient les moyens et les procédés utilisés – notamment la collecte, la conservation, l'exploitation, la modification, la communication, l'archivage ou la destruction de données;
- h) *communication*, le fait de rendre des données accessibles, par exemple en autorisant leur consultation, en les transmettant ou en les diffusant;
- i) *communication en ligne*, procédure automatisée permettant à un tiers de disposer de données sans l'intervention de celui qui les communique;
- j) *loi au sens formel*, les textes législatifs soumis au référendum obligatoire ou facultatif, ainsi que les règlements adoptés en assemblée communale.

Restrictions au champ d'application

Art. 15 Le présent chapitre ne s'applique pas :

- a) aux délibérations des autorités législatives cantonales et communales, ainsi qu'à celles de leurs commissions;
- b) aux procédures juridictionnelles et aux arbitrages pendants, à condition que les dispositions de procédure applicables assurent une protection au moins équivalente à celle découlant du présent chapitre;
- c) aux entités lorsque celles-ci traitent des données à caractère personnel en situation de concurrence économique, pour autant que les données à caractère personnel dont elles se servent soient destinées à un usage exclusivement interne et à une concurrence loyale.

SECTION 2 : Principes régissant le traitement de données personnelles

Légalité	Art. 16 Des données peuvent être traitées si une base légale le prévoit, si le traitement sert à l'accomplissement d'une tâche légale ou si la personne concernée y a consenti.
Proportionnalité	Art. 17 Seules peuvent être traitées les données nécessaires et propres à atteindre le but visé.
Bonne foi et finalité	<p>Art. 18 ¹ Le traitement des données doit être effectué conformément au principe de la bonne foi.</p> <p>² Les données ne doivent être traitées que dans le but qui est indiqué lors de leur collecte, qui est prévu par une base légale ou qui ressort des circonstances.</p>
Exactitude	<p>Art. 19 ¹ Les données traitées doivent être exactes, conformes à la réalité et complètes.</p> <p>² Elles doivent être régulièrement mises à jour.</p>
Sécurité des données	<p>Art. 20 ¹ Les entités doivent s'assurer que les données sont protégées contre un emploi abusif en prenant des mesures organisationnelles et techniques appropriées.</p> <p>² Les entités veillent à l'intégrité, à la disponibilité et à la confidentialité des données.</p>

SECTION 3 : Répertoire et registre public des fichiers, collecte de données

Répertoire	Art. 21 Les maîtres de fichiers tiennent un répertoire de leurs fichiers.
Registre public	<p>Art. 22 ¹ Le préposé tient un registre public inventoriant les fichiers contenant des données sensibles ou des profils de la personnalité.</p> <p>² Ces fichiers lui sont annoncés par les maîtres de fichiers avant d'être opérationnels.</p>

Consultation

Art. 23 Toute personne peut consulter gratuitement les répertoires et le registre public.

SECTION 4 : Collecte de données

Art. 24 ¹ La collecte de données et les finalités du traitement doivent être reconnaissables pour la personne concernée.

² Lorsque la collecte porte sur des données sensibles ou des profils de la personnalité et qu'elle requiert le consentement de la personne concernée, celui-ci doit être exprès, libre et éclairé.

³ Si la personne interrogée a l'obligation légale de fournir un renseignement, les entités qui collectent les données attirent son attention sur les conséquences qu'entraînerait un refus de répondre ou une réponse inexacte.

SECTION 5 : Communication

Conditions

Art. 25 ¹ Les entités ne sont en droit de communiquer des données, d'office ou sur requête, que si :

- a) il existe une base légale ou si l'accomplissement par le destinataire d'une tâche légale clairement définie l'exige;
- b) la personne concernée y a en l'espèce consenti ou a rendu ses données accessibles à tout un chacun et ne s'est pas opposée formellement à la communication au sens de l'article 36;
- c) le destinataire rend vraisemblable que la personne concernée ne refuse son accord ou ne s'oppose à la communication que dans le but de l'empêcher de se prévaloir de prétentions juridiques ou de faire valoir d'autres intérêts légitimes; la personne concernée sera auparavant invitée à se prononcer selon l'article 30;
- d) les données sont contenues dans un document officiel auquel l'accès est demandé selon le chapitre IV, et que la communication est justifiée par un intérêt public prépondérant.

² Les entités sont en droit de communiquer sur demande le nom, le prénom, l'adresse et la date de naissance d'une personne même si les conditions de l'alinéa 1 ne sont pas remplies.

³ En outre, sur demande, d'autres données, telles l'état civil, l'origine, la profession, le sexe et la nationalité, la provenance et la destination d'une personne peuvent être communiquées lorsque le destinataire justifie d'un intérêt digne de protection à la communication primant celui de la personne concernée à ce que ces données ne soient pas communiquées.

Limites

Art. 26 ¹ La communication de données est refusée ou restreinte lorsque :

- a) un intérêt prépondérant public ou privé, en particulier de la personne concernée, l'exige;
- b) une base légale interdit la communication.

² Lorsque les raisons qui justifient le refus ou la restriction ne sont que temporaires, la communication doit être accordée dès que ces raisons cessent d'exister.

³ Lorsque la communication doit être refusée, restreinte ou différée, elle peut néanmoins être accordée en étant assortie de charges qui sauvegardent les intérêts à protéger.

⁴ L'entité doit indiquer sommairement et par écrit les motifs de sa position, de même que la possibilité de saisir le préposé au sens de l'article 40.

Communication transfrontière

Art. 27 ¹ Des données ne peuvent être communiquées à l'étranger que si les conditions requises par la législation fédérale sur la protection des données sont remplies.

² Les entités informent le préposé des garanties prises en vertu de cette législation avant la communication de données.

Communication en ligne

Art. 28 Si une entité en a régulièrement besoin pour l'accomplissement des tâches légales qui lui incombent, l'exécutif cantonal concerné peut rendre accessibles en ligne les données nécessaires, après consultation du préposé.

Communication de listes

Art. 29 ¹ La remise à des particuliers de listes de données est interdite, sauf autorisation de l'exécutif cantonal ou communal compétent.

² Une telle autorisation ne peut être octroyée que si le requérant justifie d'un intérêt digne de protection, s'engage à utiliser les données transmises dans le but idéal pour lequel elles ont été requises et à ne pas les communiquer à des tiers; la remise de listes répétitives doit de plus répondre à un intérêt public.

³ La remise à des particuliers de listes de données sensibles ou de profils de la personnalité, de même que leur commercialisation, sont interdites, à moins qu'une base légale ne les justifie.

Droit d'être
entendu

Art. 30 ¹ Lorsque la communication de données peut porter atteinte à un intérêt prépondérant public ou privé, les entités ou les personnes concernées peuvent exercer leur droit d'être entendu.

² Lorsque l'entité ou la personne concernée entend communiquer les données malgré une opposition, elle doit en aviser l'opposant en indiquant sommairement et par écrit les motifs de sa position, de même que la possibilité de saisir le préposé au sens de l'article 40.

SECTION 6 : Droits de la personne concernée

Droit d'accès
1. Principe

Art. 31 ¹ Toute personne peut demander au maître d'un fichier si des données la concernant sont traitées.

² Elle peut demander au maître du fichier qu'il lui communique :

- a) toutes les données la concernant qui sont contenues dans le fichier, y compris les informations disponibles sur l'origine des données;
- b) le but du traitement, sa base légale, les catégories de données traitées, de participants au fichier et de destinataires des données.

³ Le maître du fichier qui fait traiter des données par un tiers demeure tenu de fournir les renseignements demandés.

⁴ Nul ne peut renoncer par avance au droit d'accès.

2. Modalités

Art. 32 ¹ Sous réserve de dispositions spéciales contraires, l'accès aux données comprend la consultation sur place et l'obtention des données par écrit.

² Le maître du fichier peut aussi communiquer oralement les données si le requérant s'en satisfait.

3. Restrictions

Art. 33 ¹ L'accès aux données est refusé ou restreint lorsque :

- a) un intérêt prépondérant public ou privé l'exige;
- b) une loi au sens formel le prévoit.

² Lorsque les renseignements ne peuvent être communiqués directement à la personne concernée parce qu'elle en serait par trop affectée ou parce que des explications complémentaires sont nécessaires, le maître du fichier les transmet à un tiers mandaté à cet effet qui jouit de la confiance du requérant.

Autres droits
1. Défense en
cas de traitement
illicite

Art. 34 ¹ Quiconque a un intérêt légitime peut requérir du maître du fichier qu'il :

- a) s'abstienne de procéder à un traitement illicite;
- b) supprime les effets d'un traitement illicite;
- c) constate le caractère illicite du traitement.

2. Rectification

Art. 35 ¹ Quiconque a un intérêt légitime peut demander au maître du fichier que les données soient :

- a) rectifiées ou complétées;
- b) détruites, si elles sont inutiles, périmées ou contraires au droit.

² Si l'exactitude ou l'inexactitude d'une donnée ne peut être prouvée, le maître du fichier ajoute à la donnée la mention de son caractère litigieux.

3. Opposition à
la communica-
tion

Art. 36 ¹ La personne concernée qui a un intérêt légitime peut s'opposer à ce que le maître du fichier communique des données déterminées.

² L'opposition peut être écartée si :

- a) le maître du fichier est juridiquement tenu de communiquer les données, ou si
- b) un intérêt public prépondérant exige la communication, notamment lorsque le défaut de communication risque de compromettre l'accomplissement des tâches du maître du fichier.

³ Sous réserve des cas graves et urgents, le maître du fichier sursoit à la communication de données jusqu'à droit connu quant à l'opposition.

Rejet d'une
requête

Art. 37 Lorsque le maître du fichier entend ne pas donner suite à une requête fondée sur les articles 31 à 36, il en informe par écrit la personne concernée avec de brefs motifs et lui indique la possibilité de saisir le préposé pour conciliation.

SECTION 7 : Procédure

Demande	<p>Art. 38 ¹ Les demandes fondées sur la présente convention ne sont soumises à aucune exigence de forme.</p> <p>² En cas de besoin, l'entité peut demander qu'elles soient formulées par écrit.</p> <p>³ Les demandes sont adressées au maître du fichier.</p>
Traitement	<p>Art. 39 L'entité traite les demandes avec diligence et rapidité.</p>
Ouverture de la procédure de conciliation	<p>Art. 40 ¹ En cas de divergence quant à l'application du présent chapitre, le maître du fichier, une entité ou une personne concernée peut demander au préposé de tenir une séance de conciliation.</p> <p>² A cette fin, ils lui adressent une requête écrite sommairement motivée avec pièces à l'appui.</p>
Séance de conciliation	<p>Art. 41 ¹ Au cours de la séance, le préposé s'efforce d'amener les parties à un accord.</p> <p>² Si l'une des parties ne comparaît pas, la conciliation est réputée avoir échoué; les frais peuvent être mis à la charge de la partie défaillante.</p> <p>³ Si la conciliation aboutit, la convention conclue entre les parties est portée au procès-verbal.</p>
Saisine de la commission	<p>Art. 42 ¹ Si la conciliation échoue ou si la convention au sens de l'article 41, alinéa 3, n'est pas exécutée, le maître du fichier, l'entité ou la personne concernée, ainsi que le préposé peuvent transmettre la cause pour décision à la commission.</p> <p>² Avant de statuer, la commission leur permet d'exercer leur droit d'être entendu.</p>
Recours	<p>Art. 43 ¹ La décision de la commission est sujette à recours devant le Tribunal cantonal du canton siège de l'entité.</p>

² La procédure est régie par la législation sur la procédure et la juridiction administratives du canton concerné.

³ Le maître du fichier, l'entité ou la personne concernée, ainsi que le préposé ont qualité pour recourir.

Renvoi

Art. 44 Pour le surplus, la législation sur la procédure et la juridiction administratives du canton siège de l'entité est applicable.

SECTION 8 : Surveillance

Principe

Art. 45 ¹ Le préposé surveille l'application par les entités des dispositions de la présente convention en matière de protection des données.

² A cet effet, il contrôle les installations et les modalités de traitement des données.

³ Le préposé agit d'office, sur demande d'une personne concernée, du maître du fichier ou d'une entité.

⁴ Dans l'accomplissement de ses tâches, le préposé a un pouvoir d'investigation complet; le secret de fonction et le secret professionnel ne peuvent lui être opposés.

⁵ Les entités et personnes concernées sont tenues de collaborer.

Procédure

Art. 46 ¹ S'il apparaît qu'il y a violation ou risque de violation de prescriptions sur la protection des données, le préposé demande au maître du fichier d'y remédier. En tant que besoin, il prend des mesures provisoires tendant à protéger les personnes concernées.

² S'il n'est pas donné suite à sa demande, il émet une recommandation à l'attention du maître du fichier et en informe l'entité dont dépend ce dernier.

³ Si cette recommandation est rejetée ou n'est pas suivie, le préposé peut porter l'affaire pour décision auprès de la commission.

⁴ Le préposé, le maître de fichier et l'entité concernée ont qualité pour recourir contre la décision de la commission.

⁵ Pour le surplus, la législation sur la procédure et la juridiction administratives du canton siège de l'entité est applicable.

SECTION 9 : Vidéosurveillance

Principe	<p>Art. 47 Les entités peuvent installer un système de vidéosurveillance aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'installation constitue le moyen le plus adéquat pour atteindre le but poursuivi; et b) elle est prévue expressément dans une base légale.
Consultation du préposé	<p>Art. 48 L'entité qui envisage d'installer un système de vidéosurveillance doit au préalable consulter le préposé.</p>
Contenu des bases légales	<p>Art. 49 La base légale fondant la vidéosurveillance contient au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'entité responsable; b) le but poursuivi; c) la durée de conservation des données; d) les mesures organisationnelles et techniques propres à assurer l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des données; e) l'organe auprès duquel la personne concernée peut faire valoir ses droits au sens de la section VI; f) le cercle des personnes autorisées à consulter les données.
Conservation des données	<p>Art. 50 ¹ La durée de conservation des données est en principe de 96 heures.</p> <p>² Si le but de l'installation le rend nécessaire, la durée de conservation peut être plus longue, mais au maximum de quatre mois.</p>
Information	<p>Art. 51 L'existence de l'installation doit être rendue visible, avec indication de la base légale sur laquelle elle se fonde, ainsi que de l'entité responsable.</p>

SECTION 10 : Autres cas particuliers (recherche, planification et statistique)

Archivage et
destruction

Art. 52 Les données dont le maître du fichier n'a plus besoin et qui ne doivent pas être conservées à titre de preuve ou par mesure de sûreté sont traitées conformément à la législation cantonale concernée relative aux archives.

Recherche,
planification et
statistique

Art. 53 ¹ Les entités sont en droit de traiter les données à des fins de recherche, de planification et de statistique, indépendamment du but pour lesquels ces données ont été collectées, aux conditions suivantes :

- a) le destinataire ne communique des données à des tiers qu'avec le consentement de l'entité qui les lui a transmises;
- b) les résultats sont publiés sous une forme ne permettant pas d'identifier les personnes concernées.

² Si nécessaire, et dans la mesure où le but du traitement le permet, les données sont rendues anonymes.

Traitement sur
mandat

Art. 54 ¹ Le traitement de données ne peut être confié à un tiers qu'aux conditions suivantes :

- a) une base légale ou une convention avec le tiers le prévoit;
- b) le mandant ne peut confier que des traitements qu'il est lui-même en droit d'effectuer;
- c) aucune obligation légale ou contractuelle de garder le secret ne l'interdit;
- d) la sécurité des données est assurée.

² Le mandant demeure responsable de la protection des données; il veille notamment à ce que ne soient pas effectués des traitements autres que ceux qu'il a confiés.

³ Le tiers est assujetti aux mêmes contrôles que le mandant.

SECTION 11 : Conséquences en cas de violation de la convention

Violation du
devoir de
discrétion

Art. 55 ¹ Sous réserve de dispositions spéciales du droit fédéral ou cantonal, celui qui, intentionnellement, aura révélé d'une manière illicite des données sensibles et secrètes ou des profils de la personnalité, dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa fonction au sein d'une entité, lors de sa formation ou dans le cadre d'activités qu'il exerce pour le compte d'une telle entité, sera puni de l'amende.

² La révélation demeure punissable alors même que les rapports de service ou la formation ont pris fin.

Responsabilité

Art. 56 ¹ Les entités répondent de tout préjudice qu'un traitement illicite de données a causé à une personne concernée ou à un tiers.

² Pour le surplus, les dispositions légales relatives à la responsabilité propres à chaque canton sont applicables.

³ En cas de préjudice causé par le préposé ou la commission, les cantons en répondent conjointement selon la clé de répartition de l'article 11. L'action récursoire et les modalités sont régies par le droit du canton siège.

CHAPITRE IV : Transparence

SECTION 1 : Information du public

Principe

Art. 57 ¹ Les entités communiquent régulièrement et spontanément des informations sur leurs activités et leurs projets, à moins qu'un intérêt prépondérant public ou privé ne s'y oppose.

² Elles donnent l'information de manière exacte, complète, claire et rapide.

³ Elles en assurent la diffusion par des voies appropriées compte tenu de l'importance de l'information.

⁴ L'information portant sur une décision prise à huis clos est donnée de manière adéquate et respectueuse des intérêts ayant justifié le huis clos.

Médias

Art. 58 ¹ Les entités informent, en règle générale, par l'intermédiaire des médias, qu'elles considèrent comme des partenaires privilégiés.

² Elles prennent en compte, dans la mesure du possible, les besoins et les contraintes des différents médias.

Technologies
modernes

Art. 59 Selon les moyens dont elles disposent, les entités mettent à disposition du public, par le biais des technologies modernes d'information et de communication, les informations qu'elles ont transmises aux médias et d'autres documents jugés importants.

Législatifs
cantonaux

Art. 60 ¹ Les objets portés à l'ordre du jour des législatifs cantonaux, ainsi que les dates, heures et lieux des sessions, sont portés à la connaissance du public.

² Les documents destinés aux délibérations du plénum sont rendus publics lorsqu'ils sont remis aux parlementaires.

³ Les débats du législatif sont consignés rapidement par écrit et rendus accessibles au public.

⁴ Sont réservés les cas où un intérêt prépondérant public ou privé s'oppose à la diffusion.

Exécutifs
cantonaux

Art. 61 ¹ Les exécutifs cantonaux donnent une information régulière et suivie sur les objets qu'ils traitent, les décisions qu'ils prennent, les travaux importants de leur administration, de même que sur les intentions et projets de nature à intéresser le public.

² Ils rendent publics les documents indispensables à la compréhension de leurs décisions, à moins qu'un intérêt public ou privé prépondérant ne s'y oppose.

³ Ils règlent les modalités de l'information relative à l'activité de l'administration et des commissions cantonales.

Autorités
judiciaires
1. Principes

Art. 62 ¹ Les autorités judiciaires informent le public de leurs activités juridictionnelles et administratives de nature à l'intéresser.

² Le Tribunal cantonal de chaque canton peut édicter un règlement relatif aux modalités de l'information.

2. Procédures en cours

Art. 63 ¹ Les autorités judiciaires communiquent des informations sur les procédures en cours dans la mesure où l'intérêt public l'exige, notamment :

- a) lorsque la collaboration du public est nécessaire pour élucider un crime ou un délit;
- b) en raison de la gravité particulière, du caractère ou de la notoriété d'une affaire;
- c) lorsque la nécessité s'impose de prévenir ou de corriger des informations erronées de nature à inquiéter l'opinion publique;
- d) lorsque la mise en garde du public ou sa protection le requiert.

² En informant, les autorités judiciaires veillent au respect des intérêts légitimes des parties ou des tiers, de même qu'au respect de la présomption d'innocence, et tiennent compte des intérêts de l'enquête.

³ Les règles particulières en matière de procédure sont réservées.

3. Relations avec les médias

Art. 64 Dans les limites de la présente convention et du règlement au sens de l'article 62, alinéa 2, l'agenda des audiences publiques des tribunaux est accessible aux journalistes qui en ont fait la demande.

Autorités communales

Art. 65 ¹ Les conseils communaux informent le public selon les principes énoncés à l'article 61.

² Les dates, heures et lieux des séances des législatifs communaux, leurs ordres du jour et les rapports à l'intention de leurs membres sont rendus publics. Ces documents sont envoyés aux médias qui en font la demande.

³ L'information est destinée en priorité à la population de la commune.

SECTION 2 : Accès aux séances

Séances publiques

Art. 66 ¹ Les sessions des législatifs cantonaux et communaux sont publiques.

² Les exceptions prévues par le droit cantonal sont réservées.

³ Les audiences et prononcés de jugements des autorités judiciaires sont publics, sous réserve des exceptions prévues par les dispositions de procédure.

Séances non
publiques

Art. 67 Les séances des autres entités ne sont pas publiques, à moins que celles-ci n'en décident autrement.

Prises de vue et
de son

Art. 68 ¹ Au cours des séances publiques, les prises de vue et de son ou leur retransmission sont autorisées à la condition qu'elles ne perturbent pas le déroulement des débats et qu'elles ne portent pas atteinte à un intérêt prépondérant public ou privé.

² Pour les audiences et prononcés de jugements des autorités judiciaires, les prises de vue et de son ou leur retransmission ne sont autorisées qu'aux conditions fixées par le Tribunal cantonal de chaque canton.

SECTION 3 : Accès aux documents officiels

Principes de la
transparence
1. Droit d'accès

Art. 69 ¹ Toute personne a le droit d'accéder aux documents officiels dans la mesure prévue par la présente convention.

² L'accès aux documents officiels ayant trait aux procédures et arbitrages pendants est régi par les dispositions de procédure.

³ Les procès-verbaux des séances qui ne sont pas publiques ne sont pas accessibles.

⁴ Sont réservées les dispositions spéciales de lois cantonales qui déclarent secrètes certaines informations ou qui les déclarent accessibles à des conditions dérogeant à la présente convention.

2. Documents
officiels

Art. 70 ¹ Sont considérées comme documents officiels toutes les informations détenues par une entité et relatives à l'accomplissement d'une tâche publique et ce, quel qu'en soit le support.

² Sont notamment des documents officiels les rapports, études, procès-verbaux approuvés, statistiques, registres, correspondances, directives, prises de position, préavis et décisions.

³ Ne sont pas des documents officiels les documents qui n'ont pas atteint leur stade définitif d'élaboration, qui sont destinés à l'usage personnel ou qui font l'objet d'une commercialisation, ainsi que les documents d'aide à la décision, telles des notes internes.

3. Etendue **Art. 71** ¹ En principe, l'accès aux documents officiels comprend la consultation sur place, et cas échéant l'obtention de copies.
- ² L'entité peut aussi donner oralement des renseignements sur le contenu d'un document officiel si le requérant s'en satisfait.
- ³ L'usage des copies de documents officiels obtenues est soumis à la législation fédérale relative à la propriété intellectuelle.
4. Restrictions **Art. 72** ¹ L'accès à un document officiel est refusé lorsqu'un intérêt prépondérant public ou privé l'exige.
- ² Un intérêt public prépondérant est notamment reconnu lorsque l'accès au document peut :
- a) mettre en danger la sûreté de l'Etat ou la sécurité publique;
 - b) compromettre la politique extérieure de l'autorité;
 - c) entraver l'exécution de mesures concrètes d'une entité;
 - d) affaiblir la position de négociation d'une entité;
 - e) influencer le processus décisionnel d'une entité.
- ³ Un intérêt privé prépondérant est notamment reconnu lorsque :
- a) le document officiel contient des données personnelles et que sa communication n'est pas autorisée par les règles applicables en matière de protection des données, à moins que la communication ne soit justifiée par un intérêt public prépondérant;
 - b) l'accès révèle des secrets professionnels, de fabrication ou d'affaires;
 - c) l'accès révèle des informations fournies librement par un tiers à une entité qui a garanti le secret.
- ⁴ L'accès à un document officiel peut être refusé lorsqu'il exige un travail manifestement disproportionné de l'entité.
5. Accès limité ou assorti de charges **Art. 73** ¹ Lorsque seules certaines parties d'un document officiel sont inaccessibles au sens de l'article 72, l'accès doit être accordé pour le reste, à moins que le document ne s'en trouve réduit au point de déformer son sens ou sa portée.
- ² Lorsque l'accès à un document officiel doit être refusé, restreint ou différé, il peut néanmoins être accordé en étant assorti de charges qui sauvegardent les intérêts protégés au sens de l'article 72.

Procédure
d'accès
1. Forme de la
demande

Art. 74 ¹ La demande d'accès n'a pas à être motivée et n'est soumise à aucune exigence de forme; cependant, l'autorité peut demander qu'elle soit formulée par écrit.

² La demande doit contenir des indications suffisantes pour permettre l'identification du document officiel demandé.

2. Destinataire

Art. 75 ¹ La demande est adressée à l'entité qui a émis le document officiel.

² Si celle-ci n'est pas soumise à la présente convention, la demande est adressée à l'entité qui est la destinataire principale du document officiel.

3. Traitement

Art. 76 L'entité traite la demande avec diligence et rapidité.

4. Droit d'être
entendu

Art. 77 Lorsque l'accès à un document officiel peut porter atteinte à un intérêt prépondérant public ou privé selon l'article 72, les articles 30 et 36 sont applicables par analogie.

5. Refus et
limitation de
l'accès

Art. 78 ¹ Lorsque l'entité entend refuser, restreindre, différer ou assortir de charges la communication d'un document officiel, elle en informe par écrit la personne concernée avec de brefs motifs et lui indique la possibilité de saisir le préposé pour conciliation.

² Pour le surplus, les articles 40 à 44 sont applicables par analogie.

6. Investigation
par le préposé

Art. 79 ¹ Dans l'accomplissement de ses tâches, le préposé a le droit de consulter tous les documents officiels.

² Le secret de fonction et le secret professionnel ne peuvent lui être opposés.

SECTION 4 : Classement et archivage

Art. 80 ¹ Les entités veillent à ce que le classement des documents officiels facilite leur accès.

² Tout document officiel archivé demeure accessible lorsque le demandeur aurait pu y avoir accès avant son archivage en vertu des principes ancrés dans la présente convention.

³ Pour le reste, les dispositions cantonales en matière d'accès aux archives sont réservées.

CHAPITRE V : Emoluments

Principe

Art. 81 ¹ L'exercice des droits prescrits par la présente convention est gratuit.

² Un émolument et des débours peuvent toutefois être perçus lorsque :

- a) une personne agit avec témérité ou légèreté, ou abuse d'une autre manière de ses droits;
- b) le requérant a déjà obtenu le même renseignement dans les douze derniers mois et ne peut exciper d'un intérêt pressant;
- c) le traitement de la demande nécessite un travail d'une certaine importance ou occasionne des débours conséquents;
- d) une liste est communiquée (art. 29).

³ En matière de transparence, des débours peuvent en outre être perçus, en particulier pour l'obtention de copies.

Frais à la charge
d'une entité

Art. 82 ¹ En matière de protection des données, le préposé ou la commission peuvent facturer à l'entité responsable leur intervention au prix coûtant lorsque celle-ci a occasionné une activité disproportionnée due à sa négligence ou à son refus de collaborer.

² Dans la mesure du possible, l'entité en aura été préalablement avertie et se sera vu impartir un délai suffisant pour remédier aux manquements constatés.

³ La commission et le préposé rendent une décision sujette à recours.

Tarif des
émoluments

Art. 83 ¹ Les exécutifs cantonaux fixent conjointement le tarif des émoluments perçus par le préposé et la commission en vertu du présent chapitre.

² Pour le surplus, la législation de chaque canton en matière d'émoluments est réservée.

CHAPITRE VI : Dispositions transitoire et finales

Disposition
transitoire

Art. 84 Les affaires pendantes devant les autorités jurassiennes et neuchâteloises en matière de protection des données et de transparence sont transmises pour traitement aux organes prévus par la présente convention dès l'entrée en vigueur de celle-ci.

Exécution

Art. 85 Les exécutifs cantonaux règlent les questions d'organisation et les modalités d'application de la présente convention par voie de règlements adoptés conjointement.

Durée de la
convention et
dénonciation

Art. 86 ¹ La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

² Elle peut être dénoncée pour la fin d'une année civile moyennant un préavis de trois ans.

Entrée en
vigueur

Art. 87 ¹ La présente convention est portée à la connaissance de la Confédération.

² Les exécutifs cantonaux fixent conjointement la date de son entrée en vigueur³⁾.

Suivent les signatures

¹⁾ RS 101

²⁾ RSJU 101

³⁾ 1^{er} janvier 2013

Loi concernant le guichet virtuel sécurisé

du 26 octobre 2011

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 83, alinéa 1, lettre b, et 99, alinéa 2, de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

But

Article premier ¹ La présente loi a pour but de fixer les conditions d'organisation, d'exploitation et d'utilisation du guichet virtuel sécurisé.

² Elle vise en particulier à promouvoir le recours aux technologies de l'information et de la communication par les administrations publiques.

Champ
d'application

Art. 2 ¹ La présente loi s'applique :

- a) à l'administration cantonale;
- b) aux administrations communales qui passent, à cet effet, une convention avec l'Etat;
- c) aux organes publics ou privés qui accomplissent des tâches d'intérêt public ou déléguées par l'Etat ou les communes, et qui passent, à cet effet, une convention avec l'Etat (dénommés ci-après : "organes tiers");
- d) aux utilisateurs du guichet virtuel sécurisé.

² Elle n'est pas applicable aux procédures devant les autorités judiciaires.

Terminologie

Art. 3 ¹ Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

² Dans la présente loi, le ou les termes :

- a) "administrations publiques" désignent les administrations et organes mentionnés à l'article 2, alinéa 1, lettres a, b et c;

- b) "utilisateur" désigne les personnes physiques et morales, ainsi que les collectivités, qui ont signé un contrat d'utilisation du guichet virtuel sécurisé avec l'Etat;
- c) "transaction" désigne une transmission d'informations ou de données personnelles entre un utilisateur et une administration publique, ou entre administrations publiques;
- d) "guichet virtuel sécurisé" désignent l'infrastructure sécurisée de communication utilisée entre les administrations publiques et les utilisateurs pour les prestations s'appuyant sur les technologies de l'information et de la communication.

SECTION 2 : Organisation

Gouvernement **Art. 4** ¹ Le Gouvernement exerce la surveillance sur le guichet virtuel sécurisé.

² Il assume en particulier les tâches suivantes :

- a) il nomme les membres de la commission du guichet virtuel sécurisé (art. 7, al. 1);
- b) il définit les prestations pouvant être offertes aux utilisateurs par le biais du guichet virtuel sécurisé (art. 11);
- c) il passe les conventions avec les communes et les organes tiers (art. 12);
- d) il édicte les dispositions d'exécution de la présente loi (art. 24).

Chancellerie d'Etat **Art. 5** La Chancellerie d'Etat exerce les tâches suivantes :

- a) elle organise le guichet virtuel sécurisé sur le plan administratif et gère les relations avec les utilisateurs;
- b) elle conclut avec les utilisateurs les contrats d'utilisation du guichet virtuel sécurisé (art. 14);
- c) elle tient à jour le registre des utilisateurs.

Service de l'informatique **Art. 6** Le Service de l'informatique exerce les tâches suivantes :

- a) il est responsable de l'infrastructure technique du guichet virtuel sécurisé;
- b) il assure le développement des prestations du guichet virtuel sécurisé, en collaboration avec les administrations publiques;
- c) il veille à la sécurité du guichet virtuel (art. 10).

Commission **Art. 7** ¹ Une commission du guichet virtuel sécurisé (dénommée ci-après : "la commission") est instituée. Elle est nommée par le Gouvernement.

² Elle se compose notamment de représentants de la Chancellerie d'Etat, du Service de l'informatique et d'administrations publiques offrant des prestations par le guichet virtuel sécurisé.

³ La commission évalue les besoins, définit un ordre de priorité et préavise les questions importantes concernant le guichet virtuel sécurisé.

SECTION 3 : Guichet virtuel sécurisé

Droit d'accès

Art. 8 ¹ Chaque utilisateur reçoit un droit d'accès personnel.

² Afin d'identifier l'utilisateur, la Chancellerie d'Etat a l'autorisation d'utiliser les informations existantes dans les bases de données cantonales relatives aux personnes et aux entreprises.

³ Les droits d'accès font l'objet d'un contrôle permanent par le système informatique.

Historique

Art. 9 ¹ Chaque transaction d'un utilisateur, à l'exception des données transmises, est enregistrée dans un historique durant une période limitée.

² Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution, en particulier celles portant sur la destruction des transactions enregistrées dans l'historique.

Sécurité

Art. 10 ¹ Le Service de l'informatique veille en permanence à la sécurité du guichet virtuel et procède aux adaptations nécessaires en fonction de l'évolution technologique.

² Seules les personnes dûment autorisées peuvent intervenir dans le système informatique du guichet virtuel sécurisé.

SECTION 4 : Prestations

Définition

Art. 11 ¹ Les prestations du guichet virtuel sécurisé sont définies par le Gouvernement.

² Elles permettent notamment :

- a) d'offrir aux utilisateurs un accès simplifié aux services des administrations publiques;
- b) d'améliorer l'efficacité de celles-ci.

³ Elles offrent en particulier à l'utilisateur la possibilité :

- a) de remplir des formulaires et requêtes, ainsi que de transmettre des informations à l'adresse des administrations publiques;
- b) de consulter des données ainsi que l'état d'avancement de dossiers le concernant.

⁴ Lorsque l'administration publique fait entièrement droit à la demande qui lui est adressée et qu'au demeurant aucune autre personne n'est touchée dans ses intérêts, elle peut notifier une décision, une autorisation ou un autre acte requis par le biais du guichet virtuel sécurisé. Si une partie le requiert dans les cinq jours, l'acte est confirmé par écrit; en ce cas, le délai pour utiliser une voie de droit ne commence à courir qu'à partir de la confirmation écrite.

⁵ Au surplus, le Code de procédure administrative²⁾ s'applique. Toutefois, le Gouvernement peut, par voie d'ordonnance, prévoir d'autres cas dans lesquels l'utilisateur ou l'administration publique peut avoir recours au guichet virtuel sécurisé.

Extension aux
prestations des
communes et
des organes tiers

Art. 12 ¹ Sur la base d'une convention passée avec l'Etat, les communes et les organes tiers peuvent également offrir des prestations par le biais du guichet virtuel sécurisé.

² La convention définit en particulier la participation de la commune ou de l'organe tiers aux frais d'investissement et de fonctionnement du guichet virtuel sécurisé.

Utilisation du
guichet virtuel
sécurisé
1. Caractère
facultatif

Art. 13 ¹ Sous réserve de l'alinéa 3, l'utilisation du guichet virtuel sécurisé est facultative.

2. Incitation

² Le Gouvernement peut prévoir, par voie d'ordonnance, certains avantages en faveur des utilisateurs afin d'encourager le recours au guichet virtuel sécurisé pour certaines prestations; il peut en particulier prévoir une réduction des émoluments prévus par la législation si une baisse effective et correspondante de la charge de travail des administrations publiques peut en découler.

3. Obligation ³ Le Gouvernement peut, par voie d'ordonnance, astreindre des communes, des organes tiers et certaines catégories d'utilisateurs, par exemple un corps de métier, à utiliser le guichet virtuel sécurisé pour des prestations particulières si cela entraîne une amélioration sensible de l'efficacité de l'administration publique.

Contrat d'utilisation **Art. 14** L'utilisateur passe un contrat écrit d'utilisation avec la Chancellerie d'Etat afin d'accéder aux prestations du guichet virtuel sécurisé.

Représentant **Art. 15** Un représentant légal ou contractuel peut avoir accès aux données et aux informations relatives à la personne qu'il représente et agir en son nom par le biais du guichet virtuel sécurisé, s'il justifie de ses pouvoirs de représentation auprès de la Chancellerie d'Etat.

SECTION 5 : Protection des données

Accès à des données personnelles **Art. 16** ¹ Des données personnelles concernant un utilisateur peuvent être rendues accessibles :

- a) à l'utilisateur lui-même;
- b) au représentant de l'utilisateur, lorsque ce dernier y a expressément consenti.

² Après avoir consulté la commission, le Gouvernement peut prévoir, par voie d'ordonnance, un accès plus large à certaines données personnelles en faveur d'une catégorie particulière d'utilisateurs, par exemple un corps de métier, aux conditions cumulatives suivantes :

- a) la catégorie d'utilisateurs a régulièrement besoin, dans le cadre de l'accomplissement de ses tâches, d'avoir connaissance des données;
- b) les utilisateurs et leurs collaborateurs sont soumis au secret professionnel ou de fonction, ou se sont engagés chacun contractuellement à respecter la confidentialité des données;
- c) la transmission des données en cause est proportionnée au but recherché et repose sur un intérêt public ou privé suffisant.

³ Les administrations publiques et les utilisateurs au sens de l'alinéa 2 ne peuvent avoir accès aux informations disponibles sur le guichet virtuel sécurisé que si celles-ci sont en rapport étroit avec leurs activités légales et professionnelles.

Conservation
des données

Art. 17 ¹ A l'exception de l'historique temporaire des transactions (art. 9), les données transmises par les utilisateurs ne sont pas conservées dans le système du guichet virtuel sécurisé.

² Des données sur les utilisateurs ne peuvent être enregistrées, à l'exception de la constitution de statistiques anonymes de fréquentation du site.

Renvoi

Art. 18 Au surplus, la législation relative à la protection des données s'applique.

SECTION 6 : Responsabilité

Responsabilité
de l'Etat

Art. 19 ¹ L'Etat ne répond pas des dommages, directs ou indirects, résultant de l'incapacité d'accéder au guichet virtuel sécurisé ou d'utiliser celui-ci.

² Les renseignements disponibles sont fournis d'après les registres reliés au guichet virtuel sécurisé, sans garantie quant à leur véracité; leur inexactitude éventuelle n'entraîne aucune responsabilité de l'Etat.

Responsabilité
des communes
et des organes
tiers

Art. 20 Les communes et les organes tiers qui offrent des prestations par le biais du guichet virtuel sécurisé sont seuls responsables des données fournies et des dommages qu'ils pourraient causer aux utilisateurs.

Responsabilité
de l'utilisateur

Art. 21 ¹ L'utilisateur est seul responsable de son système informatique.

² Il supporte tous les risques résultant de l'utilisation par un tiers de ses droits d'accès.

SECTION 7 : Dispositions diverses et finales

Renvoi

Art. 22 Pour le surplus, le Code de procédure administrative²⁾ régit la procédure applicable aux décisions fondées sur la présente loi.

Emolument

Art. 23 ¹ L'utilisation du guichet virtuel sécurisé est en principe gratuite.

² Un émolument peut toutefois être prévu dans le contrat d'utilisation lorsqu'une catégorie d'utilisateurs a accès à des prestations particulières occasionnant des frais aux administrations publiques.

³ Un émolument peut être prélevé lorsqu'un utilisateur requiert un nouveau droit d'accès ou une intervention technique particulière.

⁴ Pour le surplus, les dispositions de la législation sur les émoluments sont réservées.

Exécution

Art. 24 ¹ Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi.

² Il peut notamment édicter des dispositions concernant :

- a) la réglementation du droit d'accès, en particulier sa transmission initiale à l'utilisateur, son contrôle et sa modification (art. 8);
- b) l'historique, en particulier la destruction des transactions enregistrées (art. 9);
- c) les mesures de sécurité (art. 10);
- d) la notification de décisions, d'autorisations ou d'autres actes par le biais du guichet virtuel sécurisé (art. 11, al. 4 et 5);
- e) la passation et le contenu du contrat d'utilisation du guichet virtuel sécurisé (art. 14);
- f) les modalités relatives à la représentation (art. 15).

Modification du droit en vigueur

Art. 25 Le décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale³⁾ est modifié comme il suit :

Article 7, chiffre 3

...⁴⁾

Référendum

Art. 26 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en vigueur

Art. 27 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur⁵⁾ de la présente loi.

Delémont, le 26 octobre 2011

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : André Burri
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) RSJU 101
- 2) RSJU 175.1
- 3) RSJU 176.21
- 4) Texte inséré dans ledit décret
- 5) 1^{er} mai 2012

Ordonnance concernant le guichet virtuel sécurisé

du 24 avril 2012

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 13, 16 et 24 de la loi du 26 octobre 2011 concernant le guichet virtuel sécurisé¹,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

But **Article premier** La présente ordonnance a pour but de mettre en œuvre le guichet virtuel sécurisé et d'en réglementer l'accès et l'utilisation.

Terminologie **Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

SECTION 2 : Accès au guichet virtuel sécurisé pour les personnes physiques

Acquisition d'une signature électronique qualifiée **Art. 3** La personne qui entend utiliser le guichet virtuel sécurisé doit au préalable se munir d'un moyen de preuve d'identité électronique, qui tient également lieu de signature électronique qualifiée au sens de l'article 14, alinéa 2bis, du Code des obligations² (dénommée ci-après : "signature électronique qualifiée").

Passation du contrat d'utilisation **Art. 4** ¹ Une fois munie de la signature électronique qualifiée, la personne qui entend utiliser le guichet virtuel sécurisé passe un contrat d'utilisation du guichet virtuel sécurisé avec la Chancellerie d'Etat.

² La passation du contrat se fait de manière électronique, par le biais d'un portail accessible depuis le site internet de la République et Canton du Jura.

³ Par sa signature électronique qualifiée, l'intéressé atteste qu'il accepte les conditions d'utilisation du guichet virtuel sécurisé telles que décrites dans la loi concernant le guichet virtuel sécurisé¹⁾, dans la présente ordonnance, dans le contrat et dans les éventuelles conditions générales liées au contrat, dont il a eu connaissance.

⁴ L'intéressé indique dans le contrat ses nom, prénom, numéro AVS, adresse, commune de domicile et date de naissance, ainsi que son adresse de courrier électronique.

⁵ Le système informatique détermine si la personne qui a passé le contrat :

- a) est domiciliée dans le Canton;
- b) est majeure;
- c)⁵⁾ ne fait pas l'objet d'une mesure de protection inscrite dans le registre cantonal des habitants ou dans le registre de l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte; le cas échéant, la Chancellerie d'Etat demande à l'autorité compétente si la personne intéressée dispose de l'exercice de ses droits civils pour les prestations disponibles par le biais du guichet virtuel sécurisé.

⁶ Si les conditions mentionnées à l'alinéa 5 sont remplies, la Chancellerie d'Etat envoie à la personne concernée un message électronique lui confirmant la conclusion du contrat et l'accès au guichet virtuel sécurisé.

⁷ Si l'une des conditions mentionnées à l'alinéa 5, lettres a et b, n'est pas remplie, la Chancellerie d'Etat examine si un motif particulier justifie néanmoins de donner l'accès au guichet virtuel sécurisé à la personne intéressée.

⁸ Lorsque la Chancellerie d'Etat refuse l'accès, elle le communique de manière électronique à l'intéressé avec de brefs motifs. Celui-ci peut lui demander une décision formelle au sens du Code de procédure administrative³⁾.

Conditions
générales

Art. 5 ¹ La Chancellerie d'Etat peut édicter des conditions générales applicables au contrat d'utilisation, communiquées au moment de la passation initiale du contrat ou ultérieurement. Elle peut également les modifier.

² Elle notifie à l'utilisateur, par voie électronique, les conditions générales ou une modification de celles-ci, et invite l'utilisateur à les accepter au moyen de sa signature électronique qualifiée. Tant que l'utilisateur ne les a pas acceptées, la Chancellerie d'Etat peut restreindre, voire bloquer l'utilisation du guichet virtuel sécurisé.

³ Si un utilisateur entend poursuivre l'utilisation du guichet virtuel sécurisé mais refuse les conditions générales qui lui sont communiquées, il lui incombe de contacter la Chancellerie d'Etat afin de lui exposer la situation. Si les circonstances le justifient, la Chancellerie d'Etat peut convenir des clauses particulières avec l'utilisateur. A défaut, elle peut maintenir le blocage de l'utilisation du guichet virtuel sécurisé ou révoquer le contrat d'utilisation. L'utilisateur peut lui demander une décision formelle au sens du Code de procédure administrative³⁾.

Clauses
particulières et
avenants

Art. 6 ¹ La Chancellerie d'Etat peut, si des circonstances spéciales le justifient et si le bon fonctionnement du guichet virtuel sécurisé n'est pas compromis, prévoir dans le contrat initial des clauses particulières qui s'écartent du contrat-type et des conditions générales.

² Elle peut également passer des avenants au contrat avec l'utilisateur.

Obligations de
l'utilisateur

Art. 7 ¹ L'utilisateur est tenu de prendre toutes les précautions nécessaires afin d'éviter qu'un tiers puisse utiliser son moyen de preuve d'identité électronique et sa signature électronique qualifiée.

² Lorsqu'il y a lieu de craindre qu'un tiers a pu les utiliser, l'utilisateur est tenu d'avertir immédiatement la Chancellerie d'Etat. Celle-ci fait alors bloquer le compte de l'utilisateur.

³ L'utilisateur est tenu de mettre à jour les coordonnées le concernant par le biais du guichet virtuel sécurisé.

⁴ Si l'utilisateur accède à des informations ou à des données pour lesquelles il n'est pas dûment autorisé, il s'engage à les traiter de manière confidentielle, à ne pas les utiliser à d'autres fins et, le cas échéant, à les détruire. Il en informe la Chancellerie d'Etat.

⁵ Le traitement de données par l'utilisateur relève de sa propre responsabilité. L'Etat et les organes tiers (art. 2, al. 1, lettre c, de la loi concernant le guichet virtuel sécurisé¹⁾) ne peuvent pas être tenus responsables d'erreurs ou d'inadvertances commises par l'utilisateur.

Registre des
utilisateurs

Art. 8 La Chancellerie d'Etat tient un registre des utilisateurs.

Représentation

Art. 9 ¹ L'utilisateur peut autoriser un tiers à le représenter et à effectuer des transactions en son nom et pour son propre compte par le biais du guichet virtuel sécurisé.

² A cet effet, il établit une procuration de manière électronique par le biais du guichet virtuel sécurisé. Le représentant doit être clairement identifiable et disposer de son propre moyen de preuve d'identité électronique.

³ Le représenté définit clairement l'étendue des pouvoirs de représentation, et en particulier les prestations concernées. Il peut en tout temps les révoquer.

⁴ La personne qui ne bénéficie pas d'un accès au guichet virtuel sécurisé et qui entend autoriser un tiers à agir en son nom et pour son propre compte par ce biais passe un contrat dans la forme écrite ordinaire avec la Chancellerie d'Etat.

⁵ Le représentant légal d'une personne peut également passer un contrat d'utilisation avec la Chancellerie d'Etat afin d'agir au nom et pour le compte de la personne représentée par le biais du guichet virtuel sécurisé.

⁶ L'Etat et les organes tiers n'assument aucune responsabilité en cas d'utilisation abusive du guichet virtuel sécurisé par le représentant.

Résiliation du
contrat
d'utilisation

Art. 10 ¹ L'utilisateur peut résilier le contrat d'utilisation, sans indiquer de motifs, moyennant un préavis d'un mois.

² Si l'utilisateur agit de manière contraire aux règles d'utilisation du guichet virtuel sécurisé ou utilise celui-ci de manière abusive, la Chancellerie d'Etat peut résilier le contrat d'utilisation. L'utilisateur peut lui demander une décision formelle au sens du Code de procédure administrative³⁾.

³ En cas de nécessité, la Chancellerie d'Etat peut prendre des mesures provisionnelles, par exemple en bloquant l'accès d'un utilisateur au guichet virtuel sécurisé.

SECTION 3 : Accès au guichet virtuel sécurisé pour les personnes morales

Passation du
contrat
d'utilisation

Art. 11 ¹ Le contrat d'utilisation du guichet virtuel sécurisé peut être passé au nom d'une personne morale par la ou les personnes qui peuvent la représenter selon le registre du commerce.

² La Chancellerie d'Etat vérifie l'existence des pouvoirs de représentation.

Représentation

Art. 12 ¹ La ou les personnes qui peuvent représenter la personne morale selon le registre du commerce peuvent autoriser des employés ou des tiers à agir au nom et pour le compte de la personne morale, en définissant pour chacun les prestations pour lesquelles ils peuvent effectuer des transactions par le biais du guichet virtuel sécurisé.

² La ou les personnes qui peuvent représenter la personne morale selon le registre du commerce peuvent également définir, dans le contrat d'utilisation, la personne qui est habilitée à désigner des représentants.

³ L'article 9 est applicable pour le surplus.

Modalités

Art. 13 ¹ Lorsqu'une personne morale est représentée de manière collective, le contrat d'utilisation est en principe passé dans la forme écrite ordinaire.

² Dans les autres cas, la Chancellerie d'Etat peut accepter que le contrat d'utilisation soit passé de manière électronique. Il en va de même pour les modalités relatives à la représentation.

³ Pour le surplus, les règles concernant les personnes physiques s'appliquent par analogie.

SECTION 4 : Utilisation du guichet virtuel sécurisé

Accès à une prestation

Art. 14 ¹ Dès que l'utilisateur peut utiliser le guichet virtuel sécurisé, il bénéficie des prestations librement accessibles.

² Pour certaines prestations, il doit au préalable déposer une demande d'accès à celles-ci. L'unité administrative concernée lui donne suite s'il n'y a pas de motif s'y opposant.

³ L'unité administrative peut révoquer l'accès de l'utilisateur à une prestation particulière si celui-ci a agi de manière abusive ou contraire aux règles applicables au guichet virtuel sécurisé.

⁴ En cas de litige, l'utilisateur peut demander à l'unité administrative de rendre une décision formelle au sens du Code de procédure administrative³⁾.

Validité des transactions

Art. 15 ¹ Les transactions validées au moyen de la signature électronique qualifiée ont la même valeur et engagent de la même manière que si elles avaient été signées de manière manuscrite.

² L'unité administrative concernée est autorisée à refuser certaines transactions passées par l'utilisateur, notamment s'il manque des informations importantes ou s'il existe un doute sur la qualité et la véracité de celles-ci.

SECTION 5 : Notification de décisions par le biais du guichet virtuel sécurisé

Modalités de la notification

Art. 16 ¹ L'utilisateur a la possibilité d'autoriser des unités administratives à lui notifier, dans des domaines clairement définis, des décisions formelles par le biais du guichet virtuel sécurisé.

² Dans ce cas, l'unité administrative peut notifier sa décision selon les formes usuelles prévues par le Code de procédure administrative³⁾ ou par le biais du guichet virtuel sécurisé.

³ En cas de notification par le biais du guichet virtuel sécurisé, l'utilisateur en est également informé par l'envoi d'un courrier électronique.

⁴ Si l'utilisateur prend connaissance de la décision par le biais du guichet virtuel sécurisé dans les dix jours qui suivent la communication, la notification est réputée valable et le délai d'opposition ou de recours commence à courir le lendemain du jour où il en a pris connaissance.

⁵ Si l'utilisateur ne prend pas connaissance de la décision qui lui est notifiée par le biais du guichet virtuel sécurisé dans le délai précité, l'unité administrative procède à une seconde notification de la décision selon les formes usuelles prévues par le Code de procédure administrative³⁾. Le délai d'opposition ou de recours commence à courir au moment de cette seconde notification.

Utilisation des voies de droit

Art. 17 Lorsqu'une décision est notifiée par le biais du guichet virtuel sécurisé, l'utilisateur ne peut en aucun cas former opposition, réclamation ou recours par le même biais. Il doit utiliser les formes ordinaires prévues par le Code de procédure administrative³⁾.

SECTION 6 : Historique

Historique du
guichet virtuel
sécurisé

Art. 18 ¹ Sont conservés dans l'historique du guichet virtuel sécurisé :

- a) pendant la durée du contrat d'utilisation et durant une année à compter de la fin de celui-ci : les moyens de preuve relatifs à la signature du contrat, des avenants à celui-ci et à l'acceptation des conditions générales ou de modifications de celles-ci;
- b) pendant deux années et, le cas échéant, tant qu'une procédure contentieuse est en cours : les informations relatives à la notification d'une décision;
- c) pendant dix-huit mois : les informations relatives aux autres transactions.

² Au terme de la durée de conservation susmentionnée, les informations concernées sont détruites.

Données
utilisées par
l'unité
administrative

Art. 19 ¹ L'unité administrative concernée peut conserver, dans le système d'information qui lui est dévolu, les informations échangées par le biais du guichet virtuel sécurisé tant que celles-ci lui sont nécessaires.

² La loi sur l'archivage⁴⁾ est réservée pour le surplus.

SECTION 7 : Dispositions diverses et finales

Incitation à
l'usage du
guichet virtuel
sécurisé

Art. 20 Afin de promouvoir l'utilisation du guichet virtuel sécurisé, le Gouvernement ou, dans le cadre de ses compétences financières, le département auquel est rattaché le Service de l'informatique, peut offrir gratuitement ou à des conditions préférentielles la fourniture de signatures électroniques qualifiées.

Obligation
d'utiliser le
guichet virtuel
sécurisé

Art. 21 Ont l'obligation d'utiliser le guichet virtuel sécurisé :

- a) les communes, pour les tâches qui impliquent une collaboration entre celles-ci et l'Etat, sur décision du Gouvernement;
- b) les écoles, pour la commande de matériel.

Compétence du
chef de
département

Art. 22 Le chef du département auquel est rattaché le Service de l'informatique peut régler, par voie de directive, les questions d'utilisation et de fonctionnement du guichet virtuel sécurisé, dans la mesure où celles-ci ne font pas l'objet d'une réglementation dans la loi, la présente ordonnance, les dispositions contractuelles et les conditions générales.

Dispositions
transitoires

Art. 23 ¹ Durant la phase initiale de mise en place du guichet virtuel sécurisé, les utilisateurs peuvent utiliser les moyens d'accès qui leur ont été remis avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

² Durant cette phase, ils peuvent également utiliser la preuve d'identité électronique en lieu et place de la signature électronique qualifiée.

Entrée en
vigueur

Art. 24 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} mai 2012.

Delémont, le 24 avril 2012

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

¹) RSJU 170.42

²) RS 220

³) RSJU 175.1

⁴) RSJU 441.21

⁵) Nouvelle teneur selon l'article 23 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013 (RSJU 213.11)

Ordonnance concernant la publication du Journal officiel

du 9 novembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu les articles 9 et 13, alinéa 1, de la loi concernant les publications officielles¹⁾,

arrête :

Article premier ¹ Le Journal officiel est la publication officielle de la République et Canton du Jura.

² Il paraît chaque semaine, en principe le mercredi, sous la responsabilité de la Chancellerie d'Etat.

³ Le Journal officiel est l'organe officiel de publication de la République et Canton du Jura.

Art. 2 ¹ Le Journal officiel comprend deux parties et une annexe.

² Sont publiés dans la première partie :

1. les lois, décrets, ordonnances, règlements, arrêtés, et autres actes publics émanant du Parlement et du Gouvernement ou de ses départements;
2. les traités, concordats et autres conventions de droit public auxquels la République et Canton du Jura a adhéré;
3. les accords internationaux auxquels la Suisse a adhéré s'ils concernent particulièrement la République et Canton du Jura;
4. les règlements du Tribunal cantonal;
5. le principe d'une révision totale de la Constitution et, simultanément, l'additif constitutionnel qui en règle les modalités;
6. les dispositions constitutionnelles;
7. les initiatives auxquelles le Parlement ne donne pas suite;
8. toute dépense non déterminée par une loi, s'il s'agit d'une dépense unique supérieure à cinq centièmes du montant des recettes portées au dernier budget ou d'une dépense périodique supérieure à cinq millièmes du même montant;
9. toute dépense non déterminée par une loi, s'il s'agit d'une dépense unique supérieure à cinq millièmes du montant des recettes portées au dernier budget ou d'une dépense périodique supérieure à cinq dix-millièmes du même montant;

10. les transactions immobilières, les cautionnements et la participation à une entreprise économique, si les montants en jeu sont supérieurs à cinq millièmes du montant des recettes portées au dernier budget;
11. les plans dans les cas prévus par la loi;
12. les initiatives déposées par l'Etat en matière fédérale.

³ Les actes soumis au référendum facultatif à teneur de l'article 78 de la Constitution sont publiés avec indication du délai référendaire.

Art. 3 Sont publiés dans la seconde partie :

1. les projets importants des autorités cantonales à teneur de l'article 68 de la Constitution;
2. ⁴⁾ les publications prévues à l'article 16 de la loi sur l'introduction du Code civil suisse²⁾ :
 - déclaration d'absence (art. 36 CC);
 - retrait du pouvoir de représenter l'union conjugale (art. 174 CC);
 - invitation aux ayants droit à faire leur déclaration d'héritier dans l'année (art. 555 CC);
 - communication aux ayants droit de l'ouverture d'un testament (art. 558 CC);
 - invitation aux créanciers et aux débiteurs du défunt à produire leurs créances et à déclarer leurs dettes dans un délai déterminé (art. 582 CC);
 - inscription au registre foncier à ordonner en cas de prescription extraordinaire (art. 662 CC);
 - publication du contrat-type de travail (art. 359a CO);
3. les autres textes qui doivent être publiés selon la législation fédérale et cantonale;
4. les textes que le Parlement, le Gouvernement ou ses départements et le Tribunal cantonal jugent opportun de publier.

Art. 4 Un compte rendu des séances du Parlement est publié en annexe.

Art. 5 Le prix des publications est fixé par la Chancellerie d'Etat.

Art. 6 Le prix d'abonnement est fixé par la Chancellerie d'Etat.

Art. 7 L'impression du Journal officiel incombe à l'Economat cantonal, qui est chargé de son expédition.

Art. 8 Les avis devant paraître au Journal officiel doivent parvenir à l'éditeur au plus tard deux jours avant leur publication.

Art. 9 La présente ordonnance entre en vigueur en même temps que la loi concernant les publications officielles³⁾.

Delémont, le 9 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE
CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

1) RSJU 170.51

2) RSJU 211.1

3) 1^{er} janvier 1979

4) Nouvelle teneur selon l'article 24 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013 (RSJU 213.11)

Loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura (LOP)

du 9 décembre 1998

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 82 à 88 de la Constitution cantonale^{[1\)](#)},

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet

Article premier ¹ La présente loi règle le statut des députés et des suppléants, l'organisation et le fonctionnement du Parlement ainsi que les relations extérieures de ce dernier.

² Les termes qui désignent des personnes comprennent indifféremment des femmes et des hommes.

Rôle du
Parlement

Art. 2 ¹ Le Parlement est le principal représentant du peuple.

² Il détermine la politique du Canton, en particulier par la planification.

³ Il exerce le pouvoir législatif, sous réserve des droits du peuple. A ce titre, il est indépendant des pouvoirs exécutif et judiciaire.^{[5\)](#)}

⁴ Il exerce la haute surveillance sur le Gouvernement, l'administration et les autorités judiciaires.

⁵ Il assume les tâches administratives et judiciaires qui lui sont assignées par la Constitution ou par la loi.

Attributions du
Parlement

Art. 3 ¹ Le Parlement a les attributions que lui confèrent la Constitution et la loi.

² En particulier :

a) il élabore et adopte les dispositions constitutionnelles, les lois et les décrets;

- b) il approuve des traités, concordats et autres conventions;
- c) il adopte des plans et des programmes cantonaux et définit leur portée;
- d)⁹⁾ il adopte les plans financiers, arrête le budget sous réserve des compétences du peuple en matière de frein à l'endettement et approuve les comptes;
- e) il procède aux élections qui relèvent de sa compétence;
- f) il exerce la haute surveillance sur le Gouvernement, l'administration et les tribunaux;
- g) il prend les décisions administratives et judiciaires qui relèvent de sa compétence;
- h) il se prononce sur la réponse donnée par le Gouvernement aux consultations fédérales touchant les objets reconnus importants par le Bureau;
- i) il prend d'autres mesures dans l'exercice de ses attributions.

Composition du
Parlement

Art. 4 Le Parlement compte soixante députés.

Siège du
Parlement

Art. 5 Le siège du Parlement est à Delémont.

Séances

Art. 6 ¹ Le Parlement tient des séances ordinaires et, en cas de besoin, des séances extraordinaires. Il se réunit en séance constitutive au début de chaque législature.

² Il siège en principe dans la salle de séance du Parlement aménagée à cet effet.

Publicité des
débat

Art. 7 ¹ Les débats du plenum sont publics.

² Les débats au sein du Bureau et des commissions ne sont pas publics.

Secrétariat du
Parlement

Art. 8⁶⁾

CHAPITRE II : Statut du député

Début et fin du
mandat

Art. 9 Le début et la fin du mandat de député sont régis par la loi sur les droits politiques²⁾.

Droits

Art. 10 Dans les limites des dispositions légales et réglementaires, le député a le droit :

- a) d'assister aux séances du Parlement et des commissions dont il fait partie;

- b) de prendre la parole, de poser des questions et de formuler des propositions;
- c) de prendre part aux votes;
- d) d'intervenir sous l'une des formes suivantes : l'initiative parlementaire, la motion, le postulat, l'interpellation, la question écrite, la question orale, la résolution et la motion interne;
- e) de toucher des indemnités de séance et de déplacement ainsi que, le cas échéant, d'autres indemnités pour l'accomplissement de tâches particulières;
- f) de consulter les documents du Parlement, du Bureau et des commissions.

Groupes parlementaires

Art. 11 ¹ Trois députés au moins peuvent constituer un groupe. Ils en informent le président.

² Les députés élus sous la même dénomination de liste ou d'un même parti cantonal ne peuvent former qu'un seul groupe.

³ Les groupes étudient les affaires que doit traiter le Parlement. Ils sont indemnisés pour cette activité.

Indépendance

Art. 12 ¹ Les députés représentent l'ensemble du peuple.

² Ils ne peuvent recevoir de mandat impératif.

Immunité

Art. 13 ¹ Le député ne peut être poursuivi pour les propos tenus au sein du Parlement, du Bureau et des commissions ainsi qu'en délégation officielle.

² Il ne peut être poursuivi pour une infraction en rapport direct avec l'activité ou la situation officielle du député, à moins que le Parlement n'autorise la poursuite pénale, civile ou administrative de l'infraction.

Devoirs

Art. 14 ¹ Avant de commencer son mandat, le député doit faire la promesse solennelle. Le député qui refuse ne peut siéger.

² Il a le devoir d'assister aux séances du Parlement ou de se faire remplacer par un suppléant. Le président en est alors averti.

³ Il doit garder le secret sur les informations traitées au sein du Bureau ou d'une commission pour autant que ces informations soient expressément et clairement qualifiées confidentielles.

Obligation de signaler les intérêts

Art. 14a¹¹⁾ ¹ Avant son assermentation, chaque député indique au Secrétariat du Parlement :

- a) son activité professionnelle;
- b) ses fonctions au sein d'organes de direction ou de surveillance de fondations, de sociétés et d'établissements importants, suisses ou étrangers, de droit public ou de droit privé;
- c) ses fonctions permanentes de direction ou de consultation pour le compte de groupes d'intérêts importants, suisses ou étrangers.

² Le Secrétariat du Parlement tient un registre des intérêts indiqués par les membres du Parlement, conformément aux instructions du Bureau.

³ Le registre est public.

Récusation
a) Cas

Art. 14b¹¹⁾ Lors des séances du Parlement et de ses organes, le député qui, pour lui-même, ses ascendants, descendants, frères, sœurs, conjoint, partenaire enregistré, ou alliés au même degré que les précédents, une personne physique dont il est le représentant légal, le curateur ou le mandataire, a un intérêt personnel direct à l'objet soumis à la discussion, ne peut ni intervenir ni participer au vote, à l'exception des délibérations et des votes d'ensemble sur le budget et les comptes.

b) Procédure

Art. 14c¹¹⁾ ¹ La personne qui se trouve dans un cas de récusation avise sans retard le président du Parlement ou de la commission. Elle quitte la salle de séance pour la durée de l'examen de l'objet concerné, après l'annonce de la présidence à ce sujet.

² La récusation est consignée au procès-verbal.

³ En cas de contestation surgissant au sein d'une commission, le Bureau tranche définitivement la question.

⁴ Les contestations surgissant en séance plénière sont soulevées par motion d'ordre.

c) Effet

Art. 14d¹¹⁾ ¹ Un défaut de récusation n'entraîne pas l'invalidité de la décision prise par le Parlement.

² Toutefois, s'il estime qu'un défaut de récusation a pu fausser le résultat d'un vote, le Parlement peut décider de revoter tant que la séance au cours de laquelle a eu lieu le vote final n'a pas été levée.

Discipline

Art. 15 ¹ Lors des séances du plenum, le président veille au bon déroulement des débats.

² Les députés s'expriment sans faire de digression et en observant les convenances parlementaires.

³ Le président rappelle à l'ordre le député qui ne respecte pas ses devoirs. En cas de récidive, il lui retire la parole.

⁴ Si les délibérations sont troublées, le président avertit le perturbateur et, au besoin, suspend la séance.

Election des suppléants

Art. 16 L'élection des suppléants est réglée par les articles 47 à 50 de la loi sur les droits politiques.

Droits et devoirs des suppléants

Art. 17 ¹ Les suppléants ont les mêmes droits et devoirs que les titulaires. Toutefois, ils ne peuvent être ni président du Parlement, ni vice-président, ni scrutateur, ni scrutateur suppléant, ni président d'une commission permanente.

² Ils remplacent les membres du Parlement lors des séances plénières. Ils ne peuvent remplacer que les députés du district dans lequel ils ont été élus.

³ Ils peuvent représenter leur groupe dans les commissions.

⁴ Ils participent aux séances de groupe.

⁵ Ils reçoivent la même documentation et les mêmes indemnités que les titulaires.

CHAPITRE III : Organisation et fonctionnement du Parlement

SECTION 1 : Organes du Parlement

Président et vice-présidents

Art. 18 ¹ Le président et les deux vice-présidents sont élus par le Parlement en décembre pour la durée d'une année. Le président n'est pas immédiatement rééligible.

² Le président veille à la stricte application de la présente loi et du règlement.

³ Il préside les séances du Parlement et du Bureau, dont il dirige les débats.

⁴ Si le président est empêché, sa fonction est exercée par le premier vice-président ou, à défaut, par le deuxième. S'ils sont empêchés tous les trois, la présidence est assumée par le dernier président du Parlement ou l'un de ses prédécesseurs.

⁵ Pour accomplir sa tâche, le président bénéficie de l'appui du Secrétariat du Parlement.⁷

Bureau

Art. 19 ¹ Le Bureau du Parlement se compose du président, des deux vice-présidents et des présidents des groupes; ces derniers peuvent se faire représenter.

² Il est chargé de la planification des séances et des objets à traiter par le plenum; il fixe le calendrier des séances ordinaires du Parlement.

³ Il veille au bon fonctionnement des commissions parlementaires. Il leur attribue, ou à lui-même, les projets soumis aux délibérations du Parlement.

⁴ Il nomme les membres, proposés par les groupes, des commissions spéciales, ainsi que le président et le vice-président de chacune d'elles.

⁵ Il traite toute question que lui soumettent le Parlement et ses commissions, le Gouvernement ou les autorités judiciaires.

⁶ Il s'assure de la présentation au Parlement et à ses organes des objets relevant de leurs compétences.

⁷ Il se détermine dans les procédures administratives et judiciaires qui impliquent le Parlement. Il répond aux plaintes portées contre les décisions du Parlement.

⁸ Il gère les finances du Parlement et en adopte le projet de budget, qui est inscrit au projet de budget de l'Etat. Au surplus, il décide de tout ce qui touche à l'organisation structurelle du Secrétariat du Parlement.⁵⁾

⁹ En cas de requête à la Cour constitutionnelle (art. 177 et 190 Cpa), le Bureau remet à cette dernière le message gouvernemental de l'acte législatif attaqué, les procès-verbaux de la commission parlementaire, dans la mesure où ils concernent le problème soulevé par la requête, ainsi que la transcription des débats relatifs à la norme contestée.⁵⁾

¹⁰ Il peut proposer au Parlement une révision de la présente loi et des dispositions qui en découlent.

¹¹ Il exerce d'autres attributions fixées par le règlement du Parlement de la République et Canton du Jura.

Commissions

Art. 20 ¹ Le Parlement peut créer des commissions permanentes et spéciales.

² Il peut, par voie d'arrêté, créer en son sein une commission d'enquête dont il définit le mandat, les compétences et la composition.

³ Les membres d'une commission peuvent se faire remplacer par un membre de leur groupe, élu ou nommé pour la durée du mandat de la commission.

⁴ Le règlement définit la composition, le mandat et les attributions des commissions.

Secrétariat du Parlement

Art. 20a⁷⁾ ¹ Le Parlement est doté d'un secrétariat indépendant du Gouvernement et de l'administration cantonale, placé sous la responsabilité du Secrétaire du Parlement.

² Le Secrétariat du Parlement :

- a) organise les séances du Parlement, du Bureau et des commissions, d'entente avec les présidents respectifs;
- b) assiste aux séances et en tient le procès-verbal;
- c) exécute les tâches qui lui sont attribuées par le Bureau;

- d) expédie les affaires administratives du Parlement;
- e) réunit la documentation et les informations nécessaires au Bureau, aux commissions ainsi qu'aux députés dans la mesure où l'exige le travail parlementaire;
- f) veille à la conservation des archives du Parlement;
- g) rédige et signe, avec le président, le procès-verbal des séances du Parlement ainsi que tous les actes qui émanent de ce dernier;
- h) prépare le projet de budget du Parlement à l'intention du Bureau et tient la comptabilité du Parlement;
- i) exerce toute autre attribution conférée par la législation.

³ Sur proposition du Bureau, le Parlement élit, pour la législature, le Secrétaire du Parlement selon la procédure prévue par l'article 36 de la présente loi et l'article 66, alinéas 1 à 8, du règlement du Parlement¹⁴⁾. Le Secrétaire du Parlement est rééligible.⁸⁾¹²⁾

^{3bis} La période de fonction du Secrétaire du Parlement débute le premier janvier de l'année qui suit l'élection et se termine le 31 décembre de la dernière année de la législature.¹³⁾

^{3ter} En cas de vacance, le poste est repourvu pour le reste de la période.¹³⁾

⁴ La législation sur le statut, le traitement et les rapports de service des employés de l'Etat s'applique au personnel du Secrétariat du Parlement.¹²⁾

⁵ Le personnel du Secrétariat du Parlement est géré administrativement par le Service des ressources humaines de l'Etat.¹²⁾

⁶ Pour l'accomplissement de ses tâches, le Secrétariat du Parlement bénéficie du concours des services de l'Etat.

SECTION 2 : Séances

Convocation,
ajournement et
clôture

Art. 21 ¹ Le président et le secrétaire du Parlement convoquent les séances ordinaires du Parlement selon le calendrier arrêté par le Bureau.

² Ils convoquent les séances extraordinaires à la demande du Parlement, du Gouvernement ou de douze députés.

³ Le Gouvernement convoque la séance constitutive du Parlement en début de législature.

Hôtes et observateurs

Art. 22⁵⁾ Le Bureau peut inviter ses hôtes et des observateurs à assister aux séances du Parlement et à s'y exprimer.

SECTION 3 : Initiative parlementaire

Objet

Art. 23 Tout député a le droit de proposer, par le dépôt d'une initiative parlementaire rédigée de toutes pièces, l'adoption, la modification ou l'abrogation d'un article constitutionnel, d'une loi ou d'un décret.

Procédure devant la commission

Art. 24 L'initiative parlementaire est renvoyée à une commission si le Parlement décide de lui donner suite. En cas de vote négatif, l'initiative est éliminée.

Consultation du Gouvernement

Art. 25 La commission soumet le résultat de ses délibérations au Gouvernement, qui peut lui proposer des amendements et lui soumettre un contre-projet.

Consultation des milieux intéressés

Art. 26 En règle générale, la commission consulte les milieux intéressés.

Procédure devant le Parlement

Art. 27 ¹ La commission propose au Parlement l'adoption du projet, son refus ou l'adoption d'un projet modifié, dans les deux ans qui suivent la décision du Parlement de donner suite à l'initiative parlementaire.

² La procédure devant le Parlement est la même que pour les projets d'articles constitutionnels, de lois ou de décrets élaborés par le Gouvernement.

SECTION 4 : Autres interventions parlementaires

Motion

Art. 28 La motion charge le Gouvernement de présenter un projet de disposition constitutionnelle, de loi ou de décret, ou lui donne des instructions impératives au sujet de mesures à prendre ou de propositions à soumettre.

Postulat

Art. 29 Le postulat invite le Gouvernement à faire une étude sur une question déterminée et à déposer un rapport et des propositions.

Interpellation	Art. 30 L'interpellation est une demande d'explication adressée au Gouvernement sur n'importe quel objet ressortissant à la politique ou à l'administration du Canton.
Question écrite	Art. 31 La question écrite porte sur toute matière qui peut faire l'objet d'une interpellation.
Question orale	Art. 32 La question orale porte sur n'importe quel objet ressortissant à la politique du Canton.
Résolution	Art. 33 La résolution est une déclaration sans effet obligatoire et consiste notamment en un vœu, une protestation ou un message.
Motion interne	Art. 34 Tout député a le droit de demander, sous forme de motion interne, qu'un objet concernant exclusivement le Parlement soit mis en discussion.

SECTION 4BIS : Pétition⁷

Pétition	<p>Art. 34a⁷ ¹ Toute pétition adressée au Parlement est examinée par une commission permanente compétente à raison de la matière.</p> <p>² L'avis de la commission ainsi que la décision éventuelle du Parlement relatifs à une pétition sont adressés au(x) pétitionnaire(s).</p> <p>³ Si la commission accepte de donner suite à la pétition, elle la soumet au plénum du Parlement.</p> <p>⁴ Si la commission refuse de donner suite à la pétition, elle demande au Bureau d'en prendre acte et de ne pas la soumettre au plénum du Parlement.</p>
----------	---

SECTION 5 : Procédure parlementaire

Quorum et majorité absolue	<p>Art. 35 ¹ Les délibérations et les décisions du Parlement, du Bureau et des commissions ne sont valables que si la majorité des membres sont présents.</p> <p>² Les décisions sont prises à la majorité absolue des votants.</p>
----------------------------	--

³ Toutefois, elles sont prises à la majorité des deux tiers des soixante députés en application de l'article 123a de la Constitution cantonale^{[1\)](#) [10\)](#)}.

Elections **Art. 36** Les élections ont lieu au scrutin secret selon le système majoritaire.

Langue **Art. 37** Les députés s'expriment en français.

Deuxième lecture **Art. 38** ¹ Les projets de dispositions constitutionnelles, de lois et de décrets font l'objet de deux lectures.

² Le texte adopté est publié au Journal officiel après chaque lecture.

³ Un intervalle d'une semaine au moins doit séparer les deux lectures.

SECTION 6 : Financement

Frais de fonctionnement **Art. 39** ¹ L'Etat assume les frais de fonctionnement du Parlement dans le cadre du budget de l'Etat.

² Les frais de fonctionnement comprennent notamment :

- a) les indemnités de séance et de déplacement versées aux députés;
- b) les indemnités supplémentaires pour l'exercice de charges particulières (présidence, scrutateurs, etc.);
- c) les indemnités annuelles en faveur des groupes en couverture de leurs frais de secrétariat et en faveur des députés qui ne font partie d'aucun groupe;
- d) les honoraires et les autres indemnités versés à des experts;
- e) les frais du Secrétariat du Parlement;
- f) les frais des organismes ou des associations interparlementaires dont le Parlement fait partie.

³ Le Parlement fixe, par voie d'arrêté, le montant des différentes indemnités.

CHAPITRE IV : Relations extérieures du Parlement

SECTION 1 : Relations avec le Gouvernement

Présence aux
séances

Art. 40 ¹ Le Gouvernement assiste aux séances du Parlement et rapporte sur tous les objets qu'il lui soumet ou sur lesquels il est requis de donner son avis. Cette même faculté appartient à chacun de ses membres. La présence de fonctionnaires cantonaux dans la salle des débats est autorisée lorsqu'elle est souhaitée par un ministre.

² Le président du Gouvernement assiste aux séances du Bureau avec voix consultative. Il peut se faire représenter par un autre ministre.

³ Les membres du Gouvernement peuvent assister avec voix consultative aux séances des commissions. Ils peuvent se faire représenter.

Surveillance

Art. 41 ¹ Dans le cadre de ses attributions de haute surveillance sur le Gouvernement et l'administration, le Parlement a droit à toutes les informations nécessaires de la part du Gouvernement ou du chef de département désigné par lui. Seul un intérêt public ou privé prépondérant peut s'opposer à la révélation d'une information.

² Le président du Parlement a en tout temps le droit de prendre connaissance du résultat des délibérations du Gouvernement.

³ Le Parlement, le Bureau ou la commission compétente peut charger le Contrôle des finances de mandats de contrôle particuliers.

⁴ Le droit du Parlement d'accéder aux informations n'est pas limité aux réponses aux interventions ni aux différents rapports et programmes d'activité présentés par le Gouvernement au Parlement.

⁵ Le rapport d'activité du Contrôle des finances est soumis à l'approbation du Parlement.

SECTION 2 : Relations avec les autorités judiciaires

Rapport d'activité

Art. 42 Le Tribunal cantonal soumet à l'approbation du Parlement un rapport annuel qui rend compte de la gestion des affaires traitées par les autorités judiciaires du Canton.

Autres mesures
de surveillance

Art. 43 ¹ Le Parlement, par le Bureau ou la commission compétente, peut prendre d'autres mesures en vue de l'examen de la gestion des affaires des autorités judiciaires; il peut notamment demander à une autorité judiciaire des informations sur l'avancement d'un dossier ou sur son fonctionnement.

² Il n'appartient pas au Parlement de vérifier l'application du droit par les autorités judiciaires ni de leur donner des instructions ou des directives dans ce domaine.

³ A la demande de la commission concernée, le Tribunal cantonal indique la pratique des autorités judiciaires en matière d'application de certaines normes édictées par le Parlement.

Cour
constitutionnelle

Art. 44 Le Parlement tranche les conflits de compétence dans lesquels la Cour constitutionnelle est partie.

SECTION 3 : Relations avec les établissements cantonaux autonomes

Rapports
d'activité

Art. 45⁵⁾ Les rapports d'activité des établissements cantonaux autonomes (Caisse de pensions, Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention, Hôpital du Jura) sont soumis à l'approbation du Parlement.

Autres mesures
de surveillance

Art. 46 ¹ Le Parlement ou le Bureau ou la commission compétente peut prendre d'autres mesures en vue de l'examen de la gestion des affaires des établissements cantonaux autonomes mentionnés à l'article 45; il peut notamment demander à un établissement cantonal autonome des renseignements sur un aspect particulier de ses activités.

² Le Parlement peut établir des recommandations à l'intention de ces établissements cantonaux autonomes mais il n'est pas compétent pour leur donner des instructions ou des directives.

SECTION 4 : Relations avec le public

Séances

Art. 47 ¹ Des places sont réservées au public dans la salle du Parlement.

² Toute manifestation est interdite dans l'enceinte du Parlement.

SECTION 5 : Relations avec la presse

Séances

Art. 48 ¹ Les représentants de la presse disposent de places réservées.

² Durant les débats, les prises de vue et de son ainsi que les retransmissions sont autorisées.³⁾

³ ...⁴⁾

Documentation
et information

Art. 49 ¹ Le Secrétariat du Parlement adresse aux représentants des médias les documents remis à l'ensemble des députés.

² Le Bureau informe le public et les représentants des médias sur des objets particuliers.

³ Les présidents des commissions, après accord des commissaires, informent le public de manière appropriée sur les travaux en cours et les décisions des commissions.

CHAPITRE V : Dispositions finales

Dispositions
d'application

Art. 50 Le Parlement édicte les dispositions d'application de la présente loi.

Référendum

Art. 51 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en
vigueur

Art. 52 La présente loi entre en vigueur le 1^{er} mars 1999.

Delémont, le 9 décembre 1998

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : André Henzelin
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) RSJU 101
- 2) RSJU 161.1
- 3) Nouvelle teneur selon l'article 23, alinéa 2, de la loi du 4 décembre 2002 sur l'information et l'accès aux documents officiels, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2003 (RSJU 170.801)
- 4) Abrogé par l'article 23, alinéa 2, de la loi du 4 décembre 2002 sur l'information et l'accès aux documents officiels, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2003 (RSJU 170.801)
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 13 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2007
- 6) Abrogé par le ch. I de la loi du 13 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2007
- 7) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 13 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2007
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. III de la loi du 1^{er} septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 1^{er} septembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- 10) Introduit par le ch. I de la loi du 1^{er} septembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- 11) Introduit par le ch. I de la loi du 8 décembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} août 2011
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 mars 2012, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012
- 13) Introduit par le ch. I de la loi du 28 mars 2012, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012
- 14) RSJU 171.211

TABLE DES MATIERES

Article

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet	1
Rôle du Parlement	2
Attributions du Parlement.....	3
Composition du Parlement.....	4
Siège du Parlement.....	5
Séances	6
Publicité des débats	7
Secrétariat du Parlement	8

CHAPITRE II : Statut du député

Début et fin du mandat.....	9
Droits.....	10
Groupes parlementaires.....	11
Indépendance	12
Immunité	13
Devoirs.....	14
Obligation de signaler les intérêts	14a
Récusation	
a) Cas	14b
b) Procédure	14c
c) Effet.....	14d
Discipline.....	15
Election des suppléants	16
Droits et devoirs des suppléants	17

CHAPITRE III : Organisation et fonctionnement du Parlement

SECTION 1 : Organes du Parlement

Président et vice-présidents.....	18
Bureau	19
Commissions.....	20
Secrétariat du Parlement	20a

SECTION 2 : Séances

Convocation, ajournement et clôture	21
Hôtes et observateurs.....	22

SECTION 3 : Initiative parlementaire

Objet	23
Procédure devant la commission.....	24
Consultation du Gouvernement	25
Consultation des milieux intéressés.....	26
Procédure devant le Parlement	27

SECTION 4 : Autres interventions parlementaires

Motion.....	28
Postulat.....	29
Interpellation	30
Question écrite.....	31
Question orale	32
Résolution.....	33
Motion interne	34
Pétition.....	34a

SECTION 5 : Procédure parlementaire

Quorum et majorité absolue.....	35
Elections	36
Langue.....	37
Deuxième lecture.....	38

SECTION 6 : Financement

Frais de fonctionnement	39
-------------------------------	----

CHAPITRE IV : Relations extérieures du Parlement**SECTION 1 : Relations avec le Gouvernement**

Présence aux séances	40
Surveillance	41

SECTION 2 : Relations avec les autorités judiciaires

Rapport d'activité	42
--------------------------	----

Autres mesures de surveillance	43
Cour constitutionnelle.....	44

SECTION 3 : Relations avec les établissements cantonaux autonomes

Rapports d'activité.....	45
Autres mesures de surveillance	46

SECTION 4 : Relations avec le public

Séances	47
---------------	----

SECTION 5 : Relations avec la presse

Séances	48
Documentation et information	49

CHAPITRE V : Dispositions finales

Dispositions d'application	50
Référendum	51
Entrée en vigueur.....	52

Règlement du Parlement de la République et Canton du Jura

du 16 décembre 1998

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 50 de la loi d'organisation du Parlement du 9 décembre 1998^{[1\)](#)},

arrête :

SECTION 1 : Séance constitutive

Ouverture de la
législature

Article premier ¹ La séance constitutive de la législature a lieu sous la présidence de l'aîné des députés présents.

² Le plus jeune député de chaque groupe fonctionne en qualité de scrutateur provisoire.

³ Aucune intervention parlementaire n'est déposée lors de cette séance.

Validation des
élections

Art. 2 ¹ Le Gouvernement présente un rapport sur l'élection des députés.

² Après délibération, le Parlement constate le résultat de son élection ainsi que celui de l'élection des suppléants. Le Parlement valide les résultats nonobstant d'éventuels recours à la Cour constitutionnelle contre l'élection de députés et de suppléants.

³ Le député dont l'élection est contestée s'abstient de prendre part à la discussion de son cas.

Appel

Art. 3^{[3\)](#)} Après validation de l'élection, le Secrétaire du Parlement (dénommé ci-après : "le secrétaire") procède à l'appel nominal.

Promesse
solennelle

Art. 4 ¹ La promesse solennelle est la suivante :

« Je promets de défendre les libertés et les droits du peuple et des citoyens, de respecter la Constitution et les lois et de remplir consciencieusement les devoirs de ma charge ».

² A l'appel de son nom, le député, debout, répond :

« Je le promets ».

³ Après avoir fait la promesse solennelle lue par le secrétaire, l'aîné des députés reçoit celle des autres députés et des suppléants.³⁾

Discours
inaugural

Art. 5 Le discours inaugural est prononcé par le plus jeune député présent.

Election du
président, des
vice-présidents
et des
scrutateurs

Art. 6 ¹ En décembre, le Parlement élit, au scrutin secret et pour une année, le président et les deux vice-présidents. Il élit également deux scrutateurs et deux scrutateurs suppléants.

² Le président et les autres organes du Parlement entrent en fonction dès leur élection lors de la séance constitutive. Le Bureau se constitue le 1^{er} janvier.

SECTION 2 : Séance plénière (plenum)

Envoi de la
convocation

Art. 7 ¹ La convocation est envoyée en principe deux semaines avant la séance. Elle énumère les objets à traiter.

² Elle est accompagnée de tous les objets soumis aux délibérations du Parlement.³⁾

Séances

Art. 8 ¹ En règle générale, les séances du Parlement ont lieu le mercredi.

² Le Parlement ajourne ou clôt ses séances comme il le juge à propos.

Feuille de
présence

Art. 9 ¹ Les députés s'inscrivent personnellement en signant la feuille de présence tenue par les scrutateurs. Ceux qui, sans motif valable, n'y figurent pas, n'ont droit ni au jeton de présence, ni à l'indemnité de déplacement. Le Bureau tranche les contestations.

Quorum

² Le président s'assure que le quorum est constamment atteint. En cas de doute, il ordonne un appel nominal.

Hôtes du
Parlement

Art. 10³⁾ Le Bureau peut inviter ses hôtes à assister aux séances du Parlement et à s'y exprimer.

Observateurs

Art. 11 ¹ Le Bureau peut inviter des observateurs du Jura méridional ou d'autres observateurs à assister aux séances du Parlement. Les commissions peuvent les inviter à certaines de leurs séances.³⁾

² Lors des débats, ces observateurs peuvent s'exprimer avec l'approbation du Parlement. Ils n'ont pas le droit de faire des propositions, ni de déposer des interventions parlementaires.³⁾

³ Ils ont droit aux mêmes indemnités de séance et de déplacement que les députés lorsqu'ils assistent à une séance plénière ou à une séance de commission.

Public

Art. 12 Le président peut rappeler à l'ordre des personnes qui troubleraient le déroulement des débats et faire expulser celles qui ne respecteraient pas ses consignes. Il peut ordonner l'évacuation de la salle. La séance est suspendue jusqu'à l'exécution de cet ordre.

Scrutateurs

Art. 13 ¹ Les scrutateurs contrôlent la feuille de présence.

² Lors des votes ayant lieu à main levée, ils dénombrent les voix sous la surveillance du président, qui proclame les résultats.⁵⁾

³ Ils prennent les dispositions nécessaires en vue des élections et votes à bulletin secret.⁵⁾

⁴ En cas de nécessité, le président demande au Parlement de désigner des scrutateurs extraordinaires.

Procès-verbal

Art. 14 ¹ Le procès-verbal indique notamment :

- a) le nom du président et le nombre des députés présents;
- b) les objets mis en délibération, la teneur des propositions et le résultat des votes et des élections, avec le nombre de voix.

² Le procès-verbal est signé par le président et le secrétaire.

³ Il est distribué aux députés.

⁴ Les projets ayant servi de base aux délibérations, de même que tous les actes du Parlement, sont annexés au procès-verbal.

⁵ Le procès-verbal n'est valable qu'après avoir été approuvé.³⁾

⁶ Il est considéré comme approuvé si aucune rectification n'est demandée avant la clôture de la séance qui suit.

⁷ Si le secrétaire est empêché, le président désigne, avec l'accord du Parlement, une personne chargée de tenir le procès-verbal.

⁸ Les demandes de rectification doivent être remises au président, qui les fait approuver par le Parlement.

⁹ Le procès-verbal ne peut être rectifié que sur le plan rédactionnel ou s'il s'agit d'erreurs de transcription. La rectification ne saurait modifier une décision rendue par le Parlement.

Enregistrement
et publication
des débats

Art. 15 ¹ Les débats sont sténographiés ou enregistrés sur bande magnétique.

² Ils sont portés au Journal des débats dans les quatre mois sous la responsabilité du secrétaire. Les débats touchant les recours en grâce ne sont pas reproduits.

³ Sont en outre publiés le budget, l'état de fortune et le compte d'Etat sous une forme résumée, ainsi que tous les projets de loi adoptés en première lecture et, d'une manière générale, tous les rapports y relatifs que le Gouvernement et les commissions adressent au Parlement.

SECTION 3 : Débats

Introduction des
objets à traiter

Art. 16 Les objets à traiter par le Parlement sont introduits :

- a) par un projet ou une proposition d'une commission parlementaire;
- b) par une proposition d'un ou de plusieurs députés;
- c) par un projet ou une proposition du Gouvernement.

Forme de la
discussion

Art. 17 ¹ La discussion porte d'abord sur l'entrée en matière. Si celle-ci n'est pas combattue, le Parlement passe à la discussion de détail.

² La discussion est ouverte, en règle générale, par un exposé du rapporteur de la majorité de la commission. Ont alors la parole les rapporteurs des minorités de la commission, puis les représentants des groupes et les autres membres de la commission. Ensuite, la discussion générale est ouverte. Cette dernière étant close, les rapporteurs de la commission et le représentant du Gouvernement s'expriment.

³ Si un projet ou une proposition émane du Gouvernement, l'alinéa qui précède s'applique par analogie.

⁴ Toute proposition peut être retirée par l'auteur jusqu'au vote y relatif.

⁵ Les amendements tendent à introduire une modification du texte de la proposition principale émanant du Gouvernement et de la commission. Ils ne peuvent porter sur des dispositions autres que celles visées par le texte de la proposition principale, à moins qu'ils se rapportent directement à une intervention parlementaire dont le délai de réalisation est dépassé.³⁾

Orateurs

Art. 18 ¹ Tout orateur doit s'annoncer au président et ne peut s'exprimer qu'après avoir obtenu la parole.

² Nul n'est autorisé à parler plus de deux fois sur le même objet. Le président peut faire une exception en faveur des représentants des groupes. La parole ne saurait être refusée aux rapporteurs de la commission qui ont des rectifications à présenter.

³ Les députés en butte à des attaques personnelles ont le droit d'y répondre brièvement, mais en se limitant à l'objet de ces attaques. Par analogie, le même droit est reconnu aux groupes et aux ministres.

Ordre de la discussion

Art. 19 ¹ Le président accorde la parole aux députés dans l'ordre où ils se sont annoncés.

² Les demandes ne peuvent être faites qu'une fois la discussion déclarée ouverte.

³ Un orateur ne peut obtenir la parole une seconde fois tant qu'un député annoncé ne s'est pas encore exprimé.

Durée des exposés	Art. 20 La durée des exposés est limitée à dix minutes, mais peut être prolongée sur décision du Parlement. Cette limitation ne s'applique ni aux rapporteurs des commissions ni aux ministres.
Participation du président	Art. 21 Lorsque le président veut prendre part aux débats, il cède son siège à son remplaçant et s'exprime à la tribune.
Propositions	<p>Art. 22 ¹ Toute proposition doit être clairement formulée et, si le président le requiert, présentée par écrit.</p> <p>² Les propositions qui ne sont pas directement en rapport avec l'objet en discussion sont éliminées.</p>
Motion d'ordre	Art. 23 ³⁾ Toute motion d'ordre est liquidée sur-le-champ. Elle ne concerne que la procédure des débats et ne peut porter sur le fond de ceux-ci. La discussion générale est suspendue jusqu'à décision prise sur la motion d'ordre.
Clôture de la discussion	<p>Art. 24 ¹ Lorsque la parole n'est plus demandée, la discussion est déclarée close.</p> <p>² Si la clôture de la discussion est proposée, elle doit être mise aux voix immédiatement. Si elle est acceptée, seuls les députés annoncés obtiennent encore la parole.</p>
Interruption de séance	Art. 25 Le président peut décider une interruption de séance sur proposition d'un député ou de son propre chef.
Réouverture de la discussion	<p>Art. 26 ¹ Chaque député peut demander, après la discussion des articles, qu'on revienne sur l'un ou l'autre de ceux-ci.</p> <p>² Le Parlement se prononce sans débat sur cette proposition.</p>
Programme de législature	Art. 27 Les débats concernant le programme gouvernemental de législature et la réalisation dudit programme ont lieu sans entrée en matière. Ils ne sont pas clos par un vote.

Programme de
développement
économique

Art. 28 ¹ Les débats concernant l'adoption du programme de développement économique constituent l'entrée en matière de l'arrêté portant approbation de ce dernier, qui suit la procédure normale des débats.

² Les débats relatifs à la réalisation du programme de développement économique ont lieu sans entrée en matière. Ils ne sont pas clos par un vote.

Rapports
annuels

Art. 29 Les débats concernant les rapports annuels ont lieu sans entrée en matière. Ils sont clos par un vote.

Autres rapports

Art. 30 ¹ Le Bureau fixe la procédure applicable aux autres rapports soumis au Parlement.

² Le rapport gouvernemental sur la reconstitution de l'unité du Jura est adressé au Parlement quinze jours avant le traitement de cet objet en séance plénière.⁴⁾

Consultations
fédérales

Art. 31 ¹ Le Parlement se prononce sur la réponse donnée par le Gouvernement aux consultations fédérales touchant les objets reconnus importants par le Bureau.

² La discussion est ouverte par un exposé du rapporteur du Gouvernement. Ont ensuite la parole les représentants des groupes, puis les autres députés. La discussion close, le ministre s'exprime.

³ Le Parlement se prononce par un vote sur la réponse du Gouvernement qu'il ne peut modifier.

⁴ Les présidents de groupe reçoivent copie de la réponse du Gouvernement aux consultations fédérales.

SECTION 4 : Bureau

Compétences

Art. 32 ¹ Le Bureau se réunit en principe avant chaque séance plénière, sur décision du président ou si deux de ses membres le demandent.

² Il fixe la date, le lieu et l'ordre du jour des séances qui est envoyé immédiatement aux députés. En règle générale, seuls les objets traités par une commission sont inscrits à l'ordre du jour.

³ Il détermine le nombre des séances de groupes qui donnent lieu à rétribution.

⁴ Il fixe la durée des vacances parlementaires.

⁵ Il détermine les cas dans lesquels les partis n'ayant pas accès aux commissions spéciales peuvent y déléguer chacun un représentant avec voix consultative.

⁶ Le président du Parlement communique sans délai aux députés les décisions et les propositions du Bureau.

⁷ Il adopte le projet de budget du Parlement, qui est inscrit au projet de budget de l'Etat.⁴⁾

⁸⁾ Il décide de tout ce qui touche à l'organisation structurelle du Secrétariat du Parlement.⁴⁾

SECTION 5 : Commissions

Organisation

Art. 33 Le président de la commission convoque cette dernière et veille à ce qu'elle s'acquitte à temps de la tâche qui lui incombe. En règle générale, dès que la commission est constituée, le président fixe la date des séances d'entente avec les membres de la commission et le ministre concerné.

Répartition des sièges

Art. 34 ¹ Au sein des commissions, le système proportionnel du plus fort quotient est appliqué à la répartition des sièges entre les groupes, selon les règles suivantes :

- a) le nombre total des députés de l'ensemble des groupes est divisé par le nombre des sièges à répartir, augmenté d'un; le résultat, arrondi au nombre entier immédiatement supérieur, est le quotient;

- b) chaque groupe obtient autant de sièges que le nombre de ses députés contient de fois le quotient;
- c) si tous les sièges ne sont pas répartis, le nombre des députés de chaque groupe est divisé par le nombre des sièges qu'il a déjà obtenus, augmenté d'un; un siège est attribué au groupe qui a le plus fort quotient; l'opération se répète jusqu'à ce que tous les sièges soient répartis;
- d) si, dans le cas prévu sous lettre c, plusieurs groupes présentent le même quotient, le siège est attribué au groupe qui a le plus fort reste dans l'opération décrite sous lettre b;
- e) si plusieurs groupes ont un nombre égal de députés, le siège vacant est attribué au groupe dont la formation politique a obtenu, lors de l'élection du Parlement et pour l'ensemble du Canton, le plus grand nombre d'équivalents-électeurs; les équivalents-électeurs résultent de la division, pour chaque district, du nombre de suffrages de chaque liste par le nombre de députés revenant au district, les résultats obtenus étant ensuite additionnés.

² Tout parti qui ne peut accéder aux commissions a la garantie d'y avoir un représentant avec voix consultative. Toutefois, l'ensemble des formations politiques visées par cette disposition ne peut envoyer qu'un délégué par commission. En cas de désaccord entre elles, le Bureau tranche. L'article 32, alinéa 5, est réservé. Le représentant de ce parti peut faire des propositions en commission mais il ne peut rapporter au plenum sur les travaux et les décisions de la commission.

Droits des commissions

Art. 35 ¹ Les commissions reçoivent, sur demande, un extrait des procès-verbaux et actes du Gouvernement et des départements qui se rapportent aux objets dont elles ont à connaître. Elles peuvent, d'entente avec le ministre, consulter des fonctionnaires. Avec l'accord du Bureau, elles peuvent requérir l'avis d'experts ou de toute personne dont le conseil peut être utile. A la demande de la commission, le ministre l'informe des dossiers de son département.

² Les commissions permanentes peuvent demander à être informées par le Gouvernement sur des objets relevant de leur sphère d'activité. Toutefois, elles ne peuvent être consultées sur un futur projet législatif.³⁾

³ Les ministres sont invités, avec voix consultative, aux séances des commissions. Ils peuvent se faire représenter.

⁴ Le Secrétariat du Parlement envoie, dans les dix jours, le procès-verbal aux membres et aux remplaçants de la commission concernée, aux membres du Bureau, aux ministres ainsi qu'au chancelier d'Etat. Les noms des intervenants figurent au procès-verbal. Après la décision du Parlement, le procès-verbal est accessible aux autres députés dans l'exercice de leur fonction ainsi qu'aux personnes ou autorités qui en ont besoin pour l'application du droit ou pour une recherche scientifique. L'article 14, alinéa 3, de la loi d'organisation du Parlement est réservé.

⁵ Lorsqu'une commission veut renvoyer un dossier au Gouvernement, elle en saisit le Bureau, qui le renvoie au Gouvernement.

⁶ Le procès-verbal de la dernière séance d'une commission est accepté tacitement par les commissaires, sous réserve de corrections agréées par ces derniers.

Délégation
d'affaires

Art. 36 En cas de nécessité, le président du Parlement peut déléguer la préparation d'une affaire à une commission permanente, à une commission spéciale déjà instituée ou au Bureau.

Commissions
permanentes

Art. 37 ¹ Au début de chaque législature et pour la durée de celle-ci, le Parlement, après avoir constitué son Bureau, nomme immédiatement en son sein les commissions permanentes suivantes :

- a) la commission de gestion et des finances;
- b) la commission de l'environnement et de l'équipement;
- c) ³⁾ la commission de la justice;
- d) ³⁾ la commission des affaires extérieures et de la réunification;
- e) la commission de l'économie;
- f) la commission de la santé;
- g) la commission de l'éducation et de la formation.

² Le mandat desdites commissions est défini par le présent règlement. Le Parlement peut leur déléguer d'autres affaires.

³ Les présidents des commissions permanentes sont élus par le Parlement pour une législature ou pour la fin d'icelle si l'élection a lieu en cours de législature. Chaque commission désigne son vice-président.

Commission
de gestion et
des finances

Art 38 ¹ La commission de gestion et des finances se compose de onze membres.

² La commission :

- a) examine la gestion du Gouvernement et des départements;
- b) rapporte à ce propos au Parlement;
- c) propose à ce dernier les moyens de remédier aux carences et aux abus qu'elle constate au sein de l'administration.

³ Elle est chargée :

- a) d'examiner le compte d'Etat, le budget, les plans financiers, les demandes de crédits supplémentaires, les propositions d'emprunts et de dépenses pour autant qu'une autre commission n'ait pas été désignée à cet effet;
- b) de veiller à ce que les crédits votés reçoivent l'emploi voulu et ne soient pas dépassés.

⁴ En accord avec le Bureau, le Gouvernement peut lui confier d'autres tâches.

⁵ La commission examine chaque année le rapport de la Banque cantonale du Jura.

⁶ La commission a le droit de procéder à toutes les investigations qu'elle juge utiles tant dans les départements que dans les services ou établissements administrés par l'Etat. A cet effet, elle peut requérir les services du Contrôle des finances. Lorsque ses investigations portent sur une affaire importante, la commission entend le ministre intéressé.

Commission de
l'environnement
et de
l'équipement

Art. 39 ¹ La commission de l'environnement et de l'équipement se compose de sept membres.

² Elle examine, sous l'angle de la conception d'ensemble, de la planification, de l'urgence, du coût et de l'utilisation des crédits votés, les affaires dont le Parlement doit connaître et qui ont trait à l'environnement, aux travaux publics, aux constructions, aux transports et à l'énergie. Elle fait ses propositions au plénum du Parlement.³⁾

³ Les affaires qui ne concernent que des mesures de financement sont traitées par la commission de gestion et des finances, qui fait ses propositions au Parlement.

Commission de
la justice

Art. 40 ¹ La commission de la justice se compose de sept membres.³⁾

² Elle vérifie la gestion des tribunaux. Elle préavise, à l'intention du plénum, les recours en grâce, les demandes d'amnistie, les prises à partie et les plaintes adressées au Parlement ainsi que les décisions relatives aux conflits de compétence dans lesquels la Cour constitutionnelle est partie. Elle fait ses propositions au plénum du Parlement.³⁾

³ Elle examine les conditions de détention qui règnent dans les prisons jurassiennes et les établissements pénitentiaires soumis à un concordat sur l'exécution des peines et mesures concernant les adultes condamnés par les tribunaux jurassiens. Elle visite les établissements où une autorité pénale jurassienne a placé des adolescents. Elle entend les détenus sur demande de ceux-ci.

Commission des
affaires
extérieures et de
la réunification

Art. 41³⁾ ¹ La commission des affaires extérieures et de la réunification se compose de sept membres.

² Elle examine les affaires dont le Parlement doit connaître et qui ont trait à la coopération et à la réunification du Jura, ainsi que les conventions et les concordats intercantonaux relevant de la compétence du Parlement. Elle fait ses propositions au plénum du Parlement.

³ Elle représente le Parlement jurassien dans les organes interparlementaires chargés de l'examen des projets de concordats et dans ceux chargés de veiller au respect des conventions intercantionales et de contrôler le fonctionnement des institutions intercantionales d'application, sous réserve de l'article 40, alinéa 3.⁷⁾

⁴ Pour compléter les délégations jurassiennes dans les commissions interparlementaires de contrôle, le Bureau, sur requête de la commission des affaires extérieures et de la réunification, peut désigner des députés ou suppléants qui ne sont pas membres ni remplaçants de ladite commission.⁸⁾

Commission de
l'économie

Art. 42 ¹ La commission de l'économie se compose de sept membres.

² Elle examine les affaires dont le Parlement doit connaître et qui ont trait à l'économie publique et à la fiscalité. Elle fait ses propositions au plénum du Parlement.³⁾

Commission
de la santé

Art. 43 ¹ La commission de la santé se compose de sept membres.

² Elle examine les affaires dont le Parlement doit connaître et qui ont trait à la santé publique, notamment l'enveloppe budgétaire annuelle, les comptes et le rapport d'activité de l'Hôpital du Jura, les crédits d'investissements pour les constructions hospitalières et la planification sanitaire et hospitalière. Elle fait ses propositions au plénum du Parlement.³⁾

Commission de la formation

Art. 44³⁾ ¹ La commission de la formation se compose de sept membres.

² Elle examine les affaires dont le Parlement doit connaître et qui ont trait à l'éducation et à la formation professionnelle. Elle fait ses propositions au plénum du Parlement.

Commissions spéciales

Art. 45 ¹ Le Parlement peut renvoyer à une commission spéciale tout objet devant être traité par lui.

² Le Bureau détermine le mandat et fixe le nombre de membres de la commission.

³ Les fonctions de la commission expirent au terme de son mandat et dans tous les cas à la fin de la législature.

Art. 46⁶⁾

Commission d'enquête

Art. 47 Une commission d'enquête, créée conformément à l'article 20, alinéa 2, de la loi d'organisation du Parlement, établit à l'intention du plénum un rapport final. Celui-ci est remis au Bureau qui, après avoir entendu la commission, en arrête les modalités de publication et de traitement.

SECTION 6 : Initiative parlementaire

Forme

Art. 48 ¹ L'initiative parlementaire est déposée par écrit, signée et accompagnée d'un exposé des motifs, sur le bureau du président.

² Elle est traitée au plus tard lors de la séance qui suit un délai de quatre mois après son dépôt, sous réserve de l'article 59a du présent règlement.⁷⁾

Commission	<p>Art. 49 ¹ La commission chargée d'examiner l'initiative peut proposer d'en modifier le texte ou lui opposer un contre-projet. Elle peut, avec l'accord du Gouvernement, se faire assister par des agents de l'administration cantonale.</p> <p>² L'auteur d'une initiative parlementaire siège au sein de la commission avec voix consultative s'il n'en fait pas partie à un autre titre.</p>
Consultation du Gouvernement	<p>Art. 50 Le Gouvernement dispose d'un délai fixé par la commission pour transmettre son avis à cette dernière.</p>
Contre-projet gouvernemental	<p>Art. 51 Si le Gouvernement présente un contre-projet, le débat d'entrée en matière est précédé d'un débat portant sur le choix entre l'initiative et le contre-projet. Ce débat donne lieu à un vote.</p>

SECTION 7 : Autres interventions parlementaires

Forme	<p>Art. 52 ¹ Toute intervention écrite doit porter un titre qui résume la matière.</p> <p>² Les motions, postulats, interpellations, questions écrites et motions internes sont éliminés si les auteurs n'appartiennent plus au Parlement.</p> <p>³ En cas de nécessité, le Bureau peut prolonger les délais appliqués aux interventions.</p> <p>⁴ Le retrait d'une intervention parlementaire est possible jusqu'au vote y relatif. La décision de l'auteur ne fait l'objet d'aucun débat.</p> <p>⁵ Seul l'un des signataires d'une intervention peut la développer au plenum.</p> <p>⁶ Durant les vacances parlementaires, les délais de traitement des interventions parlementaires sont suspendus.</p> <p>⁷ Le texte d'une motion, d'un postulat, d'une interpellation ou d'une motion interne ne peut plus être modifié après le dépôt de l'intervention.⁸⁾</p>
-------	---

Art. 53 ¹ Motions et postulats sont déposés écrits et signés sur le bureau du président, qui les communique aux députés dans un délai de huit jours.

² Ils sont traités au plus tard lors de la séance qui suit un délai de quatre mois après leur dépôt, sous réserve de l'article 59a du présent règlement.²¹

³ Sous réserve de l'article 59a, alinéa 4, le Gouvernement doit faire connaître sa position sur les motions et les postulats portés à l'ordre du jour au moins dix jours avant la séance où ils y figurent.²¹

⁴ Les motions et les postulats liés à un objet en délibération sont portés simultanément à l'ordre du jour de la séance.

⁵ Sur proposition d'un député ou du Gouvernement, le Parlement peut accepter une motion sous forme de postulat ou un postulat sous forme de motion, pour autant que l'auteur ou le député qui a développé l'intervention ait donné son accord, qui est définitif.

⁶ Les motions ou les postulats sont développés oralement par l'un des signataires. La parole est ensuite donnée au représentant du Gouvernement puis, sous réserve de l'alinéa 8, la discussion générale est ouverte. Après avoir entendu la position des groupes, l'auteur de la motion ou du postulat, ou le député qui a développé l'intervention, se détermine sur la position du Gouvernement. La discussion générale étant close, l'auteur de la motion ou du postulat, ou le député qui a développé cette intervention, ainsi que le ministre, peuvent encore s'exprimer, puis répliquer et dupliquer, le temps de parole de chacun étant alors limité à deux minutes.³¹

⁷ La motion et le postulat déposés peuvent être simultanément développés par écrit. Dans ce cas, le Gouvernement répond par écrit. Le développement de la motion et du postulat et la réponse du Gouvernement sont communiqués aux députés au plus tard dix jours avant que l'objet ne soit traité au Parlement.

⁸ Lorsqu'une motion ou un postulat n'est pas combattu, la discussion n'est ouverte que sur décision du Parlement.

⁹ Lorsqu'une motion ou un postulat est susceptible de fractionnement, les divers points peuvent donner lieu à des votes séparés, moyennant l'accord de l'auteur ou du député qui a développé cette intervention.

¹⁰ Le Parlement se prononce après clôture de la discussion.

Réalisation

Art. 54 ¹ Les motions et les postulats acceptés sont transmis, pour rapport et propositions, au Gouvernement qui doit statuer dans les deux ans s'il s'agit d'une motion et dans les douze mois s'il s'agit d'un postulat.

² L'auteur d'une motion ou d'un postulat siège au sein de la commission avec voix consultative s'il n'en fait pas partie à un autre titre.

³ Le Gouvernement dresse, dans un rapport bisannuel, l'état de réalisation des motions et des postulats acceptés par le Parlement. Les postulats sont réputés réalisés lorsque le rapport du Gouvernement est remis aux députés.

Interpellation

Art. 55 ¹ L'interpellation, écrite et signée, est déposée sur le bureau du président, qui la communique aux députés dans un délai de huit jours.

² Le député développe son interpellation lors de la séance suivante.

³ Le Gouvernement répond immédiatement ou à la prochaine séance.

⁴ L'interpellateur déclare ensuite s'il est satisfait, partiellement satisfait ou non satisfait de la réponse.

⁵ La discussion est ouverte si douze députés le demandent à main levée.

⁶ L'interpellation ne donne lieu à aucun vote.

Question écrite

Art. 56 ¹ La question écrite, signée, est adressée au président du Parlement qui la transmet au Gouvernement et en communique le texte aux députés dans un délai de dix jours.

² Le Gouvernement communique sa réponse, par écrit, à tous les députés, dans un délai de deux mois.

³ L'auteur d'une question écrite déclare ensuite s'il est satisfait, partiellement satisfait ou non satisfait de la réponse.

⁴ La discussion est ouverte si douze députés le demandent à main levée.

⁵ La question écrite ne donne lieu à aucun vote.

Question orale

Art. 57 ¹ Une heure est consacrée aux questions orales à chaque séance. Au plus tôt une demi-heure avant l'ouverture de la séance, Les députés qui désirent intervenir s'inscrivent personnellement. Ils peuvent poser une nouvelle question orale après que tous les autres députés inscrits se sont exprimés.³⁾

² Le député dispose de deux minutes pour poser sa question, après quoi le Gouvernement y répond sur-le-champ durant quatre minutes au maximum. La discussion n'est pas ouverte.

³ L'auteur d'une question orale déclare ensuite s'il est satisfait, partiellement satisfait ou non satisfait de la réponse.

⁴ La question orale ne donne lieu à aucun vote.

Résolution

Art. 58 ¹ La résolution, signée par quinze députés, est remise au président en cours de séance.

² Le texte en est communiqué immédiatement, par écrit, à tous les députés.

³ Le projet de résolution est développé et discuté lors de la séance, à moins que l'auteur n'accepte qu'il soit traité au cours de la séance suivante.

⁴ La résolution est adoptée si elle recueille trente et une voix.

Motion interne

Art. 59 ¹ La procédure relative aux motions et aux postulats est applicable par analogie à la motion interne. Le Gouvernement ne se prononce pas mais peut participer à la discussion.

² La motion interne acceptée est transmise, pour rapport et propositions, au Bureau ou à une commission qui doit statuer dans les deux ans.

³ Lorsque le Parlement veut exercer ses compétences en matière fédérale, prévues à l'article 84, lettres o et p, de la Constitution cantonale²⁾, il adopte une motion interne.

SECTION 7bis : Procédure d'urgence⁸⁾

Urgence

Art. 59a⁸⁾ ¹ Toute intervention sous forme d'initiative parlementaire, de motion, de postulat ou de motion interne peut être déclarée urgente si, lors de son dépôt, son auteur présente une demande écrite et motivée à ce sujet.

² Le Bureau décide si l'intervention doit être traitée en urgence.

³ Si l'urgence est décidée, l'intervention est traitée lors de la séance du Parlement suivant son dépôt.

⁴ Le Bureau donne au Gouvernement un délai approprié pour prendre position sur les motions et postulats. Il peut notamment déroger au terme fixé à l'article 53, alinéa 3, du présent règlement.

SECTION 8 : Votes

Mise aux voix

Art. 60 ¹ Le président soumet au Parlement l'ordre dans lequel les questions sont mises aux voix.

² S'il surgit une contestation, le Parlement décide.

Ordre des votes

Art. 61 ¹ Les sous-amendements sont mis aux voix avant les amendements et ceux-ci avant la proposition principale. Le texte adopté en première lecture tient lieu de proposition principale pour la seconde lecture. S'il y a plus de deux propositions principales, elles sont mises aux voix ensemble et chaque député ne peut voter que pour l'une d'entre elles. Si aucune n'atteint la majorité absolue, celle qui a obtenu le moins de voix est éliminée. En cas d'égalité, le président décide de la proposition à éliminer.

² On continue à voter sur les propositions restantes jusqu'à ce que l'une d'elles obtienne la majorité absolue. Lorsqu'un objet est susceptible de fractionnement, on procède à des votes séparés si la demande en est faite.

Vote final

Art. 62 Lorsqu'aucune proposition n'est faite et que la discussion n'est pas demandée lors de la deuxième lecture, le Parlement procède immédiatement au vote final.

Mode de vote

Art. 63⁵⁾ ¹ Le vote se fait électroniquement. Si le système électronique est défaillant, le vote a lieu à main levée.

² Chaque député vote de sa place.

³ Les votes sont exprimés par "oui", "non" ou "abstention". Le président précise avant chaque vote la question sur laquelle le Parlement doit se prononcer.

⁴ Le système de vote électronique compte et enregistre les suffrages exprimés lors de tous les scrutins. Le secrétariat conserve toutes les données du vote jusqu'à la fin de la législature. Les résultats détaillés de chaque vote sont publics.

⁵ Le résultat du vote est affiché sur au moins un écran électronique. Le président communique oralement le résultat du vote.

⁶ Lors d'un vote à main levée, les scrutateurs dénombrent les voix. Le président peut constater que la décision est prise à une majorité évidente, les avis contraires étant dénombrés. Une contre-épreuve peut être demandée.

⁷ Le vote nominal a lieu lorsque vingt députés présents en font la demande. Le vote de chacun est alors affiché sur les écrans et inscrit au procès-verbal.

⁸ Le vote secret a lieu si quinze députés présents en font la demande. Dans ce cas, les écrans électroniques n'affichent que le résultat global du vote.

⁹ Lorsque le vote nominal et le scrutin secret sont demandés pour un même objet, le Parlement choisit le mode de vote au scrutin secret.

¹⁰ En ce qui concerne les recours en grâce, le vote a lieu au scrutin secret lorsque le Parlement est saisi de propositions divergentes. L'entrée en matière n'est pas sanctionnée par un vote.

¹¹ Le vote a lieu au scrutin secret pour lever l'immunité d'un parlementaire. L'entrée en matière n'est pas sanctionnée par un vote.

Vote du
président
a) au Parlement

Art. 64⁵⁾ ¹ Lors des votes électroniques standard ou à main levée, le président ne vote que s'il y a égalité des voix.

² Dans les votes secrets ou nominaux, le président vote et une proposition est réputée rejetée en cas d'égalité des voix.

b) au Bureau
et dans les
commissions

Art. 65 Au sein du Bureau et des commissions, le président vote et, en cas d'égalité, tranche.

SECTION 9 : Elections

Procédure

Art. 66⁵⁾ ¹ Les bulletins de vote sont déposés ensemble dans l'urne. Ils sont détruits après la séance.

² Si le nombre de bulletins rentrés excède celui des bulletins délivrés, le tour de scrutin est annulé et répété.

³ Pour être élu, un candidat doit obtenir la majorité absolue des suffrages valables.

⁴ Pour le calcul de la majorité, il n'est tenu compte ni des bulletins blancs, ni des bulletins nuls. Sont déclarés nuls les bulletins illisibles ou équivoques et les bulletins contenant une mention étrangère à la désignation des candidats. Les suffrages donnés à une personne non éligible ne sont pas pris en compte.

⁵ Si le nombre de candidats ayant obtenu la majorité absolue dépasse celui des sièges à pourvoir, les candidats qui ont recueilli le moins de voix sont éliminés.

⁶ Le premier tour du scrutin est libre. Dès le deuxième tour, seules demeurent éligibles les personnes ayant obtenu au moins une voix lors du premier tour.

⁷ A l'issue du deuxième tour et de chaque tour suivant, les candidats qui n'ont pas obtenu un nombre de voix équivalent au moins au dixième des bulletins valables sont éliminés.

⁸ Si lors d'un tour, tous les candidats recueillent un nombre de voix supérieur ou égal au dixième des bulletins valables, le candidat ayant obtenu le moins de voix est éliminé. Si plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de voix, un scrutin de ballottage détermine lequel d'entre eux doit être éliminé. Si, lors de ce scrutin de ballottage, les candidats obtiennent le même nombre de voix, le sort décide.

⁹ Lorsque le nombre de candidats présentés en vue de la constitution d'une commission permanente est égal à celui des sièges à pourvoir, l'élection est tacite. Elle l'est également pour les élections des membres et des suppléants de la commission des recours en matière d'impôts, des membres et des suppléants de la commission de la protection des données à caractère personnel et des membres de la commission du fonds de péréquation.

SECTION 10 : Dispositions finales

Révision **Art. 67** Le Bureau peut proposer au Parlement une révision du présent règlement.

Abrogation **Art. 68** Le règlement du Parlement du 26 avril 1979 est abrogé.

Entrée en vigueur **Art. 69** Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} mars 1999.

Delémont, le 16 décembre 1998

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : André Henzelin
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) RSJU 171.21
- 2) RSJU 101
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 13 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2007
- 4) Introduit par le ch. I du règlement du 13 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2007
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 17 novembre 2010
- 6) Abrogé par l'article 17 de la loi du 17 novembre 2010 concernant l'usage de la langue française, en vigueur depuis le 1^{er} février 2011 (RSJU 170.61)
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 28 mars 2012, en vigueur depuis le 1^{er} mai 2012
- 8) Introduit(e) par le ch. I du règlement du 28 mars 2012, en vigueur depuis le 1^{er} mai 2012

TABLE DES MATIERES

Article

SECTION 1 : Séance constitutive

Ouverture de la législature.....	1
Validation des élections	2
Appel	3
Promesse solennelle	4
Discours inaugural	5
Election du président, des vice-présidents et des scrutateurs	6

SECTION 2 : Séance plénière (plenum)

Envoi de la convocation	7
Séances.....	8
Feuille de présence.....	9
Quorum.....	9
Hôtes du Parlement	10
Observateurs	11
Public	12
Scrutateurs.....	13
Procès-verbal.....	14
Enregistrement et publication des débats	15

SECTION 3 : Débats

Introduction des objets à traiter.....	16
Forme de la discussion	17
Orateurs.....	18
Ordre de la discussion	19
Durée des exposés	20
Participation du président	21
Propositions	22
Motion d'ordre.....	23
Clôture de la discussion.....	24
Interruption de séance	26
Réouverture de la discussion.....	26
Programme de législature.....	27
Programme de développement économique	28
Rapports annuels.....	29
Autres rapports	30
Consultations fédérales	31

SECTION 4 : Bureau

Compétences	32
-------------------	----

SECTION 5 : Commissions

Organisation	33
Répartition des sièges	34
Droits des commissions	35
Délégation d'affaires	36
Commissions permanentes	37
Commission de gestion et des finances	38
Commission de l'environnement et de l'équipement	39
Commission de la justice	40
Commission des affaires extérieures et de la réunification	41
Commission de l'économie	42
Commission de la santé	43
Commission de la formation	44
Commissions spéciales	45
(article 46 abrogé)	
Commission d'enquête	47

SECTION 6 : Initiative parlementaire

Forme	48
Commission	49
Consultation du Gouvernement	50
Contre-projet gouvernemental	51

SECTION 7 : Autres interventions parlementaires

Forme	52
Motion et postulat	53
Réalisation	54
Interpellation	55
Question écrite	56
Question orale	57
Résolution	58
Motion interne	59

SECTION 7bis : Procédure d'urgence

Urgence	59a
---------------	-----

SECTION 8 : Votes

Mise aux voix	60
Ordre des votes	61
Vote final	62
Mode de vote	63
Vote du président	
a) au Parlement	64
b) au Bureau et dans les commissions	65

SECTION 9 : Elections

Procédure	66
-----------------	----

SECTION 10 : Dispositions finales

Revision	67
Abrogation	68
Entrée en vigueur	69

Décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale

du 25 octobre 1990

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 16 et 37 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978^{[1](#)},

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Délibérations du Gouvernement

Séances et
convocations

Article premier ¹ Le Gouvernement siège une fois par semaine. Il est convoqué par le président par l'intermédiaire du chancelier.

² Il se réunit en outre :

- a) lorsque le président le juge nécessaire;
- b) sur décision du Gouvernement lui-même;
- c) lorsque deux de ses membres en font la demande.

Publicité

Art. 2 Les séances du Gouvernement ne sont pas publiques.

Préparation et
présidence des
séances

Art. 3 ¹ Le président prépare les séances du Gouvernement; il en arrête l'ordre du jour en collaboration avec les chefs de département et le chancelier.

² Il dirige les délibérations du Gouvernement.

Autres
participants

Art. 4 ¹ Le chancelier prend part, avec voix consultative, aux séances du Gouvernement. Il peut faire des propositions concernant les affaires de la Chancellerie.

² Le vice-chancelier, des fonctionnaires et des experts peuvent être, au besoin, invités à assister aux séances, avec voix consultative.

Quorum	Art. 5 La présence de trois membres est nécessaire pour la validité des délibérations du Gouvernement.
Procédure de vote	Art. 6 ¹ Lors de ses séances, le Gouvernement ne vote par écrit que dans la mesure où son règlement le prescrit ou si la majorité de ses membres présents le décide. ² Chaque membre du Gouvernement peut exiger le vote écrit pour les nominations. ³ Les membres absents ne peuvent pas voter.
Majorité	Art. 7 ¹ Sous réserve de l'alinéa 3, le Gouvernement prend ses décisions à la majorité des voix, les abstentions n'étant pas comptées. Cependant, pour être valide, une décision doit réunir deux voix au moins. ² Le président vote; en cas d'égalité des voix, il départage. ³ Les nominations ont lieu à la majorité absolue des membres présents.
Procédures spéciales	Art. 8 ¹ Si les circonstances le justifient, le Gouvernement peut traiter certaines affaires par voie de circulation ou suivant une autre procédure. ² Est réservé le droit du président de prendre des décisions conformément à l'article 19 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale.
Procès-verbal	Art. 9 ¹ Les délibérations du Gouvernement sont consignées dans un procès-verbal, tenu par le chancelier ou son suppléant. ² Chaque membre du Gouvernement peut faire mentionner au procès-verbal une opinion divergente.
Signature	Art. 10 ¹ Les ordonnances et les décisions qui émanent du Gouvernement sont signées au nom de cette autorité par le président du Gouvernement et le chancelier ou par leurs suppléants. La même règle s'applique aux extraits des délibérations du Gouvernement.

² Les actes qui émanent des départements et de la Chancellerie d'Etat sont signés par les chefs de département, par le chancelier ou par leurs suppléants.

³ Le Gouvernement précise les modalités selon lesquelles le droit de signature peut être exercé ou délégué dans les unités administratives inférieures.

Règlement du
Gouvernement

Art. 11 Le Gouvernement peut préciser et compléter les dispositions du présent titre en se donnant un règlement.

Réserve du
Code de
procédure
administrative

Art. 12 Les dispositions du Code de procédure administrative²⁾ sont réservées.

CHAPITRE II : Organisation de l'administration cantonale

Organisation
générale

Art. 13 ¹ L'administration cantonale comprend cinq départements et la Chancellerie d'Etat.

² Chaque département est composé de services regroupés en blocs fixes et de services mobiles.

³ Les services peuvent être subdivisés en sections et les offices en bureaux.

Siège

Art. 14 ¹ Les services ont leur siège à Delémont.

² Les sièges des autres unités administratives sont fixés par les dispositions particulières du présent décret.

Secrétariat

Art. 15 ¹ Les unités administratives disposent d'un secrétariat.

² Le Gouvernement peut décider de regrouper le secrétariat de certaines unités administratives.

Départements

Art. 16 ¹ Les cinq départements sont les suivants :

1. Département de la Santé et des Affaires sociales;
2. Département de l'Economie;
3. Département de l'Environnement et de l'Equipeement;
4. ⁴⁴⁾ Département de la Formation, de la Culture et des Sports;

5. Département des Finances.

² Le Gouvernement peut compléter l'appellation des départements en fonction des services mobiles attribués. C'est en particulier le cas pour la "Justice" et la "Police".

CHAPITRE III : Département de la Santé et des Affaires sociales

SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du
Gouvernement

Art. 17 Dans le cadre du Département de la Santé et des Affaires sociales, le Gouvernement exerce notamment la haute surveillance sur l'organisation et la coordination du système hospitalier, veille à la promotion du bien-être et de la sécurité sociale ainsi qu'à la protection et au soutien de la famille, favorise la généralisation des allocations familiales et l'instauration d'une assurance-maternité et d'une assurance-maladie obligatoires.

Attributions
du chef du
Département

Art. 18 Le chef du Département a notamment les attributions suivantes :

- a) planification dans le domaine de la santé publique;
- b) promotion de la médecine préventive et des soins à domicile;
- c) autorisation d'exercer les professions de la santé publique;
- d) encouragement de l'insertion des migrants dans le milieu social jurassien;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Unités
administratives

Art. 19 Le Département comprend :

- a) ²⁸⁾⁶⁹⁾ le Service de la santé publique, y compris la Clinique dentaire ambulante;
- a^{bis}) ⁷⁰⁾ le Service de la consommation et des affaires vétérinaires;
- b) le Service de l'action sociale⁵³⁾;
- c) l'Office des assurances sociales.

SECTION 2 : Service de la santé publique⁶⁹⁾

Attributions

Art. 20 Le Service de la santé publique a les attributions suivantes⁶⁹⁾ :

- a) organisation et coordination de l'ensemble du système hospitalier et des services médicaux annexes;
- b) surveillance et entretien, avec les communes, des établissements hospitaliers;
- c) contrôle de l'organisation et de l'exploitation des établissements hospitaliers, des homes et autres foyers;

- d) élaboration et mise à jour d'une planification dans le domaine de la santé publique;
- e) examen des projets de construction et d'aménagement d'établissements hospitaliers, de homes et autres foyers;
- f) ⁶⁹⁾ secrétariat du médecin cantonal et du pharmacien cantonal;
- g) ⁶⁹⁾ comptabilité du Service de la santé publique;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

Médecin
cantonal

Art. 21 Le médecin cantonal a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à la santé publique;
- b) prévention des maladies et lutte contre les maladies transmissibles;
- c) règlement des questions médicales relatives aux établissements hospitaliers, homes et autres foyers;
- d) surveillance des professions médicales et paramédicales;
- e) médecine scolaire et service dentaire scolaire;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

Pharmacien
cantonal

Art. 22 Le pharmacien cantonal a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative aux médicaments et aux stupéfiants;
- b) exécution des dispositions législatives relatives à l'usage des médicaments et des stupéfiants;
- c) surveillance des professions pharmaceutiques et auxiliaires;
- d) surveillance des pharmacies, des drogueries et autres établissements qui fabriquent des médicaments et des stupéfiants ou en font le commerce;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Art. 23 ⁷¹⁾

Administrateur
des unités
de soins
psychiatriques

Art. 24 ³⁾ ¹ L'administrateur des unités de soins psychiatriques est rattaché au Service de la santé publique. ⁶⁹⁾

² Il a les attributions suivantes :

- a) direction administrative des unités de soins psychiatriques adaptée à la direction médicale;
- b) gestion financière et comptable de ces unités;
- c) établissement des statistiques et rapports d'activité;
- d) entretien des relations administratives avec les autorités;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Art. 25 et 26⁴⁾Conseil de la
santé publique**Art. 27** ¹ Le Conseil de la santé publique est à la disposition du Service de la santé publique.⁶⁹⁾² Une loi en règle le caractère, la mission, la composition et le fonctionnement.

Commission

Art. 28⁶⁹⁾ La commission du service médical et dentaire scolaire est adjointe au Service de la santé publique.**SECTION 2bis : Service de la consommation et des affaires vétérinaires⁷⁰⁾**Service de la
consommation et
des affaires
vétérinaires**Art. 28a⁷⁰⁾** ¹ Le Service de la consommation et des affaires vétérinaires a les attributions suivantes :

- a) contrôle des denrées alimentaires;
- b) exécution de la législation sur les denrées alimentaires;
- c) direction et gestion du Laboratoire cantonal;
- d) traitement des affaires vétérinaires confiées par la législation;
- e) traitement des affaires relatives aux épizooties, à la lutte contre les maladies du bétail, à l'hygiène des viandes et au commerce du bétail;
- f) gestion de la Caisse des épizooties;
- g) collaboration avec la Fondation rurale interjurassienne;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

² Il comprend le chimiste cantonal et le vétérinaire cantonal qui exercent, de manière indépendante au sein du service, les attributions que leur confère la législation.**SECTION 3 : Service de l'action sociale⁵³⁾**

Attributions

Art. 29 Le Service de l'action sociale⁵³⁾ a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à l'aide sociale;
- b) prévoyance sociale et aide sociale dans la mesure où elle incombe à l'Etat;
- c) éducation et formation des handicapés, en collaboration avec le Service de l'enseignement;
- d) surveillance, du point de vue de l'aide sociale, des homes et autres foyers;

- e) surveillance du fonctionnement de l'aide sociale et de l'activité des institutions sociales des communes;
- f) surveillance des enfants placés;
- g) avances et recouvrements de pensions alimentaires;
- h) allocations spéciales aux personnes et aux familles de condition modeste;
- i) autorisations de collectes et de ventes de bienfaisance;
- j) aide sociale en faveur des détenus majeurs et des personnes libérées;
- k) ⁵²⁾ exécution des mesures d'assistance de probation;
- l) encouragement de l'aide publique et privée en faveur des mineurs, en collaboration avec le Tribunal des mineurs;
- m) ⁶⁹⁾ organisation et surveillance de la lutte contre l'alcoolisme et contre la drogue, en collaboration avec le Service de la santé publique;
- n) coordination de l'activité des institutions publiques, semi-publiques et privées de l'aide sociale;
- o) comptabilité du Service de l'action sociale ⁵³⁾;
- p) toute autre attribution conférée par la législation.

Commission

Art. 30 La commission de l'aide sociale est adjointe au Service de l'action sociale ⁵³⁾.

SECTION 4 : Office des assurances sociales

Attributions

Art. 31 L'Office des assurances sociales a les attributions suivantes :

- a) exécution de la législation sur l'assurance en cas de maladie et de maternité;
- b) exécution de la législation sur la sécurité sociale (AVS/AI/APG);
- c) secrétariat de la commission de l'assurance-invalidité;
- d) exécution de la législation sur le chômage et organisation de la caisse publique de chômage; surveillance des agences communales AVS;
- e) gestion de la Caisse cantonale de compensation;
- f) comptabilité de l'Office des assurances sociales;
- g) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège

Art. 32 L'Office des assurances sociales a son siège à Saignelégier.

Commissions

Art. 33 A l'Office des assurances sociales sont adjointes :

- a) la commission de l'assurance-invalidité;
- b) la commission de la Caisse d'allocations familiales.

CHAPITRE IV : Département de l'Economie

SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du
Gouvernement

Art. 34 Dans le cadre du Département de l'Economie, le Gouvernement a notamment les attributions suivantes :

- a) politique de développement économique;
- b) promotion du plein emploi;
- c) encouragement à la participation des travailleurs au sein des entreprises;
- d) définition d'une politique agricole.

Attributions
du chef du
Département

Art. 35 Le chef du Département a les attributions suivantes :

- a) délivrance des autorisations d'exploitation;
- b) mesures visant à la protection des consommateurs;
- c) mesures visant à la promotion du tourisme;
- d) mesures visant à assurer le droit au logement;
- e) conciliation et arbitrage dans les conflits sociaux;
- f) ...⁴⁵⁾;
- g) mesures relatives à l'économie laitière;
- h) mesures tendant à l'amélioration de l'agriculture et au maintien de la population paysanne;
- i) présidence de la commission des crédits agricoles;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

Unités
administratives

Art. 36 Le Département comprend :

- a) le Service de l'économie, y compris le Bureau du développement économique;
- b) le Service des arts et métiers et du travail;
- c) ...⁴⁵⁾;
- d)⁴⁴⁾ le Service de l'économie rurale;
- e) ...⁷¹⁾.

SECTION 2 : Service de l'économie

Attributions

Art. 37 Le Service de l'économie a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative au commerce, à l'industrie et à l'artisanat;
- b) études et propositions en vue de l'élaboration d'un programme de développement économique;
- c)⁶⁰⁾ application de la législation sur la politique régionale;

- d)⁶⁰⁾ élaboration et réalisation du programme de mise en œuvre de la politique régionale;
- e) collaboration intercantonale et avec l'étranger en matière économique;
- f) information des milieux industriels et commerciaux suisses et étrangers;
- g) mesures visant au développement du tourisme et traitement des affaires y relatives;
- h) collaboration avec le Service des forêts dans le cadre de la commercialisation du bois;
- i) études et propositions en vue de la définition d'une politique du logement et traitement des affaires y relatives;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

Commission

Art. 38⁵⁾ La commission pour le développement de l'économie est adjointe au Service de l'économie.

Bureau du développement économique

Art. 39 ¹ Le Bureau du développement économique est rattaché au Service de l'économie.

² Le Bureau du développement économique a pour tâche de mettre en œuvre les moyens propres à favoriser le développement économique. Il a notamment les attributions suivantes :

- a) soutenir le développement des entreprises existantes conformément à la législation fédérale et cantonale;
- b) rechercher et favoriser l'implantation d'entreprises nouvelles;
- c) veiller, en collaboration avec les communes, à l'équipement et à l'organisation des zones industrielles;
- d) effectuer toute tâche qui lui est confiée par le Gouvernement et le Département de l'Economie.

SECTION 3 : Service des arts et métiers et du travail

Attributions

Art. 40 Le Service des arts et métiers et du travail a les attributions suivantes :

- a) exécution de la législation sur le travail (inspection, médecine et hygiène du travail);
- b) exécution de la législation sur l'industrie (inspection);
- c) exécution de la législation sur les poids et les mesures (inspection);
- d) contrôle des prix;
- e) mesures d'économie de guerre;
- f) préavis sur les conventions collectives de travail;
- g) administration du placement public;
- h) mesures visant au maintien de la stabilité dans le secteur de l'emploi et à la création d'emplois nouveaux;

- i) établissement de statistiques concernant le secteur de l'emploi;
- j) surveillance du secteur de la restauration et de l'hôtellerie;
- k) mesures visant à la protection des consommateurs;
- l) toute autre attribution conférée par la législation.

Commissions

Art. 41 Sont adjointes au Service des arts et métiers et du travail :

- a) la commission de l'assurance-chômage;
- b) la commission d'examens des armuriers et la commission des examens de courtiers en immeubles, sous réserve que ces commissions soient instituées par la législation.

SECTION 4 : ...⁴⁵⁾

Art. 42 et 43⁴⁵⁾

SECTION 5 : Service de l'économie rurale

Attributions

Art. 44 Le Service de l'économie rurale exerce les activités suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à l'agriculture;
- b) développement de la production des plantes;
- c) versement des primes de culture;
- d) gestion et administration des crédits agricoles;
- e) protection des cultures contre leurs ennemis et les maladies;
- f) encouragement de l'arboriculture fruitière;
- g) contrôle des fermages;
- h) améliorations foncières;
- i) sauvegarde des intérêts de l'élevage du bétail;
- j) ...⁴¹⁾
- k) collaboration avec le Service des forêts;
- l) toute autre attribution conférée par la législation.

Commissions

Art. 45 Au Service de l'économie rurale sont adjointes :

- a) la commission des crédits agricoles;
- b) ...⁶⁾
- c) les commissions d'experts;
- d) ...⁶⁾
- e) ...⁴¹⁾
- f) ...⁴⁵⁾

Art. 46, 47 et 48⁴¹⁾

SECTION 6 : Service vétérinaire

Art. 49⁷¹⁾

CHAPITRE V : Département de l'Environnement et de l'Equipement

SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du
Gouvernement

Art. 50⁵⁵⁾ Dans le cadre du Département de l'Environnement et de l'Equipement, le Gouvernement a notamment les attributions suivantes :

- a) élaboration du plan directeur cantonal de l'aménagement du territoire et du plan directeur cantonal des forêts;
- b) adoption des plans spéciaux cantonaux;
- c) définition d'une politique de protection de l'environnement et d'une politique forestière;
- d) création de réserves et mise sous protection du patrimoine naturel et paysager d'importance régionale.

Attributions
du chef du
Département

Art. 51 Le chef du Département a les attributions suivantes :

- a) mesures visant à la protection de l'environnement;
- b) mesures visant à encourager l'élaboration de plans d'aménagement local;
- c) contrôle des projets importants relatifs aux routes et aux constructions;
- d) mesures visant au développement des transports publics;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Unités
administratives

Art. 52 Le Département comprend :

- a) le Service de l'aménagement du territoire;
- b)⁵⁵⁾ l'Office l'environnement;
- c) ...⁵⁶⁾
- d) le Service des ponts et chaussées;
- e) le Service des constructions et des domaines;
- f) le Service des transports et de l'énergie.

SECTION 2 : Service de l'aménagement du territoire

Attributions

Art. 53 Le Service de l'aménagement du territoire a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à l'aménagement du territoire et au cadastre;
- b) exécution des tâches découlant de la législation fédérale et cantonale;
- c) ...^{[26\)](#)}
- d) ...^{[26\)](#)}
- e) traitement des subventions en faveur de l'aménagement régional et local et en faveur de la viabilité de terrains à bâtir;
- f) organisation et surveillance de la tenue du cadastre;
- g) collaboration avec le Service de l'économie rurale, le Service des constructions et des domaines, le Service des ponts et chaussées et le Service des transports et de l'énergie;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

Section des permis de construire

Art. 53a^{[27\)](#)} La Section des permis de construire est rattachée administrativement au Service de l'aménagement du territoire. Elle a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique et les autres services concernés, de la législation sur les constructions;
- b) octroi ou refus des permis de construire en procédure ordinaire, excepté pour les villes de Delémont et de Porrentruy;
- c) surveillance de la police des constructions;
- d) formation des autorités communales et conseils aux communes dans les domaines des permis de construire et de la police des constructions;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Commission

Art. 54 La commission du plan d'aménagement est adjointe au Service de l'aménagement du territoire.

SECTION 3 : Office de l'environnement^{[55\)](#)}

Attributions

Art. 55^{[55\)](#)} L'Office de l'environnement a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à la protection de l'environnement, des eaux, de la nature et du paysage, à l'approvisionnement en eau, à l'utilisation des eaux, aux cours d'eau, aux produits chimiques, à la forêt, à la chasse et à la pêche;
- b) exécution des tâches découlant de la législation fédérale et cantonale;

- c) examen des projets et des demandes de subventions dans les domaines précités;
- d) exercice et surveillance de la police dans les domaines relevant de sa compétence;
- e) exécution des mesures de protection des réserves naturelles et des objets d'importance nationale ou régionale;
- f) gestion et surveillance des forêts de l'Etat;
- g) surveillance technique et financière de la gestion des forêts appartenant à d'autres collectivités publiques et haute surveillance sur les forêts privées;
- h) surveillance des gravières et des carrières;
- i) administration de la régie des mines;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège

Art. 56^{[56\)](#)}

Commissions

Art. 57^{[55\)](#)} A l'Office de l'environnement sont adjointes :

- a) la commission de la protection de la nature et du paysage;
- b) la commission de la faune;
- c) la commission de la pêche.

SECTION 4 : ...^{[58\)](#)}

Attributions

Art. 58^{[56\)](#)}Arrondissement
forestier**Art. 59**^{[30\)](#)} ¹ L'Office de l'environnement comprend un arrondissement forestier.^{[55\)](#)}² Ce dernier a les attributions suivantes^{[55\)](#)} :

- a) orientation de la sylviculture et suivi des opérations sylvicoles;
- b) conseils techniques et de gestion aux propriétaires de forêts publiques;
- c) collaboration à la planification et à la surveillance des travaux forestiers;
- c^{bis})^{[57\)](#)} collaboration à la surveillance des mesures subventionnées;
- d) participation à l'aménagement forestier;
- d^{bis})^{[57\)](#)} collaboration à l'exercice de la police forestière;
- e) surveillance des triages et coordination de leurs activités;
- f) encadrement technique des gardes forestiers de triage;
- g) application et contrôle des mesures phytosanitaires;
- h) vulgarisation forestière;
- i)^{[55\)](#)} contrôle et suivi de la gestion des forêts et des pâturages boisés dans le respect des principes du développement durable;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

Sièges

Art. 60⁴⁰⁾⁵⁵⁾ L'Office de l'environnement et l'arrondissement forestier ont leur siège à Saint-Ursanne.

SECTION 5 : Service des ponts et chaussées

Attributions

Art. 61 Le Service des ponts et chaussées a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative aux ponts et chaussées;
- b) établissement d'un plan cantonal d'aménagement routier, d'entente avec le Service de l'aménagement du territoire, les communes et les associations intéressées;
- c) réalisation du projet routier "Transjurane";
- d) construction et entretien des routes cantonales;
- e) signalisation routière;
- f) examen des demandes de subventions pour la construction et l'entretien de routes;
- g) surveillance de la construction et de l'entretien des routes communales subventionnées par l'Etat;
- h) études relatives à la police des constructions de routes, aux plans de lotissement et aux règlements communaux sur la construction et l'entretien de routes communales;
- i) examen des réclamations en matière de responsabilité civile adressées à l'Etat en sa qualité de propriétaire de routes;
- j) entretien des véhicules de l'Etat;
- k) toute autre attribution conférée par la législation.

Organisation régionale

Art. 62 Le service d'entretien des routes est organisé sur une base régionale.

SECTION 6 : Service des constructions et des domaines

Attributions

Art. 63 Le Service des constructions et des domaines a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative aux constructions;
- b) direction des travaux de construction et d'entretien des bâtiments de l'Etat;
- c) planification de l'implantation de l'administration cantonale;
- d) administration de la propriété foncière de l'Etat, à l'exception des forêts domaniales;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Art. 64²⁶⁾**SECTION 7 : Service des transports et de l'énergie**

Attributions

Art. 65 Le Service des transports et de l'énergie a les attributions suivantes :

- a) gérance des divers modes de transport (élaboration des horaires, harmonisation tarifaire, financement de la couverture des déficits d'exploitation, revalorisation des lignes ferroviaires, en particulier celle de Delle, promotion du trafic, application fédéraliste de la conception globale suisse des transports);
- b) études et propositions en vue de la définition d'une politique de l'énergie;
- c) toute autre attribution conférée par la législation.

CHAPITRE VI : Département de la Formation, de la Culture et des Sports⁴⁴⁾**SECTION 1 : Dispositions générales**Attribution du
Gouvernement**Art. 66**⁴⁴⁾ Dans le cadre du Département de la Formation, de la Culture et des Sports, le Gouvernement a notamment pour attribution la réalisation de la mission de l'école et de la formation.Attributions
du chef du
Département**Art. 67** Le chef du Département a les attributions suivantes :

- a)⁴⁴⁾ mesures visant à assurer le droit à l'enseignement et à la formation;
- a^{bis})⁴⁶⁾ coordination entre la scolarité obligatoire et la formation;
- a^{ter})⁴⁶⁾ mesures d'encouragement du perfectionnement professionnel;
- b) soutien aux activités culturelles;
- c) conservation et mise en valeur du patrimoine;
- d) encouragement de l'éducation des adultes;
- e) encouragement de la pratique générale du sport;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

Unités
administratives**Art. 68**⁴⁴⁾ Le Département comprend :

- a)⁷⁴⁾ le Service de l'enseignement;
- b) le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire;
- c) le Centre jurassien d'enseignement et de formation;
- d) un office dénommé "Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire";
- e) l'Office de la culture;
- f) l'Office des sports.

Conseil scolaire **Art. 68a**⁴⁶⁾ ¹ Le Conseil scolaire est à la disposition du Département.

² Une loi fixe son caractère, sa mission, sa composition et son fonctionnement.

Conseil de la formation **Art. 68b**⁴⁶⁾ ¹ Le Conseil de la formation est à la disposition du Département.

² Le Gouvernement définit dans une ordonnance sa composition, ses attributions et son fonctionnement.

SECTION 2 : Service de l'enseignement⁴⁴⁾⁷⁴⁾

Attributions **Art. 69**²³⁾⁴⁴⁾ Le Service de l'enseignement⁷⁴⁾ a les attributions suivantes :

- a)⁷⁴⁾ élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à l'instruction publique pour la scolarité obligatoire;
- b)⁷⁴⁾ administration, gestion et coordination de l'ensemble des activités matérielles et pédagogiques des écoles primaires et secondaires;
- c)⁷⁴⁾ élaboration, à l'intention du Département des Finances, des plans financiers et du budget de l'enseignement de la scolarité obligatoire et traitement des affaires financières y relatives;
- d) règlement des questions administratives concernant le corps enseignant, notamment le contrôle de son effectif;
- e) surveillance et conseil pédagogique des enseignants;
- f) surveillance, conseil et assistance administrative des directeurs et des autorités scolaires locales;
- g) traitement des subventions à affecter aux écoles privées, à l'exception des écoles des niveaux secondaire II et tertiaire;
- h)⁶⁹⁾ coordination avec divers services, notamment le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, le Centre jurassien d'enseignement et de formation, le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire, le Service de la santé publique, le Bureau de l'égalité entre femmes et hommes ainsi que l'Office des sports;
- i) éducation et formation des handicapés;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

Commissions

Art. 70⁽³³⁾⁽⁴⁶⁾ Sont subordonnées au Service de l'enseignement⁽⁷⁴⁾ :

- a) la commission de l'enseignement;
- b) la commission de coordination des mesures de pédagogie compensatoire;
- c) la commission d'orientation en matière de prolongation de la scolarité obligatoire et des mesures de préparation à la formation générale et à la formation professionnelle initiale;
- d) la commission consultative pour la scolarisation des enfants de migrants;
- e) les conférences des directeurs des cercles scolaires primaires et secondaires.

SECTION 2^{BIS} : Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire⁽⁴⁴⁾

Attributions

Art. 71⁽⁴⁴⁾ Le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à la formation dans les niveaux secondaire II et tertiaire;
- b) élaboration, à l'intention du Département des Finances, des plans financiers et du budget de l'enseignement de la postscolarité et de la formation et traitement des affaires financières y relatives;
- c) surveillance des apprentissages et contrôle des contrats d'apprentissage;
- d) organisation et direction des examens de fin d'apprentissage;
- e) traitement des subventions à affecter aux écoles privées des niveaux secondaire II et tertiaire;
- f)⁽⁶⁹⁾⁽⁷⁴⁾ coordination avec le Service de l'enseignement, le Centre jurassien d'enseignement et de formation, le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire, le Service de la santé publique, le Bureau de l'égalité entre femmes et hommes ainsi que l'Office des sports;
- g) traitement des dossiers concernant les hautes écoles;
- h) suivi du parcours de formation des étudiants jurassiens;
- i) toute autre attribution conférée par la législation.

Section des bourses

Art. 72⁽⁴⁴⁾ ¹ La Section des bourses est rattachée administrativement au Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire.

² Elle a les attributions suivantes :

- a) application de la législation sur les bourses et les prêts d'études;
- b) toute autre attribution conférée par la législation.

Commissions **Art. 72a⁴⁴⁾** Au Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire sont adjointes :

- a) la commission des examens professionnels de fin d'apprentissage;
- b) la commission des équivalences des certificats d'aptitudes pédagogiques;
- c) la commission de maturité gymnasiale.

SECTION 2^{TER} : Centre jurassien d'enseignement et de formation⁴⁷⁾

Attributions **Art. 72b⁴⁴⁾** Le Centre jurassien d'enseignement et de formation a les attributions suivantes :

- a) dispensation de l'enseignement de niveau secondaire II pour les filières de formation à plein temps en école ou dans le cadre d'apprentissage en alternance et de niveau tertiaire, à l'exclusion de l'enseignement incombant aux hautes écoles;
- b) formation des adultes;
- c) ⁷⁴⁾ coordination avec le Service de l'enseignement, le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire ainsi que le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège **Art. 72c⁴⁴⁾** Le Centre jurassien d'enseignement et de formation a son siège à Delémont.

Commissions **Art. 72d⁴⁶⁾** Au Centre jurassien d'enseignement et de formation sont adjointes les commissions de division.

SECTION 3 : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire⁴⁴⁾

Attributions **Art. 73⁴⁴⁾** Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire a les attributions suivantes :

- a) psychologie scolaire;
- b) orientation scolaire à tous les niveaux de formation;
- c) orientation professionnelle au service des élèves, des jeunes et des adultes;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège **Art. 73a⁴⁶⁾** Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire a son siège à Porrentruy; il offre également ses prestations à Delémont et à Saignelégier.

Commission **Art. 73b⁴⁶⁾** Au Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire est adjointe la commission d'orientation scolaire et professionnelle.

SECTION 4 : Office de la culture³⁷⁾

Attributions **Art. 74³⁷⁾** L'Office de la culture a les attributions suivantes :

- a)⁵⁰⁾ conservation et mise en valeur des archives administratives et historiques;
- b) protection des monuments historiques;
- c) fouilles archéologiques;
- d) protection des biens culturels et du patrimoine rural;
- e) gestion de la Bibliothèque cantonale jurassienne, concertation des activités des bibliothèques subventionnées par l'Etat et encouragement de la lecture publique;
- f) encouragement des activités culturelles assumées par des associations, des groupes et des personnes;
- g) soutien à la création artistique, à la recherche et à l'animation;
- h) contribution à la diffusion du patrimoine culturel jurassien;
- i) constitution d'une documentation relative à la création artistique dans le Jura;
- j) collaboration et échanges culturels interjurassiens dans le but de concrétiser une promotion culturelle commune et de favoriser la création d'une institution commune interjurassienne;
- k) contribution aux échanges culturels;
- l) gestion du Musée jurassien des sciences naturelles;
- m) relations avec les musées jurassiens;
- n) collaboration avec tout autre service ou office concerné;
- o) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège **Art. 75³⁷⁾** L'Office de la culture a son siège à Porrentruy.

Commissions **Art. 76³⁷⁾** A l'Office de la culture sont adjointes :

- a) la commission du patrimoine historique;
- b) la commission de la culture;
- c) la commission des beaux-arts;

- d) la commission pour l'encouragement des lettres jurassiennes;
- e) la commission de la Bibliothèque cantonale jurassienne;
- f) la commission du Musée jurassien des sciences naturelles;
- g) la commission des musées;
- h) ⁶⁸⁾ la commission des archives.

SECTION 5 : Office des sports

Attributions

Art. 77 L'Office des sports a les attributions suivantes :

- a) orientation et information en matière de sport;
- b) ⁹⁾ inspection des installations d'éducation physique et promotion du sportscolaire facultatif;
- c) collaboration avec les organismes et les associations sportives;
- d) examen des demandes d'aide financière;
- e) organisation de cours d'entraînement, de formation et de perfectionnement;
- f) gestion du matériel sportif; l'article 135 est réservé;
- g) surveillance et prise en charge des contrôles médico-sportifs, ainsi que des cas relevant des assurances;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège

Art. 78 L'Office des sports a son siège à Porrentruy.

Commissions

Art. 79 A l'Office des sports sont adjointes :

- a) la commission des sports;
- b) la commission "Jeunesse et Sport".

SECTION 6 : ... ³⁸⁾

Art. 80 et 81 ³⁸⁾

CHAPITRE VII : Département des Finances

SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du Gouvernement

Art. 82 Dans le cadre du Département des Finances, le Gouvernement a notamment les attributions suivantes :

- a) gestion des finances publiques dans un esprit d'économie;
- b) préparation du budget et des comptes de l'Etat; élaboration de plans financiers pluriannuels;

- c) mesures de péréquation financière.

Attributions
du chef du
Département

Art. 83 Le chef du Département a les attributions suivantes :

- a) direction et coordination de l'ensemble des finances publiques;
- b) préparation du budget, des comptes de l'Etat et de plans financiers pluriannuels;
- c) études, propositions et mesures concernant la péréquation financière;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Unités
administratives

Art. 84 Le Département comprend :

- a) la Trésorerie générale;
- b) le Service des contributions;
- c) le Contrôle des finances.

SECTION 2 : Trésorerie générale

Attributions

Art. 85²¹⁾ La Trésorerie générale a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative aux finances publiques;
- b) gestion des finances publiques;
- c) élaboration du budget, des comptes de l'Etat et de plans financiers pluriannuels;
- d) examen, du point de vue financier, des projets législatifs, des conventions et des contrats;
- e) organisation de la comptabilité financière et analytique de l'Etat;
- f) gestion des liquidités, des débiteurs et des fournisseurs;
- g) contrôle budgétaire;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

Section "Caisse
et Comptabilité"

Art. 86²²⁾

SECTION 3 : Service des contributions

Subdivisions

Art. 87⁷⁷⁾ Le Service des contributions comprend :

- a) la Direction;
- b) la Section des personnes physiques;
- c) le Bureau des personnes morales et des autres impôts;
- d) la Section de gestion et de coordination;
- e) les Recettes et Administrations de district.

Attributions

Art. 88 Le Service des contributions a les attributions suivantes :

- a) préparation, organisation et surveillance de la taxation fiscale;
- a^{bis})⁷⁸⁾ développement et gestion de l'outil informatique lié au service;
- b) étude de toutes les questions relatives à la fiscalité;
- c)⁷⁷⁾ mise en place des mesures et des structures de lutte contre la fraude fiscale;
- d) ...⁷⁹⁾
- e) ...⁷⁹⁾
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

Commissions

Art. 89 Au Service des contributions sont adjointes :

- a) la Commission des recours en matière d'impôts;
- b) ...⁷⁹⁾
- c) la commission d'estimation en matière d'impôts.

Direction

Art. 89a⁷⁸⁾ La Direction a les attributions suivantes :

- a) direction, organisation et surveillance des unités administratives;
- b) lutte contre la fraude fiscale par l'Unité de lutte contre la fraude fiscale (révisorat et rappel d'impôt);
- c) représentation de l'Etat dans les procédures contentieuses en matière fiscale;
- d) développement, gestion de l'outil informatique et extraction de données par l'Unité de projets;
- e) traitement des remises d'impôt.

Section des
personnes
physiques

Art. 90 La Section des personnes physique a les attributions suivantes :

- a) taxation des personnes physiques pour l'imposition du revenu et de la fortune;
- b)⁷⁷⁾ représentation de l'Etat dans les procédures de taxation, réclamation et opposition;
- c) ...⁷⁹⁾
- c^{bis})⁷⁸⁾ fixation et exécution du droit au remboursement de l'impôt anticipé;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Bureau des
personnes
morales et des
autres impôts

Art. 91 Le Bureau des personnes morales et des autres impôts a les attributions suivantes :

- a) taxation des personnes morales pour l'imposition du bénéfice et du capital;
- b)⁷⁷⁾ représentation de l'Etat dans les procédures de taxation, réclamation et opposition;

- c) ⁷⁷⁾ taxation pour la perception des autres impôts : impôt de succession et de donation, impôt sur les gains immobiliers, impôt à la source, impôts communaux (partages);
- d) évaluations officielles;
- e) ... ⁷⁹⁾
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège

Art. 92 Le Bureau des personnes morales et des autres impôts a son siège aux Breuleux.

Section de
gestion et de
coordination

Art. 93 La Section de gestion et de coordination a les attributions suivantes :

- a) contact, coordination et planification entre le Service des contributions et les communes, les paroisses et les Recettes et Administrations de district relativement au traitement informatique de l'impôt;
- b) contrôle de la perception et de la redistribution de l'impôt;
- c) ⁷⁷⁾ contrôle et saisie centralisée des mutations (registre des contribuables), enregistrement et scannage des données de taxation;
- d) ⁷⁷⁾ exploitation de l'environnement informatique existant en collaboration avec le Service de l'informatique et l'Unité de projets;
- e) ⁷⁷⁾ planification, exploitation et suivi des traitements informatiques;
- f) toute autre attribution conférée par la législation;
- g) ⁷⁸⁾ conception et analyse des statistiques du service et coordination des extractions de données.

Recettes et
Administrations
de district

Art. 94 ¹ Une "Recette et Administration de district" est organisée dans chaque district, avec siège au chef-lieu.

² Elle a les attributions suivantes :

- a) ⁷⁷⁾ encaissements et recouvrement des créances de l'Etat, sous réserve de dispositions légales particulières;
- b) délivrance des patentes de pêche;
- c) ... ⁷⁹⁾
- d) ... ⁷⁹⁾
- e) ... ⁷⁹⁾
- f) ⁷⁷⁾ surveillance des procédures de scellés et conduite des procédures d'inventaire;
- f^{bis}) ⁷⁸⁾ exécution des mesures propres à assurer la dévolution de l'hérédité;
- g) ... ⁷⁹⁾
- h) visites des études de notaires;
- i) octroi de permis de jeu;
- j) ... ⁷⁹⁾;
- k) ... ⁷⁹⁾
- l) ... ¹⁰⁾
- m) ... ⁶⁶⁾

- m^{bis})⁷⁸⁾ réception des demandes, préparation et transfert de la demande en matière de remise d'impôt;
- m^{ter})⁷⁸⁾ consignation des loyers;
- n) toute autre attribution conférée par la législation.

³ Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires.⁷⁸⁾

SECTION 4 : Contrôle des finances

Statut

Art. 95 ¹ Le Contrôle des finances est un service autonome et indépendant, subordonné administrativement au Département des Finances.

² Il est responsable devant le Parlement et rend compte de son travail devant la commission de gestion et des finances.

³ Il est organisé et exerce son activité conformément à la loi sur les finances de la République et Canton du Jura et des communes¹¹⁾.

Surveillance

Art. 96 ¹ En tant qu'organe spécialisé de la surveillance financière, le Contrôle des finances est à disposition :

- a) du Parlement, pour l'exercice de sa haute surveillance sur le Gouvernement, l'administration et les tribunaux;
- b) du Gouvernement et du Département pour les contrôles courants des services administratifs, ainsi que des établissements autonomes ou non autonomes, pour autant que la loi n'en décide pas autrement.

² La surveillance du Contrôle des finances s'étend :

- a) aux départements et subdivisions de l'administration, ainsi qu'aux tribunaux;
- b) aux établissements autonomes et non autonomes sous réserve de dispositions légales particulières;
- c) aux institutions auxquelles les pouvoirs publics ont délégué une tâche publique, fourni une aide financière ou participé financièrement, sous réserve des dispositions légales ou contractuelles différentes.

Attributions

Art. 97 Le Contrôle des finances a les attributions suivantes :

- a) examen courant de l'ensemble de la comptabilité à tous les stades de son exécution, y compris le bouclage des comptes sous les angles juridique, comptable et économique;
- b) contrôle des livres tenus par les départements et les services;
- c) contrôle des valeurs du patrimoine et des inventaires;

- d) contrôle de l'efficacité des offices de revision propres à certains organismes et coordination des activités de contrôle;
- e) examen des comptes de constructions;
- f) contrôle des taxations fiscales;
- g) participation à l'élaboration de prescriptions sur le contrôle, la revision, la comptabilité, le service des paiements et la tenue des inventaires;
- h) rédaction de rapports sur des questions particulières à la gestion financière, selon les mandats spéciaux de la commission des finances;
- i) examen de l'organisation et des méthodes de travail des services;
- j) rédaction d'un rapport annuel au Gouvernement à l'intention du Parlement;
- k) participation aux délibérations sur les finances, le budget, les plans financiers, le compte de l'Etat et l'octroi de crédits isolés;
- l) collaboration avec le Service des communes dans la tenue de la comptabilité et de la caisse des communes;
- m) toute autre attribution conférée par la législation, en particulier la loi sur les finances.

Liaison avec la commission parlementaire de gestion et des finances

Art. 98 Le Contrôle des finances exerce ses activités en relation avec la commission parlementaire de gestion et des finances.

CHAPITRE VIII : Chancellerie d'Etat

SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du Gouvernement et du président

Art. 99 ¹ Le Gouvernement exerce, par l'intermédiaire de son président, la surveillance sur les affaires de la Chancellerie d'Etat.

² Il lui donne les instructions et les ordres nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

Unités administratives

Art. 100 La Chancellerie d'Etat comprend :

- a) la Chancellerie proprement dite;
- b) ... [54\)](#)
- c) l'Economat cantonal;
- d) [50\)](#) le Service de l'information et de la communication;
- e) ... [51\)](#)
- f) ... [51\)](#)

SECTION 2 : Chancellerie proprement dite

Attributions

Art. 101 La Chancellerie a les attributions suivantes :

- a) assistance dans la planification et la coordination des activités gouvernementales et départementales;
- b) assistance dans l'élaboration du programme de politique générale et du rapport sur la réalisation de ce programme, ainsi que dans l'établissement des rapports annuels de gestion;
- c) protocole;
- d) information entre le Gouvernement et les départements et, en particulier, transmission des dossiers;
- e) secrétariat du Gouvernement;
- f) tâches relatives à l'organisation des élections et votes populaires;
- g) publication du Journal officiel;
- h) ...⁶³⁾;
- i) ...⁶³⁾;
- j) comptabilité de la Chancellerie et du Gouvernement;
- k) central téléphonique de l'Etat;
- l) toute autre attribution conférée par la législation.

Conseil consultatif des Jurassiens de l'extérieur

Art. 102 ¹ Le Conseil consultatif des Jurassiens de l'extérieur est rattaché à la Chancellerie d'Etat.

² Une loi fixe son caractère, sa mission, sa composition et son fonctionnement.

SECTION 3 : Secrétariat du Parlement

Art. 103⁵⁴⁾

SECTION 4 : Economat cantonal

Attributions

Art. 104 L'Economat cantonal a les attributions suivantes :

- a) centralisation des commandes et achats de fournitures diverses;
- b) responsabilité de l'impression des publications officielles;
- c) multigraphie;
- d) diffusion et vente des imprimés de l'Etat;
- e) librairie scolaire;
- f) envoi aux communes du matériel de vote lors d'élection et de vote populaire;

g) toute autre attribution conférée par la législation.

SECTION 5 : Service de l'information et de la communication⁵⁰⁾

Attributions

Art. 105⁵⁰⁾ Le Service de l'information et de la communication a les attributions suivantes :

- a) conception, rédaction et diffusion des informations relatives à l'activité gouvernementale et administrative;
- b) organisation des conférences de presse relatives à l'activité du Gouvernement et de ses départements, du Parlement et de l'administration;
- c) relations ordinaires avec les médias;
- d) conception et mise en œuvre d'une politique de valorisation de l'image de la République et Canton du Jura à l'extérieur du territoire;
- e) conception et mise en œuvre d'une politique de communication interne à l'administration;
- f) information et documentation du Gouvernement, du Parlement, de l'administration et des particuliers;
- g)⁶⁷⁾ établissement et mise à jour des statistiques à l'usage de l'administration de l'Etat et des particuliers; le Gouvernement peut, par voie de convention, confier l'exécution de cette tâche à un organisme public ou privé;
- h) exécution de toute autre tâche confiée par le Gouvernement ou par le chef d'un département;
- i) toute autre attribution conférée par la législation.

SECTION 6 : ...⁵¹⁾

Art. 106⁵¹⁾

SECTION 7 : ...⁵¹⁾

Art. 107⁵¹⁾

CHAPITRE IX : Services mobiles

SECTION 1 : Service juridique

Attributions

Art. 108⁴⁸⁾ Le Service juridique a les attributions suivantes :

- a) élaboration de la législation en collaboration avec les autorités et organes intéressés;
- b) préparation de la publication des lois, décrets, ordonnances, arrêtés, règlements, instructions, directives et autres actes publics émanant du Parlement, du Gouvernement et de l'administration cantonale;
- c) conseils juridiques à l'intention de l'administration cantonale;
- d) juridiction non contentieuse relative notamment aux successions provenant de l'étranger et aux demandes d'entraide judiciaire venant de l'étranger;
- e) préparation des décisions du Parlement dans le domaine des prises à partie;
- f) ... ⁷⁵⁾
- g) à la demande du Département de la Justice, surveillance administrative du registre foncier et du registre du commerce;
- h) ... ⁶⁶⁾;
- i) ⁷²⁾ tâches de l'autorité de surveillance des fondations ressortissant au Canton;
- j) surveillance des notaires;
- k) exécution des peines;
- l) gestion des prisons;
- m) relations avec le casier judiciaire fédéral;
- n) autorisations d'acquérir des immeubles délivrées à des personnes domiciliées à l'étranger;
- o) ... ⁷⁵⁾
- p) instruction des recours au Gouvernement;
- q) présidence de la commission foncière rurale;
- r) décisions d'indemnisation LAVI;
- s) secrétariat de la Chambre des avocats;
- t) toute autre attribution découlant de concordats ou autres conventions, ainsi que de la législation.

Commission

Art. 109⁷³⁾ La commission cantonale d'estimation foncière est adjointe au Service juridique.

Service de renseignements juridiques

Art. 110¹ Le Service de renseignements juridiques a notamment pour activité de fournir aux habitants du Canton des renseignements d'ordre juridique ou administratif.

² Une convention en attribue la responsabilité et la gestion à l'Ordre des avocats jurassiens.

³ Le chef du Département de la Justice en assume la surveillance.

SECTION 2 : Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte^{[49/76](#)}

Art. 111^{[49/76](#)} ¹ L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte est une autorité administrative rattachée au Département de la Justice.

² Sa composition, ses attributions et son fonctionnement sont réglés par une loi spéciale.

Art. 112 et 113^{[49](#)}

SECTION 2 bis : Service du registre foncier et du registre du commerce^{[13](#)}

Organisation

Art. 114^{[12](#)} ¹ Le Service du registre foncier et du registre du commerce assume la tenue du registre foncier et du registre du commerce. Il est dirigé par le conservateur du registre foncier qui exerce aussi la fonction de préposé du registre du commerce.

² Le territoire cantonal forme un seul arrondissement pour la tenue du registre foncier et du registre du commerce.

Attributions

Art. 115^{[12](#)} La législation fixe les attributions et le fonctionnement du registre foncier et du registre du commerce.

Art. 116^{[14](#)}

SECTION 3 : Office des poursuites et faillites

Office des
poursuites et
faillites

Art. 117 ¹ Un Office des poursuites et faillites est tenu dans chaque district.

² Chaque Office est dirigé par un préposé élu par le Parlement.

³ Les Offices ont leur siège à Delémont, à Porrentruy et à Saignelégier.

⁴ La législation fixe les attributions et le fonctionnement des Offices des poursuites et faillites.

Registre de l'engagement du bétail et des pactes de réserve de propriété

Art. 118 ¹ Les registres de l'engagement du bétail et des pactes de réserve de propriété sont tenus, dans chaque district, par le préposé de l'Office des poursuites et faillites.

² La législation fixe les attributions du préposé et le fonctionnement des registres.

SECTION 4 : Service de la population ⁵⁹⁾

Service de la population

Art. 119 ⁵⁹⁾ Le Service de la population a notamment les attributions suivantes :

- a) autorité inférieure de surveillance en matière d'état civil;
- b) surveillance administrative de l'Office de l'état civil du Jura;
- c) tâches confiées par la Confédération en lien avec le système informatisé de l'état civil;
- d) traitement des affaires de l'état civil conformément aux dispositions légales fédérales et cantonales;
- e) préparation des décisions relatives aux requêtes de changement de nom;
- f) préparation des décisions relatives aux demandes de naturalisation et de libération des liens du droit de cité;
- g) surveillance du contrôle des habitants des communes et des bourgeoises;
- h) contrôle des étrangers (police des étrangers et asile);
- i) intégration des étrangers et lutte contre le racisme
- j) ⁶⁴⁾ tenue du registre cantonal des habitants;
- k) ⁶⁵⁾ établissement des passeports et des cartes d'identité;
- l) ⁶⁵⁾ légalisation des actes officiels;
- m) ⁶⁵⁾ toute autre attribution conférée par la législation.

Office de l'état civil du Jura ⁵⁹⁾

Art. 120 ³⁶⁾ ¹ L'Office de l'état civil du Jura est rattaché administrativement au Service de la population. ⁵⁹⁾

² Il enregistre les données relatives à l'état civil dans la banque de données centrale Infostar et exécute toutes autres tâches que lui attribue la législation sur l'état civil ou exigées de l'autorité cantonale de surveillance en matière d'état civil.

SECTION 5 : Police cantonale

Compétences du Gouvernement	Art. 121 Les mesures de police d'exception et d'une certaine gravité sont de la compétence du Gouvernement.
Sections	Art. 122⁴²⁾ La police cantonale comprend : <ul style="list-style-type: none"> a) le commandement; b) la police judiciaire; c) la gendarmerie territoriale; d) la section opérations-circulation.
Attributions	Art. 123 La police cantonale a les attributions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à la police; b)⁴²⁾ maintien de la sécurité et de l'ordre publics; c) exécution des mandats des autorités judiciaires et administratives; d)⁴²⁾ formation des membres de la police cantonale; e) toute autre attribution conférée par la législation.
Etat-major	Art. 124⁴²⁾ ¹ La police cantonale dispose d'un état-major composé : <ul style="list-style-type: none"> a) du commandant de la police cantonale; b) du chef de la gendarmerie territoriale, de son adjoint et du chef de la section opérations-circulation; c) du chef de la police judiciaire et de son remplaçant; d)⁶¹⁾ du chef de la Section de la protection de la population et de la sécurité. <p>² L'état-major a les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) conseil et aide au commandant de la police cantonale; b) coordination de l'activité au sein de la police cantonale; c) propositions sur des sujets qui concernent le corps de police; d) toute autre attribution conférée par la législation.
Commandement	Art. 125⁴²⁾ ¹ Le commandant de la police cantonale dirige le service. Il dispose d'un secrétariat. <p>² Les services généraux ont les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) comptabilité de la police cantonale; b) gestion de l'habillement, de l'équipement, de l'armement et des véhicules;

- c) toute autre attribution conférée par la législation ou par le commandant de la police cantonale.

³ Le responsable de l'informatique a les attributions suivantes :

- a) gestion du parc informatique de la police cantonale, en collaboration avec le service informatique de l'Etat;
- b) développement des programmes spécifiques à la police cantonale, en collaboration avec le service informatique de l'Etat;
- c) mise à jour des systèmes informatiques de la police cantonale;
- d) toute autre attribution conférée par la législation ou par le commandant de la police cantonale.

⁴ Le commandement est stationné à Delémont.

Police judiciaire

Art. 126⁴²⁾ ¹ La police judiciaire a les attributions suivantes :

- a) prévention des crimes, des délits et des contraventions;
- b) lutte contre la criminalité;
- c) recherche et identification des auteurs d'infractions;
- d) recherche de personnes, objets et véhicules;
- e) identification judiciaire;
- f) tenue de registres et de fichiers;
- g) gestion des dossiers d'alarmes;
- h) exécution de la législation sur les armes, les explosifs et les entreprises de sécurité;
- i) formation de son personnel;
- j) toute autre attribution conférée par la législation ou par le commandant de la police cantonale.

² La police judiciaire est stationnée à Delémont.

Gendarmerie
territoriale

Art. 127⁴²⁾ ¹ La gendarmerie territoriale a les attributions suivantes :

- a) police d'ordre et de la circulation;
- b) police administrative;
- c) desserte des postes;
- d) police judiciaire en matière de contraventions ou de délits mineurs;
- e) recherche et identification des auteurs d'infractions;
- f) collaboration avec la police judiciaire et la section opérations-circulation;
- g) formation de son personnel;
- h) toute autre attribution conférée par la législation ou par le commandant de la police cantonale.

² Les postes desservis par la gendarmerie territoriale sont répartis dans les trois districts.

Section
opérations-
circulation

Art. 128⁴²⁾ La section opérations-circulation a les attributions suivantes :

- a) gestion du central d'engagement et de télécommunications;
- b) élaboration de projets liés aux transmissions;
- c) coordination des différents services d'intervention cantonaux et communaux;
- d) prévention des accidents;
- e) police de la route;
- f) relevés techniques d'accident;
- g) collaboration technique avec la police judiciaire dans le domaine de l'identification judiciaire;
- h) collaboration avec la gendarmerie territoriale;
- i) éducation routière;
- j) formation de son personnel;
- k) toute autre attribution conférée par la législation ou par le commandant de la police cantonale.

Section de la
protection de la
population et de
la sécurité

Art. 129⁴³⁾⁶¹⁾ ¹ La Section de la protection de la population et de la sécurité est rattachée administrativement à la police cantonale.

² Elle a les attributions suivantes :

- 1. protection de la population :
 - a) maintien de l'état de préparation à l'alarme;
 - b) secours en cas de catastrophe.
- 2. protection civile :
 - a) incorporation et instruction des personnes astreintes à servir;
 - b) décisions sur les cas d'exemption de servir;
 - c) contrôle des moyens de la protection civile des organisations régionales;
 - d) acquisition de l'équipement et du matériel nécessaires au Canton, tenue de l'inventaire, contrôle de l'entreposage et de l'entretien, remise aux communes en cas de besoin;
 - e) contrôle de l'entreposage, de la gestion, de l'entretien et de la distribution de matériel fédéral confié au Canton;
 - f) décisions relatives à l'obligation ou à la libération de l'obligation de construire des abris; gestion de la réalisation des constructions de protection civile, contrôle de leur entretien et de leur usage adéquat;
 - g) tenue de l'état des comptes des contributions de remplacement.
- 3. affaires militaires :
 - a) traitement des affaires concernant la condition militaire des personnes astreintes au service : convocations et dispenses, recrutement, tâches ressortissant à la répression des infractions;
 - b) commandement d'arrondissement;
 - c) administration de la taxe d'exemption de l'obligation de servir;

d) toute autre attribution conférée par la législation.

³ Elle a son siège à Alle.

SECTION 6 : Office des véhicules

Attributions

Art. 130 L'Office des véhicules a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à la circulation routière, au contrôle et à la taxe des véhicules à moteur et des cycles;
- b) contrôle des entreprises autorisées à procéder aux expertises de véhicules à moteur;
- c) délivrance et retrait des permis de circulation;
- d) perception de la taxe des véhicules à moteur et des cycles;
- e) surveillance des examens de conducteurs de véhicules et des moniteurs de conduite;
- f) autorisations d'exercer la profession de moniteur de conduite;
- g) contrôle de l'activité des moniteurs de conduite et des experts aux examens;
- h) délivrance et retrait des permis de conduire;
- i) comptabilité de l'Office des véhicules;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège et
rattachement

Art. 131 ¹ L'Office des véhicules a son siège à Glovelier.

² Il est rattaché au même département que la police cantonale.

SECTION 7 : ...[62\)](#)

Art. 132 à 139[62\)](#)

SECTION 8 : Service des communes

Département

Art. 140 Le chef du département auquel le Service des communes est rattaché est responsable de la surveillance des affaires communales.

Attributions

Art. 141 Le Service des communes a les attributions suivantes :

- a) surveillance des communes et des syndicats de communes;
- b) approbation, d'entente avec les services et offices concernés, des règlements communaux, à l'exception des règlements d'organisation;

- c) approbation, d'entente avec la Trésorerie générale, des décisions relatives aux emprunts non exclusivement destinés au remboursement ou au renouvellement de dettes d'emprunts existantes, ainsi que des décisions relatives aux cautionnements et sûretés analogues fournis par les communes à des entreprises et à des œuvres d'utilité publique;
- d)¹⁸⁾ approbation du changement de destination de fondations relevant de la commune et dont l'affectation est fixée dans un acte constitutif au sens de l'article 28 de la loi sur les communes;
- e) examen et contrôle des comptabilités et des situations de caisse des communes en collaboration avec le Contrôle des finances;
- f) conseils et cours de formation à l'intention des édiles communaux;
- g) surveillance des registres des électeurs tenus par les communes, ainsi que des mesures prises par celles-ci en matière d'élections et de votes populaires; collaboration avec la Chancellerie d'Etat dans l'enregistrement des résultats d'élections ou de votes populaires;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

Commission

Art. 142 La commission du Fonds de péréquation est adjointe au Service des communes.

SECTION 9 : Bureau de la condition féminine

Attributions

Art. 143 ¹ Le Bureau de la condition féminine veille à améliorer la condition de la femme dans les domaines suivants : instruction et emploi, formation permanente et recyclage professionnel, information, maternité, travail de la mère au foyer, élaboration et propositions de projets d'équipement pour les enfants dont la mère exerce une activité professionnelle.

² Il accomplit toute autre tâche qui lui est conférée par la législation.

Commission féminine

Art. 144 Une commission est rattachée au Bureau de la condition féminine, conformément à la législation spéciale. Celle-ci en fixe la composition et les attributions.

Siège

Art. 145 Le Bureau de la condition féminine a son siège à Delémont.

SECTION 10 : Service de l'informatique

Attributions

Art. 146 Le Service de l'informatique a les attributions suivantes :

- a) responsabilité du traitement électronique de l'information;
- b) conseils aux organes de l'administration en matière d'automation et d'informatique;

- c) coordination des efforts tendant à introduire le traitement électronique de l'information dans l'administration;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

SECTION 11 : Service du personnel

Département **Art. 147** Le chef du département auquel est rattaché le Service du personnel est responsable de la politique du personnel de l'Etat.

Attributions **Art. 148** Le Service du personnel a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative au personnel de l'Etat;
- b) règlement des questions relatives aux congés, aux indemnisations de suppléance, à l'engagement de temporaires;
- c) études et propositions en vue de la définition d'une politique du personnel de l'Etat, d'entente avec les responsables des diverses unités administratives : classification du personnel, enquêtes, descriptions de fonctions, création de postes, perfectionnement, formation permanente, promotions, occupations accessoires, évaluation de salaires en nature, indemnités kilométriques, etc.; mise en œuvre de cette politique;
- d) collaboration au règlement des cas disciplinaires;
- e) gestion des contrats collectifs d'assurance en cas de maladie et d'assurance-accidents;
- f) relations avec la commission du personnel de l'administration jurassienne;
- g) exercice du droit récursoire de l'Etat en matière de paiement de traitements en cas d'accidents;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

Commission **Art. 149** Au Service du personnel est adjointe la commission du personnel de l'administration jurassienne.

SECTION 12 : Service de la coopération

Compétences du Gouvernement **Art. 150** L'aide humanitaire et la coopération relèvent du Gouvernement.

Attributions **Art. 151** Le Service de la coopération a les attributions suivantes :

- a) conduite et gestion des relations transfrontalières et internationales, bilatérales et multilatérales;
- b) conduite et gestion de la coopération culturelle, technique, humanitaire et de l'aide au développement;

- c) coordination de la politique et des activités du Gouvernement et de l'administration en matière de relations extérieures;
- d) toute autre attribution liée à la coopération et aux relations extérieures ou conférées par la législation.

CHAPITRE X : Dispositions finales

Pouvoir
d'organisation du
Gouvernement
et de
l'administration

Art. 152 ¹ Dans les limites de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale et du présent décret, le Gouvernement précise au besoin l'organisation et les compétences des organes de l'administration cantonale.

² Le Gouvernement, les chefs de département, le chancelier, les chefs de service et d'office peuvent édicter, sous la forme de circulaires, des prescriptions de détail portant en particulier sur l'organisation et la gestion administratives.

Modification des
appellations

Art. 153 ¹ Les appellations des départements sont modifiées d'office dans l'ensemble de la législation en fonction de la nouvelle terminologie.

² Les modifications se font comme il suit :

- a) le Département de la Justice et de l'Intérieur devient le Département de la Santé et des Affaires sociales en tant que la désignation concerne le domaine de la santé;
- b) le Département de l'Economie publique devient le Département de l'Economie;
- c) le Département de l'Education et des Affaires sociales devient le Département de l'Education en tant que la désignation concerne l'école, le sport, le patrimoine et la culture, et le Département de la Santé et des Affaires sociales en tant que la désignation concerne les affaires sociales;
- d) le Département des Finances et de la Police devient le Département des Finances en tant que la désignation concerne les finances et les contributions.

³ Pour les renvois non réglés par le présent article, l'appellation se fera en fonction du rattachement départemental du domaine concerné.

Art. 153a¹⁹⁾

Abrogation du
droit en vigueur

Art. 154 Sont abrogés :

- a) le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 6 décembre 1978;
- b) l'arrêté du Parlement du 3 juillet 1980 concernant la création d'un poste de délégué au développement économique.

Entrée en
vigueur

Art. 155 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur²⁰⁾ du présent décret.

Delémont, le 25 octobre 1990

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Mathilde Jolidon
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

1) RSJU 172.11

2) RSJU 175.1

3) Nouvelle teneur selon le ch. III du décret du 20 mai 1992, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1992

4) Abrogés par le ch. III du décret du 20 mai 1992, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1992

5) Nouvelle teneur selon le ch. II de la loi du 21 octobre 1998 sur le tourisme, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1999

6) Abrogé par l'art. 43, al. 2, de la loi du 19 décembre 1997 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1998 (RSJU 915.11)

7) Nouvelle teneur selon l'art. 43, al. 2, de la loi du 19 décembre 1997 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1998 (RSJU 915.11)

8) Nouvelle teneur selon l'art. 27 du décret du 20 mai 1998 sur les forêts, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1999 (RSJU 921.111)

9) Nouvelle teneur selon l'art. 158 de la loi scolaire du 20 décembre 1990, en vigueur depuis le 1^{er} août 1991 (RSJU 410.11)

10) Abrogée par l'art. 7 du décret du 21 juin 2000 portant exécution de la loi fédérale sur les armes, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2000

11) RSJU 611

12) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000

- 13) Titre introduit par le ch. I du décret du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000
- 14) Abrogé par le ch. I du décret du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. II du décret sur le service de l'état civil du 13 décembre 1995, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1996
- 16) Introduite par l'art. 7 du décret du 21 juin 2000 portant exécution de la loi fédérale sur les armes, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2000
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 20 novembre 1996, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1997
- 18) RSJU 190.11
- 19) Introduit par le ch. I du décret du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000. Abrogé par le ch. I du décret du 16 mai 2001
- 20) 15 janvier 1991
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2001
- 22) Abrogé par le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2001
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. I. du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} août 2001
- 24) Nouvelle teneur selon l'art. 158 de la loi scolaire du 20 décembre 1990, en vigueur depuis le 1^{er} août 1991 (RSJU 410.11). Nouvelle teneur selon le ch. I. du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} août 2001.
- 25) Introduit par le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2001
- 26) Abrogé(e) par le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002
- 27) Introduit par le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002
- 28) Nouvelle teneur selon le ch. III du décret du 20 mai 1992, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1992. Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2002
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2002
- 30) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2002
- 31) Nouvelle teneur selon l'art. 158 de la loi scolaire du 20 décembre 1990, en vigueur depuis le 1^{er} août 1991 (RSJU 410.11). Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 26 juin 2002, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2002.
- 32) Introduit(e) par le ch. I du décret du 26 juin 2002, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2002
- 33) Abrogé par le ch. I du décret du 26 juin 2002, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2002
- 34) Nouvelle dénomination selon l'art. 23 du décret du 25 avril 2001 sur le service de l'état civil, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003
- 35) Nouvelle teneur selon l'art. 23 du décret du 25 avril 2001 sur le service de l'état civil, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003
- 36) Nouvelle teneur selon le ch. II du décret sur le service de l'état civil du 13 décembre 1995, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1996. Nouvelle teneur selon l'art. 23 du décret du 25 avril 2001 sur le service de l'état civil, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003. Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 20 septembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 37) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 28 août 2002, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003
- 38) Abrogé(e)s par le ch. I du décret du 28 août 2002, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003
- 39) Nouvelle dénomination selon le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2003
- 40) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2003
- 41) Abrogé(e)s par l'article 26, alinéa 4, de la loi du 19 mai 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale, en vigueur depuis le 1^{er} août 2004 (RSJU 915.11)

- 42) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 4 décembre 2002, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 43) Abrogé par le ch. I du décret du 4 décembre 2002, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 44) Nouvelle teneur selon l'article 22 de la loi du 24 mai 2006 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006 (RSJU 412.01)
- 45) Abrogé(e)s par l'article 22 de la loi du 24 mai 2006 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006 (RSJU 412.01)
- 46) Introduit(e) par l'article 22 de la loi du 24 mai 2006 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006 (RSJU 412.01)
- 47) Titre introduit par l'article 22 de la loi du 24 mai 2006 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006 (RSJU 412.01)
- 48) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 22 novembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 49) Abrogé(e)s par le ch. I du décret du 22 novembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 50) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 13 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 51) Abrogé(e) par le ch. I du décret du 13 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 52) Nouvelle teneur selon le ch. III de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 53) Nouvelle dénomination selon l'art. 78 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale (RSJU 850.1), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002
- 54) Abrogé(e) par le ch. II, alinéa 2, de la loi du 13 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2007
- 55) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008
- 56) Abrogé(e) par le ch. I du décret du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008
- 57) Introduite par le ch. I du décret du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008
- 58) Titre abrogé par le ch. I du décret du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008
- 59) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 21 novembre 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008
- 60) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 21 mai 2008, en vigueur depuis le 1^{er} août 2008
- 61) Introduit(e) par le ch. I du décret du 19 décembre 2008, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2009
- 62) Abrogé(e)s par le ch. I du décret du 19 décembre 2008, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2009
- 63) Abrogée par le ch. I du décret du 18 février 2009, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
- 64) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 18 février 2009, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
- 65) Introduite par le ch. I du décret du 18 février 2009, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
- 66) Abrogée par le ch. I du décret du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
- 67) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
- 68) Introduite par l'article 31 de la loi du 20 octobre 2010 sur l'archivage, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 441.21)
- 69) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 27 avril 2011, en vigueur depuis le 1^{er} août 2011
- 70) Introduit(e) par le ch. I du décret du 27 avril 2011, en vigueur depuis le 1^{er} août 2011
- 71) Abrogé(e) par le ch. I du décret du 27 avril 2011, en vigueur depuis le 1^{er} août 2011
- 72) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 22 juin 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012

- ⁷³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. II de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2012
- ⁷⁴⁾ Nouvelle teneur selon le ch. II de la modification du 1^{er} février 2012 de la loi scolaire, en vigueur depuis le 1^{er} août 2012
- ⁷⁵⁾ Abrogée par le ch. I du décret du 23 mai 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- ⁷⁶⁾ Introduit(e) par le ch. I du décret du 23 mai 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- ⁷⁷⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- ⁷⁸⁾ Introduit(e) par le ch. I du décret du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- ⁷⁹⁾ Abrogé(e) par le ch. I du décret du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

TABLE DES MATIERES

Article

CHAPITRE PREMIER : Délibérations du Gouvernement

Séances et convocations	1
Publicité	2
Préparation et présidence des séances	3
Autres participants	4
Quorum	5
Procédure de vote	6
Majorité	7
Procédures spéciales	8
Procès-verbal	9
Signature	10
Règlement du Gouvernement	11
Réserve du Code de procédure administrative	12

CHAPITRE II : Organisation de l'administration cantonale

Organisation générale	13
Siège	14
Secrétariat	15
Départements	16

CHAPITRE III : Département de la Santé et des Affaires sociales

SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du Gouvernement	17
Attributions du chef du Département	18
Unités administratives	19

SECTION 2 : Service de la santé

Attributions	20
Médecin cantonal	21
Pharmacien cantonal	22
(article 23 abrogé)	
Administrateur des unités de soins psychiatriques	24
Conseil de la santé publique	27
Commission	28

SECTION 2bis : Service de la consommation et des affaires vétérinaires

Service de la consommation et des affaires vétérinaires	28a
---	-----

SECTION 3 : Service de l'aide sociale

Attributions.....	29
Commission	30

SECTION 4 : Office des assurances sociales

Attributions.....	31
Siège	32
Commissions	33

CHAPITRE IV : Département de l'Economie**SECTION 1 : Dispositions générales**

Attributions du Gouvernement	34
Attributions du chef du Département	35
Unités administratives.....	36

SECTION 2 : Service de l'économie

Attributions.....	37
Commission	38
Bureau du développement économique	39

SECTION 3 : Service des arts et métiers et du travail

Attributions.....	40
Commissions	41

SECTION 4 : Service de la formation professionnelle
(articles 42 et 43 abrogés)**SECTION 5 : Service de l'économie rurale**

Attributions.....	44
Commissions	45
(articles 46 à 48 abrogés)	

SECTION 6 : Service vétérinaire

(article 49 abrogé)

CHAPITRE V : Département de l'Environnement et de l'Equipement**SECTION 1 : Dispositions générales**

Attributions du Gouvernement.....	50
Attributions du chef du Département.....	51
Unités administratives	52

SECTION 2 : Service de l'aménagement du territoire

Attributions	53
Section des permis de construire	53a
Commission	54

SECTION 3 : Office de l'environnement

Attributions	55
(article 56 abrogé)	
Commissions.....	57

SECTION 4 : ... (titre abrogé)

(article 58 abrogé)	
Arrondissement forestier	59
Sièges	60

SECTION 5 : Service des ponts et chaussées

Attributions	61
Organisation régionale	62

SECTION 6 : Service des constructions et des domaines

Attributions	63
Section des permis de construire	64

SECTION 7 : Service des transports et de l'énergie

Attributions	65
--------------------	----

CHAPITRE VI : Département de la Formation, de la Culture et des Sports**SECTION 1 : Dispositions générales**

Attribution du Gouvernement	66
Attributions du chef du Département	67
Unités administratives.....	68
Conseil scolaire	68a
Conseil de la formation	68b

SECTION 2 : Service de l'enseignement

Attributions.....	69
Commissions	70

SECTION 2^{BIS} : Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire

Attributions.....	71
Section des bourses	72
Commissions	72a

SECTION 2^{TER} : Centre jurassien d'enseignement et de formation

Attributions.....	72b
Siège	72c
Commissions	72d

SECTION 3 : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire

Attributions.....	73
Siège	73a
Commission	73b

SECTION 4 : Office de la culture

Attributions.....	74
Siège	75
Commissions	76

SECTION 5 : Office des sports

Attributions.....	77
Siège	78
Commissions	79

SECTION 6 : Délégué aux affaires culturelles (articles 80 et 81 abrogés)

CHAPITRE VII : Département des Finances

SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du Gouvernement.....	82
Attributions du chef du Département.....	83
Unités administratives	84

SECTION 2 : Trésorerie générale

Attributions	85
--------------------	----

SECTION 3 : Service des contributions

Subdivisions	87
Attributions	88
Commissions.....	89
Direction.....	89a
Section des personnes physiques.....	90
Bureau des personnes morales et des autres impôts	91
Siège.....	92
Section de gestion et de coordination	93
Recettes et Administrations de district	94

SECTION 4 : Contrôle des finances

Statut.....	95
Surveillance	96
Attributions	97
Liaison avec la commission parlementaire de gestion et des finances	98

CHAPITRE VIII : Chancellerie d'Etat

SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du Gouvernement et du président.....	99
Unités administratives	100

SECTION 2 : Chancellerie proprement dite

Attributions	101
Conseil consultatif des Jurassiens de l'extérieur.....	102

SECTION 3 : Secrétariat du Parlement
(article 103 abrogé)

SECTION 4 : Economat cantonal

Attributions.....	104
-------------------	-----

SECTION 5 : Service de l'information et de la documentation

Attributions.....	105
-------------------	-----

SECTION 6 : Bureau de la statistique
(article 106 abrogé)

SECTION 7 : Délégué à l'information et aux relations publiques
(article 107 abrogé)

CHAPITRE IX : Services mobiles

SECTION 1 : Service juridique

Attributions.....	108
Commission.....	109
Service de renseignements juridiques	110

SECTION 2 : Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte

Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte	111
(articles 112 et 113 abrogés)	

SECTION 2 bis : Service du registre foncier et du registre du commerce

Organisation	114
Attributions.....	115

SECTION 3 : Office des poursuites et faillites

Office des poursuites et faillites	117
Registre de l'engagement du bétail et des pactes de réserve de propriété	118

SECTION 4 : Service de l'état civil et des habitants

Service de la population	119
Office de l'état civil du Jura	120

SECTION 5 : Police cantonale

Compétences du Gouvernement	121
Sections	122
Attributions	123
Etat-major	124
Commandement.....	125
Police judiciaire	126
Gendarmerie territoriale	127
Section opérations-circulation	128
Section de la protection de la population et de la sécurité	129

SECTION 6 : Office des véhicules

Attributions	130
Siège et rattachement	131

SECTION 7 : Service de la sécurité et de la protection
(articles 132 à 139 abrogés)**SECTION 8 : Service des communes**

Département	140
Attributions	141
Commission	142

SECTION 9 : Bureau de la condition féminine

Attributions	143
Commission féminine	144
Siège	145

SECTION 10 : Service de l'informatique

Attributions	146
--------------------	-----

SECTION 11 : Service du personnel

Département	147
Attributions	148
Commission	149

SECTION 12 : Service de la coopération

Compétences du Gouvernement	150
Attributions.....	151

CHAPITRE X : Dispositions finales

Pouvoir d'organisation du Gouvernement et de l'administration	152
Modification des appellations.....	153
Abrogation du droit en vigueur.....	154
Entrée en vigueur	155

Ordonnance concernant le Bureau de la condition féminine

du 17 septembre 1985

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 44 de la Constitution cantonale¹⁾,

vu les articles 37, alinéa 2, et 38 du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978²⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

But

Article premier La présente ordonnance précise les compétences du Bureau de la condition féminine, fixe son fonctionnement et détermine les modalités de ses relations avec le public, les associations concernées et l'administration.

Champ
d'application

Art. 2 La présente ordonnance détermine les tâches et les compétences du Bureau de la condition féminine et de la commission pour les questions féminines (dénommée ci-après : "commission") qui lui est rattachée.

SECTION 2 : Bureau de la condition féminine

Politique
a) principes

Art. 3 ¹ Le Bureau de la condition féminine fait des études et des propositions en vue de définir une politique :

- a) d'amélioration de la condition féminine;
- b) d'élimination des discriminations entre hommes et femmes;
- c) de promotion des femmes à tous les degrés de responsabilité.

² Il établit un programme d'actions approprié et le met en œuvre.

b) domaines

Art. 4 Le Bureau de la condition féminine exerce notamment son activité dans les domaines suivants :

- a) enseignement et éducation;
- b) formation professionnelle;
- c) travail;

- d) réinsertion professionnelle;
- e) famille;
- f) législation;
- g) politique;
- h) assurances et équipements sociaux;
- i) information.

Législation	<p>Art. 5 Le Bureau de la condition féminine, en collaboration avec le Service juridique, veille à l'élimination de toutes les formes de discrimination dans la législation en vigueur et élabore de nouvelles dispositions qui réalisent l'égalité des droits entre hommes et femmes et améliorent le statut des femmes.</p>
Administration	<p>Art. 6 ¹ Le Bureau de la condition féminine fait en sorte qu'il soit constamment tenu compte du principe de l'égalité des droits dans l'activité et les décisions administratives.</p> <p>² Il traite les problèmes relatifs à la condition féminine qui lui sont soumis par les autres services de l'Etat et des communes.</p>
Information	<p>Art. 7 ¹ Le Bureau de la condition féminine constitue une documentation et établit des statistiques relatives à la condition féminine et à toutes les questions qui concernent les femmes.</p> <p>² Il informe régulièrement la population, les personnes intéressées, les associations concernées et les services administratifs.</p> <p>³ Il organise des cours, séminaires, colloques et autres débats.</p>
Moyens d'action a) principe	<p>Art. 8 Le Bureau de la condition féminine :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) reçoit l'ordre du jour du Parlement et du Gouvernement et peut consulter les annexes des objets qui concernent ses activités; b) est informé de la création de toutes les commissions et de tous les groupes de travail nommés par le Parlement, le Gouvernement ou les départements et de leur mandat; c) est informé par le Service juridique de tous les projets législatifs en cours d'élaboration; d) est informé par les services de l'administration de tout nouveau projet dès son élaboration et de toute activité susceptible de concerner la condition féminine.

- b) collaboration **Art. 9** ¹ Sur la base des documents et des informations mentionnés à l'article 8 de la présente ordonnance, le Bureau de la condition féminine a le droit de :
- a) requérir des informations complémentaires;
 - b) demander la constitution d'une commission ou d'un groupe de travail;
 - c) participer aux travaux d'une commission ou d'un groupe de travail;
 - d) faire valoir son point de vue et formuler des propositions;
 - e) proposer la convocation des chefs de service concernés;
 - f) surveiller l'application, appliquer et coordonner les activités et les décisions administratives intéressant les femmes.
- ² Le Bureau de la condition féminine a dans tous les cas le droit de s'assurer la collaboration active des services concernés. Au besoin, il requiert l'intervention du Gouvernement.
- c) préavis **Art. 10** Lorsqu'un dossier est soumis au Gouvernement et qu'il se trouve totalement ou partiellement contraire à l'article 44 de la Constitution cantonale, le chef du Bureau de la condition féminine peut en demander le renvoi afin de faire valoir ses objections et soumettre son rapport au Gouvernement.
- d) intervention **Art. 11** ¹ Sitôt qu'il est informé de l'existence d'une discrimination dans l'administration cantonale, le Bureau de la condition féminine intervient pour la faire cesser.
- ² Si cette discrimination relève d'un autre secteur, le Bureau de la condition féminine peut la signaler aux intéressés et les inviter à reprendre le cas en considération.
- e) enquêtes **Art. 12** Le Bureau de la condition féminine peut mener toutes les recherches et les enquêtes nécessaires à l'exécution de son mandat.
- f) associations **Art. 13** Le Bureau de la condition féminine peut créer ou soutenir la création d'associations touchant à la condition féminine.
- g) subventions **Art. 14** Le Bureau de la condition féminine peut proposer l'octroi de subventions aux associations ou aux personnes privées qui favorisent l'application du principe de l'égalité des droits.

SECTION 3 : Commission pour les questions féminines

Nomination et
composition

Art. 15 ¹ Le Gouvernement nomme une commission de dix-sept membres choisis au sein des associations concernées et des milieux socio-professionnels.

² Le chef du Bureau de la condition féminine et deux représentantes du comité du Centre de liaison jurassien des associations féminines en font partie d'office.

³ D'autres personnes peuvent en outre être désignées en qualité de membre de la commission.

Représentativité

Art. 16 La commission représente :

- a) les différents courants portés par les associations féminines et féministes et groupements préoccupés par l'amélioration du statut de la femme;
- b) les différentes catégories d'âge et d'état civil;
- c) toutes les régions jurassiennes.

Durée du mandat

Art. 17 ¹ Pour permettre au plus grand nombre d'associations d'être représentées, les membres de la commission sont nommés pour une période correspondant à la législature et renouvelable une seule fois consécutive.⁴⁾

² Si l'une des personnes de la commission démissionne avant l'échéance de son mandat, sa remplaçante est désignée au sein de l'association ou du milieu socio-professionnel qu'elle représentait.

Compétences
a) commission

Art 18 ¹ La commission conseille et soutient le Bureau de la condition féminine dans ses activités.

² En étroite collaboration avec le Bureau de la condition féminine, elle travaille à la définition des objectifs à atteindre et s'engage à les réaliser.

³ Elle propose des priorités dans les tâches à accomplir.

⁴ Elle préavise toutes les questions qui lui sont soumises ou sur lesquelles elle désire s'exprimer.

⁵ Elle participe à la réalisation des objectifs par le biais des groupes de travail.

- b) comité **Art. 19** ¹ Le comité prépare les séances plénières de la commission.
- ² Il assume collégialement la responsabilité du bon fonctionnement de la commission.
- ³ Il coordonne et stimule les activités des groupes de travail en fonction du programme actuel.
- c) groupes de travail **Art. 20** ¹ Les groupes de travail concrétisent les options prises par le Bureau de la condition féminine et la commission dans leurs différents domaines d'activité.
- ² Ils renseignent la commission sur l'avancement de leurs travaux.
- ³ Ils prennent en considération les commentaires des membres de la commission.
- Organisation
a) commission **Art. 21** ¹ Le chef du Bureau de la condition féminine anime en principe les réunions plénières de la commission.
- ² Tous les membres de la commission peuvent animer les réunions plénières ou les séances d'information et représenter le Bureau de la condition féminine aux manifestations organisées par les associations concernées.
- ³ Le Bureau de la condition féminine assume le secrétariat de la commission.
- b) comité **Art. 22** ¹ La commission désigne en son sein un comité de cinq membres, dont le chef du Bureau de la condition féminine.
- ² Tous les groupes de travail sont représentés au comité.
- c) groupes de travail **Art. 23** Les membres de la commission se répartissent en groupes de travail constitués sur la base du programme gouvernemental et selon les nécessités.
- Fonctionnement
a) commission **Art. 24** ¹ La commission se réunit en séance plénière au moins deux fois par an.
- ² Elle peut en outre être convoquée par :
- a) le chef du Bureau de la condition féminine;

b) le comité.

b) comité

Art. 25 Le comité se réunit avant chaque séance plénière de la commission et aussi souvent que son travail l'exige.

c) groupes de travail

Art. 26 ¹ Les groupes de travail se réunissent aussi souvent que leur travail l'exige.

² Ils peuvent inviter d'autres personnes extérieures à la commission à participer à leurs débats.

Indemnités

Art. 27 ¹ Les membres de la commission et la secrétaire sont indemnisés conformément à l'ordonnance du 11 novembre 1980 concernant les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales³⁾.

² Les membres qui, avec l'autorisation préalable du chef de Département, doivent participer à des séances ou manifestations organisées par le Bureau de la condition féminine, ou qui sont délégués par le Bureau de la condition féminine à des séances ou manifestations, sont indemnisés conformément à l'alinéa précédent.

SECTION 4 : Disposition finale

Entrée en vigueur

Art. 28 La présente ordonnance entre en vigueur le 15 octobre 1985.

Delémont, le 17 septembre 1985

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jean-Pierre Beuret
Le chancelier : Joseph Boinay

¹⁾ RSJU 101

²⁾ RSJU 172.111

³⁾ RSJU 172.356

⁴⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Ordonnance sur le personnel de l'Etat

du 29 novembre 2011

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat¹⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet et champ d'application	Article premier La présente ordonnance constitue la réglementation d'exécution de la loi sur le personnel de l'Etat.
Terminologie	Art. 2 Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Définitions	Art. 3 ¹ Au sens de la présente ordonnance, sont des unités administratives celles qui sont mentionnées comme telles dans le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale ²⁾ . ² Sont considérés comme chefs de service les chefs des unités administratives.

CHAPITRE II : Politique du personnel

Présentation	Art. 4 Le Gouvernement présente la politique du personnel au moins une fois par législature, dans un document spécifique.
Egalité	Art. 5 ¹ Le Gouvernement veille à ce que nul ne soit discriminé du fait de son sexe ou de son mode de vie, notamment en matière d'engagement, de promotion et de rémunération.

² Le Service des ressources humaines propose au Gouvernement des solutions innovantes en matière de gestion du personnel en vue de favoriser le partage de postes, l'emploi à temps partiel, ainsi que l'accès des femmes aux postes à responsabilité.

³ Le Service des ressources humaines évalue régulièrement l'efficacité des mesures visant à promouvoir l'égalité entre femmes et hommes.

Intégration des
personnes
handicapées

Art. 6 ¹ Le Service des ressources humaines propose au Gouvernement des solutions innovantes en matière d'accueil et d'emploi des personnes handicapées.

² Il conseille et soutient les unités administratives de l'Etat et les écoles afin que soient créées des conditions propices à l'emploi et à l'intégration professionnelle de façon durable des personnes handicapées.

³ Il évalue régulièrement l'efficacité des mesures visant à promouvoir l'intégration des personnes handicapées.

Information du
Service des
ressources
humaines

Art. 7 ¹ Le Service des ressources humaines informe sur les décisions relatives aux conditions d'emploi notamment.

² Il communique régulièrement par le biais d'informations les indications relatives aux assurances sociales et privées.

CHAPITRE III : Postes dans l'administration cantonale

SECTION 1 : Création et repourvoiement

Création et
repourvoiement
de postes

Art. 8 ¹ Dans le cadre du budget accepté par le Parlement, le Gouvernement décide de la création de nouveaux postes, temporaires ou fixes, et du repourvoiement des postes vacants.

² Pour les postes financés par des tiers, le Gouvernement peut déléguer cette compétence au chef du département concerné.

Allocation de
ressources
supplémentaires

Art. 9 ¹ Chaque chef de département est compétent pour autoriser annuellement l'attribution de ressources supplémentaires au sein de son département et ce, indépendamment du profil du poste.

² Les ressources disponibles pour chaque département sont définies chaque année par le Gouvernement, à hauteur maximum de 2 % des effectifs totaux inscrits au budget du département de l'année concernée.

SECTION 2 : Remplacements

Remplacements
a) de courte
durée

Art. 10 Le Service des ressources humaines décide du remplacement immédiat, jusqu'à six mois au maximum, de personnes malades, accidentées ou absentes pour d'autres motifs, dont l'absence prévisible est d'au moins un mois.

b) de longue
durée

Art. 11 Le chef du département concerné décide du remplacement des personnes malades, accidentées ou absentes pour d'autres motifs, pour une durée effective ou prévisible supérieure à six mois.

SECTION 3 : Demande de personnel et autorités d'engagement

Demande de
personnel

Art. 12 ¹ Pour chaque repourvoiement, remplacement ou création de poste, une demande de personnel est déposée auprès du Service des ressources humaines; elle est accompagnée si nécessaire d'une description de poste et d'un projet de mise au concours.

² Le Service des ressources humaines propose au Gouvernement le calendrier annuel de traitement des dossiers.

Autorités
d'engagement

Art. 13 ¹ Le Gouvernement engage les employés de l'administration cantonale dont le poste est colloqué en classe 16 ou dans une classe supérieure de l'échelle des traitements, sur proposition de l'unité administrative concernée et du Service des ressources humaines.

² Le chef du département concerné engage les employés de l'administration cantonale dont le poste est colloqué jusqu'à la classe 15 de l'échelle des traitements, sur proposition de l'unité administrative concernée et du Service des ressources humaines.

³ Le Service des ressources humaines, en accord avec le chef de l'unité administrative concernée, engage le personnel temporaire jusqu'à une durée maximale d'une année.

SECTION 4 : Procédure de recrutement

Mise au
concours
a) Formes

Art. 14 ¹ Le Service des ressources humaines publie les mises au concours publiques dans le Journal officiel et sur le site Internet de l'Etat.

² En fonction de la nature du poste à repourvoir et de la situation du marché du travail, il peut étendre la publication à d'autres journaux ou à des revues spécialisées.

³ La mise au concours interne est publiée par le biais d'Intranet et par voie de circulaire interne.

⁴ Le Service des ressources humaines détermine les autres moyens d'informer le public sur les postes à repourvoir.

⁵ Il peut faire appel à des cabinets de recrutement spécialisés pour le repourvoiement de certains postes spécifiques.

⁶ Demeure réservée la procédure de recrutement des aspirants policiers.

b) Contenu

Art. 15 ¹ La mise au concours contient les rubriques suivantes :

- a) le titre de la fonction;
- b) le but de l'emploi;
- c) les tâches à exécuter;
- d) les exigences requises;
- e) les modalités de l'engagement, dont la classe de traitement;
- f) les pièces à produire, telles qu'un extrait du casier judiciaire, un extrait de poursuites ou tout autre document permettant de s'assurer des aptitudes du candidat;
- g) l'invitation à indiquer les éventuelles occupations accessoires exercées par le candidat;
- h) le cas échéant, une mention selon laquelle le poste pourra être attribué de manière prioritaire aux candidatures internes.

² Des documents particuliers sont requis pour toutes les fonctions où le titulaire exerce la puissance publique ou dispose de compétences financières.

Offres de
services

Art. 16 ¹ Le Service des ressources humaines recueille les postulations et gère la procédure de recrutement sur le plan administratif.

² Il peut déléguer ces tâches à l'unité administrative concernée pour des emplois rémunérés à l'heure et dans des cas particuliers.

³ Les candidatures peuvent être envoyées par courrier postal ou électronique.

Examen des
candidatures

Art. 17 ¹ Le Service des ressources humaines procède, en collaboration avec l'unité administrative concernée, à l'examen des candidatures, ainsi qu'aux présélections et aux auditions des candidats.

² Il peut déléguer ces tâches à l'unité administrative concernée pour des emplois rémunérés à l'heure, ainsi que dans des cas particuliers.

Evaluation
complémentaire

Art. 18 Le Service des ressources humaines ou une institution tierce désignée par lui peut procéder à une évaluation complémentaire des candidatures.

Proposition à
l'autorité
d'engagement

Art. 19 ¹ A l'issue de la procédure d'évaluation des candidatures, le Service des ressources humaines adresse, en collaboration avec l'unité administrative concernée, une proposition à l'autorité d'engagement.

² La proposition d'engagement comprend les éléments suivants :

- a) la liste des personnes ayant fait acte de candidature et celle des personnes auditionnées;
- b) les conditions d'engagement de la personne proposée;
- c) les exigences et autorisations particulières;
- d) le dossier personnel de la personne proposée;
- e) en cas de divergence entre le Service des ressources humaines et l'unité administrative concernée, une proposition alternative, motivée.

Décision
d'engagement

Art. 20 ¹ L'autorité d'engagement informe le Service des ressources humaines du candidat engagé.

² Le Service des ressources humaines adresse le contrat d'engagement à la personne retenue. Il informe par écrit les candidats non retenus.

³ Dans les cas où le Service des ressources humaines a délégué ces tâches à l'unité administrative concernée, cette dernière informe les candidats non retenus.

CHAPITRE IV : Postes dans l'enseignement

SECTION 1 : Création et repourvoiement de postes et remplacements

Création,
repourvoiement
ou remplacement
de postes

Art. 21 Dans le cadre du budget accepté par le Parlement, le Département de la Formation, de la Culture et des Sports décide de la création de nouveaux postes, temporaires ou fixes, et du repourvoiement des postes vacants.

Centrale des
remplacements
des écoles de la
scolarité
obligatoire

Art. 22 ¹ Le Service de l'enseignement gère une centrale des remplacements chargée de pourvoir aux remplacements des enseignants de la scolarité obligatoire empêchés de dispenser leurs leçons.

² La centrale des remplacements peut répondre à des demandes spécifiques du Centre jurassien d'enseignement et de formation.

Remplacements
au Centre
jurassien
d'enseignement
et de formation

Art. 23 ¹ Les directeurs des divisions du Centre jurassien d'enseignement et de formation pourvoient, au sein de leur division, aux remplacements d'enseignants n'excédant pas six mois, avec l'appui du Centre jurassien d'enseignement et de formation.

² Pour des remplacements supérieurs à six mois, le directeur général du Centre jurassien d'enseignement et de formation pourvoit au remplacement, sur proposition du directeur de la division concernée.

Engagements et
remplacements
de longue durée

Art. 24 Le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation, pour leur personnel respectif, sont compétents pour autoriser le remplacement ou l'engagement de personnel enseignant jusqu'à une année au maximum.

Renvoi

Art. 25 Le statut et les normes de rétributions des remplaçants, les motifs de remplacements, les droits et les obligations des enseignants remplacés sont réglés par une ordonnance particulière.

SECTION 2 : Autorités d'engagement

Autorités
d'engagement

Art. 26 ¹ Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports engage les enseignants au bénéfice d'un contrat de durée indéterminée et ceux engagés temporairement pour une durée supérieure à douze mois.

² Le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation engagent leur personnel enseignant temporaire jusqu'à une durée d'une année.

SECTION 3 : Procédure de recrutement

Mise au
concours
a) Forme

Art. 27 ¹ Le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation publient les mises au concours publiques de leurs postes d'enseignant dans le Journal officiel et sur le site Internet de l'Etat.

² En fonction de la nature du poste à repourvoir et de la situation du marché du travail, ils peuvent étendre la publication à d'autres journaux ou à des revues spécialisées.

³ La mise au concours interne est publiée par le biais d'Intranet et par voie de circulaire interne.

⁴ Le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation déterminent les autres moyens d'informer le public sur les postes à repourvoir.

b) Contenu

Art. 28 La mise au concours contient les rubriques suivantes :

- a) le titre de la fonction;
- b) le but de l'emploi;
- c) les tâches à exécuter;
- d) les exigences requises;
- e) les modalités de l'engagement, dont la classe de traitement;
- f) les pièces à produire, telles qu'un extrait du casier judiciaire, un extrait de poursuites ou tout autre document permettant de s'assurer des aptitudes du candidat;
- g) l'invitation à indiquer les éventuelles occupations accessoires exercées par le candidat.

Offres de
services et
examen des
candidatures
a) Pour les
enseignants
relevant du
Service de
l'enseignement

Art. 29 ¹ La commission d'école du cercle scolaire concerné recueille les postulations pour les enseignants dépendant du Service de l'enseignement.

² La commission d'école procède à l'examen des candidatures, ainsi qu'aux présélections et aux auditions.

³ Le Service de l'enseignement recueille les postulations des enseignants de la pédagogie spécialisée. Il procède à l'examen des candidatures, aux présélections et aux auditions.

b) Pour les enseignants relevant du Centre jurassien d'enseignement et de formation

Art. 30 ¹ Le Centre jurassien d'enseignement et de formation recueille les postulations pour ses divisions et procède à une première analyse.

² La direction de la division organise et procède à l'examen des candidatures, ainsi qu'aux présélections et aux auditions. Le directeur général du Centre jurassien d'enseignement et de formation peut participer à la procédure.

Evaluation complémentaire

Art. 31 Le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation peuvent procéder à une évaluation complémentaire des candidatures.

Proposition d'engagement

Art. 32 ¹ A l'issue de la procédure d'évaluation des candidatures pour l'enseignement de la scolarité obligatoire, la commission d'école adresse une proposition motivée d'engagement au Service de l'enseignement. Parallèlement, la commission d'école informe par écrit les intéressés du sort de leur candidature dans le cadre de la proposition formulée.

² A l'issue de la procédure d'évaluation des candidatures pour l'enseignement au Centre jurassien d'enseignement et de formation, la direction de la division adresse une proposition motivée d'engagement au Centre jurassien d'enseignement et de formation.

³ La proposition d'engagement comprend les éléments suivants :

- a) la liste des personnes ayant fait acte de candidature et celle des personnes auditionnées;
- b) les conditions d'engagement de la personne proposée;
- c) les exigences et autorisations particulières;
- d) le dossier personnel de la personne proposée.

⁴ La proposition d'engagement à l'intention du Département de la Formation, de la Culture et des Sports est accompagnée du préavis du Service de l'enseignement ou du Centre jurassien d'enseignement et de formation pour les enseignants qui relèvent de leurs compétences respectives.

Communication
aux candidats

Art. 33 ¹ Au terme de la procédure, le Service de l'enseignement, pour l'enseignement de la scolarité obligatoire, adresse un contrat d'engagement au candidat retenu. Il informe par écrit les candidats non retenus et proposés par la commission d'école.

² Au terme de la procédure, le Centre jurassien d'enseignement et de formation, pour l'enseignement en son sein, adresse un contrat d'engagement au candidat retenu et informe par écrit les candidats non retenus.

CHAPITRE V : Organisation du travail et obligations des employés

SECTION 1 : Dispositions générales

Tâches du
supérieur
hiérarchique

Art. 34 ¹ Le supérieur hiérarchique a notamment les tâches suivantes :

- a) il établit une description pour chaque poste de son unité, conformément aux directives du Service des ressources humaines;
- b) il donne aux employés les instructions utiles à l'exercice de leurs tâches;
- c) il s'assure du respect des dispositions légales et réglementaires, ainsi que de ses instructions;
- d) il soutient et motive les employés dans l'accomplissement de leurs tâches;
- e) il contrôle l'exécution du travail;
- f) il procède aux entretiens de développement et d'évaluation des employés;
- g) il veille à l'accueil des nouveaux employés;
- h) il organise son unité de manière à fournir les prestations qui lui incombent; au besoin, il met en place une permanence et affecte les ressources nécessaires;
- i) il informe régulièrement sa hiérarchie des activités et des prestations fournies par son unité, ainsi que du bilan des entretiens de développement et d'évaluation.

² Restent réservées les dispositions légales particulières applicables au corps enseignant.

Tâches de
l'employé

Art. 35 L'employé accomplit les tâches figurant dans la description de son poste.

Description de
poste

Art. 36 ¹ La description de poste contient les éléments suivants :

- a) le titre et la dénomination de la fonction;
- b) les liens hiérarchiques;
- c) la mission et les tâches de l'employé;
- d) le profil requis.

² La description de poste est révisée régulièrement en fonction des besoins. Elle est examinée lors de l'entretien de développement et d'évaluation.

³ Le document est signé par le supérieur hiérarchique et par le titulaire du poste lors de son établissement et à chaque modification.

⁴ Une copie de la description de poste est adressée au Service des ressources humaines. Ce dernier est informé de chaque modification.

Accueil des
nouveaux
employés
a) Dans
l'administration

Art. 37 ¹ Le supérieur hiérarchique veille à ce que les nouveaux employés soient accueillis et présentés à leurs collègues et à ce qu'il leur soit remis, le cas échéant, le matériel nécessaire à l'enregistrement du temps de présence, les clés des locaux auxquels ils ont accès et les droits d'accès nécessaires en matière informatique.

² Il les informe des principaux droits et devoirs de l'employé et leur précise le programme de formation en relation avec leur fonction.

³ Les correspondants en matière de ressources humaines donnent les informations complémentaires et s'assurent de la bonne intégration des nouveaux employés.

b) Dans les
écoles

Art. 38 ¹ Les directions des écoles de la scolarité obligatoire et des divisions du Centre jurassien d'enseignement et de formation organisent l'accueil et l'intégration des nouveaux enseignants.

² Elles veillent à ce que leur soit présenté le fonctionnement général de l'école et les informent des droits et devoirs définis dans la description de poste des enseignants.

c) Supervision et
informations
communes

Art. 39 ¹ Le Service des ressources humaines, le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation supervisent, en collaboration avec les supérieurs hiérarchiques, l'intégration des nouveaux employés.

² Ils collaborent dans la diffusion d'informations aux nouveaux employés.

Interdiction
d'accepter des
dons

Art. 40 ¹ Il est interdit à l'employé de solliciter, de se faire promettre ou d'accepter, pour lui ou pour autrui, des dons et des avantages en rapport avec l'exécution de son travail.

² Les avantages de faible importance conformes aux usages sociaux ne constituent pas des dons.

Instruments de travail

Art. 41 ¹ L'employé utilise avec soin le matériel et les instruments de travail mis à disposition pour exercer son travail.

² L'employé est autorisé à utiliser, pour un usage privé limité, d'une durée maximale du temps de pause, les outils informatiques de l'employeur, notamment le téléphone, l'Internet et la messagerie, conformément aux présentes dispositions.

³ L'employé est notamment tenu :

- a) de signer la charte informatique de l'Etat;
- b) de respecter en tout temps les normes de sécurité édictées par le Service de l'informatique;
- c) de s'abstenir de tout acte mettant en péril la sécurité ou le bon fonctionnement des systèmes ou des réseaux de télécommunication de l'Etat;
- d) de veiller à protéger les informations professionnelles et les données internes de l'Etat de toutes divulgations ou fuites;
- e) de s'abstenir de consulter, de télécharger, d'enregistrer et de diffuser des documents à caractère pornographique, pédophile, raciste ou violent, au moyen du matériel mis à disposition par l'employeur. Demeure réservé l'accomplissement de tels actes nécessités par l'instruction ou le jugement de procédures administratives ou judiciaires.

⁴ Le Gouvernement règle par voie de directives l'utilisation des instruments de travail à titre privé.

SECTION 2 : Horaire de travail, principes

Principes

Art. 42 ¹ L'horaire de travail pour les employés de l'administration cantonale est de 40 heures par semaine pour un emploi à plein temps.

² L'horaire de travail des employés de l'administration cantonale est majoré d'une heure par semaine, afin de compenser les jours de congé arrêtés annuellement par le Gouvernement. Pour les emplois à temps partiel, le rattrapage s'effectue au prorata du taux d'activité.

³ Avec le rattrapage mentionné à l'alinéa 2, la durée moyenne du travail quotidien est de 8 heures 12 minutes pour un emploi à plein temps.

Horaire de travail
des enseignants

Art. 43 L'horaire de travail des enseignants est réglé par des ordonnances particulières.

SECTION 3 : Horaire de travail dans l'administration cantonale

Début et fin du
temps de travail

Art. 44 ¹ L'employé accomplit en principe son temps de travail quotidien entre 6 heures et 20 heures.

² Le temps de travail peut être prolongé jusqu'à 23 heures en cas de séances, d'interventions devant se dérouler en dehors de l'horaire normal ou en cas de demande expresse du supérieur hiérarchique. L'article 60, alinéa 2, est réservé.

³ Restent réservés les cas dans lesquels les employés sont soumis à des obligations d'horaires particuliers.

Heures flexibles

Art. 45 ¹ Pour les employés non soumis à un horaire particulier, le travail du matin peut débuter entre 6 heures et 9 heures; l'arrêt de midi peut intervenir entre 11 heures et 14 heures; la cessation du travail peut survenir dès 16 heures.

² En dehors des heures de présence obligatoire, l'employé peut répartir de façon autonome son emploi du temps de la journée, dans la limite du travail de jour et sous réserve de ses obligations de service.

³ Le Gouvernement peut décider d'une annualisation du temps de travail lorsque le volume de travail fluctue fortement durant l'année.

Présence
obligatoire et
permanence

Art. 46 ¹ La présence au travail pour les employés non soumis à un horaire particulier est obligatoire de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures. Le chef de l'unité administrative détermine l'horaire de l'employé occupé à temps partiel.

² Lorsque le volume de travail ou les besoins des administrés l'exigent, le chef de l'unité administrative peut imposer à un employé une présence hors du temps bloqué.

Durée maximale
et durée du
repos quotidien

Art. 47 ¹ La durée de travail quotidienne ne peut en principe pas excéder 12 heures.

² La durée de travail hebdomadaire ne peut toutefois pas dépasser 50 heures, en moyenne sur 4 semaines.

³ L'employé doit bénéficier d'une durée de repos quotidienne d'au moins 11 heures consécutives. Cette durée peut être réduite à 8 heures une fois par semaine. Les interventions et les services d'urgence restent réservés.

Réduction
volontaire du
temps d'activité
annuel

Art. 48 ¹ Avec l'accord du chef de l'unité administrative, chaque employé soumis à l'enregistrement des temps de présence peut réduire son horaire d'une ou deux heures de travail par semaine. Le chef d'une unité administrative doit obtenir l'accord de son chef de département. L'autorisation vaut pour une année.

² Le traitement de l'employé est réduit dans les mêmes proportions. Cette réduction est prélevée sur le treizième salaire.

Semaines de
vacances non
payées

Art. 49 Avec l'accord du chef de l'unité administrative, chaque employé peut prendre jusqu'à deux semaines de vacances supplémentaires non payées par année. Le chef d'une unité administrative doit obtenir l'accord de son chef de département, les magistrats celui du chef du Département de la Justice, le secrétaire du Parlement celui du Bureau du Parlement.

SECTION 4 : Compte épargne-temps

Principe et
objectifs

Art. 50 ¹ Le compte épargne-temps permet aux employés de l'Etat et aux magistrats d'accumuler un crédit en temps sur une longue durée et de l'utiliser ultérieurement, dans les buts suivants :

- a) congé prolongé pour l'exercice de responsabilités familiales;
- b) réalisation d'un projet personnel;
- c) préretraite.

² Le compte épargne-temps des enseignants est réglé par une ordonnance particulière.

Alimentation du
compte épargne-
temps

Art. 51 ¹ Le compte épargne-temps peut être alimenté par :

- a) l'affectation de semaines de vacances supplémentaires non payées;
- b) l'affectation d'au maximum deux semaines, par année, du compte des heures valorisées;
- c) l'affectation d'au maximum deux semaines, par année, du compte des heures variables;

d) la conversion en temps de la moitié des gratifications d'ancienneté, à la valeur de celles-ci si elles sont prises en espèces.

² Les magistrats ne peuvent alimenter leur compte épargne-temps que par l'affectation de vacances supplémentaires et la conversion en temps des gratifications d'ancienneté.

³ Le compte épargne-temps ne peut pas être alimenté par des semaines de vacances ordinaires.

⁴ Le compte épargne-temps peut être alimenté à concurrence de maximum quatre semaines par année.

⁵ Le crédit du compte épargne-temps ne peut dépasser vingt-six semaines.

Utilisation du
compte épargne-
temps

Art. 52 ¹ Le congé prélevé sur le compte épargne-temps requiert l'accord du chef du département concerné.

² Le congé doit être pris par semaines entières et ne peut être inférieur à quatre semaines. Il peut être cumulé avec des vacances ordinaires.

³ Pour un congé jusqu'à trois mois, le bénéficiaire en informe le chef de l'unité administrative, au moyen d'une formule établie par le Service des ressources humaines, au moins trois mois à l'avance. Pour les congés d'une durée supérieure à trois mois, il en informe le chef de l'unité administrative au moins six mois à l'avance. Le chef de département peut accepter des délais plus courts.

Remplacement
durant le congé

Art. 53 Un congé prélevé sur le compte épargne-temps ne peut donner lieu à remplacement du bénéficiaire que si la durée du congé est supérieure à un mois.

Salaire versé
durant le congé
pris en utilisation
du compte
épargne-temps

Art. 54 Durant le congé, le bénéficiaire perçoit son salaire de manière ordinaire.

Sort du compte
épargne-temps
en cas de départ
ou de mutation

Art. 55 ¹ Lorsque l'intéressé quitte l'administration, le compte épargne-temps est en principe compensé en totalité par des congés pris avant le jour de départ.

² Le chef du département concerné peut autoriser une compensation en espèces. Le cas échéant, celle-ci est calculée en prenant la moyenne des salaires de l'intéressé qui ont été affectés au compte épargne-temps. Lorsque le compte épargne-temps a été alimenté par l'affectation d'une gratification, la valeur de cette gratification est calculée conformément à l'article 51, alinéa 1, lettre d; elle est payée en priorité.

³ En cas de mutation interne, le temps épargné est conservé.

SECTION 5 : Enregistrement des présences dans l'administration cantonale

Enregistrement
des temps de
présence
Principes

Art. 56 ¹ Le temps de travail des employés de l'administration cantonale doit être comptabilisé au moyen d'un système d'enregistrement des temps de présence.

² Le Gouvernement peut dispenser un employé de l'enregistrement des temps de présence. L'intéressé présente une requête motivée dans ce sens, au moyen de la formule établie par le Service des ressources humaines. La décision est communiquée à ce dernier service et au chef de l'unité administrative de l'intéressé.

³ Le Gouvernement peut dispenser certaines fonctions de l'enregistrement des temps de présence.

Modalités
d'enregistrement
des temps de
présence

Art. 57 ¹ Tout employé soumis au système d'enregistrement du temps de présence doit enregistrer quotidiennement :

- son arrivée au début de chaque demi-journée;
- son départ à la fin de chaque demi-journée;
- le début et la fin de toutes ses absences survenant en cours de journée, avec l'indication du motif.

² Il enregistre personnellement ses arrivées et départs. Il lui est interdit de confier cette tâche à un tiers.

³ En cas d'oubli ou de perte de la carte ou de la clé magnétique, ainsi que de panne du système d'enregistrement, l'employé enregistre manuellement ses arrivées et départs.

⁴ Le Service des ressources humaines peut procéder à des contrôles ponctuels ou ciblés, d'autorité ou sur demande d'un supérieur hiérarchique.

Procédure
d'enregistrement

Art. 58 ¹ Le décompte des temps de présence s'effectue par mois du calendrier.

² Chaque employé procède à la clôture mensuelle de ses décomptes jusqu'au 7^{ème} jour du mois qui suit.

³ Le chef de l'unité administrative ou la personne désignée par lui contrôle et clôture les décomptes horaires de ses employés jusqu'au 14^{ème} jour du mois qui suit.

⁴ Le chef de département contrôle les décomptes horaires de ses chefs d'unité administrative.

⁵ Le Service des ressources humaines procède à la clôture automatique des décomptes l'avant-dernier jour du mois suivant.

Personnes non
soumises au
système
d'enregistrement

Art. 59 ¹ Les personnes dispensées de l'enregistrement des présences doivent enregistrer leurs absences dans le système de timbrage.

² Dès le moment où une personne est dispensée de l'enregistrement des présences au sens de l'article 56, alinéa 2, aucune prétention ne peut être élevée s'agissant de soldes d'heures. L'employé est réputé y avoir renoncé par le dépôt de sa requête de dispense.

Heures variables
et heures
valorisées

Art. 60 ¹ Les heures variables et les heures valorisées sont comptabilisées séparément.

² Les heures valorisées ne peuvent être effectuées que sur demande expresse du supérieur hiérarchique ou selon la planification horaire résultant des impératifs de service. Dans des cas exceptionnels, elles peuvent être validées a posteriori par le supérieur hiérarchique.

Compte des
heures variables

Art. 61 ¹ Le solde positif des heures variables ne peut excéder quatre semaines de travail au 31 juillet. En cas de dépassement des limites précitées à cette date, l'excédent est perdu pour l'intéressé.

² Le solde négatif des heures variables ne peut excéder deux semaines de travail au 31 juillet. En cas de dépassement des limites précitées à cette date, l'excédent est compensé sur les vacances de l'intéressé.

³ Pour des raisons particulières, le Service des ressources humaines peut autoriser des dérogations.

⁴ Au sens des alinéas 1 et 2, la semaine de travail s'entend au prorata du taux d'activité de l'intéressé.

Utilisation des
heures variables

Art. 62 ¹ Le solde positif des heures variables peut être utilisé pour des congés.

² L'employé qui entend obtenir des congés d'un jour ou plus en informe à l'avance son supérieur hiérarchique.

³ La période du congé est décidée d'entente entre l'employé et le supérieur hiérarchique.

Compte des
heures
valorisées

Art. 63 ¹ Les heures valorisées sont celles effectuées de 20h00 à 06h00, le dimanche, les jours fériés et les jours de pont. Elles sont comptabilisées à 125 %.

² Les heures valorisées, y compris la majoration de 25 %, dénommée temps compensatoire, sont comptabilisées dans un compte spécifique.

³ Le temps compensatoire doit être régulièrement compensé durant l'année.

⁴ Le solde positif au 31 juillet est en principe crédité sur le compte des heures variables et le compte remis à zéro.

⁵ Sur requête de l'employé, le compte peut être utilisé de la manière suivante :

- a) crédit sur le compte des vacances;
- b) crédit de deux semaines sur le compte épargne-temps.

Compensation
des soldes
horaires à la fin
des rapports de
service

Art. 64 ¹ En cas de cessation des rapports de service, les soldes horaires positifs sont en principe compensés par des congés pris avant le jour de départ.

² Le chef de département peut exceptionnellement autoriser une compensation en espèces.

³ Tout solde négatif éventuel est en principe déduit du traitement à verser au moment du décompte final.

SECTION 6 : Pauses et temps de présence particuliers dans l'administration cantonale

Pause obligatoire de midi **Art. 65** Une pause d'au moins trente minutes par journée de travail doit être prise par l'employé en milieu de poste.

Pauses **Art. 66** Le personnel bénéficie, par demi-journée, d'une pause de 15 minutes comptant comme temps de travail.

Déplacements de service **Art. 67** ¹ Lors de déplacements ou de voyages de service, le temps nécessaire au déplacement compte comme temps de travail.

² La pause obligatoire de midi ne compte pas comme temps de travail.

Représentation **Art. 68** ¹ La participation à une manifestation, y compris le temps nécessaire au déplacement, en qualité de représentant d'une unité ou de l'Etat, validée par le supérieur hiérarchique, compte comme temps de travail.

² La même règle s'applique pour la participation à un enterrement en qualité de représentant d'une unité ou de l'Etat.

SECTION 7 : Temps de présence des enseignants

Temps de présence des enseignants **Art. 69** Le temps de présence des enseignants est déterminé par le nombre de leçons ou de périodes dispensées.

Compensation des soldes horaires à la fin des rapports de service de l'enseignant **Art. 70** ¹ Un éventuel solde positif est compensé, avant la cessation des rapports de service, par une réduction d'horaire ou par une libération anticipée de l'obligation de travailler.

² Si, pour des raisons justifiées, l'enseignant doit assurer ses cours jusqu'à la fin du semestre ou de l'année scolaire, le solde positif est compensé en espèces, sur présentation d'un décompte précis établi par le directeur du cercle scolaire ou de la division du Centre jurassien d'enseignement et de formation concernée. L'accord préalable du Département de la Formation, de la Culture et des Sports est requis.

³ Tout solde négatif éventuel est en principe déduit du traitement à verser au moment du décompte final.

SECTION 8 : Absences

Obligation d'annoncer	Art. 71 L'employé informe immédiatement son supérieur hiérarchique de chaque absence, avec indication du motif.
Comptabilisation	Art. 72 Chaque absence est comptabilisée, pour le personnel de l'administration cantonale, en fonction du motif, selon la liste établie par le Service des ressources humaines.
Mesures en cas d'absence prévisible supérieure à un mois	<p>Art. 73 En cas d'absence prévisible supérieure à un mois, le supérieur hiérarchique, en collaboration avec le Service des ressources humaines et le Service de l'informatique, prend toutes les mesures utiles, notamment en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'accès à la messagerie informatique de l'intéressé ou à tout autre outil professionnel, le blocage ou la déviation de ces derniers; b) l'accès téléphonique de l'intéressé, le blocage ou la déviation de cet accès.
Absence en cas de maladie ou d'accident	<p>Art. 74 ¹ En cas d'absence pour cause de maladie ou d'accident, un certificat médical doit être produit le quatrième jour d'absence au plus tard.</p> <p>² Toute absence prévisible de deux semaines et plus doit être signalée immédiatement au Service des ressources humaines au moyen d'une formule établie par ce dernier.</p> <p>³ En accord avec le Service des ressources humaines ou, le cas échéant, avec l'accord du Service de l'enseignement ou du Centre jurassien d'enseignement et de formation, le supérieur hiérarchique peut requérir la présentation d'un certificat médical dès le premier jour d'absence.</p> <p>⁴ En cas de maladie pendant une période de vacances ou de congés compensés (ponts), le personnel de l'administration cantonale et les magistrats doivent fournir un certificat médical dès le premier jour, sous peine de la perte des vacances et congés concernés.</p> <p>⁵ Le Service des ressources humaines ou, le cas échéant, le Service de l'enseignement ou le Centre jurassien d'enseignement et de formation, peut en tout temps requérir l'avis d'un médecin-conseil au sujet de l'absence.</p>
Certificats médicaux	Art. 75 ¹ Les certificats médicaux sont transmis systématiquement au Service des ressources humaines, avec copie à l'unité administrative concernée.

² En cas d'absence prolongée, l'employé doit présenter spontanément chaque mois un nouveau certificat médical.

³ Lors d'une incapacité de travail partielle, l'employé ne peut travailler au-delà de sa capacité résiduelle. L'employé ne peut, par période d'une semaine, effectuer des heures au-delà du taux d'activité fixé par son médecin, dans le certificat médical.

Examen auprès
du médecin-
conseil

Art. 76 ¹ L'employé est tenu de se présenter à l'examen auprès du médecin-conseil ordonné par le Service des ressources humaines ou, le cas échéant, par le Service de l'enseignement ou le Centre jurassien d'enseignement et de formation.

² Un examen peut être requis, notamment en vue d'organiser une reprise d'activité ou pour toute autre circonstance nécessitant un avis médical.

³ Les frais résultant de l'examen médical sont à la charge de l'employeur. Les frais peuvent être mis à la charge de l'employé si l'examen a été rendu nécessaire par un comportement abusif de sa part.

Comptabilisation
des visites
médicales

Art. 77 ¹ L'employé peut, jusqu'à l'équivalent de deux jours par année civile, au prorata de son temps d'occupation, comptabiliser comme temps de travail les absences dues à des visites médicales dont l'horaire est imposé par le thérapeute. Ces absences sont indiquées conformément à la liste établie par le Service des ressources humaines.

² Les absences supplémentaires, dépassant les limites fixées à l'alinéa 1, sont à compenser ou à imputer sur les vacances.

Maladie grave
d'un membre de
la famille

Art. 78 ¹ En cas de maladie grave d'un membre de sa famille (père et mère, conjoint, partenaire enregistré, personne vivant maritalement ou enfant), l'employé peut bénéficier d'un congé de trois jours au maximum par cas et de cinq jours par année. La présentation d'un certificat médical peut être exigée.

² Les absences supplémentaires, dépassant les limites fixées à l'alinéa 1, sont à compenser ou à imputer sur les vacances.

³ Dans des cas de rigueur, sur requête, le département auquel est rattaché le Service des ressources humaines peut octroyer des congés particuliers, après avoir requis le préavis du département dont relève l'intéressé.

Absences pour
cause de service
de défense
contre l'incendie
et de secours

Art. 79 ¹ L'employé qui doit accomplir un service de défense contre l'incendie et de secours, à titre d'exercices, de formation ou d'intervention, peut comptabiliser les absences qui surviennent durant son horaire normal comme temps de travail. Ces absences sont indiquées conformément à la liste établie par le Service des ressources humaines.

² L'employé annonce préalablement au Service des ressources humaines, si possible jusqu'à la fin janvier et pour l'année en cours, les jours de formation prévus. Les enseignants informent, selon le degré d'enseignement où ils enseignent, le Service de l'enseignement ou le Centre jurassien d'enseignement et de formation. Le nombre de jours d'absence ne peut en principe excéder 20 jours par année. Des dérogations sont possibles, décidées par le Gouvernement.

³ L'employé informe son supérieur hiérarchique, ainsi que le Service des ressources humaines, des absences liées à une formation ou à des exercices en rapport avec le service de défense contre l'incendie et de secours.

⁴ En cas d'absence pour une intervention, le temps consacré à cette dernière, additionné, le cas échéant, au travail accompli durant la journée, ne peut excéder la durée de travail quotidienne de l'intéressé, au prorata de son taux d'occupation.

⁵ En cas d'intervention entre 23 heures et 6 heures précédant une journée de travail, l'employé peut compenser immédiatement les heures effectuées, par un congé durant la matinée ou la journée suivant l'intervention. Il lui incombe de présenter au chef de son unité administrative une attestation de son responsable du service de défense contre l'incendie et de secours, précisant la durée de l'intervention.

Absences pour
l'exercice d'une
activité sportive
ou artistique de
haut niveau

Art. 80 ¹ Les athlètes ou artistes participant à des compétitions ou à des concours importants de niveau national ou international comportant une évidente valeur représentative pour la République et Canton du Jura peuvent bénéficier de congés pour leur participation à ces événements, ainsi qu'aux entraînements ou répétitions préalables nécessaires.

² Le Gouvernement décide, de cas en cas, de la durée des congés et des modalités dont ils sont assortis, sur proposition du Service des ressources humaines. Pour les enseignants, le préavis du Service de l'enseignement ou du Centre jurassien d'enseignement et de formation, selon le degré où ils enseignent, est requis.

³ En règle générale, la moitié du congé est considérée comme temps de travail; l'autre moitié est prélevée sur les vacances ou non payée.

Activités
Jeunesse et
Sport (J+S)

Art. 81 ¹ Les employés qui participent en tant qu'élèves à un cours J+S peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

² Les employés qui assument une fonction de chef de cours/de camp J+S, de chef technique J+S, d'expert J+S, de moniteur J+S ou de coach J+S ne peuvent prétendre au congé, au sens de l'alinéa 1, que s'ils sont au bénéfice d'une formation J+S reconnue correspondant à l'activité sportive concernée et que l'activité considérée est directement consacrée à des institutions de l'Etat ou proches de ce dernier (notamment les écoles publiques, l'Institut Saint-Germain, la Fondation Péréne).

³ Les employés qui assument la fonction de cuisinier lors d'un cours ou d'un camp J+S peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

⁴ Les prestations de la Caisse de compensation auxquelles ces activités donnent droit sont acquises à la République et Canton du Jura.

⁵ Le département auquel est rattaché l'employé concerné fixe, en accord avec le Service des ressources humaines, les modalités auxquelles sont soumis ces congés.

Activités
sportives et
culturelles

Art. 82 ¹ Les employés, hormis les employés de l'Office des sports, qui participent à titre de moniteurs ou de personnes d'encadrement pour des activités soutenues par cet office, peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

² Les employés, hormis les employés de l'Office de la culture, qui participent à titre de moniteurs ou de personnes d'encadrement pour des activités soutenues par cet office, peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

Congé pour les
activités de
jeunesse

Art. 83 ¹ Pour les activités liées au congé de jeunesse tel que défini à l'article 329e du Code des obligations, les employés âgés de moins de 30 ans peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

² Les employés qui participent à un cours de formation ou de perfectionnement ou qui assument une fonction de direction, d'encadrement ou de conseil, peuvent prétendre au congé au sens de l'alinéa 1, s'ils ont moins de 30 ans et si le congé jeunesse consiste en une manifestation avec enfants ou adolescents, en un camp de jeunesse, ou en un cours de formation ou de perfectionnement.

SECTION 9 : Occupations accessoires

Occupations
accessoires

Art. 84 ¹ L'employé qui entend exercer une occupation accessoire rétribuée au-delà d'un défraiement requiert l'autorisation nécessaire auprès du Service des ressources humaines, au moyen de la formule établie par ce dernier. L'autorisation est également requise lorsque l'employé exerce une activité à taux partiel.

² Le Service des ressources humaines délivre l'autorisation sur la base du préavis du supérieur hiérarchique de l'intéressé et, le cas échéant, du Service de l'enseignement ou du Centre jurassien d'enseignement et de formation.

³ Dans les cas où l'activité paraît de prime abord incompatible avec l'exercice de la fonction ou pourrait porter préjudice à l'image du service public ou de l'Etat, le Service des ressources humaines transmet la demande au Gouvernement pour décision.

⁴ Le Gouvernement invite, sous peine de résiliation du contrat de travail, l'employé à cesser une activité accessoire incompatible avec l'exercice de sa fonction ou qui porte préjudice à l'image du service public.

Cours et fonction
d'expert

Art. 85 ¹ L'employé qui entend dispenser des cours, fonctionner comme expert ou faire partie de commissions régionales ou fédérales requiert l'autorisation nécessaire auprès du Service des ressources humaines. Ce dernier délivre l'autorisation sur la base du préavis du supérieur hiérarchique de l'intéressé.

² Lorsqu'il est désigné par l'autorité pour assurer une telle tâche, l'employé est dispensé de toute autorisation.

³ Pour l'exercice de sa fonction, l'employé peut prélever le temps nécessaire sur son temps de travail ou bénéficier des congés nécessaires, compensés par des heures variables ou valorisées ou par des vacances.

⁴ L'employé qui prélève le temps nécessaire sur son temps de travail restitue la rémunération perçue à l'Etat. Dans le cas contraire, la rémunération est acquise à l'employé.

SECTION 10 : Entretien de développement et d'évaluation

Entretien de développement et d'évaluation
a) Pour le personnel de l'administration cantonale

Art. 86 ¹ Les documents établis lors de l'entretien de développement et d'évaluation par l'employé et son supérieur hiérarchique sont signés et remis à chacun des participants.

² Les indications portant sur l'appréciation de l'employé sont consignées dans le procès-verbal d'entretien. Le cas échéant, les documents mentionnent les divergences entre les intéressés.

³ Au cours de l'entretien de développement et d'évaluation, la description individuelle du poste est examinée et, s'il y a lieu, modifiée en conséquence.

⁴ Le chef de l'unité administrative informe annuellement le Service des ressources humaines :

- a) de la date des entretiens effectués;
- b) le cas échéant, des mesures de formation ou d'accompagnement décidées;
- c) le cas échéant, des divergences d'appréciation;
- d) le cas échéant, des descriptions de poste modifiées.

b) Pour les enseignants

Art. 87 ¹ Les personnes désignées par le Département de la Formation, de la Culture et des Sports organisent l'entretien de développement et d'évaluation.

² Les documents établis lors de l'entretien de développement et d'évaluation par les intéressés sont signés et remis à chacun des participants.

³ Les indications portant sur l'appréciation de l'enseignant sont consignées dans le procès-verbal d'entretien. Le cas échéant, les documents mentionnent les divergences entre les intéressés.

⁴ Au cours de l'entretien de développement et d'évaluation, la description individuelle du poste est examinée et, s'il y a lieu, modifiée en conséquence.

⁵ Les personnes désignées par le Département de la Formation, de la Culture et des Sports informent annuellement le Service de l'enseignement ou le Centre jurassien d'enseignement et de formation pour leurs enseignants respectifs :

- a) de la date des entretiens effectués;
- b) le cas échéant, des mesures de formation ou d'accompagnement décidées;
- c) le cas échéant, des divergences d'appréciation;
- d) le cas échéant, des descriptions de poste modifiées.

c) Pour les directions d'écoles et de divisions du Centre jurassien d'enseignement et de formation

Art. 88 ¹ L'entretien de développement et d'évaluation des membres des directions des cercles scolaires et des divisions du Centre jurassien d'enseignement et de formation est organisé chaque année respectivement par le chef du Service de l'enseignement ou le directeur général du Centre jurassien d'enseignement et de formation.

² Les documents établis lors de l'entretien sont signés et remis à chacun des participants. Le cas échéant, les documents mentionnent les divergences.

³ Au cours de l'entretien de développement et d'évaluation, la description individuelle du poste est examinée et, s'il y a lieu, modifiée en conséquence.

⁴ Le chef de l'unité administrative informe annuellement le Service des ressources humaines :

- a) de la date des entretiens effectués;
- b) le cas échéant, des mesures de formation ou d'accompagnement décidées;
- c) le cas échéant, des divergences d'appréciation;
- d) le cas échéant, des descriptions de poste modifiées.

SECTION 11 : Obligation de résidence, logement de service et port de l'uniforme

Résidence, logement et uniforme

Art. 89 ¹ Le Gouvernement dresse, par voie d'arrêté, la liste des employés qui sont tenus de résider dans une localité, d'occuper un logement de service ou de porter l'uniforme.

² L'obligation est indiquée dans le contrat de travail de l'employé.

CHAPITRE VI : Droits et obligations des employés

SECTION 1 : Assurance pour perte de gain

Participation à
l'assurance pour
perte de gain

Art. 90 Sur proposition du Service des ressources humaines, le Gouvernement fixe la participation des employés au financement de l'assurance pour perte de gain, pour l'année civile à venir.

SECTION 2 : Programme d'allégement lié à l'âge

Principe

Art. 91 ¹ Les employés de l'Etat peuvent bénéficier d'une baisse progressive volontaire du temps de travail précédant leur mise à la retraite, aux conditions et selon les modalités de la présente section.

² Pour des motifs dûment justifiés relatifs à la bonne marche de l'administration, le Gouvernement peut refuser, dans des cas particuliers, qu'un employé bénéficie du programme d'allégement lié à l'âge.

Conditions

Art. 92 ¹ Pour bénéficier du programme d'allégement lié à l'âge, l'intéressé doit avoir été au service de l'Etat durant 15 années au moins, ou 10 années au moins s'il a exercé une fonction pénible. Sont considérées comme pénibles les fonctions pour lesquelles les efforts physiques sont arrêtés aux lettres D et E de l'échelle de cotation du Règlement du 10 décembre 1985 concernant l'évaluation des fonctions.

² L'intéressé doit en outre être engagé sur la base d'un contrat de durée indéterminée, à un taux minimum de 60%.

Modalités

Art. 93 ¹ La baisse progressive du temps de travail peut intervenir au plus tôt cinq ans avant la prise complète de la retraite, anticipée ou non, mais au plus tôt à l'âge de 58 ans.

² Le taux d'activité résiduel est d'au minimum 70 % après trois ans. Lors de la prise complète de la retraite, à l'issue de la période de cinq ans, il est de 50%.

³ Dans les limites de l'alinéa 2, l'intéressé peut aménager la baisse de son temps de travail de la manière suivante :

- a) réduction de 10 % au minimum et de 30 % au maximum durant les trois premières années;
- b) réduction du solde durant les deux dernières années.

⁴ Le taux de réduction choisi par l'intéressé est valable pour une année complète à compter de son entrée en vigueur; il est valable pour une année scolaire pour les enseignants.

Délai d'annonce **Art. 94** ¹ L'intéressé doit annoncer son intention de bénéficier de la baisse progressive de son temps de travail au moins six mois à l'avance. Le chef du département concerné peut accepter un délai plus court.

² L'intéressé communique simultanément le plan de réduction choisi pour la totalité de la période.

³ Ce choix est en principe irrévocable. Le Gouvernement statue sur les conditions d'annulation de l'aménagement.

Incidences financières **Art. 95** ¹ Le traitement du bénéficiaire est réduit en fonction de la baisse de son temps de travail, conformément à l'alinéa 2.

² L'Etat prend en charge la moitié de la réduction du traitement lorsque le salaire du bénéficiaire, ramené, le cas échéant, à celui d'un emploi à plein temps, ne dépasse pas le traitement correspondant à l'annuité 10 de la classe 11 de l'échelle des traitements. Lorsque le traitement du bénéficiaire, ramené, le cas échéant, à celui d'un emploi à plein temps, excède ce dernier, la réduction prise en charge par l'Etat s'élève à celle valable pour la classe de traitement et l'annuité précitées.

³ Sauf avis contraire de l'employé et en dérogation à l'article 13, alinéa 4, de la loi sur la caisse de pensions de la République et Canton du Jura³⁾, la baisse progressive du temps de travail n'a pas d'effet sur les prestations de vieillesse de la Caisse de pensions. La part de cotisations destinée à maintenir la couverture est prise en charge par l'employeur et l'employé conformément aux articles 57 et 58 de la loi précitée.

⁴ Pour les employés exerçant une profession pénible au sens de l'article 92, alinéa 1, la part de cotisations destinée à maintenir la couverture est prise en charge en totalité par l'employeur.

SECTION 3 : Vacances

Vacances pour le personnel de l'administration et les magistrats
a) Durée

Art. 96 ¹ Les employés de l'administration cantonale et les magistrats ont droit à 20 jours ouvrables de vacances par an.

² La durée des vacances est de 25 jours ouvrables dès le début de l'année au cours de laquelle l'intéressé atteint l'âge de cinquante ans et de 30 jours ouvrables dès le début de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de soixante ans.

³ En cas de cessation des rapports de service au cours d'une année, le droit aux vacances pour cette année-là est proportionnel au nombre de mois complets d'activité.

b) Fixation des vacances

Art. 97 Les vacances sont fixées en principe au début de l'année d'entente entre le supérieur hiérarchique et l'intéressé, de telle sorte que le bon fonctionnement du service soit assuré.

c) Modalités, fractionnement des vacances

Art. 98 ¹ Dix jours de vacances au moins doivent être pris de façon consécutive durant l'année.

² Le solde des vacances peut être fractionné, à raison de journées entières ou de demi-journées.

d) Réduction du droit aux vacances

Art. 99 ¹ Le droit aux vacances est réduit lorsque la durée totale des absences imputables à une maladie, à un accident, à un congé non payé et à un service militaire non obligatoire dépasse trois mois. Les maladies et accidents professionnels, ainsi que les congés de maternité, d'allaitement, de paternité et d'adoption ne sont pas pris en compte.

² La réduction du droit aux vacances est proportionnelle à la durée totale des absences excédant trois mois.

³ Si la réduction du droit aux vacances ne peut plus être opérée sur l'année en cours, elle est reportée sur l'année suivante.

⁴ Le Gouvernement peut, sur proposition du Service des ressources humaines, réduire le droit aux vacances dès le premier jour d'absence lorsque celle-ci résulte d'une faute intentionnelle ou d'une négligence grave de l'employé.

e) Echéance

Art. 100 Les vacances non prises le 31 décembre de l'année suivante sont réputées perdues et ne donnent droit ni à compensation ni à rémunération.

Dispositions
particulières pour
le personnel
enseignant

Art. 101 ¹ Les vacances du corps enseignant sont prises durant les vacances scolaires.

² Durant la semaine qui précède la reprise des cours au début de l'année scolaire, les enseignants sont tenus de s'assurer que toutes les dispositions nécessaires garantissant un accueil optimal des élèves à la rentrée ont été prises. Ils peuvent par ailleurs être convoqués pour l'équivalent d'un jour au maximum par la direction du cercle scolaire ou de la division du Centre jurassien d'enseignement et de formation pour participer à l'organisation de la rentrée scolaire, conformément à un échéancier annuel.

³ La participation aux séances relatives à l'organisation de la rentrée scolaire est requise uniquement sur le lieu d'enseignement principal.

⁴ Les cas de rigueur demeurent réservés.

SECTION 4 : Congés

Congés
particuliers de
courte durée

Art. 102 ¹ L'employé de l'Etat peut bénéficier de congés payés, à savoir d'absences autorisées sur demande qui ont pour but de lui permettre de satisfaire à des obligations non professionnelles.

² L'intéressé a droit à un congé à l'occasion des événements suivants :

- a) pour son propre mariage ou l'enregistrement de son partenariat, 3 jours;
- b) en cas de naissance d'un enfant, pour le personnel masculin, 2 jours;
- c) en cas de décès du conjoint, du partenaire enregistré, du concubin, d'un enfant, de l'enfant de son concubin, 5 jours;
- d) en cas de décès des parents, des frères et sœurs, 3 jours;
- e) en cas de décès des grands-parents, des beaux-parents, des beaux-frères, des belles-sœurs, 1 jour;
- f) pour son déménagement, au maximum 3 jours par année, fixé par le Service des ressources humaines.

³ L'intéressé qui entend bénéficier d'un congé en informe sans délai son supérieur hiérarchique.

⁴ Pour des motifs justifiés, le Service des ressources humaines peut accorder des congés de durée supérieure ou des congés pour d'autres raisons. Il requiert le préavis du supérieur hiérarchique et, pour les enseignants, du Service de l'enseignement ou du Centre jurassien d'enseignement et de formation, selon le degré d'enseignement concerné.

⁵ Le remplacement de l'enseignant qui a obtenu un congé est régi par l'ordonnance concernant le remplacement des enseignants⁴⁾.

Congé de
maternité

Art. 103 ¹ En cas de maternité, un congé d'une durée de 16 semaines est accordé à l'employée, dont 14 semaines au moins doivent être prises après l'accouchement.

² En cas de naissance multiple, le congé de maternité est de 20 semaines.

³ Le congé est payé, au prorata du taux d'occupation. Les indemnités de l'assurance pour perte de gain sont acquises à l'Etat.

Congé
d'allaitement

Art. 104 ¹ L'employée qui allaite son enfant au terme du congé de maternité peut bénéficier d'un congé d'allaitement payé d'une durée de 4 semaines. Elle fournit au Service des ressources humaines un certificat médical attestant l'allaitement à la fin du congé de maternité.

² Dès la fin du congé d'allaitement, l'employée peut bénéficier d'une heure de congé payé pour l'allaitement par jour complet de travail, au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge d'un an révolu. Un certificat médical attestant l'allaitement est fourni mensuellement au Service des ressources humaines.

³ Le congé est payé au prorata du taux d'occupation.

Congé de
paternité en cas
de naissance ou
d'adoption

Art. 105 ¹ Un congé de paternité d'une durée équivalente à deux semaines de temps de travail est accordé aux employés lors de la naissance de leur enfant ou d'adoption au sens de l'article 106.

² En cas de naissance multiple, le congé est équivalent à trois semaines de temps de travail.

³ Le congé est payé au prorata du taux d'occupation.

⁴ Le congé doit être pris en une seule fois, dans les 4 mois suivant la naissance ou l'adoption, d'entente avec le supérieur hiérarchique et en tenant compte des impératifs de l'unité administrative ou de l'établissement scolaire. En cas d'hospitalisation prolongée de l'enfant, le délai prend effet à compter du retour effectif de l'enfant au domicile de ses parents.

Congé
d'adoption

Art. 106 ¹ En cas de placement en vue d'adoption d'un enfant âgé de moins de 16 ans révolus, l'employé peut bénéficier d'un congé de 16 semaines.

² Si les deux parents sont des employés de l'Etat, un partage des 16 semaines de congés est possible entre eux.

³ Le congé est payé au prorata du taux d'occupation.

⁴ L'adoption des enfants du conjoint, de même que l'adoption d'un enfant placé, ne donne pas droit à un congé d'adoption.

SECTION 5 : Jours fériés

Jours fériés et
ponts

Art. 107 ¹ L'employé bénéficie des jours fériés prévus par la loi sur les jours fériés officiels et le repos dominical⁵⁾.

² Chaque année, le Service des ressources humaines établit l'horaire annuel en mentionnant les jours fériés et les ponts.

SECTION 6 : Exercice d'une charge publique

Exercice d'une
charge publique
a) Définition

Art. 108 ¹ Exerce une charge publique l'employé qui est membre d'un législatif, d'un exécutif ou d'une commission d'une collectivité publique.

² Est également considéré comme exercice d'une charge publique l'accomplissement d'un mandat à caractère syndical (activité exercée au sein d'un syndicat ou par mandat de celui-ci).

³ Le Service des ressources humaines tient un registre des charges publiques des employés et le communique une fois par année au Gouvernement.

b) Procédure visant à l'exercice d'une charge publique

Art. 109 ¹ L'employé qui entend exercer une charge publique en informe le Service des ressources humaines sans délai, au moyen d'une formule établie par ce dernier.

² Dans les cas où la charge publique concernée pourrait se révéler incompatible avec la fonction de l'intéressé, le Service des ressources humaines transmet au Gouvernement pour décision.

c) Interdiction ou restriction de l'exercice d'une charge publique

Art. 110 ¹ Le Gouvernement invite, sous peine de résiliation du contrat de travail, l'employé à cesser ou à restreindre dans une mesure adéquate l'exercice d'une charge publique incompatible avec sa fonction.

² L'exercice d'une charge publique est notamment incompatible avec la fonction lorsque :

- a) l'indépendance de l'employé en serait compromise;
- b) l'employé se verrait confronté à des conflits d'intérêts;
- c) la crédibilité de l'employé ou de l'administration en serait atteinte;
- d) la pleine capacité de travail de l'employé ne serait plus assurée.

³ Sont réservées les dispositions en matière d'incompatibilités.

d) Demande de congés

Art. 111 ¹ L'employé qui entend bénéficier de congés pour l'exercice d'une charge publique présente une demande dans ce sens au Service des ressources humaines, au moyen d'une formule établie par ce dernier.

² Le Service des ressources humaines statue, sous réserve de recours au département auquel il est rattaché.

e) Utilisation du congé

Art. 112 ¹ Le temps de congé est destiné à permettre à l'intéressé de prendre part à des séances ou d'effectuer des interventions qui ne peuvent être fixées en-dehors des heures bloquées de l'horaire de travail ou du plan de service. Il ne peut être utilisé pour des tâches telles que l'étude de dossiers, la rédaction de correspondance et d'autres documents et l'établissement de factures.

² Le temps de congé constitue la durée maximale mise à disposition de l'intéressé. Il ne peut être utilisé qu'en fonction des besoins effectifs, dans les limites prévues à l'alinéa 1.

f) Comptabilisation des absences pour l'exercice d'une charge publique

Art. 113 ¹ Les absences au titre de congé pour l'exercice d'une charge publique comptent comme temps de travail.

² Les absences découlant de l'exercice d'une charge publique et dépassant le nombre de jours octroyés sont imputées sur les vacances ou considérées comme des congés non payés dans la mesure où elles n'ont pas été compensées.

³ Si l'exercice d'une charge publique empiète sur un jour férié ou sur des vacances, l'employé n'a droit à aucune compensation.

⁴ Les congés liés à l'exercice d'une charge publique sont relevés dans le cadre du contrôle du temps de présence pour le personnel de l'administration cantonale.

g) Congés non payés et frais liés aux absences

Art. 114 Lorsque l'exercice d'une charge publique nécessite des absences excédant le congé accordé à cette fin, l'intéressé peut bénéficier des possibilités suivantes, avec l'accord du Gouvernement :

- a) des congés non payés;
- b) une réduction temporaire de son taux d'activité, avec une diminution de salaire correspondante;
- c) l'autorisation d'exercer sa charge en partie sur son temps de travail, moyennant une restitution adéquate à l'Etat de la rémunération perçue pour ladite charge.

h) Information relative à l'absence

Art. 115 L'employé qui exerce une charge publique informe assez tôt son supérieur hiérarchique de toute absence nécessitée par l'exercice de sa tâche.

Chambres fédérales

Art. 116 ¹ L'employé élu à l'Assemblée fédérale bénéficie des congés payés nécessaires aux séances plénières du Conseil auquel il appartient.

² Pour les autres activités liées à cette charge, l'article 114 s'applique.

SECTION 7 : Congés non payés

Principe et autorité compétente

Art. 117 ¹ L'employé qui désire suspendre son activité pour accepter une mission d'intérêt général ou pour toute autre raison importante peut bénéficier d'un congé non payé.

² Le Service des ressources humaines statue sur les demandes des employés, après avoir obtenu le préavis du chef de l'unité administrative.

Prise en compte **Art. 118** Les congés non payés de plus de six mois ne comptent pas comme temps de service pour le calcul des allocations d'ancienneté.

Cotisations à la Caisse de pensions **Art. 119** ¹ Pendant la durée du congé non payé, l'employé s'acquitte auprès de la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura du total de la cotisation de risque (part de l'assuré et part de l'employeur).

² Demeurent réservées les dispositions de la législation sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura.

SECTION 8 : Protection de la personnalité

Principe **Art. 120** ¹ Tout comportement qui va à l'encontre de la volonté d'une personne et qui est de nature à porter atteinte à sa dignité, à son intégrité physique ou psychique ou qui l'empêche d'exercer sa fonction est interdit.

² Sont notamment interdits le harcèlement sexuel et le harcèlement psychologique.

Harcèlement sexuel et psychologique **Art. 121** ¹ Est considéré comme harcèlement sexuel tout comportement importun de caractère sexuel ou tout autre comportement fondé sur l'appartenance ou l'orientation sexuelle, qui porte atteinte à la dignité de la personne sur son lieu de travail, en particulier le fait de proférer des menaces, de promettre des avantages ou d'exercer des pressions de toute nature sur une personne en vue d'obtenir des faveurs de nature sexuelle.

² Est considérée comme harcèlement psychologique toute attitude abusive d'une ou de plusieurs personnes qui vise à agresser ou à mettre en état d'infériorité une personne, de manière constante ou répétée.

Comportement en cas d'atteinte aux droits de la personnalité **Art. 122** ¹ La personne qui s'estime atteinte dans sa personnalité tente de faire comprendre aux personnes qui l'importunent qu'elles doivent cesser. Au besoin, elle peut en parler à son supérieur hiérarchique ou à ses collègues.

² La personne qui s'estime atteinte dans sa personnalité peut en outre s'adresser à un membre du groupe de confiance.

Groupe de confiance

Art. 123 ¹ Le Gouvernement nomme les membres du groupe de confiance.

² Les membres du groupe de confiance exercent leur mandat en toute indépendance.

Procédure de médiation

Art. 124 ¹ La personne qui se sent atteinte dans sa personnalité et souhaite en référer au groupe de confiance prend contact avec l'un de ses membres par simple appel, par message électronique ou par lettre.

² Le membre saisi d'une demande entend la personne plaignante, seul ou avec un autre membre. Avec l'accord de cette dernière, le membre du groupe de confiance entend la personne mise en cause, seul ou avec un autre membre.

³ En accord avec les intéressés, le membre du groupe de confiance tente une médiation en vue de poursuivre la relation de travail dans un esprit de respect durable et mutuel.

Issue de la procédure de médiation

Art. 125 ¹ La médiation donne lieu à un procès-verbal mentionnant le résultat de la procédure. Le procès-verbal est signé par les membres du groupe de confiance concernés et par les parties et une copie est remise à ces dernières.

² Lorsque la médiation aboutit, un protocole d'accord est établi et mentionné au procès-verbal. Les intéressés conviennent s'il y a lieu d'informer le supérieur hiérarchique et de quelle manière.

³ Si la médiation échoue, le groupe de confiance établit un rapport formel à l'intention des parties et du Service des ressources humaines. Ce dernier prend les mesures qu'il juge nécessaires.

Relations entre le Service des ressources humaines et le groupe de confiance

Art. 126 ¹ Le Service des ressources humaines peut solliciter en tout temps les membres du groupe de confiance afin d'intervenir auprès d'employés et de leur offrir leurs bons offices.

² Les membres du groupe de confiance peuvent intervenir auprès du Service des ressources humaines, afin de l'informer de situations où des mesures autres que la médiation sont jugées nécessaires.

Confidentialité	Art. 127 Les membres du groupe de confiance et les personnes concernées par la procédure de médiation gardent confidentielles les informations qu'ils obtiennent dans l'exercice de leur tâche et durant les procédures de médiation.
Non-ingérence	<p>Art. 128 ¹ Les membres du groupe de confiance s'abstiennent d'intervenir si une procédure impliquant la personne plaignante est en cours auprès du supérieur hiérarchique ou du Service des ressources humaines.</p> <p>² Le supérieur hiérarchique ou le Service des ressources humaines s'abstiennent d'intervenir par l'ouverture d'une procédure tant et aussi longtemps qu'une procédure de médiation est en cours.</p>
Sanctions	<p>Art. 129 ¹ En cas de comportement violant les droits de la personnalité, l'autorité d'engagement peut ouvrir une procédure de licenciement à l'encontre de l'employé responsable.</p> <p>² Des faits de harcèlement avérés peuvent, selon leur fréquence, leur durée ou leur gravité, constituer un motif justifié de licenciement.</p> <p>³ Les résultats de la procédure, de même que les éventuelles mesures prises, sont portés à la connaissance de la personne plaignante.</p> <p>⁴ Demeurent réservées les procédures judiciaires engagées par la personne plaignante contre la personne mise en cause.</p>
Dénonciation calomnieuse	<p>Art. 130 ¹ L'autorité d'engagement peut ouvrir une procédure de licenciement à l'encontre d'un employé qui dénonce une personne qu'il savait innocente ou sans motif sérieux.</p> <p>² Demeurent réservées les procédures judiciaires engagées par la personne soupçonnée injustement de harcèlement contre l'auteur de la dénonciation.</p>
Protection contre les menaces et assistance juridique	Art. 131 ¹ L'employé qui fait l'objet d'une plainte ou d'une dénonciation pénale ou qui est menacé d'une telle action concernant des infractions qui auraient été commises dans l'exercice de ses fonctions à l'égard de tiers peut obtenir une assistance juridique. Il en est de même si la défense adéquate d'un employé, menacé ou agressé injustement, nécessite que celui-ci intente une action en justice.

² L'employé qui entend bénéficier d'une assistance juridique adresse une requête dans ce sens au Service des ressources humaines, à l'intention du Gouvernement.

³ Si le bénéficiaire de l'assistance juridique est reconnu coupable et a violé intentionnellement ou par négligence grave ses devoirs de service, les frais d'assistance sont mis totalement ou partiellement à sa charge. Le Gouvernement décide.

Service d'aide et
de conseil aux
employés et
supervision

Art. 132 ¹ Un service d'aide et de conseil d'ordre psychologique est à disposition des employés qui rencontrent des problèmes sur leur lieu de travail.

² Le service d'aide et de conseil propose aux employés d'identifier et de clarifier les problèmes particuliers liés aux administrés, aux élèves, aux parents d'élèves et aux autorités, de prendre de la distance et de trouver des solutions face aux difficultés quotidiennes (organisation, tensions, découragement, lassitude, etc.).

³ Le Service des ressources humaines, sur requête spécifique ou collective d'un service, peut mettre en place des mesures telles que la supervision permettant à l'employé d'avoir un soutien professionnel et psychologique sur le long terme.

SECTION 9 : Protection de la santé

Interdiction
générale de
fumer

Art. 133 ¹ Il est interdit de fumer dans tous les espaces fermés accessibles au public ou qui servent de lieu de travail au personnel de l'Etat, y compris dans les établissements d'enseignement et les locaux où sont débitées des boissons et de la nourriture, ainsi que dans les véhicules de service.

² Les employés de l'Etat sont autorisés à sortir occasionnellement des bâtiments et des établissements pour fumer, dans le cadre de leur temps de pause au sens de l'article 66. Les chefs des unités administratives et les directeurs des établissements scolaires peuvent décider de modalités complémentaires.

³ Une réglementation spécifique demeure réservée.

Prévention

Art. 134 ¹ Le Service des ressources humaines répond de la mise en œuvre des mesures de santé et de sécurité au travail.

² Un organe de coordination pour la promotion de la santé et de la sécurité au travail dans l'administration cantonale et ses établissements scolaires est désigné par le Gouvernement.

³ L'organe de coordination fonctionne au sens de la solution de branche "Santé et Sécurité" des administrations cantonales et fédérales. Il est rattaché au Service des ressources humaines.

⁴ Les chefs des unités administratives et les directeurs des établissements scolaires sont tenus, au besoin, avec l'aide de spécialistes en matière de santé et de sécurité au travail, de prendre ou de faire prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie et la santé du personnel ainsi que des élèves et des étudiants.

⁵ Les employés de l'Etat sont tenus de collaborer à la mise en œuvre des prescriptions sur l'hygiène, la protection de la santé et la prévention des accidents et maladies professionnels.

⁶ Ils doivent, en particulier, utiliser les équipements individuels de protection et employer correctement les dispositifs de sécurité et s'abstenir de les enlever ou de les modifier sans autorisation du supérieur hiérarchique.

⁷ Ils ont l'obligation de signaler immédiatement au supérieur hiérarchique les anomalies et les défauts compromettant l'hygiène, la protection de la santé et la sécurité qu'ils constatent.

Médecin du travail et autres spécialistes de la santé et sécurité au travail

Art. 135 Le Service des ressources humaines peut mandater ponctuellement un médecin du travail ou d'autres spécialistes pour des questions relatives à la santé dans l'administration et les écoles.

SECTION 10 : Droit de grève

Exercice du droit de grève

Art. 136 En cas de préavis de grève, le Gouvernement désigne les secteurs dans lesquels un service minimum doit être assuré ainsi que les moyens nécessaires.

SECTION 11 : Formation continue et perfectionnement professionnel pour le personnel de l'administration et les magistrats

Principe

Art. 137 ¹ Les supérieurs hiérarchiques veillent au développement des compétences de leurs employés et à leur perfectionnement.

² Les employés veillent à maintenir à jour les connaissances et compétences nécessaires à l'exécution de leur travail. Ils s'informent régulièrement de l'évolution dans leur domaine d'activité.

³ Les employés maintiennent à jour leurs connaissances et compétences en participant à des cours de formation ou de perfectionnement.

⁴ Le Service des ressources humaines veille à une utilisation équitable des ressources consacrées en matière de formation au sein des différentes unités administratives.

Procédure

Art. 138 ¹ L'employé qui entend participer à un cours sollicite l'autorisation préalable de son supérieur hiérarchique, au moyen de la formule établie par le Service des ressources humaines, et transmet la demande à ce dernier.

² Les chefs d'unité administrative et les magistrats requièrent le préavis du chef du département auquel ils sont rattachés.

³ Le Service des ressources humaines statue sur les demandes pour lesquelles les coûts totaux ne dépassent pas 10 000 francs. Le département auquel est rattaché ce service statue sur les demandes pour lesquelles les coûts totaux excèdent ce montant.

⁴ Une réglementation spécifique demeure réservée.

Congés

Art. 139 ¹ L'autorité au sens de l'article 138, alinéa 3, accorde les congés nécessaires au perfectionnement professionnel de ses employés pour les formations reconnues.

² Les congés peuvent être payés en totalité ou en partie, conformément aux principes mentionnés à l'article 140. En règle générale, la part des congés payés est proportionnelle à la participation aux frais de formation.

Répartition des
coûts entre
l'employeur et
l'employé

Art. 140 ¹ L'Etat prend en charge intégralement les dépenses engendrées par les cours indispensables à l'exercice de la fonction de l'employé.

² L'Etat participe à raison de 75 % aux dépenses engendrées par les cours présentant un intérêt prépondérant pour l'Etat.

³ L'Etat participe à raison de 50 % aux dépenses engendrées par les cours présentant un intérêt tant pour l'employeur que pour l'employé.

⁴ Les cours ne présentant pas d'intérêt pour l'employeur sont supportés intégralement par l'employé. L'employeur peut cependant accorder des congés non payés dans la mesure où l'organisation du service le permet.

⁵ La prise en charge des dépenses engendrées par les cours n'a lieu qu'avec l'accord du Service des ressources humaines et de l'unité administrative ou, le cas échéant, du département auquel est rattaché l'employé. Les montants sont prélevés sur le budget de la formation continue dudit service.

Dépenses
prises en
charge pour un
perfectionnement
professionnel

Art. 141 ¹ Peuvent faire l'objet d'une prise en charge totale ou partielle par l'Etat :

- a) les finances de cours;
- b) les taxes d'examen;
- c) les frais de déplacement, de repas et d'hébergement.

² Les taxes d'examen sont prises en charge selon les mêmes modalités que les finances de cours.

³ S'ils sont pris en charge, les frais de déplacement, de repas et d'hébergement sont indemnisés à 100 % de la même manière que pour un déplacement professionnel.

Décompte

Art. 142 ¹ Les frais engendrés par des cours de perfectionnement et de formation sont portés sur les décomptes de frais de l'employé.

² Pour les cours qui ont fait l'objet d'une décision du département, ils sont portés sur un décompte particulier au moyen d'un formulaire ad hoc.

Comptabilisation
du temps
consacré au
perfectionnement
professionnel

Art. 143 Le temps consacré au perfectionnement professionnel, obligatoire ou volontaire, est comptabilisé indépendamment du taux d'occupation à raison de 8 heures 12 minutes par journée complète et de 4 heures 6 minutes par demi-journée, quel que soit le lieu de la formation.

Obligation de
rembourser

Art. 144 ¹ L'employé dont les coûts du perfectionnement professionnel ou de formation continue dépassent 5 000 francs est tenu de s'engager à rester au service de l'Etat, dès la fin de son perfectionnement professionnel et quelle que soit l'issue de celui-ci. L'engagement de l'employé porte sur une durée arrêtée en fonction des coûts engendrés par le perfectionnement comprenant les dépenses et le salaire, avec les charges sociales, versé durant la formation. L'échelle ci-dessous est applicable :

Dépenses prises en charge	Durée obligatoire de l'emploi après la formation
de 5'001 à 10'000 francs	12 mois
de 10'001 à 15'000 francs	24 mois
de 15'001 à 20'000 francs	36 mois
de 20'001 à 30'000 francs	48 mois
plus de 30'000 francs	supérieure à 48 mois, selon entente.

² En cas de départ anticipé, l'employé rembourse les frais engagés par l'employeur proportionnellement à la durée de travail non effectuée.

³ L'employé qui interrompt son perfectionnement professionnel sans juste motif est tenu au remboursement des frais engagés par l'employeur.

⁴ L'autorité au sens de l'article 138, alinéa 3, peut renoncer totalement ou partiellement au remboursement, lorsque le perfectionnement professionnel ou l'activité professionnelle doit être interrompu pour des raisons impératives (notamment un changement fondamental dans l'organisation familiale, une maladie, un accident, une invalidité, un échec).

⁵ La décision par laquelle le perfectionnement professionnel est autorisé précise les modalités de prise en charge et de remboursement en cas de départ anticipé ou d'arrêt de la formation.

Contrôle et suivi

Art. 145 Le Service des ressources humaines contrôle le respect des décisions en matière de décompte de temps et, en collaboration avec la Trésorerie générale, les décomptes de frais spécifiques.

SECTION 12 : Formation continue pour les enseignants

Principe

Art. 146 ¹ Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports, le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation peuvent astreindre les enseignants à suivre des cours de formation continue.

² Les enseignants veillent à maintenir à jour leurs connaissances et compétences professionnelles sur les plans scientifique et pédagogique.

³ Ils participent, selon l'établissement où ils enseignent, aux cours de formation continue et aux activités organisés ou reconnus par la Haute école pédagogique BEJUNE et par l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle ou par tout autre organisme.

Période de formation

Art. 147 ¹ Les cours de formation continue à caractère obligatoire ont lieu en principe par moitié sur le temps scolaire. Les enseignants peuvent être appelés à consacrer une partie des vacances scolaires à leur formation.

² Les cours de formation continue à caractère non obligatoire se déroulent en dehors du temps scolaire.

Prise en charge des frais

Art. 148 ¹ Les cours de formation continue organisés par la Haute école pédagogique BEJUNE sont pris en charge dans le cadre du budget de formation continue de cette dernière.

² Les enseignants peuvent solliciter auprès de la HEP-BEJUNE une subvention individuelle ou collective pour des projets de formation continue. La demande, visée par le directeur du cercle scolaire ou de la division, est confirmée par le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation.

Formation complémentaire

Art. 149 ¹ Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports peut astreindre un enseignant engagé après une interruption d'activité de plus de cinq ans à suivre une formation complémentaire.

² Elle a lieu en totalité hors du temps scolaire. L'enseignant concerné ne reçoit aucune indemnité.

³ Ce programme peut être décidé en tout temps, avant et durant toute la première année de retour à l'enseignement.

SECTION 13 : Certificat et attestation de travail

Certificat et
attestation de
travail

Art. 150 Chaque employé de l'Etat peut demander en tout temps un certificat de travail portant sur la nature et la durée des rapports de service, ainsi que sur la qualité de ses prestations, sur son comportement et sur ses aptitudes, ou une attestation de travail portant uniquement sur la nature et la durée des rapports de service.

Requête

Art. 151 ¹ Les employés de l'administration cantonale adressent leur requête au Service des ressources humaines.

² Les enseignants adressent leur demande de certificat à la direction de leur cercle scolaire ou de la division du Centre jurassien d'enseignement et de formation concernée. Lorsqu'ils requièrent une attestation, ils peuvent présenter leur demande directement au Service de l'enseignement ou au Centre jurassien d'enseignement et de formation.

Etablissement

Art. 152 ¹ Le Service des ressources humaines et le supérieur hiérarchique ou le chef de l'unité administrative de l'employé préparent et signent conjointement le certificat ou l'attestation.

² Pour les enseignants, le certificat est préparé par la direction du cercle scolaire ou de la division du Centre jurassien d'enseignement et de formation concernée et transmis, avec leur signature, au Service de l'enseignement ou au Centre jurassien d'enseignement et de formation à fin de validation et de cosignature par le chef de l'unité administrative concernée.

³ Le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation établissent, en collaboration avec le Service des ressources humaines, les certificats de travail et les attestations des membres des directions des écoles ou des divisions du Centre jurassien d'enseignement et de formation.

⁴ La requête est traitée dans un délai de 15 jours dans la mesure du possible.

CHAPITRE VII : Mobilité interne et mutation

Mobilité interne

Art. 153 ¹ Le Service des ressources humaines est responsable de la mobilité interne.

² La mobilité interne vise à aider les chefs des unités administratives et les employés dans leurs démarches de recrutement et de changement de poste, ainsi qu'en cas de mutation.

³ Le Service des ressources humaines collecte les dossiers des personnes qui souhaitent changer d'orientation professionnelle ou dont le poste est supprimé en vue de leur attribuer un nouveau poste.

Mutation
a) dans
l'administration

Art. 154 ¹ En cas de mutation pour cause de suppression de poste, le dossier de candidature de l'employé concerné est automatiquement proposé, avec son accord, comme candidat à un poste ouvert pour lequel il satisfait aux exigences.

² Si le nouveau poste est de niveau équivalent et que son attribution n'entraîne pas une augmentation de traitement, la mutation devient effective dès que toutes les parties ont donné leur accord et qu'elle a été validée par l'autorité d'engagement compétente.

b) dans
l'enseignement

Art. 155 En cas de suppression de postes d'enseignant, en raison notamment de la fermeture de classes, tout poste vacant d'un ordre d'enseignement correspondant peut être proposé à l'enseignant concerné, avant sa mise au concours.

Transferts pour
les enseignants

Art. 156 ¹ Lorsque l'organisation de l'enseignement l'exige, le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation peuvent transférer leurs enseignants respectifs dans d'autres écoles ou lieux d'enseignement.

² L'enseignant ainsi que les commissions d'écoles et les directions de divisions concernées sont préalablement entendus.

Indemnités

Art. 157 Le versement d'indemnités en cas de mutation ou de transfert est réglé conformément à l'ordonnance concernant les indemnités versées en cas de changement du lieu de service⁶⁾.

CHAPITRE VIII : Cessation des rapports de service

Résiliation d'un
commun accord

Art. 158 En cas de résiliation d'un commun accord, le Service des ressources humaines règle les modalités de la fin des rapports de service pour les employés de l'administration cantonale, le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation pour les enseignants.

Démission

Art. 159 La démission peut être adressée valablement :

- a) pour les employés de l'administration cantonale, au Service des ressources humaines;
- b) pour les magistrats, au Parlement;
- c) pour les enseignants en fonction de leur niveau d'enseignement, au Service de l'enseignement ou au Centre jurassien d'enseignement et de formation.

Modalités relatives à la fin des rapports de service

Art. 160 Lors de la cessation des rapports de service, le supérieur hiérarchique, en collaboration avec le Service des ressources humaines et le Service de l'informatique, prend toutes les mesures utiles, notamment en ce qui concerne :

- a) l'accès à la messagerie informatique de l'intéressé ou à tout autre outil professionnel, le blocage ou la déviation de ces derniers;
- b) l'accès téléphonique de l'intéressé, le blocage ou la déviation de cet accès;
- c) la restitution des clés par l'intéressé;
- d) les modalités de libération du poste de travail et de la récupération des affaires personnelles par l'intéressé.

Entretien de départ

Art. 161 ¹ A la fin des rapports de service, un entretien de départ a en principe lieu avec l'intéressé.

² L'entretien de départ est organisé par le Service des ressources humaines ou, en cas de délégation, par le conseiller en matière de ressources humaines de l'unité administrative concernée, pour les employés de l'administration cantonale. Il est organisé par le Service de l'enseignement ou par le Centre jurassien de formation et d'enseignement ou, en cas de délégation, par la direction du cercle scolaire ou de la division concernée, pour les enseignants.

³ L'entretien porte notamment sur les conditions de travail générales au sein de l'unité administrative ou de l'école concernée.

⁴ Sur la base de l'entretien, l'autorité compétente détermine si des mesures doivent être prises, notamment en matière d'organisation et de fonctionnement de l'unité.

Suppléance pour le personnel de l'administration cantonale

Art. 162 ¹ En cas de vacance consécutive à la cessation des rapports de service ou à une absence prolongée nécessitant une suppléance, le chef de l'unité administrative ou le chef du département concerné, s'il s'agit de suppléer à ce dernier, organise la suppléance. Au besoin, le concours du Service des ressources humaines peut être requis.

² En règle générale, une suppléance ne peut être organisée que si l'absence du titulaire est d'au moins 30 jours civils et correspond au moins à un taux d'activité de 50 %. Une indemnité de suppléance est versée dès le 1^{er} jour de suppléance, pour chaque mois entier ou entamé où la suppléance a été exercée.

³ Lorsque la suppléance fait partie des attributions de l'intéressé, en qualité de remplaçant ou d'adjoint, l'indemnité de suppléance est versée dès le 1^{er} jour du troisième mois d'exercice de la suppléance, pour chaque mois entier ou entamé où la suppléance a été exercée.

⁴ L'indemnité de suppléance est fixée par le Service des ressources humaines. Elle correspond à la différence, calculée sur la base de l'annuité 5, entre la classe de traitement du suppléant et la classe de traitement de la personne remplacée. L'indemnité est versée trimestriellement.

CHAPITRE IX : Application de la loi

SECTION 1 : Autorité de conciliation

Président

Art. 163 ¹ Le président de l'autorité de conciliation doit être au bénéfice d'une formation ou d'une expérience juridique, judiciaire ou en matière de ressources humaines.

² Il ne peut être choisi parmi les personnes soumises au statut du personnel de l'Etat, ni parmi les députés et députés suppléants du Parlement.

Rémunération
du président et
des membres
de l'autorité de
conciliation

Art. 164 ¹ Le président de l'autorité de conciliation est rétribué selon les mêmes modalités que les juges suppléants du Tribunal cantonal, conformément au décret concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux⁷¹.

² Les membres de l'autorité de conciliation qui ne sont pas employés de l'Etat sont rétribués selon les mêmes modalités que les assesseurs, conformément au décret concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux⁷¹.

³ Les membres de l'autorité de conciliation qui sont employés de l'Etat assument leur fonction durant leur temps de travail. Ils ne sont pas indemnisés.

Secrétariat	Art. 165 Le secrétariat de l'autorité de conciliation est assuré par le Service des ressources humaines.
Objets soumis à l'autorité	<p>Art. 166 ¹ Tous les litiges relevant de l'application de la loi sur le personnel de l'Etat¹⁾ et de ses dispositions d'application, à l'exclusion des mesures provisionnelles et des litiges ayant trait à la rémunération ou à une procédure d'évaluation de fonction, peuvent faire l'objet d'une requête auprès de l'autorité de conciliation.</p> <p>² Lorsqu'une décision a été rendue, la requête doit être adressée à l'autorité de conciliation dans un délai de 30 jours. A défaut, la décision devient exécutoire et ne peut plus être contestée ultérieurement.</p> <p>³ Dans les cas où la voie de l'action administrative est ouverte, la requête peut être adressée à l'autorité de conciliation tant que la prétention n'est pas prescrite.</p> <p>⁴ La procédure d'opposition est exclue.</p>
Composition de l'autorité	<p>Art. 167 ¹ L'autorité de conciliation siège à trois membres de manière paritaire.</p> <p>² Le président désigne pour chaque cause les deux autres membres appelés à siéger.</p>
Représentation	Art. 168 Les parties peuvent se faire assister d'une personne de leur choix ou par un mandataire professionnel.
Procédure applicable	Art. 169 Le Code de procédure administrative ⁸⁾ s'applique à la procédure devant l'autorité de conciliation.
Relation avec la procédure de recours	Art. 170 Le dépôt de la requête devant l'autorité de conciliation est la condition préalable en vue d'une procédure ultérieure de recours auprès des instances de la juridiction administrative.
Frais et dépens	<p>Art. 171 ¹ La procédure devant l'autorité de conciliation est gratuite.</p> <p>² L'autorité de conciliation n'alloue pas de dépens.</p>

SECTION 2 : Réseau en matière de ressources humaines

Principe

Art. 172 ¹ Le Service des ressources humaines met en place un réseau composé de correspondants et de conseillers en matière de ressources humaines au sein des unités et des départements.

² Il forme les personnes du réseau.

³ Il arrête des lignes directrices afin que la politique du personnel et la législation soient appliquées de manière uniforme.

⁴ Il organise des rencontres régulières afin de faciliter la coordination des activités en matière de ressources humaines et de politique du personnel.

Correspondants RH

Art. 173 Les correspondants en matière de ressources humaines ont notamment les tâches suivantes :

- a) informer les employés de leurs unités en leur fournissant des renseignements généraux en matière de ressources humaines;
- b) réaliser des tâches d'administration du personnel.

Conseillers RH

Art. 174 Sous la responsabilité du chef de l'unité administrative, les conseillers en matière de ressources humaines ont notamment les tâches suivantes :

- a) participer à la mise en œuvre de la politique du personnel;
- b) veiller à l'application des processus de gestion des ressources humaines au sein de leurs unités;
- c) apporter des conseils en matière de ressources humaines;
- d) fournir les informations utiles en matière de ressources humaines;
- e) proposer toutes mesures pour prévenir et résoudre les conflits;
- f) informer et soutenir les employés au sein de leurs unités.

SECTION 3 : Abus ou violation de la loi

Suspensions d'abus ou de violation de la législation

Art. 175 ¹ En cas de soupçons d'abus ou de violation de la législation sur le personnel de l'État, le Service des ressources humaines peut, avec l'accord du chef du département auquel il est rattaché ou sur demande de ce dernier, procéder aux investigations nécessaires. Le chef du département concerné est informé.

² Le Gouvernement peut mandater le Service des ressources humaines, un autre service ou un tiers afin d'effectuer une enquête ou un audit au sein d'une unité administrative.

CHAPITRE X : Contribution facultative à la coordination des syndicats de la fonction publique

Principes

Art. 176 ¹ Le Service des ressources humaines prélève, sur le traitement du mois de décembre, une contribution facultative annuelle de 25 francs pour les employés en fonction à ce moment-là qui exercent une activité à plus de 50 %. Ce montant est reversé à la coordination des syndicats de la fonction publique.

² L'employé qui entend refuser de verser la contribution remplit une formule établie par le Service des ressources humaines, au plus tard jusqu'à la fin du mois d'octobre. Sauf révocation expresse, le refus est valable pour une durée indéterminée.

³ Une information est communiquée à ce sujet aux employés de l'Etat.

CHAPITRE XI : Dispositions transitoires et finales

Période transitoire

Art. 177 ¹ Les employés qui bénéficient du régime transitoire de retraite conformément à l'article 87 de la loi sur la caisse de pensions de la République et Canton du Jura³⁾ peuvent choisir, en lieu et place d'une retraite anticipée soumise à ce régime, le programme d'allégement lié à l'âge selon les articles 91 et suivants de la présente ordonnance. Dans ce cas, ils renoncent à prendre une retraite avant le 1^{er} mars 2015.

² Les dispositions concernant l'horaire de travail de la voirie du Service des ponts et chaussées, de la Police cantonale et des agents de détention, à l'exclusion de celles relatives au compte-épargne, applicables antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance continuent de s'appliquer jusqu'au 31 décembre 2013.¹²⁾

³ Le Service des ressources humaines règle les modalités de mise en application des dispositions concernant l'horaire de travail.

Modification de
l'ordonnance
scolaire

Art. 178 L'ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire⁹⁾ est modifiée comme il suit :

Articles 179 à 195
Abrogés

Article 196
...¹¹⁾

Article 199
Abrogé

Article 204
Abrogé

Article 206
Abrogé

Articles 210 à 212
Abrogés

CHAPITRE VI du Titre cinquième (art. 213)
Abrogés

Modification de
l'ordonnance sur
les conditions
d'engagement et
de rémunération
des maîtres aux
écoles
professionnelles

Art. 179 L'ordonnance du 6 décembre 1983 sur les conditions d'engagement et de rémunération des maîtres aux écoles professionnelles¹⁰⁾ est modifiée comme il suit :

TITRE

Ordonnance sur les conditions d'engagement et de rémunération des
maîtres du Centre jurassien d'enseignement et de formation

PREAMBULE
...¹¹⁾

Article premier
Abrogé

SECTION 2 (art. 4 à 10)
Abrogés

SECTION 3 (art. 11 à 12)
Abrogés

SECTION 4 (art. 13 à 18)
Abrogés

SECTION 5 (art. 19 à 22)
Abrogés

Articles 23 à 25
Abrogés

Article 26
... [11\)](#)

Article 28
... [11\)](#)

Article 29
... [11\)](#)

Article 30
... [11\)](#)

Article 32
Abrogé

Article 34
... [11\)](#)

Article 37
... [11\)](#)

Article 38
... [11\)](#)

Articles 39 à 41
Abrogés

Articles 43 à 45
Abrogés

Clause
abrogatoire

Art. 180 Sont abrogés :

1. l'ordonnance du 5 juillet 2011 relative à l'autorité de conciliation en matière de personnel de l'Etat;
2. l'arrêté du 25 octobre 2011 concernant le congé de paternité en cas de naissance ou d'adoption d'un enfant;
3. l'ordonnance du 18 août 1981 concernant les traitements, les vacances et les fonctions accessoires autorisées du personnel de l'Etat;
4. la directive du 9 février 1999 relative aux congés payés octroyés aux magistrats, fonctionnaires et employés assumant une charge publique autre que celle de parlementaire fédéral ou cantonal;
5. l'ordonnance du 10 juin 1980 concernant le travail supplémentaire, le travail de nuit et le travail accompli hors des jours ouvrables par le personnel de l'Etat;
6. l'ordonnance du 1^{er} février 1994 sur les mutations d'agents de l'administration jurassienne;
7. les directives du 26 août 2008 concernant l'octroi de congés extraordinaires pour l'exercice d'une activité sportive ou pour un congé jeunesse;
8. les directives du 29 mai 2007 relatives au soutien en matière de formation et de perfectionnement professionnels du personnel de l'Etat;
9. le règlement du 27 janvier 2004 concernant le repourvoiement et la création de postes dans l'administration cantonale;
10. l'ordonnance du 13 septembre 2011 concernant la contribution facultative à la coordination des syndicats de la fonction publique;
11. l'ordonnance du 1^{er} septembre 1981 portant délégation des compétences gouvernementales en matière de démission au chef du Service du personnel;
12. l'ordonnance du 31 août 1982 fixant la compétence d'autoriser les magistrats et fonctionnaires à déposer en justice;
13. la directive du 25 mai 2004 concernant la violation des droits de la personnalité et en particulier le harcèlement sur le lieu de travail;
14. l'ordonnance du 28 septembre 1983 sur la promesse solennelle;
15. l'ordonnance du 4 mars 1980 concernant le versement des allocations familiales et pour enfants aux magistrats, fonctionnaires et employés occupés à temps partiel.

Entrée en
vigueur

Art. 181 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Delémont, le 29 novembre 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 173.11
- 2) RSJU 172.111
- 3) RSJU 173.51
- 4) RSJU 410.252.5
- 5) RSJU 555.1
- 6) RSJU 173.461.111
- 7) RSJU 186.1
- 8) RSJU 175.1
- 9) RSJU 410.111
- 10) RSJU 413.254
- 11) Texte inséré dans ladite ordonnance
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 27 novembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Ordonnance concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura

du 21 mai 1991

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 13 du décret du 6 décembre 1978 concernant le traitement des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura¹,

arrête :

Champ
d'application

Article premier La présente ordonnance est applicable aux magistrats, fonctionnaires et employés (appelés ci-après : "fonctionnaires") de la République et Canton du Jura, à l'exclusion des membres des commissions cantonales et du personnel soumis à des prescriptions spéciales.

Frais
remboursables

Art. 2 Le fonctionnaire a droit, dans les limites fixées par la présente ordonnance, au remboursement des frais de nourriture, de logement et de déplacement que l'exercice de sa fonction lui occasionne effectivement.

Nécessité

Art. 3 Les déplacements de service doivent être limités au strict nécessaire et conçus de manière à occasionner le moins de frais possible.

Montant des
indemnités

Art. 4 ¹ Tout déplacement de service empêchant le fonctionnaire de prendre ses repas ou de loger au lieu habituel donne droit aux indemnités suivantes :

- a) 24 francs pour chaque repas principal;
- b) ³⁾ jusqu'à 150 francs au maximum pour la nuitée et le petit-déjeuner contre quittance;
- c) ³⁾ 15 francs lorsque le fonctionnaire passe une nuitée à l'extérieur.

² Si les indemnités fixées à l'alinéa 1 ne couvrent pas les dépenses effectives, le Contrôle des finances peut, à titre exceptionnel, et dans les cas dûment motivés, autoriser des montants supérieurs.

Frais de transport

Art. 5 ¹ Les déplacements de service doivent, en règle générale, s'effectuer par les moyens de transport publics.

² Ces déplacements donnent droit au remboursement soit du prix du billet de 2^{ème} classe, soit de la moitié du prix du billet de 1^{ère} classe.⁴⁾

3 ...⁵⁾

Utilisation d'un véhicule à moteur privé

Art. 6 ¹ Le fonctionnaire peut utiliser un véhicule à moteur privé lorsque ce moyen de transport présente une économie de temps ou de frais.

² Dans ce cas, il est versé l'indemnité kilométrique suivante :

a) par kilomètre parcouru en voiture :

de	1 km	à	3 000 km	70 centimes
de	3 001 km	à	6 000 km	65 centimes
de	6 001 km	à	9 000 km	60 centimes
dès	9 001 km			55 centimes

b) 35 centimes par kilomètre parcouru à vélomoteur ou à motocyclette.²⁾

³ Le Département des Finances peut majorer l'indemnité kilométrique de 5 centimes lorsque le véhicule doit être utilisé pour des tâches impliquant de fréquents déplacements sur des routes peu carrossables; ce suppléant n'est dû que pour les kilomètres effectivement parcourus de la sorte.

Frais couverts

Art. 7 ¹ L'indemnité kilométrique est réputée couvrir tous les frais d'entretien et d'utilisation des véhicules motorisés privés et, sous réserve de l'alinéa 2, les dépenses pour les réparations de dégâts occasionnés au véhicule lors de déplacements de service.

² Une commission composée du chef de l'Office des véhicules, du chef du Service du personnel, du chef du Contrôle des finances et du chef du service dont dépend le fonctionnaire lésé fixe, de cas en cas, le montant de la participation éventuelle de l'Etat aux frais de réparations de dégâts subis par les véhicules au cours de déplacements de service.

³ Le montant de la participation de l'Etat aux frais de réparation tiendra compte des circonstances, des responsabilités et de la faute ou de la négligence du fonctionnaire concerné.

⁴ Si les intérêts personnels d'un membre de cette commission sont en jeu, il sera remplacé par le commandant de la police cantonale.

Détermination du
remboursement
des frais de
transport

Art. 8 ¹ Le fonctionnaire a droit au remboursement de ses frais de déplacement du lieu de travail habituel au lieu où s'exerce son activité.

² Aucune indemnité de déplacement n'est versée si le lieu d'activité coïncide avec le domicile du fonctionnaire.

³ Il en est de même lorsque le lieu d'activité se trouve sur le trajet normalement effectué par le fonctionnaire pour aller de son domicile à son lieu de travail habituel ou pour en revenir; s'il s'en écarte, seul le trajet supplémentaire est pris en considération.

⁴ Le fonctionnaire qui doit se rendre de son domicile à un lieu d'activité autre que celui de son lieu de travail habituel a droit aux frais de déplacement entre le domicile et le lieu d'activité.

Déplacement à
plusieurs

Art. 9 Lorsqu'un déplacement de service en véhicule est effectué par plusieurs fonctionnaires, ils sont tenus de se grouper. Dans ce cas, seul le détenteur du véhicule utilisé a droit à l'indemnité kilométrique.

Cumul
d'indemnités

Art. 10 Le cumul des indemnités découlant de la présente ordonnance avec d'autres indemnités de même nature n'est pas permis.

Décompte de
frais

Art. 11 ¹ Les demandes de remboursement des dépenses basées sur la présente ordonnance font l'objet d'un décompte individuel en principe trimestriel.

² Le décompte de frais doit être examiné et approuvé par le supérieur hiérarchique, puis transmis à l'autorité de paiement.

Contrôle

Art. 12 ¹ Les organes de contrôle refuseront les décomptes de frais ne satisfaisant pas aux dispositions de la présente ordonnance.

² Les indemnités touchées indûment doivent être remboursées.

Forfait

Art. 13 Si des conditions particulières le justifient, ces indemnités peuvent être remplacées par des montants forfaitaires annuels fixés d'entente avec le Département des Finances.

Abrogation du
droit antérieur

Art. 14 ¹ L'ordonnance du 29 novembre 1988 concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura est abrogée.

² L'ordonnance du 23 décembre 1980 concernant l'utilisation de véhicules motorisés privés pour les besoins du service est abrogée, à l'exception de l'article 4 qui reste en vigueur jusqu'au 31 décembre 1991.

Entrée en
vigueur

Art. 15 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} juillet 1991, à l'exception de l'article 6 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1992.

Delémont, le 21 mai 1991

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le vice-président : Gaston Brahier
Le chancelier : Joseph Boinay

¹) RSJU 173.411

²) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 28 janvier 2003, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 9 décembre

³) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 29 novembre 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012

⁴) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 6 novembre 2012, en vigueur depuis le 10 décembre 2012

⁵) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 6 novembre 2012, en vigueur depuis le 10 décembre 2012

**Arrêté
portant approbation de l'accord intercantonal sur les marchés
publics**

du 9 septembre 1998

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 78, lettre c, et 84, lettre b , de la Constitution cantonale¹⁾,

vu la déclaration d'adhésion du Gouvernement du 6 septembre 1995,

arrête :

Article premier ¹ L'accord intercantonal du 25 novembre 1994 sur les marchés publics (AIMP) est approuvé.

² Il est publié en annexe au présent arrêté.

Art. 2 Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

Art. 3 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur²⁾ du présent arrêté.

Delémont, le 9 septembre 1998

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : André Henzelin
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

**Arrêté
portant approbation de la modification de l'accord
intercantonal sur les marchés publics (AIMP)**

du 22 septembre 2004

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 78, lettre c, et 84, lettre b , de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

Article premier ¹ La modification du 15 mars 2001 de l'accord intercantonal sur les marchés publics du 25 novembre 1994 est approuvée.

² Elle est intégrée dans le texte de l'accord intercantonal publié en annexe.

Art. 2 Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

Art. 3 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur⁴⁾ du présent arrêté.

Delémont, le 22 septembre 2004

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre-André Comte
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

Annexe

Accord intercantonal sur les marchés publics³⁾

des 25 novembre 1994/15 mars 2001

Approuvé par le Département fédéral de l'économie publique le 14 mars 1996

SECTION 1 : Dispositions générales

But

Article premier⁵⁾ ¹ Le présent accord vise l'ouverture des marchés publics des cantons, des communes et des autres organes assumant des tâches cantonales ou communales. Il s'applique également aux tiers, dans la mesure où ceux-ci sont obligés par des accords internationaux.

² Il vise à harmoniser les règles de passation des marchés conformément à des principes définis en commun, ainsi qu'à transposer les obligations découlant de l'Accord relatif aux marchés publics (OMC)⁸⁾ et de l'Accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse sur certains aspects relatifs aux marchés publics⁹⁾.

³ Il poursuit notamment les objectifs suivants :

- a) assurer une concurrence efficace entre les soumissionnaires;
- b) garantir l'égalité de traitement à tous les soumissionnaires et assurer l'impartialité de l'adjudication;
- c) assurer la transparence des procédures de passation des marchés;
- d) permettre une utilisation parcimonieuse des deniers publics.

Réserve d'autres accords

Art. 2 Les cantons parties conservent le droit :

- a) de passer entre eux des accords bilatéraux ou multilatéraux en vue d'étendre le champ d'application du présent accord ou de développer leur coopération de toute autre manière;
- b) de passer des accords analogues avec des régions frontalières ou des Etats voisins.

Exécution

Art. 3 Les autorités compétentes de chaque canton édictent des dispositions d'exécution qui doivent être conformes au présent accord.

SECTION 2 : ...¹⁰⁾

Autorité
intercantonale

Art. 4 ¹ Les membres de la Conférence suisse des directeurs cantonaux des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement, représentant les cantons parties au présent accord, forment l'autorité intercantonale pour les marchés publics (AiMp).

² L'autorité intercantonale est compétente pour :

- a) modifier le présent accord, sous réserve de l'approbation des cantons parties;
- b) édicter des règles concernant les procédures d'adjudication;
- c) adapter les valeurs seuils mentionnées dans les annexes;
- c^{bis}) ⁷⁾ prendre acte et transmettre une demande d'exemption des adjudicateurs de l'assujettissement au présent accord, lorsque d'autres entités sont libres d'offrir les mêmes services dans la même aire géographique à des conditions substantiellement identiques (clause d'exemption);
- d) ... ⁶⁾;
- e) ⁵⁾ surveiller l'exécution du présent accord par les cantons et désigner un organe de contrôle;
- f) adopter un règlement fixant les règles d'organisation et de procédure pour l'application du présent accord;
- g) ⁷⁾ agir comme organe de contact dans le cadre des traités internationaux;
- h) ⁷⁾ désigner les délégués cantonaux aux commissions nationales et internationales et approuver les règles de fonctionnement.

³ L'autorité intercantonale prend ses décisions à la majorité des trois-quarts des représentants présents, pour autant que la moitié des cantons soit représentée. Chaque canton partie à l'accord dispose d'une voix, qui est exprimée par un membre de son gouvernement. ⁵⁾

⁴ L'autorité intercantonale collabore avec les Conférences des chefs de départements cantonaux concernées et avec la Confédération. ⁵⁾

Art. 5 ⁶⁾

SECTION 3 : Champ d'application

Délimitation	<p>Art. 5^{bis} 7 ¹ Il y a lieu de faire une distinction entre les marchés publics soumis aux traités internationaux et les marchés publics non soumis aux traités internationaux.</p> <p>² Les dispositions des marchés publics soumis aux traités internationaux transposent les accords internationaux dans le droit cantonal.</p> <p>³ Les dispositions des marchés publics non soumis aux traités internationaux harmonisent les règles cantonales.</p>
Types de marchés	<p>Art. 6 5 ¹ Le présent accord s'applique à la passation des marchés soumis aux traités internationaux suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) marchés de construction (réalisation de travaux de construction de bâtiments ou de génie civil); b) marchés de fournitures (acquisition de biens mobiliers, notamment sous forme d'achat, de crédit-bail/leasing, de bail à loyer, de bail à ferme ou de location-vente); c) marchés de services. <p>² Les dispositions des marchés publics non soumis aux traités internationaux s'appliquent à tous les marchés des adjudicateurs publics.</p>
Seuils	<p>Art. 7 ¹ Les seuils de marchés soumis aux traités internationaux sont mentionnés dans l'annexe 1. 5</p> <p>^{1bis} Les seuils des marchés publics non soumis aux traités internationaux sont mentionnés dans l'annexe 2. 7</p> <p>^{1ter} La taxe sur la valeur ajoutée n'est pas prise en considération pour l'estimation de la valeur du marché. 7</p> <p>² Si un adjudicateur adjuge plusieurs marchés de construction soumis aux traités internationaux pour la réalisation d'un ouvrage, la valeur totale des travaux de bâtiment et de génie civil est déterminante. Les marchés de construction soumis aux traités internationaux qui n'atteignent pas séparément la valeur de deux millions de francs et, calculés ensemble, ne dépassent pas 20 pour cent de la valeur totale de l'ouvrage, sont passés selon les dispositions applicables aux marchés publics non soumis aux traités internationaux (clause de minimis). 5</p>

Adjudicateur

Art. 8⁵⁾ ¹ Sont soumis aux dispositions des accords internationaux les pouvoirs adjudicateurs suivants :

- a) les cantons, les communes, de même que les autres collectivités de droit public cantonal ou communales, dans la mesure où elles n'ont pas un caractère commercial ou industriel;
- b) ...⁶⁾;
- c) les autorités, de même que les entreprises publiques et privées opérant au moyen d'un droit exclusif ou particulier dans les domaines de l'approvisionnement en eau, en énergie et dans celui des transports et des télécommunications. Sont seuls soumis au présent accord les marchés en relation avec l'exécution, en Suisse, de leurs tâches dans les domaines précités;
- d) les autres adjudicateurs selon les traités internationaux en vigueur.

² Sont en outre soumis aux dispositions relatives aux marchés non soumis aux traités internationaux, lorsqu'ils adjugent d'autres marchés publics :

- a) les autres collectivités assumant des tâches cantonales ou communales dans la mesure où elles n'ont pas de caractère commercial ou industriel;
- b) les projets et prestations qui sont subventionnés à plus de 50 % du coût total par des fonds publics.

³ Les marchés auxquels participent plusieurs adjudicateurs visés aux alinéas 1 et 2 sont soumis au droit applicable au lieu du siège de l'adjudicateur principal. Les marchés lancés par une organisation commune sont soumis au droit applicable au lieu du siège de cette organisation. Si celle-ci n'a pas de siège, le droit applicable est celui du lieu où l'activité principale est déployée ou au lieu d'exécution. Une convention contraire reste réservée.

⁴ Les marchés d'un adjudicateur visé aux al. 1 et 2, dont l'exécution n'a pas lieu au siège de l'adjudicateur, sont soumis au droit du lieu du siège de l'adjudicateur ou du lieu de l'activité principale.

Soumission-
naires;
réciprocité

Art. 9 Le présent accord s'applique aux soumissionnaires ayant leur domicile ou leur siège :

- a) dans un canton partie à l'accord;
- b)⁵⁾ dans un Etat signataire d'un accord international sur les marchés publics;
- c) ...⁶⁾.

Exceptions

Art. 10 ¹ Le présent accord n'est pas applicable :

- a) aux marchés passés avec des institutions pour handicapés, des œuvres de bienfaisance ou des établissements pénitentiaires;
- b) aux marchés passés dans le cadre de programmes agricoles ou d'aide alimentaire;
- c) ⁵⁾ aux marchés passés sur la base d'un traité international, qui se rapportent à un objet à réaliser et à supporter en commun;
- d) aux marchés passés avec une organisation internationale sur la base d'une procédure spéciale;
- e) à l'acquisition d'armes, de munitions ou de matériel de guerre et à la réalisation d'infrastructures de combat et de commandement pour la défense générale et l'armée.

² L'adjudicateur n'est pas tenu d'adjuger un marché selon les dispositions du présent accord :

- a) lorsque celui-ci risque de mettre en danger l'ordre ou la sécurité publics;
- b) lorsque la protection de la santé et de la vie de personnes, d'animaux ou de plantes l'exige, ou
- c) lorsqu'il porte atteinte aux droits de la propriété intellectuelle.

SECTION 4 : Procédure ⁵⁾

Principes généraux

Art. 11 Lors de la passation de marchés, les principes suivants doivent être respectés :

- a) non-discrimination et égalité de traitement de chaque soumissionnaire;
- b) concurrence efficace;
- c) renonciation à des rounds de négociation;
- d) respect des conditions de récusation des personnes concernées;
- e) respect des conditions relatives à la protection des travailleurs et aux conditions de travail;
- f) égalité de traitement entre hommes et femmes;
- g) traitement confidentiel des informations.

Types de
procédures

Art. 12 ¹ Sont applicables les procédures de mise en concurrence suivantes :

- a) la procédure ouverte : l'adjudicateur lance un appel d'offres public pour le marché prévu. Chaque soumissionnaire peut présenter une offre;
- b) la procédure sélective : l'adjudicateur lance un appel d'offres public pour le marché prévu. Chaque candidat peut présenter une demande de participation. L'adjudicateur détermine, en fonction de critères d'aptitude, les candidats qui peuvent présenter une offre. Il peut limiter le nombre de candidats invités à présenter une offre s'il n'est pas compatible avec un fonctionnement efficace du mécanisme d'adjudication des marchés. Une concurrence réelle doit cependant être garantie ;
- b^{bis}) ⁵⁾ la procédure sur invitation : l'adjudicateur invite des soumissionnaires à présenter une offre dans un délai donné, sans publication. L'adjudicateur doit si possible demander au moins trois offres.
- c) la procédure de gré à gré : l'adjudicateur adjuge le marché directement à un soumissionnaire, sans procéder à un appel d'offres.

² ... ⁶⁾

³ Les concours d'études ou les concours portant sur les études et la réalisation doivent respecter les principes du présent accord. Pour le surplus, l'organisateur peut se référer aux règles établies par les organisations professionnelles concernées.

Choix de la
procédure

Art. 12^{bis} ⁷⁾ ¹ Les marchés soumis aux traités internationaux peuvent, au choix, être passés selon la procédure ouverte ou la procédure sélective. Dans des cas particuliers déterminés par les traités eux-mêmes, ils peuvent être passés selon la procédure de gré à gré.

² Les marchés publics non soumis aux traités internationaux peuvent en outre être passés selon la procédure sur invitation ou la procédure de gré à gré selon l'annexe 2.

³ Les cantons ont la faculté d'abaisser les valeurs seuils non soumis aux traités internationaux, mais ne peuvent pas invoquer la clause de réciprocité.

Les dispositions
d'exécution
cantonales

Art. 13 Les dispositions d'exécution cantonales doivent garantir :

- a) ⁵⁾ les publications obligatoires, ainsi que la publication des valeurs seuils;
- b) le recours à des spécifications techniques non-discriminatoires;
- c) la fixation d'un délai suffisant pour la remise des offres;
- d) une procédure d'examen de l'aptitude des soumissionnaires selon des critères objectifs et vérifiables;
- e) la reconnaissance mutuelle de la qualification des soumissionnaires, inscrits sur des listes permanentes tenues par les cantons parties au présent accord;
- f) des critères d'attribution propres à adjuger le marché à l'offre économiquement la plus avantageuse;
- g) l'adjudication par voie de décision;
- h) la notification et la motivation sommaire des décisions d'adjudication;
- i) la possibilité d'interrompre et de répéter la procédure de passation en cas de justes motifs uniquement;
- j) ⁷⁾ l'archivage.

Conclusion du
contrat

Art. 14 ¹ Le contrat ne peut être conclu avec l'adjudicataire qu'après l'écoulement du délai de recours et, en cas de recours, que si l'autorité juridictionnelle cantonale n'a pas accordé au recours l'effet suspensif.

² Si une procédure de recours est en cours sans que l'effet suspensif ait été prononcé, l'adjudicateur informe immédiatement l'autorité juridictionnelle de la conclusion du contrat.

SECTION 5 : Voies de droit

Droit et délai de
recours

Art. 15 ¹ Les décisions de l'adjudicateur peuvent faire l'objet d'un recours auprès d'une autorité juridictionnelle cantonale. Celle-ci statue de manière définitive.

^{1bis} Sont réputées décisions sujettes à recours :

- a) l'appel d'offres;
- b) la décision concernant l'inscription des soumissionnaires sur la liste prévue à l'art. 13, let. e;
- c) la décision concernant le choix des participants à la procédure sélective;
- d) l'exclusion de la procédure;
- e) l'adjudication, sa révocation ou l'interruption d'une procédure d'adjudication. ⁷⁾

² Le recours, dûment motivé, doit être déposé dans les dix jours dès la notification de la décision d'adjudication.

^{2bis} Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.⁷⁾

³ En l'absence de dispositions d'exécution cantonales, le Tribunal fédéral est compétent pour connaître de tous recours concernant l'application du présent accord.

Motifs du recours **Art. 16** ¹ Le recours peut être formé :

- a) pour violation du droit, y compris l'excès ou l'abus de pouvoir d'appréciation;
- b) pour constatation inexacte ou incomplète de faits pertinents.

² Le grief d'inopportunité ne peut être invoqué.

³ En l'absence de dispositions d'exécution cantonales, les dispositions du présent accord peuvent être invoquées directement par les soumissionnaires.

Effet suspensif **Art. 17** ¹ Le recours n'a pas d'effet suspensif.

² Toutefois, l'autorité de recours peut, d'office ou sur demande, accorder l'effet suspensif à un recours, pour autant que celui-ci paraisse suffisamment fondé et qu'aucun intérêt public ou privé prépondérant ne s'y oppose.

³ Si l'effet suspensif est ordonné sur demande du recourant et qu'il soit de nature à causer un préjudice important, le recourant peut aussi être astreint à fournir, dans un délai convenable, des sûretés pour les frais de procédure et une éventuelle indemnité de dépens. A défaut de versement dans le délai fixé par le juge, la décision ordonnant l'effet suspensif devient caduque.

⁴ Le recourant est tenu de préparer le préjudice causé par l'effet suspensif s'il a agi par dol ou par négligence grave.

Décision sur recours

Art. 18 ¹ Si le contrat n'est pas encore conclu, l'autorité de recours peut, soit statuer au fond, soit renvoyer la cause au pouvoir adjudicateur dont elle annule la décision, au besoin avec des instructions impératives.

² Si le contrat est déjà conclu et que le recours est jugé bien fondé, l'autorité de recours constate le caractère illicite de la décision.

SECTION 6 : Vérification

Vérification et
sanctions

Art. 19 ¹ Chaque canton vérifie le respect, par les soumissionnaires et les pouvoirs adjudicateurs, des dispositions en matière de marchés publics, tant durant la procédure de passation qu'après l'adjudication.

² Chaque canton détermine les sanctions encourues en cas de violation des dispositions en matière de marchés publics.

SECTION 7 : Dispositions finales

Adhésion et
dénonciation

Art. 20 ¹ Chaque canton peut adhérer à l'accord. Sa déclaration d'adhésion est remise à l'autorité intercantonale qui la communique à la Confédération.

² Le présent accord peut être dénoncé pour la fin d'une année civile moyennant un préavis de six mois adressé à l'autorité intercantonale. Celle-ci communique la dénonciation à la Confédération.

Entrée en
vigueur

Art. 21 ¹ L'accord, dès que deux cantons au moins y auront adhéré, entrera en vigueur lors de sa publication dans le Recueil officiel des lois fédérales et, pour les cantons qui y adhèrent ultérieurement, lors de la publication de leur adhésion dans ledit Recueil.

² Il en est de même des compléments et modifications apportés à l'accord.

³ L'accord du 25 novembre 1994^{[11\)](#)} reste en vigueur dans sa version initiale pour tous les cantons qui n'auront pas adhéré à ses modifications du 15 mars 2001.^{[7\)](#)}

Droit transitoire

Art. 22 ¹ Le présent accord s'applique à la passation de marchés qui sont mis en soumission ou adjugés après son entrée en vigueur.

² En cas de dénonciation, le présent accord continue à s'appliquer à la passation de marchés dont l'appel d'offres ou l'invitation à déposer une demande de participation sont publiés avant la fin de l'année civile pour laquelle la dénonciation est applicable.

Annexe 1

Valeurs seuils selon les dispositions des traités internationaux

a) Accord relatif aux marchés publics (OMC)

Adjudicateurs	Valeurs seuils en CHF ¹²⁾ (valeurs seuils en DTS)		
	Marchés de construction (valeur totale)	Marchés de fournitures	Marchés de services
Cantons	8'700'000 (5'000'000)	350'000 (200'000)	350'000 (200'000)
Autorités/entreprises publiques dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications	8'700'000 (5'000'000)	700'000 (400'000)	700'000 (400'000)

b) En vertu de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération, les adjudicateurs suivants sont également soumis aux dispositions des traités internationaux

Adjudicateurs	Valeurs seuils en CHF ¹²⁾ (valeurs seuils en Euro)		
	Marchés de construction (valeur totale)	Marchés de fournitures	Marchés de services
Communes/districts	8'700'000 (6'000'000)	350'000 (240'000)	350'000 (240'000)
Entreprises privées ayant des droits spéciaux ou exclusifs dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et du transport (y compris les téléphériques et les remonte-pentes)	8'700'000 (6'000'000)	700'000 (480'000)	700'000 (480'000)
Entreprises publiques ou privées ayant des droits spéciaux ou exclusifs dans le secteur du transport ferroviaire et dans le secteur énergétique (approvisionnement en gaz et en chaleur)	8'000'000 (5'000'000)	640'000 (400'000)	640'000 (400'000)
Entreprises publiques ou privées ayant des droits spéciaux ou exclusifs dans les secteurs de télécommunications	8'000'000 (5'000'000)	960'000 (600'000)	960'000 (600'000)

Annexe 2

Valeurs seuils et procédures applicables aux marchés non soumis aux traités internationaux

Champ d'application	Fournitures (valeurs seuils en CHF)	Services (valeurs seuils en CHF)	Construction (valeurs seuils en CHF)	
			Second œuvre	Gros œuvre
Procédure de gré à gré	jusqu'à 100'000	jusqu'à 150'000	jusqu'à 150'000	jusqu'à 300'000
Procédure sur invitation	jusqu'à 250'000	jusqu'à 250'000	jusqu'à 250'000	jusqu'à 500'000
Procédure ouverte/ sélective	dès 250'000	dès 250'000	dès 250'000	dès 500'000

1) RSJU 101

2) 1^{er} juin 1999

3) RS 172.056.5

4) 1^{er} janvier 2005

5) Nouvelle teneur selon la modification du 15 mars 2001, approuvée par le Parlement le 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005

6) Abrogé(e) par la la modification du 15 mars 2001, approuvée par le Parlement le 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005

7) Introduit(e) par la modification du 15 mars 2001, approuvée par le Parlement le 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005

8) RS 0.632.231.422

9) RS 0.172.052.68

10) Titre abrogé par la modification du 15 mars 2001, approuvée par le Parlement le 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005

11) RS 172.056.4

12) Les valeurs-seuils ont été adaptées selon décision de l'autorité intercantonale pour les marchés publics (AiMp), en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2010

Ordonnance concernant l'adjudication des marchés publics (OAMP)

du 4 avril 2006

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 29 et 30 de la loi du 21 octobre 1998 concernant les marchés publics (LMP)^{[1](#)},

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

But

Article premier ¹ La présente ordonnance règle :

- a) la procédure d'adjudication des marchés publics de construction, de fournitures et de services;
- b) les modalités d'organisation des concours d'idées, des concours de projets et des concours portant sur les études et la réalisation.

² Demeurent réservées les dispositions fédérales régissant des marchés publics particuliers, notamment la construction et l'entretien des routes nationales.

Terminologie

Art. 2 Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Types de
marchés

Art. 3 Par marchés publics, on entend :

- a) les marchés de construction portant sur la réalisation de travaux de construction de bâtiments ou de génie civil;
- b) les marchés de fournitures portant sur l'acquisition de biens mobiliers, notamment sous forme d'achat, de crédit-bail ou leasing, de bail à loyer, de bail à ferme ou de location-vente;
- c) les marchés de services.

Adjudicateurs

Art. 4 ¹ Les règles régissant l'adjudication des marchés publics s'appliquent à tous les types de marchés passés par les adjudicateurs suivants :

- a) le Canton, soit le Gouvernement, les départements et toutes leurs unités administratives, y compris les autorités judiciaires;
- b) les établissements du Canton ainsi que les établissements ou institutions autonomes au sens du droit public cantonal, y compris la Caisse de pensions, à l'exclusion des cas où elle gère son patrimoine financier;
- c) les communes municipales, bourgeoises ou mixtes, les sections et les syndicats de communes, les associations et autres groupements de communes, ainsi que les établissements de droit public communal;
- d) les entreprises de droit public ou privé ainsi que les institutions ayant leur siège dans le Canton, lorsque les pouvoirs publics y participent à titre majoritaire ou en subventionnent le fonctionnement à plus de 50 %;
- e) les collectivités ecclésiastiques cantonales et leurs paroisses;
- f) les organismes ou entreprises ayant leur siège dans le Canton, quelle que soit leur forme juridique, opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports ou des télécommunications (EETT) et qui sont majoritairement dominés par l'un des pouvoirs adjudicateurs énumérés sous lettres a à d, pour autant qu'ils exécutent, en Suisse, des tâches dans les secteurs EETT;
- g) les autres adjudicateurs selon les traités internationaux en vigueur.

² Sont en outre soumis aux règles régissant l'adjudication des marchés publics, les marchés dont le coût total est subventionné à plus de 50 % par des fonds publics.

³ La Banque cantonale jurassienne n'est pas assujettie à la législation sur les marchés publics.

Exceptions

Art. 5 ¹ Les règles régissant l'adjudication des marchés publics ne sont pas applicables :

- a) aux marchés passés avec des institutions pour handicapés, des œuvres de bienfaisance ou des établissements pénitentiaires;
- b) aux marchés passés dans le cadre de programmes agricoles ou d'aide alimentaire;
- c) aux marchés passés sur la base d'un traité international, qui se rapportent à un objet à réaliser et à supporter en commun;
- d) aux marchés passés avec une organisation internationale sur la base d'une procédure spéciale;
- e) à l'acquisition d'armes, de munitions ou de matériel de guerre et à la réalisation d'infrastructures de combat et de commandement pour la défense générale et l'armée.

² L'adjudicateur n'est pas tenu d'adjuger un marché selon les règles régissant l'adjudication des marchés publics :

- a) lorsque celui-ci risque de mettre en danger l'ordre et la sécurité publics;
- b) lorsque la protection de la santé et de la vie de personnes, d'animaux ou de plantes l'exige;
- c) lorsqu'il porte atteinte aux droits de la propriété intellectuelle.

CHAPITRE II : Procédure d'adjudication

SECTION 1 : Généralités

Types de
procédures

Art. 6 ¹ Les marchés publics peuvent être adjugés selon la procédure ouverte, la procédure sélective, la procédure sur invitation ou la procédure de gré à gré.

² L'adjudicateur peut également recourir à l'une des formes de concours prévues aux articles 72 et suivants.

Choix de la
procédure
a) Principe

Art. 7 Le choix de la procédure d'adjudication s'opère en fonction des seuils mentionnés par l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP)².

b) Valeur du
marché

Art. 8 ¹ La valeur du marché englobe toute forme de rémunération. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) n'est pas prise en compte.

² Les règles régissant l'adjudication des marchés publics ne doivent pas être contournées en divisant le marché.

Exceptions

Art. 9 ¹ Indépendamment de sa valeur, un marché peut être passé selon la procédure de gré à gré, si l'une des conditions suivantes est remplie :

- a) aucune offre n'est présentée dans le cadre de la procédure ouverte, sélective ou sur invitation ou aucun soumissionnaire ne répond aux critères d'aptitude;
- b) toutes les offres présentées dans le cadre de la procédure ouverte, sélective ou sur invitation ont été concertées ou ne satisfont pas aux exigences essentielles de l'appel d'offres;
- c) un seul soumissionnaire entre en considération en raison des particularités techniques ou artistiques du marché ou pour des motifs relevant du droit de la propriété intellectuelle, et il n'existe pas de solution de rechange adéquate;

- d) les principes fondamentaux tels que confidentialité, secrets professionnels ou protection de la personnalité ne peuvent être garantis que de cette façon;
- e) en raison d'événements imprévisibles, l'urgence du marché est telle qu'il est impossible de suivre une procédure ouverte, sélective ou sur invitation;
- f) des événements imprévisibles font que des prestations supplémentaires sont nécessaires pour exécuter ou compléter un marché adjugé sous le régime de la libre concurrence et le fait de séparer ces prestations du marché initial pour des motifs techniques ou économiques entraîne pour l'adjudicateur des difficultés importantes; la valeur des marchés supplémentaires ne doit pas dépasser la moitié de la valeur du marché initial;
- g) les prestations destinées à remplacer, à compléter ou à accroître des prestations déjà fournies doivent être achetées auprès du soumissionnaire initial étant donné que l'interchangeabilité avec du matériel ou des services existants ne peut être garantie que de cette façon;
- h) l'adjudicateur adjuge un nouveau marché lié à un marché de base similaire adjugé selon la procédure ouverte, sélective ou sur invitation; il a mentionné dans l'appel d'offres relatif au projet de base qu'il est possible de recourir à la procédure de gré à gré pour de tels marchés;
- i) l'adjudicateur achète des biens nouveaux (prototypes) ou des services d'un nouveau genre qui ont été produits ou mis au point à sa demande dans le cadre d'un marché de recherche, d'expérimentation, d'étude ou de développement original;
- j) l'adjudicateur déclare par avance son intention d'adjuger le marché au lauréat d'un concours de projet ou portant sur les études et la réalisation;
- k) l'adjudicateur achète des biens sur un marché de produits de base;
- l) l'adjudicateur peut acheter des biens à un prix nettement inférieur aux prix usuels à la faveur d'une offre avantageuse limitée dans le temps, notamment dans le cas de liquidations.

² L'adjudicateur rédige un rapport sur chaque marché soumis aux accords internationaux adjugé de gré à gré. Ce rapport mentionne :

- a) le nom de l'adjudicataire;
- b) la valeur et la nature du marché;
- c) le pays d'origine de la prestation;
- d) la disposition de l'alinéa 1 en vertu de laquelle le marché a été adjugé de gré à gré.

Définitions
a) Procédure
ouverte

Art. 10 ¹ En procédure ouverte, l'adjudicateur lance un appel d'offres public pour le marché prévu. Chaque soumissionnaire peut présenter une offre.

² Les offres sont évaluées en fonction de critères d'aptitude, puis en fonction de critères d'adjudication.

b) Procédure
sélective

Art. 11 ¹ En procédure sélective, l'adjudicateur lance un appel d'offres public pour le marché prévu. Chaque candidat peut présenter une demande de participation.

² L'adjudicateur décide, en fonction de critères d'aptitude, quels sont les candidats qui peuvent présenter une offre. Cette décision est communiquée à l'ensemble des candidats. Elle est sommairement motivée et indique la voie de recours.

³ L'adjudicateur peut limiter le nombre de soumissionnaires s'il n'est pas compatible avec un déroulement rationnel de la procédure d'adjudication. Une concurrence réelle doit cependant être garantie.

⁴ Si l'adjudicateur entend limiter le nombre de soumissionnaires, il est tenu de l'annoncer dans l'appel d'offres ou dans les documents d'appel d'offres. Il doit parallèlement chiffrer cette limite et fixer les critères de sélection ainsi que leur pondération respective.

c) Procédure sur
invitation

Art. 12 ¹ En procédure sur invitation, l'adjudicateur choisit les soumissionnaires qu'il entend inviter à lui remettre une offre, sans procéder préalablement à un appel d'offres public.

² Dans la mesure du possible, il demande au minimum trois offres.

d) Procédure de
gré à gré

Art. 13 En procédure de gré à gré, l'adjudicateur adjuge le marché directement à un soumissionnaire, sans procéder à un appel d'offres public.

SECTION 2 : Marchés soumis aux accords internationaux

Seuils

Art. 14 Sont soumis aux accords internationaux, les marchés dont la valeur estimée (sans la taxe sur la valeur ajoutée) atteint au moins les seuils mentionnés en annexe 1a et 1b.

Valeur du
marché
a) Marchés de
construction

Art. 15 ¹ Si la réalisation d'un ouvrage implique l'adjudication de plusieurs marchés de construction, la valeur totale des travaux de bâtiment et de génie civil est déterminante.

² Les marchés de construction qui n'atteignent pas séparément la valeur de deux millions de francs et qui, additionnés, ne dépassent pas 20 % de la valeur totale de l'ouvrage, sont passés selon les dispositions applicables aux marchés publics non soumis aux traités internationaux (clause "de minimis").

b) Marchés de
fournitures et de
services

Art. 16 ¹ Si plusieurs marchés de fournitures ou de services identiques sont passés ou si un marché de fournitures ou de services est subdivisé en plusieurs marchés séparés de nature identique (lots), la valeur du marché est calculée :

- a) soit selon la valeur totale effective des marchés répétitifs passés au cours des douze derniers mois;
- b) soit selon la valeur estimée des marchés répétitifs au cours de l'exercice ou dans les douze mois qui suivent le premier marché.

² Si un marché contient des options sur des marchés ultérieurs, la valeur globale est déterminante.

³ Pour les marchés de fournitures et de services sous forme de crédit-bail ou leasing, location ou location-vente, de même que pour les marchés qui ne prévoient pas expressément un prix total, la valeur du marché se calcule comme suit :

- a) dans le cas de marchés de durée déterminée, la valeur totale pour toute la durée du contrat, si celle-ci est inférieure ou égale à douze mois, ou la valeur totale, y compris la valeur résiduelle estimée, si leur durée dépasse douze mois;
- b) dans le cas de contrats de durée indéterminée, l'acompte mensuel multiplié par quarante-huit.

Procédure
applicable

Art. 17 ¹ Les marchés soumis aux accords internationaux peuvent, au choix, être passés selon la procédure ouverte ou la procédure sélective.

² Dans les cas prévus à l'article 9 ci-dessus, ils peuvent être passés, indépendamment de leur valeur, selon la procédure de gré à gré.

Cercle des
soumissionnaires

Art. 18 Peuvent accéder aux marchés soumis aux accords internationaux, les soumissionnaires ou les candidats ayant leur siège ou leur établissement :

- a) en Suisse;
- b) dans un Etat signataire d'un accord international sur les marchés publics.

SECTION 3 : Marchés non soumis aux accords internationaux

Seuils

Art. 19 Les marchés dont la valeur estimée (sans la taxe sur la valeur ajoutée) n'atteint pas les seuils mentionnés en annexe 1a et 1b, sont adjugés en fonction des seuils mentionnés en annexe 2.

Valeur du marché a) Marchés de construction

Art. 20 ¹ Les marchés de construction de gros œuvre doivent être distingués des marchés de construction de second œuvre. Par gros œuvre, on entend tous les travaux nécessaires à la structure porteuse d'une construction. Les autres travaux relèvent du second œuvre.

² Si la réalisation d'un ouvrage implique l'adjudication de plusieurs marchés de construction, la valeur de chaque marché est déterminante pour le choix de la procédure.

³ Cette valeur est définie par l'ensemble des prestations comprises dans le code des frais de constructions (CFC) jusqu'à trois chiffres.

b) Marchés de fournitures et de services

Art. 21 Les règles régissant le calcul de la valeur des marchés de fournitures et de services soumis aux accords internationaux sont applicables par analogie (art. 16).

Procédure applicable a) Marchés simples

Art. 22 Les marchés simples, au sens de l'annexe 2, sont passés selon la procédure ouverte ou la procédure sélective. Dans les cas particuliers prévus à l'article 9 ci-dessus, ils peuvent être passés, indépendamment de leur valeur, selon la procédure de gré à gré.

b) Petits marchés

Art. 23 ¹ Les petits marchés, au sens de l'annexe 2, sont passés selon la procédure sur invitation ou la procédure de gré à gré. Dans les cas particuliers prévus à l'article 9 ci-dessus, ils peuvent être passés, indépendamment de leur valeur, selon la procédure de gré à gré.

² Lorsqu'un marché est susceptible, en fonction de sa valeur, d'être passé selon la procédure de gré à gré, l'adjudicateur peut choisir, en lieu et place, la procédure sur invitation, la procédure ouverte ou la procédure sélective. Le cas échéant, il est tenu de respecter les règles correspondant au type de procédure choisi.

³ Lorsqu'un marché est susceptible, en fonction de sa valeur, d'être passé selon la procédure sur invitation, l'adjudicateur peut choisir, en lieu et place, la procédure ouverte ou la procédure sélective. Le cas échéant, il est tenu de respecter les règles correspondant au type de procédure choisi.

Cercle des
soumissionnaires

Art. 24 Peuvent accéder aux marchés non soumis aux accords internationaux les soumissionnaires ou les candidats ayant leur siège ou leur établissement en Suisse.

SECTION 4 : Appel d'offres

Forme

Art. 25 ¹ En procédure ouverte ou sélective, l'appel d'offres paraît dans le Journal officiel. Il est également publié dans le Système d'information sur les marchés publics en Suisse (site Internet : www.simap.ch). Seule la publication dans le Journal officiel fait foi.

² En procédure sur invitation et de gré à gré, l'invitation à soumissionner se fait par communication directe. La procédure de gré à gré n'est soumise à aucune prescription de forme.

Marchés groupés

Art. 26 Les marchés bien définis dans le temps peuvent faire l'objet d'une seule publication. Elle contient au moins les indications mentionnées à l'article 27, l'obligation pour les soumissionnaires ou les candidats de faire part de leur intérêt ainsi que l'indication du lieu où les informations supplémentaires peuvent être obtenues.

Indications

Art. 27 L'appel d'offres contient au moins les indications suivantes :

- a) le nom et l'adresse de l'adjudicateur;
- b) le type de procédure;
- c) la mention, le cas échéant, que le marché est soumis aux accords internationaux;
- d) l'objet et l'importance du marché, y compris les options concernant des marchés complémentaires;
- e) le délai d'exécution et de livraison;
- f) la langue de la procédure;
- g) les informations sur les variantes et la durée du marché;
- h) le calendrier prévu pour la publication des travaux accessoires;
- i) les critères d'aptitude et les garanties financières, dans le cas où il n'est pas remis de documents d'appel d'offres;
- j) l'exclusion éventuelle ou la limitation des consortiums comme soumissionnaires;

- k) le lieu où les documents d'appel d'offres peuvent être obtenus et leur prix éventuel;
- l) le lieu et le délai de remise des offres ou des demandes de participation à une procédure sélective;
- m) la méthode de notation du prix et les autres critères d'adjudication par ordre d'importance en fonction de leur pondération respective, dans le cas où il n'est pas remis de documents d'appel d'offres;
- n) les voies de droit.

Documents
d'appel d'offres

Art. 28 ¹ Les documents d'appel d'offres doivent être adaptés aux exigences du marché.

² Ces documents indiquent au moins :

- a) le nom et l'adresse de l'adjudicateur;
- b) l'objet et l'importance du marché;
- c) le lieu où des renseignements complémentaires peuvent être demandés;
- d) l'obligation de faire usage de la langue de la procédure pour présenter une offre ou une demande de participation à une procédure sélective, respectivement de produire une traduction de tous les documents d'accompagnement dont la version originale n'est pas rédigée dans la langue de la procédure;
- e) les critères d'aptitude ainsi que les moyens de preuve à fournir par les soumissionnaires ou les candidats;
- f) le lieu et le délai de remise d'une offre ou d'une demande de participation à une procédure sélective;
- g) la durée de validité de l'offre;
- h) les conditions particulières relatives aux variantes, aux offres partielles ainsi qu'à la formation de lots;
- i) la méthode de notation du prix et les autres critères d'adjudication par ordre d'importance en fonction de leur pondération respective;
- j) les conditions de paiement;
- k) les voies de droit.

³ Les documents d'appel d'offres désignent en outre les entités qui fournissent des renseignements sur les dispositions de protection du travail, les conditions de travail applicables sur le lieu d'exécution des travaux, les contrats collectifs de travail, les contrats de travail et les conditions de travail ordinaires, ou en leur absence, les prescriptions usuelles de la branche.

⁴ L'adjudicateur communique les documents d'appel d'offres à toute personne intéressée qui en fait la demande.

Spécifications techniques

Art. 29 ¹ Si l'adjudicateur exige, dans les documents d'appel d'offres, des spécifications techniques, il veille à ce qu'elles décrivent les propriétés d'emploi du produit plutôt que sa conception et qu'elles soient définies sur la base de normes internationales et, en leur absence, des normes techniques appliquées en Suisse.

² Il ne devra pas être exigé ou mentionné de marques de fabrique ou de commerce, de brevets, de modèles ou de types particuliers, ni d'origines ou de producteurs de produits ou de services déterminés, à moins qu'il n'existe pas d'autre moyen suffisamment précis ou intelligible de décrire les conditions du marché et à la condition que des termes tels que "ou l'équivalent" figurent dans la documentation relative à l'appel d'offres.

³ Si un soumissionnaire s'écarte de ces normes, il doit démontrer l'équivalence du produit qu'il propose.

⁴ L'adjudicateur s'abstient de solliciter ou d'accepter, d'une manière qui aurait pour effet d'empêcher la concurrence, les avis pouvant être utilisés pour l'établissement des spécifications relatives à un marché déterminé, de la part d'une société qui pourrait avoir un intérêt commercial dans le marché.

Renseignements

Art. 30 ¹ L'adjudicateur répond dans les plus brefs délais aux questions liées aux documents d'appel d'offres, dans la mesure où les renseignements supplémentaires fournis ne favorisent pas le soumissionnaire ou le candidat.

² Les renseignements importants fournis à un soumissionnaire ou à un candidat doivent simultanément être communiqués aux autres.

Délais
a) Principe

Art. 31 ¹ Les délais sont fixés de manière à éviter toute discrimination, en tenant compte de la complexité du marché, de l'importance des marchés de sous-traitance ainsi que du temps nécessaire pour transmettre les offres ou les demandes de participation.

² La prolongation éventuelle d'un délai vaut pour tous les soumissionnaires ou tous les candidats. Le cas échéant, ils doivent être informés à temps et simultanément.

b) Marchés soumis aux accords internationaux

Art. 32 ¹ Pour les marchés soumis aux accords internationaux, les délais ne peuvent être inférieurs à :

a) 40 jours depuis l'appel d'offres, pour la remise d'une offre en cas de procédure ouverte;

- b) 25 jours depuis l'appel d'offres, pour une demande de participation à une procédure sélective;
- c) 40 jours depuis l'invitation à présenter une offre, pour la remise d'une offre en cas de procédure sélective.

² Ces délais peuvent être réduits dans les cas suivants :

- a) lorsqu'une annonce particulière est intervenue au préalable dans un délai de 40 jours jusqu'à un maximum de 12 mois, laquelle contient les indications de l'article 27 et la remarque que les soumissionnaires intéressés doivent s'annoncer à l'entité désignée et peuvent y demander des renseignements supplémentaires; dans ce cas le délai peut être réduit, en règle générale à 24 jours, à condition qu'il reste suffisamment de temps pour élaborer une offre, mais en aucun cas à moins de 10 jours;
- b) s'il s'agit d'un second appel d'offres ou d'un autre appel d'offres de marchés de nature répétitive, jusqu'à 24 jours;
- c) dans des cas urgents qui rendent le respect des délais selon l'alinéa 1 impraticable, mais pas à moins de 10 jours.

c) Marchés non soumis aux accords internationaux

Art. 33 ¹ Pour les marchés non soumis aux accords internationaux, les délais ne peuvent être inférieurs à :

- a) 20 jours depuis l'appel d'offres, pour la remise d'une offre en cas de procédure ouverte;
- b) 15 jours depuis l'appel d'offres, pour une demande de participation à une procédure sélective;
- c) 20 jours depuis l'invitation à présenter une offre, pour la remise d'une offre en cas de procédure sélective.

² En procédure sur invitation ou de gré à gré, les délais ne peuvent en principe être inférieurs à 10 jours dès l'invitation à présenter une offre.

Conditions de participation

Art. 34 ¹ Tout soumissionnaire ou tout candidat doit remplir les conditions de participation fixées par la loi (art. 21, al. 2, LMP).

² Indépendamment du type de procédure, l'adjudicateur peut préalablement demander aux soumissionnaires ou aux candidats un engagement stipulant que toutes les conditions de participation sont satisfaites et que les preuves requises lui seront transmises sur simple requête.

³ En règle générale, dans une procédure au cours de laquelle un engagement a été demandé conformément à l'alinéa 2, seuls les soumissionnaires qui ont des chances objectives d'obtenir l'adjudication du marché sont appelés à fournir les preuves requises.

SECTION 5 : Aptitude des soumissionnaires ou des candidats

Critères
d'aptitude
a) Principe

Art. 35 ¹ L'adjudicateur définit des critères objectifs et vérifiables pour évaluer l'aptitude des soumissionnaires ou des candidats.

² Ces critères concernent en particulier les capacités professionnelles, financières, économiques, techniques et organisationnelles. Ils répondent en tous les cas aux exigences minimales fixées par la loi (art. 21, al. 3, LMP).

b) Exceptions

Art. 36 En procédure sur invitation ou de gré à gré, l'adjudicateur peut renoncer à définir des critères d'aptitude.

Evaluation de
l'aptitude

Art. 37 Pour évaluer l'aptitude des soumissionnaires ou des candidats, l'adjudicateur peut notamment exiger les documents mentionnés en annexe 3. Il choisit et désigne les documents à fournir en fonction de la nature et de l'importance du marché.

Listes
permanentes

Art. 38 Il n'est pas tenu de listes permanentes de soumissionnaires qualifiés au sens de l'article 22 de la loi concernant les marchés publics¹⁾.

SECTION 6 : Offres et demandes de participation

Envoi

Art. 39 ¹ L'offre ou la demande de participation est faite par écrit et rédigée dans la langue de la procédure; elle est présentée sous pli fermé.

² L'offre ou la demande de participation doit porter la signature originale ou authentifiée de son auteur et parvenir complète au lieu et dans le délai fixés par l'appel d'offres.

³ A l'échéance de ce délai, l'offre ou la demande de participation ne peut plus être modifiée.

Communauté de
soumissionnaires
ou de candidats

Art. 40 ¹ Plusieurs soumissionnaires ou candidats peuvent en principe remettre une offre, respectivement une demande de participation, commune. Demeurent réservés les cas dans lesquels la constitution de communautés de soumissionnaires ou de candidats, en particulier de consortiums, a été exclue ou restreinte dans l'appel d'offres ou dans les documents d'appel d'offres.

² Lorsque la bonne exécution d'un marché le requiert, l'adjudicateur peut exiger que les communautés de soumissionnaires aient un statut juridique précis avant l'adjudication.

Sous-traitants,
entreprises
générales

Art. 41 ¹ Les soumissionnaires doivent indiquer, lors du dépôt de leur offre, le type et la part des prestations qui doivent être sous-traitées, ainsi que le nom et le domicile ou le siège des sous-traitants participant à l'exécution du marché.

² Lorsqu'une offre est déposée par une entreprise générale ou par une entreprise qui entend faire appel à des sous-traitants, l'adjudicateur s'assure que chaque entreprise susceptible de participer à l'exécution du marché, y compris, le cas échéant, ses sous-traitants, satisfait aux conditions de participation et aux critères d'aptitude fixés.

Variantes

Art. 42 ¹ Les soumissionnaires sont libres de présenter une ou plusieurs variantes parallèlement à leur offre, à moins que cette faculté n'ait été exclue ou restreinte dans l'appel d'offres ou dans les documents d'appel d'offres.

² Dans l'hypothèse où sa présentation est autorisée, une variante n'est prise en considération que si :

- a) elle respecte les exigences impératives fixées dans les documents d'appel d'offres;
- b) ses caractéristiques sont fonctionnellement équivalentes aux spécifications techniques que doit obligatoirement respecter l'offre;
- c) son auteur dépose parallèlement, dans des documents séparés, une offre recevable.

Offres partielles

Art. 43 Sauf indication contraire, expressément mentionnée dans l'appel d'offres ou dans les documents d'appel d'offres, les soumissionnaires ne sont pas autorisés à remettre des offres ne concernant qu'une partie du marché.

Indemnisation

Art. 44 Sauf indication contraire, expressément mentionnée dans l'appel d'offres ou dans les documents d'appel d'offres, l'élaboration d'une offre ou d'une demande de participation ne donne droit à aucune indemnité.

Ouverture des
offres

Art. 45 ¹ Les offres remises dans le délai sont ouvertes conjointement par deux représentants de l'adjudicateur.

² En règle générale, l'ouverture des offres n'est pas publique.

³ Elle fait l'objet, en tous les cas, d'un procès-verbal contenant au moins les noms des deux représentants de l'adjudicateur, les noms des soumissionnaires, les dates de réception ainsi que les prix des offres, respectivement des éventuelles variantes et offres partielles.

⁴ Le procès-verbal d'ouverture des offres doit être porté à la connaissance des soumissionnaires au plus tard au moment de l'adjudication.

Examen des
offres

Art. 46 ¹ Les offres sont examinées sur le plan technique et arithmétique selon des critères uniformes. Des tiers peuvent être nommés comme experts.

² Les erreurs évidentes de calcul et d'écriture sont corrigées.

³ Un tableau comparatif objectif des offres est ensuite établi.

Explications

Art. 47 ¹ L'adjudicateur peut demander aux soumissionnaires des explications relatives à leur aptitude et à leur offre.

² Les explications orales sont transcrites par l'adjudicateur.

Durée de validité

Art. 48 ¹ Le soumissionnaire est lié par son offre pendant toute la durée fixée dans l'appel d'offres ou dans les documents d'appel d'offres.

² Sauf indication contraire, la durée de validité d'une offre est de 90 jours.

Confidentialité

Art. 49 ¹ Les documents fournis par les soumissionnaires, en particulier les secrets d'affaires et de fabrication, sont traités de façon confidentielle.

² L'adjudicateur ne peut faire usage ou transmettre ces documents à un tiers qu'avec l'accord des soumissionnaires concernés.

Interdiction des
négociations

Art. 50 Hormis en procédure de gré à gré, les négociations entre l'adjudicateur et les soumissionnaires sur les prix, les remises de prix et modifications de prestations sont interdites.

Motifs
d'exclusion
d'une offre

Art. 51 ¹ L'adjudicateur peut exclure un soumissionnaire qui, notamment :

- a) ne satisfait pas ou plus aux critères d'aptitude exigés;
- b) a sciemment fourni de faux renseignements;
- c) ne respecte pas les exigences essentielles de forme fixées dans les documents d'appel d'offres ou a modifié ces derniers;

- d) n'a pas payé ses impôts ou ses cotisations sociales;
- e) ne respecte pas les dispositions concernant les conditions de travail et la protection des travailleurs ou l'égalité de traitement entre femmes et hommes;
- f) a conclu des ententes qui contreviennent à une concurrence efficace ou y nuisent considérablement;
- g) a remis une offre comportant des prix anormalement bas non justifiés selon l'article 52;
- h) ne respecte pas les prescriptions concernant la protection de l'environnement qui sont comparables à celles du lieu de l'exécution;
- i) fait l'objet d'une procédure de faillite;
- j) a obtenu un concordat judiciaire ou extrajudiciaire;
- k) a été condamné pénalement pour avoir commis une faute professionnelle, tant que le jugement n'est pas radié du casier judiciaire, ou s'est vu interdire l'exercice de sa profession par une décision administrative ou judiciaire;
- l) n'a pas respecté les engagements pris dans des procédures d'adjudication pendant les trois ans précédents.

² Une offre ne remplit pas les exigences essentielles de forme notamment si elle n'est pas remise dans le délai, si elle est incomplète ou si elle n'est pas ou pas valablement signée.

³ Les conditions de travail sont celles fixées dans les conventions collectives et les contrats types de travail; en leur absence, ce sont les prescriptions usuelles de la branche professionnelle qui s'appliquent. Toutes les prescriptions en vigueur en Suisse sont réputées équivalentes.

Offre
anormalement
basse

Art. 52 ¹ Dans l'hypothèse où l'adjudicateur reçoit une offre anormalement plus basse que les autres, il doit s'assurer que le soumissionnaire concerné respecte toutes les conditions de l'appel d'offres et qu'il est en mesure de fournir la prestation demandée.

² L'adjudicateur peut requérir toutes les précisions qu'il juge opportunes. Ces précisions portent notamment sur le respect des dispositions concernant la protection des travailleurs et les conditions de travail.

Décision
d'exclusion
d'une offre

Art. 53 ¹ L'exclusion d'une offre fait l'objet d'une décision.

² Cette décision est communiquée par l'adjudicateur au soumissionnaire concerné au plus tard au moment de l'adjudication. Elle est sommairement motivée et indique la voie de recours.

SECTION 7 : Adjudication du marché

Principe

Art. 54 ¹ L'adjudicateur évalue les offres au regard de leur prix et d'autres critères d'adjudication. Il adjuge le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

² Lorsque deux soumissionnaires ou plus obtiennent un résultat équivalent et parviennent ainsi en tête du classement au terme de l'évaluation multicritère des offres, l'adjudicateur peut décider librement lequel d'entre eux obtiendra l'adjudication du marché.

³ Par exception, l'adjudication de biens largement standardisés peut intervenir exclusivement selon le critère du prix le plus bas.

Critères d'adjudication

Art. 55 ¹ En dehors du prix, les critères d'adjudication varient en fonction de la nature et de l'importance du marché. Peuvent notamment entrer en ligne de compte : la qualité, les délais, les références, la valeur technique, les coûts d'exploitation, le service après-vente, l'infrastructure nécessaire, la contribution à la composante sociale et à la composante environnementale du développement durable. D'autres critères peuvent être fixés s'ils sont justifiés par la nature et l'importance du marché.

² L'engagement du soumissionnaire en faveur de la formation professionnelle ou la collaboration, par voie de sous-traitance, avec de jeunes professionnels de la branche concernée peuvent constituer des critères complémentaires permettant de départager deux offres équivalentes.

³ Tous les critères que l'adjudicateur souhaite prendre en considération pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse doivent être définis et pondérés de manière cohérente dans l'appel d'offres ou dans les documents d'appel d'offres.

Division du marché

Art. 56 L'adjudicateur ne peut partager le marché par lots et l'attribuer à plusieurs soumissionnaires que s'il s'en est réservé la faculté dans l'appel d'offres, respectivement dans les documents d'appel d'offres, ou s'il obtient leur accord avant l'adjudication.

Interruption et répétition de la procédure

Art. 57 ¹ L'adjudicateur peut décider d'interrompre la procédure et, au besoin, de la répéter pour des raisons importantes, notamment lorsque :

- a) aucune offre satisfaisant les exigences techniques et les critères définis dans l'appel d'offres ou les documents d'appel d'offres n'a été remise;

- b) en raison de modifications des conditions cadres ou marginales, des offres plus avantageuses sont attendues du fait de la disparition des distorsions de concurrence;
- c) les offres remises ne permettent pas de garantir une concurrence efficace, soit parce qu'une seule offre est recevable, soit parce qu'il n'y a que deux offres recevables et qu'un écart important de prix les sépare;
- d) toutes les offres remises dépassent le montant du crédit prévu ou octroyé pour la réalisation du marché;
- e) une modification importante du projet a été nécessaire.

² Les décisions d'interruption et de répétition de la procédure sont communiquées sans délai par l'adjudicateur à tous les soumissionnaires. Elles sont sommairement motivées et indiquent la voie de recours.

Décision
d'adjudication

Art. 58 ¹ La décision d'adjudication du marché, sommairement motivée, est communiquée par notification individuelle à tous les soumissionnaires.

² Elle indique notamment le nom de l'adjudicataire, le montant de l'adjudication, les notes obtenues par l'adjudicataire et le destinataire de la décision, respectivement le classement de ce dernier, ainsi que la voie de recours.

³ Pour les marchés soumis aux accords internationaux, la décision d'adjudication fait en outre l'objet, dans un délai de 72 jours, d'un communiqué publié dans le Journal officiel ainsi que dans le Système d'information sur les marchés publics en Suisse (SIMAP.CH; site Internet : www.simap.ch). Ce communiqué contient au minimum les indications suivantes :

- a) le type de procédure utilisé;
- b) l'objet et l'importance du marché;
- c) le nom et l'adresse de l'adjudicateur;
- d) la date de l'adjudication;
- e) le nom et l'adresse de l'adjudicataire;
- f) le prix de l'offre retenue.

Conclusion du
contrat

Art. 59 ¹ Aucun contrat ne peut être conclu avant l'expiration du délai de recours contre la décision d'adjudication ou, en cas de recours, avant le rejet, par le président de la Chambre administrative, d'une demande d'octroi de l'effet suspensif déposée conjointement à un recours.

² Si une procédure de recours est pendante sans que l'effet suspensif ait été prononcé, l'adjudicateur peut passer contrat avec l'adjudicataire. Il en informe sans délai la Chambre administrative.

SECTION 8 : Protection juridique

Recours

Art. 60 ¹ Les décisions de l'adjudicateur peuvent faire l'objet d'un recours à la Chambre administrative du Tribunal cantonal. La procédure d'opposition est exclue.

² Sous réserve des prescriptions particulières de la présente ordonnance, la procédure de recours est régie par le Code de procédure administrative³⁾.

Décisions sujettes à recours

Art. 61 Sont réputées décisions sujettes à recours :

- a) l'appel d'offres;
- b) les documents d'appel d'offres;
- c) le choix des participants à la procédure sélective;
- d) l'exclusion de la procédure;
- e) l'interruption et la répétition de la procédure;
- f) l'adjudication;
- g) la révocation de l'adjudication.

Délai de recours

Art. 62 ¹ Le recours doit être déposé dans les 10 jours à compter du lendemain de la publication de l'appel d'offres, de la réception des documents d'appel d'offres ou de la notification d'une autre décision.

² Il n'y a pas de fêtes judiciaires.

Motifs de recours

Art. 63 ¹ Le recours peut être formé pour :

- a) violation du droit, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation;
- b) constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents.

² Le grief d'inopportunité ne peut pas être invoqué.

Effet suspensif

Art. 64 ¹ Le recours n'a pas d'effet suspensif.

² Le président de la Chambre administrative peut accorder, d'office ou sur demande, l'effet suspensif au recours, pour autant que celui-ci paraisse suffisamment fondé et qu'aucun intérêt public ou privé prépondérant ne s'y oppose.

Décision sur
recours

Art. 65 ¹ Si le contrat n'est pas encore conclu, la Chambre administrative peut soit statuer sur le fond, soit renvoyer la cause à l'adjudicateur dont elle annule la décision, au besoin avec des instructions impératives.

² Si le contrat est déjà conclu et que le recours est jugé bien fondé, la Chambre administrative constate le caractère illicite de la décision.

Dommages-
intérêts

Art. 66 L'adjudicateur répond, dans les limites fixées par l'article 28 de la loi concernant les marchés publics¹⁾, du dommage qu'il a causé en prenant une décision dont le caractère illicite a été constaté à l'issue de la procédure de recours.

SECTION 9 : Surveillance et révocation de l'adjudication

Surveillance de
l'exécution du
marché

Art. 67 ¹ L'adjudicateur surveille l'exécution du marché adjugé.

² Il s'assure que l'adjudicataire respecte les conditions de l'adjudication, notamment en ce qui concerne le respect des dispositions concernant la protection des travailleurs, les conditions de travail et l'égalité de traitement entre femmes et hommes.

³ Les autorités chargées d'appliquer le droit du travail contrôlent le respect des dispositions relatives à la protection des travailleurs. L'adjudicateur peut les consulter avant et après l'adjudication du marché.

⁴ L'adjudicateur peut effectuer ou faire effectuer des contrôles en matière de conditions de travail. Il peut confier cette tâche à une autorité de surveillance ou à une autre instance compétente, notamment à un organe paritaire institué par une convention collective de travail.

⁵ L'adjudicateur peut effectuer ou faire effectuer des contrôles en matière d'égalité entre femmes et hommes. Il peut confier cette tâche au Bureau de l'égalité ou à un organisme similaire.

Collaboration et
renseignements

Art. 68 ¹ L'adjudicataire est tenu de collaborer avec l'adjudicateur ou l'organe de contrôle désigné par ce dernier en mettant ses dossiers à disposition et en fournissant sur demande tous renseignements utiles.

² Il doit en outre lui garantir l'accès à ses établissements, installations ou autres locaux affectés à l'exécution du marché adjugé.

Révocation de
l'adjudication

Art. 69 ¹ L'adjudicateur peut décider de révoquer l'adjudication si :

- a) l'adjudicataire ne respecte pas les conditions de l'adjudication lors de l'exécution du contrat;
- b) un des motifs d'exclusion énumérés à l'article 51 est découvert après l'adjudication.

² La décision de révocation de l'adjudication est communiquée à l'adjudicataire. Elle est sommairement motivée et indique la voie de recours.

SECTION 10 : Statistiques et archivage

Statistiques

Art. 70 Sur demande de l'autorité intercantonale, les adjudicateurs tiennent une statistique annuelle des marchés soumis aux accords internationaux et la communiquent au Bureau de la statistique. Celui-ci la transmet à l'autorité intercantonale à l'intention de la Confédération.

Archivage

Art. 71 ¹ Les adjudicateurs conservent les dossiers relatifs aux marchés publics durant trois ans au moins à compter de la fin de la procédure d'adjudication.

² Ces dossiers comprennent :

- a) l'appel d'offres;
- b) les documents d'appel d'offres;
- c) le procès-verbal d'ouverture des offres;
- d) la correspondance relative à la procédure;
- e) les décisions prises;
- f) l'offre retenue;
- g) les rapports relatifs aux marchés publics soumis aux accords internationaux et adjugés selon la procédure de gré à gré (art. 9, al. 2).

CHAPITRE III : Règles particulières applicables aux concours

Principes

Art. 72 ¹ L'adjudicateur a la faculté d'organiser un concours lorsque le choix d'un projet nécessite une évaluation préalable de diverses solutions, notamment sous l'angle conceptuel, structurel, écologique, économique ou technique.

Genres de
concours

² La procédure de concours doit être définie dans les limites fixées par la présente ordonnance. Pour le surplus, l'adjudicateur peut se référer aux normes adoptées par les organisations professionnelles concernées, notamment le règlement des concours d'architecture et d'ingénierie (règlement SIA 142).

Art. 73 ¹ Les concours se répartissent en concours d'études et concours portant sur les études et la réalisation.

² Les concours d'étude comprennent :

- a) les concours d'idées, qui permettent d'obtenir des propositions de solutions pour des tâches décrites et délimitées de manière générale et dont la réalisation ne peut être envisagée immédiatement;
- b) les concours de projets, qui permettent d'obtenir des propositions de solutions pour des tâches clairement définies dont la réalisation est envisagée et d'identifier des partenaires qualifiés pour les concrétiser.

³ Les concours portant sur les études et la réalisation visent à susciter des propositions en vue de la réalisation de tâches clairement définies et à permettre l'adjudication des activités liées à ces tâches.

Procédures
applicables

Art. 74 ¹ Lorsqu'ils ont pour objet un marché public soumis à un accord international, les concours sont organisés selon les règles de la procédure ouverte ou sélective.

² Dans les autres cas, ils sont organisés, en fonction des seuils mentionnés en annexe 2, selon la procédure ouverte, la procédure sélective ou la procédure sur invitation.

Valeur du
concours

Art. 75 ¹ La valeur du concours se compose :

- a) dans le cas du concours d'idées, de la somme totale des prix;
- b) dans le cas du concours de projets proprement dit, de la somme totale des prix et de la valeur estimée, TVA non comprise, des travaux d'étude supplémentaires définis dans le programme du concours;
- c) dans le cas du concours portant sur les études et la réalisation, de la somme totale des prix et de la valeur estimée, TVA non comprise, du marché à adjuger.

² L'adjudicateur fixe une somme raisonnable pour le total des prix. Ce faisant, il tient compte du montant des prix et des mentions figurant dans les normes adoptées par les organisations professionnelles concernées, du genre de concours, des prestations exigées des participants, du nombre de participants escompté, d'éventuelles indemnités fixes destinées aux participants ainsi que d'un marché d'étude supplémentaire ou d'une adjudication en perspective.

Travaux
préparatoires

Art. 76 ¹ Pour préparer le concours, l'adjudicateur peut recourir aux conseils de spécialistes externes, notamment en ce qui concerne :

- a) le choix de la procédure;
- b) l'élaboration du programme de concours;
- c) l'appel d'offres ou l'invitation à participer au concours;
- d) le choix des membres du jury;
- e) la sélection des participants au concours.

² Ces spécialistes peuvent faire partie du jury pour autant qu'ils n'aient pas été chargés de l'éventuel examen préalable (art. 79).

Programme du
concours

Art. 77 ¹ L'adjudicateur formule le programme du concours de manière à permettre aux intéressés d'y participer en toute connaissance de cause.

² Ce programme définit notamment :

- a) le genre de concours, son objet et les spécialités à traiter;
- b) la procédure choisie;
- c) les conditions de participation;
- d) le calendrier du déroulement du concours;
- e) la somme globale des prix;
- f) les critères et les modalités d'attribution des prix;
- g) la déclaration d'intention de l'adjudicateur relative à la suite qu'il entend donner au concours ainsi qu'à la nature et à l'ampleur du mandat envisagé;
- h) le nom des membres du jury et de leurs suppléants.

Garantie de
l'anonymat

Art. 78 ¹ Les concours doivent se dérouler dans l'anonymat.

² L'adjudicateur se porte garant de l'anonymat des propositions remises par les participants jusqu'à ce que le jury les ait évaluées et classées, ait attribué les prix et prononcé une recommandation pour la suite des opérations.

³ La proposition remise par un participant qui a enfreint la règle de l'anonymat doit être exclue.

Examen
préalable

Art. 79 ¹ L'adjudicateur peut procéder ou faire procéder à un examen des propositions remises par les participants avant de les soumettre au jury.

² Cet examen préalable porte sur le respect des prescriptions du programme du concours. Son résultat est consigné, sans jugement de valeur, dans un procès-verbal qui est porté à la connaissance de l'adjudicateur et du jury.

Jury
a) Composition

Art. 80 ¹ Le jury se compose :

- a) de professionnels qualifiés dans les domaines sur lesquels porte le concours;
- b) d'autres membres désignés librement par l'adjudicateur.

² La majorité des membres du jury doit être formée de professionnels et la moitié au moins de ceux-ci doit être indépendante de l'adjudicateur.

³ Les membres du jury doivent s'abstenir de toute participation au concours, directe ou indirecte. Les motifs de récusation prévus par l'article 39 du Code de procédure administrative³⁾ sont applicables par analogie.

b) Tâches

Art. 81 ¹ Le jury approuve le programme du concours.

² Il juge les propositions remises par les participants, décide du classement ainsi que de l'attribution des prix et émet une recommandation pour la suite des opérations.

³ Il peut attribuer des mentions si le montant maximal et les conditions de ces mentions figurent dans le programme du concours.

Classement et
prix

Art. 82 ¹ Le jury classe les propositions des participants qui correspondent aux dispositions du programme du concours et répartit les prix. Un premier prix est toujours attribué. Des prix ex æquo ne sont pas autorisés.

² Des propositions remarquables, qui ont été écartées de la répartition des prix pour avoir contrevenu aux dispositions du programme du concours, peuvent faire l'objet de mentions.

³ Le jury peut intégrer dans son classement les propositions qui ont fait l'objet de mentions pour autant qu'il en décide ainsi à l'unanimité et que cette possibilité soit mentionnée dans le programme du concours.

Recommanda-
tion du jury

Art. 83 ¹ L'adjudicateur est en principe tenu de suivre la recommandation du jury.

² Il peut toutefois se libérer de cette obligation moyennant le versement d'une indemnité (art. 85, al. 2, lettre a).

Droits d'auteur

Art. 84 ¹ Dans toutes les procédures de concours, les participants conservent leurs droits d'auteur sur les propositions qu'ils ont remises.

² Les documents relatifs aux propositions récompensées par un prix ou une mention deviennent propriété de l'adjudicateur.

Prétentions
découlant du
concours

Art. 85 ¹ Le lauréat :

- a) d'un concours d'idées n'a pas de droit sur un mandat de poursuite des études;
- b) d'un concours de projets peut, en principe, prétendre à l'adjudication du mandat tel qu'il est formulé dans le programme du concours;
- c) d'un concours portant sur les études et la réalisation peut, en principe, prétendre à l'adjudication du marché.

² Une indemnité égale au tiers de la somme globale des prix et mentions doit être versée :

- a) au lauréat, lorsque l'adjudicateur, contrairement aux recommandations du jury, adjuge le mandat de poursuite des études ou le marché à un tiers;
- b) à l'auteur d'une proposition, lorsque l'adjudicateur utilise cette dernière sans adjuger le mandat de poursuite des études à son auteur.

³ Si les deux situations se produisent, les indemnités prévues à l'alinéa 2 sont cumulées.

⁴ Si l'adjudicateur renonce définitivement, après le verdict du jury, à réaliser le projet, le droit à l'indemnité au sens de l'alinéa 2 s'éteint. Si l'adjudicateur revient sur sa décision avant dix ans, le droit en question peut à nouveau être revendiqué.

Publication

Art. 86 ¹ L'adjudicateur communique par écrit la décision du jury à tous les participants et publie les résultats du concours de manière appropriée dans la presse.

² Il présente les projets au public dès la publication de la décision.

CHAPITRE IV : Dispositions transitoires et finales

Publication

Art. 87 Jusqu'à la mise en service dans le canton du Système d'information sur les marchés publics en Suisse (site Internet : www.simap.ch) :

- a) la publication prévue par l'article 25, alinéa 1, se fait uniquement dans le Journal officiel;
- b) la publication prévue à l'article 58, alinéa 3, se fait dans le Journal officiel et dans la Feuille officielle suisse du commerce.

Abrogation

Art. 88 L'ordonnance du 19 janvier 1999 concernant l'adjudication des marchés publics (OAMP) est abrogée.

Entrée en vigueur

Art. 89 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} juin 2006.

Delémont, le 4 avril 2006

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

Annexe 1 (art. 14)

Valeurs-seuils selon les dispositions des traités internationaux

a) Accord relatif aux marchés publics (OMC)

Adjudicateurs	Valeurs-seuils en CHF ⁴⁾ (valeurs-seuils en DTS)		
	marchés de construction (valeur totale)	marchés de fournitures	marchés de services
Cantons	8'700'000 (5'000'000)	350'000 (200'000)	350'000 (200'000)
Autorités/entreprises publiques dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications	8'700'000 (5'000'000)	700'000 (400'000)	700'000 (400'000)

b) En vertu de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération, les adjudicateurs suivants sont également soumis aux dispositions des traités internationaux

Adjudicateurs	Valeurs-seuils en CHF ⁴⁾ (valeurs-seuils en Euro)		
	marchés de construction (valeur totale)	marchés de fournitures	marchés de services
Communes	8'700'000 (6'000'000)	350'000 (240'000)	350'000 (240'000)
Entreprises privées disposant d'un droit spécial ou exclusif, dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et des transports (y compris les téléphériques et les remonte-pentes)	8'700'000 (6'000'000)	700'000 (480'000)	700'000 (480'000)
Entreprises publiques ou privées ayant des droits spéciaux ou exclusifs dans le secteur du transport ferroviaire et dans le secteur énergétique (approvisionnement en gaz et en chaleur)	8'000'000 (5'000'000)	640'000 (400'000)	640'000 (400'000)
Entreprises publiques ou privées ayant des droits spéciaux ou exclusifs dans le secteur des télécommunications	8'000'000 (5'000'000)	960'000 (600'000)	960'000 (600'000)

Annexe 2

(art. 19, art. 74, al. 2)

Valeurs-seuils et procédures applicables aux marchés non soumis aux traités internationaux

Champ d'application	Fournitures (valeurs-seuils en CHF)	Services (valeurs-seuils en CHF)	Constructions (valeurs-seuils en CHF)	
			Second œuvre	Gros œuvre
Petits marchés				
Procédure de gré à gré	jusqu'à 100'000	jusqu'à 150'000	jusqu'à 150'000	jusqu'à 300'000
Procédure sur invitation	jusqu'à 250'000	jusqu'à 250'000	jusqu'à 250'000	jusqu'à 500'000
Marchés simples				
Procédure ouverte / sélective	dès 250'000	dès 250'000	dès 250'000	dès 500'000

Annexe 3 (art. 37)

Documents exigibles dans le cadre de l'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires ou des candidats

1. Déclaration portant sur le nombre et la fonction des personnes occupées par le soumissionnaire ou par le candidat durant les trois années qui ont précédé l'appel d'offres
2. Déclaration portant sur les ressources humaines et les moyens techniques dont le soumissionnaire ou le candidat dispose pour exécuter les prestations mises en soumission
3. Diplômes, certificats et documents attestant les capacités professionnelles ainsi que l'expérience des employés du soumissionnaire ou du candidat et, voire ou, de ses cadres dirigeants, notamment des responsables prévus pour l'exécution du marché
4. Liste des principaux travaux exécutés durant les cinq années qui ont précédé l'appel d'offres
5. Références auprès desquelles l'adjudicateur peut s'assurer de l'exécution conforme de ces travaux et obtenir notamment les renseignements suivants : coûts des travaux; date et lieu de leur exécution; avis (de l'ancien adjudicateur) sur le bon déroulement des travaux et sur leur conformité avec les règles techniques reconnues
6. Preuve(s) de l'existence d'un mode reconnu de gestion de la qualité
7. Preuve(s) de l'existence d'un concept santé et sécurité au travail
8. Preuve(s) de l'existence d'un système de management et de gestion des risques compatible avec la composante environnementale du développement durable
9. Bilans ou extraits de bilans du soumissionnaire ou du candidat pour les trois exercices qui ont précédé l'appel d'offres
10. Chiffre d'affaires total réalisé par le soumissionnaire ou le candidat durant les trois années qui ont précédé l'appel d'offres
11. Attestation bancaire garantissant l'octroi des crédits nécessaires au soumissionnaire en cas d'adjudication du marché
12. Garantie bancaire
13. En cas de concours de projets, preuve(s) de l'adéquation des prestations fournies dans le cadre de projets similaires, notamment en matière de formation, d'efficacité et de pratique

- 1) RSJU 174.1
- 2) RSJU 174.01
- 3) RSJU 175.1
- 4) Les valeurs-seuils ont été adaptées selon décision de l'autorité intercantonale pour les marchés publics (AiMp), en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2010

**Loi
de procédure et de juridiction administrative et
constitutionnelle
(Code de procédure administrative)**

du 30 novembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu les articles 6, 7, 9, 56, 92, alinéa 2, lettre l, 99, 102, lettre c, 103, alinéa 1, lettres a et d, 104 et 107 de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

TITRE PREMIER : Dispositions générales

CHAPITRE PREMIER : Champ d'application et définitions

Principe

Article premier Le présent Code régit la procédure à suivre dans les affaires qui doivent être réglées par des décisions :

- a) d'autorités administratives;
- b) d'instances de la juridiction administrative;
- c) de la Cour constitutionnelle.

Décision

Art. 2 ¹ Sont considérées comme des décisions au sens de l'article premier, les mesures prises par les autorités dans des cas d'espèce, fondées sur le droit public fédéral, intercantonal, cantonal et communal et ayant pour objet :

- a) de créer, de modifier ou d'annuler des droits ou des obligations;
- b) de constater l'existence, l'inexistence ou l'étendue de droits ou d'obligations;
- c) de rejeter ou de déclarer irrecevables des demandes tendant à créer, modifier, annuler ou constater des droits ou obligations.

² Sont également considérées comme telles les décisions préjudicielles et incidentes, les décisions sur opposition et sur recours, les décisions prises en matière de revision et d'interprétation et les décisions en matière d'exécution.

³ Lorsqu'une autorité refuse sans raison de statuer ou tarde à se prononcer, son silence est assimilé à une décision. L'article 125 est réservé.

⁴ Lorsqu'une autorité rejette ou invoque des prétentions à faire valoir par voie d'action, sa déclaration n'est pas tenue pour une décision. Sont réservées les dispositions relatives à l'action de droit administratif (art. 146 et suivants).

Autorités
administratives

Art. 3 Sont réputés autorités administratives, qu'ils statuent en première instance ou sur opposition :

- a) les organes de l'administration du Canton et des districts;
- b) les organes des communes (art. 120 de la Constitution cantonale), des sections de commune et syndicats de communes;
- c) les organes des autres collectivités et établissements de droit public;
- d) les personnes et organismes privés chargés de l'accomplissement de tâches publiques.

Juridiction
administrative

Art. 4 ¹ Sont réputés instances ordinaires de la juridiction administrative :

- a) le juge administratif²⁾;
- b) la Cour administrative.

² Sont réputés instances spéciales de la juridiction administrative :

- a) le Gouvernement statuant sur recours;
- b) la Commission cantonale des recours en matière d'impôts;
- c) d'autres instances prévues par la loi.

Juridiction
constitutionnelle

Art. 5 ¹ La juridiction constitutionnelle ressortit à la Cour constitutionnelle (art. 177 et suivants).

² Elle s'exerce en outre sous la forme du contrôle préalable prévu à l'article 71.

Inapplicabilité

Art. 6 Le présent Code n'est pas applicable :

- a) aux actes de portée purement interne à l'administration, notamment aux ordres de service de cette nature;
- b) aux procédures pénales administratives et aux actes de police judiciaire;
- c) en matière de personnel administratif, aux procédures de première instance relatives à la création initiale des rapports de service et aux promotions; s'appliquent toutefois en ces cas les articles 20 à 43, 58, 87, 91, 208 à 212;

- d) aux procédures de première instance dans les épreuves d'examens; s'appliquent toutefois en ces cas les articles 20 à 43, 58, 86 et 87, 91, 208 à 212;
- e) aux procédures de première instance dans les affaires administratives dont la nature exige qu'elles soient réglées sur-le-champ par une décision immédiatement exécutoire; s'appliquent toutefois en ces cas les articles 20 à 43, 58, 91, 208 à 212.

Prescriptions
complémentaires

Art. 7 Les dispositions du droit cantonal qui règlent une procédure plus en détail sont applicables en tant qu'elles ne dérogent pas au présent Code.

Prescriptions
spéciales

Art. 8 ¹ Sont réservées les prescriptions de procédure du droit fédéral.

² Les prescriptions de droit cantonal qui dérogent au présent Code ne sont applicables que dans la mesure où leur maintien est imposé par la nature particulière de la matière.

Applicabilité aux
Eglises

Art. 9 Le présent Code est applicable aux décisions prises par les Eglises reconnues, leurs paroisses et les organismes qui en dépendent, dans la mesure prévue par l'article 39 de la loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat³⁾. Les articles 160, lettre c, 166, lettre c, 167, lettre d, et 198, alinéa 1, lettre b, et alinéa 2, sont réservés.

CHAPITRE II : Parties et mandataires

Qualité de partie

Art. 10 Ont qualité de partie au sens du présent Code :

- a) les personnes physiques ou morales dont la situation juridique est ou pourrait être atteinte par la décision à prendre;
- b) les autres personnes, organisations et autorités qui disposent d'un moyen de droit contre la décision;
- c) l'autorité qui a pris la décision attaquée.

Appel en cause

Art. 11 ¹ L'autorité peut, d'office ou sur requête, appeler en cause les personnes dont la situation juridique est susceptible d'être affectée par l'issue de la procédure.

² L'appel en cause est obligatoire à l'égard d'un tiers connu de l'autorité et dont la situation juridique sera certainement affectée par l'issue de la procédure.

³ L'autorité donne connaissance à l'appelé en cause des allégués et conclusions des parties et lui impartit un délai pour se déterminer à leur sujet et faire valoir ses propres moyens. De même, les parties sont invitées à se prononcer sur les allégués et conclusions de l'appelé en cause.

⁴ La décision est opposable à l'appelé en cause, que celui-ci ait pris part ou non à la procédure, le cas échéant avec suite de frais et dépens.

Jonction

Art. 12 L'autorité peut, d'office ou sur requête, joindre en une même procédure des affaires qui se rapportent à une situation identique ou à une cause juridique commune. Pour le surplus, les dispositions relatives à la consorité s'appliquent.

Conсорité et
disjonction

Art. 13²⁹⁾ Les dispositions de procédure civile relatives à la consorité et à la disjonction des affaires s'appliquent par analogie.

Mutation de
parties

Art. 14 Une mutation de parties est admissible lorsque, à teneur du droit matériel, un tiers peut succéder aux droits ou obligations d'une partie. L'autorité en avise les autres parties.

Capacité d'ester

Art. 15 ¹ A capacité d'ester en procédure administrative toute partie qui, à teneur du droit privé ou du droit public, peut agir personnellement ou par un mandataire de son choix.

² La partie qui ne possède pas la capacité d'ester agit par son représentant légal.

Représentation
et assistance

Art. 16 ¹ La partie peut se faire représenter dans toutes les phases de la procédure, à moins qu'elle ne doive agir personnellement en vertu de la loi ou pour les besoins de l'instruction. Elle peut également se faire assister. Le mandataire doit avoir le plein exercice des droits civils.

² L'autorité peut exiger du mandataire qu'il justifie de ses pouvoirs par une procuration écrite.

³ Tant que la partie ne révoque pas la procuration, l'autorité adresse ses communications au mandataire.

Mandataires

Art. 17 ¹ Peuvent agir comme mandataires dans les affaires soumises à la Cour administrative, à la Cour constitutionnelle et au juge administratif :

- a) les avocats pratiquant le barreau en vertu de la loi concernant la profession d'avocat⁵⁾;
- b) les mandataires professionnellement qualifiés pour la cause dont il s'agit, notamment dans le domaine des assurances sociales, des affaires fiscales et en matière d'estimation; la liste en est établie par la Cour administrative.²³⁾

² Les collectivités et autres personnes publiques peuvent aussi se faire représenter et assister par des membres de leurs autorités ou organes, voire par un fonctionnaire dûment mandaté.

Droit à l'assistance judiciaire

Art. 18 ¹ La partie qui ne dispose pas de ressources suffisantes pour subvenir aux frais d'une procédure de caractère juridictionnel, sans se priver du nécessaire, elle et sa famille, a droit à l'assistance judiciaire, à condition que sa démarche ne paraisse pas d'emblée vouée à l'échec.

² Si l'assistance par un mandataire est nécessaire pour la conduite de la procédure, un avocat ou un autre mandataire autorisé est désigné d'office à la partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire.

³ L'assistance judiciaire peut être demandée ou accordée uniquement pour les frais de procédure ou pour l'assistance par un mandataire d'office ou encore pour des actes déterminés de procédure.

⁴ Si des circonstances particulières le justifient, le bénéfice de l'assistance peut être exceptionnellement accordé dans les procédures se déroulant devant les autorités administratives statuant en première instance ou sur opposition.

⁵ Les conséquences financières de l'assistance judiciaire sont réglées par les articles 232 et 233.

⁶ La requête d'assistance judiciaire est adressée à l'autorité appelée à statuer. Elle est présentée conformément aux dispositions de la procédure civile.²⁹⁾

⁷ L'assistance judiciaire est retirée par l'autorité saisie, si l'une des conditions de son octroi vient à disparaître en cours de procédure.

Convenances

Art. 19 ¹ Les parties et leurs mandataires, ainsi que les tiers s'abstiennent de procéder de mauvaise foi et de troubler la marche d'une affaire, en usant notamment de moyens manifestement dilatoires. Les propos inconvenants à l'égard de la partie adverse, de tiers ou d'autorités sont interdits et partant éliminés des pièces de procédure.

² L'autorité peut infliger au contrevenant une réprimande ou une amende disciplinaire jusqu'à 1 000 francs.^{[26\)](#)}

CHAPITRE III : Principes de l'activité administrative

Légalité

Art. 20 ¹ Dans son action, l'autorité est liée par la Constitution, la loi et les principes du droit.

² Toute décision administrative doit reposer sur une base légale suffisante. Demeurent réservés les cas d'urgence et de nécessité.

Opportunité

Art. 21 L'autorité exerce le pouvoir d'appréciation qui lui est reconnu, en se fondant sur des critères objectifs et raisonnables. Elle recherche et choisit la mesure la plus appropriée aux circonstances.

Intérêt public

Art. 22 L'autorité ne peut intervenir et notamment porter atteinte aux droits des particuliers ou leur imposer des obligations que dans la mesure où l'intérêt public le justifie.

Pesée des intérêts

Art. 23 Dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation, l'autorité évalue l'importance respective des intérêts publics et privés en cause. Elle les met en balance pour déterminer ceux qui doivent l'emporter.

Proportionnalité

Art. 24 ¹ L'autorité prend les mesures nécessaires et aptes à atteindre le but recherché. Une relation appropriée entre l'importance de ce but et les moyens mis en oeuvre doit exister.

² Lorsqu'elle a le choix entre plusieurs mesures également conformes au droit, l'autorité opte pour celle qui, à efficacité suffisante, affecte le moins les intérêts du particulier et ceux de la collectivité.

Egalité	Art. 25 L'autorité traite de façon semblable toutes situations semblables et de façon différente les cas dont la diversité requiert des solutions juridiques différentes.
Bonne foi	<p>Art. 26 ¹ L'autorité et les parties doivent agir conformément au principe de la bonne foi.</p> <p>² La collectivité publique est en principe liée par les assurances et informations données dans un cas d'espèce par une autorité compétente ou censée l'être, même si celles-ci sont erronées, lorsque le destinataire n'a pu se rendre compte immédiatement de leur inexactitude ou de celle de ses propres déductions et s'est fondé sur elles pour prendre des dispositions qu'il ne saurait modifier sans subir un préjudice important, et que la législation n'a pas changé dans l'intervalle.</p> <p>³ Si l'intérêt public s'oppose à la solution énoncée à l'alinéa 2, une réparation équitable est due.</p>
Non-rétroactivité	<p>Art. 27 ¹ Sauf prescription légale contraire, une décision administrative ne peut sortir ses effets à une date antérieure à celle de son émission.</p> <p>² Le contrôle de la validité des prescriptions légales visées à l'alinéa 1 est réservé.</p>
Diligence	Art. 28 L'autorité examine et règle les affaires avec soin et célérité. Elle s'abstient de tout formalisme excessif.
Efficacité et économie	Art. 29 L'administration exerce son activité de façon efficace et rationnelle. Elle respecte le cadre financier qui lui est assigné. Elle restreint autant que possible ses frais de fonctionnement.

TITRE DEUXIEME : Règles générales de procédure

CHAPITRE PREMIER : Compétence

Principe	Art. 30 La compétence des autorités est déterminée par la loi. Sauf prescription légale contraire, elle ne peut être créée par accord entre parties.
----------	---

Examen d'office,
transmission et
échange de vues

Art. 31 ¹ L'autorité examine d'office si elle est compétente.

² Si elle décline sa compétence, elle transmet sans retard l'affaire à l'autorité compétente et en avise les parties. L'article 45, alinéa 2, est réservé.

³ L'autorité qui tient sa compétence pour douteuse procède sans retard à un échange de vues avec l'autorité qu'elle estime compétente.

Décision et
recours

Art. 32 ¹ L'autorité qui se tient pour compétente le constate dans une décision, si une partie conteste sa compétence.

² L'autorité qui se tient pour incompétente prend une décision d'irrecevabilité, si une partie prétend qu'elle est compétente. La décision relative à la compétence est sujette à recours (art. 119) selon les voies de droit prescrites aux articles 33 à 37.

Conflits entre
autorités
administratives

Art. 33 Les conflits de compétence entre autorités administratives sont tranchés par l'autorité hiérarchique ou de surveillance commune, en cas de doute ou sur recours par le Gouvernement. Celui-ci statue à titre définitif.

Conflits au sein
de la juridiction
administrative

Art. 34 Sous réserve de l'article 35, alinéa 2, les conflits de compétence opposant des instances de la juridiction administrative sont tranchés définitivement par la Cour administrative.

Conflits entre
autorités
administratives
et juridiction
administrative

Art. 35 ¹ En cas de conflits de compétence entre les autorités administratives inférieures et les instances inférieures de la juridiction administrative, l'affaire est transmise d'une part à l'autorité hiérarchique ou de surveillance immédiatement supérieure, le cas échéant au Gouvernement, et d'autre part à la Cour administrative. Ces autorités procèdent à un échange de vues. A défaut d'entente, la Cour constitutionnelle statue.

² Les conflits de compétence entre le Gouvernement statuant en première instance ou sur recours et la Cour administrative sont tranchés par la Cour constitutionnelle.

Conflits avec la
justice civile ou
pénale

Art. 36 ¹ Les conflits de compétence opposant le Gouvernement ou la Cour administrative à la justice civile ou pénale sont tranchés par la Cour constitutionnelle.

² Lorsqu'un tel conflit se produit avec une autorité administrative inférieure ou avec une instance inférieure de la juridiction administrative, l'affaire est transmise pour décision, le cas échéant jusqu'au Gouvernement, respectivement à la Cour administrative. Si le conflit subsiste, la Cour constitutionnelle statue.

Conflits relatifs à la compétence de la Cour constitutionnelle

Art. 37 Le Parlement tranche les conflits de compétence dans lesquels la Cour constitutionnelle est partie.

Procédure

Art. 38 ¹ En cas de conflit de compétence entre autorités, le dossier est transmis par l'autorité la première saisie, avec sa décision motivée sur la question de la compétence, à l'instance appelée à trancher.

² Celle-ci statue en principe sans débat et transmet le dossier à l'autorité déclarée compétente.

CHAPITRE II : Récusation

Motifs

Art. 39 ¹ Sur sa requête ou celle d'une partie, une personne appelée à préparer ou à rendre une décision doit être récusée :

- a) si l'une des qualités légales pour exercer son activité lui fait défaut;
- b) si elle a un intérêt personnel dans l'affaire;
- c) ²⁵⁾ si elle est parente d'une partie en ligne directe, ou jusqu'au quatrième degré inclusivement en ligne collatérale, ou lui est alliée en ligne directe, ou jusqu'au troisième degré inclusivement en ligne collatérale, ou si elle lui est liée par mariage, partenariat enregistré, fiançailles, adoption ou par des liens nourriciers;
- d) si elle représente ou assiste une partie ou a agi dans la même affaire pour une partie;
- e) si elle a été entendue comme témoin ou comme expert dans l'affaire;
- f) si l'un de ses parents ou alliés en ligne directe, ou jusqu'au second degré inclusivement en ligne collatérale, a figuré dans l'affaire comme mandataire ou représentant légal, ou s'il y intervient comme tel;
- g) si elle-même ou l'un de ses parents en ligne directe, ou jusqu'au second degré inclusivement en ligne collatérale, est en procès civil, pénal ou administratif avec l'une des parties;
- h) s'il existe des circonstances de nature à faire suspecter son impartialité.

² La dissolution du mariage ou du partenariat enregistré ne fait point cesser le motif de récusation pour cause d'alliance. ²⁵⁾

³ Les membres du Gouvernement ou d'un exécutif communal n'ont pas à se récuser dans les affaires non contentieuses concernant des personnes morales et autres organismes à l'administration desquels ils appartiennent en leur qualité officielle.

⁴ Les prescriptions relatives à l'instruction et au jugement d'un recours ou d'une action de droit administratif sont réservées (art. 139 et 157, al. 1).

Requête

Art. 40 ¹ Lorsqu'une personne se trouve dans l'un des cas prévus à l'article 39, alinéas 1 et 2, elle est tenue d'en avertir aussitôt l'autorité appelée à statuer sur la récusation. Si la décision de cette dernière est négative, les parties peuvent encore exercer leur droit de récusation.

² Les parties qui entendent user d'un tel droit sont tenues d'en faire la demande motivée à l'autorité compétente, dès que le cas de récusation s'est produit ou qu'elles en ont eu connaissance.

³ Les parties qui ont tardé à présenter leur demande peuvent être tenues de payer les frais qui en sont résultés, si elles étaient de mauvaise foi ou ont commis une négligence grave. Demeurent réservées les dispositions relatives à la responsabilité des agents de l'Etat.

⁴ La personne dont la récusation est demandée est entendue par l'autorité appelée à statuer sur son cas.

Autorité de
récusation

Art. 41 ¹ La décision sur la récusation d'un membre d'une autorité collégiale est prise par cette autorité en l'absence de ce membre.

² Si, par suite des requêtes en récusation, les membres d'un collège ne sont plus en nombre suffisant pour statuer, la décision sur la récusation est prise :

- a) à la place d'autorités communales et intercommunales, par le Gouvernement;
- b) à la place du Gouvernement, par la Cour administrative;
- c) à la place de la Commission cantonale des recours en matière d'impôts et d'autres instances spéciales de la juridiction administrative, par la Cour administrative;
- d) ³²⁾ à la place de la Cour constitutionnelle, de la Cour administrative ou de la Cour des assurances, par le plenum du Tribunal cantonal, sans les juges concernés par la requête; au besoin, le plenum du Tribunal cantonal peut être complété par des personnes éligibles selon l'article 7 de la loi d'organisation judiciaire ³³⁾.

³ La décision sur la récusation d'un juge administratif est prise par la Cour administrative.

⁴ La décision sur la récusation d'un greffier est prise par l'instance à laquelle il est rattaché.

⁵ Dans les autres cas, la décision est prise, selon les cas, par le supérieur direct, par l'autorité hiérarchique supérieure ou par l'autorité de surveillance; s'agissant d'experts, par l'autorité qui les a désignés.

⁶ Sont réservées les dispositions de la législation spéciale concernant les autorités de surveillance ou disciplinaires de certaines professions, ainsi que d'autres organismes particuliers.

Décision

Art. 42 ¹ Si le motif de récusation est admis, l'autorité de récusation décide si les actes accomplis par la personne récusée doivent être répétés. Elle désigne, s'il y a lieu, un suppléant ou complète l'autorité collégiale.

² Dans les cas prévus à l'article 41, alinéa 2, lettres a et b, l'autorité de récusation statue elle-même sur le fond de l'affaire.

Recours

Art. 43 Les décisions concernant la récusation peuvent être attaquées séparément par la partie requérante, conformément à l'article 119.

CHAPITRE III : Délais

Computation

Art. 44 ¹ Les délais commencent à courir le lendemain du jour de la communication ou de l'événement qui les déclenche.

² Ils échoient le dernier jour à minuit. Pour le surplus, les dispositions du Code des obligations⁶⁾ (art. 76 et 77) s'appliquent par analogie.

³ Lorsque le délai échoit un samedi, un dimanche ou un autre jour légalement férié, son terme est reporté au premier jour ouvrable qui suit. Il en va de même lorsque l'autorité a imparti un délai à terme fixe échéant durant les fêtes.²⁹⁾

Féries

Art. 44a³⁰⁾ ¹ En procédure d'opposition et devant les instances ordinaires et spéciales de la juridiction administrative ainsi que devant la Cour constitutionnelle, les délais fixés en jours, semaines ou en mois par la loi ou par l'autorité ne courent pas :

- a) du septième jour avant Pâques au septième jour après Pâques inclus;
- b) du 15 juillet au 15 août inclus;
- c) du 18 décembre au 2 janvier inclus.

² L'alinéa 1 n'est pas applicable dans les procédures concernant l'octroi de l'effet suspensif et d'autres mesures provisionnelles.

Observation

Art. 45 ¹ Le délai est réputé observé lorsque l'écrit est remis à l'autorité ou, à son adresse, à un bureau de poste suisse ou à une représentation diplomatique ou consulaire suisse, le dernier jour au plus tard.

² Il en est de même lorsque la partie s'adresse en temps utile à une autorité incompétente.

³ Lorsque l'autorité mentionne par erreur un délai plus long que le délai légal, la partie ne subit aucun préjudice si elle a observé de bonne foi le délai indiqué.

Inobservation

Art. 46 L'autorité qui impartit un délai indique simultanément les conséquences d'une inobservation; en cas d'inobservation, seules ces conséquences entrent en ligne de compte.

Abréviation et prolongation

Art. 47 ¹ Le délai légal ne peut être abrégé ou prolongé que si la loi le prévoit.

² Le délai impartit par l'autorité peut être prolongé pour des motifs suffisants, si la partie en fait la demande motivée avant l'expiration.

³ En cas de prolongation, le nouveau délai court à partir du premier jour qui suit l'expiration du précédent délai.

Restitution

Art. 48 ¹ Le délai peut être restitué lorsque la partie ou son mandataire fait valoir qu'il a été empêché, sans faute de sa part, d'agir dans le délai fixé, ainsi pour cause de maladie, de service militaire ou en raison d'autres circonstances exceptionnelles.

² La demande motivée de restitution doit être présentée dans les dix jours à compter de celui où l'empêchement a cessé. Dans ce même délai, le requérant doit accomplir l'acte omis. Sur requête, un délai supplémentaire lui est accordé pour compléter sa demande, si des motifs suffisants le justifient.

CHAPITRE IV : Déroulement et formes de la procédure

Début de la
procédure

Art. 49 ¹ L'autorité décide si et quand elle doit ouvrir une procédure administrative, soit en vertu de prescriptions légales ou, à défaut, selon son appréciation de la situation.

² Ce principe ne fait règle que dans la mesure où l'ouverture d'une procédure n'est pas subordonnée à une requête, un recours, une action ou à une autre manifestation de la part des intéressés.

Préparation de
la décision

Art. 50 ¹ L'autorité appelée à prendre une décision instruit en principe elle-même les affaires administratives.

² Les autorités collégiales peuvent confier cette tâche à l'un de leurs membres. Au besoin, elles peuvent en charger un service subordonné ou un fonctionnaire; les autres autorités administratives ont également cette faculté. L'organe ainsi désigné dirige la procédure jusqu'à la délibération. L'article 139 est réservé.

³ Dans des cas spéciaux, le Gouvernement et les chefs de département peuvent charger des personnes extérieures à l'administration d'une enquête officielle.

Mesures
provisionnelles

Art. 51 ¹ L'autorité peut prendre les mesures provisionnelles nécessaires à l'exécution de travaux urgents, ou à la conservation d'un état de droit ou de fait, notamment de moyens de preuve, ou à la sauvegarde d'intérêts menacés.

² Au besoin, ces mesures peuvent être prises par l'organe chargé de l'instruction au sens de l'article 50, alinéa 2, ou par le président de l'autorité collégiale appelée à statuer. L'autorité de décision est aussitôt informée des mesures prises; celles-ci lui sont imputées.

³ La décision peut faire séparément l'objet d'un recours conformément à l'article 119.

⁴ Pour le surplus, les dispositions de procédure civile relatives aux mesures provisionnelles s'appliquent par analogie. [29\)](#)

Suspension **Art. 52** L'autorité appelée à statuer peut suspendre la procédure pour de justes motifs, ainsi lorsque la décision à prendre dépend de l'issue d'une autre procédure ou pourrait s'en trouver influencée d'une manière déterminante.

Classement **Art. 53** Si, en cours de procédure, la prise d'une décision devient sans objet ou perd son intérêt juridique, notamment par suite du retrait d'une requête ou de désistement, l'autorité appelée à statuer prononce le classement de l'affaire et, le cas échéant, statue sur les frais et dépens.

Procédure écrite et orale **Art. 54** ¹ La procédure administrative est en principe écrite.

² Si le règlement de l'affaire le requiert, l'autorité peut, d'office ou sur requête, procéder aussi oralement. Au besoin, elle ordonne des débats; en ce cas, les dispositions de procédure civile s'appliquent par analogie. [29\)](#)

³ Sont réservées les dispositions légales qui prescrivent des débats.

⁴ Devant les autorités administratives, les débats et les délibérations ne sont pas publics. Pour le surplus, l'article 136 est réservé.

Convocations **Art. 55** ¹ Si la comparution des parties se révèle nécessaire, l'autorité les convoque par écrit dix jours au plus tard avant la date fixée. Sont réservés les cas d'urgence et les ententes contraires.

² La convocation est signée et contient les indications suivantes :

- a) le jour, l'heure et le lieu de la comparution;
- b) le nom des parties et l'objet de l'entretien ou des débats;
- c) les conséquences éventuelles du défaut de comparution.

Langue **Art. 56** ¹ La procédure administrative se déroule en français.

² L'autorité retourne à leur expéditeur les actes de procédure rédigés dans une autre langue, en l'invitant à procéder dans la langue officielle. Si les circonstances le justifient, elle peut traduire elle-même les actes en question ou les faire traduire, au besoin par un traducteur assermenté ou agréé officiellement.

³ Si nécessaire, et dans la mesure où elle ne peut remplir elle-même cette tâche, l'autorité fait appel, lors d'auditions verbales, à un interprète. Celui-ci peut être choisi dans l'administration; il ne peut l'être parmi les témoins et les personnes qui seraient récusables comme experts.

⁴ Les frais de traduction et d'interprète peuvent être mis à la charge des parties (art. 215 et suivants).

⁵ Les personnes domiciliées ou ayant leur siège dans une partie du territoire cantonal qui n'est pas de langue française peuvent, si elles ne connaissent pas ou qu'insuffisamment cette langue, procéder en allemand. En ces cas, elles sont en droit de requérir communication dans cette langue des décisions et autres actes officiels d'une procédure. Elles n'ont pas à payer les frais nécessaires de traduction et d'interprète occasionnés à l'Etat.

Communications
aux parties

Art. 57 ¹ L'autorité adresse en principe ses communications aux parties par la poste, si nécessaire sous pli recommandé.

² Les communications peuvent être publiées dans le Journal officiel ou dans un autre organe officiel, lorsque la partie ne peut être identifiée ou n'a ni domicile, siège ou lieu de séjour, ni mandataire connu ou qui puisse être atteint.

CHAPITRE V : Etablissement des faits

Principe

Art. 58 L'autorité établit les faits d'office sans être limitée par les allégués et les demandes de preuves des parties. L'article 60 est réservé.

Moyens de
preuve

Art. 59 ¹ L'autorité procède aux investigations nécessaires, en recourant s'il y a lieu aux moyens de preuve suivants :

- a) titres, rapports, livres et autres documents officiels et privés;
- b) interrogatoire des parties;
- c) sous réserve de l'article 63, les témoignages ou renseignements de tiers;
- d) renseignements d'autres autorités et services administratifs;
- e) visite des lieux;
- f) expertises.

² D'autres moyens peuvent être utilisés s'ils sont propres à fournir la preuve et s'il n'en résulte pas une atteinte à la liberté personnelle.

Collaboration
des parties

Art. 60 ¹ Les parties sont au besoin tenues de collaborer à l'établissement des faits :

- a) dans une procédure qu'elles introduisent elles-mêmes;
- b) dans une autre procédure, en tant qu'elles y prennent des conclusions indépendantes;
- c) lorsqu'une autre loi leur impose une obligation plus étendue de renseigner ou de révéler.

² L'autorité peut déclarer irrecevables les conclusions prises dans une procédure au sens de l'alinéa 1, lettres a et b, lorsque les parties refusent de prêter le concours nécessaire qu'on pouvait attendre d'elles. Si elle entre en matière, l'autorité peut statuer au seul vu du dossier. Les parties sont informées des conséquences possibles de leur attitude.

Production de
pièces

Art. 61 ¹ Les parties et les tiers sont en particulier tenus de produire les pièces utiles en leur possession.

² Les tiers sont dispensés de cette obligation lorsque les pièces se rapportent à des faits sur lesquels il pourraient refuser de témoigner.

Entraide
administrative

Art. 62 ¹ Les autorités administratives se transmettent mutuellement les pièces et informations en leur possession, de même qu'elles les communiquent aux instances de la juridiction administrative, si cette collaboration apparaît nécessaire à l'établissement des faits.

² L'autorité administrative requise n'a pas à prêter son assistance :

- a) lorsque les pièces et informations demandées doivent rester confidentielles en vertu de la loi ou en raison de leur nature;
- b) lorsque cette assistance compromettrait ou risquerait de compromettre sérieusement l'accomplissement de ses fonctions propres;
- c) lorsqu'un intérêt public ou privé important s'en trouverait lésé ou risquerait sérieusement de l'être.

³ La communication des pièces et informations par les instances de la juridiction administrative est laissée à leur appréciation et à leur décision.

⁴ Les litiges relatifs à l'application des alinéas qui précèdent se règlent selon les voies de droit prévues pour la solution des conflits de compétence (art. 33 à 35 et 37).

⁵ La transmission de pièces et informations aux instances de la justice civile et pénale est laissée à l'appréciation et à la décision des autorités administratives et instances de la juridiction administrative requises. Les critères énoncés à l'alinéa 2 sont applicables. Les prescriptions spéciales sont réservées. L'instance civile ou pénale à laquelle la production de pièces ou d'informations a été refusée peut recourir contre cette décision selon les voies de la juridiction administrative.

⁶ Sous réserve de prescriptions spéciales, le Département de la Justice⁷⁾ prête assistance, sur leur demande, aux autorités administratives et aux instances de la juridiction administrative de la Confédération et des autres cantons, et, s'il y a lieu, de l'étranger. En cas de doute sur l'admissibilité du concours sollicité, le Département soumet l'affaire à la décision du Gouvernement.

Audition des
témoins

Art. 63 ¹ Si les faits ne peuvent être suffisamment élucidés à l'aide des autres moyens de preuve, l'autorité peut recourir à l'audition de témoins.

² Les autorités compétentes pour l'ordonner sont les suivantes :

- a) le Gouvernement, les chefs de département et le chancelier;
- b) le chef du Service juridique du Département de la Justice;
- c) le chef de la Recette et Administration de district;
- d) l'organe exécutif des communes, sections de commune et syndicats de communes;
- e) les instances de la juridiction administrative et constitutionnelle, agissant par leurs présidents ou par leurs membres chargés de l'instruction.

³ Les autorités mentionnées à l'alinéa 2 procèdent elles-mêmes à l'audition ou peuvent en charger un fonctionnaire qualifié pour cette tâche.

⁴ Les personnes extérieures à l'administration qui sont chargées d'une enquête officielle peuvent être autorisées par l'autorité compétente au sens de l'alinéa 2 à entendre des témoins.

⁵ Si nécessaire, les personnes chargées d'entendre des témoins s'assurent la collaboration de spécialistes.

Devoir de
témoigner

Art. 64 ¹ Les conditions et l'étendue du devoir de témoigner se déterminent conformément aux dispositions de procédure civile, ainsi qu'aux prescriptions de la législation spéciale, notamment à celles de la loi sur la profession d'avocat^{5) 29)}.

² Sont réservées les dispositions de la législation fédérale et cantonale statuant une obligation particulière de renseigner l'autorité.

³ Celui qui peut être entendu comme témoin est tenu dans la même mesure de collaborer à l'administration d'autres preuves.

Secret des informations

Art. 65 ¹ Les personnes participant à la publication d'informations dans la presse, à la radio et à la télévision, comme éditeurs, imprimeurs, rédacteurs, reporters, collaborateurs, responsables de programmes, auxiliaires ou à un autre titre, peuvent refuser le témoignage sur le contenu et la source de leurs informations.

² Ce droit ne leur est pas reconnu lorsque le maintien du secret est de nature à mettre sérieusement en danger la sécurité intérieure ou extérieure du pays.

Contestations

Art. 66 L'autorité appelée à statuer décide de la légitimité du refus de témoigner ou de participer à l'administration d'autres moyens de preuve. Cette décision peut être attaquée dans les dix jours auprès de l'autorité de recours compétente pour juger le fond.

Obstruction à l'administration des preuves

Art. 67²⁹⁾ ¹ Les dispositions de procédure civile relatives au défaut des parties et des tiers et au refus de collaborer, notamment de témoigner, s'appliquent par analogie. Elles s'étendent à tout autre acte par lequel une partie ou un tiers fait obstacle à l'administration des preuves ou la gêne sans motif légitime.

² Sont également réservées les dispositions de procédure civile relatives à la réparation du préjudice causé de ce fait à une partie.

Libre appréciation des preuves

Art. 68 ¹ L'autorité apprécie les preuves selon sa libre conviction.

² Elle se détermine aussi sur la valeur probante des faits avoués ou non contestés par les parties.

Droit subsidiaire

Art. 69²⁹⁾ Pour le surplus, les dispositions de procédure civile sont applicables par analogie à la preuve des faits et à la production des moyens de preuve.

CHAPITRE VI : Application du droit

Principe

Art. 70 L'autorité applique le droit d'office.

Contrôle
préalable

Art. 71 ¹ A titre préalable, l'autorité contrôle la validité des prescriptions légales susceptibles d'être appliquées au cas d'espèce.

² Elle n'est pas liée par les normes contraires au droit fédéral, ainsi qu'à la Constitution cantonale ou à d'autres actes législatifs cantonaux de rang supérieur.

³ Toutefois, les autorités administratives inférieures ne peuvent, sur leur contrôle préalable, s'écarter de prescriptions légales, que si ces dernières sont manifestement irrégulières.

⁴ L'autorité prend si possible l'avis de l'instance qui a édicté la norme contestée, avant d'en rejeter l'application dans le cas d'espèce. Si elle l'estime nécessaire, elle peut en outre surseoir à statuer et demander à la Cour constitutionnelle de trancher la question de droit qui lui est posée.

Réserve

Art. 72 Le contrôle des lois et autres actes législatifs par la Cour constitutionnelle est réservé (art. 177 et suivants).

CHAPITRE VII : Droit des parties d'être entendues

Principe

Art. 73 ¹ Les parties ont le droit d'être entendues avant qu'une décision ne soit prise.

² Sauf prescription légale contraire, elles ne peuvent prétendre à une audition verbale.

³ Une conversation informelle ou par téléphone ne satisfait pas aux exigences du droit d'être entendu.

Exceptions

Art. 74 L'autorité n'est pas tenue d'entendre une partie avant de prendre :

- a) une décision préjudicielle ou incidente qui n'est pas séparément susceptible de recours (art. 119);
- b) une décision par laquelle elle fait entièrement droit aux conclusions des parties;
- c) une mesure d'exécution;

- d) d'autres décisions dans une procédure de première instance lorsqu'il y a péril en la demeure, qu'une voie de droit ordinaire est ouverte aux parties et qu'aucune disposition du droit fédéral ou cantonal ne leur accorde spécialement le droit d'être entendues préalablement.

Droit d'allégation **Art. 75** ¹ Les parties ont le droit d'alléguer des faits, d'offrir des moyens de preuve et d'argumenter en droit.

² L'autorité doit examiner les allégués de fait et de droit et administrer les preuves requises, si ces moyens n'apparaissent pas d'emblée dénués de pertinence. Elle prend aussi en considération des moyens tardifs s'ils paraissent décisifs.

³ Si l'administration de preuves entraîne des frais relativement élevés, l'autorité peut la subordonner à la condition que la partie avance dans le délai qui lui est imparti les frais pouvant être exigés d'elle. L'article 232, alinéa 1, est réservé.

⁴ L'autorité invite au besoin les parties à préciser, rectifier ou compléter leurs moyens.

Participation à l'administration des preuves **Art. 76** ¹ Les parties doivent être invitées aux visites des lieux et à l'audition des témoins; elles peuvent poser à ceux-ci des questions complémentaires.

² Lorsque la sauvegarde d'un intérêt public ou privé important l'exige, les témoins peuvent être entendus en l'absence des parties. L'autorisation de prendre connaissance des procès-verbaux d'audition peut leur être refusée. En ce cas, l'article 81 s'applique.

³ Lorsque l'urgence ou la nature de l'affaire l'exige, la visite des lieux peut se faire en l'absence des parties.

⁴ Avant de remettre leur mission aux experts, l'autorité peut accorder aux parties la faculté de s'exprimer sur le libellé des questions à poser et de proposer des modifications. Les parties peuvent demander des explications et poser des questions sur le rapport d'expertise.

⁵ Les parties ont le droit de se déterminer sur le résultat de l'administration des preuves.

Audition de la
partie adverse

Art. 77 Lorsque plusieurs parties défendent des intérêts opposés, l'autorité entend chacune d'elles sur les allégués et conclusions des autres parties qui paraissent pertinents. Cette règle s'étend aux mémoires et aux moyens de preuve fournis par les parties.

Droit à
l'information

Art. 78 ¹ Au besoin, l'autorité informe les parties de leurs droits et devoirs dans la procédure.

² Sur requête, elle les renseigne sur l'état de la procédure en cours.

Consultation du
dossier

Art. 79 ¹ La partie ou son mandataire a le droit de consulter les pièces du dossier qui paraissent pertinentes pour le règlement de l'affaire.

² L'autorité établit un bordereau complet des pièces du dossier.

³ La consultation a lieu au siège de l'autorité appelée à statuer ou à celui d'une autorité désignée par elle. Des exceptions peuvent être consenties à cette règle.

⁴ L'autorité appelée à statuer peut percevoir un émolument pour la consultation des pièces d'une affaire liquidée.

Exceptions

Art. 80 ¹ L'autorité ne peut refuser la consultation des pièces du dossier que si :

- a) un intérêt public ou privé important requiert qu'un document soit tenu secret à l'égard d'une partie; l'autorité apprécie s'il est possible de le porter à la connaissance de son mandataire;
- b) l'intérêt d'une enquête officielle en cours l'exige.

² Le refus d'autoriser la consultation ne peut s'étendre qu'aux pièces tenues pour confidentielles.

³ La consultation par la partie des pièces qu'elle a elle-même produites, ainsi que celles qu'elle a reçues, ne peut pas lui être refusée, non plus que celle des procès-verbaux relatifs à ses déclarations.

Prise en
considération
des pièces
confidentielles

Art. 81 Une pièce dont la consultation a été refusée à la partie ne peut être utilisée à son détriment que si l'autorité lui en a communiqué, oralement ou par écrit, le contenu essentiel se rapportant à l'affaire et lui a donné en outre l'occasion de s'exprimer et de faire valoir ses moyens.

Indemnité
équitable

Art. 82 ¹ La partie peut exiger le paiement d'une indemnité équitable, lorsque, par suite d'une violation de son droit d'être entendue, la décision a dû être modifiée ou annulée en sa faveur et qu'un préjudice est résulté pour elle de cette violation.

² La réparation incombe à la collectivité publique dont l'organe a violé le droit d'être entendu.

CHAPITRE VIII : Décision

Examen des
conditions de
recevabilité

Art. 83 ¹ L'autorité examine d'emblée si les conditions préalables à la prise d'une décision sont remplies.

² Les conditions de recevabilité sont notamment les suivantes :

- a) la compétence à raison de la matière et du lieu;
- b) la capacité du requérant d'être partie et celle d'ester en procédure;
- c) les pouvoirs de représentation;
- d) l'observation des délais.

³ Si une condition de recevabilité n'est pas remplie, l'autorité n'a pas à statuer sur le fond.

⁴ Si une requête ne satisfait pas aux exigences légales de forme et que ce vice est réparable, l'autorité invite le requérant à corriger les irrégularités commises dans un délai raisonnable.

Examen du fond

Art. 84 Statuant sur le fond, l'autorité examine les conditions de la régularité formelle et matérielle de la décision à prendre. Sur opposition, recours ou action, elle examine la régularité formelle et matérielle de l'acte attaqué. Elle statue sur toutes les conclusions des parties.

Contenu de la
décision

Art. 85 La décision comporte les indications suivantes :

- a) la désignation de l'autorité qui a statué; s'il s'agit d'un jugement, le nom des juges qui l'ont rendu;
- b) le nom des parties et de leurs représentants;
- c) une motivation;
- d) le dispositif, avec le montant des frais de procédure et des dépens;
- e) les délais et voies de droit;
- f) la date de la décision;
- g) la signature.

Motivation et
indication des
voies de droit

Art. 86 ¹ La décision est motivée de façon suffisante en fait et en droit.

² Elle mentionne les délais et les voies de droit ordinaires ouvertes aux parties.

³ L'autorité peut renoncer à ces exigences si elle fait entièrement droit aux conclusions des parties et si aucune d'elles ne réclame de motivation dans les 30 jours suivant la notification. [27\)](#)

Notification

Art. 87 ¹ L'autorité notifie sa décision aux parties par écrit, si nécessaire sous pli recommandé ou par un agent public ou d'une autre manière.

² Si la nature de l'affaire ou les circonstances l'exigent, la décision est notifiée verbalement. Elle est confirmée par écrit, si une partie le requiert dans les cinq jours; en ce cas, le délai pour utiliser une voie de droit ne commence à courir qu'à partir de la confirmation écrite.

³ Même si l'autorité les notifie sous forme de lettre, les décisions doivent être désignées comme telles.

Notification par la
voie officielle

Art. 88 ¹ Dans les cas prévus à l'article 57, alinéa 2, la notification peut se faire par publication dans le Journal officiel ou dans un autre organe officiel.

² Cette forme de notification est également autorisée lorsque l'affaire met en cause un grand nombre de parties. En ce cas, une notification personnelle sera toutefois adressée à celles qui ont pris part à la procédure.

Notification
irrégulière

Art. 89 Une notification irrégulière n'entraîne aucun préjudice pour les parties.

TITRE TROISIEME : Procédures devant les autorités administratives

CHAPITRE PREMIER : Procédures spéciales

Modification et
révocation

Art. 90 ¹ Sous réserve de prescriptions légales spéciales, l'autorité qui a pris la décision ou l'autorité hiérarchique supérieure ou de surveillance peut, d'office ou sur requête, modifier ou révoquer une décision, même passée en force :

a) lorsqu'elle est entachée d'un vice grave;

- b) lorsque les conditions dont la loi fait dépendre la validité de l'acte ne sont plus remplies, soit que la loi a été modifiée, soit que les circonstances ont changé dans une mesure notable;
- c) lorsque l'autorité entend sauvegarder un intérêt public important qu'il n'est pas possible de préserver autrement.

² La partie a droit à une indemnité équitable lorsque la modification ou la révocation entraîne pour elle un préjudice dont elle n'a pas à répondre. L'indemnisation incombe en principe à la collectivité publique qui a pris la décision modifiée ou révoquée.

³ La partie qui n'obtient pas réparation devant l'autorité administrative peut faire valoir ses droits par la voie de l'action de droit administratif.

Demande en
reconsidération

Art. 91 ¹ La partie peut en tout temps saisir l'autorité d'une demande en reconsidération.

² L'autorité n'est tenue d'examiner la demande que si le requérant invoque des faits ou des moyens de preuve importants qu'il ne connaissait pas lors de la première décision, ou dont il ne pouvait se prévaloir à cette époque, ou si les circonstances se sont modifiées dans une mesure notable depuis la première décision.

³ La demande n'entraîne aucune interruption de délai.

Procédure de
constatation

Art. 92 ¹ L'autorité compétente peut, d'office ou sur requête, constater par une décision l'existence, l'inexistence ou l'étendue des droits et obligations fondés sur le droit public.

² Elle donne suite à une demande en constatation si le requérant prouve qu'il y a un intérêt digne de protection.

³ Aucun désavantage ne peut résulter pour la partie du fait qu'elle a agi en se fondant de bonne foi sur une décision de constatation.

Dénonciation

Art. 93 ¹ Chacun peut dénoncer en tout temps à l'autorité hiérarchique supérieure ou de surveillance les faits qui appellent dans l'intérêt public une intervention d'office contre une autorité.

² Le dénonciateur n'a aucun des droits reconnus à la partie. Communication lui est donnée de la manière dont l'affaire a été liquidée. Une motivation n'est pas nécessaire.

CHAPITRE II : Procédure d'opposition

Principe	Art. 94 Toute décision prise par une autorité administrative en première instance est sujette à opposition. Le texte de la décision lui rappellera ce droit ainsi que la teneur de l'article 96.
Exceptions	<p>Art. 95 Sans préjudice des droits de recours, la procédure d'opposition n'est pas appliquée :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) lorsque la décision a été prise sur opposition; b) dans toutes les procédures où une procédure d'opposition a précédé la décision administrative, par exemple dans les procédures relatives à l'approbation d'un plan, à l'octroi d'un permis de construire ou à la ratification d'un règlement communal; c) dans les cas où est prévu un recours à un organe supérieur de la commune; d) dans les cas d'inapplicabilité statués à l'article 6, lettres a à e, en particulier lorsque la nature de l'affaire exige qu'elle soit réglée sur-le-champ par une décision immédiatement exécutoire; e) aux décisions concernant les droits politiques; f) lorsque la décision émane du Gouvernement; g) aux décisions préjudicielles et autres décisions incidentes qui ne sont pas séparément susceptibles de recours; h) aux décisions relatives à la compétence, à la récusation et au retrait de l'effet suspensif; i) lorsque l'autorité et les parties conviennent de renoncer à l'application de la procédure d'opposition; j) dans les procédures d'exécution (art. 108 à 112); k) lorsque la décision a été prise sur demande en revision, reconsidération, interprétation et rectification; l)²⁹⁾ dans les autres cas prévus par des dispositions spéciales.
Relation avec la procédure de recours	Art. 96 Sous réserve de l'article 95, la procédure d'opposition est la condition préalable en vue d'une procédure ultérieure de recours auprès des instances de la juridiction administrative.
Qualité pour former opposition	Art. 97 La qualité pour former opposition se définit dans les mêmes termes que la qualité pour recourir (art. 120).
Forme et délais	Art. 98 ¹ L'opposition est adressée par écrit à l'autorité qui a rendu la décision, dans les trente jours, ou, s'il s'agit d'une décision incidente, dans les dix jours à compter de la notification. Au surplus, le délai pour former opposition est le même que le délai fixé pour le recours ultérieur ⁸⁾ .

² L'opposition est motivée et comporte les éventuelles offres de preuve.

³ Pour le surplus, les dispositions relatives à la présentation des recours sont applicables par analogie (art. 126 à 131 et 135).

Effet suspensif **Art. 99** ¹ L'opposition a effet suspensif.

² Sauf si elle porte sur une prestation pécuniaire, la décision peut prévoir qu'une opposition éventuelle n'aura pas d'effet suspensif. L'autorité de recours compétente pour connaître le fond, ou son président s'il s'agit d'un collège, peut le restituer sur demande. Elle statue sans délai.

³ Si l'effet suspensif est arbitrairement retiré ou la demande de restitution arbitrairement rejetée ou tardivement admise, la collectivité, l'établissement ou la personne au nom desquels l'autorité a statué répond du préjudice qui en résulte.

Intérêt de tiers **Art. 100** Si, en procédure d'opposition, l'annulation ou la modification d'une décision administrative peut léser un tiers, ce dernier est entendu avant que la nouvelle décision ne soit prise (art. 73 et suivants).

Motifs **Art. 101** L'opposant peut invoquer :

- a) la violation du droit, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation;
- b) la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents;
- c) l'inopportunité.

Compétence **Art. 102** ¹ La décision sur opposition est préparée et prise par le fonctionnaire du rang le plus élevé dans le service.

² Si la décision attaquée émane d'un collège, la nouvelle décision est prise par celui-ci sur la base d'une proposition élaborée par l'un de ses membres qui n'a pas participé à l'instruction de l'affaire en première instance.

Délai pour statuer **Art. 103** La nouvelle décision doit être prise dans les trente jours dès la réception de l'opposition. Si les circonstances l'exigent, l'autorité peut statuer dans un délai plus long; l'opposant doit être informé par écrit de cet ajournement et de ses raisons avant l'expiration du premier délai.

Pouvoir de
décision

Art. 104 ¹ L'autorité n'est pas liée par les conclusions dont elle est saisie. Elle peut s'en écarter à l'avantage de l'opposant; elle peut aussi modifier la décision attaquée à son détriment, si cette décision viole la loi ou repose sur une constatation inexacte ou incomplète des faits.

² Si l'autorité envisage de modifier la décision attaquée au détriment de l'opposant, elle l'informe de son intention et lui donne l'occasion de s'exprimer.

Retrait

Art. 105 ¹ L'opposition peut être retirée tant que l'autorité n'a pas statué sur elle.

² Les articles 221 et 228 sont réservés.

Rapport au
Gouvernement

Art. 106 ¹ Tous les six mois, les autorités administratives sont tenues d'établir un rapport sur les oppositions formées contre leurs décisions et sur les suites qui leur ont été données.

² Ce rapport est transmis par la voie hiérarchique à la Chancellerie, à l'intention du Gouvernement.

Prescriptions
spéciales

Art. 107 Sont réservées les procédures d'opposition prévues dans la législation spéciale, notamment en matière fiscale.

CHAPITRE III : Procédure d'exécution

Autorités
d'exécution

Art. 108 ¹ Les autorités administratives exécutent leurs propres décisions.

² Les décisions prises par les instances de la juridiction administrative sont exécutées par l'autorité administrative compétente en première instance, ou par celle désignée par l'instance de recours.

³ Les jugements prononcés sur action de droit administratif sont exécutés par le Département de la Justice.

⁴ Les autorités communales, intercommunales et de district s'adressent au département précité lorsque leur propre compétence ou l'efficacité des mesures qu'elles pourraient prendre leur paraissent douteuses.

⁵ Les autorités d'exécution disposent au besoin de la police communale et cantonale.

⁶ L'article 110 est réservé.

Caractère
exécutoire

Art. 109 ¹ Sauf prescription spéciale de la loi ou de l'autorité, une décision est exécutoire lorsque :

- a) elle ne peut plus être attaquée sur opposition ou sur recours;
- b) le moyen de droit utilisable n'a pas d'effet suspensif;
- c) l'effet suspensif attribué à ce moyen a été retiré.

² Vaut pareille décision toute transaction passée devant une instance de la juridiction administrative ou sanctionnée par elle, ainsi que tout désistement déclaré en justice ou signifié avec la permission du juge.

Poursuite pour
dettes

Art. 110 ¹ Les décisions portant condamnation à payer une somme d'argent ou à fournir des sûretés sont exécutées par la voie de la poursuite, conformément à la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite. Elles sont assimilées aux jugements exécutoires au sens de l'article 80 de ladite loi dès qu'elles sont passées en force.

² Les dispositions du concordat sur l'entraide judiciaire pour l'exécution des prétentions de droit public sont réservées.

Autres moyens
de contrainte

Art. 111 ¹ Pour exécuter d'autres décisions, l'autorité recourt aux mesures suivantes :

- a) l'exécution, aux frais de l'obligé, par l'autorité ou par un tiers mandaté par elle; ces frais sont fixés par une décision spéciale;
- b) l'exécution directe contre la personne de l'obligé ou ses biens;
- c) la privation d'avantages administratifs et autres contraintes ou sanctions administratives prévues par la loi;
- d) ²⁹⁾ la poursuite pénale, dans la mesure où une disposition spéciale le prévoit;
- e) ²⁶⁾ si aucune autre disposition pénale n'est applicable, la poursuite pénale pour insoumission à une décision signifiée sous la menace d'une peine d'amende prévue à l'article 292 du Code pénal suisse⁹⁾.

² Avant de recourir à un moyen de contrainte, l'autorité en menace l'obligé et lui impartit un délai suffisant pour s'exécuter; elle le rend attentif aux sanctions encourues. Ces avertissements peuvent être signifiés dans la décision à exécuter elle-même ou dans un acte postérieur.

³ Dans les cas visés à l'alinéa 1, lettres a et b, l'autorité peut renoncer à l'avertissement s'il y a péril en la demeure.

Proportionnalité **Art. 112** L'autorité n'emploie pas de moyens de contrainte plus rigoureux que ne l'exigent les circonstances.

CHAPITRE IV : Restitution de l'indu

Restitution d'office **Art. 113** L'autorité restitue spontanément les versements qui n'étaient pas dus ou qui ont été effectués en trop.

Demande de restitution **Art. 114** ¹ Tant l'autorité que le particulier peuvent demander la restitution de montants versés indûment. La demande doit en être faite dans le délai de cinq ans dès le paiement.

² S'il n'obtient pas directement satisfaction, l'ayant droit peut faire valoir ses prétentions par la voie de l'action de droit administratif.

³ Demeure réservée l'autorité des actes administratifs passés en force.

Intérêts **Art. 115** La restitution est due avec intérêts calculés au taux de l'intérêt moratoire fixé pour chaque année fiscale.

Prescriptions spéciales **Art. 116** Sont réservées les dispositions spéciales du droit fédéral et cantonal.

TITRE QUATRIEME : Juridiction administrative

CHAPITRE PREMIER : Règles de la procédure administrative contentieuse

SECTION 1 : Recours

Définitions **Art. 117** ¹ Le recours de droit administratif est le recours ouvert auprès des instances ordinaires de la juridiction administrative.

² Le recours administratif est le recours ouvert auprès des instances spéciales de la juridiction administrative.

Objet

Art. 118 Peuvent être l'objet d'un recours :

- a) les décisions rendues sur opposition;
- b) ²⁹ les décisions non sujettes à opposition au sens de l'article 95, lettres b, c, e, f, i et j;
- c) les décisions visées à l'article 6, lettres c à e;
- d) les décisions prises sur demande en revision et en interprétation; l'autorité de recours apprécie les cas dans lesquels la décision prise sur demande en reconsidération et sur dénonciation est sujette à recours;
- e) d'autres actes dans les cas prévus par la législation.

Décisions
finales,
préjudicielles et
incidentes**Art. 119** ²⁷ ¹ Les décisions finales sont susceptibles de recours.

² Les décisions préjudicielles et incidentes qui sont notifiées séparément et qui portent sur la compétence (art. 30 et suivants) ou sur la récusation (art. 39 et suivants) peuvent faire l'objet d'un recours. Elles ne peuvent plus être attaquées ultérieurement.

³ Les autres décisions préjudicielles et incidentes notifiées séparément peuvent faire l'objet d'un recours :

- a) si elles peuvent causer un préjudice irréparable, ou
- b) si l'admission du recours peut conduire immédiatement à une décision finale qui permet d'éviter une procédure probatoire longue et coûteuse.

⁴ Sont notamment susceptibles d'un recours séparé au sens de l'alinéa 3 les décisions incidentes concernant :

- a) les mesures provisionnelles (art. 51), en particulier le refus ou le retrait de l'effet suspensif (art. 99 et 132);
- b) la suspension de la procédure (art. 52);
- c) le refus de l'appel en cause (art. 11), la jonction et la disjonction des causes (art. 12 et 13);
- d) les décisions relatives à l'assistance judiciaire (art. 18);
- e) l'établissement des faits (art. 58 et suivants);
- f) le droit des parties d'être entendues (art. 73 et suivants).

⁵ Si le recours séparé prévu à l'alinéa 3 n'a pas été utilisé, les décisions préjudicielles et incidentes peuvent être attaquées par un recours contre la décision finale dans la mesure où elles influent sur le contenu de celle-ci.

Qualité pour
recourir**Art. 120** A qualité pour recourir :

- a) ²⁷ quiconque est particulièrement atteint par la décision attaquée et a un intérêt digne de protection à ce qu'elle soit annulée ou modifiée;

- b)²⁹⁾ toute autre personne, organisation ou autorité lorsque des dispositions spéciales le prévoient.

Délais

Art. 121 ¹ Le recours est déposé dans les trente jours, ou, s'il s'agit d'une décision incidente ou d'exécution, dans les dix jours dès la notification de la décision.

² Les délais spéciaux prévus par le droit cantonal et par le droit fédéral sont réservés.

Motifs du recours
de droit
administratif

Art. 122 Sur recours de droit administratif, les motifs suivants peuvent être invoqués :

- a) la violation du droit, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation;
- b) la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents;
- c) l'inopportunité :
 - 1. des décisions relatives à la fixation d'une contribution publique ou d'une indemnité de droit public;
 - 2. des sanctions disciplinaires à l'exclusion du blâme, de l'amende jusqu'à 200 francs et de la suspension jusqu'à cinq jours;
 - 3. des décisions non sujettes à opposition dans les cas visés à l'article 95, lettres b et i;
 - 4. des décisions susceptibles d'être attaquées auprès d'une instance fédérale avec pouvoir d'examen illimité;
 - 5. d'autres décisions, lorsque la législation le prévoit.

Motifs du recours
administratif

Art. 123 ¹ Sur recours administratif, le recourant peut invoquer les motifs indiqués à l'article 122, lettres a et b, ainsi que l'inopportunité.

² L'inopportunité ne peut être invoquée lorsqu'il s'agit d'affaires entrant dans la sphère de l'autonomie des communes et d'autres collectivités ou établissements de droit public.

Motifs de recours
en matière
d'exécution

Art. 124 En cas de recours contre une mesure d'exécution, ne sont en principe recevables que les motifs pris de la violation des règles relatives à l'exécution et en particulier du principe de la proportionnalité.

Déni de justice
ou retard
injustifié

Art. 125 ¹ Une partie peut en tout temps recourir, pour déni de justice ou retard injustifié, contre une autorité qui, sans raison, refuse de statuer ou tarde à se prononcer.

² Si l'autorité saisie admet le recours, elle renvoie l'affaire à l'autorité de décision en lui donnant des instructions impératives.

³ La partie qui subit en ces cas un préjudice a droit à une indemnité équitable.

Mémoire de
recours

Art. 126 ¹ Le mémoire de recours est adressé par écrit à l'autorité de recours en deux exemplaires au moins ou en autant de doubles qu'il y a de parties à la procédure.

² S'il n'est pas satisfait à ces exigences, l'autorité peut exiger du recourant la remise immédiate des exemplaires manquants. Elle l'avise qu'à ce défaut, elle fera des copies à ses frais.

Contenu du
mémoire

Art. 127 ¹ Le mémoire contient un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire.

² Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

Informalités

Art. 128 ¹ Si le mémoire de recours ne satisfait pas aux exigences de l'article 127, ou si les motifs et les conclusions du recourant n'ont pas la clarté nécessaire, sans que le recours soit manifestement irrecevable, l'autorité de recours impartit au recourant un bref délai supplémentaire pour remédier à ces informalités.

² Elle avise en même temps le recourant que, si le délai n'est pas utilisé, elle statuera sur la base du dossier ou, si les conclusions ou la signature manquent, elle déclarera le recours irrecevable. [27\)](#)

³ Si le recours est dénué de toute motivation, l'autorité de recours le déclare d'emblée irrecevable. [28\)](#)

Mémoire
complémentaire

Art. 129 L'autorité de recours peut accorder au recourant qui le demande pour des motifs suffisants un délai pour compléter son mémoire de recours.

Nouveaux
moyens

Art. 130 ¹ Le recourant peut invoquer, dans le délai de recours et les délais supplémentaires prévus aux articles 128 et 129, des motifs, faits et moyens de preuve qui ne l'ont pas été dans les précédentes procédures.

² L'article 75, alinéa 2, est réservé.

Modification des conclusions	Art. 131 Le recourant peut modifier ses conclusions jusqu'à la fin des échanges d'écritures ou, le cas échéant, jusqu'à la clôture des débats.
Effet suspensif et mesures provisionnelles	<p>Art. 132 ¹ Sauf prescription légale contraire, le recours a effet suspensif. Pour le surplus, l'article 99 s'applique par analogie.</p> <p>² Après le dépôt du recours, l'autorité saisie peut prendre, d'office ou sur requête d'une partie, d'autres mesures provisionnelles conformément à l'article 51.</p>
Effet dévolutif	Art. 133 Dès le dépôt du recours, le pouvoir de traiter l'affaire qui en est l'objet passe à l'autorité de recours.
Nouvel examen par l'autorité de première instance	<p>Art. 134 ¹ L'autorité de première instance peut, jusqu'à l'envoi de sa réponse au mémoire de recours, procéder à un nouvel examen de la décision attaquée.</p> <p>² Elle notifie sans délai sa nouvelle décision aux parties et en donne connaissance à l'autorité de recours.</p> <p>³ Celle-ci continue à traiter le recours, dans la mesure où la nouvelle décision ne l'a pas rendu sans objet. L'article 135, alinéa 3, s'applique si cette décision repose sur un état de fait notablement modifié ou crée une situation juridique sensiblement différente.</p>
Echange d'écritures	<p>Art. 135 ¹ Si le recours n'est pas d'emblée irrecevable, l'autorité saisie communique sans délai les mémoires et mémoires complémentaires de recours à l'autorité qui a pris la décision attaquée et aux autres parties, en leur impartissant un délai pour présenter leur réponse; elle invite en même temps l'autorité inférieure à produire son dossier. Les articles 126 à 131 s'appliquent par analogie au mémoire de réponse.</p> <p>² Les mémoires de réponse sont portés à la connaissance du recourant et des autres parties adverses.</p> <p>³ L'autorité peut, à n'importe quel stade de la procédure, inviter les parties à un nouvel échange d'écritures.</p>
Débats et délibérations	Art. 136 ¹ Conformément à l'article 54, alinéas 2 et 3, l'autorité de recours peut ordonner des débats, d'office ou sur requête. ²⁾

² Devant les instances spéciales de la juridiction administrative, les débats et les délibérations ne sont pas publics.

³ Sauf prescriptions spéciales, les débats devant le juge administratif et la Cour administrative sont publics, à l'exception des délibérations. Ils se déroulent à huis clos s'il s'agit d'affaires fiscales. Ces instances peuvent en outre, dans chaque cas particulier ou dans un domaine déterminé, prononcer le huis clos si un intérêt public ou privé important l'exige. Cette mesure ne touche ni les parties, ni leurs mandataires.²⁾

Experts **Art. 137** Si la nature de l'affaire le requiert, l'autorité de recours peut faire appel à un ou à plusieurs experts.

Conciliation **Art. 138** ¹ L'autorité de recours peut rechercher la conciliation des parties, si l'affaire s'y prête.

² Elle doit organiser une conciliation lorsque le recours porte sur une inégalité à raison du sexe dans les rapports de travail relevant du droit public cantonal ou communal.¹⁰⁾

³ En cas d'arrangement, celui-ci est porté au procès-verbal et signé par les parties; l'arrangement acquiert force exécutoire.¹⁰⁾

Incompatibilités relatives à l'instruction et au jugement **Art. 139** ¹ Une personne ne peut prendre part à l'instruction ou au jugement d'un recours formé contre une décision à la prise de laquelle elle a participé comme autorité administrative, membre d'une telle autorité ou fonctionnaire, statuant en première instance, sur opposition ou sur recours.

² Si cette personne est membre d'une autorité administrative collégiale, elle a cependant voix consultative lors de la délibération de l'affaire par cette autorité; elle se retire lors du vote.

³ Les recours adressés au Gouvernement sont instruits par le Service juridique du Département de la Justice ou, lorsque la décision attaquée émane de ce département, par un autre organe désigné par le Gouvernement.

Retrait du recours **Art. 140** ¹ Le recours peut être retiré, tant qu'il n'a pas fait l'objet d'une décision.

² Les articles 221 et 228 sont réservés.

Procédure
d'examen
sommaire

Art. 141 Par une décision sommairement motivée, l'autorité de recours peut d'emblée écarter un recours manifestement irrecevable ou rejeter un recours manifestement mal fondé.

Juge unique

Art. 142²⁾ ¹ Le président d'une autorité collégiale liquide comme juge unique les procédures devenues sans objet par suite de retrait, de désistement ou pour une autre raison, ainsi que les demandes d'assistance judiciaire, les recours formés contre les décisions concernant l'effet suspensif et les autres mesures provisionnelles, et celles concernant les frais et dépens.

² Le président de la Chambre administrative ou de la Chambre des assurances liquide en outre comme juge unique les affaires dont la valeur litigieuse n'atteint pas 8'000 francs. Si la valeur litigieuse ne peut être déterminée aisément ou si les circonstances de fait ou de droit le justifient, le président peut faire trancher le litige par l'ensemble de la Chambre.

Pouvoir de
décision

Art. 143 ¹ Dans le recours de droit administratif, l'autorité saisie ne peut aller au-delà des conclusions du recourant, ni modifier la décision à son détriment. Sont réservées les dispositions contraires du droit cantonal et fédéral.

² Dans le recours administratif, le pouvoir de décision de l'autorité de recours est défini conformément à l'article 104.

Décision

Art. 144 ¹ Dans la mesure où elle admet le recours, l'autorité annule la décision attaquée et statue elle-même sur l'affaire; elle la renvoie au besoin à l'autorité de première instance, avec des instructions impératives.

² La décision sur recours contient un résumé des faits essentiels, les considérants en droit et le dispositif. Elle est communiquée aux parties et aux autorités inférieures intéressées. L'article 86 est réservé.

Dispositions
complémentaires

Art. 145 Pour le surplus, les dispositions du Titre deuxième s'appliquent à la procédure de recours.

SECTION 2 : L'action de droit administratif

Définition

Art. 146 L'action de droit administratif est ouverte en cas de contestations relatives à des prétentions de droit public qui ne peuvent faire l'objet d'une décision. Les prescriptions légales spéciales sont réservées.

Cas d'action	<p>Art. 147 L'action est ouverte²⁾ dans les contestations relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) aux prétentions découlant des rapports de service des magistrats, fonctionnaires et autres agents publics; b) aux prétentions découlant des contrats de droit public ou de concessions; c) à des indemnités non contractuelles; d) au paiement de prestations pécuniaires octroyées, à la restitution de prestations pécuniaires payées et à la dévolution d'autres avantages pécuniaires de droit public acquis sans droit; e) à d'autres affaires, dans les cas prévus par la loi.
Qualité pour introduire action	<p>Art. 148 A qualité pour introduire action toute personne qui fait valoir une prétention juridique.</p>
Procédure préalable	<p>Art. 149 ¹ Avant d'introduire action, le demandeur annonce ses prétentions au défendeur ainsi que ses motifs; il lui accorde un délai suffisant pour se déterminer à leur sujet.</p> <p>² Si le demandeur ouvre action sans avoir procédé conformément à l'alinéa 1, ou si le défendeur ne se détermine pas en temps utile, l'autorité pourra en tenir compte dans la fixation des frais.</p>
Litispendance	<p>Art. 150 Le dépôt de la demande écrite auprès de l'instance de juridiction administrative détermine la litispendance. Celle-ci a en particulier pour effet d'interrompre la prescription.</p>
Demande reconventionnelle	<p>Art. 151²⁹⁾ Le défendeur peut opposer une réclamation au demandeur. Les dispositions de procédure civile relatives à la demande reconventionnelle s'appliquent par analogie.</p>
Valeur litigieuse	<p>Art. 152²⁹⁾ La valeur litigieuse se détermine selon les dispositions de procédure civile.</p>
Conciliation et transaction	<p>Art. 153 ¹ L'autorité, voire la personne chargée de l'instruction, peut tenter la conciliation des parties ou leur soumettre une proposition de transaction.</p> <p>² Les alinéas 2 et 3 de l'article 138 sont applicables par analogie.¹⁰⁾</p>
Plaidoiries	<p>Art. 154 Si des débats sont ordonnés, l'autorité peut, après clôture, autoriser les parties à plaider. Exceptionnellement, elle peut leur permettre de répliquer et de dupliquer.</p>

Juge unique **Art. 155** Le président d'une autorité collégiale statue comme juge unique sur :

- a) les cas visés à l'article 142;
- b) les affaires dont la valeur litigieuse n'atteint pas 8'000 francs²⁾.

Pouvoir d'examen **Art. 156** L'autorité apprécie la cause sous tous ses aspects, en fait, en droit et en opportunité.

Dispositions complémentaires **Art. 157** ¹ Les dispositions du Titre deuxième s'appliquent par analogie à l'action de droit administratif, ainsi que les articles 126 à 131, 135 à 137, 139, alinéa 1, 140, 141 et 143, alinéa 1.

² Pour le surplus, les dispositions de procédure civile sont applicables par analogie.²⁹⁾

CHAPITRE II : Instances ordinaires de la juridiction administrative

SECTION 1 : Le juge administratif et la Cour administrative statuant sur recours de droit administratif

Compétence générale du juge administratif **Art. 158** Sauf exceptions statuées par la loi, le juge administratif connaît des recours formés contre les décisions prises par :

- a) les organes des communes, des sections de commune et syndicats de communes, ainsi que des collectivités et établissements publics qui en dépendent;
- b) la Recette et Administration de district;
- c) les personnes et organismes privés chargés de l'accomplissement de tâches publiques relevant de l'un des organes visés aux lettres a et b.

Compétences d'attribution du juge administratif **Art. 159** Le juge administratif connaît en outre des recours formés contre les décisions prises par d'autres autorités, commissions et instances lorsque la loi ou le décret le prévoit, ainsi en matière de circulation routière, d'expropriation, d'améliorations foncières, de construction et de contrôle laitier.

Compétence de la Cour administrative **Art. 160**²⁹⁾ Sous réserve des articles 162 et 164, la Cour administrative connaît des recours formés contre les décisions prises par :

- a) le Gouvernement;
- b) les organes de l'administration cantonale;

- c) le juge administratif; sont réservées les compétences de la Cour constitutionnelle en matière d'élections et votes organisés dans les districts et les communes;
- d) la Commission cantonale des recours en matière d'impôts;
- e) les organes des Eglises reconnues ou de leurs paroisses compétents en matière d'impôts et autres contributions;
- f) les collectivités et établissements publics qui dépendent du Canton;
- g) les personnes et organismes privés chargés de l'accomplissement de tâches publiques relevant du Canton;
- h) d'autres autorités, commissions et instances, lorsque le droit intercantonal, la loi ou le décret le prévoit, par exemple en matière de registre du commerce et de registre foncier.

Art. 161³¹⁾

Irrecevabilité
I. En général

Art. 162²⁹⁾ ¹ Le recours devant le juge administratif et la Cour administrative n'est pas recevable contre les décisions revêtant un caractère politique prépondérant.

² En principe, revêtent un caractère politique prépondérant notamment :

- a) les décisions relatives à l'approbation d'actes législatifs et de tarifs;
- b) les décisions relatives à des plans, sauf s'il s'agit de plans d'affectation ou de décisions sur opposition à des expropriations, à des remembrements ou remaniements;
- c) les décisions sur l'octroi ou le refus d'un sursis ou la remise de contributions dues dans les cas présentant une importance particulière, notamment lorsque l'intérêt économique du Canton est en jeu;
- d) les décisions sur l'octroi ou le refus de subventions, de crédits, de garanties, d'indemnités et d'autres prestations pécuniaires de droit public auxquels la législation ne confère pas un droit;
- e) les décisions concernant la sûreté intérieure du Canton;
- f) en matière de défense nationale et de protection civile, les décisions qui ne sont pas de caractère pécuniaire;
- g) les décisions concernant la création initiale des rapports de service et les promotions dans la fonction publique, sauf si le recours invoque une discrimination à raison du sexe;
- h) en matière d'éducation, les décisions relatives aux plans d'études et aux branches d'enseignement, à la création et à la suppression d'écoles ou de classes;
- i) en matière de construction et d'entretien des routes, les décisions relatives à l'affectation et à la classification; pour le surplus, la lettre b est réservée;
- j) en matière de police locale, les décisions relatives à l'assistance mutuelle des communes;
- k) d'autres décisions dans les cas prévus par des dispositions spéciales.

Art. 163³¹⁾

II. Selon la
nature des
décisions²⁹⁾

Art. 164 Le recours de droit administratif n'est pas non plus recevable contre :

- a) les décisions prises à la suite d'une dénonciation (art. 118, lettre d);
- b) les décisions préjudicielles et autres décisions incidentes (art. 119), si le recours de droit administratif n'est pas ouvert contre la décision finale;
- c) les décisions sur la révocation ou la modification de décisions contre lesquelles le recours de droit administratif n'est pas ouvert, sauf les décisions sur la modification ou la révocation de décisions attributives d'avantages;
- d) ...³¹⁾
- e) les décisions définitives en vertu de la loi ou du décret.

Subsidiarité

Art. 165 Pour le surplus, le recours de droit administratif n'est pas recevable lorsqu'est ouverte la voie :

- a) de l'opposition préalable; est réservé le cas de renonciation (art. 95, lettre i);
- b) d'un autre recours.

SECTION 2 : Le juge administratif et la Cour administrative statuant sur action de droit administratif

L'action devant
le juge
administratif

Art. 166 Sous réserve de recours à la Cour administrative, le juge administratif connaît des actions de droit administratif dans les contestations opposant :

- a) les particuliers à une commune ou à une autre collectivité, établissement, personne et organisme visés à l'article 158, lettres a, b et c;
- b) les communes et autres collectivités, établissements, personnes et organismes visés à l'article 158, lettres a, b et c, entre eux;
- c) les communes et autres collectivités, établissements, personnes et organismes visés à l'article 158, lettres a, b et c, à une paroisse ou à un organisme qui en dépend.

L'action devant
la Cour
administrative

Art. 167 La Cour administrative connaît des actions de droit administratif dans les contestations opposant :

- a) les particuliers au Canton, aux collectivités et établissements publics dépendant du Canton, ou à des personnes et organismes privés chargés de l'accomplissement de tâches publiques relevant du Canton;
- b) les collectivités, établissements, personnes et organismes visés à la lettre a, entre eux;

- c) les communes et autres collectivités, établissements, personnes et organismes visés à l'article 158, lettres a, b et c, au Canton et aux autres collectivités, établissements, personnes et organismes visés à la lettre a;
- d) les Eglises reconnues, les paroisses et organismes qui en dépendent, au Canton et aux autres collectivités, établissements, personnes et organismes visés à la lettre a.

Subsidiarité

Art. 168 L'action de droit administratif n'est pas recevable lorsqu'est ouverte la voie de l'opposition et celle du recours.

SECTION 3 : Les litiges relatifs à la sécurité sociale

Chambre des assurances

Art. 169 La Chambre des assurances de la Cour administrative connaît, sur recours ou sur action de droit administratif, des contestations relatives :

- a) à la sécurité sociale de droit cantonal et fédéral;
- b) aux diverses pensions et allocations allouées par les caisses de retraite des fonctionnaires et autres agents publics;
- c) à d'autres affaires, dans les cas prévus par la loi.

Tribunaux arbitraux

Art. 170 Sont réservées les compétences des Tribunaux arbitraux institués par la loi¹³⁾ portant introduction de la loi fédérale du 13 juin 1911 sur l'assurance en cas de maladie et d'accidents, et par la loi¹⁴⁾ portant introduction de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité.

Réserve

Art. 171 Les prescriptions spéciales de procédure du droit fédéral sont réservées.

CHAPITRE III : Instances spéciales de la juridiction administrative

SECTION 1 : Gouvernement et autres instances spéciales

Recours au Gouvernement

Art. 172 Les décisions qui ne sont pas sujettes à recours au juge administratif ou à la Cour administrative peuvent être attaquées par la voie du recours administratif auprès du Gouvernement.

Recours auprès d'instances spéciales

Art. 173 ¹ Sont réservées les attributions des autres instances qui, suivant prescriptions légales spéciales, statuent sur recours administratif.

² Sont également réservés les cas dans lesquels les parties peuvent, suivant prescriptions légales spéciales, déférer leurs litiges à une juridiction arbitrale.

³ Les instances visées aux alinéas 1 et 2 se prononcent, sauf prescriptions légales contraires, à titre définitif.

SECTION 2 : Commission cantonale des recours en matière d'impôts

Compétence	Art. 174 La Commission cantonale des recours en matière d'impôts, ou son président comme juge unique, tranche, sur recours administratif, les litiges qui leur sont attribués par la loi sur les impôts directs de l'Etat et des communes ¹⁵⁾ et par d'autres dispositions légales.
Organisation et procédure	Art. 175 ¹ L'organisation de la Commission est fixée par la loi sur les impôts directs de l'Etat et des communes et par le décret concernant la Commission cantonale des recours ¹⁶⁾ . ² La procédure est également réglée par la loi et le décret précités et, subsidiairement, par les dispositions du présent Code.
Recours	Art. 176 Sauf les cas où, suivant prescriptions légales spéciales, elle statue à titre définitif, la Commission se prononce sous réserve de recours à la Cour administrative.

TITRE CINQUIEME : Juridiction constitutionnelle

CHAPITRE PREMIER : Contrôle de la constitutionnalité des lois

Principe	Art. 177 La Cour constitutionnelle contrôle, sur requête et avant mise en vigueur, la constitutionnalité des lois et leur conformité au droit fédéral.
Requérants	Art. 178 Ont qualité pour former une requête : <ul style="list-style-type: none"> a) le Gouvernement; b) un groupe parlementaire; c) dix députés; d) trois communes; e)²⁷⁾ une commune ou une autre collectivité de droit public, à la condition qu'elle invoque la violation de garanties qui lui sont reconnues par la Constitution cantonale ou la Constitution fédérale; f)²⁸⁾ toute personne qui est particulièrement atteinte par la loi attaquée et qui a un intérêt digne de protection à son annulation ou à sa modification.

Délai	Art. 179 La requête est déposée dans les quinze jours dès la publication de la loi au Journal officiel.
Publicité	<p>Art. 180 ¹ La Cour avise aussitôt les présidents du Parlement et du Gouvernement des requêtes qui lui sont adressées.</p> <p>² Elle en donne communication dans l'édition suivante du Journal officiel.</p>
Incidence sur le référendum	Art. 181 Lorsqu'un contrôle de constitutionnalité est requis, la loi ne peut être soumise, sur référendum, à un vote populaire, avant que la Cour n'ait rendu son arrêt.
Procédure	<p>Art. 182 ¹ Au besoin, la Cour invite le requérant à préciser sa requête.</p> <p>² Elle demande au Gouvernement de se déterminer par écrit sur l'inconstitutionnalité invoquée et au Bureau du Parlement de lui remettre le message gouvernemental de l'acte législatif attaqué, les procès-verbaux de la commission parlementaire dans la mesure où ils concernent le problème soulevé par la requête, ainsi que la transcription des débats relatifs à la norme contestée. 2)</p> <p>³ Elle peut procéder à un débat. Les débats et délibérations sont publics.</p> <p>⁴ Les articles 126 à 128, 137 à 140 s'appliquent par analogie. Les dispositions du Titre deuxième s'appliquent également au besoin.</p>
Procédure sommaire	<p>Art. 183 ¹ Par un arrêt sommairement motivé, la Cour, réduite à trois juges, peut d'emblée écarter à l'unanimité une requête manifestement irrecevable, ou manifestement mal fondée.</p> <p>² En ces cas, les articles 180, 181 et 182, alinéas 2 et 3, ne s'appliquent pas.</p>
Jonction des requêtes	Art. 184 Lorsqu'une loi fait l'objet de plusieurs requêtes, la Cour peut les examiner conjointement et statuer en un seul arrêt.
Pouvoir d'examen	<p>Art. 185 ¹ La Cour examine si la loi attaquée est conforme :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) au droit fédéral; b) au droit international; c) à la Constitution cantonale; d) au droit intercantonal. 27)

² Elle est limitée dans son examen aux griefs invoqués par le requérant, sauf cas où la loi est manifestement contraire au droit fédéral ou inconstitutionnelle.

Arrêt

Art. 186 ¹ La Cour rend son arrêt motivé dans les soixante jours dès la réception de la requête.

² Elle le communique au requérant et aux présidents du Parlement et du Gouvernement.

³ Le dispositif de l'arrêt est publié dans l'édition suivante du Journal officiel.

Loi conforme au droit fédéral et à la Constitution cantonale

Art. 187 Lorsque la Cour la déclare conforme au droit fédéral et à la Constitution cantonale, la loi peut être mise en vigueur ou, si une demande de référendum a abouti, soumise au vote populaire.

Loi contraire

Art. 188 ¹ Lorsque la Cour la déclare contraire au droit fédéral ou à la Constitution cantonale, la loi est nulle et non avenue.

² Il en est de même lorsque seules certaines dispositions sont déclarées non conformes, si la Cour les juge inséparables de l'ensemble de la loi.

Loi partiellement contraire

Art. 189 ¹ Lorsque certaines dispositions sont déclarées non conformes, elles seules sont frappées de nullité, si la Cour les juge séparables de l'ensemble de la loi. Pour le reste, la procédure suit son cours conformément à l'article 187.

² Toutefois, le Gouvernement peut demander au Parlement ou celui-ci prendre l'initiative de procéder à une nouvelle lecture; la loi ne peut alors être mise en vigueur, ni, le cas échéant, soumise au vote populaire. Si une nouvelle lecture est décidée, la loi est considérée comme rapportée et la procédure législative est reprise en l'état. Dans le cas contraire, l'alinéa 1 s'applique.

CHAPITRE II : Le contrôle de la validité des décrets et des autres actes législatifs

Principe

Art. 190 La Cour constitutionnelle contrôle, sur requête et avant mise en vigueur, la validité :

- a) des décrets, arrêtés, ordonnances et règlements cantonaux;
- b) des règlements communaux et intercommunaux;

- c) des conventions de droit public;
- d) de toute autre prescription législative de rang inférieur à la loi.

Requête
concernant les
actes cantonaux

Art. 191 Ont qualité pour former une requête concernant les actes cantonaux, les autorités et personnes désignées à l'article 178.

Requête
concernant les
actes
communaux et
intercommunaux

Art. 192 Ont qualité pour former une requête concernant les actes communaux et intercommunaux :

- a) les organes délibératifs des communes, des sections de commune et syndicats de communes, ainsi que leurs organes exécutifs;
- b) les personnes désignées à l'article 178, lettre e.

Exclusion

Art. 193 La requête ne peut être formée par l'auteur de l'acte soumis à un contrôle.

Délais

Art. 194 ¹ S'agissant des actes cantonaux, la requête est déposée dans les quinze jours dès leur publication au Journal officiel.

² S'agissant des autres actes, la requête est déposée dans les quinze jours dès leur publication selon la voie officielle prescrite.

³ Si l'acte en cause est soumis à l'approbation d'une autorité supérieure, le délai ne court pas avant l'octroi de cette approbation.

Procédure

Art. 195 Les articles 180 à 184 et 186 sont applicables par analogie.

Pouvoir
d'examen

Art. 196 ¹ La Cour examine si l'acte qui lui est soumis est conforme au droit supérieur mentionné à l'article 185, alinéa 1, et aux actes législatifs cantonaux de rang supérieur. [27\)](#)

² Elle est limitée dans son examen aux griefs invoqués par le requérant, sauf cas où l'acte est manifestement contraire aux normes citées à l'alinéa 1.

Effets de l'arrêt

Art. 197 ¹ Lorsque la Cour constate la validité de l'acte attaqué, celui-ci peut être mis en vigueur ou, le cas échéant, soumis au vote populaire.

² Dans le cas contraire, l'acte attaqué est nul et non avenue. Pour le surplus, les articles 188, alinéa 2, et 189 s'appliquent par analogie.

CHAPITRE III : Litiges relatifs à l'autonomie des collectivités et établissements publics

Recours	<p>Art. 198 ¹ Peuvent recourir auprès de la Cour constitutionnelle contre les décisions définitives d'une autorité administrative ou d'une instance de la juridiction administrative qui violent leur autonomie :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les communes, les sections de commune et syndicats de communes; b) les Eglises reconnues et leurs paroisses; c) les autres collectivités et établissements publics autonomes. <p>² Pour le même grief, les paroisses peuvent également recourir contre les décisions prises en dernière instance par les Eglises reconnues.</p>
Délai	<p>Art. 199 Le recours est déposé dans les trente jours dès la notification de la décision attaquée.</p>
Pouvoir d'examen	<p>Art. 200 ¹ L'autonomie est appréciée dans les limites garanties par la Constitution et par la loi.</p> <p>² L'article 71, alinéas 1 et 2, est réservé.</p>
Procédure	<p>Art. 201 Les articles 126 à 141, 143, alinéa 1, 144 et 145 s'appliquent par analogie.</p>

CHAPITRE IV : Contentieux électoral

Compétence	<p>Art. 202 La Cour constitutionnelle juge les litiges relatifs à l'exercice des droits politiques, à la validité des élections et votes cantonaux et, sur recours, à la validité des élections et votes organisés dans les districts et les communes, conformément à la législation sur les droits politiques.</p>
Pouvoir d'examen	<p>Art. 203 ¹ La Cour examine si la décision rendue est conforme au droit fédéral, à la Constitution cantonale, à la loi sur les droits politiques¹⁷⁾ et autres prescriptions y relatives.</p> <p>² L'article 71, alinéas 1 et 2, est réservé.</p>
Procédure	<p>Art. 204 Sauf dispositions légales spéciales, la procédure relative au recours de droit administratif (art. 118 à 145) s'applique par analogie.</p>

CHAPITRE V : Conflits de compétence

Dispositions
réservées;
compétences de
la Cour

Art. 205 ¹ Sous réserve des dispositions prévues à ce sujet par le présent Code (art. 30 à 38) et par d'autres lois, la Cour constitutionnelle tranche, sur requête, les conflits de compétence opposant :

- a) le Parlement et le Gouvernement;
- b) le Parlement et l'autorité judiciaire;
- c) le Gouvernement et l'autorité judiciaire;
- d) les autorités judiciaires civiles, pénales et administratives.

² L'article 84, lettre k, de la Constitution cantonale est réservé.

Echange de
vues

Art. 206 Avant de saisir la Cour, les autorités en conflit procèdent à un échange de vues.

Arrêt

Art. 207 La Cour rend son arrêt motivé dans les trente jours dès la réception de la requête.

TITRE SIXIEME : Revision et interprétation

CHAPITRE PREMIER : Revision

Motifs

Art. 208 ¹ L'autorité administrative ou de juridiction administrative procède, d'office ou sur requête d'une partie, à la revision de sa décision passée en force, lorsqu'un crime ou un délit l'a influencée.

² Elle procède en outre à la revision, sur requête d'une partie, lorsque celle-ci :

- a) allègue des faits nouveaux importants ou produit de nouveaux moyens de preuve, ou
- b) prouve que l'autorité n'a pas tenu compte de faits importants établis par pièces, ou
- c) établit que l'autorité a violé les dispositions relatives à la récusation (art. 39 à 43) et au droit des parties d'être entendues (art. 73 à 82).

³ Les motifs mentionnés à l'alinéa 2 n'ouvrent pas la revision lorsqu'ils auraient pu être invoqués dans la procédure précédant la décision ou par la voie du recours contre cette décision.

- Délais** **Art. 209** ¹ La requête est adressée par écrit à l'autorité qui a pris la décision attaquée dans les nonante jours dès la découverte du motif de revision, mais au plus tard dans les dix ans dès la notification de la décision.
- ² Après dix ans, la revision ne peut être demandée qu'en vertu de l'article 208, alinéa 1.
- Requête** **Art. 210** La requête indique, avec preuves à l'appui, le motif de revision invoqué et si le délai utile est observé; elle contient en outre les conclusions prises pour le cas où une nouvelle décision interviendrait.
- Procédure** **Art. 211** ¹ Les articles 126 à 129 s'appliquent par analogie.
- ² Pendant la procédure, l'autorité peut, en exigeant au besoin des sûretés, suspendre l'exécution de la décision attaquée et ordonner d'autres mesures provisionnelles.
- ³ Par une décision sommairement motivée, l'autorité peut écarter d'emblée une demande manifestement irrecevable ou manifestement mal fondée.
- ⁴ Sinon, la requête est communiquée à la partie adverse qui est invitée à y répondre dans un délai suffisant et à produire son dossier. Un échange ultérieur d'écritures ou des débats n'ont lieu qu'exceptionnellement.
- ⁵ Si la recevabilité de la requête dépend de la constatation de faits contestés, l'autorité ordonne la procédure probatoire nécessaire.
- Décision** **Art. 212** ¹ Lorsque l'autorité admet le motif de revision allégué, elle annule la décision et statue à nouveau.
- ² Elle se prononce en même temps sur la restitution des frais et dépens.

CHAPITRE II : Interprétation et rectification

- Interprétation** **Art. 213** ¹ Sur requête d'une partie, l'autorité interprète sa décision, lorsqu'elle contient des obscurités ou des contradictions dans le dispositif ou entre le dispositif et les motifs.
- ² Un nouveau délai de recours commence à courir dès l'interprétation.

Rectification

Art. 214 L'autorité peut rectifier en tout temps les erreurs de rédaction, fautes de calcul ou autres inadvertances qui n'ont pas d'influence sur le dispositif ni sur le contenu essentiel des considérants.

TITRE SEPTIEME : Frais de procédure et dépens

CHAPITRE PREMIER : Frais de procédure

Principe

Art. 215 ¹ La collectivité publique a droit au remboursement des frais de procédure qui lui sont occasionnés par l'instruction, le règlement ou le jugement des affaires administratives.

² Ces frais comprennent au sens de la loi sur les émoluments¹⁸⁾ :

- a) un émolument administratif ou judiciaire;
- b) les débours;
- c) un émolument de chancellerie.

Calcul

Art. 216 Le montant des frais de procédure est calculé dans les limites des tarifs édictés et conformément aux principes définis par la loi sur les émoluments et par les autres prescriptions y relatives.

Avances de frais
et sûretés
a) En général²⁾

Art. 217²⁹⁾ ¹ L'autorité peut ordonner au requérant d'effectuer une avance de frais ou de fournir des sûretés, en lui impartissant un délai convenable pour s'exécuter et en l'avertissant qu'à défaut, elle n'entrera pas en matière.

² Sauf circonstances exceptionnelles, elle l'ordonne si le requérant n'a pas de domicile fixe, s'il est domicilié à l'étranger ou s'il est en demeure pour le paiement de frais de procédure antérieurs.

b) Devant les
instances
ordinaires de la
juridiction
administrative

Art. 217a¹⁹⁾ ¹ Le recourant ou le demandeur est tenu de fournir une avance de frais dans les affaires portées devant les instances ordinaires de la juridiction administrative.

² D'autres parties peuvent également être tenues de fournir une avance destinée à couvrir les frais relatifs à l'administration des preuves qu'elles demandent.

³ L'autorité peut renoncer à exiger l'avance de frais si des circonstances particulières le justifient.

⁴ Si l'avance n'est pas effectuée dans le délai imparti, l'autorité n'entre pas en matière sur le recours ou l'action; elle peut renoncer à effectuer l'acte d'instruction pour lequel l'avance était demandée.

Frais dans les
procédures
administratives
de première
instance et
d'opposition

Art. 218 ¹ Les frais de procédure sont supportés par celui qui requiert un acte administratif pour s'assurer un service ou un avantage, ou le provoque par son attitude.

² Des frais de procédure ne sont mis à la charge de l'opposant que s'il a violé des règles de procédure, ou si son opposition a un caractère téméraire ou abusif.

Frais dans
les autres
procédures

Art. 219 ¹ En cas de recours ou d'action de droit administratif, les frais de procédure sont mis, en règle générale, à charge de la partie qui succombe. L'article 223 est réservé.

² Lorsque la partie qui succombe pouvait de bonne foi se croire fondée à recourir, à interjeter action ou à prendre des conclusions dans une procédure, l'autorité peut, selon les circonstances, l'exempter du paiement des frais ou les réduire.

³ Des frais de procédure ne peuvent être mis à charge de la partie qui obtient gain de cause que si elle les a occasionnés sans nécessité ou en violant des règles de procédure.

⁴ Les alinéas 1 à 3 s'appliquent à la procédure de revision.

⁵ Les procédures d'interprétation et de rectification sont gratuites.

Répartition et
solidarité

Art. 220 ¹ Lorsque plusieurs personnes sont parties à la procédure, les frais sont en règle générale répartis entre celles qui succombent, compte tenu notamment de leur intérêt à la procédure et du sort fait à leurs conclusions. Cette règle s'applique également au cas où aucune des parties n'obtient entièrement satisfaction.

² Cette répartition s'opère après déduction des frais occasionnés par les collectivités et organismes exemptés conformément à l'article 223.

³ En règle générale, les parties qui ont procédé conjointement en qualité de consorts répondent solidairement du paiement des frais mis à leur charge.^{[2\)](#)}

Réduction

Art. 221 ¹ Lorsqu'une procédure devient sans objet, par suite notamment de retrait ou de désistement, les émoluments ne sont perçus que partiellement; l'autorité peut exiger le remboursement de ses débours.

² La même règle peut être appliquée au cas où l'assujetti renonce après coup à la prestation obtenue.

Remise

Art. 222 ¹ Les frais de procédure peuvent, sur demande, être remis totalement ou partiellement lorsque :

- a) l'exigence de leur paiement serait d'une rigueur excessive;
- b) l'activité s'y rapportant concerne des collectivités publiques non exemptées par l'article 223, ainsi que des organismes d'utilité publique ou de bienfaisance.

² L'autorité peut, d'office ou sur demande, accorder une remise, dans la mesure où l'activité administrative ou le jugement est principalement destiné à satisfaire :

- a) un intérêt public;
- b) l'intérêt d'une personne ou d'un groupement de personnes qui n'a pas de but lucratif et qui organise une manifestation publique. [34\)](#)

³ Les dispositions spéciales sont réservées. [35\)](#)

Exemptions

Art. 223 ¹ L'autorité ne peut assujettir au paiement de frais de procédure la Confédération et le Canton, ni non plus les organismes publics qui en dépendent, à moins que des circonstances particulières ne le justifient. Cette règle s'applique également aux personnes privées chargées de tâches publiques de la Confédération et du Canton.

² L'alinéa 1 ne s'applique pas en cas d'action de droit administratif.

CHAPITRE II : Dépens

Principe

Art. 224 ¹ La partie ayant obtenu entièrement ou partiellement gain de cause dans une procédure administrative a droit au remboursement des frais nécessaires qui lui ont été occasionnés.

² Ces dépens comprennent notamment :

- a) les frais de représentation et d'assistance;
- b) les indemnités de déplacement et de comparution.

Calcul

Art. 225 Le montant des dépens est calculé dans les limites des tarifs édictés et des autres prescriptions y relatives.

Dépens dans les procédures administratives de première instance et d'opposition

Art. 226 En règle générale, il n'est pas alloué de dépens dans les procédures devant une autorité administrative statuant en première instance ou sur opposition.

Dépens dans les autres procédures

Art. 227 ¹ En cas de recours ou d'action de droit administratif, la partie qui succombe supporte ses dépens; elle est en outre condamnée, en règle générale, à payer ceux de la partie qui a obtenu gain de cause.

² Lorsque la partie qui succombe pouvait de bonne foi se croire fondée à recourir, à interjeter action ou à prendre des conclusions dans une procédure, l'autorité peut, selon les circonstances, compenser les dépens totalement ou partiellement.

^{2bis} Elle jouit également de cette faculté dans les contestations entre époux, parents et alliés, ainsi que dans les contestations dérivant du droit des successions et du droit de la famille, en particulier du droit de la protection de l'enfant et de l'adulte. [30\)36\)](#)

^{2ter} Sauf violation manifeste des règles de droit, il n'est pas alloué de dépens dans les affaires relevant du droit de la filiation et du droit de la protection de l'enfant et de l'adulte. [37\)](#)

³ Les alinéas 1 à 2bis s'appliquent à la procédure de revision. [29\)](#)

⁴ Il n'est pas alloué de dépens dans les procédures d'interprétation et de rectification.

Retrait

Art. 228 L'autorité décide si et dans quelle mesure des dépens sont alloués, lorsqu'une procédure devient sans objet, par suite notamment de retrait ou de désistement.

Répartition et compensation

Art. 229 Lorsque plusieurs personnes sont parties à la procédure, les dépens sont, en règle générale, répartis ou compensés entre celles qui succombent compte tenu notamment de leur intérêt à la procédure et du sort fait à leurs conclusions. Cette règle s'applique également au cas où aucune des parties n'obtient entièrement satisfaction. L'article 220, alinéa 3, est réservé.

Cas des
collectivités
publiques

Art. 230 ¹ Il n'est pas alloué de dépens aux collectivités et organismes publics, ni aux personnes privées chargées de tâches publiques qui ont obtenu gain de cause.

² Cette règle ne s'applique pas à l'action de droit administratif. Exception peut en outre lui être faite lorsque ces collectivités et ces organismes ont dû faire appel à des experts ou mandataires extérieurs et qu'il en est résulté des frais élevés ou que d'autres circonstances particulières le justifient, notamment la complexité en fait ou en droit de l'affaire, le fait que la partie adverse était assistée d'un mandataire professionnel ou lorsque l'équité l'exige.²⁾

CHAPITRE III : Dispositions particulières

Chambre des
assurances et
Cour
constitutionnelle

Art. 231 ¹ La procédure devant la Chambre des assurances de la Cour administrative est gratuite. Il en est de même devant la Cour constitutionnelle, sauf en matière de contentieux électoral.

² Des frais de procédure peuvent toutefois être mis à la charge de l'auteur d'un procès téméraire ou abusif.

Frais et dépens
de la personne
admise au
bénéfice de
l'assistance
judiciaire

Art. 232 ¹ La partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire (art. 18) est libérée de l'obligation de faire des avances ou de fournir des sûretés. Les frais de procédure qui lui incombent sont avancés par la collectivité publique.

² S'il est accordé à cette partie l'assistance d'un avocat ou d'un autre mandataire autorisé, la rémunération de ces derniers est réglée conformément aux prescriptions spéciales du décret sur les honoraires d'avocat²⁰⁾.

³ Dans la mesure où les frais et dépens de la partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire sont mis à la charge de la partie adverse, les frais sont perçus par l'autorité et les dépens encaissés, sous réserve d'éventuel règlement interne avec son client, par le mandataire d'office.

⁴ Dans la mesure où la partie adverse n'est pas condamnée aux frais et dépens de la partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire, celle-ci est tenue de les rembourser à la collectivité publique et au mandataire d'office si elle acquiert une fortune ou un revenu suffisant dans les dix ans dès la clôture de la procédure. Dans le dispositif, la partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire est, sous la réserve qui précède, condamnée aux frais de la collectivité publique, respectivement à ceux du mandataire d'office.

⁵ En cas de contestation sur le retour à meilleure fortune, le président de la Cour administrative statue.

Frais et dépens
de la partie
adverse en cas
d'assistance
judiciaire

Art. 233 L'octroi de l'assistance judiciaire ne change pas le sort des frais et dépens de la partie adverse, tel qu'il est réglé par les articles 215 et suivants.

Recours
concernant les
frais et dépens

Art. 234 ¹ Le dispositif de la décision ou du jugement indique le montant des frais de procédure et des dépens dus par les parties.

² Si seule cette partie de la décision ou du jugement est contestée, elle peut être attaquée séparément auprès de l'autorité de recours compétente sur le fond. La même voie s'applique aux décisions fixant les frais et dépens lorsqu'une procédure devient sans objet (art. 221 et 228).

Renvoi

Art. 235 ¹ Pour le surplus, les dispositions de la loi sur les émoluments et autres prescriptions y relatives sont applicables.

² Les dispositions de procédure civile sur les frais et dépens s'appliquent en outre par analogie.^{[29\)](#)}

TITRE HUITIEME : Dispositions transitoires et finales

CHAPITRE PREMIER : Dispositions transitoires

Dévolution
administrative

Art. 236 Les problèmes de la dévolution administrative sont réglés par l'« Accord-cadre régissant les accords provisoires fixant les conditions du transfert ou de l'utilisation des biens et les conditions d'utilisation de l'infrastructure actuellement commune », du 15 septembre 1978, et les accords particuliers qu'il prévoit, ainsi que par les dispositions suivantes.

Décisions
entrées en force

Art. 237 ¹ Les autorités administratives et de juridiction administrative et constitutionnelle du canton du Jura reconnaissent les décisions et jugements rendus par les autorités du canton de Berne et entrés en force avant la date fixée à l'article 7 de l'ordonnance du Conseil fédéral sur la création du canton du Jura (droit transitoire), du 25 octobre 1978^{[21\)](#)}.

² Les procédures prévues aux articles 90, 91, 93, 108 à 112, 208 à 214 sont réservées. Les délais prescrits à l'article 209 sont computés à partir de la date à laquelle ils auraient commencé à courir selon le droit bernois.

Art. 238 ¹ Les actes postérieurs à la date indiquée à l'article 237, alinéa 1, dans les procédures administratives de première instance ou contentieuses transmises aux autorités jurassiennes conformément aux accords conclus à ce sujet avec le canton de Berne sont régis par le présent Code.

² Sauf circonstances particulières et sans préjudice des oppositions (réclamations) et recours ouverts par la procédure administrative jurassienne contre les décisions préjudicielles et incidentes, les actes accomplis par les autorités bernoises compétentes ou par des particuliers, conformément au droit bernois, sont réputés acquis dans les procédures visées à l'alinéa 1.

³ Les actes de procédure émanant de particuliers accomplis par erreur auprès d'une autorité bernoise dans les trente jours après la date indiquée à l'article 237 sont reconnus de plein effet s'ils sont valables selon le droit bernois.

⁴ Le présent Code s'applique lorsqu'il prévoit une possibilité d'opposition (réclamation) ou de recours ou un autre moyen de droit inconnus du droit bernois; les délais sont alors computés conformément à l'alinéa 5.

⁵ Les délais institués par le présent Code s'appliquent aux procédures visées au présent article, sous réserve de délais plus longs prévus par le droit bernois. Ils sont computés à partir de la date à laquelle ils auraient commencé à courir selon le droit bernois.

⁶ Pour les oppositions (réclamations) et recours dont le délai est échu avant la date indiquée à l'article 237, alinéa 1, la qualité pour agir et les motifs de recours se déterminent selon le droit bernois. Aux oppositions (réclamations) et recours qui doivent être déposés dans un délai commençant à courir avant le 1^{er} janvier 1979 mais échéant après, les règles de la législation la plus favorable sur ces points s'appliquent.

⁷ Les autorités jurassiennes compétentes poursuivent au besoin l'instruction et pourvoient au règlement des procédures administratives pendantes; elles appliquent le droit bernois dans la mesure où les oppositions (réclamations) ou recours invoquent la violation du droit de procédure bernois par les autorités bernoises.

⁸ Les règles posées à l'alinéa 7 s'appliquent aux procédures concernant les oppositions (réclamations) ou recours formés contre des décisions ou jugements des autorités bernoises non en force à la date indiquée à l'alinéa 1, et déposés après cette date devant les autorités jurassiennes.

⁹ Des avances, sûretés et frais ne peuvent être réclamés par les autorités jurassiennes que dans la mesure où ils se rapportent à des opérations pour lesquelles les autorités bernoises n'ont pas déjà reçu une couverture suffisante, dans la même procédure. Les répartitions de ces montants entre le canton du Jura et le canton de Berne s'opèrent conformément aux accords conclus entre eux à ce sujet.

Acheminement
des dossiers

Art. 239 ¹ Les dossiers concernant les procédures administratives de première instance transmis par les autorités bernoises sont remis, sauf instructions contraires du chancelier, à la Chancellerie d'Etat qui les fait parvenir aux services compétents, selon le droit jurassien, avec indication de la date de réception.

² Les dossiers concernant des procédures administratives contentieuses sont remis, sauf instructions contraires du président de la Cour administrative, au greffe du Tribunal cantonal qui les fait parvenir aux instances compétentes, selon le droit jurassien, avec indication de la date de réception.

³ Lorsque la correspondance entre autorités bernoises et autorités jurassiennes compétentes est douteuse, ou ne peut être établie, le Gouvernement, dans les affaires non contentieuses, statue sur proposition du chancelier ou du Service juridique. Dans les affaires contentieuses, il appartient à la Cour administrative de se prononcer. Pour le surplus, les alinéas 1 et 2 s'appliquent.

Recours devant
le Gouvernement
selon l'ancien
droit

Art. 239a³⁰⁾ Les décisions suivantes prises selon l'ancien droit, pour lesquelles le recours de droit administratif était irrecevable, ne sont pas sujettes à recours devant le Gouvernement, mais uniquement devant le juge administratif ou la Cour administrative (art. 158 et suivants), quand bien même une disposition antérieure à la présente modification prévoit le contraire :

- a) article 162, lettres f (décisions sur le résultat d'examens) et g (décisions sur l'octroi ou le refus d'autorisations de construire ou de mettre en service des installations techniques ou des véhicules);
- b) article 163, lettre d in fine (en matière d'éducation, les décisions relatives à l'admission à l'école et à sa fréquentation);
- c) article 164, lettre d (mesures d'exécution – art. 111 –, sauf les litiges relatifs à l'obligation de payer les frais et au montant de ceux-ci).

CHAPITRE II : Dispositions finales

Clause
abrogatoire

Art. 240 L'entrée en vigueur du présent Code abroge toutes dispositions contraires de la législation reçue dans la République et Canton du Jura.

Référendum

Art. 241 Le présent Code est soumis au vote populaire.

Entrée en
vigueur

Art. 242 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur²²⁾ du présent Code.

Delémont, le 30 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

¹⁾ RSJU 101

²⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001. Les termes "juge administratif de district" ont été remplacés par ceux de "juge administratif" dans toute la présente loi

³⁾ RSJU 471.1

⁴⁾ RSJU 271.1

⁵⁾ RSJU 188.11

⁶⁾ RS 220

⁷⁾ Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111). Il a été tenu compte de cette modification dans tout le présent Code.

⁸⁾ Deuxième phase introduite par le ch. I de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001.

⁹⁾ RS 311.0

¹⁰⁾ Introduit par l'art. 4 de l'ordonnance du 25 juin 1996, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1996, et par l'art. 10 de la loi du 17 mai 2000 portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (RSJU 151.1), en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2000

¹¹⁾ Abrogée par l'art. 31 de la loi du 21 octobre 1998 sur les marchés publics (RSJU 174.1), en vigueur depuis le 1^{er} juin 1999

- ¹²⁾ Nouvelle teneur selon l'art. 4 de l'ordonnance du 25 juin 1996, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1996, et selon l'art. 10 de la loi du 17 mai 2000 portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (RSJU 151.1), en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2000
- ¹³⁾ RSJU 832.01
- ¹⁴⁾ RSJU 831.20
- ¹⁵⁾ RSJU 641.11
- ¹⁶⁾ RSJU 641.611
- ¹⁷⁾ RSJU 161.1
- ¹⁸⁾ RSJU 176.11
- ¹⁹⁾ Introduit par le ch. I de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001
- ²⁰⁾ RSJU 188.61
- ²¹⁾ RO 1978 1580
- ²²⁾ 1^{er} janvier 1979
- ²³⁾ Nouvelle teneur selon l'art. 44 de la loi du 3 septembre 2003 concernant la profession d'avocat (RSJU 188.11), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2004
- ²⁴⁾ Abrogée par le ch. I de la loi du 3 septembre 2003, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2004
- ²⁵⁾ Nouvelle teneur selon le ch. VIII de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (RSJU 211.2), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- ²⁶⁾ Nouvelle teneur selon le ch. IV de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- ²⁷⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2007
- ²⁸⁾ Introduit(e) par le ch. I de la loi du 20 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2007
- ²⁹⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
- ³⁰⁾ Introduit par le ch. I de la loi du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
- ³¹⁾ Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
- ³²⁾ Nouvelle teneur selon l'art. 74a, chiffre 5, de la loi d'organisation judiciaire (RSJU 181.1), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- ³³⁾ RSJU 181.1
- ³⁴⁾ Nouvelle teneur selon le ch. III de la loi du 24 mars 2010 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- ³⁵⁾ Introduit par le ch. III de la loi du 24 mars 2010 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- ³⁶⁾ Nouvelle teneur selon le ch. V de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- ³⁷⁾ Introduit par le ch. V de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

TABLE DES MATIERES

Article

TITRE PREMIER : Dispositions générales

CHAPITRE PREMIER : Champ d'application et définitions

Principe	1
Décision	2
Autorités administratives	3
Juridiction administrative	4
Juridiction constitutionnelle	5
Inapplicabilité	6
Prescriptions complémentaires	7
Prescriptions spéciales	8
Applicabilité aux Eglises.....	9

CHAPITRE II : Parties et mandataires

Qualité de partie.....	10
Appel en cause	11
Jonction.....	12
Consortité et disjonction.....	13
Mutation de parties.....	14
Capacité d'ester	15
Représentation et assistance.....	16
Mandataires	17
Droit à l'assistance judiciaire	18
Convenances	19

CHAPITRE III : Principes de l'activité administrative

Légalité	20
Opportunité	21
Intérêt public	22
Pesée des intérêts	23
Proportionnalité	24
Egalité	25
Bonne foi	26
Non-rétroactivité.....	27
Diligence	28
Efficacité et économie	29

TITRE DEUXIEME : Règles générales de procédure

CHAPITRE PREMIER : Compétence

Principe.....	30
Examen d'office, transmission et échange de vues	31
Décision et recours	32
Conflits entre autorités administratives	33
Conflits au sein de la juridiction administrative	34
Conflits entre autorités administratives et juridiction administrative	35
Conflits avec la justice civile ou pénale.....	36
Conflits relatifs à la compétence de la Cour constitutionnelle	37
Procédure	38

CHAPITRE II : Récusation

Motifs	39
Requête	40
Autorité de récusation	41
Décision	42
Recours	43

CHAPITRE III: Délais

Computation	44
Féries.....	44a
Observation	45
Inobservation	46
Abréviation et prolongation	47
Restitution.....	48

CHAPITRE IV : Déroulement et formes de la procédure

Début de la procédure	49
Préparation de la décision	50
Mesures provisionnelles	51
Suspension	52
Classement.....	53
Procédure écrite et orale	54
Convocations	55
Langue.....	56
Communications aux parties.....	57

CHAPITRE V : Etablissement des faits

Principe	58
Moyens de preuve.....	59
Collaboration des parties	60
Production de pièces.....	61
Entraide administrative.....	62
Audition des témoins.....	63
Devoir de témoigner.....	64
Secret des informations	65
Contestations	66
Obstruction à l'administration des preuves.....	67
Libre appréciation des preuves	68
Droit subsidiaire	69

CHAPITRE VI : Application du droit

Principe	70
Contrôle préalable.....	71
Réserve.....	72

CHAPITRE VII : Droit des parties d'être entendues

Principe	73
Exceptions	74
Droit d'allégation	75
Participation à l'administration des preuves	76
Audition de la partie adverse.....	77
Droit à l'information	78
Consultation du dossier.....	79
Exceptions	80
Prise en considération des pièces confidentielles	81
Indemnité équitable.....	82

CHAPITRE VIII : Décision

Examen des conditions de recevabilité	83
Examen du fond.....	84
Contenu de la décision.....	85
Motivation et indication des voies de droit.....	86
Notification	87
Notification par la voie officielle	88
Notification irrégulière	89

TITRE TROISIEME : Procédures devant les autorités administratives

CHAPITRE PREMIER : Procédures spéciales

Modification et révocation	90
Demande en reconsidération.....	91
Procédure de constatation.....	92
Dénonciation.....	93

CHAPITRE II : Procédure d'opposition

Principe.....	94
Exceptions	95
Relation avec la procédure de recours	96
Qualité pour former opposition.....	97
Forme et délais	98
Effet suspensif	99
Intérêt de tiers.....	100
Motifs	101
Compétence	102
Délai pour statuer	103
Pouvoir de décision	104
Retrait	105
Rapport au Gouvernement	106
Prescriptions spéciales	107

CHAPITRE III : Procédure d'exécution

Autorités d'exécution.....	108
Caractère exécutoire	109
Poursuite pour dettes.....	110
Autres moyens de contrainte	111
Proportionnalité.....	112

CHAPITRE IV : Restitution de l'indu

Restitution d'office.....	113
Demande de restitution.....	114
Intérêts.....	115
Prescriptions spéciales	116

TITRE QUATRIEME : Juridiction administrative**CHAPITRE PREMIER : Règles de la procédure administrative contentieuse****SECTION 1 : Recours**

Définitions	117
Objet	118
Décisions finales, préjudicielles et incidentes	119
Qualité pour recourir	120
Délais	121
Motifs du recours de droit administratif	122
Motifs du recours administratif	123
Motifs de recours en matière d'exécution	124
Déni de justice ou retard injustifié	125
Mémoire de recours	126
Contenu du mémoire	127
Informalités	128
Mémoire complémentaire	129
Nouveaux moyens	130
Modification des conclusions	131
Effet suspensif et mesures provisionnelles	132
Effet dévolutif	133
Nouvel examen par l'autorité de première instance	134
Echange d'écritures	135
Débats et délibérations	136
Experts	137
Conciliation	138
Incompatibilités relatives à l'instruction et au jugement	139
Retrait du recours	140
Procédure d'examen sommaire	141
Juge unique	142
Pouvoir de décision	143
Décision	144
Dispositions complémentaires	145

SECTION 2 : L'action de droit administratif

Définition	146
Cas d'action	147
Qualité pour introduire action	148
Procédure préalable	149
Litispendance	150

Article

Demande reconventionnelle	151
Valeur litigieuse	152
Conciliation et transaction.....	153
Plaidoiries	154
Juge unique	155
Pouvoir d'examen	156
Dispositions complémentaires	157

CHAPITRE II : Instances ordinaires de la juridiction administrative

SECTION 1 :Le juge administratif et la Cour administrative statuant sur recours de droit administratif

Compétence générale du juge administratif	158
Compétences d'attribution du juge administratif	159
Compétence de la Cour administrative	160
(article 161 abrogé)	
Irrecevabilité	
I. En général	162
(article 163 abrogé)	
II. Selon la nature des décisions	164
Subsidiarité	165

SECTION 2 :Le juge administratif et la Cour administrative statuant sur action de droit administratif

L'action devant le juge administratif.....	166
L'action devant la Cour administrative	167
Subsidiarité	168

SECTION 3 : Les litiges relatifs à la sécurité sociale

Chambre des assurances	169
Tribunaux arbitraux.....	170
Réserve	171

CHAPITRE III: Instances spéciales de la juridiction administrative

SECTION 1 : Gouvernement et autres instances spéciales

Recours au Gouvernement.....	172
Recours auprès d'instances spéciales.....	173

SECTION 2 : Commission cantonale des recours en matière d'impôts

Compétence.....	174
Organisation et procédure.....	175
Recours.....	176

TITRE CINQUIEME : Juridiction constitutionnelle

CHAPITRE PREMIER : Contrôle de la constitutionnalité des lois

Principe	177
Requérants	178
Délai.....	179
Publicité	180
Incidence sur le référendum.....	181
Procédure	182
Procédure sommaire.....	183
Jonction des requêtes	184
Pouvoir d'examen	185
Arrêt	186
Loi conforme au droit fédéral et à la Constitution cantonale	187
Loi contraire	188
Loi partiellement contraire.....	189

CHAPITRE II : Le contrôle de la validité des décrets et des autres actes législatifs

Principe	190
Requête concernant les actes cantonaux	191
Requête concernant les actes communaux et intercommunaux.....	192
Exclusion.....	193
Délais	194
Procédure	195
Pouvoir d'examen	196
Effets de l'arrêt	197

CHAPITRE III : Litiges relatifs à l'autonomie des collectivités et établissements publics

Recours.....	198
Délai.....	199
Pouvoir d'examen	200
Procédure	201

CHAPITRE IV : Contentieux électoral

Compétence	202
Pouvoir d'examen	203
Procédure	204

CHAPITRE V : Conflits de compétence

Dispositions réservées; compétences de la Cour	205
Echange de vues	206
Arrêt	207

TITRE SIXIEME : Revision et interprétation**CHAPITRE PREMIER : Revision**

Motifs	208
Délais	209
Requête	210
Procédure	211
Décision	212

CHAPITRE II : Interprétation et rectification

Interprétation	213
Rectification	214

TITRE SEPTIEME : Frais de procédure et dépens**CHAPITRE PREMIER : Frais de procédure**

Principe	215
Calcul	216
Avances de frais et sûretés	
a) En général	217
b) Devant les instances ordinaires de la juridiction administrative	217a
Frais dans les procédures administratives de première instance et d'opposition	218
Frais dans les autres procédures	219
Répartition et solidarité	220
Réduction	221
Remise	222
Exemptions	223

CHAPITRE II : Dépens

Principe	224
Calcul	225
Dépens dans les procédures administratives de première instance et d'opposition ..	226
Dépens dans les autres procédures.....	227
Retrait	228
Répartition et compensation	229
Cas des collectivités publiques	230

CHAPITRE III : Dispositions particulières

Chambre des assurances et Cour constitutionnelle	231
Frais et dépens de la personne admise au bénéfice de l'assistance judiciaire	232
Frais et dépens de la partie adverse en cas d'assistance judiciaire.....	233
Recours concernant les frais et dépens	234
Renvoi.....	235

TITRE HUITIEME : Dispositions transitoires et finales**CHAPITRE PREMIER : Dispositions transitoires**

Dévolution administrative	236
Décisions entrées en force.....	237
Procédures en cours	238
Acheminement des dossiers	239
Recours devant le Gouvernement selon l'ancien droit	239a

CHAPITRE II : Dispositions finales

Clause abrogatoire.....	240
Référendum	241
Entrée en vigueur.....	242

Décret
fixant les émoluments de l'administration cantonale
 (Version en vigueur du 1^{er} janvier 2013 au 31 janvier 2013)

du 24 mars 2010

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 23 et 23a de la loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments¹⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Principe	<p>Article premier ¹ Les organes de l'Etat perçoivent les émoluments fixés dans le présent décret.</p> <p>² Les dispositions spéciales, notamment celles mentionnées à l'article 28, sont réservées.</p>
Terminologie	<p>Art. 2 Les termes utilisés dans le présent décret pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.</p>
Valeur du point	<p>Art. 3 ¹ Les émoluments du présent décret sont fixés en points.</p> <p>² La valeur initiale du point des émoluments est fixée à 1 franc.</p> <p>³ L'indexation au sens de l'article 23a, alinéa 3, de la loi sur les émoluments¹⁾ est réservée.</p>
Emoluments et débours communs	<p>Art. 4 ¹ Sous réserve de dispositions spéciales, les autorités perçoivent en principe les émoluments ou les débours suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) par copie : 0,3 point jusqu'à 50 copies, 0,2 point au-delà; b) une indemnité en cas de déplacement correspondant à l'indemnité kilométrique à laquelle ont droit les employés de l'Etat; c) pour les frais de port et de télécommunication, ainsi que pour les autres débours : selon le coût effectif, frais généraux exclus; d) pour un rappel ou une sommation : de 10 à 50 points; e) pour une attestation ou un duplicata : de 10 à 70 points; f) pour les décisions prises sur recours : de 150 à 3 000 points;

- g) pour les recherches d'une certaine importance, les rapports et les analyses ainsi que les autres travaux particuliers qui excèdent l'activité nécessaire à accomplir les tâches ordinaires de l'Etat, par heure : selon l'article 5, mais au maximum 1 500 points;
- h) pour toutes les opérations ou décisions qui ne sont pas mentionnées dans le présent décret ou dans la législation spéciale, les autorités peuvent percevoir un émolument de 20 à 1 500 points.

² Il peut être dérogé par accord contractuel à l'alinéa 1, lettres a, b, c, g et h.

Emoluments
fixés à l'heure

Art. 5 ¹ Sous réserve de dispositions spéciales ou d'accords contractuels, les émoluments dont le montant est déterminé, d'après la législation, en fonction du temps de travail correspondent au montant horaire suivant, si l'acte peut être accompli par une personne :

- a) ne disposant pas d'une formation particulière : 40 points;
- b) disposant d'un certificat fédéral de capacité ou d'une formation équivalente : 70 points;
- c) disposant d'un diplôme supérieur : 100 points.

² Les émoluments de l'alinéa 1 sont calculés pour chaque personne intervenante. Toutefois, si plusieurs personnes interviennent, ils peuvent être réduits par l'autorité conformément aux principes de la loi sur les émoluments, mais au minimum jusqu'à l'émolument correspondant à l'intervention de la personne dont la formation est la plus élevée.

³ Les émoluments de l'alinéa 1 peuvent être majorés jusqu'à 50 points par heure si l'acte nécessite l'utilisation de matériel particulier.

CHAPITRE II : Gouvernement et Chancellerie d'Etat

Gouvernement

Art. 6 La Chancellerie d'Etat perçoit pour les décisions du Gouvernement les émoluments suivants :

1. Octroi du droit de cité
 - 1.1. Pour les étrangers de moins de 25 ans, par personne 200
 - 1.2. Pour les étrangers dès 25 ans, par dossier 500 à 1 000
 - 1.3. Pour les citoyens suisses, par personne 100

2.	Décisions en matière d'adoption (une remise partielle ou totale peut être octroyée, sur requête, en cas d'adoption ayant caractère humanitaire)	100	à	2 000
----	--	-----	---	-------

Art. 7 La Chancellerie d'Etat perçoit les émoluments suivants :

1.	Légalisation de signature	30	à	150
2.	Démarches auprès d'autorités d'autres cantons	100	à	300
3. ²¹⁾	Acte lié à l'utilisation du guichet virtuel sécurisé (sous réserve d'un accord contractuel contraire)	20	à	500

CHAPITRE III : Unités administratives

Service de
l'action sociale

Art. 8 En matière d'action sociale, il est perçu les émoluments suivants :

Autorisation d'exploiter une institution sociale

1.	Délivrance de l'autorisation	250	à	750
2.	Renouvellement, modification, révocation, retrait de l'autorisation	100	à	300

Service de
l'aménagement
du territoire

Art. 9 Le Service de l'aménagement du territoire perçoit les émoluments suivants :

1.	Approbation d'un plan (plan d'aménagement local, spécial, directeur, directeur régional), dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières	200	à	5 000 max. 8 000
2.	Approbation d'un plan de remembrement de terrain à bâtir	100	à	300
3.	Approbation des plans de la mensuration officielle	3 000	à	10 000
4.	Autorisation de renoncer à l'établissement d'un plan spécial	100	à	500
5.	Approbation de la modification d'un plan	100	à	1 000
6.	Etudes ou fournitures particulières de données géographiques Un montant supérieur peut être facturé sur une base contractuelle	50	à	1 000

7.	Vérification annuelle des travaux des géomètres conservateurs	20	à	2 000
8.	Décision en matière de droit foncier rural	120	à	400
9.	Décision en matière de permis de construire, dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières	100	à	5 000 max. 10 000
10.	Décision du département auquel est rattaché le Service de l'aménagement du territoire en matière de permis de construire	100	à	2 000
11.	Sommation et décision en matière de police des constructions	100	à	3 000

Service des arts
et métiers et du
travail

Art. 10 Le Service des arts et métiers et du travail perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation relative à l'emploi de jeunes gens	15	à	100
2.	Approbation de plans d'entreprises	35	à	1 500
	Emolument supplémentaire en cas d'examen préalable particulier	500	à	5 000
3.	Autorisation d'exploiter	35	à	1 100
4.	Autres décisions et autorisations d'exception	20	à	150
5.	Permis concernant la durée du travail	15	à	180
6.	Autorisation d'exploiter une agence matrimoniale, les communes pouvant percevoir un émolument jusqu'à concurrence du montant de celui prélevé par l'Etat, annuellement	180	à	900
7.	Autorisation d'ouvrir, d'agrandir ou de transformer des cinémas (en fonction de l'importance de l'entreprise)	400	à	3 800
8.	Emoluments découlant de la législation sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules automobiles :			
8.1.	Dispense de l'obligation de tenir le livret de travail - rapport journalier - (art. 16 OTR1 et 19 OTR2)			36
8.2.	Inspections dans les entreprises en défaut, lorsqu'elles entraînent un volume de travail extraordinaire, par heure			selon l'article 5

9.	Crédit à la consommation			
9.1.	Autorisation	1 000	à	1 500
9.2.	Renouvellement de l'autorisation	250	à	500
9.3.	Refus de l'autorisation	50	à	500
9.4.	Mesures de surveillance	50	à	500
10.	Paris et manifestations analogues (émolument revenant par moitié à l'Etat et à la commune sur le territoire de laquelle se déroule la manifestation)	15	à	1 900
11.	Organisation de paris au totalisateur à l'occasion de courses de chevaux, de régates, de rencontres de football et autres manifestations sportives (émolument revenant par moitié à l'Etat et à la commune sur le territoire de laquelle se déroule la manifestation)	15	à	1 900
12.	Permis exceptionnel pour manifestations dansantes les jours de grande fête	45	à	950
13.	Valeurs à lots et loteries			
13.1.	Commerce professionnel des valeurs à lots	100	à	3 700
13.2.	Délivrance, renouvellement ou transfert de permis de loterie	900	à	30 000
14.	Permis de jeu public de tous genres délivrés par le département	10 % de la valeur des prix proposés		
15.	Autorisation d'exploiter un salon de jeu			
15.1.	Par appareil	190	à	570
15.2.	Autorisation d'installer un salon de jeu	190	à	380
16.	Décision concernant l'attribution de main-d'œuvre étrangère			
16.1.	Autorisation annuelle de travail	100	à	170
16.2.	Autorisation de travail pour frontalier extraeuropéen ou de courte durée	35	à	70
16.3.	Autres décisions	35	à	300
16.4.	Les émoluments et frais perçus en matière de main-d'œuvre étrangère sont à la charge exclusive de l'employeur			

17.	Taxes et émoluments prélevés en vertu de la loi sur les auberges			
17.1.	Emolument annuel de permis			
17.1.1.	Points de vente à l'emporter et service traiteur	30	à	1 000
17.1.2.	Restaurants publicitaires et de dégustation	30	à	1 000
17.1.3.	Cantines de places de sport	100	à	1 000
17.1.4.	Cantines d'entreprise et de chantier	100	à	700
17.1.5.	Places de camping	100	à	1 000
17.1.6.	Locaux pour manifestations privées	100	à	500
17.1.7.	Pensions	200	à	500
17.1.8.	Débites de cercles	100	à	1 000
17.1.9.	Petits débits de boissons sans alcool	200	à	500
17.1.10.	Débites de campagne	100	à	1 000
17.1.11.	Gîtes ruraux	100	à	500
17.1.12.	Restaurants et cantines des hôpitaux, cliniques, internats et foyers pour enfants, étudiants ou personnes âgées, maisons de vacances ou de repos (art. 11, al. 2, de la loi sur les auberges)	200	à	1 000
17.1.13.	Autres établissements	100	à	1 000
17.2.	Autorisation annuelle d'organiser des spectacles à titre professionnel			
a.	Taxe de base			500
b.	Supplément par spectacle, selon la capacité d'accueil des lieux			
-	moins de 200 personnes			50
-	par tranche de 200 personnes supplémentaires			50
c.	Taxe maximale			2 000
17.3.	Taxe annuelle de licence			
17.3.1.	Vente de boissons alcooliques distillées			
-	par tranche de 50 m ² de surface commerciale*			200
-	taxe maximale			4 000

17.3.2.	Vente de boissons alcooliques non distillées			
-	par tranche de 50 m ² de surface commerciale*			100
-	taxe maximale			2 000
	* La surface commerciale comprend les surfaces accessibles au public et affectées au commerce de détail			
17.4.	Emoluments divers			
17.4.1.	Frais d'octroi de patente et de licence	30	à	300
17.4.2.	Approbation de plans	70	à	710
18.	Emoluments relatifs à la surveillance du marché du travail			
18.1.	Frais administratifs liés à la surveillance	100	à	500
18.2.	Contrôles du marché du travail			
18.2.1.	Frais d'inspection	300	à	1 000
18.2.2.	Contrôle en cas de non-respect des obligations en matière d'annonce et d'autorisation, par heure			selon l'article 5
18.3.	Sanctions	200	à	5 000

Service des
communes

Art. 11 Le Service des communes perçoit les émoluments suivants :

- | | | | | | |
|----|--|-----|---|-------|-------------|
| 1. | Révision de comptes communaux opérée sur demande des autorités communales, dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières | 300 | à | 4 700 | max. 10 000 |
| 2. | Collaboration aux opérations de remise de charges | 150 | à | 600 | |
| 3. | Apurement des comptes des communes bourgeoises et des communes mixtes (fortune à destination bourgeoise)
Dans cette fourchette, l'émolument est fixé en tenant compte des critères de la loi sur les émoluments, ainsi que du montant de la fortune nette totale de la commune, y compris les fonds spéciaux et forestiers. | 20 | à | 2 000 | |
| 4. | Examen préalable et approbation des règlements, si la procédure cause un travail considérable | | | | max. 3 000 |

- | | | | | |
|----|---|----|---|-----|
| 5. | Approbation des crédits de construction et des emprunts | 80 | à | 150 |
|----|---|----|---|-----|

Service des
contributions
et Recette et
Administration
de district

Art. 12 Le Service des contributions, respectivement la Recette et Administration de district, perçoit les émoluments suivants :

- | | | | | |
|-----|---|-----------------------|---|---------------------------------|
| 1. | Mesure et décision en matière fiscale
(allègement fiscal, privilège fiscal, fixation de domicile, exonération fiscale, répétition de l'indu et autres) | 40 | à | 1 500 |
| 2. | Renseignement écrit de nature juridique, rapport, statistique et expertise,
dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières | 20 | à | 1 000
max. 5 000 |
| 3. | Estimation extraordinaire en matière de valeur officielle
dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières | 200 | à | 1 000
selon le coût effectif |
| 4. | Fixation provisoire d'une limite de charges | 100 | à | 500 |
| 5. | Avis préalable en matière fiscale | 40 | à | 1 000 |
| 6. | Octroi de délai et renonciation à taxer d'office | 30 | à | 50 |
| 7. | Décision sur réclamation après taxation d'office | 100 | à | 500 |
| 8. | Etablissement d'un plan de partage de l'impôt communal | 40 | à | 2 500 |
| 9. | Expertise en matière de dation en paiement | 50 % du coût effectif | | |
| 10. | Communication écrite | 10 | à | 70 |
| 11. | Autorisation de dépassement de l'horaire légal, par heure de dépassement (l'heure entamée étant taxée pleinement),
nuit libre | | | 50
300 |
| 12. | Autorisation de manifestation dansante, par jour | | | 140 |
| 13. | Permis de débit occasionnel, par jour | 10 | à | 250 |
| 14. | Permis de pêche
Dans cette fourchette, l'émolument est fixé en tenant compte des critères de la loi sur les émoluments, ainsi que de la durée du permis octroyé. | 15 | à | 750 |

	Pour les enfants et les jeunes en formation	max. 50
15.	Loteries	
15.1.	Petites loteries et tombolas dont le montant d'émission n'excède pas 6 000 francs	100 à 500
15.2.	Loteries et tombolas au montant d'émission supérieur à 6 000 francs	1,5 % du surplus de ce montant, majoré de 500
15.3.	Permis de loto, par jour	180 à 1 000
16.	Permis de jeu public de tous genres	15 % de la valeur des prix, min. 20
17.	Permis spéciaux de jeu, par jour	30 à 300
18.	Affaires successorales	
18.1.	Autorisation et ordre d'une liquidation officielle	50 à 100
18.2.	Désignation d'un représentant de la communauté héréditaire	50 à 100
18.3.	Autorisation d'un appel aux créanciers en dehors d'un inventaire officiel	50 à 100
18.4.	Ordre de procéder à un inventaire fiscal, successoral ou public, réception et contrôle des productions, transmission du dossier au notaire, lorsque la fortune brute est :	
	– inférieure à 100 000 francs	100
	– de 100 000 à 300 000 francs	200
	– de 300 001 à 500 000 francs	300
	– dès 500 001 francs	500

Service de
l'économie rurale

Art. 13 Le Service de l'économie rurale perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation de procéder à une modification de droit ou à une modification effective de l'ancien état des propriétés	100 à 150
2.	Autorisation de modifier l'affectation des immeubles ou de les morceler, d'aliéner une colonie (la restitution des subventions cantonale et fédérale demeure réservée)	150 à 850

3.	Appréciation, par les experts cantonaux, des animaux en dehors des concours généraux, par tête	25	à	100
4.	Inscription tardive aux concours des différentes espèces animales	10	à	50
5.	Décisions rendues en application de la législation sur les améliorations structurelles	100	à	2 000
6.	Décisions rendues en application de la législation sur le bail à ferme agricole	50	à	1 200

Service de
l'enseignement

Art. 14 Le Service de l'enseignement perçoit les émoluments suivants :

1.	Reconnaissance d'équivalence d'un titre d'enseignement			300
2.	Autorisation d'ouvrir une école privée	500	à	1 000
3.	Reconnaissance des certificats et diplômes délivrés par une école privée	150	à	700
4.	Reconnaissance du niveau de l'enseignement dispensé par une école privée	150	à	700
5.	Reconnaissance de l'utilité publique d'une école privée	150	à	700
6.	Examen auquel sont soumis les enfants qui suivent un enseignement en milieu privé	250	à	500

Office de
l'environnement

Art. 15 L'Office de l'environnement perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation pour les projets de construction			
1.1.	Construction d'habitation			
	- jusqu'à 10 EH (équivalent d'habitant)	70	à	140
	- de 11 à 40 EH	140	à	270
	- de 41 à 100 EH	270	à	670
	- plus de 100 EH	670	à	1 350
1.2.	Construction sans prise d'eau ni écoulement,	40	à	200
	dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières			max. 1 000
1.3.	Construction agricole	100	à	1 500
1.4.	Construction industrielle et artisanale	100	à	3 000
	dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières			max. 5 000

1.5.	Installation de chauffage ou climatisation	60	à	500
1.6.	Piscine	100	à	300
1.7.	Autorisation pour installation émettrice de rayonnement non ionisant	250	à	1 000
1.8.	Citerne	100	à	1 500
1.9.	Petite station d'épuration, émoluments de base (auquel s'ajoute l'émolument prévu au chiffre 1.1.)	100	à	300
1.10.	Autorisation de construire en forêt ou à proximité	150	à	900
1.11.	Autre construction avec prise d'eau et écoulement	40	à	500
1.12.	Emolument supplémentaire en cas d'examen préalable particulier	500	à	5 000
2.	Evaluation de plans de zones, plans spéciaux et plans directeurs			
2.1.	Préavis	200	à	2 000
2.2.	Constatation de la nature forestière	100	à	3 000
2.3.	Approbation des distances d'alignement à la forêt	100	à	900
3.	Décision en matière d'exploitation de gravière, carrière et sablière, par 100 m ³	5	à	10
4.	Décision relative à la mise hors service ou à la remise en état de citerne	50	à	500
5.	Autre autorisation et décision en matière d'environnement, de chasse et de pêche, dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières	50	à	2 000 max. 5 000
6.	Travaux exécutés à l'extérieur, autres que les actes au sens du présent article, par heure			
	a) personnel			selon l'article 5
	b) matériel	50	à	100
	c) véhicule, par kilomètre	0.65	à	2.80
7.	Attestation	40	à	500

8.	Lutte contre les dégâts dus aux hydrocarbures			
8.1.	Utilisation de véhicules			
8.1.1.	Taxe de base (dans la mesure où les véhicules doivent participer à une intervention)			150
8.1.2.	Tarif horaire			
	– camions équipés en matériel pour lutter contre les dégâts dus aux hydrocarbures, sans chauffeur			165
	– remorques munies du même genre d'équipement			115
	– citernes à aspiration et citernes à pression			90
	– véhicules pour le contrôle des citernes			45
	(lorsque les circonstances le justifient, ces taux peuvent être remplacés par un montant forfaitaire)			
8.1.3.	Indemnité supplémentaire pour les véhicules à moteur, par kilomètre			jusqu'à 3
8.2.	Mise à disposition de personnel et de matériel par heure d'intervention (s'ajoutent les frais du service de desserte et d'actionnement) Dans cette limite, l'Office de l'environnement édicte le tarif applicable			max. 100
8.3.	Remplacement du matériel détérioré lors d'intervention et frais de nettoyage			selon le coût effectif
9.	Utilisation des eaux			
9.1.	Octroi ou renouvellement d'une autorisation d'établir un projet	500	à	2 000
9.2.	Octroi d'une concession	2 000	à	10 000
9.3.	Octroi d'une autorisation d'utiliser la force hydraulique d'eaux privées	200	à	2 000
9.4.	Octroi d'une autorisation d'utiliser une eau d'usage publique ou privée	100	à	1 000
9.5.	Renouvellement, transfert ou extension d'une concession ou d'une autorisation	200	à	2 000
9.6.	Nouveau calcul de la taxe d'eau, par suite d'une modification de la situation	200	à	500

				176.21
9.7.	Extinction d'une concession	200	à	2 000
10.	Mines			
10.1.	Permis de prospection pour matières premières minérales solides	400	à	4 000
10.2.	Concession pour matières premières minérales solides	4 000	à	80 000
10.3.	Permis de prospection ou d'exploration relatif au pétrole et au gaz naturel	400	à	40 000
10.4.	Concession relative au pétrole et au gaz naturel	8 000	à	120 000
10.5.	Titulaire de permis de prospection et d'exploration relatif au pétrole et au gaz naturel, redevance annuelle par km ²			
10.6.	Renouvellement ou transfert d'une concession ou d'un permis de prospection ou d'exploration	max. ¼ du montant de base		
11.	Autorisation d'exploitation temporaire à des fins agricoles en matière forestière	40	à	100
12.	Autorisation de culture de peupliers et de saules	150	à	450
13.	Autorisation de défrichement (préavis ou décision)	150	à	2 000
14.	Constatation de la nature forestière sur demande (art. 14, al. 1, de la loi sur les forêts; LFOR)	100	à	700
15.	Autorisation ou préavis pour des manifestations importantes en forêt (art. 19 LFOR)	100	à	1 000
16.	Circulation des véhicules à moteur en forêt (art. 20 et suivants LFOR)			
16.1.	Approbation des plans de signalisation routière (art. 9 du décret sur les forêts; DFOR)	100	à	1 000
16.2.	Autorisation spéciale pour une durée limitée (art. 10 DFOR)	20	à	100
17.	Autres utilisations préjudiciables (art. 25, al. 2, LFOR)	100	à	1 500
18.	Approbation de convention entre un propriétaire de forêt et des tiers (art. 25, al. 4, LFOR)	50	à	500

19.	Décision ordonnant des soins minimaux ou d'autres mesures préventives et curatives, en cas d'exécution par substitution (art. 29, al. 1, et 44, al. 3, LFOR)	100	à	500
20.	Approbation des plans de gestion forestière (art. 37, al. 5, LFOR)	100	à	1 000
21.	Autorisation de prélèvement dans les fonds forestiers (art. 19 de l'ordonnance sur les forêts; OFOR)	50	à	200
22.	Contrôle des comptes forestiers (art. 38, al. 1, LFOR)	100	à	1 000
23.	Autorisation, prolongation ou attestation pour la formation minimale à la sécurité au travail (art. 26 OFOR)			50
24.	Vente et partage de forêts			
24.1.	Autorisation pour la vente et le partage de forêts publiques (art. 43 LFOR)	100	à	1 000
24.2.	Préavis pour la vente et le partage de forêts soumis au droit foncier rural (art. 43, al. 3, LFOR)	100	à	500
25.	Triages forestiers			
25.1.	Approbation de la constitution ou de la modification d'un triage forestier (art. 56, al. 2, LFOR et 39 OFOR)	100	à	1 000
25.2.	Décision ordonnant une mesure au sens de l'art. 56, al. 6, LFOR	100	à	2 000
26.	Délivrance d'un certificat phytosanitaire	20	à	50
27.	Autorisation exceptionnelle d'utiliser des substances dangereuses en forêt (art. 22, al. 1, LFOR)	20	à	500

Service juridique **Art. 16** Le Service juridique perçoit les émoluments suivants :

1.	Renseignements juridiques	30	à	2 000
2.	... 22)			
3.	Communication de dossiers à des tiers, en particulier aux sociétés d'assurance	20	à	100
4.	Décision en matière d'acquisition d'immeubles par des personnes domiciliées à l'étranger	150	à	1 500
5.	Décision en matière de droit foncier rural	50	à	1 500

6.	Décision d'approbation en matière de bail	60	à	300
7.	Surveillance des fondations			
7.1.	Acceptation ou transfert de la surveillance, ouverture du dossier			50
7.2. ¹⁹⁾	Examen des comptes annuels des fondations	100	à	1 500
	Dans cette fourchette, l'émolument est fixé en tenant compte des critères de la loi sur les émoluments ainsi que du montant de la fortune de la fondation.			
7.3.	... ²⁰⁾			
7.4.	Approbation d'une modification des statuts	100	à	500
7.5.	Examen ou approbation d'un règlement, d'une modification de règlement, de contrat et de convention	100	à	500
7.6.	Décisions relatives à des mesures propres à éliminer des insuffisances constatées, notamment nomination d'un commissaire	400	à	1 500
7.7.	... ²⁰⁾			
7.8.	Décision en matière de dispense d'organe de révision			30
7.9.	Frais de rappel et de sommation concernant notamment les comptes annuels, les rapports de l'organe de contrôle, les rapports d'activité ou d'autres documents, décision avec commination d'amende	50	à	200
7.10. ¹⁹⁾	Décisions ordonnant la mise en liquidation et la radiation			300
7.11. ¹⁹⁾	Autres décisions	50	à	300
7.12.	En dérogation aux articles 18 de la loi sur les émoluments et 222 du Code de procédure administrative, la renonciation ou la remise de l'émolument ne peut intervenir pour une fondation que si elle reçoit dans l'année concernée des subventions de la Confédération, du canton ou d'une commune.			
8.	Décision en matière d'exécution des peines et des mesures, sous réserve de cas particuliers (notamment décisions similaires d'allègement d'une même peine, cas de rigueur)			max. 1 500
9.	Renouvellement ou modification d'une signature de notaire			150

10.	Autorisation de faire les opérations de prêt et de crédit sur l'engagement du bétail	300	à	1 500
11.	Décision sur des demandes de modération d'honoraires de notaires (taxation officielle)	100	à	1 000
12.	Légalisation et attestations	30	à	150

Police cantonale **Art. 17** La police cantonale perçoit les émoluments suivants :

1.	Interventions au forfait			
1.1.	Déplacement sur le lieu d'une intervention, par véhicule engagé			50
1.2.	Rédaction d'un rapport d'accident (sans photographie), par page	25, mais min. 50 et		max 250
1.3.	Rédaction d'un rapport de dénonciation succinct			30
1.4.	Intervention en cas d'arrangement lors d'accident			50
1.5.	Intervention en cas de conduite en état d'ivresse ou sous l'influence de produits stupéfiants sans accident (sans le test)			100
1.6.	Intervention en cas de tapage nocturne ou de trouble à l'ordre public			50
1.7.	Intervention en cas de violences domestiques, y compris la rédaction du rapport			150
1.8.	Notification au domicile			50
1.9.	Intervention impliquant l'engagement d'un chien policier			60
1.10.	Traitement d'un avis de perte ou de vol pour des papiers d'identité ou des objets de faible valeur, ainsi que de perte d'un autre objet			10
1.11.	Constat technique et fixation des lieux par le groupe de l'identité judiciaire			100
1.12.	Rédaction d'un rapport de police ou traitement d'une réquisition, par page	50, mais min. 50 et		max. 500
1.13.	Extraction de support de données informatiques (téléphone, ordinateur, etc.)			100
1.14.	Patente d'armurier			
	a) Emolument d'examen			450
	b) Délivrance de la patente	600	à	1 800
1.15.	délivrance d'un permis de collectionneur d'armes	200	à	500

2.	Interventions facturées en fonction du temps consacré	
2.1.	Action de recherche de personnes ou de biens, seulement dès le 3 ^{ème} jour ou en cas de disparition répétée	55 par heure et par homme – max. 250 par jour et par homme
2.2.	Service d'ordre à l'occasion d'une manifestation	55 par heure et par homme – max. 250 par jour et par homme
2.3.	Transport et escorte de détenus (indemnités kilométriques en sus)	55 par heure et par homme – max. 250 par jour et par homme
2.4.	Déplacement de détenus selon le système de transport intercantonal	250
2.5.	Etablissement de plans en matière de circulation routière et reconstitution au moyen de logiciels informatiques	75 par heure et par homme, mais min. 150 et max. 1 500
2.6.	Analyses financières et analyses et exploitation de données techniques	100 par heure et par homme
2.7.	Auditions de la police judiciaire menées d'office ou sur réquisition	75 par heure et par homme – max. 300 par jour
2.8.	Travaux de laboratoire et expertises du groupe de l'identité judiciaire	100 par heure et par homme – max. 400 par jour
2.9.	Escorte de transports spéciaux, y compris la préparation du trajet (indemnités kilométriques en sus)	55 par heure et par homme – max. 250 par jour
2.10.	Autres prestations facturées en fonction du temps consacré	55 par heure et par homme – max. 250 par jour
3.	Prestations en matière de secours routier	
3.1.	Taxe de base par véhicule	150
3.2.	Par heure d'intervention, y compris pour l'engagement du matériel nécessaire	150
3.3.	Indemnité de déplacement, par kilomètre	2.80
3.4.	Rémunération du personnel	55 par heure et par homme

3.5.	Matériel détérioré	selon le coût effectif	
4.	Prestations en matière d'alarmes		
4.1.	Taxe de base		700
4.2.	Taxe annuelle		430
4.3.	Intervention provoquée par une fausse alarme	220 dès la 3 ^{ème} fausse alarme par année	
4.4.	Intervention provoquée par une fausse alarme d'un système non raccordé à la police	220 dès la 1 ^{ère} fausse alarme	
5.	Matériel et autres prestations		
5.1.	Dossier photographique jusqu'à 4 clichés		20
5.2.	Photographies complémentaires		5
5.3.	Utilisation de matériel pour des auditions filmées	30 à	200
5.4.	Test de l'haleine en cas de résultat positif		30
5.5.	Test d'urine en cas de résultat positif		60
5.6.	Test de dépistage de stupéfiants par la salive en cas de résultat positif		60
5.7.	Analyse de trafic, par semaine		200
5.8.	Elaboration de bases de données informatiques	selon le coût effectif, min. 250	
5.9.	Copie et transmission d'un rapport ou d'un dossier : taxe de base, à laquelle s'ajoute le coût des copies selon l'article 4, alinéa 1, lettre a		20
5.10.	Matériel utilisé sur les lieux d'une intervention	selon le coût effectif, min. 20	
5.11.	Dépannage de véhicule, y compris fourniture d'essence		100
5.12.	Etablissement du laissez-passer mortuaire pour l'étranger		50
5.13.	Pose de scellés		150
5.14.	Indemnité de déplacement pour véhicule, par kilomètre		1.20
5.15.	Véhicules entreposés auprès de la police, en fonction de la durée du dépôt, Dépôts dans des locaux privés	10 à selon le coût effectif	500

5.16.	Photo radar			
	– Envoi par courrier postal - tirage papier			20
	– Envoi par courrier électronique			10
5.17.	Taxe de pesée des véhicules			50
5.18.	Décisions en matière d'entreprises de sécurité : selon les directives intercantionales			
6.	En matière de sécurité et de protection			
6.1.	Duplicata de livret de service			100
6.2.	Duplicata de livret de tir			30
6.3.	Expertise des places de tir sportif	150	à	450
6.4.	Libération de l'obligation de construire un abri de protection civile			150

Service des
ponts et
chaussées

Art. 18 Le Service des ponts et chaussées perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation d'expropriation (permis délivrés en première instance, renouvelés ou transférés)	300	à	3 000
2.	Autorisation de restreindre la circulation en permanence sur des routes communales ou des routes publiques appartenant à des personnes privées	150	à	600
3.	Autorisation de placer des indicateurs d'entreprise et des signaux, par panneau			230
4.	Autorisation de placer des indicateurs de locaux publics			150
5.	Décision en matière d'autorisation d'une réclame extérieure et sur la voie publique	150	à	3 000
6.	Autorisation de faire des fouilles dans la voie publique :			
	a) taxe de base			150
	b) taxe de base liée à un opérateur de télécommunications			300
	c) par m' en localité			30
	d) par m' hors localité			35
	e) par m' dans la banquette			15
7.	Décision liée à une dérogation en matière de police de construction des routes (art. 66 et suivants LCER)	100	à	200

8.	Autorisation d'accès à une route cantonale (art. 59 LCER) :	
	a) à un privé	380
	b) à une industrie	750
9.	Fermeture d'une route cantonale	
	a) taxe de base	100
	b) taxe supplémentaire par jour de fermeture	50
10.	Autorisation d'établir un passage pour piétons	50

Service de la
population

Art. 19 Le Service de la population perçoit les émoluments suivants :

1.	Traitement d'une requête en changement de nom	200	à	2 000
2.	Délivrance d'adresse (naissances, décès, publications de mariage, mariages) à des journaux ou à des entreprises privées, par catégorie et par an			400
3.	Décision en matière de police des étrangers	max.		1 000
4.	Examen d'une déclaration de prise en charge			25

Service de la
santé

Art. 20 En matière de santé publique, il est perçu les émoluments suivants :

1.	Autorisation de pratiquer en qualité de :	
1.1.	médecin	600
1.2.	médecin-vétérinaire	600
1.3.	médecin-dentiste	600
1.4.	chiropraticien	450
1.5.	sage-femme	100
1.6.	pharmacien	600
1.7.	droguiste	450
1.8.	physiothérapeute	450
1.9.	pédicure	300
1.10.	opticien	
	a) sans réfraction	300
	b) avec réfraction	450
	c) avec réfraction et lentilles de contact	600
1.11.	infirmier	100
1.12.	ergothérapeute	100
1.13.	technicien-dentiste	100
1.14.	logopédiste-orthophoniste	100
1.15.	diététicien	100
1.16.	hygiéniste-dentaire	100
1.17.	masseur médical	100

1.18.	ostéopathe	100
1.19.	psychomotricien	100
1.20.	psychologue-psychothérapeute	400
1.21.	chef de laboratoire d'analyses médicales	600
2.	Autorisation de pratiquer en qualité d'assistant de médecin, dentiste, vétérinaire, pharmacien ou chiropraticien	150
3.	Autorisation de pratiquer en qualité de remplaçant de médecin, dentiste, vétérinaire, pharmacien ou chiropraticien	80
4.	Autorisation d'exploiter	
4.1.	Une pharmacie publique ou une droguerie	600
4.2.	Une pharmacie privée dans le cadre d'un cabinet médical (renouvellement inclus, sous réserve de cas particuliers)	450
4.3.	Une pharmacie d'établissement	450
4.4.	Un commerce d'optique	300
5.	Commerce des agents thérapeutiques et dispositifs médicaux	
5.1.	Décision en matière d'autorisation de	
5.1.1.	Fabrication en petites quantités de médicaments selon une formule propre ou selon une formule officinale	200
5.1.2.	Vente de médicaments par correspondance (renouvellement inclus, sous réserve de cas particuliers)	200
5.1.3.	Stockage du sang ou d'autres produits sanguins	200
5.1.4.	Obtention, détention et utilisation de stupéfiants (renouvellement inclus, sous réserve de cas particuliers)	200
5.2.	Dans les cas prévus au chiffre 5.1. qui nécessitent des inspections, une étude particulière du dossier, la rédaction d'un rapport ou qui impliquent un commerce de gros, il peut être perçu en plus, par heure	max. 250
6.	Taxe d'examen pour reconnaissance d'équivalence	450

7.	Autorisation d'établir et d'exploiter un hôpital privé, par lit			70
8.	Procédure en modération d'une note d'honoraires	70	à	2 000
9.	Emoluments du Laboratoire cantonal			
9.1.	Les émoluments du Laboratoire cantonal sont fixés dans les tarifs pour le contrôle officiel des denrées alimentaires de l'Association des chimistes cantonaux de Suisse			
9.2.	Etablissement d'un rapport d'inspection et d'analyse par le Laboratoire cantonal, par page			15
10.	Emoluments prélevés en vertu de la loi sur l'acquisition, la mise en service, l'utilisation et le renouvellement de certains équipements médicaux			
10.1.	Autorisation d'acquérir ou de mettre en service un équipement médical	750	à	3 000
10.2.	Modification d'une telle autorisation	600	à	1 200
10.3.	Suspension ou retrait d'une telle autorisation	600	à	3 000
10.4.	Mise hors service d'un équipement médical soumis à autorisation	600	à	2 200
11.	Suspension ou retrait d'une autorisation	200	à	2 000

Service des
transports et
de l'énergie

Art. 21 Le Service des transports et de l'énergie perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation en matière de transports et d'énergie	100	à	1 000
2.	Examen de la preuve énergétique des bâtiments	100	à	1 000
3.	Exploitation d'un téléphérique sans concession fédérale ou d'un skilift	600	à	3 000
4.	Approbation de plans :			
4.1.	Téléskis avec installation fixe et téléphériques destinés au transport professionnel de personnes	300	à	3 000
4.2.	Téléphériques, ascenseurs inclinés, etc., non destinés au transport professionnel de personnes	150	à	1 500
4.3.	Supplément pour ascenseurs à va-et-vient			25 %

5.	Premier permis d'exploitation valable un an			
5.1.	Pour téléskis et téléphériques destinés au transport professionnel de personnes	600	à	3 000
5.2.	Pour téléphériques, ascenseurs inclinés destinés au transport professionnel de personnes			600
5.3.	Supplément pour ascenseurs à va-et-vient			25 %
6.	Permis d'exploiter pour téléskis sans installation fixe, par année	150	à	300
7.	Renouvellement des permis d'exploitation			
7.1.	Téléskis et téléphériques destinés au transport professionnel de personnes			
	– catégories 1 à 3, par année	150	à	900
	– catégories 4 et au-delà, par année	600	à	1 800
	– supplément pour ascenseurs à va-et-vient			25 %
7.2.	Téléphériques, ascenseurs inclinés non destinés au transport professionnel de personnes, par année	60	à	300

Office des
véhicules

Art. 22 L'Office des véhicules perçoit les émoluments suivants :

1. Dispositions concernant les véhicules

Cyclomoteurs et chaises de handicapé motorisées

1.1.	Remise d'une plaque pour cyclomoteur avec assurance y compris établissement du permis de circulation (montant auquel s'ajoute la prime d'une assurance collective)	31
1.2.	Echange d'une plaque pour cyclomoteur en cas de perte, vol, détérioration (avec inscription dans le permis de circulation)	30
1.3.	Etablissement d'un permis de circulation en cas de changement de détenteur, de véhicule, remplacement d'un permis endommagé, duplicata	20

Les chiffres 1.1. à 1.3. s'appliquent par analogie aux chaises de handicapé motorisées.

Autres véhicules

1.4.	Etablissement d'un permis pour véhicule de remplacement, valable jusqu'à 30 jours	60
------	---	----

1.5.	Autorisation provisoire de circuler ou permis pour véhicule de remplacement valable jusqu'à 5 jours	25
1.6.	Autorisation générale d'utiliser des véhicules de remplacement	430
1.7.	Certificat international, par véhicule	45
1.8.	Etablissement d'un nouveau permis de circulation, y compris lors d'un changement de détenteur, de raison sociale ou de véhicule, d'un permis de circulation collectif	71
1.9.	Etablissement d'un nouveau permis de circulation suite à un changement d'assurance ou à des modifications techniques	21
1.10.	Etablissement d'un duplicata d'un permis de circulation	45
1.11.	Prolongation d'un permis limité	21
1.12.	Remise ou échange de plaques blanches, vertes, bleues, brunes, temporaires, CD, de plaques échues pour collection :	
	– la paire	60
	– la pièce	45
1.13.	Attribution de numéros d'immatriculation sur demande du détenteur	200
1.14.	Attribution de numéros d'immatriculation par voie d'enchères	montant de l'enchère, mais min. 200
1.15.	Dépôt et reprise de plaques par le détenteur, restitution de plaques étrangères :	
	– une plaque	15
	– la paire	25
1.16.	Expertise complète d'un véhicule ou d'un train routier sur réquisition (comprenant démontage et remontage d'organes, établissement d'un rapport, de plans), par heure	150, mais max. 3 000
1.17.	Mesure de bruit, de l'opacité des fumées Diesel et contrôle des gaz d'échappement, par objet et par heure	150, mais max. 1 000

1.18. Essais divers de freinage, d'accélération, de démarrage, etc., effectués sur route ou sur banc d'essai, selon la catégorie du véhicule et par heure

150, mais max. 1 000

		Contrôle technique des véhicules	Contrôle technique des véhicules non réceptionnés ou importés individuellement	Contrôle après renvoi	Inspection effectuée par les associations professionnelles
1.19.	Voitures automobiles M1, M2	68	204	Selon le temps consacré, mais max. 136	34
1.20.	Voitures automobiles lourdes N2, N3, M3	136	408	Selon le temps consacré, mais max. 136	
1.21.	Remorques O1, O2	68	136	Selon le temps consacré, mais max. 136	34
1.22.	Remorques O3, O4	68 pour convoi 136 pour remorque seule	204	Selon le temps consacré, mais max. 136	
1.23.	Motocycles, motocycles légers, quadricycles légers à moteur, quadricycles à moteur, luges à moteur et tricycles à moteur ainsi que leurs remorques	68	136	Selon le temps consacré, mais max. 136	34
1.24.	Cyclomoteurs	68		Selon le temps consacré, mais max. 136	
1.25.	Véhicules agricoles, chariots de travail, chariots à moteur, et leur remorque	68 pour contrôle technique seul, 136 pour contrôle technique et changement de genre du véhicule	150 / h mais max. 200	Selon le temps consacré, mais max. 136	

1.26. contrôle des entreprises délégataires, y compris cours d'instruction, par heure

selon l'article 5

1.27.	Autorisation de délégation	70
1.28.	Modification d'une autorisation	45
1.29.	Absence à l'expertise sans excuse ou avec excuse tardive d'après la convocation	émolument de l'expertise selon catégorie, diminué de ¼
1.30.	Deuxième demande de report de date d'expertise, sauf dans les cas dûment justifiés	25
1.31.	Rappel d'un véhicule à l'expertise non présenté dans le délai imparti	25
1.32.	Contrôle obligatoire extraordinaire selon OETV	selon le temps consacré, mais max. 268
1.33.	Autorisation d'expertiser à l'étranger	25
2. Dispositions concernant les conducteurs		
2.1.	Délivrance d'un permis de conduire international ou traduction	45
2.2.	Délivrance d'un permis de conduire sous forme de carte de crédit	70
2.3.	Duplicata, modification sur le permis de conduire sous forme de carte de crédit, changement de nom, codes, etc.	45
2.4.	Délivrance d'un permis de conduire suisse sans examen, au vu d'un permis de conduire étranger	215
2.5.	Adjonction sans examen de catégorie(s) supplémentaire(s) sur un permis de conduire suisse	145
2.6.	Délivrance d'une autorisation de former des élèves conducteurs de camions	150
2.7.	Renouvellement d'une autorisation de former des élèves conducteurs de camions	90
2.8.	Autorisation de conduire permettant de suivre les cours du permis à l'essai hors délai	90
3. Dispositions concernant les demandes de permis de conduire et les examens		
3.1.	Délivrance des permis d'élèves et des permis de conduire	

3.1.1.	Catégorie A	
3.1.1.1.	Catégorie A limitée en puissance 25KW et 0,16 KW/kg	
	– si le candidat ne possède aucun permis des catégorie ou sous-catégories A1, B, B1	315
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories A1, B, B1	286
	– levée de la restriction selon l'article 24, alinéa 3, OAC	107
3.1.1.2.	Catégorie A non limitée en puissance	
	– si le candidat ne possède aucun permis des catégorie ou sous-catégories A1, B, B1	315
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories A1, B, B1	286
3.1.2.	Sous-catégorie A1	
3.1.2.1.	Sous-catégorie A1 dès 16 ans	315
3.1.2.2.	Sous-catégorie A1 dès 18 ans	
	– si le candidat ne possède aucun permis des catégorie ou sous-catégorie B, B1	315
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégorie B, B1	178
3.1.3.	Catégories B, BE et sous-catégorie B1	
3.1.3.1.	Sous-catégorie B1	
	– si le candidat ne possède pas le permis de la catégorie A1	315
	– si le candidat possède le permis de la catégorie A1	286
	– autorisation de transporter des personnes à titre professionnel	298
3.1.3.2.	Catégorie B	
	– si le candidat ne possède aucun permis des sous-catégories A1, B1	315
	– si le candidat possède un permis des sous-catégories A1, B1	286
	– autorisation de transporter des personnes à titre professionnel	298
3.1.3.3.	Catégorie BE	
	– si le candidat ne possède aucun permis des catégories ou sous-catégories A, A1, B, B1	495
	– si le candidat possède un permis des catégories ou sous-catégories A, A1, B1	466
	– si le candidat possède le permis de la catégorie B	332

3.1.4.	Catégorie C et sous-catégorie C1	
3.1.4.1.	Catégorie C	
–	si le candidat ne possède aucun permis des catégories ou sous-catégories A, A1, B, B1, C1, D, D1	645
–	si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories A, A1, B1	615
–	si le candidat possède le permis de la catégorie B	429
–	si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories C1, D, D1	399
3.1.4.2.	Sous-catégorie C1	
–	si le candidat ne possède aucun permis des catégories ou sous-catégories A, A1, B, B1, D, D1	589
–	si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories A, A1, B1	559
–	si le candidat possède le permis de la catégorie B	372
–	si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégorie D, D1	156
3.1.5.	Catégorie CE et sous-catégorie C1E	
3.1.5.1.	Catégorie CE	
–	si le candidat ne possède aucun permis des catégories ou sous-catégories A, A1, B, B1, C, C1, D, D1	889
–	si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories A, A1, B1	859
–	si le candidat possède le permis de la catégorie B	672
–	si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories C1, D, D1	598
–	si le candidat possède le permis de la catégorie C	355
3.1.5.2.	Sous-catégorie C1E	
–	si le candidat ne possède aucun permis des catégories ou sous-catégories A, A1, B, B1, C1, D, D1	775
–	si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories A, A1, B1	745
–	si le candidat possède le permis de la catégorie B	559

	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégorie D, D1	485
	– si le candidat possède le permis de la sous-catégorie C1	298
3.1.6.	Catégories D, DE et sous-catégories D1, D1E	
3.1.6.1.	Catégorie D	484
3.1.6.2.	Catégorie DE	
	– si le candidat ne possède pas le permis de la catégorie D	671
	– si le candidat possède le permis de la catégorie D	298
3.1.6.3.	Sous-catégorie D1	
	– si le candidat ne possède aucun permis des catégorie ou sous-catégorie C, C1	429
3.1.6.4.	Sous-catégorie D1E	
	– si le candidat ne possède aucun des permis des catégorie ou sous-catégories C, C1, D1	615
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégorie C, C1	112
	– si le candidat possède le permis de la sous-catégorie D1	298
3.1.7.	Catégories spéciales F, G, M	
3.1.7.1.	Catégorie spéciale F	
	– si le candidat ne possède pas le permis de la catégorie spéciale G	328
	– si le candidat possède le permis de la catégorie spéciale G	298
	– transport professionnel de personnes	310
3.1.7.2.	Catégorie spéciale G	
	– 30 km/h	141
	– annotation du cours G40	74
3.1.7.3.	Catégorie spéciale M	
	– cyclomoteurs selon l'art. 18, lettres b et c, OETV	141
	– dérogation de l'âge minimal selon l'art. 6, al. 4, lettre b, OAC	141
	– cyclomoteurs légers selon les art. 18, lettre a, OETV, et 5, al. 2, lettre d, OAC	141

	– chaise d'invalidé à propulsion électrique selon l'art. 5, al. 2, lettre e, OAC	141
3.1.8.	Admission complémentaire OACP	
3.1.8.1.	– si le candidat possède un permis des catégories ou sous-catégories C, C1, D, D1	80
3.2.	Répétitions d'examens et courses de contrôle	
a)	théoriques	44
b)	pratiques, y compris pour la suppression d'une restriction	
	– catégories spéciales G, M	56
	– catégories A, B, BE, DE, sous-catégories A1, C1E, D1E, catégorie spéciale F	112
	– sous-catégories C1, D1	169
	– catégories C, CE	169
	– catégorie D	224
3.3.	L'enregistrement d'une candidature déposée initialement dans un autre canton et la délivrance d'un permis d'élève conducteur au vu d'un permis analogue d'un autre canton, par suite de changement de domicile du candidat, sont assujettis, pour chaque catégorie, à un émolument égal au chiffre 3.1.	
3.4.	Les candidats au bénéfice d'une autorisation de leur canton de domicile de passer l'examen de conduite dans le canton du Jura s'acquittent des émoluments selon chiffre 3.2. lettres a et/ou b.	
3.5.	Absence à un examen pratique sans excuse ou avec excuse tardive d'après la convocation	émolument de l'examen selon catégorie, diminué de ¼
4.	Dispositions concernant les moniteurs et les écoles de conduite	
4.1.	Inspection d'une école de conduite, par heure	selon l'art. 5
4.2.	Autorisation d'enseigner	71
4.3.	Reconnaissance d'une salle d'enseignement de la théorie ou d'une place d'exercice	71
4.4.	Autorisation d'animateur (2 phases)	71

4.5.	Procédure d'avertissement	80
4.6.	Retrait de l'autorisation d'enseigner	150

5. Dispositions concernant les bateaux

Permis de navigation

5.1.	Etablissement d'un nouveau permis de navigation, y compris lors d'un changement de détenteur, de raison sociale ou de bateau	71
5.2.1.	Etablissement d'un nouveau permis de circulation suite à un changement d'assurance ou à des modifications techniques	21
5.2.2.	Etablissement d'un duplicata d'un permis de circulation	45
5.3.	Permis de navigation professionnel	71
5.4.	Expertise complète sur réquisition (comprenant recherches, établissement d'un rapport, de plans, de documentations, photographies)	selon le coût facturé par le délégataire, mais max. 1 200

6. Dispositions concernant les conducteurs de bateaux

6.1.	Etablissement d'un nouveau permis de conduire	71
6.2.	Etablissement d'un duplicata	45
6.3.	Modification sur le permis de conduire, notamment changement de nom, codes	21
6.4.	Délivrance d'un permis de conduire suisse sans examen, au vu d'un permis étranger	86

7. Dispositions concernant les demandes de permis de conduire les bateaux et les examens théoriques

7.1.	Demande d'obtention d'un permis de conduire	194
7.2.	Demande d'une catégorie supplémentaire sans examen théorique	152
7.3.	Répétition de l'examen théorique	42

8. Dispositions concernant les mesures administratives

8.1.	Procédure de retrait du permis de conduire ou d'interdiction de conduire, dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières	100 à 500 max. 1 000
------	--	-------------------------

8.2.	Procédure d'avertissement	80
8.3.	Examen de contrôle, par examen	
	– examen théorique	42
	– course de contrôle	134
	– nouvel examen de conduite	selon le ch. 3.1.
8.4.	Décision de réadmission, de refus d'admission, de refus de réadmission à la circulation	70 à 300
8.5.	Report d'exécution d'une mesure administrative	40
8.6.	Autres décisions en matière de mesures administratives	max. 200
9.	Dispositions diverses	
9.1.	Extrait d'un fichier informatisé, déclarations ou attestations diverses, y compris renseignement sur l'identité du détenteur et de l'assureur d'un numéro de plaque, la pièce	10 à 20
9.2.	Traitement, sur demande, de fichiers d'adresses, par heure	selon l'article 5
9.3.	Plaques professionnelles	
	1. Décision de délivrance ou de refus de permis de circulation collectif	430
	2. Décision de délivrance ou de refus d'un permis de circulation collectif supplémentaire	300
	3. Inspection et contrôle du respect des exigences, par heure	selon l'article 5
9.4.	Décision en matière de séquestre	140
	L'émolument pourra être augmenté de 100 par cas, lorsque l'intéressé provoque, de manière répétée, l'ouverture de procédures de séquestre pour le même motif.	

10. Autorisations spéciales		24 heures ou 1 course	1 mois	1 an
(Les émoluments fédéraux sont perçus en sus)				
10.1.	Circulation de nuit, dimanche et jours fériés, pour un véhicule lourd ou un train routier	57	112	200
10.2.	Véhicules dépourvus de plaques mais couverts en assurance RC, affectés au trafic interne d'une entreprise, sur parcours limité (art. 32 et 33 OAV)		112	200
10.3.	Transfert ou emploi de véhicules spéciaux, immatriculés ou non, par véhicule	57	112	200
10.4.	remorquage de containers, sur un parcours déterminé, par véhicule tracteur	57	112	200
10.5.	Transports spéciaux avec poids ou dimensions dépassant les limites légales, sans excéder les normes fixées par l'article 79 OCR, par véhicule ou train routier	57	112	200
10.6.	Transports exceptionnels dont les poids et dimensions excèdent les normes fixées par l'article 79 OCR, par véhicule ou train routier, pour chaque course qui débute, transite ou se termine sur territoire jurassien :			
	pour un poids total de 44 000 à 50 000 kg			125
	pour un poids total supérieur à 50 000 kg			180
10.7.	Modification d'une autorisation			21
11. Permis à court terme et plaques d'exportation				
(la prime d'assurance RC étant perçue en sus)				
11.1.	Classe I Véhicules automobiles agricoles			57
	Classe II Motocycles			57
	Classe III Véhicules automobiles légers jusqu'à 3 500 kg			71
	Classe IV Machines de travail industrielles, véhicules automobiles lourds, tracteurs industriels			86
11.2.	Autorisation de se rendre à l'expertise selon article 72 OAC			30

12.	Permis à court terme (avec assurance RC) pour cyclomoteurs (24 heures)	10
-----	--	----

13. Autorisations pour manifestations sportives

13.1.	Décision relative à des courses automobiles, rallyes, courses de motocycles, moto-cross, trial, karting, courses internes, essais, courses de cycles, courses pédestres, manifestations nautiques, autres manifestations sportives motorisées ou non motorisées	70 à 750
-------	---	----------

13.2.	Installation d'une piste ou d'un circuit sportif, ou renouvellement annuel	70 à 750
-------	--	----------

Service
vétérinaire

Art. 23 Le Service vétérinaire perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation, sous réserve d'une disposition spéciale	30 à 750
2.	Légalisation, en particulier de certificats vétérinaires	20 à 200
3.	Autorisation d'exercer la profession de nettoyeur d'onglons et de maréchal ferrant :	
	3.1. Première délivrance	250 à 350
	3.2. Délivrance annuelle	70 à 100
4.	Autorisation d'insémination	50 à 150
5.	Autorisation d'exploitation d'abattoir	100 à 300
6.	Autorisation d'exposition ou de manifestation	20 à 300
7.	Pour la délivrance ou le renouvellement des patentes de commerce du bétail, les émoluments prévus par la convention intercantonale sur le commerce du bétail sont doublés	
8.	Emoluments pour autorisation et contrôle en matière de protection des animaux	30 à 700
9.	Approbation de plans relatifs à la détention d'animaux domestiques, d'expérience ou sauvages, en cas de demande de :	
	9.1. Petits permis de bâtir	30 à 150
	9.2. Grands permis de bâtir	100 à 750

CHAPITRE IV : Autres organes de l'Etat

Emoluments en matière de protection des données

Art. 24 L'émolument perçu en vertu de l'article 47 de la loi sur la protection des données à caractère personnel¹⁸⁾ est de 10 à 500 points.

Emoluments liés à la profession d'avocat

Art. 25 ¹ La Chambre des avocats perçoit les émoluments suivants :

- a) pour l'inscription au registre des avocats ou au tableau des avocats ressortissants des Etats membres de l'UE et de l'AELE : 300 points;
- b) pour toute décision qu'elle rend, notamment en matière disciplinaire ou sur demande de levée du secret professionnel : de 200 à 1 000 points; jusqu'à 2 000 points dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières.

² La commission des examens d'avocat perçoit un émolument de 300 points pour les inscriptions à l'examen d'avocat, ainsi qu'aux épreuves d'aptitude et entretiens de vérification (art. 37 et suivants de la loi concernant la profession d'avocat¹⁷⁾).

³ Le Tribunal cantonal délivre le brevet d'avocat contre paiement d'un émolument de 300 points.

Emoluments liés à la profession de notaire

Art. 26 ¹ Le Tribunal cantonal perçoit un émolument de 100 points préalablement au premier examen de notaire et de 200 points préalablement au deuxième examen.

² Le Gouvernement délivre le brevet au candidat qui a subi les examens avec succès, contre paiement d'un émolument de 300 points.

CHAPITRE V : Dispositions diverses, transitoires et finales

Renvoi

Art. 27 Les dispositions du décret fixant les émoluments judiciaires relatives aux indemnités de témoin et de traducteur et aux honoraires d'expert s'appliquent par analogie.

Réserve

Art. 28 Sont réservés les émoluments fixés dans la législation spéciale, notamment :

- a) les émoluments du registre foncier²⁾;
- b) les émoluments en matière de contrôles des habitants³⁾;
- c)²³⁾ les émoluments en matière de protection de l'enfant et de l'adulte⁴⁾;

- d) les émoluments judiciaires⁵⁾;
- e) les émoluments des notaires⁶⁾;
- f) les émoluments en matière de documents cadastraux⁷⁾.

Disposition
transitoire

Art. 29 Sauf disposition spéciale contraire, le présent décret et la législation sur les émoluments sont applicables aux affaires en cours au moment de leur entrée en vigueur.

Abrogation ou
modification du
droit en vigueur

Art. 30 ¹ Le décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments de l'administration cantonale est abrogé.

² Les dispositions du droit en vigueur sont abrogées ou modifiées comme il suit :

- a) décret du 6 décembre 1978 concernant l'admission au droit de cité communal et cantonal et la libération des liens de ce droit de cité⁸⁾ :

Article 15, alinéa 1

...⁹⁾

Article 24

...⁹⁾

Article 38

Abrogé.

- b) décret du 6 décembre 1978 concernant la perception et mise en compte d'émoluments, peines pécuniaires, amendes et frais par les autorités administratives et judiciaires, ainsi que le versement et la mise en compte d'avances de frais de l'Etat, abrogé;
- c) décret du 11 octobre 1984 fixant les taxes perçues en matière de police des étrangers, abrogé;
- d) décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments pour la délivrance, le renouvellement et l'annulation des actes d'origine, abrogé;
- e) décret du 6 décembre 1978 sur les communes¹⁰⁾ :

Article 18

Abrogé.

- f) règlement du 6 décembre 1978 concernant les droits d'examens pour l'obtention de brevets d'enseignement, abrogé;

- g) décret du 13 décembre 1990 concernant le financement de la formation professionnelle¹¹⁾ :

Article 16

Abrogé.

- h) décret du 22 décembre 1988 fixant le tarif des émoluments pour l'établissement de plans de répartition des impôts municipaux, abrogé;
- i) décret du 22 décembre 1988 concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes¹²⁾ :

Article 26, alinéa 3

...⁹⁾

- j) décret du 24 juin 1998 concernant les taxes perçues en matière de patentes d'auberge, de licences d'alcool et d'autorisations de spectacle¹³⁾ :

Titre de la section 2

...⁹⁾

Article 4

...⁹⁾

Article 5

...⁹⁾

Articles 6 et 7

Abrogés.

Article 8

...⁹⁾

- k) décret du 19 juin 1991 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles et de cyclomoteurs¹⁴⁾ :

Article 4, alinéa 2

...⁹⁾

Article 4, alinéa 3

Abrogé.

- l) décret du 6 décembre 1978 sur les redevances et les émoluments dus pour l'utilisation des eaux¹⁵⁾ :

Article 30

...⁹⁾

Articles 31 et 32

Abrogés.

- m) décret du 6 décembre 1978 concernant les émoluments sur les mines, abrogé.

Entrée en
vigueur

Art. 31 ¹ Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur¹⁶⁾ du présent décret.

² Il fixe l'entrée en vigueur¹⁶⁾ de l'abrogation du décret fixant les taxes perçues en matière de police des étrangers dès que le droit fédéral règle la matière.

Delémont, le 24 mars 2010

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Juillard
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) RSJU 176.11
- 2) RSJU 176.331
- 3) RSJU 176.412
- 4) RSJU 176.421
- 5) RSJU 176.51
- 6) RSJU 189.61
- 7) RSJU 215.342.6
- 8) RSJU 141.11
- 9) Texte inséré dans ledit décret
- 10) RSJU 190.111
- 11) RSJU 413.611
- 12) RSJU 641.511
- 13) RSJU 643.1
- 14) RSJU 741.42
- 15) RSJU 752.461
- 16) 1^{er} janvier 2011
- 17) RSJU 188.11
- 18) RSJU 170.41

- ¹⁹⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 22 juin 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012
- ²⁰⁾ Abrogé par le ch. I du décret du 22 juin 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012
- ²¹⁾ Introduit par l'art. 25 de la loi du 26 octobre 2011 concernant le guichet virtuel sécurisé, en vigueur depuis le 1^{er} mai 2012 (RSJU 170.42)
- ²²⁾ Abrogé par le ch. III de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2012
- ²³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. VI de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

**Arrêté
concernant l'indexation des émoluments de l'administration
cantonale**

du 15 janvier 2013

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 23a, alinéa 3, de la loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments¹⁾,
arrête :

Article premier La valeur du point des émoluments est fixée à 1 franc.

Art. 2 Le présent arrêté prend effet le 1^{er} janvier 2013.

Delémont, le 15 janvier 2013

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Probst
Le chancelier : Sigismond Jacquod

¹⁾ RSJU 176.11

Décret concernant les émoluments de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte

du 23 mai 2012

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu la loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments¹⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Principe de la
perception

Article premier ¹ L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte perçoit, sauf dispositions légales contraires, les émoluments fixés dans le présent décret.

² L'autorité de surveillance et les autorités de recours en matière de protection de l'enfant et de l'adulte perçoivent des émoluments conformément à la législation sur les émoluments judiciaires.

Terminologie

Art. 2 Les termes utilisés dans le présent décret pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Prise en compte
de revenus
périodiques

Art. 3 ¹ Si la fortune à gérer consiste en un droit à des rendements, à des jouissances ou à d'autres revenus périodiques, dans les cas où il y a lieu de se baser sur la fortune nette, la valeur prise en compte correspond à vingt-cinq fois le rendement annuel moyen.

² Dans les cas de gestion de salaires, l'émolument est calculé sur la base du revenu annuel brut sans les prestations en nature.

Gestion
commune de
plusieurs
fortunes

Art. 4 Lorsque les fortunes de plusieurs personnes protégées sont gérées en commun et qu'il est rendu compte pour toutes à la fois, les émoluments sont calculés sur le montant de chaque fortune séparément.

Exonération et
réduction

Art. 5 ¹ Il n'est pas perçu d'émolument lorsque l'assujetti n'est pas en mesure d'exercer une activité lucrative et dispose d'une fortune nette inférieure à 10 000 francs ou lorsqu'il bénéficie de prestations de l'aide sociale.

² L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte peut renoncer à percevoir un émolument, en particulier dans les cas du droit de la filiation, lorsque cela est justifié par les circonstances. Cela peut notamment être le cas lorsque les intéressés collaborent activement avec l'autorité.

Débours

Art. 6 ¹ Les débours ne sont pas comptés dans les émoluments. Ils sont portés en compte séparément et, sous réserve de l'alinéa 3, supportés par l'assujetti ou la personne tenue de pourvoir à son entretien.

² Les débours comportent notamment les frais de déplacement, de subsistance, de logement, de port, de communication, de publication, d'expertises, de confection d'inventaire par un notaire et autres nécessaires à l'accomplissement des tâches de l'autorité.

³ Lorsque l'assujetti et la personne tenue de pourvoir à son entretien ne disposent ni d'une fortune, ni de revenus suffisants, les débours sont supportés par la collectivité dont relève l'autorité.

Frais de
déplacement,
de subsistance
et de logement

Art. 7 ¹ Les frais de déplacement, de subsistance et de logement doivent être limités au strict nécessaire.

² Ils sont pris en considération à raison du montant en vigueur pour les agents publics qui relèvent de la collectivité dont dépend l'autorité. Des montants supérieurs ne sont admissibles que dans les cas dûment justifiés.

Placement à des
fins d'assistance

Art. 8 Les émoluments et frais relatifs au placement à des fins d'assistance sont réglés dans la législation en la matière.

Renvoi

Art. 9 Pour le surplus, les dispositions du décret fixant les émoluments de l'administration cantonale²⁾ s'appliquent, en particulier les chapitres premier et V.

SECTION 2 : Emoluments

Valeur des
émoluments

Art. 10 ¹ L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte perçoit les émoluments suivants :

Points

1. En cas d'existence d'un mandat pour cause d'incapacité :
 - a) pour l'examen des questions y relatives et les indications au mandataire (art. 363, al. 2 et 3, CC);
 - b) pour compléter et interpréter le mandat (art. 364 CC);
 - c) pour le règlement d'affaires non couvertes par le mandat ou en cas de conflit d'intérêts entre le mandant et le mandataire (art. 365, al. 2, CC);
 - d) pour fixer l'indemnisation du mandataire (art. 366, al. 1, CC);
 - e) pour prendre les mesures nécessaires ou donner des instructions au mandataire, si les intérêts du mandant sont en danger (art. 368 CC)

20 à 250

 2. En cas d'existence de directives anticipées du patient :
 - a) pour l'examen des questions relatives aux directives anticipées (art. 373 CC);
 - b) pour prendre les mesures nécessaires ou donner des instructions, si les directives anticipées ne sont pas respectées, si les intérêts du patient sont en danger ou si les directives anticipées ne sont pas l'expression de la libre volonté du patient

50 à 250

 3. En cas de représentation par le conjoint ou le partenaire enregistré :
 - a) pour le consentement à des actes relevant de l'administration extraordinaire des biens (art. 374, al. 3, CC)
 - b) pour l'examen des conditions permettant la représentation et la décision et les indications y relatives (art. 376, al. 1, CC);
 - c) pour le retrait partiel ou total du pouvoir de représentation (art. 376, al. 2, CC)

50 à 250

 4. En cas de représentation dans le domaine médical, pour la désignation d'un représentant (art. 381, al. 2, CC)
- 50 à 250

5.	Pour la prise et la levée de mesures provisionnelles ou provisoires (art. 445 CC)	50 à 350
6.	Pour l'institution d'une tutelle ou d'une curatelle, y compris la nomination du tuteur ou du curateur, ainsi que pour la levée d'une telle mesure, avec les démarches y relatives	50 à 500
7.	Pour la nomination d'un tuteur ou d'un curateur reprenant l'exécution d'une mesure en cours; sauf contestation, aucun émolument n'est perçu en cas de reconduction dans ses fonctions de la même personne à la fin de sa période de fonction	50 à 300
8.	Pour accomplir certains actes, donner mandat à un tiers ou désigner une personne ou un office qualifié (art. 392 CC)	50 à 300
9.	Pour le relevé des éléments d'un inventaire, par demi-journée	100 à 250
10.	Pour :	
	a) l'établissement des inventaires;	
	b) l'établissement des comptes et des rapports de tutelle, et de curatelle;	
	c) la tenue du registre des comptes de tutelle ou de curatelle	20 à 100
	Si la fortune nette excède 100 000 francs	jusqu'à 300
11.	Pour l'examen des comptes et des rapports de tutelle ou de curatelle et la transcription	
11.1.	Emolument de base	50
11.2.	Supplément lorsque la fortune est :	
	de 20 000 francs à 50 000 francs	50
	de 50 000 francs à 100 000 francs	100
	de 100 000 francs à 250 000 francs	150
	de 250 000 francs à 500 000 francs	200
	de 500 000 francs à 750 000 francs	450
	de 750 000 francs à 1 000 000 francs	500
	de 1 000 000 francs et plus, par tranche complète de 250 000 francs	250

12.	Pour la garde d'objets de valeur, de titres et autres, au maximum cinq pour mille par an de la valeur au cours du jour, cette valeur étant arrondie aux 1 000 francs supérieurs, les émoluments déjà versés concernant les dépôts bancaires devant être déduits	
13.	Pour la garde de biens de fortune dont la valeur n'est pas déterminable, ainsi que de documents importants, par an	10 à 50
14.	Pour les consentements relatifs à des actes juridiques (notamment art. 416 et 417 CC)	50 à 500
15.	Pour autoriser le curateur à accomplir certains actes matériels (notamment art. 391, al. 3, CC)	0 à 50
16.	Pour l'examen et le jugement de recours contre des mesures limitant la liberté de mouvement	50 à 500
17.	Pour l'examen et le jugement de recours formés contre le tuteur ou le curateur	50 à 500
18.	Pour dispenser partiellement ou totalement les proches assumant une curatelle de l'obligation de remettre un inventaire, d'établir des rapports et des comptes périodiques et de requérir le consentement pour certains actes	20 à 250
19.	Pour libérer le tuteur ou le curateur de ses fonctions, à l'exclusion d'une non-reconduction à la fin de la période de fonction	20 à 250
20.	Pour informer les tiers sur l'existence d'une mesure de protection et sur ses effets	20 à 50
21.	Pour le consentement à l'adoption et la décision de renoncer au consentement des parents (art. 265, al. 3, et 265d, al. 1, CC)	50 à 150
22.	Pour les mesures prises et les ordonnances rendues en droit de la filiation (art. 270 à 327 CC), sauf si les circonstances justifient de renoncer à tout émolument	50 à 500

23. Pour les rapports concernant l'attribution des enfants dans les procédures de divorce et de protection de l'union conjugale	100 à 1 000
24. Pour la représentation en justice de l'enfant au sens de l'article 146 CC, par heure, sous réserve de dispositions légales spéciales	75 à 150
25. Pour l'inventaire de la fortune de l'enfant et l'autorisation de prélèvements sur les biens de l'enfant	20 à 500
26. Pour le transfert de l'autorité parentale, sauf si les circonstances justifient de renoncer à tout émoluments	50 à 750
27. Pour l'attribution de l'autorité parentale conjointe (art. 298a CC), l'élaboration et l'approbation de la convention incluses	50 à 750
28. Pour l'établissement de la paternité et la détermination des contributions d'entretien	50 à 750
29. Pour la réglementation des relations personnelles	50 à 750
30. Pour la modification de jugements relevant du droit du mariage (art. 134 CC)	50 à 750

² Il ne peut être perçu d'émoluments pour des travaux administratifs usuels tels que le classement et le numérotage des annexes, la réception et la réexpédition de pièces concernant le compte de tutelle et de curatelle, ainsi que pour la recherche de signatures.

³ Les débours sont facturés en plus des émoluments au sens de l'alinéa 1.

SECTION 3 : Voies de droit

Voies de droit

Art. 11 ¹ Les décisions de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte relatives à la fixation des émoluments et des débours sont sujettes à opposition auprès de ladite autorité dans les trente jours dès leur notification.

² Les décisions sur opposition de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte sont sujettes à recours dans les trente jours auprès de la Cour administrative du Tribunal cantonal.

³ Demeurent réservés les cas dans lesquels la décision est attaquée sur d'autres points que les émoluments et débours et pour lesquels d'autres voies de droit sont prévues.

SECTION 4 : Dispositions transitoire et finales

Disposition
transitoire

Art. 12 Les dispositions du présent décret s'appliquent aux affaires en cours au moment de leur entrée en vigueur.

Abrogation

Art. 13 Le décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments des autorités de tutelle est abrogé.

Entrée en
vigueur

Art. 14 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur³⁾ du présent décret.

Delémont, le 23 mai 2012

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Corinne Juillerat
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

¹⁾ RSJU 176.11

²⁾ RSJU 176.21

³⁾ 1^{er} janvier 2013

Décret fixant les émoluments judiciaires

du 24 mars 2010

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu la loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments¹⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ
d'application

Article premier ¹ Le présent décret fixe les émoluments perçus et certaines indemnités versées par les autorités judiciaires ou arbitrales en matière civile, pénale et administrative, ainsi que par la Commission cantonale des recours en matière d'impôts (dénommées ci-après : "les autorités judiciaires").

² Les dispositions du droit fédéral et intercantonal, ainsi que les dispositions de procédure relatives aux frais, sont réservées.

Terminologie

Art. 2 Les termes utilisés dans le présent décret pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Principes de la
perception

Art. 3 ¹ Les autorités judiciaires perçoivent les émoluments fixés par le présent décret.

² Elles perçoivent, en plus, leurs débours qui doivent figurer dans leurs actes et états de frais.

³ Leur secrétariat tient les états de frais.

⁴ Pour le surplus, la procédure de perception est régie par une ordonnance du Gouvernement.

Mode de
calcul

Art. 4 ¹ Dans les cas où l'émolument comprend un minimum et un maximum, l'autorité judiciaire fixe le montant conformément aux articles 10 à 12 de la loi sur les émoluments¹⁾.

² En particulier, elle tient compte du temps et du travail requis, de l'importance de l'affaire, notamment de sa valeur litigieuse, de l'intérêt que présente l'opération pour le redevable ainsi que de la façon de procéder et de la capacité financière de celui-ci.

Majoration

Art. 5 ¹ L'autorité peut majorer jusqu'à la moitié le montant des émoluments prévus par le présent décret pour les affaires nécessitant un travail d'une importance particulière, notamment lorsqu'elles prennent beaucoup de temps ou sont complexes, ainsi que dans les cas où l'intéressé viole des règles de procédure ou agit de manière téméraire ou abusive.

² Elle peut le majorer jusqu'au double dans les cas exceptionnels.

Réduction

Art. 6 ¹ L'autorité peut réduire jusqu'à la moitié le montant des émoluments prévus par le présent décret lorsque la procédure :

- a) se termine sans jugement, par transaction, par désistement, par acquiescement, par retrait du recours ou d'une autre manière; ou
- b) s'est révélée brève et simple et n'a occasionné que de faibles frais.

² Dans des cas exceptionnels au sens de l'alinéa 1, lettre b, elle peut le réduire davantage ou ne pas en percevoir.

³ Les dispositions spéciales de procédure sont réservées.

Extraits et expéditions

Art. 7 Pour des extraits, expéditions et autres actes semblables, l'émolument est de 4 à 10 points par page.

Renseignements

Art. 8 Pour les demandes de renseignements et la communication du dossier à des tiers, en particulier aux sociétés d'assurances, l'émolument est de 20 à 100 points.

Renvoi

Art. 9 Les dispositions du décret fixant les émoluments de l'administration cantonale⁴⁾ s'appliquent pour le surplus, en particulier les chapitres premier et V.

CHAPITRE II : Juridiction administrative et constitutionnelle

SECTION 1 : Juge administratif

Première
instance

Art. 10 Le juge administratif perçoit l'émolument suivant pour les décisions rendues en première instance :

- a) en général : de 30 à 1 500 points;
- b) pour les décisions incidentes et préjudicielles : de 30 à 500 points;
- c) pour statuer sur une demande d'assistance judiciaire : de 50 à 500 points;
- d) pour les décisions relatives au genre et au montant de l'indemnité d'expropriation, aux demandes ultérieures d'indemnité, aux montants de l'indemnité en cas de renonciation à l'expropriation, au droit à la rétrocession et aux demandes qui en découlent, ainsi qu'aux indemnités en raison du ban d'expropriation :

pour une valeur litigieuse allant :

de 50	à 5 000 francs :	de 15	à 300 points;
de 5 001	à 30 000 francs :	de 150	à 2 000 points;
de 30 001	à 500 000 francs :	de 1 000	à 4 500 points;
de 500 001	à 1 000 000 francs :	de 3 000	à 15 000 points;
de 1 000 001	francs et plus :	de 10 000	à 30 000 points;

- e) en matière d'expropriation, pour les autres décisions et les audiences de conciliation : de 150 à 800 points.

Recours et
révision

Art. 11 Le juge administratif perçoit un émolument de 50 à 2 000 points pour les décisions rendues sur recours et révision.

Action de droit
administratif

Art. 12 Pour les décisions rendues sur action de droit administratif, le juge administratif perçoit un émolument en fonction de la valeur litigieuse, conformément au barème de l'article 10, lettre d.

SECTION 2 : Cour administrative

Cour
administrative
a) En général

Art. 13 La Cour administrative perçoit un émolument de 100 à 6 000 points pour les décisions rendues sur recours.

b) En
particulier

Art. 14 ¹ Pour les décisions rendues sur action de droit administratif et en matière d'expropriation, la Cour administrative perçoit un émolument en fonction de la valeur litigieuse, conformément au barème de l'article 10, lettre d.

² Elle perçoit un émolument en matière de marchés publics (y compris les décisions incidentes et préjudicielles) de 100 à 10 000 points.

³ Elle perçoit un émolument de 50 à 1 000 points dans les affaires traitées :

- a) par le juge unique;
- b) sur recours pour déni de justice;
- c) sur requête en révision;
- d) à titre incident ou préjudiciel.

⁴ Elle perçoit un émolument de 50 à 500 points pour les décisions en matière de protection de l'enfant et de l'adulte, de bourses et d'assistance judiciaire gratuite.⁵⁾

Cour des
assurances

Art. 15 ¹ La procédure devant la Cour des assurances est en principe gratuite.

² Un émolument de 50 à 800 points et les débours peuvent être mis à la charge de la partie qui agit de manière téméraire ou qui témoigne de légèreté.

Cour
constitution-
nelle

Art. 16 ¹ La procédure devant la Cour constitutionnelle est en principe gratuite.

² En matière de droits politiques, la Cour constitutionnelle perçoit un émolument de 100 à 2 000 points.

³ Au surplus, l'article 15, alinéa 2, s'applique.

SECTION 3 : Commission cantonale des recours en matière d'impôts

Art. 17 ¹ La Commission cantonale des recours en matière d'impôts perçoit un émolument de 100 à 4 000 points par décision qu'elle rend.

² L'article 14, alinéas 3 et 4, s'applique par analogie.

SECTION 4 : Tribunaux arbitraux en matière d'assurance-accidents et d'assurance-maladie

Art. 18 Les tribunaux arbitraux en matière d'assurance-accidents et d'assurance-maladie perçoivent un émolument de 50 à 2'000 points par décision qu'ils rendent.

CHAPITRE III : Juridiction civile

Première instance
a) Cas avec valeur litigieuse

Art. 19 ¹ Si l'affaire a une valeur litigieuse, l'autorité de première instance perçoit en matière civile un émolument, par partie, selon le barème suivant :

- jusqu'à	3 000 francs :	de 80	à	500 points;
- de	3 001 à 10 000 francs :	de 300	à	2 500 points;
- de	10'001 à 30 000 francs :	de 700	à	7 000 points;
- de	30'001 à 50 000 francs :	de 1 500	à	10 000 points;
- de	50'001 à 100 000 francs :	de 2 000	à	15 000 points;
- de	100'001 à 500 000 francs :	de 2 500	à	25 000 points;
- de	500 001 à 1 000 000 francs :	de 5 000	à	40 000 points;
- de	1 000 001 francs et plus :	de 7 500	à	75 000 points.

² Les émoluments du Tribunal des baux à loyer et à ferme sont, par partie, les suivants, en fonction de la valeur litigieuse :

- jusqu'à	3 000 francs :	de 80	à	220 points;
- de	3 001 à 10 000 francs :	de 110	à	1 100 points;
- de	10 001 à 20 000 francs :	de 550	à	2 200 points;
- de	20 001 francs et plus :	de 1 100	à	5 500 points.

³ La valeur litigieuse se détermine conformément aux règles applicables en procédure civile. En matière de baux à loyer et à ferme, les loyers et autres prestations périodiques sont cumulés sur une période de 5 ans.

b) Cas sans valeur litigieuse

Art. 20 Lorsque la valeur litigieuse n'est pas susceptible d'évaluation, l'autorité de première instance perçoit, par partie, l'émolument suivant :

- a) juge civil : de 150 à 3 000 points;
- b) Tribunal des baux à loyer et à ferme : de 60 à 1 100 points;
- c) Cour civile : de 750 à 18 000 points.

c) Cas particuliers

Art. 21 L'autorité de première instance perçoit en matière civile l'émolument suivant :

- a) pour une décision en procédure sommaire, par partie : de 100 à 2 000 points;
- b) pour une procédure de conciliation, par partie : de 100 à 500 points;
- c) pour une décision en matière d'assistance judiciaire : de 50 à 500 points;
- d) pour une décision de récusation, de relevé du défaut, sur prise à partie et sur requête en révision, par requérant : de 100 à 1 200 points;
- e) pour les ordonnances et mesures prises sur simple requête, permis de défense et ordonnances en procédure d'exécution : de 50 à 1 500 points;
- f) pour traiter les demandes d'entraide judiciaire : de 30 à 200 points;
- g) pour la réception, la conservation et la restitution de dépôts : de 15 à 150 points.

Sur recours

Art. 22 Sur recours en matière civile, l'autorité perçoit, par partie, un émolument de 100 à 3 000 points.

En matière d'arbitrage

Art. 23 L'autorité perçoit, de la partie requérante ou recourante, un émolument de 100 à 5 000 points pour traiter les affaires en procédure d'arbitrage.

CHAPITRE IV : Juridiction pénale

Débats et jugement au fond

Art. 24 Pour débattre et juger au fond, l'émolument est le suivant dans les affaires pénales :

- a) de la compétence d'un magistrat : de 150 à 3 000 points;
- b) de la compétence d'un tribunal collégial : de 300 à 15 000 points;
- c) sur recours : de 150 à 6 000 points.

Procédures particulières

Art. 25 ¹ Dans les procédures suivantes :

- a) ordonnance pénale ou de condamnation;
- b) procédure orale, jugement immédiat ou procédure simplifiée;
- c) décision incidente ou préjudicielle;
- d) décision relative à une demande de relevé du défaut;
- e) procédure de révocation de sursis;
- f) décision ne relevant pas d'une autre disposition du présent chapitre;

l'émolument est le suivant dans les affaires de la compétence :

- d'un magistrat : de 20 à 500 points;
- d'un tribunal collégial : de 50 à 1 200 points.

² En première instance, il n'est perçu aucun émolument pour le prononcé des peines privatives de liberté de substitution pour des amendes ou des peines pécuniaires prononcées par une autorité administrative (art. 36, al. 2, et 106, al. 5, CP).

³ Sur demande en révision, l'article 24, alinéa 1, lettre c, s'applique; en cas de renvoi pour nouveau jugement, les lettres a et b de cette disposition s'appliquent.

Instruction **Art. 26** Pour la conduite d'une instruction, l'émolument est de 250 à 6 000 points.

Procédures concernant des mineurs **Art. 27²⁾ 1** Dans les procédures pénales dirigées contre des personnes mineures, un émolument de 20 à 500 points peut être prélevé :

- a) pour l'activité du Tribunal ou du juge des mineurs en procédure d'instruction et des débats;
- b) pour les décisions du juge des mineurs dans le cadre de l'exécution des jugements;
- c) pour les décisions sur recours.

² La législation relative à la justice pénale des mineurs est réservée.

Pluralité de prévenus **Art. 28** En cas de pluralité de prévenus, les émoluments du présent décret sont comptés par prévenu si les circonstances le justifient. En outre, l'article 5 est réservé.

Frais de détention préventive **Art. 29** Le Gouvernement fixe, sous réserve du droit intercantonal, les frais de la détention préventive.

CHAPITRE V : Indemnités de témoin et de traducteur et honoraires d'expert

Témoin

Art. 30 ¹ Le témoin reçoit une indemnité fixée selon les principes suivants :

a) Indemnité de comparution :

- 12 à 25 points si le témoin n'a pas été retenu en tout plus d'un demi-jour;
- 25 à 40 points s'il a été retenu plus longtemps.

Les enfants de moins de quinze ans n'ont droit qu'au minimum des indemnités.

b) Perte de gain : 270 points par jour au maximum; dans les cas exceptionnels, ce montant peut être majoré jusqu'à 1 000 points.

c) Indemnité de déplacement et de subsistance :

- remboursement des frais en cas d'utilisation d'un moyen de transport public (chemin de fer : 2^{ème} classe);
- indemnité kilométrique de 0.65 point pour l'aller et le retour, lorsqu'aucun moyen de transport public ne peut être utilisé ou lorsque les horaires sont défavorables; l'indemnité est calculée pour le trajet le plus court;
- indemnité pour un repas principal : 25 à 30 points;
- indemnité pour la nuitée, petit déjeuner compris : 50 à 200 points;
- si, pour cause de maladie, d'infirmité, de vieillesse ou d'autres circonstances, le témoin a dû faire usage d'un moyen de transport particulier, les dépenses nécessaires de ce chef lui sont remboursées.

² La personne qui accompagne un enfant, un malade, un témoin âgé ou infirme, touche la même indemnité qu'un témoin.

³ Le tuteur ou le curateur cité d'un prévenu indigent peut recevoir la même indemnité qu'un témoin. [5\)](#)

⁴ Pour les auditions faites par une autorité judiciaire hors du Canton, le présent tarif peut être appliqué par analogie, à moins que le témoin ne réclame l'application du tarif en vigueur à l'endroit de l'audition; en ce cas, ce dernier tarif s'applique.

Expert

Art. 31 ¹ Les honoraires d'experts sont fixés en tenant compte du temps utilisé et des difficultés du travail. L'autorité s'inspire dans la mesure du possible des tarifs applicables dans le domaine d'activité de l'expert.

² Ces honoraires comprennent également l'indemnité due pour un rapport écrit.

³ L'expert a droit, en plus, aux mêmes indemnités de déplacement et de subsistance que le témoin.

Traducteur

Art. 32 ¹ Le traducteur reçoit, pro rata temporis, une indemnité allant de 50 à 300 points par demi-journée d'activité ainsi que les indemnités au sens de l'article 30, alinéa 1, lettre c. L'indemnité peut être majorée d'un quart dans des circonstances exceptionnelles.

² Pour une traduction écrite, il reçoit en plus une indemnité de 8 points par page.

Agent public

Art. 33 L'agent public cité en qualité de témoin, d'expert ou de traducteur a droit aux indemnités au sens de l'article 30, alinéa 1, lettre c.

CHAPITRE VI : Dispositions transitoire et finales

Droit
transitoire

Art. 34 Les dispositions du présent décret sont applicables aux affaires en cours au moment de leur entrée en vigueur.

Abrogation

Art. 35 Sont abrogés :

- a) le décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments judiciaires en matière de juridiction civile et d'arbitrage;
- b) le décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments en matière de juridiction administrative et constitutionnelle;
- c) le décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments et autres indemnités en matière de juridiction pénale;
- d) le décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments de la Commission cantonale des recours en matière d'impôts.

Entrée en
vigueur

Art. 36 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur³⁾ du présent décret.

Delémont, le 24 mars 2010

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Juillard
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

1) RSJU 176.11

2) Nouvelle teneur selon l'article 29 de la loi du 1^{er} septembre 2010 relative à la justice pénale des mineurs (LPJM) (RSJU 182.51), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011

3) 1^{er} janvier 2011

4) RSJU 176.21

5) Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Ordonnance concernant les commissions de conciliation en matière de bail et la consignation du loyer

du 9 juillet 1991

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu la loi fédérale du 15 décembre 1989 modifiant le Code des obligations (bail à loyer et bail à ferme)¹⁾,

vu l'ordonnance fédérale du 9 mai 1990 sur le bail à loyer et le bail à ferme d'habitations et de locaux commerciaux (OBLF)²⁾,

vu l'article 90, alinéa 2, de la Constitution cantonale³⁾,

vu l'article 22 de la loi du 30 juin 1983 instituant le Tribunal des baux à loyer et à ferme⁴⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Commissions de conciliation

SECTION 1 : Création et composition des commissions de conciliation

Principe

Article premier ¹ Toutes les communes de la République et Canton du Jura doivent disposer d'une commission de conciliation en matière de bail (dénommée ci-après "commission de conciliation").

² Plusieurs communes peuvent se réunir pour former une commission de conciliation; une ou plusieurs communes peuvent également se joindre à une commission existante, avec l'accord des autorités concernées.

³ Il est loisible à une commune, en cas de réunion, de renoncer à la nomination autonome de membres et de reconnaître dans sa composition la commission de conciliation à laquelle elle se joint.

Règlement

Art. 2 ¹ Les communes établissent un règlement sur la création et l'organisation de la commission de conciliation, ainsi que sur la nomination et l'indemnisation des membres et du secrétaire de la commission.

² Le règlement doit être soumis au Département de la Justice pour approbation.

Composition

Art. 3 Sauf dispositions contraires du règlement, la commission de conciliation se compose d'un président, de deux assesseurs et du secrétaire. En outre, un vice-président, un secrétaire suppléant et des assesseurs suppléants sont désignés.

Président et secrétaire

Art. 4 ¹ Sauf dispositions contraires du règlement, le président, le vice-président, le secrétaire et le secrétaire suppléant sont nommés par le conseil communal.

² Lorsque plusieurs communes sont réunies pour former une commission, les conseils communaux concernés s'entendent sur la nomination du président et du secrétaire.

³ En cas de désaccord, le Service des communes tranche.

⁴ Le président et le vice-président doivent être neutres.

Assesseurs

Art. 5 ¹ Sauf dispositions contraires du règlement, les assesseurs et leurs suppléants sont nommés par le conseil communal.

² Les assesseurs et leurs suppléants sont choisis à parts égales parmi les personnes ayant été présentées par les associations de bailleurs et de locataires ou d'autres organisations qui défendent des intérêts semblables.

³ En cas d'insuffisance de candidatures, il sont choisis parmi les locataires et les bailleurs de choses immobilières non agricoles.

⁴ Les assesseurs et leurs suppléants doivent remplir, dans les communes de l'arrondissement en question, les conditions d'éligibilité fixées à l'article 6, alinéa 2 ou 4, de la loi sur les droits politiques⁵⁾.

Incompatibilité

Art. 6 Les fonctions d'assesseur au Tribunal des baux à loyer et à ferme et de membre d'une commission de conciliation sont incompatibles.

Durée des fonctions

Art. 7 ¹ Les membres et le secrétaire de la commission sont nommés pour la législature; ils sont rééligibles.¹⁰⁾

² La période de fonctions coïncide avec celle des membres des tribunaux des baux à loyer et à ferme.

Fonctions
obligatoires et
promesse
solennelle

Art. 8 ¹ Pour l'obligation d'assumer la tâche de membre d'une commission de conciliation et le refus de nomination, les dispositions de la loi sur les communes⁶⁾ font règle.

² Les membres des commissions de conciliation font la promesse solennelle devant le chef du Département de la Justice.

Communication
des nominations

Art. 9 Les nominations des membres de commissions de conciliation sont communiquées au Département de la Justice.

Publication

Art. 10 Le Département de la Justice publie dans le Journal officiel, au début de chaque année, la composition des commissions de conciliation, ainsi que leur compétence à raison du lieu.

Surveillance

Art. 11 ¹ Les commissions de conciliation sont placées sous la surveillance de la Cour civile du Tribunal cantonal à laquelle elles font un rapport chaque année. Le rapport est également remis au Département de la Justice.

² Semestriellement, les commissions de conciliation établissent, à l'intention du Département de la Justice, une statistique des cas qui leur sont soumis, en indiquant les motifs invoqués et le sort de chaque affaire.

SECTION 2 : Compétences et devoirs des commissions de conciliation

Compétences
a) Principe

Art. 12 ¹ Les commissions de conciliation connaissent de toutes les contestations entre bailleurs et locataires ou fermiers relatives au contrat de bail portant sur une chose immobilière non agricole et ses accessoires.

² Elles connaissent notamment, quelle que soit la valeur litigieuse, de tout litige⁷⁾ concernant l'application des dispositions du Code des obligations relatives au contrat de bail, de l'ordonnance fédérale sur le bail à loyer et le bail à ferme d'habitations et de locaux commerciaux, ainsi que des Règles et usages locatifs.

b) Exceptions

Art. 13 Les commissions de conciliation ne sont pas compétentes :

- a) dans tous les cas prévus aux articles 2, chiffre 3, et 318 du Code de procédure civile de la République et Canton du Jura⁸⁾;
- b) pour statuer sur les infractions pénales liées à un litige de sa compétence et pour trancher les prétentions civiles qui en découlent et font l'objet d'une action civile adhésive;
- c) dans toutes les affaires qui doivent se dérouler selon les règles de la procédure sommaire en vertu des articles 327 et suivants du Code de procédure civile⁸⁾ ou de l'article 29, alinéa 2, de la loi instituant le Tribunal des baux à loyer et à ferme (requête à fin d'expulsion de locataires ou de fermiers);
- d) pour connaître des litiges relatifs aux baux à ferme agricoles.

Transmission du dossier

Art. 14 Lorsqu'un locataire saisit la commission de conciliation pour contester un congé extraordinaire et qu'une procédure d'expulsion est engagée contre lui, la commission transmet sa requête au président du Tribunal des baux à loyer et à ferme

Tâches

Art. 15 ¹ Au cours de la procédure de conciliation, les commissions de conciliation doivent s'efforcer d'amener les parties à un accord sur l'ensemble des questions réglées dans le bail (montant du loyer, durée du contrat, congé, etc.). L'accord doit être consigné par écrit et remis à chaque partie.

² Les commissions de conciliation ont l'obligation de renseigner locataires et bailleurs, même indépendamment d'une procédure de contestation, en particulier avant la conclusion d'un contrat de bail. Elles doivent notamment aider locataires et bailleurs à déterminer si un loyer est abusif ou non.

³ Elles peuvent confier à certains membres ou au secrétaire le soin de donner ces renseignements.

⁴ Elles rendent les décisions prévues par la loi.

SECTION 3 : Procédure

Requête

Art. 16 ¹ Dans les cas prévus à l'article 12, la procédure est introduite par une requête écrite, sommairement motivée, auprès de la commission de conciliation.

² Les demandes de renseignements (art. 15, al. 2) peuvent être adressées soit par écrit, soit verbalement, au secrétaire de la commission ou aux membres auxquels la commission a confié le soin de donner des renseignements (art. 15, al. 3).

³ Les parties peuvent renoncer, par une convention écrite, à porter le litige devant la commission de conciliation si le droit fédéral n'impose pas une telle procédure.

Débats

Art. 17 Pour les débats et les délibérations de la commission de conciliation, la présence du président, ou du vice-président, d'un assesseur représentant les bailleurs, d'un assesseur représentant les locataires, ainsi que du secrétaire est nécessaire.

Procès-verbal

Art. 18 Le secrétaire de la commission de conciliation dresse le procès-verbal de l'audience; il y consigne le lieu, la date et l'heure de la séance, le nom du président, du secrétaire et des assesseurs présents, les noms des parties et les personnes présentes (art. 26, al. 2), les conclusions des parties et leur argumentation, ainsi que le résultat de la séance. A la demande des parties, il leur est remis une copie du procès-verbal.

Conciliation

Art. 19 ¹ La commission de conciliation s'efforce d'amener les parties à un accord.

² Si elle y parvient, l'accord est inscrit au procès-verbal et signé par les parties, ainsi que par le président et le secrétaire de la commission.

³ Une copie de l'accord est remise à chaque partie.

⁴ L'accord vaut transaction judiciaire.

Décision

Art. 20 ¹ En cas d'échec de la conciliation dans un litige portant sur la consignation du loyer (art. 259i et 288 CO) ou en matière de congé et de prolongation de bail (art. 273 et 300 CO), la commission de conciliation rend une décision sur les prétentions des parties.

² Sa décision rappelle aux parties qu'elles ont le droit de porter le litige devant le Tribunal des baux à loyer et à ferme dans un délai de 30 jours.

³ Le dispositif de la décision est remis par écrit aux parties séance tenante.

⁴ Lorsque la commission de conciliation rejette une requête en annulation du congé introduite par le locataire, elle se prononce d'office sur la prolongation de bail (art. 274e, al. 3, CO).

Echec de la
conciliation dans
les autres cas

Art. 21 En cas d'échec de la conciliation dans les cas autres que ceux prévus à l'article 20, la commission de conciliation le constate et rappelle à la partie qui persiste dans sa demande qu'elle doit saisir le Tribunal des baux à loyer et à ferme dans les 30 jours.

Acquiescement
ou désistement

Art. 22 En cas d'acquiescement ou de désistement en dehors d'une audience de conciliation, la partie adverse en est informée par écrit.

Preuves

Art. 23 ¹ La commission de conciliation établit d'office les faits et apprécie librement les preuves; les parties sont tenues de lui présenter toutes les pièces nécessaires à l'appréciation du litige.

² Pour le surplus, la procédure doit être aussi simple que possible; les preuves seront admises dans la mesure où elles sont compatibles avec la nécessité de vider rapidement le litige.

Délais

Art. 24 ¹ La procédure de conciliation doit être menée rapidement.

² La séance de conciliation doit avoir lieu dans les 30 jours dès réception de la requête.

Convocation des
parties

Art. 25 ¹ Les parties sont convoquées par lettre recommandée énonçant le but de la citation et l'invitation à produire toutes les pièces permettant d'apprécier le litige.

² Lorsque la chose louée sert de logement à la famille et que la contestation porte sur la validité du congé ou la prolongation de bail, le conjoint du locataire est également convoqué.

SECTION 4 : Comparution personnelle; représentation

Comparution
personnelle et
représentation

Art. 26 ¹ En principe, les parties agissent et comparaissent en personne devant la commission de conciliation.

² Si l'une des parties est domiciliée hors du Canton ou victime d'un empêchement reconnu valable par le président, elle peut se faire représenter à l'audience par un membre adulte de sa famille; en outre, au moyen d'une procuration écrite, le locataire peut l'être par un autre locataire de l'immeuble et le bailleur par le gérant.

Mandataires

Art. 27⁹⁾

Défaut du
requérant

Art. 28 ¹ Lorsque le requérant fait défaut, une nouvelle audience doit être fixée. S'il fait défaut une seconde fois, le requérant est réputé retirer sa requête et sera condamné à payer les frais et dépens.

² Lorsque le requérant comparaît à la seconde audience, la commission de conciliation décide s'il doit être condamné aux frais et dépens relatifs à la première audience parce que son défaut n'était pas justifié.

Défaut du requis

Art. 29 ¹ Si le requis ne comparaît pas, la commission constate l'échec de la conciliation ou rend une décision prévue par la loi, à moins que le requérant ne demande un second essai de conciliation.

² A cette seconde audience, la commission de conciliation décide si le requis doit être condamné à payer les frais et dépens relatifs à la première audience parce que son défaut n'était pas justifié.

SECTION 5 : Frais et dépens; financement

Gratuité

Art. 30 La procédure devant la commission de conciliation est gratuite; la partie téméraire peut cependant être condamnée à supporter tout ou partie des frais et à verser à l'autre partie une indemnité à titre de dépens.

Financement

Art. 31 ¹ L'indemnisation des membres et du secrétaire de la commission de conciliation et les autres frais sont pris en charge à parts égales par le Canton et la commune concernée.

² Lorsque plusieurs communes ont créé ensemble une commission de conciliation, les frais qui en résultent sont répartis conformément au règlement.

Locaux

Art. 32 Les communes sont tenues de mettre gratuitement à disposition les locaux appropriés pour tenir les séances.

CHAPITRE II : Consignation du loyer

Offices de
consignation

Art. 33 Les Recettes et Administrations de district sont désignées comme offices de consignation auprès desquels le locataire peut consigner le loyer conformément aux articles 259g et suivants du Code des obligations.

Formules de
consignation

Art. 34 ¹ Le locataire qui entend consigner son loyer s'adresse à la Recette et Administration du district du lieu de situation de l'immeuble qui lui fait remplir et signer une formule indiquant :

- a) le nom et l'adresse du locataire (ainsi que ceux de son mandataire éventuel);
- b) le genre et l'emplacement des locaux loués;
- c) le nom et l'adresse du bailleur (ainsi que ceux de son mandataire éventuel);
- d) le montant du loyer convenu, son échéance, ainsi que le lieu où il devrait normalement être payé;
- e) la part du loyer que le locataire entend consigner.

² La Recette et Administration de district conserve le document ainsi établi; elle en remet une copie au locataire qui la joindra à la requête qu'il doit adresser à la commission de conciliation pour faire valoir ses droits conformément à l'article 259h du Code des obligations.

Versements

Art. 35 ¹ Le premier loyer consigné est versé à la Recette et Administration de district au moment de l'établissement du document mentionné à l'article 34.

² Les versements suivants peuvent être effectués au moyen du bulletin de versement remis par la Recette et Administration de district.

Communications

Art. 36 La Recette et Administration de district avise le bailleur ou son mandataire de chaque versement et communique en tout temps, sur demande, au locataire, à la commission de conciliation et au tribunal les informations en sa possession relatives à la consignation opérée par le locataire.

Sort des loyers
consignés

Art. 37 ¹ Lorsque, conformément à l'article 259h, alinéa 2, du Code des obligations, les loyers consignés sont acquis au bailleur, la Recette et Administration de district les lui verse, sur présentation d'une attestation de la commission de conciliation certifiant que le locataire n'a pas présenté sa requête en temps utile ou qu'il l'a retirée.

² En cas de transaction ou de décision définitive et exécutoire de la commission de conciliation ou du tribunal, les fonds consignés sont répartis entre les parties dans les proportions fixées dans la transaction ou dans la décision.

CHAPITRE III : Dispositions finales

Abrogation du
droit en vigueur

Art. 38 L'ordonnance du 8 octobre 1985 concernant les commissions de conciliation et la consignation du loyer est abrogée.

Entrée en
vigueur

Art. 39 La présente ordonnance entre en vigueur le 15 juillet 1991.

Delémont, le 9 juillet 1991

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Gaston Brahier
Le chancelier : Joseph Boinay

¹⁾ RO 1990 802; RS 220 (art. 253 ss.)

²⁾ RO 1990 835; RS 221.213.11

³⁾ RSJU 101

⁴⁾ RSJU 182.35

⁵⁾ RSJU 161.1

⁶⁾ RSJU 190.11

⁷⁾ RS 220

⁸⁾ RSJU 271.1

⁹⁾ Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 1^{er} juillet 2003

¹⁰⁾ Nouvelle teneur selon le ch. II de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Loi relative à la justice pénale des mineurs (LJPM)

du 1^{er} septembre 2010

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu la loi fédérale du 20 juin 2003 régissant la condition pénale des mineurs (Droit pénal des mineurs, DPMin)^{[1](#)},

vu la loi fédérale du 20 mars 2009 sur la procédure pénale applicable aux mineurs (Procédure pénale applicable aux mineurs, PPMin)^{[2](#)},

vu les articles 105 et 107 de la Constitution cantonale^{[3](#)},

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet	<p>Article premier ¹ La présente loi contient les dispositions d'application de la législation fédérale relative à la justice pénale des mineurs.</p>
	<p>² Elle fixe notamment l'organisation, le statut et les compétences des autorités pénales des mineurs.</p>
Terminologie	<p>Art. 2 Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.</p>
Champ d'application	<p>Art. 3 ¹ Les dispositions de la loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs^{2} et celles de la présente loi régissent également les procédures de la justice pénale des mineurs relevant du droit pénal cantonal et communal.</p> <p>² Sous réserve des dispositions de la présente loi, la loi d'organisation judiciaire s'applique^{6}.</p>

³ Sous la même réserve, les dispositions de procédure pénale figurant dans d'autres actes législatifs cantonaux ou communaux, notamment celles d'application du Code de procédure pénale suisse⁴⁾, s'appliquent en les interprétant à la lumière des principes définis à l'article 4 de la loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs²⁾.

Langue de la
procédure

Art. 4 La procédure se déroule en français.

CHAPITRE II : Autorités pénales des mineurs

Autorités de
poursuite pénale
(art. 6 PPMin)

Art. 5 Les autorités de poursuite pénale des mineurs sont :

- a) la police, au sens des articles 6 et suivants de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse⁵⁾;
- b) le juge des mineurs;
- c) le ministère public des mineurs.

Juge des
mineurs

Art. 6 Le juge des mineurs est l'autorité d'instruction.

Ministère public
des mineurs

Art. 7 ¹ Le Ministère public des mineurs est exercé par le Ministère public. Il est représenté auprès du Tribunal des mineurs par un procureur désigné à cette fin par le Ministère public.

² Le Ministère public approuve les ordonnances de classement, de non-entrée en matière et de suspension. En cas de désaccord, la Chambre pénale des recours du Tribunal cantonal (dénommée ci-après : "la Chambre des recours") tranche.

³ Il peut former opposition contre les ordonnances pénales.

Tribunaux
(art. 7 PPMin)

Art. 8 Les autorités judiciaires suivantes ont des attributions judiciaires en procédure pénale des mineurs :

- a) le Tribunal des mesures de contrainte;
- b) le Tribunal des mineurs;
- c) l'autorité de recours des mineurs;
- d) la juridiction d'appel des mineurs.

Tribunal des
mesures de
contrainte

Art. 9 Les tâches du Tribunal des mesures de contrainte incombent au juge des mesures de contrainte au sens de la loi d'organisation judiciaire⁶⁾.

Tribunal des mineurs

Art. 10 ¹ Un Tribunal des mineurs est institué pour l'ensemble du canton du Jura. Il statue dans la composition suivante :

- a) un président, qui est le juge des mineurs;
- b) deux assesseurs, qui doivent posséder une formation ou une expérience suffisante dans le domaine social ou éducatif.

² Le président et quatre assesseurs sont élus pour la durée de la législature par le Parlement.

Autorité de recours et juridiction d'appel

Art. 11 ¹ La Chambre des recours est l'autorité de recours des mineurs.

² La Cour pénale du Tribunal cantonal est la juridiction d'appel des mineurs.

Remplacement du président

Art. 12 ¹ Si le président du Tribunal des mineurs est récusé, le président du Tribunal cantonal pourvoit au remplacement de celui-ci par une personne éligible à cette fonction.

² En cas d'empêchement, l'article 17 de la loi d'organisation judiciaire s'applique⁶⁾.

Disjonction des procédures

Art. 13 ¹ Les procédures concernant plusieurs mineurs sont disjointes. L'article 11, alinéa 2, de la loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs²⁾ s'applique par analogie.

² Si, dans une procédure concernant à la fois des majeurs et des mineurs, les autorités de poursuite pénale compétentes ne parviennent pas à s'entendre sur la disjonction des procédures, le procureur général tranche.

CHAPITRE III : Dispositions relatives à la police

Liquidation d'affaires par la police

Art. 14 ¹ La police a le droit d'infliger et de percevoir elle-même une amende dans les cas prévus par la législation fédérale et cantonale.

² Si la personne prévenue ne reconnaît pas l'acte punissable ou conteste la procédure de l'amende d'ordre, la police établit une dénonciation.

Exécution d'un mandat d'amener

Art. 15 Les agents chargés d'un mandat d'amener à l'égard d'un mineur l'exécutent en règle générale en tenue civile.

CHAPITRE IV : Procédure devant l'autorité d'instruction

Commissions
rogatoires

Art. 16 ¹ Le juge des mineurs peut charger un membre du tribunal des mineurs ou un employé spécialisé de l'exécution de commissions rogatoires.

² Les articles 6 et suivants de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse⁵⁾ sont applicables par analogie aux mandats du juge des mineurs à la police.

Entraide
judiciaire

Art. 17 ¹ Le juge des mineurs est compétent pour ordonner, exécuter ou faire exécuter les actes de procédure qui sont ordonnés ou requis par les autorités d'un autre canton ou de la Confédération lorsque ces actes concernent une procédure pénale ouverte exclusivement à l'encontre d'une personne ou de plusieurs personnes mineures domiciliées ou résidant dans le canton.

² Le juge des mineurs est l'autorité d'exécution au sens de la loi fédérale sur l'entraide internationale en matière pénale¹⁰⁾ lorsque la procédure concerne un mineur. Il veille au rapatriement des personnes de moins de 18 ans et conduit la procédure d'exequatur des jugements étrangers concernant un mineur.

³ Les décisions du juge des mineurs en matière d'entraide sont susceptibles de recours auprès de la Chambre des recours dans les 10 jours.

Proposition
de mise en
accusation

Art. 18 Dans les cas prévus à l'article 33 de la loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs²⁾, le juge des mineurs transmet le dossier au Ministère public avec sa proposition de mise en accusation.

Enfant de moins
de 10 ans

Art. 19¹²⁾ Si le juge des mineurs constate au cours d'une procédure qu'un acte a été commis par un enfant de moins de 10 ans, il avise ses représentants légaux et, s'il apparaît que l'enfant a besoin d'une aide particulière, l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.

Chapitre V : Médiation

Art. 20 ¹ Le juge des mineurs et les tribunaux peuvent en tout temps suspendre la procédure et charger une organisation ou une personne compétente dans le domaine de la médiation d'engager une procédure de médiation aux conditions prévues à l'article 17, alinéa 1, de la loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs²⁾.

² Si la médiation aboutit à un accord, la procédure est classée.

³ Les frais liés à la procédure de médiation suivent le sort des frais de la procédure.

⁴ Le Département de la Justice peut passer une convention avec une organisation ou une personne compétente dans le domaine de la médiation en vue de mener les procédures de médiation.

CHAPITRE VI : Exécution

Généralités

Art. 21 Le juge des mineurs est compétent pour l'exécution des peines et mesures.

Décisions ultérieures

Art. 22 ¹ Le juge des mineurs rend les décisions judiciaires ultérieures, sous réserve de l'alinéa 2.

² Le Tribunal des mineurs est compétent dans les cas suivants :

- a) changement de la mesure de protection au sens des articles 12 à 14 de la loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs¹⁾ en placement;
- b) révocation du sursis à l'exécution d'une peine privative de liberté de plus de trois mois;
- c) réintégration impliquant l'exécution de la peine après une libération conditionnelle, lorsque le solde de la peine est supérieur à trois mois;
- d) exécution d'une privation de liberté de plus de trois mois après l'interruption du placement.

³ Les compétences dévolues à la commission au sens de l'article 28, alinéa 3, de la loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs¹⁾ sont exercées par la commission spécialisée que la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse⁵⁾ institue pour les adultes.

Arrêts disciplinaires

Art. 23 ¹ Le juge des mineurs est compétent pour infliger des arrêts disciplinaires jusqu'à sept jours au mineur qui se soustrait à l'exécution de la sanction, persiste à s'y opposer ou fait preuve d'indiscipline grave.

² Le mineur doit être préalablement entendu, au besoin par délégation.

³ La décision du juge des mineurs est susceptible de recours devant la Chambre des recours dans les 10 jours.

⁴ Le recours n'a pas d'effet suspensif, à moins que l'instance de recours n'en décide autrement.

CHAPITRE VII : Indemnités, frais judiciaires et frais d'exécution

Indemnisation
des assesseurs

Art. 24 Les assesseurs du Tribunal des mineurs sont indemnisés conformément au décret concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux¹⁾.

Frais de
procédure

Art. 25 ¹ Le sort des frais de procédure est réglé conformément à l'article 44 de la loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs²⁾.

² Le montant des frais de procédure et des émoluments est déterminé conformément à la législation sur les émoluments.

Frais d'exécution

Art. 26 ¹ Les frais d'exécution sont réglés conformément à l'article 45 de la loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs²⁾.

² Les frais découlant de l'exécution des mesures mis à la charge de l'Etat sont soumis à la répartition des charges, conformément à la législation sur l'action sociale.

³ L'autorité de jugement fixe la part des frais que le mineur ou ses parents doivent verser conformément à l'article 45, alinéas 5 et 6, de la loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs²⁾ et détermine le mode de paiement.

⁴ Elle peut passer une convention relative à cette participation financière avec les débiteurs. A défaut de convention, elle en décide.

CHAPITRE VIII : Dispositions d'exécution et finales

Dispositions
d'exécution

Art. 27 Le Gouvernement peut édicter, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution nécessaires à la présente loi, en particulier celles relatives :

- a) aux émoluments, aux frais, en particulier aux frais d'exécution, et à d'autres indemnités;
- b) à l'exécution des jugements et des décisions du Tribunal des mineurs;
- c) à la mise en œuvre de dispositions concordataires.

Abrogation d'un
acte législatif

Art. 28 La loi du 26 septembre 2007 sur le Tribunal des mineurs est abrogée.

Modification d'un
acte législatif

Art. 29 Le décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments judiciaires⁷⁾ est modifié comme il suit :

Article 27

⁸⁾
...

Référendum

Art. 30 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en
vigueur

Art. 31 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur⁹⁾ de la présente loi.

Delémont, le 1^{er} septembre 2010

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Juillard
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

1) RS 311.1

2) RS 312.1

3) RSJU 101

4) RS 312.0

5) RSJU 321.1

6) RSJU 181.1

7) RSJU 176.511

8) Texte inséré dans ledit décret

9) 1^{er} janvier 2011

10) RS 351.1

11) RSJU 186.1

12) Nouvelle teneur selon le ch. VIII de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Ordonnance concernant l'organisation de cours de droit pour avocats et notaires stagiaires

du 4 décembre 2012

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 28 et 73 de la loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000¹⁾,

vu les articles 7, alinéa 4, 27, alinéa 1, et 33, alinéa 4, de la loi du 3 septembre 2003 concernant la profession d'avocat²⁾,

arrête :

Tâches du
Tribunal cantonal

Article premier ¹ Le Tribunal cantonal organise des cours de droit destinés aux avocats et notaires stagiaires.

² Il établit le programme et désigne les personnes dispensant les cours après consultation de l'Ordre des avocats jurassiens et du Conseil du notariat jurassien.

³ Il collabore, au besoin, avec des organes de formation d'autres cantons.

Terminologie

Art. 2 Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Programme des
cours

Art. 3 Le programme des cours porte notamment sur les branches suivantes :

- a) procédure (civile, pénale et administrative);
- b) droit public cantonal;
- c) rédaction;
- d) déontologie;
- e) plaidoirie.

Rémunération

Art. 4 ¹ Les personnes qui exercent une activité professionnelle non rémunérée par l'Etat, ainsi que les juges et procureurs à plein temps, qui dispensent les cours sont indemnisés, selon leur statut, conformément aux dispositions du décret concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux³⁾ applicables aux membres de la commission des examens d'avocat et de la commission des examens de notaire.

² Les juges et procureurs à temps partiel, ainsi que les employés de l'Etat, qui dispensent des cours sont traités conformément à l'article 85, alinéas 3 et 4, de l'ordonnance sur le personnel de l'Etat⁴⁾. Si une indemnité leur est due, elle est identique à celle touchée par les personnes qui exercent une activité professionnelle non rémunérée par l'Etat.

³ Il est admis qu'une heure de cours donne droit à une heure de préparation.

Finances

Art. 5 Le financement des cours est assuré par l'Etat dans le cadre du montant porté au budget du Tribunal cantonal, sous réserve d'une participation financière de l'Ordre des avocats jurassiens et du Conseil du notariat jurassien.

Abrogation

Art. 6 Le règlement du 8 mars 1983 concernant l'organisation de cours de droit pour avocats et notaires stagiaires est abrogé.

Entrée en vigueur

Art. 7 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Delémont, le 4 décembre 2012

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 181.1
- 2) RSJU 188.11
- 3) RSJU 186.1
- 4) RSJU 173.111

Décret

concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux

du 7 mai 1981

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 35 de la loi du 26 octobre 1978 sur le statut des magistrats et fonctionnaires de la République et Canton du Jura¹⁾,

vu l'article 59, alinéa 2, de la loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000^{2) 6)},

arrête :

SECTION 1 : Juges suppléants⁷⁾¹⁷⁾

Activité
professionnelle
non rétribuée par
l'Etat
a) audience

Article premier⁸⁾ Les juges suppléants, qui exercent une activité professionnelle non rétribuée par l'Etat, ont droit aux indemnités suivantes¹⁷⁾ :

- a) 400 francs pour une audience d'une journée mais de cinq heures au moins;
- b) 250 francs pour une audience d'une demi-journée mais de trois heures au moins;
- c) 70 francs par heure d'audience lorsque celle-ci est d'une durée inférieure à trois heures.

b) autres
activités

Art. 2⁸⁾ Les juges ont droit à une indemnité de 70 francs par heure de travail dans les cas suivants :

- a) travail de préparation des audiences;
- b) affaires qui se traitent par voie de circulation;
- c) affaires dans lesquelles un juge procède seul à certains actes de procédure.

Activité
professionnelle
rétribuée par
l'Etat
a) audience

Art. 3⁸⁾ ¹ Les juges suppléants, qui exercent une activité professionnelle rétribuée par l'Etat, ont droit aux indemnités suivantes¹⁷⁾ :

- a) 140 francs pour une audience d'une journée mais de cinq heures au moins;

- b) 85 francs pour une audience d'une demi-journée mais de trois heures au moins;
- c) 25 francs par heure d'audience lorsque celle-ci est d'une durée inférieure à trois heures.

b) autres activités

² Pour les activités mentionnées à l'article 2, l'indemnité est de 25 francs par heure de travail.

Activité professionnelle à temps partiel

³ En cas d'activité professionnelle à temps partiel rétribuée par l'Etat, le juge suppléant a droit aux indemnités prévues aux articles 1 et 2, dans la mesure où il accomplit sa tâche en dehors du temps de travail afférent à son activité professionnelle rétribuée par l'Etat.^{[18\)](#)}

SECTION 1^{BIS} : Juges extraordinaires^{[9\)](#)}

Fixation de l'indemnité

Art. 3a^{[10\)](#)} ¹ Les juges extraordinaires qui exercent une activité professionnelle non rétribuée par l'Etat sont indemnisés, prorata temporis, sur la base du traitement octroyé aux magistrats du tribunal dans lequel ils sont engagés.

² Les juges extraordinaires qui exercent une activité professionnelle rétribuée par l'Etat ont droit à une indemnité calculée, prorata temporis, sur la base de la différence entre leur traitement et celui des magistrats du tribunal dans lequel ils sont engagés.

Activité professionnelle à temps partiel

³ En cas d'activité professionnelle à temps partiel rétribuée par l'Etat, le juge extraordinaire est indemnisé conformément à l'alinéa 1, dans la mesure où il accomplit sa tâche en dehors du temps de travail afférent à son activité professionnelle rétribuée par l'Etat.^{[18\)](#)}

SECTION 2 : Conseil de surveillance de la magistrature, Chambre des avocats, Chambre des notaires, commission des examens d'avocat, commission des examens de notaire, commission spécialisée^{[714\)](#)}

Conseil et Chambres^{[8\)](#)}

Art. 4^{[8\)](#)} ¹ Le président, les membres, suppléants et secrétaires du Conseil de surveillance de la magistrature, de la Chambre des avocats et de la Chambre des notaires sont indemnisés, selon leur statut, conformément aux dispositions de la section 1.

² L'article 3, alinéa 2, de l'arrêté du 23 novembre 1989 fixant le traitement des membres du Gouvernement^{[11\)](#)} est applicable par analogie aux membres du Gouvernement qui siègent dans les organes mentionnés à l'alinéa 1.

Commissions

Art. 5 ¹ Les membres de la commission des examens d'avocat et de la commission des examens de notaire sont indemnisés, selon leur statut, conformément aux dispositions de la section 1.

² Il en va de même des membres de la commission spécialisée au sens de l'article 33 de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse^{[16\)](#)} qui n'exercent pas une activité professionnelle rétribuée par l'Etat.^{[15\)](#)}

SECTION 3 : Assesseurs^{[7\)](#)}

Montant de
l'indemnité
a) audience

Art. 6^{[8\)](#)} Les assesseurs ont droit aux indemnités suivantes :

- a) 240 francs pour une audience d'une journée mais de cinq heures au moins;
- b) 140 francs pour une audience d'une demi-journée mais de trois heures au moins;
- c) 40 francs par heure d'audience lorsque celle-ci est d'une durée inférieure à trois heures.

Art. 7 et 8^{[12\)](#)}

b) étude des
dossiers

Art. 9^{[8\)](#)} Pour l'étude des dossiers, les assesseurs ont droit à une indemnité de 40 francs par heure de travail.

Art. 9a^{[12\)](#)}

SECTION 4 : Dispositions communes

Calcul des
heures

Art. 10 Les fractions d'heure sont comptées comme heure.

Déplacements

Art. 11 ¹ Les personnes mentionnées dans le présent décret, ainsi que les remplaçants des magistrats et fonctionnaires judiciaires, ont droit à l'indemnité kilométrique fixée à l'article 6, alinéa 2, de l'ordonnance du 21 mai 1991 concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura^{[13\)](#) [8\)](#)}.

² L'indemnité est calculée pour le trajet aller et retour par le chemin le plus court.

³ Le temps nécessaire à ces déplacements est réputé temps d'audience.

Estimation du temps de travail

Art. 12 ¹ Dans les cas prévus à l'article 2, lettres a et b, du présent décret, le travail du co-rapporteur représente en principe les deux tiers du temps de travail du rapporteur et celui d'un assesseur un tiers de ce temps.

² Pour le surplus, l'estimation du temps de travail est du ressort du Président de l'instance saisie de la cause.

SECTION 5 : Dispositions finales

Disposition transitoire

Art. 13 Au cas où les traitements seraient augmentés ou réduits après l'entrée en vigueur du présent décret, le Département de la Justice et de l'Intérieur, d'entente avec la Trésorerie générale, est autorisé à adapter les taux de ce décret à la situation nouvelle.

Abrogation du droit en vigueur

Art. 14 ¹ Le décret du 6 décembre 1978 concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux est abrogé .

² L'article 10 du règlement du 18 novembre 1980 sur le stage et les examens d'avocat^{[4\)](#)} est abrogé.

Entrée en
vigueur

Art. 15 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur⁵⁾ du présent décret.

Delémont, le 7 mai 1981

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Auguste Hoffmeyer
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

- 1) RSJU 173.11
- 2) RSJU 181.1
- 3) Introduit par le ch. I du décret du 15 décembre 1983, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1984
- 4) RSJU 188.211
- 5) 1^{er} juillet 1981
- 6) Introduit dans le préambule par le ch. I du décret du 20 septembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 7) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I du décret du 20 septembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 20 septembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 9) Titre introduit par le ch. I du décret du 20 septembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 10) Introduit par le ch. I du décret du 20 septembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 11) RSJU 173.411.1
- 12) Abrogé(s) par le ch. I du décret du 20 septembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 13) RSJU 173.461
- 14) Nouvelle teneur du titre selon l'article 58, alinéa 4, de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 321.1)
- 15) Introduit par l'article 58, alinéa 4, de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 321.1)
- 16) RSJU 321.1

- ¹⁷⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 29 février 2012, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2012
- ¹⁸⁾ Introduit par le ch. I du décret du 29 février 2012, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2012

Décret concernant l'exécution de la loi sur le notariat

du 6 décembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale¹⁾,

vu l'article 43 de la loi du 9 novembre 1978 sur le notariat (dénommée ci-après : "loi")²⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions organiques

SECTION 1 : Des organes de surveillance

Chambre des
notaires
a) Organisation

Article premier ¹ La Chambre des notaires se compose de cinq membres, qui sont nommés par le Gouvernement pour la législature. Ses membres doivent être dans leur majorité des notaires pratiquants. Leur mandat est renouvelable. Le Gouvernement désigne le président parmi les membres.⁹⁾

² Pour le surplus, la Chambre s'organise elle-même.

³ Les membres de la Chambre ont droit à une indemnité fixée par le Gouvernement.

b) Exercice des
fonctions

Art. 2 ¹ Pour statuer valablement, la Chambre doit être composée de quatre membres au moins.

² Ses délibérations seront consignées fidèlement dans un procès-verbal, que le Département de la Justice³⁾ (dénommé ci-après : "Département") peut toujours se faire remettre pour en prendre connaissance.

³ La Chambre des notaires peut traiter par voie de circulation les affaires de peu d'importance; en pareil cas, ses décisions ne seront valables que si elles sont adoptées par la majorité des membres.

c) Attributions

Art. 3 La Chambre des notaires a les attributions suivantes :

1. elle donne son avis et fait des propositions sur les questions qui lui sont soumises par les organes supérieurs de surveillance;
2. elle exerce la surveillance sur les notaires pratiquants, aussi bien au point de vue de la manière de traiter les affaires en général que par rapport à l'exercice technique des fonctions, et saisit le Département, avec pièces à l'appui, des irrégularités qui parviennent à sa connaissance;
3. elle cherche à concilier les notaires et les parties en cas de contestations qui surviennent en raison des fonctions notariales et à aplanir tous différends entre notaires;
4. elle discute toutes les questions concernant le notariat et soumet à qui de droit ses avis et propositions.

Attributions du
Département de
la Justice**Art. 4** Le Département a les attributions suivantes :

1. il exerce le contrôle général des affaires du notariat;
2. il surveille les notaires dans l'exercice technique de leur profession;
3. il prépare le retrait du brevet ou de l'autorisation d'exercer le notariat, lorsqu'il s'agit d'une mesure administrative (art. 12, al. 1, ch. 3, de la loi);
4. il taxe les émoluments et débours (art. 23 de la loi);
5. il tranche les plaintes et applique les peines disciplinaires prévues en l'article 30, alinéa 1, chiffres 1 et 2, de la loi, sans préjudice du recours à la Cour administrative dans les cas fixés par la loi (art. 31, al. 1, de la loi).

Exercice de la
surveillance
en général

Art. 5 Le Département doit intervenir toutes les fois qu'il arrive à sa connaissance qu'un notaire manque à ses devoirs professionnels ou compromet la dignité du notariat; il ordonne alors les enquêtes nécessaires, fait redresser les griefs et, s'il y a lieu, pourvoit à l'application des peines disciplinaires.

Attributions du
Gouvernement

Art. 6 ¹ Le Gouvernement a la haute surveillance sur tous les notaires exerçant leur profession dans la République et Canton du Jura (art. 27, al. 1, de la loi).

² Ses attributions sont notamment les suivantes :

1. il prononce le retrait du brevet ou de l'autorisation d'exercer le notariat, soit par mesure administrative, soit comme peine disciplinaire (art. 12, al. 1, ch. 3, et art. 31, al. 1, de la loi); il prononce également la suspension (art. 30, al. 1, ch. 3, et art. 31, al. 1, de la loi);
2. il révoque le retrait du brevet ou de l'autorisation d'exercer le notariat (art. 12, al. 2, de la loi).

Attributions
de la Cour
administrative

Art. 7 La Cour administrative statue, dans les cas prévus par la loi, sur les recours contre les peines disciplinaires infligées par le Département et le Gouvernement (art. 31, al. 1, de la loi).

SECTION 2 : Du mode de procéder des organes de surveillance

1. Retrait, par
mesure
administrative,
du brevet ou de
l'autorisation
d'exercer le
notariat
a) Procédure

Art. 8 ¹ Lorsque le Département a connaissance d'un fait qui, en vertu de l'article 12, alinéa 1, chiffre 3, de la loi, entraîne le retrait, par mesure administrative, du brevet ou de l'autorisation d'exercer le notariat, il doit, d'office, examiner l'affaire et entendre le notaire.

² S'il présume que le brevet ou l'autorisation devra être retiré, il invite d'abord le notaire, en lui fixant un délai suffisant, à rendre volontairement le brevet ou l'acte d'autorisation, avec le sceau professionnel, à la Chancellerie d'Etat et à remettre ses minutes au bureau du registre foncier.

³ Si le notaire inculqué laisse passer le délai sans obtempérer, le Département fait rapport au Gouvernement, qui statuera après enquête. Dans les cas douteux un rapport sera demandé à la Chambre des notaires avant que décision ne soit rendue.

⁴ La restitution volontaire ou le retrait de la patente ou de l'acte d'autorisation sera publié dans le Journal officiel.

b) Révocation du
retrait du brevet

Art. 9 ¹ Si la cause du retrait du brevet ou de l'autorisation vient à cesser, le notaire peut demander au Gouvernement la révocation de la mesure prise contre lui (art. 12, al. 2, de la loi).

² Le Gouvernement statue sur la requête, après avoir entendu le Département en son rapport et ses conclusions. Dans les cas douteux un rapport sera aussi demandé à la Chambre des notaires.

³ Tout arrêté portant révocation du retrait du brevet ou de l'autorisation d'exercer le notariat sera publié dans le Journal officiel. Le notaire rentrera en possession du brevet ou de l'autorisation, du sceau professionnel et de ses minutes.

2. Procédure
disciplinaire
a) Préliminaires

Art. 10 ¹ Lorsque le Département doit intervenir disciplinairement, en vertu des articles 28 et 29 de la loi, soit d'office, soit sur le vu d'un rapport des organes de surveillance qui lui sont subordonnés, ou sur le vu d'une plainte, il invite le notaire inculpé, en lui donnant connaissance des faits, du rapport ou de la plainte, à lui faire parvenir sa justification par écrit.

² Il lui fixe à cette fin un délai suffisant et lui permettra de prendre connaissance des pièces.

b) Enquête et
décision

Art. 11 ¹ Après que le notaire a remis sa justification, ou s'il a laissé passer le délai sans obtempérer, le Département ordonne d'office les mesures d'enquête qui peuvent lui paraître nécessaires.

² Une fois l'enquête terminée, ou s'il n'a point paru nécessaire d'en faire une, le Département statue, puis communique sa décision, qui devra être motivée, aux intéressés et à la Chambre des notaires.

c) Mode de
procéder en cas
de suspension et
de retrait du
brevet

Art. 12 ¹ Si, l'enquête étant close, le Département trouve les faits assez graves pour motiver le retrait du brevet ou la suspension du notaire, il soumet l'affaire, après avoir consulté la Chambre des notaires, au Gouvernement, qui fera encore compléter l'enquête, s'il le juge nécessaire, et statuera ensuite.

² Si le Gouvernement est d'avis qu'il y a lieu d'appliquer une peine moins grave que le retrait du brevet ou la suspension, il prononce cette peine lui-même, sans renvoyer l'affaire au Département.

d) Recours

Art. 13 ¹ Le notaire inculpé peut recourir à la Cour administrative contre toute décision du Département et du Gouvernement (art. 31, al. 1, de la loi).

² La Cour administrative peut ordonner une nouvelle enquête et notamment demander un rapport à la Chambre des notaires. S'il s'agit d'une plainte, le plaignant peut aussi être entendu.

³ L'arrêt motivé de la Cour administrative sera notifié au recourant et il en sera également donné connaissance au plaignant et à la Chambre des notaires.

CHAPITRE II : De la procédure notariale

SECTION 1 : Des personnes qui concourent à la réception des actes

Réquisition	Art. 14 Le notaire ne doit instrumenter que s'il en est requis par les intéressés. La réquisition peut être tacite. Il y a en particulier réquisition tacite lorsque les parties concourent à la réception de l'acte.
Présence des parties	<p>Art. 15 ¹ Sauf dispositions contraires du présent décret, les parties doivent assister à la réception de l'acte ou s'y faire représenter.</p> <p>² Lorsqu'une personne ne peut, en vertu de la loi, contracter sans y être autorisée, l'autorisation devra être présentée au notaire.</p>
Représentants	<p>Art. 16 ¹ Le notaire exigera d'un représentant légal ou institué qu'il justifie préalablement de sa qualité, à moins qu'elle ne ressorte des faits.</p> <p>² Le notaire agira de même à l'égard d'un mandataire.</p>
Constatation de l'identité	Art. 17 Si le notaire ne connaît pas le nom, la qualité et la demeure des personnes qui concourent à l'acte, il établira leur identité ainsi qu'il appartiendra.
Auxiliaires	<p>Art. 18 ¹ Le notaire peut faire écrire la minute par la main d'une tierce personne.</p> <p>² Si une des parties ne connaît pas la langue dans laquelle doit être traitée l'affaire ou rédigé l'acte, on aura recours aux services d'un interprète, à moins que le notaire ne fonctionne lui-même en cette qualité (art. 23 du présent décret).</p> <p>³ Si une des personnes qui concourent à l'acte est sourde, muette ou sourde-muette, on appellera un expert (conformément à l'art. 21, al. 2 et 3, et à l'art. 22 du présent décret).</p> <p>⁴ Les interprètes et les experts devront posséder les mêmes qualités que celles requises pour être témoin instrumentaire (art. 40 de la loi).</p>

SECTION 2 : De la marche à suivre pour recevoir les actes notariés (instrumenter)

Projet d'acte

Art. 19 ¹ Sauf dispositions contraires de la loi ou à moins que les circonstances n'y mettent empêchement, le notaire peut, avant d'instrumenter, rédiger un projet d'acte.

² Si, au cours des opérations mêmes, les parties demandent des modifications ou des additions au projet, le notaire y procédera immédiatement, en observant les prescriptions de l'article 36 du présent décret.

Marche à suivre pour recevoir les actes notariés (instrumenter)

Art. 20 ¹ Pour instrumenter, le notaire doit donner lecture de l'acte aux parties ou à leurs représentants. Les comparants déclarent ensuite que l'acte qui vient de leur être lu est l'expression de leur volonté. Puis l'acte est signé par toutes les personnes qui ont concouru à l'opération.

² Si l'une de ces personnes déclare ne pouvoir signer, le notaire fera mention de ce fait sur l'acte et en indiquera la cause. Dans ce cas, deux témoins (témoins instrumentaires) seront appelés à la réception de l'acte (art. 36 de la loi).

Sourds et sourds-muets

Art. 21 ¹ Lorsqu'une des personnes qui concourent à la réception de l'acte est sourde ou sourde-muette et ne peut donc en entendre la lecture, elle doit le lire elle-même, puis écrire et signer sur l'acte, de sa propre main, une déclaration constatant qu'elle en a pris connaissance et en approuve la teneur.

² Si elle ne peut lire l'acte, un expert lui en donnera entière connaissance, après quoi elle écrira et signera sur l'acte, de sa propre main, une déclaration constatant qu'elle en a reçu connaissance et en approuve la teneur.

³ L'expert attestera qu'il a fidèlement donné connaissance de l'acte à la personne en question; cette attestation sera inscrite dans l'acte par le notaire, puis signée par l'expert.

Muets

Art. 22 La personne qui peut entendre la lecture, mais qui, pour cause de mutité ou pour d'autres motifs, est incapable de faire oralement une déclaration approbative, y suppléera par une déclaration écrite et signée de sa propre main.

Langue à employer

Art. 23 ¹ Les actes concernant des droits réels sur des immeubles seront toujours rédigés en français. Les autres actes peuvent exceptionnellement être rédigés dans une autre langue, à condition que le notaire la connaisse.

² Si une personne qui doit concourir à la réception de l'acte ne comprend pas la langue dans laquelle il est rédigé, le notaire le lui traduit oralement et y fait mention de cette circonstance.

³ A la demande du notaire ou d'une partie, on peut aussi avoir recours aux services d'un interprète, qui attestera qu'il a traduit fidèlement le contenu de l'acte et la déclaration approbative de la partie; cette attestation sera inscrite dans l'acte par le notaire, puis signée par l'interprète.

Unité de l'acte

Art. 24 Toutes les personnes qui concourent à la réception de l'acte doivent être présentes pendant l'opération (art. 20 à 22 du présent décret), et celle-ci, sauf dispositions contraires de la loi ou à moins de circonstances particulières, aura lieu sans notable interruption.

Conséquence du vice de forme

Art. 25 ¹ La stricte observation des formalités prescrites pour instrumenter est indispensable pour donner à un acte le caractère d'acte notarié et doit manifestement ressortir de l'acte même (art. 38, al. 1, de la loi).

² L'observation des règles prescrites pour l'établissement d'actes portant sur des dispositions de dernière volonté ou des pactes successoraux suffit en vue de la passation des actes notariés.

SECTION 3 : Des formes spéciales à suivre pour dresser certains actes

Légalisation de signatures

Art. 26 ¹ La légalisation notariée d'une signature est une attestation du notaire portant que la signature a été ou faite ou formellement reconnue par le signataire et que celui-ci lui est personnellement connu.

² Si le notaire ne connaît pas personnellement l'auteur de la signature, il établira son identité (art. 17 du présent décret).

³ Le notaire ne prendra connaissance de l'acte qu'autant que cela est nécessaire pour le répertorier. Il n'est pas responsable de son contenu.

Légalisation de
copies

Art. 27 ¹ La législation d'une copie est une attestation inscrite au bas de la copie et portant que celle-ci est conforme à l'acte présenté au notaire.

² L'attestation fera mention de la nature de l'acte (original même ou copie vidimée), ainsi que des additions, intercalations, ratures, radiations et surcharges qu'il contient.

³ Le notaire collationnera lui-même soigneusement l'acte présenté avec la copie faite. Il peut le faire sans la présence de l'auteur ou du détenteur de l'acte.

Date certaine

Art. 28 ¹ Date certaine est donnée à un acte sous seing privé au moyen d'une attestation du notaire apposée sur l'acte même et constatant quand et par qui celui-ci lui a été présenté.

² L'article 26, alinéa 3, et l'article 27, alinéa 2, sont applicables par analogie. La présence de l'auteur de l'acte n'est pas nécessaire.

Attestation de
faits

Art. 29 ¹ Le notaire ne certifiera l'existence de faits que s'il les a lui-même constatés.

² Il relatara exactement le fait tel qu'il l'a constaté et déclarera par quelle personne il a été requis d'en attester la certitude. L'identité de cette personne ne sera établie que si elle le requiert expressément.

Attestation de
décisions
d'assemblées

Art. 30 ¹ Le notaire qui doit dresser acte des décisions d'une assemblée est tenu d'assister lui-même à celle-ci et de rédiger un procès-verbal exact de ses décisions. Ce procès-verbal indiquera le lieu et la date de l'assemblée et relatara comment chaque décision a été prise. Il y sera fait mention expresse des propositions présentées, si leur auteur le requiert.

² Le procès-verbal sera signé par le président et le secrétaire de l'assemblée et par le notaire.

³ L'identité des personnes qui concourent à une décision ne sera constatée que si la demande formelle en est faite.

Vente aux
enchères
a) Préliminaires

Art. 31 Le notaire requis de procéder à une vente aux enchères arrête le cahier des charges avec le vendeur conformément aux prescriptions de la législation civile et pourvoit aux publications prescrites par la loi ou l'usage.

b) Enchères

Art. 32 ¹ Les enchères commencent par la lecture que le notaire donne du cahier des charges, lequel doit rester pendant toute la durée des opérations à la disposition de quiconque veut en prendre connaissance. Ensuite, il fait faire les criées et adjuger conformément aux prescriptions légales et aux conditions établies. Il dresse un procès-verbal exact des opérations et de leurs résultats.

² Les ventes immobilières ont lieu avec la collaboration d'un notaire. Le procès-verbal est signé par le notaire, ainsi que par le vendeur, l'adjudicateur ou leurs fondés de pouvoirs et les cautions.⁴⁾

³ Le cahier des charges peut stipuler que seules seront inscrites dans le procès-verbal les mises qui dépasseront un certain prix fixé par le vendeur.

⁴ Dans les ventes mobilières, le vendeur n'a pas besoin d'être présent en personne ni de signer le procès-verbal; il ne sera pris note dans celui-ci que de la mise suivie d'adjudication. La signature de l'adjudicataire n'est requise que si le vendeur l'a exigé dans le cahier des charges.

c) Autres dispositions légales

Art. 33 ¹ Les dispositions légales concernant certaines espèces de ventes aux enchères demeurent réservées.

d) Vente des biens d'un failli

² Le notaire ne peut procéder à une vente aux enchères des biens d'un failli que s'il a été chargé de l'administration de la faillite par l'assemblée des créanciers. Dans tous les autres cas prévus par la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite⁵⁾, c'est le préposé à l'Office des poursuites et faillites qui doit faire la vente.⁴⁾

SECTION 4 : De la teneur et de la forme de l'acte notarié

Teneur de l'acte

Art. 34 ¹ L'acte notarié doit contenir :

1. les nom et prénoms du notaire qui le reçoit, ainsi que le lieu de son étude;
2. les noms, prénoms, profession, lieu d'origine et demeure des parties, ainsi que de leurs représentants, curateurs et mandataires, avec mention des faits et des pièces servant à établir la qualité de ces derniers;
3. la constatation de l'identité des personnes mentionnées sous chiffre 2 du présent article et, le cas échéant, les noms, prénoms, professions et demeures des témoins certificateurs;
4. les noms, prénoms, professions et demeures des témoins instrumentaires, s'il en a été appelé, ainsi qu'une mention attestant qu'ils possèdent les qualités exigées par la loi;
5. l'énoncé de l'objet de l'acte, dans les formes prescrites par les lois;

6. la mention de l'accomplissement des formalités prescrites pour dresser l'acte;
7. les noms, prénoms et demeures des interprètes et experts, s'il en a été appelé, ainsi que le mode de leur coopération;
8. les lieu et date exacts de la réception de l'acte;
9. les signatures du notaire et de toutes autres personnes qui ont concouru à l'acte.

² Les formalités particulières requises pour certains actes et certaines opérations sont réservées.

³ La forme des actes de protêt est réglée par la législation fédérale.

Annexes

Art. 35 Les actes d'autorisation, procurations et autres pièces de légitimation doivent, en original ou en copie vidimée, être annexés à la minute de l'acte, et mention en sera faite par le notaire sur chaque pièce.

Forme extérieure

Art. 36 ¹ Les actes notariés seront écrits en un seul et même contexte, lisiblement, sans abréviation, blanc, lacune, ni intervalle. Les mots qui devront être rayés le seront de manière à rester lisibles; le nombre en sera constaté par le notaire en marge de l'acte.

² Il n'y aura aucune rature dans le corps de l'acte.

³ Les changements et additions seront faits soit en marge, soit dans le corps ou à la fin de l'acte et expressément approuvés tant par le notaire que par les autres personnes qui ont concouru à l'acte. Les additions et intercalations non approuvées sont nulles.

Dispositions spéciales

Art. 37 ¹ Pour l'énonciation de sommes, mesures et poids, le notaire emploiera les dénominations prescrites par les lois en vigueur.

² Les actes doivent énoncer leur date et les sommes totales en toutes lettres et en chiffres.

³ Le Gouvernement pourra édicter par voie d'ordonnance des prescriptions concernant le papier dont on devra se servir pour les actes, l'écriture à employer, etc.

SECTION 5 : Des minutes et des expéditions

Garde de la
minute

Art. 38 ¹ L'original constatant la réception de l'acte, et sur lequel les comparants et le notaire ont apposé leur signature, est la minute. Il reste en la garde du notaire avec les originaux ou des copies vidimées des pièces produites pour dresser l'acte, telles que procurations, actes d'autorisation, etc.

² Il est fait exception à cette règle pour les attestations notariées apposées sur des actes déjà existants, telles que les légalisations de signatures, les vidimations de copies, les attestations concernant le transfert de créances, etc., ainsi que pour certains cas particuliers, qui seront déterminés par un décret du Parlement.

³ L'original de ces actes accessoires est remis aux parties.

⁴ Les dispositions contraires des lois civiles sont réservées (art. 41 de la loi).

Numéros d'ordre

Art. 39 ¹ Toute minute restant en la garde du notaire portera un numéro d'ordre. Le numéro sera répété sur toutes les pièces à garder avec la minute et sur chaque expédition. Il n'y aura qu'une seule série de numéros.

² Les actes de dernière volonté seront numérotés, répertoriés et gardés à part.

Dessaisissement
de minutes

Art. 40 ¹ Sauf les exceptions prévues par les lois, les notaires ne peuvent se dessaisir des minutes dont ils ont la garde, à moins qu'un jugement ne l'ait ordonné ou qu'ils n'y soient obligés par l'ordre d'une autorité administrative ou judiciaire compétente.

² Avant de se dessaisir d'une minute, le notaire en dressera une copie, qu'il certifiera conforme; cette copie restera substituée à la minute, dont elle tient lieu jusqu'à la réintégration de celle-ci.

³ La minute de dispositions de dernière volonté peut toujours être réclamée au notaire par le testateur, soit pour la supprimer, soit à toute autre fin. Le dessaisissement fait alors l'objet d'un procès-verbal, qui est mis par le notaire au rang de ses minutes.

Communication
des minutes

Art. 41 Sans une ordonnance de l'autorité compétente, le notaire ne peut permettre de prendre connaissance de ses minutes qu'aux personnes directement intéressées, à leurs héritiers et à leurs ayants cause.

Expéditions
a) Droit d'en
délivrer

Art. 42 ¹ Aussi longtemps que le notaire doit garder les minutes, il a seul le droit d'en délivrer des expéditions aux parties (art. 42 de la loi) et de faire les copies destinées à servir de pièces justificatives des inscriptions au registre foncier.

² Les expéditions de minutes déposées au bureau du registre foncier conformément à l'article 13 de la loi sont délivrées par un notaire que le Département désigne parmi les notaires pratiquants du district. Il en sera de même en cas de suspension du notaire qui a reçu l'acte.

³ Dans tous les cas, le notaire doit faire mention, sur la minute, du nombre et de la date des expéditions, ainsi que des personnes auxquelles elles ont été délivrées.

b) Teneur des
expéditions

Art. 43 ¹ Les expéditions consistent dans la reproduction littérale des minutes avec les mentions prescrites par la loi.

² Les changements, rectifications et additions qui ont été faits sur la minute avec les formalités requises peuvent être inscrits à leur place dans le contexte de l'expédition. A la suite de l'expédition de l'acte seront reproduites en entier ou en extrait les pièces qui doivent rester annexées à la minute conformément à l'article 35 du présent décret.

c) Expéditions
partielles

Art. 44 ¹ Quand un acte renferme plusieurs clauses distinctes pour différentes personnes, l'expédition peut être partielle de manière à ne contenir que les clauses qui intéressent la partie à laquelle l'expédition doit être remise.

² En pareil cas, mention sera faite de cette circonstance tant sur l'expédition que sur la minute même.

d) Forme

Art. 45 Seront spécialement mentionnés sur l'expédition :

1. le numéro d'ordre de la minute;
2. la qualité de première, seconde ou ultérieure expédition;
3. la partie à laquelle elle est délivrée et la qualité de cette partie pour la requérir;
4. la conformité avec la minute, certifiée par la signature et le sceau du notaire.

e) Mise par écrit

Art. 46 L'expédition peut être écrite par une tierce personne, mais elle sera collationnée avec la minute par le notaire lui-même.

f) Nombre des expéditions

Art. 47 ¹ Toute personne ayant concouru à l'acte comme partie a le droit d'en requérir une expédition.

² Si l'acte prévoit la division d'une créance en plusieurs parts, il peut être convenu qu'une expédition sera délivrée pour chaque part.

³ Le notaire ne peut délivrer d'autres expéditions qu'en conformité des dispositions qui suivent.

g) Renouvellement d'une expédition

Art. 48 A la demande d'une partie, le notaire peut lui délivrer une nouvelle expédition, si celle qui lui avait été remise est devenue illisible. Mention sera faite de la délivrance de la nouvelle expédition tant sur l'une et l'autre des expéditions que sur la minute, et la première expédition sera annexée à celle-ci. Sont réservées, à l'égard des titres hypothécaires, les dispositions des lois civiles.

h) Duplicata

Art. 49 Quand un acte est le titre d'une créance qui, postérieurement à la délivrance de l'expédition, se trouve dévolue, par un partage ou autrement, à plusieurs créanciers, le Département peut, après examen et sous des conditions qu'il fixe, autoriser le notaire à confectionner autant de duplicata qu'il y a de créanciers. Il sera fait mention, sur tout duplicata, du nom du créancier auquel la pièce appartient, ainsi que du montant de sa créance. Mention sera également faite par le notaire, sur la première expédition et sur la minute, de toutes les nouvelles expéditions et de l'annulation de la première. Celle-ci sera annexée à la minute.

i) Seconde expédition

Art. 50 ¹ Quand une partie a besoin d'une seconde expédition, le Département peut, à la réquisition de cette partie, en autoriser la délivrance, s'il est hors de doute qu'on n'en peut faire abus et si tous les contractants y consentent.

² Il sera fait mention, sur la première expédition, si elle existe encore, et sur la minute, de la délivrance de la seconde expédition.

j) Délais

Art. 51 ¹ La première expédition est remise aux parties dans les trente jours de la réception de l'acte, à moins que le notaire n'ait obtenu des parties un plus long délai.

² Sont réservées les dispositions spéciales concernant la remise des expéditions au conservateur du registre foncier.

Expéditions et
légalisations
électroniques

Art. 51a¹⁰⁾ Le Gouvernement peut autoriser les notaires à établir des expéditions électroniques des actes authentiques qu'ils ont dressés et à légaliser de manière électronique des signatures et des copies. Il en règle les modalités.

SECTION 6 : De la garde des actes et des répertoires

Garde des
minutes et
annexes

Art. 52¹ Le notaire est tenu de conserver avec soin et en lieu sûr ses minutes et toutes les pièces qui lui ont été remises par les parties.

² Le mode de conservation est réglé par une ordonnance du Gouvernement.

Répertoires

Art. 53¹ Tous les actes reçus par les notaires seront répertoriés chronologiquement et suivant une seule série de numéros, dans les registres à ce destinés.

² Les registres nécessaires, confectionnés d'après un modèle uniforme, seront fournis au notaire, au prix de revient, par la Chancellerie d'Etat.

³ Les notaires sont autorisés à tenir les répertoires sur un support informatique agréé par le Département.⁷⁾

⁴ Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, l'établissement et la tenue des répertoires; il règle en particulier le traitement, la sécurité et la conservation des données sauvegardées sur un support informatique qui sert de répertoire notarial.⁸⁾

CHAPITRE III : Disposition finale

Entrée en
vigueur

Art. 54 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur⁶⁾ du présent décret.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) RSJU 101
- 2) RSJU 189.11
- 3) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111)
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000
- 5) RS 281.1
- 6) 1^{er} janvier 1979
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 8) Introduit par le ch. I du décret du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. XIII de la loi du 1^{er} septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010
- 10) Introduit par le ch. IV de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2012

Ordonnance sur le stage et les examens de notaire

du 22 décembre 1981

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 6, alinéa 2, de la loi du 9 novembre 1978 sur le notariat¹⁾,

arrête :

SECTION 1 : Stage

Admission au
stage

Article premier ¹ Le candidat qui réunit les conditions prévues à l'article 5 de la loi sur le notariat¹⁾ et qui est en possession d'une licence ou d'une maîtrise en droit décernée par une université suisse, doit, avant de commencer son stage, présenter une requête au Tribunal cantonal avec toutes les pièces à l'appui. Ce dernier délivre l'autorisation de commencer le stage.⁶⁾

² Le Tribunal cantonal dresse le Tableau des stagiaires et le tient à jour.

Durée

Art. 2 ¹ La durée minimale du stage est de deux ans et demi. Le stage devra être accompli au plus tard à fin mars pour la session d'examens de printemps et à fin octobre pour la session d'examens d'automne.

² Le stage est effectué durant dix-huit mois au moins dans l'étude d'un notaire pratiquant dans le Canton et six mois auprès d'un tribunal jurassien, le reste pouvant être accompli dans un registre foncier.

³ Les titulaires d'un brevet d'avocat jurassien doivent effectuer un stage minimum de deux ans, dont un an et demi au moins dans une étude de notaire, le reste pouvant être accompli dans un registre foncier.

Conditions et
étendue

Art. 3 ¹ Le notaire stagiaire effectue le stage prévu sous la surveillance et la responsabilité de son maître de stage; il travaille régulièrement et exclusivement à l'étude du notaire responsable du stagiaire et rédige notamment des actes notariés.

² Le notaire stagiaire, titulaire d'un brevet d'avocat, ne peut pas plaider.

³ Les us et coutumes des notaires s'appliquent également aux notaires stagiaires.

⁴ Le maître de stage veille à la formation complète du notaire stagiaire.

Certificat de stage

Art. 4 L'accomplissement du stage est constaté par des certificats délivrés par le maître de stage, le service judiciaire ou administratif auprès desquels le stagiaire a travaillé.

SECTION 2 : Examens

Commission des examens

Art. 5 ¹ Une commission des examens est nommée par le Tribunal cantonal pour la durée de la législature.^{[7](#)}

² Elle se compose d'un membre au moins du Tribunal cantonal, du président du Conseil du notariat, d'un représentant de la Division de justice proposé par le Gouvernement, de trois notaires pratiquants, d'un autre membre et de deux suppléants choisis parmi les magistrats de l'ordre judiciaire, les avocats et notaires pratiquant dans le Canton.

³ Le Tribunal cantonal peut en outre faire appel à des suppléants extraordinaires, notamment à des professeurs d'université.

⁴ Le président de la commission attribue les branches aux examinateurs après les avoir consultés.

⁵ La commission s'organise elle-même.

Désistement

Art. 6 ¹ L'examineur est tenu de se désister dans les cas de récusation prévus par le Code de procédure administrative^{[8](#)}.^{[7](#)}

² Il en va de même lorsque le candidat a accompli une partie de son stage à l'étude de l'examineur.

³ La commission statue en cas de litige.

Sessions des examens

Art. 7 ¹ La commission tient en principe chaque année deux sessions des examens, l'une au printemps et l'autre en automne.

² Chaque session est annoncée officiellement à deux reprises dans le Journal officiel, six semaines au moins à l'avance.

Procédure	Art. 8 La commission se réunit en séance plénière, à huis clos, pour statuer sur les résultats d'ensemble.										
Demande d'admission aux examens	<p>Art. 9 ¹ Les demandes d'admission sont adressées par écrit au Tribunal cantonal, avec pièces à l'appui, trois semaines au moins avant l'ouverture de la session.</p> <p>² Un émolument de 100 francs doit être versé au greffe du Tribunal cantonal préalablement au premier examen. L'émolument à verser préalablement au deuxième examen est de 200 francs.</p>										
Nature des examens	<p>Art. 10 ¹ Les examens de notaire comprennent des épreuves écrites et orales.</p> <p>² Ils portent sur les connaissances théoriques et pratiques des candidats.</p> <p>³ La première partie des examens peut être subie après six mois de stage. La deuxième partie se déroule après la fin du stage. Pour se présenter à la deuxième partie, les candidats justifient, par écrit, de connaissances suffisantes en comptabilité commerciale.</p>										
Première partie des examens	<p>Art. 11 ¹ La première partie des examens a pour objet :</p> <p>Epreuves écrites :</p> <p>Rédaction d'une consultation, d'un avis de droit, d'un jugement ou d'une pièce de procédure en matière pénale, administrative ou civile.</p> <p>Epreuves orales :</p> <p>Les épreuves orales portent sur les branches suivantes :</p> <table> <tr> <th></th><th>Durée de l'interrogation</th></tr> <tr> <td>1. organisation judiciaire, procédure civile, poursuite pour dettes et la faillite</td><td>25 min.</td></tr> <tr> <td>2. droit administratif jurassien (chapitres choisis)</td><td>25 min.</td></tr> <tr> <td>3. droit pénal spécial et procédure pénale</td><td>25 min.</td></tr> <tr> <td>4. procédure administrative et droit constitutionnel jurassien</td><td>20 min.</td></tr> </table>		Durée de l'interrogation	1. organisation judiciaire, procédure civile, poursuite pour dettes et la faillite	25 min.	2. droit administratif jurassien (chapitres choisis)	25 min.	3. droit pénal spécial et procédure pénale	25 min.	4. procédure administrative et droit constitutionnel jurassien	20 min.
	Durée de l'interrogation										
1. organisation judiciaire, procédure civile, poursuite pour dettes et la faillite	25 min.										
2. droit administratif jurassien (chapitres choisis)	25 min.										
3. droit pénal spécial et procédure pénale	25 min.										
4. procédure administrative et droit constitutionnel jurassien	20 min.										

Les candidats au notariat qui sont déjà titulaires d'un brevet d'avocat jurassien sont d'office dispensés de la première partie des examens. Les titulaires d'un autre brevet d'avocat suisse sont dispensés des épreuves écrites ainsi que des épreuves orales mentionnées aux chiffres 1 et 3 ci-dessus.

Deuxième partie
des examens

Art. 12 La deuxième partie des examens a pour objet :

Epreuves écrites :

Rédaction de deux actes notariés.

Epreuves orales :

Les épreuves orales portent sur les branches suivantes :

		Durée de l'interrogation
1. ⁹⁾	droit de la famille (effets généraux du mariage, régime matrimoniaux, protection de l'enfant et de l'adulte)	20 min.
2.	droit des successions et droit international privé (régimes matrimoniaux et successions)	25 min.
3.	droit réels (propriété foncière, servitudes et charges foncières, gages immobiliers et mobiliers)	20 min.
4.	droit des obligations, partie spéciale (vente, échange, donation, bail, prêt, mandat, cautionnement, rente viagère, contrat d'entretien viager)	20 min.
5.	droit commercial et droit de change	25 min.
6.	droit fiscal jurassien	20 min.
7.	législation sur le notariat, y compris la législation sur le registre foncier et les us et coutumes	30 min.

Publicité et durée
des épreuves

Art. 13 ¹ Les examens oraux sont publics. Les travaux écrits se font sous surveillance.

² Chaque épreuve écrite dure six heures.

Notes

Art. 14 ¹ Les notes des candidats sont fixées par la commission, sur la proposition de l'examineur, selon les points d'appréciation de 6 à 1, les fractions inférieures ou supérieures à 1/2 n'étant pas admises.

² Les notes des examens écrits comptent double.

³ La session des examens est réussie si la moyenne des notes atteint 4 et si aucune note inférieure à 2 n'a été attribuée.

⁴ Le candidat qui n'a pas obtenu à l'épreuve écrite du premier examen la note 3 au moins ne peut se présenter aux épreuves orales. Il est réputé avoir échoué.³⁾

⁵ Le candidat qui n'a pas obtenu aux épreuves écrites du deuxième examen une moyenne de 4 ou dont une épreuve a été appréciée par une note inférieure à 2 ne peut se présenter aux épreuves orales. Il est réputé avoir échoué.⁴⁾

Echec

Art. 15 ¹ Le candidat qui n'est pas reçu peut se présenter à nouveau à la session suivante.

² Au troisième échec, le candidat est définitivement éliminé.

Certificat des examens

Art. 16 ¹ La commission des examens délivre au candidat un certificat mentionnant la note obtenue pour chaque épreuve.

² Le résultat de l'examen est consigné dans un procès-verbal qui est conservé par le Tribunal cantonal.

Prolongation du stage

Art. 17 Il est loisible à la commission des examens d'ordonner une prolongation du stage pratique d'au maximum un an si le résultat de l'examen fait apparaître cette mesure comme nécessaire.

Délivrance du brevet

Art. 18 ¹ La commission des examens communique les résultats des candidats au Département de la Justice et de l'Intérieur, à l'intention du Gouvernement.

² Le Gouvernement délivre le brevet au candidat qui a subi les examens avec succès, contre paiement d'un émolument de 300 francs.

SECTION 3 : Dispositions transitoires et finales

Clause
abrogatoire

Art. 19 L'ordonnance du 6 mars 1979 sur le stage et les examens de notaire est abrogée.

Dispositions
transitoires

Art. 20 ¹ Les candidats réunissant les conditions de l'article 2 ci-dessus et qui étaient en période de stage au 1^{er} janvier 1979 seront admis à se présenter aux examens de notaire dans le Canton s'ils remplissent les conditions du règlement bernois sur les examens de notaire du 16 septembre 1958.

² L'examen devra être subi dans les cinq ans dès le 1^{er} janvier 1979 et portera sur les matières prévues à l'article 14 du règlement bernois sur les examens de notaire du 16 septembre 1958. Tout ce qui est droit cantonal concerne le droit jurassien.

Entrée en
vigueur

Art. 21 La présente ordonnance entrera en vigueur dès sa publication au Journal officiel⁵⁾.

Delémont, le 22 décembre 1981

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Mertenat
Le chancelier : Joseph Boinay

- 1) RSJU 189.11
- 2) RSJU 173.11
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 avril 1984, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1984
- 4) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 3 avril 1984, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1984
- 5) 20 janvier 1982
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 24 octobre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2006
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 22 février 2011
- 8) RSJU 175.1
- 9) Nouvelle teneur selon l'article 25 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013 (RSJU 213.11)

Loi sur les communes

du 9 novembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale¹⁾,

vu les articles 110 à 120 de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

TITRE PREMIER : Dispositions générales

A. Champ
d'application de
la loi

Article premier ¹ Sont soumis à la présente loi :

- a) les communes municipales;
- b) les communes bourgeoises;
- c) les communes mixtes;
- d) les sections de communes;
- e) les syndicats de communes.

Ces collectivités sont des corporations de droit public au sens des articles 52, alinéa 2, et 59, alinéa 1, du Code civil suisse²⁾.

² Les communes et communautés d'usagers, auxquelles compètent depuis un temps immémorial des droits sur des biens-fonds, sont des corporations de droit privé au sens de l'article 21 de la loi d'introduction du Code civil suisse³⁾. Si elles accomplissent des services municipaux permanents, elles sont, comme les communes, soumises à la présente loi et à ses dispositions d'exécution en ce qui concerne l'accomplissement de ces services, la reddition et l'apurement de leurs comptes, ainsi que les actes de disposition touchant leurs biens.

³ Les arrondissements de digues indépendants sont soumis à la présente loi, pour autant que ni leur règlement, ni la législation sur la police des constructions hydrauliques ne contiennent de dispositions contraires.

B. Autonomie

Art. 2 ¹ Dans les limites des dispositions légales de la Confédération et du Canton, les communes peuvent établir leurs propres règlements et s'administrer elles-mêmes.

² Leurs biens sont garantis comme propriété privée. Elles en ont seules l'administration.

³ La haute surveillance de l'Etat demeure réservée.

C. Services communaux

Art. 3 Peuvent constituer des attributions communales toutes les activités servant au bien public et ne rentrant pas exclusivement dans la compétence de la Confédération ou du Canton.

D. Actes législatifs communaux
1. Règlements

Art. 4 Les communes établissent les règlements nécessaires à leur organisation et à l'exercice de leurs attributions.

2. Dispositions d'exécution

Art. 5 ¹ Les règlements acceptés par le corps électoral peuvent attribuer au conseil général ou au conseil communal la compétence d'établir des dispositions complémentaires.

² Cette compétence peut également être attribuée au conseil communal dans les règlements établis par le conseil général.

³ Dans les deux cas, les dispositions de base concernant l'objet en question doivent être contenues dans le règlement.

3. Dispositions pénales
a) Peines et droit applicable²³⁾

Art. 6 ¹ Les communes peuvent, dans leurs règlements et dispositions d'exécution, prévoir des amendes pour en assurer l'application, pour autant que ne soient pas applicables des dispositions pénales fédérales ou cantonales.

² Sous réserve de dispositions contraires d'autres lois, le montant maximum de l'amende est de 5 000 francs pour l'infraction aux règlements soumis au corps électoral et de 1 000 francs s'il s'agit de règlements établis par une autorité communale ou de dispositions d'exécution.¹⁸⁾

³ Au surplus, les dispositions générales du Code pénal suisse¹³⁾ sont applicables par analogie aux faits déclarés punissables par les règlements communaux. Sauf disposition contraire, les infractions sont punissables même si elles ont été commises par négligence.²⁴⁾

b) Application

Art. 7 ¹ Les amendes sont prononcées par les organes communaux que désignent les règlements.

² Si le prévenu forme opposition à l'ordonnance de condamnation dans les 30 jours dès la notification de celle-ci, l'autorité communale transmet le dossier au procureur général. ⁽¹⁸⁾⁽²³⁾

³ Le montant de l'amende est acquis à la caisse communale.

E. Organes

Art. 8 ¹ On entend par organes communaux l'ensemble du corps électoral statuant en assemblée communale ou par voie de scrutin, les autorités communales et les fonctionnaires qui ont qualité pour prendre des décisions de caractère obligatoire.

² Demeurent réservées les prescriptions applicables aux syndicats de communes.

F. Eligibilité
1. Selon la loi

Art. 9 ¹ La loi sur les droits politiques ⁽⁴⁾ (art. 6) établit les règles d'éligibilité.

² Si la commune exerce des attributions assumées également dans l'intérêt d'autres communes, elle peut élire aussi des ayants droit au vote de ces communes comme membres de la commission permanente instituée à cet effet.

2. Selon les
dispositions
communales

Art. 10 ⁽²¹⁾ ¹ Le règlement communal peut limiter la rééligibilité des membres d'autorités communales. La durée de non-éligibilité ne peut toutefois pas excéder une période de fonction.

² Il peut introduire une limite d'âge pour les fonctionnaires.

G. Incompatibilité
1. En raison de
la fonction

Art. 11 ¹ Sont incompatibles avec la qualité de membre d'une autorité communale :

1. les fonctions de membre du Gouvernement et de juge permanent;
2. la qualité de fonctionnaire communal à plein emploi immédiatement subordonné à cette autorité.

^{1bis} Les fonctions de maire, de conseiller communal, de président et de vice-président de l'assemblée communale sont incompatibles. ⁽⁵⁾

² Les communes peuvent, dans leurs règlements, étendre l'incompatibilité à d'autres fonctions communales. ⁽⁶⁾

2. En raison de la parenté
a) Réglementation légale

Art. 12 ¹ Ne peuvent faire partie ensemble d'une autorité communale :

1. les parents du sang et alliés en ligne directe;
2. les frères ou sœurs, germains, utérins ou consanguins;
3. ²²⁾ les époux, les partenaires enregistrés, les alliés en ligne collatérale au 2^e degré, ainsi que les conjoints ou les partenaires enregistrés de frères ou sœurs.

² Les personnes ainsi apparentées ne peuvent pas non plus occuper des emplois communaux dont l'un est immédiatement subordonné à l'autre.

³ L'exclusion pour cause d'alliance ne cesse pas du fait de la dissolution du mariage ou du partenariat enregistré. ²²⁾

b) Exceptions

Art. 13 Le Service des communes peut, pour de justes motifs, autoriser des exceptions à la règle posée à l'article 12, alinéas 1 et 2.

c) Dispositions communales dérogatoires

Art. 14 ¹ Le règlement communal peut étendre jusqu'au 4^e degré l'exclusion pour cause de parenté du sang ou d'alliance dans la ligne collatérale.

² Il peut restreindre ou supprimer intégralement cette exclusion en ce qui concerne le conseil général.

3. Options

Art. 15 ¹ En cas d'incompatibilités, un délai d'option est imparti par le Service des communes. A défaut d'option dans ce délai, le sort décide.

^{1 bis} En cas d'élection simultanée de personnes qui s'excluent en vertu de l'article 11, est réputée élue, faut d'un désistement volontaire, celle qui a obtenu le plus grand nombre de voix, pour autant que l'élection ait eu lieu selon le même système. En cas d'égalité, le Service des communes procède à un tirage au sort auquel les intéressés sont invités. ⁵⁾

² Lorsqu'un nouvel élu se trouve, à l'égard d'une personne déjà en fonctions, dans un rapport de parenté entraînant l'incompatibilité au sens de l'article 12 de la présente loi ou selon le règlement communal, son élection est nulle si cette personne ne se retire pas.

^{2bis} Dans les cas visés aux alinéas ^{1 bis} et 2 ci-dessus, la fonction de maire l'emporte sur celle de conseiller communal. ⁵⁾

4. Procédure **Art. 16** ¹ Il est possible en tout temps de signaler au Service des communes une violation des articles 11, 12 ou 14 de la présente loi.
- ² Le Service des communes annule d'office l'élection faite en violation de ces dispositions légales.
- ³ Sa décision peut, dans les dix jours, faire l'objet d'un recours à la Cour administrative de la part de toute personne ayant le droit de vote dans la commune.
5. Validation **Art. 17** Si le délai de recours fixé à l'article 60 n'est pas utilisé, les actes accomplis par une personne inéligible sont réputés valides.
- H. Procédure d'élection **Art. 18** Sous réserve de la loi sur les droits politiques⁴⁾ et de l'article 83 de la présente loi, le règlement communal fixe la procédure applicable à l'élection des autorités et des fonctionnaires.
- I. Fonctions obligatoires
1. Principe **Art. 19**¹⁸⁾ ¹ Tout candidat officiel qui est élu à la présidence ou à la vice-présidence de l'assemblée communale, dans une autorité communale ou en qualité de fonctionnaire de la commune, est tenu de remplir ces fonctions pendant deux ans s'il s'agit d'un poste accessoire et qu'il n'existe pas de motif d'excuse au sens de l'article 20, alinéa 1 ou 2.
- ² Une personne élue à une fonction communale sans avoir été candidate officielle n'est pas tenue d'accepter son élection.
2. Motifs d'excuse **Art. 20** ¹ Les motifs d'excuse sont :
- a) le fait d'occuper un poste de procureur;
 - b) l'âge de soixante ans révolus;
 - c) la maladie ou d'autres circonstances qui empêchent l'élu d'exercer ses fonctions.
- ² Le règlement communal peut prévoir encore d'autres motifs d'excuse.
- ³ Le conseil communal peut, même en l'absence de motifs légaux ou réglementaires, faire droit à une demande d'excuse si d'autres raisons importantes l'exigent.

3. Procédure applicable

Art. 21 ¹ La demande d'excuse doit être adressée au conseil communal par écrit dans les dix jours dès réception de l'avis d'élection ou, par la suite, dès le moment où est apparu le motif d'excuse.

² Les articles 56 à 64 sont applicables. Le délai de recours est de trente jours.

4. Conséquences de l'inobservation du rejet de la demande de dispense

Art. 22 ¹ Quiconque, sans dispense, refuse de remplir la fonction de membre d'une autorité communale ou la charge à laquelle il a été appelé, est frappé d'une amende disciplinaire de 100 à 1 000 francs par décision du Service des communes. L'amende peut être réduite si l'intéressé revient sur son refus.

² L'intéressé peut, dans les trente jours, recourir contre la décision du Service des communes auprès de la Cour administrative.

5. Démission après deux ans de fonctions

Art. 23 ¹ Celui qui, pendant deux ans, a fait partie d'une autorité communale ou a revêtu une charge communale peut résigner ses fonctions et déclinier, pendant les deux années qui suivent, toute réélection au même poste.

² La démission doit être présentée trois mois à l'avance au moins. Le conseil communal peut l'accepter avec un délai plus bref s'il n'en résulte pas de préjudice pour la commune.

J. Promesse solennelle

Art. 24 ¹ Sont tenus, avant leur entrée en fonctions, de faire la promesse solennelle devant le chef du département auquel est rattaché le Service des communes² :

- a) le président et le vice-président de l'assemblée communale;
- b) les membres du conseil général et ceux du conseil communal;
- c) dans les communes municipales et mixtes le secrétaire communal, dans les autres communes le fonctionnaire occupant le poste correspondant;
- d) les caissiers communaux (administrateurs des finances);
- e) les autres membres d'autorités et fonctionnaires qui sont tenus de faire la promesse solennelle en vertu d'autres lois ou du règlement communal.

² La promesse solennelle n'est pas nécessaire en cas de réélection.

K. Obligation de se retirer
1. Motifs

Art. 25 ¹ Les participants à l'assemblée communale, les membres d'autorités communales et les fonctionnaires communaux ont l'obligation de se retirer lorsqu'il s'agit de traiter des objets qui touchent directement à leurs droits personnels ou à leurs intérêts matériels ou à ceux de personnes qui leur sont parentes au degré prévu à l'article 12, alinéa 1.

² Ont également l'obligation de se retirer les représentants légaux, statutaires ou contractuels des personnes intéressées, ainsi que les notaires chargés de s'occuper de l'affaire.

³ Les personnes qui ont l'obligation de se retirer peuvent, sur décision de l'assemblée communale ou de l'autorité communale, être appelées à fournir des renseignements.

⁴ Il n'y a pas d'obligation de se retirer s'il s'agit d'une votation ou élection par voie de scrutin; dans le cas d'autres élections, l'obligation n'existe que si le règlement communal le prescrit.

2. Conséquences de la violation de l'obligation

Art. 26 ¹ Une décision prise en violation de l'obligation de se retirer doit être annulée sur recours par le juge administratif lorsque la présence des personnes qui avaient l'obligation de se retirer a pu l'influencer d'une manière décisive.^{[18\)](#)}

² Les articles 61 et 62 de la présente loi sont applicables par analogie.

L. Administration des biens communaux
1. En général

Art. 27 ¹ Sous réserve de l'article 28, les biens communaux sont destinés à subvenir aux besoins publics des communes.

² Ils doivent être gérés d'une manière telle qu'ils ne courent aucun risque et, pour autant que leur destination le permet, qu'ils fournissent un rendement convenable.

2. Biens à destination déterminée

Art. 28 Les biens communaux dont la destination est fixée dans un acte constitutif (donation, institution d'héritier, legs et autres) doivent être utilisés selon la volonté de l'auteur de l'acte. Les principes fixés à l'article 86 du Code civil suisse^{[2\)](#)} s'appliquent à la modification de la destination des biens.

3. Droits des tiers

Art. 29 ¹ Les droits de jouissance et autres que des tiers ont sur les biens communaux demeurent réservés.

² La suppression de ces droits par voie de contrat ou d'acte de classification nécessite l'approbation du Service des communes, sauf disposition contraire de la loi.

4. Comptabilité

Art. 30 ¹ Les communes tiennent une comptabilité de leurs biens, ainsi que des recettes et dépenses de leur administration courante.

² Le compte doit être bouclé chaque année et présenté pour approbation à l'organe communal compétent. Le règlement communal peut, avec le consentement du Service des communes, prescrire que la reddition du compte ait lieu tous les deux ans.

³ Pour le surplus, la gestion financière des communes est réglée par un décret du Parlement. [19\)](#)

5. Mesures en cas de retard

Art. 31 ¹ Si le receveur est en retard dans la reddition des comptes, le conseil communal, après sommation demeurée sans effet, en informe le Service des communes. Celui-ci recherche aussitôt les raisons du retard et, au besoin, il renseigne le département auquel il est rattaché.

² Il est procédé de la même manière lorsque des membres d'autorités communales ou des fonctionnaires communaux ne remettent pas à première réquisition les fonds ou autres valeurs de la commune à eux confiés ou qu'ils ne justifient pas immédiatement de leur utilisation conforme au mandat reçu.

³ S'il y a soupçon qu'un acte punissable a été commis, le Ministère public doit également être informé. [30\)](#)

M. Procès-verbal

Art. 32 ¹ Les délibérations des organes communaux sont consignées dans un procès-verbal.

² Celui-ci doit en tout cas mentionner le nombre des personnes présentes, ainsi que toutes les propositions présentées et les décisions prises. Le procès-verbal des séances des autorités communales doit en outre indiquer quels membres étaient présents.

³ Les procès-verbaux des séances de l'organe supérieur de la commune et du conseil général doivent être tenus à la disposition des ayants droit au vote, qui peuvent les consulter.

N. Obligation des membres d'autorités et fonctionnaires

Art. 33 ¹ Les membres des autorités communales et les personnes liées à la commune par un rapport de service sont tenus d'accomplir consciencieusement et soigneusement les devoirs de leur charge et de se montrer dignes de leurs fonctions par leur attitude.

² Ils sont tenus à la discrétion à l'égard des tiers en ce qui concerne les affaires qui parviennent à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions et qui, par leur nature ou en vertu de prescriptions spéciales, doivent être tenues secrètes. Cette obligation subsiste même après dissolution du rapport de service.

O. Responsabilité disciplinaire
1. Mesures

Art. 34¹⁸⁾ ¹ Les membres d'autorités et les fonctionnaires communaux qui manquent à leurs devoirs, intentionnellement ou par négligence, sont passibles d'une sanction disciplinaire.

² A défaut de dispositions communales particulières, les sanctions disciplinaires sont les suivantes :

- a) le blâme;
- b) l'amende jusqu'à 1 000 francs;
- c) la suppression des augmentations ordinaires de traitement;
- d) le déplacement disciplinaire ou le transfert dans une classe inférieure de traitement;
- e) la mise au provisoire;
- f) la suspension, avec suppression partielle ou totale du traitement pour six mois au plus;
- g) la révocation.

³ Les sanctions disciplinaires sont prononcées par le conseil communal, sous réserve de l'alinéa 5. Dans des cas de peu de gravité, il peut se contenter de conseils, de consignes ou d'un avertissement.

⁴ Le département auquel est rattaché le Service des communes peut infliger une sanction disciplinaire aux membres d'autorités et aux fonctionnaires, mais également aux membres du conseil général ou du conseil communal lorsque l'administration régulière de la commune est troublée ou sérieusement compromise par de graves violations des devoirs de fonction et que l'autorité communale à laquelle le ou les fautifs sont subordonnés n'intervient pas d'une manière efficace. L'alinéa 5 demeure réservé.

⁵ La Chambre administrative du Tribunal cantonal statue sur les requêtes tendant à la révocation.

⁶ La mise au provisoire, la suspension disciplinaire et la révocation ne peuvent être prononcées que si l'intéressé s'est rendu coupable d'infractions graves ou répétées aux devoirs de service.

⁷ A défaut de dispositions communales particulières, les devoirs de service sont identiques à ceux qui incombent aux fonctionnaires cantonaux.

2. Procédure

Art. 35¹⁷⁾ ¹ L'autorité disciplinaire décide d'ouvrir une procédure disciplinaire lorsqu'elle a connaissance de faits qui font naître le soupçon d'une violation de devoirs de service ou de fonction. Elle communique l'ouverture de l'enquête à l'intéressé en désignant un ou plusieurs enquêteurs capables de conduire l'enquête de manière indépendante et objective.¹⁸⁾

² Durant l'enquête, l'intéressé a le droit d'être entendu. Le rapport d'enquête est soumis à l'intéressé qui peut discuter le résultat, consulter le dossier de l'enquête et proposer des moyens de preuve.¹⁸⁾

³ Au terme de l'enquête, l'autorité disciplinaire statue sur la base du rapport final déposé par les enquêteurs. La décision disciplinaire est sujette à recours au juge administratif dans un délai de 30 jours. La procédure d'opposition est exclue.¹⁸⁾

⁴ Pour le surplus, les dispositions régissant la procédure disciplinaire à l'égard des fonctionnaires cantonaux ainsi que les règles du Code de procédure administrative¹²⁾ sont applicables par analogie, en particulier en ce qui concerne la mesure provisionnelle de la suspension immédiate pendant la durée de l'enquête.

P. Responsabilité civile
1. Champ d'application

Art. 36 ¹ Les prescriptions relatives aux fonctionnaires contenues dans les articles 37 à 42 s'appliquent à toutes les personnes liées à la commune par un rapport de service, ainsi qu'aux membres des autorités et des commissions communales spéciales.

² Le droit fédéral est seul applicable à la responsabilité découlant de travaux de caractère industriel effectués par le personnel de la commune.³⁴⁾

2. Responsabilité de la commune à l'égard des tiers

Art. 37 ¹ La commune répond du dommage que ses fonctionnaires causent à des tiers dans l'exercice de leurs fonctions.

² La commune ne répond cependant du dommage découlant de faux renseignements que si le fonctionnaire l'a causé intentionnellement ou par une négligence grave.

³ Le tiers lésé n'a pas droit à dédommagement de la part du fonctionnaire en cause.

3. Responsabilité à l'égard de la commune

Art. 38 ¹ Le fonctionnaire communal répond envers la commune du dommage qu'il lui cause en violant les devoirs de sa charge intentionnellement ou par une négligence grave.

² Lorsque le dommage a été causé par plusieurs personnes, celles-ci en répondent solidairement si elles ont agi avec intention; en cas de négligence grave, elles en répondent en proportion de la gravité de la faute commise.

4. Fixation de l'indemnité

Art. 39 Les articles 43 à 47 du Code des obligations¹⁰⁾ s'appliquent par analogie à la fixation de l'indemnité.

5. Droit récursoire de la commune

Art. 40 ¹ Si la commune a dû verser une indemnité à un tiers lésé, elle a un droit récursoire à l'égard du fonctionnaire, si celui-ci a causé le dommage intentionnellement ou par une négligence grave.

² L'article 38, alinéa 2, s'applique par analogie au droit récursoire.

³ Dès qu'un tiers réclame une indemnité à la commune, celle-ci doit en informer le fonctionnaire contre lequel un droit récursoire entre en considération. Ce fonctionnaire a un droit d'intervention dans le litige qui oppose la commune et le tiers.

⁴ Si des membres de l'autorité administrative et exécutive ordinaire sont recherchés en justice, il appartient au corps électoral ou, dans les communes qui ont institué un conseil général, à cette autorité de désigner, en vue d'agir au nom de la commune, une commission choisie en son sein.

6. Prescription

Art. 41 ¹ L'action en réparation du dommage se prescrit par un an à compter de la découverte du fait qui lui a donné naissance, mais au plus tard par dix ans dès le jour où le fait dommageable s'est produit.

² Lorsque l'action se fonde sur un acte punissable, elle peut encore être intentée, après que les délais fixés à l'alinéa 1 sont écoulés, aussi longtemps que l'action pénale n'est pas prescrite.

³ Le droit récursoire de la commune se prescrit par un an dès que son obligation d'indemniser a été reconnue ou fixée judiciairement, au plus tard toutefois par dix ans dès le jour où le fait dommageable s'est produit.

⁴ Les articles 135 à 142 du Code des obligations¹⁰⁾ s'appliquent par analogie.

7. Litiges

Art. 42 Les litiges découlant de la responsabilité civile des fonctionnaires sont de la compétence du juge administratif statuant sur action de droit administratif.

Q. Haute
surveillance de
l'Etat
1. Principe

Art. 43 ¹ L'administration des communes est placée sous la haute surveillance de l'Etat, exercée par le Gouvernement, ses départements et ses services.

² Les communes sont tenues de fournir à ces autorités les renseignements nécessaires et de leur présenter les dossiers voulus en vue de l'exercice efficace de leur haute surveillance.

2. Pouvoir
d'approbation
a) Objets

Art. 44 ¹ Le règlement d'organisation communal doit être approuvé par le Gouvernement.

² Doivent être soumis à l'approbation du Service des communes, à fin de validité, tous les autres règlements communaux, ainsi que les décisions des organes de la commune concernant :

- a) la conclusion d'emprunts non exclusivement destinés au remboursement ou au renouvellement de dettes d'emprunts existantes;
- b) les cautionnements et les sûretés analogues fournis par la commune, à l'exception des garanties fournies par les autorités des œuvres sociales;
- c) la participation financière à des entreprises, œuvres d'utilité publique et autres semblables, ainsi que l'octroi de prêts qui ne constituent pas des placements sûrs;
- d) la suppression de droits au sens de l'article 29.

³ Les dispositions d'exécution de règlements déjà approuvés ne nécessitent pas l'approbation de l'Etat.

⁴ Demeurent réservées les prescriptions d'actes législatifs exigeant une approbation dans d'autres cas encore.

b) Entendue de
l'examen

Art. 45 A moins que des lois spéciales n'en disposent autrement, le Service des communes se borne à examiner si le règlement qui lui est soumis est conforme à la loi et si ses dispositions n'accusent pas de contradictions les unes par rapport aux autres; en ce qui concerne les décisions de caractère financier, cette autorité examine en outre si elles sont légales et supportables pour la commune.

c) Préavis

Art. 46 ¹ Le Service des communes sollicite le préavis du Département des Finances⁷¹ pour l'approbation de décisions à caractère financier et du département dont le champ d'activité est le plus proche pour l'approbation des règlements.

² Si les départements ne peuvent s'entendre quant à la compétence, celle-ci est fixée par le Gouvernement.

d) Décision du
Gouvernement

Art. 47 Si le Service des communes refuse son approbation, la commune peut, dans les trente jours dès notification du refus, demander au Gouvernement de statuer.

3. Examen des
comptes
communaux
a) Principe

Art. 48 Tous les comptes communaux doivent être présentés au Service des communes après leur approbation par l'organe communal compétent.

b) Etendue de
l'examen

Art. 49 Le Service des communes examine si le compte qui lui est soumis répond aux exigences de forme et si son contenu est conforme aux prescriptions de l'Etat et de la commune.

c) Procédure

Art. 50 ¹ Si le compte ne donne lieu à aucune critique, le Service des communes le revêt de son visa d'apurement.

² Le Service des communes informe l'autorité communale des critiques qu'il peut avoir à formuler à propos du compte et il l'invite à se prononcer.

³ A réception de la réponse ou si le délai imparti est écoulé sans avoir été utilisé, le Service des communes consigne ses constatations dans une décision qu'il notifie par écrit à l'autorité communale. Celle-ci peut recourir contre la décision dans les trente jours dès la notification auprès du Gouvernement.

⁴ Si le compte est affecté de vices graves, le Service des communes le transmet avec son constat au département auquel il est rattaché.

Art. 51 ²⁰⁾

5. Participation
d'un délégué du
Service des
communes à des
assemblées et
séances

Art. 52 Un délégué du Service des communes assiste aux assemblées communales ou aux séances d'autorités communales sur mandat du Gouvernement ou de l'un de ses départements, ou si le conseil communal sollicite sa présence par une requête motivée.

6. Mesures en cas d'irrégularités

a) Premières mesures et enquête

Art. 53 ¹ Si le Service des communes ou un département du Gouvernement constatent que des organes communaux ont violé des prescriptions légales ou réglementaires ou qu'il règne dans une commune une situation empêchant ou compromettant une administration régulière, ils prennent immédiatement les mesures propres à assurer les moyens de preuve; ils communiquent leurs observations au département auquel est rattaché le Service des communes s'ils ne peuvent remédier eux-mêmes à l'état de choses constaté en instruisant les intéressés ou en leur donnant les avertissements voulus.

² Le département auquel est rattaché le Service des communes propose au Gouvernement les mesures provisoires qu'il y aurait lieu de prendre et charge le Service des communes, un de ses propres fonctionnaires ou une personne prise en dehors de l'administration de procéder à une enquête.

³ L'ouverture de l'enquête est portée à la connaissance du conseil communal. Celui-ci et les membres d'autorités et fonctionnaires impliqués dans l'enquête doivent avoir la possibilité de consulter le dossier, de présenter des moyens de preuve et de se prononcer sur l'affaire.

⁴ Le Service des communes établit un rapport et des propositions à la clôture de l'enquête à laquelle il a procédé.

b) Mesures du Gouvernement

Art. 54 ¹ Le Gouvernement prend les décisions qui s'imposent au vu du résultat de l'enquête. En plus des mesures mentionnées à l'article 34, alinéa 2, il peut édicter des instructions en vue de mettre fin à un état de choses illégal ou irrégulier, prononcer l'annulation de décisions et mesures prises illégalement par les organes communaux, ou prendre les mesures indispensables en lieu et place des organes communaux en faute.

² Si les irrégularités sont graves et si les organes communaux refusent obstinément ou sont incapables d'y remédier en appliquant les dispositions prises par les autorités de surveillance de l'Etat, le Gouvernement peut suspendre ces organes dans l'exercice de leurs fonctions et les remplacer par une administration extraordinaire jusqu'au moment où la situation redevient normale.

³ L'administration extraordinaire a toutes les attributions des organes communaux qu'elle remplace; elle encourt les mêmes responsabilités et elle est placée pareillement sous la haute surveillance de l'Etat.

⁴ Les décisions prises par le Gouvernement peuvent faire l'objet d'un recours à la Cour constitutionnelle dans un délai de trente jours suivant la notification de la décision attaquée.

c) Frais

Art. 55 ¹ Lorsque l'enquête ordonnée en vertu de l'article 53 révèle une situation irrégulière ou illégale, c'est en règle générale la commune qui en supporte les frais, ainsi que ceux des mesures prises en application de l'article 54.

² Si les irrégularités ont été causées par des membres d'autorités ou par des fonctionnaires, les frais peuvent être mis à leur charge totalement ou partiellement.

7. Recours en
matière
communale
a) Principe

Art. 56 ¹ Sauf exceptions statuées par la loi ou le décret, les décisions et arrêtés rendus par un organe communal, ainsi que les élections et votes auxquels il procède, peuvent être attaqués par voie de recours devant le juge administratif.

² Si les décisions ou arrêtés peuvent être attaqués devant un organe communal supérieur en vertu du règlement communal, le recours au juge administratif n'est ouvert que contre la décision de cet organe. Ces décisions ou arrêtés doivent indiquer la voie de recours.

³ Les prescriptions spéciales d'autres lois demeurent réservées.

b) Motifs de
recours

Art. 57 Si des prescriptions légales spéciales ne prévoient pas d'autres motifs de recours, le recours en matière communale ne peut être porté que si l'intéressé invoque :

- a) une violation ou une application arbitraire de dispositions du droit fédéral, cantonal ou communal, y compris l'excès du pouvoir d'appréciation ou l'abus de ce pouvoir;
- b) un constat inexact ou incomplet des faits ayant une importance en droit.

c) Qualité pour
recourir

Art. 58 ¹ A qualité pour recourir contre des décisions et arrêtés quiconque a pour le faire un intérêt propre digne de protection.

² Toute personne jouissant du droit de vote communal a par ailleurs qualité pour recourir contre des décisions et arrêtés qui touchent aux intérêts généraux de la commune, ainsi que contre les élections.

d) Représenta-
tion de la
commune

Art. 59 Lorsque le recours vise une décision ou une opération électorale des ayants droit au vote ou du conseil général, c'est le conseil communal qui représente ces organes dans la procédure à moins que, dans un cas déterminé de recours contre une décision prise par lui, le conseil général ne fixe un autre mode de représentation.

- e) Délai **Art. 60** ¹ Le recours en matière communale doit être formé dans les trente jours.
- ² Dans les cas d'élections, ainsi que dans les cas spécifiés aux articles 108 et 111 de la loi sur les droits politiques⁴⁾, le recours doit être formé dans les dix jours; on peut encore recourir dans les trois jours suivant la publication du résultat du scrutin au Journal officiel lorsqu'une telle publication est effectuée, même si le délai de dix jours susmentionné est écoulé.¹¹⁾
- ³ S'il s'agit de décisions ou d'élections auxquelles a procédé le corps électoral, le délai commence à courir le lendemain du jour de l'assemblée communale ou du scrutin, et, pour les autres décisions, arrêtés et élections, le lendemain du jour de la notification ou de la publication.¹¹⁾
- f) Recours à la Cour administrative **Art. 61** ¹ Le juge administratif statue sur les recours en matière communale sous réserve de recours à la Cour administrative.
- ² Ont qualité pour recourir le conseil communal et toute partie à laquelle cette qualité est reconnue par le Code de procédure administrative¹²⁾. Si le juge administratif a annulé une décision prise par le corps électoral, toute personne ayant le droit de vote dans la commune est en outre légitimée à recourir.
- g) Recours à la Cour constitutionnelle **Art. 62** En matière d'élections et de votes populaires, les décisions du juge administratif sont sujettes à recours auprès de la Cour constitutionnelle. La qualité pour recourir est définie par la loi sur les droits politiques.
- h) Procédure **Art. 63**¹¹⁾ Le recours prévu aux articles 61 et 62 doit être adressé à la Cour administrative ou à la Cour constitutionnelle dans les délais fixés à l'article 60, alinéas 1 et 2.
- i) Prescriptions complémentaires **Art. 64** Pour le surplus, la procédure de recours en matière communale se règle d'après les dispositions du Code de procédure administrative¹²⁾.
- R. Arbitrage **Art. 65** Les communes peuvent instituer des tribunaux arbitraux pour connaître de litiges qui les opposent les unes aux autres et dans lesquels elles interviennent en qualité de corporations administratives exerçant les mêmes droits de souveraineté.

S. Exécution par substitution et peine frappant l'insoumission à une décision de l'autorité

Art. 66 Les organes communaux peuvent, pour assurer la mise en application de leurs décisions, prévoir l'exécution par substitution et, à défaut de dispositions pénales spéciales, la peine prévue à l'article 292 du Code pénal suisse¹³⁾ pour insoumission à une décision de l'autorité.

T. Archives communales

Art. 67 Les communes veillent à ce que les pièces importantes de leur administration soient judicieusement classées et, dans la mesure du possible, conservées à l'abri de l'humidité, du feu, ainsi que de toute distraction illicite.

TITRE DEUXIEME : La commune municipale

CHAPITRE PREMIER : Eléments constitutifs et attributions

A. Eléments constitutifs
1. Principe

Art. 68 La commune municipale comprend le territoire qui lui appartient par la tradition ou qui lui a été attribué par décret du Parlement, ainsi que la population qui y est domiciliée.

2. Modifications territoriales
a) Principe

Art. 69¹⁸⁾ Le Parlement statue sur les modifications territoriales des communes.

b) Fusion de communes
1. En général³¹⁾

Art. 69a¹⁹⁾ ¹ L'Etat facilite la fusion de communes.

² Le Gouvernement favorise la création de comités intercommunaux chargés de faciliter la fusion de communes.³¹⁾

³ Il est institué un fonds d'aide aux fusions de communes géré par le Gouvernement. La législation régissant la péréquation financière directe règle l'alimentation du fonds.

⁴ L'organisation et le financement des comités intercommunaux, l'utilisation du fonds d'aide aux fusions et la procédure de fusion sont réglés par un décret du Parlement.

^{4bis} S'agissant de l'avis communal à donner selon l'article 74, alinéa 1, lettre c, de la présente loi, les ayants droit au vote s'expriment simultanément dans toutes les communes par voie de scrutin.³²⁾

⁵ Une fusion de communes peut intervenir en cours de législature. Avant l'entrée en force de la fusion, les communes concernées procèdent aux élections des autorités de la nouvelle commune pour la période courant jusqu'à la fin de la législature.^{[25\)](#)}

2. Fusion par
décision du
Parlement

Art. 69b^{[32\)](#)} ¹ Le Parlement peut, par voie d'arrêté, décider la fusion d'une commune avec une autre.

² Cette décision peut être prise, à titre exceptionnel, lorsqu'une commune refuse de fusionner avec une ou plusieurs autres communes et qu'elle n'est pas viable au regard d'au moins deux des conditions suivantes :

- a) la commune n'est plus en mesure d'assumer ses obligations en raison de la précarité de sa situation financière et de l'insuffisance de ses ressources;
- b) ses organes ont par le passé été régulièrement constitués de manière incomplète;
- c) elle dépend dans une large mesure des collaborations avec une ou plusieurs communes avoisinantes.

³ Le Parlement consulte le conseil communal des communes concernées avant de prendre sa décision.

c) Transfert de
biens

Art. 70 ¹ Lors d'une fusion de communes, les actifs et les passifs des communes réunies sont repris par la nouvelle entité au jour de la réunion.^{[31\)](#)}

² ...^{[33\)](#)}

³ Les mutations d'immeubles des communes réunies sont inscrites d'office et sans frais au registre foncier sur la base d'un état de ces immeubles et de l'arrêté du Parlement portant approbation de la fusion de communes.^{[31\)](#)}

⁴ Si une ou plusieurs communes mixtes fusionnent entre elles ou avec une ou plusieurs communes municipales, la commune née de la fusion est une commune mixte. Le transfert de biens est réglé conformément aux dispositions qui précèdent; demeurent réservés toutefois le statut des biens bourgeois et les prérogatives de chacune des assemblées bourgeoises conformément aux articles 109 à 113.^{[19\)](#)}

B. Nom et
armoiries

Art. 71 ¹ Les localités d'une commune issue d'une fusion continuent à porter leurs noms et armoiries. Lors d'une fusion de communes, la nouvelle entité peut adopter un nouveau nom et de nouvelles armoiries.^{[31\)](#)}

² Ces noms et armoiries peuvent être modifiés avec l'approbation du Gouvernement.

³ Demeurent réservées les prescriptions fédérales concernant les noms des communes.

C. Attributions

Art. 72 ¹ La commune municipale a toutes les attributions de caractère communal qui ne rentrent pas dans le champ d'activité d'une autre commune en vertu des dispositions légales.

² Elle décide selon sa libre appréciation, dans les limites de ses possibilités, si elle entend assumer de nouvelles attributions qui sont d'intérêt public et qui ne lui sont pas déferées par l'Etat.

³ Elle collabore dans la mesure prévue par les lois à l'exécution des attributions de la Confédération et du Canton.

⁴ Les prescriptions concernant les sections de communes et les syndicats de communes demeurent réservées.

CHAPITRE II : Les organes de la commune

SECTION 1 : Les ayants droit au vote

A. Principe : assemblée communale et scrutin

Art. 73 ¹ L'ensemble des personnes jouissant du droit de vote, appelées ci-après "les ayants droit au vote", constitue l'organe supérieur de la commune.

² Cet organe exprime sa volonté en assemblée communale, à moins que le règlement communal ne prescrive le scrutin en lieu et place de l'assemblée, de façon générale ou pour un genre déterminé d'affaires. L'article 69a, alinéa 4 bis, est réservé. [31\)](#)

³ Pour les communes dans lesquelles l'organisation d'assemblées communales se révèle difficile, le Gouvernement peut, d'une manière générale ou de cas en cas, prescrire le scrutin et, au besoin, l'ouverture de plusieurs locaux de vote.

⁴ A défaut de dispositions contraires, l'expression "scrutin" utilisée dans la présente loi, se rapporte également aux élections par voie de scrutin.

B. Affaires
intransmissibles

Art. 74 ¹ Sous réserve de l'alinéa 2 du présent article, les affaires désignées ci-après sont du ressort des ayants droit au vote et ne peuvent être transmises à aucun autre organe :

- a) l'élection du président des assemblées communales, du président et des autres membres du conseil communal et, si le règlement a institué un conseil général, des membres de cette autorité;
- b) l'adoption et la modification :
 - aa) du règlement d'organisation;
 - bb) du régime de base des constructions (règlement des constructions et plan des zones), sous réserve de dispositions spéciales de la législation sur les constructions;
 - cc) des règlements concernant les impôts communaux extraordinaires et les charges préférentielles (contributions des propriétaires fonciers);
 - dd) des autres règlements, à moins que le règlement d'organisation n'en attribue expressément l'adoption et la modification au conseil général ou au conseil communal;
- c) l'avis, prévu à l'article 112, alinéa 1, de la Constitution cantonale, à donner concernant la réunion de la commune à une autre et la modification de sa circonscription;
- d) ¹⁸⁾ l'affiliation de la commune à un syndicat de communes et la modification des dispositions réglementaires du syndicat de communes concernant son but et les compétences financières des communes membres;
- e) l'adoption du budget et la fixation des taux des impôts communaux ordinaires;
- f) la conclusion d'emprunts, à l'exception de ceux destinés uniquement à l'amortissement ou au renouvellement de dettes d'emprunts existantes et de ceux repris par la commune lors de l'acquisition de biens-fonds;
- g) les cautionnements et la fourniture d'autres sûretés à charge de la commune, à l'exception des garanties fournies par les autorités des œuvres sociales;
- h) l'approbation des comptes communaux;
- i) l'admission ou la promesse d'admission au droit de cité communal;
- j) la création de postes permanents à plein emploi.

² L'établissement de prescriptions réglementaires concernant les charges préférentielles, ainsi que les affaires mentionnées sous les lettres e à j ci-dessus peuvent être transmis au conseil général dans les communes qui ont institué un tel organe. ¹⁴⁾

C. Autres affaires

Art. 75 ¹ Le règlement communal fixe la compétence quant aux affaires non mentionnées à l'article 74, notamment :

- a) la prise en charge de services que la commune a elle-même choisis;
- b) la fixation des traitements et indemnités dus aux membres d'autorités, aux fonctionnaires et aux employés;

- c) les actes juridiques relatifs à la propriété foncière et aux autres droits réels sur les immeubles;
- d) les dépenses non prévues dans le budget annuel;
- e) les crédits supplémentaires;
- f) la participation financière à des entreprises, œuvres d'utilité publique et autres semblables, ainsi que l'octroi de prêts ne représentant pas un placement sûr;
- g) ...³³⁾
- h)¹⁹⁾³¹⁾ les modifications de dispositions réglementaires des syndicats auxquels appartient la commune ne portant ni sur le but du syndicat ni sur les compétences financières de la commune; en l'absence de disposition particulière dans le règlement, la compétence d'approuver lesdites modifications revient au conseil communal.

² Demeurent réservées les prescriptions d'autres lois relatives à la compétence.

D. Cas d'urgence **Art. 76** Si un cas de force majeure (guerre, catastrophe naturelle, épidémie ou autre) empêche la convocation de l'organe supérieur compétent au sens des prescriptions ordinaires, le conseil communal est habilité, en lieu et place de cet organe, à prendre des décisions concernant des affaires qu'il n'est pas possible de remettre à plus tard.

E. Date des
assemblées et
des scrutins

Art. 77 ¹ Les assemblées communales ou les scrutins ont lieu :

- a) aux dates fixées dans le règlement communal;
- b) en outre, aussi souvent que les affaires l'exigent, sur décision du conseil communal ou à la demande écrite d'un dixième du corps électoral, ou d'une fraction de ce corps inférieure à un dixième fixée dans le règlement communal.

² Les assemblées seront fixées de telle façon qu'un nombre aussi élevé que possible d'ayants droit au vote puissent y participer sans inconvénient majeur.

F. Convocation
1. Ordinaire

Art. 78 ¹ Sous réserve de l'article 77, la convocation à l'assemblée communale ou à la votation communale doit se faire, sept jours d'avance au moins, par publication dans le Journal officiel, ainsi que dans la Feuille d'Avis ou, à défaut d'un tel organe, de la manière usuelle que fixe le règlement communal.

² La publication doit mentionner les objets à traiter.

2. D'urgence

Art. 79 ¹ Dans les cas urgents, la convocation à l'assemblée communale peut se faire par communication au domicile ou par communication écrite. L'avis doit parvenir à l'ayant droit au vote vingt-quatre heures au moins avant l'assemblée.

² Dans les communes comptant plus de 1 000 ayants droit au vote, la convocation d'urgence à l'assemblée peut également se faire par une publication paraissant vingt-quatre heures au moins d'avance dans la Feuille d'Avis ou, à défaut d'un tel organe, de la manière usuelle que fixe le règlement communal.

³ La décision portant convocation d'urgence doit, avant son exécution, être communiquée au Service des communes avec l'état des objets à traiter.

⁴ La convocation d'urgence n'est pas admise pour les scrutins.

G. Portée de l'ordre du jour

Art. 80 ¹ Les ayants droit au vote ne peuvent prendre de décision définitive que sur les objets mentionnés dans la convocation.

² Une assemblée convoquée en application de l'article 78 peut délibérer sur des propositions qui ne concernent pas un objet mentionné dans la convocation; elle peut les prendre en considération ou les rejeter. Les propositions prises en considération doivent être soumises par le conseil communal, pour décision, à une assemblée ultérieure.

H. Décision

Art. 81 ¹ Une assemblée communale régulièrement convoquée peut prendre des décisions valables, quel que soit le nombre des ayants droit au vote qui y participent.

² Les décisions portant sur des objets matériels sont prises à la majorité absolue des votants.

³ Le règlement communal fixe la majorité requise en matière d'élections.

SECTION 2 : Les autorités communales

I. Dispositions communes

A. Enumération

Art. 82 Le conseil général, le conseil communal et les commissions permanentes sont les autorités de la commune au sens de la présente loi.

B. Procédure
d'élection;
protection des
minorités

Art. 83 Lors de la constitution des autorités selon le système majoritaire, il sera équitablement tenu compte des minorités.

C. Position des
secrétaires

Art. 84 A moins que le règlement communal n'en dispose autrement, la personne qui fonctionne comme secrétaire d'une autorité dont elle n'est pas membre a voix consultative et droit de proposition aux séances.

II. Le conseil général

A. Institution

Art. 85 La commune a la faculté d'instituer un conseil général.

B. Prescriptions
communales

Art. 86 ¹ Le règlement d'organisation fixe, dans le cadre des dispositions légales, la compétence, le nombre des membres, la durée des fonctions et l'organisation du conseil général.

² Le nombre des membres ne peut être inférieur à vingt et un. [15\)](#)

III. Le conseil communal

A. Attributions
1. En général

Art. 87 ¹ Le conseil communal est l'autorité administrative et exécutive ordinaire de la commune.

² Il exerce dans l'administration de la commune tous les pouvoirs qui ne sont pas attribués à un autre organe par les prescriptions de droit fédéral, cantonal ou communal.

2. Représenta-
tion de la
commune

Art. 88 ¹ Le conseil communal représente la commune envers les tiers, pour autant que cette représentation n'est pas confiée par la loi ou le règlement communal à une commission permanente ou à un fonctionnaire.

^{1bis} Il est compétent pour engager et mener des procès. [32\)](#)

² Les déclarations de portée juridique engagent la commune, pour autant que la compétence de les faire n'a pas été outrepassée d'une manière reconnaissable pour une tierce personne.

3. Administration
financière

Art. 89 ¹ Le conseil communal dirige l'administration financière de la commune.

² Il rend compte chaque année de cette administration aux ayants droit au vote ou au conseil général, ou tous les deux ans si le règlement communal en dispose ainsi.

4. Police locale

Art. 90 ¹ Le conseil communal veille au maintien de l'ordre et de la tranquillité publics sur le territoire de la commune, ainsi qu'à la protection des personnes et de la propriété contre toute atteinte ou menace illégales.

² Il fait, dans ce domaine, usage de la force publique dans les limites de ses attributions légales et réglementaires dans la mesure où il ne peut remplir sa mission autrement. Les atteintes à la liberté et à la propriété des individus ne sont notamment admises que dans la mesure et pour aussi longtemps que le trouble apporté à l'ordre et à la tranquillité publics ou la mise en danger des personnes ou des choses ne peuvent être empêchés ou écartés par des moyens moins accusés.

B. Transmission d'affaires

Art. 91 Le règlement communal peut confier à une commission du conseil, à certains des ses membres ou à des fonctionnaires déterminés la liquidation de certaines affaires ou de groupes d'affaires que la loi attribue au conseil communal ou à son président.

C. Nombre des membres

Art. 92 ¹ Le règlement communal fixe le nombre des membres du conseil communal, qui doit être de trois au moins dans les communes comptant moins de cinquante ayants droit au vote, de cinq au moins dans les autres communes.

² Le conseil communal peut être composé, entièrement ou partiellement, de membres permanents ou de membres non permanents.

D. Durée des fonctions

Art. 93 La durée des fonctions est de cinq ans.^{[29\)](#)}

E. Décisions

Art. 94 ¹ Le conseil communal ne peut prendre de décision valable que si la majorité de ses membres sont présents.

² Les décisions se prennent à la majorité absolue des votants. Le président a droit de vote. En cas d'égalité des voix, il lui appartient en outre de départager.

³ S'il s'agit d'élections, c'est le règlement communal qui fixe la majorité nécessaire.

IV. Les commissions permanentes

- A. Institution **Art. 95** Les communes ont la faculté d'instituer par la voie de leurs règlements des commissions permanentes en plus de celles qui sont prescrites par les actes législatifs de l'Etat.
- B. Prescriptions communales **Art. 96** Le règlement communal fixe les attributions, le nombre des membres, la durée des fonctions, l'organisation et l'ordre des délibérations des commissions, pour autant qu'il n'existe pas de prescriptions cantonales à ce sujet.

SECTION 3 : Les commissions spéciales

- A. Institution **Art. 97** Les ayants droit au vote, le conseil général ou le conseil communal peuvent instituer des commissions spéciales chargées de collaborer au traitement d'affaires qui rentrent dans leurs compétences.
- B. Pouvoirs **Art. 98** ¹ Les commissions spéciales peuvent être autorisées à disposer de crédits ou à conclure des actes juridiques déterminés.
- ² Pour le surplus, elles n'ont pas pouvoir de décision; leurs attributions se limitent à la préparation, au préavis ou à la surveillance des affaires.

SECTION 4 : Les fonctionnaires communaux

- A. Prescriptions communales **Art. 99**¹⁸⁾ ¹ Le règlement communal fixe, dans les limites du droit cantonal, le mode de désignation, la durée des fonctions, les obligations et les droits des fonctionnaires communaux.
- ² A défaut de dispositions communales, le droit cantonal régissant le statut des fonctionnaires s'applique par analogie.
- ³ Les fonctionnaires communaux sont tenus de suivre les formations organisées à leur intention par l'Etat.
- B. Subordination **Art. 100** A défaut de dispositions contraires de la législation cantonale ou des règlements communaux, les fonctionnaires sont immédiatement subordonnés au conseil communal.

TITRE TROISIEME : La commune bourgeoise

A. Notion

Art. 101 Les bourgeoisies organisées sous forme de communes en vue de l'exercice des attributions prévues à l'article 102, alinéa 1, constituent les communes bourgeoises.

B. Attributions

Art. 102 ¹ Les attributions des communes bourgeoises sont les suivantes :

- a) la promesse ou l'octroi de la qualité de membre de la bourgeoisie;
- b) le rôle des bourgeois et l'établissement des actes d'origine à l'intention de leurs membres;
- c) l'administration de leurs biens;
- d) l'exercice des attributions qui leur sont confiées par des lois spéciales.

² Dans la gestion et l'utilisation de sa fortune, ainsi que du produit de cette dernière, la commune bourgeoise prendra en considération les besoins de la commune municipale.

³ Elle peut, par la voie de ses règlements, se charger d'autres attributions répondant aux nécessités locales et qui ne sont pas assurées par la commune municipale ou par ses sections.

C. Utilisation de la fortune

Art. 103 Les communes bourgeoises ont la faculté de céder leurs biens en tout ou en partie à la commune municipale, sous réserve des fondations spéciales, ou d'en employer les revenus à des fins publiques, notamment en faveur des communes municipales. Si elles n'usent pas de cette faculté, le rendement de leur fortune est utilisé conformément à l'affectation prévue dans les règlements.

D. Transfert de l'administration à la commune municipale

Art. 104 ¹ Les communes bourgeoises peuvent, dans leurs règlements, remettre l'exercice de leurs attributions en tout ou en partie à la commune municipale avec l'accord de celle-ci.

² Cette mesure, comme aussi l'accord de la commune municipale, peut être révoquée en tout temps.

E. Représentation de bourgeoisies non organisées

Art. 105 ¹ Là où il n'existe pas de commune bourgeoise, c'est le conseil de la commune municipale qui représente la bourgeoisie.

² Il incombe au conseil communal d'assurer la gestion des biens de bourgeoisie qui n'appartiennent à aucune corporation bourgeoise.

³ Les décisions que le conseil communal prend dans l'utilisation des biens de bourgeoisie sont soumises à l'approbation du Service des communes.

F. Dispositions
complémentaires

Art. 106 Pour le surplus, les dispositions du titre deuxième de la présente loi s'appliquent par analogie à la commune bourgeoise.

TITRE QUATRIEME : La commune mixte

A. Formation

Art. 107 ¹ La commune mixte naît de la fusion de la commune municipale avec une ou plusieurs communes bourgeoises existant sur son territoire.

² La fusion est possible en tout temps. Elle exige des décisions concordantes des ayants droit au vote des communes intéressées; elle déploie ses effets dès l'approbation du règlement d'organisation de la commune mixte par le Gouvernement.

B. Position
juridique

Art. 108 ¹ La commune mixte se substitue à la commune municipale et à la commune bourgeoise.

² Elle est soumise aux mêmes prescriptions que la commune municipale et accomplit les mêmes services; elle administre en outre les biens bourgeois conformément à leur destination.

C. Fortune
1. Dans les
communes
mixtes
nouvellement
créées

Art. 109 ¹ Si la fusion s'opère sous l'empire de la présente loi, les biens des communes qui fusionnent passent à la commune mixte.

² Si les biens bourgeois sont affectés à des fins purement bourgeoises par la fondation, l'acte de classification ou le règlement, ils ne peuvent, même après la création de la commune mixte, être utilisés à d'autres fins sans le consentement de l'assemblée bourgeoise.

2. Dans les
communes
mixtes existantes

Art. 110 Si, dans les communes mixtes déjà existantes, les biens bourgeois n'ont pas passé à la commune mixte, ils demeurent propriété de la bourgeoisie pour aussi longtemps que cette dernière ne décide pas leur transfert à la commune mixte.

D. Assemblée
bourgeoise
1. Composition

Art. 111 ¹ L'assemblée bourgeoise de la commune mixte comprend les bourgeois et les bourgeoises qui y sont domiciliés et qui ont le droit de vote en matière cantonale.

² L'assemblée bourgeoise choisit parmi ses membres son président et son vice-président.

³ Le secrétaire communal tient le procès-verbal.

2. Compétence

Art. 112 L'assemblée bourgeoise statue sur les objets suivants :

- a) la réception de nouveaux membres ayant droit aux jouissances choisis parmi les personnes qui possèdent le droit de cité de la commune mixte;
- b) les actes juridiques portant sur la propriété ou d'autres droits réels de biens appartenant à la bourgeoisie;
- c) le consentement à donner à des décisions de l'assemblée communale ou du conseil communal au sens de l'article 109, alinéa 2, ci-dessus.

3. Droits de proposition du conseil communal

Art. 113 Dans les affaires mentionnées à l'article 112, lettre b, ci-dessus, un représentant du conseil communal assiste à l'assemblée bourgeoise avec voix consultative et droit de proposition.

TITRE CINQUIEME : Les sections de communes

A. Notion

Art. 114 La section de commune est, dans le cadre de la commune municipale ou mixte (appelée ci-après : "commune générale"), une corporation territoriale de droit public, reconnue comme telle et délimitée dans le règlement d'organisation de la commune générale; elle exerce en vertu de ce règlement des attributions communales permanentes en lieu et place de la commune générale.

B. Attributions

Art. 115 En plus des attributions qui lui sont assignées par le règlement d'organisation de la commune générale, la section peut, par la voie de son propre règlement, se charger d'autres attributions répondant aux besoins locaux, pour aussi longtemps que la commune générale ne s'en occupe pas elle-même.

C. Organisation

Art. 116 ¹ La section de commune fixe son organisation dans un règlement.

² Les dispositions concernant l'organisation de la commune municipale s'appliquent par analogie à la section de commune.

D. Moyens financiers

Art. 117 ¹ La section prélève des impôts directs sur la base des registres d'impôt de la commune générale, pour autant qu'elle ne puisse couvrir ses dépenses par d'autres recettes, provenant notamment du rendement de sa fortune, d'émoluments, de charges préférentielles ou de subsides de l'Etat.

² Le règlement de la commune générale indique s'il revient aux sections une part de la taxe immobilière.

E. Position par rapport à la commune générale

Art. 118 ¹ La section est placée sous la surveillance immédiate de la commune générale. Celle-ci veille au besoin à ce que la section exerce correctement les attributions qu'elle lui a transférées.

² Les règlements de la section doivent être approuvés par le conseil communal de la commune générale avant d'être soumis à l'approbation de l'Etat.

F. Formation de nouvelles sections

Art. 119 ¹ Le Gouvernement peut, à titre exceptionnel, autoriser la formation de nouvelles sections s'il est impossible, du fait des conditions locales, d'exercer autrement une attribution communale d'une manière judicieuse.

² La formation d'une nouvelle section exige au préalable l'établissement d'un règlement d'organisation à son intention et de prescriptions correspondantes dans le règlement d'organisation de la commune générale.

G. Suppression

Art. 120 ¹ Il peut en tout temps être procédé à la suppression de la section de commune par décisions correspondantes de cette dernière et de la commune générale.

² Le Gouvernement prononce la suppression, sur proposition du conseil communal ou de l'autorité administrative de la section, lorsqu'il n'y a pas de raisons suffisantes à son maintien ou lorsqu'elle n'exerce pas correctement ses attributions. Toutes les communes intéressées seront au préalable entendues.

TITRE SIXIEME : Les groupements de communes

CHAPITRE PREMIER : Principe et formes

A. Principe

Art. 121 Les communes ont la faculté de se grouper en vue d'accomplir en commun des services communaux ou régionaux déterminés.

B. Formes du groupement

Art. 122 ¹ Les groupements peuvent être constitués sous forme de syndicats de communes, de rapport contractuel de droit public ou privé ou encore de personne morale de droit privé.

² Le transfert de pouvoirs découlant de la souveraineté à des organisations de droit privé est soumis à l'approbation du Gouvernement.

CHAPITRE II : Le syndicat de communes

SECTION 1 : En général^{[26\)](#)}

A. Notion

Art. 123 Le syndicat de communes est une corporation de droit public formée de deux ou plusieurs communes en vue de l'accomplissement d'un service ou de services déterminés de caractère communal ou régional.

B. Constitution

Art. 124 ¹ Sous réserve de dispositions légales contraires, la constitution de syndicats est laissée à l'appréciation des communes.^{[27\)](#)}

² Elle exige qu'un règlement accepté au préalable par toutes les communes intéressées, et approuvé par le Gouvernement, fixe la mission, l'organisation, la fourniture de moyens financiers, la responsabilité quant aux dettes du syndicat, ainsi que le sort d'un excédent d'actif ou de passif en cas de dissolution. L'article 133, alinéa 2, demeure réservé.

C. Affiliation ultérieure

Art. 125 ¹ Le règlement du syndicat détermine si et sous quelles conditions d'autres communes peuvent s'y affilier après sa constitution.

² L'affiliation implique la reconnaissance des prescriptions régissant le syndicat.

D. Position juridique

Art. 126 Dans le cadre de ses attributions, le syndicat agit en lieu et place des communes affiliées; il exerce, dans ce domaine, les droits et obligations de ces dernières et il a le pouvoir de prélever des émoluments et d'imposer des charges préférentielles.

E. Organisation

Art. 127 ¹ Sont organes indispensables du syndicat de communes une autorité générale administrative et exécutive (conseil syndical, comité, commission administrative) et une institution à laquelle cette autorité est subordonnée (l'assemblée des délégués ou l'ensemble des ayants droit au vote de toutes les communes affiliées).

² Le règlement peut exiger, en vue du caractère obligatoire de certaines décisions prises par l'assemblée des délégués ou par l'ensemble des ayants droit au vote, l'accord donné par la majorité simple ou par une majorité plus forte de communes affiliées ou par un nombre de communes comprenant la majorité de la population du syndicat.

³ Dans les syndicats formés de plus de deux communes, le règlement ne peut attribuer à aucune d'entre elles le droit à la majorité des voix à l'assemblée des délégués ou au sein de l'autorité générale administrative et exécutive.

F. Moyens
financiers

Art. 128 ¹ Le syndicat perçoit des contributions des communes affiliées, pour autant qu'il ne puisse couvrir ses dépenses au moyen d'autres recettes, notamment du rendement de ses biens, d'émoluments, charges préférentielles ou subsides de l'Etat.

² A moins que le règlement syndical n'en dispose autrement, les contributions sont fixées en fonction de la force contributive des communes affiliées.

G. Sortie
1. Principe

Art. 129 Une commune peut démissionner du syndicat si le maintien de ce dernier par les communes restantes ne s'en trouve pas rendu trop difficile; il en est de même si tous les services qu'accomplit le syndicat ont perdu leur sens pour la commune sortante ou s'ils peuvent être accomplis d'une manière plus judicieuse sans le syndicat.

2. Restrictions

Art. 130 ¹ La démission ne doit pas être donnée en temps inopportun; dans les syndicats de communes scolaires, elle ne peut l'être que pour la fin de la période de fonctions du corps enseignant, dans les autres syndicats de communes que pour la fin d'une année civile.

² Le syndicat qui a besoin, en vue de l'accomplissement de sa tâche, d'installations coûteuses conçues en fonction du nombre ou de l'importance des communes affiliées et du personnel nécessaire peut, dans son règlement d'organisation, exclure toute sortie pour un temps déterminé assez long ou la faire dépendre de la condition que la commune sortante se charge d'une part, correspondant à sa participation, des dettes d'investissement du syndicat non encore amorties, ainsi que des dépenses futures d'entretien et de personnel.

³ La sortie d'un syndicat n'est possible que dans les limites des prescriptions applicables à ces organismes et avec le consentement du Gouvernement.

⁴ La démission doit être remise au syndicat deux ans au minimum avant le jour de sortie désiré, à moins que le règlement ne fixe un autre délai ou que le syndicat n'accepte, dans le cas particulier, une démission donnée à plus bref délai.

H. Dissolution
1. Conditions

Art. 131 ¹ Le syndicat peut être dissous :

- a) par décisions concordantes de toutes les communes affiliées;
- b) par décision prise par la majorité des communes affiliées, lorsque toutes les tâches syndicales ont perdu leur importance ou lorsqu'elles peuvent être accomplies tout aussi bien et d'une manière aussi économique sans syndicat.

² La dissolution doit être approuvée par le Gouvernement.

³ Le syndicat est, d'autre part, considéré comme dissous lorsque toutes les communes affiliées, ou toutes sauf une, l'ont quitté.

2. Recours

Art. 132 La décision du Gouvernement relative aux articles 130, alinéa 3, et 131, alinéa 2, peut faire l'objet d'un recours à la Cour constitutionnelle dans un délai de trente jours dès la notification de la décision attaquée.

3. Liquidation

Art. 133 ¹ La liquidation incombe aux organes du syndicat.

² Les communes affiliées répondent solidairement, à l'égard des créanciers du syndicat, des dettes syndicales existant à l'époque de la dissolution.

I. Syndicats
comprenant des
communes
d'autres cantons

Art. 134 ¹ Les syndicats auxquels appartiennent également des communes d'autres cantons sont soumis en règle générale à la législation du canton dans lequel se déroule la partie la plus importante de leur activité. Si c'est le droit jurassien, la juridiction est attribuée au canton du Jura quant aux contestations de droit public :

- a) survenant entre les communes intéressées du fait de la formation ou de la dissolution du syndicat, ainsi que de l'appartenance ou de la sortie d'une commune;
- b) survenant entre le syndicat et les usagers de ses installations.

² Le Gouvernement peut, pour de justes motifs, autoriser une autre réglementation. C'est à lui qu'il appartient de régler avec les cantons voisins la position juridique de syndicats intercantonaux.

³ Le droit applicable et la juridiction doivent être clairement précisés dans le règlement d'organisation du syndicat.

SECTION 2 : Le syndicat d'agglomération²⁶⁾

A. Notion

Art. 135²⁷⁾ Le syndicat d'agglomération est un syndicat qui réunit des communes qui :

- a) ont en commun une commune-centre;
- b) sont liées entre elles du point de vue urbanistique, économique et culturel ou sont limitrophes;
- c) et réunissent ensemble 20 000 habitants au moins.

B. Constitution 1. Introduction de la procédure

Art. 135a²⁶⁾ ¹ La procédure de constitution d'un syndicat d'agglomération est engagée sur requête, adressée au Gouvernement, d'au moins deux conseils communaux, dont la commune-centre. La requête d'une commune peut également résulter d'une initiative communale acceptée par les citoyens.

² Le Service des communes est chargé, en collaboration avec le Service de l'aménagement du territoire, de consulter les communes susceptibles de devenir membres du syndicat d'agglomération.

³ Sur la base du résultat de cette consultation, le département auquel est rattaché le Service des communes, en accord avec le Département de l'Environnement et de l'Équipement, propose au Gouvernement de fixer le périmètre provisoire de l'agglomération.

2. Assemblée constitutive

Art. 135b²⁶⁾ ¹ Le département auquel est rattaché le Service des communes convoque une assemblée constitutive composée des membres des conseils communaux des communes incluses dans le périmètre provisoire de l'agglomération.

² L'assemblée constitutive désigne son président et se dote d'un règlement, en particulier pour déterminer le mode de prise de décisions et la répartition des frais de fonctionnement de l'assemblée entre les communes membres.

³ Jusqu'à l'adoption du règlement précité, l'assemblée prend ses décisions à la majorité des communes membres, chaque commune disposant d'une voix.

3. Statuts

Art. 135c²⁶⁾ ¹ L'assemblée constitutive élabore un projet de règlement d'organisation du syndicat d'agglomération dénommé statuts.

² Les statuts de l'agglomération déterminent :

- a) le nom et le siège du syndicat d'agglomération;
- b) les communes membres (périmètre définitif);
- c) l'organisation, conformément à l'article 135g;
- d) les tâches attribuées au syndicat;
- e) la pondération des voix des membres de l'assemblée d'agglomération;
- f) les critères déterminant les contributions financières des communes;
- g) le montant des dépenses soumises à référendum obligatoire, ainsi que celles relevant de la compétence de l'assemblée et du conseil d'agglomération;
- h) la compétence des organes de créer d'autres organes que ceux prévus par la loi;
- i) la responsabilité interne quant aux dettes de l'agglomération ainsi que le sort d'un excédent d'actif ou de passif en cas de dissolution.

³ Les statuts sont soumis pour examen préalable au département auquel est rattaché le Service des communes. Le Département de l'Environnement et de l'Équipement est consulté.

4. Scrutin
populaire

Art. 135d²⁶⁾ ¹ Les statuts sont soumis au vote dans les communes incluses dans le périmètre définitif de l'agglomération tel qu'il est fixé dans les statuts, conformément à l'article 135h.

² La double majorité des votants et des communes est nécessaire pour la constitution de l'agglomération.

³ Les statuts sont ensuite soumis à l'approbation du Gouvernement.

⁴ Lorsque la réalisation des buts du syndicat l'exige, le Gouvernement peut contraindre une commune à adhérer au syndicat d'agglomération.

C. Tâches et
compétences
1. Tâches
légal et
statutaires

Art. 135e²⁶⁾ ¹ L'agglomération assume les tâches suivantes :

- a) l'élaboration d'un plan directeur régional et la réalisation des tâches qui lui sont liées, conformément à l'article 75a de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire²⁸⁾;
- b) la coordination et la collaboration dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des transports, des équipements et des services, du patrimoine et du paysage, de l'énergie, de la communication, du développement économique ainsi que de la gestion administrative et technique.

² Elle assume également les tâches qui lui sont attribuées par les communes et qui figurent dans les statuts.

2. Compétences **Art. 135f**²⁶⁾ ¹ Dans le cadre des ses attributions, l'agglomération se substitue aux communes et exerce les droits et obligations de celles-ci.

² Elle peut prélever des émoluments, taxes et charges de préférence sur la base d'un règlement. Elle n'est pas compétente pour prélever des impôts.

D. Organes
1. En général **Art. 135g**²⁶⁾ ¹ L'agglomération est constituée des organes suivants :

- a) le corps électoral de l'agglomération;
- b) les communes membres;
- c) l'assemblée d'agglomération;
- d) le conseil d'agglomération.

² Les statuts peuvent prévoir d'autres organes.

2. Corps électoral et communes
a) Définition **Art. 135h**²⁶⁾ ¹ L'ensemble des ayants droit au vote des communes membres de l'agglomération forme le corps électoral de l'agglomération.

² Le corps électoral s'exprime simultanément dans toutes les communes par voie de scrutin.

b) Initiative **Art. 135i**²⁶⁾ ¹ Un dixième du corps électoral de l'agglomération ou une fraction inférieure à celui-ci, fixée dans les statuts, ou trois communes membres peuvent demander l'adoption, la modification ou l'abrogation de dispositions des statuts et règlements de l'agglomération.

² L'initiative peut contenir une proposition générale ou un texte formulé. Elle doit être conforme au droit fédéral et cantonal, ne concerner qu'un seul domaine et ne pas être impossible, sous peine d'être écartée par l'assemblée d'agglomération pour cause de nullité.

³ Au surplus, l'article 104 de la loi sur les droits politiques⁴⁾ s'applique par analogie.

c) Référendum obligatoire **Art. 135j**²⁶⁾ Sont soumis au vote du corps électoral et des communes :

- a) l'adoption et la modification des statuts de l'agglomération;
- b) les dépenses nouvelles soumises au référendum obligatoire en vertu des statuts.

d) Référendum
facultatif

Art. 135k²⁶⁾ ¹ Les décisions de l'assemblée d'agglomération sont soumises au vote du corps électoral si un dixième des électeurs de l'agglomération ou une fraction inférieure à celui-ci fixée dans les statuts le demande.

² La demande de référendum est remise au conseil d'agglomération dans les 30 jours qui suivent la publication de la décision contestée.

³ Au surplus, les articles 105 et 107 de la loi sur les droits politiques⁴⁾ s'appliquent par analogie.

e) Majorités
requis

Art. 135l²⁶⁾ ¹ Les actes soumis au référendum obligatoire sont acceptés lorsque la majorité des votants et des communes les approuvent.

² Les actes soumis au référendum facultatif sont acceptés lorsque la majorité des votants les approuvent.

³ Lorsqu'elles sont soumises au vote, les initiatives contenant un texte formulé qui modifie les statuts sont acceptées lorsque la majorité des votants et des communes les approuvent. Les autres initiatives soumises au vote doivent être approuvées par la majorité des votants.

3. Assemblée
d'agglomération

Art. 135m²⁶⁾ ¹ L'assemblée d'agglomération est composée de l'ensemble des conseillers communaux des communes membres de l'agglomération.

² Chaque membre dispose d'une voix, laquelle est pondérée conformément aux statuts.

³ L'assemblée d'agglomération est compétente pour :

- a) élaborer le programme d'activité de l'agglomération;
- b) adopter des règlements de portée générale;
- c) adopter le budget de l'agglomération;
- d) décider des dépenses qui relèvent de sa compétence, conformément aux statuts;
- e) approuver les comptes ainsi que le rapport d'activité du conseil d'agglomération;
- f) exercer toute autre compétence que lui attribuent les statuts.

4. Conseil
d'agglomération

Art. 135n²⁶⁾ ¹ Le conseil d'agglomération est composé de l'ensemble des maires des communes membres de l'agglomération.

² Chaque membre y dispose d'une voix non pondérée.

³ Le conseil d'agglomération est compétent pour assumer toutes les tâches qui ne sont pas dévolues à l'assemblée par la loi ou les statuts.

SECTION 3 : Dispositions complémentaires²⁶⁾

Dispositions
complémentaires

Art. 135o²⁶⁾ ¹ Sous réserve des articles 123 à 135n et des prescriptions des règlements et statuts de syndicats, les dispositions des titres premier et deuxième s'appliquent par analogie.

² Les dispositions des articles 123 à 134 s'appliquent en outre à titre supplétif aux syndicats d'agglomération.

TITRE SEPTIEME : Dispositions transitoires et finales

A. Décrets du
Parlement

Art. 136 Le Parlement édicte par voie de décret des dispositions complémentaires concernant :

- a) l'administration financière des communes;
- b) le pouvoir répressif des communes;
- c) la police locale et sa collaboration avec la police cantonale;
- d) ¹⁸⁾ la fusion de communes et leur rattachement à d'autres communes;
- e) la protection des minorités.

B. Ordonnances
du
Gouvernement

Art. 137 ¹ Le Gouvernement édicte les dispositions nécessaires en vue de l'exécution de la présente loi et des décrets du Parlement.

² Il règle notamment par voie d'ordonnance :

- a) la procédure applicable à l'établissement, à la modification et à l'approbation des règlements communaux;
- b) l'installation et l'administration des archives communales;
- c) l'orthographe des noms des communes et les armoiries de ces dernières.

C. Entrée en
vigueur

Art. 138 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur¹⁶⁾ de la présente loi.

Delémont, le 9 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat

Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) RSJU 101
- 2) RS 210
- 3) RSJU 211.1
- 4) RSJU 161.1
- 5) Introduit par l'art. 13, al. 2, de la loi d'incompatibilité du 29 avril 1982, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1983 (RSJU 170.31)
- 6) Nouvelle teneur selon l'art. 13, al. 2, de la loi d'incompatibilité du 29 avril 1982, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1983 (RSJU 170.31)
- 7) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111)
- 8) RSJU 173.11.
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. II de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001
- 10) RS 220
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. II de la loi du 5 juillet 1984, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 1984
- 12) RSJU 175.1
- 13) RS 311.0
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 novembre 1998, en vigueur depuis le 1^{er} février 1999.
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 13 septembre 2000, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2000
- 16) 1^{er} janvier 1979
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 21 décembre 2001, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2002
- 18) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 octobre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005

-
- ¹⁹⁾ Introduit(e) par le ch. I de la loi du 20 octobre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- ²⁰⁾ Abrogé par le ch. I de la loi du 20 octobre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- ²¹⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 avril 2006, en vigueur depuis le 1^{er} août 2006
- ²²⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XV de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007 (RSJU 211.2)
- ²³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- ²⁴⁾ Introduit par le ch. VII de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- ²⁵⁾ Introduit par le ch. I de la loi du 17 septembre 2008, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009
- ²⁶⁾ Introduit(e) par le ch. I de la loi du 23 septembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010
- ²⁷⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 septembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010
- ²⁸⁾ RSJU 701.1
- ²⁹⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XIV de la loi du 1^{er} septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010
- ³⁰⁾ Nouvelle teneur selon l'art. 74a, chiffre 6, de la loi d'organisation judiciaire, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 181.1)
- ³¹⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 6 décembre 2011
- ³²⁾ Introduit par le ch. I de la loi du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 6 décembre 2011
- ³³⁾ Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 6 décembre 2011
- ³⁴⁾ Nouvelle teneur selon le ch. IX de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

**Ordonnance
relative à la représentativité des nouvelles communes
fusionnées dans les syndicats des communes**

du 18 décembre 2012

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 127, alinéa 1, de la loi sur les communes¹⁾,

en dérogation à l'article 127, alinéa 3, de la loi sur les communes¹⁾,

arrête :

Article premier Une commune nouvellement fusionnée peut conserver la même représentativité qui prévalait pour les anciennes communes, de sorte que la nouvelle commune peut avoir le droit à la majorité des voix à l'assemblée des délégués ou au sein de l'autorité générale administrative et exécutive.

Entrée en
vigueur

Art. 2 La présente ordonnance entre en vigueur immédiatement et le reste jusqu'au 30 novembre 2013.

Delémont, le 18 décembre 2012

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

¹⁾ RSJU 190.11

Décret sur la police locale¹⁾

du 6 décembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

vu l'article 136, lettre c, de la loi du 9 novembre 1978 sur les communes²⁾,

arrête :

Article premier La police locale pourvoit, sur le territoire communal, à la protection de l'administration publique, de l'ordre et de la sûreté contre les perturbations et les dangers du fait d'êtres animés ou d'événements. Elle doit empêcher la perpétration d'actes manifestement illégaux et illicites, faire cesser tout état de fait ayant ce caractère, écarter les dangers et secourir les personnes ayant besoin d'aide jusqu'à ce que celle-ci leur soit assurée par ailleurs.

Art. 2 ¹ La police locale fait usage de la force publique dans les limites de ses compétences légales ou réglementaires, pour autant qu'elle ne puisse accomplir sa tâche par d'autres moyens à sa disposition. Outre les pouvoirs qui lui compètent pour la poursuite d'actes punissables (voir Code de procédure pénale), il lui est loisible, afin d'empêcher les actes imminents de ce genre ainsi que pour prévenir des accidents ou des malheurs, de mettre provisoirement sous sa surveillance les individus dangereux ou de les appréhender et de prendre sous sa garde les personnes menacées, de séquestrer la propriété privée, ainsi que de pénétrer sur le fonds et, s'il y a péril en la demeure, dans le domicile des particuliers. Elle a le droit de pénétrer chez les particuliers également lorsque des motifs d'ordre sanitaire l'exigent.

² En cas de doute, la police doit s'adresser au juge administratif.

Art. 3 S'il y a danger général, l'autorité de police locale peut astreindre les habitants de la commune à lui prêter main-forte et organiser leur concours. Les communes sont tenues de se seconder mutuellement en pareil cas. Les contestations relatives à cette obligation sont tranchées par le juge administratif du district de la commune requise.

Art. 4 ¹ Les mesures de police à prendre dans les divers cas sont ou bien spécifiées expressément dans les prescriptions administratives de la police, ou bien abandonnées par ces dernières à l'appréciation d'organes déterminés.

² Le Gouvernement renseigne les autorités de police locale, au moyen d'états récapitulatifs périodiques, sur les dispositions légales en vigueur pour les diverses branches de la police locale.

Art. 5 Lorsque les conditions locales exigent des prescriptions plus étendues, les communes édictent des règlements de police en conformité des articles 2 à 7 et 44 à 47 de la loi sur les communes. De même, les autorités de police locale prennent, de leur chef, les mesures nécessaires dans les cas pour lesquels il n'existe pas de prescriptions particulières ou pour lesquels les ordres des organes compétents n'arrivent pas à temps.

Art. 6 ¹ En ce qui concerne les mesures de police d'autres autorités administratives (office des poursuites et faillites, autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, autorités d'aide sociale, etc.), la police locale est tenue au besoin de prêter son concours, sur réquisition de ces autorités. Les organes de police des différentes communes, ainsi que ceux de la commune et de l'Etat, doivent se prêter aide mutuellement. Les contestations au sujet de cette obligation sont vidées par le juge administratif du Tribunal de première instance.⁵⁾

² L'autorité requérante est tenue de rembourser à la commune les frais que lui a causés son assistance, sauf recours contre les personnes intéressées.

Art. 7 La police locale est exercée par le conseil communal et son président, ou par toute autre autorité que désigne le règlement communal (commission permanente, membre du conseil communal ou fonctionnaire spécial selon les articles 90, 91, 95 et 96 de la loi sur les communes). Les fonctionnaires et employés nommés conformément à l'article 99 de la loi sur les communes ou en vertu de lois spéciales, relèvent du conseil communal.

Art. 8 ¹ Le conseil communal édicte les prescriptions nécessaires concernant le statut des agents de police, leur uniforme, leur armement et leur équipement, ainsi que les instructions réglant leur service et leur formation. Un double desdites prescriptions est remis au Département des Finances et de la Police. Les agents de police font la promesse solennelle devant le chef du Département des Finances et de la Police.

² Il est loisible au Gouvernement d'instituer des cours d'instruction périodiques et d'établir des instructions types pour les organes de police des communes.

Art. 9 Des communes voisines peuvent s'unir entre elles, conformément aux articles 121 à 135 de la loi sur les communes, pour l'administration de la police locale ou de certaines de ses branches. Avec l'autorisation du Département des Finances et de la Police, elles peuvent engager des agents de police particuliers. La demande en sera faite audit Département.

Art. 10 ¹ Le Gouvernement est autorisé à passer arrangement avec les autorités communales en ce qui concerne le service de police au chef-lieu du canton et, le cas échéant, dans d'autres localités, ainsi qu'à établir des prescriptions relatives à l'organisation de ce service. Il peut aussi astreindre les communes à nommer des agents de police particuliers.

² Des fonctions de police locale ne peuvent être confiées à des agents de la gendarmerie cantonale qu'avec le consentement du Département des Finances et de la Police. Sont réservées les dispositions de la loi sur la police cantonale³⁾.

Art. 11 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur⁴⁾ du présent décret.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) Décret du 27 janvier 1920 sur la police locale (RSB 172.244.1)
- 2) RSJU 190.11
- 3) RSJU 551.1
- 4) 1^{er} janvier 1979
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. X de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

TABLE DES MATIERES

2	Droit privé, procédure civile, exécution
21	<i>Dispositions complémentaires et d'exécution du Code civil suisse</i>
211	<i>Loi introductive</i>
211.1	Loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978
211.2	Loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe
212	<i>Droit des personnes</i>
212.121	Décret du 25 avril 2001 sur le service de l'état civil
212.121.6	Arrêté du Parlement du 1er octobre 1981 concernant les indemnités versées aux officiers de l'état civil
212.121.66	Arrêté du Gouvernement du 27 janvier 1987 fixant le tarif des indemnités versées aux officiers de l'état civil pour l'établissement des bulletins statistiques
212.223.1	Ordonnance du 4 octobre 2011 concernant la surveillance des fondations
212.223.11	Directives du Département de la Justice du 21 janvier 1994 relatives au placement de la fortune des institutions de prévoyance en faveur du personnel non inscrites dans le registre de la prévoyance professionnelle
212.223.2	Arrêté du Parlement du 25 mai 2011 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur la création et l'exploitation de l'autorité de surveillance LPP et des fondations de suisse occidentale
213	<i>Droit de la famille</i>
213.1	Loi du 23 mai 2012 sur l'organisation de la protection de l'enfant et de l'adulte
213.11	Ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte
213.121	Arrêté du Gouvernement du 24 janvier 1989 portant reconnaissance provisoire de la qualité d'office de consultation conjugale ou familiale au Service de consultation conjugale et familiale de l'Eglise catholique
213.222	Ordonnance du 19 août 2008 portant introduction à la loi fédérale sur l'enlèvement international d'enfants et les conventions de La Haye sur la protection des enfants et des adultes

- 213.32 Loi du 24 octobre 1985 sur les mesures d'assistance et la privation de liberté
- 213.322 Décret du 24 octobre 1985 sur l'admission et la sortie des patients en établissements psychiatriques

214 *Droit successoral*

- 214.431 Décret du 6 décembre 1978 sur l'établissement d'inventaires

215 *Droits réels*

- 215.122.14 Loi du 9 novembre 1978 concernant le rachat des droits de propriété et d'usufruit grevant les arbres situés sur le fonds d'un tiers
- 215.124.1 Loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural du 21 février 2001
- 215.126.1 Loi du 22 octobre 1987 portant exécution de la loi fédérale du 16 décembre 1983 sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger
- 215.126.10 Arrêté du Gouvernement du 16 août 1988 dressant la liste des lieux dans lesquels l'acquisition de logements de vacances ou d'appartements dans un appart-hôtel peut être autorisée
- 215.126.2 Loi du 9 novembre 1978 touchant les acquisitions d'immeubles et de droits hypothécaires
- 215.129.1 Ordonnance du 23 août 2005 relative à la commission cantonale d'estimation foncière
- 215.231 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'engagement du bétail
- 215.322.1 Ordonnance du 7 décembre 1999 concernant l'organisation du Registre foncier
- 215.326.2 Loi du 9 novembre 1978 réglant les droits de mutation et les droits perçus pour la constitution de gages
- 215.341 Loi du 9 novembre 1978 sur les levées topographiques et cadastrales
- 215.342.1 Décret du 6 décembre 1978 relatif à la mise à jour des documents cadastraux
- 215.342.6 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le tarif des honoraires pour la conservation des documents cadastraux
- 215.346.1 Décret du 19 janvier 2000 sur les mensurations cadastrales

22 ***Dispositions complémentaires et d'exécution du Code des obligations***

221 *Dispositions générales*

- 221.211 Arrêté du 30 novembre 1978 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat intercantonal du 8 octobre 1957 réprimant les abus en matière d'intérêt conventionnel

222 *Contrats*

- 222.132.1 Loi du 15 février 1990 portant introduction de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur le bail à ferme agricole
- 222.153.11 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 28 septembre 1956 permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail
- 222.153.12 Règlement du Gouvernement du 2 décembre 2003 instituant une commission tripartite au sens de l'article 360b du Code des obligations
- 222.153.21 Contrat-type de travail du 20 décembre 1995 pour les travailleurs agricoles et le service de maison dans l'agriculture
- 222.153.22 Contrat-type de travail du 6 décembre 1978 pour travailleurs de l'économie domestique
- 222.153.23 Contrat-type de travail du 20 juin 2006 pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail

224 *Registre du commerce*

- 224.1 Ordonnance du 7 décembre 1999 concernant l'organisation du registre du commerce

27 ***Procédure civile*****271** *Dispositions générales*

- 271.1 Loi d'introduction du Code de procédure civile du 16 juin 2010 (LiCPC)
- 271.10 Arrêté du Gouvernement du 30 avril 2002 dressant la liste des réquisitions à fin de mesures ou d'ordonnances à prendre ou à rendre en vertu du droit civil vidées selon la procédure sommaire
- 271.13 Ordonnance du 30 juin 1992 portant introduction de la Convention de Lugano

28 ***Poursuite pour dettes et faillite*****281** *Loi introductive*

- 281.1 Loi du 11 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite

282 *Organisation*

- 282.31 Décret du 11 décembre 1996 concernant les agents de poursuites
- 282.311 Règlement du 11 novembre 1980 concernant les cercles pour la nomination des agents de poursuites

284	<i>Procédures spéciales</i>
284.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 4 décembre 1947 réglant la poursuite pour dettes contre les communes et autres collectivités de droit public cantonal
284.76	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'annulation de la saisie conservatoire des aéronefs

Loi d'introduction du Code civil suisse¹⁾

du 9 novembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 52 du titre final du Code civil suisse²⁾,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale³⁾,

arrête :

TITRE PREMIER : Des autorités compétentes et de la procédure

A. Autorités
judiciaires
I. En général

Article premier⁴¹⁾⁵¹⁾ La compétence des autorités judiciaires se détermine d'après les règles du Code de procédure civile⁵⁶⁾ et celles de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse⁵⁴⁾ toutes les fois qu'une décision judiciaire est nécessaire ou prévue par le Code civil suisse (CC), la loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le Code civil suisse (livre cinquième : Code des obligations (CO)⁴⁾, la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (LPart)⁴⁰⁾ ou la présente loi (LiCC) et que celle-ci n'en dispose pas autrement.

II. Juge civil

Art. 2⁵⁾⁵¹⁾ Le juge civil du Tribunal de première instance traite toutes les affaires dont la connaissance n'est pas attribuée à une autre autorité par la présente loi.

Art. 2a à 7⁶⁾

Procédure

Art. 7a⁵²⁾ Les dispositions du Code de procédure civile⁵⁶⁾ s'appliquent aux décisions judiciaires rendues en vertu de la présente loi, à moins que celle-ci n'en dispose autrement.

B. Autorités
administratives
I. Maire

Art. 8⁷⁾⁷²⁾ Le maire, ou le fonctionnaire désigné par la commune, est compétent dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse :

Art. 333, al. 3. Pour prendre les mesures nécessaires à l'égard des personnes de la maison d'un chef de famille atteintes de déficience mentale ou de troubles psychiques destinées à assurer la sécurité de celles-ci et des autres personnes.

Art. 720 et 721, al. 2. Pour recevoir avis des choses trouvées et en permettre la vente aux enchères publiques.

II. Conseil communal

Art. 9^{[37\)](#)57)} ¹ Le conseil communal ou l'autorité désignée par la commune sont compétents dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse, le Code des obligations ou la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe :

Code civil suisse :

Art. 106. Pour intenter l'action en annulation du mariage.

Art. 259, al. 2, chiffre 3, et 260a. Pour intenter l'action en contestation de la reconnaissance de paternité.

Art. 261, al. 2. Pour agir en qualité de défendeur dans l'action en paternité.

Art. 504 et 505. Pour garder les testaments qui ne sont pas déposés chez un notaire.

Art. 551, al. 3. Pour communiquer le décès à l'autorité du domicile du défunt.

Art. 552. Pour introduire une procédure des scellés.

Code des obligations :

Art. 246, al. 2. Pour poursuivre contre le donataire l'exécution d'une charge imposée dans l'intérêt de la commune.

Loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personne du même sexe :

Art. 9, al. 2. Pour intenter l'action en annulation du partenariat enregistré.^{[41\)](#)}

² Dans les cas prévus par les articles 259, alinéa 2, chiffre 3, 260a et 550 du Code civil suisse, les attributions des communes et corporations bourgeoises demeurent réservées.

III. Recette et Administration de district

Art. 9a^{[38\)](#)} La Recette et Administration de district est l'autorité compétente dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse:

Art. 490, al. 1. Pour faire dresser inventaire de la succession échue au grevé de substitution.

Art. 553 à 556. Pour prendre les mesures propres à assurer la dévolution de l'hérédité et recevoir les testaments découverts lors du décès, sous réserve des articles 54 à 56a de la présente loi.

Art. 592. Pour faire dresser inventaire d'une succession dévolue au Canton.

IV. Juge administratif

Art. 10³⁴⁾⁵⁸⁾ Le juge administratif est l'autorité compétente dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse ou le Code des obligations :

Code civil suisse :

Art. 518. Pour surveiller les exécuteurs testamentaires.

Art. 570, 574 à 576. Pour recevoir les déclarations de répudiation de succession et prendre les mesures qui s'y rapportent.

Art. 580 et 581. Pour accorder le bénéfice d'inventaire et faire dresser l'inventaire.

Art. 588. Pour recevoir la déclaration des héritiers une fois l'inventaire terminé.

Art. 593 et 595. Pour autoriser la liquidation officielle de la succession et prendre les mesures y relatives.

Art. 602, al. 3. Pour désigner le représentant d'une communauté héréditaire.

Art. 609. Pour intervenir officiellement au partage de successions.

Code des obligations :

Art. 246, al. 2. Pour poursuivre contre le donataire l'exécution d'une charge imposée en faveur du district ou de plusieurs communes du même district.

V. Officier de police judiciaire

Art. 10a⁴⁵⁾ L'officier de police judiciaire, au sens de l'article 9 de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse⁴⁶⁾, est l'autorité compétente dans le cas ci-après prévu par le Code civil suisse :⁵⁵⁾

Art. 28b, alinéa 4. Pour prononcer l'expulsion immédiate du logement commun en cas de crise (art. 20a à 20c LiCC).

Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte

Art. 11⁵³⁾⁷³⁾ L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte est compétente pour toutes les tâches qui lui sont dévolues en vertu des législations fédérale et cantonale.

VII. Gouvernement

Art. 12³⁷⁾⁵⁷⁾⁷²⁾ Le Gouvernement ou le département désigné par lui est l'autorité compétente dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse ou le Code des obligations :

Code civil suisse :

Art. 30. Pour autoriser les changements de nom (département auquel est rattaché le Service de la population).

Art. 78. Pour demander la dissolution d'une association dont le but est illicite ou contraire aux mœurs.

Art. 84. Pour exercer la surveillance sur les fondations qui relèvent par leur but du Canton, d'un district ou d'une ou plusieurs communes (Département de la Justice).

Art. 85, 86, 86a, 86b et 88. Pour modifier l'organisation, le but ou les charges et conditions des fondations sous surveillance cantonale ou prononcer leur dissolution (Département de la Justice).

Pour les institutions de prévoyance professionnelle ainsi que les institutions qui servent à la prévoyance professionnelle, le Parlement confie les compétences au sens des articles 84, 85, 86, 86a, 86b et 88 à un établissement de droit public doté de la personnalité juridique (art. 61, al. 3, LPP)

Art. 268. Pour prononcer l'adoption.

Art. 290 et 293, al. 2. Pour aider à l'exécution des obligations d'entretien et verser les avances d'entretien (Département de la Santé et des Affaires sociales⁹⁾).

Art. 885. Pour autoriser les établissements de crédit et les sociétés coopératives à faire les opérations de prêt et de crédit sur l'engagement de bétail (Département de la Justice).

Art. 907. Pour autoriser l'exercice du métier de prêteur sur gages.

Code des obligations :

Art. 246, al. 2. Pour poursuivre contre le donataire l'exécution d'une charge imposée en faveur du Canton ou de plusieurs districts.

Art. 359. Pour rédiger les contrats-types de travail ou d'apprentissage.

Art. 482. Pour conférer le droit d'émettre des papiers-valeurs pour marchandises entreposées.

Art. 515. Pour autoriser les loteries et tirages au sort.

Art. 522 et 524. Pour reconnaître les asiles d'entretien viager et approuver leurs conditions d'admission et leurs règlements d'ordre intérieur (Département de la Santé et des Affaires sociales).

VIII. Recours et
procédure de
recours

Art. 13 La procédure de recours est régie par les dispositions du Code de procédure administrative.¹⁰⁾

TITRE DEUXIEME : Dispositions organiques et droit civil cantonal

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

A. Authenticité

Art. 14 ¹ Le notaire donne l'authenticité aux actes et reçoit les testaments publics.

² Sa compétence, ses devoirs ainsi que la forme des actes notariés sont déterminés par les dispositions des lois et décrets en la matière.

³ Les formes spéciales prescrites par le Code civil suisse et leurs effets quant à la validité de certains actes demeurent réservés.

B. Publication
I. En général

Art. 15¹¹⁾ Les publications, sommations et avis publics prévus par le Code civil suisse, le Code des obligations et la présente loi, ainsi que ceux des autorités, ont lieu par insertion dans le Journal officiel ou par lecture et affichage publics.

II. Publication
spéciale
1. Dans le
Journal officiel

Art. 16¹²⁾⁷²⁾ Les publications prévues par les articles 36, 174, 555, 558, 582, 662 du Code civil suisse, et par l'article 359a du Code des obligations se font dans le Journal officiel.

2. Triple
publication

Art. 17⁷²⁾ Dans les cas des articles 36, 555, 558, 582 et 662 du Code civil suisse, la publication devra avoir lieu trois fois de suite.

III. Dans la
Feuille officielle
suisse du
commerce

Art. 18¹ Les publications dans la Feuille officielle suisse du commerce prescrites par le Code civil suisse et le Code des obligations demeurent réservées.

² Est de même réservé le droit des autorités compétentes d'ordonner toutes autres publications qui leur paraîtront convenables.

CHAPITRE II : Des personnes

A. Etat civil
I. Organisation

Art. 19 La circonscription des arrondissements de l'état civil, la nomination et la rétribution des officiers de l'état civil et de leurs suppléants seront réglées par un décret du Parlement, décret qui complétera d'autre part les dispositions fédérales sur la surveillance en matière d'état civil, la publication et la célébration des mariages ainsi que la tenue du registre des mariages.

II. Obligation de
donner avis des
naissances dont
la mère n'est pas
mariée avec le
père

Art. 20⁷²⁾ Les officiers de l'état civil informeront d'office l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte de toute naissance d'enfant n'ayant de rapport de filiation qu'avec la mère.

B. Expulsion
immédiate du
logement
commun en cas
de crise
I. Décision

Art. 20a⁴⁵⁾ ¹ En cas de violence, de menaces ou de harcèlement, l'officier de police judiciaire, au sens de l'article 9 de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse⁴⁶⁾, peut prononcer l'expulsion immédiate du logement commun en cas de crise (art. 28b, al. 4, CC) pour une durée de 10 jours au plus.⁵⁵⁾

² La décision est notifiée par écrit à la personne expulsée et à la personne qui fait l'objet de l'atteinte.

³ Outre les exigences des articles 85 et 86 du Code de procédure administrative⁴⁷⁾, elle comporte notamment les éléments suivants :

- a) la durée de l'expulsion;
- b) l'obligation pour la personne expulsée de remettre à un agent public ses clés du logement commun et de lui communiquer une adresse où elle pourra être atteinte;
- c) le droit pour la personne expulsée de prendre dans le logement commun, au moment de l'expulsion et en présence d'un agent public, les effets personnels strictement nécessaires pour la durée de l'expulsion;
- d) une menace de la peine prévue à l'article 292 du Code pénal suisse⁴⁸⁾ en cas d'insoumission à une décision de l'autorité;
- e) si nécessaire, le recours à la force publique afin de garantir son exécution;
- f) en annexe, une information sur les droits et les obligations de la personne expulsée et de la personne qui fait l'objet de l'atteinte.

II. Recours

Art. 20b⁴⁵⁾ ¹ La décision est sujette à recours dans les 5 jours dès sa notification auprès du juge administratif. Celui-ci statue sans délai.

² La procédure d'opposition ne s'applique pas.

³ Le recours n'a pas d'effet suspensif, à moins que la décision ne le prévoie ou que l'autorité de recours n'en décide autrement, d'office ou sur requête.

⁴ Si une partie le requiert, l'autorité de recours peut en tout temps retirer l'effet suspensif accordé ou prendre d'autres mesures provisionnelles.

III. Renvoi

Art. 20c⁴⁵⁾ Au surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative⁴⁷⁾.

C. Corporations d'allmends et autres

Art. 21 ¹ Les corporations d'allmends, de forêts, de chemins, d'usagers, de pâturages, de digues, les associations de concessionnaires de forces hydrauliques prévues par l'article 60 de la loi sur l'utilisation des eaux¹³⁾, les syndicats d'améliorations foncières, les caisses d'assurance du bétail et autres corporations du même genre soumises au droit cantonal acquièrent la personnalité civile par la sanction du département compétent en vertu du décret d'organisation donnée à leurs statuts et à leurs règlements et sans avoir besoin de se faire inscrire au registre du commerce.

² Les corporations de ce genre qui existent déjà sont reconnues comme personnes morales, mais sont tenues de soumettre leurs statuts et leurs règlements à la sanction du département compétent en vertu du décret d'organisation.

³ Celui-ci peut leur fixer un délai à cet effet, sous commination de peine.

CHAPITRE III : De la famille

A. Registre des régimes matrimoniaux

Art. 22 ¹ Le préposé au registre du commerce est tenu de conserver les registres des régimes matrimoniaux établis conformément à l'ancien droit et de les tenir à disposition de qui est appelé à les consulter.¹²⁾

2 ...⁴²⁾

3 ...⁴²⁾

B. Offices de consultation conjugale ou familiale

Art. 22a¹⁴⁾ L'encouragement à la création d'offices de consultation conjugale ou familiale ou le soutien à certaines associations ou collectivités dans la mise sur pied ou le développement d'offices privés font l'objet d'un décret du Parlement.

Art. 23 à 25⁷⁴⁾

C. Protection de l'enfant
Droit d'aviser et obligation de signaler

Art. 26⁴³⁾⁷²⁾ Le droit d'aviser l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte ou l'obligation de l'informer d'une situation dans laquelle un enfant est victime de mauvais traitements, ne reçoit pas les soins ou l'attention commandée par les circonstances, ou dont les intérêts ne sont pas sauvegardés de manière adéquate, se règle conformément aux articles 12 et 13 de la loi sur la politique de la jeunesse⁴⁴⁾.

Art. 27⁷⁴⁾

D. Organisation de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte

Art. 28¹⁵⁾⁷²⁾ L'organisation de la protection de l'enfant et de l'adulte est régie par une loi spéciale.

Art. 29³⁶⁾

Art. 30 à 49⁷⁴⁾**Art. 50⁵⁹⁾**

E. Asile de
famille

Art. 51 ¹ Il est permis de fonder des asiles de famille suivant les règles posées dans les articles 349 à 358 du Code civil suisse.

² L'organisation en sera réglée par une ordonnance du Gouvernement.

CHAPITRE IV : Des successions**Art. 52¹⁶⁾**

A. Successions
en déshérence

Art. 53 Les successions en déshérence sont dévolues à l'Etat. La moitié de la succession revient à la commune du dernier domicile du défunt.

B. Mesures
conservatoires
I. Procédure des
scellés

Art. 54³⁹⁾ ¹ L'autorité communale compétente introduit une procédure des scellés :

- a) ⁷²⁾ au décès d'une personne qui vivait seule et ne bénéficiait pas d'une mesure de protection (tutelle, curatelle de représentation ou de portée générale ou mandat pour cause d'incapacité);
- b) à la demande d'un héritier;
- c) chaque fois qu'elle juge cette mesure opportune.

² Le décret sur l'établissement d'inventaires¹⁷⁾ règle la procédure.

II. Inventaire
successoral

Art. 55³⁹⁾ ¹ La Recette et Administration de district fait dresser un inventaire :

- a) ⁷²⁾ lorsqu'un héritier est ou doit être placé sous tutelle ou sous curatelle de représentation ou de portée générale;
- b) en cas d'absence prolongée d'un héritier qui n'a pas laissé de fondé de pouvoirs;
- c) à la demande d'un héritier;
- d) quand le père ou la mère sont morts et qu'il y a des enfants mineurs.

² Elle peut renoncer à l'établissement d'un inventaire lorsqu'il est notoire que le défunt ne possédait aucune fortune ou seulement une fortune minime et n'avait pas effectué d'avancement d'hoirie.

³ L'inventaire est dressé par un notaire.

⁴ Le décret sur l'établissement d'inventaires¹⁷⁾ règle la procédure.

III. Recherche des héritiers

Art. 55a³⁸⁾ ¹ La Recette et Administration de district procède aux sommations prévues par l'article 555 du Code civil suisse. Les sommations sont publiées conformément aux articles 16 et 17.

² Lorsqu'un inventaire est ordonné, les sommations sont faites par le notaire chargé de le dresser.

IV. Testaments 1. Annonce au registre central

Art. 55b³⁸⁾ Les testaments publics et les pactes successoraux instrumentés par les notaires de même que les testaments olographes déposés auprès d'eux ou auprès des communes (art. 9, al. 1) sont annoncés au registre central suisse des testaments aux frais du testateur, sauf dispense expresse de ce dernier. L'annonce est faite par le notaire ou par la commune.

2. Ouverture

Art. 55c³⁸⁾ ¹ Lorsque le défunt a laissé un ou plusieurs testaments, le notaire chargé de dresser l'inventaire procède à leur ouverture conformément aux articles 557 et 558 du Code civil suisse. S'il est renoncé à l'établissement d'un inventaire, la Recette et Administration de district désigne le notaire ayant reçu en dépôt un testament ou, à défaut, celui proposé par les héritiers. La désignation du notaire est définitive.

² Le notaire avise les exécuteurs testamentaires du mandat que leur a conféré le défunt (art. 517, al. 2 CC).

3. Garde³⁹⁾

Art. 56 ¹ Les testaments restent après leur ouverture en la garde du notaire qui les a ouverts.³⁹⁾

² Lorsque la succession est liquidée par un notaire, le testament reste déposé en son étude.

V. Certificats d'héritier et d'exécuteur testamentaire

Art. 56a³⁸⁾ Les notaires sont seuls compétents pour délivrer, conformément à l'article 559 du Code civil suisse, un certificat d'héritier légal, institué ou contractuel, ou un certificat d'exécuteur testamentaire.

C. Partage I. Limite de morcellement

Art. 57¹⁸⁾ Il est interdit de morceler un bien-fonds en parcelles d'une contenance inférieure à 25 ares, s'il s'agit de terrains, exception faite des cours, assises de maisons, jardins, vergers, potagers et terrains à bâtir, et à 50 ares s'il s'agit de forêts.

II. Estimation des
biens-fonds dans
les partages

Art. 58⁵⁸⁾ Dans les partages de successions, le prix d'attribution des immeubles (art. 617 à 619 CC) est fixé par la commission cantonale d'estimation foncière instituée par la loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural⁶⁰⁾.

CHAPITRE V : Des droits réels

A. Accessoires

Art. 59 Les biens meubles, tels que machines, mobilier d'hôtel et autres choses semblables qui servent à l'exploitation d'un établissement industriel ou commercial sont considérés, d'après l'usage admis jusqu'à présent, comme accessoires des bâtiments et peuvent en cette qualité être constitués en gage en même temps que ces derniers.

B. Terres
nouvelles,
choses sans
maître et biens
du domaine
public
I. Terres
nouvelles

Art. 60 ¹ Les terres utilisables qui se forment dans les régions sans maître par alluvion, remblais, glissements de terrain, changements de cours ou de niveaux des eaux publiques, ou d'autre manière encore, appartiennent à l'Etat.

² L'Etat peut attribuer ces terres aux propriétaires des fonds contigus ou les destiner à l'entretien du cours d'eau.

³ Si des terrains boisés ou incultes bordant les rives d'un cours d'eau ne servent pas encore à son entretien, le Département de l'Environnement et de l'Equipeement peut les affecter à cette destination.

II. Choses sans
maître et biens
du domaine
public
1. Occupation

Art. 61 ¹ Les terrains sans maître ne peuvent devenir propriété privée sans l'autorisation du Département de l'Environnement et de l'Equipeement; ceux qui le deviendront seront immatriculés au registre foncier.

² Sont choses du domaine public les lacs, rivières et ruisseaux sur lesquels il n'y a pas domaine privé établi par titre.

³ Les fonds riverains régulièrement inondés par les hautes eaux font partie intégrante du lit de la rivière ou du lac.

2. Usage et
exploitation

Art. 62 ¹ L'usage et l'exploitation des terrains sans maître et des choses du domaine public, en particulier du lit des lacs et rivières, sont placés sous la surveillance de l'Etat.

² Si cet usage et cette exploitation portent atteinte à l'intérêt public, en particulier au service des digues, le Département de l'Environnement et de l'Équipement peut les interdire.

³ Le Département de l'Environnement et de l'Équipement peut concéder exclusivement aux associations de digues l'exploitation du lit des lacs et rivières, ou l'assujettir au paiement d'un droit, si elle a une importance considérable.

III. Territoires en mouvement permanent

Art. 62a¹⁹⁾ ¹ Le Service de l'aménagement du territoire requiert, d'office ou sur demande, la mention au registre foncier des territoires en mouvement permanent.

² Les géomètres d'arrondissement et les géomètres chargés de la mise au courant des plans cadastraux sont tenus de signaler les territoires en mouvement permanent au Service de l'aménagement du territoire.

³ Avant de requérir la mention, le Service de l'aménagement du territoire invite les propriétaires intéressés à se déterminer au sujet de la mention envisagée.

⁴ En cas de contestation de la part des propriétaires, le Service de l'aménagement du territoire rend une décision constatant la nature du terrain en question.

C. Droits de voisinage
I. Constructions et plantations
1. Distances à la limite

Art. 63 ¹ Pour les constructions qui dépassent, en n'importe quel point, le sol naturel de plus de 1,20 m, une distance à la limite de 3 m au moins sera observée par rapport aux biens-fonds voisins. Sont réservées les prescriptions de droit public concernant la manière de bâtir en ordre contigu ou presque contigu.

² Si la manière de construire en ordre contigu est admise, mais non prescrite, le propriétaire foncier qui ne pose pas les murs extérieurs latéraux à la limite est tenu d'observer une distance à la limite de 6 m.

³ Si, en vertu de la législation antérieure, un bâtiment voisin avec mur extérieur a été construit à la limite, une construction contiguë de mêmes dimensions est autorisée.

2. Bâtiments
contigus et
annexes

Art. 64 Pour des constructions à un niveau, contiguës et annexes, qui ne sont pas affectées au séjour permanent d'hommes ou d'animaux, une distance de 2 m par rapport à la limite suffit, pour autant que, dans ces bâtiments, la hauteur moyenne de la façade ne dépasse pas 4 m et leur superficie ne dépasse pas 60 m².

3. Parties
saillantes du
bâtiment

Art. 65 Les parties saillantes du bâtiment, telles qu'avant-toits, perrons et balcons, ne peuvent empiéter que de 1,20 m au plus sur la distance à la limite, à compter du mur extérieur.

4. Fosses
d'aisances et à
fumier

Art. 66 ¹ Les installations destinées à recueillir les excréments, le purin, le fumier et d'autres détritux malodorants seront construites à une distance de 3 m au moins par rapport à la limite.

² Si ces installations sont construites de manière à ne pas nuire aux voisins, il n'est pas besoin d'observer la distance à la limite, pour autant que ces installations ne dépassent pas le sol naturel de plus de 1,20 m.

5. Droit de
reconstruire

Art. 67 ¹ Un bâtiment totalement ou partiellement détruit par l'action d'éléments naturels peut être reconstruit dans ses dimensions antérieures dans un délai de cinq ans, sans égard aux distances de droit privé par rapport à la limite.

² Le délai est réputé observé si, avant son expiration, la demande d'un permis a été présentée. La reconstruction se fera sans interruption arbitraire.

6. Murs coupe-
feu
a) Obligation

Art. 68 Les bâtiments construits à la limite seront pourvus, du côté de la limite, d'un mur coupe-feu.

b) Propriété

Art. 69 ¹ Par l'achat, le voisin acquiert en copropriété le droit d'utiliser aussi un mur coupe-feu existant.

² Il sera payé pour ce droit une indemnité calculée en fonction de l'intérêt des voisins concernés à l'existence du mur coupe-feu.

³ Il peut être fait mention, au registre foncier, des droits de propriété et d'utilisation que le voisin a acquis sur le mur coupe-feu.

- c) Exhaussement **Art. 70** Chaque copropriétaire a le droit d'exhausser le mur coupe-feu ou de l'approfondir. Il supporte seul les frais qui résultent de ces travaux. Si le voisin bâtit en contiguïté au nouveau pan de mur, il paiera l'indemnité prévue à l'article 69, alinéa 2, ci-dessus.
7. Murs de soutènement et talus
a) Obligation de construire; exécution **Art. 71** ¹ Celui qui procède à des remblais ou à des fouilles le long de la limite est tenu de protéger le bien-fonds voisin au moyen de murs de soutènement ou de talus.
- ² L'inclinaison maximale des talus sera de 45° (100 %). Dans les terrains abrupts demeure réservée une inclinaison plus forte des talus qui se sont formés naturellement ou ont été suffisamment consolidés.
- ³ Le mur de soutènement peut être placé à la limite. S'il sert au remblai, il ne doit pas dépasser de plus de 1,20 m le sol naturel le plus élevé.
- b) Propriété **Art. 72** ¹ Le mur de soutènement placé sur la limite est considéré comme faisant partie intégrante du fonds du propriétaire qui l'a construit. Si cela ne peut être déterminé, le mur est réputé appartenir en copropriété aux deux voisins.
- ² Au surplus sont applicables les prescriptions relatives aux murs coupe-feu.
8. Clôtures **Art. 73** ¹ Les clôtures, telles que palissades, murs et haies, peuvent être établies à la limite si elles n'excèdent pas une hauteur de 1,20 m à compter du sol naturel du fonds le plus élevé.
- ² Les clôtures plus hautes seront éloignées de la limite d'une distance équivalant à l'excédent de leur hauteur, mais au maximum de 3 m.
- ³ Pour les haies à feuillage persistant, les distances à observer sont augmentées de 50 cm et comptées jusqu'au milieu de l'endroit où se trouve la plantation.
9. Arbres et buissons **Art. 74** ¹ Pour les arbres et buissons plantés après l'entrée en vigueur de la présente disposition, on observera à tout le moins les distances à la limite suivantes calculées jusqu'au milieu de l'endroit où se trouve la plantation :
- 5 m pour les arbres à haute tige qui ne sont pas des arbres fruitiers, ainsi que pour les noyers;
 - 3 m pour les arbres fruitiers à haute tige;

- 1 m pour les arbres fruitiers nains, les arbres ornementaux et les espaliers, pour autant qu'ils soient constamment taillés en vue de ne pas dépasser une hauteur de 3 m;
- 50 cm pour les buissons ornementaux d'une hauteur de 2 m au plus, ainsi que pour les buissons à baies et les vignes.

² Ces distances seront observées aussi pour les arbres et buissons sauvages.

³ Pour les prétentions tendant à supprimer les plantations trop proches, le délai de prescription est de cinq ans. L'observation des hauteurs maximales peut être exigée en tout temps.

10. Ombre portée

Art. 75 ¹ Si l'ombre projetée par des arbres à haute tige porte une atteinte grave aux conditions d'hygiène des logements, le propriétaire de ces arbres est tenu de les tailler, moyennant une indemnité équitable, pour en réduire la hauteur à des proportions tolérables et, en cas de nécessité, de les supprimer.

² Demeure réservé le maintien de ces arbres en fonction d'intérêts publics, en particulier ceux de la protection de la nature et du patrimoine, ainsi que de la protection des allées.

11. Utilisation de murs placés à la limite

Art. 76 Le voisin a le droit, sans être tenu à indemnité, d'établir, aux murs et aux parois situés à ou sur la limite, des installations qui ne causent point de dommages, notamment des espaliers.

12. Droit de passage sur le fonds voisin

Art. 77 Le voisin tolérera le passage sur son bien-fonds ou l'utilisation temporaire de ce fonds, lorsqu'ils sont nécessaires à l'établissement ou à l'entretien de constructions, de routes, de plantations le long de la limite ou de toutes autres installations, telles que les conduites. Il sera informé en temps utile et peut exiger que ces droits soient exercés avec le plus d'égard possible et moyennant dédommagement intégral.

II. Plantations forestières

Art. 78 ¹ Les plantations dans les bois et forêts ne doivent pas s'approcher à plus d'un mètre de la limite de la propriété voisine. En outre les trouées de démarcation doivent toujours avoir au moins un mètre de large.

² A côté d'un terrain non boisé, la lisière de la forêt doit se trouver à cinq mètres en arrière de la ligne de démarcation s'il s'agit d'un peuplement neuf et à trois mètres au moins s'il s'agit d'un repeuplement; dans cette largeur peut être comprise celle du chemin ou fossé qui longe intérieurement la limite.

III. Ouvrages
servant à la
vidange des
forêts

Art. 79 Les propriétaires dont les bois et forêts ne sont pas reliés suffisamment à une voie publique, peuvent exiger, contre pleine et entière indemnité, que leur soit concédé le droit d'établir les ouvrages nécessaires pour la vidange, tels que dévaloirs, glissoirs, etc.

IV. Droits de
passage, de
barre et
d'irrigation et
clôtures

Art. 80 ¹ Demeurent en vigueur les usages suivis jusqu'à présent ainsi que les dispositions de police ou d'ordre économique des droits coutumiers en ce qui concerne la faculté accordée aux propriétaires d'emprunter le fonds voisin pour travaux d'exploitation, de réparation ou de construction sur leurs propres fonds et en ce qui a trait aux droits de barre, de charrue, d'abreuvoir, de passage en saison morte, de dévalage, d'irrigation et autres droits analogues, comme aussi en ce qui touche les fossés, haies, murs et autres clôtures.

² Les dispositions y relatives seront réunies et précisées dans un décret du Parlement. Les droits qui en découlent ne seront pas inscrits au registre foncier.

D. Restrictions
de droit public
I. Antiquités,
monuments
naturels, etc.

Art. 81 ¹ Le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance les mesures nécessaires et à édicter des peines pour la protection et la conservation des antiquités, des monuments naturels, des plantes, pour protéger contre toute altération les sites, l'aspect des localités et les points de vue et pour sauvegarder les sources d'eaux minérales.

² En tant et pour aussi longtemps que le Gouvernement ne fait pas usage de cette faculté, les communes pourront l'exercer à sa place. Les ordonnances qu'elles rendront à cette fin seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

³ L'Etat et les communes peuvent protéger et rendre accessibles par voie d'expropriation, et en particulier par l'établissement de servitudes publiques, les antiquités, monuments naturels, sites, aspects et points de vue. Il leur est loisible de déléguer cette faculté à des associations et fondations d'utilité publique.

II. Ouvrages de
protection contre
les éléments

Art. 82 L'Etat et les communes ont le droit d'exiger, contre pleine et entière indemnité, la cession des terrains et l'établissement des servitudes foncières qui sont nécessaires pour construire des ouvrages de protection contre les phénomènes naturels tels que tourmentes de neige, éboulements, inondations, etc. Les ouvrages existants qui servent à pareille fin ne peuvent pas être supprimés sans l'assentiment du conseil communal.

III. Clôtures de sécurité

Art. 83 Les communes ont le droit d'édicter, afin de prévenir les accidents, des dispositions portant obligation d'entourer d'une clôture les canaux, fossés, etc., non couverts.

IV. Signaux et repères topographiques et cadastraux

Art. 84 ¹ Les propriétaires fonciers sont tenus, moyennant avertissement, de tolérer gratuitement l'établissement des signaux et repères topographiques et cadastraux et, en particulier, des points de triangulation, de polygone et de nivellement, ainsi que les mesures nécessaires à leur conservation et à leur entretien.

² Le dommage causé aux cultures donne lieu à indemnité.

³ A la demande du Bureau topographique fédéral ou du Service cantonal de l'aménagement du territoire, l'existence de pareils signaux et repères sera mentionnée dans le registre foncier.

E. Dérivation de sources

Art. 85 Est applicable au captage et à la dérivation des sources et des eaux souterraines la loi sur l'utilisation des eaux¹³⁾.

F. Forêts et pâturages communs, etc., qui ne peuvent être partagés

Art. 86 On ne peut partager les forêts, pâturages, fontaines et ruisseaux qui appartiennent à une corporation d'allmend ou à quelque autre association de ce genre, ou dont l'exploitation ou l'usage rationnels deviendraient impossibles par le fait même.

G. Gages immobiliers
I. Purge hypothécaire

Art. 87 ¹ La purge hypothécaire (art. 828 à 830 CC) est permise.

² La somme à payer pour purger peut être fixée par estimation officielle, effectuée par la commission cantonale d'estimation foncière instituée par la loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural⁶⁰⁾, si tous les créanciers en font la demande et que l'acquéreur y consent.⁵⁸⁾

II. Hypothèques légales

Art. 88²⁰⁾⁵⁸⁾ ¹ Il existe une hypothèque légale pour les créances suivantes :

- a) en faveur de l'Etat, des communes, des Eglises et de leurs paroisses, pour l'impôt sur le gain immobilier ainsi que l'impôt sur la fortune afférent aux immeubles et aux forces hydrauliques (art 190 de la loi d'impôt⁶¹⁾ et 23 de la loi sur les rapports entre les Eglises et l'Etat⁶²⁾);
- b) en faveur de l'Etat, des communes, des Eglises et de leurs paroisses, pour l'impôt de succession et de donation afférents aux immeubles et aux forces hydrauliques (art. 38 de la loi sur l'impôt de succession et de donation⁶³⁾ et 23 de la loi sur les rapports entre les Eglises et l'Etat⁶²⁾);

- c) en faveur de l'Etat, pour les droits de mutation et les droits perçus pour la constitution de gages (art. 22 de la loi réglant les droits de mutation et les droits perçus pour la constitution de gages⁶⁴⁾);
- d) en faveur de l'Etat, pour les redevances relatives aux concessions hydrauliques (art. 14 du décret sur les redevances et les émoluments dus pour l'utilisation des eaux⁶⁵⁾);
- e) en faveur de l'Etablissement d'assurance immobilière et de prévention, pour les primes dues au titre de l'assurance incendie obligatoire des bâtiments (art. 19 de la loi sur l'assurance immobilière⁶⁶⁾);
- f) en faveur des communes, pour la taxe immobilière, la taxe des digues, la taxe d'épuration des eaux usées et les redevances relatives à la fourniture de l'eau potable;
- g) en faveur des communes, pour les contributions des propriétaires fonciers aux frais d'équipement (art. 26 du décret concernant les contributions des propriétaires fonciers⁶⁷⁾);
- h) en faveur des syndicats d'améliorations foncières, pour les contributions dues par les propriétaires fonciers (art. 72 de la loi sur les améliorations structurelles⁶⁸⁾);
- i) en faveur de l'Etat et des communes, pour les créances en remboursement des subventions octroyées au titre d'améliorations structurelles (art. 121 de la loi sur les améliorations structurelles⁶⁸⁾);
- j) en faveur de l'Etat, pour les crédits d'investissement forestiers octroyés à des particuliers pour des travaux liés à un bien-fonds (art. 71, al. 2, de la loi sur les forêts³²⁾);
- k) en faveur de l'Etat et des communes, pour les créances découlant de l'exécution par substitution (art. 38 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire⁶⁹⁾ et 50 de la loi sur les déchets⁷⁰⁾);
- l) en faveur des propriétaires voisins, pour les prétentions à la compensation des charges (art. 32 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire⁶⁹⁾);
- m) en faveur des coopératives de remembrement, pour leurs créances à l'égard des propriétaires participants (art. 4 du décret concernant le remembrement de terrains à bâtir⁷¹⁾).

² Ces hypothèques légales naissent sans inscription au registre foncier. Lorsqu'elles dépassent 1 000 francs, elles ne sont opposables aux tiers qui se sont fondés de bonne foi sur le registre foncier qu'aux conditions de l'article 836, alinéa 2, du Code civil suisse²⁾.

³ Elles priment toute charge inscrite sur l'immeuble grevé. Entre elles, elles concourent à parité de rang.

⁴ L'inscription de l'hypothèque légale ne rend pas la créance imprescriptible.

III. Cédules
hypothécaires
sur papier
Signature

Art. 89²²⁾⁵⁸⁾ Les cédules hypothécaires sur papier portent la signature du conservateur du registre foncier ou de son adjoint.

Art. 90²³⁾

Art. 91⁵⁹⁾

H. Gages
mobiliers
I. Engagement
du bétail

Art. 92 Le préposé à l'Office des poursuites et faillites de chaque district tiendra registre des engagements de bétail.

II. Profession de
prêteur sur
gages

Art. 93⁵⁸⁾ Le métier de prêteur sur gages est régi par la loi sur les activités économiques²⁵⁾.

Art. 94 à 96⁵³⁾

I. Registre
foncier
I. Circonscrip-
tions

Art. 97 Chaque commune municipale forme une circonscription pour la tenue du registre foncier.

II. Arrondisse-
ment

Art. 98²²⁾ ¹ Le territoire de la République et Canton du Jura forme un seul arrondissement pour la tenue du registre foncier.

² Il est tenu par le Service du registre foncier et du registre du commerce.

III. Organisation
1. Dispositions
d'exécution

Art. 99²²⁾ Le Gouvernement règle dans une ordonnance l'organisation du registre foncier, le système et les détails techniques de la tenue informatisée du registre foncier, ainsi que les modalités d'accès aux données.

2. Recours

Art. 100²²⁾⁵⁸⁾ La procédure de recours contre les décisions du conservateur est régie par les articles 956a et 956b du Code civil suisse²⁾. Pour le surplus, le Code de procédure administrative est applicable¹⁰⁾.

3. Statut du personnel

Art. 101²²⁾ La loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura²⁷⁾ est applicable aux fonctionnaires du registre foncier, notamment en ce qui concerne la récusation, la responsabilité de l'Etat pour la tenue du registre foncier, le droit de recours contre le fonctionnaire fautif, de même que la responsabilité disciplinaire, dans les limites fixées par les articles 955 et suivants du Code civil suisse. L'autorité de surveillance prononce les sanctions disciplinaires.

IV. Inscription au registre foncier
1. Immeubles du domaine public

Art. 102 Les immeubles du domaine public appartenant soit à l'Etat, soit aux communes, seront immatriculés au registre foncier.

2. Réquisition des inscriptions par les notaires

Art. 103 Dans les trente jours de la réception des actes dressés par eux, les notaires en requerront d'office l'inscription au registre foncier.

V. Mise à jour des plans cadastraux

Art. 104¹ La mise à jour des plans cadastraux est faite par des géomètres nommés à cet effet.

² Le mode de nomination, la rétribution et les attributions de ces géomètres, ainsi que les émoluments de mise à jour seront fixés par un décret du Parlement.

VI. Publications

Art. 104a¹⁹⁾ ¹ Le Service du registre foncier et du registre du commerce publie tous les deux mois une liste des transferts de propriété immobilière traités au feuillet. Les listes sont affichées et peuvent être consultées librement dans les bâtiments abritant les bureaux du registre foncier.

² La publication porte sur :

- a) le numéro de l'immeuble, sa surface, sa nature et son lieu de situation, ainsi que sur la nature des bâtiments mentionnés dans l'état descriptif;
- b) les noms et le domicile ou le siège des personnes qui aliènent la propriété et de celles qui l'acquièrent;
- c) la date de l'acquisition de la propriété par l'aliénateur;
- d) les parts de copropriété et de propriété par étages;
- e) la valeur de la contre-prestation, sauf en cas de partage successoral, d'avancement d'hoirie, de contrat de mariage ou de liquidation de biens.

³ Ne sont pas publiées :

- a) les acquisitions faites par voie de succession;
- b) les acquisitions d'immeubles situés dans la zone à bâtir, lorsque leur contenance est inférieure à un are;

- c) les acquisitions d'immeubles situés hors de la zone à bâtir, lorsque leur contenance est inférieure à cinq ares;
- d) les acquisitions qui font l'objet d'un acte authentique simplifié²⁸⁾;
- e) les augmentations de parts de copropriété et de parts de propriété par étages de moins de dix pour cent.

CHAPITRE VI : Des obligations

A. Enchères I. Vente aux enchères publiques

Art. 105 ¹ Les ventes aux enchères publiques doivent être annoncées publiquement au moins huit jours à l'avance. Ce délai peut être abrégé par le juge administratif si de justes motifs l'exigent.

² Les ventes aux enchères ont lieu par le ministère d'un notaire du Canton qui en dressera procès-verbal; la criée est faite par :

- a) un agent de poursuites du district ou, à défaut, d'un autre district, s'il s'agit d'immeubles;
- b) un agent de poursuites ou une personne qualifiée proposée par le vendeur, s'il s'agit de meubles.²⁹⁾

³ Les ventes d'objets mobiliers dont la valeur totale n'excède pas 30 000 francs peuvent être publiées suivant l'usage local; il suffit qu'elles aient lieu avec le concours d'un agent de poursuites ou d'un fonctionnaire communal.²⁹⁾

II. Autres ventes aux enchères

Art. 106 Les ventes aux enchères qui n'ont pas lieu dans les formes prescrites par l'article précédent sont régies par les dispositions relatives aux ventes ordinaires.

III. Abus

Art. 107 ¹ Toutes ventes aux enchères seront clôturées ou suspendues avant l'heure de fermeture des auberges.

² Il est interdit d'influencer ou de chercher à influencer les enchères en promettant des boissons spiritueuses aux miseurs ou en leur en servant d'une façon abusive.

³ Les infractions à ces dispositions seront punies d'une amende de 50 à 1 000 francs.

B. Dettes d'auberges

Art. 108³⁰⁾ Ne peuvent faire l'objet d'une action en justice les créances résultant de la consommation de boissons alcooliques sur incitation, ou de leur vente à des personnes en état d'ébriété.

- C. ... **Art. 109**^{[23\)](#)}
- D. ... **Art. 110**^{[59\)](#)}
- E. Registre du commerce
1. Arrondissement,
dispositions
d'exécution **Art. 111**^{[22\)](#)} ¹ Un seul registre du commerce est tenu pour la République et Canton du Jura.
- ² Il est tenu par le Service du registre foncier et du registre du commerce.
- ³ Le Gouvernement règle dans une ordonnance l'organisation du registre du commerce, le système et les détails techniques de la tenue informatisée ainsi que la consultation du registre du commerce.
2. Amende d'ordre **Art. 112**^{[22\)](#)} ¹ Le préposé au registre du commerce veille à ce que les intéressés fassent procéder en temps utile aux inscriptions que la loi leur impose.
- ² Il est compétent pour infliger des amendes d'ordre aux contrevenants, conformément à l'article 943 du Code des obligations.
3. Recours **Art. 113**^{[22\)](#)}^{[49\)](#)}^{[58\)](#)} Les décisions du préposé sont sujettes à recours à la Cour civile du Tribunal cantonal.

TITRE TROISIEME : Dispositions transitoires

CHAPITRE PREMIER : De la famille

- Nom **Art. 114**^{[12\)](#)} L'officier de l'état civil est compétent pour recevoir la déclaration de la femme mariée sous l'ancien droit par laquelle elle veut faire précéder le nom de famille de celui qu'elle portait avant le mariage (art. 8a du titre final du Code civil suisse). La déclaration doit être présentée jusqu'au 31 décembre 1988 au plus tard.
- Droit de cité **Art. 115**^{[12\)](#)} La Section de l'état civil et des habitants est l'autorité compétente pour recevoir la déclaration de la femme suisse mariée sous l'ancien droit par laquelle elle entend reprendre le droit de cité qu'elle possédait lorsqu'elle était célibataire (art. 8b du titre final du Code civil suisse). La déclaration doit être présentée jusqu'au 31 décembre 1988 au plus tard.

Régime
matrimonial des
époux mariés
entre le 1.1.1912
et le 31.12.1987
Déclaration de
maintien ou
d'assujettisse-
ment

Art. 116¹²⁾ ¹ Le préposé au registre du commerce reçoit et répertorie :

- a) la déclaration commune écrite des époux qui veulent, conformément à l'article 9e, alinéa 1, du titre final du Code civil suisse, convenir de demeurer soumis au régime de l'union des biens;
- b) la déclaration commune écrite des époux qui veulent, conformément à l'article 10b, alinéa 1, du titre final du Code civil suisse, convenir de se soumettre au régime de la participation aux acquêts.

² Les déclarations visées à l'alinéa 1 doivent être présentées jusqu'au 31 décembre 1988 au plus tard.

CHAPITRE II : Des droits réels

A. Servitudes
foncières
I. Arbres situés
dans le fonds
d'autrui

Art. 117 Les droits de propriété existant sur des arbres situés dans le fonds d'autrui peuvent encore être rachetés sous le régime du Code civil suisse, conformément aux dispositions de la loi concernant le rachat des droits de propriété et d'usufruit grevant les arbres situés sur le fonds d'un tiers³¹⁾.

II. Droits de
pacage, droits
d'usage en bois
et autres
semblables

Art. 118 ¹ Les droits de pacage, les droits d'usage en bois et les droits d'usufruit sur les arbres pourront encore être rachetés suivant les dispositions de la loi sur les forêts³²⁾ et de la loi concernant le rachat des droits de propriété et d'usufruit grevant les arbres situés sur le fonds d'un tiers³¹⁾.

² Le droit de vaine pâture et de parcours sera aboli dès que la moitié des propriétaires fonciers le demanderont.

B. Gages
immobiliers
I. Assimilation
des droits de
gage immobilier
de l'ancien droit
à ceux du
nouveau droit

Art. 119 Dès l'introduction du registre foncier fédéral seront assimilés :

1. à la cédule hypothécaire du nouveau droit : les obligations hypothécaires qui résultent d'un prêt;
2. aux hypothèques du nouveau droit : les titres hypothécaires;
3. aux hypothèques légales de l'article 837 du Code civil suisse : les privilèges prévus par l'article 2103, chiffres 1, 3 et 4 du Code civil français en faveur du vendeur, des cohéritiers et architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers.

II. Droit de
profiter de la
case libre en cas
de paiement par
amortissements

Art. 120 Si, d'après le titre hypothécaire de l'ancien droit, la dette est payable par amortissements annuels, les créanciers postérieurs en rang ont le droit d'avancer dans la case libre; le créancier ou le débiteur pourront faire annoter ce droit au registre foncier conformément à l'article 814 du Code civil suisse.

Art. 121 à 124²³⁾

CHAPITRE III : Dispositions diverses

A. Le Code civil suisse applicable comme droit complémentaire

Art. 125 Le Code civil suisse et la loi fédérale du 30 mars 1911 qui le complète (livre cinquième : CO) ont force légale comme droit complémentaire pour les matières réservées à la législation cantonale.

Art. 126⁶⁾

C. Abrogation du droit civil cantonal

Art. 127 ¹ Les dispositions de droit civil de la législation cantonale seront abrogées dès l'entrée en vigueur de la présente loi, en tant qu'elles ne sont pas contenues ou réservées dans cette dernière ou à moins qu'elles ne soient réservées par le Code civil suisse.

² Il en sera de même des dispositions du Code civil français et du Code de procédure civile français.

D. Entrée en vigueur de la loi

Art. 128 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur³³⁾ de la présente loi.

Delémont, le 9 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

Loi du 9 novembre 1978 approuvée par le Conseil fédéral le 9 juin 1980.

Loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse (Effets généraux du mariage, régime matrimonial et successions) approuvée par le Conseil fédéral le 25 janvier 1988.

- 1) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1988
- 2) RS 210
- 3) RSJU 101
- 4) RS 220
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001
- 6) Abrogé(s) par le ch. VII de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1988.
Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 décembre 1999, en vigueur du 1^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2000 et selon le ch. I de la loi du 6 décembre 2000 portant introduction à la modification du Code civil suisse (nouveau droit du divorce), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 décembre 1999, en vigueur du 1^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2000 et selon le ch. I de la loi du 6 décembre 2000 portant introduction à la modification du Code civil suisse (nouveau droit du divorce), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001
- 9) Nouvelle appellation selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991. Il a été tenu compte de cette modification dans toute la présente loi. (RSJU 172.111)
- 10) RSJU 175.1
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. III de la loi du 24 avril 1986, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1986
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1988
- 13) RSJU 752.41
- 14) Introduit par le ch. I de la loi du 28 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1988
- 15) Nouvelle teneur selon la section 2 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1995
- 16) Abrogé par le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant introduction de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1988
- 17) RSJU 214.431
- 18) Abrogé par le ch. I de la loi du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000. Nouvelle teneur selon l'art. 18 de l'ordonnance introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001, et selon l'article 21 de la loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural du 21 février 2001, en vigueur depuis le 1^{er} août 2001 (RSJU 215.124.1).
- 19) Introduit par l'art. 18 de l'ordonnance introductive à la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur le droit foncier rural, du 21 décembre 1993, en vigueur du 1^{er} janvier au 31 décembre 1994, prorogée jusqu'au 31 décembre 1998 par arrêtés du Gouvernement des 20 décembre 1994, 12 décembre 1995, 3 décembre 1996 et 10 décembre 1997. Introduit par l'art. 18 de l'ordonnance introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural, du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001, et par l'art. 21 de la loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural, du 21 février 2001, en vigueur depuis le 1^{er} août 2001 (RSJU 215.124.1).

- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 décembre 1983, en vigueur depuis le 1^{er} avril 1984
- 21) Introduite par l'art. 78, al. 2, de la loi du 20 mai 1998 sur les forêts, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1999
- 22) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000
- 23) Abrogé(s) par le ch. I de la loi du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000
- 24) RSJU 176.11
- 25) RSJU 930.1
- 26) Art. 102 à 104 de l'ordonnance fédérale sur le registre foncier (RS 211.432.1)
- 27) RSJU 173.11
- 28) Loi du 9 novembre 1978 sur le notariat (art. 38, al. 2) (RSJU 189.11)
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 13 novembre 1991, en vigueur depuis le 1^{er} février 1992
- 30) Nouvelle teneur selon l'art. 93 de la loi du 18 mars 1998 sur les auberges, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1998 (RSJU 935.11)
- 31) RSJU 215.122.14
- 32) RSJU 921.11
- 33) 1^{er} janvier 1979
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 mars 2002, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2002.
- 35) Nouvelle teneur selon l'art. 77 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002 (RSJU 850.1)
- 36) Abrogé par l'art. 77 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002 (RSJU 850.1)
- 37) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 décembre 1999, en vigueur du 1^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2000 et selon le ch. I de la loi du 6 décembre 2000 portant introduction à la modification du Code civil suisse (nouveau droit du divorce). Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 38) Introduit par le ch. I de la loi du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 39) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 40) RS 211.231
- 41) Nouvelle teneur selon le ch. XVI de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007 (RSJU 211.2)
- 42) Abrogé par le ch. XVI de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007 (RSJU 211.2)
- 43) Nouvelle teneur selon l'art. 24 de la loi du 22 novembre 2006 sur la politique de la jeunesse, en vigueur depuis le 1^{er} février 2007 (RSJU 853.21)
- 44) RSJU 853.21
- 45) Introduit par le ch. I de la loi du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2007
- 46) RSJU 321.1
- 47) RSJU 175.1
- 48) RS 311.0
- 49) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 octobre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010
- 50) Nouvelle teneur selon le ch. XVI de la loi du 1^{er} septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010
- 51) Nouvelle teneur selon l'art. 17, chiffre 1, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 271.1)
- 52) Introduit par l'art. 17, chiffre 1, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 271.1)

- ⁵³⁾ Abrogé(s) par l'art. 17, chiffre 1, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 271.1)
- ⁵⁴⁾ RSJU 271.1
- ⁵⁵⁾ Nouvelle teneur selon l'art. 58, alinéa 1, de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 321.1)
- ⁵⁶⁾ RS 272
- ⁵⁷⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 juin 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012
- ⁵⁸⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2012
- ⁵⁹⁾ Abrogé par le ch. I de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2012
- ⁶⁰⁾ RSJU 215.124.1
- ⁶¹⁾ RSJU 641.11
- ⁶²⁾ RSJU 471.1
- ⁶³⁾ RSJU 642.1
- ⁶⁴⁾ RSJU 215.326.2
- ⁶⁵⁾ RSJU 752.461
- ⁶⁶⁾ RSJU 873.11
- ⁶⁷⁾ RSJU 701.71
- ⁶⁸⁾ RSJU 913.1
- ⁶⁹⁾ RSJU 701.1
- ⁷⁰⁾ RSJU 814.015
- ⁷¹⁾ RSJU 701.81
- ⁷²⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 mai 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- ⁷³⁾ Introduit par le ch. I de la loi du 23 mai 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- ⁷⁴⁾ Abrogé(s) par le ch. I de la loi du 23 mai 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

TABLE DES MATIERES

Article

TITRE PREMIER : Des autorités compétentes et de la procédure

A. Autorités judiciaires	
I. En général	1
II. Juge civil	2
(articles 2 à 7 abrogés)	
Procédure	7a
B. Autorités administratives	
I. Maire.....	8
II. Conseil communal	9
III. Recette et Administration de district	9a
IV. Juge administratif	10
V. Officier de police judiciaire.....	10a
(article 11 abrogé)	
VII. Gouvernement.....	12
VIII. Recours et procédure de recours	13

TITRE DEUXIEME : Dispositions organiques et droit civil cantonal

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

A. Authenticité.....	14
B. Publication	
I. En général	15
II. Publication spéciale	
1. Dans le Journal officiel.....	16
2. Triple publication.....	17
III. Dans la Feuille officielle suisse du commerce	18

CHAPITRE II : Des personnes

A. Etat civil	
I. Organisation	19
II. Obligation de donner avis des naissances dont la mère n'est pas mariée avec le père	20i
B. Expulsion immédiate du logement commun en cas de crise	
I. Décision	20a
II. Recours	20b
III. Renvoi	20c
C. Corporations d'allmends et autres.....	21

CHAPITRE III : De la famille

A. Registre des régimes matrimoniaux	22
B. Offices de consultation conjugale ou familiale	22a
(articles 23 à 25 abrogés)	
C. Protection de l'enfant	
Droit d'aviser et obligation de signaler	26
(art. 27 abrogé)	
D. Organisation de la protection de l'enfant et de l'adulte	28
(article 29 abrogé)	
(articles 30 à 49 abrogés)	
(article 50 abrogé)	
E. Asile de famille.....	51

CHAPITRE IV : Des successions

(article 52 abrogé)	
A. Successions en déshérence	53
B. Mesures conservatoires	
I. Procédure des scellés	54
II. Inventaire successoral	55
III. Recherche des héritiers.....	55a
IV. Testaments	
1. Annonce au registre central	55b
2. Ouverture	55c
3. Garde	56
V. Certificats d'héritier et d'exécuteur testamentaire	56a
C. Partage	
I. Limite de morcellement	57
II. Estimation des biens-fonds dans les partages	58

CHAPITRE V : Des droits réels

A. Accessoires	59
B. Terres nouvelles, choses sans maître et biens du domaine public	
I. Terres nouvelles.....	60
II. Choses sans maître et biens du domaine public	
1. Occupation	61
2. Usage et exploitation.....	62
III. Territoires en mouvement permanent	62a
C. Droits de voisinage	
I. Constructions et plantations	
1. Distances à la limite	63
2. Bâtiments contigus et annexes	64
3. Parties saillantes du bâtiment	65

4. Fosses d'aisances et à fumier	66
5. Droit de reconstruire	67
6. Murs coupe-feu	
a) Obligation	68
b) Propriété	69
c) Exhaussement	70
7. Murs de soutènement et talus	
a) Obligation de construire; exécution	71
b) Propriété	72
8. Clôtures	73
9. Arbres et buissons	74
10. Ombre portée	75
11. Utilisation de murs placés à la limite	76
12. Droit de passage sur le fonds voisin	77
II. Plantations forestières	78
III. Ouvrages servant à la vidange des forêts	79
IV. Droits de passage, de barre et d'irrigation et clôtures	80
D. Restrictions de droit public	
I. Antiquités, monuments naturels, etc.	81
II. Ouvrages de protection contre les éléments	82
III. Clôtures de sécurité	83
IV. Signaux et repères topographiques et cadastraux	84
E. Dérivation de sources	85
F. Forêts et pâturages communs, etc., qui ne peuvent être partagés	86
G. Gages immobiliers	
I. Purge hypothécaire	87
II. Hypothèques légales	88
III. Cédules hypothécaires sur papier Signature	89
(article 90 et 91 abrogés)	
H. Gages mobiliers	
I. Engagement du bétail	92
II. Profession de prêteur sur gages	93
(article 94 à 96 abrogés)	
I. Registre foncier	
I. Circonscriptions	97
II. Arrondissement	98
III. Organisation	
1. Dispositions d'exécution	99
2. Recours	100
3. Statut du personnel	101
IV. Inscription au registre foncier	
1. Immeubles du domaine public	102
2. Réquisition des inscriptions par les notaires	103
V. Mise à jour des plans cadastraux	104
VI. Publications	104a

CHAPITRE VI : Des obligations

A. Enchères	
I. Vente aux enchères publiques	105
II. Autres ventes aux enchères	106
III. Abus	107
B. Dettes d'auberges	108
(C et D. : articles 109 et 110 abrogés)	
E. Registre du commerce	
1. Arrondissement, dispositions d'exécution	111
2. Amende d'ordre	112
3. Recours	113

TITRE TROISIEME : Dispositions transitoires**CHAPITRE PREMIER : De la famille**

Nom	114
Droit de cité	115
Régime matrimonial des époux mariés entre le 1.1.1912 et le 31.12.1987 Déclaration de maintien ou d'assujettissement	116

CHAPITRE II : Des droits réels

A. Servitudes foncières	
I. Arbres situés dans le fonds d'autrui	117
II. Droits de pacage, droits d'usage en bois et autres semblables	118
B. Gages immobiliers	
I. Assimilation des droits de gage immobilier de l'ancien droit à ceux du nouveau droit	119
II. Droit de profiter de la case libre en cas de paiement par amortissements	120

CHAPITRE III : Dispositions diverses

A. Le Code civil suisse applicable comme droit complémentaire	125
C. Abrogation du droit civil cantonal	127
D. Entrée en vigueur de la loi	128

Loi sur l'organisation de la protection de l'enfant et de l'adulte

du 23 mai 2012

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 440 et suivants du Code civil suisse¹⁾,

vu l'article 28 de la loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978²⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

But	Article premier La présente loi vise à régler l'organisation et le fonctionnement de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (ci-après : "l'autorité de protection").
Terminologie	Art. 2 Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

SECTION 2 : Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte

Autorité de protection	<p>Art. 3 ¹ L'autorité de protection est une autorité administrative rattachée au Département de la Justice.</p> <p>² Elle agit de manière indépendante.</p>
Composition	Art. 4 L'autorité de protection est composée de trois membres permanents professionnels et d'au moins trois membres non permanents provenant de différentes professions déployant une activité en matière de protection de l'enfant et de l'adulte.
Membres permanents	Art. 5 ¹ Les membres permanents comprennent un juriste, un travailleur social et un psychologue.

² Ils sont engagés par le Gouvernement conformément à la loi sur le personnel de l'Etat³⁾.

Membres non permanents

Art. 6 ¹ Les membres non permanents comprennent notamment un médecin généraliste ou un pédiatre, un psychiatre et une personne du domaine financier ou fiduciaire.

² Ils sont nommés par le Gouvernement pour la durée de la législature. Leur mandat est renouvelable.

Organisation

Art. 7 ¹ L'autorité de protection est présidée par le membre permanent juriste.

² Les deux autres membres permanents assument la fonction de vice-président.

Services d'appui

Art. 8 ¹ L'autorité de protection dispose d'un secrétariat, de travailleurs sociaux, de contrôleurs de comptes et de ressources en matière juridique.

² Le Gouvernement arrête la dotation en personnel de l'autorité de protection.

Siège et audiences

Art. 9 ¹ L'autorité de protection a son siège à Delémont.

² Elle peut tenir ses audiences dans les trois districts, en fonction des affaires à traiter.

Attributions de l'autorité

Art. 10 ¹ L'autorité de protection exerce toutes les attributions incombant à l'autorité de protection de l'adulte et à l'autorité de protection de l'enfant en vertu de la législation fédérale.

² Elle a en outre les attributions suivantes :

- a) elle pourvoit à la garde, en lieu sûr, des titres, objets de valeur, documents importants et autres objets semblables des personnes protégées;
- b) elle veille à ce que l'argent comptant des personnes protégées soit placé de manière sûre et rémunératrice;
- c) elle tient le registre des tutelles, des curatelles et des mesures de placement à des fins d'assistance, ainsi que le registre des comptes de tutelle et de curatelle;
- d) elle est habilitée à demander la déclaration d'absence dans le cas de l'article 550 du Code civil suisse¹⁾;
- e) elle accomplit toute autre tâche qui lui est dévolue par la législation.

Fonctionnement
de l'autorité
a) Collégialité

Art. 11 ¹ L'autorité de protection prend ses décisions de manière collégiale, dans une composition de trois membres comprenant son président ou un vice-président.

² Lorsqu'une audience n'est pas nécessaire, elle peut statuer par voie de circulation.

b) Compétences
du président

Art. 12 Sous réserve de dispositions contraires du droit fédéral, le président de l'autorité de protection ou, en cas d'empêchement de ce dernier, un vice-président, peut statuer seul dans les cas suivants :

1. mesures urgentes lorsqu'il n'est pas possible de réunir à temps l'autorité collégiale;
2. dépôt d'une requête en modification de l'attribution de l'autorité parentale auprès du tribunal compétent en matière de divorce ou de séparation (art. 134, al. 1, CC);
3. approbation de conventions relatives aux contributions d'entretien (art. 134, al. 3, et art. 287 CC);
4. dépôt d'une requête visant à faire représenter un enfant dans le cadre d'une procédure de divorce ou de séparation (art. 146, al. 2, ch. 2, CC);
5. consentement à l'adoption d'un enfant sous tutelle (art. 265, al. 3, CC);
6. enregistrement du consentement à l'adoption à donner par le père et la mère (art. 265 a, al. 2, CC);
7. transfert de l'autorité parentale au père (art. 298, al. 2, CC);
8. attribution de l'autorité parentale conjointe (art. 298 a, al. 1, CC);
9. octroi de l'autorisation de placer un enfant auprès de parents nourriciers et organisation de la surveillance de l'enfant (art. 316, al. 1, CC);
10. décision ordonnant la remise périodique de comptes et de rapports relatifs aux biens de l'enfant (art. 318, al. 3, et 322, al. 2, CC);
11. octroi de l'autorisation d'opérer des prélèvements sur les biens de l'enfant (art. 320, al. 2, CC);
12. octroi du consentement requis pour les actes juridiques relevant de l'administration extraordinaire des biens (art. 374, al. 3, CC);
13. désignation de la personne habilitée à représenter une personne incapable de discernement dans le cadre de mesures médicales (art. 381, al. 2, et art. 382, al. 3, CC);
14. demande relative au transfert de la compétence en cas de changement de domicile (art. 442, al. 5, CC);
15. autorisation de déroger au devoir de garder le secret (art. 413, al. 2, CC);
16. refus de l'autorisation de consulter le dossier (art. 449 b CC);
17. exécution des décisions de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (art. 450 g CC);
18. délivrance d'informations sur l'existence d'une mesure de protection à l'égard d'une personne déterminée (art. 451, al. 2, CC);

19. requête en établissement d'un inventaire (art. 553, al. 1, ch. 3, CC).

Secrétariat

Art. 13 Le secrétariat assume les tâches ordinaires de secrétariat et de gestion de l'autorité de protection en se conformant aux instructions des membres de celle-ci. Il tient la comptabilité de cette autorité.

Travailleurs sociaux

Art. 14 Les travailleurs sociaux employés à l'autorité de protection procèdent notamment aux évaluations de situations et aux enquêtes sociales requises par les membres de cette dernière.

Contrôleurs de comptes

Art. 15 ¹ Les contrôleurs de comptes procèdent au contrôle des comptes relatifs aux mesures de protection et à l'examen du rapport du curateur ou du tuteur.

² Ils collaborent à l'établissement de l'inventaire des valeurs patrimoniales que doit gérer le curateur ou le tuteur.

Ressources en matière juridique

Art. 16 L'autorité de protection peut confier des tâches d'ordre juridique à son personnel disposant des qualifications et connaissances nécessaires en la matière, telles que la fourniture de renseignements, l'examen de questions juridiques particulières, la rédaction et la motivation de projets de décisions, l'examen de conventions et l'audition de personnes.

Statut des membres et du personnel

Art. 17 ¹ Les membres permanents et le personnel de l'autorité de protection ont le statut d'employé de l'administration cantonale et sont soumis à la législation en la matière.

² Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, la rémunération des membres non permanents de l'autorité de protection.

SECTION 3 : Collaboration

Avec les communes

Art. 18 L'autorité de protection collabore avec les autorités communales pour l'institution et l'administration des mesures de protection. Elle peut en particulier requérir et échanger des renseignements sur la situation personnelle de la personne à protéger.

Avec d'autres institutions

Art. 19 ¹ L'autorité de protection collabore avec les services sociaux régionaux pour l'institution et l'administration des mesures de protection.

² Elle peut en particulier confier des mandats d'expertise dans les situations complexes et dans celles relatives à la protection de l'enfant.

³ Elle attribue les mandats de curatelle nécessitant des compétences professionnelles, en particulier ceux concernant les mesures de protection de l'enfant, aux curateurs des services sociaux régionaux ou aux curateurs d'autres services ou institutions aptes à assumer de tels mandats.

Avec le Service
de l'action
sociale

Art. 20 L'autorité de protection collabore, dans la mesure indiquée par les circonstances du cas, avec le Service de l'action sociale.

SECTION 4 : Autorité de surveillance et autorités judiciaires

Autorité de
surveillance et
de recours

Art. 21 ¹ La Cour administrative du Tribunal cantonal est l'autorité de surveillance de l'autorité de protection.

² Elle est également l'instance judiciaire de recours pour les décisions de cette autorité.

Juge en matière
de placement à
des fins
d'assistance

Art. 22 Le juge administratif du Tribunal de première instance est l'instance compétente pour les cas mentionnés à l'article 439 du Code civil suisse¹⁾, ainsi que pour les mesures préalables et postérieures découlant de la loi sur les mesures d'assistance et le placement à des fins d'assistance⁴⁾.

SECTION 5 : Dispositions transitoires et finales

Exécution

Art. 23 Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires.

Institution
commune

Art. 24 L'organisation prévue par la présente loi peut être revue en cas de création d'une institution commune interjurassienne chargée de la protection de l'enfant et de l'adulte.

Dispositions
transitoires

Art. 25 ¹ Le Gouvernement règle le passage au nouveau système.

² Il règle en particulier :

1. la phase de constitution et l'entrée en fonction de l'autorité de protection;
2. les modalités de transmission des dossiers des autorités tutélaires et de l'autorité tutélaire de surveillance à l'autorité de protection;
3. les autres problèmes de transition qui peuvent surgir.

Référendum

Art. 26 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en
vigueur

Art. 27 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur⁵⁾ de la présente loi.

Delémont, le 23 mai 2012

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Corinne Juillerat
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

1) RS 210

2) RSJU 211.1

3) RSJU 173.11

4) RSJU 213.32

5) Art. 25 : 15 août 2012

Les autres dispositions : 1^{er} janvier 2013

Ordonnance concernant la protection de l'enfant et de l'adulte

du 11 décembre 2012

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu la loi du 23 mai 2012 sur l'organisation de la protection de l'enfant et de l'adulte¹,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Champ
d'application

Article premier La présente ordonnance constitue la réglementation générale cantonale d'application en matière de protection de l'enfant et de l'adulte.

Terminologie

Art. 2 Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

SECTION 2 : Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte

Composition et
participation des
membres non
permanents

Art. 3 ¹ L'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (dénommée ci-après : "l'Autorité de protection") siège en principe dans une composition comprenant ses membres permanents.

² En cas d'empêchement d'un membre permanent ou lorsque l'affaire à traiter nécessite des connaissances particulières ressortissant à l'un ou plusieurs des membres non permanents, le président ou un vice-président peut faire appel à ces derniers.

³ Les membres non permanents peuvent également être sollicités pour des avis ponctuels.

Membres non permanents	<p>Art. 4 L'Autorité de protection comprend les membres non permanents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) un médecin généraliste ou un pédiatre; b) un psychiatre; c) une personne du domaine financier ou fiduciaire; d) un juriste.
Rémunération des membres non permanents	<p>Art. 5 Les membres non permanents sont rémunérés de la même manière que les juges suppléants des tribunaux du Canton. Le décret du 7 mai 1981 concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux²⁾ s'applique par analogie.</p>
<p>SECTION 3 : Tuteurs et curateurs</p>	
Désignation	<p>Art. 6 ¹ L'Autorité de protection désigne les tuteurs et les curateurs conformément à la législation fédérale.</p> <p>² Pour les mesures ne nécessitant pas de compétences professionnelles, elle désigne, dans la mesure du possible, des particuliers.</p>
Formation	<p>Art. 7 L'Autorité de protection et les Services sociaux régionaux collaborent en vue de la formation des tuteurs et des curateurs.</p>
Rémunération	<p>Art. 8 ¹ L'Autorité de protection arrête la rémunération et les frais dus au tuteur ou au curateur conformément à la législation fédérale.</p> <p>² Lorsque les montants dus au tuteur ou au curateur ne peuvent être prélevés sur les biens de la personne protégée, ils sont versés par l'Etat.</p> <p>³ Les montants versés par l'Etat aux tuteurs et curateurs sont portés à la répartition des dépenses de l'action sociale.</p>
Négligence du tuteur ou du curateur	<p>Art. 9 ¹ Lorsque le tuteur ou le curateur néglige son obligation de rendre un rapport et des comptes périodiques ou tarde à remettre ces documents, l'Autorité de protection peut, après sommation, faire procéder à l'établissement des documents concernés par un tiers, aux frais du tuteur ou du curateur négligent.</p>

² L'Autorité de protection peut, dans les mêmes circonstances, réduire ou supprimer la rémunération due au tuteur ou au curateur.

SECTION 4 : Conservation des dossiers et des archives

Conservation
des dossiers

Art. 10 ¹ L'Autorité de protection est responsable de la conservation des dossiers qui lui ont été transférés par les autorités tutélaires et l'Autorité tutélaire de surveillance.

² Elle peut conserver les dossiers sur un support papier ou sous forme électronique.

Archivage
a) à l'Autorité de
protection

Art. 11 L'Autorité de protection est responsable de l'archivage des dossiers qui lui ont été transférés par les autorités tutélaires et l'Autorité tutélaire de surveillance.

b) dans les
communes

Art. 12 ¹ Les communes conservent dans leurs archives, conformément à la législation en la matière :

- a) les dossiers liquidés qui n'ont pas été transférés à l'Autorité de protection;
- b) toutes les pièces justificatives des dossiers transférés à l'Autorité de protection dont cette dernière n'a pas exigé la transmission.

² Les communes tiennent à disposition de l'Autorité de protection les pièces archivées dont elle pourrait avoir besoin.

SECTION 5 : Procédure

Procédure
administrative

Art. 13 Le Code de procédure administrative³⁾ s'applique à la procédure devant l'Autorité de protection, ainsi que devant le juge administratif du Tribunal de première instance et devant la Cour administrative du Tribunal cantonal.

SECTION 6 : Dispositions transitoires

Transmission
des dossiers des
autorités
tutélaires à
l'autorité de
protection

Art. 14 La transmission des dossiers des autorités tutélaires à l'Autorité de protection est régie par des directives de cette autorité approuvées par le Département de la Justice.

Approbation des
comptes

Art. 15 L'Autorité de protection procède rapidement à un examen particulier des comptes et des rapports, conformément à l'article 415 du Code civil⁴⁾, pour les dossiers qui lui ont été transférés sans avoir fait l'objet d'une approbation par l'autorité tutélaire ou d'un apurement de l'Autorité tutélaire de surveillance.

Demandes
d'interdiction et
de mise sous
conseil légal

Art. 16 Les demandes d'interdiction et de mise sous conseil légal pendantes devant le Tribunal de première instance le 1^{er} janvier 2013 sont transmises d'office à l'Autorité de protection en vue de l'institution d'une mesure adéquate.

Demandes
pendantes
devant l'Autorité
tutélaire de
surveillance

Art. 17 Les demandes de retrait d'autorité parentale, les demandes de stérilisation et de consentement aux actes mentionnés aux articles 404, alinéa 3, et 422 du Code civil suisse⁴⁾, dans sa teneur au 31 décembre 2012, pendantes devant l'Autorité tutélaire de surveillance au 1^{er} janvier 2013 sont transmises d'office à l'Autorité de protection.

Recours et
oppositions
pendants

Art. 18 ¹ Les recours et les oppositions aux nominations de tuteurs et curateurs pendants devant les autorités tutélaires au 1^{er} janvier 2013 sont transmis d'office à l'Autorité de protection.

² Les oppositions pendantes devant l'Autorité tutélaire de surveillance au 1^{er} janvier 2013 sont transmises d'office à l'Autorité de protection.

³ Les recours pendants devant l'Autorité tutélaire de surveillance au 1^{er} janvier 2013 sont transmis d'office à la Cour administrative du Tribunal cantonal.

⁴ Les recours pendants au 1^{er} janvier 2013 devant la Cour administrative du Tribunal cantonal en matière de privation de liberté à des fins d'assistance et de mesures préalables et postérieures au sens de la loi sur les mesures d'assistance et la privation de liberté⁵⁾ sont transmis d'office au juge administratif du Tribunal de première instance.

Instruction

Art. 19 L'instruction effectuée jusqu'au 31 décembre 2012 par les anciennes autorités demeure valable.

Voies de droit
ouvertes au
1^{er} janvier 2013

Art. 20 Les décisions rendues jusqu'au 31 décembre 2012 dont les voies de droit sont encore ouvertes à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance relèvent, en cas de contestation, des nouvelles autorités.

SECTION 7 : Dispositions finales

Modification de
l'ordonnance
concernant le
registre des
électeurs

Art. 21 L'ordonnance du 11 février 1986 concernant le registre des électeurs⁶⁾ est modifiée comme il suit :

Article 7, alinéa 1

...²²⁾

Modification de
l'ordonnance
concernant les
élections
communales

Art. 22 L'ordonnance du 4 septembre 1984 concernant les élections communales⁷⁾ est modifiée comme il suit :

Article 2, alinéa 3

...²²⁾

Modification de
l'ordonnance
concernant le
guichet virtuel
sécurisé

Art. 23 L'ordonnance du 24 avril 2012 concernant le guichet virtuel sécurisé⁸⁾ est modifiée comme il suit :

Article 4, alinéa 5, lettre c

...²²⁾

Modification de
l'ordonnance
concernant la
publication au
Journal officiel

Art. 24 L'ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication du Journal officiel^{[9\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article 3, chiffre 2

...
^{[22\)](#)}

Modification de
l'ordonnance sur
le stage et les
examens de
notaire

Art. 25 L'ordonnance du 22 décembre 1981 sur le stage et les examens de notaire^{[10\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article 12, Epreuves orales, chiffre 1

...
^{[22\)](#)}

Modification de
l'ordonnance
portant
introduction de la
loi fédérale sur
l'enlèvement
international
d'enfants et les
Conventions de
La Haye sur la
protection des
enfants et des
adultes

Art. 26 L'ordonnance du 19 août 2008 portant introduction de la loi fédérale sur l'enlèvement international d'enfants et les Conventions de La Haye sur la protection des enfants et des adultes^{[11\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article premier

...
^{[22\)](#)}

Article 2

...
^{[22\)](#)}

Modification du
contrat-type de
travail pour
travailleurs de
l'économie
domestique

Art. 27 Le contrat-type de travail du 6 décembre 1978 pour travailleurs de l'économie domestique^{[12\)](#)} est modifié comme il suit :

Article 9, alinéa 5

...
^{[23\)](#)}

Modification de
l'ordonnance
scolaire

Art. 28 L'ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire (Ordonnance scolaire)^{[13\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article 25, alinéa 2

...
^{[22\)](#)}

Article 71, alinéa 4

[22\)](#)
...

Modification de
l'ordonnance
concernant le
service de santé
scolaire

Art. 29 L'ordonnance du 5 décembre 2000 concernant le service de santé scolaire^{[14\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article 30, alinéa 4

[22\)](#)
...

Modification de
l'ordonnance
portant exécution
de la loi sur
l'enseignement
privé

Art. 30 L'ordonnance du 18 décembre 1984 portant exécution de la loi sur l'enseignement privé^{[15\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article 21, alinéa 2

[22\)](#)
...

Modification de
l'ordonnance
concernant les
droits des
patients

Art. 31 L'ordonnance du 24 avril 2007 concernant les droits des patients^{[16\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article 21, alinéa 2

[22\)](#)
...

Modification de
l'ordonnance
concernant les
unités de soins
psychiatriques

Art. 32 L'ordonnance du 1^{er} février 1995 concernant les unités de soins psychiatriques^{[17\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article 9, lettre c

[22\)](#)
...

Modification de
l'ordonnance sur
l'action sociale

Art. 33 L'ordonnance du 30 avril 2002 sur l'action sociale^{[18\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article 36, alinéa 4

[22\)](#)
...

Article 41, alinéa 1

[22\)](#)
...

Article 42, alinéa 2

... [22\)](#)

Modification de
l'arrêté fixant les
normes
applicables en
matière d'aide
sociale

Art. 34 L'arrêté du 8 novembre 2005 fixant les normes applicables en matière d'aide sociale^{[19\)](#)} est modifié comme il suit :

Article 39, alinéa 1

... [24\)](#)

Modification de
l'ordonnance
concernant le
placement
d'enfants

Art. 35 L'ordonnance du 30 avril 2002 concernant le placement d'enfants^{[20\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article 4, alinéa 1

... [22\)](#)

Article 9, alinéa 1

... [22\)](#)

Article 14, alinéa 3

... [22\)](#)

Article 18, alinéa 2

... [22\)](#)

Article 19

... [22\)](#)

Article 21, alinéas 1 et 3

... [22\)](#)

Article 24, alinéa 1

... [22\)](#)

Article 25

... [22\)](#)

Modification de
l'ordonnance
concernant
l'affermage des
eaux
poissonneuses

Art. 36 L'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'affermage des eaux poissonneuses^{[21\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article 9, lettre a

... [22\)](#)

Clause
abrogatoire

Art. 37 Sont abrogées :

1. l'ordonnance du 24 février 1981 portant délégation des compétences de l'Autorité tutélaire de surveillance au chef du Service juridique;
2. l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur le placement familial de patients des établissements psychiatriques cantonaux.

Entrée en
vigueur

Art. 38 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Delémont, le 11 décembre 2012

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 213.1
- 2) RSJU 186.1
- 3) RSJU 175.1
- 4) RS 210
- 5) RSJU 213.32
- 6) RSJU 161.15
- 7) RSJU 161.19
- 8) RSJU 170.421
- 9) RSJU 170.513
- 10) RSJU 189.211
- 11) RSJU 213.222
- 12) RSJU 222.153.22
- 13) RSJU 410.111
- 14) RSJU 410.71
- 15) RSJU 417.11
- 16) RSJU 810.021
- 17) RSJU 810.511.1
- 18) RSJU 850.111
- 19) RSJU 850.111.1
- 20) RSJU 853.11
- 21) RSJU 923.131

- ²²⁾ Texte inséré dans ladite ordonnance
²³⁾ Texte inséré dans ledit contrat-type
²⁴⁾ Texte inséré dans ledit arrêté

Ordonnance
portant introduction de la loi fédérale sur l'enlèvement
international d'enfants et les Conventions de La Haye sur la
protection des enfants et des adultes

du 19 août 2008

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 2, alinéa 1, et 7, alinéa 1, de la loi fédérale du 21 décembre 2007 sur l'enlèvement international d'enfants et les Conventions de La Haye sur la protection des enfants et des adultes (LF-EEA)¹⁾,

vu l'article 90, alinéa 2, de la Constitution cantonale²⁾,

arrête :

Tribunal
compétent

Article premier³⁾ Le tribunal compétent en matière de retour d'enfants dans le cadre d'enlèvements internationaux est la Cour administrative du Tribunal cantonal.

Autorité centrale
cantonale

Art. 2³⁾ L'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte est l'autorité centrale cantonale en matière d'enlèvement d'enfants et de protection de l'enfant et de l'adulte.

Entrée en
vigueur

Art. 3 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} juillet 2009.

Delémont, le 19 août 2008

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RS 211.222.32
- 2) RSJU 101
- 3) Nouvelle teneur selon l'article 26 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013 (RSJU 213.11)

Loi sur les mesures et le placement à des fins d'assistance¹⁸⁾

du 24 octobre 1985

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 52 du titre final du Code civil suisse (CC)¹⁾,

vu les articles 18, alinéas 1 et 2, 24 et 25 de la Constitution cantonale²⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Champ d'application et dispositions générales

SECTION 1 : Champ d'application

But

Article premier¹⁹⁾ ¹ La présente loi a pour but de régler l'application des dispositions fédérales concernant le placement à des fins d'assistance (art. 426 et suivants CC¹⁾).

² Elle fixe en outre les conditions dans lesquelles peuvent être ordonnées des mesures préalables destinées à éviter un placement à des fins d'assistance.

Personnes assujetties

Art. 2¹⁹⁾ Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux personnes adultes et, à l'exception du chapitre II et des articles 52 à 54, aux mineurs.

Rapport avec le droit pénal

Art. 3 La présente loi n'est pas applicable aux mesures privatives de liberté découlant du droit pénal ou de la procédure pénale, y compris les dispositions applicables aux mineurs délinquants.

Maintien de la sécurité et de l'ordre publics

Art. 4 Les privations de liberté ordonnées pour maintenir la sécurité et l'ordre publics ne tombent pas sous le coup des dispositions de la présente loi.

Mesures ordonnées par le juge civil

Art. 5 Demeurent réservées les mesures à prendre envers des enfants mineurs par le juge civil.

Mesures de protection

Art. 6 ¹⁹⁾ Est également réservée à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte la possibilité de prendre des mesures autres que celles prévues par la présente loi, conformément aux dispositions du Code civil suisse¹⁾.

SECTION 2 : Dispositions générales

Principe

Art. 7 ¹ L'autorité veille à l'application stricte du principe de proportionnalité en s'abstenant notamment d'ordonner une mesure sévère si une mesure plus légère est suffisante.

² L'autorité s'assure la collaboration des proches et des services publics et privés qui se sont occupés de la personne en cause.

Ouverture d'office de la procédure

Art. 8 Dès qu'elle a connaissance d'un cas nécessitant des mesures au sens de la présente loi, l'autorité ouvre la procédure.

Intervention de tiers

Art. 9 ¹ Les autorités judiciaires et administratives peuvent annoncer à l'autorité les cas nécessitant la prise de mesures au sens de la présente loi et dont elles ont connaissance dans l'exercice de leurs tâches. Cette faculté appartient également aux personnes soumises au secret professionnel; elles doivent préalablement se faire délier dudit secret.¹⁹⁾

² Toute personne ou organisation a le droit de signaler à l'autorité les cas nécessitant des mesures au sens de la présente loi.¹⁹⁾

³ Demeure réservée l'obligation de dénoncer de tels cas prévue par des dispositions légales particulières.

Instruction

Art. 10 ¹ L'autorité établit les faits d'office.

² Elle entend l'intéressé en personne, pour autant que son état le permette; les déclarations sont consignées dans un procès-verbal.

³ L'autorité demande, en règle générale, des renseignements et rapports aux proches ainsi qu'aux services publics et privés qui se sont occupés de l'intéressé.

Mandat d'amener

Art. 11 ¹ Si, sans excuse valable, l'intéressé ne donne pas suite à une convocation de l'autorité, il peut faire l'objet d'un mandat d'amener.

² Dans ce cas, les dispositions du Code de procédure pénale suisse³⁾ sont applicables par analogie.¹⁹⁾

Défense d'office **Art. 12** En cas de nécessité, l'autorité procure d'office un avocat à la personne faisant l'objet de la procédure de placement à des fins d'assistance. Le mandataire désigné est rémunéré selon les normes applicables à l'assistance judiciaire gratuite.¹⁹⁾

Représentation **Art. 13** La personne en cause peut se faire représenter dans toutes les phases de la procédure par l'un de ses proches, par une personne de confiance ou par un avocat.¹⁹⁾

Notification de la décision **Art. 14** ¹ La décision, qui contient notamment les motifs justifiant la mesure prise, est communiquée par écrit à l'intéressé et, le cas échéant, à son mandataire, à son représentant légal et à la personne de confiance.¹⁹⁾

² A moins que cela ne porte préjudice à l'intéressé, le dispositif de la décision est également communiqué à l'un de ses proches.

³ La décision indique clairement les voies de droit (art. 56 et suivants).

Information des autorités de prévoyance sociale **Art. 15**¹⁹⁾ Lorsque l'autorité prononce un placement à des fins d'assistance, elle en informe en temps utile l'autorité compétente si des mesures doivent être prises envers les personnes dont l'intéressé a la charge ou concernant ses biens.

Information de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte du domicile **Art. 16**¹⁹⁾ L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte du lieu de résidence de la personne en cause ou le médecin informe sans délai l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte du domicile des mesures prises ou qui paraissent devoir être prises en vertu de la présente loi.

Dispositions de procédure complémentaires **Art. 17** Sauf disposition contraire de la présente loi, la procédure est régie par les dispositions du Code de procédure administrative⁵⁾.

CHAPITRE II : Mesures préalables

SECTION 1 : Définition et types de mesures préalables

Définition	Art. 18¹⁹⁾ Sont considérées comme mesures préalables toutes les interventions officielles ou privées faites en faveur d'une personne pour la traiter, la soigner ou l'assister afin de lui éviter un placement à des fins d'assistance.
Subsidiarité des mesures officielles	<p>Art. 19 ¹ En règle générale, des mesures préalables officielles ne sont ordonnées que si les dispositions prises par des privés (proches ou organismes d'entraide) se révèlent insuffisantes.</p> <p>² L'autorité ne rend contraignante, par une décision formelle, une mesure préalable que si l'intéressé ne l'accepte pas.</p>
Traitement ambulatoire	Art. 20¹⁹⁾ L'autorité, après avoir pris l'avis d'un médecin, peut astreindre l'intéressé à suivre un traitement ambulatoire.
Assistance	Art. 21 L'assistance consiste à s'entretenir avec l'intéressé et à l'aider en ce qui concerne notamment sa situation personnelle, son logement, son travail et l'utilisation de ses moyens d'existence.
Exécution de l'assistance	Art. 22 L'assistance est confiée à une personne, à un office ou à un service approprié; au besoin, elle est déléguée à des spécialistes.
Avertissement	<p>Art. 23 ¹ La personne à protéger peut faire l'objet d'un avertissement.</p> <p>² L'avertissement consiste à attirer l'attention de l'intéressé sur son comportement et à lui enjoindre de s'amender.</p> <p>³ L'intéressé est rendu attentif au fait que d'autres mesures plus sévères pourront être ordonnées s'il ne tient pas compte de l'avertissement.</p> <p>⁴ En règle générale, l'avertissement est donné verbalement et inscrit dans un procès-verbal contresigné par la personne à laquelle il s'adresse.</p>

Interdiction de
l'alcool et des
auberges

Art. 24 La personne sujette à l'alcoolisme peut faire l'objet, pour une durée de six mois à deux ans, d'une interdiction de la consommation d'alcool et de la fréquentation des établissements qui débitent des boissons alcooliques.

Entrée de plein
gré en
établissement

Art. 25 Si les mesures préalables officielles sont demeurées sans effet, l'autorité invite l'intéressé à entrer de plein gré dans un établissement approprié à son cas; l'intéressé doit donner par écrit son accord à son placement et l'établissement doit être désigné expressément.

SECTION 2 : Autorités compétentes et procédure

Autorité de
protection de
l'enfant et de
l'adulte

Art. 26¹⁹⁾ Les mesures préalables décrites aux articles 20 à 25 sont prises par l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.

Art. 27²⁰⁾

Mainlevée de la
mesure

Art. 28 L'autorité lève la mesure dès que l'état de la personne en cause le permet.

CHAPITRE III : Placement ou maintien dans un établissement

SECTION 1 : Conditions de placement et de maintien en établissement

Principe

Art. 29¹⁹⁾ ¹ Le placement ou le maintien de personnes dans un établissement approprié n'est possible que si les conditions des articles 426 et 427 du Code civil suisse¹⁾ sont remplies.

² Le placement ou le maintien de mineurs en établissement est autorisé aux conditions de l'article 310 du Code civil suisse¹⁾.

Lien avec les
mesures
préalables

Art. 30¹⁹⁾ Le placement à des fins d'assistance ne peut être ordonné que si les mesures préalables décrites au chapitre II ci-dessus ou des mesures de protection se sont révélées ou se révéleraient insuffisantes.

SECTION 2 : Autorités compétentes

Autorité de
protection de
l'enfant et de
l'adulte

Art. 31¹⁹⁾ ¹ L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte est l'autorité compétente pour prononcer le placement à des fins d'assistance à l'égard des personnes domiciliées dans le Canton.

² En cas de péril en la demeure, elle est en outre compétente pour prononcer de telles mesures envers toutes les personnes qui se trouvent dans le Canton.

Art. 32 à 34²⁰⁾

Médecin

Art. 35¹⁹⁾ ¹ En cas de péril en la demeure ou lorsqu'il doit être opéré à bref délai, le placement à des fins d'assistance peut être ordonné par un médecin autorisé à pratiquer sur le territoire cantonal.

² Le médecin doit être indépendant de l'établissement dans lequel il place la personne en cause.

SECTION 3 : Dispositions spéciales de procédure

Expertise

Art. 36¹⁹⁾ ¹ Le placement ou le maintien dans un établissement d'une personne souffrant de troubles psychiques ou d'une déficience mentale ne peut être ordonné par l'autorité qu'avec le concours d'un expert médical.

² L'autorité sollicite également l'avis d'un expert dans les autres cas lorsque les conditions du placement à des fins d'assistance ne peuvent pas être constatées clairement ou afin de déterminer l'établissement approprié.

³ Lorsque, pour les besoins de l'expertise, la personne en cause doit être internée, la durée de l'internement sera strictement limitée au temps nécessaire à l'examen; les prescriptions sur le placement à des fins d'assistance sont applicables par analogie.

Rapport de la
commune

Art. 37¹⁹⁾ Avant de statuer, l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte demande un rapport à la commune de domicile sur la situation personnelle de la personne en cause.

Suspension de la
procédure

Art. 38 ¹ L'autorité peut suspendre la procédure de placement lorsqu'elle prend connaissance de l'ouverture d'une procédure pénale pour crime ou délit et que l'intéressé est mis en détention préventive; le cas échéant, le juge pénal est informé.

² Si les autorités de justice pénale prononcent une mesure de sûreté, un placement chez des particuliers ou dans un établissement d'éducation ou de traitement ou une peine privative de liberté de six mois au plus sans sursis, la procédure de placement est abandonnée; elle est reprise dans les autres cas, en règle générale, dès l'entrée en force du jugement pénal.^{[19\)](#)}

Décision

Art. 39 ¹ La décision, prise après un examen approfondi de tous les éléments rassemblés durant la procédure, indique notamment le nom et le lieu de l'établissement au cas où le placement à des fins d'assistance est ordonné.^{[19\)](#)}

² Si l'autorité renonce au placement, elle peut ordonner des mesures préalables au sens des articles 18 et suivants.

Transfert dans
un autre
établissement

Art. 40 S'il s'avère que l'établissement où la mesure est exécutée n'est pas ou plus approprié, l'autorité compétente ordonne le transfert dans un autre établissement pour autant que les conditions du maintien en établissement soient toujours remplies; les dispositions des articles 36 et 39 sont applicables par analogie.

Mesures
provisoires
1. Conditions

Art. 41^{[19\)](#)} ¹ En cas de péril en la demeure, le placement à des fins d'assistance peut être ordonné à titre provisoire selon les conditions ci-après.

² Si l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte n'est pas encore en possession d'une expertise là où elle est requise, elle ordonne le placement sous réserve d'acceptation par l'établissement. En cas de divergence de vues, ce dernier informe immédiatement, avec l'indication des motifs, l'autorité qui a ordonné le placement. Celle-ci confirme ou rapporte sa décision.

³ La décision de placement provisoire peut être notifiée et motivée oralement par l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte ou le médecin qui l'ordonne. L'intéressé doit cependant être informé par écrit de son droit de recourir. La décision est confirmée par écrit dans les quarante-huit heures. Au surplus, l'article 14 est applicable.

2. Transmission
du dossier

Art. 42¹⁹⁾ ¹ Lorsque la décision de placement provisoire a été rendue par un médecin, ce dernier la communique dans tous les cas à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte et lui transmet le dossier y relatif, dans les quarante-huit heures.

² Sauf levée de la mesure dans l'intervalle, l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte ouvre une procédure de placement ordinaire; elle prend contact avec le responsable de l'établissement où la personne est placée pour déterminer si le placement est toujours nécessaire.

³ L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte rend une décision en procédure ordinaire sur le maintien en établissement dans les six semaines suivant la décision de placement provisoire à des fins d'assistance.

⁴ Si la décision n'est pas rendue dans ce délai, la décision de placement provisoire devient caduque.

3. Maintien
provisoire en
établissement

Art. 43¹⁹⁾ ¹ Le maintien provisoire en établissement d'une personne entrée de son plein gré qui demande à en sortir peut être décidé par le médecin-chef de l'établissement si elle met gravement en danger sa vie ou son intégrité corporelle ou celles d'autrui.

² La décision de maintien provisoire peut être notifiée et motivée oralement par l'établissement. L'intéressé doit cependant être informé par écrit de son droit de recourir. La décision est confirmée par écrit dans les quarante-huit heures. Au surplus, l'article 14 est applicable.

³ La décision est communiquée sans délai à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte avec le dossier y relatif.

⁴ Sauf confirmation de la mesure par l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte ou par un médecin indépendant de l'établissement, la décision de maintien provisoire en établissement est valable trois jours au plus.

⁵ Pour le surplus, l'article 42, alinéas 2 à 4, s'applique par analogie.

Entrée en
établissement

Art. 44¹⁹⁾ ¹ Toute personne entrant de son plein gré ou sur décision de l'autorité dans un établissement dans lequel des placements à des fins d'assistance sont effectués régulièrement ou occasionnellement reçoit, de même que son représentant légal et la personne de confiance, une note écrite l'informant de son droit d'en appeler au juge contre son maintien dans cet établissement ou le rejet d'une demande de libération.

² Lorsque l'établissement ne s'occupe qu'exceptionnellement de placement à des fins d'assistance, il veille à faire connaître sans délai les voies de droit à la personne en cause, à son représentant légal et à la personne de confiance.

CHAPITRE IV : Mainlevée du placement et mesures postérieures

I. Mainlevée du
placement
Principe

Art. 45 La personne placée ou maintenue en établissement doit être libérée dès que son état le permet.

En cas de
mesure
provisoire

Art. 46¹⁹⁾ ¹ Lorsque le placement à des fins d'assistance a été ordonné par une mesure provisoire, la personne en cause doit être libérée dès que le danger qu'elle présente pour elle-même ou pour autrui n'est plus imminent.

² Demeure réservé l'article 42, alinéa 4.

Autorités
compétentes

Art. 47¹⁹⁾ Lorsque le placement à des fins d'assistance a été ordonné en procédure ordinaire par l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, celle-ci est aussi compétente pour en prononcer la mainlevée. Dans les autres cas, la compétence appartient à l'établissement.

Contrôle d'office

Art. 48¹⁹⁾ ¹ L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte examine d'office, dans les six mois qui suivent le placement, si les conditions du maintien de la mesure sont encore remplies et si l'institution est toujours appropriée.

² Elle effectue un deuxième contrôle au cours des six mois qui suivent. Par la suite, elle effectue l'examen aussi souvent que nécessaire, mais au moins une fois par an.

³ En principe, le résultat de l'examen est communiqué aux intéressés.

Devoir de
l'établissement

Art. 49¹⁹⁾ Dès que l'état d'une personne ne nécessite plus son internement, l'établissement est tenu de la libérer, dans les cas où il est compétent pour prononcer la mainlevée ou, si cette compétence ne lui appartient pas, de proposer la mainlevée à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte; cette dernière statue rapidement.

Demande de
libération

Art. 50¹ La personne placée, son représentant légal ou conventionnel, l'un de ses proches ou la personne de confiance, peut saisir en tout temps l'établissement d'une demande de libération; ce dernier statue rapidement.¹⁹⁾

² Si l'établissement n'est pas compétent pour prononcer la mainlevée, il transmet sans délai la demande à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, avec son préavis.¹⁹⁾

³ Les demandes de libération adressées à une autorité ou à un service incompétents sont transmises sans délai aux autorités compétentes.

⁴ Les demandes de libération sont traitées rapidement.

Procédure

Art. 51 Les dispositions des articles 36 et 39 sont applicables par analogie aux décisions de maintien en établissement ou au rejet d'une demande de libération.

II. Mesures
postérieures
1. Définition

Art. 52 Des mesures postérieures portant sur un traitement ambulatoire ou sur d'autres règles de conduite peuvent être soit conseillées (art. 53) soit ordonnées (art. 54) par l'autorité, afin d'éviter un nouveau placement.

2. Mesures non
contraignantes

Art. 53¹ Lorsqu'une personne est libérée, l'autorité compétente pour prononcer sa libération peut lui conseiller de se soumettre à un traitement ambulatoire ou d'observer d'autres règles de conduite.

² Le cas échéant, l'autorité compétente pour prononcer la libération fait ordonner les mesures de protection qui s'imposent.¹⁹⁾

3. Mesures
contraignantes

Art. 54¹⁹⁾¹ L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte peut, si nécessaire, obliger la personne en cause à se soumettre à de telles mesures sous peine de réintégration en établissement; la réintégration ne peut être ordonnée qu'aux conditions de l'article 426 du Code civil suisse¹⁾.

² Lorsque l'établissement prononce la libération et que des mesures postérieures s'imposent, il en informe l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte; la compétence de prononcer des mesures contraignantes appartient à cette dernière.

Art. 55²⁰⁾

CHAPITRE V : Contrôle judiciaire

Recours contre des mesures préalables ou postérieures et contre les mesures de placement

1. Recours au juge administratif

Art. 56¹⁹⁾ Les décisions portant sur des mesures préalables ou postérieures fondées sur les dispositions des chapitres II et IV, ainsi que les décisions fondées sur l'article 439 du Code civil suisse¹⁾, peuvent, dans les dix jours dès leur communication, faire l'objet d'un recours auprès du juge administratif du Tribunal de première instance.

2. Recours à la Cour administrative

Art. 57¹⁹⁾ Les décisions du juge administratif du Tribunal de première instance et de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte en matière de mesures préalables ou postérieures et de placement à des fins d'assistance peuvent être attaquées dans les dix jours dès leur communication auprès de la Cour administrative du Tribunal cantonal.

3. Qualité pour recourir

Art. 58¹⁹⁾ Le recours peut être déposé par la personne en cause, par un de ses proches ou par la personne de confiance.

Art. 59²⁰⁾

Opposition

Art. 60 La procédure d'opposition au sens des articles 94 et suivants du Code de procédure administrative n'est pas ouverte contre les décisions prises en application de la présente loi.

Autorité incompétente

Art. 61¹⁹⁾ Le recours qui parvient à une autorité ou à un service incompétents doit être transmis immédiatement à l'autorité compétente.

Procédure

Art. 62 ¹ L'autorité compétente conduit la procédure avec célérité; il lui est loisible de renoncer à l'échange des mémoires; dans ce cas, l'autorité dont la décision est attaquée doit être entendue oralement par l'autorité de recours.

² La personne en cause doit dans tous les cas être entendue oralement.

Débats

Art. 63 Les débats ne sont pas publics.

Effet suspensif et
mesures
provisionnelles

Art. 64 ¹ Le recours prévu aux articles 56 et 57 n'a pas d'effet suspensif, à moins que l'autorité ne le prévoie dans la décision ou que l'autorité de recours n'en décide autrement, d'office ou sur requête. [19\)](#)

² Si l'état de l'intéressé le requiert, l'autorité de recours peut en tout temps retirer l'effet suspensif accordé conformément à l'alinéa 1 ou prendre d'autres mesures provisionnelles.

Pouvoir
d'examen et
de décision

Art. 65 ¹ L'autorité de recours peut revoir la décision en fait, en droit et en opportunité.

² La décision ne peut être réformée au détriment de la personne en cause.

³ L'autorité de recours peut toutefois décider que le placement sera effectué dans un autre établissement. [19\)](#)

Juge unique

Art. 65a [6](#)[19\)](#) Le président de la Cour administrative statue seul sur les recours relatifs à des mesures provisoires.

Dispositions
complémentaires
de procédure

Art. 66 Pour le surplus, la procédure devant l'autorité de recours se règle conformément aux articles 7 à 17, 36, 38 et 39.

CHAPITRE VI : Exécution des mesures

Etablissements

Art. 67 ¹ L'Etat veille à ce que les établissements nécessaires à l'exécution des placements à des fins d'assistance soient à disposition; il peut à cet effet conclure des conventions avec d'autres cantons ou avec des établissements privés. [19\)](#)

² Les mineurs sont placés dans des établissements spéciaux ou des divisions particulières.

Règlement des établissements

Art. 68 Les établissements édictent un règlement concernant leur fonctionnement, les droits et devoirs des pensionnaires et les mesures disciplinaires; ce règlement est soumis à l'approbation du Département de la Justice.

But du séjour en établissement et mesures limitant la liberté de mouvement^{[15](#)[19](#)}

Art. 69 ¹ Dans la mesure du possible, le séjour en établissement doit avoir pour effet d'aider la personne en cause à retrouver son indépendance.

² Les mesures limitant la liberté de mouvement telles que notamment l'isolement, la contention, la limitation des contacts avec l'extérieur, de même que le traitement médicamenteux ne peuvent être ordonnés qu'aux conditions des articles 383 du Code civil suisse^{[1](#)} et 28a de la loi sanitaire^{[17](#), [15](#)[19](#)}.

Congés

Art. 70 La direction de l'établissement détermine librement si la personne placée peut bénéficier de congés.

Réintégration

Art. 71 ¹ Lorsqu'une personne placée contre son gré en établissement le quitte sans autorisation, sa réintégration peut s'accomplir sans formalités particulières si elle a lieu dans les trois semaines.

² Passé ce délai, la personne en cause ne peut être réadmise en établissement que si une telle décision privative de liberté est prise conformément à la présente loi.

Mesures d'urgence ordonnées par le médecin

Art. 71a^{[16](#)[19](#)} Un médecin appelé à intervenir pour ordonner une mesure de placement à des fins d'assistance en cas de péril en la demeure peut imposer des mesures de contrainte au sens de l'article 69, alinéa 2, lorsque l'urgence l'exige, notamment aux fins du transfert du patient en établissement.

Concours de la police

Art. 72^{[19](#)} En cas de nécessité, l'exécution d'une mesure de placement à des fins d'assistance peut être exécutée avec l'aide de la police.

Surveillance des établissements

Art. 73^{[15](#)[19](#)} La surveillance des établissements où sont exécutées des mesures de placement à des fins d'assistance incombe à la commission de surveillance des droits des patients.

Registre

Art. 74 ¹ L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte tient un registre des personnes pour lesquelles sont ordonnées des mesures au sens de la présente loi.^{[19](#)}

² Le registre est examiné par la Cour administrative du Tribunal cantonal.^{[19\)](#)}

³ Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance les questions relatives à la tenue de ce registre et à l'accès à celui-ci.

Placements
ordonnés par
d'autres cantons

Art. 75^{[19\)](#)} Le Département de la Justice peut autoriser des autorités d'autres cantons à placer des personnes dans les établissements sis sur territoire jurassien pour autant que ceux-ci soient capables de les recevoir et que les frais inhérents au placement soient garantis.

CHAPITRE VII : Frais

Emoluments

Art. 76 La procédure devant les autorités administratives ou judiciaires est libre d'émoluments.

Débours

Art. 77^{[19\)](#)} Les débours sont supportés par l'Etat, sous réserve de répartition des dépenses conformément à la législation sur l'action sociale.

Procédure
téméraire

Art. 78 Lorsqu'une personne engage une procédure de recours de manière téméraire, elle pourra être condamnée au paiement de l'émolument qui serait perçu pour une affaire ordinaire ainsi qu'aux débours.

Frais d'exécution
des mesures et
frais accessoires

Art. 79 ¹ Sauf disposition légale ou conventionnelle contraire, les frais découlant de l'exécution des mesures prévues par la présente loi et les frais accessoires sont supportés par la collectivité tenue à l'aide sociale, sous réserve de répartition des dépenses conformément à la législation sur l'action sociale.^{[19\)](#)}

² Sont notamment considérés comme frais d'exécution la pension due à l'établissement, les frais de traitement, les dépenses faites par l'assistant dans l'accomplissement de son mandat et, le cas échéant, l'indemnité équitable qui lui est allouée pour son travail par la collectivité tenue à l'aide sociale.

³ Sont réputés frais accessoires les frais médico-pharmaceutiques, les frais de transport et les primes d'assurances.

Action récursoire **Art. 80¹⁹⁾** ¹ Pour les frais mentionnés à l'article 79, la collectivité tenue à l'aide sociale dispose d'un droit de recours envers la personne au bénéfice de la mesure, les personnes tenues de pourvoir à son entretien ou de la soutenir en vertu de la loi ou d'une convention, ainsi qu'envers les autres personnes tenues à remboursement selon la législation sur l'action sociale.

² Ce droit de recours est exercé conformément aux dispositions de la législation sur l'action sociale.

CHAPITRE VIII : Responsabilité

Compétence du juge civil **Art. 81¹⁹⁾** Le juge civil statue sur les prétentions à des indemnités fondées sur l'article 454 du Code civil suisse¹⁾.

CHAPITRE IX : Dispositions pénales

Infraction à l'interdiction de l'alcool et des auberges **Art. 82¹⁴⁾** Quiconque enfreint l'interdiction de l'alcool ou des auberges prononcée en vertu de l'article 24 est passible de l'amende.

Incitation à la consommation abusive d'alcool **Art. 83¹⁴⁾** Quiconque incite à la consommation abusive d'alcool des personnes sous le coup d'une mesure prévue par la présente loi est passible de l'amende; demeurent réservées les dispositions pénales de la loi sur les auberges⁷⁾.

Incitation au non-respect des mesures **Art. 84¹⁴⁾** Quiconque incite une personne à ne pas respecter une mesure prise envers elle sur la base de la présente loi est passible de l'amende.

CHAPITRE X : Dispositions transitoires et finales

SECTION 1 : Dispositions transitoires

Procédures pendantes et mesures en cours **Art. 85** ¹ La présente loi s'applique à toutes les procédures pendantes au moment de son entrée en vigueur.

² Elle s'applique également aux mesures en cours d'exécution prononcées selon l'ancien droit; ces dernières deviennent caduques dans la mesure où elles sont contraires au nouveau droit.

Transmission
des dossiers

Art. 86 Lorsque, selon le nouveau droit, une autorité n'est plus compétente pour prononcer la mesure, y mettre fin ou statuer sur recours, elle transmet immédiatement le dossier à l'autorité compétente selon le nouveau droit et informe de ce changement la personne, le service ou l'établissement chargé de l'exécution de la mesure.

SECTION 2 : Dispositions finales

Décret

Art. 87 Le Parlement règle par voie de décret les modalités d'admission et de sortie des patients en établissement psychiatrique.

Abrogation des
dispositions
légales

Art. 88 La présente loi abroge toutes les dispositions contraires, en particulier la loi du 26 octobre 1978 sur les mesures éducatives et de placement⁸⁾.

Modification des
dispositions
légales

Art. 89 ¹ La loi du 26 octobre 1978 sur les œuvres sociales⁹⁾ est modifiée comme il suit :

Art. 56

...¹⁰⁾

Art. 57, al. 1

...¹⁰⁾

Art. 57a

...¹⁰⁾

Art. 58, al. 1 et 3

...¹⁰⁾

² Le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 6 décembre 1978¹¹⁾ est modifié comme il suit :

Art. 19, lettre e quater

...¹²⁾

Exécution

Art. 90 Le Gouvernement exécute la présente loi.

Entrée en
vigueur

Art. 91 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur¹³⁾ de la présente loi.

Delémont, le 24 octobre 1985

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martin Oeuvray
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

- 1) RS 210
- 2) RSJU 101
- 3) RS 312.0
- 5) RSJU 175.1
- 6) Introduit par le ch. III de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001
- 7) RSJU 935.11
- 8) ROJU 1978 850.3
- 9) RSJU 850.1
- 10) Texte inséré dans ladite loi
- 11) RSJU 172.111
- 12) Texte inséré dans ledit décret
- 13) 15 janvier 1986
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. IX de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 15) Nouvelle teneur selon la section 3 de la loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2007 (RSJU 810.02)
- 16) Introduit par la section 3 de la loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2007 (RSJU 810.02)
- 17) RSJU 810.01
- 18) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 23 mai 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- 19) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 mai 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- 20) Abrogé(s) par le ch. I de la loi du 23 mai 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Décret sur l'admission et la sortie des patients en établissements psychiatriques

du 24 octobre 1985

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 87 de la loi du 24 octobre 1985 sur les mesures et le placement à des fins d'assistance^{1) 6)},

arrête :

SECTION 1 : Admission des malades

Admissions
volontaires

Article premier ¹ Peuvent être admis en établissement psychiatrique :

- a) les personnes majeures qui déclarent par écrit entrer de plein gré en établissement;
- b) les mineurs dont les père et mère détenteurs de l'autorité parentale demandent par écrit l'admission.

² Ces personnes doivent produire un certificat médical écrit établi par un médecin autorisé à pratiquer dans le Canton.

³ Ce certificat doit conclure à la nécessité d'un placement en établissement psychiatrique et reposer sur un examen médical effectué moins de dix jours auparavant.

⁴ Les alinéas 2 et 3 ne sont pas applicables au cas où une personne se soumet volontairement à une expertise psychiatrique, en établissement, dans le cadre d'une procédure administrative ou judiciaire.

Admissions non
volontaires

Art. 2 Une personne peut être admise même contre son gré dans un établissement psychiatrique si :

- a)⁶⁾ son placement est ordonné dans cet établissement en vertu des dispositions du Code civil suisse²⁾ relatives au placement à des fins d'assistance, ou
- b) si son internement est ordonné, notamment à des fins d'expertise, par une autorité administrative ou judiciaire compétente en vertu d'une disposition légale particulière pour prendre une telle décision.

Pièces à
produire

Art. 3 ¹ Lorsqu'une admission est demandée conformément à l'article 2, la décision par laquelle l'internement est ordonné doit être jointe.

² S'il s'agit d'un malade non domicilié dans le canton du Jura, ce dernier joindra, en plus du certificat médical prévu à l'article premier, alinéa 2, une déclaration de garantie pour les frais probables d'entretien, délivrée sur une formule établie par le Service de la santé publique, et les papiers nécessaires selon les dispositions en vigueur sur le séjour et l'établissement.

Admission
d'urgence

Art. 4 ¹ Pour les admissions d'urgence demandées conformément à l'article 2, la décision d'internement peut être notifiée verbalement à l'établissement; elle doit être confirmée par écrit dans les quarante-huit heures au plus tard; lors de l'entrée en établissement, on devra cependant produire le certificat médical écrit sur lequel s'est fondée l'autorité pour prendre sa décision.

² Pour les cas d'admissions volontaires, l'établissement peut renoncer à la production des pièces mentionnées à l'article 3, alinéa 2, lorsque le certificat médical présenté conformément à l'article premier, alinéa 2, fait ressortir l'urgence de l'internement; les pièces manquantes seront produites dans les quatorze jours suivant l'admission.

Refus
d'admission

Art. 5 ¹ La direction de l'établissement peut refuser une entrée volontaire si elle estime qu'elle n'est pas justifiée, après avoir pris contact, si possible, avec le médecin qui a rédigé le certificat médical produit conformément à l'article premier, alinéa 2.

² La direction peut de même refuser une admission demandée par une autorité manifestement incompétente.

³ Lorsque le placement ordonné par une autorité conformément à l'article 2 est manifestement inopportun ou lorsque l'établissement dans lequel le placement a été ordonné n'est pas approprié à l'état de la personne en cause, l'établissement le signale sans tarder à l'autorité ayant pris la décision et à l'autorité de surveillance de cette dernière.

⁴ La personne en cause et l'autorité peuvent recourir à la Cour administrative dans les dix jours contre le refus d'admission.

Registre

Art. 6 ¹ La direction de l'établissement tient un registre de toutes les personnes admises dans l'établissement.

² Ce registre contient pour chaque personne les indications suivantes :

- a) les nom, prénom(s), date de naissance, lieu d'origine, l'adresse et les dates d'admission et de sortie;
- b) ⁶⁾ le cas échéant, le nom et l'adresse du tuteur ou du curateur, du représentant et de la personne de confiance de l'intéressé;
- c) le titre en vertu duquel l'admission a été prononcée;
- d) ⁵⁾⁶⁾ les mesures limitant la liberté de mouvement au sens des articles 438 du Code civil suisse²⁾, 28a de la loi sanitaire³⁾ et 69, alinéa 2, de la loi sur les mesures et le placement à des fins d'assistance¹⁾, avec l'indication du nom de la personne qui a décidé la mesure, le but, le type, la date et l'heure du début et de la fin de la mesure.

SECTION 2 : Sortie des malades

Principe

Art. 7 La direction de l'établissement est responsable de ce qu'aucun patient ne demeure dans l'établissement plus longtemps qu'il n'est nécessaire.

Placement à des fins d'assistance

Art. 8 ¹ La mainlevée d'un placement ordonné à des fins d'assistance est réglée par les dispositions relatives au placement à des fins d'assistance.⁶⁾

² Dans les cas où l'établissement n'est pas compétent pour mettre fin à l'internement, la direction veille à ce que l'on propose à l'autorité compétente de libérer la personne en cause dès que son état ne le nécessite plus.

Placement à des fins d'expertise

Art. 9 Le maintien en établissement psychiatrique à des fins d'expertise doit être strictement limité au laps de temps nécessaire à l'examen.

Malades entrés de plein gré

Art. 10 ¹ Les malades entrés de plein gré peuvent demander en tout temps à sortir de l'établissement.

² Ce droit appartient également à leurs proches et à leurs représentants légaux et conventionnels.

³ Si les conditions de l'article 427 du Code civil suisse²⁾ sont remplies, le médecin-chef de l'établissement peut ordonner le maintien provisoire en établissement, conformément à l'article 43 de la loi sur les mesures et le placement à des fins d'assistance^{1) 6)}.

Délai **Art. 11** Les demandes de libération ou de sortie présentées par le malade seront traitées dans les trois jours par la direction de l'établissement.

Placement familial **Art. 12** La personne qui n'a plus besoin de soins hospitaliers, mais de surveillance, peut être placée chez des particuliers, sous contrôle médical; le Gouvernement édicte les dispositions voulues à ce sujet.

Malade dangereux **Art. 13** Lorsqu'une autorité compétente pour retirer une personne de l'établissement envisage de le faire alors que le malade est dangereux pour lui-même ou pour autrui, la direction de l'établissement est tenue de signaler ce fait sans délai à cette autorité et à l'autorité de surveillance de cette dernière.

SECTION 3 : Dispositions finales

Abrogation du droit en vigueur **Art. 14** Le décret du 6 décembre 1978 sur les établissements psychiatriques publics et privés est abrogé.

Entrée en vigueur **Art. 15** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur⁴⁾ du présent décret.

Delémont, le 24 octobre 1985

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martin Oeuvray
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

¹⁾ RSJU 213.32

²⁾ RS 210

³⁾ RSJU 810.01

⁴⁾ 1^{er} janvier 1986

⁵⁾ Introduite par la section 4 de la loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2007 (RSJU 810.02)

⁶⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 23 mai 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Décret sur l'établissement d'inventaires¹⁾

du 6 décembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

vu les articles 54, alinéa 2, et 55, alinéa 4, de la loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978 (LiCC)²⁾,⁷⁾

vu l'article 197 de la loi d'impôt du 26 mai 1988 (LI)³⁾,⁷⁾

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

I. Cas
d'inventaires

Article premier⁷⁾ ¹ Un inventaire est dressé selon le présent décret :

- a) dans les cas prévus aux articles 490 et 553 du Code civil suisse et à l'article 55 de la loi d'introduction de ce Code²⁾ (inventaire successoral);
- b) dans les cas prévus aux articles 398, alinéa 3, 581 et 592 du Code civil suisse (inventaire public);
- c) dans les cas prévus par la législation fiscale fédérale et cantonale (inventaire fiscal).

² L'inventaire successoral ou public tient lieu au besoin d'inventaire fiscal.

II. Exceptions

Art. 2⁷⁾ ¹ Il n'est en général pas dressé d'inventaire successoral ou fiscal au décès d'une personne qui, à sa mort, bénéficiait de prestations d'aide sociale ni lorsqu'un compte final de tutelle ou de curatelle est établi.

² La Recette et Administration de district peut renoncer à l'établissement d'un inventaire successoral ou fiscal lorsqu'il est notoire que le défunt ne possédait aucune fortune ou seulement une fortune minime et n'avait pas effectué d'avancement d'hoirie; la commune et le Service des contributions sont préalablement consultés.

³ Un inventaire successoral est toutefois dressé si un héritier le demande expressément.

⁴ Au décès d'une personne jouissant de l'exterritorialité, le Service des contributions est consulté avant la mise en œuvre d'une procédure des scellés ou d'inventaire.

III. Lieu de l'inventaire

Art. 3 L'inventaire est établi au dernier domicile du défunt dans le canton du Jura et, à défaut de pareil domicile, au dernier lieu de résidence.

IV. Compétence

Art. 3a⁸⁾ ¹ L'inventaire public selon l'article 581 du Code civil suisse est ordonné par le juge administratif (art. 10 LiCC).

² L'inventaire successoral et l'inventaire fiscal sont ordonnés par la Recette et Administration de district. Celle-ci fait également dresser l'inventaire public prescrit par l'article 592 du Code civil suisse (art. 9a LiCC).

³ L'inventaire public selon l'article 405, alinéa 3, du Code civil suisse est ordonné par l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.¹⁴⁾

V. Organes 1. Autorité de surveillance

Art. 4⁷⁾ ¹ La Recette et Administration de district est l'autorité de surveillance en matière de scellés et d'inventaire.

² Elle a notamment pour tâches de veiller à l'exécution conforme des procédures des scellés et d'inventaire et de donner les instructions nécessaires aux autorités qui en sont chargées.

2. Notaire a) Compétence

Art. 5 L'inventaire est dressé par un notaire.

b) Responsabilité

Art. 6 ¹ Le notaire est responsable de ses actes conformément aux prescriptions de la législation sur le notariat; les article 66 et 67 ci-après sont réservés.

² Toute plainte est présentée au Département de la Justice¹¹⁾. Celui-ci peut, au besoin, remplacer le notaire par un autre.

c) Emoluments

Art. 7 ¹ Les contestations visant le montant des honoraires et débours réclamés par le notaire sont vidées conformément aux dispositions régissant le notariat.

² L'administrateur de la masse, chaque héritier, le tuteur, le curateur, l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte et, quand les frais sont à la charge de l'Etat, le Service des contributions, peuvent demander la taxation de la note.¹⁴⁾

V. Secret

Art. 8 ¹ Tous les organes officiels coopérant à la procédure des scellés et à l'établissement de l'inventaire sont tenus d'observer le secret à l'égard des tiers sur leurs constatations.

² Il n'y a pas de secret envers les autorités fiscales et de justice fiscale de la Confédération, du canton et des communes. D'autres autorités et offices ont le droit d'obtenir des renseignements quand ceux-ci leur sont nécessaires dans l'accomplissement de tâches officielles.

³ S'il est fait état d'un intérêt légitime, les héritiers peuvent être indiqués aux personnes prouvant avoir des créances envers le défunt.

SECTION 2 : Procédure des scellés

I. Cas de scellés

Art. 9 ¹ Une procédure des scellés est introduite au décès d'une personne lorsque :

- a) ¹⁴⁾ cette personne vivait seule et ne faisait pas l'objet d'une mesure de protection;
- b) un de ses héritiers le demande;
- c) le Service des contributions requiert cette mesure;
- d) l'autorité communale compétente juge cette mesure opportune. ⁷⁾

² Le préposé aux scellés expose brièvement dans un procès-verbal les circonstances de la succession.

II. Compétence

Art. 10 ⁷⁾ ¹ Le président ou un autre membre du conseil communal est compétent pour introduire et diriger la procédure des scellés. Le conseil communal peut toutefois déléguer cette compétence à un fonctionnaire communal.

² En cas d'urgence, un fonctionnaire de la police cantonale ou de la police communale appose les scellés.

III. Communication du décès

Art. 11 ¹ Les officiers de l'état civil sont tenus de communiquer à l'autorité communale compétente, dès qu'ils en ont connaissance, tout décès qui leur est déclaré. La communication se fait par envoi d'un avis officiel ou, en cas d'urgence, de toute autre manière. ⁷⁾

² Le préposé aux scellés indique sur l'avis reçu les jour et heure de la communication, en certifiant cette mention par sa signature. Il annexe ladite pièce au procès-verbal de scellés.

IV. Moment de l'introduction de la procédure des scellés

Art. 12⁷ Lorsqu'elle est ordonnée, la procédure des scellés a lieu sans retard. Si les circonstances le justifient, la procédure a lieu immédiatement après la communication du décès.

V. Obligation de renseigner
Mise en demeure

Art. 13¹ Les personnes présentes lors de la procédure des scellés sont tenues de fournir au préposé aux scellés des renseignements véridiques sur chaque état de choses revêtant une importance pour la détermination des biens laissés par le défunt, comme aussi de lui ouvrir tous meubles et locaux.

² Le préposé aux scellés attire d'une manière convenable l'attention desdites personnes sur leurs obligations et les conséquences d'un manquement.

VI. Mode de procéder à l'apposition des scellés

Art. 14¹ Le préposé aux scellés indique dans le procès-verbal s'il existe des immeubles, des papiers-valeurs et d'autres documents de quelque genre que ce soit, tels que livrets d'épargne, de dépôt ou de compte courant, certificats de dépôt, extraits de banque, cédules, nantissements, reçus pour avances d'hoirie, polices d'assurances sur la vie ou en cas d'accident, espèces, choses de valeur, collections ou objets particuliers de valeur spéciale, contrats de cession, contrats de société, clefs de coffres-forts ou de trésors, livres domestiques ou d'affaires, lettres et autres écritures se rapportant à la fortune ou au revenu du défunt et des personnes qu'il représentait dans leurs obligations fiscales.

² Si des clefs de coffres-forts, de trésors, etc., se trouvent sous la garde de tiers, le préposé aux scellés se les fait délivrer et les met sous scellés, ou bien il les prend en garde. Il informe les tiers, par lettre recommandée, qu'il leur est interdit, jusqu'à établissement de l'inventaire, de disposer des biens conservés par eux.

³ Tous avoirs et dépôts du défunt, ou des personnes qu'il représentait dans leurs obligations fiscales, seront bloqués, en tant et aussi longtemps que cela est nécessaire pour assurer l'établissement de l'inventaire.

⁴ Les testaments et pactes successoraux trouvés ou détenus par toute personne sont remis immédiatement à la Recette et Administration de district. Celle-ci les transmet au notaire chargé de les ouvrir.⁷

⁵ L'apposition des scellés a lieu au moyen d'un sceau officiel.

VII. Conservation
des objets

Art. 15 ¹ La personne préposée aux scellés place dans un meuble ou un local, sur lequel elle appose les scellés, les papiers-valeurs, objets précieux, documents, collections et clefs qui ont été découverts, si cette mesure est nécessaire pour assurer l'établissement de l'inventaire. Elle peut aussi les déposer auprès de la Recette et Administration de district.⁷

² Relativement au choix des meubles ou locaux à mettre sous scellés, on aura égard aux vœux de la famille du défunt dans la mesure du possible, pourvu que le but de la procédure des scellés ne soit pas compromis.

³ Les locaux ou meubles que la famille refuserait d'ouvrir seront scellés dans tous les cas.

VIII. Exceptions

Art. 16 ¹ Les polices d'assurance-vie, d'assurance-rente et d'assurance-accidents seront laissées aux héritiers et bénéficiaires, afin qu'ils puissent faire valoir leurs droits, une fois que leur existence, leur montant et les noms des intéressés ont été consignés au procès-verbal de scellés.

² Les espèces seront laissées à la disposition des proches aux besoins desquels le défunt pourvoyait, en tant qu'elles leur sont nécessaires pour l'entretien de trois mois. Le préposé aux scellés veille à ce que tous autres fonds soient conservés d'une manière sûre. Ces mesures seront consignées au procès-verbal.

³ Au cas où la procédure des scellés de livres d'affaires nuirait à la continuation d'une entreprise, elle peut être remplacée par d'autres mesures appropriées, telles que l'établissement d'un procès-verbal précis concernant le caractère, l'étendue et le contenu essentiel desdits livres.

IX. Procès verbal
de scellés

Art. 17 ¹ Le préposé dresse au sujet de la procédure des scellés un procès-verbal énonçant les formalités observées, le lieu où les objets sont conservés (art. 14, al. 2, et art. 15, al. 1), ainsi que les noms des personnes qui ont assisté à l'opération. Les héritiers et représentants d'héritiers, qui ont participé à la procédure des scellés, doivent signer le procès-verbal; s'ils refusent, ce fait y sera consigné.

² Le procès-verbal énoncera également si, lors de la procédure des scellés, il n'a été trouvé aucun autre objet que ceux qui servaient à l'usage personnel du défunt, et de même, si ce dernier ne possédait pas de revenu.

X. Remise du
procès-verbal

Art. 18 ¹ Le préposé aux scellés envoie son procès-verbal à la commune, à l'intention de la Recette et Administration de district, en règle générale dans les vingt-quatre heures qui suivent la procédure des scellés.

² ...⁹⁾

³ La commune transmet sans délai le procès-verbal à la Recette et Administration de district, en y joignant un extrait du registre d'impôts.

XI. Registre des
scellés

Art. 19⁷⁾ L'autorité communale compétente tient un registre des procédures de scellés effectuées. Elle y mentionne la date du décès, de l'exécution de la procédure des scellés, de l'apposition des scellés et, cas échéant, de leur levée, ainsi que celle de l'envoi du procès-verbal à la Recette et administration de district.

SECTION 3 : Etablissement de l'inventaire

I. Ordonnance
d'inventaire
1. Avis aux
héritiers

Art. 20⁷⁾ ¹ Quand les conditions d'un inventaire successoral ou fiscal sont remplies, la Recette et Administration de district en informe les héritiers connus. Elle attire leur attention sur leur droit de requérir un inventaire public dans le délai légal (art. 580 CC) et les invite à proposer le notaire qui devra dresser l'inventaire.

² Lorsqu'aucun héritier ne demande l'inventaire public dans les huit jours, la Recette et Administration de district ordonne l'inventaire successoral ou fiscal et désigne le notaire. Elle notifie sa décision aux héritiers connus, au notaire, ainsi qu'à la commune de domicile du défunt.

³ Si les héritiers requièrent un inventaire public après qu'un inventaire successoral ou fiscal a été ordonné, puis commencé ou effectué, les mesures prises valent également pour l'inventaire public, pour autant que les conditions particulières de celui-ci le permettent.

⁴ Quand il est renoncé à l'établissement d'un inventaire, la Recette et Administration de district en informe les héritiers et les avise qu'ils peuvent disposer de la succession. Elle en informe également la commune de domicile du défunt.

2. Mandat au
notaire

Art. 21 ¹ Si aucun motif important ne s'y oppose, la Recette et Administration de district charge le notaire proposé par les héritiers de dresser l'inventaire et lui remet le dossier. Lorsque les héritiers ne proposent aucun notaire ou en proposent plusieurs, la Recette et Administration de district désigne le notaire.⁷⁾

² S'il est ordonné un inventaire public, la Recette et Administration de district communique au notaire le nom de l'administrateur de la masse.

³ Les héritiers peuvent, dans les dix jours, recourir auprès du juge administratif contre la décision de la Recette et Administration de district. [2](#)

3. Lieu et moment où l'inventaire est dressé

Art. 22 ¹ Le notaire procède sans retard à l'inventaire.

² Il informe les héritiers, au moins trois jours à l'avance, des lieu, date et heure de l'inventaire, en les invitant à y participer. Il sera tenu compte autant que possible des vœux des héritiers concernant ce moment.

³ Si les héritiers font défaut et ne sont pas non plus représentés, l'inventaire peut néanmoins être dressé.

⁴ L'établissement de l'inventaire a lieu dans le logement du défunt, dans ses locaux d'affaires et en général partout où ses biens peuvent être déterminés.

II. Obligation de renseigner
Mise en demeure
1. Principe

Art. 23 ¹ A l'ouverture des opérations, le notaire rend les héritiers et mandataires présents attentifs à leur obligation légale de renseigner d'une façon véridique sur chaque objet et bien du défunt – ou des personnes que celui-ci représentait au point de vue fiscal – dont il ont connaissance, ainsi que d'ouvrir tous meubles et locaux.

² Les mêmes obligations incombent aux tiers qui sont en mesure de renseigner sur les conditions de fortune du défunt, ou qui détiennent des biens de ce dernier. S'il s'agit de personnes pour lesquelles la sauvegarde d'un secret professionnel ou d'affaires entre en considération, les héritiers doivent consentir à ce qu'elles donnent les renseignements requis.

³ Le notaire rend les héritiers et les tiers attentifs aux prescriptions légales fédérales et cantonales, de même qu'aux conséquences pénales de leur inobservation.

2. Conséquences du refus de renseigner

Art. 24 ¹ Si les héritiers et mandataires présents, ou des tiers, refusent de fournir les renseignements requis ou d'ouvrir les meubles ou locaux, il en sera dressé procès-verbal en deux exemplaires, dont l'un est envoyé à la Recette et Administration de district et l'autre au Service des contributions.

² Au cas où les opérations ne peuvent pas être achevées, et que les scellés ont été apposés, le notaire les fait apposer à nouveau.

³ La Recette et Administration de district prend les mesures nécessaires pour que l'inventaire puisse être dressé d'une manière répondant aux conditions de fait. Les articles 64 et 65 sont réservés.

⁴ Les héritiers peuvent, dans les trente jours, recourir auprès du juge administratif contre les décisions de la Recette et Administration de district.^{[7](#)}

III. Levée des scellés

Art. 25 ¹ Le préposé aux scellés commence par lever les scellés. Il établit à ce sujet un certificat constatant si les scellés étaient intacts au moment de leur levée. Ce certificat sera joint à l'inventaire.

² Si les scellés sont fortement endommagés, le préposé examine immédiatement par qui et dans quelles circonstances ils l'ont été. Le résultat de cette enquête est consigné dans un procès-verbal et, si les conditions sont remplies, il sera porté plainte pénale pour bris de scellés (art. 66).

³ Le préposé aux scellés n'assiste pas aux autres opérations de l'inventaire.

IV. Etendue de l'inventaire

Art. 26 ¹ L'inventaire doit indiquer d'une manière complète la succession, ainsi que la fortune des personnes que le défunt représentait dans leurs obligations fiscales (art. 18 et 19 LI).

² Le notaire fait les recherches nécessaires pour déterminer la fortune mobilière et immobilière.

³ L'inventaire mentionnera par qui sont conservés, après la prise d'inventaire, les papiers-valeurs, fonds en espèces, monnaies et collections dont il est question (art. 11, al. 2, de l'ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi sur le notariat^{[5](#)}).

⁴ Au décès d'une personne mariée ou d'un partenaire enregistré, le notaire fait dans l'inventaire les constatations qu'exige le règlement des comptes selon le régime matrimonial ou selon la convention sur les biens conclue par les partenaires aux termes de l'article 25 de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (LPart)^{[12](#), [13](#)}.

V. Forme de l'inventaire

Art. 27 ¹ Le notaire fait un état de tous les biens dont il a constaté l'existence. Si cet état ne peut pas être clos immédiatement, le notaire procède aux recherches et investigations encore nécessaires. Il lui est loisible de faire apposer à nouveau les scellés.

² L'inventaire doit être dressé en la forme authentique, conformément aux prescriptions de la législation sur le notariat.

VI. Genres de biens
1. Propriété foncière

Art. 28 Les immeubles sont inscrits selon les énonciations du registre foncier, avec la valeur officielle.

2. Mobilier de ménage, collections

Art. 29 ¹ Le mobilier de ménage usuel est indiqué en bloc, à sa valeur vénale déterminée par estimation. La valeur d'assurance doit également être mentionnée.

² Les collections, telles que celles de timbres-poste, de tableaux ou de monnaies, ainsi que les objets particulièrement précieux, figurent dans l'inventaire à leur valeur vénale. Si l'estimation soulève des difficultés, on fera appel à des experts.

3. Espèces, billets de banque, avoir sur compte de chèques postaux, or et autres métaux précieux

Art. 30 ¹ Les espèces seront comptées en présence des personnes participant à l'inventaire. Les monnaies ou billets de banque étrangers seront inscrits séparément d'après leur genre et valeur.

² L'avoir sur compte de chèques postaux est donné par l'avis de situation, qui sera requis.

³ Pour l'or en lingots, on indiquera le poids et le titre.

⁴ En cas de difficultés dans l'évaluation, on s'informera auprès du Service des contributions relativement au mode de procéder.

4. Titres et avoirs

Art. 31 ¹ Les titres sont portés sur l'état chacun pour soi, avec mention du débiteur, de la valeur nominale et de la cote ou du montant de la créance, y compris les intérêts courus et, si possible, le numéro du titre.

² Lorsque des titres ou d'autres valeurs sont détenus par des tiers dans un trésor de banque, etc., les héritiers doivent ouvrir celui-ci devant le notaire. Au cas où le lieu de dépôt est situé hors du territoire jurassien, l'autorité du canton en cause sera requise de permettre au notaire jurassien d'effectuer l'inventaire, ou d'y faire procéder par l'organe compétent dudit canton.

³ Au cas où pareils biens sont administrés par un tiers, les héritiers seront invités à produire une liste exacte, délivrée par lui, de tous les titres et autres objets de valeur ainsi gérés ou conservés, avec toutes les indications nécessaires pour l'inscription à l'inventaire. Le tiers certifiera par sa signature que la liste est complète. Celle-ci sera versée au dossier.

5. Créances, avoir d'affaires	Art. 32 Les créances et l'avoir d'affaires seront déterminés à l'aide des livres domestiques ou d'affaires, des autres écritures et des indications des hoirs, membres de la famille et employés du défunt.
6. Prétentions d'assurance	Art. 33 Les polices ou autres justifications se rapportant aux assurances seront présentées. On portera à l'inventaire les indications suivantes : genre de l'assurance, numéro de la police, montant de l'assurance et valeur de rachat, conclusion et date d'échéance, nom et adresse de l'assureur et de l'assuré ou du bénéficiaire.
7. Bétail	Art. 34 Le notaire constate l'état du cheptel et indique le nombre, l'espèce et la valeur estimative des animaux.
8. Mobilier d'exploitation	Art. 35 ¹ Les objets mobiliers servant à l'exploitation, machines et outils aratoires, etc., sont indiqués avec leur estimation. ² Pour l'estimation de la valeur vénale du bétail, ainsi que des machines et outils aratoires, le notaire fera au besoin appel à un expert.
9. Provisions de marchandises	Art. 36 ¹ Quant aux provisions de marchandises, il en est dressé un état dans le cas où l'on ne peut tabler sur un inventaire rentrant dans une comptabilité régulière. ² Les postes de marchandises d'une certaine importance sont mentionnés séparément, avec leur estimation; ceux de moindre importance, ainsi que les objets isolés de valeur minime, sont estimés sommairement en un poste collectif.
10. Parts à des sociétés et communautés	Art. 37 ¹ Les parts du défunt à la fortune de sociétés en nom collectif ou en commandite sont déterminées à l'aide du bilan, du contrat de société et des conventions complémentaires éventuelles. ² Les parts de communautés du défunt, ou des personnes qu'il représentait dans les obligations fiscales, seront indiquées séparément dans l'inventaire, pour le montant de leur valeur.
11. Droits non échus	Art. 38 Les droits non échus à l'égard d'assurances en cas de vieillesse ou d'invalidité et en faveur des survivants (caisses de pensions) ou découlant d'assurances de groupes, seront portés à l'inventaire, et évalués, avec mention des nom et domicile de l'assureur et du bénéficiaire, de la date du contrat et du commencement de l'assurance ainsi que de la valeur de rachat.

VII. Avancement
d'hoirie

Art. 39 ¹ Lorsque de son vivant le défunt avait cédé des biens à ses héritiers en avancement d'hoirie, on indiquera exactement dans l'inventaire les nom et domicile de l'héritier, le montant ou l'objet dont il s'agit et la date de la délivrance. Les donations faites au cours des dix dernières années avant le décès seront également indiquées.

² Quand la question donne lieu à contestation ou ne peut pas être élucidée, on se bornera à mentionner si des avancements d'hoirie ont été consentis, et dans quelle mesure.

VIII. Usufruit

Art. 40 S'il existe des biens grevés d'usufruit au profit de tiers, de même que si la fortune comprend un usufruit sur la propriété de tiers, le fait sera consigné pour soi dans l'inventaire.

IX. Dettes

Art. 41 ¹ Les dettes seront déterminées selon leur état au jour du décès, d'après le registre foncier, les rôles de l'impôt, les livres domestiques et d'affaires, les contrats de prêt et autres actes, quittances pour intérêts de prêts et capitaux, etc. L'inventaire énoncera le genre de la dette, les nom et domicile du créancier, la cause et le montant de la dette, le taux d'intérêt et l'échéance, ainsi que les sûretés fournies en garantie. Les moyens de preuve seront indiqués. On mentionnera de même les cautionnements et autres engagements du défunt envers des tiers.

² Quand une sommation de produire paraît désirable indépendamment de l'inventaire public, le notaire propose cette mesure à la Recette et Administration de district.

X. Clôture
1. En général

Art. 42 ¹ Une fois déterminés l'actif et le passif, l'inventaire est clos, le bilan en est tiré et l'expédition de l'état des biens est établie.

² Les constatations de l'inventaire sont valables même quand ce dernier n'est pas signé par les héritiers.

³ Le notaire remet ensuite une expédition de l'inventaire à la Recette et Administration de district avec annexes, à l'intention du Service des contributions.

⁴ Chaque héritier peut demander qu'une copie lui soit remise, à ses frais.

⁵ La minute de l'inventaire et ses annexes sont conservées par le notaire, en tant que ces dernières ne doivent pas être remises aux héritiers.

2. Avis aux héritiers

Art. 43 La Recette et Administration de district informe les héritiers, par lettre recommandée, de la clôture de l'inventaire, quand ils n'en ont pas déjà connaissance pour avoir signé ce document. Lorsque le défunt avait son dernier domicile civil dans le canton, les héritiers sont rendus attentifs à leur faculté de répudier la succession dans le délai légal.

3. Communication à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte

Art. 44¹⁴⁾ Dans les cas de l'article 55, alinéa 1, lettres a, b et d, de la loi d'introduction du Code civil suisse²⁾, le notaire doit en outre soumettre l'inventaire à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.

SECTION 4 : Dispositions particulières concernant le bénéfice d'inventaire et l'inventaire public

I. Demande en bénéfice d'inventaire

Art. 45 La demande en bénéfice d'inventaire doit être faite par écrit à la Recette et Administration de district où le défunt avait son dernier domicile.

II. Organes
1. En général

Art. 46¹ La Recette et Administration de district nomme pour l'établissement de l'inventaire, sur la proposition non obligatoire des héritiers, un administrateur qui a les droits et les devoirs d'un curateur.

² S'il s'agit d'une tutelle ou d'une curatelle comprenant une gestion de biens, l'administrateur de la masse est remplacé par le tuteur ou le curateur. Il est loisible à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte de proposer le notaire.¹⁴⁾

³ La Recette et Administration de district exerce la surveillance sur les opérations de l'inventaire et vide, sous réserve de recours, les plaintes des héritiers.

2. Tâches

Art. 47¹ L'administrateur se fait remettre les biens de la succession par le fonctionnaire chargé de la procédure des scellés et, avec la coopération d'un notaire nommé par la Recette et Administration de district sur la proposition non obligatoire des héritiers, dresse l'inventaire selon les formes légales.

² A cette fin, l'administrateur de la masse, le tuteur ou le curateur, doivent mettre le notaire en mesure de prendre connaissance de l'état des biens de la succession ou de la personne protégée et lui fournir tous renseignements nécessaires.¹⁴⁾

III. Délai

Art. 48 ¹ L'inventaire doit être clos dans les soixante jours après qu'il a été ordonné.

² Si ce délai n'est pas observé, la Recette et Administration de district informe le Département de la Justice¹¹⁾.

IV. Administration

Art. 49 ¹ L'administrateur gère la succession jusqu'à ce que les héritiers se soient déclarés (art. 588 CC).

² Les objets mobiliers faciles à soustraire, l'argent comptant et les titres seront conservés en lieu sûr après avoir été inventoriés.

³ Les objets mobiliers dont la conservation serait dispendieuse ou dommageable peuvent être vendus par l'administrateur aux enchères publiques ou, avec l'autorisation de la Recette et Administration de district, de gré à gré.

⁴ Il est permis d'aliéner les immeubles du consentement de tous les héritiers.

⁵ Il ne pourra être intenté de procès qu'avec l'autorisation de la Recette et Administration de district.

Art. 50 ¹ Lorsque l'interruption des affaires du défunt pourrait être préjudiciable à la succession, l'administrateur est tenu de prendre les mesures nécessaires pour qu'elles soient continuées, mais sans danger pour les héritiers.

² L'héritier qui voudra continuer les affaires du défunt devra y avoir été autorisé par la Recette et Administration de district, laquelle fixera aussi, à la demande des autres héritiers, les sûretés qu'il aura à fournir (art. 585 CC).

V. Actif

Art. 51 ¹ L'état de l'actif est dressé conformément aux articles 28 à 40 du présent décret. Pour les immeubles, la valeur vénale est mentionnée en plus de la valeur officielle; au besoin, il est fait appel à un expert.⁷⁾

² S'il s'agit d'un inventaire de tutelle ou de curatelle, le notaire invite à participer aux opérations l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, le tuteur ou le curateur et la personne protégée, pour autant que cette dernière soit âgée d'au moins seize ans et capable de discernement; s'il s'agit d'un inventaire successoral, l'administrateur et les héritiers.¹⁴⁾

VI. Passif

1. Sommation de produire

Art. 52 ¹ Les dettes sont déterminées selon l'article 41 du présent décret. Toutefois les dettes de cautionnement et frais de confection de l'inventaire seront indiqués à part.

² L'administrateur et le notaire publient la sommation de produire (art. 582 CC) au lieu de domicile du défunt, de même que, si l'administrateur le juge nécessaire, dans les journaux par lesquels elle peut le plus sûrement parvenir à la connaissance des créanciers présumés.

³ Les productions seront faites par écrit à la Recette et Administration de district dans le délai fixé par l'administrateur.

⁴ Il sera remis, aux frais de la succession, à tout créancier qui en fera la demande un récépissé de sa production.

2. Prorogation du délai

Art. 53 La Recette et Administration de district statue sur les demandes de prorogation de délai formées en vertu de l'article 587, alinéa 2, du Code civil suisse.

3. Remise des productions au notaire

Art. 54 A l'expiration du délai de production, la Recette et Administration de district remet au notaire les productions reçues.

VII. Clôture
1. Dépôt de l'inventaire

Art. 55 ¹ Une fois l'état du passif établi, l'inventaire est clos par un bilan. Toutes les pièces seront réunies en dossier et annexées à l'inventaire avec un index.

² L'inventaire et ses annexes resteront déposés pendant un mois à l'étude du notaire où les intéressés pourront en prendre connaissance.

³ Sur demande, le notaire délivrera aux intéressés, à leurs frais, des copies ou des extraits de l'inventaire.

⁴ La Recette et Administration de district invite immédiatement chaque héritier à se prononcer dans le délai d'un mois sur l'acceptation de la succession.

2. Versement aux archives

Art. 56 ¹ Le délai de dépôt expiré, le notaire remet l'expédition de l'inventaire et toutes les annexes à la Recette et Administration de district qui en donne récépissé.

² La Recette et Administration de district tient registre des inventaires publics qu'elle ordonne.

VIII. Emoluments **Art. 57** Les émoluments pour l'autorisation et l'établissement de l'inventaire public seront fixés par un décret du Parlement.

IX. Successions en déshérence **Art. 58** Les règles ci-dessus concernant le bénéfice d'inventaire s'appliquent par analogie aux successions en déshérence (art. 592 CC).

X. Application des dispositions générales **Art. 59** Les dispositions générales du présent décret sont applicables par analogie en ce qui concerne l'inventaire public.

SECTION 5 : Frais

I. Inventaire **Art. 60**^{[7\)](#)} ¹ Les frais de l'inventaire successoral ou de l'inventaire fiscal sont à la charge de la succession et, si elle ne suffit pas, des héritiers.

² Les frais de l'inventaire fiscal ou de l'inventaire successoral qui en tient lieu sont à la charge de l'Etat lorsque la fortune brute ne dépasse pas 35 000 francs.

³ Les frais de l'inventaire public incombent à la personne au bénéfice d'une mesure de protection ou à la succession et, si cette dernière ne suffit pas, aux héritiers qui l'ont demandé.^{[14\)](#)}

II. Procédure des scellés **Art. 61**^{[7\)](#)} Les frais des scellés sont à la charge de la succession et, si elle ne suffit pas, des héritiers.

III. Emoluments **Art. 62**^{[7\)](#)} ¹ La Recette et Administration de district perçoit des émoluments pour ses prestations et interventions dans la procédure d'inventaire, conformément au décret fixant les émoluments de l'administration cantonale^{[10\)](#)}. L'article 60, alinéa 2, demeure réservé.

² Les communes perçoivent des émoluments pour leurs prestations et interventions dans la procédure des scellés. Le conseil communal édicte des prescriptions concernant ces émoluments. Le Département de la Justice établit au besoin des directives à ce sujet.

³ Les émoluments perçus par les notaires pour l'établissement d'inventaires sont fixés dans la législation sur le notariat.

IV. Administra-
teur de la masse
et estimateurs

Art. 63 ¹ L'administrateur de la masse a droit, en plus du remboursement de ses débours, à une juste rétribution. La Recette et Administration de district fixe celle-ci suivant le travail accompli et l'importance de la fortune nette.

² La Recette et Administration de district fixe de même l'indemnité due aux estimateurs appelés pour l'inventaire.

SECTION 6 : Dispositions pénales

I. Infractions lors
de la procédure
des scellés et de
la prise
d'inventaire.
1. Amende

Art. 64 ¹ Quiconque ne satisfait pas à l'obligation que le présent décret lui impose d'indiquer les biens laissés par le défunt et de fournir des renseignements à leur sujet, comme aussi d'ouvrir tous meubles et locaux, est passible d'une amende allant jusqu'à 200 francs.

2. Procédure

² Le préposé aux scellés ou le notaire avisent la Recette et Administration de district des infractions intervenues lors de la procédure des scellés ou de l'établissement de l'inventaire.

³ La Recette et Administration de district entend la personne dénoncée et statue. Elle notifie sa décision à l'intéressé, au dénonciateur et au Service des contributions.

⁴ L'intéressé peut, dans les trente jours, recourir auprès du juge administratif contre cette décision.⁷¹

3. Infractions en
matière
d'inventaire

Art. 65⁷¹ ¹ Les dispositions pénales de la loi d'impôt³¹ sont applicables à la répression des infractions en matière d'inventaire.

² Les dispositions pénales fédérales demeurent réservées.

II. Bris de scellés

Art. 66 Est punissable conformément au droit pénal fédéral quiconque enlève illicitement ou endommage les scellés apposés par le préposé compétent.

III. Violation des
devoirs
d'organes
officiels

Art. 67⁷¹ ¹ En cas de manquement aux devoirs que leur impose le présent décret, les personnes chargées de tâches officielles sont sanctionnées par l'autorité disciplinaire dont elles relèvent.

² La répression des infractions pénales demeure réservée.

SECTION 7 : Dispositions finales

- I. Exécution **Art. 68** Le Gouvernement édicte les prescriptions d'exécution nécessaires.
- II. Entrée en vigueur **Art. 69** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur⁶⁾ du présent décret.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) Décret du 8 septembre 1971 sur l'établissement d'inventaires (RSB 214.431)
- 2) RSJU 211.1
- 3) RSJU 641.11
- 4) RS 210
- 5) RSJU 189.112
- 6) 1^{er} janvier 1979
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 8) Introduit par le ch. I du décret du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 9) Abrogé par le ch. I du décret du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 10) RSJU 176.21
- 11) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111)
- 12) RS 211.231

- ¹³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XVIII de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007 (RSJU 211.2)
- ¹⁴⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XI de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural

du 21 février 2001

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 702 du Code civil suisse¹⁾,

vu les articles 5, 56, 58 et 90 de la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur le droit foncier rural (dénommée ci-après : "loi fédérale") (LDFR)²⁾,

vu les articles 12 et 83, alinéa 1, lettre b, de la Constitution cantonale³⁾,

vu les articles 2, lettre b, et 12 de la loi du 20 avril 1989 sur le développement rural⁴⁾,

arrête :

SECTION 1 : Disposition générale

Buts

Article premier La présente loi vise à définir les règles d'application de la loi fédérale au plan cantonal et à désigner les autorités compétentes.

SECTION 2 : Règles d'application

Limitation du
champ
d'application

Art. 2 Dans la République et Canton du Jura, la loi fédérale ne s'applique pas aux droits de jouissance et de participation aux forêts et pâturages qui appartiennent aux corporations de forêts et aux autres collectivités semblables, à moins que ces droits ne fassent partie d'une entreprise agricole soumise à la loi fédérale.

Entreprise
agricole

Art. 3 ¹ Sont soumises aux dispositions sur les entreprises agricoles les unités qui servent de base à la production agricole et qui exigent au moins les trois quarts d'une unité de main-d'œuvre standard.¹³⁾

² Par conditions locales au sens du droit fédéral, il faut entendre la situation géographique, la localisation à l'extérieur d'une agglomération ainsi que la valeur et l'état des éléments bâtis.

³ Les capacités requises pour l'acquisition d'une entreprise agricole sont la détention d'un diplôme délivré par une école d'agriculture reconnue ou d'un certificat fédéral de capacité en agriculture. La détention d'un tel titre n'est pas exigée si l'acquéreur potentiel dispose d'une expérience de cinq ans à la tête d'une entreprise agricole similaire.

Droit de
préemption légal

Art. 4 ¹ En complément aux droits de préemption régis par le droit fédéral, les syndicats d'améliorations foncières constitués conformément aux dispositions légales⁵⁾ disposent d'un droit de préemption sur les immeubles agricoles situés dans leur périmètre, dans la mesure où l'acquisition sert les buts de leurs travaux.

² Ce droit de préemption sur les immeubles agricoles est soumis à autorisation conformément à l'article 6.

Surfaces
minimales

Art. 5 ¹ Les immeubles agricoles ne peuvent pas être partagés en parcelles de moins de 25 ares.

² Cette surface minimale s'applique également aux vignes.

SECTION 3 : Autorités

1. Commission
foncière rurale
a) tâches,
composition

Art. 6 ¹ Relèvent de la compétence de la commission foncière rurale (dénommée ci-après : "commission") :

- a) l'autorisation d'acquérir une entreprise ou un immeuble agricole;
- b) l'autorisation de procéder au partage matériel d'une entreprise ou au morcellement d'un immeuble agricole;
- c) l'autorisation du prêt d'un tiers garanti par un droit de gage dépassant la charge maximale;
- d) la fixation du prix maximum non surfait.
- e) l'octroi du droit de préemption prévu à l'article 4, alinéa 2.

² La commission est compétente pour constater si :

- a) une entreprise ou un immeuble agricole est soumis à l'interdiction de partage matériel, à l'interdiction de morcellement, à la procédure d'autorisation ou au régime de la charge maximale;
- b) l'acquisition d'une entreprise ou d'un immeuble agricole peut être autorisée.

³ La commission est composée de cinq membres et de trois suppléants.

b) nomination

Art. 7 ¹ Le Gouvernement nomme les membres de la commission et désigne son président et son vice-président pour la législature; le mandat des membres et des suppléants de la commission est renouvelable deux fois; cette limitation ne touche pas le président.¹⁴⁾

² La profession, les districts et les forces politiques sont équitablement représentés.

³ La commission est présidée par un juriste du Service juridique; il organise le secrétariat en ayant recours, au besoin, aux services de l'administration.

c) traitement des dossiers

Art. 8 ¹ Le président instruit le dossier; il demande, le cas échéant, une expertise au Service de l'économie rurale.

² Le président établit une proposition à l'intention de la commission, sauf si l'objet relève de sa propre compétence.

d) décisions

Art. 9 ¹ Le président est seul compétent lorsque l'objet soumis à la commission est de peu d'importance ou que les conditions d'une autorisation ou d'une approbation sont manifestement réalisées. Lorsqu'il est nécessaire de recourir à une expertise, le président doit réunir la commission.

² La commission est convoquée par le président ou le vice-président en veillant à l'indépendance des membres par rapport aux cas à traiter.

³ Le président ou, en son absence, le vice-président dirige les débats.

⁴ La commission prend ses décisions à la majorité des membres présents; en cas d'égalité des voix, le président ou le vice-président départage.

⁵ Pour prendre une décision valide, trois membres au moins doivent être présents.

2. Remaniements parcellaires

Art. 10 Demeure réservée la compétence du Service de l'économie rurale d'autoriser des transactions passées pendant les travaux d'une amélioration foncière collective⁵⁾.

3. Procédure

Art. 11 ¹ La demande d'autorisation ou de décision est adressée à la commission par le requérant ou un notaire agissant en son nom. Elle désigne l'entreprise ou les immeubles agricoles faisant l'objet de la requête et en indique les motifs.

² Lorsque la vente ou le partage de l'entreprise agricole est aussi soumis à autorisation en vertu de la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les forêts⁶⁾, la commission invite l'autorité cantonale à statuer sur la vente ou le partage des forêts qui font partie de l'entreprise agricole avant de rendre sa propre décision. La commission est liée par la décision de l'autorité cantonale qui fait partie intégrante de sa propre décision.

³ Lorsque la décision implique une autorisation ou une décision portant sur une des matières figurant à l'article 6, alinéa 1, lettres a et b, la commission la communique aux parties contractantes, au Service du registre foncier et du registre du commerce, au fermier et aux titulaires du droit d'emption, du droit de préemption ou du droit à l'attribution, ainsi qu'au Département de l'Economie.

⁴ Dans les autres cas, elle la communique aux parties intéressées et au Département de l'Economie.

⁵ Pour le surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative⁷⁾.

Autorité de surveillance

Art. 12 Le Département de l'Economie est l'autorité de surveillance habilitée à recourir contre les décisions rendues en vertu de la présente loi.

Mention au registre foncier

Art. 13 ¹ Le Service de l'aménagement du territoire requiert, d'office ou sur demande, la mention au registre foncier des immeubles agricoles situés dans la zone à bâtir, y compris la zone de fermes, et des immeubles non agricoles situés en dehors de la zone à bâtir.

² A la demande du Service de l'aménagement du territoire, le Service de l'économie rurale lui communique toutes les informations utiles permettant de préciser l'affectation d'un immeuble et, le cas échéant, son appartenance à une entreprise agricole.

³ Avant de requérir la mention d'un immeuble au registre foncier, le Service de l'aménagement du territoire invite le propriétaire intéressé à se déterminer au sujet de la mention envisagée, à moins que la demande émane du propriétaire lui-même.

⁴ En cas de contestation de la part du propriétaire, le Service de l'aménagement du territoire rend une décision constatant l'affectation agricole ou non agricole de l'immeuble dont la mention au registre foncier est envisagée. La décision est communiquée au propriétaire, au Service de l'économie rurale et au Service du registre foncier et du registre du commerce.

Valeur de
rendement
a) Estimation

Art. 14 ¹ La valeur de rendement est estimée par le Service des contributions dans le cadre de la procédure de fixation des valeurs officielles.

² Les demandes d'estimation sont à adresser au Service des contributions.

³ Si le droit fiscal ne permet pas d'effectuer une nouvelle estimation, le Service des contributions transmet la demande à la commission cantonale d'estimation foncière qui calcule la valeur de rendement.

⁴ La nouvelle valeur de rendement est communiquée au propriétaire, au requérant, au Service de l'économie rurale et au Service du registre foncier et du registre du commerce.

b) Expertise

Art. 15 ¹ Il est loisible à l'ayant droit de faire estimer la valeur de rendement par un expert privé.

² Le résultat de l'expertise doit être approuvé par la commission cantonale d'estimation foncière.

³ Lorsque la décision de cette commission s'écarte du résultat de l'expertise privée, elle en indique les motifs.

⁴ La nouvelle valeur de rendement est communiquée au propriétaire, au requérant, à la commission et au Service du registre foncier et du registre du commerce.

Commission
cantonale
d'estimation
foncière

Art. 15a ¹⁵⁾ ¹ La commission cantonale d'estimation foncière est composée de quatre membres et de trois suppléants nommés par le Gouvernement, qui désigne également le président et le vice-président.

² Pour chaque estimation, la commission est complétée par le teneur du registre de l'impôt foncier de la commune où est sis l'immeuble en cause, qui en est membre d'office, ou par son remplaçant, désigné par le conseil communal.

³ Les frais d'estimation comprennent les indemnités revenant aux membres de la commission et les débours. Ils sont à la charge du requérant. Les membres de la commission ont droit aux mêmes indemnités que les estimateurs des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques.

⁴ Pour le surplus, l'article 9, alinéas 2 à 5, est applicable.

Restrictions de
droit privé

Art. 16 ¹ Il incombe au juge civil de trancher les litiges en matière de restrictions de droit privé dans les rapports juridiques concernant les entreprises et les immeubles agricoles.

² La procédure est régie par le Code de procédure civile⁸⁾.

Statistique
annuelle

Art. 17 ¹ La commission établit une statistique annuelle des aliénations d'immeubles et d'entreprises agricoles réalisées dans le Canton.

² A cet effet, elle est habilitée à accéder à toutes les données du registre foncier.

SECTION 4 : Voies de droit

Opposition

Art. 18 A l'exception des décisions du Service des contributions, les décisions prises en vertu de la présente loi sont sujettes à opposition, conformément aux règles du Code de procédure administrative⁷⁾.

Recours

Art. 19 Les décisions sur opposition sont sujettes à recours à la Chambre administrative du Tribunal cantonal, conformément au Code de procédure administrative⁷⁾.

Décisions du
Service des
contributions

Art. 20 Les décisions du Service des contributions sont sujettes à réclamation et à recours en vertu de la loi d'impôt⁹⁾.

SECTION 5 : Dispositions finales

Modification du
droit en vigueur

Art. 21 La loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978¹⁰⁾ est modifiée comme il suit :

Article 4

La référence aux articles 621 et 625 CC est supprimée.

Article 10

La référence à l'article 857, alinéa 2 CC est supprimée.

Article 57, alinéa 1

...^{[11\)](#)}

Article 62a

...^{[11\)](#)}

Article 104a

...^{[11\)](#)}

Abrogation

Art. 22 Sont abrogées :

- a) la loi du 9 novembre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 12 juin 1951 sur le maintien de la propriété foncière rurale;
- b) la loi du 9 novembre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 12 décembre 1940 sur le désendettement de domaines agricoles;
- c) la loi du 13 novembre 1991 portant exécution de l'arrêté fédéral concernant un délai d'interdiction de revente des immeubles non agricoles et la publication des transferts de propriété immobilière.

Référendum

Art. 23 La présente loi est soumise au référendum facultatif.Entrée en
vigueur**Art. 24** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur^{[12\)](#)} de la présente loi.

Delémont, le 21 février 2001

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Marcel Hubleur
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

Approuvée par le Département fédéral de Justice et Police le 29 mars 2001

- 1) RS 210
- 2) RS 211.412.11
- 3) RSJU 101
- 4) RSJU 910.1
- 5) Voir la loi du 20 juin 2001 sur les améliorations structurelles, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2001 (RSJU 913.1)
- 6) RS 921.0
- 7) RSJU 175.1
- 8) RSJU 271.1
- 9) RSJU 641.11
- 10) RSJU 211.1
- 11) Texte inséré dans ladite loi
- 12) 1^{er} août 2001
- 13) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 décembre 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 février 2009, en vigueur depuis le 1^{er} mai 2009
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. XVII de la loi du 1^{er} septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010
- 15) Introduit par le ch. V de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2012

Loi régulant les droits de mutation et les droits perçus pour la constitution de gages¹⁾

du 9 novembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale²⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales et communes

Principe **Article premier** ¹ Pour toute acquisition d'immeuble ou constitution de gage immobilier, il est dû au Canton un droit proportionnel conformément aux dispositions qui suivent.

² L'émolument d'inscription n'est pas compris dans le droit proportionnel.³⁾

Débiteur du droit **Art. 2** Les droits sont dus :
a) en cas de mutation, par l'acquéreur et, dans le cas de l'article 5, alinéa 2, lettres a et b, par le cessionnaire des droits;
b) en cas de gage immobilier, par le constituant du gage.

Prescription **Art. 3** Les droits se prescrivent par dix ans dès les faits donnant lieu à l'assujettissement.

CHAPITRE II : Les droits de mutation

SECTION 1 : Définitions

Immeubles **Art. 4** Sont réputés immeubles dans le sens de la présente loi :
a) les biens-fonds et les forces hydrauliques;

- b) les droits distinctifs et permanents immatriculés au registre foncier, tels que les droits de superficie, de sources, les droits d'exploitation et les concessions hydrauliques;
- c) les constructions qui ont un propriétaire particulier pour un autre motif juridique;
- d) les mines;
- e) les parts de copropriété d'un immeuble.

Mutations

Art. 5 ¹ Est réputée mutation d'immeubles dans le sens de la présente loi :

- a) toute transmission de propriété fondée sur le droit civil, en particulier également les changements de personnes composant une communauté en main commune et la transmission de propriété portant sur des constructions;
- b) la constitution de droits distincts et permanents;
- c) la cession de nouvelles terres, la prescription acquisitive et l'acquisition par occupation.

² Sont assimilés à la transmission de propriété reposant sur le droit civil :

- a) la cession des droits découlant de promesses de vente ou de contrats de vente;
- b) le transfert de droits d'emption;
- c) l'acquisition de parts sociales dans une société immobilière dès qu'une participation majoritaire est atteinte.

³ Les conditions d'assujettissement aux droits sont aussi réalisées lorsqu'un acte juridique soumis aux droits en vertu des prescriptions de la présente loi se dissimule sous une autre forme de transmission de propriété.

SECTION 2 : Montant des droits, calcul et exceptions

Taux

Art. 6 Pour les mutations, le droit est de 2,1 % et de 30 francs au moins.³⁾

Principes de calcul, valeurs déterminantes
a) Généralités

Art. 7 ¹ Les droits sont calculés sur la base de la contre-prestation convenue pour l'acquisition de l'immeuble. Elle comprend toutes les prestations de valeur pécuniaire auxquelles l'acquéreur s'oblige à l'égard de l'aliénateur ou de tiers pour l'immeuble y compris les accessoires.

b) Prestations périodiques

² Si des prestations périodiques ont été convenues, on admettra comme contre-prestation la somme de toutes les prestations périodiques pendant les vingt premières années du contrat.

³ Lorsque les prestations périodiques ont été convenues jusqu'au décès de l'ayant droit, on multipliera la prestation annuelle par le nombre des années d'espérance de vie selon la table de calcul des rentes, mais au plus par vingt.

c) Valeur officielle

⁴ Si aucune autre contre-prestation n'est convenue, ou si, au moment de l'assujettissement au droit, la valeur officielle est plus élevée que la contre-prestation convenue, la perception a lieu sur la base de la valeur officielle. Celle-ci doit être rectifiée si des changements de valeurs intervenus dans l'intervalle n'ont pas encore été estimés.

d) Echange

⁵ En cas d'échange, toutes les prestations ou valeurs entrant en considération sont additionnées. Si les immeubles échangés sont désignés comme étant de valeur égale sans indication de montant, on prendra comme base le double de la valeur officielle la plus élevée.

e) Par appréciation

⁶ S'il manque aussi bien une contre-prestation déterminée ou immédiatement déterminable qu'une valeur officielle, le conservateur du registre foncier fixe les droits par appréciation. Il entendra préalablement le débiteur.

Propriété commune

Art. 8 ¹ Pour le calcul des droits, les cas de propriété commune sont assimilés à un rapport de copropriétaire.

² Si le montant des parts n'est pas connu, celles-ci sont réputées être d'égale valeur.

³ Le rapport des différentes parts entre elles, constaté lors de l'acquisition, est déterminant en cas d'aliénation ultérieure, pour autant que de nouvelles entrées ou sorties n'aient pas provoqué un déplacement des parts.

Droit réduit
1. Transfert à
des descendants
ou au conjoint⁹⁾

Art. 9 ¹ Le droit sera de 1,1 %³⁾ :

- a) lorsque les immeubles sont acquis par des descendants, par l'autre époux ou par le partenaire enregistré;
- b) en cas de succession ou de convention de partage successoral, lorsque les immeubles sont transférés à des descendants, à l'époux survivant ou au partenaire enregistré survivant;
- c) en cas d'acquisition d'immeubles par suite de dissolution du régime matrimonial ou du partenariat enregistré.¹⁴⁾

² Les enfants adoptifs sont assimilés aux descendants.

2. Habitation principale

Art. 9a¹⁰⁾ Le droit est de 1,7 % ou, si les conditions de l'article 9 sont réunies, de 0,9 %, lorsque l'immeuble acquis est destiné à l'habitation principale de l'acquéreur et qu'il constitue une première acquisition de ce genre dans le Canton.

Exemptions

Art. 10 Il n'y a pas de droit de mutation à payer :

- a) lorsque le droit fédéral ou cantonal exclut leur perception;
- b) en cas d'acquisition par le Canton;
- c) en cas de transformation de la propriété commune sur un immeuble en copropriété et vice versa, sans que les personnes et leurs parts changent;
- d) en cas de partage matériel de la propriété commune, pour autant que les immeubles attribués correspondent au rapport des parts antérieur;
- e)¹¹⁾ lors d'une mutation ensuite de restructuration au sens des articles 17 et 73 de la loi d'impôt¹²⁾.

CHAPITRE III : Droit perçu pour la constitution de gages

Cas soumis aux droits

Art. 11 ¹ Il est dû un droit pour la constitution d'un gage immobilier.

² La transformation d'un pareil droit en une autre forme de gage immobilier vaut constitution.

Exceptions

Art. 12 ¹ La constitution d'une hypothèque légale est exempte de droit.

² L'extension du gage est exempte de droit. Si toutefois un échange de gages a été voulu, l'exemption n'est maintenue que si l'objet du gage primitif reste grevé pour un montant supérieur à la moitié de sa valeur officielle.

Taux du gage

Art. 13 ¹ Les droits seront de 3,5 ‰ du montant de la somme garantie par le gage et de 30 francs au moins.³⁾

² S'il est dû des droits en vertu de l'article 12, alinéa 2, ils seront calculés sur le montant garanti ou sur la valeur officielle de l'objet du gage ajouté si elle est inférieure.

CHAPITRE IV : Procédure de taxation

Autorité de
taxation

Art. 14 Les droits sont taxés par le conservateur du registre foncier; la taxation est en principe notifiée oralement. Dans les cas prévus à l'article 16, la décision de taxation sera notifiée par écrit.

Taxation lors du
dépôt de la
réquisition
d'inscription

Art. 15 ¹ La taxation est faite sur la base des pièces justificatives jointes à la réquisition d'inscription. Le conservateur du registre foncier peut exiger des indications complémentaires.

² La taxation peut être rectifiée jusqu'au moment de l'inscription dans le grand livre.

Taxation sans
réquisition
d'inscription

Art. 16 ¹ Dans les cas où aucune inscription au registre foncier n'est nécessaire, le débiteur est tenu d'annoncer le fait soumis aux droits dans le délai d'un mois au conservateur du registre foncier du district dans lequel est située la partie des immeubles ayant le plus de valeur et de produire les pièces justificatives nécessaires.

² Celui qui contrevient par sa faute à cette obligation devra payer une surtaxe de 30 % du montant des droits dus.

³ Le notaire instrumentant et le préposé au registre du commerce informeront les parties de leur obligation de payer les droits et d'annoncer le fait soumis aux droits.

⁴ Les préposés au registre du commerce communiqueront au conservateur du registre foncier toutes les inscriptions donnant lieu au paiement de droits. Le Service des contributions l'informerá dès qu'il constatera une nouvelle participation majoritaire à une société immobilière; il lui communiquera les renseignements nécessaires à la taxation.

Taxation
ultérieure

Art. 17 S'il s'avère, sur la base de faits ou de moyens de preuve restés inconnus du conservateur du registre foncier malgré toute l'attention requise, qu'une taxation a été faite de manière incomplète, on procédera à une taxation complémentaire.

Opposition

Art. 18 ¹ Le débiteur des droits ou le notaire instrumentant peuvent faire opposition contre la taxation auprès du conservateur du registre foncier, par écrit et avec indication des motifs, dans un délai de trente jours.

² Le conservateur du registre foncier examine à nouveau la taxation et rend une nouvelle décision qu'il notifie brièvement motivée à l'opposant par pli recommandé et en le renseignant sur les moyens de recours.

³ Il n'est pas alloué de frais d'intervention.

⁴ La nouvelle décision devenue définitive est assimilée à un jugement exécutoire.

Voies de recours

Art. 19 ¹ Le débiteur des droits ou le notaire instrumentant peuvent recourir à la Cour administrative contre la décision rendue sur l'opposition par le conservateur du registre foncier.

² Le délai de recours est de trente jours.

CHAPITRE V : Perception des droits, exonérations

En cas de
réquisition
d'inscription

Art. 20 ¹ Les droits sont perçus lors du dépôt de la réquisition d'inscription.

² En cas de contrat de mariage, de convention sur les biens entre partenaires enregistrés et d'acte juridique entre époux ou partenaires enregistrés, le registre foncier fixera au débiteur un délai de dix jours pour payer les droits dès qu'il en aura eu connaissance.¹⁴⁾

³ En cas de modification ultérieure de la décision de taxation, le conservateur du registre foncier restitue les montants perçus en trop et procède à l'encaissement de ceux qui n'ont pas été payés.

⁴ Si la réquisition d'inscription est rejetée ou si elle est retirée, les droits sont restitués sauf un dixième. Le Canton perçoit cependant en pareil cas 10 francs au moins et 200 francs au plus.

Sans réquisition
d'inscription

Art. 21 ¹ Dans les cas où les droits sont dus sans inscription au registre foncier, ils sont exigibles dix jours après la notification écrite de la taxation; dès cette échéance, ils sont productifs d'intérêts au taux de 5 %.

² L'émolument pour les inscriptions prévu par le décret fixant les émoluments du registre foncier⁴⁾ est déduit du montant des droits.

Sûreté

Art. 22 ¹ Aucune inscription ne peut être faite au grand livre avant l'acquittement des droits.

² Les droits échus sont garantis par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse ¹⁷⁾ ¹⁶⁾.

Exonération
a) accordée par
le Département
de la Justice ⁶⁾

Art. 23 ⁵⁾ ¹ Le Département de la Justice ⁶⁾ peut, sur demande, accorder l'exonération totale ou partielle des droits :

- a) en cas de mutation en faveur de personnes morales de droit public ou de droit privé, pour autant que les immeubles concernés soient destinés à des buts d'utilité publique ou de bienfaisance, et que cette affectation ne soit pas modifiée;
- b) lorsque le Canton, en vertu d'une obligation légale, contribue par des montants importants à l'acquisition d'un immeuble ou aux frais d'affectation de ce dernier, ou lorsque ses subventions sont garanties par des sûretés réelles;
- c) lorsque la perception des droits placerait le débiteur dans une situation manifestement difficile.

² La décision peut être assortie de conditions.

³ La décision n'est pas sujette à opposition; elle peut faire l'objet d'un recours au Gouvernement dans les trente jours.

b) accordée par
le Gouvernement

Art. 23a ⁷⁾ ¹ Le Gouvernement peut, sur demande, accorder l'exonération totale ou partielle des droits :

- a) ¹³⁾ lorsque la fondation ou l'établissement d'une entreprise sert l'intérêt de l'économie jurassienne;
- b) lorsque le transfert de l'entreprise est souhaitable pour des raisons d'aménagement local ou régional.

² La décision peut être assortie de conditions.

³ ... ¹⁵⁾

CHAPITRE VI : Dispositions finales

Prescriptions de
détail

Art. 24 Le Gouvernement est autorisé à édicter des prescriptions de détail concernant la perception des droits.

Entrée en
vigueur

Art. 25 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur⁸⁾ de la présente loi.

Delémont, le 9 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 27 octobre 1983, en vigueur depuis le 1^{er} février 1984
- 2) RSJU 101
- 3) Nouvelle teneur selon la section 3 de la loi du 21 octobre 1992 instituant des mesures d'économie, en vigueur du 1^{er} janvier 1993 au 31 décembre 1993, selon l'arrêté du Parlement du 22 septembre 1993 prorogeant les mesures d'économie appliquées en 1993, en vigueur du 1^{er} janvier 1994 au 31 décembre 1994 et selon le chapitre premier, section 1, de la loi du 22 juin 1994 portant adoption définitive des mesures d'économie 1993 et 1994, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1995.
- 4) RSJU 176.331
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 octobre 1983, en vigueur depuis le 1^{er} février 1984
- 6) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111)
- 7) Introduit par le ch. I de la loi du 27 octobre 1983, en vigueur depuis le 1^{er} février 1984
- 8) 1^{er} janvier 1979
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2005
- 10) Introduit par le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2005
- 11) Introduite par le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
- 12) RSJU 641.11
- 13) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. XIX de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007 (RSJU 211.2)
- 15) Abrogé par le ch. III de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. VI de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2012
- 17) RSJU 211.1

Règlement instituant une commission tripartite au sens de l'article 360b du Code des obligations

du 2 décembre 2003

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 360b du Code des obligations du 30 mars 1911 (CO)¹,

arrête :

Article premier ¹ Il est institué une commission tripartite cantonale (dénommée ci-après : "la commission") au sens de l'article 360b du Code des obligations¹ (ci-après : "CO").

² La commission est rattachée administrativement au Service des arts et métiers et du travail.

Terminologie

Art. 2 Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Composition et
durée du mandat

Art. 3 ¹ La commission est composée de douze membres, dont un président, et de huit suppléants nommés par le Gouvernement au début de chaque période législative.

² Elle comprend quatre représentants des employeurs, quatre représentants des travailleurs ainsi que quatre représentants de l'État.

³ Le Gouvernement nomme, au début de chaque période législative, par voie d'arrêté, les membres de la commission et les suppléants.

⁴ Le Gouvernement nomme les représentants des partenaires sociaux sur proposition des associations représentatives des employeurs et des travailleurs.

⁵ Le Gouvernement nomme les représentants de l'État sur proposition du Département de l'Économie et de la Coopération.

Présidence et
secrétariat

Art. 4 ¹ Le Gouvernement nomme le président parmi les membres de la commission.

² Le Service des arts et métiers et du travail assume le secrétariat de la commission.

Tâches

Art. 5 ¹ La commission a notamment les tâches suivantes :

- a) elle évalue la documentation, les informations et les statistiques existantes relatives aux salaires et à la durée du travail;
- b) elle participe à la constatation des salaires usuels dans la branche, la profession et la localité, ce qui implique la recherche des documents et des informations nécessaires et disponibles auprès, notamment, de la Confédération ou du Canton;
- c) elle observe le marché du travail;
- d) elle effectue, au besoin, des enquêtes auprès des employeurs afin de pouvoir remplir ses tâches, conformément à l'article 360b, alinéa 5, CO¹⁾;
- e) elle constate le non-respect d'un contrat-type de travail (ci-après : "CTT") au sens des articles 360a, alinéa 1, et 360b, alinéa 3, CO¹⁾;
- f) elle constate les sous-enchères salariales abusives et répétées dans une branche économique ou une profession au sens de l'article 1a de la loi fédérale du 28 septembre 1956 permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail²⁾ (ci-après : "LECCT");
- g) elle examine les cas individuels et tente de trouver un accord avec l'employeur au sens de l'article 360b, alinéa 3, CO¹⁾;
- h) dans l'hypothèse de la lettre e et lorsque la tentative de trouver un accord échoue, elle fournit des propositions à l'autorité compétente d'édicter des CTT avec salaires minimaux, au sens de l'article 360b, alinéa 3, CO¹⁾;
- i) dans l'hypothèse de la lettre f et lorsque la tentative de trouver un accord échoue, elle demande, avec l'accord des parties signataires d'une CCT, d'étendre les dispositions de la CCT portant sur la rémunération minimale et la durée du travail;
- j) elle propose la modification ou l'abrogation de CTT, au sens de l'article 360b, alinéa 4, CO¹⁾;
- k) elle veille à l'application, par les entreprises détachant des travailleurs en Suisse, des CTT fixant des salaires minimaux, conformément à l'article 7, alinéa 1, lettre b, de la loi fédérale du 8 octobre 1999 sur les conditions minimales de travail et de salaire applicables aux travailleurs détachés en Suisse et sur les mesures d'accompagnement³⁾ (ci-après : "loi sur les travailleurs détachés");
- l) elle dénonce les infractions, conformément à l'article 9, alinéa 1, de la loi sur les travailleurs détachés³⁾;

- m) ...⁵⁾
- n) elle dénonce les infractions pénales conformément à l'article 12 de la loi sur les travailleurs détachés³⁾;
- o) elle examine les possibilités d'abus et d'infractions, tels que faux indépendants, séjours inférieurs à trois mois, etc.;
- p) elle collabore avec la Confédération et les autres autorités;
- q) elle coopère avec les commissions tripartites de la Confédération et des cantons et avec les commissions paritaires instituées par les conventions collectives de travail déclarées de force obligatoire, notamment en échangeant gratuitement les informations et documents nécessaires à leur activité;
- r) elle rédige un rapport annuel d'activité à l'attention de la Direction du travail du Secrétariat d'Etat à l'économie;
- s)⁶⁾ elle demande systématiquement aux employeurs les raisons ayant dicté la fixation de salaires inférieurs à l'usage;
- t)⁶⁾ elle s'emploie à favoriser le partenariat social dans les branches où celui-ci n'est pas organisé et où des sous-enchères abusives et répétées ont été constatées.

² Le Gouvernement peut confier à la commission d'autres tâches cantonales en relation avec la lutte contre le travail illicite.

Bureau

Art. 6 La commission peut déléguer la gestion courante de ses tâches à un bureau exécutif (représentant les parties siégeant à la commission).

Mandats

Art. 7 ¹ Le Service des arts et métiers et du travail effectue, sur mandat de la commission, les contrôles au sens de l'article 5, alinéa 1, lettre d, du présent règlement.

² La commission peut s'adjoindre les services d'experts, qu'elle désignera.

³ Elle peut charger des groupes ou des sous-commissions de l'examen de domaines particuliers.

⁴ Le Service des arts et métiers et du travail présente les résultats des contrôles à la commission.

⁵ La commission décide de la suite à donner aux contrôles.

Convocation

Art. 8 ¹ La commission siège au moins deux fois par année mais autant de fois que les affaires l'exigent. En outre, elle se réunit si un tiers au moins des membres en fait la requête.

² La convocation de la commission doit être adressée au moins deux semaines avant la séance et contenir un ordre du jour.

Séances **Art. 9** Les séances font l'objet d'un procès-verbal.

Décisions **Art. 10** ¹ La commission prend ses décisions à la majorité simple des membres présents.

² Chaque membre dispose d'une voix.

³ En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

Quorum **Art. 11** Les décisions ne sont valables que si la moitié au moins des membres de la commission sont présents.

Secret de fonction **Art. 12** ¹ Le secret de fonction des membres de la commission est régi par l'article 360c du CO^{[1\)](#)}.

² Les personnes qui assistent aux séances de la commission, les tiers et les experts mandatés par celle-ci sont également soumis à l'article 360c du CO^{[1\)](#)}.

Travail détaché **Art. 13** Le Service des arts et métiers et du travail est l'autorité compétente au sens des articles 6 et 7, alinéa 1, lettre d, de la loi sur les travailleurs détachés^{[3\)](#)}.

Financement **Art. 14** Le Canton supporte les frais découlant du fonctionnement de la commission.

Indemnités **Art. 15** Les membres et les suppléants de la commission sont indemnisés conformément à l'ordonnance concernant les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales^{[4\)](#)}.

Entrée en
vigueur

Art. 16 Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004, sous réserve des articles 5 et 13 qui entrent en vigueur le 1^{er} juin 2004.

Delémont, le 2 décembre 2003

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA :

Le président : Gérald Schaller

Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RS 220
- 2) RS 221.215.311
- 3) RS 823.20
- 4) RSJU 172.356
- 5) Abrogée par le ch. I du règlement du 18 septembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2012
- 6) Introduite par le ch. I du règlement du 18 septembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2012

Contrat-type de travail pour travailleurs de l'économie domestique¹⁾

du 6 décembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 359 du Code des obligations (CO)²⁾,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

vu l'article 12 de la loi du 9 novembre 1978³⁾ sur l'introduction du Code civil suisse,

arrête :

SECTION 1 : Champ d'application

Champ
d'application

Article premier ¹ Les dispositions du présent contrat-type de travail sont applicables à tous les rapports de travail existant dans le canton entre les travailleurs des deux sexes (appelés ci-après "travailleurs"), qui accomplissent exclusivement ou principalement des travaux ménagers dans un ménage privé ou dans un ménage collectif (par exemple : foyer, pension, établissement, hôpital), et leurs employeurs. Les volontariats sont en principe compris.

² Le contrat-type de travail n'est pas applicable :

- a) aux rapports de travail dans l'agriculture, qui sont régis par un contrat-type de travail spécial ;
- b) aux apprentissages ménagers officiellement reconnus;
- c) aux travailleurs de l'économie domestique assujettis au droit public de la Confédération ou des cantons, ou à un contrat-type de travail spécial.

³ Les rapports de travail entre les travailleurs de l'économie domestique à temps partiel et leurs employeurs sont régis par les dispositions de la section 3.

SECTION 2 : Pour travailleurs de l'économie domestique à plein emploi

Effet

Art. 2 ¹ Sauf accord contraire pris entre les parties dans le cadre de la loi, les dispositions du présent contrat-type de travail s'appliquent directement aux rapports de travail qu'il régit (art. 360, al. 1, CO).

² Dans les cas suivants, les dérogations au détriment du travailleur – en tant que la loi les admet – doivent avoir été convenues par écrit pour être valables (art. 360, al. 2, CO) :

- art. 4 : Durée du travail et du repos;
- art. 5, al. 1 : Jour de repos hebdomadaire et demi-jour de congé;
- art. 8, al. 4 : Participation de l'employeur à l'assurance-maladie.

Obligations
générales
réciproques

Art. 3 ¹ L'employeur doit respecter la personnalité du travailleur et manifester les égards voulus pour sa santé. Il veille particulièrement au bien-être des jeunes travailleurs. Il est tenu de prendre les mesures voulues de protection contre les accidents (art. 328 CO).

² Le travailleur accomplit son travail avec soin. Il est tenu de respecter l'ordre intérieur et de garder loyalement le secret (art. 321a CO).

³ Responsabilité du travailleur (art. 321e CO).

Le travailleur répond du dommage qu'il cause à l'employeur intentionnellement ou par négligence. Il ne répond de dommages insignifiants qu'en cas de récidive. La mesure de diligence incombant au travailleur se détermine aussi par le contrat, compte tenu du risque professionnel, de l'introduction ou des connaissances techniques nécessaires pour accomplir le travail promis, ainsi que des aptitudes et qualités du travailleur que l'employeur connaissait ou aurait dû connaître.

Durée du travail
et des pauses

Art. 4 ¹ La durée quotidienne du travail, y compris celle des repas, est de dix heures au plus. En règle générale, le travail doit prendre fin à 19 h 30. La durée hebdomadaire du travail ne doit normalement pas excéder 54 heures.

² Les heures supplémentaires doivent être compensées avec l'assentiment du travailleur par un congé d'au moins la même durée ou être rémunérées par un supplément de 25 % du salaire en espèces, le mois étant compté à quatre semaines.

Congés

Art. 5 ¹ Un jour de congé doit être accordé au travailleur chaque semaine, en règle générale le dimanche, et, en plus, une demi-jour ouvrable, en règle générale un après-midi non suivi de travail le soir.

² Si les circonstances ne permettent pas d'accorder régulièrement congé au travailleur pendant tout le dimanche, il lui est accordé un jour ouvrable comme jour de congé hebdomadaire.

³ Un demi-jour de congé supplémentaire doit être accordé au travailleur qui a dû être astreint au travail un jour férié légal ne tombant pas un dimanche.

⁴ Avec l'assentiment du travailleur et exceptionnellement, plusieurs journées de congé peuvent être groupées ou un jour de congé partagé en demi-jours.

⁵ Compte tenu des intérêts de l'employeur, le temps libre usuel doit être accordé au travailleur pour l'accomplissement de ses devoirs religieux, pour la liquidation de ses affaires familiales et de ses affaires personnelles urgentes, telle que la recherche d'une nouvelle place.

⁶ L'employeur soutient le travailleur dans ses efforts en vue de la participation à des cours et autres mesures d'instruction.

⁷ Pour les jours et demi-jours de congé, le travailleur a droit à une indemnité de nourriture calculée au taux de l'AVS pour les repas qu'il n'a pas pris chez l'employeur.

Vacances

Art. 6 ¹ L'employeur accorde au travailleur pour chaque année de service trois semaines de vacances et quatre semaines au jeune travailleur jusqu'à l'âge de 19 ans révolus si les rapports de travail ont duré plus de trois mois. Quatre semaines de vacances sont accordées au travailleur âgé de 50 ans révolus ou après dix ans de service chez le même employeur.

² Le travailleur a droit à tout le salaire afférent aux vacances et à une indemnité équitable en compensation du salaire en nature.

³ L'employeur et le travailleur s'entendent suffisamment d'avance sur la date des vacances. Les vacances, dont deux semaines au moins doivent être prises ensemble, sont accordées entièrement ou en deux parties pendant l'année de service correspondante ou, au plus tard, l'année de service suivante.

⁴ Le temps pendant lequel le travailleur se trouve en voyage ou en vacances avec l'employeur ne compte pas comme vacances, sauf convention spéciale.

⁵ Pour d'autres détails, les parties s'en référeront à la loi (art. 329a ss. CO).

Salaire

Art. 7 ¹ Est réputé salaire le montant convenu avant l'entrée en service ou, à défaut, le taux usuel sur la place et dans la profession. Il est payable à la fin du mois.

² L'entretien dans la maison, consistant en nourriture, logement et entretien du linge, est réputé rémunération supplémentaire (salaire en nature).

³ En règle générale, le salaire du travailleur est composé du salaire en espèces et du salaire en nature. Si, contrairement à ce qui a été convenu, le salaire en nature n'est pas accordé entièrement, il est remplacé par une indemnité en espèces correspondante.

⁴ La nourriture doit être saine et suffisante.

⁵ Le travailleur a droit à une chambre particulière pouvant être fermée à clé, répondant aux exigences de l'hygiène, confortable, bien éclairée et bien chauffée. L'employeur est tenu de mettre à disposition du travailleur des installations de toilette et de bain convenables.

Maladie, salaire, assurance- maladie

Art. 8 ¹ Soins et traitement médical (art. 328a CO).

Avec l'assentiment du travailleur empêché de travailler pour cause de maladie, d'accident, de grossesse et d'accouchement, l'employeur a recours au médecin et subvient aux soins et au traitement médical pendant trois semaines au cours de la première année de service et, ensuite, pendant une période plus longue, fixée équitablement compte tenu de la durée des rapports de travail et des circonstances particulières.

² En cas de traitement hospitalier et d'opération, l'employeur contribue aux frais, compte tenu de l'urgence et des circonstances particulières du cas.

³ Salaire (art. 324a CO).

Trois mois après l'entrée en service ou dans les cas où les rapports de travail ont été contractés d'emblée pour plus de trois mois, le travailleur reçoit en plus le salaire en espèces: la première année de service pour quatre semaines, et, si les rapports de service ont duré plus longtemps, pour une période plus longue fixée équitablement.

⁴ Assurance-maladie, dégrèvement de l'employeur.

L'employeur veille de concert avec le travailleur à ce que celui-ci soit suffisamment assuré contre la maladie (soins médicaux et indemnité journalière). Il participe à l'assurance en prenant à sa charge au moins la moitié des primes. Dans ce cas, il a le droit de compenser les prestations de l'assurance-maladie avec ses obligations selon les alinéas 1 à 3.

Présentation,
temps d'essai,
résiliation du
contrat, départ

Art. 9 ¹ Si l'employeur demande au travailleur de se présenter personnellement avant la conclusion du contrat, le travailleur a droit au remboursement des frais de transport, à moins de convention contraire passée par écrit.

² Les deux premières semaines après l'entrée en service sont réputées temps d'essai, pendant lequel chaque partie peut résilier le contrat moyennant un avertissement préalable de trois jours.

³ Après le temps d'essai et pendant la première année de service, le contrat peut être résilié par écrit ou oralement jusqu'au 15 pour le dernier jour du mois ou jusqu'au dernier jour pour le 15 du mois suivant. Lorsque les rapports de travail ont duré plus d'une année, ils peuvent être dénoncés pour la fin du mois civil suivant.

⁴ Le travailleur quitte sa place le dernier jour du délai de résiliation; si celui-ci tombe un dimanche ou un jour férié, le départ doit être avancé au jour ouvrable précédent.

⁵ La résiliation immédiate des rapports de travail selon les articles 337 et 337a du Code des obligations est réservée. Le licenciement immédiat d'un travailleur mineur ou protégé par une curatelle de portée générale ou une autre mesure de protection entraînant une limitation de l'exercice des droits civils, doit être annoncé d'avance au représentant légal.⁵⁾

Interdictions
légales de la
résiliation
(art. 336e CO)

Art. 10 ¹ Après le temps d'essai, l'employeur ne peut pas résilier le contrat :

- a) pendant que le travailleur accomplit un service militaire et un service de protection civile obligatoire à teneur de la législation fédérale, ni, pour autant que ce service ait duré plus de douze jours, durant les quatre semaines qui précèdent et qui suivent;
- b) au cours des quatre premières semaines d'une incapacité de travail résultant d'une maladie ou d'un accident dont le travailleur est victime sans sa faute; cette période est portée à huit semaines dès la deuxième année de service;
- c) au cours des huit semaines qui précèdent ou suivent l'accouchement de la travailleuse;
- d) au cours des quatre premières semaines pendant lesquelles le travailleur accomplit, dans le cadre de l'aide à l'étranger, un service ordonné par l'autorité fédérale.

² Les autres dispositions légales, articles 336f et 336g du Code des obligations, doivent également être observées.

Résiliation
injustifiée
(art. 337c CO)

Art. 11 ¹ Lorsque l'employeur résilie le contrat sans justes motifs et au mépris du délai de résiliation ou s'il refuse de laisser le travailleur entrer en service, celui-ci a droit au salaire en espèces et à une indemnité en compensation du salaire en nature dont il aurait bénéficié jusqu'à l'expiration du délai de résiliation; il a en outre droit à la réparation du dommage supplémentaire.

² Le travailleur impute sur son salaire ce qu'il a épargné du fait de l'empêchement de travailler ou ce qu'il a gagné en exécutant un autre travail ou le gain auquel il aurait intentionnellement renoncé.

Abandon
injustifié de
l'emploi, non-
entrée en service
(art. 337d CO)

Art. 12 ¹ Lorsque le travailleur abandonne son emploi sans justes motifs et au mépris du délai de congé, ou s'il n'entre pas en service sans justes motifs, l'employeur a droit à une indemnité égale au quart du salaire mensuel. S'il n'y a pas eu dommage ou si celui-ci est insignifiant, le juge peut réduire l'indemnité selon son appréciation; il peut éventuellement accorder la réparation du dommage supplémentaire.

² Si le droit à l'indemnité ne s'éteint pas par compensation, il doit, sous peine de péremption, être exercé par voie d'action en justice ou de poursuites dans les trente jours dès la non-entrée en service ou l'abandon de l'emploi.

Certificat
(art. 330a CO)

Art. 13 A la demande du travailleur, l'employeur doit lui délivrer en tout temps un certificat portant sur la nature et la durée des rapports de travail et, si cela est désiré, aussi sur le travail et la conduite.

Indemnité à
raison de longs
rapports de
travail

Art. 14 ¹ Si les rapports de travail d'un travailleur âgé d'au moins 50 ans prennent fin après vingt ans ou plus, le travailleur a droit à une indemnité égale au salaire en espèces pour six mois au moins.

² La loi est applicable pour le reste (art. 339b et 339c CO).

Prévoyance pour
le personnel

Art. 15 S'il y a une institution de prévoyance pour le personnel, l'employeur est tenu d'en informer le travailleur et, à la demande de celui-ci, de le renseigner sur la situation de son compte et sur ce qui lui est dû.

SECTION 3 : Pour travailleurs de l'économie domestique à temps partiel

Travailleurs
auxiliaires de
l'économie
domestique
(art. 339, al. 2,
CO)

Art. 16 ¹ Les travailleurs auxiliaires au sens du présent contrat-type de travail sont tous les travailleurs employés régulièrement, mais pas à plein emploi, tels que les employées de maison à la demi-journée ou à l'heure, les repasseuses, les raccommodeuses et les couseuses travaillant au domicile du client. Ces appellations sont applicables par analogie aux travailleurs auxiliaires masculins.

² Les dispositions du présent contrat-type de travail, notamment celles qui sont énumérées ci-après, sont applicables par analogie aux travailleurs auxiliaires de l'économie domestique :

- art. 2, al. 1 : Effet;
- art. 3 : Obligations générales réciproques;
- art. 6 : Vacances;
- art. 8, al. 3 : Maladie, salaire;
- art. 9 : Présentation, temps d'essai, résiliation du contrat, départ;
- art. 10 : Interdictions légales de la résiliation;
- art. 11 : Résiliation injustifiée;
- art. 12 : Abandon injustifié de l'emploi, non-entrée en service;
- art. 13 : Certificat;
- art. 14 : Indemnité à raison de longs rapports de travail;
- art. 15 : Prévoyance pour le personnel.

³ Les articles 17 et 18 sont réservés.

Durée du travail,
salaire

Art. 17 ¹ La durée du travail est fixée par convention.

² Les heures supplémentaires ne donnent pas lieu au paiement du supplément spécial du salaire.

³ Est réputé salaire en espèces le salaire horaire, hebdomadaire ou mensuel convenu avant l'entrée en service ou, à défaut, le taux usuel sur la place. Les prestations en nature sont fixées par convention. Celle-ci doit déterminer si les repas principaux et, le cas échéant, lesquels, sont à la charge de l'employeur. A défaut du paiement du salaire en nature ou en cas de demeure, l'indemnité doit être calculée aux taux usuels sur la place, éventuellement selon les directives des associations cantonales pour la formation en économie familiale ou aux taux de l'AVS.

Résiliation
(art. 336b CO)

Art. 18 ¹ Si les rapports de travail ont été convenus pour un temps déterminé, ils prennent fin à la date convenue.

² Si les rapports de travail ont été convenus pour une durée indéterminée, ils peuvent être résiliés d'une semaine à l'autre; s'ils ont duré plus d'une année, la résiliation peut avoir lieu en tout temps moyennant un avertissement préalable d'un mois.

SECTION 4 : Dispositions finales

Remise d'un
exemplaire

Art. 19 L'employeur remet un exemplaire du présent contrat-type de travail au travailleur.

Réserve légale
(art. 358, 359
CO)

Art. 20 Les prescriptions impératives et complémentaires du Code des obligations et les prescriptions de droit public sont réservées.

Entrée en
vigueur

Art. 21 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur⁴⁾ du présent contrat-type de travail.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) Contrat-type de travail (CTT) du 27 décembre 1972 pour travailleurs de l'économie domestique (RSB 222.153.22)
- 2) RS 220
- 3) RSJU 211.1
- 4) 1^{er} janvier 1979
- 5) Nouvelle teneur selon l'article 27 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013 (RSJU 213.11)

TABLE DES MATIERES

3	Droit pénal, procédure pénale, exécution
31	<i>Droit pénal</i>
311	Loi du 9 novembre 1978 sur l'introduction du Code pénal suisse
311.1	Arrêté du Département de la Santé du 25 février 2003 désignant les cabinets et les établissements hospitaliers pratiquant l'interruption de grossesse
312	<i>Aide aux victimes d'infractions</i>
312.5	Loi du 20 juin 2001 portant introduction à la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur l'aide aux victimes d'infractions
312.51	Arrêté du Gouvernement du 5 avril 2005 portant reconnaissance d'un centre de consultation au sens de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions
32	<i>Procédure pénale</i>
321	<i>Dispositions générales</i>
321.1	Loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 16 juin 2010 (LiCPP)
324	<i>Amendes d'ordre</i>
324.1	Loi du 9 novembre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 24 juin 1970 sur les amendes d'ordre infligées aux usagers de la route et instituant d'autres amendes d'ordre
324.11	Décret du 6 décembre 1978 sur les amendes d'ordre
324.111	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les amendes d'ordre
325	<i>Pouvoir répressif des communes</i>
325.1	Décret du 6 décembre 1978 concernant le pouvoir répressif des communes
33	<i>Casier judiciaire</i>
331	Ordonnance du 18 janvier 2000 concernant le casier judiciaire informatisé

34 *Exécution***341 *Dispositions générales***

341.11 Ordonnance du 6 mars 2007 concernant l'exécution des peines et mesures

342 *Etablissements*

342.11 Ordonnance du 21 décembre 2004 sur les établissements de détention

342.111 Règlement des établissements de détention du 21 décembre 2004

342.491 Arrêté du Gouvernement du 18 mars 1980 portant adhésion à la convention passée entre la République et Canton du Jura et la Fondation du Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire

349 *Conventions intercantionales*

349.1 Arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins

349.11 Arrêté du Gouvernement du 9 décembre 2008 approuvant le règlement du 25 septembre 2008 concernant l'octroi d'autorisation de sortie aux personnes condamnées et jeunes adultes

349.12 Arrêté du Gouvernement du 14 décembre 2010 approuvant le règlement du 29 octobre 2010 concernant la liste des établissements pour l'exécution des privations de liberté à caractère pénal

349.2 Arrêté du Parlement du 24 mai 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution de la détention pénale des personnes mineures des cantons romands (et partiellement du Tessin)

35 *Entraide judiciaire dans les affaires pénales de droit cantonal*

351.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la réglementation interne des affaires intercantionales d'extradition

Loi sur l'introduction du Code pénal suisse¹⁾

du 9 novembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 391 du Code pénal suisse²⁾, ¹¹⁾

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

arrête :

TITRE PREMIER : Le droit pénal cantonal

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Dispositions
générales

Article premier ¹ Les dispositions générales du Code pénal suisse (CP) sont applicables par analogie aux faits déclarés punissables par le droit cantonal.

² Demeurent réservées les prescriptions particulières de lois cantonales.

Sanctions
pénales

Art. 2 ¹ Les sanctions pénales particulières du droit cantonal restent en vigueur.

² ... ¹²⁾

Culpabilité

Art. 3 Sauf disposition contraire, les contraventions prévues par le droit cantonal sont punissables même si elles ont été commises par négligence.

Droit de
disposition du
canton

Art. 4 ¹ Le produit des amendes, des peines pécuniaires et des confiscations prononcées par les tribunaux jurassiens appartient au Canton (art. 374, al. 1, CP). Demeure réservé l'article 73 du Code pénal suisse²⁾, ¹¹⁾

² Le Département de la Justice et de l'Intérieur prend les dispositions nécessaires quant à la réalisation des objets en cause; il peut ordonner la vente de gré à gré ou la vente publique aux enchères.

Ordonnances;
sanctions
pénales

Art. 5¹¹⁾ Le Gouvernement est autorisé à prévoir l'amende, à titre de peine, pour les infractions aux ordonnances, arrêtés et règlements édictés par lui dans les limites de la Constitution, des lois et des décrets.

CHAPITRE II : Contraventions diverses

Art. 6¹¹⁾¹³⁾

Négligence dans
la surveillance
d'aliénés

Art. 7¹¹⁾ Celui qui aura omis d'exercer la surveillance qui lui incombait à l'égard d'un aliéné dangereux, sera puni de l'amende.

Agissements
provoquant la
peur et l'effroi

Art. 8¹ Celui qui aura provoqué la peur et l'effroi au moyen de fausses nouvelles, d'une fausse alarme ou d'une arme, même factice, sera puni de l'amende.¹¹⁾

² ...¹²⁾

Exploitation de la
crédulité

Art. 9¹¹⁾ Celui qui fera métier d'exploiter la crédulité d'autrui en prédisant l'avenir (horoscopie, interprétation des songes, cartomancie, etc.), en évoquant les esprits, en indiquant les moyens de découvrir de prétendus trésors cachés, ou de quelque autre manière semblable,
celui qui aura publiquement offert de se livrer à de telles pratiques, sera puni de l'amende.

Souillure de la
propriété d'autrui

Art. 10¹ Celui qui, par malveillance ou témérité, aura souillé des monuments, édifices ou autres objets publics, ou la propriété privée d'autrui, sera puni de l'amende, pour autant qu'il n'y aura pas dommages à la propriété.¹¹⁾

² La souillure de la propriété privée n'est poursuivie que sur plainte.

Suppression de
cadavre

Art. 11¹¹⁾ Celui qui, sans en donner avis à l'autorité, aura enterré, incinéré ou fait disparaître un enfant mort-né ou un cadavre humain, sera puni de l'amende.

Matériel servant
à la commission
d'actes
punissables

Art. 12¹¹⁾ Celui qui conserve par-devers lui, fait conserver par un tiers ou remet à un tiers des armes ou du matériel dont il sait ou doit admettre qu'ils serviront à commettre un homicide, des lésions corporelles, un brigandage ou un vol, sera, si l'acte ne tombe pas sous le coup de dispositions plus sévères ou de la législation fédérale sur les armes, puni de l'amende. Les armes et le matériel seront confisqués.

Fabrication illicite
de clefs, sceaux
et timbres

Art. 13¹¹⁾ Celui qui, dans l'intention d'en user illicitement, fabrique ou fait fabriquer des clefs, timbres et sceaux d'autorités, timbres de raisons de commerce ou fac-similés,
celui qui aura accepté, exécuté ou fait exécuter des commandes de timbres et sceaux d'autorités, sans s'être préalablement assuré de la légitimation du commettant,
sera puni de l'amende.

Usurpation d'un
grade
universitaire

Art. 14¹¹⁾ Celui qui aura porté sans droit un grade universitaire sera puni de l'amende.

Tapage
nocturne,
conduite
inconvenante

Art. 15¹ Celui qui, par du tapage ou des cris aura troublé le repos nocturne,
celui qui, en public, aura tenu une conduite inconvenante, blessant la morale ou la décence, en particulier celui qui, en état d'ivresse, aura causé du scandale,
sera puni de l'amende.¹¹⁾

² ...¹²⁾

Fausse alarme

Art. 16¹¹⁾ Celui qui aura alerté des organes de services publics ou d'utilité publique de sûreté ou de secours (police, défense contre le feu, personnel sanitaire, stations de sauvetage, etc.) en leur faisant sciemment de fausses communications,
celui qui aura alarmé des personnes exerçant une profession médicale (médecins, vétérinaires, sages-femmes, pharmaciens) en leur faisant sciemment de fausses communications,
sera puni de l'amende.

Refus d'indiquer
son nom

Art. 17¹¹⁾ Celui qui, sur réquisition justifiée, aura refusé d'indiquer ou aura indiqué faussement son nom, ou son domicile, à une autorité ou un fonctionnaire qui se légitimait dûment, sera puni d'une amende jusqu'à 1 000 francs.

Refus
d'obtempérer

Art. 17a¹³⁾ Celui qui ne donne pas suite aux injonctions d'un fonctionnaire de police dans l'exercice de ses fonctions pour maintenir ou rétablir l'ordre ou la sécurité sur la voie ou dans les lieux publics sera puni d'une amende jusqu'à 1 000 francs.

Endommagement
de
publications

Art. 18¹¹⁾ Celui qui, par malveillance, aura enlevé, lacéré, altéré ou souillé des avis officiels affichés publiquement ou des placards licitement affichés, sera puni de l'amende.

Mise en danger par des animaux **Art. 19¹¹⁾** Celui qui n'aura pas gardé comme il convient un animal sauvage ou méchant,
celui qui, en excitant ou effrayant des animaux, aura mis en danger des personnes ou des animaux,
celui qui, par malveillance, aura excité un chien contre des personnes ou des animaux, ou ne l'aura pas retenu ainsi qu'il en avait le pouvoir,
sera puni de l'amende.

Vente illicite et remise d'armes sans surveillance **Art. 20¹¹⁾** Celui qui aura vendu des armes à feu ou de la munition à des personnes n'ayant pas atteint l'âge de seize ans,
celui qui leur aura laissé, pour s'en servir, des armes à feu ou munitions sans exercer la surveillance lui incombant,
sera puni de l'amende, si l'acte ne tombe pas sous le coup de la législation fédérale sur les armes.

Abus d'installations d'alarme **Art. 21¹¹⁾** Celui qui, par malveillance ou témérité, aura abusé d'installations de sonnerie ou d'appareils d'alarme pour inquiéter ou molester autrui, sera puni de l'amende.

Délit forestier et maraudage **Art. 22¹²⁾**

TITRE DEUXIEME : Autorités compétentes

Art. 23 à 23c¹³⁾

Département de la Santé et des Affaires sociales **Art. 24⁹⁾** ¹ Le Département de la Santé et des Affaires sociales désigne, par voie d'arrêté, les cabinets et les établissements hospitaliers selon l'article 119, alinéa 4, du Code pénal suisse²⁾.

Service de la santé ² Le Service de la santé reçoit l'annonce prévue à l'article 119, alinéa 5, du Code pénal suisse²⁾. Il détermine le contenu de l'annonce dans le respect de l'anonymat de la femme concernée et du secret médical.

Autorités de l'action sociale et de la protection de l'enfant et de l'adulte **Art. 25⁵⁾¹⁵⁾** Les autorités chargées de l'action sociale (notamment : le Service de l'action sociale), qui fournissent des secours à l'intéressé, ainsi que l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, ont qualité pour porter plainte en cas de violation d'une obligation d'entretien (art. 217 CP).

Art. 26 à 26b¹³⁾

Art. 27 et 27a¹³⁾

TITRE TROISIEME : Dispositions diverses

Art. 28 à 29a¹³⁾

Dispositions
d'exécution

Art. 30¹¹⁾¹⁴⁾ Le Gouvernement édicte, par voie d'ordonnance, les dispositions nécessaires à l'application de la présente loi.

Entrée en
vigueur

Art. 31 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur⁸⁾ de la présente loi.

Delémont, le 9 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

Approuvée par le Conseil fédéral le 28 février 1980.

Dispositions transitoires de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse

¹ Dans un délai de douze mois à compter de l'entrée en vigueur de la modification du Code pénal suisse du 13 décembre 2002, le juge qui a rendu le jugement entré en force examine les mesures d'internement ordonnées sous le régime de l'ancien droit (VI, ch. 2, al. 2, des dispositions transitoires de la modification du Code pénal suisse).

² Dès l'entrée en vigueur de la modification du Code pénal suisse du 13 décembre 2002, seule l'amende peut encore être prononcée pour les infractions du droit cantonal (art. 335, al. 1, CP) prévoyant la sanction des arrêts, des arrêts ou de l'amende ou des arrêts et de l'amende.

- 1) Loi du 6 octobre 1940 sur l'introduction du Code pénal suisse (RSB 311)
- 2) RS 311.0
- 3) RSJU 321.1
- 4) RS 312.0
- 5) Nouvelle teneur selon l'art. 35, ch. 3, de la loi du 27 mai 1982 sur l'aide au recouvrement, l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1983
- 6) RS 210
- 7) RSJU 182.51
- 8) 1^{er} janvier 1979
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 4 décembre 2002, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2003
- 10) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 12) Abrogé par le ch. I de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 13) Abrogé(s) par l'article 58, alinéa 2, de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 16 juin 2010 (RSJU 321.1), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- 14) Nouvelle teneur selon l'article 58, alinéa 2, de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 16 juin 2010 (RSJU 321.1), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. XII de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse (LiCPP)

du 16 juin 2010

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 445 du Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007¹⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet **Article premier** ¹ La présente loi contient les dispositions d'exécution du Code de procédure pénale suisse (CPP).

² L'organisation, l'administration, le statut et la surveillance des tribunaux et du Ministère public sont réglés par la loi d'organisation judiciaire²⁾.

³ Les dispositions d'autres lois cantonales sont réservées.

Terminologie **Art. 2** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Champ d'application **Art. 3** ¹ Les dispositions du Code de procédure pénale suisse et de la présente loi régissent également les procédures relevant du droit pénal cantonal et communal.

² Les dispositions de procédure figurant dans d'autres actes législatifs cantonaux ou communaux, notamment dans le décret concernant le pouvoir répressif des communes³⁾, sont réservées.

Langue de la procédure **Art. 4** Les procédures devant les autorités pénales se déroulent en français.

CHAPITRE II : Autorités de poursuite pénale

Autorités de poursuite pénale (art. 12 CPP) **Art. 5** Les autorités de poursuite pénale sont :
a) la police judiciaire;

b) le Ministère public.

1. La police judiciaire

Composition

Art. 6 La police judiciaire comprend :

1. les agents de police judiciaire;
2. les officiers de police judiciaire;
3. les fonctionnaires et agents auxquels sont attribuées par la loi certaines fonctions de police judiciaire.

Agents de police judiciaire

Art. 7 Sont agents de police judiciaire :

1. les gendarmes et les sous-officiers de la gendarmerie;
2. les inspecteurs de la police judiciaire;
3. les agents et gradés de la police municipale, dans les limites de leurs attributions fixées par la législation communale et la loi sur la police cantonale⁴⁾;
4. les fonctionnaires et employés compétents en vertu d'attributions que leur confèrent des lois spéciales;
5. les gardes dans le domaine de la chasse, de la pêche et de la protection de l'environnement agissant dans le cadre de leurs attributions légales.

Officiers de police judiciaire

Art. 8 Ont qualité d'officiers de police judiciaire :

1. les officiers de la police cantonale;
2. les inspecteurs principaux et les inspecteurs principaux adjoints de la police judiciaire;
3. les sous-officiers supérieurs de la gendarmerie.

Attributions particulières des officiers de police judiciaire

Art. 9 Seuls les officiers de police judiciaire au sens de l'article 8 ci-dessus désignés nommément par le Ministère public sont habilités à ordonner ou à exécuter les mesures de contrainte ci-après :

1. ordonner, lorsqu'il y a péril en la demeure, une visite domiciliaire (art. 213, al. 2, CPP);
2. ordonner l'arrestation provisoire (art. 217 CPP);
3. prolonger la garde au-delà de trois heures (art. 219, al. 5, CPP);
4. ordonner, lorsqu'il y a péril en la demeure, l'examen des orifices et des cavités du corps (art. 241, al. 3, CPP);
5. ordonner, lorsqu'il y a péril en la demeure, une perquisition (art. 241, al. 3, CPP);
6. ordonner un prélèvement non invasif d'échantillons de matières opéré sur le corps humain, notamment d'ADN, ainsi que l'établissement d'un profil ADN à partir de matériel biologique ayant un rapport avec l'infraction;

7. ordonner la saisie des données signalétiques (art. 260 CPP);
8. ordonner une observation jusqu'à un mois (art. 282 CPP);
9. prononcer l'expulsion immédiate du logement commun en cas de crise conformément aux articles 28b, alinéa 4, du Code civil suisse⁵⁾ et 20a de la loi d'introduction du Code civil suisse⁶⁾.

Audition de
témoins

Art. 10 Les inspecteurs de la police judiciaire (art. 7, ch. 2) et les officiers de la police judiciaire (art. 8) sont seuls habilités à auditionner les témoins sur mandat du Ministère public (art. 142, al. 2, 2^{ème} phrase, CPP).

Surveillance
et pouvoir
disciplinaire

Art. 11 ¹ Les personnes désignées à l'article 6 ci-dessus sont, en leur qualité d'organes de la police judiciaire, soumises à l'autorité de la Chambre pénale des recours.

² Le Ministère public signale à la Chambre pénale des recours les manquements qu'il constate chez les organes de la police judiciaire et lui transmet les dénonciations qui lui sont adressées.

³ Les fonctionnaires de la police judiciaire sont soumis au pouvoir disciplinaire du Gouvernement, conformément aux dispositions de la législation sur le statut du personnel de l'Etat.

⁴ La Chambre pénale des recours peut signaler au Gouvernement les manquements susceptibles d'entraîner une sanction disciplinaire.

2. Le Ministère public

Compétences
générales

Art. 12 Les compétences du Ministère public sont celles énoncées dans le Code de procédure pénale suisse¹⁾, aux articles qui suivent ainsi que dans la législation spéciale.

Classement

Art. 13 Les ordonnances de classement décernées par le Ministère public sont prises conjointement par le procureur général et un procureur.

Compétence
pour recourir

Art. 14 Chaque procureur a qualité pour :

- a) former recours;
- b) interjeter appel;
- c) saisir le Tribunal fédéral;
- d) déposer une demande de révision.

Tâches
particulières
confiées à des
collaborateurs

Art. 15 ¹ Le Ministère public peut confier des tâches particulières à certains de ses collaborateurs (art. 142, al. 1, et 311, al. 1, CPP).

² Ceux-ci peuvent exécuter, sur délégation des procureurs, notamment :

- a) des auditions en matière d'entraide judiciaire intercantonale;
- b) des auditions et d'autres actes d'instruction en matière de procédure contraventionnelle;
- c) des auditions et d'autres actes d'instruction dans les procédures d'opposition aux ordonnances pénales;
- d) des perquisitions et visites domiciliaires en compagnie de la police;
- e) des auditions de témoins;
- f) des échanges de vues dans les procédures de fixation de for.

Délégation de la
compétence de
décerner des
ordonnances
pénales en
matière de
contraventions
a) Etendue

Art. 16 ¹ Le procureur général peut déléguer à certains collaborateurs expérimentés du Ministère public la compétence de statuer en matière de contraventions selon une liste qu'il établit, pour autant que celles-ci ne soient pas en concours avec des infractions d'autre nature.

² Les collaborateurs désignés à cet effet peuvent prononcer des amendes jusqu'à concurrence du montant fixé pour l'inscription au casier judiciaire.

³ Ils sont également compétents pour statuer sur les dénonciations découlant du non-paiement des amendes d'ordre infligées par la police aux usagers de la route selon la loi fédérale sur les amendes d'ordre [7](#).

⁴ Les collaborateurs désignés peuvent en particulier procéder à l'audition du contrevenant.

⁵ Ils statuent sur la base des rapports de dénonciation et plaintes qui leur parviennent.

b) Classement et
traitement des
oppositions

Art. 17 ¹ Les ordonnances de classement sont prises conjointement par le collaborateur désigné et un procureur.

² Les oppositions aux ordonnances pénales sont traitées par un procureur.

c) Transmission
à un procureur

Art. 18 ¹ Si le collaborateur est d'avis que l'infraction dénoncée constitue un délit ou si l'amende pouvant entrer en ligne de compte dépasse la limite fixée à l'article 16, alinéa 2, il transmet d'office le dossier à un procureur avec une brève motivation.

² Si celui-ci suit le préavis du collaborateur, il statue lui-même.

³ Dans le cas contraire, il retourne le dossier au collaborateur.

CHAPITRE III : Tribunaux

Autorités
judiciaires

Art. 19 La justice en matière pénale est rendue :

- a) en première instance, par le juge pénal, le Tribunal pénal et le juge des mesures de contrainte;
- b) en seconde instance, par la Cour pénale et la Chambre pénale des recours.

Compétences
a) Juge pénal
(art. 19, al. 2,
CPP)

Art. 20 Le juge pénal connaît :

- a) des contraventions;
- b) des crimes et délits, à l'exception de ceux pour lesquels le Ministère public requiert une peine privative de liberté supérieure à deux ans, un internement au sens de l'article 64 du Code pénal suisse⁸⁾, un traitement au sens de l'article 59, alinéa 3, du Code pénal suisse, ou une privation de liberté de plus de deux ans lors de la révocation d'un sursis.

b) Tribunal pénal
(art. 19, al. 2,
lettre b, CPP)

Art. 21 Le Tribunal pénal exerce les compétences qui ne sont pas attribuées au juge pénal selon l'article 20.

c) Cour pénale
(art. 21, al. 1,
CPP)

Art. 22 La Cour pénale connaît :

- a) des appels formés contre les jugements rendus par les tribunaux de première instance;
- b) des demandes de révision.

d) Chambre
pénale des
recours
(art. 20, al. 1,
CPP)

Art. 23 La Chambre pénale des recours connaît des recours dirigés contre des actes de procédure et contre des décisions non sujettes à appel rendues par :

- a) le juge pénal et le Tribunal pénal;
- b) le Ministère public et la police;
- c) le juge des mesures de contrainte dans les cas prévus par le Code de procédure pénale suisse¹⁾.

CHAPITRE IV : Autres dispositions de procédure

Information
d'autorités
administratives
(art. 75, al. 4, et
84, al. 6, CPP)

Art. 24 ¹ Lorsqu'une procédure pénale est ouverte en raison d'une prévention qui est susceptible de toucher des intérêts importants de l'Etat, ainsi que d'autres intérêts publics importants, le Ministère public ou le tribunal examine, sur requête, s'il y a lieu d'en informer une autorité administrative. Il peut également le faire d'office.

² Une telle information entre en ligne de compte lorsque l'éventuelle infraction peut mettre en cause :

- a) la protection de personnes mineures, en particulier des élèves, ou d'autres personnes nécessitant assistance;
- b) la protection de biens de police, en particulier la santé et la sécurité publiques.

³ L'information ne peut être transmise qu'aux conditions cumulatives suivantes :

- a) des présomptions sérieuses pèsent sur la personne poursuivie;
- b) les faits reprochés sont graves;
- c) la communication apparaît justifiée au vu du rapport entre, d'une part, l'importance du bien juridique que tend à protéger l'information et, d'autre part, les intérêts de la personne poursuivie.

⁴ En outre, la communication en cours de procédure ne peut avoir lieu que si la prise de mesures urgentes à titre préventif entre en ligne de compte.

⁵ Avant de transmettre l'information, le Ministère public ou le tribunal permet à la personne poursuivie d'exercer son droit d'être entendu puis, si celle-ci s'oppose à la communication, rend une décision. La décision est sujette à recours devant la Cour administrative dans les dix jours. La personne poursuivie et l'autorité administrative qui a requis une information ont qualité pour recourir.

⁶ L'information transmise porte sur l'ouverture d'une procédure pénale et son objet, ainsi que sur son prononcé. Selon les circonstances, d'autres éléments sont portés à la connaissance de l'autorité dans la mesure où ceux-ci sont nécessaires pour prendre des mesures visant à protéger l'intérêt public, en particulier des mesures provisoires.

⁷ La procédure est régie par Code de procédure administrative⁹⁾.

Mesures visant à protéger les personnes menacées en dehors de la procédure (art. 156 CPP)

Art. 25 ¹ Le département auquel est rattachée la police cantonale prend des mesures de protection adéquates en faveur des personnes mentionnées à l'article 149, alinéa 1, du Code de procédure pénale suisse¹ qui restent menacées en dehors de la procédure, au terme de celle-ci. Il peut en particulier les doter d'une identité d'emprunt au sens de l'article 288, alinéa 1, du Code de procédure pénale suisse et leur établir les actes nécessaires à cet égard.

² Le Gouvernement peut régler les détails par voie d'ordonnance.

Récompense (art. 211 CPP)

Art. 26 Le Ministère public, avec l'accord du département auquel est rattachée la justice, peut accorder une récompense aux particuliers ayant apporté une contribution déterminante aux recherches, dans des affaires particulièrement graves.

Exécution de la détention avant jugement (art. 235, al. 5, CPP)

Art. 27 ¹ Sous réserve de l'article 235, alinéas 2, 3 et 4, du Code de procédure pénale suisse¹, les droits et obligations des prévenus en détention, leurs droits de recours ainsi que les mesures disciplinaires sont réglés aux articles 40, 42 et suivants et 57.

² Le Ministère public tient un état de tous les prévenus en détention provisoire et de ceux qui ont commencé à exécuter une peine ou une mesure de manière anticipée; un relevé de cet état, avec d'éventuelles observations, est remis chaque mois à la Chambre pénale des recours.

³ Une fois par trimestre au moins, le Ministère public visite les prisons du Canton et contrôle les registres des arrestations provisoires. Il signale à la Chambre pénale des recours les lacunes ou les abus constatés.

Mort suspecte (art. 253, al. 4, CPP)

Art. 28 Le médecin qui constate le décès annonce les cas de morts suspectes au Ministère public.

Obligation de dénoncer (art. 302, al. 2, CPP)

Art. 29 ¹ Les organes de justice qui, dans l'exercice de leurs fonctions, acquièrent connaissance d'une infraction qui se poursuit d'office sont tenus de la dénoncer au Ministère public et de lui transmettre tous les renseignements, procès-verbaux et actes y relatifs.

² La législation spéciale est réservée.

Tarif des frais (art. 424 CPP)

Art. 30 Le tarif des frais est réglé par la législation spéciale.

CHAPITRE V : Exécution des jugements

SECTION 1 : Autorités compétentes

Service juridique **Art. 31** ¹ Le Service juridique est responsable de l'exécution des peines privatives de liberté, du travail d'intérêt général et des mesures. Le droit pénal des mineurs est réservé.

² L'exécution est régie par les articles 36 et suivants.

³ Le Service juridique rend les décisions et procède aux actes nécessaires dans le domaine de l'exécution des peines et mesures, à moins que le droit fédéral ou le droit cantonal ne prévoient expressément la compétence du juge, du tribunal ou d'une autre autorité.

⁴ Il est en particulier compétent dans les cas suivants prévus par le Code pénal suisse⁸⁾ :

1. article 36, alinéas 1 et 5 : Conversion d'une peine pécuniaire en une peine privative de liberté;
2. article 36, alinéa 5 : Notification d'un avertissement comminatoire de conversion en une peine privative de liberté;
3. article 38 : Fixation d'un délai pour l'accomplissement d'un travail d'intérêt général;
4. article 39, alinéa 1 : Fixation de conditions et de charges en vue de l'accomplissement d'un travail d'intérêt général et notification d'un avertissement comminatoire de conversion d'un travail d'intérêt général en une peine pécuniaire ou en une peine privative de liberté;
5. article 59, alinéa 4 : Requête de prolongation de la mesure;
6. article 60, alinéa 4 : Requête de prolongation de la mesure;
7. article 62, alinéa 4 : Requête de prolongation du délai d'épreuve;
8. article 62a, alinéa 3 : Requête de réintégration;
9. article 62c, alinéa 4 : Requête d'internement;
- 10.¹⁶⁾ article 62c, alinéa 5 : Avis à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte;
11. article 63, alinéa 4 : Requête de prolongation du traitement ambulatoire;
12. article 64a, alinéa 2 : Requête de prolongation du délai d'épreuve;
13. article 64a, alinéa 3 : Requête de réintégration;
14. article 64b, alinéa 1, lettre b : Requête de traitement thérapeutique institutionnel;
15. article 87, alinéa 3 : Requête de prolongation de l'assistance de probation et des règles de conduite, requête de nouvelles règles de conduite;
16. article 106, alinéa 5 : Conversion de l'amende en une peine privative de liberté de substitution;

17. article 107, alinéa 3 : Notification d'un avertissement comminatoire de conversion d'un travail d'intérêt général en une amende.

⁵ Le Service juridique est le service cantonal de coordination pour le traitement des données enregistrées dans le casier judiciaire au sens de la législation fédérale (art. 367, al. 5, CP).

⁶ Les accords intercantonaux sont réservés.

Département de
la Justice

Art. 32 ¹ Le Département de la Justice est compétent dans les cas suivants prévus par le Code pénal suisse⁸⁾ :

1. article 62, alinéas 1 à 3 : Libération conditionnelle, décision concernant le délai d'épreuve, décisions imposant un traitement ambulatoire, une assistance de probation et des règles de conduite;
2. article 62a, alinéa 6 : Décision au sens de l'article 95, alinéa 4, dans la mesure où l'autorité d'exécution a imposé une assistance de probation et des règles de conduite;
3. article 62c, alinéa 1 : Levée de la mesure;
4. article 63, alinéa 3 : Décision imposant un traitement institutionnel initial temporaire;
5. article 63a, alinéas 1 et 2 : Décision ordonnant la poursuite ou l'arrêt du traitement ambulatoire;
6. article 63b, alinéa 3 : Décision concernant l'exécution de la peine privative de liberté;
7. article 64a, alinéa 4 : Décision au sens de l'article 95, alinéa 4, dans la mesure où l'autorité d'exécution a imposé une assistance de probation et des règles de conduite;
8. article 64b, alinéa 1, lettre a : Libération conditionnelle de l'internement;
9. article 64c, alinéas 1 et 2 : Examen de l'existence de nouvelles connaissances scientifiques et proposition de traitement;
10. article 67a, alinéas 3 à 5 : Limitation ou levée de l'interdiction d'exercer une profession;
11. article 86 : Libération conditionnelle;
12. article 87, alinéas 1 et 2 : Décision impartissant un délai d'épreuve, décisions imposant une assistance de probation et des règles de conduite;
13. article 89, alinéa 3 : Décision au sens de l'article 95, alinéa 4.

² Le Service juridique procède à l'instruction des dossiers.

³ Demeurent réservées les compétences de la commission spécialisée prévue à l'article 33.

Commission
spécialisée

Art. 33 ¹ La commission spécialisée chargée de statuer sur les cas prévus aux articles 62d, alinéa 2, 64b, alinéa 2, et 75a, alinéa 1, du Code pénal suisse⁸⁾ est composée, outre d'un représentant des milieux de la psychiatrie, d'un procureur, du président de la Cour pénale, du bâtonnier de l'Ordre des avocats jurassiens et du chef du Service juridique ainsi que de quatre suppléants : un procureur, le vice-président de la Cour pénale, le vice-bâtonnier de l'Ordre des avocats jurassiens et un remplaçant du chef du Service juridique désigné par le Département de la Justice.

² La commission désigne, de cas en cas, le représentant des milieux de la psychiatrie qui a voix délibérative.

³ La commission est présidée par le président de la Cour pénale ou par son suppléant.

Recette et
Administration
de district

Art. 34 ¹ La Recette et Administration de district est compétente pour procéder au recouvrement de frais de procédure, de peines pécuniaires et d'amendes.

² Elle est chargée de fixer le délai de paiement, d'autoriser le paiement par acomptes, de prolonger les délais, d'exiger le paiement immédiat, de demander des sûretés et d'intenter une poursuite pour dettes en application de l'article 35, alinéas 1 à 3, du Code pénal suisse⁸⁾.

Autorités
judiciaires

Art. 35 ¹ Le tribunal qui a rendu le jugement en première instance est compétent pour prendre les décisions judiciaires ultérieures prévues dans les dispositions suivantes du Code pénal suisse⁸⁾ :

1. article 36, alinéa 3 : Prolongation du délai de paiement, réduction du montant du jour-amende, décision ordonnant un travail d'intérêt général;
2. article 39, alinéa 1 : Conversion du travail d'intérêt général en une peine pécuniaire ou en une peine privative de liberté;
3. article 46, alinéa 4 : Décision au sens de l'article 95, alinéas 4 et 5;
4. article 59, alinéa 4 : Prolongation de la mesure;
5. article 60, alinéa 4 : Prolongation de la mesure;
6. article 62, alinéa 4 : Prolongation du délai d'épreuve;
7. article 62a, alinéa 6 : Décision au sens de l'article 95, alinéa 5;
8. article 62c, alinéas 2, 3, 4 et 6 : Suspension du reste de la peine, décision ordonnant une nouvelle mesure;
9. article 63, alinéa 4 : Prolongation du traitement ambulatoire;
10. article 63a, alinéa 4 : Décision au sens de l'article 95, alinéa 5;
11. article 63b, alinéa 4 : Imputation du traitement ambulatoire sur la peine, suspension du reste de la peine;

12. article 63b, alinéa 5 : Décision ordonnant une mesure thérapeutique institutionnelle;
13. article 64, alinéa 3 : Libération conditionnelle de la peine privative de liberté;
14. article 64a, alinéa 2 : Prolongation du délai d'épreuve;
15. article 64a, alinéa 3 : Réintégration;
16. article 73, alinéa 3 : Allocation de dommages-intérêts et d'une réparation morale en dehors du jugement pénal;
17. article 87, alinéa 3 : Prolongation de l'assistance de probation et des règles de conduite, prononcé de nouvelles règles de conduite;
18. article 107, alinéa 3 : Décision ordonnant l'exécution de l'amende.

² Dans les cas où la décision à rendre au sens de l'alinéa premier, chiffres 1, 2, 16 et 18, concerne un jugement rendu en première instance par le Tribunal pénal, le président seul est compétent.

³ Le juge pénal statue sur les requêtes d'autorités administratives tendant au prononcé de peines privatives de liberté de substitution pour des amendes ou des peines pécuniaires (art. 36, al. 2, et 106, al. 5, CP).

⁴ Les compétences du Ministère public selon l'article 363, alinéa 2, du Code de procédure pénale¹⁾ suisse sont réservées.

SECTION 2 : Procédure d'exécution

Communication
des jugements à
fin d'exécution

Art. 36 ¹ Dans les 5 jours qui suivent l'entrée en force de chose jugée, l'autorité transmet le dispositif du jugement ou de l'ordonnance pénale :

- a) au Service juridique si une peine privative de liberté, un travail d'intérêt général ou une mesure est prononcée ou si le concours de ce service est requis d'une autre manière;
- b) à la Recette et Administration de district si une peine pécuniaire, une amende, des émoluments, des frais de procédure ou des sûretés sont prononcés;
- c) à la police cantonale si une arme ou des stupéfiants sont confisqués;
- d) à l'Office des poursuites et faillites si un objet confisqué doit être vendu;
- e) à l'office de probation, si une assistance de probation est ordonnée.

² L'autorité communique au Service juridique les motifs lorsque ceux-ci ont été rédigés, ainsi que l'expertise si une mesure est ordonnée.

³ Sur demande du Service juridique ou de l'office de probation, l'autorité lui transmet le dossier pénal à fin de consultation.

⁴ Dans la mesure où cela est nécessaire, le Service juridique peut transmettre le dossier ou des éléments de celui-ci à la direction d'un établissement pénitentiaire ou à d'autres personnes ou organes intervenant dans le cadre de l'exécution des peines ou mesures.

Condamnation à une peine privative de liberté, un travail d'intérêt général ou une mesure

Art. 37 ¹ Le Service juridique édicte un ordre d'exécution de peine en cas de condamnation à une peine privative de liberté, un travail d'intérêt général ou une mesure (art. 439, al. 2, CPP).

² Il est compétent pour ajourner ou interrompre la mise à exécution de la peine ou de la mesure. S'il y a lieu, il prend l'avis d'un médecin, en qualité d'expert.

Frais de procédure et autres prestations financières

Art. 38 ¹ Le condamné est mis en mesure de payer une peine pécuniaire, une amende, des émoluments et des frais soit au greffe, immédiatement après que le jugement a été prononcé, soit à l'agent de police qui notifie le jugement.

² La Recette et Administration de district procède au recouvrement des montants dus conformément à l'article 442 du Code de procédure pénale suisse^{[1\)](#)}, aux articles 35, 36 et 106 du Code pénal suisse^{[8\)](#)} et à l'article 34 de la présente loi.

³ Les personnes dont l'indigence est officiellement établie ne sont pas recherchées pour les frais de l'Etat, sous réserve d'un retour à meilleure fortune.

Autres formes de condamnation

Art. 39 ¹ Lorsqu'une confiscation a été ordonnée, le Service juridique en charge un fonctionnaire ou un employé de la police; les dispositions concernant la perquisition et le séquestre doivent être observées.

² Le Service juridique communique l'interdiction de conduire (art. 67b CP) à l'Office des véhicules ainsi qu'à la police cantonale.

³ Lorsque la destruction d'un objet confisqué est ordonnée, l'autorité de jugement peut elle-même procéder à la destruction. A défaut, elle transmet l'objet au Service juridique ou, lorsqu'il s'agit d'armes ou de stupéfiants, à la police cantonale.

⁴ L'autorité de jugement transmet à l'Office des poursuites et faillites les objets confisqués qui doivent être réalisés.

Voies de droit
contre les
décisions
administratives

Art. 40 Les décisions prises par les autorités administratives d'exécution en application à la présente loi sont susceptibles d'opposition et de recours conformément aux règles du Code de procédure administrative⁹⁾. Les articles 44, alinéa 2, et 57, alinéa 2, demeurent réservés.

Registre

Art. 41 Le Service juridique tient un registre des jugements et arrêts qui lui sont communiqués pour exécution; il examine chaque année si les peines enregistrées sont exécutées ou prescrites.

SECTION 3 : Mesures disciplinaires en cas de détention

Infractions

Art. 42 ¹ Les personnes subissant une détention avant jugement ou une peine privative de liberté sur le territoire du Canton sont passibles de sanctions disciplinaires en cas d'acte contraire aux règlements de la détention, au plan d'exécution ou à la discipline.

² Constituent notamment une infraction disciplinaire :

- a) l'évasion;
- b) l'inobservation d'une des conditions d'un congé;
- c) l'acquisition, la détention et le trafic d'armes et de matières ou d'objets dangereux;
- d) l'introduction dans l'établissement, la détention ou la consommation d'alcool, de stupéfiants ou de substances ayant des effets analogues;
- e) le refus des examens d'urine ou sanguins ou de l'alcootest;
- f) l'aliénation, la détérioration volontaire ou consécutive à une négligence grave d'outils, d'appareils, d'installations ou de tous biens appartenant à l'établissement, au personnel, à d'autres personnes détenues ou à des tiers;
- g) la communication interdite avec d'autres personnes détenues ou avec des personnes étrangères à l'établissement;
- h) l'introduction dans l'établissement, la détention ou l'utilisation de téléphones portables ou d'appareils interdits;
- i) les actes de violence contre un codétenu ou le personnel;
- j) tout acte tombant sous le coup de la loi pénale;
- k) toute tentative, instigation ou complicité relative aux actes décrits sous lettres a à i.

Sanctions

Art. 43 ¹ Les sanctions suivantes peuvent être appliquées :

- a) l'avertissement;
- b) la privation de la possibilité de faire des achats;
- c) le retrait d'allègements accordés;
- d) la privation de la radio, de la télévision, de l'ordinateur;

- e) la privation de l'usage du téléphone;
- f) la privation de visite sous réserve des contacts avec le défenseur, les autorités, le médecin de l'établissement et l'assistance religieuse;
- g) l'amende;
- h) les arrêts disciplinaires jusqu'à 15 jours.

² Les sanctions de privation ne peuvent être cumulées qu'en cas d'infractions graves ou répétées.

³ La sanction est prononcée en fonction de la gravité de la faute, du caractère unique ou répété de l'acte, des avertissements qui ont précédé et de la situation personnelle du détenu.

Procédure

Art. 44 ¹ Les sanctions sont du ressort du Service juridique. Demeure réservée la compétence du responsable de l'établissement de détention de prendre immédiatement les mesures appropriées nécessaires au rétablissement de l'ordre.

² Les décisions du Service juridique peuvent faire l'objet d'un recours dans les cinq jours à la Cour administrative. La procédure d'opposition est exclue.

SECTION 4 : Frais

Peines privatives de liberté

Art. 45 Après déduction de la participation de la personne condamnée (art. 380, al. 2, CP), les frais découlant de l'exécution des peines privatives de liberté prononcées par les tribunaux jurassiens sont à la charge de la République et Canton du Jura.

Mesures

Art. 46 ¹ Après déduction de la participation de la personne condamnée (art. 380, al. 2, CP), les frais découlant de l'exécution des mesures thérapeutiques institutionnelles prononcées par les tribunaux jurassiens qui ne sont pas pris en charge par une assurance, par une collectivité ou une personne tierce sont assumés par l'Etat pour la durée équivalant à celle de la peine privative de liberté suspendue au profit de la mesure. Au-delà de cette durée, les frais sont avancés par l'Etat et admis à la répartition des charges entre l'Etat et les communes conformément à la législation sur l'action sociale au titre de l'aide matérielle.

² Les frais de traitement ambulatoire sont avancés par l'Etat et admis à la répartition des charges entre l'Etat et les communes. L'Etat est subrogé dans les droits de la personne condamnée vis-à-vis des assurances sociales.

³ Il en va de même des frais découlant de l'internement subi après une peine privative de liberté.

Frais médicaux **Art. 47** Les frais médicaux des personnes condamnées par les tribunaux jurassiens qui ne peuvent être mis à la charge d'une assurance-maladie ou d'une autre assurance ou d'un tiers sont assumés par la personne condamnée. Dans la mesure où celle-ci ne peut les assumer personnellement, ils sont avancés par l'Etat et admis à la répartition des charges entre l'Etat et les communes.

Décision concernant les frais **Art. 48** Le Service juridique peut, par voie de décision, fixer le montant des frais mis à la charge de la personne condamnée.

CHAPITRE VI : La grâce

Autorités compétentes **Art. 49** ¹ Le droit de grâce appartient :
 a) au Gouvernement, pour les amendes d'un montant ne dépassant pas 1 000 francs et pour les peines pécuniaires de 20 jours-amendes au plus;
 b) dans tous les cas au Parlement.

² Les autorités compétentes peuvent exercer le droit de grâce d'office ou sur requête.

Mode de procéder **Art. 50** ¹ Le droit de recourir en grâce est régi par l'article 382 du Code pénal suisse⁸⁾.

² Le recours en grâce doit être formé par écrit au Gouvernement.

³ S'il l'estime nécessaire, celui-ci peut notamment se faire présenter un rapport écrit par le Service juridique et le conseil communal du domicile du recourant avant sa condamnation, ainsi que par le juge qui a prononcé cette dernière et par le directeur de la maison de détention. Il soumet le recours au Parlement, avec ses propositions, à moins qu'il ne soit compétent pour statuer.

Effet suspensif **Art. 51** ¹ Le recours en grâce n'a pas d'effet suspensif.

² L'exécution de la peine est cependant ajournée lorsqu'il s'agit d'une amende, d'une peine pécuniaire, d'un travail d'intérêt général ou d'une courte peine privative de liberté et que le recours en grâce est le premier en la cause; l'ajournement ne peut avoir lieu si l'exécution de la peine a déjà commencé.

Etendue et effets
de la grâce

Art. 52 ¹ La grâce peut comporter la remise totale ou partielle des peines, des interdictions d'exercer une profession et des interdictions de conduire prononcées par le jugement exécutoire, ou consister aussi en une commutation de la peine.

² S'il est fait grâce d'une amende, la part revenant à des tiers ne leur est pas payée par l'Etat.

³ Ne sont pas touchés par la grâce :

- a) les intérêts civils de la partie lésée;
- b) les dépens alloués à la partie plaignante;
- c) les frais de l'Etat.

Irrecevabilité du
recours en grâce

Art. 53 L'autorité compétente peut décider l'impossibilité de renouveler un recours rejeté avant qu'une période déterminée ne soit écoulée.

Exécution

Art. 54 La décision, avec l'ordre d'exécution, est communiquée aux autorités compétentes pour la porter à la connaissance du recourant et y donner les suites qu'elle comporte.

Refus de la
grâce

Art. 55 ¹ Aucun condamné ne peut décliner la grâce légalement prononcée à son égard.

² En revanche, il peut refuser une commutation de la peine.

CHAPITRE VII : Dispositions d'exécution et finales

Concordat

Art. 56 L'Etat peut adhérer à des concordats intercantonaux en matière d'exécution de peines et de mesures.

Dispositions
d'exécution

Art. 57 ¹ Le Gouvernement édicte par voie d'ordonnance les dispositions nécessaires à l'application de la présente loi, notamment sur :

- a) l'exécution des peines privatives de liberté, des travaux d'intérêt général et des mesures;

- b) l'assistance de probation;
- c) les frais d'exécution des peines et mesures et notamment les modalités de la participation du condamné aux frais d'exécution conformément à l'article 380, alinéa 3, du Code pénal suisse⁸⁾;
- d) l'organisation des établissements de détention et le régime applicable en leur sein.

² Sous réserve des exigences du droit fédéral, le Gouvernement peut prévoir la réduction de la durée des délais d'opposition ou de recours, ou la suppression de l'effet suspensif, si la nature particulière de la procédure l'impose.

Modification du
droit en vigueur

Art. 58 ¹ La loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978⁶⁾ est modifiée comme il suit :

Article 10a, phrase introductive

...¹⁰⁾

Article 20a, alinéa 1

...¹⁰⁾

² La loi sur l'introduction du Code pénal suisse du 9 novembre 1978¹¹⁾ est modifiée comme il suit :

Articles 6, 23, 23a, 23b, 23c, 26, 26a, 26b, 27, 27a, 28, 29 et 29a
Abrogés.

Article 30

...¹⁰⁾

³ Le décret du 6 décembre 1978 concernant le pouvoir répressif des communes³⁾ est modifié comme il suit :

Article 6, alinéa 2

...¹²⁾

Article 6, alinéa 3

Abrogé.

Article 13, alinéa 2

...¹²⁾

⁴ Le décret du 7 mai 1981 concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux¹³⁾ est modifié comme il suit :

Titre de la Section 2

...¹²⁾

Article 5, alinéa 2

...¹²⁾

⁵ La loi du 4 décembre 2002 sur la police cantonale⁴⁾ est modifiée comme il suit :

Article 13, alinéa 4

...¹⁰⁾

⁶ La loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants¹⁴⁾ est modifiée comme il suit :

Article 16

...¹⁰⁾

Abrogation

Art. 59 ¹ Le Code de procédure pénale de la République et Canton du Jura du 13 décembre 1990 est abrogé.

² La loi du 21 juin 1995 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'entraide judiciaire et la coopération intercantonale en matière pénale est abrogée.

Référendum

Art. 60 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en
vigueur

Art. 61 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur¹⁵⁾ de la présente loi.

Delémont, le 16 juin 2010

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Juillard
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) RS 312.0
- 2) RSJU 181.1
- 3) RSJU 325.1
- 4) RSJU 551.1
- 5) RS 210
- 6) RSJU 211.1
- 7) RS 741.03
- 8) RS 311.0
- 9) RSJU 175.1
- 10) Texte inséré dans ladite loi
- 11) RSJU 311
- 12) Texte inséré dans ledit décret
- 13) RSJU 186.1
- 14) RSJU 831.10
- 15) 1^{er} janvier 2011
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. XIII de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

TABLE DES MATIERES

4	Education, science, culture, Eglise
41	<i>Education et science</i>
410.1	<i>Fondement</i>
410.100	Arrêté du Parlement du 22 mars 1979 concernant l'adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 29 octobre 1970 sur la coordination scolaire
410.101	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1993 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'Accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études
410.102	Arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire
410.103	Arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention scolaire romande
410.104	Arrêté du Parlement du 22 septembre 2010 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention scolaire du nord-ouest de la Suisse du 23 novembre 2007 (RSA 220)
410.11	Loi du 20 décembre 1990 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école secondaire (Loi scolaire)
410.111	Ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire (Ordonnance scolaire)
410.111.0	Arrêté du Département de l'Education du 26 février 2004 concernant l'éducation précoce spécialisée
410.111.1	Arrêté du Département de l'Education du 2 avril 2003 relatif à l'enseignement d'appui ambulatoire
410.111.2	Règlement du Département de l'Education du 25 mars 1999 concernant l'orientation des élèves en sixième année
410.111.3	Règlement du Département de l'Education du 9 juillet 1999 concernant l'orientation des élèves à l'école secondaire
410.111.4	Directives du Département de l'Education du 30 juin 2003 concernant les classes de soutien du degré secondaire
410.112	Arrêté du Département de l'Education du 5 septembre 2001 fixant le statut des coordinateurs et des chargés de mission engagés par le DED
410.113	Ordonnance du 24 octobre 2006 fixant les conditions cadres pour les transports scolaires
410.16	Décret du 14 décembre 1994 fixant la répartition des dépenses scolaires entre les communes
410.164	Arrêté du Département de l'Education du 24 octobre 1994 fixant les indemnités de repas susceptibles d'être versées aux parents d'élèves des écoles primaires et secondaires

410.2 Corps enseignant

- 410.210 Arrêté du Parlement du 15 novembre 2000 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat intercantonal créant une Haute Ecole pédagogique commune aux cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel (HEP-BEJUNE)
- 410.210.1 Loi du 6 décembre 2000 sur la Haute Ecole pédagogique (HEP-BEJUNE)
- 410.210.10 Ordonnance du 15 mai 2001 réglant la formation professionnelle pour l'enseignement secondaire durant la période transitoire d'introduction de la loi sur la Haute Ecole pédagogique
- 410.210.11 Ordonnance du 10 juillet 1984 portant exécution de la loi sur la formation du corps enseignant
- 410.210.114 Règlement du 29 août 1985 concernant la participation des adultes aux cours et manifestations de l'Institut pédagogique
- 410.210.12 Ordonnance du 28 juin 1995 sur la formation pédagogique des candidats à l'enseignement dans les écoles moyennes
- 410.210.13 Ordonnance du 6 décembre 1983 instituant un concours d'entrée à l'Institut pédagogique
- 410.210.14 Ordonnance du 6 octobre 1992 concernant le passage des maîtres primaires dans l'enseignement secondaire et vice-versa et l'accès des maîtresses ACT à l'enseignement des activités manuelles
- 410.210.15 Ordonnance du 15 novembre 2011 sur la reconnaissance des titres d'enseignement
- 410.210.16 Directives du Département de l'Education du 14 avril 1997 concernant les honoraires, indemnités et autres prestations accordés dans le cadre des cours de perfectionnement et de formation continue du corps enseignant
- 410.210.18 Ordonnance du 19 août 1986 concernant la reconnaissance des brevets d'enseignement obtenus avant 1979
- 410.251 Loi du 9 novembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant
- 410.251.1 Décret du 6 décembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant
- 410.252.1 Ordonnance du 13 juin 2006 concernant le programme horaire du corps enseignant
- 410.252.23 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la rétribution des leçons supplémentaires données par un maître occupé à plein temps et de l'enseignement dispensé de façon irrégulière durant un semestre entier
- 410.252.24 Ordonnance du 29 juin 1993 sur l'indemnisation et la diminution du temps d'enseignement des directeurs, médiateurs et titulaires d'autres fonctions dans les écoles enfantines, primaires et secondaires
- 410.252.26 Ordonnance du 13 mai 1986 concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-reconduction consécutifs à une décision de fermeture de classe

410.252.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la rétribution des maîtresses et des maîtres de l'école complémentaire ménagère obligatoire
410.252.32	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les traitements des maîtres aux écoles supérieures de commerce
410.252.331	Arrêté du Gouvernement du 11 décembre 1979 concernant la classification des directeurs des écoles moyennes supérieures relevant du Département de l'Education et des Affaires sociales
410.252.34	Ordonnance du 3 mai 1983 fixant les indemnités allouées aux maîtres dans le cadre de la formation pédagogique et pratique des enseignants
410.252.4	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les traitements des maîtres nommés à titre provisoire et l'éligibilité à titre définitif des maîtres à programme partiel
410.252.5	Ordonnance du 25 novembre 1986 concernant le remplacement des enseignants
410.254.2	Ordonnance du 26 novembre 1997 concernant la répartition des charges pour le traitement des enseignants
410.254.4	Ordonnance du 18 janvier 1983 concernant les allègements des parts communales au traitement des enseignants
410.263	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les traitements assurés des maîtresses ménagères et des maîtresses d'ouvrages
410.3	<i>Constructions scolaires</i>
410.316	Décret du 21 décembre 2001 réglant l'octroi de subventions pour installations scolaires
410.316.1	Ordonnance du 27 août 2002 sur les installations scolaires
410.316.11	Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 20 décembre 1985 concernant la construction et l'équipement des installations scolaires
410.316.12	Arrêté du Département de l'Education du 28 janvier 1991 fixant les montants pris en compte pour le subventionnement de la construction, de la transformation et de l'équipement de base des installations scolaires
410.318	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le versement de subventions pour l'acquisition d'établis et d'outils destinés à l'enseignement des travaux manuels
410.4	<i>Moyens d'enseignement</i>
410.411	Arrêté du Gouvernement du 25 février 1992 concernant la publication des décisions et des informations scolaires officielles
410.416	Arrêté du Parlement du 26 mai 1982 concernant les subventions à allouer aux communes pour l'achat de moyens d'enseignement et de matériel scolaire dans les écoles maternelles, primaires et secondaires
410.417	Ordonnance du 27 février 1996 concernant les prestations assimilables à des moyens d'enseignement

410.7	<i>Service scolaire médical et dentaire</i>
410.71	Ordonnance du 5 décembre 2000 concernant le service de santé scolaire
410.72	Décret du 13 décembre 2006 concernant le service dentaire scolaire
410.721	Ordonnance du 27 février 2007 concernant le service dentaire scolaire
410.726	Ordonnance du 5 juillet 1994 fixant le tarif pour les soins dentaires scolaires
410.726.1	Arrêté du Gouvernement du 27 février 2007 fixant la valeur du point pour le tarif dentaire scolaire
410.8	<i>Orientation en matière d'éducation</i>
410.81	Ordonnance du 21 novembre 2006 concernant l'orientation scolaire et professionnelle et la psychologie scolaire
410.861	Arrêté du Gouvernement du 1er mars 1983 portant création d'un Fonds pour l'orientation scolaire et professionnelle
411	<i>Prolongation de la scolarité</i>
411.1	Règlement provisoire du Département de l'Education du 8 février 2005 concernant l'option "orientation" du cycle de transition du secondaire I vers le secondaire II

TABLE DES MATIERES

4	Education, science, culture, Eglise
412	<i>Ecole moyenne</i>
412.01	Loi du 24 mai 2006 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire
412.011	Ordonnance du 5 février 2008 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire
412.11	Loi du 1 ^{er} octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue
412.111	Règlement des écoles moyennes du 6 décembre 1978
412.112	Directives du Département de l'Education du 2 décembre 1994 relatives à l'admission des élèves dans les écoles moyennes
412.113	Directives du Département de l'Education du 5 juin 2000 concernant les réorientations et les passerelles dans les écoles moyennes
412.214	Directives du Gouvernement du 16 août 2011 concernant la prise en charge des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau dans les écoles des niveaux secondaires I et II
412.291	Arrêté du Parlement du 22 novembre 1995 concernant l'approbation de la Convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura concernant l'Ecole secondaire de la Courtine sise à Bel-lelay
412.292	Convention de collaboration entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura du 14 novembre 2001 dans le but de permettre à de jeunes artistes ou sportives et sportifs de concilier formation scolaire et carrière artistique ou sportive
412.311.1	Règlement du Département de l'Education du 17 janvier 2001 concernant l'organisation des études au Lycée cantonal
412.311.41	Règlement du Département de l'Education du 9 mars 2005 concernant l'organisation de l'enseignement, le plan d'études et les promotions dans les écoles supérieures de commerce
412.351	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les examens ordinaires de baccalauréat et de maturité dans les lycées de la République et Canton du Jura
412.351.1	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant les examens ordinaires de baccalauréat au Collège Saint-Charles de Porrentruy
412.351.2	Directives du Département de l'Education du 16 décembre 2002 concernant les examens ordinaires de baccalauréat et de maturité dans les lycées de la République et Canton du Jura
412.352	Ordonnance du 6 septembre 2011 concernant les filières de formation à l'Ecole de commerce
412.353	Règlement du Département de l'Education du 9 mars 2005 concernant le complément de formation conduisant les détenteurs de la maturité commerciale à l'obtention d'une maturité professionnelle commerciale

412.354	Ordonnance du 30 octobre 2001 concernant les personnes associées aux examens des écoles moyennes
412.511.1	Règlement du Département de l'Education du 31 octobre 2006 concernant l'organisation des études, l'évaluation et la promotion des élèves à l'Ecole de culture générale de Delémont
412.513	Arrêté du Gouvernement du 19 avril 1988 créant un cycle de promotion à l'Ecole de culture générale
412.513.0	Arrêté du Gouvernement du 4 mai 1993 portant sur le maintien du cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont jusqu'au terme de l'année scolaire 1995/1996 et arrêté du Gouvernement du 14 février 1996 portant prorogation du cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont
412.513.1	Règlement du Département de l'Education du 18 août 2000 concernant le cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont
412.515	Ordonnance du 31 octobre 2006 concernant la délivrance du certificat de l'Ecole de culture générale de Delémont
412.632	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la prise en charge des frais de scolarité qui découlent de la fréquentation de lycées publics d'autres cantons
412.71	Ordonnance du 20 mai 1997 concernant les activités parascolaires dans les écoles cantonales relevant du Département de l'Education
412.95	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention des 4 et 10 octobre 1966 relative à l'admission d'élèves du canton de Berne aux écoles du canton de Bâle-Ville
412.96	Arrêté du Gouvernement du 5 mai 2009 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention entre Berne, Jura et Neuchâtel sur les contributions aux frais d'enseignement (Convention BEJUNE)

413 Formation professionnelle

413.12	Loi du 25 octobre 2006 concernant le fonds de soutien aux formations professionnelles
413.121	Ordonnance du 11 décembre 2007 concernant le fonds de soutien aux formations professionnelles
413.124	Règlement de la commission pour la formation professionnelle des travailleurs et jeunes étrangers dans le canton du Jura du 6 décembre 1978
413.161.1	Règlement du 4 septembre 1990 relatif à l'octroi d'une aide financière de l'Etat pour la présentation de travaux exécutés par des apprentis durant leur apprentissage
413.19	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2007 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur les contributions dans le domaine de la formation professionnelle initiale

413.191	Arrêté du Gouvernement du 7 décembre 1999 portant adhésion à la convention entre les cantons de Suisse romande et du Tessin en complément à la convention intercantonale sur les contributions équitables des cantons aux écoles professionnelles
413.213.1	Ordonnance du 25 mai 1993 portant reconnaissance du Centre de formation du Foyer jurassien à Delémont en tant qu'atelier de pré-apprentissage
413.241.1	Ordonnance du 15 mars 1994 sur les surveillants et l'indemnisation de la commission cantonale d'apprentissage et des surveillants
413.251.1	Règlement général des écoles et centres professionnels du 31 mars 1994
413.252.4	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le régime des absences dans les écoles professionnelles artisanales et commerciales, ainsi que dans les ateliers d'apprentissage
413.254	Ordonnance du 6 décembre 1983 sur les conditions d'engagement et de rémunération des maîtres aux écoles professionnelles
413.254.1	Ordonnance du 16 décembre 2008 concernant le statut des maîtres de l'Ecole des métiers de la santé et du social de la République et canton du Jura
413.254.2	Arrêté du Gouvernement du 17 mars 1992 définissant le statut du maître de pratique en école de métiers et d'arts appliqués
413.255	Ordonnance du 8 février 2000 sur la maturité professionnelle
413.261	Ordonnance du 20 avril 1993 sur l'organisation des examens, les commissions d'examen et les experts aux examens
413.271	Ordonnance du 16 novembre 1993 sur la formation élémentaire
413.322	Arrêté du Parlement du 8 juin 1994 portant création de l'Ecole technique de la République et Canton du Jura
413.322.1	Règlement du Département de l'Economie du 23 février 2004 concernant l'organisation et la formation à l'Ecole technique de Porrentruy
413.323	Arrêté du Parlement du 23 janvier 2002 portant création de l'Ecole supérieure jurassienne d'informatique de gestion
413.323.1	Règlement du Département de la Formation, de la Culture et des Sports du 13 mars 2013 concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure d'informatique de gestion (ESIG)
413.324	Arrêté du Département de l'Economie du 23 février 2004 fixant la participation financière des étudiants dans les écoles supérieures jurassiennes
413.329.1	Arrêté du Parlement du 28 mai 2003 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur les écoles supérieures spécialisées (AESS)
413.611	Décret du 13 décembre 1990 sur le financement de la formation professionnelle

TABLE DES MATIERES

4	Education, science, culture, Eglise
414	<i>Université et hautes écoles</i>
414.10	Arrêté du Parlement du 11 décembre 1992 portant approbation de l'accord intercantonal sur la participation au financement des universités pour les années 1993 à 1996
414.11	Arrêté du Parlement du 26 avril 1994 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la Convention du 12 février 1994 relative à la coordination universitaire en Suisse occidentale
414.12	Arrêté du Parlement du 9 septembre 1998 portant approbation de l'accord intercantonal universitaire
414.71	Arrêté du Parlement du 24 octobre 2012 portant approbation de la convention intercantonale du 26 mai 2012 sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)
414.711	Arrêté du Parlement du 25 août 2004 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale du 30 août 2002 relative au contrôle parlementaire sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)
414.72	Arrêté du Parlement du 25 août 2004 portant approbation de l'accord intercantonal du 12 juin 2003 sur les hautes écoles spécialisées (AHES) à partir du 2005
414.731	Arrêté du Gouvernement du 25 février 2003 portant désignation de l'instance cantonale pour la Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2)
414.74	Arrêté du Parlement du 22 mai 2002 portant approbation de la convention intercantonale relative à la Haute Ecole de théâtre de Suisse romande (HETSR)
414.75	Arrêté du Parlement du 24 octobre 2012 portant approbation de la convention du 24 mai 2012 concernant la Haute école ARC Berne-Jura-Neuchâtel
415	<i>Gymnastique et sport</i>
415.1	Loi du 17 novembre 2010 visant à encourager les activités physiques et le sport
415.11	Ordonnance du 18 décembre 2012 portant exécution de la loi visant à encourager les activités physiques et le sport
415.41	Ordonnance du 27 février 1990 sur le sport scolaire facultatif
416	<i>Subventions de l'Etat, bourses et fondations</i>
416.185.1	Ordonnance du 10 décembre 1991 réglant le financement des institutions spécialisées relevant de la loi scolaire

416.31	Loi du 25 avril 1985 sur les bourses et prêts d'études
416.311	Ordonnance du 4 juillet 1994 sur les bourses et prêts d'études
<i>417</i>	<i>Enseignement privé</i>
417.1	Loi du 10 mai 1984 sur l'enseignement privé
417.11	Ordonnance du 18 décembre 1984 portant exécution de la loi sur l'enseignement privé
44	Culture
<i>441</i>	<i>Documentation</i>
441.21	Loi du 20 octobre 2010 sur l'archivage
441.211	Ordonnance du 7 avril 1988 sur les archives publiques de la République et Canton du Jura
441.212	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'administration des archives communales
441.213	Ordonnance du 17 mai 2011 concernant la commission des archives
441.221	Ordonnance du 27 octobre 1987 concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique
441.221.1	Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 27 octobre 1987 concernant les bibliothèques publiques
441.221.2	Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 27 octobre 1987 concernant les bibliothèques scolaires
441.221.3	Arrêté du Département de l'Education du 5 mars 1993 portant approbation du règlement de la Bibliothèque cantonale jurassienne
441.226.1	Règlement du 6 décembre 1978 concernant l'administration du Fonds Friedrich-Emil-Welti
441.231	Ordonnance du 5 juillet 1983 concernant le Musée jurassien des sciences naturelles
441.232	Arrêté du Gouvernement du 9 décembre 1986 instituant la commission des musées
<i>443</i>	<i>Encouragement des activités culturelles</i>
443.1	Loi du 9 novembre 1978 sur l'encouragement des activités culturelles
443.11	Ordonnance du 3 février 2004 instituant la commission des affaires culturelles
443.14	Ordonnance du 23 octobre 1990 concernant l'encouragement de la création audiovisuelle

444	Art
444.11	Ordonnance du 16 décembre 1986 concernant l'encouragement des lettres jurassiennes
444.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'encouragement des beaux-arts
445	<i>Conservation des monuments historiques et protection des biens culturels</i>
445.1	Loi du 9 novembre 1978 sur la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.11	Règlement du 6 décembre 1978 concernant la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.12	Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à la loi sur la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.2	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection et la conservation des curiosités naturelles et des antiquités dans le canton du Jura
445.3	Décret du 6 décembre 1978 sur la conservation des monuments historiques et la protection des biens culturels
445.4	Décret du 6 décembre 1978 sur la protection et la conservation des monuments et objets archéologiques
445.42	Ordonnance du 31 octobre 2006 concernant les fouilles archéologiques et paléontologiques
45	<i>Protection de la nature et du paysage</i>
451	<i>Protection de la nature</i>
451	Loi du 16 juin 2010 sur la protection de la nature et du paysage (LPNP)
451.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection de la nature
451.113	Arrêté du Gouvernement du 18 janvier 1983 instituant une commission pour la protection de la nature
451.311	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant le Doubs et ses environs immédiats situés en territoire jurassien sous la protection de l'Etat
451.321	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Bolleman et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
451.322	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de la Gruère et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
451.323	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Lucelle et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
451.324	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Plain de Saigne et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat

- 451.325 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang des Royes et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.331 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant la tourbière de la Chaux-des-Breuleux et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.341 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant une partie de la région dite "Le Cerneux", située sur le territoire de la commune de Courroux, sous la protection de l'Etat
- 451.351 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant les allées du Vorbourg, situées sur le territoire de la commune de Delémont, sous la protection de l'Etat
- 451.352 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant sept arbres à feuilles situés en territoire jurassien sous la protection de l'Etat
- 451.632 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le Fonds de la commission pour la protection de l'environnement

452 *Protection des sites et du paysage*

- 452.21 Arrêté du Gouvernement du 20 mars 2007 instituant une commission des paysages et des sites

455 *Protection des animaux*

- 455.1 Ordonnance du 28 mai 1985 portant exécution de la législation fédérale sur la protection des animaux

47 *Eglise*

471 *Rapports entre les Eglises et l'Etat*

- 471.1 Loi du 26 octobre 1978 concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat

474 *Impôts ecclésiastiques*

- 474.11 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les impôts ecclésiastiques

479 *Conventions*

- 479.11 Arrêté du Gouvernement du 21 octobre 1980 portant adhésion de la République et Canton du Jura aux conventions relatives à la circonscription et à l'organisation de l'Evêché de Bâle
- 479.13 Décret de promulgation de la Bulle papale du 11 août 1828

Loi sur l'école obligatoire³⁹⁾

du 20 décembre 1990

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 8, lettres d, e, h et j, 32 à 37 et 39 à 41 de la Constitution cantonale¹⁾,

vu l'arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire²⁾,

vu l'arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention scolaire romande⁴⁴⁾,⁴⁰⁾

arrête :

TITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ
d'application et
objet

Article premier ¹ La présente loi s'applique à l'école obligatoire.⁴¹⁾

² Elle a pour objet :

- a) les buts et la mission de l'école;
- b) la structure et le fonctionnement général de l'école;
- c) les droits et obligations des élèves et de leurs parents;
- d) le statut des enseignants;
- e) l'organisation locale de l'école;
- f) l'organisation et les tâches des autorités communales et cantonales;
- g) les services auxiliaires;
- h) le financement de l'école.

³ Elle constitue la loi de référence en matière d'instruction publique.

Mission de
l'école

Art. 2 ¹ L'école assume, solidairement avec la famille, l'éducation et l'instruction de l'enfant.

² Elle respecte la dignité, la personnalité et le développement de l'enfant.

³ Elle s'efforce de corriger l'inégalité des chances en matière de réussite scolaire.

Buts de l'école

Art. 3 Par les différents moyens à sa disposition, l'école :

- a) amène l'élève à maîtriser les connaissances fondamentales et à travailler de manière autonome;
- b) offre à l'enfant la possibilité de construire sa personnalité, de développer ses aptitudes intellectuelles, manuelles et physiques, d'éveiller sa sensibilité esthétique et spirituelle, d'exprimer sa créativité;
- c) prépare l'enfant à exercer activement son rôle dans la société;
- d) rend l'enfant conscient de son appartenance au monde qui l'entoure en développant en lui le sens de la fraternité, de la coopération et de la tolérance;
- e) familiarise l'enfant avec les langues étrangères et lui donne les moyens de développer sa connaissance de plusieurs d'entre elles.

Intégration des handicapés

Art. 4 ¹ L'école pourvoit à l'intégration des enfants handicapés dans une classe ordinaire, dans une classe de soutien ou dans une autre structure.

² L'intégration se fait en fonction de la nature du handicap et dans tous les cas où elle est bénéfique à l'enfant. Elle doit répondre aux besoins de ce dernier par les mesures diversifiées et graduées les moins restrictives pour lui, tout en garantissant la qualité de l'enseignement général.

Insertion des migrants

Art. 5 ¹ L'école favorise l'insertion des enfants de migrants tout en respectant l'identité culturelle.

² Une attention particulière est vouée à l'activité langagière des élèves de langue étrangère.

Scolarité obligatoire a) Principe

Art. 6 ⁴¹⁾ ¹ Tout enfant, quel que soit son statut, a accès à l'école.

² Les parents ont le droit et l'obligation d'envoyer leur enfant en âge de scolarité obligatoire dans une école publique. Demeure réservé le droit des parents de donner ou de faire donner un enseignement privé, conformément à la législation sur l'enseignement privé.

b) Degrés, durée

³ La scolarité obligatoire comprend deux degrés : le degré primaire, école enfantine incluse, qui dure en principe huit années, et le degré secondaire, qui dure en principe trois années.

⁴ Elle dure onze ans.

Age d'entrée à l'école

Art. 7 ⁴¹⁾ ¹ Tout enfant âgé de quatre ans révolus jusqu'au 31 juillet inclus entre à l'école obligatoire.

² Pour des motifs justifiés, le Service de l'enseignement peut accorder des dérogations individuelles. Au besoin, il requiert l'avis du psychologue scolaire.

Gratuité

Art. 8 ¹ Durant la scolarité obligatoire, la fréquentation de l'école publique est gratuite. ⁴¹⁾

² Lorsque la longueur ou le caractère particulièrement dangereux du trajet le justifient, les élèves bénéficient de transports gratuits. Le Gouvernement fixe les conditions de la reconnaissance et de la gratuité des transports.

³ Les moyens d'enseignement sont fournis gratuitement aux élèves. Les communes ou les écoles peuvent percevoir auprès des parents des contributions couvrant une partie des frais de certaines activités ou manifestations.

Lieu de fréquentation de l'école
a) En général

Art. 9 Les élèves fréquentent l'école du cercle scolaire de leur lieu de résidence habituelle.

b) Cas particuliers

Art. 10 ¹ Dans des cas particuliers, si l'intérêt de l'élève ou le bon fonctionnement de l'école le commandent, ou si cela est justifié par des motifs importants d'ordre familial pour l'élève, le Service de l'enseignement peut autoriser ou obliger ce dernier à fréquenter l'école d'un autre cercle scolaire. Le Service de l'enseignement statue après avoir pris l'avis des autorités scolaires des cercles scolaires concernés. ³²⁾

c) Participation aux frais scolaires

² Dans le cas où un élève fréquente un autre cercle scolaire que celui de son lieu de résidence, le cercle d'accueil peut exiger de la commune de résidence une participation équitable aux frais scolaires, les dépenses générales prévues à l'article 152, chiffre 3, demeurant exceptées. En cas de désaccord, le Département de l'Education (dénommé ci-après : "Département") tranche.

TITRE DEUXIEME : Structure de l'école

CHAPITRE PREMIER : Ecole enfantine

Buts particuliers **Art. 11** ¹ L'école obligatoire participe, durant les deux premières années, à l'intégration sociale de l'enfant; elle stimule son développement affectif, moteur et intellectuel; elle favorise ses facultés d'expression et de compréhension.^{[41\)](#)}

² Elle rend l'enfant mieux à même d'aborder les premiers apprentissages scolaires.

³ L'activité pédagogique durant ces deux premières années est essentiellement fondée sur le jeu; elle tient compte de l'âge et du développement de l'enfant.^{[41\)](#)}

Art. 12^{[42\)](#)}

CHAPITRE II : Ecole primaire

Buts particuliers **Art. 13** L'école primaire a pour but de faire acquérir à l'élève la maîtrise des outils fondamentaux du savoir. Elle le prépare à l'entrée dans le cycle secondaire.

Art. 14^{[42\)](#)}

Structure interne **Art. 15**^{[32\)](#)} ¹ Dans les classes du degré primaire, l'enseignement est dispensé, en principe par tranches de deux années scolaires, par un ou plusieurs enseignants.^{[41\)](#)}

² Lorsque l'enseignement est dispensé par plusieurs enseignants, la cohérence et la continuité de l'action pédagogique doivent être assurées.

Huitième année, orientation, observation **Art. 16**^{[41\)](#)} ¹ La huitième année a pour fonction particulière d'observer et d'orienter les élèves en vue des enseignements différenciés pratiqués à l'école secondaire.

² L'observation et l'évaluation objective des résultats et des aptitudes des élèves compléteront l'information donnée par les parents, les enseignants et les élèves. L'ensemble de ces moyens contribue à l'appréciation des élèves en vue du choix des enseignements différenciés de la neuvième année. Le Département arrête les modalités.

CHAPITRE III : Ecole secondaire

Buts particuliers **Art. 17** ¹ L'école secondaire consolide et développe les connaissances de base acquises par les élèves à l'école primaire, en fonction de leurs aptitudes, de leurs intérêts et de leurs projets de formation.

² Elle prépare les élèves en vue de la formation professionnelle ou d'études au niveau secondaire supérieur.

Art. 18⁴²⁾

Organisation pédagogique **Art. 19** ¹ Le programme de l'élève est défini en fonction de ses aptitudes, de ses intérêts et de ses projets de formation.

² L'enseignement est organisé de manière à favoriser l'orientation continue.

Structure interne
1. Principes **Art. 20** ¹ Le programme des classes de l'école secondaire comprend :

- a) un enseignement obligatoire commun;
- b) un enseignement séparé obligatoire donné sous forme de cours à niveaux et de cours à option;
- c) des cours facultatifs.

² L'élève a accès aux cours à niveaux et aux cours à option pour lesquels il a les aptitudes et les connaissances nécessaires.

2. Cours communs

Art. 21 L'enseignement en cours communs a pour but d'assurer la cohésion sociale des classes dans une perspective d'éducation générale et civique. Le programme obligatoire de chaque classe réserve aux cours communs une place suffisante et prend en compte les objectifs spécifiques des trois années de l'école secondaire.

3. Cours séparés **Art. 22** ¹ L'enseignement en cours séparés permet à l'élève de progresser dans les disciplines de base selon son rythme et ses aptitudes, et dans les disciplines à option selon ses goûts, ses aptitudes et ses aspirations.
- a) Cours à niveaux ² L'enseignement des disciplines de base comprend le français, la mathématique et l'allemand. Il est dispensé en cours à niveaux.
- b) Cours à option ³ L'enseignement des autres langues, des sciences naturelles et des sciences humaines peut être dispensé en cours à option séparés.
- ⁴ D'autres disciplines peuvent être dispensées en cours à option séparés.
4. Cours facultatifs **Art. 23** Des cours facultatifs sont offerts par les écoles, en supplément aux disciplines du programme obligatoire. Ils sont dispensés en principe sans distinction de niveaux.
- Application **Art. 24** Le Gouvernement édicte des dispositions générales sur :
- a) les modalités et les mesures propres à favoriser l'orientation;
 - b) l'organisation des cours à niveaux;
 - c) les conditions d'accès aux différents niveaux ainsi qu'aux cours à option.

CHAPITRE IV : Prolongation de la scolarité

- Principe **Art. 25**⁴¹⁾ L'élève dont l'orientation professionnelle n'est pas encore fixée, qui achève sa scolarité obligatoire en situation d'échec ou dont les résultats ne correspondent pas aux exigences requises en vue de la formation ultérieure choisie, peut accomplir une douzième, éventuellement une treizième année scolaire.
- Modalités **Art. 26**³²⁾⁴¹⁾ La prolongation de la scolarité est ouverte aux élèves qui veulent effectuer à l'école secondaire une douzième année en accomplissant le programme régulier de la onzième année de la scolarité obligatoire ou qui veulent suivre une douzième année linguistique conformément aux accords conclus en la matière ou qui veulent encore effectuer une douzième année en fréquentant des classes préparatoires rattachées au niveau secondaire II.

Art. 27⁴²⁾**CHAPITRE V : Mesures de pédagogie compensatoire**

But, généralités

Art. 28 ¹ Les mesures de pédagogie compensatoire ont pour but de donner une formation appropriée à l'élève qui ne peut acquérir les notions de base dans le cadre ordinaire. Elles contribuent à équilibrer la personnalité de l'élève et à développer en lui la faculté d'apprendre.⁴¹⁾

² Les mesures compensatoires comprennent notamment :

- a)⁴¹⁾ les classes de transition à l'école primaire (troisième année sur deux ans);
- b) l'enseignement d'appui;
- c) le soutien pédagogique ambulatoire;
- d) les classes de soutien.

³ Les enseignants chargés des mesures compensatoires reçoivent une formation spécifique.

Destinataires

Art. 29 ¹ Les mesures compensatoires sont destinées à tous les élèves soumis à la scolarité obligatoire.

² ...⁴²⁾

³ Les mesures compensatoires sont gratuites pour les élèves et leurs parents.

Classes de transition à l'école primaire

Art. 30 ¹ Les élèves présentant un retard dans leur développement et pour lesquels il paraît indiqué de ne pas différer l'entrée en troisième année peuvent être accueillis dans une classe de transition. Ils y accompliront le programme de la troisième année en deux ans.⁴¹⁾

² La fréquentation d'une classe de transition ne compte que pour une seule année scolaire.

Appui

Art. 31 ¹ L'enseignement d'appui aide l'élève qui connaît des difficultés passagères à suivre le programme scolaire.

² Il est dispensé à des petits groupes ou individuellement.

³ Il peut être inséré dans l'horaire régulier des classes.

Soutien
pédagogique
ambulatoire

Art. 32 ¹ Le soutien pédagogique ambulatoire est destiné à l'élève qui présente des difficultés scolaires globales.

² Il est dispensé individuellement ou à des petits groupes.

³ Il peut comprendre des mesures pédago-thérapeutiques qui recouvrent la logopédie, la psychomotricité, le service éducatif itinérant (SEI), le soutien et le conseil.³⁰⁾

Classes de
soutien

Art. 33 La classe de soutien reçoit l'élève qui ne peut pas suivre l'enseignement d'une classe primaire ou secondaire. Elle en favorise la réintégration dans une classe ordinaire dans les délais les plus brefs.

Enfants malades

Art. 34 Les enfants hospitalisés ou en convalescence à domicile pour une longue période reçoivent un enseignement adapté aux circonstances.

Décision d'octroi
des mesures de
pédagogie
compensatoire

Art. 35 ¹ Le Service de l'enseignement décide de l'octroi des mesures de pédagogie compensatoire. Il tient compte de l'avis des enseignants concernés, des parents, du psychologue scolaire et du conseiller pédagogique; il peut requérir d'autres avis. Il peut déléguer sa compétence au directeur en ce qui concerne l'enseignement d'appui.

² Les enseignants concernés collaborent à l'accomplissement des mesures compensatoires.

³ Aucune mesure compensatoire ne peut être dispensée sans l'accord des parents, sauf si leur refus est préjudiciable aux intérêts manifestes de l'enfant.

Application

Art. 36 ¹ Le Gouvernement précise les modalités de la formation des enseignants et de la mise en oeuvre des mesures de pédagogie compensatoire.

² Il définit les caractéristiques des classes de soutien et les obligations des communes en la matière.

³ Il arrête les modalités et le financement des interventions spécialisées (art. 32, al. 3).

⁴ Il précise, en cas de besoin, la collaboration entre les autorités scolaires chargées des mesures compensatoires et le Centre médico-psychologique.

CHAPITRE VI : Institutions spécialisées

Principe

Art. 37 ¹ Les enfants qui, en raison de leur handicap, ne sont pas en mesure de bénéficier de la scolarité obligatoire dans les institutions décrites aux articles 11 à 36 reçoivent, dans des institutions d'éducation spécialisée, publiques ou privées, les soins, l'éducation et la formation adaptés à leurs besoins.

² L'Etat et les communes favorisent l'activité des institutions d'éducation spécialisée de statut privé. Au besoin, ils créent ou reprennent de telles institutions. L'Etat peut établir des conventions avec d'autres cantons ou des institutions extérieures.

Responsabilité de la commission

Art. 38 La commission d'école veille à ce que le représentant légal de l'enfant prenne les mesures nécessaires en temps utile.

Rattachement et surveillance

Art. 39 ¹ Les institutions de statut privé sont soumises à l'autorisation et à la surveillance du Département.

² Le Gouvernement arrête les qualifications que doit posséder le personnel d'éducation et d'enseignement des institutions spécialisées.

Financement

Art. 40 ¹ L'Etat et les communes participent au financement des institutions d'éducation spécialisée, les contributions fédérales demeurant réservées.

² Les frais d'exploitation des institutions d'éducation spécialisée, notamment les dépenses d'exploitation et les dépenses dites générales au sens de l'article 152, chiffres 2 et 3, sont financés au moyen d'une enveloppe fixée périodiquement par le Gouvernement. [28\)](#)

³ Aucune allocation au-delà de l'enveloppe n'est due aux institutions d'éducation spécialisée, sous réserve d'une prise en charge des dépenses d'investissement au sens de l'article 152, chiffre 1. [29\)](#)

CHAPITRE VII : Continuité pédagogique

Principe **Art. 41**⁴¹⁾ ¹ La continuité et la cohérence de l'action pédagogique et éducative de l'école sont assurées durant la scolarité obligatoire.

² Le Département veille à la transition harmonieuse entre le degré primaire et le degré secondaire, et entre ce dernier et les formations postobligatoires. Il prend les mesures nécessaires à cet effet, notamment par la conception des plans d'études et par la fixation des options méthodologiques générales.

TITRE TROISIEME : Fonctionnement général de l'école

CHAPITRE PREMIER : Locaux et installations scolaires

Tâches des communes **Art. 42** ¹ Les communes sont tenues de mettre à disposition les locaux et installations nécessaires à l'enseignement; elles les aménagent, les équipent, les entretiennent et en assurent la gestion courante.

² Le Gouvernement fixe les exigences générales en matière de locaux et d'installations scolaires. Le Département définit le détail.

Utilisation **Art. 43** ¹ Les locaux et installations scolaires sont réservés en priorité à l'enseignement.

² En dehors des besoins de l'enseignement, les communes autorisent d'autres utilisations d'intérêt public, notamment culturelles, éducatives et sportives à l'exclusion d'activités susceptibles de nuire à l'usage prioritaire de ces locaux et installations.

³ La garde armée est interdite aux abords des locaux et installations scolaires.

Droit d'expropriation **Art. 44** Les communes sont autorisées à exproprier les biens-fonds et les droits nécessaires en vue de la construction et de l'exploitation rationnelle des locaux et installations scolaires.

Participation et tâches de l'Etat **Art. 45** ¹ L'emplacement, les plans et les devis de construction ou de transformation des locaux et installations scolaires sont soumis à l'approbation préalable du Département.

² L'Etat participe par des subventions aux frais de construction, de transformation et d'équipement initial.

³ Le Parlement fixe par décret les principes et les procédures d'octroi de ces subventions.

CHAPITRE II : Organisation de l'année scolaire

Année scolaire **Art. 46** ¹ L'année scolaire administrative commence le 1^{er} août et finit le 31 juillet.

² L'année scolaire comprend trente-neuf semaines d'enseignement.

³ La rentrée des classes a lieu, en principe, le premier lundi qui suit le 15 août.

Vacances scolaires **Art. 47** Le Gouvernement fixe les dates des vacances scolaires sur proposition du Département.

Horaire hebdomadaire et congés spéciaux **Art. 48**³²⁾ ¹ Le Gouvernement édicte des dispositions sur le nombre de leçons hebdomadaires, sur la durée de celles-ci, sur l'organisation de l'enseignement ainsi que sur l'octroi de congés spéciaux à des écoles, à des classes ou à des élèves.

² Il favorise l'harmonisation des horaires scolaires des élèves entre les classes et les degrés.

³ En concertation avec les communes et les autorités scolaires locales concernées, il peut autoriser la mise en place d'une organisation de l'école obligatoire selon le principe de la journée à horaire continu.⁴³⁾

⁴ Conformément aux dispositions fixées dans la loi sur l'action sociale⁴⁵⁾, une participation financière des parents est requise pour les frais de repas et de garde.⁴³⁾

CHAPITRE III : Effectif, ouverture et fermeture des classes

Renvoi **Art. 49** ¹ Le Gouvernement édicte des dispositions sur l'effectif, l'ouverture et la fermeture des écoles et des classes.

Ouverture et
fermeture

² Le Département peut inviter une commune, lorsque les circonstances l'exigent, à ouvrir ou fermer une classe. Il ordonne de telles mesures si la commune ne donne pas suite à cette invitation.

³ Le nombre des classes d'une école ne peut être modifié qu'avec l'autorisation du Département.

⁴ Une école ne peut être supprimée qu'avec le consentement de la commune.

CHAPITRE IV : Plans d'études

Plans d'études et
moyens
d'enseignement

Art. 50⁴¹⁾ ¹ Le Département arrête les plans d'études. Il y fixe les objectifs d'apprentissage et le programme d'enseignement de chaque discipline ainsi que le temps qui leur est consacré.

² Les plans d'études sont publiés.

³ Le Département détermine la liste des moyens d'enseignement obligatoires.

⁴ Il édicte des directives concernant l'utilisation des moyens d'enseignement.

Modifications

Art. 51 Pour la mise à jour des programmes, l'élaboration ou le choix de moyens d'enseignement, le Département crée des commissions formées d'enseignants du niveau concerné ainsi que d'enseignants d'autres niveaux susceptibles d'être touchés par d'éventuelles modifications. Des experts peuvent être associés aux travaux de la commission.

Contenus
généraux

Art. 52⁴¹⁾ ¹ Les domaines généraux de formation ainsi que les disciplines enseignées sont définies aux articles 3 et 4 de l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire²⁾.

² Les objectifs et les programmes d'enseignement sont définis dans le plan d'études romand.

³ Le Département peut modifier les proportions respectives des domaines et des disciplines concernés dans les limites fixées à l'article 8, alinéa 1, lettre b, de la convention scolaire romande⁴⁴⁾.

⁴ Les objectifs et les programmes d'enseignement réalisent, sur l'ensemble de la scolarité, un équilibre entre les disciplines qui conduisent au développement intellectuel, physique, esthétique et social.

Enseignement
biblique et
religieux
a) dans le cadre
scolaire

Art. 53³²⁾ Un enseignement de l'histoire des religions, avec un accent particulier sur l'histoire du christianisme, est dispensé aux élèves de la scolarité obligatoire, à titre de discipline spécifique ou dans le cadre des disciplines ressortissant aux domaines des sciences humaines.

b) hors du cadre
scolaire

Art. 54 ¹ L'enseignement religieux et catéchétique dispensé par les Eglises ne fait pas partie du programme scolaire. Il peut toutefois avoir lieu dans les locaux que les écoles publiques mettent gratuitement à disposition en dehors des leçons. En cas de contestation, le Département tranche.

² D'entente avec les Eglises reconnues, le Département peut arrêter des prescriptions accordant jusqu'à l'équivalent de cinq journées de congé en cours de scolarité obligatoire aux fins de cet enseignement. Dans la mesure du possible, ces congés sont coordonnés sur le plan local.

Education
intellectuelle

Art. 55 L'éducation intellectuelle est réalisée par l'enseignement de la langue maternelle, des langues étrangères, de la mathématique, des sciences humaines, des sciences de la nature et des sciences techniques.

Education
physique et
artistique

Art. 56 ¹ L'éducation physique et l'éducation artistique contribuent à l'épanouissement équilibré de la personnalité de l'enfant en en développant les possibilités motrices, sensorielles, la créativité et l'habileté manuelle.

² L'éducation physique et l'éducation artistique font partie intégrante du programme de chaque classe.

³ Le Service de l'enseignement peut aménager le programme scolaire des élèves qui ont atteint un haut niveau d'excellence dans ces domaines.³²⁾

Organisation
particulière pour
sportifs et
artistes de haut
niveau

Art. 56a³³⁾ ¹ En accord avec les autorités scolaires locales, le Département met en place dans certaines écoles secondaires, conformément aux directives du Gouvernement, une organisation particulière de l'enseignement destinée à des élèves sportifs ou artistes reconnus de haut niveau.

² Lorsque la fréquentation d'une telle organisation engendre des frais particuliers, une contribution peut être exigée des parents.

a) Education physique

Art. 57 ¹ L'éducation physique contribue à la santé des élèves.

² L'Etat encourage la pratique du sport scolaire facultatif.

b) Education artistique

Art. 58 L'éducation artistique développe le sens esthétique des élèves et leurs capacités créatrices dans divers modes et matériaux d'expression.

c) Education sexuelle

Art. 59 ¹ L'école participe à l'éducation sexuelle des enfants. A plusieurs stades de la scolarité obligatoire, les élèves reçoivent une information sur la sexualité.

² Les parents peuvent, sans indication de motifs, déclarer par écrit que leur enfant ne suivra pas cet enseignement.

d) Education à la santé

Art. 60 ¹ L'éducation à la santé s'efforce de promouvoir un comportement sain; elle incite chacun à assumer sa responsabilité personnelle; elle sensibilisera les élèves aux menaces qui pèsent sur leur santé.

² L'école collabore avec les organes responsables de la santé, avec le médecin et l'infirmière scolaires, avec la clinique dentaire scolaire ambulante ainsi qu'avec d'autres personnes ou organisations spécialisées. ³²⁾

³ Elle participe à des forums de santé, organisés par le Service de la santé et réunissant pour chaque école ou groupe d'écoles les divers interlocuteurs concernés. Ceux-ci veillent au développement d'une politique cohérente en matière de promotion de la santé et d'éducation à la santé. ³³⁾

Education générale et sociale

Art. 61 ¹ Les programmes scolaires comprennent des éléments d'information et d'éducation ayant pour but d'initier les élèves à la vie sociale.

² Le Département définit l'intégration de ces éléments dans les plans d'études obligatoires.

³ L'école peut faire appel à des intervenants extérieurs.

Préparation au
choix d'une
profession

Art. 62 L'école secondaire assure aux élèves une information sur les professions; elle les encourage à accomplir des stages d'orientation professionnelle. Les articles 133 et 134 précisent les modalités de cette information.

CHAPITRE V : Activités culturelles et sociales de l'école

Activités
culturelles

Art. 63 ¹ Les écoles encouragent les élèves à prendre part aux activités culturelles locales et régionales.

² Le Service de l'enseignement favorise la création et l'animation culturelle dans les écoles.

Bibliothèques
scolaires et de la
jeunesse

Art. 64 ¹ L'Etat encourage la lecture; il participe au financement des bibliothèques et des centres de documentation scolaires ainsi qu'à celui des bibliothèques des jeunes.

² L'Etat participe aussi au financement des ludothèques.

³ Le Gouvernement arrête les modalités d'application et coordonne l'activité des services.

Activités sociales

Art. 65 Dans le but de favoriser l'insertion de l'école dans le milieu local et de contribuer à l'éducation générale des élèves, les établissements scolaires et les classes participent à des activités de caractère social.

CHAPITRE VI : Participation à la formation et au perfectionnement des enseignants

Principe, renvoi

Art. 66^{[32\)](#)} ¹ La Haute école pédagogique BEJUNE peut placer ses étudiants en stage dans les classes des enseignants agréés par le Service de l'enseignement comme formateurs en établissement. Les autorités scolaires locales et le Service de l'enseignement sont informés régulièrement sur l'organisation des stages.

² Les autorités scolaires locales accordent les congés nécessaires à l'exercice de leur activité aux enseignants sollicités par le Département ou par la Haute école pédagogique BEJUNE pour des tâches de formation et de perfectionnement.

³ Avec l'accord préalable du Département ou sur mandat de ce dernier, la Haute école pédagogique BEJUNE peut conduire des projets de recherche dans les classes jurassiennes.

⁴ Le Département arrête les dispositions d'application nécessaires.

TITRE QUATRIEME : Parents et élèves

CHAPITRE PREMIER : Parents

Principes **Art. 67** ¹ Les parents sont les premiers responsables de l'éducation et de l'instruction de leur enfant.

² Les parents et les enseignants, compte tenu de leur rôle respectif, collaborent à l'éducation et à l'instruction des élèves.

Définition **Art. 68** Sont considérées comme parents au sens de la présente loi les personnes qui exercent, directement ou par représentation, l'autorité parentale à l'égard d'un élève.

Droits individuels des parents **Art. 69** ¹ Les parents sont entendus préalablement à toute décision affectant la carrière scolaire de leur enfant.

² Ils sont régulièrement informés par les autorités scolaires locales, les directeurs et les enseignants sur les résultats scolaires de leur enfant ainsi que sur la marche de l'école.

³ Ils sont invités, une fois par année au moins, à une réunion de classe. A leur demande, cette réunion est complétée par un contact personnel avec l'enseignant.

Participation, consultation collectives des parents **Art. 70** ¹ Les parents sont représentés au Conseil scolaire et dans les commissions scolaires.

² Les parents sont consultés, directement ou par l'intermédiaire de leurs associations, sur les projets de loi ou de règlement qui présentent pour eux un intérêt particulier.

Tâches du
Département

Art. 71 Le Département favorise la collaboration entre l'école et les parents. Il veille à l'information régulière de ces derniers sur les mesures adoptées par le Canton concernant l'école.

Devoirs des
parents

Art. 72 ¹ Les parents veillent à ce que leur enfant ne fréquente l'école qu'en bon état de santé. Ils s'assurent, notamment, qu'il dispose d'un repos suffisant.

² Les parents respectent l'autorité de l'enseignant; ils collaborent avec lui si les circonstances l'exigent. Ils informent en outre l'enseignant de tout événement important susceptible de perturber le travail scolaire.

Violation des
obligations
scolaires

Art. 73 ¹ Tout parent d'un enfant en âge de scolarité obligatoire qui, de manière intentionnelle ou par négligence, contrevient à l'obligation de l'envoyer dans une école publique ou privée ou de lui faire dispenser, à domicile, un enseignement, est puni d'amende.

² La commission d'école contrôle l'accomplissement des obligations scolaires et, le cas échéant, prononce l'amende.

CHAPITRE II : Elèves

SECTION 1 : Généralités

Droits
a) En général

Art. 74 ¹ L'élève a droit au respect de sa personnalité.

² Toute mesure, intervention ou parole attentatoires à sa dignité et à son honneur sont prohibées.

³ Il bénéficie de la liberté d'opinion, d'expression et de pensée. Il en fait l'apprentissage pendant sa vie scolaire.

⁴ Il a également le droit d'être entendu sur tout objet qui le concerne.

- b) En particulier **Art. 75** ¹ L'élève a le droit de recevoir un enseignement qui correspond à son âge et à ses aptitudes.
- ² Les mêmes possibilités de formation sont offertes aux filles et aux garçons.
- ³ L'école aide l'élève en difficulté par des mesures appropriées.
- Obligations **Art. 76** ¹ L'élève doit à ses enseignants respect et considération.
- ² L'élève est tenu de se rendre en classe régulièrement et de suivre les instructions que les enseignants et les autorités scolaires lui donnent dans les limites de leurs compétences.
- Santé des élèves **Art. 77** ¹ Les enseignants et les autorités scolaires locales signalent aux parents les troubles de santé et de comportement des élèves; ils peuvent faire appel aux services auxiliaires (art. 127 à 137).
- ² Si les parents n'y remédient pas eux-mêmes ou sont hors d'état de le faire, les enseignants et les autorités scolaires dénoncent à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte les menaces qui pèsent sur le développement et la santé des élèves.⁴⁶⁾
- ³ Les autorités scolaires veillent à ce que les locaux scolaires soient salubres, adaptés aux enfants et répondent aux normes usuelles de sécurité.
- Assurance des élèves **Art. 78** ¹ Les élèves sont assurés contre les accidents scolaires par les soins des communes.
- ² Le Gouvernement arrête les conditions minimales.
- Protection du domaine privé **Art. 79** ¹ Il est interdit aux enseignants, aux membres des autorités scolaires et au personnel des services auxiliaires de divulguer à des tiers non autorisés des informations qu'ils ont reçues dans l'exercice de leurs fonctions sur des faits relevant du domaine privé des élèves ou de leurs proches.

² La création de banques de données n'est autorisée que pour assurer le suivi de la carrière scolaire des élèves ou pour des motifs liés à la gestion des écoles, dans le respect strict de la législation en matière de protection des données. Le Gouvernement arrête, par voie d'ordonnance, la réglementation portant en particulier sur le contenu des banques de données, sur leurs modalités d'accès et sur la transmission des données.^{[33\)](#)}

SECTION 2 : Carrière scolaire

Evaluation du travail scolaire

Art. 80 ¹ Le travail scolaire est l'objet d'une évaluation périodique communiquée à l'élève et à ses parents.

² Le Département fixe les méthodes d'évaluation et la forme de la communication. Il définit les cas dans lesquels des règles d'évaluation particulières peuvent s'appliquer.^{[32\)](#)}

³ Il met à la disposition des enseignants des épreuves de référence en vue de vérifier l'atteinte des objectifs du plan d'études, de situer la progression des élèves et d'adapter leur enseignement aux besoins identifiés. Il en précise les modalités d'utilisation.^{[43\)](#)}

⁴ Les résultats permettent au Département de recueillir des données utiles au pilotage de l'enseignement et, au besoin, de prendre des mesures d'ajustement.^{[43\)](#)}

Passage d'une classe à l'autre

Art. 81 ¹ Le travail scolaire, les aptitudes, l'âge de l'élève et l'avis des parents déterminent le passage d'une classe à une autre, de l'école primaire à l'école secondaire, du niveau d'un cours à un autre niveau.

² ...^{[22\)](#)}

³ Le placement dans une classe de soutien est déterminé conformément à l'article 35.

⁴ Le Gouvernement désigne l'instance compétente et fixe les conditions et les procédures de promotion et d'orientation des élèves.^{[23\)](#)}

SECTION 3 : Sanctions disciplinaires

Principe

Art. 82 ¹ L'élève qui, de propos délibéré, viole une disposition légale, ne se conforme pas aux instructions des enseignants ou des autorités scolaires, ou perturbe l'enseignement, est passible de sanctions disciplinaires.

² Les sanctions disciplinaires doivent avoir un caractère éducatif; elles respectent la dignité et l'intégrité physique de l'enfant.

Sanctions

Art. 83 ¹ Les élèves des degrés primaire et secondaire sont passibles des sanctions suivantes :

- a) travaux particuliers;
- b) retenues;
- c) exclusion temporaire, assortie de travaux à domicile, prononcée par la commission d'école;
- d) ³²⁾ transfert dans un autre établissement prononcé par le Département;
- e) ³³⁾ exclusion définitive ou scolarisation dans une institution prononcées par le Département; ces sanctions sont assorties de mesures éducatives adéquates; le placement en internat nécessite l'accord des parents.

^{1bis} L'exclusion définitive, au sens de la lettre e, ne peut être prononcée que pour les élèves accomplissant une prolongation de leur scolarité (art. 25 et ss). ³³⁾

² A l'exclusion des travaux particuliers, les sanctions disciplinaires sont communiquées aux parents par écrit. ³²⁾

³ Le Gouvernement précise les modalités.

TITRE CINQUIEME : Autorisation d'enseigner ³⁷⁾

CHAPITRE PREMIER : Eligibilité et nomination

Art. 84 à 89 ³⁸⁾

Autorisation
d'enseigner
a) Principes

Art. 89a³³⁾ ¹ Lors de la ratification de sa nomination par le Département, l'enseignant est mis au bénéfice d'une autorisation d'enseigner valable sur le territoire cantonal pour une durée indéterminée.

² Pour les enseignants engagés par contrat de droit administratif, l'autorisation d'enseigner est délivrée lors de la conclusion du contrat.

³ L'autorisation d'enseigner prend fin lorsque son bénéficiaire cesse toute activité d'enseignement sur le territoire cantonal ou à l'échéance de son contrat.

⁴ L'autorisation d'enseigner prend également fin en cas de retrait conformément à l'article 89b.

⁵ Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les modalités relatives à l'octroi de l'autorisation d'enseigner.

b) Retrait de
l'autorisation

Art. 89b³³⁾ ¹ L'autorisation d'enseigner peut être retirée temporairement ou définitivement par le Département lorsque :

- a) l'intéressé a commis des actes incompatibles avec la fonction d'enseignant ou susceptibles de porter gravement atteinte à la considération de l'établissement;
- b) lorsqu'en raison d'alcoolisme, de toxicomanie ou d'autres troubles psychiques, l'intéressé n'est plus en mesure de remplir correctement sa fonction d'enseignant.

² Le retrait temporaire ou définitif de l'autorisation peut être prononcé indépendamment de toute procédure pénale. Il est prononcé suite à une sanction disciplinaire, à la résiliation des rapports de service ou à une démission, lorsque ces actes résultent d'un motif mentionné à l'alinéa 1.

³ Le retrait de l'autorisation d'enseigner est communiqué à la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'Instruction publique, conformément aux principes définis par cette dernière.

c) Fin du retrait

Art. 89c³³⁾ Lorsque la cause qui a justifié le retrait de l'autorisation d'enseigner a cessé d'exister, la décision de retrait doit être rapportée. La Conférence suisse des directeurs de l'Instruction publique en est informée sans délai.

CHAPITRE II : Situation de l'enseignant**Art. 90 à 92**^{[38\)](#)}**CHAPITRE III : Devoirs de l'enseignant****Art. 93 à 95**^{[38\)](#)}**CHAPITRE IV : Droits des enseignants****Art. 96 à 101**^{[38\)](#)}**CHAPITRE V : Résiliation des rapports de service****Art. 102 à 104**^{[38\)](#)}**CHAPITRE VI : Droit supplétif****Art. 105**^{[38\)](#)}**TITRE SIXIEME : Organisation locale de l'école****CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

Tâches des
communes

Art. 106^{[41\)](#)} Les communes pourvoient à ce que tout enfant reçoive l'instruction scolaire. Dans cette tâche, elles peuvent collaborer notamment en concluant une entente intercommunale ou en constituant un syndicat de communes.

Cercle scolaire
a) Définition

Art. 107^{[41\)](#)} ¹ Le cercle scolaire est la délimitation territoriale (arrondissement) établie pour la création et la gestion d'une école du degré primaire ou d'une école du degré secondaire.

² Chaque commune forme en principe un cercle de degré primaire. Toutefois, si les effectifs sont insuffisants ou si les conditions locales le commandent, le cercle de degré primaire comprend tout ou partie du territoire d'une ou de plusieurs communes.

³ Le cercle de degré secondaire comprend un territoire qui permet la création et le fonctionnement d'une école secondaire complète.

b) Délimitation **Art. 108** ¹ Les communes délimitent les cercles scolaires. Toutefois, si l'intérêt de l'école l'exige, le Département peut délimiter lui-même les cercles scolaires après avoir entendu les communes intéressées.

² Les classes de soutien créées en vertu de l'article 33 sont rattachées, selon le degré de scolarité, à un cercle scolaire primaire ou secondaire.

³ ... [42\)](#)

c) Tâches du cercle scolaire **Art. 109** ¹ Les autorités du cercle scolaire veillent au bon fonctionnement de l'école dont elles assument la responsabilité.

² Dans leur activité de gestion, elles doivent notamment :

- a) édicter un règlement scolaire local;
- b) acquérir, construire ou louer des locaux scolaires adéquats et les entretenir;
- c) fournir aux enseignants et aux élèves le matériel scolaire nécessaire;
- d) pourvoir au transport des élèves;
- e) créer et entretenir une bibliothèque/centre de documentation scolaire ou assurer l'accès régulier des élèves à un tel service.

CHAPITRE II : Organes de gestion

Ecole communale **Art. 110** Lorsque le cercle scolaire est constitué d'une seule commune, la gestion de l'école relève :

- a) de l'assemblée communale ou du conseil général;
- b) du conseil communal;
- c) de la commission d'école composée de cinq à quinze membres nommés selon les dispositions communales pour une période administrative;
- d) du directeur de l'école.

Ecole
intercommunale

Art. 111 Lorsque les communes d'un cercle scolaire concluent une entente intercommunale, la gestion de l'école relève :

- a) des assemblées communales ou des conseils généraux;
- b) des conseils communaux;
- c) de la commission d'école composée de sept à quinze membres nommés selon les statuts à raison d'au moins un représentant par commune;
- d) du directeur de l'école.

Syndicat de
communes

Art. 112 Lorsque les communes d'un cercle scolaire sont organisées en syndicat, la gestion de l'école relève :

- a) de l'assemblée des délégués composée de quinze membres au moins et dans tous les cas d'un représentant par commune;
- b) du comité composé de trois membres au moins;
- c) de la commission d'école composée de sept à quinze membres nommés selon les statuts et répartis entre les communes;
- d) du directeur de l'école.

Art. 113^{[42\)](#)}

Cercle de degré
secondaire

Art. 114 ¹ Les communes d'un cercle de degré secondaire s'organisent en un syndicat de communes conformément à l'article 112.

² Les membres de la commission d'école sont désignés par l'assemblée des délégués.^{[23\)](#)}

³ Pour autant que l'organisation de l'enseignement le permette, les statuts peuvent prévoir la création de plusieurs écoles dans un même cercle de degré secondaire.

Droit réservé

Art. 115 Pour tous les cas où la présente loi n'en dispose pas autrement, les dispositions de la législation sur les communes s'appliquent.

CHAPITRE III : Commission d'école

Autorité de
surveillance

Art. 116 La commission d'école est l'autorité de surveillance directe de l'école.

Fonction
consultative

Art. 117 ¹ La commission d'école est l'organe consultatif des autorités dont elle dépend. Celles-ci sont tenues de la consulter dans les affaires scolaires.

² La commission rend compte de sa gestion.

³ Elle a le droit d'émettre des propositions.

Fonction
exécutive

Art. 118 ¹ La commission d'école exerce notamment les attributions suivantes :

- a) elle nomme les enseignants;
- b) elle surveille le fonctionnement de l'école;
- c) elle propose le règlement scolaire local;
- d) elle expédie les affaires courantes;
- e) elle organise les transports scolaires;
- f) elle veille à la collaboration entre l'école et les parents;
- g) elle entretient des relations avec les associations de parents d'élèves là où elles sont organisées sur le plan local.

² Des compétences financières peuvent être déléguées à la commission d'école.

Conciliation

Art. 119 ¹ La commission d'école s'efforce d'aplanir les difficultés qui peuvent surgir entre élèves, parents et enseignants.

² De son propre chef ou sur la proposition de parents, elle peut solliciter l'intervention du conseiller pédagogique auprès d'un enseignant.

Voix consultative
et droit d'être
entendu

Art. 120 ¹ Le directeur, les représentants des enseignants et des parents participent aux séances de la commission d'école avec voix consultative.

² Le Gouvernement arrête les règles et modalités de désignation des représentants des enseignants et des représentants des parents.

³ Les représentants des enseignants et ceux des parents ne participent pas aux délibérations qui concernent l'engagement ou le statut d'un enseignant.

⁴ Tout enseignant a le droit d'être entendu par la commission d'école sur des objets qui le concernent personnellement.

⁵ Un représentant du Service de l'enseignement peut assister aux séances de la commission avec voix consultative.^{[23\)](#)}

CHAPITRE IV : Directeur

Statut

Art. 121 ¹ Le cercle scolaire est dirigé par un directeur.

² Le directeur est un enseignant nommé, à la suite d'une mise au concours, par la commission d'école qui a préalablement entendu le collège des enseignants. Cette nomination est soumise à la ratification du Département.

³ Le directeur est subordonné au Département en matière d'éducation et d'enseignement et à la commission d'école dans la mesure des attributions de cette commission.

⁴ Il est soumis à un complément de formation.

Tâches

Art. 122 ¹ Le directeur est responsable du fonctionnement interne de l'école. Il en coordonne et anime l'activité. Dans le cadre de cette responsabilité, les enseignants lui sont subordonnés.

² Il surveille l'activité pédagogique des remplaçants et des enseignants qui ne sont pas au bénéfice d'une nomination.

³ Il représente l'école à l'extérieur et auprès des autorités.

Renvoi

Art. 123 Le Gouvernement précise les droits et les devoirs des directeurs. Il en règle en particulier la rétribution, la diminution du temps d'enseignement et l'appui administratif.

CHAPITRE V : Médiateur et autres fonctions

Médiateur

Art. 124 ¹ Dans un cercle scolaire, des tâches de médiation peuvent être confiées à des enseignants.

² Le médiateur scolaire a notamment pour tâche d'entendre, de conseiller et d'aider les élèves qui éprouvent des difficultés personnelles, entre autres celles de l'adolescence.

Autres organes
et fonctions

Art. 125 Selon les dimensions et les particularités du cercle scolaire, des tâches d'administration peuvent être confiées à des enseignants.

Renvoi

Art. 126 Le Gouvernement définit le cadre et les conditions d'exercice de ces tâches, ainsi que les modalités de rétribution.

TITRE SEPTIEME : Services auxiliaires

CHAPITRE PREMIER : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire

SECTION 1 : Généralités

Mission générale

Art. 127 Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire (dénommé ci-après : "Centre") est une unité administrative de l'Etat. Il exerce ses tâches dans les deux secteurs suivants :

- a) psychologie scolaire, information et conseil en matière d'éducation;
- b) orientation scolaire et professionnelle, notamment en application des articles 2 à 4 de la loi fédérale sur la formation professionnelle.⁷¹

Accès aux
prestations

Art. 128 ¹ Les prestations individuelles du Centre sont accessibles gratuitement à toute la population et, en particulier, aux élèves des établissements scolaires reconnus.

² Le Gouvernement prend toute disposition apte à garantir cet accès, notamment par une organisation décentralisée des prestations.

Secret
professionnel

Art. 129 Les actes et résultats des consultations du Centre ne peuvent en aucun cas être communiqués à des tiers sans l'autorisation expresse de la personne concernée ou de son représentant légal.

Renvoi

Art. 130 Les modalités de collaboration du Centre avec les diverses instances concernées par ses activités sont définies par le Gouvernement.

SECTION 2 : Psychologie scolaire

Tâches	Art. 131 En matière de psychologie scolaire, le Centre assume en particulier les tâches suivantes :
1. Dépistage	a) ⁴¹⁾ dépistage durant la scolarité, avec un accent porté sur les deux premières années, des élèves qui présentent un retard dans leur développement, des troubles moteurs, sensoriels ou de langage;
2. Examen	b) examen des élèves en difficulté scolaire, présentant des troubles du comportement et susceptibles d'appui, de soutien pédagogique ou de placement en classe de soutien;
3. Conseils éducatifs	c) soutien psychologique et conseils aux parents et aux enseignants des élèves qui ont besoin de mesures éducatives particulières.

Modalités	Art. 132 ¹ Dans l'exercice de sa tâche, le psychologue scolaire collabore avec les parents, les enseignants et le médecin scolaire.
-----------	---

² Il informe les parents de toute intervention directe auprès de leur enfant et requiert leur assentiment.

³ Il oriente vers les services publics et privés spécialisés les enfants dont les difficultés paraissent relever d'une maladie psychique ou exiger un examen ou un traitement pédopsychiatrique.

⁴ Il est associé au suivi des mesures pédagogiques décidées et informé du déroulement général des traitements thérapeutiques, si ceux-ci ont des incidences scolaires.

SECTION 3 : Orientation scolaire et professionnelle

Tâches	Art. 133 En matière d'orientation scolaire et professionnelle, le Centre assume en particulier les tâches suivantes :
1. Orientation scolaire	a) il est au service des élèves et de leurs parents pour les aider à opérer les choix scolaires opportuns compte tenu de leurs aspirations, intérêts et résultats;
	b) il collabore avec les enseignants et les conseils de classes en vue de toute mesure d'orientation scolaire;
2. Information sur les professions	c) il est au service des élèves et des adultes pour les aider, par une information générale et par des consultations individuelles, à choisir leur profession et leurs études ainsi que pour les renseigner sur les carrières de leur choix;

- | | |
|--------------------------------|--|
| 3. Aide au choix professionnel | d) dans le cadre scolaire et en collaboration avec les enseignants, il aide au choix professionnel, notamment en dispensant une information sur les voies de formation et sur les professions; |
| 4. Service de documentation | e) il gère un service de documentation et collabore avec les services analogues d'autres cantons; |
| 5. Stages d'orientation | f) en collaboration avec les milieux économiques, il organise à l'intention des élèves des stages d'orientation dans les entreprises et les services; ces stages peuvent se dérouler partiellement durant le temps scolaire; le Département précise les modalités. |

Modalités d'action **Art. 134** ¹ Les mesures d'orientation scolaire et professionnelle, l'information sur les professions et les voies de formation sont objectives et préservent la liberté de choix des personnes concernées.

² L'orientation des élèves est assurée avec la collaboration des parents et de l'école.

³ Les consultations individuelles doivent en principe permettre aux personnes qui y ont recours de prendre, en connaissance de cause et de leur propre chef, une décision correspondant à leurs aptitudes et à leurs intérêts.

⁴ Sur demande, le Centre peut aider à traduire dans les faits une décision scolaire et professionnelle.

CHAPITRE II : Service médical scolaire et service dentaire scolaire

Mission **Art. 135** En collaboration avec les communes, l'Etat organise le service médical scolaire et le service dentaire scolaire. Ces deux services veillent à la santé des élèves. Ils sont chargés notamment de l'information et de la prophylaxie.

Rattachement **Art. 136** Le service médical scolaire et le service dentaire scolaire relèvent du Département de la Santé et des Affaires sociales. Ils sont rattachés au Service de la santé. Pour toute mesure engageant les enseignants ou les autorités scolaires locales, le Service de la santé collabore avec le Service de l'enseignement.

Renvoi **Art. 137** ¹ Le Parlement règle l'organisation et le financement du service dentaire scolaire. Le Gouvernement organise le service médical scolaire.

² Les droits et l'information des parents sont garantis.

CHAPITRE III : Devoirs surveillés

Principes

Art. 138²³⁾ ¹ Les devoirs surveillés offrent aux élèves la possibilité d'effectuer tout ou partie de leurs devoirs scolaires à l'école avec l'aide d'une personne qualifiée, en principe d'un enseignant.

² Les écoles organisent les devoirs surveillés selon les besoins, dans le cadre des directives du Département.

³ La fréquentation des devoirs surveillés est gratuite. Les élèves ont l'obligation de fréquenter les prestations de devoirs surveillés auxquelles ils sont inscrits.

Permanences

Art. 138a²⁵⁾ ¹ Dans des cas particuliers, les écoles peuvent être autorisées à organiser sous l'appellation de "permanences" des prestations de prise en charge et de surveillance des élèves placés sous la responsabilité de l'école.

² Le Département édicte les directives nécessaires.

Modalités

Art. 139 Le Gouvernement règle les conditions générales d'organisation, de fréquentation et de fonctionnement des devoirs surveillés; il définit les exigences de qualification requises des personnes chargées de ce service ainsi que leur rétribution.

CHAPITRE IV : Economat scolaire

Tâches de l'Etat

Art. 140 ¹ Le Département assure aux écoles la mise à disposition des moyens d'enseignement obligatoires. Il édite les ouvrages nécessaires ou, à défaut, collabore avec d'autres cantons et des éditeurs privés, tout en veillant à l'obtention des prix les plus avantageux.

² L'Etat subventionne les achats des communes en moyens d'enseignement et en matériel scolaire. Le Parlement arrête le montant de ces subventions.

Economat
scolaire

Art. 141 ¹ L'Economat cantonal est chargé de l'économat scolaire.

² Sous la direction du Département, il gère la production et l'édition des moyens d'enseignement et fonctionne en qualité de libraire scolaire.

³ Il assure la distribution et la vente des moyens d'enseignement aux communes et aux écoles.

⁴ Le Gouvernement règle les détails.

CHAPITRE V : Système informatique de gestion et d'information³⁴⁾

Système
informatique
de gestion et
d'information

Art. 141a³³⁾ ¹ L'Etat met en place un système informatique de gestion et d'information auquel sont rattachés, en fonction des besoins, tous les établissements scolaires et de formation publics, les communes et les services de l'Etat.

² Le système de gestion et d'information vise notamment à :

- a) rassembler et à traiter les données utiles à la gestion du parcours scolaire et de formation des élèves;
- b) pourvoir les établissements scolaires et de formation des applications nécessaires à la saisie et au traitement des données pour les besoins de l'école;
- c) pourvoir les services de l'Etat des applications nécessaires pour la gestion administrative de l'école et de la formation et pour l'établissement de statistiques.

TITRE HUITIEME : Autorités scolaires cantonales

Gouvernement

Art. 142 Le Gouvernement assume la haute surveillance de l'école.

Conseil scolaire

Art. 143 ¹ Le Conseil scolaire est l'organe consultatif des autorités cantonales pour toutes les questions importantes relatives à l'enseignement.

² Une loi en définit la composition et le mandat.

Département
a) Tâches
générales

Art. 144 ¹ Le Département surveille l'éducation et l'enseignement dispensés dans les écoles; il en favorise le développement.

² Il veille à l'accomplissement par les communes des tâches qui leur incombent en vertu de la présente loi et des règlements.

³ Il exerce en outre les compétences qui sont attribuées à l'Etat et que la loi ou le règlement ne réservent pas expressément à un autre organe.

b) Coordination

Art. 145 ¹ Le Département assure la coordination avec les autres départements ayant des compétences en matière d'instruction publique et de formation professionnelle.

² La coordination avec d'autres cantons, notamment par voie de convention, est de la compétence du Gouvernement sous réserve des droits du Parlement.

Service de
l'enseignement

Art. 146 ¹ Le Service de l'enseignement administre, gère et coordonne l'ensemble des activités matérielles et pédagogiques des écoles.

² Il exerce notamment la surveillance et la fonction de conseil pédagogique des enseignants, ainsi que la surveillance, la fonction de conseil et l'assistance administrative des directeurs et des autorités scolaires locales.

³ Il assure l'information du corps enseignant, des autorités scolaires communales, des cercles scolaires et des parents.

Conseillers
pédagogiques
a) Principes

Art. 147 ¹ Le Service de l'enseignement exerce sa fonction de conseil et de surveillance pédagogiques des enseignants par l'intermédiaire des conseillers pédagogiques. ²³⁾

² ... ²²⁾

³ Le conseiller pédagogique entretient un contact étroit avec le corps enseignant; il suit, dans la classe, l'évolution de la pédagogie dans les applications concrètes de celle-ci; il maintient son aptitude à assumer un enseignement.

⁴ Le Département définit le champ d'activité de chaque conseiller pédagogique. ²³⁾

b) Statut

Art. 148 ¹ Le conseiller pédagogique est nommé par le Gouvernement; il est issu du corps enseignant.

² Le conseiller pédagogique est titulaire du certificat d'aptitudes pédagogiques du niveau ou du secteur considéré, complété par une formation pédagogique et psychologique supérieure. Celle-ci peut être acquise en cours d'emploi.

³ Il est astreint à un perfectionnement professionnel régulier.

c) Mission

Art. 149 ²³⁾ ¹ Le conseiller pédagogique conseille les enseignants placés sous sa responsabilité; il contrôle la qualité de l'enseignement; il assiste les autorités scolaires dans les domaines relatifs à l'activité pédagogique des enseignants.

² A cette fin, il a notamment les attributions suivantes :

- a) il visite régulièrement les classes, conseille les enseignants, enregistre leurs succès et leurs difficultés;
- b) il veille à ce que l'éducation donnée soit conforme aux principes énoncés dans la présente loi;
- c) il apprécie et contrôle la qualité de l'enseignement et l'application des plans d'études;
- d) il conseille les directeurs et les autorités scolaires locales pour tout ce qui a trait à l'activité pédagogique des enseignants;
- e) il accomplit les tâches particulières que peuvent lui attribuer le Département ou le Service de l'enseignement;
- f) ³³⁾ il donne les dérogations aux règles ordinaires d'évaluation des travaux de l'élève.

³ En outre, le conseiller pédagogique prend les décisions que la présente loi ou les règlements placent dans sa compétence.

d) Conférence
des directeurs ²³⁾

Art. 150 ¹ Le Service de l'enseignement réunit les directeurs en conférences. ²³⁾

² Les conférences servent à l'information réciproque et à la coordination des activités.

Coordinateurs
des disciplines

Art. 151 ¹ En vue de recueillir avis et propositions qualifiés dans les principales disciplines des plans d'études, le Département peut désigner des enseignants particulièrement compétents en qualité de coordinateurs.

² La désignation du coordinateur intervient après consultation de l'autorité scolaire.

³ Le Département arrête le cahier des charges des coordinateurs, la durée de leur mandat ainsi que la diminution du temps d'enseignement qui leur est accordée.

TITRE NEUVIEME : Financement de l'école

Définition des
dépenses

Art. 152 Les dépenses relatives aux écoles du degré primaire et du degré secondaire sont groupées en trois types⁴¹⁾ :

1. les dépenses d'investissement engendrées par la construction et l'équipement des écoles;
2. les dépenses d'exploitation engendrées par l'entretien et l'administration des écoles, l'acquisition du matériel et des moyens d'enseignement courants;
3. les dépenses dites générales comprenant :
 - a) les traitements, les allocations, les indemnités, les gratifications versés aux directeurs, enseignants et remplaçants ainsi que les contributions de l'employeur aux assurances sociales et à la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura;
 - b) les frais occasionnés par les transports d'élèves et reconnus au sens de l'article 8, alinéa 2;
 - c) les indemnités de déplacement versées aux enseignants conformément à l'article 91, alinéa 2;
 - d)³¹⁾ les frais découlant des traitements pédago-thérapeutiques;
 - e)³³⁾ les frais de location de locaux, d'acquisition de matériel pour les classes et les enseignants dans tous les cas de prestations ponctuelles de pédagogie compensatoire;
 - f)³³⁾ les frais d'exploitation du système informatique de gestion et d'information, dans la mesure où ils concernent les écoles enfantines, primaires et secondaires.

Principe de
financement

Art. 153 ¹ La collectivité publique responsable d'une école en assume les dépenses d'investissement et d'exploitation. Les subventions particulières sont réservées, notamment celles qui sont fixées par les articles 45, 64 et 140.

² L'ensemble des collectivités publiques responsables se répartissent les dépenses dites générales, après déduction de la part de l'Etat définie par la loi concernant la péréquation financière²⁶⁾, pour les écoles des degrés primaire et secondaire ainsi que pour les institutions spécialisées.⁸⁾⁴¹⁾

Principe de la répartition entre communes

Art. 154 ¹ Le Parlement fixe par décret les modalités de répartition des dépenses dites générales entre les communes. Il tient compte de la population. La participation en faveur des institutions spécialisées aux frais d'exploitation et aux dépenses d'investissement (art. 40) est répartie selon le même critère.⁹⁾²⁸⁾

² L'Etat peut compenser ses prétentions avec d'éventuels avoirs des communes en créances et en subventions.

³ Le Gouvernement arrête les prescriptions de détail relatives à la procédure, aux décomptes et à l'intérêt des avances éventuelles.²⁷⁾

TITRE DIXIEME : Voies de droit

Renvoi

Art. 155 Toutes les décisions prises conformément à la présente loi sont susceptibles d'opposition et de recours conformément au Code de procédure administrative¹⁰⁾.

Dénonciations

Art. 156 ¹ Les dénonciations contre la commission d'école, le directeur, l'enseignant et le conseiller pédagogique sont adressées au Service de l'enseignement, qui instruit le dossier.²³⁾

² Le Département se prononce sur la dénonciation et prend les mesures qui s'imposent, sous réserve de recours conformément au Code de procédure administrative.

TITRE ONZIEME : Dispositions transitoires et finales

CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'exécution

Exécution

Art. 157 ¹ Le Gouvernement est chargé de l'exécution de la présente loi.

² Il en édicte les dispositions d'application.

CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur

SECTION 1 : Modification du droit en vigueur

Modification du
DOGA

Art. 158 Le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990^{[11\)](#)} est modifié comme il suit :

Art. 68, lettre a
...^{[12\)](#)}

Art. 69, lettre h
...^{[12\)](#)}

Art. 70, titre marginal, al. 1 et 2, lettre a
...^{[12\)](#)}

Art. 72
...^{[12\)](#)}

Art. 77, lettre b
...^{[12\)](#)}

Modification de
l'arrêté dressant
la liste des
emplois dont les
titulaires ont
qualité de
fonctionnaire

Art. 159 L'arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 dressant la liste des emplois dont les titulaires ont qualité de fonctionnaire^{[13\)](#)} est modifié comme il suit :

Article premier, ch. 4.1 et 4.1.1
...^{[14\)](#)}

Modification de
la loi sur les
traitements des
membres du
corps enseignant

Art. 160 La loi du 9 novembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant^{[15\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article premier
...^{[16\)](#)}

Modification du
décret sur les
traitements des
membres du
corps enseignant

Art. 161 Le décret du 6 décembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant^{[17\)](#)} est modifié comme il suit :

Art. 3, al. 1, ch. 1 et 2
...^{[12\)](#)}

Modification du
décret
concernant le
service dentaire
scolaire

Art. 162 Le décret du 6 décembre 1978 concernant le service dentaire scolaire¹⁸⁾ est modifié comme il suit :

Article premier, al. 1

...¹²⁾

Art. 9, al. 1

...¹²⁾

Art. 10

...¹²⁾

Art. 12, al. 1

...¹²⁾

Modification de
la loi sur les
écoles
moyennes

Art. 163 La loi du 9 novembre 1978 sur les écoles moyennes¹⁹⁾ est modifiée comme il suit :

Article premier

...¹⁶⁾

Art. 2
abrogé

Art. 3

...¹⁶⁾

Art. 6
abrogé

Art. 13

...¹⁶⁾

Art. 16
abrogé

Art. 19, al. 4

...¹⁶⁾

TITRE QUATRIEME : De l'Ecole de culture générale

Art. 20

...¹⁶⁾

Art. 21 à 48
abrogés

Art. 49, al. 1
abrogé

Art. 50
... [16\)](#)

Art. 51
abrogé

Art. 52
... [16\)](#)

Art. 53 à 73
abrogés

Art. 74
... [16\)](#)

Art. 75, al. 2, ch. 2
... [16\)](#)

Art. 75, al. 2, ch. 3
abrogé

Art. 77 à 80
abrogés

Art. 81
... [16\)](#)

Art. 83, al. 1
... [16\)](#)

Art. 83, al.3
abrogé

Art. 84 et 85
abrogés

Art. 86
... [16\)](#)

Art. 88
... [16\)](#)

Art. 89

... [16\)](#)

Art. 90

... [16\)](#)

Art. 91 à 93
abrogés

SECTION 2 : Abrogation du droit en vigueur

Clause
abrogatoire

Art. 164 ¹ Toutes les dispositions légales contraires aux normes de la présente loi sont abrogées.

² Sont notamment abrogés :

1. le décret du 6 décembre 1978 concernant l'édition des manuels d'enseignement obligatoires et l'organisation de l'Economat cantonal;
2. le décret du 6 décembre 1978 concernant la surveillance de l'enseignement ménager et des ouvrages;
3. le décret du 6 décembre 1978 concernant l'orientation en matière d'éducation;
4. le décret du 6 décembre 1978 concernant les prestations financières de l'Etat en faveur des écoles maternelles et de l'assurance des maîtresses de ces écoles;
5. la loi du 9 novembre 1978 sur l'école primaire;
6. le décret du 6 décembre 1978 relatif à l'article 110 de la loi sur l'école primaire et à l'article 30 de la loi sur les écoles moyennes;
7. le décret du 6 décembre 1978 concernant les classes spéciales de l'école primaire;
8. le décret du 6 décembre 1978 sur les classes de perfectionnement;
9. le décret du 6 décembre 1978 concernant l'inspection de l'éducation physique.

CHAPITRE III : Dispositions transitoires

SECTION 1 : Les élèves

Principe

Art. 165 ¹ Les élèves scolarisés dans les degrés 6, 7, 8 et 9 de l'école secondaire, 8 et 9 de l'école primaire, à la rentrée scolaire suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, restent soumis aux dispositions de la législation antérieure.

² Les élèves scolarisés dans les degrés 1, 2, 3 et 4 à la rentrée scolaire suivant l'entrée en vigueur de la présente loi sont pleinement soumis aux dispositions de celle-ci.

³ Les élèves scolarisés dans les degrés 5 (primaire ou secondaire), 6 (primaire) et 7 (primaire), générations dites de transition, à la rentrée scolaire suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, sont soumis aux dispositions des articles 166 à 168.

Elèves du 5^{ème}
degré

Art. 166 ¹ Les élèves de 5e, primaire et secondaire, au sens de l'alinéa 3 de l'article 165, restent soumis aux dispositions de la législation antérieure jusqu'à la fin du 5e degré.

² Dans l'accomplissement du 6e degré, ils sont réunis à l'école secondaire.

³ Les dispositions de la nouvelle loi leur sont applicables dès le degré 7.

Elèves du 6^{ème}
degré

Art. 167 ¹ Les élèves de 6e primaire, au sens de l'alinéa 3 de l'article 165, restent soumis aux dispositions de la législation antérieure jusqu'à la fin du 7e degré.

² Ils accomplissent leurs 8e et 9e degrés à l'école secondaire dans une filière ad hoc.

Elèves du 7^{ème}
degré

Art. 168 ¹ Les élèves de 7e primaire, au sens de l'alinéa 3 de l'article 165, restent soumis aux dispositions de la législation antérieure jusqu'à la fin du 8e degré.

² Ils accomplissent leur 9e degré à l'école secondaire dans une filière ad hoc.

Situations
particulières

Art. 169 Le Département règle les situations particulières dans l'esprit des dispositions de la présente section.

SECTION 2 : Les maîtres

Nomination	<p>Art. 170 ¹ Les enseignants des classes enfantines, primaires et secondaires nommés définitivement au sens de la législation antérieure, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont réputés nommés conformément aux dispositions des articles 84 à 89 pour la période administrative débutant le 1^{er} août 1991.</p> <p>² Les quatre années scolaires qui suivent la date d'entrée en vigueur de la présente loi sont dites "période transitoire".</p>
Prolongation de la période administrative échéant le 31 juillet 2010	<p>Art. 170a ³⁶⁾ La période administrative des enseignants des classes enfantines, primaires et secondaires, échéant le 31 juillet 2010, est prolongée jusqu'au 31 décembre 2010. Demeurent réservés les cas pour lesquels, à l'entrée en vigueur du présent article, l'autorité de nomination a déjà informé l'enseignant concerné qu'elle entendait renoncer à ses services.</p>
Changement de poste	<p>Art. 171 Les changements de poste, d'école et de niveau scolaire auxquels les enseignants nommés peuvent être contraints durant la période transitoire sont réglés par les dispositions suivantes, en dérogation aux articles 84, 85 et 89.</p>
Mise au concours	<p>Art. 172 ¹ Les postes à repourvoir sont mis au concours publiquement par le Département. Seuls les enseignants nommés sont habilités à faire acte de candidature. Le délai de mise au concours est de quinze jours au moins.</p> <p>² Lorsque cette procédure ne produit aucun résultat, il est procédé conformément à la loi. En cas de contestation, le Département tranche.</p>
Classification, droits acquis	<p>Art. 173 Dans tous les cas de mobilité induite par le changement de structure scolaire, les maîtres au bénéfice d'une nomination définitive au sens de la législation antérieure sont assurés de la classe de traitement correspondant à leur situation antérieure.</p>

Nomination et déplacement dans des cas particuliers

Art. 174 Durant la période transitoire, le Département se substitue aux autorités scolaires locales pour la nomination ou le déplacement des maîtres dans les cas particuliers suivants :

- a) lorsque, par défaut d'accord entre deux ou plusieurs commissions d'école, un maître perd son emploi conséquemment à la mise en oeuvre de la nouvelle structure scolaire;
- b) lorsqu'en dépit des offres proposées un maître renonce à faire acte de candidature et qu'ainsi il perd son emploi précédent.

Passage de l'école secondaire à l'école primaire

Art. 175 ¹ Les enseignants touchés par l'alinéa 1 de l'article 170 et au bénéfice d'un titre les habilitant à enseigner à l'école secondaire au sens de la loi sur la formation du corps enseignant peuvent être nommés aux degrés 5 et 6 de l'école primaire.

Passage de l'école primaire à l'école secondaire

² Les enseignants concernés par l'alinéa 1 de l'article 170 et au bénéfice d'un titre les habilitant à enseigner à l'école primaire au sens de la loi sur la formation du corps enseignant peuvent être nommés à l'école secondaire sous réserve de compléter leur formation conformément aux plans proposés par le Département, dans un délai de trois ans.

Enseignement des ACM

³ Les enseignants touchés par l'alinéa 1 de l'article 170 et au bénéfice d'un titre les habilitant à enseigner les activités sur textiles au sens de la loi sur la formation du corps enseignant peuvent être nommés pour l'enseignement des activités manuelles à l'école primaire sous réserve de compléter leur formation conformément aux plans proposés par le Département, dans un délai de trois ans.

Autorisation d'enseigner pour les enseignants en place

Art. 175a³³⁾ Les enseignants nommés au moment de l'entrée en vigueur de l'article 89a sont mis d'office au bénéfice d'une autorisation d'enseigner.

SECTION 3 : Les classes

Ouvertures et fermetures de classes

Art. 176 Durant la période transitoire et en dérogation à l'article 49, le Département arrête annuellement un plan des ouvertures et des fermetures de classes dans les écoles primaires et secondaires.

SECTION 4 : Les communes

Délai
d'adaptation

Art. 177 ¹ Les communes disposent d'un délai de quatre ans dès l'entrée en vigueur de la présente loi pour mettre en place les autorités scolaires prévues et adapter leur réglementation conformément aux dispositions de la loi :

- a) définition des cercles d'école enfantine, le cas échéant conclusion d'ententes intercommunales, mise en place de la commission;
- b) définition des cercles de degré primaire, le cas échéant conclusion d'ententes intercommunales, mise en place de la commission;
- c) définition des cercles de degré secondaire, constitution des syndicats de communes et mise en place des autorités du syndicat.

² Un délai supplémentaire peut être consenti par le Département pour le règlement des questions relatives à la propriété des équipements scolaires.

SECTION 5 : Autres problèmes de transition

Autres
problèmes de
transition

Art. 178 ¹ Pour le surplus, le Gouvernement règle les autres problèmes induits par la transition d'un système scolaire à l'autre.

² Il peut différer l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la présente loi.

Nouvelle
répartition des
charges

Art. 178a ²⁰⁾ Pendant les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente disposition et en dérogation à l'article 153, alinéa 2, la part des dépenses générales prise en charge par l'Etat est de 32 % pour les trois premières années et de 31,5 % pour les deux années suivantes.

CHAPITRE IV : Référendum et entrée en vigueur

Référendum

Art. 179 ¹ La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en
vigueur

² Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur²¹⁾ de la présente loi.

Delémont, le 20 décembre 1990

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Mathilde Jolidon

Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

- 1) RSJU 101
- 2) RSJU 410.102
- 3) RSJU 410.210.1
- 4) RSJU 173.11
- 5) RSJU 173.112
- 6) RS 220
- 7) RS 412.10
- 8) Nouvelle teneur selon la section 3 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1995. Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 1, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005 (RSJU 651)
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 14 décembre 1994 portant modification des critères de la répartition des dépenses scolaires générales entre les communes, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1995. Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 1, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005 (RSJU 651)
- 10) RSJU 175.1
- 11) RSJU 172.111
- 12) Texte inséré dans ledit décret
- 13) RSJU 173.110
- 14) Texte inséré dans ledit arrêté
- 15) RSJU 410.251
- 16) Texte inséré dans ladite loi
- 17) RSJU 410.251.1
- 18) RSJU 410.72
- 19) RSJU 412.11
- 20) Introduit par la section 3 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1995

-
- 21) Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} août 1991
 Art. 7 : 1^{er} août 1993
 Art. 40 : 1^{er} janvier 1992
 Art. 46, al. 2 : 1^{er} août 1992
 - 22) Abrogé par le ch. I de la loi du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} août 2001
 - 23) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} août 2001
 - 24) Nouvelle teneur selon l'art. 7 de la loi du 6 décembre 2000 sur la Haute Ecole pédagogique, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2001 (RSJU 410.210.1)
 - 25) Introduit par le ch. I de la loi du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} août 2001
 - 26) RSJU 651
 - 27) Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 1, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005 (RSJU 651)
 - 28) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 novembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} février 2007
 - 29) Introduit par le ch. I de la loi du 22 novembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} février 2007
 - 30) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 septembre 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008
 - 31) Introduite par le ch. I de la loi du 26 septembre 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008
 - 32) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 août 2007, en vigueur depuis le 1^{er} août 2008
 - 33) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 22 août 2007, en vigueur depuis le 1^{er} août 2008
 - 34) Titre introduit par le ch. I de la loi du 22 août 2007, en vigueur depuis le 1^{er} août 2008
 - 35) Abrogé par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2009
 - 36) Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2009.
 Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 19 mai 2010, en vigueur depuis le 1^{er} août 2010
 - 37) Nouvelle teneur selon l'article 100 de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 173.11)
 - 38) Abrogé(s) par l'article 100 de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 173.11)
 - 39) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 1^{er} février 2012, en vigueur depuis le 1^{er} août 2012
 - 40) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de la loi du 1^{er} février 2012, en vigueur depuis le 1^{er} août 2012
 - 41) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 1^{er} février 2012, en vigueur depuis le 1^{er} août 2012
 - 42) Abrogé par le ch. I de la loi du 1^{er} février 2012, en vigueur depuis le 1^{er} août 2012
 - 43) Introduit par le ch. I de la loi du 1^{er} février 2012, en vigueur depuis le 1^{er} août 2012
 - 44) RSJU 410.103
 - 45) RSJU 850.1
 - 46) Nouvelle teneur selon le ch. XIV de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

TABLE DES MATIERES

Article

TITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ d'application et objet.....	1
Mission de l'école.....	2
Buts de l'école.....	3
Intégration des handicapés.....	4
Insertion des migrants.....	5
Scolarité obligatoire	
a) Principe.....	6
b) Degrés, durée.....	6
Age d'entrée à l'école.....	7
Gratuité.....	8
Lieu de fréquentation de l'école	
a) En général.....	9
b) Cas particuliers.....	10
c) Participation aux frais scolaires.....	10

TITRE DEUXIEME : Structure de l'école**CHAPITRE PREMIER : Ecole enfantine**

Buts particuliers	11
(article 12 abrogé)	

CHAPITRE II : Ecole primaire

Buts particuliers	13
(article 14 abrogé)	
Structure interne	15
Huitième année, orientation, observation.....	16

CHAPITRE III : Ecole secondaire

Buts particuliers	17
(article 18 abrogé)	
Organisation pédagogique.....	19
Structure interne	
1. Principes.....	20
2. Cours communs.....	21
3. Cours séparés.....	22
a) Cours à niveaux.....	22
b) Cours à option	22

4. Cours facultatifs	23
Application	24

CHAPITRE IV : Prolongation de la scolarité

Principe	25
Modalités	26
(article 27 abrogé)	

CHAPITRE V : Mesures de pédagogie compensatoire

But, généralités	28
Destinataires	29
Classes de transition à l'école primaire	30
Appui	31
Soutien pédagogique ambulatoire	32
Classes de soutien	33
Enfants malades	34
Décision d'octroi des mesures de pédagogie compensatoire	35
Application	36

CHAPITRE VI : Institutions spécialisées

Principe	37
Responsabilité de la commission	38
Rattachement et surveillance	39
Financement	40

CHAPITRE VII : Continuité pédagogique

Principe	41
----------------	----

TITRE TROISIEME : Fonctionnement général de l'école

CHAPITRE PREMIER : Locaux et installations scolaires

Tâches des communes	42
Utilisation	43
Droit d'expropriation	44
Participation et tâches de l'Etat	45

CHAPITRE II : Organisation de l'année scolaire

Année scolaire	46
Vacances scolaires	47
Horaire hebdomadaire et congés spéciaux.....	48

CHAPITRE III : Effectif, ouverture et fermeture des classes

Renvoi.....	49
Ouverture et fermeture.....	49

CHAPITRE IV : Plans d'études

Plans d'études et moyens d'enseignement.....	50
Modifications	51
Contenus généraux.....	52
Enseignement biblique et religieux	
a) dans le cadre scolaire	53
b) hors du cadre scolaire	54
Education intellectuelle	55
Education physique et artistique	56
Organisation particulière pour sportifs et artistes de haut niveau.....	56a
a) Education physique	57
b) Education artistique	58
c) Education sexuelle.....	59
d) Education à la santé	60
Education générale et sociale	61
Préparation au choix d'une profession	62

CHAPITRE V : Activités culturelles et sociales de l'école

Activités culturelles	63
Bibliothèques scolaires et de la jeunesse	64
Activités sociales.....	65

CHAPITRE VI : Participation à la formation et au perfectionnement des enseignants

Principe, renvoi	66
------------------------	----

TITRE QUATRIEME : Parents et élèves**CHAPITRE PREMIER : Parents**

Principes	67
Définition	68

Droits individuels des parents	69
Participation, consultation collectives des parents.....	70
Tâches du Département	71
Devoirs des parents.....	72
Violation des obligations scolaires	73

CHAPITRE II : Elèves

SECTION 1 : Généralités

Droits	
a) En général	74
b) En particulier.....	75
Obligations.....	76
Santé des élèves	77
Assurance des élèves.....	78
Protection du domaine privé	79

SECTION 2 : Carrière scolaire

Evaluation du travail scolaire	80
Passage d'une classe à l'autre	81

SECTION 3 : Sanctions disciplinaires

Principe.....	82
Sanctions	83

TITRE CINQUIEME : Autorisation d'enseigner

CHAPITRE PREMIER : Eligibilité et nomination

(articles 84 à 89 abrogés)

Autorisation d'enseigner	
a) Principes.....	89a
b) Retrait de l'autorisation	89b
c) Fin du retrait	89c

CHAPITRE II : Situation de l'enseignant

(articles 90 à 92 abrogés)

CHAPITRE III : Devoirs de l'enseignant

(articles 93 à 95 abrogés)

CHAPITRE IV : Droits des enseignants

(articles 96 à 101 abrogés)

CHAPITRE V : Résiliation des rapports de service

(articles 102 à 104 abrogés)

CHAPITRE VI : Droit supplétif

(article 105 abrogé)

TITRE SIXIEME : Organisation locale de l'école**CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

Tâches des communes.....	106
Cercle scolaire	
a) Définition.....	107
b) Délimitation.....	108
c) Tâches du cercle scolaire	109

CHAPITRE II : Organes de gestion

Ecole communale	110
Ecole intercommunale	111
Syndicat de communes.....	112
(article 113 abrogé)	
Cercle de degré secondaire.....	114
Droit réservé	115

CHAPITRE III : Commission d'école

Autorité de surveillance.....	116
Fonction consultative	117
Fonction exécutive	118
Conciliation	119
Voix consultative et droit d'être entendu	120

CHAPITRE IV : Directeur

Statut	121
Tâches	122
Renvoi	123

CHAPITRE V : Médiateur et autres fonctions

Médiateur	124
Autres organes et fonctions	125
Renvoi	126

TITRE SEPTIEME : Services auxiliaires**CHAPITRE PREMIER : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire****SECTION 1 : Généralités**

Mission générale.....	127
Accès aux prestations.....	128
Secret professionnel	129
Renvoi	130

SECTION 2 : Psychologie scolaire

Tâches	131
1. Dépistage.....	131
2. Examen	131
3. Conseils éducatifs.....	131
Modalités	132

SECTION 3 : Orientation scolaire et professionnelle

Tâches	133
1. Orientation scolaire	133
2. Information sur les professions	133
3. Aide au choix professionnel	133
4. Service de documentation	133
5. Stages d'orientation	133
Modalités d'action	134

CHAPITRE II : Service médical scolaire et service dentaire scolaire

Mission	135
---------------	-----

Article

Rattachement.....	136
Renvoi.....	137

CHAPITRE III : Devoirs surveillés

Principes	138
Permanences.....	138a
Modalités	139

CHAPITRE IV : Economat scolaire

Tâches de l'Etat	140
Economat scolaire	141

CHAPITRE V : Système informatique de gestion et d'information

Système informatique de gestion et d'information	141a
--	------

TITRE HUITIEME : Autorités scolaires cantonales

Gouvernement	142
Conseil scolaire.....	143
Département	
a) Tâches générales	144
b) Coordination	145
Service de l'enseignement	146
Conseillers pédagogiques	
a) Principes	147
b) Statut	148
c) Mission.....	149
d) Conférence des directeurs.....	150
Coordinateurs des disciplines	151

TITRE NEUVIEME : Financement de l'école

Définition des dépenses.....	152
Principe de financement	153
Principe de la répartition entre communes.....	154

TITRE DIXIEME : Voies de droit

Renvoi.....	155
Dénonciations	156

TITRE ONZIEME : Dispositions transitoires et finales**CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'exécution**

Exécution	157
-----------------	-----

CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur**SECTION 1 : Modification du droit en vigueur**

Modification du DOGA	158
Modification de l'arrêté dressant la liste des emplois dont les titulaires ont qualité de fonctionnaire.....	159
Modification de la loi sur les traitements des membres du corps enseignant	160
Modification du décret sur les traitements des membres du corps enseignant.....	161
Modification du décret concernant le service dentaire scolaire.....	162
Modification de la loi sur les écoles moyennes	163

SECTION 2 : Abrogation du droit en vigueur

Clause abrogatoire	164
--------------------------	-----

CHAPITRE III : Dispositions transitoires**SECTION 1 : Les élèves**

Principe.....	165
Elèves du 5 ^{ème} degré	166
Elèves du 6 ^{ème} degré	167
Elèves du 7 ^{ème} degré	168
Situations particulières.....	169

SECTION 2 : Les maîtres

Nomination	170
Prolongation de la période administrative échéant le 31 juillet 2010	170a
Changement de poste	171
Mise au concours.....	172
Classification, droits acquis	173
Nomination et déplacement dans des cas particuliers.....	174
Passage de l'école secondaire à l'école primaire	175
Passage de l'école primaire à l'école secondaire	175
Enseignement des ACM	175
Autorisation d'enseigner pour les enseignants en place	175a

SECTION 3 : Les classes

Ouvertures et fermetures de classes	176
---	-----

SECTION 4 : Les communes

Délai d'adaptation	177
--------------------------	-----

SECTION 5 : Autres problèmes de transition

Autres problèmes de transition	178
Nouvelle répartition des charges.....	178a

CHAPITRE IV : Référendum et entrée en vigueur

Référendum	179
Entrée en vigueur.....	179

Ordonnance portant exécution de la loi scolaire (Ordonnance scolaire)

du 29 juin 1993

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 157 de la loi scolaire du 20 décembre 1990 (LS)^{[1\)](#)},

arrête :

TITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ
d'application
et objet
(art. 1^{er} LS)

Article premier ¹ La présente ordonnance constitue la réglementation générale d'exécution de la loi scolaire.

² Les dispositions du titre cinquième (enseignants) s'appliquent également aux écoles moyennes, sous réserve de dispositions contraires de la loi du 9 novembre 1978 sur les écoles moyennes^{[2\)](#)}.

Intégration des
handicapés
(art. 4 LS)

Art. 2 ¹ Dans la mesure du possible, l'enfant handicapé est intégré dans une classe ordinaire si cela sert ses intérêts et si ses parents ou son représentant légal le souhaitent.

² Le Service de l'enseignement prend les mesures d'ordre pédagogique adéquates à cet effet, en collaboration avec les enseignants, les directions et les commissions d'école concernés. Il peut notamment accorder une dérogation aux normes relatives à l'effectif des élèves (art. 96 à 98), un appui à l'enseignant ou un soutien ambulatoire à l'élève.

Art. 2bis^{[32\)51\)](#)}

Insertion des
migrants (art. 5
LS)
a) Principes
d'insertion du
nouvel arrivant

Art. 3 ¹ L'enfant d'âge scolaire arrivant dans le Canton est inséré dans le degré scolaire correspondant à son âge et, à l'école secondaire, dans le niveau et l'option qui lui sont le plus favorables, compte tenu de sa scolarité antérieure.

² Il a droit à un enseignement d'appui de français lorsqu'il est de langue maternelle étrangère.

³ Durant une année scolaire pleine, exceptionnellement deux, les règles ordinaires de promotion peuvent être suspendues s'il apparaît qu'une non-promotion ne sert pas le processus d'intégration en cours.

b) Maintien de la culture d'origine

Art. 4 ¹ Le Service de l'enseignement collabore avec les autorités scolaires étrangères qui organisent des cours de langue et de culture pour leurs ressortissants résidant dans le Canton.

² Il prend les mesures propres à favoriser la meilleure intégration possible de ces cours dans l'horaire scolaire des élèves concernés.

³ Les cours reconnus par le Département de l'Education (dénommé ci-après : "Département") sont réputés partie intégrante de l'activité scolaire officielle. En particulier, ils sont couverts par l'assurance des élèves et les résultats obtenus par ces derniers figurent dans leur bulletin scolaire.

⁴ Les communes mettent gratuitement à disposition les locaux et les fournitures scolaires.

Art. 5 ⁴⁶⁾

Accès à l'école
(art. 6, al. 1, LS)

Art. 6 ¹ Le statut légal des parents ne peut porter préjudice à l'accès à l'école de l'enfant qui séjourne sur le territoire d'une commune jurassienne. L'accès à l'école de l'enfant est sans incidence sur le statut de ses parents.

² Les autorités cantonales et communales de police des étrangers ne peuvent exiger de l'administration scolaire des informations susceptibles de nuire à la scolarisation de l'enfant.

Mesures
expérimentales
d'intégration
(art. 4 et 5 LS)

Art. 7 ¹ Afin d'améliorer l'intégration des enfants handicapés et d'assurer l'insertion réelle des enfants étrangers, le Département peut expérimenter des modalités et des structures dérogeant à la présente ordonnance.

² L'expérimentation ne peut s'étendre, comme telle, sur plus de six années.

Passage de
l'école publique à
l'enseignement
privé

Art. 8 Les parents qui entendent donner ou faire donner à leur enfant un enseignement privé, conformément à la législation sur l'enseignement privé, communiquent leur décision par écrit au directeur ou, à défaut, à la commission d'école, à l'intention du conseiller pédagogique.

Art. 9 et 10 ⁵¹⁾

Début de la
scolarité
obligatoire
(art. 7 LS)
a) Règle
générale

Art. 11 ⁵²⁾ ¹ L'âge d'entrée à l'école obligatoire est fixé à quatre ans révolus au 31 juillet.

b) Dérogation

² Les parents peuvent demander le report d'un an de l'entrée en scolarité obligatoire de leur enfant.

³ Les parents dont l'enfant a été scolarisé à l'étranger peuvent demander une anticipation de l'entrée en scolarité lorsque le changement de système scolaire aurait pour conséquence la répétition d'une classe.

c) Procédure

⁴ Ils adressent à cet effet une demande écrite au Service de l'enseignement jusqu'au 30 avril. Au besoin, ce dernier requiert l'avis du psychologue scolaire.

Art. 12 ⁵¹⁾

Transports
scolaires gratuits
(art. 8, al. 2, LS)
1. Principe

Art. 13 ¹ Les élèves ont droit aux transports scolaires gratuits, lorsque ceux-ci sont reconnus, durant toute la scolarité régie par la loi scolaire.

² Lorsque les transports scolaires s'effectuent au moyen des transports publics, l'élève n'a droit à leur gratuité que dans la mesure où il les utilise effectivement.

³ Les parents qui, par préférence aux transports publics officiels, pourvoient eux-mêmes au transport de leurs enfants de façon régulière peuvent bénéficier d'une indemnité équivalente à la moitié du montant de l'abonnement annuel sur le trajet considéré. L'indemnité est versée au prorata lorsque le transport privé n'est pas exécuté durant toute l'année scolaire. ³⁾

⁴ En l'absence de transports publics et lorsqu'aucun transport scolaire ne peut être organisé, les parents qui pourvoient eux-mêmes au transport de leurs enfants peuvent bénéficier d'une indemnité équivalente au montant de l'abonnement annuel des transports publics par car postal pour une distance similaire. ³⁾

⁵ Le Service de l'enseignement désigne la commission d'école compétente pour organiser les transports scolaires des élèves bénéficiant de mesures de pédagogie compensatoire ou fréquentant l'école d'un autre cercle scolaire que celui de leur résidence.^{[3\)](#)}

2. Procédure de reconnaissance

Art. 14 ¹ Préalablement à l'organisation ou à la mise en œuvre du transport, la commission d'école du cercle scolaire dépose une demande de reconnaissance auprès du Service des transports et de l'énergie.^{[37\)](#)}

² Ce dernier reconnaît les transports scolaires qui remplissent les conditions fixées aux articles 15 à 17.

3. Nécessité du transport

Art. 15 ¹ La reconnaissance ne peut intervenir que pour les transports justifiés par la longueur ou le caractère particulièrement dangereux du trajet ou en raison d'autres circonstances.

a) Longueur du trajet

² La longueur du trajet justifie un transport scolaire lorsque les élèves ont à parcourir, pour se rendre à l'école ou au transport public ou scolaire le plus proche, une distance d'au moins deux kilomètres, s'agissant de l'école infantile et primaire, et d'au moins trois kilomètres pour l'école secondaire.^{[4\)](#)}

b) Caractère dangereux du trajet

³ Un transport d'élève est reconnu, sans égard à la distance à parcourir, si et dans la mesure où la circulation ou la configuration des lieux est particulièrement dangereuse, compte tenu de l'âge et du degré d'autonomie des élèves. Le Service des transports et de l'énergie apprécie de cas en cas.^{[37\)](#)}

c) Autres circonstances

⁴ Un transport d'élève peut également être reconnu pour les élèves fréquentant l'école d'un autre cercle scolaire ou incapables d'autonomie.

4. Exigences relatives au transport

Art. 16 ¹ La reconnaissance n'est accordée que pour les transports organisés de manière rationnelle et économique. Sous cette réserve, la préférence doit être donnée aux moyens de transports publics existants.

² Le transporteur doit en outre être au bénéfice d'une concession ou d'une autorisation officielle pour le transport des personnes.

5. Modalités du transport

Art. 17 ¹ Pour l'école enfantine et primaire, le transport est organisé d'école à école ou, entre les communes d'un même cercle scolaire, des communes concernées à l'école. Un transport peut également être organisé entre un ou plusieurs hameaux et l'école de la commune ou du cercle scolaire auquel ils appartiennent.⁴⁾

² Pour l'école secondaire, le transport est organisé à l'intérieur du cercle scolaire ou d'une région desservie par un équipement scolaire spécifique; les élèves sont transportés de l'arrêt de transport public officiel le plus proche de leur domicile à l'arrêt le plus proche de l'école.

³ Un transport d'élèves de l'école enfantine ou primaire reconnu peut également transporter des élèves de l'école secondaire.

⁴ Le Service de l'enseignement détermine les lieux à partir desquels les transports scolaires sont reconnus. Il peut délimiter le nombre des courses hebdomadaires admises.³⁾

6. Indemnités de repas

Art. 18 ¹ Dans les cas où les transports existants ou la mise en place d'un transport spécifique ne permettent pas à l'élève de rejoindre son domicile à midi et de disposer de trente minutes au moins pour le repas, une indemnité de repas peut être versée aux parents.

² L'indemnité couvre en principe les deux tiers du prix d'un repas moyen; elle est fixée par le Département. Ce dernier édicte les prescriptions nécessaires à ce sujet.

7. Administration et financement des transports (art. 118, al. 1, lettre e, et 152, ch. 3, lettre b, LS)
a) Organe responsable

Art. 19 ¹ La commission du cercle scolaire est responsable de l'organisation des transports scolaires. Elle peut charger le directeur de l'école d'en assurer l'administration.

² Lorsque le transport scolaire est organisé entre deux cercles scolaires, c'est la commission du cercle du domicile des élèves qui est responsable. L'article 13, alinéa 5, demeure réservé.⁴⁾

b) Financement

Art. 20 ¹ Les dépenses afférentes à un transport scolaire reconnu sont admises à la répartition des charges scolaires.

² Le Gouvernement arrête les normes limites des frais de transport admis.³⁷⁾

c) Versement et décompte

Art. 21 ¹ La commune du cercle scolaire ou l'une des communes du cercle, en principe la commune siège, avance les frais inhérents au transport; ces dépenses sont considérées comme prestations préalables de ladite commune dans le cadre de la répartition des charges de l'année civile concernée.

² Au plus tard le 15 janvier, la commune concernée adresse un décompte complet accompagné des factures originales au Service financier de l'enseignement.

Gratuité des moyens d'enseignement (art. 8, al. 3, LS)

Art. 22 Sont considérés comme moyens d'enseignement mis gratuitement à disposition des élèves les manuels et autres moyens pouvant en tenir lieu ou les compléter et qui permettent, grâce à leur contenu, de suivre l'enseignement prévu par les plans d'études, de même que les fournitures scolaires, les cahiers et autres documents servant à recueillir les productions des élèves.

Contributions pour certaines activités et manifestations (art. 8, al. 3, LS)

Art. 23 ¹ Sans qu'il y ait entorse au principe de la gratuité, les communes ou écoles peuvent percevoir auprès des parents une contribution dans les circonstances suivantes :

1. pour les frais de déplacement, de repas et d'hébergement lors des courses d'école, camps ou voyages d'étude;
2. pour la participation à des spectacles, conférences et concerts organisés dans le cadre scolaire;
3. pour des frais de denrées servant à la confection des repas dans l'enseignement de l'économie familiale, ainsi que pour des frais de matériel liés à la confection d'habits dans le cadre des activités manuelles.

² Une participation pour le dommage causé peut également être exigée lorsque l'élève ne prend pas normalement soin des moyens d'enseignement et des locaux mis à sa disposition.

³ Le Département édicte les instructions nécessaires pour que la contribution demandée aux parents n'excède pas la limite du raisonnable.

Résidence habituelle de l'élève (art. 9 LS)

Art. 24 ¹ Pour les élèves ne vivant pas au domicile de leur représentant légal, le lieu de résidence habituelle est situé à l'endroit où ils séjournent durablement les jours ouvrables.

² La résidence habituelle d'un enfant placé dans un établissement d'éducation se trouve au siège de l'établissement, celle d'un enfant confié à des parents nourriciers au domicile de ces derniers.

³ En cas de doute, le Service de l'enseignement détermine la résidence habituelle de l'enfant.

Fréquentation de l'école d'un autre cercle scolaire (art. 10 LS)

Art. 25⁴³⁾ ¹ Le Service de l'enseignement peut autoriser ou contraindre un élève à fréquenter l'école d'un autre cercle scolaire que celui de sa résidence habituelle, si cette mesure est de nature à favoriser notablement ses chances scolaires, à réduire sensiblement le chemin à parcourir ou si cela est justifié par des motifs importants d'ordre familial pour l'élève.

² Le Service de l'enseignement statue sur requête du représentant légal de l'enfant, du directeur de l'école ou de l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte. Il requiert l'avis des autorités scolaires concernées.⁵⁴⁾

³ Lorsque la demande est fondée sur des motifs importants d'ordre familial pour l'élève, il est tenu compte des possibilités de prise en charge des élèves hors du cadre scolaire.

⁴ Le transfert dans un autre cercle scolaire à titre de sanction disciplinaire (art. 83, al. 1, lettre d, LS) ou nécessité par le bon fonctionnement du cercle est décidé par le Service de l'enseignement, après consultation des parents et des autorités scolaires locales concernées et sur préavis du conseiller pédagogique et du psychologue scolaire.

⁵ Le cercle d'accueil est lié par la décision du Service de l'enseignement.

TITRE DEUXIEME : Structure de l'école

CHAPITRE PREMIER : Degré primaire⁵²⁾

Organisation du degré primaire

Art. 26⁵²⁾ ¹ Le degré primaire se compose de deux cycles, le cycle primaire 1 qui couvre les quatre premières années scolaires et le cycle primaire 2 qui couvre les quatre années scolaires suivantes.

² L'organisation pédagogique et administrative des deux cycles est divisée en quatre parties de deux ans : première et deuxième années, troisième et quatrième années, cinquième et sixième années, septième et huitième années primaires.

³ Le Département, le Service de l'enseignement, les commissions d'école et les enseignants appliquent ce principe dans le cadre de leurs compétences.

Enseignement
obligatoire à
l'école primaire

Art. 27 L'enseignement obligatoire est dispensé dans le cadre de la classe en cours communs.

Cours facultatifs

Art. 28 ¹ Le programme de l'enseignement peut comporter une offre de cours facultatifs destinée à l'ensemble des élèves du degré primaire et permettant notamment de compléter les apprentissages scolaires et de développer des compétences dans les domaines culturels, sportifs, artistiques ainsi que des aptitudes manuelles. ⁵²⁾

² Le cercle scolaire dispose à cet effet d'un crédit maximal équivalant à une leçon hebdomadaire par classe du cercle, mais au minimum quatre leçons. Les cours facultatifs sont organisés en procédant au regroupement d'élèves de classes et de degrés différents.

³ L'enseignement facultatif peut être dispensé de manière concentrée et irrégulière au cours de l'année scolaire.

⁴ L'organisation de cours facultatifs est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

Répartition des
classes au degré
primaire

Art. 29 ⁵²⁾ La commission d'école attribue l'enseignement des classes au degré primaire entre les enseignants après avoir consulté ces derniers. Elle assure une certaine mobilité dans l'attribution des années et, le cas échéant, des disciplines d'enseignement (enseignement partagé).

Principe,
enseignement
par un seul
titulaire (art. 15,
al. 1, LS)

Art. 30 ⁴³⁾⁵²⁾ En règle générale, chaque classe au degré primaire est confiée à un seul enseignant qui en assume la responsabilité administrative et pédagogique.

Exception,
enseignement
partagé (art. 15,
al. 3, LS)
a) Autorisation

Art. 31 ¹ La conduite d'une classe au degré primaire par deux enseignants peut toutefois être autorisée dans la mesure où la cohérence et la continuité de l'action pédagogique sont assurées. ⁵²⁾

² Le Service de l'enseignement est compétent pour autoriser l'enseignement dans une même classe par deux titulaires. Il décide sur proposition de la commission d'école et après avoir pris l'avis du conseiller pédagogique.

b) Engagement commun des deux enseignants

Art. 32 ¹ Les deux enseignants disposés à travailler ensemble s'engagent à agir selon des conceptions pédagogiques et méthodologiques convergentes.

² Cet engagement porte notamment sur les objectifs de l'enseignement, l'organisation du travail, la discipline, l'évaluation des résultats scolaires et les relations avec les parents et les autorités scolaires.

c) Partage de l'enseignement

Art. 33 ¹ Le partage de l'enseignement porte sur le temps de travail et sur les disciplines fixées dans le plan d'études du degré primaire. [52\)](#)

² L'article 29 s'applique par analogie.

d) Difficultés dans l'enseignement partagé

Art. 34 ¹ Lorsque des difficultés relatives à l'unité pédagogique surviennent dans la conduite d'une classe par deux enseignants, le conseiller pédagogique tente de les aplanir.

² Si ces difficultés subsistent, le Service de l'enseignement peut, après avoir pris l'avis de la commission d'école concernée, rapporter sa décision d'autorisation d'enseignement partagé pour la fin de la période administrative en cours. La commission d'école dénonce les rapports de service des enseignants concernés pour ce moment-là.

e) Démission de l'un des enseignants

Art. 35 ¹ En cas de démission de l'un des deux enseignants, la place vacante est offerte en priorité et sans mise au concours à l'enseignant restant.

² Si l'enseignant restant le souhaite, la commission d'école s'efforce de maintenir l'enseignement partagé, conformément aux articles 31 à 33. Une nouvelle décision du Service de l'enseignement est nécessaire.

³ Si l'enseignement partagé ne peut être maintenu ou n'obtient pas l'autorisation du Service de l'enseignement, les rapports de service de l'enseignant restant sont dénoncés et le poste à plein temps est mis au concours.

Nombre d'intervenants par classe

Art. 35a ⁴⁴⁾ ¹ Le Département arrête le nombre maximum d'intervenants par classe. Il édicte les directives à ce sujet.

² Les articles 32 et 33 s'appliquent à tous les intervenants. Le titulaire de la classe est garant de la cohérence et de la continuité de l'action pédagogique.

Huitième année,
orientation,
observation (art.
16 LS)
a) Epreuves
communes⁵²⁾

Art. 36 ¹ Dans le courant de la huitième année du degré primaire, les élèves sont soumis à trois séries d'épreuves communes dans les disciplines de base (français, mathématique et allemand).⁵²⁾

² Les résultats de ces épreuves, ceux des bulletins scolaires, ainsi que l'avis des parents fondent l'appréciation des élèves pour l'accès aux cours à niveaux de l'école secondaire.

b) Modalités

Art. 37 ¹ Les épreuves communes sont standardisées et corrigées selon un barème cantonal.

² Les résultats obtenus aux épreuves communes et les notes de l'année sont pris en compte de manière équivalente et sur une même échelle pour l'orientation vers les cours à niveaux. Le Département précise les modalités dans un règlement.

³ La section de la recherche et du développement de l'Institut pédagogique est chargée de la gestion des épreuves; elle agit conformément aux instructions du Service de l'enseignement.

c) Information

Art. 38 ¹ Le Département assure aux écoles les moyens d'information des parents sur les conditions d'orientation des élèves à l'issue de la huitième année.⁵²⁾

² Les écoles et les parents peuvent solliciter la collaboration du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire.

CHAPITRE II : Degré secondaire⁵²⁾

Classe et
module,
définitions (art.
20 LS)

Art. 39 ¹ A l'école secondaire, la classe réunit des élèves d'une même année scolaire sans distinction du niveau et de l'option (classe hétérogène). A titre exceptionnel, le Service de l'enseignement peut autoriser une certaine restriction au degré d'hétérogénéité des classes.

² Le module est un ensemble de deux ou trois classes servant à l'organisation des cours à niveaux. Il constitue le groupement à l'intérieur duquel les élèves vivent l'essentiel des contacts avec leurs pairs. Les tâches éducatives et administratives de l'école s'exercent essentiellement au sein du module.

Cours communs
(art. 21 et 22, al.
3, LS)

Art. 40 ¹ L'éducation générale et sociale, l'histoire biblique et religieuse, l'éducation physique, l'éducation musicale, l'éducation visuelle et l'économie familiale sont enseignées en cours communs, sans distinction de niveau et d'option.

² L'enseignement des sciences naturelles et humaines (histoire et géographie) est dispensé en cours communs au degré sept et dans le cadre des options aux degrés huit et neuf.

Cours séparés
(art. 22 LS)
1. Cours à
niveaux (art. 22,
al. 2, LS)
a) Nombre de
niveaux

Art. 41 ¹ L'enseignement du français, de l'allemand et de la mathématique est dispensé en cours à trois niveaux.

² L'élève accède aux cours à niveaux pour lesquels il a les aptitudes et les connaissances nécessaires.

b) Désignation
des niveaux

Art. 42 Les trois niveaux d'enseignement sont désignés au moyen de lettres. Le niveau d'exigence supérieur est désigné par la lettre A (niveau A), le niveau moyen par la lettre B (niveau B) et le niveau de base par la lettre C (niveau C).

c) Répartition
des élèves entre
les niveaux

Art. 43 A l'entrée à l'école secondaire, les élèves sont répartis dans les cours à niveaux, en fonction des résultats de la procédure d'orientation de la sixième année primaire, selon les proportions générales suivantes pour l'ensemble du Canton : 40 % au niveau A, 35 % au niveau B et 25 % au niveau C.

d) Constitution
des groupes
pour
l'enseignement à
niveaux
(art. 24 LS)

Art. 44 ¹ Les élèves d'un module sont en principe répartis en trois groupes pour les enseignements à niveaux.

² Lorsque l'on peut prévoir que l'effectif des élèves d'un module sera inférieur à trente pour les trois ans de la durée du cycle secondaire, les élèves sont répartis en deux groupes pour les enseignements à niveaux.

2. Cours à option
(art. 22, al. 3, LS)

Art. 45 ¹ L'école secondaire offre au choix des élèves et de leurs parents quatre groupes de cours à options :

- a) l'option 1 caractérisée principalement par l'enseignement du latin;
- b) l'option 2 caractérisée principalement par un enseignement renforcé des disciplines scientifiques;
- c) l'option 3 caractérisée par des langues modernes;
- d) l'option 4 caractérisée par l'enseignement d'activités créatrices et techniques.

² L'enseignement d'une deuxième langue étrangère fait partie du programme des options 1, 2 et 3.

³ Lorsque les effectifs d'élèves sont insuffisants pour permettre l'offre séparée de quatre groupes d'options, l'enseignement des branches non spécifiques de l'option est donné en réunissant les élèves des options 1 et 2, d'une part, et 3 et 4, d'autre part.

3. Cours
facultatifs
(art. 23 LS)

Art. 46 ¹ Les écoles secondaires offrent aux élèves un choix de cours facultatifs dans des activités culturelles, éducatives et sportives, à l'exclusion de disciplines inscrites comme telles au plan d'études (cours communs, à niveaux ou à option).

² A cet effet, les écoles disposent d'un crédit-cadre maximal équivalant à une leçon hebdomadaire par classe, mais au minimum huit leçons.

³ L'enseignement facultatif peut être dispensé de manière concentrée et irrégulière au cours de l'année scolaire.

⁴ Les cours facultatifs sont organisés en procédant au regroupement d'élèves de classes, voire de degrés différents.

⁵ L'organisation de cours facultatifs est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

4. Enseignement
du grec ancien

Art. 47 ¹ Un enseignement du grec ancien est offert à l'école secondaire en dehors des options.

² Le Service de l'enseignement organise la collaboration entre les écoles afin d'assurer cette offre.

Orientation
continue
a) Information

Art. 48 L'école secondaire favorise l'orientation continue des élèves en informant ces derniers et leurs parents des possibilités de formation offertes, de leurs conditions d'accès et des débouchés qu'elles permettent. Les enseignants, le directeur et le conseiller d'orientation participent à cette information.

b) Cours d'appui

Art. 49 ¹ L'école propose un cours d'appui de durée limitée aux élèves qui accèdent à un niveau plus exigeant.

² En cas de changement d'option au cours du degré sept et jusqu'à l'admission au degré huit comprise, l'école peut offrir aux élèves concernés un cours d'appui de durée limitée dans les disciplines ne figurant pas dans l'option initiale.

³ Les conditions et modalités d'organisation des cours d'appui sont définies par le Département. Le directeur est chargé de leur organisation.

CHAPITRE III : Prolongation de la scolarité

10^{ème} année
dans le cadre du
programme
secondaire
(art. 25 et 26 LS)

Art. 50 ¹ L'élève qui a accompli neuf années de scolarité obligatoire à l'issue du huitième degré peut, sur simple demande de ses parents, compléter sa formation dans une classe du degré neuf de l'école secondaire. L'accès aux cours à niveaux et aux options est réglé selon les dispositions ordinaires.

² L'élève qui termine sa scolarité au degré neuf dans des cours à niveaux et dans une option ne l'autorisant pas à accéder à la formation professionnelle ou aux études auxquelles il aspire peut demander à accomplir une seconde fois le programme de neuvième année. Le conseiller pédagogique décide sur la base des résultats scolaires obtenus, de l'avis du directeur et de celui du conseiller d'orientation. Si les circonstances le justifient, le Service de l'enseignement peut accorder la même possibilité à un élève qui a effectué le degré neuf en vertu de l'alinéa 1.

³ Le Département arrête les dispositions de détail nécessaires.

Dixième année
linguistique

Art. 51⁴³⁾ ¹ L'élève qui achève sa scolarité obligatoire et souhaite perfectionner ses connaissances linguistiques dans une langue étrangère peut, dans la mesure où une offre est proposée, effectuer une année dans une classe du degré 9 dans une école d'un autre canton.

² Le Département règle les conditions et les modalités relatives à l'admission dans une dixième année linguistique.

Classe d'accueil
et de transition
pour allophones

Art. 51a⁴⁴⁾ ¹ Le Département peut créer une classe d'accueil et de transition destinée aux élèves allophones des degrés 8 et 9 ou effectuant une dixième ou une onzième année scolaire. Cette classe propose un enseignement intensif du français sous une forme interdisciplinaire, une mise à niveau des mathématiques, une sensibilisation à l'environnement, des activités culturelles, manuelles et d'éducation physique. Elle vise à permettre aux élèves d'entreprendre une formation dans une filière du degré secondaire II.

² Le Département arrête les conditions et les modalités relatives à l'admission, ainsi que le programme de la classe d'accueil et de transition pour allophones.

Mesures de
préparation à
la formation
générale et
professionnelle

Art. 51b⁴⁴⁾ ¹ L'élève qui achève sa scolarité obligatoire et ne remplit pas les conditions requises pour accéder à une filière de formation du degré secondaire II, qui souhaite consolider ses compétences et connaissances avant de commencer une formation ou mûrir son projet scolaire ou professionnel tout en consolidant ses compétences et connaissances, ou qui, en raison de difficultés personnelles, ne peut entreprendre un apprentissage, peut bénéficier de mesures de préparation à la formation générale ou professionnelle.

² Ces mesures sont soumises à la législation sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire.

CHAPITRE IV : Mesures de pédagogie compensatoire

SECTION 1 : Définitions et règles générales

Classe de
transition (art. 30
LS)

Art. 52 ¹ La classe de transition est tenue sous forme d'une classe à un ou deux degrés.

² Les élèves qui, pour des raisons majeures, telle une distance excessive, ne peuvent se rendre dans une classe de transition reçoivent l'enseignement dans une classe ordinaire; dans ce cas, le programme de la première année est réparti sur deux ans.

Enseignement
d'appui (art. 31
LS)

Art. 53 ¹ Un enseignement d'appui ambulatoire est proposé à l'élève qui :

- a) a des difficultés à acquérir des connaissances scolaires dans une ou plusieurs disciplines ou
- b) en raison de difficultés de langage n'est pas en mesure de suivre avec profit la classe ordinaire ou
- c) a été empêché de fréquenter l'école durant plusieurs semaines en raison de maladie ou d'hospitalisation.

² En règle générale, cet enseignement ne doit pas dépasser trois mois.

Enseignement
d'appui intégré
(art. 31, al. 3, LS)

Art. 54 Dans les quatre premiers degrés de l'école primaire, un espace est réservé dans la grille horaire des classes pour la dispensation d'un appui léger aux élèves qui en ont besoin. Cet enseignement est dispensé par le maître titulaire de la classe.

Enfants malades
(art. 34 LS)

Art. 55 A la demande des parents, le Service de l'enseignement organise, en collaboration avec les instances médicales concernées, l'enseignement de l'enfant hospitalisé ou en convalescence pour une longue période. Il prend les mesures adaptées aux circonstances.

Soutien
pédagogique
ambulatoire
(art. 32 LS)

Art. 56 ¹ Un soutien pédagogique ambulatoire est proposé à l'élève qui présente un retard général dans les apprentissages scolaires de base ou est atteint de handicaps sensoriels ou mentaux légers ou de troubles du comportement nécessitant une éducation spéciale en complément de mesures spécifiques de rééducation.

² S'il s'avère nécessaire de compléter le soutien pédagogique par des mesures médico-éducatives légères, le Service de l'enseignement s'assure la collaboration du Centre médico-psychologique; il peut également requérir la collaboration de praticiens privés (logopédistes, psychomotriciens, etc.).

Classe de
soutien (art. 33
et 36, al. 2, LS)

Art. 57 ¹ Les classes de soutien accueillent les élèves qui ne sont pas en mesure de suivre l'enseignement d'une classe ordinaire primaire ou secondaire en dépit d'autres mesures de pédagogie compensatoire ou pour lesquels de telles mesures paraissent d'emblée manifestement insuffisantes.

² La classe de soutien du degré secondaire est intégrée à une école secondaire. Elle peut être constituée en classe atelier et une importance particulière est attachée aux activités favorisant l'insertion sociale et professionnelle des élèves.

Réintégration en
classe ordinaire
(art. 4 et 33 LS)

Art. 58 ¹ L'élève placé en classe de transition réintègre en principe la classe de deuxième année ordinaire primaire.

² L'enfant placé en classe de soutien est, dans la mesure de ses possibilités, associé aux activités de la classe ordinaire de l'école primaire ou de l'école secondaire; il réintègre la classe ordinaire dès qu'il peut en suivre l'enseignement, moyennant éventuellement une autre mesure de pédagogie compensatoire.

Non-cumul des
mesures
compensatoires

Art. 59 Sauf cas particulier, les mesures de pédagogie compensatoire ne sont pas cumulatives.

SECTION 2 : Fonctionnement

Répartition du temps et durée des mesures compensatoires (art. 36, al. 1 et 2, LS)

Art. 60 ¹ Dans les classes de transition et de soutien, le nombre de leçons hebdomadaires est équivalent à celui des classes primaires et secondaires des degrés correspondants.

² L'enseignement d'appui est dispensé à raison de leçons de quarante-cinq minutes; les leçons peuvent être scindées en demi-leçons de vingt-cinq minutes.

³ La durée et la répartition du temps de l'enseignement de soutien ambulatoire sont déterminées selon les besoins des élèves concernés.

⁴ L'enseignement d'appui et le soutien pédagogique ambulatoire sont en principe donnés sur le temps réservé à l'enseignement ordinaire; leur durée est déterminée lors de la décision d'octroi de la mesure.

Plan d'études et bulletin scolaire (art. 36, al. 1 et 2, LS)

Art. 61 ¹ Dans la classe de transition, l'enseignement est donné selon le programme de la première année scolaire du plan d'études de l'école primaire, réparti sur deux ans.

² Pour les classes de soutien, le Département arrête un plan d'études spécifique.

³ Le bulletin scolaire officiel est également délivré aux élèves qui fréquentent une classe de transition ou de soutien.

⁴ Pour les élèves des classes de soutien, on indiquera l'année scolaire d'après l'âge et le programme suivi. L'évaluation du travail des élèves est exprimée par des appréciations en termes de compétences et d'objectifs atteints.

⁵ Les prescriptions relatives au passage d'une classe à l'autre selon l'article 81 de la loi scolaire ne sont pas applicables aux élèves des classes de soutien.

SECTION 3 : Dépistage, examen des cas, décision

Dépistage

Art. 62 ¹ Un dépistage précoce des déficiences et troubles particuliers est réalisé dans les classes enfantines par l'enseignant, le psychologue ou le médecin scolaire.

² Le dépistage des insuffisances de développement et des troubles divers est poursuivi régulièrement durant la scolarité obligatoire.

³ Les élèves susceptibles de bénéficier de mesures de pédagogie compensatoire sont signalés au conseiller pédagogique du secteur par les parents ou le représentant légal, l'enseignant, le médecin scolaire, le psychologue scolaire ou le Centre médico-psychologique.

⁴ Les parents sont associés à l'observation de leur enfant et informés des constatations faites.

Troubles
particuliers
(art. 32, al. 3, et
36, al. 4, LS)

Art. 63 ¹ S'il existe des indices de troubles particuliers chez un enfant, l'équipe de coordination invite son représentant légal à le présenter soit au Centre médico-psychologique, soit à d'autres praticiens ou institutions privées.

² Le représentant légal de l'enfant peut demander de sa propre initiative un examen de ce dernier par l'une des institutions mentionnées à l'alinéa 1.

³ Si une action médico-pédagogique légère est nécessaire au rétablissement de la situation scolaire de l'enfant, en complément à un appui ou au soutien ambulatoire, l'institution qui a examiné l'enfant établit un rapport à l'intention de l'équipe de coordination.

Examen des cas
(art. 35 LS)
a) Equipe de
coordination

Art. 64 ¹ Une équipe de coordination, dirigée par le conseiller pédagogique spécialisé et composée d'un psychologue scolaire du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire et d'un enseignant de soutien, procède à l'examen de la situation de l'enfant. Elle requiert la collaboration du maître de classe et du psychologue qui a examiné l'enfant.

² Sur la base de l'évaluation des aptitudes de l'enfant, l'équipe de coordination établit les objectifs pédagogiques et éducatifs de la mesure compensatoire proposée (appui, soutien ambulatoire, placement en classe de soutien). Elle peut demander l'avis du médecin scolaire, du pédopsychiatre ou d'un autre spécialiste (psychomotricien ou logopédiste).

³ Le représentant légal est associé à la proposition.

b) Décision

Art. 65 ¹ Le Service de l'enseignement, sous réserve de recours au Gouvernement, décide de l'octroi des mesures de pédagogie compensatoire. Il peut déléguer cette compétence au directeur de l'école en ce qui concerne l'enseignement d'appui.⁵⁾

² Les décisions prises en vertu de la présente disposition ont force obligatoire pour les commissions scolaires.

³ Les décisions concernant les cas relevant de l'assurance-invalidité fédérale sont réservées.

SECTION 4 : Qualification et statut du personnel

Titre requis
(art. 36, al. 1, LS)

Art. 66 ¹ L'enseignant chargé de mesures d'appui pédagogique est titulaire du certificat d'aptitudes pédagogiques jurassien ou d'une reconnaissance d'équivalence; il justifie de l'expérience de l'enseignement dans une classe ordinaire et a reçu une formation complémentaire définie par le Département.

² L'enseignant chargé de mesures de soutien pédagogique ambulatoire et le titulaire d'une classe de transition ou de soutien doivent posséder, en plus du certificat d'aptitudes pédagogiques jurassien, un titre justifiant d'une formation en pédagogie curative reconnu par le Département ou un titre jugé équivalent.

³ Le spécialiste appelé à dispenser des mesures spécifiques de rééducation est titulaire d'un diplôme professionnel délivré par une école suisse ou d'un titre jugé équivalent et au bénéfice d'une autorisation d'exercer dans le Canton.

Nomination et
engagement
(art. 87, al. 2, LS)

Art. 67 ¹ Les enseignants des classes de transition et de soutien sont nommés par le Département.

² Les enseignants chargés des autres mesures de pédagogie compensatoire sont nommés par le Département à temps complet ou à temps partiel pour une charge hebdomadaire moyenne ou engagés sur la base d'un contrat de droit administratif. Les besoins et les circonstances déterminent le choix.

Rétribution

Art. 68 ¹ La rétribution et les allocations versées aux enseignants chargés des mesures de pédagogie compensatoire sont déterminées par la loi sur les traitements des membres du corps enseignant⁽⁶⁾ et par les dispositions d'exécution qui en découlent.

² La rétribution des enseignants et des spécialistes engagés à la tâche pour dispenser des mesures d'appui, de soutien ambulatoire et de compléments médico-éducatifs, est déterminée conformément à l'article 6 de l'ordonnance sur la rétribution des leçons supplémentaires données par un maître occupé à plein temps et de l'enseignement dispensé de façon irrégulière durant un semestre entier⁷⁾.

CHAPITRE V : Institutions spécialisées

Définition
(art. 37 LS)

Art. 69 ¹ Sont réputées institutions spécialisées au sens de la loi scolaire et de la présente ordonnance les institutions qui accueillent en internat ou en externat des élèves souffrant de handicaps physiques ou mentaux, d'atteintes psychopathologiques graves ou de graves troubles du comportement.³³⁾

² Le Département établit la liste des institutions reconnues.

Institutions hors
Canton
(art. 37, al. 2, LS)

Art. 70 Les enfants handicapés physiques et mentaux qui nécessitent des soins et des mesures éducatives lourdes et ne peuvent bénéficier valablement d'une intégration dans les structures scolaires ordinaires sont placés dans des institutions spécialisées hors Canton soumises à la Convention relative aux institutions⁸⁾.

Placement

Art. 71 ¹ Lorsqu'il apparaît qu'un enfant devrait fréquenter une institution spécialisée, la commission d'école en informe les parents et demande au Service de l'enseignement d'examiner le cas.

² Un représentant du Service de l'enseignement s'entretient avec les parents, l'enseignant et les services auxiliaires concernés en vue d'arrêter une solution concertée.³³⁾

³ En cas de désaccord, le Service de l'enseignement décide, sous réserve de recours au Gouvernement. Le placement en internat requiert toutefois l'accord des parents.⁵⁾³³⁾

⁴ Les dispositions du Code civil suisse relatives à l'autorité parentale, au placement à des fins d'assistance et à la tutelle demeurent réservées.⁵⁴⁾

Qualification du
personnel des
institutions
(art. 39, al. 2, LS)

Art. 72 Les institutions sont tenues au respect des directives de l'Office fédéral des assurances sociales relatives à l'ordonnance sur la reconnaissance d'écoles spéciales dans l'assurance-invalidité⁹⁾.

Création de nouveaux emplois	Art. 73 La création de nouveaux emplois requiert l'autorisation préalable du Département si la dépense peut être couverte par le budget, du Gouvernement si la dépense n'a pas été prévue au budget.
Traitements	<p>Art. 74 ¹ La rétribution du personnel des institutions s'effectue conformément à une échelle de traitements sanctionnée par le Gouvernement.</p> <p>² Les dépenses de personnel des institutions ne sont admises à la répartition des charges que dans cette mesure et pour autant qu'elles correspondent à la liste du personnel approuvée par le Département.</p>
Budget (art. 40 LS) a) Elaboration	<p>Art. 75 ¹ Les travaux d'entretien et de réparation des immeubles font l'objet d'une demande préalable détaillée.</p> <p>² Les demandes d'achat de matériel font l'objet d'une présentation comportant des devis précis pour toute dépense supérieure à 3 000 francs et un devis global pour les dépenses inférieures à ce montant. Le caractère de remplacement ou de nouveauté du matériel est précisé.</p>
b) Approbation par le Département	<p>Art. 76 ¹ Les institutions placées sous la surveillance du Département soumettent chaque année au Service financier de l'enseignement, au plus tard jusqu'au 15 juin, leur budget pour l'année civile suivante.</p> <p>² Le budget est établi selon la structure du compte d'exploitation arrêtée par le Service financier.</p> <p>³ Le Département se prononce sur le budget jusqu'au 20 décembre au plus tard.</p>
c) Insuffisances budgétaires	<p>Art. 77 ¹ Les dépenses nécessaires et urgentes non prévues au budget sont signalées sans délai au Service financier de l'enseignement.</p> <p>² Les autres dépenses non ou insuffisamment prévues au budget doivent obtenir l'autorisation préalable de ce service.</p>
Gestion comptable et financière	Art. 78 Les institutions appliquent dans leur gestion financière et comptable les principes généraux de la loi sur les finances de la République et Canton du Jura et des communes ¹⁰⁾ , dans la mesure où ils sont compatibles avec la nature de l'institution.

Présentation des
comptes

Art. 79 Les institutions transmettent leur compte d'exploitation et la statistique administrative au Service financier de l'enseignement jusqu'au 31 mai de l'année suivante au plus tard.

Financement et
répartition des
charges
(art. 40 LS)

Art. 80 ¹ Les dépenses d'exploitation et les dépenses générales telles que définies par l'article 152, chiffres 2 et 3, de la loi scolaire sont financées et réparties conformément aux articles 153 et 154 de ladite loi, après déduction des contributions fédérales.

² La contribution cantonale aux charges d'exploitation des institutions hors Canton accueillant des enfants soumis à la loi scolaire est répartie de la même manière.

Gestion des
subventions

Art. 81 ¹ Le Service financier de l'enseignement gère les subventions.

² Il peut verser des avances allant jusqu'à 80 % de la subvention en cours d'exercice, le solde étant versé après le boucllement des comptes.

TITRE TROISIEME : Fonctionnement général de l'école

CHAPITRE PREMIER : Locaux et installations scolaires

Accès aux
bâtiments et
locaux scolaires
(art. 43 LS)

Art. 82 ¹ L'accès aux classes, salles de cours ou autres emplacements où est dispensé l'enseignement est réservé exclusivement aux élèves, au personnel enseignant et aux autres personnes dûment légitimées (conseiller pédagogique, médecin scolaire, etc.).

² La commission d'école peut interdire l'accès aux bâtiments scolaires et autres installations, ainsi qu'à leurs dépendances, à toute personne qui dérange l'enseignement ou menace la tranquillité ou la sécurité des usagers. En cas d'urgence, le directeur peut prendre les mesures qui s'imposent.

CHAPITRE II : Temps scolaire et congés spéciaux

Année scolaire,
semestres (art.
46 LS)

Art. 83 ¹ L'année scolaire compte trente-neuf semaines et au moins cent quatre-vingt-cinq jours d'activité scolaire.

² Elle est divisée en deux semestres allant respectivement du 1^{er} août au 31 janvier et du 1^{er} février au 31 juillet.

Congés officiels	Art. 84 Les écoles sont fermées les jours de congés officiels.
Semaine scolaire (art. 48 LS)	<p>Art. 85⁵²⁾ ¹ La semaine scolaire des élèves est en principe répartie sur neuf demi-journées; il n'y a pas de cours le samedi et le dimanche.</p> <p>² Au degré primaire, il n'y a pas de cours le mercredi après-midi.</p> <p>³ Au degré secondaire, les élèves disposent d'un après-midi de congé, dans la mesure du possible le mercredi après-midi.</p>
Nombre de leçons	<p>Art. 86⁴³⁾⁵²⁾ Le Gouvernement fixe, par voie d'arrêté, sur proposition du Département, le nombre global de leçons pour les degrés primaire et secondaire.</p> <p>Art. 87 et 88⁴⁵⁾</p>
Durée des leçons (art. 48 LS)	Art. 89 La durée d'une leçon est de quarante-cinq minutes.
Autre découpage du temps d'enseignement (art. 48 LS)	<p>Art. 90 ¹ Pour des raisons pédagogiques et méthodologiques, il est possible de procéder, pour une durée limitée, à un découpage de l'horaire scolaire autre qu'en leçons de quarante-cinq minutes et de répartir le temps imparti à chaque discipline scolaire selon une autre articulation que celle fixée dans la grille horaire hebdomadaire.</p> <p>² L'enseignant ou le groupe d'enseignants concernés informent le directeur de leur intention. Ce dernier peut prendre l'avis du conseiller pédagogique.</p> <p>³ L'autorisation est accordée pour autant que le nouveau découpage ne touche pas l'horaire personnel des enseignants non concernés et que le nombre de leçons par discipline inscrit à la grille horaire soit respecté au terme de quatre semaines.</p> <p>⁴ A l'école primaire, chaque enseignant établit le décompte des heures dans le journal de classe. A l'école secondaire, le décompte est remis au directeur de l'école.</p> <p>⁵ Le conseiller pédagogique encourage l'application de la présente disposition pour autant que la qualité de l'enseignement soit garantie. Il peut toutefois limiter certaines pratiques.</p>

Autres formes
d'enseignement

Art. 91 Durant deux semaines au plus par année scolaire, l'enseignement peut être organisé sous forme de journées d'études, de classes vertes, de journées ou de camps de sport, d'excursions ou de courses scolaires. Les manifestations cantonales organisées par le Département ne sont pas prises en compte.

Congé spécial à
une école ou une
classe (art. 48
LS)

Art. 92 ¹ Sous réserve que l'activité scolaire s'étende sur cent quatre-vingt-cinq jours au moins, la commission d'école peut octroyer des congés exceptionnels de quatre demi-journées au maximum par année scolaire à une classe ou à l'école entière si les circonstances locales le justifient. Le congé ne peut excéder un jour à la fois.

² L'octroi d'un congé pour un autre motif ou pour une durée supérieure à un jour, ainsi que l'octroi d'un congé à plusieurs écoles ou à l'ensemble des écoles du Canton, relève du Département.

Congé spécial à
un élève (art. 48
LS)

Art. 93 ¹ Chaque élève peut bénéficier, sans justification, de deux demi-journées de congé au maximum par année scolaire. Les parents et l'élève pourvoient eux-mêmes au rattrapage des leçons manquées. Le Département arrête les directives nécessaires. ⁴³⁾

^{1bis} Un congé spécial peut être octroyé à un élève pour des motifs justifiés. ⁴⁴⁾

² La demande de congé doit être présentée par le représentant légal de l'élève, en principe un mois à l'avance, par écrit et motivée, au directeur ou à l'enseignant.

³ La commission d'école, ou le directeur sur délégation de cette dernière, est compétente pour les congés jusqu'à cinq jours. Pour les congés excédant cette durée, la compétence est dévolue au Service de l'enseignement.

Horaires
harmonisés

Art. 93a ⁴⁴⁾ La commission d'école veille à l'harmonisation des horaires scolaires des élèves du cercle sur la base d'horaires-blocs à l'école enfantine et à l'école primaire. Le Département édicte les directives nécessaires.

CHAPITRE III : Effectif, ouverture, fermeture et composition des classes

SECTION 1 : Principes et normes relatifs au nombre de classes et de modules du cercle scolaire³⁶⁾

Principes
(art. 49 LS)

Art. 94³⁴⁾ ¹ Les commissions et syndicats scolaires veillent à ce que le cercle scolaire dispose du nombre de classes et de modules correspondant aux normes fixées dans le présent chapitre.

² Le nombre de classes et de modules d'une école est déterminé en fonction respectivement de l'effectif probable des élèves de l'ensemble du cercle scolaire ou du degré scolaire. Le besoin en classes doit être planifié à moyen terme, sur une période de quatre années. Le Service de l'enseignement fournit aux communes et aux autorités des cercles scolaires les informations statistiques nécessaires à cet effet.⁴¹⁾

Nombre de
classes du cercle
scolaire
a) Généralités

Art. 95 ¹ Le nombre de classes du cercle scolaire est déterminé par l'effectif probable des élèves des quatre années à venir.⁴¹⁾

² ...⁴²⁾

³ Lorsque l'effectif probable comprend un nombre d'élèves pouvant donner lieu à un nombre variable de classes selon les articles ci-après, les dispositions sur l'ouverture et la fermeture de classes s'appliquent.

⁴ Les dimensions minimales des cercles scolaires sont définies aux articles 217 à 219.

Art. 96⁴²⁾

b) Ecole
enfantine et
primaire

Art. 97⁴¹⁾ ¹ Le nombre de classes du cercle d'école enfantine et primaire est déterminé selon le tableau suivant :

Effectif probable des élèves du cercle	Nombre de classes du cercle
56 à 74	4
75 à 95	5
96 à 114	6
115 à 137	7
138 à 160	8
161 à 189	9
190 à 210	10
209 à 231	11
228 à 252	12

² Dès douze classes, le nombre de classes au tableau ci-dessus progresse d'une unité par tranche de dix-neuf à vingt et un élèves.

c) Ecole
secondaire

Art. 98³⁴⁾ ¹ Pour chaque degré du cercle scolaire secondaire, l'enseignement est organisé, en fonction de l'effectif des élèves, par modules de deux ou trois classes selon le tableau suivant :

Effectif probable des élèves du degré considéré	Nombre de modules du cercle pour le degré considéré
Jusqu'à 51	1
52 à 102	2
103 à 153	3
154 à 204	4
205 à 255	5
Plus de 255	6

² En principe, l'effectif d'un module de deux classes comprend au maximum quarante-six élèves et celui d'un module de trois classes cinquante et un élèves.

³ Le Département arrête chaque année l'organisation de détail de l'enseignement par modules pour chaque cercle, après avoir entendu les autorités scolaires locales.

⁴ Sous réserve de fluctuations importantes dans l'effectif des élèves, l'organisation de l'enseignement par modules arrêtée dans le cercle scolaire au début du septième degré est valable pour les trois années du cycle secondaire.

d) Classe de transition et de soutien

Art. 99 ¹ Les effectifs des classes de transition et de soutien sont fixés de cas en cas.

² En principe, l'effectif d'une classe de transition ne sera pas durablement inférieur à huit élèves, ni supérieur à treize élèves.

³ En principe, l'effectif d'une classe de soutien ne sera pas durablement inférieur à cinq élèves, ni supérieur à dix élèves.

⁴ Une classe de transition ou une classe de soutien peut être maintenue malgré un effectif insuffisant lorsque sa fermeture imposerait un transport d'élèves trop long ou trop coûteux.

SECTION 2 : Ouverture et fermeture de classes

Procédure
(art. 49 LS)

Art. 100 ¹ Les démarches des communes ou des syndicats scolaires tendant à l'ouverture et à la fermeture de classes doivent être portées à la connaissance du Département six mois au moins avant l'entrée en vigueur possible de ces mesures. Les cas exceptionnels demeurent réservés.

² Les demandes et les décisions relatives à l'ouverture et à la fermeture de classes sont étayées par une analyse des effectifs de l'école et des perspectives d'admission à moyen terme (quatre années).⁴¹⁾

³ Avant toute demande et toute décision d'ouverture et de fermeture de classe, l'ensemble des possibilités d'aménagement tendant à améliorer l'offre d'enseignement au sein même du cercle scolaire doivent être examinées.

Ouverture de
classes
(art. 49 LS)

Art. 101 ¹ Le Département autorise l'ouverture d'une nouvelle classe lorsqu'il apparaît qu'un cercle scolaire aura un effectif total qui le situe durablement dans les limites admises pour un nombre de classes supérieur.

² En principe, le Département communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette dernière.

³ Le Département peut autoriser une ouverture de classe provisoire afin d'absorber des surcroîts d'effectifs momentanés ou lorsque la répartition des élèves par classes d'un ou de deux degrés n'est pas possible. L'engagement de l'enseignant s'effectue alors sur la base d'un contrat de droit administratif.^{[41\)](#)}

⁴ Lorsque, pour des raisons impérieuses, l'ouverture d'une nouvelle classe n'est pas possible (manque de locaux, pénurie d'enseignants), le Service de l'enseignement autorise l'enseignement en sections de classe ou sous forme de co-enseignement.^{[41\)](#)}

Fermeture de
classes
(art. 49 LS)

Art. 102 ¹ Le Département autorise la fermeture d'une classe lorsqu'il apparaît que les effectifs du cercle scolaire se situeront durablement en dessous des normes correspondant au nombre actuel de classes et dans les normes qui prévalent pour un nombre de classes inférieur.

² Sauf cas particulier, le Département communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette dernière.

³ Le Département peut surseoir à une fermeture de classe lorsque la répartition des élèves par classes d'un ou de deux degrés n'est pas possible.^{[41\)](#)}

⁴ Lorsque des raisons particulières le justifient, telles que l'impossibilité de procéder immédiatement à un regroupement scolaire ou la nécessité de tenir compte d'une situation difficile pour un enseignant dont l'emploi serait supprimé, le Département peut surseoir à la fermeture d'une classe pour une durée maximale de deux ans à partir du moment où la fermeture devrait normalement être ordonnée.^{[42\)](#)}

Ouverture et
fermeture de
classe
ordonnées par le
Département
(art. 49, al. 2, LS)

Art. 103 ¹ Lorsqu'une commune ou une autorité scolaire n'a pas donné suite à l'invitation du Département d'ouvrir ou de fermer une classe, ce dernier ordonne lui-même la mesure en question.

² Sauf cas particulier, il communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de la mesure.

³ L'article 102, alinéa 3, s'applique également en cas de fermeture.

SECTION 3 : Formation et composition des classes

Formation des
unités et
organisation de
l'enseignement

Art. 104 ¹ La commission d'école arrête, sur proposition du directeur et sous réserve de ratification par le Service de l'enseignement, la formation des classes, sections de classe, groupes d'enseignement à niveaux, à option et des cours facultatifs.

² L'enseignement est organisé conformément aux dispositions de la présente section.

Principe

Art. 105 L'enseignement est dispensé pour l'essentiel dans le cadre de la classe à l'école enfantine et primaire, et dans le cadre du module à l'école secondaire.

Enseignement
par sections de
classe
a) En général

Art. 106 ¹ Si des contraintes pédagogiques ou matérielles particulières le justifient, l'enseignement peut être dispensé par sections de classe en vue d'en améliorer l'efficacité.

² La section de classe est une norme spécifique d'effectif regroupant une partie des élèves d'une classe ou de plusieurs classes.

³ En règle générale, la section de classe ne comptera pas moins de six élèves et pas plus de treize élèves.

⁴ Peuvent être enseignées par sections de classe les disciplines ou parties de disciplines suivantes : les activités manuelles (ACM, ACT), l'économie familiale, les travaux pratiques de biologie, le laboratoire de sciences et techniques et l'informatique.

b) A l'école
enfantine

Art. 107 ¹ Dans les classes comprenant des élèves de deuxième enfantine (enfants de cinq ans) et dont l'effectif est de quatorze au moins, deux demi-journées sont dispensées par sections de classe.

² Le Service de l'enseignement précise les modalités d'application de cette disposition.

c) A l'école
primaire

Art. 108 ¹ L'enseignement du français, de la mathématique et de l'allemand peut être dispensé partiellement par sections de classe selon les modalités suivantes :

- a) pour les classes ne comptant que des élèves du même degré, à raison de deux leçons de français et de deux leçons de mathématique en première primaire, et d'une leçon de français et d'une leçon de mathématique en deuxième primaire;
- b) pour les classes réunissant des élèves de première et deuxième primaire, une leçon de français et une leçon de mathématique pour chaque degré séparément; l'enseignement dispensé à un seul degré en raison d'un nombre de leçons supérieur dans le plan d'études n'est pas considéré comme enseignement par sections de classe;
- c) une leçon d'allemand pour les classes de quatrième, cinquième et sixième primaire réunissant des élèves de deux de ces degrés.

² Le Service de l'enseignement précise les modalités d'application de la présente disposition.

Enseignement à
niveaux

Art. 109 Pour l'enseignement à niveaux à l'école secondaire, le regroupement des élèves s'en tient, en règle générale, aux normes suivantes :

- niveau A : entre 15 et 23 élèves;
- niveau B : entre 13 et 21 élèves;
- niveau C : entre 9 et 14 élèves.

Cas particuliers

Art. 110 Dans des situations de rigueur, en particulier dans des cas d'effectifs très élevés lorsque l'ouverture d'une classe supplémentaire n'est pas possible, le Service de l'enseignement peut autoriser, pour une durée n'excédant pas une année scolaire, un enseignement dispensé partiellement ou totalement par sections de classe, notamment en français, mathématique et allemand.

CHAPITRE IV : Plan d'études

Publication
(art. 50 LS)

Art. 111 ¹ Le Département arrête la répartition du temps scolaire entre les disciplines du plan d'études (grilles horaires).

² Les plans d'études sont publiés.

³ Les plans publiés définissent les objectifs généraux et les principaux contenus de chaque discipline par année scolaire ou par cycle. Le Département veille particulièrement à la conformité de ces documents avec les directives méthodologiques plus élaborées qu'il peut proposer aux enseignants.

Art. 112³⁹⁾

Athlète ou artiste
de haut niveau
(art. 56, al.3, LS)
a) Principe

Art. 113⁴³⁾ ¹ Les élèves de douze ans révolus dont les performances sportives ou les prestations artistiques sont d'un niveau élevé peuvent bénéficier d'un aménagement du programme scolaire pour les besoins de leur entraînement ou de leur formation.

² A l'école secondaire, ils peuvent bénéficier de structures particulières.

³ Dans des cas exceptionnels, des élèves de moins de douze ans peuvent bénéficier de mesures limitées.

Art. 114 et 115⁴⁵⁾

b) Renvoi

Art. 116⁴³⁾ Le Gouvernement arrête, par voie de directives, les conditions auxquelles doivent satisfaire les élèves concernés, le cadre général des aménagements et des allègements d'horaires, les ressources et le financement, ainsi que les dispositions de détail concernant les mesures pour les athlètes et artistes de haut niveau.

Sport scolaire
facultatif
(art. 57, al. 2, LS)
a) But

Art. 117 Le sport scolaire facultatif a pour but d'approfondir et de compléter le programme ordinaire d'éducation physique. Il peut être organisé sous la forme de cours facultatifs, de manifestations et de compétitions sportives (journées régionales, cantonales, intercantionales ou suisses).

b) Autorités
compétentes

Art. 118 Les cours facultatifs relèvent du Service de l'enseignement; les manifestations et les compétitions sportives de l'Office des sports.

c) Forme

Art. 119 Les écoles primaires et secondaires peuvent proposer un choix d'activités sportives relevant du sport scolaire facultatif dans le cadre des cours facultatifs.

d) Contenu des activités

Art. 120 ¹ Les cours de sport scolaire facultatif doivent être adaptés à l'âge et à l'aptitude des élèves. Aucune discipline sportive comportant des risques majeurs d'accidents ne doit être proposée.

² Le Service de l'enseignement décide, sur avis de l'Office des sports, quelles disciplines et quelles matières d'enseignement sont autorisées.

e) Financement et gestion

Art. 121 ¹ L'Office des sports assume les frais d'organisation des journées cantonales de sport scolaire et la participation jurassienne aux journées intercantionales et suisses. D'entente avec le Département des Finances, le Département de l'Education précise les frais pris en charge.

² Pour le surplus, les activités du sport scolaire facultatif sont traitées de la même manière que les cours facultatifs sur le plan administratif (horaire, autorisation, rétribution).

Education sexuelle
(art. 59 LS)
a) Programme

Art. 122 ¹ Le cours d'éducation sexuelle comprend :

- a) une information aux parents des élèves des classes enfantines;
- b) une intervention auprès des élèves de quatrième année scolaire, précédée d'une information complète aux parents;
- c) une intervention auprès des élèves de sixième et huitième années scolaires.

² Le directeur de l'école prend, en collaboration avec les enseignants concernés, les dispositions administratives en vue de la réalisation du programme dans les classes de son établissement.

b) Renonciation

Art. 123 ¹ Les parents qui entendent dispenser leur enfant du cours d'éducation sexuelle remettent leur déclaration au directeur au plus tard après la séance d'information des parents. Le maître concerné en est immédiatement informé.

² Le directeur de l'école prend toute disposition utile afin que l'élève concerné reste sous la surveillance de l'école durant cet enseignement (salle d'étude, placement dans une autre classe, etc.).

c) Animateurs

Art. 124 ¹ Le cours d'éducation sexuelle est dispensé, hors de la présence de l'enseignant, par des animateurs formés à cet effet et certifiés par le Département, conformément à la législation sur la formation du corps enseignant.

² Les animateurs sont engagés par le Département sur la base d'un contrat de droit administratif, conformément à l'article 87, alinéa 2, de la loi scolaire.

³ Les animateurs sont rétribués conformément à l'article 6 de l'ordonnance sur la rétribution des leçons supplémentaires données par un maître occupé à plein temps et de l'enseignement dispensé de façon irrégulière durant un semestre entier⁷; ils ont droit à une indemnité de déplacement conformément à l'article 196 de la présente ordonnance.

Education aux médias

Art. 125 ¹ Les enseignants initient leurs élèves à la lecture critique des médias dans l'ensemble des disciplines du plan d'études qui s'y prêtent, notamment celles impliquant l'usage de moyens audiovisuels et informatiques.

² Les enseignants et les écoles organisent au moins une fois dans le cours de chaque cycle primaire et secondaire une activité intensive au sens de l'article 91, dévolue à l'éducation aux médias.

³ A cet effet, la section de la documentation et des moyens audiovisuels de l'Institut pédagogique apporte son appui et met ses moyens à disposition.

Préparation au choix d'une profession
(art. 61 et 62 LS)

Art. 126 ¹ Le plan d'études de l'école secondaire comporte une activité pédagogique de sensibilisation au choix d'une profession ou d'une formation ultérieure. Cette activité est conduite par les enseignants, notamment dans le cadre de la discipline "éducation générale et sociale".

² Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire collabore dans la préparation des élèves au choix professionnel; il assure leur information et leur documentation.

³ Les élèves de l'école secondaire peuvent effectuer, durant le temps scolaire, des stages d'orientation professionnelle d'une durée maximale de cinq jours par année scolaire. Ces stages sont conçus pour l'information et sont gérés par le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire.

⁴ Les associations professionnelles, les entreprises, les écoles professionnelles et supérieures qui entendent informer les élèves s'adressent au Centre précité.

CHAPITRE V : Activités culturelles et sociales de l'école

Activités
culturelles
(art. 63 LS)

Art. 127 ¹ Le Service de l'enseignement encourage les écoles à mettre en place des cours facultatifs et des activités parascolaires à vocation culturelle et à organiser des contacts entre les artistes et les élèves.

² Il peut adresser aux écoles des offres de tournées de spectacles, de concerts, de conférences ou d'expositions adaptés au niveau des élèves.

³ Les interventions d'artistes dans le cadre des classes et l'encadrement extérieur d'activités parascolaires reconnues par le Service de l'enseignement sont rétribués conformément aux normes définies par le Département et financés comme une rétribution d'enseignant.

⁴ Le Service de l'enseignement peut accorder une aide financière aux écoles afin d'abaisser le coût des activités culturelles, en particulier celles mentionnées à l'alinéa 2, auxquelles contribuent le cercle scolaire et les parents.

Bibliothèques
scolaires et de la
jeunesse
(art. 64 LS)

Art. 128 Les dispositions de l'ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique⁴¹⁾ s'appliquent aux bibliothèques scolaires et de la jeunesse.

Activités sociales
(art. 65 LS)

Art. 129 Le plan d'études propose, en particulier dans le cadre du cours d'éducation générale et sociale, des exemples d'activités à caractère social et de service à la communauté. Les classes ou les établissements participent en principe annuellement à de telles activités.

CHAPITRE VI : Participation à la formation et au perfectionnement des enseignants

Art. 130⁴⁵⁾

TITRE QUATRIEME : Parents et élèves

CHAPITRE PREMIER : Parents

Droits individuels, information (art. 69 LS)

Art. 131 ¹ Les parents sont informés des résultats scolaires, du comportement de leur enfant et de la vie scolaire intéressant la famille au moyen du carnet hebdomadaire et du bulletin scolaire officiel. A l'école enfantine, le carnet hebdomadaire peut être remplacé par un autre moyen plus épisodique; il n'y a pas de bulletin.

² Les parents sont tenus de prendre connaissance du bulletin et du carnet et de les signer.

³ Les parents peuvent en tout temps demander à être entendus ou reçus par le directeur de l'école ou l'enseignant. Le cas échéant, ils se conforment aux heures de visite ou de contact prévues par l'école.

Devoirs en cas d'absence (art. 72 LS)

Art. 132 ¹ En cas d'absence imprévue d'un élève, notamment en cas de maladie ou d'accident, les parents avisent l'enseignant ou le directeur de l'école, en indiquant le motif de l'absence. Le directeur ou l'enseignant peut demander une justification écrite au retour de l'élève.

² L'absence pour maladie ou accident doit être justifiée par les parents au moyen d'une déclaration médicale dès qu'elle dépasse dix jours consécutifs de classe.

Absences justifiées

Art. 133 ¹ Sont notamment réputées justifiées les absences dues au changement de domicile, à la maladie, à un accident ou à un traitement médical ou dentaire de l'élève, de même que celles dues à la maladie grave ou au décès d'un proche.

² Les absences dues aux séances et stages d'orientation professionnelle, aux mesures de pédagogie compensatoire, à la fréquentation des cours de langue et de culture reconnus et organisés par les autorités des pays d'émigration comptent comme temps scolaire.

Violation des obligations scolaires (art. 73 LS)

Art. 134 ¹ En cas d'absences prolongées ou répétées non justifiées d'un élève et lorsqu'il apparaît que les parents ne respectent pas leur obligation d'envoyer leur enfant à l'école, le directeur les dénonce à la commission d'école.

² Après enquête, la commission peut prononcer une amende. L'amende est fixée en fonction des raisons et de la durée de l'absence; elle s'élève au maximum à 2 000 francs, 4 000 francs en cas de récidive.

³ La commission d'école arrête les modalités d'encaissement des amendes et décide de l'affectation des sommes perçues; ces dernières doivent être réservées à des activités scolaires.

CHAPITRE II : Elèves

SECTION 1 : Généralités

Liberté
d'information,
d'expression et
d'association
(art. 74, al. 3, LS)

Art. 135 ¹ L'élève a le droit de rechercher, de recevoir et de diffuser des informations et des idées sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique. Il exerce ces droits dans la considération due aux autres élèves et aux enseignants, dans le respect de leurs propres droits et sans mésuser du matériel et des équipements scolaires.

² L'élève a le droit de participer aux activités d'associations d'élèves en dehors des heures d'enseignement.

Droit d'être
entendu
(art. 74, al. 4, LS)

Art. 136 L'élève est entendu par son enseignant, le directeur ou toute autre autorité ou instance appelée à statuer lors de toutes décisions le concernant, notamment en matière de carrière scolaire (orientation, promotion, redoublement) et de sanctions. Demeure cependant réservée la notation des travaux.

Participation des
élèves
(art. 74, al. 3, LS)

Art. 137 ¹ L'enseignant prête attention et intérêt à l'avis exprimé par l'élève dans la vie et l'organisation de la classe.

² Dans la mesure du possible, les élèves sont associés à la vie et à la gestion de la classe et de l'école, en fonction de leur âge, en particulier pour les activités parascolaires.

³ Au besoin, le règlement scolaire local précise les modalités de cette participation.

Egalité entre
garçons et filles
(art. 75, al. 2, LS)

Art. 138 ¹ Les filles et les garçons reçoivent un enseignement identique, organisé selon un programme unique et dispensé dans des classes mixtes. A l'école secondaire toutefois, l'enseignement de l'éducation physique peut être dispensé partiellement en classes séparées.

² Le Département précise les modalités.

Aide aux élèves
en difficulté
(art. 75, al. 3, LS)

Art. 139 ¹ Chaque élève fait l'objet d'une attention particulière de la part de l'enseignant. Celui-ci apporte à chacun de ses élèves, individuellement ou en petits groupes, les encouragements et l'aide dont ils ont besoin pour la participation normale aux activités de la classe.

² Au besoin, l'enseignant sollicite les mesures de pédagogie compensatoire appropriées.

³ Les enseignants et la commission d'école collaborent avec les organes et institutions chargés de la prévention et des services sociaux de la jeunesse.

Etat des locaux
scolaires
(art. 77, al. 3, LS)

Art. 140 ¹ Les directeurs d'école et les conseillers pédagogiques contrôlent régulièrement si les locaux scolaires sont salubres, adaptés aux élèves et répondent aux normes usuelles de sécurité.

² Ils signalent toute insuffisance aux autorités scolaires locales et requièrent au besoin l'intervention du Département.

Occupations
extrascolaires
excessives

Art. 141 Lorsque le comportement ou les activités d'un élève en dehors de l'école nuisent à son travail scolaire, l'enseignant, le directeur ou la commission d'école interviennent auprès des parents.

Assurance des
élèves
(art. 78 LS)
a) Principe

Art. 142 ¹ Les communes assurent les élèves domiciliés sur leur territoire qui fréquentent un établissement soumis à la loi scolaire.

² Le contrat peut prévoir que la couverture des frais médico-pharmaceutiques est complémentaire à l'assurance personnelle des élèves (assurance-accidents ou caisse-maladie). Il doit cependant prévoir que l'assureur fournit ses prestations à titre principal s'il n'existe pas d'assurance personnelle au jour de l'accident ou si la couverture de cette dernière est suspendue en raison du non-paiement des primes.

b) Activités couvertes

Art. 143 L'assurance des élèves couvre tous les accidents survenant lors d'une activité se déroulant sous la responsabilité de l'école ou sur le chemin de l'école. Doivent notamment être couverts les accidents se produisant lors des activités suivantes : leçons, récréations, trajets entre l'école et le domicile et vice-versa, pauses de midi à l'école pour les élèves ne pouvant rentrer chez eux, courses faites pour le compte de l'école, courses d'école et déplacements scolaires, manifestations sportives, collectes et ventes d'insignes organisées par l'école, trajets entre l'école et le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire ou le Centre médico-psychologique et vice-versa, cours culturels, cours de langue et manifestations sportives organisés pour les enfants étrangers et autorisés par le Département.

c) Prestations

Art. 144 ¹ L'assurance des élèves prévoit au moins les prestations suivantes :

- indemnité en cas de décès : 10 000 francs;
- indemnité en cas d'invalidité : 100 000 francs;
- prestations pour soins et remboursement de frais : semblables à ceux prescrits par la loi fédérale sur l'assurance-accidents¹²⁾.

² L'indemnité en cas de décès ou d'invalidité est versée nonobstant l'existence d'une assurance personnelle de l'élève.

³ Lorsque l'assurance personnelle de l'élève prend en charge les frais de traitement, l'assurance des élèves couvre, dans le cadre de sa garantie, la franchise et les participations éventuelles à charge des parents, ainsi que les autres frais non pris en charge.

Banques de données

Art. 144a⁴⁴⁾ ¹ Les contenus des banques de données doivent se limiter aux informations courantes nécessaires à la gestion des écoles et au suivi de la carrière scolaire des élèves. Sont notamment exclues les informations relatives au comportement, à la situation familiale ou au dossier médical des élèves.

² Le catalogue des données est soumis, pour ratification, à la Commission cantonale pour la protection des données.

³ L'accès à tout ou partie d'une base de données est strictement limité pour les contributeurs et pour les utilisateurs. Les contributeurs et les utilisateurs n'ont accès qu'aux données qui les concernent, sur la base de listes établies préalablement par le Département. Pour les utilisateurs, les données sont rendues anonymes chaque fois que cela est possible.

SECTION 2 : Admission et inscription des élèves

Art. 145⁵¹⁾

Admission et
inscription des
élèves

a) Degré
primaire

Art. 146⁵²⁾ La commission d'école établit chaque année la liste des enfants devant entrer en scolarité obligatoire; elle informe les parents concernés jusqu'au 31 mars, par pli personnel ou par voie de presse.

b) Degré
secondaire

Art. 147⁵²⁾ ¹ Les maîtres primaires concernés établissent chaque année la liste de leurs élèves qui accomplissent la huitième du degré primaire; ils adressent cette liste au conseiller pédagogique de l'école primaire jusqu'au 10 juin avec l'indication des notes du deuxième semestre.

² Le conseiller pédagogique décide de la promotion des élèves du degré primaire au degré secondaire ou du redoublement. Il transmet la liste des élèves promus au directeur de l'école secondaire concerné.

³ Le directeur décide de la répartition des élèves promus dans les cours à niveaux et dans les options du degré secondaire.

Changement de
domicile ou de
résidence

Art. 148 Lorsqu'un élève change de domicile ou de résidence habituelle durant sa scolarité obligatoire, ses parents sont tenus d'en aviser immédiatement la commission d'école du nouveau cercle scolaire.

Arrivée en cours
de scolarité
d'enfants de
l'extérieur

Art. 149 En cas d'arrivée en cours de scolarité d'enfants provenant d'un autre canton ou d'un pays étranger, le conseiller pédagogique décide, sur proposition de la commission d'école, de l'affectation de l'élève à l'école enfantine et primaire; l'affectation à l'école secondaire est décidée par le Service de l'enseignement, sur proposition du directeur.

SECTION 3 : Carrière scolaire des élèves

Sous-section 1 : Généralités

Evaluation du
travail scolaire
(art. 80 LS)

Art. 150 ¹ Durant la scolarité obligatoire, le travail scolaire des élèves est évalué par des notes chiffrées, des mentions ou des appréciations.

² Un bulletin officiel du Département est remis au terme de chaque semestre à tout élève durant la scolarité obligatoire.

³ Le Département édicte les dispositions nécessaires sur les méthodes d'évaluation, sur la forme et la fréquence de la communication de l'évaluation.

Bulletin scolaire
officiel
(art. 80 LS)

Art. 151 ¹ Le bulletin scolaire est un document officiel. Il est remis à l'élève à l'intention de ses parents, deux fois par année, à la fin du mois de janvier et à la fin de l'année scolaire.

² Les parents sont tenus de signer le bulletin scolaire et de le remettre au maître de classe. Leur signature atteste qu'ils ont pris connaissance des informations et résultats consignés.

³ Le bulletin scolaire fait état des transferts d'un cercle scolaire à un autre, de la participation à des cours facultatifs, à des cours de langue et de culture.

⁴ Les résultats des élèves communiqués par le bulletin sont également consignés dans un registre conservé par le directeur de l'école durant une période de dix ans au moins.

Information des
parents, carnet
hebdomadaire
(art. 80 LS)

Art. 152 ¹ Indépendamment du bulletin scolaire, l'enseignant renseigne régulièrement les parents sur le travail et le comportement des élèves en classe.

² Cette information intervient notamment par le carnet hebdomadaire et par des entretiens particuliers sollicités par les parents ou l'enseignant.

Formes
officielles de
l'évaluation du
travail
(art. 80 LS)

Art. 153 ¹ Dans le premier cycle de l'enseignement primaire, les résultats scolaires font l'objet d'appréciations codifiées. Le bulletin scolaire comporte une appréciation pour le français et la mathématique.

² Dans les deuxième et troisième cycles de l'enseignement primaire, les résultats scolaires sont appréciés de la manière suivante :

- a) au moyen de notes chiffrées dans les disciplines de français, de mathématique, d'environnement et également d'allemand dès la cinquième année;
- b) ⁴⁰⁾ au moyen d'appréciations dans toutes les autres disciplines du plan d'études, à l'exception de l'éducation générale et sociale et des cours facultatifs;
- c) ⁴⁰⁾ au moyen de la mention "suivi" ou "non suivi" pour l'allemand au premier semestre de la troisième année et pour les cours facultatifs. ³⁸⁾

³ A l'école secondaire, les disciplines qui déterminent l'orientation des élèves (cours à niveaux et cours à option) font l'objet d'une évaluation chiffrée; pour les autres disciplines, des appréciations non chiffrées peuvent être utilisées avec l'accord du Département.^{[43\)](#)}

⁴ Le cours d'éducation sexuelle ne fait l'objet d'aucune évaluation ni mention.

⁵ Les notes chiffrées s'échelonnent de 1 à 6, 6 étant la meilleure note et 1 la plus mauvaise. Les demi-points sont utilisés. Les notes égales ou supérieures à 4 expriment des résultats suffisants, celles qui sont inférieures à 4 traduisent des résultats insuffisants.

⁶ Sont seules autorisées les appréciations suivantes : "maîtrisé", "partiellement maîtrisé" et "non maîtrisé".

⁷ Le Département peut définir des méthodes d'évaluation particulière et arrêter les cas dans lesquels elles s'appliquent.^{[44\)](#)}

Sous-section 2 : Promotion et redoublement

Définitions (art. 81 LS)

Art. 154 ¹ La promotion est le passage d'une année scolaire à l'autre.^{[52\)](#)}

² Le redoublement est la répétition d'une année scolaire.

I. Au degré primaire (art. 81 LS)
1. A l'intérieur des cycles

Art. 155^{[52\)](#)} ¹ Au cycle primaire 1, le passage de première en deuxième année, de deuxième en troisième année et de troisième en quatrième année est en principe automatique; au cycle primaire 2, la promotion de cinquième en sixième année et de septième en huitième année est en principe automatique.

² Lorsque les circonstances le justifient, la répétition de la première, de la deuxième et de la troisième année peut être admise, à la demande des parents de l'élève ou moyennant leur accord; le consentement du conseiller pédagogique est nécessaire. Cette répétition n'est pas considérée comme redoublement.

³ La répétition de la quatrième année est considérée comme redoublement.

⁴ Lorsque les circonstances le justifient, le redoublement peut être admis de cinquième en sixième année et de septième en huitième année, à la demande des parents de l'élève ou moyennant leur accord; le consentement du conseiller pédagogique est nécessaire.

2. Admission en cinquième année

Art. 156⁵²⁾ L'élève doit au moins obtenir la mention "suffisant" en français et en mathématique au second bulletin de quatrième année pour être admis en cinquième année.

3. Admission en septième année

Art. 157⁵²⁾ Pour être admis en septième année, l'élève doit obtenir un total de huit points au moins par addition des notes de français et de mathématique du second bulletin de sixième année.

4. Redoublement

Art. 158⁵²⁾ ¹ Les élèves qui ne remplissent pas les conditions de promotion pour passer de quatrième en cinquième année et de sixième en septième année ne peuvent être contraints au redoublement que si leurs parents ont été rendus attentifs par écrit, lors de la remise du bulletin du premier semestre, que la promotion paraissait douteuse.

² Le redoublement volontaire peut être admis en fin de quatrième année, en fin de sixième année ou en fin de huitième année avec l'accord du conseiller pédagogique.

³ Il n'est cependant pas possible de redoubler deux fois la même année scolaire.

⁴ Un second redoublement dans le cadre du degré primaire ne peut intervenir que sur avis du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire. Le conseiller pédagogique décide.

5. Promotion anticipée, possibilité de sauter une classe (art. 75, al. 1, LS)

Art. 159 ¹ Exceptionnellement et sur demande des parents, l'élève qui, par ses aptitudes et son travail, se montre capable de suivre l'enseignement dans la classe supérieure peut obtenir une promotion anticipée ou la possibilité de sauter une classe.

² Le Service de l'enseignement décide sur préavis du conseiller pédagogique et sur la base de la demande écrite des parents et des rapports du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire et du titulaire de la classe.

II. Passage du
degré primaire
au degré
secondaire

1. Admission au
degré secondaire

Art. 160⁵²⁾ ¹ Pour être admis au degré secondaire, l'élève doit obtenir en fin de huitième année un total de huit points au moins par addition des notes de français et de mathématique au second bulletin de huitième année.

² L'élève qui par suite de redoublements a accompli dix années au degré primaire est admis au degré secondaire.

2. Accès aux
cours à niveaux

Art. 161 ¹ L'élève accède aux cours à niveaux selon les résultats obtenus à l'issue de la procédure d'orientation de la huitième année (art. 36).⁵²⁾

² Le Département fixe les seuils pour l'accès à chacun des cours à niveaux. Dans les cas limites, l'avis des parents est déterminant.

3. Accès aux
options

Art. 162 ¹ Les élèves promus du degré primaire au degré secondaire sont répartis dans les enseignements optionnels selon leurs aspirations et leurs connaissances.⁵²⁾

² Pour suivre les cours des options 1 et 2, l'élève doit être admis au niveau A dans au moins deux des trois disciplines de base et au moins au niveau B dans la troisième.²⁹⁾

³ Pour suivre les cours de l'option 3, l'élève doit être admis au niveau B dans au moins deux des trois disciplines de base.²⁹⁾

⁴ Le choix de l'option 4 est libre.³⁰⁾

III. Promotion et
orientation au
degré secondaire
1. Principe⁵²⁾

Art. 163 ¹ Mis à part la promotion et le redoublement, l'élève peut connaître au degré secondaire des changements de niveaux et d'options appelés "transitions" (orientation continue).⁵²⁾

² Le Département édicte un règlement précisant les conditions et les modalités de la promotion, du redoublement et des transitions à l'école secondaire.

³ La promotion anticipée et la possibilité de sauter une année existent aux mêmes conditions et selon les mêmes modalités qu'à l'école primaire.

2. Note de promotion

Art. 164 ¹ La note de promotion est constituée par la moyenne arithmétique des notes semestrielles. En cas de changement de niveaux ou d'options à l'issue du premier semestre, la note du second semestre constitue la note de promotion.

² Demeure réservée la prise en compte des résultats obtenus aux épreuves cantonales.

3. Maintien du profil scolaire

Art. 165 ¹ Le profil scolaire de l'élève est déterminé par le niveau suivi dans chacune des disciplines de base et par l'option choisie.

² Lors du passage d'une année scolaire à l'autre, l'élève peut poursuivre les cours des disciplines de base dans les mêmes niveaux s'il obtient une note de promotion suffisante dans chacune des trois disciplines concernées. A défaut, l'élève est transféré dans le niveau inférieur de la discipline pour laquelle il a obtenu une note insuffisante; il peut cependant poursuivre sa formation dans les mêmes niveaux s'il n'a obtenu qu'une seule note insuffisante dans les cours à niveaux et si ses résultats correspondent aux critères fixés par le Département.

4. Changement de niveaux
a) Principes et conditions

Art. 166 ¹ L'accès aux cours d'un niveau supérieur est déterminé uniquement par la note obtenue dans le niveau de la discipline concernée.

² La transition dans un niveau inférieur tient compte des résultats obtenus dans les trois disciplines enseignées en cours à niveaux.

³ Le Département arrête les critères pour les transitions ascendantes ou descendantes d'un niveau à l'autre en tenant compte des échelles d'évaluation propres à l'enseignement de chaque niveau.

⁴ A la demande des parents, le directeur peut autoriser un changement de niveau descendant, même si l'élève remplit les conditions de maintien du niveau fréquenté.

b) Périodicité

Art. 167 ¹ Durant le premier semestre du degré sept, des changements de niveaux peuvent être effectués en tout temps jusqu'au terme de la douzième semaine, sur proposition des enseignants et avec l'accord des parents.

² Les transitions ascendantes peuvent avoir lieu au terme de chaque semestre. Elles sont facultatives; les parents de l'élève décident.

³ Les transitions descendantes ont lieu en principe au terme des degrés sept et huit. Elles sont obligatoires. Le directeur peut autoriser de tels changements à d'autres moments si les parents le souhaitent.

5. Orientation
dans le cadre
des options
a) Maintien de
l'option lors d'un
changement de
degré

Art. 168 ¹ Le maintien de l'élève dans les options 1, 2 et 3, au degré suivant est déterminé par les résultats obtenus dans l'option considérée et dans les disciplines à niveau. [29\)](#)

² ... [13\)](#)

³ Le Département définit les conditions et les modalités d'application.

b) Changement
d'option
volontaire

Art. 169 ¹ L'élève peut changer d'option à la fin d'une année scolaire s'il remplit les conditions d'accès de la nouvelle option choisie.

² Au terme du septième degré, le changement d'option est libre. Dès le degré huit, les changements ne peuvent en principe avoir lieu qu'entre les options d'exigences voisines et ne nécessitant pas de rattrapage particulier.

6. Cours d'appui

Art. 170 En cas de changement de niveaux ou d'options, l'élève peut bénéficier de cours d'appui conformément à l'article 49.

7. Redoublement

Art. 171 ¹ L'élève est tenu de répéter l'année scolaire si ses résultats et son profil scolaires ne permettent plus d'autre issue, en dépit des règles sur les changements de niveaux et d'options.

² Les parents peuvent adresser une demande de redoublement au directeur si leur enfant n'a pas antérieurement redoublé une classe du cycle secondaire et si les règles de promotion lui imposent une transition descendante dans plus d'une discipline à niveaux ou un changement d'option.

³ Le Département arrête les modalités d'application.

SECTION 4 : Sanctions disciplinaires

Mesures
éducatives
préalables

Art. 172 ¹ En cas d'écart de discipline ou de conduite de l'élève, l'enseignant prend à son égard les mesures éducatives appropriées. Il peut notamment rappeler l'élève à l'ordre, l'amener à expliquer, à comprendre les mobiles de son attitude et à en mesurer l'incidence.

² Il peut également assigner à l'élève une tâche légère assumée partiellement ou totalement en dehors du temps de classe.

Sanctions
disciplinaires
(art. 83 LS)

Art. 173 ¹ Sont seules autorisées les sanctions disciplinaires suivantes :

- a) des travaux particuliers effectués à domicile et ne nécessitant pas plus d'une demi-journée de travail;
- b) des retenues jusqu'à l'équivalent d'une journée;
- c) la suspension des cours, jusqu'à cinq jours de classe;
- d) l'exclusion, en cas de prolongation de la scolarité (art. 25 LS);
- e) le déplacement.

² La suspension des cours, l'exclusion et le déplacement ne peuvent en principe être prononcés que si la mesure a été précédée d'un avertissement écrit au représentant légal de l'élève.

³ Les sanctions disciplinaires ne peuvent être cumulées, sauf celles prévues sous lettres a et c de l'alinéa 1.

Détermination de
la sanction
(art. 82 LS)

Art. 174 ¹ Il ne peut être prononcé de sanctions disciplinaires que si des mesures éducatives préalables sont restées sans effet ou paraissent d'emblée vaines.

² Le genre et la mesure de la sanction sont déterminés en fonction de la faute de l'élève, des circonstances du cas et de l'atteinte portée à la bonne marche de l'école.

Autorités
disciplinaires
(art. 83 LS)
a) Enseignant et
commission
d'école

Art. 175 ¹ L'enseignant est compétent pour charger l'élève de travaux particuliers effectués à domicile; il peut également décider de la retenue d'un élève, après en avoir informé le directeur.

² La commission d'école est compétente pour ordonner la suspension d'un élève.

b) Département

Art. 176 L'exclusion et le déplacement sont du ressort exclusif du Département.

c) Compétence
d'ordonner des
mesures moins
graves et
menace

Art. 177 ¹ La commission d'école et le Département peuvent également infliger des sanctions moins graves que celles pour lesquelles ils sont compétents.

² La menace d'une sanction relève de l'autorité compétente pour prononcer la sanction elle-même.

Procédure
(art. 83 LS)

Art. 178 ¹ L'autorité disciplinaire établit les faits et administre les preuves pertinentes. Dans tous les cas, elle donne à l'élève l'occasion de s'exprimer; sauf le cas de travaux particuliers, les parents sont également entendus.

² La décision disciplinaire est communiquée par écrit aux parents, avec l'indication des motifs. La sanction de travaux particuliers et la retenue sont communiquées aux parents par le carnet hebdomadaire.

TITRE CINQUIEME : Enseignants

CHAPITRE PREMIER : Eligibilité et nomination

Art. 179 à 193^{[47\)](#)}

CHAPITRE II : Situation de l'enseignant

Art. 194 et 195^{[47\)](#)}

Indemnité de
déplacement
(art. 91, al. 2, LS)
a) En général

Art. 196^{[48\)](#)} ¹ L'enseignant transféré reçoit les indemnités prévues par l'ordonnance concernant les indemnités versées en cas de changement du lieu de service^{[49\)](#)}.

² Le titulaire d'un poste organisé sur différentes écoles et l'enseignant chargé de mesures d'appui et de soutien dans différentes écoles reçoivent les indemnités de déplacement prévues dans l'ordonnance concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura^{[15\)](#)}.

b) Titulaire de
poste partiel

Art. 197 ¹ L'enseignant titulaire de deux ou plusieurs postes partiels dans différentes écoles reçoit l'indemnité de déplacement prévue à l'article précédent; toutefois les quatre-vingts premiers kilomètres hebdomadaires ne sont pas indemnisés.

² L'enseignant titulaire d'un ou plusieurs postes partiels dans une seule école peut exceptionnellement recevoir l'indemnité de déplacement s'il s'agit d'assurer l'enseignement dans une école isolée.

c) Limitation et versement de l'indemnité

Art. 198 ¹ Seuls donnent droit à l'indemnité les déplacements justifiés, compte tenu des conditions particulières et éventuellement du domicile de l'enseignant.

² Le décompte est établi en règle générale à la fin du semestre scolaire, en février et en juillet.

Art. 199⁴⁷⁾

CHAPITRE III : Devoirs de l'enseignant

Tâches administratives

Art. 200 ¹ L'enseignant assume les tâches administratives et la surveillance que nécessite la bonne marche de la classe et de l'établissement, y compris la préparation et l'achèvement de l'année scolaire. Il est notamment tenu de surveiller les récréations et de contrôler les absences.

² Il évalue le travail des élèves, délivre les bulletins scolaires et informe les parents, conformément aux instructions du Département.

³ L'enseignant organise, avant la fin de l'année civile, une réunion de classe avec les parents de ses élèves pour faire connaissance et les informer sur les caractéristiques du plan d'études, du programme des manifestations et sur les particularités et exigences spécifiques du fonctionnement de la classe. Il peut requérir la collaboration et la participation occasionnelle du conseiller pédagogique et du directeur.

⁴ L'enseignant se tient à la disposition des parents qui souhaitent un entretien particulier.

Devoir de suppléance

Art. 201 ¹ En cas d'absence imprévisible ou de courte durée d'un enseignant, le directeur prend les dispositions nécessaires pour assurer la surveillance et veiller à l'occupation des élèves.

² Dans la mesure où les circonstances le permettent, il sollicite la collaboration des autres enseignants en veillant à une répartition équitable du travail supplémentaire que cela représente.

Excursions et manifestations scolaires ou parascolaires

Art. 202 ¹ L'enseignant collabore avec ses collègues et les autorités scolaires locales pour l'organisation et l'animation des activités parascolaires telles que camps de sport, voyages d'étude, courses scolaires, semaines hors cadre, activités culturelles et sociales.

² Toute activité parascolaire fait l'objet d'une approbation de la commission d'école et d'une information aux parents.

³ L'enseignant qui conduit une activité scolaire hors de l'école en informe le directeur.

⁴ Le Département arrête les instructions nécessaires concernant l'étendue, les prescriptions de sécurité, les exigences éducatives et l'organisation générale de ces manifestations.

Attitude à l'égard
de l'élève

Art. 203 ¹ L'enseignant doit être en classe avant le début des cours du matin et de l'après-midi pour y accueillir et surveiller les élèves. A l'école enfantine, l'enseignant veille au départ des enfants à la fin de chaque demi-journée.

² Aucun élève ne peut être admis dans une classe ou transféré par l'enseignant dans une autre classe sans l'autorisation de la commission d'école ou du directeur.

³ En cas d'accident survenant à l'un des élèves durant les heures d'école, l'enseignant prend les mesures qui s'imposent et informe le directeur.

Art. 204⁴⁷⁾

Devoirs
particuliers du
maître de classe
ou de module

Art. 205 ¹ Le maître de classe ou de module est chargé de s'occuper au premier chef de la vie communautaire de la classe ou du groupe de classes.

² Il exécute les travaux administratifs relatifs à la classe ou au groupe de classes; il assure le contrôle des absences, organise et conduit les excursions scolaires.

³ Il représente la classe auprès des parents.

⁴ A l'école secondaire, le maître de module s'efforce de promouvoir la collaboration entre l'ensemble de ses collègues qui enseignent dans les classes dont il a la charge.

⁵ Le Service de l'enseignement émet les directives nécessaires.

Art. 206⁴⁷⁾

CHAPITRE IV : Droits des enseignants

Appui aux jeunes
enseignants
(art. 99 LS)

Art. 207 ¹ L'accompagnement pédagogique des jeunes enseignants est assumé par le conseiller pédagogique.

² En principe, le jeune enseignant sollicite le soutien dont il a besoin. Le conseiller pédagogique peut toutefois imposer ce dernier en cas de nécessité.

Associations
professionnelles
(art. 100 LS)

Art. 208 ¹ Les associations professionnelles et les syndicats qui entendent être reconnus adressent une demande dans ce sens au Département à l'intention du Gouvernement. Ils joignent leurs statuts à leur requête et indiquent le nombre de leurs membres exerçant dans les écoles publiques du Canton.

² Le Gouvernement reconnaît les associations professionnelles et les syndicats dont les statuts prévoient la défense des intérêts professionnels des enseignants; il tient compte du nombre d'adhérents concernés.

³ Le Département et le Service de l'enseignement consultent les associations et les syndicats reconnus sur tout projet législatif ou réglementaire ayant trait au statut des enseignants, notamment en matière de traitements, d'indemnités, de durée du temps de travail, de relations avec les autorités et les parents, ainsi que sur les dossiers susceptibles de transformer directement ou indirectement de manière significative tout ou partie de l'organisation scolaire.

Consultation des
enseignants
(art. 101 LS)

Art. 209 ¹ Tout enseignant peut demander à être entendu par la commission d'école sur un objet qui le concerne personnellement.

² La consultation des enseignants s'effectue en principe par l'intermédiaire du collège des enseignants (art. 241).

³ Le corps enseignant est représenté à la commission d'école, conformément à l'article 234.

⁴ La loi instituant le Conseil scolaire¹⁶⁾ règle la participation des enseignants à ce conseil.

CHAPITRE V : Résiliation des rapports de service

Art. 210 à 212^{[47\)](#)}

CHAPITRE VI : Congés

Art. 213^{[47\)](#)}

TITRE SIXIEME : Organisation de l'école

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Cercle scolaire
(art. 107 et 108
LS)

Art. 214 ¹ Lorsque l'effectif des élèves d'une commune est insuffisant pour constituer un cercle d'école enfantine ou primaire, la commune forme un syndicat ou conclut une entente avec une ou plusieurs communes voisines.

² Le Service de l'enseignement favorise les contacts entre les communes à cet effet; il apporte un appui particulier aux communes qui sont dans la nécessité de collaborer avec d'autres.

³ Lorsqu'une commune ou un groupe de communes refusent de collaborer avec une autre commune ou lui imposent des conditions excessives, le Département tranche, sous réserve de recours à la juridiction administrative.

Statuts du
syndicat ou de
l'entente
intercommunale

Art. 215 L'adoption et l'approbation des statuts du syndicat scolaire ou de l'entente intercommunale ont lieu conformément à la législation sur les communes en matière de règlements.

Exceptions
(art. 107 et
108 LS)

Art. 216 Lorsque la nécessité de collaboration ne concerne que quelques élèves ou qu'il s'agit d'éviter qu'une commune ne fasse partie de plusieurs cercles pour un seul niveau scolaire, le Département peut autoriser une convention entre communes portant uniquement sur l'accueil des élèves, sans gestion commune du cercle d'accueil.

Art. 217^{[42\)](#)}

Dimension des
cercles scolaires
a) Ecole primaire

Art. 218^{[41\)](#)} ¹ Le cercle scolaire d'école primaire comporte quatre classes, soit une classe par cycle.

² Dans des cas particuliers, le Département peut autoriser des dérogations.

b) Ecole
secondaire

Art. 219 Le cercle d'école secondaire comporte au minimum deux classes par degré.

Création et
gestion de
classes de
transition et de
soutien
(art. 30, 33, 49,
87, al. 2, et
108 LS)

Art. 220 ¹ A la demande des cercles scolaires, le Département ouvre des classes de transition et de soutien de manière à répondre aux besoins. Il veille à une équitable répartition de ces classes sur le territoire cantonal.

² Le Département nomme les enseignants après avoir entendu la commission du cercle scolaire du siège de la classe.

³ La gestion de la classe relève des autorités du cercle de son siège.

⁴ Les dépenses de la commune siège relatives à ces classes, au sens de l'article 152, chiffres 1 et 2, de la loi scolaire, sont réparties entre les communes de résidence des élèves. En cas de litige, le Département tranche.

Création et
gestion de
classes
d'orientation
(art. 26 et 108,
al. 3, LS)

Art. 221 ¹ Sur demande des autorités des cercles d'écoles secondaires, le Département autorise, en fonction des besoins, l'ouverture de classes d'orientation (dixième année).

² La classe d'orientation fait partie intégrante de l'école secondaire concernée.

³ Si une classe d'orientation accueille des élèves d'autres cercles, ces derniers sont redevables d'une part proportionnelle des dépenses d'exploitation au sens de l'article 152, chiffre 2, de la loi scolaire au cercle d'accueil.

Locaux scolaires
(art. 109 LS)
a) Usage des
locaux scolaires

Art. 222 ¹ Sous réserve de dispositions contraires dans la réglementation communale, la commission d'école décide de l'utilisation des locaux de l'école à des fins non scolaires. Elle précise les restrictions à l'utilisation de ces locaux dans l'intérêt de l'école.

² L'autorité communale compétente ne peut autoriser l'occupation de locaux scolaires par la troupe qu'avec l'accord de la commission d'école. Si l'armée occupe des locaux scolaires ou des locaux situés à leurs abords, le conseil communal rend attentive l'autorité militaire concernée à l'interdiction de la garde armée (art. 43, al. 3, LS).

³ Sauf cas particuliers, les autorités compétentes mettent gratuitement à disposition, en dehors des heures d'utilisation, les locaux scolaires subventionnés notamment pour les besoins suivants : réunions convoquées par le Département, cours de perfectionnement et de formation continue organisés par l'Institut pédagogique ou sous la responsabilité de celui-ci, cours de l'Office des sports, cours de formation permanente subventionnés par l'Etat, en particulier ceux de l'Université populaire et de l'Ecole jurassienne et Conservatoire de musique.

b) Transfor-
mation des locaux
scolaires

Art. 223 Le Département doit être informé préalablement à tous travaux entrepris à des bâtiments ou équipements scolaires. Son autorisation est nécessaire, même si aucune subvention cantonale n'est requise.

c) Salubrité des
locaux scolaires

Art. 224 La commission d'école contrôle les conditions d'hygiène des locaux scolaires. Elle peut solliciter la collaboration du médecin scolaire. Le nettoyage des locaux scolaires doit être effectué régulièrement.

Tâches du cercle
scolaire,
règlement
scolaire local
(art. 109 LS)

Art. 225 ¹ L'autorité compétente du cercle scolaire édicte le règlement scolaire local, sur proposition de la commission d'école.

² Le règlement scolaire local arrête les prescriptions laissées à la compétence des autorités locales.

³ Le Département veille à la conformité du règlement scolaire local à la législation cantonale et, le cas échéant, donne sa ratification. Il tient à la disposition des commissions d'école un règlement-type.

CHAPITRE II : Commission d'école

Nombre de
membres,
principe

Art. 226 Dans tous les cas, la commission d'école comprend un nombre impair de membres.

Art. 227³⁵⁾

Désignation des
membres
(art. 110, 111,
112 et 114 LS)

Art. 228 ¹ Les membres des commissions d'école des cercles d'école primaire et enfantine sont nommés ou élus par l'autorité désignée dans le règlement communal ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire.

2 [35\)](#)
...

Période de
fonction

Art. 228a⁵³⁾ ¹ Les membres de la commission d'école sont nommés pour la durée d'une législature. Ils exercent leurs fonctions dès la constitution de la commission d'école, jusqu'à la constitution de la nouvelle commission d'école.

² La commission d'école doit être constituée jusqu'au 31 mars de la première année de la législature.

Constitution des
commissions

Art. 229 ¹ Sauf dispositions contraires dans la législation communale ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire, les commissions d'école désignent elles-mêmes leurs président et vice-président.

² Le directeur du cercle scolaire assure le secrétariat général de la commission; il s'occupe en particulier de la documentation, de l'information, de l'exécution et du suivi des décisions de la commission.

³ Le directeur communique la composition de la commission d'école au Service de l'enseignement. Il porte également cette composition à la connaissance des parents d'élèves.

Délégation de
compétences

Art. 230 ¹ Lorsque la commission d'école est composée d'au moins onze membres, le règlement communal ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire peuvent prévoir la constitution de sous-commissions et la délégation à ces dernières de certaines tâches. Lorsqu'elle le juge opportun, la commission peut toutefois traiter elle-même une affaire ressortissant normalement à une sous-commission.

² Ne peuvent cependant pas être déléguées les attributions suivantes :

- a) la nomination des enseignants ainsi que les décisions relatives à toutes modifications des rapports de service du personnel de l'école;
- b) les propositions de règlement scolaire local et de modifications de ce dernier;
- c) les sanctions disciplinaires relevant de la compétence de la commission d'école.

³ Un représentant des enseignants et un représentant des parents assistent aux travaux des sous-commissions.

⁴ Certaines tâches mineures peuvent être déléguées au bureau de la commission ou au président de cette dernière.

Visites de l'école
et des classes
(art. 118 LS)

Art. 231 ¹ La commission d'école entretient un contact régulier avec les enseignants; elle visite au moins une fois par année l'ensemble des classes, par délégation d'un ou de deux de ses membres.

² Les membres de la commission peuvent solliciter de la part de l'enseignant des explications sur son travail.

³ Les membres de la commission s'abstiennent d'intervenir dans le déroulement des leçons et de faire des observations à l'enseignant en présence des élèves.

Surveillance des
enseignants
(art. 118 LS)

Art. 232 La commission d'école exerce la surveillance des enseignants. La surveillance de nature pédagogique, en particulier l'appréciation de l'activité pédagogique de l'enseignant, relève cependant du Service de l'enseignement par l'intermédiaire du conseiller pédagogique; la commission d'école se limite à faire part de ses observations, le cas échéant.

Conciliation
(art. 119 LS)

Art. 233 ¹ Lorsque des difficultés ne justifiant pas d'emblée une dénonciation surgissent entre parents ou élèves, d'une part, et enseignants, d'autre part, ou entre enseignants, la commission d'école s'efforce de clarifier la situation et d'amener les intéressés à un règlement à l'amiable, en principe verbalement.

² A cet effet, la commission d'école peut requérir la collaboration du directeur et, au besoin, celle du conseiller pédagogique.

³ Si les reproches formulés à l'encontre de l'enseignant paraissent suffisamment graves, la commission d'école dénonce l'intéressé au Service de l'enseignement; dans les autres cas, lorsque la conciliation a échoué, elle informe les parents de la possibilité d'une dénonciation.

Participation des
enseignants
(art. 120 LS)
a) Régulière

Art. 234 ¹ Le collège des enseignants a droit à un représentant à la commission d'école lorsque le cercle scolaire compte moins de cinq classes, à deux représentants lorsqu'il en compte de cinq à dix et à trois représentants ou un représentant par bâtiment scolaire lorsque le cercle comprend plus de dix classes.

² Le collège des enseignants du cercle scolaire ou, le cas échéant, de l'établissement ou du bâtiment, désigne ses représentants à la commission d'école. Le règlement scolaire local précise la durée du mandat qui est d'une année au moins et de cinq ans au plus.⁵⁰⁾

b) Occasionnelle **Art. 235** La commission d'école entend tout enseignant personnellement concerné par un point de son ordre du jour.

Participation des parents
(art. 120 LS)
a) Nombre de représentants **Art. 236** ¹ Les parents d'élèves ont droit à un représentant à la commission d'école lorsque le cercle compte moins de cinq classes, à deux lorsqu'il comprend de cinq à dix classes et à trois au-delà.

² Les représentants sont désignés selon les règles ci-après.

b) Procédure de désignation **Art. 237** ¹ La commission d'école veille à la désignation régulière des représentants des parents d'élèves.

² Lorsque les parents d'élèves sont organisés en une association, reconnue par le Département et dont les statuts permettent l'adhésion des parents de tout le cercle scolaire concerné, la commission d'école peut confier à l'association en question le soin de procéder à la désignation des représentants.

³ Dans les autres cas, la commission d'école organise la désignation des représentants selon l'une des modalités suivantes :

- a) désignation des représentants lors d'une réunion de l'ensemble des parents du cercle;
- b) désignation d'un représentant d'un groupe de classes lors d'une réunion des parents des élèves de ce groupe;
- c) désignation d'un délégué par classe lors d'une réunion des parents des élèves de cette classe, puis désignation des représentants au cours d'une réunion des délégués.

⁴ Le règlement scolaire local apporte les précisions nécessaires.

Formation des membres des commissions d'école **Art. 238** Le Département organise, selon les besoins, des séances d'information à l'intention des membres des commissions d'école.

Secret de fonction **Art. 239** Les personnes qui participent aux séances de la commission d'école ou qui, en raison de leur fonction, ont connaissance des procès-verbaux de ses délibérations sont tenues au secret de fonction de la même manière que les fonctionnaires de l'Etat.

CHAPITRE III : Collège des enseignants et directeur

Participation du corps enseignant (art. 101, al. 1 et 2, LS)

Art. 240 ¹ Les enseignants sont associés à la gestion du cercle scolaire; ils participent à l'animation et à l'administration de leur établissement.

² Le directeur consulte les enseignants sur les objets qui les concernent.

Collège des enseignants
a) Principe

Art. 241 ¹ Les enseignants du cercle scolaire se réunissent en collège des enseignants.

² Lorsque le cercle comprend plusieurs établissements indépendants ou plusieurs bâtiments d'une certaine importance, il peut être créé un collège par établissement ou bâtiment.

³ Font partie du collège tous les enseignants du cercle ou, le cas échéant, de l'établissement ou du bâtiment, nommés ou engagés par contrat de droit administratif pour une durée d'une année au moins.

b) Présidence et réunions

Art. 242 ¹ Le collège des enseignants est présidé par le directeur ou le vice-directeur de l'école.

² Il se réunit sur convocation du président ou à la demande d'au moins un cinquième de ses membres.

c) Compétences

Art. 243 Le collège des enseignants est l'organe de participation des enseignants à la gestion de l'école. Il a les attributions suivantes :

- a) il traite des objets relatifs à des questions d'éducation, de coordination de l'enseignement, d'animation de la vie scolaire et d'activités parascolaires que lui soumet la commission d'école ou le directeur, ainsi que de ceux dont il se saisit lui-même, dans les limites de ses attributions;
- b) il est consulté sur toutes les questions importantes ayant trait à l'organisation et à la mission de l'établissement;
- c) il émet des préavis et des propositions en matière de répartition des classes, d'organisation de cours facultatifs et de devoirs surveillés.

Directeur
a) Mise au concours (art. 121, al. 2, LS)

Art. 244 ¹ En cas de vacance, le poste de directeur est mis au concours de la même manière que les postes d'enseignants.

² Dans les cercles primaires comptant moins de dix classes, la mise au concours peut s'effectuer par affichage à l'intérieur du cercle scolaire; le Service de l'enseignement doit préalablement être informé.

b) Consultation des enseignants

Art. 245 ¹ Dans la mesure du possible, le directeur associe les enseignants à la préparation de ses décisions et à l'élaboration des propositions destinées à la commission d'école ou aux autorités cantonales.

² En matière d'admission et d'orientation des élèves et de sanctions disciplinaires, il ne s'écarter des propositions des enseignants concernés que pour des motifs justifiés.

c) Vice-directeur et répondant administratif

Art. 246 ¹ Lorsque l'importance du cercle scolaire le justifie, la commission d'école peut désigner un vice-directeur.

² Lorsque le cercle scolaire comprend plusieurs bâtiments scolaires, la commission d'école peut désigner au sein du corps enseignant un répondant administratif pour chaque bâtiment qui n'est pas directement sous la surveillance du directeur ou du vice-directeur.

³ Le vice-directeur et le répondant administratif représentent le directeur à l'intérieur du bâtiment scolaire; ils exercent les prérogatives générales du directeur pour les affaires courantes. Ils sont subordonnés au directeur et collaborent avec ce dernier dans l'exercice des tâches qui concernent l'ensemble du cercle.

⁴ La commission d'école apporte les précisions nécessaires dans le cahier des charges du vice-directeur et du répondant administratif.

d) Cercles secondaires avec plusieurs écoles

Art. 247 Lorsqu'un cercle secondaire comporte plusieurs écoles secondaires (art. 114, al. 3, LS), un directeur est nommé par école. La commission d'école désigne toutefois le directeur responsable du cercle, dont le mandat et la durée de fonction sont réglés dans le règlement scolaire local.

e) Durée des fonctions

Art. 248 ¹ Le directeur, le vice-directeur et le répondant administratif sont nommés pour la durée de la période administrative des enseignants.

² La reconduction tacite de ces fonctions ne peut avoir lieu qu'une seule fois.

f) Tâches des directeurs (art. 122 et 123 LS)

Art. 249 Dans leur sphère de compétences, les directeurs de cercles et, le cas échéant, les directeurs d'écoles secondaires, exercent les tâches suivantes :

a) Tâches générales :

- assurer l'application des dispositions légales et réglementaires, des décisions des autorités scolaires cantonales et du cercle scolaire ainsi que de celles du collège des enseignants;
- organiser et coordonner les activités de l'école;
- organiser les relations entre les parents et l'école;
- animer, contrôler et coordonner les activités des enseignants chargés de tâches et fonctions particulières, du personnel administratif et de conciergerie s'il y a lieu.

b) Tâches pédagogiques et éducatives :

- favoriser et animer la collaboration pédagogique entre les enseignants;
- promouvoir l'animation culturelle et sportive de l'école;
- conseiller la commission d'école sur les mesures éducatives et disciplinaires;
- contrôler l'activité pédagogique des remplaçants et des enseignants qui ne sont pas au bénéfice d'une nomination;
- préaviser les nominations d'enseignants;
- proposer à la commission d'école la répartition des classes et des enseignements entre les enseignants;
- mettre en place, gérer et contrôler les classes de devoirs surveillés, les cours d'appui et collaborer à la mise en place des mesures de soutien.

c) Tâches administratives et planificatrices :

- assurer le secrétariat général de l'école et de la commission d'école;
- collaborer à l'établissement du budget et à la tenue des comptes;
- collaborer à l'organisation et à la gestion des transports scolaires;
- planifier les besoins en locaux et équipements.

Rétribution et allègement d'horaire (art. 123 LS)

Art. 250 La rétribution et la diminution du temps d'enseignement dont bénéficie le directeur sont réglées dans l'ordonnance sur l'indemnisation et la diminution du temps d'enseignement des directeurs, médiateurs et titulaires d'autres fonctions dans les écoles enfantines, primaires et secondaires¹⁸⁾.

CHAPITRE IV : Médiateur et autres fonctions

Médiateur (art. 124 LS)

Art. 251 ¹ Le médiateur écoute et conseille les élèves en difficulté qui s'adressent à lui; à cet effet, il se tient à la disposition des élèves à des moments convenus; en cas de besoin, il les dirige vers les instances susceptibles de contribuer à la résolution de ces difficultés.

² Le médiateur est tenu à la confidentialité des informations individuelles concernant les élèves et leur milieu familial.

³ Le Département peut préciser les tâches du médiateur; il définit les modalités de la collaboration avec les autorités scolaires (commission, directeur, Service de l'enseignement), les services de la médecine et de la psychologie scolaires ainsi qu'avec les services sociaux.

⁴ Seuls peuvent être désignés en qualité de médiateur des enseignants qui ont reçu un complément de formation définie par le Département ou qui s'engagent à l'acquiescer dès leur désignation.

⁵ En règle générale, seules les écoles secondaires peuvent avoir un médiateur.

Autres fonctions
(art. 125 LS)

Art. 252 ¹ Dans les cercles scolaires comportant au moins six classes, des tâches administratives particulières peuvent être confiées à certains enseignants.

² Les fonctions suivantes peuvent notamment faire l'objet d'un mandat particulier dans les écoles primaires et secondaires :

- a) responsable d'un module à l'école secondaire (art. 39, al. 2);
- b) responsable du matériel scolaire;
- c) responsable des installations sportives scolaires;
- d) responsable de la bibliothèque;
- e) responsable d'un laboratoire de langue;
- f) responsable d'un atelier informatique;
- g) responsable de collections ou d'équipements spéciaux;
- h) responsable de l'aménagement des horaires à l'école secondaire.

³ Dans les écoles secondaires, des enseignants peuvent être chargés de la coordination et de l'animation de l'enseignement des trois disciplines de base. Dans les grands établissements, cette fonction peut être étendue à d'autres disciplines ou groupes de disciplines.

⁴ Le Département définit le cahier des charges de ces fonctions dans une directive.

Dispositions
communes
a) Désignation

Art. 253 ¹ La commission du cercle scolaire nomme, pour la durée d'une période de fonction du corps enseignant, sur préavis du directeur, le médiateur et les titulaires de mandats particuliers.

² Le Service de l'enseignement ratifie la nomination et veille à ce que la fonction soit effectivement exercée conformément au cahier des charges.

b) Subordination **Art. 254** Le médiateur et les enseignants chargés de tâches particulières sont subordonnés au directeur.

c) Rétribution et allègement d'horaire **Art. 255** La rétribution et, le cas échéant, la diminution du temps d'enseignement dont bénéficient le médiateur et les titulaires de fonctions particulières sont réglées dans l'ordonnance sur l'indemnisation et la diminution du temps d'enseignement des directeurs, médiateurs et titulaires d'autres fonctions dans les écoles enfantines, primaires et secondaires¹⁸⁾.

CHAPITRE V : Formation et perfectionnement des directeurs et titulaires de fonctions

Formation et perfectionnement professionnel **Art. 256** Le Département pourvoit à la formation et au perfectionnement des directeurs, vice-directeurs, répondants administratifs et titulaires de fonctions dans les écoles enfantines, primaires et secondaires. Il peut rendre obligatoires certaines activités de formation.

TITRE SEPTIEME : Services auxiliaires

CHAPITRE PREMIER : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire

Art. 257 Les activités et le fonctionnement du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire font l'objet d'une ordonnance particulière.

CHAPITRE II : Service de santé scolaire et service dentaire scolaire¹⁹⁾

Renvoi **Art. 258¹⁹⁾** ¹ Le service dentaire scolaire et le service de santé scolaire sont organisés conformément au décret concernant le service dentaire scolaire²⁰⁾ et à sa législation d'application et à l'ordonnance concernant le service de santé scolaire.

² Les activités habituelles du service de santé scolaire se déroulent pendant l'horaire scolaire.

CHAPITRE III : Devoirs scolaires et devoirs surveillés

SECTION 1 : Devoirs à domicile

Principes

Art. 259 ¹ Les devoirs à domicile sont autorisés. Ils sont préparés en classe et adaptés aux possibilités des élèves.

² Ils contribuent à développer chez l'élève le sens de l'effort et de l'organisation. Ils lui permettent de faire l'apprentissage du travail bien fait et de la responsabilité individuelle. Ils donnent progressivement à l'élève les moyens de prendre en charge sa propre formation.

³ Il n'est pas autorisé de donner aux élèves des devoirs le matin pour l'après-midi, ainsi que pour le lundi, le lendemain d'un jour férié et durant les vacances.

⁴ Le Département peut réglementer la durée et la nature des devoirs à domicile ainsi que leur coordination.

SECTION 2 : Devoirs surveillés

Principe

Art. 260⁴⁾ ¹ Le service de devoirs surveillés est organisé sur la base de groupes d'élèves constitués pour une année.

² Sauf circonstance particulière, un groupe créé pour une prestation de devoirs surveillés comprend au moins huit élèves.

³ Les cercles scolaires bénéficient d'un crédit de devoirs surveillés exprimé en leçons hebdomadaires annuelles. Une leçon hebdomadaire annuelle équivaut à trente-neuf leçons effectives.

⁴ Les écoles ont la faculté d'utiliser les leçons qui leur sont allouées de la manière qui leur paraît la plus judicieuse, en regroupant notamment des élèves de classes et de degrés différents.

⁵ Le Département octroie les crédits annuels de devoirs surveillés en fonction du nombre de classes du cercle scolaire; il fixe les modalités de rémunération des prestations.

⁶ L'organisation des devoirs surveillés est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

Gratuité
(art. 138, al. 4,
LS)

Art. 261 La fréquentation des devoirs surveillés est gratuite.

Organisation
(art. 139 LS)

Art. 262 ¹ Un élève peut suivre au maximum trois prestations de devoirs surveillés par semaine.⁴⁾

² ...³¹⁾

³ Le directeur de l'école est responsable de l'organisation et de la surveillance générale des devoirs surveillés.

Surveillance et
animation
(art. 138 et
139 LS)

Art. 263 ¹ La classe de devoirs surveillés est animée par un enseignant dont la tâche consiste à s'assurer que les élèves effectuent leurs devoirs correctement et dans des conditions propices au travail scolaire; l'enseignant fournit aux élèves un appui ponctuel.

² En l'absence d'une personne qualifiée pour assurer la surveillance et l'animation des classes de devoirs surveillés, il appartient aux enseignants de l'école de l'assumer. Le directeur veille à une répartition équitable.

³ ...³¹⁾

Permanences

Art. 263a³⁾ ¹ Le crédit de devoirs surveillés peut être utilisé en tout ou partie sous forme de surveillance des élèves, appelée permanence et organisée en période de quarante-cinq minutes.

² Le Département fixe les modalités d'organisation et de rémunération des permanences.

³ L'organisation des permanences est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

CHAPITRE IV : Economat scolaire

Collaboration
entre le Service
de l'enseigne-
ment et
l'Economat
cantonal
(art. 140 et
141 LS)

Art. 264 ¹ L'Economat cantonal et le Service de l'enseignement collaborent afin d'assurer aux écoles la fourniture des moyens d'enseignement dont elles ont besoin.

² Le Service de l'enseignement étudie et apprécie les besoins, définit le cahier des charges des moyens d'enseignement et dirige l'élaboration du manuscrit. Il s'assure, autant que faire se peut, de la collaboration intercantonale.

³ L'Economat cantonal assure la réalisation technique, la vente et la diffusion dans les écoles. Il collabore avec ses homologues des cantons romands et participe aux travaux du Fonds romand des éditions scolaires.

Principes
d'édition
(art. 140 et
141 LS)

Art. 265 ¹ Préalablement à toute réalisation cantonale, il y a lieu d'analyser les offres existantes sur le marché et d'explorer les possibilités de coopération intercantonale.

² Toute réalisation cantonale en propre implique que le moyen d'enseignement soit rendu obligatoire pour les classes. En principe, il en va de même de tout engagement à l'égard d'une réalisation intercantonale.

Financement
(art. 140 et
141 LS)

Art. 266 ¹ Les frais de recherche et de conception générale d'un moyen d'enseignement sont imputés au budget du Service de l'enseignement.

² Les frais d'auteurs, plus généralement d'élaboration du manuscrit et d'édition, sont avancés par l'Economat cantonal qui les répercute sur le prix de vente aux communes. Les règles d'édition définies sur le plan intercantonal romand sont réservées.

Gestion des
stocks
(art. 141 LS)

Art. 267 ¹ L'Economat cantonal gère les réserves de moyens d'enseignement; il en assure le renouvellement selon les besoins des écoles.

² Il transmet annuellement un état des réserves au Service de l'enseignement. Celui-ci veille, autant que possible, à l'épuisement des réserves avant toute décision d'introduction d'un nouveau moyen d'enseignement dans les classes.

Formules
administratives
et publications
du Département
(art. 141 LS)

Art. 268 L'Economat cantonal réalise et distribue les documents et formules officiels élaborés par le Département ou le Service de l'enseignement et nécessaires à la gestion des affaires scolaires.

TITRE HUITIEME : Voies de droit

Dénonciations
(art. 156 LS)
a) Définition et
forme

Art. 269 ¹ La dénonciation est la voie par laquelle une personne porte à la connaissance du Service de l'enseignement une situation ou un comportement irréguliers.

² Elle est formulée par écrit, datée et signée et contient un exposé concis des faits.

b) Plaignant

Art. 270 ¹ Le Service de l'enseignement examine si le dénonciateur est lésé dans ses intérêts dignes de protection par les faits dénoncés et l'invite, le cas échéant, à se déterminer s'il entend participer à la procédure en qualité de plaignant.

² Lorsque le Service de l'enseignement estime que le dénonciateur qui requiert la qualité de plaignant ne dispose pas de cette qualité ou que la dénonciation est irrecevable, il transmet le dossier au Département pour décision; cette décision est sujette à opposition et à recours auprès du Gouvernement.

c) Procédure

Art. 271 ¹ Le Service de l'enseignement établit d'office les faits et entend les personnes visées par la dénonciation. Au besoin, il peut entendre les élèves concernés.

² Le Département statue par écrit sur la dénonciation; la décision est brièvement motivée.

³ La décision du Département est sujette à opposition puis à recours auprès du Gouvernement.

⁴ Le Département informe le dénonciateur de la manière dont l'affaire a été traitée.

TITRE NEUVIEME : Dispositions transitoires et finales

CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'exécution

Exécution

Art. 272 Le Département de l'Education est chargé de l'exécution de la présente ordonnance; il peut édicter des directives ou des instructions particulières.

CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur

SECTION 1 : Modification du droit en vigueur

Modification de
l'ordonnance
concernant le
séjour et
l'établissement
des étrangers

Art. 273 L'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le séjour et l'établissement des étrangers^{[21\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article 10, alinéa 1
Abrogé

Modification de
l'ordonnance
portant exécution
de la loi sur la
formation du
corps enseignant

Art. 274 L'ordonnance du 10 juillet 1984^{[22\)](#)} portant exécution de la loi sur la formation du corps enseignant est modifiée comme il suit :

Article premier, alinéa 2, lettre f
...^{[23\)](#)}

Livre troisième, Première partie, Titre quatrième, Chapitre IV bis

CHAPITRE IV BIS : Enseignement de l'éducation sexuelle

Article 74a à 74c
...^{[23\)](#)}

Modification de
l'ordonnance
fixant le nombre
des leçons
obligatoires des
enseignants

Art. 275 L'ordonnance du 6 décembre 1978 fixant le nombre des leçons obligatoires des enseignants^{[24\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article premier
...^{[23\)](#)}

Article 6, alinéa 3
Abrogé.

CHAPITRE II/Section 1

SECTION 1 : Les enseignants de l'Institut pédagogique

Article 8a
...^{[23\)](#)}

SECTION 1 bis (anciennement section 1)

SECTION 1 bis : Les enseignants des écoles moyennes

Articles 9 et 9a

...^{[23\)](#)}

SECTION 2 : Les enseignants des écoles secondaires

Article 11

...^{[23\)](#)}

Article 13

Abrogé

SECTION 3 : Les enseignants des écoles primaires

Article 14

...^{[23\)](#)}

Article 15

Abrogé

SECTION 4 : Les maîtresses d'école enfantine

Article 16

...^{[23\)](#)}

SECTION 5 : Les enseignants de classes de transition et de soutien et les enseignants chargés de cours d'appui ou de soutien pédagogique ambulatoire

Article 17

...^{[23\)](#)}

CHAPITRE III (art. 18 et 19)

Abrogé(s)

Modification de l'ordonnance concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-réélection consécutifs à une décision de fermeture de classe

Art. 276 L'ordonnance du 13 mai 1986 concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-réélection consécutifs à une décision de fermeture de classe^{[17\)](#)} est modifiée comme il suit :

TITRE

Ordonnance concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-reconduction consécutifs à une décision de fermeture de classe

PREAMBULE

... [23\)](#)

Articles 1^{er} et 2

... [23\)](#)

Modification de
l'ordonnance
concernant le
remplacement
des enseignants

Art. 277 L'ordonnance du 25 novembre 1986 concernant le remplacement des enseignants^{[14\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article 7

... [23\)](#)

Article 9, alinéa 2

... [23\)](#)

Articles 17 et 18

... [23\)](#)

Article 40, alinéa 3

... [23\)](#)

Article 43

... [23\)](#)

Article 44, alinéa 2

... [23\)](#)

Article 45, alinéa 4

... [23\)](#)

Modification du
règlement des
écoles
moyennes

Art. 278 Le règlement des écoles moyennes du 6 décembre 1978^{[25\)](#)} est modifié comme il suit :

Articles 1^{er} et 2

... [26\)](#)

TITRE TROISIEME : Ecole supérieure de commerce et Ecole de culture générale

Article 15

... [26\)](#)

TITRE QUATRIEME (art. 16 à 40)
Abrogé(s)

Article 41

... [26\)](#)

Article 42, alinéa 2

... [26\)](#)

Article 43

... [26\)](#)

Article 44

Abrogé

Article 46

... [26\)](#)

Articles 48 et 49

... [26\)](#)

Article 50

Abrogé

Articles 51, 52 et 53

... [26\)](#)

Article 54, alinéa 2

... [26\)](#)

Articles 55 et 56

Abrogés

Modification de
l'ordonnance sur
le sport scolaire
facultatif

Art. 279 L'ordonnance du 27 février 1990 sur le sport scolaire facultatif [27\)](#) est modifiée comme il suit :

Articles 6 et 7

... [23\)](#)

Article 8

Abrogé

Article 9

... [23\)](#)

Article 10, alinéa 1

... [23\)](#)

Article 11

... [23\)](#)

Article 14, alinéa 2

... [23\)](#)

Article 20

... [23\)](#)

Articles 21 et 22

Abrogés

Article 24, alinéa 2

... [23\)](#)

Modification de
l'ordonnance sur
les bourses et
prêts d'études

Art. 280 L'ordonnance du 3 juillet 1990 sur les bourses et prêts d'études^{[28\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article 8

... [23\)](#)

Article 9

Abrogé

SECTION 2 : Abrogation du droit en vigueur

Clause
abrogatoire

Art. 281 ¹ Toutes les dispositions réglementaires contraires aux normes de la présente ordonnance sont abrogées.

² Sont notamment abrogés :

1. l'ordonnance du 5 mars 1991 concernant l'éducation sexuelle dans les écoles publiques;
2. l'ordonnance du 17 juillet 1979 fixant les indemnités de déplacement pour les enseignants à programmes partiels dans différentes écoles;
3. le règlement du 6 décembre 1978 concernant l'inspection scolaire;
4. le règlement du 6 décembre 1978 concernant la surveillance de l'enseignement ménager et des ouvrages;
5. le règlement du 6 décembre 1978 concernant l'école maternelle;
6. l'ordonnance du 6 mai 1986 concernant l'enseignement partagé à l'école primaire et à l'école maternelle;
7. l'ordonnance du 26 juin 1984 concernant les effectifs des classes, l'ouverture et la fermeture des classes de la scolarité obligatoire;
8. l'ordonnance du 15 juillet 1980 concernant les livrets scolaires et les promotions dans les écoles primaires;

9. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la participation d'élèves à des manifestations;
10. le règlement du 6 décembre 1978 concernant les attributions des commissions d'écoles primaires (règlement des écoles primaires);
11. le règlement du 6 décembre 1978 concernant les écoles d'ouvrages;
12. l'ordonnance du 19 juin 1990 concernant les classes spéciales, l'appui et le soutien pédagogiques (mesures de pédagogie compensatoire);
13. l'ordonnance du 18 janvier 1983 concernant le transport d'élèves;
14. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'inspection de l'éducation physique;
15. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la contribution cantonale pour enfants handicapés.

CHAPITRE III : Dispositions transitoires

Directives et
mises au
concours

Art. 282 ¹ Les directives établies par le Département pour l'année scolaire 1993/1994 demeurent valables nonobstant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

² Durant la période transitoire (art. 170, al. 2, LS), les mises au concours des postes d'enseignants peuvent avoir lieu chaque semaine, selon les besoins, en dérogation à l'article 180.

Rapport sur la
réalisation de la
réforme scolaire

Art. 283 ¹ Au terme de la période transitoire définie par l'article 170, alinéa 2, de la loi scolaire, le Département établit un rapport à l'intention du Gouvernement sur la réalisation de la réforme scolaire.

² Le Gouvernement rend publics les principaux résultats de cette analyse.

Transports
scolaires
reconnus
antérieurement

Art. 284 Les transports scolaires reconnus à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance conformément au droit antérieur et qui ne répondent plus aux critères des articles 15 à 17 de la présente ordonnance restent admis à la répartition des charges scolaires jusqu'au 31 juillet 1995.

Enseignement
des activités
créatrices sur
textiles

Art. 285 En vue de garantir le maintien de l'emploi aux enseignantes ACT nommées définitivement au 1^{er} août 1991, cela conformément à l'article 170 de la loi scolaire, le Service de l'enseignement peut exceptionnellement, après que toutes autres possibilités ont été épuisées, en particulier le remplacement dans l'enseignement des ACM à l'école primaire selon l'article 175, alinéa 3, de la loi scolaire, autoriser des dérogations relatives aux effectifs des élèves pour l'enseignement en sections de classe (art. 106, al. 3, de la présente ordonnance); de telles dérogations ne sont autorisées que jusqu'au 31 juillet 1995.

CHAPITRE IV : Entrée en vigueur

Entrée en
vigueur

Art. 286 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} août 1993.

Delémont, le 29 juin 1993

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le chancelier : Sigismond Jacquod

Disposition transitoire de la modification du 7 mars 2006

L'organisation de l'enseignement par modules selon l'article 98 déploie ses effets au septième degré de l'école secondaire dès l'année scolaire 2006-2007, aux septième et huitième degrés dès l'année scolaire 2007-2008 et pour l'ensemble du cycle secondaire dès l'année scolaire 2008-2009.

- 1) RSJU 410.11
- 2) RSJU 412.11
- 3) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1^{er} août 1999
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1^{er} août 1999
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 avril 1994, en vigueur depuis le 1^{er} mai 1994
- 6) RSJU 410.251
- 7) RSJU 410.252.23
- 8) RSJU 852.92
- 9) RS 831.232.41
- 10) Voir actuellement la loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001 (RSJU 611)
- 11) RSJU 441.221
- 12) RS 832.20
- 13) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1999
- 14) RSJU 410.252.5
- 15) RSJU 173.461
- 16) RSJU 172.441
- 17) RSJU 410.252.26
- 18) RSJU 410.252.24
- 19) Nouvelle teneur selon l'article 34 de l'ordonnance du 5 décembre 2000 concernant le service de santé scolaire, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001 (RSJU 410.71)
- 20) RSJU 410.72
- 21) RSJU 142.21
- 22) RSJU 410.210.11
- 23) Texte inséré dans ladite ordonnance
- 24) RSJU 410.252.1
- 25) RSJU 412.111
- 26) Texte inséré dans ledit règlement
- 27) RSJU 415.41
- 28) RSJU 416.311
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1999
- 30) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1999
- 31) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1^{er} août 1999
- 32) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 7 juin 2005, en vigueur depuis le 1^{er} août 2005
- 33) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 juin 2005, en vigueur depuis le 1^{er} août 2005
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1^{er} août 2006
- 35) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1^{er} août 2006
- 36) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1^{er} août 2006
- 37) Nouvelle teneur selon l'article 10 de l'ordonnance du 24 octobre 2006 fixant les conditions cadres pour les transports scolaires, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007 (RSJU 410.113)
- 38) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 juin 2008, en vigueur depuis le 1^{er} août 2008
- 39) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 17 mars 2009, en vigueur depuis le 1^{er} août 2009
- 40) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 mars 2009, en vigueur depuis le 1^{er} août 2009
- 41) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 27 octobre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010

-
- ⁴²⁾ Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 27 octobre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010
- ⁴³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 25 mai 2010, en vigueur depuis le 1^{er} août 2010
- ⁴⁴⁾ Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 25 mai 2010, en vigueur depuis le 1^{er} août 2010
- ⁴⁵⁾ Abrogé(s) par le ch. I de l'ordonnance du 25 mai 2010, en vigueur depuis le 1^{er} août 2010
- ⁴⁶⁾ Abrogé par l'article 15 de l'ordonnance du 12 avril 2011 concernant l'intégration des étrangers et la lutte contre le racisme, en vigueur depuis le 15 mai 2011 (RSJU 144.1)
- ⁴⁷⁾ Abrogé(s) par l'article 178 de l'ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012 (RSJU 173.111)
- ⁴⁸⁾ Nouvelle teneur selon l'article 178 de l'ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012 (RSJU 173.111)
- ⁴⁹⁾ RSJU 173.461.111
- ⁵⁰⁾ Nouvelle teneur selon le ch. III de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012
- ⁵¹⁾ Abrogé(s) par le ch. I de l'ordonnance du 26 juin 2012, en vigueur depuis le 1^{er} août 2012
- ⁵²⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 26 juin 2012, en vigueur depuis le 1^{er} août 2012
- ⁵³⁾ Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 2 octobre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- ⁵⁴⁾ Nouvelle teneur selon l'article 28 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013 (RSJU 213.11)

TABLE DES MATIERES

Article

TITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ d'application et objet (art. 1 ^{er} LS)	1
Intégration des handicapés (art. 4 LS).....	2
(article 2 ^{bis} abrogé)	
Insertion des migrants (art. 5 LS)	
a) Principes d'insertion du nouvel arrivant	3
b) Maintien de la culture d'origine	4
(article 5 abrogé)	
Accès à l'école (art. 6, al. 1, LS)	6
Mesures expérimentales d'intégration (art. 4 et 5 LS)	7
Passage de l'école publique à l'enseignement privé	8
(articles 9 et 10 abrogés)	
Début de la scolarité obligatoire (art. 7 LS)	11
(article 12 abrogé)	
Transports scolaires gratuits (art. 8, al. 2, LS)	
1. Principe.....	13
2. Procédure de reconnaissance	14
3. Nécessité du transport.....	15
a) Longueur du trajet	15
b) Caractère dangereux du trajet.....	15
c) Autres circonstances	14
4. Exigences relatives au transport.....	16
5. Modalités du transport	17
6. Indemnités de repas	18
7. Administration et financement des transports (art. 118, al. 1, lettre e, et 152, ch. 3, lettre b, LS)	
a) Organe responsable	19
b) Financement.....	20
c) Versement et décompte.....	21
Gratuité des moyens d'enseignement (art. 8, al. 3, LS).....	22
Contributions pour certaines activités et manifestations (art. 8, al. 3, LS)	23
Résidence habituelle de l'élève (art. 9 LS)	24
Fréquentation de l'école d'un autre cercle scolaire (art. 10 LS)	25

TITRE DEUXIEME : Structure de l'école**CHAPITRE PREMIER : Degré primaire**

Organisation du degré primaire	26
--------------------------------------	----

Enseignement obligatoire à l'école primaire	27
Cours facultatifs	28
Répartition des classes du degré primaire.....	29
Principe, enseignement par un seul titulaire (art. 15, al. 1, LS)	30
Exception, enseignement partagé (art. 15, al. 3, LS)	
a) Autorisation.....	31
b) Engagement commun des deux enseignants.....	32
c) Partage de l'enseignement	33
d) Difficultés dans l'enseignement partagé	34
e) Démission de l'un des enseignants	35
Nombre d'intervenants par classe	35a
Huitième année, orientation, observation (art. 16 LS)	
a) Epreuves communes	36
b) Modalités	37
c) Information.....	38

CHAPITRE II : Degré secondaire

Classe et module, définitions (art. 20 LS)	39
Cours communs (art. 21 et 22, al. 3, LS)	11
Cours séparés (art. 22 LS)	
1. Cours à niveaux (art. 22, al. 2, LS)	
a) Nombre de niveaux	41
b) Désignation des niveaux	42
c) Répartition des élèves entre les niveaux	43
d) Constitution des groupes pour l'enseignement à niveaux (art. 24 LS).....	44
2. Cours à option (art. 22, al. 3, LS).....	45
3. Cours facultatifs (art. 23 LS)	46
4. Enseignement du grec ancien	47
Orientation continue	
a) Information.....	48
b) Cours d'appui	49

CHAPITRE III : Prolongation de la scolarité

10 ^{ème} année dans le cadre du programme secondaire (art. 25 et 26 LS)	50
Dixième année linguistique	51
Classe d'accueil et de transition pour allophones	51a
Mesures de préparation à la formation générale et professionnelle	51b

CHAPITRE IV : Mesures de pédagogie compensatoire

SECTION 1 : Définitions et règles générales

Classe de transition (art. 30 LS)	52
Enseignement d'appui (art. 31 LS)	53
Enseignement d'appui intégré (art. 31, al. 3, LS).....	54
Enfants malades (art. 34 LS)	55
Soutien pédagogique ambulatoire (art. 32 LS)	56
Classe de soutien (art. 33 et 36, al. 2, LS).....	57
Réintégration en classe ordinaire (art. 4 et 33 LS)	58
Non-cumul des mesures compensatoires	59

SECTION 2 : Fonctionnement

Répartition du temps et durée des mesures compensatoires (art. 36, al. 1 et 2, LS) ...	60
Plan d'études et bulletin scolaire (art. 36, al. 1 et 2, LS)	61

SECTION 3 : Dépistage, examen des cas, décision

Dépistage	62
Troubles particuliers (art. 32, al. 3, et 36, al. 4, LS)	63
Examen des cas (art. 35 LS)	
a) Equipe de coordination.....	64
b) Décision.....	175

SECTION 4 : Qualification et statut du personnel

Titre requis (art. 36, al. 1, LS)	66
Nomination et engagement (art. 87, al. 2, LS)	67
Rétribution	68

CHAPITRE V : Institutions spécialisées

Définition (art. 37 LS).....	69
Institutions hors Canton (art. 37, al. 2, LS)	70
Placement.....	71
Qualification du personnel des institutions (art. 39, al. 2, LS)	72
Création de nouveaux emplois	73
Traitements.....	74

Budget (art. 40 LS)	
a) Elaboration	75
b) Approbation par le Département.....	76
c) Insuffisances budgétaires	77
Gestion comptable et financière	78
Présentation des comptes	79
Financement et répartition des charges (art. 40 LS).....	80
Gestion des subventions	81

TITRE TROISIEME : Fonctionnement général de l'école

CHAPITRE PREMIER : Locaux et installations scolaires

Accès aux bâtiments et locaux scolaires (art. 43 LS)	82
--	----

CHAPITRE II : Temps scolaire et congés spéciaux

Année scolaire, semestres (art. 46 LS).....	83
Congés officiels	84
Semaine scolaire (art. 48 LS)	85
Nombre de leçons.....	86
(articles 87 et 88 abrogés	
Durée des leçons (art. 48 LS)	89
Autre découpage du temps d'enseignement (art. 48 LS).....	90
Autres formes d'enseignement	91
Congé spécial à une école ou une classe (art. 48 LS).....	92
Congé spécial à un élève (art. 48 LS).....	93
Horaires harmonisés.....	93a

CHAPITRE III : Effectif, ouverture, fermeture et composition des classes

SECTION 1 : Principes et normes relatifs au nombre de classes et de modules du cercle scolaire

Principes (art. 49 LS)	94
Nombre de classes du cercle scolaire	
a) Généralités	95
(article 96 abrogé)	
b) Ecole enfantine et primaire	97
c) Ecole secondaire	98
d) Classe de transition et de soutien.....	99

SECTION 2 : Ouverture et fermeture de classes

Procédure (art. 49 LS)	100
Ouverture de classes (art. 49 LS)	101
Fermeture de classes (art. 49 LS)	102
Ouverture et fermeture de classe ordonnées par le Département (art. 49, al. 2, LS) ..	103

SECTION 3 : Formation et composition des classes

Formation des unités et organisation de l'enseignement.....	104
Principe	105
Enseignement par sections de classe	
a) En général	106
b) A l'école enfantine	107
c) A l'école primaire	108
Enseignement à niveaux	109
Cas particuliers.....	110

CHAPITRE IV : Plan d'études

Publication (art. 50 LS)	111
(article 112 abrogé)	
Athlète ou artiste de haut niveau (art. 56, al.3, LS)	
a) Principe	113
(articles 114 et 115 abrogés)	
b) Renvoi	116
Sport scolaire facultatif (art. 57, al. 2, LS)	
a) But.....	117
b) Autorités compétentes.....	118
c) Forme	119
d) Contenu des activités	120
e) Financement et gestion	121
Education sexuelle (art. 59 LS)	
a) Programme.....	122
b) Renonciation	123
c) Animateurs	124
Education aux médias	125
Préparation au choix d'une profession (art. 61 et 62 LS).....	126

CHAPITRE V : Activités culturelles et sociales de l'école

Activités culturelles (art. 63 LS)	127
Bibliothèques scolaires et de la jeunesse (art. 64 LS)	128
Activités sociales (art. 65 LS).....	129

CHAPITRE VI : Participation à la formation et au perfectionnement des enseignants

(article 130 abrogé)

TITRE QUATRIEME : Parents et élèves**CHAPITRE PREMIER : Parents**

Droits individuels, information (art. 69 LS)	131
Devoirs en cas d'absence (art. 72 LS)	132
Absences justifiées	133
Violation des obligations scolaires (art. 73 LS)	134

CHAPITRE II : Elèves**SECTION 1 : Généralités**

Liberté d'information, d'expression et d'association (art. 74, al. 3, LS)	135
Droit d'être entendu (art. 74, al. 4, LS).....	136
Participation des élèves (art. 74, al. 3, LS)	137
Egalité entre garçons et filles (art. 75, al. 2, LS)	138
Aide aux élèves en difficulté (art. 75, al. 3, LS).....	139
Etat des locaux scolaires (art. 77, al. 3, LS)	140
Occupations extrascolaires excessives	141
Assurance des élèves (art. 78 LS)	
a) Principe	142
b) Activités couvertes.....	143
c) Prestations.....	144
Banques de données.....	144a

SECTION 2 : Admission et inscription des élèves

(article 145 abrogé)

Admission et inscription des élèves

a) Degré primaire.....	146
------------------------	-----

b) Degré secondaire	147
Changement de domicile ou de résidence	148
Arrivée en cours de scolarité d'enfants de l'extérieur	149

SECTION 3 : Carrière scolaire des élèves

Sous-section 1 : Généralités

Evaluation du travail scolaire (art. 80 LS)	150
Bulletin scolaire officiel (art. 80 LS)	151
Information des parents, carnet hebdomadaire (art. 80 LS)	152
Formes officielles de l'évaluation du travail (art. 80 LS).....	153

Sous-section 2 : Promotion et redoublement

Définitions (art. 81 LS)	154
I. Au degré primaire (art. 81 LS)	
1. A l'intérieur des cycles	155
2. Admission en cinquième année	156
3. Admission en septième année	157
4. Redoublement	158
5. Promotion anticipée, possibilité de sauter une classe (art. 75, al. 1, LS).....	159
II. Passage du degré primaire au degré secondaire	
1. Admission au degré secondaire	160
2. Accès aux cours à niveaux	161
3. Accès aux options	162
III. Promotion et orientation au degré secondaire	
1. Principe.....	163
2. Note de promotion	164
3. Maintien du profil scolaire	165
4. Changement de niveaux	
a) Principes et conditions.....	166
b) Périodicité.....	167
5. Orientation dans le cadre des options	
a) Maintien de l'option lors d'un changement de degré	168
b) Changement d'option volontaire	169
6. Cours d'appui.....	170
7. Redoublement	171

SECTION 4 : Sanctions disciplinaires

Mesures éducatives préalables	172
Sanctions disciplinaires (art. 83 LS).....	173
Détermination de la sanction (art. 82 LS)	174
Autorités disciplinaires (art. 83 LS)	
a) Enseignant et commission d'école.....	175
b) Département.....	176
c) Compétence d'ordonner des mesures moins graves et menace	177
Procédure (art. 83 LS)	178

TITRE CINQUIEME : Enseignants**CHAPITRE PREMIER : Eligibilité et nomination**

(articles 179 à 193 abrogés)

CHAPITRE II : Situation de l'enseignant

(articles 194 et 195 abrogés)

Indemnité de déplacement (art. 91, al. 2, LS)

a) En général	196
b) Titulaire de poste partiel	197
c) Limitation et versement de l'indemnité.....	198
(article 199 abrogé)	

CHAPITRE III : Devoirs de l'enseignant

Tâches administratives	200
Devoir de suppléance	201
Excursions et manifestations scolaires ou parascolaires.....	202
Attitude à l'égard de l'élève.....	203
(article 204 abrogé)	
Devoirs particuliers du maître de classe ou de module	205
(article 206 abrogé)	

CHAPITRE IV : Droits des enseignants

Appui aux jeunes enseignants (art. 99 LS)	207
Associations professionnelles (art. 100 LS).....	208

Consultation des enseignants (art. 101 LS).....	209
---	-----

CHAPITRE V : Résiliation des rapports de service

(articles 210 à 212 abrogés)

CHAPITRE VI : Congés

(article 213 abrogé)

TITRE SIXIEME : Organisation de l'école

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Cercle scolaire (art. 107 et 108 LS)	214
Statuts du syndicat ou de l'entente intercommunale.....	215
Exceptions (art. 107 et 108 LS)	216
(article 217 abrogé)	
Dimension des cercles scolaires	
a) Ecole primaire	218
b) Ecole secondaire	219
Création et gestion de classes de transition et de soutien (art. 30, 33, 49, 87, al. 2, et 108 LS)	220
Création et gestion de classes d'orientation (art. 26 et 108, al. 3, LS)	221
Locaux scolaires (art. 109 LS)	
a) Usage des locaux scolaires.....	222
b) Transformation des locaux scolaires	223
c) Salubrité des locaux scolaires	224
Tâches du cercle scolaire, règlement scolaire local (art. 109 LS).....	225

CHAPITRE II : Commission d'école

Nombre de membres, principe	226
Membres nommés par le Gouvernement (art. 114, al. 2, LS).....	227
Désignation des membres (art. 110, 111, 112 et 114 LS)	228
Période de fonction.....	228a
Constitution des commissions	229
Délégation de compétences	230
Visites de l'école et des classes (art. 118 LS)	231
Surveillance des enseignants (art. 118 LS)	232

Article

Conciliation (art. 119 LS)	233
Participation des enseignants (art. 120 LS)	
a) Régulière	234
b) Occasionnelle	235
Participation des parents (art. 120 LS)	
a) Nombre de représentants	236
b) Procédure de désignation	237
Formation des membres des commissions d'école	238
Secret de fonction	239

CHAPITRE III : Collège des enseignants et directeur

Participation du corps enseignant (art. 101, al. 1 et 2, LS)	240
Collège des enseignants	
a) Principe	241
b) Présidence et réunions	242
c) Compétences	243
Directeur	
a) Mise au concours (art. 121, al. 2, LS)	244
b) Consultation des enseignants	245
c) Vice-directeur et répondant administratif	246
d) Cercles secondaires avec plusieurs écoles	247
e) Durée des fonctions	248
f) Tâches des directeurs (art. 122 et 123 LS)	249
Rétribution et allègement d'horaire (art. 123 LS)	250

CHAPITRE IV : Médiateur et autres fonctions 58

Médiateur (art. 124 LS)	251
Autres fonctions (art. 125 LS)	252
Dispositions communes	
a) Désignation	253
b) Subordination	254
c) Rétribution et allègement d'horaire	255

CHAPITRE V : Formation et perfectionnement des directeurs et titulaires de fonctions

Formation et perfectionnement professionnel	256
---	-----

TITRE SEPTIEME : Services auxiliaires**CHAPITRE PREMIER : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire**

Renvoi	257
--------------	-----

CHAPITRE II : Service de santé scolaire et service dentaire scolaire

Renvoi	258
--------------	-----

CHAPITRE III : Devoirs scolaires et devoirs surveillés**SECTION 1 : Devoirs à domicile**

Principes.....	259
----------------	-----

SECTION 2 : Devoirs surveillés

Principe	260
Gratuité (art. 138, al. 4, LS)	261
Organisation (art. 139 LS)	262
Surveillance et animation (art. 138 et 139 LS).....	263
Permanences	263a

CHAPITRE IV : Economat scolaire

Collaboration entre le Service de l'enseignement et l'Economat cantonal (art. 140 et 141 LS)	262
Principes d'édition (art. 140 et 141 LS)	265
Financement (art. 140 et 141 LS)	266
Gestion des stocks (art. 141 LS)	267
Formules administratives et publications du Département (art. 141 LS)	268

TITRE HUITIEME : Voies de droit

Dénonciations (art. 156 LS)	
a) Définition et forme	269
b) Plaignant	270
c) Procédure	271

TITRE NEUVIEME : Dispositions transitoires et finales**CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'exécution**

Exécution	272
-----------------	-----

CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur**SECTION 1 : Modification du droit en vigueur**

Modification de l'ordonnance concernant le séjour et l'établissement des étrangers.	273
Modification de l'ordonnance portant exécution de la loi sur la formation du corps enseignant	274
Modification de l'ordonnance fixant le nombre des leçons obligatoires des enseignants	275
Modification de l'ordonnance concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-réélection consécutifs à une décision de fermeture de classe	276
Modification de l'ordonnance concernant le remplacement des enseignants	277
Modification du règlement des écoles moyennes	278
Modification de l'ordonnance sur le sport scolaire facultatif	279
Modification de l'ordonnance sur les bourses et prêts d'études.....	280

SECTION 2 : Abrogation du droit en vigueur

Clause abrogatoire	281
--------------------------	-----

CHAPITRE III : Dispositions transitoires

Directives et mises au concours	282
Rapport sur la réalisation de la réforme scolaire.....	283
Transports scolaires reconnus antérieurement.....	284
Enseignement des activités créatrices sur textiles.....	285

CHAPITRE IV : Entrée en vigueur

Entrée en vigueur	286
-------------------------	-----

Ordonnance concernant le programme horaire du corps enseignant

du 13 juin 2006

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3, alinéa 1, de la loi du 9 novembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant¹⁾,

arrête :

Champ
d'application

Article premier La présente ordonnance s'applique aux enseignants des écoles enfantines, primaires et secondaires, du Lycée cantonal, des écoles supérieures de commerce et de l'Ecole de culture générale.

Terminologie

Art. 2 Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Durée des
leçons

Art. 3 La durée des leçons est de quarante-cinq minutes, celle des demi-leçons de vingt-cinq minutes.

Pauses et
récréations

Art. 4 ¹ Deux leçons sont entrecoupées par une pause de cinq minutes au moins.

² Lorsqu'une demi-journée comporte plus de trois leçons, l'une des pauses doit avoir une durée d'au moins quinze minutes (récréation).

³ Le Département de l'Education peut arrêter des prescriptions particulières.

Nombre de
leçons
obligatoires

Art. 5 Le programme hebdomadaire d'enseignement à plein temps se définit de la manière suivante :

- a) ⁴⁾ pendant les deux premières années de l'école primaire (école enfantine), le nombre de leçons obligatoires est de vingt-huit; les pauses et les récréations sont prises en considération à raison de deux leçons;
- b) à l'école primaire et à l'école secondaire, le nombre de leçons obligatoires est de vingt-huit, y compris pour les enseignants des classes de transition et des classes de soutien et pour ceux chargés de cours d'appui ou de soutien pédagogique ambulatoire; les pauses et les récréations ne sont pas incluses;

- c) au Lycée cantonal, dans les écoles supérieures de commerce et à l'Ecole de culture générale, le nombre de leçons obligatoires est de vingt-trois si l'enseignement est dispensé à des classes entières et de vingt-cinq si l'enseignement est dispensé par petits groupes de deux à cinq élèves; les pauses et les récréations ne sont pas incluses.

Fluctuations

Art. 6 ¹ Dans la mesure du possible, chaque enseignant effectue le nombre de leçons obligatoires correspondant à son taux d'activité.

² Lorsque les circonstances le justifient, une fluctuation annuelle de deux leçons au maximum peut être autorisée pour les enseignants nommés à plein temps. Dans ce cas, le nombre de leçons obligatoires doit être observé en moyenne, pour l'enseignant concerné, sur une période de six ans.

³ Les directeurs d'école veillent au respect de ces dispositions.

⁴ Le Département de l'Education arrête, par voie de directives, les règles applicables lorsqu'un enseignant cesse son activité avec un excédent ou un manque d'heures par rapport au nombre de leçons obligatoires auquel il était astreint.

Leçons
supplémentaires

Art. 7 ¹ Les leçons supplémentaires rémunérées sont en principe interdites. Sont considérées comme leçons supplémentaires celles qui sont dispensées au-delà du nombre de leçons obligatoires pour un programme complet à plein temps (art. 5).

² A titre exceptionnel, pour des raisons impérieuses d'ordre pédagogique ou d'organisation scolaire, notamment en vue de garantir le droit à l'enseignement des élèves, le Service de l'enseignement peut confier, sur demande, au maximum deux leçons supplémentaires à un enseignant à programme complet. Il n'existe cependant aucun droit pour un enseignant à obtenir des leçons supplémentaires.

³ Les directeurs d'école et les commissions d'école veillent au respect de ces dispositions.

Maximum
journalier

Art. 8 ¹ Les enseignants des écoles enfantines, primaires, secondaires, des classes de transition, des classes de soutien et ceux chargés de cours d'appui ou de soutien pédagogique ambulatoire peuvent donner huit leçons par jour au maximum. Dans des cas spéciaux, le Service de l'enseignement peut, sur demande, autoriser des dérogations de durée limitée.

² Les enseignants du Lycée cantonal, des écoles supérieures de commerce et de l'Ecole de culture générale peuvent donner six leçons par jour au maximum. Dans l'intérêt de l'organisation de l'enseignement, le Département de l'Education peut autoriser des dérogations.

Allègement pour
tâches
d'encadrement
et d'animation

Art. 9 Les titulaires de tâches de direction ou d'animation ou d'autres tâches faisant l'objet d'un cahier des charges ratifié par le Service de l'enseignement bénéficient d'un allègement d'horaire conformément à l'ordonnance sur l'indemnisation et la diminution du temps d'enseignement des directeurs, médiateurs et titulaires d'autres fonctions dans les écoles enfantines, primaires et secondaires²⁾.

Allègement pour
raison d'âge

Art. 10 ¹ Dès le début de l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle ils atteignent l'âge de 50 ans, les enseignants à programme complet bénéficient d'un allègement de leur programme de deux leçons hebdomadaires.

² Dans les mêmes circonstances, les enseignants au bénéfice d'un programme à temps partiel correspondant au moins au 25 pour cent d'un temps plein ont droit à un allègement proportionnel équivalent. Ils bénéficient à cet effet d'un crédit annuel exprimé en leçons, les fractions de leçons étant arrondies vers le bas.³⁾

Clause
abrogatoire

Art. 11 L'ordonnance du 6 décembre 1978 fixant le nombre des leçons obligatoires des enseignants est abrogée.

Entrée en
vigueur

Art. 12 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} août 2006.

Delémont, le 13 juin 2006

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 410.251
- 2) RSJU 410.252.24
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 31 mars 2009, en vigueur depuis le 1^{er} août 2009
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 février 2012, en vigueur depuis le 1^{er} août 2012

Ordonnance sur les installations scolaires

du 27 août 2002

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 45, alinéa 3 de la loi du 20 décembre 1990 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école secondaire (loi scolaire)¹⁾,

vu l'article 25 du décret du 21 décembre 2001 réglant l'octroi de subventions pour installations scolaires (dénommé ci-après : "décret")²⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Champ
d'application

Article premier Les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent aux écoles enfantines, aux écoles primaires, aux écoles secondaires, ainsi qu'aux salles d'éducation physique, aux terrains de sport.

Droit réservé

Art. 2 Sont réservées les prescriptions de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire³⁾, de l'ordonnance sur les constructions et l'aménagement du territoire⁴⁾, du décret concernant la procédure d'octroi du permis de construire⁵⁾ et de la législation régissant les marchés publics⁶⁾.

Dérogations

Art. 3 Dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, le Département de l'Education (dénommé ci-après : "Département") peut autoriser des dérogations aux principes de construction et d'équipement fixés par la présente ordonnance et ses directives d'exécutions.

SECTION 2 : Principes

Flexibilité

Art. 4 ¹ La conception générale des installations scolaires tient compte de l'évolution de la pédagogie.

² Les installations construites doivent permettre une certaine flexibilité des volumes intérieurs et d'éventuelles extensions ultérieures.

Polyvalence	<p>Art. 5 ¹ L'agencement général des installations scolaires permet l'utilisation de ces installations pour d'autres fins d'intérêt public au sens de l'article 23 du décret.</p> <p>² Afin de garantir une utilisation optimale des surfaces, un même local regroupe des activités faiblement dotées en heures d'enseignement.</p>
Economie d'énergie	<p>Art. 6 ¹ Les projets de construction ou de transformation sont conçus de manière à assurer une consommation minimale d'énergie et à favoriser l'utilisation des énergies renouvelables lorsque les conditions le permettent.</p> <p>² Les suppléments de coût provoqués par le choix de solutions nouvelles en matière de chauffage peuvent faire l'objet d'aides de la part du Service des transports et de l'énergie.</p>
Emplacement	<p>Art. 7 ¹ L'emplacement des installations scolaires figure en principe sur le plan de zones communal.</p> <p>² Le choix de l'emplacement tient compte de la qualité du milieu environnant (tranquillité, ensoleillement, absence de nuisances, conditions favorables sur le plan géologique, topographique et morphologique), de la proximité des installations par rapport à leurs utilisateurs potentiels, de la sécurité des accès piétons et de la facilité des accès pour les véhicules.</p>
Handicapés	<p>Art. 8 Les installations scolaires sont conçues de manière à en permettre l'accès et l'utilisation par des handicapés physiques.</p>
Conception et technique de construction	<p>Art. 9 La conception des installations scolaires et le choix des matériaux sont faits en fonction des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'insertion dans le site; b) la qualité architecturale et l'économie du projet; c) l'hygiène et la sécurité; d) la durabilité et la fiabilité des éléments et matériaux de construction; e) le contrôle des coûts; f) l'économie et l'utilisation rationnelle de l'énergie.
Salles d'enseignement	<p>Art. 10 ¹ Les salles d'enseignement sont en principe situées au-dessus du terrain naturel.</p>

² Des salles spéciales ou des salles annexes peuvent être aménagées en sous-sol si elles bénéficient d'un éclairage naturel suffisant.

Disposition et
aménagement

Art. 11 ¹ La disposition et l'aménagement des locaux scolaires doivent être conçus de manière à offrir les conditions les plus favorables à la santé des enfants et à l'enseignement.

² A cet effet, les critères suivants doivent être respectés :

- a) aération convenable des locaux;
- b) éclairage suffisant et uniforme des places de travail ainsi que des moyens d'enseignement collectifs (tableaux, cartes, etc.) par lumière naturelle et par lumière artificielle;
- c) chauffage adéquat;
- d) moyens de protection contre l'éblouissement et l'insolation;
- e) insonorisation convenable des locaux d'enseignement;
- f) corridors et vestiaires assurant une circulation aisée.

Décoration

Art. 12 ¹ L'intégration d'œuvres d'art dans les installations scolaires est recommandée.

² Une partie de la décoration des installations scolaires peut être confiée aux élèves.

Aménagement
extérieurs

Art. 13 Les aménagements extérieurs comprennent quatre zones distinctes :

- a) le préau couvert extérieur;
- b) les espaces d'accès et de circulation : pour des raisons de sécurité, les accès piétons et les accès des véhicules sont séparés. Des places de stationnement sont aménagées pour les automobiles. Les cycles et cyclomoteurs disposent d'un abri couvert;
- c) la zone de récréation : elle comprend des surfaces vertes et des surfaces en dur. Elle est située en un secteur ensoleillé et si possible abrité du vent. Elle répond aux besoins de jeu et de détente des élèves;
- d) les installations sportives.

SECTION 3 : Répartition des locaux et des surfaces admis au subventionnement

Unité de base

Art. 14 ¹ Le nombre de classes de l'école considérée détermine le nombre d'unités de base.

² L'unité de base est une surface de 64 m².

Unités complémentaires
a) principes

Art. 15 ¹ Aux unités de base viennent s'ajouter en fonction de la nature et de l'importance de l'école considérée :

- a) les salles spéciales et les salles annexes;
- b) les locaux de service.

² Les aménagements extérieurs sont exprimés en surfaces réelles.

b) salles spéciales

Art. 16 ¹ Les salles spéciales comprennent en principe un local annexe destiné aux rangements et aux préparations.

² Sont considérés notamment comme salles spéciales :

- a) les salles destinées à l'éducation visuelle et aux activités créatrices;
- b) les salles destinées à l'enseignement des sciences expérimentales et humaines;
- c) la salle d'éducation musicale;
- d) les locaux destinés à l'enseignement de l'économie familiale;
- e) les salles multimédias;
- f) la salle d'éducation physique.

c) salles annexes

Art. 17 Sont considérés notamment comme salles annexes :

- a) le centre de documentation : bibliothèque, médiathèque, logithèque;
- b) la salle des maîtres;
- c) le bureau du directeur, éventuellement du secrétariat;
- d) les locaux polyvalents destinés notamment aux élèves et aux travaux de groupes;
- e) des locaux pour photocopies, laboratoire photographique, collections, etc.

d) locaux de service

Art. 18 Sont considérés notamment comme locaux de service :

- a) le préau couvert intérieur;
- b) les circulations internes;
- c) les vestiaires;
- d) les installations sanitaires;
- e) les locaux de nettoyage;
- f) l'économat destiné notamment au stockage du matériel et des moyens d'enseignement;
- g) les locaux techniques de chauffage et de ventilation.

Tabelle des
espaces
subventionna-
bles

Art. 19 ¹ La tablette figurant à l'alinéa 3 du présent article détermine les surfaces qui doivent en principe être mises à disposition pour un nombre de classes donné et qui, partant, donnent matière à un subventionnement d'investissement.

² La répartition entre les rubriques "unités de base", "salles spéciales", "salles annexes", "services", a un caractère indicatif. Dans le cadre de l'enveloppe globale définie par le total, des transferts de surfaces sont possibles d'entente avec le Département.

³ Les surfaces requises et subventionnables s'établissent comme suit :

a) classe primaire

Nombre de classes	Unités de base	Salles spéciales	Salles annexes	Services	Total	Salle d'éducation physique	Installations sportives	Préau extérieur	Aire de récréation
3	3	2,50	1,00	3,25	9,75		1	45	300
4	4	2,50	1,50	4,00	12,00		1	60	400
5	5	4,00	2,00	5,50	16,50	1	1	75	500
6	6	4,00	2,50	6,25	18,75	1	1	90	600
7	7	4,00	2,75	7,00	20,75	1	1	105	700
8	8	4,00	3,00	7,50	22,50	1	1	120	800
9	9	5,00	3,25	8,50	25,75	1	1	135	900
10	10	5,00	3,50	9,25	27,75	1	1	150	1000
11	11	5,00	3,75	10,00	29,75	1	1	160	1100
12	12	5,00	3,75	10,50	31,25	1	1	170	1200
13	13	6,00	4,25	11,50	34,75	2	2	180	1300
14	14	6,00	4,25	12,00	36,25	2	2	190	1400
15	15	6,00	4,25	12,50	37,75	2	2	200	1500
exprimés en unités de 64 m ²						exprimés en ensembles conformes aux directives du Département		exprimés en m ²	

b) classes secondaires

Nombre de modules	Nombre de classes	Unités de base	Salles spéciales	Salles annexes	Services	TOTAL	Salles d'éducation physique	Installations sportives	Préau extérieur	Aire de récréation
3	6	8	7	4	7	26	1	1	75	500
	7	9				27				
	8	10				28				

Nombre de modules	Nombre de classes	Unités de base	Salles spéciales	Salles annexes	Services	TOTAL	Salles d'éducation physique	Installations sportives	Préau extérieur	Aire de récréation
6	12	14	12	8	12	46	2	2	150	10 00
	13	15				47				
	14	16				48				
9	18	20	18	12	16	66	2	2	150	10 00
	19	21				67				
	20	22				68				
12	24	25	24	16	20	85	3	3	200	15 00
	26	26				86				
	28	28				88				
	30	29				89				
	32	30				90				
13	26	28	25	17	21	91	3	3	225	17 50
	28	29				92				
	30	30				93				
	32	31				94				
14	28	30	26	18	22	96	3	3	225	17 50
	30	31				97				
	32	32				98				
	34	33				99				
exprimés en unités de 64 m ²							exprimés en ensembles conformes aux directives du Département		exprimés en m ²	

⁴ Les surfaces nécessaires pour les classes de l'école enfantine ainsi que pour les espaces d'accès et de circulation ne sont pas prises en compte dans la table. La construction, la transformation et l'équipement des salles d'école enfantine s'effectuent en fonction des besoins conformément aux directives du Département.

Montant donnant droit à subvention

Art. 20 ¹ Le Département arrête et publie au Journal officiel les montants susceptibles d'être pris en compte pour la détermination des subventions de l'Etat.

² Pour la construction et le cas échéant la transformation des installations scolaires, les montants sont calculés en principe sur la base des surfaces mentionnées à l'article 19, alinéa 3, multipliées par des coûts unitaires de construction au mètre carré arrêtés par le Département.

³ Pour l'équipement initial, les montants sont en principe calculés sur la base d'un montant forfaitaire par classe de l'installation à construire ou, le cas échéant, à transformer. Pour les salles spéciales et annexes, il est fixé pour chacun des types de salles un montant forfaitaire.

Liste des
moyens
d'enseignement

Art. 21 Pour l'équipement initial des installations scolaires, le Département tient à jour une liste des moyens d'enseignement. Celle-ci prescrit l'ensemble du mobilier et du matériel qui doit être mis à disposition en cas de construction ou, le cas échéant, de transformation d'une installation scolaire; elle sert de référence pour le parachèvement ou le renouvellement de l'équipement des installations scolaires existantes.

SECTION 4 : Procédure

Identification du
besoin

Art. 22 ¹ La nécessité de la construction, le cas échéant de la transformation d'installations scolaires, est constatée en premier lieu par les communes ou les communautés scolaires (dénommées ci-après : "communes scolaires").

² Dans des cas manifestes de manquement aux dispositions légales et réglementaires, le Département peut ordonner la construction ou la transformation d'installations scolaires.

Participation du
corps enseignant

Art. 23 Les communes scolaires consultent le corps enseignant concerné directement par la construction, le cas échéant, la transformation et l'équipement d'une installation scolaire.

Appui

Art. 24 ¹ A tous les moments de la procédure, la commune scolaire peut recourir aux conseils de l'administration cantonale.

² Les requêtes sont adressées au Service financier de l'enseignement qui les transmet aux instances concernées.

Demande
préalable
a) élaboration

Art. 25 La commune scolaire élabore, à l'intention du Département, un dossier qui comprend les éléments suivants :

- a) la justification du besoin de la construction, le cas échéant, de la transformation fondée sur une description des installations existantes et sur une analyse des effectifs scolaires à long terme;
- b) le programme de construction, le cas échéant, de transformation envisagé;
- c) l'estimation du coût des travaux;
- d) les propositions relatives à l'emplacement;
- e) le calendrier envisagé.

b) acheminement

Art. 26 Cette demande est transmise par la commune scolaire au Département qui la soumet pour préavis aux services concernés.

c) préavis

Art. 27 Sous la responsabilité du Service financier de l'enseignement, les services consultés établissent, à l'intention du Département, un rapport conjoint portant sur les points suivants :

- a) examen du bien-fondé de la clause du besoin intégrée dans une analyse locale et régionale des besoins scolaires dans le moyen et le long terme;
- b) suggestions relatives à l'emplacement, à la conception, à la réalisation et à l'équipement de l'installation scolaire envisagée;
- c) évaluation du taux de subventionnement et du montant vraisemblable de la subvention de l'Etat;
- d) examen des conséquences financières du projet tant pour la commune scolaire que pour l'Etat.

d) décision

Art. 28 Au vu du rapport des services consultés, le Département statue sur la clause du besoin. Selon les cas, il peut :

- a) autoriser la commune scolaire à établir son projet définitif accompagné d'une demande de subvention;
- b) inviter la commune scolaire à modifier ou à retarder la réalisation projetée;
- c) inviter la commune scolaire à renoncer purement et simplement à la réalisation projetée.

Projet définitif
a) concours

Art. 29 Dans le cas de mandats d'importance tendant à établir des projets de construction nouvelle d'une installation scolaire, le Département peut exiger un concours au sens de la législation sur les marchés publics.

b) contenu du
projet définitif

Art. 30 En vue de l'approbation du projet définitif par le Gouvernement et de l'obtention d'une subvention de l'Etat, la commune scolaire constitue un dossier qui comprend les éléments suivants :

- a) le plan de situation officiel avec l'implantation de l'ouvrage et les distances aux limites;
- b) les plans du bâtiment (façades et coupes) à l'échelle 1:100 avec l'indication des dimensions principales, la désignation et la surface des locaux et espaces divers, le profil du terrain existant et aménagé;
- c) le descriptif technique complet (matériaux utilisés, chauffage, isolation, ventilation, etc.);
- d) la description détaillée de l'équipement prévu;
- e) le plan détaillé des aménagements extérieurs avec notamment l'indication des accès, des surfaces de jeux, des installations d'éducation physique en plein air, des places de stationnement, des plantations prévues, etc.;
- f) le devis récapitulatif détaillé distinguant clairement :
- g) les travaux préparatoires;
- h) les bâtiments;
- i) l'équipement;
- j) les aménagements extérieurs;
- k) les frais de décoration (acquisition d'œuvres d'art, etc.);
- l) les frais annexes;
- m) les frais ne donnant pas droit à subvention;
- n) le calcul du coût au mètre cube SIA;
- o) le plan de financement approuvé par le Service des communes.

c) acheminement

Art. 31 Le dossier du projet définitif est transmis par la commune scolaire au Département qui le soumet aux services concernés.

d) rapport
conjoint

Art. 32 Sous la responsabilité du Service financier de l'enseignement, les services consultés établissent un rapport conjoint portant sur les points suivants :

- a) adéquation du projet aux dispositions du décret, de la présente ordonnance et des directives du Département;
- b) détermination des montants subventionnables et du montant de la subvention de l'Etat;
- c) propositions éventuelles de modification du projet.

e) décision

Art. 33 Au vu du rapport des services consultés, le Gouvernement statue sur le projet définitif et accorde la subvention.

Permis de construire	Art. 34 Le permis de construire ne peut être délivré qu'après l'approbation du projet définitif par le Gouvernement.
Travaux a) début	Art. 35 Les travaux pourront commencer après l'acceptation du projet définitif par le Gouvernement et l'octroi de la subvention.
b) surveillance	Art. 36 La commune scolaire est tenue de procéder à une surveillance attentive de manière à garantir la qualité des travaux effectués et à gérer de façon économe les fonds à disposition.
Fin des travaux	Art. 37 La commune scolaire signale au Département la fin des travaux.
Contrôle a) rapport	Art. 38 Le Service des constructions établit à l'intention du Service financier de l'enseignement un rapport sur les points suivants : a) conformité des travaux exécutés avec le projet définitif; b) qualité des travaux effectués.
b) suspension	Art. 39 Le Département peut surseoir au versement de la subvention en attendant la réalisation de certaines modifications ou améliorations exigées par lui afin de conformer les travaux au projet définitif et aux exigences légales et réglementaires.
c) réduction, suppression	Art. 40 Le Département peut réduire la subvention de l'Etat lorsque les travaux réalisés ne sont pas conformes au projet définitif et aux exigences légales et réglementaires.
d) versement	Art. 41 ¹ Le versement des subventions s'effectue dans le cadre des disponibilités budgétaires. ² Aucun intérêt n'est dû par l'Etat du fait de l'échelonnement dans le temps du versement de la subvention.

SECTION 5 : Entretien

Obligation de la commune scolaire	Art. 42 ¹ La commune scolaire a l'obligation de procéder à un entretien régulier de l'ensemble des installations scolaires.
-----------------------------------	---

² A cet effet, elle prévoit dans son budget annuel les sommes liées à cet entretien et engage le personnel nécessaire.

Obligation de la direction de l'école

Art. 43 La direction veille au bon usage des installations scolaires. Elle signale sans retard à l'autorité communale les dégâts constatés.

Mise en demeure des autorités locales

Art. 44 Dans des cas de manquements manifestes, le Département peut ordonner, aux frais d'une commune scolaire, les mesures d'entretien dictées par les circonstances.

SECTION 6 : Calcul de la subvention

Base de calcul

Art. 45 Conformément à l'article 11 du décret, la base de calcul des subventions est constituée par les deux éléments suivants :

- a) la dernière capacité contributive connue;
- b) l'effort fiscal demandé aux habitants de la commune.

Taux initial de la subvention

Art. 46 Le taux de la subvention est établi chaque année de la manière suivante :

- a) la capacité contributive de chaque commune est divisée par le nombre d'habitants de la commune;
- b) la capacité contributive de l'ensemble des communes du Canton est divisée par le nombre total des habitants du canton;
- c) le quotient résultant de la lettre a est comparé au quotient de la lettre b) et exprimé en pour-cent;
- d) les pour-cent obtenus à la lettre c atteignant ou dépassant la moyenne cantonale donnent droit à la subvention minimale de 20 %;
- e) les pour-cent obtenus à la lettre c inférieurs à la moitié de la moyenne cantonale donnent droit à la subvention maximale de 50 %;
- f) les pour-cent obtenus à la lettre c situés entre 50 % et 100 % de la moyenne cantonale donnent droit à la subvention minimale augmentée de 0,6 % par pour cent de différence entre la moyenne cantonale et la moyenne communale.

Taux final de la subvention

Art. 47 ¹ Si la moyenne des quotités communales des trois dernières années est inférieure à la dernière moyenne des quotités de l'ensemble des communes, le taux initial de la subvention est diminué.

² La diminution est de 0,5 % par 0,01 dixièmes de différence entre la moyenne des quotités de l'ensemble des communes et la moyenne des trois dernières quotités.

Subvention
supplémentaire

Art. 48 Pour autant que l'économie annuelle de fonctionnement atteigne au moins la moitié du coût d'une classe, les suppléments suivants de subventions peuvent être accordés sur la base de l'article 13 du décret :

- fermeture d'une classe = supplément de 3 %;
- fermeture de 2 classes = supplément de 5 %;
- fermeture de 3 classes = supplément de 8 %;
- fermeture de 4 classes ou plus = supplément de 10 %.

Service
compétent

Art. 49 Le Service financier établit les calculs nécessaires pour déterminer les taux de subventionnement.

SECTION 7 : Application dans d'autres domaines des critères présidant à la détermination du taux de subventionnement des installations scolaires

Principe

Art. 50 Les subventions de l'Etat aux communes dans divers domaines autres que celui défini par la présente ordonnance sont déterminées à partir d'une classification des communes établie sur la base des critères définis dans la section 6 de la présente ordonnance.

Modalités des
classifications

Art. 51 ¹ A partir des quotients exprimés en pour-cent de la moyenne cantonale calculée selon l'article 46, lettre c, de la présente ordonnance, le Département arrête, pour chaque législature, la classification des communes.²

² Cette classification comprend quatre degrés, à savoir :

Quotient selon article 46 lettre c	Degré
moins de 50 %	1
de 50 à 75 %	2
de 75.1 à 100 %	3
plus de 100 %	4

Service
compétent

Art. 52 Le Service financier de l'enseignement établit les calculs nécessaires pour déterminer la classification des communes.

SECTION 8 : Dispositions d'exécution, transitoires et finales

Exécution	Art. 53 Le Département arrête des directives complémentaires pour la construction et l'équipement des installations scolaires.
Abrogation du droit en vigueur	Art. 54 L'ordonnance du 17 décembre 1985 sur les installations scolaires est abrogée.
Disposition transitoire	Art. 55 Les promesses de subvention faites avant l'entrée en vigueur du décret sont honorées selon l'ancien droit.
Entrée en vigueur	Art. 56 La présente ordonnance prend effet le 1 ^{er} janvier 2002.

Delémont, le 27 août 2002

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Anita Rion
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 410.11
- 2) RSJU 410.316
- 3) RSJU 701.1
- 4) RSJU 701.11
- 5) RSJU 701.51
- 6) RSJU 174.1 et RSJU 174.11
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. IV de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Ordonnance concernant le service de santé scolaire

du 5 décembre 2000

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 27, alinéa 4, de la loi fédérale du 19 avril 1978 sur la formation professionnelle^{[1\)](#)},

vu l'article 23 de l'ordonnance fédérale du 7 novembre 1979 sur la formation professionnelle^{[2\)](#)},

vu les articles 11 à 26 de la loi fédérale du 18 décembre 1970 sur la lutte contre les maladies transmissibles de l'homme^{[3\)](#)},

vu l'article 6 de la loi fédérale du 13 juin 1928 sur la lutte contre la tuberculose^{[4\)](#)},

vu les articles 60, 77 et 135 à 137 de la loi scolaire du 20 décembre 1990^{[5\)](#)},

vu l'article 5, alinéa 2, de la loi du 26 mai 1982 sur la formation du corps enseignant^{[6\)](#)},

vu l'article 89 de la loi du 9 novembre 1978 sur les écoles moyennes^{[7\)](#)},

vu l'article 9 de la loi du 13 décembre 1990 sur la formation professionnelle^{[8\)](#)},

vu l'article 3, alinéa 1, de la loi du 10 mai 1984 sur l'enseignement privé^{[9\)](#)},

vu les articles 7, 9, 10 et 26 de la loi sanitaire du 14 décembre 1990^{[10\)](#)},

vu l'article 11 de la loi du 19 décembre 1997 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale^{[11\)](#)},

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Champ
d'application

Article premier La présente ordonnance règle l'organisation, les activités et le financement du service de santé scolaire.

Terminologie	Art. 2 Les termes de la présente ordonnance qui désignent des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Objectifs	Art. 3 Le service de santé scolaire vise à : <ul style="list-style-type: none">a) promouvoir la santé et prévenir les problèmes de santé dans le milieu scolaire;b) protéger la santé des élèves, des enseignants et du personnel des écoles;c) maintenir un environnement scolaire favorable au développement et à la santé des élèves.
Destinataires	Art. 4 ¹ Le service de santé scolaire incite l'élève à utiliser et développer ses compétences personnelles; il accompagne et soutient l'élève et son entourage dans cette démarche. ² Il collabore avec les parents, les associations de parents et les autres professionnels concernés.
Moyens	Art. 5 Pour réaliser ses objectifs, le service de santé scolaire utilise notamment les moyens suivants : <ul style="list-style-type: none">a) l'éducation à la santé, des actions de promotion de la santé et de prévention;b) le soutien individuel, voire les premiers soins, aux élèves, aux enseignants et au personnel des écoles;c) le dépistage de maladies, d'infirmités ou de troubles auprès des élèves, des enseignants et du personnel des écoles;d) la mise en place d'un environnement scolaire favorable au développement des élèves.
Ecoles	Art. 6 Les écoles publiques ou privées ouvertes dans le Canton, qui accueillent à longueur de journées ou de semaines des enfants ou adolescents, y compris les foyers et internats ayant leur propre école, ainsi que les institutions spécialisées reconnues par l'assurance-invalidité, assurent la mise en œuvre des prestations du service de santé scolaire.
Autorités scolaires	Art. 7 ¹ L'organisation et la surveillance des activités du service de santé scolaire incombe à l'autorité scolaire. ² Sont réputés autorités scolaires : <ul style="list-style-type: none">a) la commission d'école pour les écoles publiques;

- b) la commission de surveillance pour les foyers, internats et institutions spécialisées, les écoles professionnelles et l'Institut pédagogique;
- c) l'organe directeur pour les écoles privées.

³ Le directeur d'école veille à la bonne marche du service de santé scolaire.

Service de la
santé

Art. 8 Le Service de la santé assure l'organisation générale du service de santé scolaire dans les écoles en collaboration avec les Services de l'enseignement et de la formation professionnelle. Il assiste les autorités scolaires dans leurs tâches.

Commission
cantonale de
santé scolaire
a) Période de
fonction et
constitution

Art. 9¹⁶⁾ ¹ Les membres de la commission cantonale de santé scolaire sont nommés pour la législature. Ceux qui sont nommés en cours de période le sont pour la fin de celle-ci. ¹⁸⁾

² Les membres de la commission sont rééligibles.

³ Le Gouvernement nomme le président de la commission cantonale de santé scolaire. Pour le surplus, la commission se constitue elle-même.

⁴ Le Service de la santé assume le secrétariat de la commission de santé scolaire.

b) Attributions

Art. 9a¹⁷⁾ La commission de santé scolaire a les attributions suivantes :

- a) elle préavise, à l'intention du Gouvernement, les questions concernant le service de santé scolaire et le service dentaire scolaire;
- b) elle formule les propositions de nomination des dentistes de confiance au Département de la Santé et des Affaires sociales (dénommé ci-après : "Département");
- c) elle peut proposer des mesures concernant le service de santé scolaire et le service dentaire scolaire aux services concernés;
- d) elle accomplit toute autre tâche qui lui est attribuée par la législation ou par le Gouvernement ou le Département.

SECTION 2 : Organisation

Principes

Art. 10 ¹ Le service de santé scolaire est un service auxiliaire de l'école.

² Son organisation est déterminée par la législation scolaire fédérale et cantonale.

³ Les autorités et personnes chargées du service de santé scolaire exercent une fonction publique; elles collaborent avec les autres services auxiliaires de l'école et avec les services spécialisés.

Structure de
base

Art. 11 ¹ Le service de santé scolaire est assumé par les infirmières et les médecins scolaires.

² Les enseignants, les directeurs d'école et les autorités scolaires contribuent, dans le cadre de leurs activités usuelles, aux objectifs visés par le service de santé scolaire.

³ Des enseignants chargés d'une mission spéciale, notamment en qualité de médiateur ou d'animateur de santé, collaborent au service de santé scolaire par leur intervention, par exemple en matière de dépistage, de prévention et de promotion de la santé.

⁴ Les acteurs du service de santé scolaire ainsi que les milieux intéressés se réunissent au sein d'un forum de santé scolaire qui sert de lieu de coordination, d'information et d'échange.

Secteurs de
santé scolaire

Art. 12 ¹ Le Département définit, d'entente avec les Départements de l'Education et de l'Economie, des secteurs de santé scolaire regroupant plusieurs écoles; le Gouvernement arrête leur dotation en personnel.

² Le Département désigne, pour chaque secteur, l'école qui sert de base administrative aux infirmières et médecins scolaires.

Médecin et
infirmière
scolaires

Art. 13 ¹ Le Gouvernement engage un ou plusieurs médecins scolaires et une ou plusieurs infirmières scolaires pour chaque secteur.

² Le Gouvernement peut désigner une infirmière déléguée et un médecin délégué responsables de la coordination de la santé scolaire dans l'ensemble du Canton; ils secondent le médecin cantonal dans l'accomplissement de ses tâches relevant de la santé à l'école.

³ Seules des personnes titulaires d'une autorisation de pratiquer leur profession sur le territoire cantonal peuvent être engagées.

⁴ Les infirmières et médecins scolaires sont rémunérés à l'heure, au mois ou à l'année selon les échelles fixées par le Gouvernement.

⁵ Pour le surplus, les rapports de service sont régis par le contrat de droit administratif et la législation applicable aux fonctionnaires cantonaux.

Mission et tâches
de l'infirmière
scolaire

Art. 14 ¹ L'infirmière scolaire entreprend des actions de dépistage, de prévention, de conseil, d'information et d'éducation à la santé.

² A cet effet, elle assume notamment les tâches suivantes :

- a) écouter, informer et soutenir les élèves, les parents et les enseignants;
- b) contribuer à l'éducation à la santé;
- c) effectuer des contrôles de santé, par exemple des dépistages ponctuels, ou suivre des situations, notamment celles signalées aux parents;
- d) analyser le bilan de santé des élèves avec le médecin scolaire;
- e) sous la responsabilité médicale du médecin scolaire, procéder à des vaccinations d'élèves;
- f) assumer les premiers soins dans le cadre de l'activité scolaire.

³ L'infirmière scolaire établit et gère les dossiers-santé des élèves; elle établit un rapport annuel qui résume ses activités.

⁴ Elle collabore avec la direction et les enseignants, en particulier les médiateurs et les animateurs de santé.

⁵ Elle peut coordonner les interventions de différents acteurs appelés à assister un élève qui présente un problème de santé.

⁶ Pour le surplus, les activités de l'infirmière scolaire sont fixées dans un cahier des charges défini par le Service de la santé.

Tâches du
médecin scolaire

Art. 15 ¹ Le médecin scolaire est le responsable médical du service de santé scolaire du secteur qui lui a été attribué.

² Il est le conseiller de l'autorité scolaire et du corps enseignant pour tout ce qui a trait à la santé.

³ Il organise et effectue les vaccinations avec le concours de l'infirmière scolaire.

⁴ Il collabore aux actions de prévention et de promotion de la santé organisées par l'école.

⁵ Il s'occupe particulièrement des élèves victimes de troubles de santé, de développement ou de comportement, notamment en cas de maltraitance ou d'abus; il prend ou propose des mesures propres à y remédier.

⁶ Pour le surplus, les activités du médecin scolaire sont fixées dans un cahier des charges défini par le Service de la santé.

Enseignants
chargés d'une
mission spéciale

Art. 16 Les Départements de l'Education et de l'Economie définissent, de cas en cas, le cahier des charges des enseignants chargés d'une mission spéciale qui interviennent à l'école dans le cadre d'actions de prévention ou de promotion de la santé.

Rôle des
enseignants

Art. 17 ¹ Les enseignants s'efforcent de traiter, dans le cadre de l'enseignement, des aspects relevant de l'éducation à la santé.

² Ils peuvent participer à des actions de promotion de la santé entreprises au sein de l'école.

³ Ils signalent au médecin scolaire et/ou à l'infirmière scolaire les élèves qui rencontrent, à leur avis, des problèmes de santé, de développement ou de comportement, ou qui sont victimes d'abus ou de maltraitance.

Tâches du
directeur d'école

Art. 18 ¹ Le directeur d'école assure le bon fonctionnement du service de santé scolaire par des mesures d'organisation et d'information à l'intérieur de l'école.

² Il seconde l'autorité scolaire dans ses tâches d'organisation et de surveillance.

SECTION 3 : Activités

Principe

Art. 19 ¹ Le service de santé scolaire conduit des activités de promotion, de protection et de surveillance de la santé des élèves, des enseignants et du personnel des écoles; il offre également des contacts et entretiens individuels.

² Le Service de la santé, le Service de l'enseignement et le Service de la formation professionnelle encouragent des activités de promotion de santé et de prévention dans les écoles.

Promotion de
la santé

Art. 20 ¹ Les actions de promotion de la santé visent à sensibiliser et à responsabiliser les élèves et à les amener à un style de vie sain.

² A cet effet, l'autorité scolaire peut mandater des enseignants chargés d'une mission spéciale, par exemple des animateurs de santé, des enseignants spécialisés en éducation sexuelle, en prévention des maladies ou des accidents, etc; elle peut confier de tels mandats au médecin ou à l'infirmière scolaires.

³ Les enseignants utilisent, dans la mesure du possible, des supports de cours qui intègrent des éléments d'éducation à la santé dans les différentes branches de l'enseignement.

Protection de
la santé

Art. 21 ¹ Les mesures de protection de la santé en milieu scolaire visent à éviter ou à supprimer la source des risques de maladies ou d'accidents.

² L'autorité scolaire veille à ce que les bâtiments, les installations et les équipements ne présentent pas de risques évitables pour la santé des usagers. Elle prend en particulier des mesures propres à prévenir les altérations posturales sur préavis du médecin scolaire.

³ Le personnel des écoles assure l'hygiène dans les bâtiments scolaires. Il signale les carences constatées au directeur d'école.

⁴ Les enseignants organisent les cours dans de bonnes conditions sanitaires; ils surveillent en particulier les conditions de température, d'éclairage et d'aération dans les locaux scolaires.

Surveillance de
la santé
a) Principe

Art. 22 ¹ L'état de santé des élèves fait l'objet de contrôles périodiques qui servent également au dépistage de problèmes de santé et/ou de développement; les enseignants et le personnel peuvent également bénéficier de contrôles occasionnels.

² Les contrôles sont effectués par l'infirmière ou le médecin scolaire.

³ Les parents sont tenus informés des résultats des contrôles et des propositions qui en découlent.

⁴ Pour le surplus, le Service de la santé règle, par voie de directives, la fréquence et la nature des contrôles.

b) Caractère obligatoire

Art. 23 Les élèves, les enseignants et le personnel sont tenus de se soumettre aux contrôles prescrits par la présente ordonnance et les directives du Service de la santé.

c) Contrôle des enseignants et du personnel

Art. 24 ¹ Les enseignants et le personnel de l'école doivent, avant leur entrée en fonction, fournir un certificat médical attestant qu'ils ne présentent pas d'affection incompatible avec leur fonction; le médecin scolaire peut effectuer cet examen.

² En cas de nécessité, le médecin scolaire peut prescrire des contrôles aux enseignants et au personnel.

d) Dossiers-santé des élèves

Art. 25 ¹ Les résultats des contrôles des élèves sont inscrits dans les dossiers-santé établis et mis à jour par l'infirmière scolaire sous la responsabilité du médecin scolaire.

² Lorsque l'élève quitte une école, son dossier-santé scolaire est transmis sous pli fermé :

- a) à la direction de l'école qui va accueillir l'élève, à l'intention du médecin scolaire;
- b) à l'élève s'il n'est plus inscrit dans une école publique ou privée.

³ Dans les deux cas visés à l'alinéa 2, la transmission du dossier-santé incombe en principe à l'infirmière scolaire; la direction d'école lui fournit les indications nécessaires sur l'itinéraire des élèves qui quittent l'école.

e) Appuis du médecin scolaire

Art. 26 ¹ Le médecin scolaire prête son concours aux activités de contrôle de l'infirmière scolaire.

² Il examine les cas particuliers signalés par l'infirmière scolaire et lui donne les conseils nécessaires.

Mesures
a) Traitements

Art. 27 ¹ Si le contrôle ou l'examen révèle qu'un traitement est nécessaire, le médecin scolaire recommande à l'intéressé ou à son représentant légal d'entreprendre le traitement; il s'assure de la suite donnée à sa recommandation. Il peut déléguer ces tâches à l'infirmière scolaire.

² Pour le traitement, le choix du médecin est libre.

³ Les enseignants et les maîtres d'apprentissage sont tenus de collaborer au traitement si le médecin scolaire le demande.

b) Protection de la santé

Art. 28 ¹ Le médecin scolaire s'adresse à l'autorité scolaire pour signaler les mesures nécessaires en vue de la protection de la santé des élèves et des autres personnes travaillant à l'école.

² Si des mesures sont nécessaires pour protéger les autres personnes occupées dans l'entreprise d'apprentissage, le médecin scolaire en informe l'autorité de la commune du siège de l'entreprise.

³ Les autorités prennent les mesures proposées par le médecin scolaire et contrôlent leur exécution.

c) Maladies transmissibles

Art. 29 Les prescriptions et mesures prévues par la législation sur la lutte contre les maladies transmissibles demeurent réservées.

Secret

Art. 30 ¹ Les autorités scolaires, le médecin et l'infirmière scolaires ainsi que les enseignants sont tenus au secret de fonction par rapport à toutes les informations ayant trait à l'état de santé des élèves; ils ne communiquent que les informations indispensables aux autorités qui les demandent dans le cadre de leurs activités.

² Ils fournissent les informations nécessaires aux parents en respectant la personnalité de l'élève.

³ Le Service de la santé peut lever le secret de fonction si des intérêts publics ou privés prépondérants le justifient.

⁴ L'obligation des autorités scolaires, du médecin scolaire et des enseignants de dénoncer des parents négligents à l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (art. 26 LiCC)^{[12\)](#)} demeure réservée.^{[19\)](#)}

SECTION 4 : Financement

Frais pris en charge

Art. 31 ¹ Les frais d'équipement et de fonctionnement du service de santé scolaire sont payés par l'Etat. Ils sont imputables au budget du Service de la santé.

² Ils comprennent en particulier les traitements et indemnités versés aux infirmières et médecins scolaires et les frais des produits de vaccination.

³ Ils englobent également les frais du matériel d'enseignement utilisé dans le cadre du service de santé scolaire, sauf si le Service de l'enseignement décide de l'imputer directement au budget des écoles.

Répartition

Art. 32 ¹ Les frais du service de santé scolaire liés à la scolarité obligatoire sont répartis entre l'Etat et les communes selon les critères applicables aux dépenses dites générales de l'école.

² Les frais du service de santé scolaire des écoles moyennes et professionnelles sont pris en charge par l'Etat.

SECTION 5 : Voies de droit

Renvoi au Cpa

Art. 33 Les décisions prises par les autorités scolaires et par leurs auxiliaires dans le cadre du service de santé scolaire sont sujettes à opposition et à recours conformément au Code de procédure administrative¹³⁾.

SECTION 6 : Dispositions finales

Modification du droit en vigueur

Art. 34 L'ordonnance scolaire du 29 juin 1993¹⁴⁾ est modifiée comme il suit :

Article 258

...¹⁵⁾

Abrogation

Art. 35 L'ordonnance du 10 janvier 1984 concernant la médecine scolaire est abrogée.

Entrée en vigueur

Art. 36 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

Delémont, le 5 décembre 2000

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Kohler

Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RS 412.10
- 2) RS 412.101
- 3) RS 818.101
- 4) RS 818.102
- 5) RSJU 410.11
- 6) RSJU 410.210.1
- 7) RSJU 412.11
- 8) RSJU 413.11
- 9) RSJU 417.1
- 10) RSJU 810.01
- 11) RSJU 915.11
- 12) RSJU 211.1
- 13) RSJU 175.1
- 14) RSJU 410.111
- 15) Texte inséré dans ladite ordonnance
- 16) Nouvelle teneur selon l'art. 19 de l'ordonnance du 27 février 2007 concernant le service dentaire scolaire, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2007 (RSJU 410.721)
- 17) Introduit par l'art. 19 de l'ordonnance du 27 février 2007 concernant le service dentaire scolaire, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2007 (RSJU 410.721)
- 18) Nouvelle teneur selon le ch. V de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012
- 19) Nouvelle teneur selon l'article 29 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013 (RSJU 213.11)

Ordonnance concernant l'orientation scolaire et professionnelle et la psychologie scolaire

du 21 novembre 2006

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 49 à 51 de la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle¹⁾,

vu les articles 55 à 58 de l'ordonnance fédérale du 19 novembre 2003 sur la formation professionnelle²⁾,

vu les articles 35, 62 et 127 à 134 de la loi scolaire du 20 décembre 1990³⁾,

vu les articles 11, 12, 25, 38, alinéa 2, 48, 50, alinéa 2, 62, 64, 126, 158, alinéa 4, 159, alinéa 2, et 257 de l'ordonnance scolaire du 29 juin 1993⁴⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

But	Article premier La présente ordonnance vise à régler l'organisation et les activités du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire (ci-après : "le Centre").
Terminologie	Art. 2 Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Localisation	Art. 3 En vue d'offrir ses prestations, le Centre dispose d'une antenne ouverte au public dans chaque district.
Personnel	Art. 4 ¹ Le Centre dispose de personnel qualifié possédant les titres requis. ² Le personnel du Centre peut être astreint à suivre, de manière individuelle ou collective, une formation continue spécifique.

³ Il peut accueillir des stagiaires préparant un diplôme ou un diplôme d'études supérieures spécialisées en psychologie scolaire ou en orientation.

⁴ Dans le cadre des limites budgétaires, le Centre offre à son personnel des prestations de supervision appropriées aux besoins spécifiques des collaborateurs.

Prestations **Art. 5** ¹ Le Centre fournit des prestations de base, conformément aux articles 127 à 134 de la loi scolaire.

² Avec l'accord du Département de la Formation, de la Culture et des Sports (ci-après : "Département"), il peut offrir d'autres prestations (prestations élargies) de son propre chef ou à la demande de tiers. Il veille à disposer des moyens nécessaires à l'accomplissement de ces tâches.

Accès **Art. 6** Sous réserve des prestations liées à la scolarité infantile et à la scolarité obligatoire, les prestations du Centre sont accessibles à l'ensemble de la population.

Gratuité **Art. 7** ¹ Les prestations de base du Centre sont gratuites.

² Pour les prestations élargies, le Centre peut percevoir un émolument fixé par le Département.

Développement de la qualité **Art. 8** Le Centre veille au développement de la qualité de ses prestations dans les domaines de la psychologie scolaire et de l'orientation. Il met en œuvre les démarches nécessaires à cet effet.

SECTION 2 : Psychologie scolaire

Enfants concernés **Art. 9** En matière de psychologie scolaire, le Centre prend en charge des enfants d'âge préscolaire et des élèves des scolarités infantile, primaire et secondaire.

Dépistage **Art. 10** ¹ Le dépistage des insuffisances de développement, des troubles moteurs, sensoriels ou de langage, est effectué dans toutes les classes enfantines et, selon les besoins, dans les classes primaires.

² Il s'effectue par des observations en classe; s'il y a lieu et avec l'accord des représentants légaux, il est complété par des entretiens et des examens psychologiques.

³ A l'école infantine, l'observation en classe s'effectue au minimum à raison d'une demi-journée par classe par période de deux ans.

Bilans
psychologiques

Art. 11 A la demande des parents ou des autorités scolaires, le Centre effectue un bilan psychologique pour les enfants en difficulté scolaire ou présentant des troubles du comportement.

Conseils et
soutien

Art. 12 En concertation avec les partenaires impliqués, le Centre recherche et propose les solutions les plus adaptées en vue d'anticiper les difficultés sur les plans scolaire et éducatif ou d'y remédier.

Mesures de
pédagogie
compensatoire

Art. 13 ¹ Lorsque des mesures de pédagogie compensatoire sont envisagées, le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire requiert le préavis du psychologue scolaire dans les cas prévus par la législation ou lorsqu'il le juge nécessaire.

² Le psychologue scolaire est associé au suivi des mesures de pédagogie compensatoire.

Accord des
représentants
légaux

Art. 14 Sous réserve des mesures de dépistage, les mesures individuelles prises en faveur d'un enfant requièrent l'accord de ses représentants légaux.

Situations de
crise

Art. 15 Sur demande du service compétent, le Centre peut être appelé afin de gérer des situations de crise dans des établissements scolaires ou dans des établissements de formation du degré secondaire II.

Psychologue
scolaire

Art. 16 ¹ Le psychologue scolaire accomplit ses tâches de manière indépendante.

² Il collabore étroitement avec le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire, les infirmières scolaires et les autres professionnels (médecins, pédopsychiatres, logopédistes, psychomotriciens, etc.).

³ Il participe à diverses activités en matière de santé scolaire ainsi qu'à des structures de prise en charge de situations complexes sur les plans éducatif ou pédagogique.

Autres
spécialistes

Art. 17 ¹ Le Gouvernement peut confier au Centre d'autres tâches connexes, telles que la logopédie et la psychomotricité.

² Le cas échéant, il dote le Centre des moyens nécessaires à cet effet.

SECTION 3 : Orientation scolaire et professionnelle

Mission générale

Art. 18 ¹ En matière d'orientation scolaire et professionnelle, le Centre offre à l'ensemble de la population des prestations d'information et de conseil en vue du choix d'une formation professionnelle ou universitaire, d'une intégration, d'une réorientation, d'une reconversion ou d'une évolution professionnelles, tenant compte des aspirations et des aptitudes des personnes et de la réalité du monde économique, en particulier des exigences du monde du travail.

² Le Centre veille à promouvoir l'accession des deux sexes à toutes les professions et formations.

Information

Art. 19 ¹ L'activité d'information comprend :

- a) la production, le maintien à jour et la mise à disposition du public d'informations générales sur les possibilités de formation, sur les professions, sur les offres de formation continue et sur le marché de l'emploi, au moyen de supports adaptés aux besoins des jeunes et des adultes; à cet effet, le Centre collabore avec les organismes intercantonaux existants;
- b) la mise à disposition du public d'un centre d'information dans chaque district;
- c) des séances d'information sur les voies de formation et les professions;
- d) des séances de sensibilisation au choix professionnel;
- e) des visites d'entreprises;
- f) des stages d'information;
- g) la participation à des salons, expositions et autres manifestations présentant des professions, des voies de formation ou des offres de formation continue.

² Le Centre assure une présence régulière dans les écoles secondaires et dans les établissements de formation du secondaire II.

Conseils

Art. 20 ¹ Par des entretiens individuels ou de groupe, ainsi que par des examens spécifiques, les conseillers en orientation dispensent des conseils personnalisés sur les choix d'études, d'une profession, d'une formation continue, d'une réorientation ou d'une réinsertion professionnelles ou d'une gestion de carrière.

² Les conseillers en orientation accomplissent leurs tâches de manière indépendante.

Autres prestations

Art. 21 En sus de ses activités d'information et de conseil, le Centre offre également les prestations suivantes :

- a) il organise des ateliers d'orientation ayant des thèmes et des démarches spécifiques pour certaines catégories de personnes définies;
- b) il collabore avec les enseignants, notamment ceux de la branche EGS, à la mise en place d'activités préparant au choix professionnel;
- c) il aide les intéressés à la recherche de places de préapprentissage et d'apprentissage;
- d) il participe à la commission d'orientation en matière de prolongation de la scolarité obligatoire;
- e) il fonctionne en qualité de portail d'entrée accrédité pour les processus de validation d'acquis;
- f) il effectue des bilans de compétences satisfaisant aux critères reconnus, notamment en vue de la validation d'acquis;
- g) il participe à la formation des prestataires de la formation à la pratique professionnelle.

Coordination et collaboration

Art. 22 ¹ Le Centre agit en coordination avec le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire et le Service de la formation des niveaux secondaires II et tertiaire.

² Dans le cadre de ses activités en matière d'orientation scolaire et professionnelle, le Centre collabore avec les autorités scolaires et les enseignants, avec les institutions publiques et privées de formation ou d'action sociale, avec les milieux professionnels et économiques et avec les responsables du marché de l'emploi.

³ Il collabore avec les autres cantons.

⁴ Il peut proposer au Département et au Gouvernement des conventions avec d'autres partenaires.

SECTION 4 : Commission d'orientation scolaire et professionnelle

Mission

Art. 23 ¹ La commission d'orientation scolaire et professionnelle est un organe consultatif du Centre.

² Elle favorise la concertation entre services de l'Etat et avec les milieux professionnels, économiques, éducatifs et sociaux concernés par l'orientation des jeunes et des adultes.

³ Elle cherche à développer et à actualiser les prestations de l'orientation et établit des propositions à l'intention du Centre et du Département.

Composition

Art. 24 ¹ La commission d'orientation scolaire et professionnelle est composée du chef du Centre et de treize membres nommés par le Gouvernement, répartis de la manière suivante :

- quatre membres des organisations du monde du travail, dont deux issus des milieux patronaux et deux des milieux syndicaux;
- un membre de la Fédération jurassienne des parents d'élèves;
- un représentant du Syndicat des enseignants jurassiens;
- un représentant d'un service public ou privé de l'action sociale;
- deux personnes suivant une formation de niveau secondaire II;
- un représentant du Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire;
- un représentant du Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire;
- un représentant du Service des arts et métiers et du travail;
- un représentant du Bureau de l'égalité entre femmes et hommes.

² Elle est présidée par le chef du Centre.

Période de fonction

Art. 25 ¹ La personne suivant une formation professionnelle initiale et l'étudiant sont nommés pour une période de deux ans, les autres membres pour une période de cinq ans. [51](#)

² Les membres de la commission d'orientation scolaire et professionnelle sont rééligibles.

Secrétariat **Art. 26** Le Centre assume le secrétariat de la commission d'orientation scolaire et professionnelle.

Séances **Art. 27** La commission d'orientation scolaire et professionnelle siège en fonction des besoins, mais au moins deux fois par an.

SECTION 5 : Dispositions finales

Clause
abrogatoire **Art. 28** Sont abrogées :

1. l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'orientation professionnelle générale concernant les écoles, les professions et les carrières;
2. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la collaboration des écoles primaires et secondaires avec l'orientation scolaire et professionnelle.

Exécution **Art. 29** ¹ Le Département exécute la présente ordonnance.

² Il édicte les directives nécessaires.

Entrée en
vigueur **Art. 30** La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Delémont, le 21 novembre 2006

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RS 412.10
- 2) RS 412.101
- 3) RSJU 410.11
- 4) RSJU 410.111
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. VI de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Ordonnance sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire

du 5 février 2008

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 9, alinéa 4, 15, alinéa 3, et 21 de la loi 24 mai 2006 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire¹,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Terminologie

Article premier Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Coordination et transition entre la scolarité obligatoire et le niveau secondaire II

Art. 2 ¹ Sous la responsabilité du Département de la Formation, de la Culture et des Sports (dénommé ci-après : "Département"), le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire, le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, le Centre jurassien d'enseignement et de formation et le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire assurent la coordination dans la définition, la planification et la mise en œuvre de la politique de la formation.

² Ils veillent à une transition harmonieuse entre la scolarité obligatoire et le degré secondaire II. Ils proposent et mettent en œuvre les mesures nécessaires à cet effet.

SECTION 2 : Centre jurassien d'enseignement et de formation

Divisions et filières

Art. 3 ¹ Les divisions du Centre jurassien d'enseignement et de formation (dénommé ci-après : "Centre") regroupent les filières, les mesures de préparation et les passerelles en fonction des finalités auxquelles elles conduisent.

² La filière s'entend d'un parcours de formation élaboré sur la base d'un plan d'études, conduisant à l'obtention d'une certification et dont l'enseignement est organisé par année scolaire.

³ Une ou plusieurs filières identifiées au sein d'une même division peuvent se voir attribuer une dénomination particulière par le Département.

Lieux
d'enseignement

Art. 4 ¹ Le Centre dispense son enseignement à Delémont et à Porrentruy, conformément à la répartition arrêtée par le Gouvernement.

² Le directeur général du Centre peut procéder à des regroupements ou à des dédoublements de classes engendrant des modifications du lieu d'enseignement, lorsque cela est justifié par des fluctuations des effectifs des élèves. L'accord du Département est nécessaire si la modification touche à l'organisation de la filière. Si le regroupement ou le dédoublement de classe modifie pour plus de trois ans le lieu d'enseignement de la filière, l'accord du Gouvernement est requis.

Unité de
formation
continue

Art. 5 ¹ Le Centre dispense ses prestations en matière de formation continue par l'intermédiaire d'une unité spécifique fonctionnant de manière transversale entre les divisions.

² Le Département arrête la dénomination de l'unité de formation continue.

³ Le Département désigne le responsable de cette unité et en arrête le cahier des charges. Les dispositions sur les missions particulières s'appliquent à cette fonction.

⁴ Le responsable de l'unité de formation continue est placé sous la responsabilité directe du directeur général du Centre.

⁵ L'unité de formation continue tient une comptabilité propre. Dans les limites budgétaires octroyées, elle gère ses ressources humaines, financières et matérielles de manière autonome.

⁶ L'unité de formation continue s'appuie sur les compétences et les infrastructures des divisions du Centre afin de planifier, d'organiser et de réaliser les prestations de formation continue.

⁷ Les programmes de formation offerts par l'unité de formation continue sont soumis au préavis du comité de direction du Centre.

Directeur général **Art. 6** ¹ Le directeur général du Centre a en particulier les attributions suivantes :

- a) il met en œuvre les options stratégiques arrêtées par les autorités politiques en matière de formation des niveaux secondaire II et tertiaire;
- b) il dirige l'administration centrale et l'unité chargée de la formation continue du Centre;
- c) il élabore la planification financière, le budget et les comptes du Centre et est responsable de sa conduite générale et de sa gestion administrative et financière;
- d) il représente le Centre envers les tiers;
- e) il convoque et préside le comité de direction du Centre;
- f) il coordonne l'activité des divisions du Centre;
- g) il soutient les directeurs de division dans la gestion et le développement des filières de formation; il veille à ce que les divisions et l'unité de formation continue disposent des ressources humaines et matérielles nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches;
- h) il définit la politique d'engagement du personnel du Centre et conduit la procédure de recrutement; il engage le personnel enseignant auxiliaire ou temporaire;
- i) il met en place un système d'assurance qualité;
- j) il met en œuvre la stratégie de communication du Centre, en accord avec le Département et le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire;
- k) en collaboration avec le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, il met en œuvre et coordonne la collaboration et la coordination des activités du Centre avec les autres prestataires publics ou privés reconnus pour dispenser l'enseignement des niveaux secondaire II et tertiaire;
- l) il entretient des contacts avec les partenaires sociaux et avec les associations des parents d'élèves;
- m) il accomplit toute autre tâche incombant au Centre qui n'est pas expressément attribuée à un autre organe ou qui lui est confiée par le Gouvernement ou le Département.

² Sous la responsabilité du Département, il participe en étroite collaboration avec les responsables du Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, du Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire et du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire, à la planification et à la coordination de la politique de formation.

³ Le Département arrête le cahier des charges du directeur général du Centre.

Comité de
direction

Art. 7 ¹ Le comité de direction du Centre est composé du directeur général et des directeurs de division.

² Il est présidé par le directeur général du Centre.

³ Le comité de direction siège régulièrement, en fonction des besoins, sur convocation du directeur général du Centre ou à la demande de l'un de ses membres.

⁴ Le comité de direction traite des affaires qui intéressent l'ensemble du Centre et des objets importants de ses divisions. Il propose la nomination du personnel enseignant permanent.

⁵ Les membres du comité de direction participent personnellement aux séances. A titre exceptionnel, ils peuvent se faire représenter, avec l'accord du directeur général.

⁶ Selon les objets traités, à la demande du directeur général du Centre, le chef du Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire participe aux séances du comité de direction. En fonction des besoins, le comité de direction peut inviter d'autres personnes.

⁷ Les décisions appartiennent au directeur général après que les membres du comité de direction en ont débattu et se sont prononcés à leur sujet.

⁸ Un procès-verbal de décision est établi pour chaque séance du comité de direction. Il est réservé à l'usage exclusif des membres du comité de direction. Il est transmis au Département et au Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire.

⁹ Le directeur général fait exécuter les décisions prises en comité de direction.

Directeurs de
division

Art. 8 ¹ Les directeurs de division ont notamment pour tâches :

- a) d'assumer la responsabilité pédagogique de leur division et d'assurer la qualité des prestations;
- b) de diriger l'administration de leur division;
- c) d'assurer la bonne marche de leur division;
- d) d'engager à titre temporaire, dans les limites des ressources allouées, le personnel enseignant de la division pour une période n'excédant pas un semestre;
- e) de pourvoir aux remplacements et aux engagements de courte durée de maîtres n'excédant pas six mois, dans les limites des ressources allouées;

- f) d'encourager et de stimuler la veille pédagogique;
- g) en accord avec le directeur général du Centre, d'entretenir des relations avec les partenaires externes et les institutions de formations subséquentes et de participer aux groupes de travail, cantonaux, intercantonaux et aux conférences de directeurs d'établissement;
- h) de dispenser les périodes d'enseignement qui leur incombent; le directeur général en arrête le nombre qui doit en principe être supérieur à trois;
- i) de représenter leur division au comité de direction du Centre.

² Le Département arrête le cahier des charges des directeurs de division.

Directeurs-adjoints

Art. 9 ¹ Selon les besoins et la complexité de la division considérée, un ou plusieurs directeurs-adjoints peuvent être désignés par le Département, sur proposition du directeur général du Centre, parmi les enseignants de ce dernier, pour assister le directeur de division. Le directeur général du Centre prend le préavis du directeur de la division concernée.

² Les directeurs-adjoints ont notamment pour tâches :

- a) d'assister le directeur de division dans ses missions de gestion pédagogique et d'administration, en assumant des responsabilités particulières;
- b) de mettre en application les décisions relatives aux filières de la division et d'assurer le suivi;
- c) de contribuer au développement des filières de la division;
- d) d'assurer la suppléance du directeur de division.

³ Pour l'exercice de leurs tâches, les directeurs-adjoints bénéficient d'un allègement de leurs périodes d'enseignement, arrêté par le Département en fonction de l'importance et de la complexité de leur mission.

⁴ Le directeur général du Centre arrête le cahier des charges de chaque directeur-adjoint.

⁵ Le Département fixe la durée pour laquelle le directeur-adjoint est désigné.

Missions particulières

Art. 10 Le directeur général du Centre peut confier, sur préavis du directeur de division concerné et sur la base d'un cahier des charges proposé par lui, des missions particulières d'ordre pédagogique ou administratif à des enseignants du Centre, moyennant un allègement d'horaire.

Dotation globale

Art. 11 Les postes de directeur-adjoint et les missions particulières sont attribués au Centre et à ses divisions dans le cadre d'une dotation globale fixée par le Département.

Commissions de
division
1. Attributions

Art. 12 ¹ Les commissions de division sont consultées sur l'aménagement et le développement des filières de formation et de la formation continue. Leurs avis sont portés à la connaissance de l'autorité compétente.

² Elles assurent la veille pédagogique et vérifient l'adéquation des filières de formation du Centre aux besoins des professions et des exigences des niveaux de formation subséquents.

³ Elles peuvent, de leur propre initiative, formuler des propositions ou des suggestions aux organes de direction du Centre.

2. Composition

Art. 13 ¹ Les commissions de division du Centre sont composées de neuf à treize membres représentant les milieux concernés par les filières attribuées à la division considérée et les institutions de formations subséquentes.

² Les membres sont nommés par le Gouvernement, sur proposition du Département, après consultation des milieux concernés ou après avoir procédé par voie d'appel.

³ Le président de chaque commission de division est désigné par le Gouvernement. Pour le surplus, les commissions se constituent elles-mêmes.

3. Période de
fonction

Art. 14³⁾ Les membres des commissions de division sont nommés pour la législature. Les membres nommés en cours de période le sont pour la fin de celle-ci. Les dispositions de l'ordonnance concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales²⁾ sont applicables.

4. Séances

Art. 15 ¹ Les commissions de division se réunissent au moins deux fois par année et chaque fois que le président ou quatre membres au moins de la commission, le directeur général du Centre ou le directeur de la division concernée le demandent.

² Le directeur général du Centre et le directeur de la division concernée participent aux séances des commissions de division avec voix consultative. Les commissions de division peuvent inviter d'autres tiers à leurs séances.

³ Les séances des commissions de division font l'objet d'un procès-verbal qui est distribué à ses membres, au directeur général du Centre et au directeur de la division concernée, ainsi qu'au Département et au Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire.

5. Secrétariat **Art. 16** Le secrétariat des commissions de division est assumé par le secrétariat de chaque division concernée.

Consultation des enseignants **Art. 17** ¹ Les enseignants du Centre sont consultés par le directeur général sur les objets importants concernant le Centre, ainsi que sur ceux touchant à leur statut.

² Au sein de chaque division du Centre, les enseignants de celle-ci se réunissent en collège. Ce dernier est consulté par le directeur de division sur les objets importants concernant la division.

SECTION 3 : Conseil de la formation

Caractère et attributions **Art. 18** ¹ Le Conseil de la formation est l'organe consultatif du Département pour les questions importantes relatives à la formation et à l'enseignement des niveaux secondaire II et tertiaire.

² Il est consulté sur :

- a) l'élaboration de la législation relative à l'éducation, à l'instruction et à la formation;
- b) la planification et la coordination de la formation;
- c) la coopération intercantonale;
- d) l'organisation générale de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire;
- e) les mesures permettant de favoriser la transition entre la scolarité obligatoire et le niveau secondaire II;
- f) les questions importantes qui concernent la formation en général et la formation continue.

³ De sa propre initiative, le Conseil de la formation peut faire des propositions au Département ou demander à ce dernier de faire procéder à des études et à des rapports.

Composition **Art. 19** ¹ Le Conseil de la formation se compose de quinze membres comprenant :

- a) quatre représentants des organisations du monde du travail choisis de manière paritaire entre les partenaires sociaux;
- b) un représentant des associations de parents d'élèves ou des associations de personnes en formation;
- c) un représentant issu des prestataires de formation publics tiers ou privés;
- d) les cinq présidents des commissions de division;

- e) trois représentants des institutions de formations subséquentes;
- f) le président du Conseil scolaire.

² Le chef du Département, le chef du Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et le directeur général du Centre participent aux séances avec voix consultative.

³ A la demande du Conseil de la formation ou de son président, et avec l'accord du chef du Département, des fonctionnaires, des experts ou d'autres tiers peuvent être invités aux séances.

Nomination

Art. 20 ¹ Les membres du Conseil de la formation sont nommés par le Gouvernement sur proposition des milieux intéressés ou par voie d'appel.

² Ils sont nommés pour la législature. Les membres nommés en cours de période le sont pour la fin de celle-ci. Les dispositions de l'ordonnance concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales²⁾ sont applicables.³⁾

Organisation

Art. 21 ¹ Le Gouvernement nomme le président du Conseil de la formation. Pour le surplus, ce dernier se constitue lui-même.

² Le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire assure le secrétariat du Conseil de la formation.

Fonctionnement

Art. 22 Le Conseil de la formation se réunit au moins deux fois par année et chaque fois que son président ou au moins six de ses membres le demandent.

SECTION 4 : Dispositions finales

Clause abrogatoire

Art. 23 Sont abrogés :

1. l'ordonnance du 17 décembre 1991 sur les commissions de surveillance des écoles et centres professionnels et sur la commission cantonale de coordination de la formation professionnelle;
2. le règlement du 6 décembre 1978 concernant les attributions de l'inspecteur des écoles professionnelles.

Entrée en
vigueur

Art. 24 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} mars 2008.

Delémont, le 5 février 2008

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

¹⁾ RSJU 412.01

²⁾ RSJU 172.356

³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. VII de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Règlement concernant l'organisation des études, l'évaluation et la promotion des élèves à l'Ecole de culture générale de Delémont

du 1^{er} septembre 2011

Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports,

vu l'article 36, alinéa 2, de la loi du 1^{er} octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et la formation continue¹⁾,

vu le règlement du 12 juin 2003 de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique concernant la reconnaissance des certificats délivrés par les écoles de culture générale,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Champ
d'application

Article premier Le présent règlement définit l'organisation de l'enseignement, l'évaluation et la promotion à l'Ecole de culture générale de Delémont (dénommée ci-après : "Ecole").

Terminologie

Art. 2 Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Structure de
l'enseignement

Art. 3 ¹ La formation dispensée à l'Ecole se déroule sur trois années et comporte une partie obligatoire qui constitue le tronc commun, une option et l'accomplissement de stages ou de semaines intensives.

² La partie obligatoire se compose des cinq champs d'enseignement suivants :

- sciences humaines : culture et civilisation / actualité et société;
- sciences expérimentales et mathématiques;
- langues et communication;
- arts et sports;
- éléments de méthode.

³ Chaque élève choisit, avant le début de sa formation, en principe pour la durée de celle-ci, l'une des options suivantes, formée de disciplines spécifiques en relation avec les domaines professionnels :

- option "Santé";
- option "Social";
- option "Arts visuels";
- option "Sport".

Dès la deuxième année, l'option Social se combine avec une autre option pour en préciser l'orientation :

- option "Social – Pédagogie";
- option "Social – Musique";
- option "Social – Théâtre".

⁴ La formation comprend, selon l'option suivie, des stages pratiques ou des semaines intensives (ci-après : "stages") à caractère pré-professionnel.

Certificat

Art. 4 ¹ Le certificat de l'Ecole est décerné après trois ans d'études conformément à l'ordonnance concernant la délivrance du certificat de l'Ecole de culture générale de Delémont²⁾.

² Il atteste que son titulaire est capable de poursuivre une formation professionnelle exigeante, en particulier dans les domaines de la santé, du social, de l'éducation, des arts et du sport.

SECTION 2 : Organisation des études

Différenciation
des disciplines

Art. 5 ¹ Le programme d'enseignement de la formation au certificat de culture générale se subdivise en :

- a) disciplines de tronc commun (champs d'enseignement);
- b) disciplines spécifiques à l'option choisie;
- c) disciplines d'appui.

² Les limites entre ces trois types de disciplines évoluent au long des trois années de formation.

Horaire

Art. 6 L'horaire hebdomadaire des élèves comprend au minimum trente-quatre leçons de quarante-cinq minutes.

Disciplines
obligatoires

Art. 7 ¹ Le programme obligatoire des élèves se compose des disciplines de tronc commun et des disciplines spécifiques à l'option choisie.

² La répartition hebdomadaire du programme obligatoire dans le tronc commun entre les cinq champs d'enseignement est la suivante :

	1 ^{ère} année		2 ^{ème} année		3 ^{ème} année	
	semestre		semestre		semestre	
	1 ^{er}	2 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}
Culture et civilisation						
Histoire	4	4	2	2	-	-
Histoire des arts			-	-	1	1
Littérature			2	-	1	1
Philosophie et éthique	-	-	-	-	2	2
Actualité et société						
Géographie et économie	2	2	-	2	2	2
Education civique et institutions politiques			-	-	-	-
Droit et société	-	-	-	-	2	2
Psychologie	-	-	2	2	-	-
Sciences expérimentales et mathématiques						
Mathématiques	4	4	3	3	2	2
Biologie	1	1	3	3	2	2
Chimie	1	1				
Physique	1	1				
Langues et communication						
Français : normes	2*					
Français : communication et argumentation	3	3	2	2	2	2
Français : expression orale et compréhension	1	1	-	-	1	1
Français : création littéraire	-	-	1	1	-	-
Langue 2 : allemand	3	3	3	3	3	3
Langue 3 : anglais ou italien	2	2	3	3	2	2
Certificats de langues***	-	-	-	1**	1**	-
Arts et sport						
Education musicale	-	2	2	-	2***	2***
Education visuelle	2	-	2	2		
Activités créatrices	-	-	-	1		
Théâtre et expression corporelle	2	2	-	-		
Education physique	2	2	2	2	2	2

	1 ^{ère} année		2 ^{ème} année		3 ^{ème} année	
	semestre		semestre		semestre	
	1 ^{er}	2 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}
Eléments de méthode						
TIC (informatique et bureautique)	2	-	-	2	-	-
Méthodes de travail	1	-	-	-	-	-
Dossier, recherche documentaire, travail de certificat	-	2	2	-	1	1
Orientation professionnelle et stages	1	1	-	1	1	-
Total des disciplines obligatoires	32	31	29	29	26	25

* cours d'appui

** offre facultative

*** choix d'une discipline artistique en 3^{ème} année

³ Dans certains champs et pour certaines disciplines figurant au programme du tronc commun, l'enseignement associe plusieurs enseignants engagés dans une démarche de projet et/ou dans une approche de type interdisciplinaire.

Disciplines à option

Art. 8 ¹ En complément du programme des disciplines du tronc commun, les élèves s'inscrivent pour le début de leur première année de formation dans une des options offertes par l'Ecole.

² Les élèves peuvent se réorienter au terme de la première année de formation vers une autre option, avec l'accord de la direction et sous réserve des dispositions qui régissent l'admission dans certaines options. Dès la deuxième année, le choix de l'option est en principe définitif et vaut jusqu'au terme de la formation.

³ Les disciplines enseignées dans l'option sont prises en compte aussi bien pour la promotion que pour l'obtention du certificat final.

⁴ La répartition hebdomadaire de l'offre en cours à option est la suivante :

	1 ^{ère} année		2 ^{ème} année		3 ^{ème} année	
	semestre		semestre		semestre	
	1 ^{er}	2 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}

Option "Santé"

Sciences expérimentales

3 3 5 5 6 6

Mathématiques

- - 1 1 1 1

Autour de la santé

- - - - 1 1

	1^{ère} année		2^{ème} année		3^{ème} année	
	semestre		semestre		semestre	
	1 ^{er}	2 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}
Option "Social" (1^{ère} année)						
Institutions et connaissances du monde	2	2				
Histoire, philosophie, institutions politiques	1	1				
Atelier musique-théâtre	2	2				
Instrument (facultatif)	(1)	(1)				
Option "Social-Pédagogie"						
Institutions et connaissances du monde			-	2	2	2
Histoire, philosophie, institutions politiques			2	-	2	-
Droit et questions sociales			-	-	-	2
Psychologie			2	2	2	2
Activités créatrices			2	2	2	2
Option "Social-Musique"						
Institutions et connaissances du monde			-	2	-	2
Histoire, philosophie, institutions politiques			2	-	2	-
Psychologie			2	2	2	2
Orchestre			2	2	2	2
Instrument			1	1	1	1
Solfège, harmonie, médias			1	1	1	1
Option "Social-Théâtre"						
Institutions et connaissances du monde			-	2	-	2
Histoire, philosophie, institutions politiques			2	-	2	-
Psychologie			2	2	2	2
Atelier pratique théâtrale			2	2	2	2
Atelier jeu et scénario			2	2	2	2
Option "Arts visuels"						
Cours de base - dessin	2	2	3	3	3	3
Histoire de l'art	-	-	1	1	1	1
Ateliers d'arts visuels	4	4	4	4	4	4
Option "Sport"						
Disciplines sportives	6	6	6	6	6	6
Autour du sport	-	-	2	2	2	2
Sciences expérimentales	-	-				
Total des disciplines à option	3 / 6	3 / 6	6 / 8	6 / 8	8	8

Pédagogie par
projet et inter-
disciplinarité

Art. 9 ¹ L'enseignement dans plusieurs domaines ou disciplines de la filière des études de culture générale repose sur une approche pédagogique privilégiant la démarche de projet et/ou l'interdisciplinarité, exigeant des enseignants impliqués une collaboration étroite dans la planification et la conduite des objectifs d'enseignement.

² Les approches pédagogiques évoquées à l'alinéa 1 se situent notamment dans les contextes suivants :

- Espace projet : enseignement interdisciplinaire centré sur la démarche dite de projet et portant sur différentes disciplines du plan d'études de la première à la troisième année.
- Espace débat : enseignement interdisciplinaire centré sur l'expression orale et l'éducation à la citoyenneté et portant sur les disciplines de sciences humaines et de sciences expérimentales du plan d'études de la première à la troisième année.
- Initiation à la créativité : démarche effectuée en première année sous la forme d'une semaine intensive et développée ensuite en lien avec l'espace projet.
- Projet individuel et appartenance à la collectivité : approche pédagogique développée en première année et visant à insérer l'étudiant dans le tissu socio-économique et à l'aider à définir un projet professionnel.

³ Une enveloppe complémentaire de leçons décidée par le Département de la Formation, de la Culture et des Sports (ci-après : "Département") et gérée par le directeur permet d'assurer le bon déroulement des démarches axées sur la pédagogie par projet et sur l'interdisciplinarité.

Contraintes
pour les
disciplines des
options

Art. 10 Les cours des options sont organisés en procédant, dans la mesure du possible, au regroupement des élèves de classes différentes et de degrés différents.

Disciplines
d'appui et
travaux dirigés

Art. 11 ¹ L'Ecole peut être autorisée à organiser, en particulier dans les disciplines "français", "langues étrangères" et "mathématique", des cours d'appui et/ou des travaux dirigés.

² L'Ecole organise un atelier intitulé "méthodes de travail" sous la forme d'une permanence de deux leçons hebdomadaires. Cette prestation est destinée en priorité aux élèves de première année. Les élèves y participent soit de manière volontaire soit du fait d'une décision prise par le conseil de classe concerné.

³ Les modalités d'organisation des cours d'appui et des travaux dirigés sont soumises chaque année à l'approbation préalable de la direction du Centre jurassien d'enseignement et de formation.

Activités
parascolaires
et stages
linguistiques

Art. 12 ¹ Sur les trente-neuf semaines que compte l'année scolaire, deux à trois semaines peuvent être consacrées à des activités parascolaires ayant une vocation éducative et culturelle.

² Les activités parascolaires ont pour objectifs d'étendre la culture générale des élèves et de développer leurs compétences personnelles et sociales. Elles sont organisées et exploitées de manière à faire partie intégrante du programme de formation de l'Ecole.

³ L'organisation des activités parascolaires s'effectue conformément à l'ordonnance concernant les activités parascolaires dans les écoles cantonales relevant du Département³⁾.

⁴ En cours d'études, les élèves peuvent, sur décision du directeur, bénéficier d'un congé d'une durée maximale de douze semaines complètes d'école pour participer à un stage linguistique.

Stages
pratiques à
caractère pré-
professionnel

Art. 13 ¹ Durant leur formation à l'Ecole de culture générale, les élèves accomplissent, en principe dans des institutions ressortissant aux domaines de formation auxquels l'Ecole est réputée préparer, des stages destinés à définir ou à consolider leur orientation professionnelle.

² Les stages ont une durée de six semaines au moins, soit deux semaines durant chaque année de formation. Ils se répartissent de manière égale sur le temps scolaire et sur le temps de vacances des élèves.

³ En première année de formation, les stages correspondent à une démarche de sensibilisation et de confrontation des élèves au monde du travail. Le maître de classe, appuyé par un conseiller en orientation, accompagne les élèves et valide le processus au terme de l'année.

⁴ Dès la deuxième année de formation, les stages sont organisés sous l'égide de la direction de l'Ecole. Un membre du corps professoral est chargé par la direction d'assurer l'organisation, le suivi et la validation des stages. Le responsable de stages est au bénéfice d'un allègement de programme.

⁵ Pour accéder aux examens finaux de l'Ecole, les élèves doivent avoir accompli au moins six semaines de stages et en avoir obtenu la validation.

⁶ Les stages ne font l'objet d'aucune rémunération de la part de l'Ecole ni, en principe, de la part des lieux de stage. En cas de besoin dûment avéré, l'Ecole peut allouer des subsides destinés à couvrir en tout ou en partie les frais résultant de l'accomplissement des stages.

⁷ Les élèves des options "Arts visuels" et "Sport" peuvent être appelés à accomplir en deuxième et troisième années des semaines intensives dans leur domaine d'études, en lieu et place des stages pré-professionnels.

SECTION 3 : Plan d'études

Plan d'études

Art. 14 ¹ L'enseignement à l'Ecole est dispensé selon le plan d'études arrêté par le Département.

² Le plan d'études se fonde sur les directives et sur le plan d'études cadre élaborés pour les écoles de culture générale par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique.

SECTION 4 : Evaluation des élèves et conditions de promotion

Principes

Art. 15 ¹ L'évaluation des élèves de l'Ecole s'effectue selon des principes de l'évaluation continue et formative. Elle est organisée en fonction de l'acquisition progressive, tout au long de chaque année scolaire, de divers objectifs d'apprentissage dans l'ensemble des disciplines déterminantes figurant au programme.

² Les élèves reçoivent en début d'année scolaire une information détaillée sur les modalités d'évaluation et sur les conditions de promotion qui leur sont appliquées. Pour chaque discipline, il est procédé à une information particulière sur la nature, sur les contenus et sur les niveaux d'exigence des objectifs d'apprentissage exigés pour l'année scolaire concernée.

Disciplines
régissant les
promotions

Art. 16 Constituent des disciplines comptant pour la promotion :

	1 ^{ère} année	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année
a) Disciplines fondamentales			
Sciences humaines			
Culture et civilisation	x	x	x
Actualité et société	x		x
Psychologie		x	
Sciences expérimentales et mathématiques			
Mathématiques	x	x	x
Sciences expérimentales	x ¹⁾	x	x
Langues et communication			
Français	x	x	x
Langue 2 : allemand	x	x	x
Langue 3 : anglais ou italien	x	x	x
Arts et sport			
Education musicale		x	x ³⁾
Education visuelle		x	
Activités créatrices			
Théâtre et expression orale	x		
Education physique	x	x	x
Eléments de méthode			
TIC (informatique et bureautique)	x ²⁾	x ²⁾	
Dossier et recherche documentaire			
b) Disciplines des options			
Option "Santé"			
Sciences expérimentales 1	x ^{1) 2)}	x ²⁾	x
Sciences expérimentales 2		x	x
Sciences expérimentales 3			x
Option "Social-Pédagogie"			
Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques, droit	x ^{1) 2)}	x ²⁾	x ²⁾
Psychologie		x	x
Activités créatrices			x
Option "Social-Musique"			
Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques	x ^{1) 2)}	x ²⁾	x ²⁾
Instrument, solfège, harmonie et médias		x ²⁾	x ²⁾
Psychologie			x
Option "Social-Théâtre"			
Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques	x ^{1) 2)}	x ²⁾	x ²⁾
Atelier jeu et scénario		x ²⁾	x ²⁾
Atelier pratique théâtrale			
Psychologie			x

Option "Arts visuels"			
Dessin	$x^{2)}$	$x^{2)}$	x
Histoire de l'art			x
Ateliers d'arts visuels	$x^{2)}$	$x^{2)}$	$x^{2)}$
Option "Sport"			
Disciplines sportives principales	$x^{1) 2)}$	$x^{2)}$	$x^{2)}$
Disciplines sportives secondaires			$x^{2)}$
Sciences expérimentales et du sport		x	x
	13	13	13

¹⁾ coefficient double

²⁾ synthèse de deux ou plusieurs disciplines

³⁾ selon choix de la discipline

Objectifs
d'apprentissage

Art. 17 ¹ Le nombre, la nature et le niveau d'exigence des objectifs d'apprentissage sont définis par les enseignants de chaque discipline concernés et validés par la direction de l'Ecole. Ils se fondent sur le plan d'études cadre élaboré pour les écoles de culture générale par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique.

² Chaque discipline ou groupe de disciplines déterminantes pour la promotion des élèves comprend au moins trois objectifs d'apprentissage distincts par année.

Evaluations
ponctuelles

Art. 18 ¹ Tout au long de l'année scolaire, les enseignants procèdent, au travers d'épreuves de diverses natures, à des évaluations ponctuelles de l'état d'acquisition des objectifs d'apprentissage.

² Ces épreuves débouchent sur trois types d'appréciations :

- non maîtrisé (NM);
- maîtrisé (M);
- bien maîtrisé (BM).

³ Ces appréciations sont dûment communiquées aux élèves; elles sont justifiées et, le cas échéant, assorties de propositions de remédiation.

⁴ Ces appréciations peuvent être assorties de remarques et de conseils.

Bilan informatif

Art. 19 Pour fin janvier, il est établi, pour chaque élève dans chaque discipline, un bilan informatif consigné dans un bulletin. En fonction des résultats obtenus et du niveau de progression attesté, un pronostic est porté selon le modèle ci-dessous :

	Les résultats intermédiaires observés après 6 mois tendent vers ...					Remarques
	6 très bien	5 bien	4 satisfaisant	3 insuffisant	2 très insuffisant	
Discipline						
Français		X				
Allemand			X			
Mathématiques				X		
Langue 3	X					
...						

Bilan certificatif

Art. 20 Pour la fin de l'année scolaire, il est procédé, pour chaque élève dans chaque discipline, à un bilan certificatif fondé sur le niveau d'acquisition des objectifs d'apprentissage exigés pour l'année concernée. Ce bilan, consigné dans un bulletin, est exprimé en six appréciations traduites également en notes, pouvant être nuancées à l'aide de demi-points, selon la terminologie suivante :

- désinvestissement total dans la discipline 1
- moins d'un tiers des objectifs d'apprentissage sont atteints 2
- la majorité des objectifs ne sont pas atteints 3
- la majorité des objectifs sont atteints 4
- tous les objectifs sont atteints 5
- tous les objectifs sont atteints et en majorité dépassés 6

Modalités d'élaboration des bilans

Art. 21 Au moment de l'établissement des bilans informatifs et certificatifs, les professeurs sont réunis en conseils de classe présidés par le directeur pour procéder à une appréciation d'ensemble de la situation des élèves. Le conseil de classe peut, notamment au niveau du bilan certificatif, procéder à des ajustements en tenant compte du parcours d'apprentissage de l'élève concerné.

Promotion

Art. 22 ¹ La promotion des élèves dans le degré supérieur est décidée en fonction des résultats obtenus dans le bilan certificatif. Pour être promu, un élève doit avoir obtenu un total de points supérieur ou équivalent au nombre de disciplines déterminantes multiplié par quatre et ne pas avoir obtenu un nombre de points inférieur à quatre dans plus de trois disciplines déterminantes.

² Les propositions des conseils de classe relatives aux promotions sont soumises à la ratification de la direction du Centre jurassien d'enseignement et de formation.

³ L'élève non promu a la possibilité de redoubler l'année scolaire. Il n'est pas possible d'accomplir une même année scolaire une troisième fois.

SECTION 5 : Options particulières et structure "Sports-Arts-Etudes"

Principes

Art. 23 ¹ L'admission dans les options "Arts visuels" et "Sport" ainsi que dans la structure "Sports-Arts-Etudes" obéit aux règles particulières fixées dans la présente section.

² L'admission dans une option particulière ou la structure "Sports-Arts-Etudes" intervient en règle générale au début des études à l'Ecole. Au terme de chaque année, un élève peut être contraint, par décision du directeur et sur proposition du conseil de classe, de quitter l'option ou la structure "Sports-Arts-Etudes". Des admissions dans l'une ou l'autre des options particulières ainsi que dans la structure "Sports-Arts-Etudes" peuvent intervenir en début de deuxième année.

³ Une partie des cours et des activités spécifiques à chacune des options particulières est en principe organisée de manière cyclique en réunissant les élèves des trois années. Ces options ne sont assurées que dans la mesure où il paraît acquis que, sur un cycle de trois ans, elles réunissent un nombre suffisant d'élèves (en principe au moins douze).

⁴ La fréquentation de l'Ecole dans les options particulières citées à l'alinéa 1 est ouverte aux candidats des cantons de Berne et de Neuchâtel, conformément à la convention BEJUNE relative à la mobilité des élèves des écoles de formation générale du niveau secondaire II dans l'espace défini par les trois cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel⁴⁾ et de ses différents avenants. Selon le choix de l'option, les élèves des cantons de Berne et de Neuchâtel suivent sur une journée les cours respectivement :

- du programme de l'option "Arts visuels";
- du programme de l'option "Sport";
- du programme "Sport-Arts-Etudes" de l'orientation musique.

⁵ Les cours et les activités de chacune des options particulières sont assumés par des enseignants de l'Ecole ou par des personnes reconnues comme spécialistes dans les domaines concernés et mandatées spécialement à cet effet.

⁶ Au titre des frais spécifiques occasionnés par les options particulières et par la structure "Sports-Arts-Etudes", il est perçu une contribution forfaitaire annuelle de 150 francs par élève admis.

Option "Arts visuels"

Art. 24 ¹ Pour être admis dans l'option "Arts visuels", les élèves doivent :

- remplir les conditions usuelles d'admission ou de promotion de l'Ecole;
- passer un test d'aptitudes et un entretien de motivation;
- présenter un portfolio artistique constitué de plusieurs œuvres ou dessins personnels.

² Les cours et les activités spécifiques à l'option "Arts visuels" s'organisent dans le cadre général de l'horaire des options de l'Ecole.

³ L'enseignement porte sur :

- un cours de base entre deux et quatre leçons portant sur le dessin, la peinture et l'histoire de l'art;
- des ateliers organisés sur une base semestrielle et/ou des semaines intensives et qui permettent aux élèves de travailler de manière intensive dans un des domaines suivants : bijouterie, gravure, sculpture, graphisme, multimédia ou photographie.

⁴ Si, au terme de l'année, l'élève se trouve en situation d'insuffisance dans plus d'une des disciplines spécifiques de l'option, il doit en principe quitter l'option.

Option "Sport"

Art. 25 ¹ Pour être admis dans l'option "Sport", les élèves doivent :

- remplir les conditions usuelles d'admission ou de promotion de l'Ecole;
- passer un entretien de motivation;
- passer un test d'aptitudes physiques.

² Les cours et les activités spécifiques à l'option "Sport" s'organisent dans le cadre général de l'horaire des options de l'Ecole.

³ Les cours et les activités spécifiques à l'option "Sport" portent sur :

- un cours de base de deux leçons dans les domaines des sciences expérimentales (physiologie, anatomie, diététique, ...) principalement et des sciences humaines (sports et société, éthique du sport, ...);
- un enseignement de six leçons organisé par thèmes et disciplines sportives articulé autour de six thèmes : danse, athlétisme, sports collectifs, jeux de renvoi, natation et plongeon, gymnastique aux agrès.

⁴ Si, au terme de l'année, l'élève se trouve en situation d'insuffisance dans plus de deux des disciplines spécifiques de l'option, il doit en principe quitter l'option.

Structure
"Sports-Arts-
Etudes"

Art. 26 ¹ La structure "Sports-Arts-Etudes" de l'Ecole assure le prolongement au niveau de l'enseignement secondaire II des structures "Sports-Arts-Etudes" mises en place dans l'enseignement secondaire I. Elle permet à des élèves engagés de manière intensive dans une pratique sportive ou artistique de haut niveau de concilier les exigences de cette pratique avec l'accomplissement d'un parcours scolaire de niveau secondaire II assurant une formation exigeante et garantissant les divers débouchés de l'Ecole. Les principes et les modalités générales de fonctionnement de cette structure sont fixés dans une directive du Département. En particulier les conditions d'admission et de maintien dans la structure sont fixées dans cette directive.

² La structure "Sports-Arts-Etudes" de l'Ecole de culture générale s'articule autour de trois orientations qui peuvent se combiner avec les options du certificat selon les règles suivantes :

- avec l'option "Santé" : orientation "sport" ou "danse et arts du cirque";
- avec l'option "Social-Pédagogie" : orientation "sport" ou "danse et arts du cirque";
- avec l'option "Social-Théâtre" : orientation "sport" ou "danse et arts du cirque";
- avec l'option "Social-Musique" : orientation "musique".

³ Pour les orientations "sport" ou "danse et arts du cirque", le programme des élèves admis dans la structure "Sports-Arts-Etudes" est allégé par la suppression des disciplines du domaine "arts et sport" du tronc commun.

⁴ Pour l'orientation "musique", outre les disciplines du domaine "arts et sport" du tronc commun, le programme est de surcroît allégé par la suppression des heures du domaine social de l'option. En conséquence, le titre délivré en fin de formation ne comprend plus que l'option "musique".

⁵ Les cours et les activités spécifiques à la structure "Sports-Arts-Etudes" se déroulent pour l'essentiel dans le cadre des diverses institutions avec lesquelles l'Ecole est amenée à collaborer. Ils peuvent aussi être dispensés en partie à l'Ecole.

⁶ En complément des disciplines ordinaires de leur programme, les élèves de la structure "Sports-Arts-Etudes" sont évalués dans au moins deux domaines propres à leur orientation. Les notes obtenues sont prises en compte pour la promotion. L'évaluation s'effectue selon les propositions des représentants des milieux sportifs et artistiques concernés avec lesquels l'Ecole de culture générale collabore.

⁷ Si, au terme de l'année, l'élève se trouve en situation d'insuffisance dans plus d'un domaine, il doit en principe quitter la structure "Sports-Arts-Etudes".

⁸ L'encadrement des élèves de la structure "Sports-Arts-Etudes" est assuré par un enseignant de l'Ecole qui fonctionne en qualité de coordinateur responsable du suivi pédagogique, des contacts entre l'Ecole et les milieux sportifs et artistiques concernés. Le coordinateur est au bénéfice d'un allègement de programme.

SECTION 6 : Dispositions finales

Abrogation du
droit en vigueur

Art. 27 Le règlement du 31 octobre 2006 concernant l'organisation des études, l'évaluation et la promotion des élèves à l'Ecole de culture générale de Delémont est abrogé.

Entrée en
vigueur

Art. 28 Le présent règlement prend effet le 1^{er} août 2011.

Delémont, le 1^{er} septembre 2011

DEPARTEMENT DE LA FORMATION,
DE LA CULTURE ET DES SPORTS

La ministre : Elisabeth Baume-Schneider

- 1) RSJU 412.11
- 2) RSJU 412.515
- 3) RSJU 412.71
- 4) RSJU 412.96

Ordonnance concernant le fonds pour le soutien aux formations professionnelles

du 11 décembre 2007

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu la loi du 25 octobre 2006 concernant le fonds pour le soutien aux formations professionnelles¹⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Disposition générale

Egalité des
sexes

Article premier Sauf exception résultant du contexte, les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

CHAPITRE II : Modalités de perception

Période et
modalités de
perception

Art. 2 Les caisses d'allocations familiales (ci après : "les caisses") calculent et perçoivent la contribution due par l'employeur au fonds selon les mêmes modalités que celles définies dans la loi fédérale sur l'assurance vieillesse et survivant²⁾.

Transfert au
fonds

Art. 3 ¹ Les caisses transfèrent les montants perçus à l'administration du fonds dans le mois qui suit l'encaissement, déduction faite de l'indemnisation qui leur est allouée.

² Elles remettent un décompte annuel à l'administration du fonds mentionnant les montants facturés, encaissés, ouverts et en contentieux.

Indemnisation

Art. 4 ¹ Les caisses perçoivent pour leurs tâches une indemnisation forfaitaire correspondant à 3 % de la totalité des montants facturés au titre de la contribution du fonds.

² Le Gouvernement revoit ce taux en cas de modification du taux de contribution.

Contentieux

Art. 5 ¹ Les caisses remettent semestriellement à l'administration du fonds la liste des entreprises en demeure faisant l'objet d'une poursuite.

² Le fonds verse une indemnité aux caisses en fonction du nombre de cas annoncés conformément à l'alinéa 1. Le montant de l'indemnité est de six francs par cas annoncé semestriellement.

³ Le fonds verse aux caisses une indemnité forfaitaire de cinq francs par acte de défaut de biens, ainsi que l'indemnisation impayée.

CHAPITRE III : Participation aux actions de formation

Prestations du fonds

Art. 6 ¹ Les prestations du fonds sont versées d'office ou sur requête adressée à l'administration du fonds.

² Font l'objet d'un versement d'office les contributions :

- a) aux cours interentreprises;
- b) aux frais pour les procédures de qualification reconnues;
- c) aux mesures d'encouragement aux entreprises formatrices;
- d) à l'organisation de cours pour formateurs en entreprise.

³ Font l'objet d'un versement sur requête :

- a) l'organisation et le développement de formations en réseau;
- b) les mesures d'encouragement à la formation professionnelle et continue des femmes;
- c) la participation à la promotion de la formation professionnelle;
- d) les autres mesures liées à la formation professionnelle et continue ainsi qu'à la formation professionnelle supérieure.

Contenu de la requête

Art. 7 La requête doit mentionner :

- a) le nom, l'adresse et le statut du requérant;
- b) l'identité des personnes responsables de la demande;
- c) la nature, l'objectif et la justification de l'action prévue;
- d) le contenu de l'action, sa durée, son époque et sa périodicité;
- e) les caractéristiques et l'effectif des bénéficiaires;
- f) le budget détaillé ainsi que les éventuelles subventions fédérales et cantonales ou les contributions des organisations du monde du travail obtenues ou attendues;
- g) les mesures utilisées pour assurer le contrôle de la qualité.

Délai	Art. 8 La requête doit être adressée au plus tard trois mois avant le début de l'action envisagée.
Décision	<p>Art. 9 ¹ Le conseil de direction du fonds statue sur la requête par écrit dans les deux mois dès son dépôt.</p> <p>² Sauf cas de refus, il arrête la promesse de participation du fonds à la mesure considérée.</p>
Prestations	Art. 10 Le conseil de direction arrête, par voie de directives, les montants maximums ou forfaitaires quant à la prise en charge des actions. Le fonds ne peut financer seul une action déterminée.
Présentation d'un rapport	Art. 11 Dans les trois mois après l'achèvement de l'action, le bénéficiaire remet à l'administration du fonds un rapport succinct présentant le bilan de cette dernière.
Versement de la prestation	<p>Art. 12 ¹ La prestation allouée est versée au bénéficiaire, après présentation des comptes et du rapport succinct.</p> <p>² Des versements par acomptes sont possibles, en particulier pour des actions durables.</p> <p>³ S'il apparaît que l'action entreprise ne correspond pas entièrement à celle pour laquelle la promesse de participation a été octroyée, le conseil de direction statue sur une éventuelle modification de la participation. En cas de différence importante, la participation peut être supprimée.</p>
Remboursement des prestations	Art. 13 Le bénéficiaire est tenu de rembourser les prestations obtenues lorsque celles-ci n'ont pas été utilisées conformément à leur destination ou ont été obtenues par des indications fausses ou des omissions volontaires.

CHAPITRE IV : Collaboration

Collaboration	Art. 14 Le conseil de direction et les caisses d'allocations familiales collaborent dans l'application de la présente législation.
---------------	---

CHAPITRE V : Conseil de direction

Composition	<p>Art. 15 ¹ Le conseil de direction est composé de six membres nommés par le Gouvernement et comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) deux représentants de l'Etat, dont le chef du Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire; b) deux représentants des associations patronales proposés par ces dernières; c) deux représentants des syndicats proposés par ces derniers. <p>² Le conseil de direction choisit son président et son vice-président parmi les représentants issus de milieux différents.</p> <p>³ Le président et le vice-président sont élus pour la législature; ils sont rééligibles à la même fonction. 3)</p>
Durée	<p>Art. 16 ¹ Les membres sont nommés pour la période de la législature.</p> <p>² Ils sont rééligibles.</p>
Séances	<p>Art. 17 ¹ Le conseil de direction se réunit aussi souvent que nécessaire, mais une fois au moins par trimestre.</p> <p>² Deux membres peuvent demander la convocation d'une séance.</p>
Quorum	<p>Art. 18 Le conseil de direction peut valablement siéger lorsque la majorité des membres sont présents.</p>
Décisions	<p>Art. 19 Les décisions sont prises à la majorité des membres présents, chaque membre disposant d'une voix. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.</p>
Compétences	<p>Art. 20 ¹ Le conseil de direction est responsable de la gestion générale du fonds. Il doit en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) arrêter les prestations versées d'office et statuer sur les demandes de prestations; b) ratifier le budget général du fonds; c) proposer au Gouvernement le taux de la contribution au fonds; d) s'assurer de l'affectation correcte des sommes allouées;

- e) remettre à la fin de chaque exercice son rapport d'activité au Gouvernement;
- f) élaborer le cahier des charges de l'administrateur et veiller à son respect;
- g) édicter les directives d'application nécessaires.

² Les dispositions sur la responsabilité des fonctionnaires de l'Etat s'appliquent par analogie aux membres du conseil de direction.

Groupes de travail

Art. 21 ¹ Le conseil de direction peut constituer des groupes de travail pour traiter de sujets particuliers.

² Il peut faire appel à des experts.

Indemnités

Art. 22 Les membres du conseil de direction qui ne sont pas au service de l'administration cantonale reçoivent des indemnités de séance et de déplacement fixées par le Gouvernement.

Organe de contrôle

Art. 23 Le Contrôle des finances assure le contrôle de la gestion du fonds.

CHAPITRE VI : Administration

Administrateur

Art. 24 ¹ L'administration du fonds est assumée par un administrateur.

² L'administrateur est subordonné au conseil de direction. Il est rattaché administrativement au Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire.

Compétences

Art. 25 L'administrateur assure le lien avec les bénéficiaires potentiels. Il les conseille et les assiste en vue de la préparation de leurs requêtes. Il est chargé de l'administration du fonds et a pour tâches :

- a) de procéder au paiement des prestations versées d'office;
- b) de recevoir et de préavisier les requêtes financières et de préparer les dossiers à l'intention du conseil de direction;
- c) d'exécuter les ordres de paiement liés aux actions admises par le conseil de direction;
- d) de tenir la comptabilité générale du fonds;
- e) de préparer le budget annuel et de le soumettre au conseil de direction;
- f) d'obtenir des caisses d'allocations familiales les données relatives à la masse salariale totale annoncée par chaque employeur affilié;

- g) de proposer au conseil de direction le taux de la contribution de l'employeur;
- h) d'encourager le développement d'actions en faveur des formations professionnelles initiales et supérieures et de la formation continue à des fins professionnelles;
- i) de promouvoir le fonds auprès des entreprises et des associations concernées dans diverses manifestations et visites d'entreprises;
- j) d'élaborer le rapport annuel de gestion du fonds;
- k) d'exécuter les autres tâches relatives à la gestion du fonds.

CHAPITRE VII : Fonds existants

Procédure de reconnaissance

Art. 26 ¹ Les fonds existants qui entendent être reconnus présentent une requête écrite dans ce sens au conseil de direction.

² Le conseil de direction instruit le dossier et transmet ce dernier au Département de la Formation, de la Culture et des Sports pour préavis à l'intention du Gouvernement.

³ Le Gouvernement statue sur la reconnaissance.

CHAPITRE VIII : Disposition finale

Entrée en vigueur

Art. 27 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Delémont, le 11 décembre 2007

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Laurent Schaffter
Le chancelier : Sigismond Jacquod

¹⁾ RSJU 413.12

²⁾ RS 831.10

³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. VIII de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Règlement de la commission pour la formation professionnelle des travailleurs et jeunes étrangers dans le canton du Jura¹⁾

du 6 décembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

vu les articles 58 et 59 de la loi du 9 novembre 1978 sur la formation professionnelle²⁾,

arrête :

Article premier ¹ Une commission pour la formation professionnelle est constituée afin d'encourager la formation et le perfectionnement professionnels des travailleurs et jeunes étrangers dans le canton du Jura.

² Elle est un organe consultatif du Département de l'Economie publique.

Nombre de
membres,
composition et
nomination,
indemnités

Art. 2 ¹ La commission se compose de sept membres.

² Les employeurs, les travailleurs et les écoles professionnelles du canton sont représentés dans la commission par un membre par corps.

³ Deux autres membres représentant le canton sont proposés par le Département de l'Economie publique, d'entente avec le Département de l'Education et des Affaires sociales et le Département des Finances et de la Police.

⁴ Deux membres étrangers sont désignés par leurs autorités.

⁵ Les membres de la commission sont nommés par le Gouvernement pour la législature. Ils sont rééligibles après expiration de leur mandat.⁶⁾

⁶ Pour leur participation aux séances, ils sont indemnisés conformément à l'ordonnance concernant les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales³⁾.

Organisation	<p>Art. 3 ¹ Le chef du Service de la formation professionnelle assume la présidence.</p> <p>² La commission élit un membre étranger comme vice-président et, pour le reste, se constitue elle-même.</p>
Séances	<p>Art. 4 ¹ La commission se réunit selon les besoins, au moins une fois par an.</p> <p>² Une séance extraordinaire de la commission est convoquée à la demande de trois membres.</p> <p>³ Les membres sont invités aux séances par écrit, au moins dix jours avant la date fixée.</p>
Décisions	<p>Art. 5 ¹ Les décisions de la commission sont prises à la majorité simple des personnes présentes. La commission ne réunit le quorum que si la moitié des membres de la commission plus un sont présents. En cas d'égalité des voix, le président décide.</p> <p>² Si certains membres de la commission le souhaitent, d'autres personnes ou organisations peuvent être invitées aux débats. Ces personnes invitées de cas en cas n'ont pas le droit de vote.</p>
Fonctions	<p>Art. 6 ¹ Du président : convocation et conduite des séances de la commission, rapport et propositions, exécution des décisions de la commission.</p> <p>² De la commission :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. nomination des instructeurs des cours et des experts d'examen; surveillance des examens; 2. établissement d'un programme annuel destiné à : <ol style="list-style-type: none"> a) encourager les cours de langue afin de favoriser l'assimilation; b) encourager les cours de préparation à l'examen de fin d'apprentissage selon l'article 30 de la loi fédérale sur la formation professionnelle⁴⁾, dans les écoles professionnelles et écoles spécialisées, qu'elles soient artisanales ou commerciales; c) encourager les cours organisés par les écoles professionnelles et commerciales en collaboration avec les associations professionnelles; d) encourager les cours organisés en commun par des associations économiques et professionnelles;

- e) encourager les cours organisés par les écoles professionnelles et écoles spécialisées suisses ou par d'autres, afin d'assurer la formation et le perfectionnement de travailleurs et jeunes étrangers dont les capacités intellectuelles sont limitées;
 - f) inciter les entreprises à organiser des cours pratiques pour les travailleurs et jeunes étrangers;
 - g) inciter à la création de cycles spéciaux de formation pratique pour les travailleurs et jeunes étrangers dans les différentes entreprises;
3. établissement de directives pour la gestion financière de ces cours et de ces écoles et la surveillance du financement;
 4. contrôle des premières demandes de subventions et des demandes de subventions importantes présentées par les responsables des cours et des écoles;
 5. discussion du règlement des examens et des conditions d'obtention des diplômes;
 6. collaboration avec les associations professionnelles et économiques et avec les autorités;
 7. délibération sur les affaires courantes.

Entrée en
vigueur

Art. 7 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur⁵⁾ du présent règlement.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) Règlement de la Commission pour la formation professionnelle des travailleurs et jeunes étrangers dans le canton de Berne, du 4 février 1971 (RSB 435.124)
- 2) RSJU 413.11
- 3) RSJU 172.356
- 4) RS 412.10
- 5) 1^{er} janvier 1979
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. IX de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Ordonnance sur l'organisation des examens, les commissions d'examen et les experts aux examens

du 20 avril 1993

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 75, 76 et 98 de la loi du 13 décembre 1990 sur la formation professionnelle¹⁾,

arrête :

SECTION 1 : Organisation des examens

Session ordinaire
d'examens

Article premier Le Service de la formation professionnelle organise une session ordinaire d'examens par année qui a lieu vers la fin de l'année d'apprentissage.

Session
extraordinaire

Art. 2 A titre exceptionnel, le Service de la formation professionnelle peut organiser une session extraordinaire pour les candidats qui ont été empêchés de se présenter à la session ordinaire sans faute de leur part.

Lieu des
examens

Art. 3 ¹ Les examens se déroulent en principe sur le territoire cantonal.

² Si les examens ne peuvent cependant pas être organisés de façon rationnelle sur le territoire cantonal, notamment par manque d'experts ou de locaux adéquats, ou seulement au prix de coûts importants, le Service de la formation professionnelle peut organiser ou s'associer à l'organisation d'une session hors Canton.

³ Si des motifs importants le justifient, le Service de la formation professionnelle peut exceptionnellement autoriser le candidat qui en fait la demande à se présenter à l'examen hors Canton. Le Service de la formation professionnelle détermine alors la part des frais supportés par le candidat.

Préavis et
inscription
d'office

Art. 4 ¹ Le Service de la formation professionnelle informe le maître d'apprentissage durant l'automne qui précède l'échéance du contrat d'apprentissage de l'obligation pour l'apprenti de se présenter à l'examen au cours de la session ordinaire de l'année suivante.

² Sauf opposition des parties liées au contrat d'apprentissage, jusqu'au 15 novembre, le Service de la formation professionnelle procède à l'inscription du candidat.

Candidat
répétant et
candidat selon
l'art. 41, al. 1,
LFPr

Art. 5 Le candidat qui répète l'examen ou qui se présente en vertu de l'article 41, alinéa 1, de la loi fédérale sur la formation professionnelle (LFPr)² présente sa demande d'inscription au Service de la formation professionnelle jusqu'au 15 novembre au plus tard de l'année qui précède la session ordinaire d'examen.

Candidat d'une
école privée

Art. 6 L'élève d'une école professionnelle privée qui entend se présenter à l'examen doit en faire la demande jusqu'au 31 mai de l'année qui précède les examens. Le Service de la formation professionnelle décide de l'admission.

Convocation

Art. 7 Le Service de la formation professionnelle convoque le candidat et lui donne les instructions nécessaires.

Empêchement

Art. 8 ¹ Le candidat empêché de se présenter à l'examen conformément à la convocation doit en informer immédiatement le Service de la formation professionnelle. En cas de maladie ou d'accident, il est tenu de produire un certificat médical dans les deux jours.

² Le coordinateur de l'examen professionnel ou le responsable de l'examen des branches générales avise immédiatement le Service de la formation professionnelle de toute absence.

³ Le candidat empêché de prendre part à la session d'examens pour un motif justifié peut être convoqué à une session extraordinaire. Si une telle session ne peut être organisée, il est convoqué à la prochaine session ordinaire ou, à sa demande, à une session hors Canton.

SECTION 2 : Examen technique et professionnel

Collège d'experts **Art. 9** ¹ Dans les professions de l'industrie et des arts et métiers, le Service de la formation professionnelle forme en principe un collège d'experts par profession, sauf lorsque l'examen est organisé hors Canton.

² Un membre du collège d'experts est désigné comme responsable de la coordination des travaux (coordinateur). Il préside le collège.

Attributions du collège d'experts **Art. 10** ¹ Le collège d'experts utilise en premier lieu les épreuves établies par les associations professionnelles. Il peut leur apporter des modifications ou élaborer lui-même d'autres thèmes en respectant le niveau des exigences officielles.

² Les membres du collège répondent solidairement du bon déroulement de l'examen professionnel, de la correction des travaux et de l'attribution des notes.

SECTION 3 : Examen des branches de culture générale

Cercle d'examen **Art. 11** ¹ Le Service de la formation professionnelle organise l'examen des branches de culture générale en collaboration avec les centres professionnels.

² Il désigne un responsable par centre professionnel dont la tâche est de:

- contrôler les épreuves;
- y apporter les corrections nécessaires;
- veiller au bon déroulement des épreuves;
- diriger les travaux de correction.

SECTION 4 : Déroulement des examens

Règlement fédéral **Art. 12** L'examen se déroule de la manière prescrite et aux conditions fixées par le règlement fédéral concerné.

Non-publicité des examens **Art. 13** ¹ Les examens ne sont pas publics.

² Exceptionnellement, le Service de la formation professionnelle peut autoriser une personne qui en fait la demande et qui justifie d'un intérêt suffisant à assister aux examens.

Outillage et matériel

Art. 14 Le maître d'apprentissage veille à ce que l'apprenti dispose d'un matériel et d'un outillage en parfait état, conformes aux règlements et aux instructions reçues dans la convocation à l'examen.

Procès-verbal et notes

Art. 15 ¹ Le coordinateur consigne les notes des candidats sur la formule établie par le Service de la formation professionnelle.

² La formule est signée par le collège d'experts ou le coordinateur et remise immédiatement à la fin de l'examen au Service de la formation professionnelle. Ce dernier en transmet une copie aux organes concernés.

SECTION 5 : Résultats des examens

Détermination du résultat de l'examen

Art. 16 ¹ Le collège d'experts ou la commission d'examen détermine si le candidat a réussi l'examen.

² Dans les cas limites, l'appréciation de certains travaux ou interrogations est revue.

³ Aucun résultat n'est communiqué sans l'accord du Service de la formation professionnelle.

Délivrance du certificat et de l'attestation des notes

Art. 17 ¹ Le Département de l'Economie délivre le certificat de capacité aux candidats qui ont réussi l'examen final et qui ont achevé l'apprentissage.

² Le Service de la formation professionnelle remet au candidat, dès la fin de l'examen, une attestation des notes obtenues et en adresse une copie au maître d'apprentissage.

Mention

Art. 18 Le Département de l'Economie peut décerner une mention aux candidats qui ont brillamment réussi l'examen.

SECTION 6 : Infractions et sanctions

Infractions

Art. 19 ¹ L'expert ou le surveillant des examens est tenu de signaler immédiatement au coordinateur tout candidat qui contrevient aux dispositions réglementaires ou utilise des moyens illicites.

² Le coordinateur en informe immédiatement le Service de la formation professionnelle qui prend les mesures appropriées, d'entente avec la commission d'examen.

Sanctions

Art. 20 ¹ Le Service de la formation professionnelle examine la nature de l'infraction. Selon la gravité de cette dernière, il arrête une des mesures suivantes, d'entente avec la commission :

- a) attribution de la note 1 à la branche concernée;
- b) élimination du candidat de l'examen.

² Le candidat éliminé est réputé avoir échoué dans toutes les branches.

³ Le Service de la formation professionnelle convoque d'office l'intéressé à une prochaine session pour répéter l'examen en tout ou partie. Les frais sont supportés par le candidat.

SECTION 7 : Travaux d'examen

Remise des travaux

Art. 21 ¹ Si leur nature le permet, les travaux pratiques des candidats qui ont réussi l'examen peuvent être remis à ces derniers après la proclamation des résultats.

² Les travaux des candidats qui ont échoué sont conservés par le coordinateur jusqu'à l'expiration du délai de recours ou, en cas de procédure de recours, conformément aux instructions du Service de la formation professionnelle.

SECTION 8 : Commissions d'examen

Eligibilité

Art. 22 ¹ Est éligible en qualité de membre de la commission d'examen pour les professions de l'industrie et des arts et métiers et de la commission d'examen pour les professions du commerce et de la vente toute personne qui exerce une activité de manière durable dans l'une des professions concernées, ou enseigne dans une école professionnelle, ou est habilitée à former des apprentis.

² Les membres qui cessent d'exercer l'activité professionnelle requise et ceux qui atteignent l'âge donnant droit à une rente de l'AVS sont démis de plein droit pour la fin de l'année au cours de laquelle survient l'événement en question.

Période de fonction

Art. 23 ¹ Les membres des commissions d'examen sont nommés pour la législature. Ils sont rééligibles. [51](#)

² Les vacances sont repourvues pour la fin de la période en cours.

Nombres de membres

Art. 24 ¹ La commission d'examen pour les professions de l'industrie et des arts et métiers comprend de cinq à sept membres.

² La commission d'examen pour les professions du commerce et de la vente comprend de sept à neuf membres.

³ Dans la mesure du possible, les associations et milieux professionnels concernés sont représentés d'une manière équitable.

Représentants de l'Etat

Art. 25 Le Gouvernement désigne dans chacune des commissions d'examen un représentant du Service de la formation professionnelle.

Président et vice-président

Art. 26 Les commissions d'examen désignent chacune leur président et vice-président respectifs.

Secrétariat

Art. 27 Le Service de la formation professionnelle assume le secrétariat des commissions d'examen. En accord avec la commission concernée, il peut confier cette tâche à un membre de cette dernière.

Attributions de la commission pour les professions de l'industrie et des arts et métiers

Art. 28 ¹ La commission pour les professions de l'industrie et des arts et métiers supervise les examens organisés par le Service de la formation professionnelle et veille à l'application correcte des dispositions réglementaires et des instructions. Elle répartit les visites d'examens entre ses membres.

² Elle propose les modifications à apporter dans l'organisation, les thèmes et le déroulement des examens.

³ Elle fait part de ses observations au Service de la formation professionnelle.

Attributions de la commission d'examen pour les professions du commerce et de la vente

Art. 29 ¹ La commission collabore avec le Service de la formation professionnelle à l'organisation des examens des professions du commerce et de la vente.

² Elle choisit les lieux d'examens, propose les experts au Service de la formation professionnelle et prend les dispositions nécessaires au bon déroulement des examens.

³ Pour les examens, elle utilise en premier lieu les épreuves élaborées par les associations ou milieux professionnels des branches concernées. Elle peut leur apporter des modifications ou élaborer elle-même d'autres thèmes en respectant le niveau des exigences.

⁴ Les membres de la commission répondent solidairement du bon déroulement de l'examen professionnel, du contrôle des travaux et de l'attribution des notes.

⁵ Elle détermine si le candidat a réussi l'examen.

Attributions en cas d'infraction

Art. 30 ¹ Les commissions d'examen se prononcent sur la gravité des infractions aux dispositions réglementaires et proposent les sanctions à appliquer au Service de la formation professionnelle.

² Elles proposent les dispositions à prendre envers les experts qui auraient enfreint leur devoir de fonction.

SECTION 9 : Experts

Eligibilité	<p>Art. 31 Peut être désignée en qualité d'expert toute personne qui dispose des qualifications et de l'expérience nécessaires, a si possible formé des apprentis et suivi un cours fédéral ou cantonal pour experts. Dans la mesure du possible, l'expert est titulaire du brevet ou de la maîtrise fédérale.</p>
Nomination	<p>Art. 32 ¹ D'entente avec les milieux professionnels intéressés, le Service de la formation professionnelle désigne un nombre suffisant d'experts par session d'examens.</p> <p>² Dans la mesure du possible, il procède à une répartition équitable entre employeurs et travailleurs.</p> <p>³ Sur proposition de la commission d'examen, du collège d'experts ou du coordinateur, il peut faire appel à des experts d'autres cantons.</p>
Récusation	<p>Art. 33 ¹ L'expert qui réalise un des motifs de récusation énumérés à l'article 39 du Code de procédure administrative³⁾ est tenu de se désister.</p> <p>² Sauf exception dûment justifiée, l'expert doit s'abstenir de participer à l'appréciation des travaux des candidats dont il assume la formation en qualité d'employeur ou de maître d'apprentissage.</p>
Mandat	<p>Art. 34 ¹ Le Service de la formation professionnelle fixe, d'entente avec le collège d'experts ou le coordinateur, le mandat de chacun des experts.</p> <p>² Le mandat peut comporter tout ou partie des tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) élaboration de thèmes d'examens; b) surveillance des examens; c) interrogations orales; d) correction des travaux; e) exécution de travaux administratifs ou autres en rapport direct avec le déroulement des examens. <p>³ L'expert peut se voir confier la responsabilité de l'organisation d'un centre d'examens regroupant les candidats de plusieurs métiers et utilisant des équipements communs.</p>

Attributions **Art. 35** Dans les limites de son mandat, l'expert apprécie les travaux et les interrogations orales des candidats et procède à leur notation conformément au barème en vigueur.

SECTION 10 : Indemnités

Indemnités **Art. 36** Les membres des commissions d'examen, les experts et les tiers appelés à exercer une fonction officielle dans le cadre des examens reçoivent les indemnités fixées par le Gouvernement et figurant en annexe à la présente ordonnance.

SECTION 11 : Contentieux

Opposition **Art. 37** Les décisions prises en vertu de la présente ordonnance sont sujettes à opposition.

Recours **Art. 38** Les décisions rendues sur opposition peuvent faire l'objet d'un recours au Département de l'Economie, puis auprès du Gouvernement qui statue en dernière instance.

Procédure **Art. 39** Les procédures d'opposition et de recours se déroulent conformément aux dispositions du Code de procédure administrative.

SECTION 12 : Dispositions finales

Abrogation **Art. 40** L'ordonnance du 6 décembre 1978 sur les examens de fin d'apprentissage est abrogée.

Entrée en vigueur **Art. 41** La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} mai 1993.

Delémont, le 20 avril 1993

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le chancelier : Sigismond Jacquod

Annexe

Indemnités aux membres des commissions d'examen et aux experts

		Indemnité journalière entière	Demi-indemnité journalière
I.	Indemnités journalières	Fr. 200.-- ⁴⁾	Fr. 100.-- ⁴⁾
II.	Autres indemnités		
	Taux horaire	Fr. 25.-- ⁴⁾	
	Perte de gain	Fr. 100.--	Fr. 50.--
	Nuitée y c. petit déjeuner	Fr. 100.--	
III.	Indemnité forfaitaire aux responsables des examens à poste accessoire		
	A chaque responsable de la coordination des travaux (coordinateur), une indemnité journalière supplémentaire par session d'examen (responsabilité accrue et travaux d'organisation supplémentaire)	Fr. 200.-- ⁴⁾	
IV.	Indemnité de séance		
	Tarif horaire	Fr. 25.-- ⁴⁾	
V.	Frais de déplacement		
	Voiture automobile, par km :	Fr. 0.65 ⁴⁾	
	Transports publics :	tarif 2 ^{ème} classe	
VI.	Entrée en vigueur		

La présente annexe entre en vigueur le 1^{er} mai 1993.

Delémont, le 20 avril 1993

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 413.11
- 2) RS 412.10
- 3) RSJU 175.1
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 27 avril 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. X de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Règlement concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure d'informatique de gestion (ESIG)

du 13 mars 2013

Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports,

vu l'ordonnance fédérale du 11 mars 2005 concernant les conditions minimales de reconnaissance des filières de formation et des études postdiplômes des écoles supérieures¹⁾,

vu l'article premier, alinéa 4, de l'arrêté du Parlement du 23 janvier 2002 portant création de l'Ecole supérieure jurassienne d'informatique de gestion²⁾,

vu l'article 90, alinéa 4, de la loi du 1^{er} octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue³⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Buts

Article premier ¹ L'Ecole supérieure d'informatique de gestion (dénommée ci-après : "l'Ecole") a pour but de dispenser l'enseignement théorique et pratique nécessaire à l'exercice des professions de l'informatique de gestion de niveau supérieur. Elle entretient des relations étroites avec l'environnement économique concerné.

² L'Ecole favorise la formation continue et le perfectionnement.

³ Elle est habilitée à assumer des mandats dans le cadre des travaux pratiques.

Terminologie

Art. 2 Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Organes

Art. 3 Les organes de l'Ecole sont :

- a) la direction de la division commerciale;
- b) la conférence des maîtres;

- c) la délégation des classes;
- d) la commission d'experts;
- e) la commission de la division commerciale.

Réglementation
interne

Art. 4 ¹ Les tâches des organes de l'Ecole sont précisées dans le règlement interne de l'Ecole validé par le Centre jurassien d'enseignement et de formation (CEJEF).

² La direction de la division peut, dans le cadre fixé par le présent règlement et le règlement interne de l'Ecole, adopter des directives concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Ecole ou précisant le déroulement des différentes étapes de la formation.

SECTION 2 : Etudes à l'Ecole supérieure d'informatique de gestion

Formations

Art. 5 ¹ L'Ecole comprend une voie de formation à plein temps sur deux ans ou à temps partiel sur quatre ans.

² Elle peut, avec l'accord du Département de la Formation, de la Culture et des Sports, exploiter en parallèle une filière en emploi, ouvrir des cours à option et postgrades ou des formations en rapport avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

³ La formation est organisée en modules qui contiennent plusieurs branches.

⁴ Les modules sont validés par l'octroi de crédits.

⁵ La direction de la division est compétente pour définir les aménagements organisationnels et les équivalences liés à la formation à temps partiel ou en emploi.

Accès aux
études

Article 6 Les cours s'adressent aux personnes disposant d'une bonne formation de base, désireuses d'acquérir des compétences en informatique de gestion en vue d'assumer des tâches à responsabilités dans l'économie et l'administration.

Etapes et plan
de la formation

Art. 7 ¹ La formation d'informaticien de gestion diplômé ES comprend les étapes suivantes :

- a) les cours de la 1^{ère} année;
- b) les ateliers de pratique de la 1^{ère} année;
- c) les cours de la 2^{ème} année;

- d) les ateliers de pratique de la 2^{ème} année;
- e) le stage en entreprise;
- f) le travail de diplôme.

² Le plan de formation, la grille horaire et l'organisation des stages en entreprise sont définis par la direction de la division sur la base du plan d'étude cadre fédéral.

Evaluation des
travaux des
étudiants

Art. 8 ¹ Les travaux personnels des étudiants, les travaux écrits et oraux des branches ainsi que les moyennes sont évalués et exprimés au moyen de notes chiffrées s'échelonnant de 1 à 6, 6 étant la meilleure note et 1 la plus mauvaise.

² Les notes sont arrondies au dixième et à une décimale.

³ Les critères définis pour l'acquisition des crédits sont fixés à l'article 11.

Branches sans
note

Art. 9 Pour les branches sans note, l'étudiant doit obtenir l'attestation qu'il a répondu aux exigences définies dans un cahier des charges initial.

Modules
a) Mode de
calcul

Art. 10 ¹ Les notes de branche sont la moyenne arithmétique simple des notes obtenues aux travaux et évaluations des connaissances effectués dans les branches du module.

² Les notes de branche pondérées résultent de la multiplication de la note de branche avec le facteur de pondération de la branche.

³ L'acquisition d'un module, respectivement des crédits correspondants, est déterminée sur la base de deux éléments, à savoir la moyenne des notes de branche pondérées et le taux de fréquentation des cours.

b) Détermination
des crédits

Art. 11 L'acquisition des crédits est établie selon le mode de calcul et les conditions ci-dessous :

- a) la moyenne des notes de branche du module doit être égale ou supérieure à 4;
- b) toutes les attestations des branches sans note du module ont été acquises;
- c) aucune note de branche du module n'est inférieure à 3;
- d) le taux de fréquentation pour chaque branche est de 80 % au minimum.

SECTION 3 : Conditions d'admission

Admission
définitive

Art. 12 Les titulaires d'une maturité professionnelle commerciale ou technique, d'une maturité gymnasiale avec option spécifique ou complémentaire "économie et droit" font l'objet d'une admission définitive.

Admission
provisoire

Art. 13 Les titulaires d'un certificat fédéral de capacité obtenu après un apprentissage de trois ans au moins, d'un certificat d'une école de commerce, d'une maturité différente de celles citées à l'article 12 ou d'un autre titre jugé équivalent par la direction de la division sont admis provisoirement à l'Ecole.

Titulaires de
diplômes dans
une langue
étrangère

Art. 14 Lorsque le candidat est titulaire d'un titre donnant accès à l'Ecole, avec admission définitive ou provisoire, obtenu dans une langue étrangère, il passe dans tous les cas un examen de français.

Conditions
d'admission
définitive

Art. 15 ¹ Pour les étudiants admis provisoirement, l'admission définitive est déterminée sur la base des résultats au terme du 1^{er} semestre sur les branches suivantes :

- a) comptabilité;
- b) mathématiques;
- c) français et communication;
- d) anglais et communication.

² L'admission définitive est acquise lorsque le candidat a obtenu une moyenne générale aux quatre branches précitées d'au moins 4, pas plus d'une note inférieure à 4 et aucune note inférieure à 3.

³ L'admission définitive est la condition pour la poursuite de la formation.

SECTION 4 : Promotion en 2^{ème} année

Branches et
modules de
promotion

Art. 16 Le suivi des branches, les résultats obtenus aux travaux écrits ou oraux ainsi que lors des travaux pratiques déterminent l'acquisition des crédits. Les modules regroupant les branches enseignées durant la 1^{ère} année qui entrent en considération pour la promotion sont les suivants :

- architectures matérielle et logicielle;
- gestion de données;
- bases de la programmation;
- projets informatiques;

- comptabilité financière;
- mathématiques;
- communication;
- branches instrumentales.

Organisation et déroulement

Art. 17 Au terme de la 1^{ère} année de formation, la récapitulation des crédits est établie sur la base des conditions décrites à l'article 11. La promotion ou les mesures de remédiation sont décidées par la direction de la division sur proposition du collège des maîtres.

Validité des crédits

Art. 18 La durée de validité des crédits pour la promotion en 2^{ème} année est de deux ans.

Promotion
a) Conditions

Art. 19 Pour la promotion en 2^{ème} année, l'étudiant doit obtenir 10 crédits au minimum.

b) Crédits non acquis

Art. 20 ¹ L'étudiant qui n'obtient pas le nombre de crédits nécessaires pour la promotion peut passer une remédiation dans les branches dont la moyenne se situe entre 3,0 et 3,9.

² Pour les branches dont la moyenne est inférieure à 3,0, l'étudiant doit répéter la branche, suivre à nouveau la totalité de l'enseignement de celle-ci et effectuer les évaluations concernées.

³ Les notes nouvellement acquises remplacent les anciennes.

c) Remédiation

Art. 21 ¹ La remédiation consiste en un examen écrit ou oral.

² Elle peut avoir lieu pour trois branches au plus et concerner deux modules au maximum.

³ La remédiation ne peut être passée qu'une seule fois par branche. La répétition de la branche ne donne plus droit à la remédiation.

SECTION 5 : Validation des modules de la 2^{ème} année en vue du stage en entreprise

Branches et modules de diplôme

Art. 22 Le suivi des branches, les résultats obtenus aux travaux écrits ou oraux ainsi que lors des travaux pratiques déterminent l'acquisition des crédits. Les modules regroupant les branches enseignées durant la 2^{ème} année qui entrent en considération pour la validation de la formation sont les suivants :

- systèmes et réseaux;
- systèmes de gestion de bases de données;
- approche objet;
- génie logiciel;
- développements web;
- organisation de l'entreprise;
- gestion d'entreprise;
- économie d'entreprise;
- gestion opérationnelle;
- spécialisations.

Organisation et déroulement

Art. 23 Au terme de la 2^{ème} année de formation, la récapitulation des crédits est établie sur la base des conditions décrites à l'article 11. La direction de la division, sur proposition du collège des maîtres, décide si l'étudiant est autorisé à commencer le stage ou s'il doit suivre des mesures de remédiation.

Validité des crédits

Art. 24 La durée de validité des crédits en vue du départ en stage est de deux ans.

Départ en stage et travail de diplôme
a) Conditions

Art. 25 Pour pouvoir réaliser le stage en entreprise et débiter son travail de diplôme, l'étudiant doit obtenir 10 crédits au minimum.

b) Crédits non acquis

Art. 26 Les articles 20 et 21 s'appliquent par analogie lorsque l'étudiant n'obtient pas le nombre de crédits nécessaires.

SECTION 6 : Stage, travail de diplôme et obtention du diplôme

Obtention du diplôme

Art. 27 ¹ Les conditions pour l'obtention du diplôme sont :

- a) obtenir la validation du stage en entreprise;

b) obtenir au minimum la note 4 au travail de diplôme.

² La vérification de ces conditions est effectuée au cours de l'examen final.

Stage en
entreprise

Art. 28 ¹ Le stage en entreprise, d'une durée minimale de neuf semaines, a pour but de mettre en pratique les connaissances et compétences acquises par l'étudiant.

² L'organisation et le suivi du stage sont du ressort de l'Ecole, qui collabore à cette fin avec un répondant désigné par l'entreprise.

³ La validation du stage s'appuie sur le rapport de suivi de stage établi conjointement par les répondants de l'Ecole et de l'entreprise, sur le bilan de stage rédigé par l'étudiant, ainsi que sur la présentation de ce bilan par l'étudiant au cours de l'examen final.

⁴ L'étudiant qui n'obtient pas la validation du stage doit refaire un stage dans les deux ans.

Travail de
diplôme

Art. 29 ¹ Le travail de diplôme permet de contrôler si, dans un cadre défini et dans un laps de temps limité, l'étudiant est capable de mener à chef un projet ou une étude d'une manière claire, rationnelle et conforme aux besoins de la pratique.

² Il est en principe réalisé durant le stage en entreprise. Le sujet du travail, proposé par l'étudiant, doit être validé par l'Ecole. La réalisation d'un travail de diplôme qui n'est pas en relation directe avec l'entreprise peut être autorisée.

³ Le travail de diplôme est examiné par deux experts, dont l'un externe à l'Ecole. Ceux-ci sont désignés par la direction de la division.

⁴ La note finale du travail de diplôme est calculée sur la base de l'évaluation du dossier remis par l'étudiant et de l'évaluation de la défense orale du travail.

Examen final

Art. 30 ¹ L'examen final permet de contrôler si l'étudiant a acquis les connaissances nécessaires à la pratique de la profession, ainsi que les compétences pour conduire un projet concret dans le domaine de l'informatique de gestion.

² Au cours de l'examen final, l'étudiant présente le bilan de son stage et procède à la défense orale de son travail de diplôme.

³ L'examen final est organisé par l'Ecole. Il est mené par deux experts au moins, dont l'un externe à l'Ecole.

Participation à l'examen final

Art. 31 ¹ L'examen final doit avoir lieu dans un délai de 12 mois à compter de l'obtention des crédits autorisant le départ en stage.

² A moins qu'elle ne soit dûment justifiée, en particulier par un certificat médical en cas de maladie ou d'accident, l'absence à l'examen est assimilée à un échec.

Fraude

Art. 32 Toute fraude ou tentative de fraude lors de la procédure de qualification entraîne l'exclusion immédiate du candidat. Ce dernier est réputé avoir échoué.

Echec au travail de diplôme

Art. 33 ¹ Si la note obtenue au travail de diplôme est inférieure à 4, les experts décident si le travail peut faire l'objet d'une remédiation ou si un nouveau travail doit être réalisé.

² En cas de réalisation d'un nouveau travail, une nouvelle période est fixée d'un commun accord entre la direction de la division et l'étudiant. La présentation du nouveau travail doit intervenir dans un délai de deux ans à partir de l'examen final.

³ Le travail de diplôme ne peut être répété qu'une seule fois.

SECTION 7 : Voies de droit, dispositions transitoires et finales

Voies de droit

Art. 34 Les décisions prises en vertu du présent règlement sont sujettes à opposition et à recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative⁴⁾.

Dispositions transitoires

Art. 35 ¹ Les évaluations et acquis obtenus par les étudiants avant l'entrée en vigueur du présent règlement font l'objet d'une reconnaissance d'équivalence par la direction de la division. Pour la suite de leur formation, le nouveau règlement est appliqué.

² Des décisions portant sur les équivalences sont prises en cas de changement du plan de formation.

³ L'ancien droit est applicable aux étudiants qui passeront l'examen final en automne 2013 et, le cas échéant, également en cas de répétition de l'examen.

Abrogation

Art. 36 Le règlement du 23 février 2004 concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure jurassienne d'informatique de gestion (ESIG) est abrogé.

Entrée en
vigueur

Art. 37 Le présent règlement prend effet le 1^{er} septembre 2012.

Delémont, le 13 mars 2013

DEPARTEMENT DE LA FORMATION,
DE LA CULTURE ET DES SPORTS

La Ministre : Elisabeth Baume-Schneider

- 1) RS 412.101.61
- 2) RSJU 413.323
- 3) RSJU 412.11
- 4) RSJU 175.1

Arrêté**portant approbation de la convention intercantonale du 26 mai 2011 sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)**

du 24 octobre 2012

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 37, 78, lettre c, et 84, lettre b, de la Constitution cantonale^{[1\)](#)},

vu l'article premier, alinéa 1, de la loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités, concordats et autres conventions^{[2\)](#)},

arrête :

Article premier La convention intercantonale du 26 mai 2011 sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) est approuvée.

Art. 2 Sont abrogés :

1. l'arrêté du 28 janvier 1998 portant approbation du concordat intercantonal du 9 janvier 1997 créant une Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO);
2. l'arrêté du 24 octobre 2001 portant approbation de la convention intercantonale créant une Haute école spécialisée santé-social de Suisse occidentale (HES-S2).

Art. 3 Le Gouvernement est autorisé à résilier la convention intercantonale du 31 mai 2001 relative à la Haute école de théâtre de Suisse romande (HETSR).

Art. 4 Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

Art. 5 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur³⁾ du présent arrêté.

Delémont, le 24 octobre 2012

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Corinne Juillerat
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

Annexe

Convention intercantonale sur la Haute école spécialisée de suisse occidentale (HES-SO)

du 26 mai 2011

Les cantons de Berne, de Fribourg, de Vaud, du Valais, de Neuchâtel, de Genève et du Jura,

vu les articles 48 et 63a de la Constitution fédérale du 18 avril 1999⁴⁾,

vu l'article 1a de la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les hautes écoles spécialisées (LHES)⁵⁾,

vu la convention du 9 mars 2001 entre les cantons de Fribourg, de Vaud, du Valais, de Neuchâtel, de Genève et du Jura, relative à la négociation, à la ratification, à l'exécution et à la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (la convention des conventions),

arrêtent :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Cantons
partenaires et
but général

Article premier ¹ Les cantons de Berne, Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève et Jura (ci-après : "les cantons partenaires") constituent pour une durée indéterminée la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO), conformément à la législation fédérale.

² La HES-SO développe et coordonne notamment ses activités de formation et de recherche au sein de ses hautes écoles ainsi que des écoles rattachées par des conventions particulières.

³ Elle contribue au développement social, économique et culturel des régions qui la composent.

Forme juridique
et siège

Art. 2 ¹ La HES-SO est un établissement intercantonal de droit public doté de la personnalité juridique.

² Elle est autonome dans les limites de la présente convention et de sa convention d'objectifs.

³ C'est une institution à but non lucratif.

⁴ Elle peut associer ou intégrer, par conventions particulières, des hautes écoles disposant de statuts spécifiques, notamment :

- la Haute école de théâtre de Suisse romande (HETSR);
- l'École d'ingénieurs de Changins;
- l'École hôtelière de Lausanne.

Ces hautes écoles sont financées selon des accords particuliers.

⁵ La HES-SO a son siège administratif à Delémont, dans la République et Canton du Jura.

Vision

Art. 3 ¹ La HES-SO se positionne comme un acteur reconnu du paysage suisse et international des hautes écoles.

² Elle contribue de manière significative au rayonnement de la Suisse occidentale par la qualité de ses prestations, par le haut niveau de compétences de ses diplômé-e-s et par l'excellence de son personnel.

Missions

Art. 4 ¹ La HES-SO dispense un enseignement de niveau tertiaire universitaire axé sur la pratique et qui s'inscrit prioritairement dans le prolongement d'une formation professionnelle de base.

² Les formations sont sanctionnées par un diplôme de bachelor et de master HES-SO. L'offre comprend également des études postgrades et du perfectionnement professionnel.

³ La HES-SO réalise des projets de recherche appliquée et de développement dont elle intègre les résultats à ses enseignements. Elle fournit des prestations à des tiers et assure les échanges avec les milieux de la pratique.

⁴ Elle encourage le transfert des connaissances et des technologies.

⁵ Pluridisciplinaire, elle est orientée vers l'innovation et la créativité.

⁶ Elle contribue à l'élargissement des connaissances et à leur mise en valeur au profit des étudiantes et étudiants et de la société.

⁷ Dans l'accomplissement de ses missions, elle veille à assurer un développement économique, social, écologique, environnemental et culturel durable.

⁸ Elle prend en compte le bilinguisme dans les cantons concernés.

CHAPITRE II : Relations entre les cantons et la HES-SO

Convention
d'objectifs

Art. 5 ¹ Les cantons concluent avec la HES-SO une convention d'objectifs quadriennale (ci-après : "la convention d'objectifs").

² La convention d'objectifs définit les missions HES et contient en particulier :

- a) les missions de la HES-SO et de ses hautes écoles ainsi que des hautes écoles au bénéfice d'une convention particulière;
- b) les axes de développement stratégiques majeurs [Enseignement et Recherche appliquée et Développement (Ra&D)];
- c) le portefeuille de produits offerts (formation de base; Ra&D);
- d) le plan financier et de développement (enveloppe globale assortie d'un engagement financier);
- e) les objectifs et leurs indicateurs de mesure.

³ La convention d'objectifs est signée par le Comité gouvernemental au nom des cantons, et par la Rectrice ou le Recteur au nom de la HES-SO.

⁴ La convention d'objectifs est déclinée en mandats de prestations entre le Rectorat, les responsables de domaine et les directions générales des hautes écoles ainsi que les organes responsables des hautes écoles bénéficiant d'une convention particulière. Ces mandats définissent notamment les missions ainsi que les portefeuilles de produits et de compétences en matière d'enseignement et de recherche.

Plan financier
et budget

Art. 6 ¹ Le plan financier et de développement, défini dans la convention d'objectifs, constitue une enveloppe globale dans les limites du droit des cantons partenaires.

² Les contributions des cantons au budget de la HES-SO sont soumises à l'approbation des cantons partenaires conformément à la procédure budgétaire de chaque canton.

Rapport de
gestion

Art. 7 ¹ Le comité gouvernemental établit chaque année un rapport de gestion, qui est transmis par les gouvernements aux parlements des cantons partenaires.

² Le rapport de gestion porte sur les objectifs stratégiques de la HES-SO et leur réalisation, l'évaluation des résultats de la convention d'objectifs, la planification financière pluriannuelle, le budget annuel et les comptes de la HES-SO.

Délégation de
compétences
normatives

Art. 8 Les cantons partenaires délèguent à la HES-SO la faculté d'édicter les règles de droit portant sur les aspects académiques nécessaires à son activité et à son fonctionnement.

Principe de
subsidiarité

Art. 9 Les compétences qui ne sont pas expressément attribuées à la HES-SO sont exercées par les autorités compétentes selon le droit cantonal ou intercantonal.

Contrôle inter-
parlementaire
(Commission
interparlemen-
taire)

Art. 10 ¹ Les règles de la convention intercantonale relative au contrôle parlementaire de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale⁶⁾, ainsi que le chapitre 4 de la convention relative à la participation des parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (Convention sur la participation des parlements, CoParl)⁷⁾ sont applicables au contrôle parlementaire coordonné de la HES-SO.

² La Commission interparlementaire est chargée du contrôle parlementaire coordonné de la HES-SO, et porte au moins :

- a) sur les objectifs stratégiques de l'institution et leur réalisation;
- b) sur la planification financière pluriannuelle;
- c) sur le budget annuel de l'institution;
- d) sur ses comptes annuels;
- e) sur l'évaluation des résultats obtenus par l'institution.

³ Elle est informée des éventuelles mesures de régulation des admissions.

CHAPITRE III : Principes de fonctionnement

Liberté
académique

Art. 11 La liberté de l'enseignement et de la recherche est garantie, dans les limites des devoirs inhérents aux différentes fonctions.

Équité

Art. 12 La HES-SO applique le principe d'équité dans son fonctionnement.

Égalité

Art. 13 La HES-SO promeut l'égalité des chances.

Participation

Art. 14 ¹ La participation des étudiantes et étudiants et des personnels des hautes écoles est garantie dans la HES-SO et dans les hautes écoles.

² Elle se concrétise notamment par la participation de représentantes et représentants de ces derniers au Conseil de concertation.

Propriété intellectuelle

Art. 15 ¹ Les hautes écoles sont titulaires des droits de propriété intellectuelle portant sur toutes les créations intellectuelles ainsi que les résultats de recherches obtenus dans l'exercice de leurs fonctions par les personnes ayant une relation contractuelle de travail avec ces dernières. Les droits d'auteur ne sont pas concernés par cette disposition.

² Les hautes écoles sont titulaires des droits d'utilisation exclusifs des logiciels que des personnes ayant des rapports de travail avec elles créent dans l'exercice de leur fonction. Les hautes écoles peuvent convenir avec les ayants droit de se faire céder les droits d'auteur sur les autres catégories d'œuvres.

³ Les hautes écoles assurent la protection et la valorisation des résultats de la recherche, notamment par des demandes de brevets et par leur exploitation commerciale directe ou l'octroi de licences. A défaut, dans un délai de 12 mois, les droits dont elles sont investies retournent aux personnes qui sont à l'origine des créations considérées.

⁴ Une indemnité équitable est versée à l'auteur de l'invention si l'exploitation de celle-ci engendre des bénéfices.

⁵ Les dispositions particulières prévues par les hautes écoles et les organes de financement de la recherche sont réservées.

⁶ Les droits sur les biens immatériels résultant de collaborations font l'objet de contrats spécifiques.

Qualité

Art. 16 ¹ La HES-SO garantit l'application des standards de qualité définis sur le plan national et international par les organes d'accréditation compétents.

² Sous la responsabilité du Rectorat, la HES-SO se dote d'un plan d'assurance qualité en vue des accréditations prévues par la législation fédérale.

Activités de contrôle et de gestion

Art. 17 ¹ La HES-SO met en place un système de contrôle interne (SCI).

² La HES-SO dispose d'un contrôle de gestion transversal habilité à consolider et établir les reportings, conduire toutes les analyses jugées nécessaires et faire des propositions d'améliorations.

CHAPITRE IV : Haute surveillance par l'autorité politique

Comité
gouvernemental
I. Rôle et
composition

Art. 18 ¹ Le Comité gouvernemental est l'organe de pilotage stratégique de la HES-SO.

² Il est composé du chef de département en charge du dossier HES de chaque canton partenaire. Plusieurs cantons partenaires peuvent se regrouper pour désigner un seul membre du Comité gouvernemental.

³ Les membres sont désignés selon la procédure cantonale ou intercantonale en vigueur.

II. Compétences

Art. 19 Le Comité gouvernemental a en particulier les compétences suivantes :

- a) définir la convention d'objectifs de la HES-SO sur la base des propositions émanant des cantons et du Rectorat de la HES-SO;
- b) adopter les plans financiers et de développement ainsi que les budgets et les comptes de la HES-SO;
- c) proposer aux conseillers d'État des cantons partenaires les règles de droit importantes nécessaires à l'activité et au fonctionnement de la HES-SO, notamment le règlement sur le personnel et le règlement sur les finances;
- d) créer et supprimer les domaines, les filières et les cycles d'études de la HES-SO;
- e) nommer la Rectrice ou le Recteur pour quatre ans renouvelables;
- f) nommer les membres du Conseil stratégique pour quatre ans renouvelables une fois;
- g) nommer les membres de la Commission de recours pour quatre ans renouvelables;
- h) confirmer l'équipe rectorale proposée par la Rectrice ou le Recteur;
- i) mandater pour quatre ans les organes de contrôle;
- j) représenter la HES-SO au sein des instances politiques des hautes écoles suisses;
- k) régler la régulation des admissions;
- l) arrêter les montants des taxes d'études;
- m) définir et conclure les conventions particulières associant ou intégrant des écoles disposant d'un statut spécifique.

III. Mode de
décision

Art. 20 ¹ Les décisions sont prises d'un commun accord.

² En principe, la Rectrice ou le Recteur assiste aux séances avec voix consultative.

³ Les membres du Comité gouvernemental ne peuvent pas être représentés.

IV. Fonctionnement

Art. 21 ¹ Le Comité gouvernemental se réunit aussi souvent que nécessaire, mais au minimum deux fois par an.

² La présidence et la vice-présidence sont assumées à tour de rôle pour deux ans successivement par chaque membre du Comité gouvernemental.

³ Pour le surplus, il s'organise lui-même et édicte ses règles de fonctionnement.

CHAPITRE V : Organes centraux

Organes

Art. 22 ¹ La HES-SO dispose des organes centraux suivants :

- a) le Rectorat;
- b) le Comité directeur;
- c) les Conseils de domaine;
- d) le Conseil de concertation.

² Les organes de la HES-SO sont assistés par des instances indépendantes de la HES-SO que sont le Conseil stratégique, la Commission de recours et les organes de contrôles.

a) Rectorat
I. Rôle,
composition
et ressources

Art. 23 ¹ Le Rectorat assure la direction de la HES-SO et sa représentation.

² Il est composé de la Rectrice ou du Recteur qui le préside, ainsi que de deux à quatre Vice-rectrices ou Vice-recteurs.

³ Les Vice-rectrices et Vice-recteurs sont désignés par la Rectrice ou le Recteur pour une durée de quatre ans renouvelables.

⁴ Le Rectorat dispose de services centraux pour réaliser ses tâches.

II. Compétences

Art. 24 Le Rectorat a les compétences suivantes :

- a) définir la stratégie globale de développement et veiller à sa mise en œuvre;

- b) prendre toutes les mesures utiles au développement commun des hautes écoles;
- c) organiser et coordonner la procédure d'accréditation institutionnelle de la HES-SO;
- d) élaborer le plan d'assurance qualité, assurer les contrôles de qualité ainsi que les évaluations internes;
- e) proposer les plans financiers et de développement et les budgets;
- f) mettre en œuvre la convention d'objectifs;
- g) établir les mandats de prestations y relatifs avec les domaines, les hautes écoles au bénéfice de conventions particulières;
- h) préavisier la nomination des directrices et directeurs généraux des hautes écoles des cantons/régions;
- i) nommer les responsables de domaines;
- j) approuver les politiques transversales qui concernent les domaines;
- k) approuver les règlements et plans d'études ainsi que les conditions d'admissions des cycles bachelors et masters;
- l) superviser et coordonner les activités des Conseils de domaine en promouvant l'interdisciplinarité et les collaborations entre ceux-ci;
- m) gérer les masters de la HES-SO;
- n) fixer le montant du fonds de recherche et d'impulsion dans le cadre du budget;
- o) signer les accords institutionnels entre la HES-SO et d'autres institutions;
- p) organiser et gérer le contrôle de gestion;
- q) mettre en place et faire appliquer le SCl.

b) Comité directeur
I. Rôle et composition

Art. 25 Le Comité directeur est composé des membres suivants :

- a) le Rectorat;
- b) les cinq directrices générales ou directeurs généraux des hautes écoles des cantons/régions partenaires;
- c) les responsables de domaine.

II. Fonctionnement

Art. 26 ¹ Le Comité directeur s'organise librement. Il est présidé par la Rectrice ou le Recteur.

² Le Comité directeur délibère valablement lorsque la majorité des votant-e-s sont présent-e-s.

³ Le Rectorat dispose d'une voix et vote par sa Rectrice ou son Recteur.

III. Compétences

Art. 27 ¹ Le Comité directeur contribue à assurer la relation entre les domaines, les hautes écoles des cantons/régions et le Rectorat.

² Le Rectorat saisit le Comité directeur de toute question touchant le fonctionnement des domaines et des hautes écoles des cantons/régions. Il sollicite en particulier son préavis sur :

- a) toutes les décisions du Comité gouvernemental;
- b) la stratégie globale de développement et la politique de formation, ainsi que la stratégie des domaines;
- c) le plan d'assurance qualité et le SCI;
- d) les politiques transversales qui concernant les domaines;
- e) les règlements et plans d'études et autres règlements cadres;
- f) le montant du fonds de recherche et d'impulsion;
- g) les règles de droits d'exécution nécessaires à l'activité et au fonctionnement de la HES-SO;
- h) les mandats de prestations liant le Rectorat aux domaines et aux hautes écoles des cantons/régions.

³ Les domaines et les hautes écoles des cantons/régions peuvent demander la médiation du Comité directeur sur toute question les opposant au Rectorat.

c) Domaines
I. Notion

Art. 28 Un domaine regroupe les filières de même type des différentes hautes écoles.

II. Conseils de
domaine

Art. 29 ¹ Un domaine est dirigé par un Conseil de domaine, notamment composé de membres des directions des hautes écoles concernées; il est présidé par un ou une responsable de domaine employé-e par la HES-SO.

² Compte tenu des spécificités de certains domaines, les charges de directions de domaine et d'une des hautes écoles peuvent être cumulées.

³ Chaque Conseil de domaine se dote d'un règlement d'organisation approuvé par le Rectorat.

III. Compétences
du Conseil de
domaine

Art. 30 Un Conseil de domaine a les compétences suivantes :

- a) proposer les règlements et les plans d'études des filières;
- b) proposer les règles d'admission dans les filières;
- c) organiser les masters sous la conduite du Rectorat;
- d) proposer au Rectorat une stratégie en matière de Ra&D et coordonner sa mise en œuvre en valorisant les compétences existantes dans les hautes écoles du domaine concerné;
- e) élaborer des programmes communs de collaborations internationales;
- f) proposer au Rectorat les mesures de communication communes aux domaines;
- g) statuer sur les admissions particulières sur préavis de la haute école;
- h) préavisier les nouveaux projets de bachelor concernant leur domaine;

- i) mettre en œuvre le mandat de prestations qui le lie au Rectorat.

IV. Conseil
participatif des
domaines

Art. 31 ¹ Chaque domaine se dote d'un conseil participatif composé de représentant-e-s du personnel d'enseignement et de recherche, du personnel administratif et technique et des étudiant-e-s élu-e-s par leurs pairs.

² Il est présidé par la ou le responsable de domaine et se prononce à titre consultatif sur les objets dont il est saisi.

³ Le conseil participatif est saisi notamment des projets de règlement et de plans d'études ainsi que des projets de développement du domaine en matière d'enseignement et de recherche.

V. Représenta-
tion

Art. 32 La ou le responsable de domaine représente le domaine auprès des instances nationales et internationales concernées.

d) Conseil de
concertation
I. Définition et
fonctionnement

Art. 33 ¹ Le Conseil de concertation est composé de 15 à 21 membres représentant les étudiantes et étudiants de la HES-SO et les personnels des hautes écoles élus par leurs pairs.

² Il s'organise lui-même par un règlement approuvé par le Comité gouvernemental.

³ Il peut former des commissions.

II. Attributions et
compétences

Art. 34 Le Conseil de concertation a les attributions suivantes :

- a) préaviser la convention d'objectifs;
- b) préaviser la stratégie de développement;
- c) préaviser le projet de budget de la HES-SO;
- d) préaviser les propositions touchant au statut du personnel et à celui des étudiant-e-s;
- e) adopter des résolutions sur toute question relative à la HES-SO;
- f) se prononcer sur les questions relatives aux intérêts généraux de la HES-SO et des hautes écoles;
- g) soumettre des propositions générales au Rectorat qui lui fait rapport;
- h) préaviser les objets qui lui sont soumis par les autres organes de la HES-SO.

e) Commission
de recours

Art. 35 ¹ Une commission de recours de trois membres désignés par le Comité gouvernemental connaît en deuxième instance des recours des candidat-e-s et étudiant-e-s.

² La loi fédérale sur la procédure administrative⁸⁾ est applicable.

f) Organes de contrôle

Art. 36 ¹ Le ou les organes de contrôle nommés par le Comité gouvernemental sont chargés d'effectuer :

- a) le contrôle des comptes du Rectorat et des hautes écoles;
- b) le contrôle de l'établissement de la comptabilité analytique du Rectorat et des hautes écoles.

² Le ou les organes de contrôle présentent un rapport annuel au Comité gouvernemental. La Commission interparlementaire est informée.

g) Conseil stratégique
I. Rôle et Composition

Art. 37 ¹ Le Conseil stratégique fait bénéficier la HES-SO d'une expérience et d'une expertise externe.

² Nommé par le Comité gouvernemental, il est composé de neuf à treize personnalités issues des milieux académiques, culturels, économiques, scientifiques et socio-sanitaires, représentant équitablement chaque canton/région partenaire et extérieures de la HES-SO.

³ Il s'organise lui-même. Il peut créer des commissions spécialisées.

⁴ La Rectrice ou le Recteur participe aux séances avec voix consultative.

II. Compétences

Art. 38 ¹ Le Conseil stratégique émet des recommandations relatives à la politique générale de la HES-SO, en particulier sur les objectifs stratégiques, les réseaux de compétence, les programmes de formation et de formation continue, les programmes de recherche et de développement et leur financement et les prestations de services.

² Il agit à la demande du Rectorat ou de sa propre initiative.

CHAPITRE VI : Hautes écoles

Hautes écoles
I. Missions et autonomie

Art. 39 ¹ Les hautes écoles sont situées dans les cantons/régions partenaires.

² Elles ont en charge les missions conférées par l'article 4 de la présente convention.

³ Les cantons/régions organisent librement les hautes écoles, dans les limites suivantes :

- a) ils leur garantissent l'autonomie nécessaire à leur fonctionnement et leur indépendance par rapport à leur administration cantonale;

- b) nommées par leurs autorités cantonales sur préavis du Rectorat, les directions générales des hautes écoles répondent directement devant le Rectorat de la réalisation du mandat de prestations HES-SO qui les lie à ce dernier.

II. Attributions et compétences

Art. 40 Les hautes écoles ont les attributions et compétences suivantes :

- a) fixer les objectifs locaux en matière de formation et de recherche conformément au mandat de prestations de la HES-SO;
- b) organiser et assurer les prestations (formation, recherche, prestations de services) qui leur seront confiées par le mandat de prestations et répondre de leur qualité;
- c) assurer le rayonnement des missions et leur communication, en valorisant leur appartenance à la HES-SO et leur identité régionale;
- d) assurer la réalisation des objectifs et la mise en œuvre des mandats de prestations qui les lient à la HES-SO et des missions qui leur sont conférées par les cantons/régions;
- e) nommer et gérer leurs personnels en veillant à la stricte application des dispositions communes édictées par la HES-SO et associer, dans la mesure du possible, le Conseil de domaines aux procédures de sélection du corps professoral (jurys ad hoc);
- f) conduire les activités de Ra&D;
- g) décider de l'ouverture et de la fermeture de filières de formation continue non financées par la HES-SO et répondre de leur qualité;
- h) développer et gérer les activités de prestations de services notamment au profit de leurs régions;
- i) initier puis assurer le développement des collaborations avec d'autres institutions au niveau cantonal/régional, national et international;
- j) prévoir, proposer et gérer sur le plan administratif et financier les budgets attribués ainsi que les ressources humaines, équipements et infrastructures placées sous leur responsabilité;
- k) mettre en œuvre et appliquer les décisions des organes de la HES-SO, en particulier s'agissant de l'application du système de contrôle interne (SCI) et de gestion par la qualité;
- l) se doter d'organes assurant la participation des étudiant-e-s et du personnel;
- m) mettre en œuvre le mandat de prestations qui les lie au Rectorat.

CHAPITRE VII : Étudiantes et étudiants

Définition

Art. 41 ¹ Sont étudiant-e-s les personnes immatriculées à la HES-SO.

² Dans la limite des capacités d'accueil, les hautes écoles peuvent accepter des auditrices ou auditeurs qui, sans être immatriculés, sont autorisés à suivre certains enseignements.

Admission	<p>Art. 42 ¹ Les conditions d'admission sont identiques pour une même filière.</p> <p>² Les hautes écoles en garantissent l'application. Elles soumettent les cas particuliers au Conseil du domaine concerné, qui statue.</p> <p>³ Les admissions peuvent être régulées en fonction des places de formation disponibles.</p>
Taxes et contributions aux frais	<p>Art. 43 ¹ La taxe d'études est arrêtée de façon à ce qu'elle soit socialement supportable et uniforme pour chaque filière et cycle de formation (bachelor, master).</p> <p>² Le montant des taxes d'études est harmonisé avec celui des autres hautes écoles spécialisées de Suisse.</p> <p>³ Des taxes d'études plus élevées peuvent être perçues de la part des étudiant-e-s dont le domicile est situé en dehors des cantons partenaires et pour lesquels aucun canton ou Etat ne verse de contribution compensatoire.</p> <p>⁴ Des contributions aux frais d'études peuvent être prélevées pour certaines prestations particulières.</p>
Formation et certification	<p>Art. 44 ¹ Les droits et obligations des étudiant-e-s sont réglementés par la HES-SO.</p> <p>² Les conditions de formation et de certification finales sont arrêtées par filière.</p>
Mobilité	<p>Art. 45 La mobilité des étudiant-e-s est encouragée au sein de la HES-SO, en Suisse et à l'étranger.</p>
Titres	<p>Art. 46 Les titres délivrés sont signés par la Rectrice ou le Recteur de la HES-SO et par un membre de la direction générale de la haute école concernée.</p>
Réclamation/ Recours	<p>Art. 47 ¹ La haute école prévoit une procédure de réclamation.</p> <p>² Les recours des candidat-e-s et des étudiant-e-s sont soumis en première instance à l'autorité compétente selon les dispositions normatives applicables à la haute école.</p>

CHAPITRE VIII : Personnels

I. Hautes écoles
publiques
a) Droit
applicable

Art. 48 ¹ Dans le but de renforcer la cohésion, d'assurer l'égalité de traitement et de favoriser le développement des compétences et la mobilité professionnelle des collaborateurs et collaboratrices des hautes écoles, la HES-SO édicte des règles communes concernant les qualifications à l'engagement, les fonctions ainsi que les missions des personnels d'enseignement et de recherche.

² Pour le surplus, les personnels restent soumis à leurs employeurs conformément au droit public des cantons/régions parties prenantes à la convention.

b) Participation
des personnels

Art. 49 ¹ Les personnels de l'enseignement et de la recherche participent à l'élaboration des dispositions communes par l'intermédiaire d'une commission statutaire équitablement composée des partenaires concernés.

² Les syndicats, cas échéant, sont associés aux travaux préparatoires.

Hautes écoles au
bénéfice d'une
convention
particulière

Art. 50 Les hautes écoles au bénéfice d'une convention particulière s'engagent, dans le cadre d'une convention passée avec la HES-SO, à appliquer à leur personnel les règles communes régissant les personnels des écoles publiques.

CHAPITRE IX : Dispositions financières

Gestion
financière et
autonomie
comptable

Art. 51 ¹ La gestion financière de la HES-SO est assurée par un système financier et comptable unifié et selon des procédures communes, transparentes, efficaces et efficientes.

² La HES-SO se dote d'une norme comptable uniforme, reconnue par les cantons, éventuellement adaptée à ses besoins spécifiques.

³ Le système comptable des hautes écoles est indépendant de la comptabilité cantonale.

⁴ Les hautes écoles enregistrent dans leurs comptes l'intégralité des charges et revenus, dépenses et recettes relatifs à leur exploitation, y compris ceux relatifs aux investissements.

⁵ Les hautes écoles tiennent une comptabilité analytique unifiée dont les modalités sont précisées dans un manuel de comptabilité analytique d'exploitation.

Ressources de la
HES-SO

Art. 52 ¹ Les ressources de la HES-SO proviennent essentiellement des contributions financières des cantons/régions contractants, des contributions fédérales et des participations financières des cantons non-membres de la HES-SO à teneur de l'accord intercantonal sur les hautes écoles spécialisées⁹⁾ ainsi que de tiers.

² Le montant des contributions financières des cantons, fixé par le Comité gouvernemental dans le cadre du plan financier quadriennal et sous réserve des compétences budgétaires des parlements cantonaux, est composé de trois parts :

- a) une contribution forfaitaire versée par les cantons/régions contractants (droit de codécision) représentant 5 % du total;
- b) une contribution versée par chaque canton/région contractant proportionnellement au nombre de ses étudiant-e-s dans la HES-SO (bien-public) représentant 50 % du total;
- c) une contribution versée par les cantons/régions sièges contractants proportionnellement au nombre d'étudiant-e-s qu'ils accueillent dans les hautes écoles sis dans le canton (avantage de site) représentant 45 % du total.

³ Les règles de répartition des contributions cantonales font l'objet d'un règlement détaillé, intégré à la convention d'objectifs quadriennale. Le Comité gouvernemental applique un plafond de financement du bien public des étudiant-e-s étranger-ère-s non-résident-e-s. Il est de 50 % par filière-site reconnue au-delà duquel le bien-public est à charge du canton/région concerné.

Ressources des
hautes écoles,
principes
généraux

Art. 53 Les ressources des hautes écoles sont les suivantes :

¹ Sommes perçues directement :

- a) taxes d'études et contributions aux frais d'études, payées par les étudiant-e-s;
- b) revenus des travaux de recherche et autres prestations à des tiers privés ou publics;
- c) dons et legs;
- d) autres produits de mécénat et sponsoring, régis par un règlement établi par la HES-SO.

² Sommes provenant de la HES-SO :

- a) montants liés au nombre d'étudiantes et étudiants, différenciés selon les filières d'études et les cycles de formation;
- b) autres montants liés aux missions HES.

³ Sommes provenant du canton/région siège de chaque haute école :

- a) les cantons/régions financent directement les hautes écoles qui ne couvrent pas leurs charges avec les produits des alinéas 1 et 2 en raison des conditions locales particulières;
- b) les cantons/régions peuvent financer directement les hautes écoles pour les activités de recherche et autres missions relevant de la stratégie cantonale;
- c) les financements prévus à l'alinéa 3, lettres a et b, sont annoncés aux budgets. Les versements opérés par les cantons/régions à ce titre font l'objet d'un rapport au Rectorat de la HES-SO et d'une mention dans les rapports aux comptes.

⁴ Les règles de détermination des montants versés aux hautes écoles au titre de l'alinéa 2, lettre a, font l'objet d'un règlement intégré à la convention d'objectifs quadriennale.

⁵ La liste exhaustive des conditions locales particulières et de leur mesure est établie et intégrée à la convention d'objectifs quadriennale.

⁶ Les cantons/régions peuvent autoriser leurs hautes écoles à créer des réserves.

Ressources des
hautes écoles,
modalités
particulières

Art. 54 Le supplément éventuel de taxes généré en application de l'article 43, alinéa 3, est restitué à la HES-SO en diminution du financement à charge des cantons/régions partenaires.

Financement du
fonds de
recherche et
d'impulsion

Art. 55 ¹ Le fonds de recherche et d'impulsion est financé dans le cadre des procédures budgétaires conformément aux dispositions édictées par le Comité gouvernemental. Le fonds est plafonné annuellement à 10% des charges totales de la HES-SO. Les montants non engagés peuvent être reportés sur les exercices suivants.

² Le Rectorat s'assure que la constitution et l'allocation des fonds de recherche et d'impulsion entre les domaines et les hautes écoles ne soient pas influencées par les financements cantonaux prévus à l'article 53, alinéa 3.

³ Les financements externes acquis à ce titre demeurent acquis à la HES-SO et à ses hautes écoles.

Formation
pratique

Art. 56 ¹ Le financement de la formation pratique est destiné à l'indemnisation appropriée des charges encourues pour le fonctionnement des stages et assurer la qualité de l'encadrement sur les lieux de stage.

² La formation pratique est financée dans le cadre de la procédure budgétaire. Les montants non engagés peuvent être reportés sur les exercices suivants.

³ L'utilisation du fonds de formation pratique est régie par voie réglementaire.

Biens
immobiliers et
investissements

Art. 57 ¹ Les droits de propriété des bâtiments ne sont pas modifiés par la présente convention.

² Les investissements, dont les équipements, sont à la charge des hautes écoles, des cantons ou, le cas échéant, de tiers en fonction des modalités de financement utilisées.

CHAPITRE X : Litiges

Litiges

Art. 58 ¹ Les cantons partenaires soumettent leurs litiges découlant de l'interprétation de l'application de la présente convention à l'arbitrage d'un tribunal formé de trois arbitres, pour autant qu'ils n'aient pas réussi à résoudre leurs différends par voie de conciliation.

² Chaque partie désigne un arbitre; les deux arbitres choisissent le troisième arbitre qui préside le tribunal. En cas de désaccord entre les parties, le président du tribunal arbitral est désigné par le président du tribunal supérieur du canton-siège de la HES-SO compétent en matière de droit administratif.

³ Le tribunal arbitral peut statuer en équité à défaut d'une base légale ou d'une règle de jurisprudence applicable. Il applique la procédure administrative du canton-siège de la HES-SO, sous réserve des dispositions impératives du Concordat du 27 mars 1969 sur l'arbitrage.

CHAPITRE XI : Durée et dénonciation

Durée

Art. 59 La présente convention est de durée indéterminée.

Évaluation

Art. 60 ¹ Le Comité gouvernemental invitera le Rectorat à procéder à une première évaluation de l'application de la convention dans un délai de quatre ans dès son entrée en vigueur.

² A réception de l'évaluation, le Comité gouvernemental invitera, cas échéant, le Rectorat à prendre, dans un délai de 12 mois, les mesures nécessaires à la bonne application de la convention.

Dénonciation

Art. 61 ¹ Chaque canton partenaire peut dénoncer la présente convention sur préavis donné quatre ans à l'avance pour le début d'une année académique. Pendant ce délai, les obligations financières des parties sont maintenues. La convention reste en vigueur pour les autres cantons signataires.

² Un canton ou groupe de cantons ne peut être libéré de ses obligations financières sans dénonciation préalable de la présente convention.

³ Les étudiant-e-s qui ont commencé leurs études avant la dénonciation formelle de la présente convention peuvent les achever conformément à la convention et à ses dispositions d'application.

CHAPITRE XII : Dispositions transitoires et finales

Reprise de la
législation
d'exécution

Art. 62 ¹ La législation d'exécution du concordat intercantonal du 9 janvier 1997 créant une Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) et de la Convention intercantonale du 6 juillet 2001 créant la Haute école spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2) est intégralement reprise.

² Il en va de même des droits et obligations contractés sous l'empire du concordat SO et de la convention S2.

³ Cas échéant, les modifications nécessaires de la législation d'exécution seront édictées au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de la convention par les organes compétents, selon la présente convention.

Adaptation des
législations
cantonales

Art. 63 Les cantons partenaires disposent d'un délai de deux ans dès l'entrée en vigueur de la présente convention pour adapter leur législation au nouveau droit et, cas échéant, les accords intercantonaux conclus entre eux.

Accords
spécifiques et
abrogation des
accords
intercantonaux
antérieurs

Art. 64 ¹ Sont abrogés dès l'entrée en vigueur de la présente convention :

- a) le concordat intercantonal du 9 janvier 1997 créant une Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO);
- b) la convention intercantonale du 6 juillet 2001 créant la Haute école spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2).

² Les cantons parties à la Convention des 31 mai et 27 septembre 2001 relative à la Haute école de théâtre de Suisse romande (HETSR) prennent l'engagement de la résilier selon les formes et dans les délais prévus par celle-ci.

Entrée en
vigueur

Art. 65 ¹ La présente convention est portée à la connaissance du Conseil fédéral.

² Elle entre en vigueur après son adoption par l'ensemble des cantons partenaires à la date fixée par le Comité gouvernemental.

Suivent les signatures

- 1) RSJU 101
- 2) RSJU 111.1
- 3) 1^{er} janvier 2013
- 4) RS 101
- 5) RS 414.71
- 6) RSJU 414.711
- 7) RSJU 111.190
- 8) RS 172.021
- 9) RSJU 414.72

Arrêté**portant approbation de la convention du 24 mai 2012 sur la Haute Ecole ARC Berne-Jura-Neuchâtel**

du 24 octobre 2012

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu la convention intercantonale du 26 mai 2011 sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)⁶⁾,

vu les articles 37, 78, lettre c, et 84, lettre b, de la Constitution cantonale¹⁾,

vu l'article premier, alinéa 1, de la loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités, concordats et autres conventions²⁾,

arrête :

Article premier La convention du 24 mai 2012 sur la Haute Ecole ARC Berne-Jura-Neuchâtel est approuvée.

Art. 2 L'arrêté du 21 avril 2004 portant approbation de la convention concernant la Haute Ecole ARC Berne-Jura-Neuchâtel est abrogé.

Art. 3 Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

Art. 4 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur³⁾ du présent arrêté.

Delémont, le 24 octobre 2012

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Corinne Juillerat
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

Annexe

Convention sur la Haute école ARC Berne-Jura-Neuchâtel

du 24 mai 2012

Les cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel,

vu les articles 48 et 63a de la Constitution fédérale du 18 avril 1999⁴⁾,

vu l'article premier de la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les hautes écoles spécialisées (LHES)⁵⁾,

vu la convention intercantonale sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) du 26 mai 2011⁶⁾,

vu la convention du 5 mars 2010 entre les cantons de Fribourg, de Vaud, du Valais, de Neuchâtel, de Genève et du Jura relative à la participation des Parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercatonales et des traités des cantons avec l'étranger (Convention sur la participation des Parlements, CoParl)⁷⁾,

arrêtent :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Cantons
signataires et
but général

Article premier ¹ Les cantons de Berne (pour la partie francophone), du Jura et de Neuchâtel (ci-après : "les cantons signataires") constituent pour une durée indéterminée la Haute école ARC (HE-ARC), conformément à la législation fédérale et intercantonale.

² Elle est une haute école de la HES-SO.

³ Elle contribue de manière significative au rayonnement et au développement durable des cantons qui la composent notamment par la promotion de projets novateurs, la qualité de ses prestations, le haut niveau de compétences de ses diplômé-e-s et l'excellence de son personnel.

Nature juridique
et autonomie

Art. 2 ¹ La HE-ARC est un établissement intercantonal de droit public doté de la personnalité juridique.

² Elle est autonome dans les limites de la convention intercantonale sur la HES-SO et de la présente convention, notamment dans le domaine de la recherche locale ainsi que de la formation postgrade et continue.

³ C'est une institution à but non lucratif.

⁴ La HE-ARC a son siège administratif à Neuchâtel.

Domaines

Art. 3 ¹ La HE-ARC est organisée en domaines.

² Un domaine est une unité d'enseignement et de recherche regroupant la ou les différentes filières qui y sont rattachées.

³ Il forme un tout du point de vue organisationnel et administratif. Il n'a pas la personnalité juridique.

⁴ Il ne peut pas se subdiviser en unités dotées d'une organisation autonome.

⁵ Dans son appellation, il doit faire apparaître son appartenance à la HE-ARC.

⁶ Les activités d'un domaine peuvent être réparties sur un ou plusieurs lieux d'activité.

Équilibre régional

Art. 4 Les lieux d'activité sont déterminés par le Comité stratégique qui en garantit l'implantation dans chacun des cantons signataires.

CHAPITRE II : Relations avec la HES-SO

Mandats et
contrat de
prestations

Art. 5 ¹ La HE-ARC met en œuvre les mandats de prestations prévus par la convention intercantonale sur la HES-SO et le contrat de prestations convenu avec le Comité stratégique.

² Dans ce cadre, elle fait usage de l'autonomie et de la marge de manœuvre dont elle dispose.

Subsidiarité

Art. 6 Les compétences qui ne sont pas expressément attribuées à la HES-SO ou à la HE-ARC sont exercées par les autorités compétentes selon le droit intercantonal ou cantonal.

Missions

Art. 7 ¹ La HE-ARC dispense un enseignement de niveau tertiaire universitaire axé sur la pratique et qui s'inscrit prioritairement dans le prolongement d'une formation professionnelle de base.

² La HE-ARC met en œuvre les missions que la convention intercantonale sur la HES-SO assigne à ses hautes écoles par les mandats de prestations ainsi que celles prévues par son contrat de prestations.

³ Dans ce cadre, elle assure un soutien particulier au développement économique, social et environnemental de la région formée par les cantons signataires.

CHAPITRE III : Relations entre les cantons et la HE-Arc

SECTION 1 : Dispositions générales

Contrat de prestations

Art. 8 ¹ Les cantons signataires concluent avec la HE-ARC un contrat de prestations quadriennal compatible avec la convention d'objectifs et les mandats de prestations prévus par la convention intercantonale sur la HES-SO.

² Le contrat de prestations définit notamment :

- a) les missions de la HE-ARC et de ses domaines;
- b) les axes de développements stratégiques, notamment dans la recherche ainsi que la formation postgrade et continue;
- c) le plan financier et de développement (enveloppe globale assortie d'un engagement financier);
- d) les objectifs et les indicateurs de mesure.

³ Le contrat de prestation est signé par le Comité stratégique au nom des cantons signataires et par la directrice ou le directeur général-e au nom de la HE-ARC.

Plan financier et de développement

Art. 9 ¹ Le plan financier et de développement, défini dans le contrat de prestations, constitue une enveloppe globale dans les limites du droit des cantons signataires. En cas de changements importants, les cantons signataires peuvent convenir d'un avenant au contrat de prestations.

² Le plan financier et de développement est établi dans le respect du chapitre X de la convention intercantonale sur la HES-SO et concerne les domaines d'activités dans lesquels la HE-ARC est compétente.

³ Les contributions des cantons au budget de la HE-ARC sont soumises à l'approbation des cantons signataires conformément à la procédure budgétaire propre à chaque canton.

Rapport de
gestion

Art. 10 ¹ Le Comité stratégique établit chaque année un rapport de gestion qui est transmis par les gouvernements aux parlements des cantons signataires.

² Il est transmis en même temps que le rapport de la Commission interparlementaire prévu à l'article 13 de la présente convention.

³ Le rapport de gestion porte sur les objectifs stratégiques de la HE-ARC et leur réalisation, l'évaluation des résultats du contrat de prestations, la planification financière pluriannuelle, le budget et les comptes annuels de la HE-ARC.

Délégation de
compétences
normatives

Art. 11 ¹ Les cantons signataires délèguent à la HE-ARC la possibilité d'édicter les règlements nécessaires à son activité et à son fonctionnement.

² L'article 8 de la convention intercantonale sur la HES-SO⁶⁾ demeure réservé.

SECTION 2 : Contrôle interparlementaire (Commission interparlementaire)

Rôle et
composition

Art. 12 ¹ Les cantons signataires créent une commission chargée du contrôle de gestion interparlementaire de la HE-ARC.

² Le chapitre IV de la convention du 5 mars 2010 sur la participation des Parlements⁴⁾ est applicable aux cantons signataires.

³ Chaque canton désigne cinq membres. Ils sont obligatoirement membres de la Commission interparlementaire HES-SO.

Compétences

Art. 13 ¹ La Commission interparlementaire HE-ARC est compétente pour examiner le rapport de gestion annuel du Comité stratégique prévu à l'article 10 de la présente convention avant qu'il ne soit porté à l'ordre du jour des Parlements des cantons signataires.

² Dans tous les cas, la Commission interparlementaire HE-ARC est compétente pour examiner :

- a) les objectifs stratégiques;
- b) le contrat de prestations;

- c) la planification pluriannuelle;
- d) le budget et les comptes de fonctionnement et d'investissement.

³ Elle établit un rapport écrit au moins une fois par an. Ce rapport est transmis aux parlements des cantons signataires.

Mode de
décision

Art. 14 ¹ La Commission interparlementaire HE-ARC prend ses décisions à la majorité des membres présents.

² Lorsqu'elle émet une recommandation à l'intention des Parlements concernés, le procès-verbal fait mention des résultats du vote au sein de chaque délégation cantonale.

Fonctionnement

Art. 15 ¹ La Commission interparlementaire HE-ARC se réunit aussi souvent que nécessaire mais au minimum deux fois par an.

² La séance inaugurale de la Commission interparlementaire HE-ARC est convoquée à l'initiative du bureau du Parlement neuchâtelois, qui fixe le lieu et l'heure de la réunion après avoir pris l'avis des bureaux des autres parlements. Il assure la présidence jusqu'à l'adoption du règlement prévu à l'alinéa 3 et à la désignation d'un-e président-e.

³ Pour le surplus, elle s'organise elle-même et édicte son règlement.

Représentation

Art. 16 ¹ Le Comité stratégique peut participer aux séances de la Commission interparlementaire HE-ARC. Dans ce cas, il est représenté par un de ses membres.

² Le Comité stratégique ne participe pas aux votes.

³ La Commission interparlementaire HE-ARC peut demander au Comité stratégique toute information et procéder avec son assentiment à des auditions.

CHAPITRE IV : Principes de fonctionnement

Principes

Art. 17 La HE-ARC met en œuvre les principes de fonctionnement qui lui sont assignés par la convention intercantonale sur la HES-SO ainsi que les principes spécifiques définis par la présente convention.

Participation

Art. 18 ¹ En application de l'article 14 de la convention intercantonale sur la HES-SO, la HE-ARC garantit la participation des étudiant-e-s ainsi que du personnel de la HE-ARC.

² A cet effet, la HE-ARC :

- a) met en place le Conseil du personnel;
- b) consulte les organismes représentant les étudiant-e-s, ainsi que le personnel sur toute question de portée générale les concernant;
- c) associe les étudiant-e-s à la vie des domaines.

³ En conformité à la convention intercantonale sur la HES-SO et à la présente convention, le Comité stratégique et la Direction générale déterminent dans un règlement l'étendue et les modalités de la participation des étudiant-e-s et du personnel de la HE-ARC.

Concertation

Art. 19 ¹ Afin d'assurer son ancrage régional et de stimuler l'innovation, la Direction générale de la HE-Arc peut mettre sur pied des groupes de concertation ad hoc pour traiter de thématiques spécifiques.

² Dans ce cadre, elle peut faire appel à des personnes externes bénéficiant d'une expérience et d'une expertise dans ces thématiques.

Collaboration

Art. 20 ¹ Au sein de la HES-SO, la HE-ARC participe aux efforts de collaboration, coordination et planification déployés dans l'espace de formation suisse et collabore activement avec les autres hautes écoles, en particulier celles de la HES-SO.

² Elle collabore également avec les institutions et les milieux professionnels concernés sur le plan régional, national et international.

³ Elle recherche et favorise la collaboration avec les institutions de l'espace transfrontalier et international de l'enseignement supérieur et de la recherche dans un but de complémentarité et d'émulation.

Qualité et
contrôle interne

Art. 21 ¹ En application de l'article 40, lettre k, de la convention intercantonale sur la HES-SO⁶⁾, la HE-ARC met en œuvre et applique les décisions des organes de la HES-SO concernant la gestion de la qualité et le système de contrôle interne (SCI).

² Pour les questions non réglées par la convention intercantonale sur la HES-SO, la HE-ARC se dote de ses propres standards et de son propre plan de qualité en tenant compte des normes existantes. Elle met en place un système de contrôle interne (SCI).

Propriété
intellectuelle

Art. 22 ¹ A l'exception des droits d'auteur sur les publications et les créations artistiques, la HE-ARC est titulaire des droits de propriété intellectuelle portant sur toutes les créations intellectuelles ainsi que les résultats de recherche obtenus dans l'exercice de leurs fonctions par les personnes ayant une relation contractuelle de travail avec la HE-ARC ainsi que dans le cadre de leurs études par les étudiant-e-s de la HE-ARC. Aux mêmes conditions, elle est titulaire des droits d'utilisation exclusifs portant sur les programmes informatiques (logiciels).

² La HE-ARC assure la protection et la valorisation des résultats de la recherche, notamment par des demandes de brevets et par leur exploitation commerciale directe ou l'octroi de licences.

³ Une indemnité équitable est versée à l'auteur de l'invention si l'exploitation de celle-ci engendre des bénéfices.

⁴ Les droits sur les biens immatériels résultant de collaborations font l'objet de contrats spécifiques.

⁵ Sous réserve des règles découlant de la convention intercantonale sur la HES-SO, les modalités applicables à la propriété intellectuelle font l'objet d'un règlement, notamment la valorisation des résultats de la recherche, la répartition et la cession des droits.

Mobilité

Art. 23 ¹ La HE-ARC promeut la mobilité nationale et internationale des étudiant-e-s et du personnel.

² Les modalités d'application sont fixées dans un règlement de la Direction générale.

Éthique et
déontologie

Art. 24 ¹ La HE-ARC se dote de règles d'éthique et de déontologie conformes à ses missions et se donne les moyens de veiller à leur respect.

² Les modalités d'application sont fixées dans un règlement de la Direction générale.

CHAPITRE V : Responsabilité civile de la HE-ARC

Responsabilité

Art. 25 ¹ La HE-ARC répond du dommage causé sans droit à un tiers par ses organes et son personnel dans l'exercice de leurs fonctions.

² La personne lésée n'a aucune action envers la personne fautive.

³ Lorsque la HE-ARC est tenue de réparer le dommage causé sans droit, elle dispose d'une action récursoire contre la personne fautive, même après la cessation des rapports de service, si elle a agi intentionnellement ou par négligence grave. L'action récursoire se prescrit par un an dès le jour où la responsabilité de la HE-ARC a été établie.

⁴ Le personnel répond envers la HE-ARC du dommage qu'il lui cause en violant intentionnellement ou par négligence grave les devoirs de sa fonction.

⁵ Au surplus, la législation neuchâteloise sur la responsabilité des collectivités publiques et de leurs agents est applicable par analogie.

CHAPITRE VI : Organisation de la HE-ARC

SECTION 1 : Dispositions générales

Organes et subdivisions

Art. 26 ¹ Les organes de la HE-ARC sont :

- a) le Comité stratégique;
- b) la Direction générale.

² Les organes consultatifs de la HE-ARC sont :

- a) le Conseil du personnel;
- b) les groupes de concertation ad hoc.

³ Les unités d'enseignement et de recherche de la HE-ARC sont regroupées en domaines et dirigées par une directrice ou un directeur de domaine.

SECTION 2 : Comité stratégique

Rôle et composition

Art. 27 ¹ Le Comité stratégique est l'autorité de pilotage de la HE-ARC et exerce la haute surveillance politique dans les limites de l'autonomie conférée par la convention intercantonale sur la HES-SO.

² Il est composé de la cheffe ou du chef de département en charge du dossier HE-ARC de chaque canton signataire.

³ Les membres sont désignés selon la procédure cantonale en vigueur.

⁴ A titre exceptionnel, les membres peuvent se faire représenter par une personne compétente de leur département. La représentation est en revanche exclue au Comité gouvernemental de la HES-SO.

Compétences

Art. 28 Le Comité stratégique a en particulier les compétences suivantes :

- a) représenter les intérêts de la HE-ARC;
- b) désigner un de ses membres pour représenter la HE-ARC et les cantons signataires au Comité gouvernemental de la HES-SO;
- c) définir le contrat de prestations de la HE-ARC, y compris les objectifs stratégiques, sur la base des propositions de la Direction générale;
- d) adopter les plans financiers et de développement ainsi que les budgets et les comptes de la HE-ARC;
- e) définir les modalités de financement des investissements;
- f) décider de l'affectation ou de la restitution de l'éventuel excédent positif;
- g) créer et supprimer les lieux d'activité de la HE-ARC;
- h) adopter les règlements qui lui sont dévolus selon la présente convention;
- i) engager la directrice ou le directeur général-e avec le préavis du Rectorat de la HES-SO, ainsi que les directrices ou directeurs de domaine sur proposition de la directrice ou du directeur général-e;
- j) désigner le ou les organes de contrôle selon l'article 40 de la présente convention;
- k) mandater la Direction générale pour qu'elle mette sur pied un groupe de concertation ad hoc sur un objet particulier;
- l) assumer les autres compétences qui lui sont attribuées par la présente convention ou les déléguer à la Direction générale.

Mode de décision

Art. 29 ¹ Les décisions sont prises d'un commun accord.

² En principe, la directrice ou le directeur général-e assiste aux séances avec voie consultative.

Fonctionnement

Art. 30 ¹ Le Comité stratégique se réunit aussi souvent que nécessaire mais au minimum deux fois par an.

² Pour le surplus, il s'organise lui-même et édicte son règlement.

SECTION 3 : Direction générale

Rôle et
composition

Art. 31 ¹ La directrice ou le directeur général-e dirige la HE-ARC en concertation avec les autres membres de la Direction générale. Pour ce faire, elle ou il dispose de services centraux.

² Dans le cadre de la présente convention et de la convention intercantonale sur la HES-SO, la Direction générale veille en particulier à :

- a) encourager la mise en œuvre de projets innovateurs et transversaux entre ses différents domaines et assurer leur coordination;
- b) favoriser le transfert de technologies en relation avec les activités de recherche et de développement.

³ Elle est composée de la directrice ou du directeur général-e, des directrices ou directeurs de domaine, de la secrétaire ou du secrétaire général-e et de la ou du responsable du service des finances.

⁴ Le règlement de la Direction générale détermine les fonctions des services centraux dont les responsables participent aux séances de la Direction générale avec voix consultative.

Compétences de
la directrice ou
du directeur
général-e

Art. 32 La directrice ou le directeur général-e a les compétences suivantes :

- a) représenter et valoriser la HE-ARC auprès de la HES-SO, en particulier au niveau du Comité directeur;
- b) initier et signer les accords entre la HE-ARC et d'autres institutions de niveau régional, national et international selon le règlement de la Direction générale;
- c) proposer au Comité stratégique l'engagement des directrices ou des directeurs de domaines;
- d) fixer les orientations stratégiques et assurer en dernier ressort la gestion générale des ressources humaines ainsi que veiller à l'attractivité de l'activité professionnelle de la HE-ARC;
- e) décider de l'organisation des services centraux et engager le personnel nécessaire;
- f) gérer sur le plan administratif et financier les budgets attribués, les équipements et les infrastructures des services centraux;
- g) assumer les autres compétences qui lui sont attribuées par la présente convention.

Compétences
de la Direction
générale

Art. 33 La Direction générale a les compétences suivantes :

- a) proposer le contrat de prestations, y compris les objectifs stratégiques au Comité stratégique;

- b) mettre en œuvre le contrat de prestations convenu avec le Comité stratégique et les mandats de prestations convenus avec la HES-SO;
- c) mettre en œuvre l'ensemble des objectifs stratégiques qui lui sont assignés;
- d) mettre en œuvre les décisions du Comité stratégique et des organes de la HES-SO;
- e) définir sa stratégie de communication;
- f) initier et signer des accords entre la HE-ARC et d'autres institutions de niveau régional, national et international selon son règlement;
- g) prendre toutes les mesures utiles au développement de la HE-ARC, de ses domaines et de ses lieux d'activité, le cas échéant par le biais de règlements;
- h) proposer les plans financiers et de développement ainsi que les budgets annuels;
- i) gérer sur le plan administratif et financier les budgets attribués, les équipements et les infrastructures;
- j) décider de l'allocation interne des ressources;
- k) établir les comptes annuels;
- l) élaborer le rapport de gestion et le soumettre au Comité stratégique;
- m) gérer sur le plan opérationnel et engager le personnel de la HE-ARC;
- n) proposer le statut du personnel, le règlement du personnel et le règlement des finances au Comité stratégique;
- o) organiser et gérer le contrôle de gestion, notamment mettre en place et appliquer le système de contrôle interne (SCI);
- p) mettre en place et appliquer le plan d'assurance qualité;
- q) mettre sur pied des groupes de concertation ad hoc et établir leur mandat;
- r) mettre en œuvre toute autre politique ou procédure découlant de la convention sur la HES-SO;
- s) édicter son règlement d'organisation;
- t) assumer les autres compétences qui lui sont attribuées par la présente convention.

Fonctionnement **Art. 34** ¹ La Direction générale est présidée par la directrice ou le directeur général-e.

² La Direction générale préavise tous les objets qui relèvent de sa compétence. La décision finale appartient à la directrice ou au directeur général-e.

³ Au surplus, elle s'organise librement et édicte son règlement. Elle peut déléguer aux directrices ou directeurs de domaine certaines compétences, notamment en matière réglementaire.

SECTION 4 : Conseil du personnel

Composition **Art. 35** ¹ Le Conseil du personnel est composé de onze à quinze membres représentant le personnel élus par leurs pairs.

² Les enseignantes et les enseignants de chaque domaine, les assistantes et les assistants, le personnel administratif et le personnel technique sont représentés par un membre au moins au sein du Conseil du personnel.

Compétences **Art. 36** Le Conseil du personnel a les compétences suivantes :

- a) émettre un préavis sur les questions liées aux conditions de travail et de rémunération de la HE-ARC;
- b) participer à l'adoption du statut du personnel selon les modalités définies par la Direction générale;
- c) émettre un préavis ou faire des propositions sur toute autre question de portée générale intéressant le personnel.

Fonctionnement **Art. 37** Le Conseil du personnel s'organise lui-même sur la base d'un règlement approuvé par le Comité stratégique.

SECTION 5 : Groupes de concertation ad hoc

Rôle et composition **Art. 38** ¹ Chaque fois qu'elle le juge nécessaire ou à la demande du Comité stratégique, la Direction générale peut mettre sur pied des groupes de concertation ad hoc chargés d'examiner des questions en relation avec la politique générale de la HE-ARC.

² Ces groupes de concertation ad hoc se composent de personnes issues des milieux intéressés par les activités de la HE-ARC.

Compétences **Art. 39** Les groupes de concertation ad hoc émettent des recommandations à l'intention de la Direction générale conformément au mandat qui leur est attribué.

SECTION 6 : Organes de contrôle

Art. 40 ¹ Le ou les organes désignés par le Comité gouvernemental de la HES-SO sont chargés du contrôle de la comptabilité financière et analytique de la HE-ARC.

² Le Comité stratégique désigne l'organe de contrôle chargé d'effectuer le contrôle des activités de la HE-ARC non couvertes par l'alinéa premier. Dans la mesure du possible, il désigne l'un des organes de contrôle de la HES-SO.

CHAPITRE VII : Étudiant-e-s

Renvoi au droit
intercantonal

Art. 41 Les aspects académiques, notamment les conditions d'admission, d'études et d'examens, sont régis par la convention intercantonale sur la HES-SO.

Compétence
résiduelle

Art. 42 ¹ Dans la mesure où les règles régissant la HES-SO restent muettes ou incomplètes par rapport à une question particulière qui exige une réglementation, il incombe à la Direction générale de l'édicter.

² La Direction générale peut déléguer sa compétence, notamment en matière d'examens, aux directrices ou directeurs de domaine.

CHAPITRE VIII : Personnel

Art. 43 ¹ Sous réserve des règles communes édictées par la HES-SO concernant le personnel de l'enseignement et de la recherche, le statut du personnel de la HE-ARC est approuvé par le Comité stratégique sur la base des propositions de la Direction générale. Les articles 18 et 36 de la présente convention demeurent réservés.

² La Direction générale peut déléguer sa compétence en matière d'engagement de personnel aux directrices ou directeurs de domaine.

³ Les modalités de la procédure d'engagement sont définies dans le statut du personnel.

CHAPITRE IX : Médiation et protection contre le harcèlement

Art. 44 ¹ La Direction générale met en place un dispositif de médiation et de protection contre le harcèlement pour ses employé-e-s et ses étudiant-e-s.

² Le chapitre XI de la présente convention, le statut du personnel et le règlement des études demeurent réservés.

CHAPITRE X : Dispositions financières

SECTION 1 : Principes applicables aux contributions financières des cantons signataires

Application de la convention intercantonale sur la HES-SO

Art. 45 ¹ Les cantons signataires assurent le financement de la HE-ARC en s'acquittant des contributions dues en vertu de la convention intercantonale sur la HES-SO.

² Demeurent réservées les règles particulières applicables à la prise en charge du montant des charges non couvertes par les revenus et des investissements de la HE-ARC selon l'article 47.

Répartition de la contribution payée à la HES-SO

Art. 46 ¹ La contribution payée à la HES-SO par les cantons signataires pour les étudiant-e-s envoyé-e-s et accueilli-e-s est répartie sur la base définie dans la convention intercantonale sur la HES-SO. La répartition de cette contribution entre les cantons signataires peut faire l'objet d'un règlement particulier intégré au contrat de prestations quadriennal.

² Le droit de codécision des cantons signataires dans la convention HES-SO est réparti entre les cantons signataires en parts égales.

Répartition de la contribution complémentaire payée à la HE-Arc et des charges d'infrastructure

Art. 47 ¹ Si nécessaire, une contribution complémentaire est payée directement à la HE-ARC par les cantons signataires afin de financer les éventuels excédents de charges.

² La clé de répartition est fixée de la manière suivante : 60 % pour le Canton de Neuchâtel, 20 % pour le Canton du Jura et 20 % pour le Canton de Berne.

Excédent positif

Art. 48 ¹ En cas d'excédent positif, le Comité stratégique peut en tout ou partie :

- a) l'affecter à un fonds visant à compenser les fluctuations d'étudiant-e-s lors d'un exercice postérieur ou à un fonds destiné à financer des investissements d'équipements ou d'infrastructure ou tout autre projet de développement de la HE-ARC; et/ou
- b) le restituer aux cantons signataires proportionnellement à leur contribution financière durant l'exercice concerné.

² Les modalités d'affectation sont déterminées par le Comité stratégique.

Allocation de
ressources
directes

Art. 49 Le Comité stratégique peut également décider d'allouer des ressources directes à la HE-ARC pour la recherche et le développement ainsi que pour développer et gérer des prestations de services contribuant au rayonnement régional de cette dernière.

SECTION 2 : Principes applicables à la gestion financière de la HE-ARC

Gestion
financière et
autonomie
comptable

Art. 50 La gestion financière de la HE-ARC est assurée par un système financier et comptable unifié et selon des procédures communes, transparentes, efficaces et efficientes sous réserve de la réglementation prévue par la convention intercantonale sur la HES-SO.

Ressources de
la HE-Arc

Art. 51 Les ressources de la HE-ARC sont les suivantes :

Sommes perçues directement :

- a) les taxes d'études et contributions aux frais d'études payées par les étudiant-e-s;
- b) revenus des travaux de recherche et autres prestations à des tiers privés ou publics;
- c) les dons et legs;
- d) les autres recettes, telles que les produits de mécénat et de parrainage régis par un règlement de la Direction générale, en faveur de la HE-ARC.

Somme provenant de la HES-SO :

- a) montants liés au nombre d'étudiant-e-s, différencié selon les filières d'études et les cycles de formation; autres montants liés aux missions HES.

Sommes provenant du canton / région de la HE-ARC :

- a) les cantons / régions financent directement la HE-ARC si celle-ci ne couvre pas ses charges avec les produits / revenus en raison des Conditions Locales Particulières;
- b) les cantons / régions financent directement la HE-ARC pour les activités de recherche et autres missions relevant de la stratégie cantonale.

SECTION 3 : Biens immobiliers et investissements

Art. 52 ¹ Les droits de propriété des bâtiments ne sont pas modifiés par la présente convention. Elle n'exclut pas que la HE-ARC acquière des immeubles en propriété.

² La HE-ARC est propriétaire de ses équipements et les investissements les concernant sont à sa charge. Les investissements immobiliers peuvent être à la charge de la HE-ARC pour les immeubles dont elle est propriétaire.

³ Les modalités de financement et d'amortissements sont déterminées par le Comité stratégique.

CHAPITRE XI : Contentieux

SECTION 1 : Contentieux concernant les étudiant-e-s

Art. 53 ¹ Les décisions de la HE-ARC concernant les candidat-e-s et les étudiant-e-s sont sujettes à réclamation. C'est une condition préalable à la procédure de recours prévue à l'alinéa 3.

² La réclamation motivée est adressée par écrit à l'autorité qui l'a rendue dans les trente jours dès sa notification. La procédure de réclamation est gratuite. Au surplus, la procédure administrative neuchâteloise est applicable par analogie.

³ Les candidat-e-s, ainsi que les étudiant-e-s HES-SO peuvent recourir, en première instance, auprès de la Commission de recours HE-ARC. La procédure administrative neuchâteloise est applicable pour la procédure de recours devant la Commission de recours HE-ARC.

⁴ Les candidat-e-s ainsi que les étudiant-e-s HES-SO peuvent attaquer en deuxième instance les décisions rendues par la Commission de recours HE-Arc auprès de la Commission de recours prévue par la convention intercantonale sur la HES-SO.

SECTION 2 : Contentieux concernant les rapports de travail

Autorité de
première
instance

Art. 54 ¹ Les litiges qui opposent les membres du personnel à la HE-ARC en tant qu'employeur sont traités en premier lieu par la Commission de recours HE-ARC.

² La procédure administrative neuchâteloise est applicable.

Autorité de
recours

Art. 55 ¹ Un recours peut être interjeté contre les décisions de la Commission de recours HE-ARC auprès de la Cour de droit public du Tribunal cantonal.

² La procédure administrative neuchâteloise est applicable.

SECTION 3 : Commission de recours HE-ARC

Composition

Art. 56 ¹ La commission de recours HE-ARC est composée de trois membres titulaires issus des trois cantons signataires et de deux membres suppléants nommés par le Comité stratégique.

² La Commission se constitue elle-même. Elle désigne sa présidente ou son président et sa vice-présidente ou son vice-président. Elles ou ils doivent disposer d'une formation juridique.

³ La période de fonctionnement, renouvelable, est de quatre ans.

⁴ Le Comité stratégique nomme également un greffier ou une greffière, ainsi que son suppléant ou sa suppléante.

Siège

Art. 57 Le siège de la Commission de recours HE-ARC est au siège de la HE-ARC.

Fonctionnement

Art. 58 Sous réserve de la procédure administrative neuchâteloise, le Comité stratégique fixe par règlement le fonctionnement de la Commission de recours HE-ARC.

CHAPITRE XII : Arbitrage

Art. 59 ¹ Les cantons signataires soumettent leurs litiges découlant de l'interprétation et de l'application de la présente convention à l'arbitrage d'un tribunal formé de trois arbitres, pour autant qu'ils n'aient pas réussi à résoudre leur différend par voie de conciliation.

² Chaque partie désigne un arbitre. Les deux arbitres choisissent le troisième qui préside le Tribunal. Il ou elle doit être juriste.

³ En cas de désaccord entre les parties, la présidente ou le président du Tribunal arbitral est désigné-e par la présidente ou le président du Tribunal administratif du Canton de Neuchâtel.

⁴ Le Tribunal arbitral peut statuer selon l'équité à défaut d'une base légale ou d'une règle de jurisprudence applicable.

⁵ Le Tribunal arbitral applique la procédure administrative neuchâteloise, sous réserve des dispositions impératives du Concordat du 27 août 1969 sur l'arbitrage. Il peut proposer une convention d'arbitrage aux parties.

⁶ Les cantons signataires sont liés par la décision motivée rendue par le Tribunal arbitral.

CHAPITRE XIII : Durée, évaluation, dénonciation

SECTION 1 : Durée

Art. 60 La durée de la présente convention est indéterminée.

SECTION 2 : Évaluation

Art. 61 ¹ Le Comité stratégique invitera la Direction générale à procéder à une première évaluation de l'application de la convention dans un délai de quatre ans dès son entrée en vigueur.

² Sur la base du rapport d'évaluation, le Comité stratégique invitera, le cas échéant, la Direction générale à prendre les mesures nécessaires dans les douze mois.

³ Le Comité stratégique veille à la coordination des évaluations avec celles de la HES-SO.

SECTION 3 : Dénonciation

Délai et forme de la dénonciation

Art. 62 Les cantons partenaires peuvent dénoncer la présente convention sur préavis écrit donné quatre ans à l'avance pour le début d'une année académique.

Conséquences de la dénonciation

Art. 63 ¹ Pendant ce délai, les obligations financières des cantons sont maintenues.

² La convention reste en vigueur tant que deux cantons en font partie.

³ Les étudiant-e-s du canton ayant dénoncé la convention qui ont commencé leurs études avant la dénonciation écrite de la présente convention peuvent les achever conformément à la convention et à ses dispositions d'application.

Poursuite des
activités

Art. 64 ¹ Si la convention est dénoncée par deux cantons au moins, les parties engagent des pourparlers afin de régler la poursuite des activités de la HE-ARC par voie de convention.

² En cas d'échec des pourparlers, les cantons signataires désignent la ou le commissaire qui est chargé-e d'assurer la poursuite des activités de la HE-ARC tant que les cantons signataires n'auront pas trouvé une entité reprenant ces activités. En cas de désaccord, la présidente ou le président de la Cour de droit public du Tribunal cantonal désigne la ou le commissaire.

³ Dans ce cas, les obligations financières des cantons signataires subsistent malgré la dénonciation jusqu'à la reprise des activités de la HE-ARC par une ou plusieurs autres entités.

CHAPITRE XIV : Dispositions transitoires et finales

Reprise de la
législation
d'exécution

Art. 65 ¹ La législation d'exécution de la convention du 14 octobre 2003 concernant la Haute école ARC Berne-Jura-Neuchâtel est intégralement reprise.

² Il en va de même des engagements, droits et obligations contractés sous l'empire de ladite convention.

³ La législation d'exécution sera adaptée si nécessaire dans un délai de trois ans après l'entrée en vigueur de la convention par les organes compétents selon la présente convention.

Adaptation des
législations
cantonales

Art. 66 Les cantons signataires disposent d'un délai de deux ans dès l'entrée en vigueur de la présente convention pour adapter si nécessaire leur législation.

Résiliation de
la convention
intercantonale
antérieure

Art. 67 L'approbation de la présente convention par le Comité stratégique vaut, le cas échéant, dénonciation de la convention du 14 mars 2003 concernant la Haute école ARC Berne-Jura-Neuchâtel.

Entrée en
vigueur

Art. 68 La présente convention entrera en vigueur après son adoption par l'ensemble des cantons signataires à la date fixée par le Comité stratégique.

Suivent les signatures

- 1) RSJU 101
- 2) RSJU 111.1
- 3) 1^{er} janvier 2013
- 4) RS 101
- 5) RS 414.71
- 6) RSJU 414.71
- 7) RSJU 111.190

Ordonnance portant exécution de la loi visant à encourager les activités physiques et le sport

du 18 décembre 2012

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 36 de la loi du 17 novembre 2010 visant à encourager les activités physiques et le sport^{[1](#)},

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Objet **Article premier** La présente ordonnance a pour but de mettre en œuvre la loi visant à encourager les activités physiques et le sport.

Terminologie **Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Section 2 : Tâches de l'Office des sports en matière d'activités offertes au public, d'installations et de manifestations sportives

Activités organisées par l'Office des sports **Art. 3** ¹ L'Office des sports organise des cours et des activités sportives visant à contribuer au bien-être et au maintien de la santé de l'ensemble de la population.

² Il peut également soutenir des organisations à but non lucratif qui poursuivent le même but.

Inventaire des installations sportives **Art. 4** L'Office des sports dresse et tient à jour un inventaire, accessible au public, des installations sportives sises dans le Canton, qui sert de base à la planification de celles-ci.

Manifestations **Art. 5** ¹ L'Office des sports soutient les organisateurs de manifestations sportives par des conseils, notamment en matière administrative, logistique et de sécurité.

² En fonction de l'ampleur de la manifestation et des moyens disponibles, il peut, indépendamment d'un éventuel soutien financier, fournir certaines prestations logistiques ou techniques et mettre du matériel à disposition des organisateurs.

³ L'Office des sports assure la coordination et collabore avec les autres services de l'Etat concernés par la manifestation.

⁴ L'étendue de la prestation de l'Etat est déterminée notamment en fonction des critères suivants :

- a) l'intérêt de la manifestation pour le développement du sport cantonal;
- b) la reconnaissance de la manifestation par l'association ou la fédération nationale ou internationale concernée;
- c) les prestations des communes et des tiers concernés;
- d) le plan financier présenté;
- e) le nombre et le niveau sportif des participants;
- f) le respect, par les organisateurs, de l'éthique dans le sport et des normes de sécurité et de prévention;
- g) l'impact promotionnel, touristique et économique de la manifestation pour le Canton;
- h) les mesures prises en faveur de la protection de l'environnement.

SECTION 3 : Fonctionnement de la commission consultative du sport

Art. 6 ¹ La commission consultative du sport se réunit en fonction des affaires à traiter, mais au moins deux fois par année.

² Elle délibère valablement lorsque la majorité de ses membres au moins sont présents.

³ Elle désigne son vice-président au début de chaque année civile.

⁴ Le président ou, en son absence, le vice-président départage en cas d'égalité des voix.

⁵ L'Office des sports assume le secrétariat de la commission.

⁶ Les membres de la commission sont rémunérés conformément aux dispositions de l'ordonnance concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales²⁾.

⁷ Pour le surplus, la commission peut se doter d'un règlement.

SECTION 4 : Financement par le budget de l'Etat

Cours de
formation pour
dirigeants

Art. 7 ¹ L'Office des sports peut engager des spécialistes pour dispenser des cours de formation et de perfectionnement destinés aux dirigeants d'entités sportives ou financer la participation à de tels cours dispensés par des organismes reconnus.

² L'Etat prend en charge, après déduction des contributions des participants ou de tiers, les frais inhérents à ces cours.

Jeunesse+Sport

Art. 8 ¹ L'Office des sports met sur pied, dans le cadre du programme Jeunesse+Sport :

- a) des cours de formation de base et de formation continue pour les experts et les moniteurs;
- b) des cours et des camps de sport destinés aux jeunes.

² L'Etat prend en charge, après déduction des subventions fédérales et des contributions des participants ou de tiers, les frais inhérents à ces activités, comprenant notamment :

- a) les indemnités journalières et les frais de déplacement du personnel administratif, logistique et technique engagé;
- b) les frais généraux d'organisation (séances ou cours préparatoires, déplacements, repas, nuitées, location d'installations, etc.).

³ Le tarif des indemnités au sens de l'alinéa 2, lettre a, est fixé dans l'annexe 1 de la présente ordonnance.

Sport des
adultes

Art. 9 ¹ L'Office des sports peut organiser des cours de formation et de perfectionnement destinés aux moniteurs pour le sport des adultes.

² Les prestations et les frais généraux sont pris en charge par l'Etat de la même manière que dans le cadre du programme Jeunesse+Sport.

Journées
sportives
scolaires

Art. 10 ¹ Hormis le personnel de l'Office des sports et les membres du corps enseignant, les personnes qui collaborent à l'organisation des journées sportives scolaires bénéficient des indemnités fixées dans l'annexe 2 de la présente ordonnance.

² Les frais d'organisation sont pris en charge par le budget de l'Office des sports.

Autres activités

Art. 11 ¹ Pour les autres activités mises sur pied par l'Office des sports au sens de l'article 3, alinéa 1, l'Etat verse au personnel engagé les indemnités fixées dans l'annexe 2 de la présente ordonnance.

² Les frais d'organisation sont pris en charge par le budget de l'Office des sports.

Structure destinée aux élèves sportifs reconnus de haut niveau

Art. 12 ¹ L'Etat prend en charge les frais inhérents aux auditions d'entrée dans la structure destinée aux élèves sportifs reconnus de haut niveau et à la manifestation de remise des attestations.

² Dans des cas particuliers, l'Etat peut prendre en charge des frais de logistique (déplacements, abonnements, repas, etc.).

Soutien financier en faveur de camps scolaires

Art. 13 ¹ L'Etat peut accorder, en plus de la participation financière de la Confédération, une subvention aux écoles de la scolarité obligatoire pour toute activité sous forme de camp annoncée à Jeunesse+Sport.

² Dans des cas exceptionnels, l'Etat peut accorder une subvention même si, pour des raisons indépendantes de l'organisateur, l'activité sous forme de camp n'a pas pu être annoncée à Jeunesse+Sport.

³ La subvention accordée correspond au maximum au tarif des indemnités dans le cadre du programme Jeunesse+Sport.

Installations sportives à caractère régional et d'intérêt public

Art. 14 ¹ Le montant de la subvention allouée par l'Etat pour l'aménagement d'installations sportives à caractère régional et d'intérêt public est défini en fonction :

- a) de l'ampleur du besoin;
- b) de la proportion de la population susceptible de bénéficier de l'installation;
- c) des principes de planification des installations sportives édictés par l'Office fédéral du sport.

² L'ampleur du besoin est appréciée notamment au regard des critères suivants :

- a) l'utilisation de l'installation par des entités sportives évoluant au niveau national;
- b) les besoins des entités sportives de la région;

- c) la notoriété des disciplines sportives concernées;
- d) la nécessité de répondre aux normes de compétition édictées par la fédération sportive nationale concernée.

³ Les frais relatifs à l'aménagement d'installations sportives à caractère régional et d'intérêt public pouvant être pris en compte dans le calcul de la subvention comprennent, à l'exclusion de tous autres :

- a) les frais d'équipement du terrain où l'installation est implantée;
- b) les frais de construction conformes au programme admis par le Département de la Formation, de la Culture et des Sports;
- c) les frais d'aménagement extérieur;
- d) les honoraires des architectes et des ingénieurs, ainsi que les frais d'études;
- e) les frais de rénovation ou d'amélioration d'une installation existante, pour autant que celle-ci ait été correctement entretenue.

⁴ Les frais d'acquisition d'immeubles, d'entretien et de fonctionnement ne sont pas pris en compte.

SECTION 5 : Financement par le fonds pour la promotion du sport

Dépenses à charge du fonds pour la promotion du sport

Art. 15 Les dépenses imputées au fonds pour la promotion du sport doivent en principe s'équilibrer avec les recettes sur un même exercice comptable.

Soutien financier en faveur de l'activité générale des entités sportives
a) Principe

Art. 16 Les entités sportives reçoivent un soutien financier périodique destiné à soutenir l'activité générale qu'elles déploient.

b) Critères

Art. 17 ¹ L'ampleur du soutien financier dépend notamment :

- a) du nombre de membres âgés de moins de 12 ans;
- b) du nombre de membres âgés entre 12 et 20 ans;
- c) du nombre de membres âgés de plus de 21 ans;
- d) du nombre de moniteurs bénéficiant d'un brevet reconnu;
- e) du nombre de personnes actives dans l'encadrement technique et administratif à titre bénévole ou faiblement rémunéré;
- f) du nombre d'équipes engagées en championnat ou en compétition officielle;
- g) du nombre de membres avec licence concourant à titre individuel en compétition officielle;

- h) de la mise sur pied d'activités sportives, telles des camps ou des cours, spécifiquement destinées aux jeunes jusqu'à 20 ans révolus;
- i) de l'acquisition de matériel de sport;
- j) de la mise sur pied d'activités à caractère social non rémunératrices.

² Des critères particuliers peuvent être retenus en ce qui concerne l'activité déployée par les associations faîtières.

³ Pour chaque période, le Gouvernement fixe, sur proposition de la commission consultative du sport, les critères exacts et leur pondération en points.

⁴ Il définit également la durée de la période en question.

c) Formulaire de demande

Art. 18 ¹ Les entités sportives reçoivent un formulaire de l'Office des sports dans lequel elles indiquent les données relatives aux critères déterminants.

² Elles sont tenues de le retourner à l'Office des sports dans le délai et selon les modalités indiqués par celui-ci. A défaut, le soutien financier est refusé.

³ L'Office des sports peut procéder à des vérifications et exiger des pièces justificatives conformément aux articles 35 et suivants de la loi du 29 octobre 2008 sur les subventions³⁾.

d) Calcul

Art. 19 ¹ Pour chaque période, le Gouvernement fixe la part du fonds pour la promotion du sport affectée au soutien financier au sens des articles 16 et suivants.

² Après réception et vérification des formulaires, l'Office des sports définit le nombre de points attribués à chaque entité, ainsi que le nombre de points total de toutes les entités.

³ Le montant alloué à une entité correspond à la part du fonds pour la promotion du sport fixée par le Gouvernement, divisée par le nombre de points total de toutes les entités et multipliée par le nombre de points de l'entité concernée.

⁴ L'Office des sports communique à chaque entité, sur la base de ce calcul, le montant qui lui est alloué. Il rend, au besoin, une décision formelle.

⁵ Sur préavis de la commission consultative du sport, le Gouvernement peut, dans des cas particuliers, réduire ou refuser pour une durée déterminée le soutien financier auquel une entité sportive pourrait prétendre, lorsque celle-ci ou ses membres ont violé de manière manifeste les valeurs éthiques du sport.

Soutien aux communes pour l'organisation d'activités physiques et sportives

Art. 20 ¹ Les communes peuvent bénéficier d'un soutien financier pour les activités sportives qu'elles mettent sur pied en faveur des jeunes jusqu'à 20 ans révolus.

² Le soutien financier correspond au maximum à 20 % des frais engagés pour ces activités.

Institutions étatiques et paraétatiques

Art. 21 Les institutions étatiques et paraétatiques, qui mettent sur pied des activités sportives en faveur des jeunes jusqu'à 20 ans révolus, peuvent bénéficier d'une aide financière correspondant au maximum à 20 % des frais engagés pour ces activités.

Aménagement d'installations sportives par les entités sportives

Art. 22 ¹ Les entités sportives peuvent bénéficier d'un soutien financier pour leurs projets d'aménagement d'installations sportives.

² Les frais admis dans le calcul du soutien financier comprennent, à l'exclusion de tous autres :

- a) les frais d'équipement du terrain où l'installation est implantée;
- b) les frais de construction et d'équipement conformes au programme admis par la commission consultative du sport;
- c) les frais d'aménagement extérieur;
- d) les honoraires des architectes et des ingénieurs ainsi que les frais d'études;
- e) les frais de rénovation ou d'amélioration d'une installation existante, pour autant que celle-ci ait été correctement entretenue.

³ Les travaux effectués par les membres de l'entité sportive sont comptabilisés comme des frais au sens de l'alinéa 2, sur la base d'un tarif horaire de 15 francs. Ils doivent être dûment justifiés et reconnus par une entreprise professionnelle.

⁴ Les frais d'acquisition d'immeubles, d'entretien et de fonctionnement ne sont pas pris en compte.

⁵ Le soutien financier accordé est calculé comme suit :

- a) au maximum 20 % des frais admis allant jusqu'à 200'000 francs;
- b) au maximum 5 % des frais admis dépassant 200'000 francs.

⁶ Le soutien financier total ne peut excéder 55'000 francs.

Aménagement
d'installations
sportives par les
communes

Art. 23 Les communes qui aménagent des installations sportives allant au-delà des exigences en matière scolaire dans le but de les mettre à disposition des entités sportives peuvent bénéficier d'un soutien financier calculé selon les modalités prévues à l'article 22.

Manifestations

Art. 24 ¹ Les manifestations sportives servant à la promotion du sport populaire ou débouchant sur l'octroi d'un titre de champion cantonal, régional ou national ou ayant une envergure régionale, nationale ou internationale peuvent bénéficier d'un soutien financier.

² Le montant accordé est défini sur la base des critères indiqués à l'article 5, alinéa 4.

³ Les organisateurs de manifestations sportives qui n'exercent pas d'autres activités sportives régulières peuvent, en sus, bénéficier d'un soutien financier pour l'acquisition de matériel lié à la sécurité des participants et des spectateurs. Le soutien financier correspond au maximum à 40 % des frais d'acquisition.

Modalités

Art. 25 ¹ Les demandes tendant à l'octroi d'un soutien financier au sens des articles 22 et suivants doivent être présentées avant la réalisation du projet.

² Le versement du soutien financier pour l'aménagement d'installations sportives (art. 22 et 23) ou, lorsque des acomptes ont été versés, le versement du solde de celui-ci n'est opéré qu'après la présentation et l'examen par l'Office des sports du décompte requis.

SECTION 6 : Dispositions transitoires et finales

Abrogation

Art. 26 Sont abrogés :

- a) l'ordonnance du 27 février 1990 concernant Jeunesse + Sport;
- b) l'ordonnance du 18 février 1986 réglant l'affectation de la part du canton du Jura au rendement des concours du Sport-Toto;

- c) le règlement d'attribution des subventions provenant des fonds du Sport-Toto du 18 février 1986.

Disposition
transitoire

Art. 27 ¹ Les soutiens financiers périodiques destinés à soutenir l'activité générale déployée par les entités sportives (art. 16 et suivants) sont octroyés pour la première fois en 2013, sur la base des données relatives à un exercice complet ayant pris fin au cours de l'année 2012.

² Pour le surplus, l'article 39 de la loi visant à encourager les activités physiques et le sport¹⁾ est applicable.

Entrée en
vigueur

Art. 28 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Delémont, le 18 décembre 2012

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

Annexe 1 : Indemnités applicables dans le cadre du programme Jeunesse+Sport

Annexe 2 : Indemnités applicables dans le cadre des journées sportives scolaires et des autres activités organisées par l'Office des sports

Annexe 1

Indemnités applicables dans le cadre du programme Jeunesse+Sport

a) Cours de formation de base et de formation continue pour les experts et les moniteurs

Indemnité journalière

Chef de cours	Fr. 300.-/ j (min. 4h)	Fr. 225.-/3 h	Fr. 150.-/2 h	Fr. 100.-/1h30	Fr.75.-/ 1h
Chef de classe	Fr. 300.-/ j (min. 4h)	Fr. 225.-/3 h	Fr. 150.-/2 h	Fr. 100.-/1h30	Fr.75.-/ 1h
Guide de montagne et expert J+S escalade sportive	Fr. 400.- / j	Fr. 200.-/ demi-jour			

Indemnité de préparation

Chef de cours : Fr. 200.- pour un cours d'une durée supérieure à 3 jours
Fr. 100.- pour un cours d'une durée de 1 à 3 jours

Chef de classe : Aucune indemnité

Conférencier

Fr. 150.- par conférence et frais de déplacement, sous réserve d'un accord particulier avec l'Office des sports.

Frais de déplacement par jour de cours

- Transports publics : remboursement d'un billet 2^{ème} classe aller-retour, mais au maximum Fr. 150.- par partie de cours;
ou
- Véhicule privé : tarif applicable aux employés de l'Etat, mais au maximum Fr. 150.- par partie de cours (si le déplacement en véhicule privé est justifié).

Remarques

1. Les tarifs ci-dessus ne sont pas valables pour le personnel de l'Office des sports, sauf si celui-ci est engagé pendant son temps libre.
2. Aucune indemnité n'est prévue pour le matériel, le remboursement de l'abonnement général de saison aux remontées mécaniques et l'achat de boissons.

b) Cours et camps de sport destinés aux jeunes

	Tarif par jour (Francs)	
Chef de cours :	150.-	
Chef technique :	110.-	
Expert, formateur, spécialiste :	110.-	
Moniteur formé avec reconnaissance valable :	100.-	
Moniteur sans titre :	50.-	
Indemnité matériel :	15.-	Pour les disciplines suivantes : alpinisme, escalade, excursion à skis, ski alpin, ski de fond, cyclisme, canoë-kayak (hormis les guides de montagne et le personnel de cuisine)

Personnel de cuisine	Tarif par jour (francs)	Plus de 100 pers.	66 à 100 pers.	46 à 65 pers.	26 à 45 pers.	jusqu'à 25 pers.
Chef de cuisine	125.-	1	1	1	1	1
Adjoint au chef de cuisine	100.-	2	1	1*	-	-
Aide de cuisine	60.-	1	1	-	1	-
Chauffeur, animateur, collaborateur à l'organisation	60.-	possible	possible	possible	possible	-

* = une personne à Fr. 100.- ou deux personnes à Fr. 60.-.

Frais de déplacement par jour de cours ou de camp

- Transports publics : remboursement d'un billet 2^{ème} classe aller-retour, mais au maximum Fr. 150.- par partie de cours;
ou
- Véhicule privé : tarif applicable aux employés de l'Etat, mais au maximum Fr. 150.- par partie de cours (si le déplacement en véhicule privé est justifié).

Remarques

1. Le nombre de personnes engagées peut varier en fonction de l'environnement (repas de midi au lieu de logement ou pique-nique, difficultés d'accès, etc.).
2. Les tarifs ci-dessus ne sont pas valables pour le personnel de l'Office des sports, sauf si celui-ci est engagé pendant son temps libre.

Annexe 2

Indemnités applicables dans le cadre des journées sportives scolaires et des autres activités organisées par l'Office des sports

a) Journées sportives scolaires :

Personnel externe à l'Office des sports et au corps enseignant :

- Indemnité : Fr. 100.- par jour
Fr. 50.- par demi-jour
- Frais de déplacement : Pas de frais de déplacement, à l'exception du personnel provenant de régions éloignées du lieu de la manifestation.
Dans un tel cas, remboursement des frais de déplacement en transports publics (2^{ème} classe, aller-retour), ou application de l'indemnité kilométrique pour l'utilisation d'un véhicule privé (tarif applicable aux employés de l'Etat). Dans les deux cas, au maximum Fr. 150.-.

Personnel de l'Office des sports et membres du corps enseignant :

- Aucune indemnité accordée

b) Autres activités :

- Indemnité : Fr. 50.- par séance de 60 minutes
- Frais de déplacement : Pas de frais de déplacement, sauf cas exceptionnel.

¹⁾ RSJU 415.1
²⁾ RSJU 172.356
³⁾ RSJU 621

Loi sur les bourses et prêts d'études

du 25 avril 1985

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 7, alinéa 2, 8, lettres d, h et j, et 40 de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Champ
d'application

Article premier²⁾ ¹ La présente loi règle l'octroi de subsides de formation.

² Par subsides de formation, on entend :

- a) les bourses, y compris la prise en charge de l'écologie pour la fréquentation d'un établissement de formation sis hors du Canton;
- b) les prêts d'études.

Subsidiarité

Art. 2 ¹ Les bourses et prêts d'études ne sont octroyés que si les moyens financiers du requérant ou de ses parents sont insuffisants.²⁾

² Ils ne sont alloués aux réfugiés que subsidiairement aux prestations de la Confédération.

³ Les écolages d'établissements de formation sis hors du Canton sont pris en charge par l'Etat, quel que soit le revenu des parents.³⁾

Droit aux
subsides
a) Préparation à
la formation

Art. 3 L'instruction préparatoire à une formation donne droit à des subsides, pour autant qu'elle débute après l'achèvement de la scolarité obligatoire.

b) Formation

Art. 4 La fréquentation d'écoles ou de cours de formation, après l'achèvement de la scolarité obligatoire, donne droit à des subsides si elle est indispensable à l'obtention du certificat professionnel visé et si la formation et l'établissement fréquenté sont reconnus par la Confédération ou le Canton.

c) Perfectionnement

Art. 5 La fréquentation d'établissements ou de cours reconnus qui permettent d'accéder à un degré plus élevé dans la formation acquise donne droit à des subsides.

Deuxième formation

Art. 5a³⁾ ¹ Des subsides peuvent être alloués pour une deuxième formation après obtention d'un premier certificat professionnel reconnu.

² Le requérant doit être âgé de moins de cinquante ans avant le début de la seconde formation.

Reconversion professionnelle

Art. 6 Des subsides peuvent être accordés pour les reconversions professionnelles imposées par le marché du travail ou par d'autres raisons de force majeure dans la mesure où les frais n'en sont pas couverts par les prestations d'une assurance sociale.

Scolarité obligatoire

Art. 7 Le Gouvernement peut prévoir l'octroi de subsides aux élèves de la scolarité obligatoire et à ceux qui effectuent une dixième année scolaire.

Frais pris en compte

Art. 8 ¹ Si la formation s'acquiert hors du Canton ou dans une école privée reconnue, les frais d'études pris en compte ne peuvent dépasser ceux qu'entraînerait la fréquentation de l'établissement public équivalent le plus proche du domicile de l'étudiant.

² Le Gouvernement précise les conditions de prise en charge des écolages pour les écoles sises hors du Canton.³⁾

Durée du droit aux subsides

Art. 9 ¹ Tant que le bénéficiaire satisfait aux exigences de l'établissement de formation, les subsides sont accordés pour la durée réglementaire des études, exceptionnellement pour une durée supplémentaire d'un an au maximum.

² Si, sans raison de force majeure, le bénéficiaire change l'orientation de ses études avant de les avoir terminées, le temps de formation utilisé sera déduit de la durée de la nouvelle formation.

³ En règle générale, les subsides ne sont pas alloués avec effet rétroactif.

SECTION 2 : Types de subsides

Bourses

Art. 10 ¹ Les subsides sont alloués en principe sous forme de bourses pour :

- a) une formation initiale conduisant à l'exercice d'une profession reconnue;
- b) un perfectionnement professionnel;
- c) une deuxième formation conduisant à l'exercice d'une profession reconnue;
- d) une reconversion professionnelle imposée au sens de l'article 6 pour une formation initiale ou une deuxième formation.²⁾

² Les bourses sont des allocations en espèces, uniques ou périodiques, attribuées à fonds perdu et destinées à permettre au bénéficiaire d'entreprendre, de poursuivre ou de terminer une formation.

Prise en charge des écolages

Art. 10a³⁾ ¹ L'Etat restitue, à titre de bourse, les écolages payés par les étudiants et apprentis qui fréquentent des établissements hors du Canton, dans les limites fixées par les articles 3 à 9.

² Le Gouvernement fixe les montants minimaux et maximaux du remboursement d'écolages.

³ Par écolage, il faut entendre les taxes d'immatriculation ou d'inscription facturées par l'école aux étudiants, à l'exclusion des frais de matériel scolaire et des taxes d'examen.

Prêts

Art. 11 ¹ Les subsides peuvent également être alloués sous forme de prêts, dans des cas particuliers.

² Il existe deux genres de prêts :

- a) les prêts transformables en bourses;
- b) les prêts remboursables.

³ Les prêts sont exempts d'intérêts durant toute la durée de la formation.

⁴ Ils sont alloués sans l'exigence d'une garantie personnelle ou réelle,

Prêts
transformables
en bourses

Art. 12 ¹ Dans des cas particuliers, les subsides sont alloués sous forme de prêts transformables en bourses lorsque les conditions requises sont remplies.

² De tels prêts sont alloués notamment :

- a) lorsqu'une phase de formation doit être répétée;
- b) lorsque les examens prévus ne sont pas réussis dans les temps prescrits;
- c) lorsque le montant de la bourse est calculé provisoirement.

Prêts
remboursables

Art. 13 ¹ Des prêts remboursables peuvent être alloués en complément ou en remplacement d'une bourse.

² De tels prêts peuvent être notamment alloués :

- a) comme supplément aux bourses d'études;
- b) pour couvrir des frais particuliers de formation;
- c) pour les cas limites dans lesquels les barèmes ne permettent pas l'octroi d'une bourse et dans la mesure où les charges des parents sont exceptionnellement élevées;
- d) pour les stages ou les doctorats qui parachèvent habituellement certaines formations;
- e) ...⁴⁾

Limites

Art. 14 L'allocation de subsides ne doit pas excéder les frais annuels de formation et d'entretien reconnus par le Département de l'Education⁵⁾.

SECTION 3 : Cercle des bénéficiaires et conditions personnelles

Cercle des
bénéficiaires

Art. 15 Ont droit aux subsides, sous réserve des articles 17 et 18 de la présente loi :

- a) les citoyens suisses, y compris les Suisses de l'étranger, qui remplissent les conditions requises quant au domicile juridique en matière de bourses;
- b) les étrangers titulaires d'un permis d'établissement et les étrangers qui bénéficient d'une autorisation de séjour (permis B) depuis plus de trois ans;²⁾
- c) les réfugiés et les apatrides qui sont au bénéfice du droit d'asile en Suisse.

Domicile

Art. 16 ¹ Est considéré comme domicile juridique en matière de bourses le domicile civil des parents du requérant ou celui de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte lorsque le requérant est au bénéfice d'une tutelle ou d'une curatelle de portée générale.¹⁵⁾

² Pour les citoyens suisses dont les parents ne sont pas domiciliés en Suisse ou qui sont orphelins et demeurent à l'étranger (Suisse de l'étranger), le domicile juridique en matière de bourses est celui de leur canton d'origine.

³ Pour les réfugiés et les apatrides majeurs au bénéfice du droit d'asile et dont les parents sont domiciliés à l'étranger, le domicile juridique en matière de bourses est assimilé au domicile civil.

⁴ Après avoir achevé une première formation, les requérants majeurs constituent leur propre domicile juridique en matière de bourses dans le canton où ils se sont établis pendant deux ans et où ils ont assuré leur indépendance financière en exerçant une activité rémunérée régulière avant d'entamer la formation pour laquelle ils demandent une bourse.

⁵ Une fois acquis, le domicile juridique en matière de bourses le demeure tant qu'un nouveau n'a pas été constitué.

SECTION 4 : Conditions financières pour l'octroi des bourses et prêts d'études⁶⁾

Généralités

Art. 17 ¹ Pour déterminer le droit aux bourses et prêts d'études, les éléments suivants sont pris en considération :

- a)¹⁴⁾ la situation matérielle (revenus, prestations sociales, fortune) du requérant et de son conjoint ou de son partenaire enregistré;
- b)¹⁴⁾ la situation matérielle et le nombre d'enfants des parents et des autres responsables légaux, notamment du conjoint ou du partenaire enregistré;
- c) les frais de formation et d'entretien directement imputables, à l'exception des écologies que l'Etat rembourse au requérant en vertu de l'article 10a.²⁾

² Lorsque le détenteur de l'autorité parentale doit assumer simultanément les charges découlant de la formation de plusieurs enfants, il en est tenu compte dans une mesure appropriée.

³ Les subsides sont calculés selon le même système pour toutes les voies de formation.

Situations particulières

Art. 18¹⁴⁾ ¹ Pour le requérant marié, lié par un partenariat enregistré ou, s'il est âgé de plus de 25 ans, célibataire, la situation financière des parents n'est que partiellement prise en considération.

² Pour le requérant marié ou lié par un partenariat enregistré, il est présumé que le conjoint ou le partenaire perçoit un salaire approprié, à moins que des raisons impérieuses ne l'excluent.

SECTION 5 : Restitution et cas de rigueur¹⁰⁾

Restitution des subsides

Art. 19 ¹ Les subsides doivent être restitués :

- a) s'ils ont été obtenus sur la base d'indications inexactes ou de faits dissimulés;
- b) s'ils n'ont pas été utilisés en vue de la formation pour laquelle ils avaient été accordés.

² Au cas où le bénéficiaire interrompt prématurément sa formation sans motifs valables, il peut être contraint de restituer tout ou partie des subsides qui lui ont été octroyés.

³ Sont considérés comme motifs valables, au sens de l'alinéa 2 ci-dessus, les maladies graves, l'invalidité ou l'échec scolaire.

⁴ Demeurent réservées les dispositions de droit pénal.

⁵ Les subsides librement restitués ou dont la restitution a été ordonnée par décision de l'autorité sont imputés comme recettes.¹¹⁾

Cas de rigueur

Art. 20¹²⁾ Une rubrique budgétaire est à disposition pour atténuer les cas de rigueur.

SECTION 6 : Voies de droit

Voies de droit

Art. 21 ¹ Le requérant ou son représentant légal peut former opposition auprès du Service financier de l'enseignement⁵⁾ dans les trente jours contre toute décision de refus, d'octroi ou de restitution de subsides.

² Le requérant ou son représentant légal peut recourir contre la décision rendue sur opposition par le Service financier de l'enseignement auprès de la Cour administrative.

³ En outre sont applicables les dispositions du Code de procédure administrative⁷⁾.

SECTION 7 : Dispositions d'exécution et finales

Autorité compétente **Art. 22** Le Service financier de l'enseignement applique les dispositions concernant l'octroi des subsides.

Participation des communes **Art. 22a**⁸⁾

Abrogation **Art. 23** La loi du 9 novembre 1978 concernant l'octroi de subsides de formation est abrogée.

Exécution **Art. 24** ¹ Le Gouvernement prend, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution de la présente loi relatives, notamment, aux points suivants :

- les conditions requises pour bénéficier d'un subside;
- l'énumération des formations reconnues qui permettent d'être mis au bénéfice des subsides;
- la procédure relative à la présentation des demandes;
- les bases de calcul;
- le système de calcul;
- le montant des subsides;
- les conditions relatives à l'octroi de prêts et à leur conversion éventuelle en bourses;
- les conditions de remboursement et d'intérêt des prêts;
- les conditions de la restitution;
- les règles d'utilisation de la rubrique budgétaire destinée à atténuer les cas de rigueur;¹³⁾
- l'information sur les possibilités d'octroi de bourses et de prêts;
- les principes relatifs à la collaboration avec d'autres organes (écoles, orientation professionnelle, etc.).

² Le Gouvernement peut déléguer au Département de l'Education, dans le cadre de l'ordonnance portant application de la présente loi, la fixation de certains détails et directives.

Entrée en
vigueur

Art. 25 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur⁹⁾ de la présente loi.

Delémont, le 25 avril 1985

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martin Oeuvray
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

- 1) RSJU 101
- 2) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 21 juin 1990, en vigueur depuis le 1^{er} août 1990
- 3) Introduit par le ch. I de la loi du 21 juin 1990, en vigueur depuis le 1^{er} août 1990
- 4) Abrogée par le ch. I de la loi du 21 juin 1990, en vigueur depuis le 1^{er} août 1990
- 5) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111). Il a été tenu compte de cette modification dans toute la présente loi.
- 6) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 21 juin 1990, en vigueur depuis le 1^{er} août 1990
- 7) RSJU 175.1
- 8) Introduit par le ch. I de la loi du 21 juin 1990, en vigueur depuis le 1^{er} août 1990; abrogé par la section 6 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1995
- 9) 1^{er} août 1985
- 10) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2005
- 11) Introduit par le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2005
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 21 juin 1990, en vigueur depuis le 1^{er} août 1990. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2005
- 13) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2005
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. XXIII de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007 (RSJU 211.2)
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. XV de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Ordonnance portant exécution de la loi sur l'enseignement privé

du 18 décembre 1984

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 40 de la loi du 10 mai 1984 sur l'enseignement privé¹⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Ouverture ou reprise d'une école privée

SECTION 1 : Généralités

Principe

Article premier²⁾ Les personnes et les organisations qui ont l'intention d'ouvrir ou de reprendre un établissement d'enseignement ou de formation doivent en informer le Département de l'Education (dénommé ci-après : "Département").

SECTION 2 : Ecoles relevant de la scolarité obligatoire

Principe

Art. 2 L'ouverture ou la reprise d'une école relevant de la scolarité obligatoire nécessite l'autorisation préalable du Département.

Procédure
a) demande

Art. 3¹ La demande d'autorisation est accompagnée des informations et documents suivants :

- a) description de l'activité et de l'organisation de l'école;
- b) programmes et plans d'études;
- c) dossier personnel des responsables de l'école (directeur, administrateur) comprenant :
 - 1. les documents usuels;
 - 2. un extrait du casier judiciaire;
 - 3. une attestation de l'Office des poursuites et faillites;
- d) description des locaux scolaires;
- e) liste nominative des enseignants;
- f) copie des titres et des diplômes des enseignants;
- g) états de service antérieurs des enseignants.

² Le Département peut exiger d'autres informations ou documents qui lui paraissent nécessaires ou faire procéder à une visite des lieux.

b) équivalence **Art. 4** ¹ Les équivalences dont bénéficient les enseignants au titre de leurs états de service antérieurs n'ont aucune valeur en dehors de l'établissement pour lequel elles ont été décernées.

² Dans son appréciation des équivalences, le Département, sous réserve d'une visite de la classe, prend en considération :

- a) la durée de la formation générale et professionnelle;
- b) l'expérience professionnelle.

Préavis **Art. 5** Avant de rendre sa décision, le Département sollicite le préavis de l'autorité communale sur le territoire de laquelle l'école entend s'établir et celui des services administratifs cantonaux concernés.

Surveillance
a) principe **Art. 6** ¹ Le Département, par le Service de l'enseignement, assume la surveillance et l'inspection pédagogique des écoles privées.

² La surveillance s'exerce de la même manière que dans les écoles publiques.

³ La surveillance ne doit pas conduire à un alignement des méthodes d'enseignement ou des plans d'études sur celles et ceux des écoles publiques, mais doit mettre l'accent sur les résultats obtenus.

b) plans d'études, programmes **Art. 7** Les plans d'études et les programmes doivent respecter les points suivants :

- a) permettre en tout temps et sans problèmes majeurs le passage de l'école privée à l'école publique;
- b) consacrer, globalement, le même temps aux grandes disciplines que dans les écoles publiques;
- c) éviter une surcharge des élèves.

c) modification des plans et programmes **Art. 8** Les projets de modification importante des plans d'études et des programmes sont annoncés au Service de l'enseignement trois mois avant la date prévue de leur mise en vigueur.

d) visites **Art. 9** ¹ Le Service de l'enseignement peut, en tout temps, effectuer une visite dans l'école.

² En principe, il en informe préalablement la direction.

e) relations avec l'école publique

Art. 10 D'entente avec le Service de l'enseignement, les responsables des écoles privées veillent à ce que les modalités de passage entre leur établissement et l'école publique interviennent dans l'intérêt des enfants concernés et conformément aux principes généraux qui gouvernent l'école publique.

Renouvellement de l'autorisation

Art. 11 ¹ Une requête en renouvellement de l'autorisation octroyée doit être déposée six mois au moins avant son échéance.

² Si l'établissement est au bénéfice d'une aide de l'Etat, la requête est déposée simultanément à la demande de renouvellement de cette aide.

Retrait de l'autorisation

Art. 12 L'activité d'une école privée peut être suspendue et l'autorisation peut être retirée si :

- a) l'enseignement donné ne correspond plus au but, au programme ou au niveau attendus et que les responsables, malgré un avertissement et une mise en demeure, n'y ont pas remédié dans le délai d'une année dès la mise en demeure;
- b) l'école diffuse une information abusive et mensongère;
- c) les responsables de l'école ou les membres de son personnel sont l'objet de condamnations pénales graves;
- d) les locaux ne répondent plus aux conditions nécessaires de sécurité et de salubrité;
- e) les programmes s'écartent des programmes officiels dans la répartition, sur un cycle de trois ans, du temps d'enseignement des disciplines suivantes : français, mathématique, disciplines d'éveil, gymnastique et étude sur l'environnement;
- f) des modifications de programme non soumises au Service de l'enseignement changent la nature de l'école de manière telle que son enseignement ne correspond plus à celui de l'école publique;
- g) les résultats des élèves aux tests et examens sont, pendant deux années scolaires consécutives, manifestement en dessous des résultats moyens enregistrés dans les écoles publiques;
- h) l'équipement des locaux et des installations scolaires est insuffisant;
- i) des membres du corps enseignant de l'école n'ont ni qualification professionnelle ni expérience.

SECTION 3 : Ecoles ne relevant pas de la scolarité obligatoire

Déclaration	<p>Art. 13 L'ouverture ou la reprise d'une école ne relevant pas de la scolarité obligatoire nécessite une simple déclaration préalable à l'intention du Département.</p>
Procédure	<p>Art. 14 ¹ La déclaration est accompagnée des informations et documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) description de l'activité et de l'organisation de l'école; b) programme et plan d'études; c) dossier personnel des responsables de l'école (directeur, administrateur) comprenant : <ul style="list-style-type: none"> 1. les documents usuels; 2. un extrait du casier judiciaire; 3. une attestation de l'Office des poursuites et faillites; d) description des locaux scolaires; e) liste nominative des enseignants. <p>² Le Département peut exiger d'autres informations ou documents qui lui paraissent nécessaires ou faire procéder à une visite des lieux.</p>
Début de l'activité	<p>Art. 15 L'activité de l'école ne peut débuter avant que le Département ait accusé réception de la déclaration et communiqué à la direction que rien ne s'opposait à l'ouverture ou à la reprise de l'école.</p>
Durée et renouvellement	<p>Art. 16 ¹ La déclaration a une durée de validité de quatre ans.</p> <p>² Elle doit être renouvelée six mois au moins avant son échéance.</p>
Programmes et plans d'études	<p>Art. 17 Les projets de modification des programmes et des plans d'études ne sont annoncés au Service de l'enseignement que s'ils affectent sensiblement la nature de l'enseignement offert.</p>
Suspension de l'activité de l'école	<p>Art. 18 L'activité de l'école est suspendue :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) si l'enseignement donné ne correspond plus au but, au programme ou au niveau attendus et que les responsables, malgré un avertissement et une mise en demeure, n'y ont pas remédié dans le délai d'une année dès la mise en demeure; b) si l'école diffuse une information abusive et mensongère;

- c) si les responsables de l'école ou les membres de son personnel sont l'objet de condamnations pénales graves;
- d) si les locaux ne répondent plus aux exigences de la sécurité et de la salubrité.

CHAPITRE II : Enseignement en école privée et en milieu privé²⁾

Enseignement
en école privée

Art. 19²⁾ ¹ Les personnes qui inscrivent leur enfant dans une école au bénéfice d'une reconnaissance de niveau ou d'une reconnaissance équivalente délivrée par un autre canton, communiquent leur décision par écrit à la commission de l'école du cercle scolaire. Cette dernière en informe le Service de l'enseignement.

² Lorsque l'école privée n'est pas au bénéfice d'une reconnaissance de niveau ou équivalente, les parents doivent attester que l'établissement choisi offre un niveau d'éducation et d'instruction comparable à celui de l'école publique. Ils veillent également à ce que l'établissement atteste annuellement à la commission d'école compétente la fréquentation scolaire régulière de leur enfant. Le Département peut procéder à des vérifications destinées à attester la qualité et le niveau de la formation dispensée.

Enseignement
en milieu privé

Art. 20²⁾ ¹ Les parents qui entendent donner ou faire donner à leur enfant un enseignement en milieu privé communiquent leur décision par écrit à la commission de l'école du cercle scolaire. Les personnes chargées de l'enseignement doivent disposer des compétences et du matériel nécessaires permettant d'offrir un niveau d'éducation et d'instruction propre à atteindre les buts assignés à l'école, conformément à l'article 3 de la loi scolaire³⁾. Les parents fournissent les attestations nécessaires à cet effet.

² La commission d'école transmet sans délai le dossier au Service de l'enseignement. Celui-ci peut requérir tout complément d'information nécessaire.

³ Le Département interdit l'enseignement en milieu privé qui ne satisfait pas aux exigences requises. En présence de lacunes de moindre importance, il peut fixer un délai pour remédier à celles-ci, sous peine d'interdiction en cas de non respect.

Surveillance

Art. 21²⁾ ¹ Le Service de l'enseignement vérifie au moins une fois par année, aux frais des parents, si le niveau d'instruction et d'éducation satisfait aux exigences requises. Si tel n'est pas le cas, il en informe le Département qui procède conformément à l'article 20, alinéa 3.

² Lorsque le développement de l'enfant paraît menacé, le Service de l'enseignement informe en outre l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.⁵⁾

CHAPITRE III : Reconnaissances officielles

SECTION 1 : Dispositions générales

Espèces

Art. 22 Les écoles privées peuvent bénéficier des reconnaissances officielles suivantes :

- a) reconnaissance des diplômes et certificats délivrés;
- b) reconnaissance de niveau;
- c) reconnaissance d'utilité publique.

Autorités
compétentes

Art. 23 ¹ Le Gouvernement peut seul délivrer la reconnaissance d'utilité publique.

² Le Département :

- a) délivre les reconnaissances de diplômes et de certificats ainsi que de niveau;
- b) instruit les dossiers de requête en reconnaissance d'utilité publique.

SECTION 2 : Diplômes et certificats

Procédure

Art. 24 ¹ L'école qui désire obtenir une reconnaissance officielle des diplômes et certificats qu'elle délivre peut, en tout temps, déposer une requête auprès du Département.

² Le Département peut réclamer à l'école tous les documents et informations dont il ne dispose pas encore.

³ Dans tous les cas, il fait procéder à une visite de l'établissement par plusieurs experts.

- Conditions
a) titres officiels **Art. 25** ¹ Si l'école entend délivrer un diplôme ou un certificat officiel, elle se soumet aux mêmes exigences que l'école publique.
- b) autres titres ² Aucun diplôme ou certificat délivré dans le cadre de la scolarité obligatoire ne peut être reconnu.
- ³ Si le diplôme ou le certificat délivré par l'école n'a pas son équivalent dans l'école publique, les règlements internes d'obtention de ces titres sont soumis au Département pour ratification.
- ⁴ Le Département désigne des représentants qualifiés pour participer aux procédures d'examens ou d'évaluation qui aboutissent à l'obtention de ces titres.
- ⁵ Les titres délivrés selon les alinéas 3 et 4 le sont sous la responsabilité de l'école. Ils peuvent toutefois porter la mention : "Reconnu par le Département de l'Education⁴⁾ de la République et Canton du Jura".

- Décision **Art. 26** ¹ La décision du Département intervient au plus tôt deux ans après le dépôt de la requête.
- ² Elle est publiée dans le Journal officiel scolaire.

SECTION 3 : Niveau

- Procédure **Art. 27** ¹ L'école qui désire obtenir une reconnaissance officielle du niveau de l'enseignement qu'elle dispense peut, en tout temps, déposer une requête auprès du Département.
- ² Le Département peut réclamer à l'école tous les documents et informations dont il ne dispose pas encore.
- ³ Dans tous les cas, il fait procéder à une visite de l'établissement par plusieurs experts et il s'assure de la qualité des plans d'études et de l'organisation des études, ainsi que des qualifications du personnel.
- Conditions **Art. 28** ¹ La reconnaissance de niveau a lieu par comparaison avec les niveaux et les filières de l'école publique.
- ² Elle ne vaut que pour le cycle et la filière considérés de l'école privée.

³ Le Département peut en tout temps s'assurer que le niveau reconnu reste atteint.

Décision **Art. 29** ¹ La décision du Département intervient au plus tôt deux ans après le dépôt de la requête.

² Elle est publiée dans le Journal officiel scolaire.

³ La reconnaissance de niveau n'implique pas nécessairement le passage automatique dans les filières de l'école publique.

SECTION 4 : Utilité publique

Principe **Art. 30** Les écoles privées peuvent en tout temps demander à être reconnues d'utilité publique.

Procédure **Art. 31** ¹ Les requêtes sont déposées auprès du Département.

² Le Département peut demander tous documents et informations utiles, notamment sur l'évolution des effectifs et sur la provenance sociale et géographique des élèves.

³ L'évolution des effectifs au cours des cinq années qui précèdent la requête établit que l'école décharge l'Etat d'une de ses tâches ou répond à un besoin.

Art. 32 La décision de reconnaissance d'utilité publique est publiée dans le Journal officiel scolaire.

CHAPITRE IV : Subventions

SECTION 1 : Principes généraux

Requête
a) dépôt **Art. 33** La requête en vue d'obtenir une aide de l'Etat est déposée auprès du Département six mois au moins avant le début de l'année civile pour laquelle cette aide est demandée.

- b) pièces jointes **Art. 34** Les pièces suivantes sont jointes à la requête :
- a) les statuts de l'école;
 - b) le dossier de la reconnaissance d'utilité publique;
 - c) l'état nominatif précis et le lieu de domicile des élèves, ainsi que leur répartition par classe;
 - d) la répartition des leçons entre les enseignants;
 - e) la liste des traitements versés aux enseignants;
 - f) les bilans et les comptes des cinq derniers exercices;
 - g) les budgets de l'exercice en cours et du prochain exercice;
 - h) tout autre document adéquat.
- Aide
a) principe **Art. 35** ¹ L'aide consiste en une subvention octroyée en espèces.
- ² Cette aide peut en outre consister en une mise à disposition de certains services généraux de l'Etat et de leurs moyens en personnel et en matériel.
- b) effectifs déterminants **Art. 36** Les effectifs déterminants pour l'octroi de la subvention sont ceux qui résultent de l'enquête annuelle conduite par le Département.
- c) investissement **Art. 37** Le Département détermine le taux des subventions d'investissement en fonction :
- a) du caractère d'utilité publique des investissements projetés;
 - b) de la situation financière et de la capacité d'autofinancement de l'école.
- d) comptes et budgets **Art. 38** ¹ Les écoles bénéficiaires de subventions soumettent chaque année leur budget et leurs comptes, ainsi que toutes les pièces nécessaires au calcul de la subvention au Service financier de l'enseignement⁴⁾.
- ² Au besoin, celui-ci demande des compléments d'information ou effectue les contrôles nécessaires.
- e) versement **Art. 39** ¹ Sur demande, le Service financier de l'enseignement⁴⁾ peut verser des avances allant jusqu'au 80 % de la subvention totale au cours de l'exercice.
- ² Le solde est versé sur présentation des comptes définitifs de l'école.

f) réductions **Art. 40** ¹ Les réductions de subventions prévues à l'article 24 de la loi sur l'enseignement privé sont cumulatives.

² Elles sont proportionnelles à l'écart entre les normes prescrites et la situation de l'école.

g) participation d'autres collectivités **Art. 41** ¹ Si l'aide apportée par des institutions non étatiques à une école cesse ou diminue sans raison objective, le Département tient compte, dans la détermination de la subvention, d'une participation équitable de ces institutions au financement de l'école.

² La subvention n'excédera pas le montant du déficit de l'école diminué des participations fixées selon l'alinéa 1 ci-dessus.

SECTION 2 : Ecole jurassienne et Conservatoire de musique

Condition préalable **Art. 42** ¹ L'Ecole jurassienne et Conservatoire de musique (dénommée ci-après : "Ecole"), soumet chaque année au Département, au plus tard jusqu'au 31 mai, son budget pour l'année civile suivante.

² Le Département se prononce sur ce budget dans les deux mois.

Calcul de la subvention **Art. 43** ¹ Le calcul de la subvention s'effectue sur la base des comptes de l'Ecole. Si les charges salariales dépassent fortement et sans raison objective les montants prévus au budget, la subvention est réduite. Celle-ci atteint toutefois au minimum le 60 % des charges salariales figurant au budget.

² Les charges salariales déterminantes sont celles qui sont retenues dans la répartition de la charge des traitements des enseignants de l'école publique.

³ Les subventions que des communes ou d'autres cantons octroient à l'Ecole sont déduites des charges salariales subventionnées.

Participation des communes
a) domicile des élèves **Art. 44** ¹ Le Service financier de l'enseignement⁴⁾ facture chaque année aux communes dans lesquelles sont domiciliés les élèves leur participation à l'aide publique octroyée à l'Ecole.

² A cet effet, l'Ecole lui remet, au début de chaque semestre, la liste nominative de ses élèves, par commune.

b) facturation **Art. 45** ¹ Les communes sont tenues de verser leur part au subventionnement de l'Ecole dans un délai de trente jours dès la notification de leur quote-part.

² En cas de retard, un intérêt moratoire correspondant au taux des hypothèques en premier rang de la Banque cantonale du Jura leur est facturé.

Renvoi **Art. 46** Pour le surplus, les dispositions de la section 1 du chapitre IV de la présente ordonnance sont applicables à l'Ecole.

CHAPITRE V : Dispositions transitoires et finales

SECTION 1 : Dispositions transitoires pour les écoles privées existantes à l'entrée en vigueur de la loi

Principe **Art. 47** ¹ Les écoles privées existantes à l'entrée en vigueur de la loi sur l'enseignement privé sont tenues de requérir une autorisation et de faire une déclaration dans un délai d'une année.

² Cette obligation leur est rappelée par voie de publication dans le Journal officiel scolaire.

Requêtes **Art. 48** ¹ Les écoles concernées peuvent déposer leurs requêtes en reconnaissances officielles de diplômes et de certificats, de niveau et d'utilité publique en même temps que leur demande d'autorisation ou que leur déclaration.

² Il en va de même des requêtes en subventionnement.

Procédure **Art. 49** ¹ Le Département traite tous les dossiers dans un délai d'une année dès le dépôt de la requête.

² Il charge ses services de compléter les dossiers déjà existants en collaboration avec les écoles concernées.

³ Il est fait abstraction du préavis des autorités communales ou d'autres services intéressés.

Décisions

Art. 50 Les décisions d'autorisations, de reconnaissances officielles et de subventionnement peuvent rétroagir au jour de l'entrée en vigueur de la loi sur l'enseignement privé si l'école concernée a agi avec diligence.

Délai
d'adaptation

Art. 51 ¹ Un délai de quatre ans au maximum peut être octroyé à une école pour s'adapter aux exigences de la loi.

² Ce délai court dès la date de la décision du Gouvernement ou du Département.

³ Il n'est accordé que si cette période de quatre ans paraît suffisante pour remédier aux carences constatées. Dans les autres cas, la loi et son ordonnance d'exécution s'appliquent sans réserve.

SECTION 2 : Dispositions finales

Exécution

Art. 52 Le Département exécute la présente ordonnance.

Entrée en
vigueur

Art. 53 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 1985.

Delémont, le 18 décembre 1984

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat

Le chancelier : Joseph Boinay

¹) RSJU 417.1

²) Nouvelle teneur selon l'ordonnance du 25 janvier 2000, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2000

³) RSJU 410.11

⁴) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111)

⁵) Nouvelle teneur selon l'article 30 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013 (RSJU 213.11)

Ordonnance concernant l'administration des archives communales¹⁾

du 6 décembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

vu l'article 137, alinéa 2, lettre b, de la loi du 9 novembre 1978 sur les communes²⁾,

arrête :

Article premier ¹ Chaque commune aménage pour ses archives un local sec, clair, facile à aérer et à l'épreuve du feu, qui doit en outre être d'un accès facile et pouvoir se fermer à clef.

² Toutes ouvertures servant à l'aération sont pourvues d'un treillis métallique.

Art. 2 ¹ L'agencement intérieur des archives doit être conçu de manière à présenter la plus grande garantie possible quant à la conservation bien ordonnée des pièces déposées et à leur préservation de tout dommage ou détérioration.

² Pour autant que cela se puisse, il y aura une armoire en fer, à l'épreuve du vol et du feu, destinée principalement à la garde des titres et autres pièces et documents importants.

Art. 3 Les archives communales servent à conserver les registres et autres livres de la commune qui ne sont pas d'un emploi courant, ainsi que ses procès-verbaux, ses titres (en tant qu'ils ne sont pas déposés dans une banque), la correspondance, etc.

Art. 4 On y verse et garde dès lors en particulier :

1. les titres et autres pièces et documents importants;
2. les anciens registres des bourgeois ou des ressortissants;
3. les anciens registres des domiciles;
4. les anciens procès-verbaux de délibérations;
5. les anciens recueils de comptes;
6. les anciens registres de l'impôt et rôles de perception;

7. les anciens comptes communaux, avec les recueils de pièces justificatives;
8. toutes les anciennes pièces en matière tutélaire et les anciens recueils des comptes de tutelle;
9. les anciens règlements communaux, s'il y en a;
10. toutes autres pièces présentant pour la commune une valeur ou un intérêt quelconque.

Art. 5 ¹ Les pièces des archives sont classées clairement d'après la matière qu'elles concernent, de façon que même les personnes étrangères à l'administration puissent en tout temps s'y reconnaître promptement.

² Les divers casiers, tablettes, les dos de registres, cartons, etc., sont pourvus d'une suscription appropriée ou de numéros correspondant au répertoire des archives.

Art. 6 ¹ Il est établi et tenu à jour, pour l'ensemble du contenu des archives, un répertoire exact, indiquant d'une manière claire, compréhensible à chacun et avec classement selon la matière, toutes les pièces conservées aux archives. On mentionne l'entrée et le cas échéant la sortie de toute pièce, de telle sorte que l'endroit où elle se trouve puisse être déterminé en tout temps, même si elle n'est momentanément pas dans les archives.

² Ledit répertoire demeure toujours aux archives.

Art. 7 Le préposé aux archives communales tient également un état spécial des titres et autres pièces ou documents de valeur conservés aux archives. Cet état, établi conformément au répertoire, ne doit jamais être déposé aux archives, le préposé devant pouvoir le présenter en tout temps.

Art. 8 ¹ Le conseil communal détermine au moins une fois chaque année ce qui doit être versé aux archives.

² La correspondance des autorités, des commissions et des divers services (notamment du secrétariat) de la commune est déposée aux archives tous les ans sans décision spéciale, classée par ordre chronologique et séparément pour chacun de ces organes.

Art. 9 Les pièces conservées dans les archives communales ne peuvent être mises au rebut qu'avec le consentement de l'Office du patrimoine historique, en collaboration avec le Service des communes. Ce dernier, dans les cas douteux, demande des instructions au Département de la Justice et de l'Intérieur.

Art. 10 ¹ Le règlement communal désigne l'organe de la commune qui administre les archives.

² Le préposé répond personnellement en première ligne du bon agencement et de la tenue correcte des archives.

Art. 11 ¹ L'Office du patrimoine historique a en tout temps la faculté d'inspecter les archives de communes et de corporations, en vertu de la loi du 9 novembre 1978 sur la conservation des objets d'art et monuments historiques³⁾, aux fins de constater si les documents historiques qu'elles renferment sont dûment conservés.

² Pareils documents peuvent d'ailleurs être remis en garde à l'Office du patrimoine historique.

Art. 12 ¹ Le Service des communes est tenu de veiller à la stricte observation des dispositions qui précèdent.

² Dans le cas où des autorités communales enfreignent les dispositions de la présente ordonnance, il est fait application des articles 53 et suivants de la loi sur les communes.

Art. 13 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur⁴⁾ de la présente ordonnance.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

ANNEXE

Délais pour la conservation des pièces

<u>Objet</u>	<u>Délai</u>
<u>I. Généralités</u>	
Règlements, cahiers des charges, etc., abrogés	1 pièce en permanence le reste libre
Anciens recueils de lois	libre
Feuilles officielles	10 ans
Feuilles d'avis	libre
Procès-verbaux de délibérations	en permanence
Registres des autorités et fonctionnaires	en permanence
Actes de classification, pièces y relatives et autres contrats importants	en permanence
Vieux documents et autres pièces ayant une valeur historique locale	en permanence
Polices d'assurance, titres de créances et de dettes	libre, dès que les droits garantis sont éteints
Rapports d'inspection des préfets	libre, dès que les observations sont liquidées
Correspondance, pétitions, requêtes, actes de procédure et autres	selon le contenu et l'importance, en tenant compte des délais de conservation des objets auxquels ces pièces se rapportent
<u>II. Domicile, indigénat, droit de vote</u>	
Anciens registres des domiciles, contrôles des certificats de domicile et contrôles des étrangers	en permanence

Avis d'inscription	10 ans
Dossiers de radiation	10 ans
Anciens registres des ressortissants et rôles des bourgeois	en permanence
Anciens contrôles des actes d'origine délivrés	10 ans
Anciens registres des votants	en permanence

III. Affaires de tutelle et de succession

Anciens registres des tutelles et curatelles	en permanence
Inventaires et registres des partages	en permanence
Comptes et rapports de tutelle	30 ans après la levée de la tutelle
Correspondance, dossiers de procès et autres pièces en matière de tutelles, de curatelles et de conseils légaux	30 ans après la levée de la tutelle, de la curatelle ou du conseil légal
Dispositions testamentaires	en permanence
Documents concernant des successions en déshérence	en permanence

IV. Assistance

Etats des assistés	30 ans
Comptes d'assistance	30 ans
Comptes concernant d'autres institutions d'aide sociale (par exemple : pour chômeurs âgés, aide à la vieillesse et aux personnes dans la détresse, caisse d'assurance-chômage communale)	30 ans
Doubles de la commune des cartes de contrôle de l'assurance-chômage	10 ans

Cartes d'indemnités des communes ayant leur propre caisse d'assurance-chômage	5 ans selon l'art. 9 de la décision du DFEP du 8 janvier 1943
Pièces de l'assurance fédérale vieillesse et survivants	Selon prescriptions fédérales
Dossiers des offices communaux de la caisse de compensation	10 ans après liquidation du cas
Service de placement	10 ans
Création de possibilités de travail	30 ans
Encouragement à la construction de logements	30 ans

V. Travaux publics, routes et affaires cadastrales

Plans concernant les constructions de la commune	en permanence
Autres pièces concernant les travaux publics de la commune	en permanence
Plans d'alignement abrogés	en permanence
Documents cadastraux	en permanence
Avis de mutation	10 ans

VI. Instruction publique

Registres d'école	10 ans
Feuille officielle scolaire	10 ans

VII. Police locale

Anciens registres disciplinaires	10 ans après la dernière inscription
Anciens registres des mandats de répression	10 ans après la dernière inscription
Contrôles des industries, des maisons de commerce, des foires et marchés, des visas de colportage	en permanence s'ils présentent un intérêt historique local

Anciens contrôles concernant la police des auberges	10 ans
Contrôles concernant la police de santé (logements) ⁵⁾	10 ans; cependant le dernier certificat doit être conservé
Contrôle des décès	en permanence
Contrôle des permis de bâtir et pièces y relatives	en permanence
Documents concernant la protection des ouvriers (protection des ouvriers adolescents et des ouvrières, repos hebdomadaire, travail en fabrique, travail à domicile)	10 ans
Anciens contrôles de l'inspecteur du feu	10 ans
Dossiers concernant la défense contre le feu	Selon l'importance, de 10 ans jusqu'en permanence
Doubles de la commune des autorisations pour l'acquisition ou la conservation d'explosifs	10 ans
Anciens contrôles de l'assurance du mobilier	10 ans
Assurance immobilière contre l'incendie	
Rôles de perception des contributions	10 ans
Registres matricules	libre, dès que la commune possède pour chaque bâtiment un double du procès-verbal de la nouvelle estimation
Contrôles des changements	
Registres des assurances	

VIII. Militaire et protection aérienne

Logement de la troupe et autres dossiers concernant les affaires militaires	ceux du service actif en permanence, les autres 10 ans
Documents concernant les places de tir	en permanence
Documents concernant la protection aérienne	selon l'importance, de 10 ans jusqu'en permanence

IX. Impôts

Registres des impôts sur le revenu et la fortune	en permanence
Rôles de l'impôt foncier	en permanence
Rôles de l'impôt des capitaux	en permanence
Registres des défalcatons de dettes	en permanence
Registres d'impôts spéciaux et rôles de perception des impôts	en permanence
Rapports et communications de l'Intendance des impôts qui ne contiennent pas d'instructions durables	10 ans

X. Comptabilité communale

Comptes communaux	en permanence, sous réserve des dispositions spéciales au chapitre IV. Assistance
Registres des comptes communaux	en permanence
Livres de caisse et livres de rubriques, rentiers, contrôles du compte de chèques, et autres livres auxiliaires	30 ans
Etats des titres et valeurs	30 ans
Procès-verbaux de revision	30 ans
Pièces justificatives comptables	celles concernant des événements importants pour l'histoire locale en permanence; les autres 10 ans
Correspondance concernant la comptabilité	10 ans

XI. Statistique

Recensement de la population	en permanence
------------------------------	---------------

Recensement des exploitations	en permanence
Recensement des logements	en permanence
Recensement du bétail	en permanence

XII. Services communaux

Service des eaux	Documents importants pour l'histoire locale, par exemple ceux ayant trait à la création et à l'organisation de ces services et exploitations, en permanence; les autres documents selon leur importance, de 10 à 30 ans
Service du gaz	
Service de l'électricité, éclairage public	
Canalisations d'égouts	
Service des balayures	
Abattoirs	
Service des transports	

XIII. Economie de guerre

Rationnement	10 ans pour les documents qui peuvent servir de moyens de preuve dans des enquêtes administratives ou pénales; les autres, libre
Extension des cultures	en permanence pour les pièces qui peuvent être utiles pour des recherches ultérieures; le reste, libre
Approvisionnement en foin et paille	
Réserve obligatoire de bois	

L'expression "libre" utilisée dans les instructions ci-dessus signifie qu'aucun délai de garde n'est prescrit, par conséquent l'objet peut être détruit dès que l'affaire est liquidée.

Les présentes instructions ne contiennent que des exigences minimales. Chaque commune est libre de conserver les documents plus longtemps. Ceci est même recommandable, lorsque la place est suffisante, pour différents documents, comme par exemple pour les contrôles des actes d'origine, lorsqu'ils renferment des indications ne figurant pas dans le registre des ressortissants ou dans le rôle des bourgeois, ainsi que pour les avis d'inscription et les dossiers de radiation.

- 1) Ordonnance du 26 novembre 1918 concernant l'administration des archives communales
- 2) RSJU 190.11
- 3) RSJU 445.1
- 4) 1^{er} janvier 1979
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 28 février 2012, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2012

Ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique

du 27 octobre 1987

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 18 et 19 de la loi du 9 novembre 1978 sur l'école primaire¹⁾,

vu les articles 2, 4, 7, 10, alinéa 2, 11 et suivants de la loi du 9 novembre 1978 sur l'encouragement des activités culturelles²⁾,

vu les articles 74, lettre e, et 76, lettre e, du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990¹⁶⁾, ¹⁷⁾

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Généralités

Principe

Article premier L'Etat mène, avec la collaboration des autres collectivités publiques et des institutions culturelles, une politique concertée de promotion de la lecture publique.

Tâches de l'Etat
a) activités de
l'Etat

Art. 2 L'Etat peut prendre à sa charge les tâches de promotion de la lecture publique que commande l'intérêt public.

b) encourage-
ment de l'Etat

Art. 3 L'Etat encourage les initiatives et les efforts des autres collectivités et des institutions d'utilité publique en matière de bibliothèque et de lecture.

Domaine des
activités de l'Etat

Art. 4 Les lignes directrices de la politique de promotion de la lecture publique sont les suivantes :

- a) établissement d'un réseau de bibliothèques dans le Canton;
- b) soutien de la Bibliothèque cantonale jurassienne;
- c) développement de bibliothèques spécialisées dans les établissements et institutions que la législation place sous l'autorité immédiate de l'Etat;
- d) conclusion d'accords ou de conventions avec des cantons ou institutions de manière à étendre et à diversifier l'offre en matière de lecture.

Organisation	<p>Art. 5¹⁸⁾ La politique de promotion de la lecture publique est confiée au Département de la Formation, de la Culture et des Sports (dénommé ci-après : "Département").</p>
Tâches du Département	<p>Art. 6 ¹ Le Département est chargé plus particulièrement d'assurer le bon fonctionnement du réseau de bibliothèques.</p> <p>² A cette fin, il veille à la réalisation des objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) cohésion et complémentarité des divers efforts consentis en matière de promotion de la lecture publique; b) formation adéquate et perfectionnement des responsables des diverses bibliothèques; c) effort spécifique pour la promotion de la lecture publique dans les petites communes et dans des établissements tels que les hôpitaux, les homes, les prisons, etc.; d) harmonisation des techniques bibliothéconomiques; e) ...¹³⁾.
Coordination	<p>Art. 7⁴⁾ ¹ Le Gouvernement nomme une commission de coordination dont les tâches sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – elle soumet aux autorités cantonales et communales des stratégies visant à développer le secteur des bibliothèques et à promouvoir la lecture dans le canton du Jura; – elle incite les autorités politiques à prendre en compte les changements technologiques, culturels et sociaux et à soutenir l'adaptation des bibliothèques à ces évolutions; – elle veille à améliorer le bon fonctionnement des institutions existantes, à intensifier la coopération à tous les niveaux et à favoriser les actions en faveur de la lecture; – elle produit les statistiques cantonales en matière de bibliothèques; – elle veille à développer la formation continue des bibliothécaires et promeut la recherche fondamentale en matière de lecture et de documentation; – elle aide la Bibliothèque cantonale à remplir sa mission de centre de service et d'information à l'égard des autres bibliothèques et centres documentaires; – elle est renseignée et consultée sur toutes les questions relatives à la lecture publique et à la diffusion de l'information. <p>² La commission de coordination est composée de neuf membres; elle est représentative des bibliothèques et de leurs usagers.</p>

³ En font partie d'office :

- a) ¹⁰⁾ pour l'Office de la culture, le bibliothécaire cantonal, qui en assume la vice-présidence;
- b) un représentant du Service de l'information et de la communication;
- c) un représentant du Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire;
- d) un représentant du Centre jurassien d'enseignement et de formation.

Les autres membres sont choisis parmi les responsables, les professionnels et les usagers des bibliothèques. ¹⁸⁾

⁴ A l'exception des membres d'office, les membres de la commission sont désignés pour la législature et rééligibles deux fois consécutivement. ²⁰⁾

^{4bis} Sous réserve de l'alinéa 3, lettre a, ci-dessus, la commission se constitue elle-même. ¹¹⁾

⁵ La Bibliothèque cantonale assume le secrétariat de la commission.

CHAPITRE II : Activités spécifiques à l'Etat en matière de bibliothèques et de lecture publique

SECTION 1 : Bibliothèque cantonale jurassienne

Siège,
rattachement,
direction ¹⁴⁾

Art. 8 ¹ La Bibliothèque cantonale jurassienne a son siège à Porrentruy.

² Elle est rattachée à l'Office de la culture ¹²⁾ qui en assume l'organisation et la gestion.

³ Le bibliothécaire cantonal en est le directeur. ¹⁵⁾

Missions

Art. 9 ¹⁴⁾ ¹ La Bibliothèque cantonale jurassienne assume une double mission : elle est un établissement d'étude et de culture générale et le lieu de mémoire du patrimoine intellectuel jurassien.

² Bibliothèque d'étude et de culture, elle met à la disposition de la population des ressources documentaires et des instruments de travail intéressant tous les domaines de l'activité humaine pour encourager l'information, la formation et la recherche.

³ Bibliothèque patrimoniale, elle recueille, conserve et met en valeur toutes les publications, sous quelque forme qu'elles se présentent, intéressant le Jura et les Jurassiens, en particulier :

- a) les publications émanant des autorités jurassiennes;
- b) les imprimés édités ou publiés dans la République et Canton du Jura;
- c) les ouvrages écrits ou publiés par les Jurassiens;
- d) les archives littéraires des auteurs jurassiens;
- e) les archives audiovisuelles relatives au Jura;
- f) des publications, ouvrages et collections acquis par des dons, des achats ou mis en dépôt.

⁴ Elle met ses collections à la disposition du public conformément aux dispositions de son règlement.

Association

Art. 10¹⁴⁾ ¹ La Bibliothèque cantonale jurassienne est intégrée, en qualité de membre fondateur, au Réseau des bibliothèques neuchâteloises et jurassiennes (ci-après : "RBNJ"). Son directeur siège au sein du Comité de direction du réseau.

² La Bibliothèque cantonale jurassienne est membre du Réseau des bibliothèques de Suisse occidentale (ci-après : "RERO"). Son directeur siège au Conseil des directeurs des grandes bibliothèques romandes (CDROM).

³ La Bibliothèque cantonale jurassienne peut, avec l'accord du Gouvernement, s'associer à d'autres bibliothèques de caractère régional.

Coopération

Art. 11 ¹ La Bibliothèque cantonale jurassienne coopère avec les institutions cantonales, suisses et étrangères qui lui sont semblables par leurs buts et leurs activités.

² ... ¹³⁾

Coordination

Art. 12¹⁴⁾ ¹ La Bibliothèque cantonale jurassienne assume pour le canton du Jura l'ensemble des tâches de coordination avec les réseaux RBNJ et RERO.

² Elle gère les opérations liées à l'établissement de la partie jurassienne du catalogue des réseaux RBNJ et RERO.

³ Elle coordonne et assume le suivi des unités documentaires qui existent dans les services de l'administration.

⁴ Elle est prestataire de services et d'informations à l'égard des autres bibliothèques et centres documentaires actifs dans le canton.

Commission
a) tâches

Art. 13 Le Gouvernement nomme une commission de la Bibliothèque cantonale jurassienne dont les tâches sont les suivantes :

- a) ¹⁴⁾ elle propose au Département les moyens susceptibles de remplir les missions qui lui sont dévolues par l'article 9;
- b) ¹⁴⁾ elle fait des propositions au Gouvernement relatives à l'organisation, à la gestion et au développement de la Bibliothèque cantonale jurassienne;
- c) elle élabore un règlement, soumis à l'approbation du Département.

b) composition

Art. 14 ¹ La commission de la Bibliothèque cantonale jurassienne se compose de neuf membres.

² En font partie d'office :

- a) le chef de l'Office de la culture¹²⁾, qui en assume la présidence;
- b) deux représentants de la Ville de Porrentruy, proposés par le Conseil municipal;
- c) deux représentants de la Société jurassienne d'Emulation, proposés par le Comité directeur.

³ A l'exception du président, les membres de la commission sont désignés pour une période législative et sont rééligibles deux fois consécutivement.¹⁴⁾

⁴ Le bibliothécaire cantonal assume le secrétariat de la commission. Il a voix consultative.¹⁴⁾

SECTION 2 : Bibliothèques placées sous l'autorité immédiate de l'Etat

Missions

Art. 15¹⁸⁾ ¹ Lorsque l'accomplissement de leurs tâches l'exige, les services administratifs et judiciaires, les établissements scolaires et les institutions placés sous l'autorité immédiate de l'Etat peuvent organiser une bibliothèque.

² Ce type de bibliothèque regroupe une collection d'usuels ainsi que des ouvrages relatifs aux formations dispensées ou aux disciplines concernées.

³ Le Service de l'information et de la communication est chargé des achats d'ouvrages pour l'ensemble des services administratifs.

c) harmonisation;
accès

Art. 16⁽¹⁸⁾ ¹ Les techniques bibliothéconomiques appliquées dans l'ensemble des bibliothèques visées par l'article 15 sont harmonisées.

² Dans la mesure où il est admis, l'accès du public à ces bibliothèques se fait en général par le prêt entre bibliothèques (PEB).

Bibliothèque des
écoles
moyennes
supérieures
a) principe

Art. 17 ¹ Chacune des écoles moyennes supérieures dispose d'une bibliothèque réunissant l'ensemble des ouvrages destinés aux enseignants et aux élèves.

² Dans certains cas, des établissements voisins peuvent s'unir pour ne constituer qu'une seule bibliothèque.

b) gestion

Art. 18 La gestion de la bibliothèque d'une école moyenne supérieure est assumée par un bibliothécaire dont le statut, la durée du travail et le cahier des charges sont réglés par des directives du Département.

SECTION 3 : Conclusion d'accords ou de conventions

Principe

Art. 19⁽¹⁸⁾ Sous réserve des compétences financières, le Département s'efforce de conclure avec d'autres cantons ou avec des institutions, notamment avec Bibliomedia Suisse, des accords ou des conventions qui tendent à élargir et à diversifier l'offre en matière de lecture publique.

Lectures suivies

Art. 20 ¹ La pratique dite des "lectures suivies" est encouragée dans toutes les classes de la scolarité obligatoire.

² Le Département conclut des accords assurant aux écoles jurassiennes la libre mise à disposition de services de lectures suivies organisés dans d'autres cantons.

³ Le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire est chargé de la promotion des lectures suivies dans les écoles jurassiennes. Le Gouvernement peut confier cette tâche à une institution spécialisée (haute école, etc.).⁽¹⁸⁾

CHAPITRE III : Collaboration entre l'Etat, les communes et les institutions en matière de promotion de la lecture publique

SECTION 1 : Bibliothèques publiques

Champ
d'application

Art. 21 ¹ Dans les communes centres et relais, l'Etat, sous réserve de l'article 23, encourage la création et le maintien de bibliothèques publiques et de bibliothèques de jeunes gérées par une commune, un syndicat de communes ou une organisation de droit privé.

² Cet encouragement porte sur les frais de construction, de transformation et d'équipement des bibliothèques publiques ainsi que sur les dépenses annuelles liées à l'acquisition et à l'entretien des ouvrages.

Subventions de
l'Etat
a) taux

Art. 22 ¹ L'encouragement de l'Etat aux bibliothèques publiques se manifeste par des subventions qui sont calculées conformément aux dispositions du décret réglant l'octroi de subventions pour installations scolaires⁵⁾ et de l'ordonnance sur les installations scolaires⁶⁾.

b) supplément

² Une subvention supplémentaire de 10 à 20 % peut être accordée s'il est démontré que la bibliothèque est fréquentée par plus de 20 % d'utilisateurs domiciliés dans d'autres communes.

c) montants
limites

³ Les dépenses annuelles liées à l'acquisition et à l'entretien des ouvrages ne sont subventionnées que jusqu'à concurrence d'un montant de trois francs par habitant et pour autant qu'elles dépassent un franc par habitant.

Conditions de
l'octroi de
subventions

Art. 23 ¹ Ont droit aux subventions les bibliothèques dont le fonctionnement est conforme aux directives du Département.

² Ces directives portent notamment sur les techniques bibliothéconomiques, sur l'ouverture au public, sur le fonds d'ouvrages et sur son renouvellement, sur la conception et l'aménagement des locaux.

Décision et
financement

Art. 24 ¹ Les subventions sont allouées par le Service de l'enseignement.¹⁸⁾

² Celui-ci requiert le préavis du délégué aux affaires culturelles.

SECTION 2 : Bibliothèques scolaires

Bibliothèques
scolaires
a) principe

Art. 25 ¹ L'Etat peut subventionner la création et le maintien de bibliothèques scolaires dans les écoles primaires et secondaires.

b) définition

² Ces bibliothèques regroupent les ouvrages destinés aux maîtres et aux élèves. Elles comprennent à la fois des ouvrages documentaires destinés à illustrer ou à compléter le programme des diverses disciplines enseignées et des ouvrages relevant de la littérature pour la jeunesse.

c) gestion

Art. 26 ¹ La responsabilité des bibliothèques scolaires est assumée en principe par un membre du corps enseignant qui bénéficie d'une décharge d'enseignement pour autant qu'il satisfasse aux exigences de formation requises des bibliothécaires scolaires.

² L'ampleur de la décharge d'enseignement est fixée par des directives du Département.

³ Ces directives fixent les conditions auxquelles une personne ne faisant pas partie du corps enseignant de l'établissement considéré peut assumer la responsabilité de la bibliothèque d'une école primaire ou secondaire.

Subventions

Art. 27 ¹ L'Etat subventionne les frais de construction, de transformation et d'équipement des bibliothèques scolaires ainsi que les dépenses annuelles liées à l'acquisition et à l'entretien des ouvrages.

² Ces subventions sont calculées conformément aux dispositions du décret réglant l'octroi de subventions pour installations scolaires et de l'ordonnance sur les installations scolaires.

³ Les dépenses annuelles liées à l'acquisition et à l'entretien des ouvrages ne sont subventionnées que jusqu'à concurrence d'un montant de 300 francs par classe et pour autant qu'elles dépassent 100 francs par classe.

Cas particulier

Art. 28 Lorsque, dans une localité donnée, une bibliothèque de jeunes remplace une ou des bibliothèques scolaires, elle est subventionnée selon les critères retenus pour les bibliothèques scolaires. Dans ce cas, les montants subventionnables sont déterminés en fonction du nombre de classes desservies et incluent la contre-valeur des décharges d'enseignement.

Conditions
d'octroi des
subventions

Art. 29 ¹ Les subventions de l'Etat aux bibliothèques scolaires ne sont accordées que dans la mesure où les directives du Département sont respectées.

² Ces directives portent notamment sur les techniques bibliothéconomiques, sur l'accès des élèves à la bibliothèque, sur l'acquisition et le renouvellement des ouvrages, sur la conception et l'aménagement des locaux.

Décision et
financement

Art. 30 ¹⁸⁾ Les subventions sont allouées par le Service de l'enseignement.

SECTION 3 : Collaboration avec l'Université populaire jurassienne

Bibliothèque de
l'Université
populaire
jurassienne
a) principe

Art. 31 L'utilité publique du Bibliobus de l'Université populaire jurassienne est reconnue en particulier pour les localités et les écoles qui ne peuvent se doter d'une bibliothèque répondant aux directives.

b) appui de l'Etat
au Bibliobus

Art. 32 ¹ L'Etat participe annuellement aux frais de fonctionnement du Bibliobus de l'Université populaire jurassienne à raison de 60 % des coûts occasionnés par les prestations du Bibliobus sur le territoire de la République et Canton du Jura.

^{1bis} Le taux de 60 % est valable jusqu'à concurrence de 2 100 heures annuelles de stationnement sur le territoire de la République et Canton du Jura. Ce taux s'abaisse de 0,5 % par tranche de 50 heures de stationnement supplémentaire. Le taux ainsi réduit s'applique aux coûts afférents à la totalité des heures annuelles de stationnement. ¹⁹⁾

² Cet appui n'est garanti que dans la mesure où les conditions suivantes sont remplies :

- a) le Bibliobus répond aux demandes des communes et des écoles;
- b) le budget annuel du Bibliobus a été ratifié préalablement par le Département.

c) incitation aux
communes

Art. 33 ⁸⁾

d) décision et
financement

Art. 34 ¹ Le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire gère les subventions dues au Bibliobus. Il peut verser des avances allant jusqu'à 80 % de la subvention en cours d'exercice, le solde étant versé après le bouclage des comptes. ⁹⁾¹⁸⁾

² Celui-ci requiert le préavis du délégué aux affaires culturelles.

SECTION 4 : Procédure de subventionnement

Subvention
d'exploitation

Art. 35 ¹ Les responsables des bibliothèques remplissent, à la fin de chaque année civile, la formule officielle pour requérir la subvention cantonale.

² Les pièces justificatives doivent être jointes à la formule officielle.

³ Les demandes de subvention doivent être adressées jusqu'au 31 mars de l'année suivante au Service de l'enseignement, respectivement au Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire.¹⁸⁾

Subvention
d'investissement

Art. 36¹⁸⁾ Les requêtes relatives à un subventionnement lié à la construction, à la transformation ou à l'équipement d'une bibliothèque publique ou scolaire doivent être adressées, trois mois avant le début des travaux, au Service de l'enseignement.

CHAPITRE IV : Dispositions finales

Exécution

Art. 37 Le Département exécute la présente ordonnance et édicte des directives d'application, notamment celles prévues aux articles 18, 23 et 29.

Abrogation du
droit en vigueur

Art. 38 ¹ L'ordonnance du 13 juillet 1982 concernant la Bibliothèque cantonale jurassienne est abrogée.

² L'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les subventions en faveur des bibliothèques communales est abrogée.

Entrée en
vigueur

Art. 39 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 1988.

Delémont, le 27 octobre 1987

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Boillat
Le chancelier : Joseph Boinay

- 1) Voir actuellement art. 64 de la loi scolaire du 20 décembre 1990, en vigueur depuis le 1^{er} août 1991 (RSJU 410.11)
- 2) RSJU 443.1
- 3) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111)
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 5 octobre 1999, en vigueur depuis le 1^{er} novembre 1999
- 5) RSJU 410.316
- 6) RSJU 410.316.1
- 7) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991. Il a été tenu compte de cette modification dans toute la présente ordonnance (RSJU 172.111).
- 8) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 23 février 1999, en vigueur depuis le 1^{er} mars 1999
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 octobre 2000, en vigueur depuis le 3 octobre 2000
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 16 septembre 2003, en vigueur depuis le 15 octobre 2003
- 11) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 16 septembre 2003, en vigueur depuis le 15 octobre 2003
- 12) Nouvelle dénomination selon la modification du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 28 août 2002, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003 (RSJU 172.111)
- 13) Abrogé(e) par le ch. I de l'ordonnance du 24 janvier 2006
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 24 janvier 2006
- 15) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 24 janvier 2006
- 16) RSJU 172.111
- 17) Introduit dans le préambule par le ch. I de l'ordonnance du 19 février 2008
- 18) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 19 février 2008
- 19) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 19 février 2008
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. XI de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Ordonnance concernant le Musée jurassien des sciences naturelles

du 5 juillet 1983

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 10, alinéa 2, de la loi du 9 novembre 1978 sur l'encouragement des activités culturelles¹⁾,

vu l'article 5, alinéa 2, de l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection et la conservation des curiosités naturelles dans le canton du Jura²⁾,

arrête :

Siège

Article premier ¹ Le Musée jurassien des sciences naturelles est un musée cantonal qui a son siège à Porrentruy.

² Il comprend le Musée proprement dit et le Jardin botanique.

Rattachement

Art. 2³⁾ ¹ Le Musée jurassien des sciences naturelles est attaché administrativement à l'office du patrimoine historique.

² Une directive du Département de l'Education précise la répartition des locaux entre le Musée et le Lycée cantonal ainsi que les modalités de l'usage commun et de l'entretien des terrains et des locaux.

Buts

Art. 3 ¹ Le Musée jurassien des sciences naturelles a pour but de conserver, d'enrichir et de mettre en valeur le patrimoine naturel du Jura à des fins de formation, de recherche et d'animation.

² Il recueille :

- a) les collections scientifiques mises en dépôt par la Municipalité de Porrentruy;
- b) tous les objets découverts sur le territoire du Canton qui relèvent des sciences naturelles;
- c) les dons et les acquisitions.

³ Il établit les inventaires de toutes les pièces déposées au Musée.

⁴ Le public et les écoles ont accès aux collections selon l'horaire des visites et les dispositions du règlement. Il peut être perçu une taxe d'entrée pour les visites. Le montant des taxes est fixé par le Gouvernement, sur proposition de la commission du Musée jurassien des sciences naturelles.³⁾

Coopération

Art. 4 ¹ Le Musée jurassien des sciences naturelles coopère avec les institutions similaires suisses et étrangères.

² Il collabore de manière active avec les écoles.

Conservateur et personnel

Art. 5³⁾ ¹ Le Musée est dirigé par un conservateur choisi en principe parmi les professeurs du Lycée cantonal.

² Le Gouvernement nomme le conservateur et le personnel du Musée; il en définit le taux d'occupation.

Commission
a) Constitution et composition

Art. 6 ¹ Le Gouvernement nomme une commission du Musée jurassien des sciences naturelles (dénommée ci-après : "commission").

² La commission se compose de sept membres choisis dans le monde scientifique.

³ En font partie d'office :

- a) un représentant de l'Office du patrimoine historique;
- b) un représentant du Lycée cantonal, proposé par la Direction;
- c) un représentant de la ville de Porrentruy, proposé par le Conseil municipal.

⁴ La commission se constitue elle-même.

⁵ Le conservateur assiste aux délibérations de la commission avec voix consultative et assure le secrétariat.

b) Tâches

Art. 7 ¹ La commission a notamment pour tâche de faire des propositions relatives :

- a) aux buts définis à l'article 3 de la présente ordonnance;
- b) aux objets à acquérir et à mettre en valeur;
- c) à l'organisation et à la gestion du Musée.

² Elle élabore le règlement du Musée jurassien des sciences naturelles et le soumet au Gouvernement pour ratification.

c) Séances

Art. 8 ¹ La commission tient au minimum deux séances par an.

² Le président peut en outre convoquer la commission en cas de nécessité.

d) Durée du mandat et rééligibilité

Art. 9 ¹ Les membres de la commission sont nommés pour la législature.⁴⁾

² Ils sont rééligibles deux fois consécutivement.

Entrée en vigueur

Art. 10 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} août 1983.

Delémont, le 5 juillet 1983

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Roger Jardin
Le chancelier : Joseph Boinay

¹⁾ RSJU 443.1

²⁾ SJU 445.2

³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 23 mars 1993, en vigueur depuis le 1^{er} mai 1993

⁴⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XII de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Arrêté instituant la commission des musées

du 9 décembre 1986

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 13 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978¹⁾,

vu les articles 4, lettre a, et 7, alinéa 3, de la loi du 9 novembre 1978 sur l'encouragement des activités culturelles²⁾,

vu l'article 5 de l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection et la conservation des curiosités naturelles et des antiquités dans le canton du Jura³⁾,

arrête :

Article premier ¹ Sous la dénomination de "commission des musées", il est créé une commission cantonale chargée d'élaborer une politique générale des musées.

² Par politique générale des musées, il faut entendre essentiellement la coordination de l'activité des musées suivants :

- le Musée jurassien d'art et d'histoire, Delémont;
- le Musée de Porrentruy;
- le Musée rural jurassien, Les Genevez;
- le Musée lapidaire, Saint-Ursanne;
- le Musée jurassien des sciences naturelles, Porrentruy;
- le Club jurassien des arts, Moutier.

³ L'Office du patrimoine historique est associé à cette tâche de coordination.

Art. 2 ¹ La commission des musées se compose de sept membres.

² La commission comprend un représentant de chacun des musées suivants :

- Musée jurassien d'art et d'histoire, Delémont;
- Musée de Porrentruy;
- Musée rural jurassien, Les Genevez;

- Musée lapidaire, Saint-Ursanne;
- Club jurassien des arts, Moutier.

³ La commission comprend en outre un fonctionnaire ou employé de l'Office du patrimoine historique (en tant que responsable de la Collection jurassienne des beaux-arts notamment), ainsi que le conservateur du Musée jurassien des sciences naturelles.

⁴ Le Gouvernement nomme les membres mentionnés à l'alinéa 2 sur proposition des musées concernés et le représentant de l'Office du patrimoine historique sur proposition de cet office.

Art. 3 ¹ Les membres de la commission qui représentent les musées selon l'article 2, alinéa 2, sont nommés pour la législature.⁶⁾

² Ils sont rééligibles deux fois.

³ Le membre qui n'exerce plus d'activité dans l'institution qu'il représente ne peut plus être nommé pour une nouvelle période.

Art. 4 Le conservateur des musées jurassiens participe aux séances de la commission avec voix consultative. Il assume le secrétariat de la commission.

Art. 5 ¹ La commission des musées peut s'adjoindre des représentants d'institutions similaires avec voix consultative.

² Dans l'accomplissement de son mandat, elle peut faire appel à des experts.

³ Elle peut demander au conservateur des musées d'exécuter des tâches particulières ou lui confier des mandats spéciaux.

Art. 6 Les tâches de la commission des musées sont les suivantes :

- a) proposer au Gouvernement une politique générale des musées dans le but d'assurer la conservation du patrimoine jurassien;
- b) susciter la collaboration entre les musées et préciser leur orientation;
- c) établir une politique d'acquisition, d'échange et de dépôt des objets;
- d) préavisier les demandes de subventions cantonales;
- e) rechercher, avec la collaboration du public, des objets pouvant enrichir le patrimoine jurassien;
- f) favoriser la collaboration avec d'autres associations, institutions ou groupements.

Art. 7 ¹ La commission se réunit au moins deux fois par an.

² En outre, le président peut, de lui-même ou à la demande de deux membres au moins, convoquer la commission pour délibérer d'affaires urgentes.

Art. 8 Les membres de la commission sont indemnisés conformément à l'ordonnance du 11 novembre 1980 concernant les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales⁴⁾.

Art. 9 Les membres de la commission sont soumis au secret de fonction tel que défini par l'article 25 de la loi du 26 octobre 1978 sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura⁵⁾.

Art. 10 L'arrêté du 25 mai 1982 instituant la commission chargée de la politique générale des musées est abrogé.

Art. 11 Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1987.

Delémont, le 9 décembre 1986

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Mertenat
Le chancelier : Joseph Boinay

1) RSJU 172.11
2) RSJU 443.1
3) RSJU 445.2
4) RSJU 172.356
5) RSJU 173.11

- ⁶⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XII de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Ordonnance instituant la commission des affaires culturelles

du 3 février 2004

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 42 de la Constitution cantonale¹⁾,

vu les articles 2, 8 et 10 de la loi du 9 novembre 1978 sur l'encouragement des activités culturelles²⁾,

vu l'article 76, lettre b, du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990³⁾,

arrête :

Terminologie	Article premier Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Institution	<p>Art. 2 ¹ Il est institué une commission des affaires culturelles.</p> <p>² Cette commission est rattachée à l'Office de la culture.</p>
But	<p>Art. 3 ¹ La commission des affaires culturelles a pour but de contribuer à la promotion de la culture jurassienne et à son rayonnement.</p> <p>² Elle appuie et conseille l'Office de la culture dans ses tâches de politique culturelle dans les domaines de la formation et de la création (stimulation, soutien, encouragement, coordination, diffusion et promotion d'actes culturels) et lui soumet toute proposition.</p>
Collaboration interjurassienne	<p>Art. 4 ¹ La commission des affaires culturelles collabore avec la Commission francophone des affaires culturelles générales du canton de Berne pour mettre en place un organe interjurassien et définir les axes d'une politique culturelle commune au Jura et à la partie francophone du canton de Berne.</p> <p>² Elle pourvoit à la mise en place d'outils de politique culturelle et structurels.</p>

³ Elle veille notamment à l'élaboration, dans le cadre de "Jura Pays Ouvert", d'un projet de "centre d'expressions artistiques" en privilégiant l'approche interjurassienne.

Composition

Art. 5 ¹ La commission des affaires culturelles est composée de 9 membres nommés par le Gouvernement, lequel désigne également le président.

² Le délégué aux affaires culturelles, et au besoin le chef de l'Office de la culture, participent aux séances avec voix consultative.

Tâches

Art. 6 La commission des affaires culturelles a pour tâches :

- a) d'examiner les projets qui lui sont soumis;
- b) de réunir les souhaits et revendications des acteurs culturels jurassiens, de les étudier et d'émettre des préavis à leur sujet;
- c) de disposer des ressources financières qui lui sont allouées (art. 12);
- d) de dynamiser la création par l'octroi de prix et d'autres mesures d'encouragement à l'acte culturel;
- e) de définir les axes d'ouverture de la politique culturelle jurassienne, puis interjurassienne, notamment de participer, avec la Commission francophone des affaires culturelles générales du canton de Berne, à la mise en place d'une commission culturelle interjurassienne.

Bureau

a) Composition

Art. 7 ¹ A la commission est adjoint un bureau composé du président et de deux autres membres nommés par la commission et choisis en son sein.

² Le délégué aux affaires culturelles participe aux séances avec voix consultative.

b) Tâches

Art. 8 Le bureau a pour tâches :

- a) de formuler, de sa propre initiative, des choix et décisions de la commission à l'intention de l'Office de la culture;
- b) de formuler des préavis sur demande et à l'intention de l'Office de la culture;
- c) de structurer les travaux de la commission, voire des groupes de travail qu'elle décide de constituer, et de procéder aux convocations;
- d) d'assurer la rédaction annuelle d'un rapport d'activité.

Sous-commissions

Art. 9 ¹ La commission des affaires culturelles peut former, avec l'autorisation du Département de l'Education, des sous-commissions chargées de mandats particuliers (étude d'une commission interjurassienne de la culture, attribution de prix ou de commandes d'œuvres, centre d'expression artistique, etc.).

² Les sous-commissions sont en principe composées de membres de la commission; elles peuvent proposer au chef du Département de l'Education l'engagement d'experts selon les domaines concernés.

Durée des fonctions

Art. 10 ⁵⁾ Les membres de la commission des affaires culturelles sont nommés pour une période correspondant à la législature.

Indemnisation

Art. 11 ¹ Les membres de la commission des affaires culturelles sont indemnisés conformément à l'ordonnance concernant les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales⁴⁾.

² Les dépenses propres au fonctionnement de la commission (jetons de présence, déplacement, frais divers) sont imputables à l'Office de la culture.

Financement

Art. 12 ¹ Les ressources financières sont prévues au budget.

² Le Gouvernement arrête annuellement le montant mis à disposition de la commission.

Entrée en vigueur

Art. 13 La présente ordonnance entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 3 février 2004

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jean-François Roth
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 101
- 2) RSJU 443.1
- 3) RSJU 172.111
- 4) RSJU 172.356
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. XIV de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Ordonnance concernant l'encouragement de la création audiovisuelle

du 23 octobre 1990

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 42 de la Constitution cantonale¹⁾,

vu l'article 4, lettre b, de la loi du 9 novembre 1978 sur l'encouragement des activités culturelles²⁾,

arrête :

But

Article premier L'Etat encourage la création audiovisuelle.

Autorités

Art. 2 ¹ Les affaires relatives à l'encouragement de la création audiovisuelle sont du ressort du Département de l'Education³⁾.

² Celui-ci est secondé, à titre consultatif, par la commission pour l'encouragement de la création audiovisuelle, qui lui soumet ses propositions et le conseille sur les objets d'une certaine importance (subventions, diffusions, etc.).

³ Les compétences financières du Parlement et du Gouvernement sont réservées. Les prestations sont accordées dans les limites des crédits accordés par le Parlement ou d'autres moyens financiers disponibles (produits de fonds, fondation, etc.).

Commission

Art. 3 ¹ La commission pour l'encouragement de la création audiovisuelle se compose de sept membres nommés par le Gouvernement, dont :

- a) un représentant du Département de l'Education³⁾;
- b) un représentant de la SRT-JU;
- c) un représentant du Conseil consultatif des Jurassiens de l'extérieur;
- d) un représentant de l'Association jurassienne d'animation culturelle.

² Le président de la commission est désigné par le Gouvernement.

³ Elle délibère valablement quand quatre de ses membres au moins sont présents.

⁴ Ses décisions sont prises à la majorité des voix; le président vote et, en cas d'égalité des voix, départage.

⁵ La commission se réunit en séance ordinaire au moins deux fois durant l'exercice annuel.

Durée des
fonctions

Art. 4 ¹ La durée des fonctions des membres de la commission correspond à celle de la législature.⁶⁾

² Un membre qui a accompli deux périodes complètes est tenu de se retirer sauf s'il s'agit de représentants de l'Etat.

³ Le secrétariat de la commission est assuré par le délégué aux affaires culturelles.

Tâches de la
commission

Art. 5 ¹ La commission a notamment pour tâches d'encourager l'activité créatrice dans le domaine de l'audiovisuel et de soutenir la diffusion de la production jurassienne en matière d'audiovisuel.

² Elle préavise de même à l'intention du Gouvernement les demandes de subventions pour la création, l'édition et la réédition d'oeuvres musicales.

³ Elle est également chargée de faire ses propositions au Gouvernement en vue de l'attribution du prix de la meilleure émission.

⁴ Lorsque les circonstances s'y prêtent, la commission collabore avec les associations ou organes ayant des buts et des tâches similaires.

Prix de la
meilleure
émission

Art. 6 ¹ Le prix de la meilleure émission est décerné au moins une fois par législature. Il a pour but de récompenser, dans les domaines de la fiction et du documentaire, une émission de radio, de télévision, un film cinématographique, en première diffusion, digne d'intérêt et qui constitue une création permettant de contribuer à l'illustration du Jura historique.

² Le prix consiste en l'attribution d'une distinction et d'une prime d'un montant d'au moins 2 000 francs.

Règlement

Art. 7 ¹ Le règlement du prix de la meilleure émission, élaboré par la commission, est soumis au Gouvernement pour approbation.

² Il définit les conditions d'attribution du prix en fonction, notamment, des critères suivants :

- esthétique (forme);
- qualité informative (fonds);
- originalité (choix du sujet et façon de le traiter);
- contribution à la compréhension des problèmes propres au Jura historique.

Indemnités

Art. 8 Les membres de la commission sont indemnisés conformément à l'ordonnance du 11 novembre 1980 concernant les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales⁴⁾.

Secret de fonction

Art. 9 Les membres de la commission sont soumis au secret de fonction tel que défini par l'article 25 de la loi du 26 octobre 1978 sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura⁵⁾.

Entrée en vigueur

Art. 10 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} décembre 1990.

Delémont, le 23 octobre 1990

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Mertenat
Le chancelier : Joseph Boinay

¹⁾ RSJU 101

²⁾ RSJU 443.1

³⁾ Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111)

⁴⁾ RSJU 172.356

⁵⁾ RSJU 173.11

⁶⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XV de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Ordonnance concernant l'encouragement des lettres jurassiennes

du 16 décembre 1986

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 42 de la Constitution cantonale¹⁾,

vu l'article 95c, lettre b, du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 6 décembre 1978²⁾,

vu les articles 4, lettre b, et 6, lettre a, de la loi du 9 novembre 1978 sur l'encouragement des activités culturelles³⁾,

arrête :

But

Article premier L'Etat encourage les lettres.

Autorités
compétentes

Art. 2 ¹ Les affaires relatives à l'encouragement des lettres sont du ressort du Département de l'Education et des Affaires sociales.

² Celui-ci est secondé, à titre consultatif, par la commission pour l'encouragement des lettres jurassiennes, qui lui soumet ses propositions et le conseille sur les objets d'une certaine importance (subventions, publications, etc.).

³ Les compétences financières du Parlement et du Gouvernement sont réservées. Les prestations sont accordées dans les limites des crédits accordés par le Parlement ou d'autres moyens financiers disponibles (produits de fonds, de fondations, etc.).

Commission

Art. 3 ¹ La commission pour l'encouragement des lettres jurassiennes se compose de cinq membres nommés par le Gouvernement pour la législature; les membres sont rééligibles deux fois.²⁾

² Le président de la commission est nommé par le Gouvernement.

³ La commission se réunit en séance ordinaire au moins deux fois durant l'exercice annuel.

⁴ Elle délibère valablement quand trois de ses membres au moins sont présents.

⁵ Ses décisions sont prises à la majorité des voix; le président vote et, en cas d'égalité des voix, départage.

Tâches de la
commission

Art. 4 ¹ La commission a pour tâche :

- a) d'encourager l'activité littéraire, en particulier la création;
- b) de soutenir l'édition d'auteurs jurassiens de talent lorsque les circonstances l'exigent;
- c) de contribuer à la réimpression d'ouvrages importants pour la littérature jurassienne;
- d) de distinguer les ouvrages d'écrivains jurassiens.

² Lorsque les circonstances s'y prêtent, la commission se concerta ou collabore avec les associations ou organes ayant des buts et des tâches similaires.

Prestations

Art. 5 ¹ La commission peut proposer au Gouvernement d'accorder ses prestations sous les formes suivantes :

- a) récompenses en espèces;
- b) achat d'ouvrages pour distribution aux bibliothèques publiques et scolaires;
- c) subventions;
- d) bourses ou commandes de travail.

² Les prestations figurant sous les lettres a, b et c peuvent être cumulées.

Cercle des
bénéficiaires

Art. 6 Dans l'application des dispositions figurant aux articles 4 et 5, la commission a la faculté de considérer les auteurs originaires du Jura historique ou qui y sont domiciliés.

Indemnités

Art. 7 Les membres de la commission sont indemnisés conformément à l'ordonnance du 11 novembre 1980 concernant les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales⁴⁾.

Secret de
fonction

Art. 8 Les membres de la commission sont soumis au secret de fonction tel que défini par l'article 25 de la loi du 26 octobre 1978 sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura⁵⁾.

Abrogation du
droit en vigueur

Art. 9 Le règlement du 6 décembre 1978 concernant la commission pour l'encouragement des lettres jurassiennes⁶⁾ est abrogé.

Entrée en
vigueur

Art. 10 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 1987.

Delémont, le 16 décembre 1986

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Mertenat
Le chancelier : Joseph Boinay

1) RSJU 101

2) RSJU 172.111

3) RSJU 443.1

4) RSJU 172.356

5) RSJU 173.11

6) ROJU 1978 444.11

7) Nouvelle teneur selon le ch. XVI de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Ordonnance concernant l'encouragement des beaux-arts¹⁾

du 6 décembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

vu l'article 42 de la Constitution cantonale,

arrête :

Article premier ¹ L'Etat encourage les beaux-arts dans les limites des crédits accordés par le Parlement ou d'autres moyens financiers disponibles (produit de fondations, de fonds, etc.).

² Les autorités compétentes (Départements, Gouvernement, Parlement) décident de l'emploi des ressources disponibles selon leurs attributions.

³ Quant aux moyens financiers provenant de fondations, fonds, etc., font règle les statuts de l'institution dont il s'agit.

Art. 2 ¹ Les affaires relatives à l'encouragement des beaux-arts sont du ressort du Département de l'Education et des Affaires sociales.

² Celui-ci est secondé à titre préconsultatif par une commission des beaux-arts, qui donne son avis en règle générale sur tous les objets de quelque importance (commandes, achats, etc.).

³ S'il s'agit de la construction de bâtiments de l'Etat, la commission des beaux-arts est, en règle générale, appelée à se prononcer sur les questions importantes touchant la décoration artistique. L'avis de la commission est requis chaque fois que le devis prévoit un montant supérieur à 20'000 francs pour la décoration artistique d'un édifice ou d'un site aménagé.

⁴ La commission peut aussi faire connaître au Gouvernement son opinion touchant des questions générales de beaux-arts, intéressant l'Etat.

Art. 3 ¹ La commission des beaux-arts est nommée par le Gouvernement. Elle comprend sept membres, dont²⁾ :

- a) un représentant du Département de l'Education et des Affaires sociales;
- b) un représentant du Département de l'Environnement et de l'Equipement;
- c) un représentant des artistes;
- d) un représentant de la Société jurassienne d'Emulation;
- e) un représentant de l'Institut jurassien des sciences, des lettres et des arts.

² Le président est désigné également par le Gouvernement.

Art. 4 ¹ La durée des fonctions des membres de la commission des beaux-arts correspond à la législature.⁵⁾

² Un membre qui a accompli deux périodes complètes est tenu de se retirer, sauf s'il s'agit des représentants du Gouvernement.

³ Le représentant des artistes est désigné pour une législature et doit se retirer à l'expiration de ce temps.⁵⁾

⁴ Le secrétaire est désigné par le Département de l'Education et des Affaires sociales.

Art. 5 La commission délibère valablement quand trois membres au moins sont présents. Ses décisions sont prises à la majorité absolue; le président vote lui aussi et départage en cas d'égalité des voix.

Art. 6 Aucun mandat (achat, etc.) ne peut être conféré à des membres de la commission.

Art. 7²⁾ Les membres de la commission sont indemnisés conformément aux dispositions de l'ordonnance concernant les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales³⁾.

Art. 8 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur⁴⁾ de la présente ordonnance.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE
CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- ¹⁾ Ordonnance du 7 juillet 1944 concernant l'encouragement des beaux-arts (RSB 424.31)
- ²⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I. de l'ordonnance du 7 décembre 1982, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1983
- ³⁾ RSJU 172.356
- ⁴⁾ 1^{er} janvier 1979
- ⁵⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XVII de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Règlement concernant la conservation des objets d'art et monuments historiques¹⁾

du 6 décembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

vu la loi du 9 novembre 1978 sur la conservation des objets d'art et monuments historiques²⁾,

arrête :

Article premier L'inventaire des antiquités est dressé par l'Office de la culture³⁾, conjointement avec la commission du patrimoine historique (art. 3 de la loi). Il est placé sous la surveillance du Département de la Formation, de la Culture et des Sports⁶⁾, dont il relève.

Art. 2 ¹ L'inventaire comprend les rubriques suivantes :

1. monuments appartenant à l'Etat, aux communes ou à des corporations de droit public;
2. objets d'art mobiliers du domaine public;
3. documents historiques du domaine public;
4. monuments, antiquités et documents historiques appartenant à des particuliers.

² Les décisions relatives aux différents objets sont consignées sous les numéros correspondants de l'inventaire.

³ En ce qui concerne l'inscription sur l'inventaire des objets désignés ci-dessus et la révision de ce dernier, il n'est rien ajouté aux dispositions prévues par la loi.

Art. 3 ¹ La commission du patrimoine historique se compose de cinq membres, nommés par le Département de la Formation, de la Culture et des Sports pour la législature.⁵⁾

² Le chef du Département de la Formation, de la Culture et des Sports⁶⁾ en est d'office président.

³ La commission choisit parmi ses membres un vice-président et un secrétaire.

⁴ Le chef et l'archiviste de l'Office de la culture⁷⁾ font de droit partie de la commission, avec voie délibérative.

Art. 4 Le président réunit la commission aussi souvent que les circonstances l'exigent.

Art. 5 La commission a les attributions suivantes :

1. elle dresse l'inventaire des objets visés par la loi sur la conservation des objets d'art et monuments historiques;
2. elle contrôle cet inventaire et se renseigne sur les objets qui lui sont signalés d'autre part;
3. elle désigne les objets qui doivent être portés sur l'inventaire et présente à l'Office de la culture⁷⁾ les propositions y relatives;
4. elle préavise sur les travaux de réparation, de modification ou de restauration mentionnés à l'article 6 de la loi, ainsi que sur les déclassements d'objets inscrits sur l'inventaire (art. 5 et 10 de la loi);
5. elle veille d'une façon générale à ce que tous les objets visés par la loi soient portés sur l'inventaire et se met, dans ce but, en relation avec les personnes compétentes de toutes les parties du canton;
6. elle procède à la révision de l'inventaire prévue par la loi;
7. elle présente des propositions concernant les fouilles à entreprendre et surveille celles qui se font; elle veille, en particulier, à ce que les objets exhumés de terrains appartenant à l'Etat ou à des corporations publiques ne soient point aliénés;
8. elle préavise sur les affaires qui lui sont soumises par le Département de la Formation, de la Culture et des Sports⁶⁾.

Art. 6 Les membres de la commission sont indemnisés conformément aux dispositions de l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales³⁾.

Art. 7 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur⁴⁾ du présent règlement.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) Règlement du 13 août 1902 concernant la conservation des objets d'art et monuments historiques (RSB 426.411)
- 2) RSJU 445.1
- 3) RSJU 172.356
- 4) 1^{er} janvier 1979
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. XVIII de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012
- 6) Nouvelle dénomination selon la modification du 24 mai 2006 du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006 (RSJU 172.111)
- 7) Nouvelle dénomination selon la modification du 28 août 2002 du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003 (RSJU 172.111)

Arrêté instituant une commission pour la protection de la nature

du 18 janvier 1983

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 45, alinéas 2 et 3, de la Constitution cantonale^{[1\)](#)},

vu l'article 13 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978^{[2\)](#)},

vu l'article 81 de la loi du 9 novembre 1978^{[3\)](#)} sur l'introduction du Code civil suisse,

arrête :

Article premier Il est institué une commission pour la protection de la nature dans le but d'assurer la pérennité des paysages naturels et semi-naturels formés par l'homme, des formations géomorphologiques et des écosystèmes dignes de protection, des monuments naturels ainsi que de la flore et de la faune sauvages et de leurs biotopes.

Art. 2 La commission est composée de onze membres.

Art. 3 ¹ Les membres de la commission sont nommés pour la législature par le Gouvernement sur proposition du Département de l'Environnement et de l'Equipement. Ils sont rééligibles.^{[5\)](#)}

² La commission se constitue elle-même.

³ Le secrétariat de la commission est assumé par le préposé à la protection de la nature qui a voix consultative.

Art. 4 ¹ La commission a notamment pour tâche :

- a) de contribuer à la détermination des principes et des lignes directrices en matière de protection de la nature et du paysage;
- b) de participer à l'élaboration des dispositions légales et administratives touchant directement ou indirectement à la protection de la nature et du paysage ;

- c) d'évaluer l'impact sur le paysage des projets cantonaux et communaux d'une certaine importance et de préaviser dans ce sens lors des procédures d'examen;
- d) d'examiner toute proposition en relation avec la protection du patrimoine naturel ou visant à la sauvegarde d'espèces animales et végétales et de leurs milieux naturels.

² Le chef du Département de l'Environnement et de l'Equipement peut confier d'autres tâches à la commission.

Art. 5 Les affaires sont transmises à la commission par l'Office des eaux et de la protection de la nature.

Art. 6 ¹ Les membres de la commission sont indemnisés conformément à l'ordonnance concernant les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales⁴⁾.

² Les frais de la commission sont imputables à l'Office des eaux et de la protection de la nature.

Art. 7 Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 18 janvier 1983

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Roger Jardin
Le chancelier : Joseph Boinay

¹⁾ RSJU 101

²⁾ RSJU 172.11

³⁾ RSJU 211.1

⁴⁾ RSJU 172.356

⁵⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XIX de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat

du 26 octobre 1978¹⁾

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu les articles 130 à 134 de la Constitution cantonale,

arrête :

TITRE PREMIER : Dispositions générales

CHAPITRE PREMIER : Statut des Eglises

Eglises
reconnues

Article premier ¹ L'Eglise catholique romaine et l'Eglise réformée évangélique du Canton sont reconnues collectivités de droit public, dotées de la personnalité juridique.

² Le Parlement peut reconnaître comme telles d'autres Eglises importantes et durables.

Autres
collectivités
religieuses

Art. 2 Les autres collectivités religieuses sont soumises au droit privé.

Liberté des
cultes

Art. 3 Le libre exercice des cultes est garanti. Les Eglises reconnues et les autres collectivités religieuses exercent leurs activités dans les limites de l'ordre public.

CHAPITRE II : Organisation des Eglises reconnues

Autonomie

Art. 4 ¹ Chaque Eglise reconnue se donne une Constitution ecclésiastique et s'organise de façon autonome.

² Dans les limites de leur autonomie, les Eglises reconnues peuvent édicter des prescriptions de nature législative.

³ Dans les mêmes limites, elles peuvent également conclure des conventions de droit public. Sont réservés les articles 35 et 36 de la présente loi.

Approbation et
entrée en
vigueur des
Constitutions
ecclésiastiques

Art. 5 ¹ Les Constitutions ecclésiastiques et les modifications qui leur sont apportées sont soumises au vote des membres des Eglises reconnues.

² Elles ne peuvent entrer en vigueur qu'après avoir été adoptées à la majorité des suffrages exprimés, et approuvées par le Gouvernement.

³ Le Gouvernement doit les approuver si elles ont été adoptées démocratiquement et sont conformes au droit fédéral et cantonal.

⁴ Le Gouvernement invite les Eglises à modifier les dispositions des Constitutions ecclésiastiques devenues contraires au droit fédéral ou cantonal.

Organisation
cantonale

Art. 6 ¹ Les Eglises reconnues se donnent une organisation cantonale.

² L'Etat traite de ses rapports avec les Eglises reconnues en s'adressant à leurs organes cantonaux.

Paroisses

Art. 7 ¹ Les Eglises reconnues aménagent le territoire cantonal en paroisses, selon les dispositions de leur Constitution ecclésiastique.

² Les paroisses sont des collectivités de droit public dotées de la personnalité juridique.

³ Leur existence et leur autonomie sont garanties dans les limites des Constitutions ecclésiastiques et des prescriptions édictées par les Eglises reconnues.

Associations de
paroisses

Art. 8 ¹ Les paroisses peuvent se grouper en associations qui peuvent comprendre des paroisses extérieures au Canton.

² A la demande de l'Eglise reconnue concernée, le Gouvernement peut reconnaître aux associations de paroisses un statut de droit public.

CHAPITRE III : Qualité de membre

Appartenance à
une Eglise
reconnue

Art. 9 Les Constitutions ecclésiastiques déterminent les conditions d'appartenance aux Eglises reconnues.

Sortie et non-
appartenance
a) Procédure⁴⁾

Art. 10 ¹ Tout membre peut, s'il est âgé de seize ans révolus et capable de discernement, sortir d'une Eglise reconnue ou déclarer sa non appartenance à celle-ci, par une déclaration écrite adressée à la paroisse de son domicile.

² Les détenteurs de l'autorité parentale ou le tuteur décident de l'appartenance des mineurs de moins de seize ans.⁹⁾

³ Sous réserve de l'alinéa 2, nul n'est autorisé à faire une déclaration de sortie ou de non-appartenance au nom d'autrui.

⁴ L'autorité exécutive de l'Eglise reconnue ou de la paroisse remet à l'intéressé, de même qu'au contrôle des habitants de la commune de domicile, une attestation de sortie.⁵⁾

b) Effet

Art. 10a⁵⁾ ¹ La sortie de l'Eglise reconnue prend effet dès le jour où est adressée la déclaration de sortie ou de non-appartenance.

² L'impôt ecclésiastique est dû jusqu'à cette date.

Admission et
réadmission

Art. 10b⁵⁾ En cas d'admission ou de réadmission dans une Eglise reconnue, l'assujettissement à l'impôt ecclésiastique commence l'année fiscale qui suit le dépôt de la demande.

Droits et
obligations des
membres

Art. 11 ¹ Les Constitutions ecclésiastiques fixent les droits et obligations des membres de l'Eglise.

² Elles peuvent accorder les droits de vote et d'éligibilité à seize ans révolus.

³ Elles définissent et règlent les droits politiques des étrangers en matière ecclésiastique.

Registre des
membres

Art. 12 Chaque paroisse tient un registre de ses membres d'après les indications qui lui sont fournies par le contrôle des habitants et des étrangers.

TITRE DEUXIEME : Dispositions financières

CHAPITRE PREMIER : Impôts ecclésiastiques

Souveraineté
fiscale

Art. 13 ¹ Les Eglises reconnues ou leurs paroisses perçoivent des impôts pour couvrir leurs besoins financiers.

² Seules les Eglises reconnues perçoivent des impôts auprès des personnes morales.

Assujettissement
fiscal

Art. 14 ¹ Sont assujetties à l'impôt ecclésiastique :

- a) les personnes physiques qui sont membres d'une Eglise reconnue et qui ont domicile ou séjour fiscal sur le territoire du Canton;
- b) les personnes physiques de la confession d'une des Eglises reconnues qui remplissent dans le Canton les conditions d'un assujettissement partiel;
- c) les personnes morales qui ont leur siège ou dont l'administration s'exerce dans le Canton;
- d) les personnes morales qui remplissent dans le Canton les conditions d'un assujettissement partiel.

² Les personnes morales qui poursuivent un but religieux ne sont assujetties qu'à l'impôt de l'Eglise reconnue dont elles se réclament.

Substitution et
succession
fiscales

Art. 15 ⁶⁾

Exonérations

Art. 16 ⁴⁾ Sont exonérés de l'impôt ecclésiastique :

- a) les collectivités, établissements et personnes morales qui sont exonérés de l'impôt en vertu du droit fiscal cantonal;
- b) les personnes physiques qui ne sont pas membres d'une Eglise reconnue;
- c) les personnes physiques qui remplissent dans le Canton les conditions d'un assujettissement partiel sans appartenir à la confession d'une Eglise reconnue.

Impôts

Art. 17 ¹ Les impôts ecclésiastiques sont perçus en pour cent des impôts de l'Etat fixés par taxation exécutoire :

- a) du revenu et de la fortune des personnes physiques et des contribuables qui leur sont assimilés par la loi fiscale cantonale;
- b) du bénéfice et du capital des sociétés anonymes, des sociétés en commandite par actions, des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés coopératives au sens du Code des obligations;
- c) des gains immobiliers et des gains de loterie.⁴⁾

² La modification de la taxation en procédure de rectification, de révision, de rappel d'impôt ou d'amende est également valable pour les impôts ecclésiastiques.⁴⁾

Taux

Art. 18 ¹ Le taux des impôts perçus auprès des personnes physiques et des contribuables qui leur sont assimilés est fixé chaque année par l'organe délibératif des Eglises reconnues ou des paroisses.

² Les personnes morales doivent être imposées à un taux uniforme n'excédant pas la moyenne pondérée des taux respectifs pratiqués par les paroisses pour les personnes physiques et par les Eglises reconnues pour les personnes physiques; le taux est annuellement fixé d'entente entre les Eglises reconnues et ratifié par leurs organes délibératifs.

³ Faute d'accord entre les Eglises reconnues, le Gouvernement fixe le taux d'imposition des personnes morales.

Répartition
interconfes-
sionnelle

Art. 19 ¹ Lorsque les conjoints ou les partenaires enregistrés appartiennent à des Eglises reconnues différentes ou lorsque l'un d'eux seulement est membre d'une de ces Eglises, la part d'impôts ecclésiastiques de l'Eglise reconnue ou de la paroisse se calcule sur la moitié de l'impôt de l'Etat.⁸⁾

² La part d'une Eglise reconnue aux impôts ecclésiastiques perçus auprès des personnes morales est proportionnelle à la population de chaque confession résidant sur le territoire du Canton, d'après le dernier recensement fédéral.

Calcul et
perception des
impôts

Art. 20⁴⁾ ¹ L'autorité fiscale est chargée de calculer et de percevoir les impôts pour le compte des Eglises reconnues et des paroisses, d'après les taux qui lui sont communiqués.

² Elle en verse le produit aux autorités ecclésiastiques compétentes, sans prélever de commission.

Remises,
facilités de
paiement,
prescription et
restitution de
l'impôt⁴⁾

Art. 21⁴⁾ ¹ Les Eglises reconnues déterminent les cas dans lesquels peuvent être accordées la remise des impôts ecclésiastiques ou des facilités de paiement.

² Les organes compétents des Eglises reconnues ou des paroisses statuent souverainement sur les demandes.

³ La remise ou les facilités de paiement accordées pour les impôts de l'Etat sont également valables pour les impôts ecclésiastiques.

⁴ La prescription et la restitution de l'impôt sont réglées par les dispositions de la loi d'impôt²⁾.

Partage
d'impôts⁴⁾

Art. 22⁴⁾ ¹ La législation fiscale cantonale relative au partage de l'impôt entre les communes jurassiennes est applicable par analogie au partage des impôts ecclésiastiques entre les paroisses.

² Le Gouvernement peut toutefois exclure le partage de l'impôt entre les paroisses, notamment en cas de répartition forfaitaire de l'impôt entre les communes.

Hypothèque
légale⁴⁾

Art. 23⁴⁾ ¹ Les immeubles et les forces hydrauliques imposables sont grevés d'une hypothèque légale au profit des Eglises reconnues et de leurs paroisses aux mêmes conditions que celles garantissant les impôts de l'Etat et des communes.

² L'hypothèque légale pour les impôts ecclésiastiques prend rang après celle dont bénéficient l'Etat et la commune.

Droit subsidiaire

Art. 24 La législation fiscale cantonale est applicable à titre subsidiaire aux questions qui n'ont pas été réglées par les dispositions fiscales de la présente loi ou par les prescriptions des Eglises reconnues.

CHAPITRE PREMIER^{BIS} : Affectation de l'impôt ecclésiastique⁵⁾

Dépenses
d'administration

Art. 24a⁵⁾ ¹ Les communes ne peuvent prendre à leur charge les dépenses d'administration des Eglises reconnues ou de leurs paroisses.

² Sont réservées les prestations que les communes assument conventionnellement pour l'usage des biens d'une paroisse, tels que cloches, tours, églises, maisons paroissiales, etc.

³ Le juge administratif statue sur les litiges relatifs aux conventions visées à l'alinéa 2.

⁴ Les prestations dues à une paroisse par des communes, en vertu des conventions passées conformément à la loi du 9 novembre 1978 concernant la classification judiciaire des biens communaux⁷⁾, ne tombent pas sous le coup des dispositions qui précèdent.

Affectation des
impôts
ecclésiastiques

Art. 24b⁵⁾ Le produit des impôts ecclésiastiques ne peut être affecté qu'à couvrir les dépenses découlant de l'accomplissement de tâches dévolues aux Eglises reconnues ou à leurs paroisses par l'Etat, par leurs propres règlements, ainsi que par des décisions de leurs organes prises dans le cadre des dispositions légales.

Contributions
des paroisses

Art. 24c⁵⁾ ¹ Dans la mesure où une Eglise reconnue est astreinte dans l'accomplissement de ses tâches légales à des dépenses qui ne peuvent être couvertes par d'autres ressources, elle a le droit d'exiger des contributions des paroisses qui lui sont affiliées.

² Les contributions des diverses paroisses sont fixées d'après des critères de calcul uniformes.

³ L'organe supérieur de l'Eglise reconnue est compétent pour décider la levée de telles contributions et pour fixer les critères de calcul.

CHAPITRE II : Exonération des impôts cantonaux et communaux

Art. 25 Les Eglises reconnues, les paroisses qui en dépendent, les associations de paroisses, les établissements ecclésiastiques, les bénéfices curiaux et autres fondations semblables sont exonérés de l'impôt cantonal et communal conformément aux dispositions de la législation fiscale cantonale.

CHAPITRE III : Subsidés

Subsidés
annuels

Art. 26⁴⁾ ¹ L'Etat verse un subside annuel aux Eglises reconnues.

² Le montant du subside annuel se calcule sur la base du nombre des postes occupés dans les Eglises reconnues ainsi que de la charge brute liée à ces postes.

³ Après négociations avec les Eglises reconnues, le Gouvernement fixe souverainement, par voie d'arrêté, au préalable et tous les quatre ans, le taux des subsidés annuels, le nombre maximum de postes admis et la charge brute maximale admise par poste, adaptée en fonction du renchérissement et des annuités.

⁴ Le taux du subside annuel se situe entre 45 % et 55 % de la masse salariale admise des Eglises reconnues.

⁵ Le Gouvernement arrête le taux applicable à chaque Eglise reconnue en fonction de sa situation financière, de ses besoins et de la situation financière de l'Etat.

⁶ Le subside annuel est octroyé par le Gouvernement dans les limites des disponibilités budgétaires, sous forme de quatre acomptes trimestriels. Un décompte annuel est établi.

Autres subsidés⁴⁾

Art. 27⁴⁾ En dehors des subsidés annuels, l'Etat et les communes peuvent verser les contributions financières suivantes aux Eglises reconnues et aux paroisses :

- a) des subventions destinées à l'entretien et à la rénovation de monuments et d'objets d'intérêt historique, artistique ou culturel qui font partie du patrimoine ecclésiastique conformément à la législation en la matière;

- b) des participations aux frais de construction et d'entretien de bâtiments et autres installations ecclésiastiques servant aussi à des fins d'utilité publique;
- c) des rémunérations d'ecclésiastiques et d'auxiliaires préposés à l'accomplissement de tâches publiques au sein d'établissements scolaires, hospitaliers et autres, conformément à la législation en la matière.

Art. 28 et 29⁶⁾

CHAPITRE IV : Péréquation financière

Art. 30 ¹ Les Eglises reconnues prennent les mesures nécessaires pour atténuer les disparités financières entre paroisses et pour financer des tâches supraparoissiales.

² Elles peuvent prélever en particulier des contributions financières auprès des paroisses.

³ Le montant de ces contributions est fixé en fonction des besoins à satisfaire et de la capacité financière des paroisses.

CHAPITRE V : Administration patrimoniale

Autonomie

Art. 31 Les Eglises reconnues et les paroisses qui en dépendent administrent leur patrimoine de façon autonome.

Droit de préemption

Art. 32 Les Eglises reconnues peuvent, dans les Constitutions ecclésiastiques, instituer, au profit des Eglises reconnues, un droit de préemption sur les meubles et immeubles paroissiaux nécessaires à l'accomplissement actuel ou futur de tâches ecclésiales ou caritatives.

Limitation du droit d'aliéner

Art. 33 Les Eglises reconnues peuvent prescrire aux paroisses l'interdiction d'aliéner ou soumettre à autorisation préalable l'aliénation d'objets présentant une valeur religieuse, artistique, culturelle ou historique particulière.

Contrôle et publicité des comptes

Art. 34 ¹ Les Eglises reconnues et les paroisses qui en dépendent soumettent leurs comptes à un organe de contrôle.

² Les comptes annuels des Eglises reconnues et des paroisses sont publics.

TITRE TROISIEME : Evêché de Bâle et paroisses frontalières

Conventions
concernant
l'Evêché de Bâle

Art. 35 ¹ A la demande de l'Eglise catholique romaine du canton du Jura et sous réserve du droit fédéral, la République et Canton du Jura peut adhérer aux conventions concernant l'Evêché de Bâle.

² La présente loi s'applique sous réserve desdites conventions.

Paroisses
frontalières

Art. 36 ¹ La circonscription et le régime juridique des paroisses frontalières sont déterminés par accord conclu entre la République et Canton du Jura et l'Eglise reconnue concernée d'une part, et les cantons voisins d'autre part, après consultation des paroisses intéressées.

² A défaut d'accord, la législation jurassienne ne s'applique qu'à la partie du territoire des paroisses située dans le canton du Jura.

TITRE QUATRIEME : Voies de droit

Compétences
juridictionnelles

Art. 37 ¹ Les Eglises reconnues connaissent définitivement des contestations internes fondées sur la présente loi, sur les Constitutions ecclésiastiques et les prescriptions édictées par les Eglises, ainsi que sur le droit public fédéral et cantonal.

² Sont réservées les compétences de la Cour constitutionnelle et de la Cour administrative dans les cas prévus aux articles 104, alinéa 2, lettre b, et 134, alinéa 3, de la Constitution jurassienne.

³ Les décisions des Eglises reconnues relatives au montant de la contribution des paroisses peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la Cour administrative.⁴⁾

Pouvoir de
contrôle

Art. 38 Les Eglises reconnues jugent les contestations de leur compétence dans les limites de la présente loi et des Constitutions ecclésiastiques.

Procédure

Art. 39 Les autorités des Eglises reconnues et des paroisses, et celles des organismes qui en dépendent, appliquent les règles du Code de procédure administrative, ou des règles correspondantes, dans les cas où leurs décisions sont sujettes à recours auprès de la juridiction administrative ou constitutionnelle cantonale.

TITRE CINQUIEME : Régime transitoire⁶⁾

Art. 40 à 50⁶⁾

TITRE SIXIEME : Dispositions transitoires et finales⁴⁾

Disposition
transitoire

Art. 50a⁵⁾ Pour la première période suivant l'entrée en vigueur de la modification du 23 octobre 2002, le Gouvernement est autorisé à fixer les modalités du subside annuel selon l'article 26, alinéa 3, pour une période de deux ans.

Exécution

Art. 50b⁵⁾ Le Gouvernement édicte, par voie d'ordonnance, les dispositions nécessaires à l'application de la présente loi.

Clause
abrogatoire

Art. 51 La présente loi abroge toute disposition contraire de la législation reçue dans la République et Canton du Jura.

Entrée en
vigueur

Art. 52 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur³⁾ de la présente loi.

Delémont, le 26 octobre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Francois Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) Nouvelle teneur (modifications formelles) du 6 décembre 1978
- 2) RSJU 641.11
- 3) 1^{er} janvier 1979
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 octobre 2002, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003
- 5) Introduit par le ch. I de la loi du 23 octobre 2002, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003
- 6) Abrogé(s) par le ch. I de la loi du 23 octobre 2002, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003
- 7) RSJU 190.614.1
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. XXIV de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (RSJU 211.2), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. XVI de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

TABLE DES MATIERES

5	Défense nationale, police
51	<i>Défense militaire</i>
511	<i>Administration</i>
511.411	Ordonnance du 11 juin 2002 concernant l'organisation du commandement d'arrondissement militaire
519	<i>Conventions intercantionales</i>
519.1	Arrêté du Parlement du 13 novembre 1980 concernant l'approbation de la convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura relative au Commissariat cantonal bernois des guerres et au Service jurassien des affaires militaires
52	<i>Protection civile</i>
521	<i>Organisation cantonale</i>
521.1	Loi du 13 décembre 2006 sur la protection de la population et la protection civile
521.11	Ordonnance du 21 août 2007 sur la protection de la population et la protection civile
521.12	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'activité des médecins-conseils de la commission sanitaire cantonale de la protection civile
521.3	Ordonnance du 26 avril 1988 concernant la protection des biens culturels
529	<i>Conventions intercantionales</i>
529.1	Arrêté du Parlement du 13 novembre 1980 concernant l'approbation de la convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura relative à l'utilisation des centres d'instruction de la protection civile de Tramelan, Laufon et Lyss/Kappelen
53	<i>Approvisionnement économique du pays</i>
531.1	Ordonnance du 16 juin 2009 sur l'approvisionnement économique du pays

55	<i>Police</i>
551	<i>Police cantonale</i>
551.1	Loi du 4 décembre 2002 sur la police cantonale
551.2	Ordonnance du 19 juin 2007 portant exécution de la loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure en matière de violences lors de manifestations sportives
551.11	Ordonnance du 28 mars 2006 sur la police cantonale
551.14	Ordonnance du 17 juin 1980 concernant les frais de formation des aspirants se destinant à la police cantonale
551.15	Ordonnance du 26 août 1986 concernant l'avancement et la classification des membres de la police cantonale
555	<i>Repos dominical et jours fériés</i>
555.1	Loi du 26 octobre 1978 sur les jours fériés officiels et le repos dominical
555.10	Décret du 13 décembre 1979 fixant huit jours fériés officiels assimilés au dimanche
555.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'application du repos dominical
556	<i>Dispositions relatives aux funérailles</i>
556.1	Décret du 6 décembre 1978 concernant les inhumations
556.2	Décret du 6 décembre 1978 concernant la crémation
557	<i>Commerce des armes</i>
557.1	Décret du 21 juin 2000 portant exécution de la loi fédérale sur les armes
559	<i>Conventions intercantionales</i>
559.111	Arrêté du Parlement du 12 avril 2000 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande
559.115	Arrêté du Parlement du 22 avril 1998 portant approbation du concordat sur les entreprises de sécurité et arrêté du Parlement du 19 mai 2004 portant ratification de la révision du concordat sur les entreprises de sécurité

- 559.115.1 Décret du 21 juin 2000 portant introduction du concordat sur les entreprises de sécurité
- 559.170 Arrêté du Parlement du 18 mai 1993 portant approbation de la convention entre la République et Canton du Jura et la République et Canton de Genève relative au traitement électronique des données de police
- 559.171 Arrêté du Gouvernement du 20 novembre 2012 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur la coopération assistée par ordinateur des cantons lors de l'élucidation des délits de violence (Concordat ViCLAS)
- 559.2 Arrêté du Parlement du 16 juin 2010 portant adhésion de la République et canton du Jura au concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives
- 559.354 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention du 23 juin 1909 relative aux transports de police

Ordonnance
concernant l'activité des médecins-conseils de la
commission sanitaire cantonale de la protection civile¹⁾

du 6 décembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

vu les articles 1er, 4 et 24 de la loi introductive du 26 octobre 1978 concernant la protection civile²⁾,

arrête :

Article premier En vue de l'examen médical des personnes astreintes au service de protection civile, il est créé une commission sanitaire comprenant trois médecins-conseils.

Art. 2 ¹ Les membres de la commission sanitaire sont nommés par le Gouvernement pour la législature.⁴⁾

² La commission se constitue elle-même et désigne son président. Elle est convoquée par le secrétariat.

Art. 3 Le Bureau de la protection civile assume le secrétariat de la commission sanitaire. Le personnel du Bureau est tenu au secret professionnel en ce qui concerne les informations qu'il aurait recueillies dans l'exercice de ses fonctions. Les dispositions régissant le secret médical sont applicables par analogie.

Art. 4 ¹ La commission sanitaire se prononce sur l'aptitude des personnes astreintes au service de protection civile, en se fondant sur un certificat médical (formule officielle), les directives cantonales concernant l'activité des médecins-conseils dans la protection civile, ainsi que sur d'autres dossiers éventuels.

² D'entente avec le Bureau de la protection civile, la commission est autorisée à faire appel, suivant les besoins, à d'autres personnes qualifiées.

³ La commission sanitaire statue, sous réserve de recours au Bureau de la protection civile qui se prononce définitivement; elle motive sa décision brièvement et par écrit sur la formule "Décision".

Art. 5 L'expédition, le classement des dossiers, la tenue des registres et des archives sont assurés par le Bureau de la protection civile.

Art. 6 ¹ Les membres de la commission et les experts auxquels il été fait appel sont indemnisés selon les dispositions valables pour la Caisse nationale d'assurance contre les accidents.

² L'Etat prend à sa charge les frais occasionnés par l'activité de la commission, ainsi que les indemnités de déplacement des personnes astreintes au service de protection civile et qui ont été examinées.

Art. 7 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur³⁾ de la présente ordonnance.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

¹⁾ Ordonnance du 10 juin 1969 concernant l'activité des médecins-conseils des commissions sanitaires cantonales dans la protection civile (RSB 521.12)

²⁾ RSJU 521.1

³⁾ 1^{er} janvier 1979

⁴⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XX de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Arrêté**portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur la coopération assistée par ordinateur des cantons lors de l'élucidation des délits de violence (Concordat ViCLAS)**

du 20 novembre 2012

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 92, alinéa 2, lettre a, de la Constitution cantonale¹⁾,

vu l'article premier, alinéa 3, de la loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités, concordats et autres conventions²⁾,

vu les articles 6 et 7 de la loi du 4 décembre 2002 sur la police cantonale³⁾,

arrête :

Article premier La République et Canton du Jura adhère à l'accord intercantonal du 2 avril 2009 sur la coopération assistée par ordinateur des cantons lors de l'élucidation des délits de violence (Concordat ViCLAS).

Art. 2 ¹ La Police cantonale est chargée de l'application de l'accord.

² Elle désigne deux de ses collaborateurs en tant que coordinateurs (art. 5, al. 3, de l'accord).

Art. 3 Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Delémont, le 20 novembre 2012

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

Annexe

Accord intercantonal de la coopération assistée par ordinateur des cantons lors de l'élucidation des délits de violence (Concordat ViCLAS)

du 2 avril 2009

La Conférence des directrices et directeurs de départements cantonaux de justice et police (ci-après : "la CCDJP") approuve, en exécution des articles 56 et 57 de la Constitution fédérale⁴, l'accord ou concordat intercantonal ci-après :

1. Dispositions générales

Objet et but

Art. 1 ¹ Le présent accord ou concordat intercantonal (ci-après: "l'accord") a pour objet la lutte efficace contre la criminalité (en série) de caractère violent ou sexuel par la collaboration entre les cantons, impliquant en particulier :

- a) la création de la base légale permettant l'utilisation transcantonale de l'instrument d'analyse ViCLAS pour empêcher et élucider les délits contre l'intégrité physique et sexuelle et,
- b) le regroupement et l'exploitation au niveau supracantonal de résultats d'enquêtes et de procédures pénales cantonales.

² L'accord règle les conditions auxquelles ViCLAS peut être utilisé par les cantons signataires ainsi que par la Principauté de Liechtenstein.

Définition

Art. 2 Le système ViCLAS (Violent Crime Linkage Analysis System) est un instrument d'analyse des actes violents et des délits sexuels, qui se base sur des résultats d'enquête existants et qui offre de nouvelles bases d'investigation (relation délit-auteur ou relation délit-délit). Il permet l'exploitation des informations spécifiques aux délits indépendamment de la langue.

Champ d'application

Art. 3 ¹ Le système ViCLAS est utilisé dans des procédures contre des auteurs connus ou inconnus en lien avec des enquêtes locales, régionales, nationales ou internationales.

² Sont saisis dans ViCLAS des types de comportement et/ou des circonstances qui indiquent ou qui sont en rapport avec des délits contre l'intégrité physique ou sexuelle et tout autre délit pour motif sexuel, qui se prêtent à l'analyse et la recherche dans ViCLAS. Cela comprend en particulier :

- a) les homicides (y compris les tentatives);
- b) les délits contre l'autodétermination sexuelle (y compris les tentatives et les délits poursuivis sur plainte);
- c) les disparitions de personne dans des circonstances laissant supposer l'existence d'un crime;
- d) les approches suspectes d'enfants et d'adolescents dans des circonstances laissant supposer l'existence d'un motif d'ordre violent ou sexuel;
- e) les enlèvements (sauf enlèvement d'enfants par leurs parents ou enlèvement de mineurs par le détenteur de l'autorité parentale);
- f) les maltraitements d'animaux au sens de l'article 26, alinéa 1, lettres a et b, de la loi du 16 décembre 2005 sur la protection des animaux (LPA)⁵ dans des circonstances laissant supposer l'existence d'un motif d'ordre violent ou sexuel.

2. Organisation, compétences

Principe

Art. 4 ¹ Par l'exploitation de ViCLAS, seules des données existantes ressortant d'enquêtes policières communales ou cantonales sont traitées et analysées de manière transcantonale.

² Sont saisies dans ViCLAS de manière standard toutes les informations importantes pour le travail d'enquête et disponibles dans les domaines ci-après :

- a) indications quant aux auteurs et à leur vie privée ou professionnelle;
- b) indications quant aux victimes et à leur vie privée ou professionnelle;
- c) indications quant à la relation auteur-victime;
- d) indications quant au délit et à la manière de procéder des auteurs;
- e) indications quant aux lésions corporelles et aux causes de décès;
- f) indications quant aux lieux du délit;
- g) indications quant aux types d'armes et d'outils utilisés;
- h) indications quant aux véhicules qui sont en relation avec le délit et/ou l'auteur.

³ L'alinéa 2 s'applique également à des données ressortant d'enquêtes policières mais qui n'ont pas ou pas encore fait l'objet d'un jugement devant un tribunal.

Organisation	<p>Art. 5 ¹ L'exploitation du système d'analyse ViCLAS est assurée par la police cantonale bernoise en tant qu'instance centrale et concessionnaire responsable de la Royal Canadian Mounted Police (RCMP).</p> <p>² La centrale ViCLAS est assistée par cinq services extérieurs régionaux. Ces services sont assurés par un canton pour chaque concordat de police (actuellement les cantons de Fribourg, Soleure, Lucerne et St-Gall) ainsi que par la police cantonale ou municipale de Zurich. Ils sont responsables du traitement et de l'analyse des cas des cantons qui leur sont rattachés.</p> <p>³ Chaque canton désigne deux coordinateurs qui sont responsables de l'échange d'informations avec les services extérieurs et la centrale.</p> <p>⁴ La direction stratégique de ViCLAS est assurée par le comité directeur ViCLAS. En font partie le chef de la police judiciaire du canton de Berne (présidence) ainsi que les chefs des polices judiciaires des cantons assurant les cinq services extérieurs. Le comité directeur doit rendre compte de son activité à la Conférence des commandants des polices cantonales de Suisse. Cette dernière exerce la surveillance sur l'application de l'accord.</p>
3. Exploitation et protection des données	
Echange d'informations	<p>Art. 6 ¹ Les cantons signataires sont autorisés à échanger entre eux les données énumérées aux articles 3 et 4 et selon les principes de l'article 8, à les enregistrer dans un système central et à les exploiter électroniquement.</p> <p>² Les parties à l'accord doivent transmettre toutes les données relevant de ViCLAS au service extérieur compétent au sens de l'article 5.</p>
Autorisation d'exploitation	<p>Art. 7 Le système de traitement des données est exploité par la police cantonale bernoise pour l'ensemble de la Suisse. L'exploitation du système d'analyse ViCLAS est réglée par l'autorisation d'exploitation du Conseil-exécutif du canton de Berne selon l'article 52, alinéa 5, de la loi cantonale bernoise sur la police (LPol), du 8 juin 1997⁶¹.</p>
Enregistrement et gestion des données	<p>Art. 8 ¹ L'enregistrement physique des données ViCLAS est effectué exclusivement par la centrale.</p>

² S'agissant de la gestion des données dans ViCLAS, les principes ci-après sont applicables :

- a) les services extérieurs peuvent modifier leurs propres données et ont le droit de consulter les données des autres services extérieurs ainsi que celles de la centrale;
- b) la centrale a le droit de modifier l'ensemble des données contenues dans le système d'analyse ViCLAS;
- c) les suppressions sont effectuées uniquement par la centrale.

Responsabilité

Art. 9 La responsabilité du respect de la protection des données et la garantie de la sécurité des données incombent au commandant de la police cantonale bernoise. Les collaborateurs ViCLAS de la centrale et des services extérieurs sont en outre personnellement responsables du respect des exigences et des prescriptions de la protection des données.

Droit de
consulter
le dossier

Art. 10 ¹ Lorsqu'une personne demande à être renseignée ou à consulter, selon la législation cantonale applicable, les données traitées par la police à son sujet, l'autorité de police cantonale compétente est astreinte à transmettre la demande en tant que demande partielle au service extérieur compétent si :

- a) une indication quant à une mention dans ViCLAS ressort des données traitées; ou
- b) la personne qui dépose la demande l'exige.

² Il est permis d'adresser des demandes de renseignements et de consultation directement à un service extérieur ou à la centrale.

³ Le service extérieur transmet toujours la demande à la centrale.

⁴ La centrale traite la demande et renseigne le demandeur ou lui accorde le droit de consulter son dossier. La centrale doit tenir compte des éventuelles restrictions au droit d'être renseigné ou de consulter qui existent de la part des autorités de police cantonales compétentes.

Rectification de
données

Art. 11 ¹ Chaque personne a droit à la rectification ou à la suppression des données qui la concernent et qui ont été saisies de manière erronée ou superflue dans ViCLAS.

² La centrale est responsable de la rectification des données.

Procédure et
protection
juridique

Art. 12 ¹ Les demandes de renseignements et de rectification relatives à ViCLAS ainsi que toutes les autres prétentions relatives à la protection des données en relation avec le présent accord se basent, sauf dérogation prévue par le présent accord, en principe sur les dispositions de la loi cantonale bernoise sur la protection des données (LCPD), du 19 février 1986².

² L'autorité de surveillance de la protection des données du canton de Berne est compétente en tant qu'autorité de surveillance.

Suppression des
données

Art. 13 ¹ Les données saisies dans ViCLAS sont supprimées dans les délais ci-après :

- a) les données sont en principe conservées durant 40 ans dès leur saisie. Les données sont supprimées à l'expiration de ce délai ou suite au décès des personnes impliquées dans le délit;
- b) en cas de risques élevés de récidive et d'entente avec l'autorité de police concernée, l'autorité judiciaire compétente du canton concernée peut sur demande de la centrale prolonger ce délai par période de cinq ans;
- c) en cas de récidive, le délai court à partir du dernier délit saisi dans le système d'analyse ViCLAS;
- d) le délai est suspendu durant l'exécution d'une peine privative de liberté ou d'une mesure stationnaire;
- e) les données enregistrées concernant un auteur (préssumé) doivent être supprimés d'office :
 - suite à un acquittement, en ce qui concerne les données relatives au fait en question et sous réserve de la lettre f, ou
 - dès que sont dissipés tous les soupçons à l'encontre d'une personne (présumée) impliquée;
- f) si l'acquittement ou la suspension de la procédure a été prononcé en raison de l'irresponsabilité de l'auteur, la suppression des données sera soumise aux principes des lettres a à d.

² S'agissant des données relatives aux victimes et en cas d'enregistrements en vertu de l'article 3, alinéa 2, lettre d, la centrale procède, sur demande et indépendamment des délais fixés, à un contrôle de l'utilité de ces données. Toutes les données qui ne sont pas nécessaires sont supprimées dans le système ViCLAS. Les données relatives aux victimes peuvent être anonymisées sur demande.

³ Le droit cantonal désigne les autorités compétentes pour communiquer les données à supprimer et la suspension du délai durant l'exécution d'une peine privative de liberté ou d'une mesure.

4. Financement

Fixation des frais **Art. 14** ¹ La police cantonale bernoise supporte tous les frais de personnel et d'infrastructure résultant de l'exploitation de la centrale.

² Les frais d'exploitation et d'investissement des services extérieurs sont supportés par les cantons rattachés à chacun des services extérieurs ou par le concordat de police auquel appartient le canton assurant le service extérieur correspondant.

³ Les frais de licences supplémentaires ainsi que les dépenses décidées par le comité directeur pour les mises à jour liées au système sont répartis entre les parties à l'accord proportionnellement au nombre d'habitants.

5. Dispositions finales

Adhésion et résiliation **Art. 15** ¹ Chaque canton intéressé peut adhérer en tout temps à l'accord. L'adhésion est effective immédiatement.

² Chaque partie à l'accord peut résilier l'accord pour la fin d'une année civile moyennant un préavis de six mois. La résiliation n'a pas d'influence sur les données saisies jusque-là.

³ La demande d'adhésion ainsi que la résiliation doivent être adressées à la CCDJP.

Exécution **Art. 16** ¹ Les cantons édictent les directives nécessaires à l'exécution de l'accord.

² Les concordats de police désignent leurs services extérieurs respectifs selon l'article 5, alinéa 2.

Entrée en vigueur **Art. 17** ¹ L'accord entre en vigueur dès que le canton de Berne ainsi que deux autres cantons au minimum y ont adhéré.

² Les modifications de l'accord nécessitent l'approbation de toutes les parties à l'accord.

Notification à la
Confédération

Art. 18 Le secrétariat général de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) informe la Chancellerie fédérale du présent accord. La procédure est fixée par l'article 27o OLOGA⁸⁾.

Principauté de
Liechtenstein

Art. 19 La Principauté de Liechtenstein peut adhérer au présent accord sur la base de sa propre législation. Elle dispose des mêmes droits et obligations que les autres parties à l'accord.

Juridiction

Art. 20 ¹ Une instance d'arbitrage est mise en place pour régler tous les problèmes litigieux qui pourraient surgir entre les parties à l'accord dans le cadre de l'application et de l'interprétation du présent accord.

² Le comité directeur de la CCDJP est l'instance d'arbitrage.

³ Les dispositions du concordat du 27 mars 1969 sur l'arbitrage⁹⁾ sont applicables.

⁴ L'instance d'arbitrage tranche définitivement.

⁵ Une instance d'arbitrage indépendante peut être mise en place pour les cas particuliers.

Dispositions
transitoires

Art. 21 ¹ Le présent accord s'applique par analogie aux données saisies dans le système d'analyse depuis le début de l'exploitation opérationnelle de ViCLAS en mai 2003. Les données correspondantes restent enregistrées et peuvent être utilisées en tenant compte des principes figurant dans le présent accord.

² Une nouvelle saisie de données relatives à des événements selon l'article 3 qui ont eu lieu avant l'entrée en vigueur du présent accord est possible jusqu'en 1978 pour les homicides et jusqu'en 1993 pour les délits d'ordre sexuel, pour autant que l'importance de ces données pour ViCLAS le justifie et que la qualité des données soit suffisante.

³ Les données qui devraient déjà être supprimées selon le droit cantonal en vigueur ne doivent pas être saisies dans ViCLAS.

⁴ Les données qui ont été saisies dans ViCLAS avant l'entrée en vigueur du présent accord doivent être supprimées si elles ne pourraient être saisies à nouveau selon les principes fixés par le présent accord.

⁵ Les données relatives à des événements selon l'article 3 qui ont eu lieu avant l'entrée en vigueur du présent accord ne peuvent être saisies que si elles ne sont pas contraires aux principes fixés par le présent accord.

¹⁾ RSJU 101

²⁾ RSJU 111.1

³⁾ RSJU 551.1

⁴⁾ RS 101

⁵⁾ RS 455

⁶⁾ RSB 551.5

⁷⁾ RSB 152.04

⁸⁾ RS 172.010.1

⁹⁾ Concordat abrogé avec effet au 1^{er} janvier 2011 suite à l'entrée en vigueur du Code de procédure civile, qui règle la matière à ses articles 353 et suivants (RS 272)

TABLE DES MATIERES

6	Finances, régales
 61	 <i>Gestion financière</i>
611	Loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales
611.12	Ordonnance du 23 novembre 2010 concernant la délégation de compétences financières
611.4	Ordonnance du 20 décembre 1988 réglant la gestion des sûretés, garanties et autres valeurs déposées ou consignées
 62	 <i>Subventions</i>
621	Loi du 29 octobre 2008 sur les subventions
 64	 <i>Impôts et droits</i>
641	<i>Impôts directs de l'Etat et des communes</i>
641.11	Loi d'impôt du 26 mai 1988
641.111.01	Arrêté du Gouvernement du 25 septembre 1990 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.02	Arrêté du Gouvernement du 29 octobre 1991 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.03	Arrêté du Gouvernement du 1er décembre 1992 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.04	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1993 portant adaptation pour l'impôt sur la fortune des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.05	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1996 portant non-adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.06	Arrêté du Parlement du 15 novembre 2000 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.07	Arrêté du Parlement du 8 décembre 2004 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix

641.111.08	Arrêté du Parlement du 19 décembre 2008 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.09	Arrêté du Gouvernement du 2 février 2010 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2010
641.111.10	Arrêté du Gouvernement du 28 septembre 2010 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2011
641.111.11	Arrêté du Gouvernement du 25 octobre 2011 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2012
641.261	Ordonnance du 16 mai 1989 relative aux exonérations de l'impôt
641.262	Ordonnance du 21 février 1989 relative au traitement fiscal de la prévoyance professionnelle
641.263	Ordonnance du 3 novembre 2009 concernant l'amnistie fiscale
641.311.1	Ordonnance du 19 décembre 2000 concernant le calcul dans le temps de l'impôt dû par les personnes physiques
641.312.21	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'évaluation de la dépense pour l'imposition à forfait de contribuables étrangers
641.312.51	Ordonnance du 16 mai 1989 relative à la déduction des frais d'entretien d'immeubles
641.312.56	Ordonnance du 21 février 1989 relative à l'évaluation des frais professionnels liés à une activité lucrative dépendante
641.312.561	Directives du Gouvernement du 5 février 2002 concernant l'assujettissement des gains accessoires de caractère politique et autres
641.312.57	Directives du Gouvernement du 22 octobre 2002 relatives à l'étendue des amortissements autorisés
641.41	Décret du 22 décembre 1988 concernant le partage de l'impôt entre les communes jurassiennes
641.511	Décret du 22 décembre 1988 concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes
641.518	Ordonnance du 31 août 1982 concernant les moyens de preuve pour les impenses
641.541.1	Décret du 6 décembre 19787 concernant la répartition des valeurs officielles de forces hydrauliques entre les communes intéressées
641.543.1	Décret du 23 mars 1994 concernant la revision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.100	Ordonnance du 12 octobre 1994 réglant les modalités de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.101	Arrêté du Gouvernement du 14 février 1996 fixant l'entrée en vigueur des nouvelles valeurs locatives des immeubles
641.543.102	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2001 fixant l'entrée en vigueur des nouvelles valeurs locatives des immeubles agricoles
641.543.11	Arrêté du Parlement du 23 mars 1994 concernant le principe et les modalités de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques

641.543.111	Arrêté du Parlement du 21 décembre 2001 concernant le principe et les modalités de la révision linéaire des valeurs officielles
641.543.12	Ordonnance du 7 juillet 1992 concernant la contribution de l'Etat aux frais de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques, ainsi qu'aux frais relatifs aux rectifications et aux nouvelles estimations
641.611	Décret du 22 décembre 1988 concernant la Commission cantonale des recours en matière d'impôts
641.711	Ordonnance du 15 décembre 2009 sur l'imposition à la source
641.738	Décret du 22 décembre 1988 relatif à la perception des impôts par acomptes
641.741	Ordonnance du 10 octobre 1989 concernant la remise d'impôt
641.91	Loi du 28 janvier 1982 instituant un rabais fiscal pour la période 1981/ 1982
641.911	Ordonnance du 2 février 1982 portant exécution de la loi instituant un rabais fiscal pour la période 1981/1982
<i>642</i>	<i>Taxe des successions et donations</i>
642.1	Loi du 13 décembre 2006 sur l'impôt de succession et de donation
642.11	Décret du 30 novembre 1994 relatif au paiement de l'impôt de succession et de donation au moyen de biens culturels
<i>643</i>	<i>Taxes professionnelles</i>
643.1	Décret du 24 juin 1998 concernant les taxes perçues en matière de patentes d'auberge, de licences d'alcool et d'autorisations de spectacle
<i>644</i>	<i>Taxe sur les spectacles</i>
644.1	Décret du 22 décembre 1988 concernant la taxe communale sur les spectacles et les autres manifestations publiques
<i>645</i>	<i>Taxe des chiens</i>
645.1	Loi du 26 septembre 2001 sur la taxe des chiens
645.11	Ordonnance du 30 octobre 2001 concernant la taxe des chiens
<i>648</i>	<i>Exécution des droits et impôts fédéraux</i>
648.11	Ordonnance d'exécution du 19 décembre 2000 concernant l'impôt fédéral direct
648.21	Ordonnance du 10 octobre 1989 relative au remboursement de l'impôt anticipé
648.61	Ordonnance du 20 septembre 2011 portant exécution de la loi fédérale du 12 juin 1959 sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir

649 *Arrangements fiscaux et double imposition*

- 649.11 Arrêté du Parlement du 20 décembre 1979 approuvant l'adhésion définitive au concordat du 10 décembre 1948 entre les cantons de la Confédération suisse sur l'interdiction des arrangements fiscaux
- 649.551 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion à l'accord franco-suisse concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés
- 649.721 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'imputation forfaitaire d'impôt
- 649.751 Arrêté du Parlement du 1er décembre 1983 portant approbation de l'Accord conclu le 11 avril 1983 entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers et arrêté du Parlement du 19 juin 1986 portant approbation de la modification dudit Accord
- 649.751.1 Décret du 25 septembre 1986 concernant la répartition de la compensation financière perçue par la République et Canton du Jura en application de l'Accord entre la Suisse et la France relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers
- 649.791 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le remboursement de la retenue supplémentaire d'impôt Etat-Unis d'Amérique

65 *Péréquation financière*

- 651 Loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière
- 651.11 Ordonnance du 23 mai 2006 concernant la péréquation financière
- 651.111 Arrêté du Gouvernement du 27 novembre 2012 fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2013
- 659.1 Arrêté du Parlement du 22 novembre 2006 portant adhésion à l'accord-cadre pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (ACI)

69 *Régales*

- 691.1 Loi du 6 décembre 1978 sur la régle des sels
- 691.11 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la régle des sels

Loi sur les finances cantonales

du 18 octobre 2000

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 17 à 54 définissant les tâches de l'Etat et 123 à 125 de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Objet, champ d'application

Objet, champ
d'application

Article premier ¹ La présente loi régit la gestion des finances publiques.

² Les dispositions de la présente loi s'appliquent à la gestion financière du Parlement, du Gouvernement, de l'administration et des établissements cantonaux non autonomes.

³ L'administration financière des communes est réglée par voie de décret.

⁴ Le Parlement peut prescrire l'application de certaines règles de la présente loi à d'autres collectivités ou corporations de droit public.

CHAPITRE II : Principes de la gestion financière

Légalité

Art. 2 ¹ Les contributions publiques sont instituées et, pour l'essentiel, réglées par la loi.

² Toute dépense doit reposer sur une base légale.

Equilibre
financier

Art. 3 ¹ Les revenus et les charges de fonctionnement doivent s'équilibrer à moyen terme.

² L'endettement doit se conformer au mécanisme du frein à l'endettement.⁴⁾

3 ... [5\)](#)

⁴ La planification des recettes et des dépenses prend également en compte l'évolution de la conjoncture économique et l'opportunité d'appliquer une politique anticyclique.

Non-affectation
des impôts

Art. 4 ¹ Les impôts généraux ne peuvent être réservés à raison de parts déterminées à des tâches particulières.

² Exceptionnellement et pour une période limitée, le financement de charges extraordinaires peut être assuré par l'affectation d'un supplément aux impôts directs.

Nécessité des
tâches et des
prestations

Art. 5 ¹ Les tâches assumées et les prestations fournies doivent être nécessaires à la satisfaction de besoins importants.

² La définition des tâches et des prestations tient compte des besoins de l'ensemble du Canton et des moyens à disposition.

Gestion efficace
et efficiente

Art. 6 ¹ Dans la mesure où leur définition est sensée, des objectifs quantitatifs et qualitatifs sont assignés aux tâches et aux prestations lors de la définition des politiques à suivre.

² Les interventions de l'Etat et les prestations fournies doivent correspondre au mieux aux objectifs.

³ Le meilleur rapport entre les interventions et les prestations d'une part, et les coûts d'autre part, doit être recherché.

⁴ Un mode de gestion incitant à l'efficacité et à l'efficience, par exemple au moyen de contrats de prestations ou d'enveloppes budgétaires, doit être appliqué aux institutions fournissant des prestations pour le compte de l'Etat.

Causalité

Art. 7 ¹ Le coût des prestations et des interventions de l'Etat est mis à charge des bénéficiaires, dans une mesure raisonnable.

² Les avantages économiques particuliers provenant de normes ou d'installations publiques donnent lieu à une participation financière des bénéficiaires.

³ La mise en œuvre de ces principes est réservée à la législation sur les émoluments et les charges de préférence.

Coût et
financement
des projets

Art. 8 ¹ Tout projet de loi, décret, ordonnance ou arrêté est accompagné d'un plan de financement et d'une analyse détaillée de ses répercussions sur les finances, l'état du personnel et les coûts administratifs.

² Lors de la conception de projets importants, compte tenu de l'objectif visé, le Gouvernement choisit la variante la plus avantageuse économiquement, sur la base d'une analyse comparative des coûts et des bénéfices.

Collaboration
entre collectivités

Art. 9 ¹ Lorsqu'une tâche incombe à plusieurs collectivités, celles-ci se concertent en vue de sa réalisation la plus économe possible. Le Canton stimule la collaboration entre les collectivités concernées.

² Au besoin, des collaborations interjurassiennes, intercantionales ou transfrontalières sont recherchées.

Contrôle de
gestion

Art. 10 ¹ Le contrôle de gestion est introduit au sein de l'administration.

² Il vise à collaborer à la mise en place d'une gestion efficace et efficiente en contribuant notamment :

- a) à la fixation des objectifs et à la planification;
- b) à la détermination des prestations et des ressources y relatives;
- c) au pilotage des activités;
- d) à l'évaluation des résultats.

Publicité

Art. 11 ¹ Le budget et les comptes sont publics.

² L'Etat facilite l'accès au budget et aux comptes; il favorise la compréhension de la gestion des finances publiques.

CHAPITRE III : Système comptable

Modèle de
compte

Art. 12 ¹ L'Etat applique le modèle de compte harmonisé des cantons.

² Le compte d'Etat se compose du bilan et du compte administratif.

³ Le compte administratif comprend le compte de fonctionnement et le compte des investissements.

Patrimoine
administratif et
patrimoine
financier

Art. 13 ¹ Le compte d'Etat distingue le patrimoine administratif et le patrimoine financier.

² Le patrimoine administratif comprend les biens directement affectés à l'accomplissement des tâches publiques, notamment les investissements et les subventions aux investissements.

³ Le patrimoine financier comprend les biens qui ne servent pas directement à l'exécution des tâches publiques et qui peuvent être aliénés sans nuire à celles-ci.

Dépense,
placement,
recettes

Art. 14 ¹ Constitue une dépense l'affectation de moyens du patrimoine financier à l'accomplissement d'une tâche publique.

² Un placement est un engagement de moyens financiers auquel correspond une contre-valeur réalisable, qui n'entraîne qu'une modification à l'intérieur du patrimoine financier sans en faire varier le total.

³ Les recettes proviennent :

- a) des opérations financières qui augmentent la fortune nette ou diminuent le découvert;
- b) de la cession de biens du patrimoine administratif;
- c) des prestations de tiers pour la constitution de biens du patrimoine administratif.

Dépenses
d'investissement

Art. 15 Les dépenses d'investissement sont celles consenties en vue de la constitution des biens du patrimoine administratif propre ou des biens subventionnés qui génèrent un usage accru ou nouveau, dont le coût est important et dont la durée d'utilisation s'étend sur plusieurs années.

Comptabilité
analytique,
imputations
internes

Art. 16 ¹ Afin de déterminer le coût de certaines tâches ou prestations et d'assurer une gestion efficace et efficiente, il est tenu une comptabilité analytique à titre complémentaire.

² La tenue de la comptabilité analytique repose notamment sur la généralisation des imputations internes des prestations effectuées entre unités administratives.

³ La pratique des imputations internes peut également être instaurée lorsqu'il est nécessaire d'obtenir une facturation plus précise envers les tiers ou pour les financements spéciaux.

CHAPITRE IV : Moyens de gestion

Moyens de la
gestion
financière

Art. 17⁴⁾ La gestion financière s'appuie notamment sur le plan financier, la planification des investissements, le budget, les comptes, la statistique financière, les tableaux de bord relatifs aux tâches et aux prestations et le mécanisme du frein à l'endettement.

Frein à
l'endettement

Art. 17a⁶⁾ ¹ Le mécanisme du frein à l'endettement est fixé par l'article 123a de la Constitution cantonale¹⁾.

² Les notions que comporte cette norme sont définies comme il suit :

- a) le degré d'autofinancement est le rapport entre la marge d'autofinancement et les investissements nets;
- b) la marge d'autofinancement est l'addition des amortissements et du résultat du compte de fonctionnement; elle représente les moyens financiers propres qui peuvent être affectés au financement des investissements nets;
- c) les investissements nets correspondent à la différence entre les dépenses d'investissements brutes et les recettes qui s'y rapportent;
- d) la dette brute est constituée des dettes à court, moyen et long terme, mais sans les prêts de la Confédération transitant dans le bilan de l'Etat en faveur de tiers; elle est arrêtée sur la base du dernier bilan publié;
- e) les impôts cantonaux sont constitués de l'ensemble des recettes fiscales inscrites au budget de l'Etat, à l'exception des taxes sur les véhicules; ils sont arrêtés sur la base du budget en cause.

Plan financier
a) Généralités

Art. 18 ¹ Le plan financier sert de base à la planification continue des finances cantonales; il est établi pour une période de quatre à six ans au moins.

² Le plan financier repose sur l'évolution attendue du compte de fonctionnement et la planification des investissements.

³ Le plan financier est soumis à l'approbation du Parlement au moins une fois par législature; le Parlement est périodiquement informé de son état de réalisation.³⁾

⁴ Le Canton encourage les efforts tendant à harmoniser et à coordonner la planification financière des collectivités publiques ainsi que celle de leurs exploitations et établissements.

b) Contenu

Art. 19 Le plan financier indique principalement, pour la période de planification :

- a) la récapitulation des dépenses et des recettes du compte de fonctionnement;
- b) la récapitulation des investissements envisagés;
- c) l'estimation des besoins de financement;
- d) les possibilités de financement;
- e) l'évolution attendue de la fortune et de l'endettement;
- f) ⁴⁾ l'orientation des mesures nécessaires pour respecter le frein à l'endettement;
- g) le programme d'amortissement du découvert;
- h) les paramètres qui ont servi de base aux prévisions formulées.

Planification des investissements

Art. 20 ¹ La planification détaillée des investissements est établie au moins une fois par législature, pour une période de quatre à six ans. ³⁾

² Elle indique la liste des dépenses d'investissement importantes prévues ainsi que les enveloppes par service et par domaine pour les autres objets.

³ La planification des investissements est soumise à l'approbation du Parlement.

⁴ Le Parlement est périodiquement informé de toute modification importante apportée à la planification.

Budget
a) Généralités

Art. 21 ¹ Le budget est établi d'après le plan financier. Il indique de manière séparée les dépenses et les recettes de fonctionnement et d'investissement prévues au compte administratif pour l'année à venir.

² Les montants inscrits au budget sont estimés avec précision; les principaux écarts par rapport aux derniers budget et comptes sont expliqués.

³ Le contenu des rubriques qui contiennent des dépenses ou des recettes relatives à différents objets est en principe détaillé.

⁴ Le budget est remis au Parlement au plus tard à la fin octobre de l'exercice précédent.

⁵ Le Parlement vote le budget avant l'exercice qu'il concerne; si le budget n'est pas approuvé avant le début de l'exercice, le Gouvernement est autorisé à engager les dépenses absolument liées et les dépenses indispensables à l'activité administrative.

b) Respect du
frein à
l'endettement

Art. 22⁴⁾ ¹ S'il s'avère que le budget ne respecte pas le frein à l'endettement, le Gouvernement adopte, dans le cadre de la procédure budgétaire, toutes les mesures utiles de sa compétence.

² Lorsque, en dépit des mesures mentionnées à l'alinéa 1, il s'avère que le budget ne respecte pas le frein à l'endettement, le Gouvernement soumet au Parlement des mesures supplémentaires visant à le respecter.

Comptes
a) Généralités

Art. 23 ¹ Les comptes contiennent l'ensemble des opérations financières ou comptables.

² Ils indiquent de manière séparée les dépenses et les recettes de fonctionnement et d'investissement.

³ Ils sont bouclés au 31 décembre et transmis au Parlement au plus tard le 30 avril de l'année suivante.

b) Informations
annexes

Art. 24 ¹ Les comptes sont complétés notamment par la liste des crédits d'engagement utilisés, disponibles ou bouclés ainsi que par l'état des subventions promises et non encore payées.

² Les principaux écarts entre le budget et les comptes sont expliqués.

³ Lorsque des budgets et des comptabilités séparés sont tenus pour des propres établissements, leurs recettes et leurs dépenses sont consolidées et présentées avec le compte administratif dans un document récapitulatif.

Statistique
financière

Art. 25 Une statistique financière doit être tenue, apte à orienter et à appuyer efficacement la planification et la gestion financières.

Tableaux de
bord

Art. 26 ¹ Le Gouvernement introduit des tableaux de bord par tâche et par prestation.

² Les tableaux de bord contiennent notamment, pour les tâches et prestations concernées, les renseignements suivants :

- a) les objectifs visés;
- b) les bases légales;
- c) les destinataires;
- d) la quantité et la qualité des prestations à fournir;
- e) le coût;
- f) les indicateurs de performance;
- g) les mesures correctrices.

CHAPITRE V : Principes comptables et opérations de gestion

Comptabilité

Art. 27 ¹ La comptabilité est tenue selon les principes reconnus en la matière.

² Elle donne une vue claire, complète et véridique des opérations financières et comptables, du patrimoine et des dettes.

³ Le Gouvernement précise les règles comptables par voie d'ordonnance.

Spécialité
qualitative

Art. 28 ¹ Les rubriques budgétaires définissent l'affectation des moyens financiers; elles sont subdivisées en cas de besoin.

² Le montant inscrit sous une rubrique budgétaire ne peut être affecté qu'au but défini par son libellé.

³ Les aperçus qui spécifient l'utilisation du montant figurant sous une rubrique n'ont qu'une valeur indicative.

Spécialité
quantitative

Art. 29 ¹ A l'exception des dépenses absolument liées, le montant inscrit sous une rubrique de charge ne peut être dépassé sans autorisation préalable.

² La procédure d'autorisation est régie par la présente loi.

³ Le solde inutilisé d'un crédit ne peut être dépensé.

Spécialité
temporelle

Art. 30 ¹ Le budget alloue les moyens financiers pour une année.

² Une allocation budgétaire non utilisée est périmée à la fin de l'exercice.

Echéance

Art. 31 ¹ Les dépenses sont comptabilisées au moment où elles sont dues, les recettes lorsqu'elles sont facturées.

² La comptabilisation des avoirs et des engagements doit être effectuée, en liaison avec le bouclage des comptes, au plus tard à la fin de l'année déterminante.

Produit brut

Art. 32 ¹ L'intégralité des dépenses et des recettes doit être comptabilisée.

² Les opérations de compensation entre dépenses et recettes sont prohibées.

Bilan

Art. 33 ¹ Le bilan présente l'état du patrimoine administratif, du patrimoine financier, des engagements, de la fortune nette ou du découvert au moment du bouclage annuel.

² Les actifs figurent au bilan au plus pour leur prix d'achat ou de revient, déduction faite des amortissements.

³ Les cautionnements et autres garanties de même que les constitutions de gages en faveur de tiers sont indiqués en annexe au bilan.

Compte
administratif

Art. 34 ¹ Le compte administratif enregistre les dépenses et les recettes de l'année civile. Il fait apparaître le solde du financement et la variation de la fortune.

² Le compte de fonctionnement comprend les dépenses et les recettes qui modifient la fortune nette ou le découvert.

³ Le compte des investissements comprend les dépenses et les recettes d'investissement.

Financement
spécial

Art. 35 ¹ On entend par financement spécial l'affectation par la loi de moyens financiers à une tâche publique déterminée.

² Tout financement spécial fait l'objet d'un contrôle périodique d'opportunité. S'il dégage un excédent de recettes important, les attributions en sa faveur peuvent être réduites ou supprimées, même en dérogation aux règles portant sur son alimentation. Si son but est atteint ou qu'il est devenu sans objet, le financement spécial est annulé.

³ Les attributions ne peuvent dépasser ni les recettes affectées au financement spécial, ni le montant prévu par la loi.

⁴ Une avance en faveur d'un financement spécial n'est licite que si les recettes affectées ou l'excédent ne suffisent temporairement pas à couvrir les dépenses.

⁵ L'avoir du financement spécial et les avances en sa faveur sont rémunérés à un taux d'intérêt interne.

Amortissements
du patrimoine
administratif

Art. 36⁴⁾ ¹ Les biens du patrimoine administratif sont amortis de manière à constater la dépréciation de leur valeur et à permettre leur renouvellement.

² L'amortissement est effectué sur la valeur résiduelle au bilan de clôture de l'exercice antérieur.

³ Le Gouvernement arrête les taux d'amortissement des différentes catégories de biens du patrimoine administratif.

⁴ Les prêts et les participations du patrimoine administratif sont amortis selon les principes commerciaux.

⁵ Des règles spéciales peuvent être appliquées aux amortissements des établissements.

Amortissements
du patrimoine
financier

Art. 37 Les biens du patrimoine financier sont amortis selon les principes commerciaux.

Amortissement
du découvert

Art. 38 ¹ Le découvert reporté au bilan est amorti à moyen terme.

² Le programme d'amortissement du découvert fait partie du plan financier.

Transfert d'actifs **Art. 39** ¹ Le transfert de biens du patrimoine financier au patrimoine administratif s'opère au prix d'achat ou de revient. La valeur de transfert ne doit pas excéder la valeur vénale.

² Les biens qui ne sont plus utilisés à des fins d'utilité publique sont transférés du patrimoine administratif au patrimoine financier à leur valeur comptable résiduelle.

³ La vente de biens du patrimoine financier à des tiers intervient à la valeur vénale, sous réserve de raisons majeures d'intérêt public.

CHAPITRE VI : La procédure de dépense

SECTION 1 : Principes

Conditions à la dépense **Art. 40** ¹ L'engagement de toute dépense nécessite une base légale suffisante et une allocation budgétaire.

² Lorsque la base légale détermine la dépense ou que la dépense est liée, la base légale est réputée suffisante. Dans ce cas, la dépense ne requiert pas de nouvel arrêté de crédit.

³ Lorsque la dépense est nouvelle, la base légale est réputée insuffisante. Dans ce cas, la dépense requiert l'adoption de la base légale et d'un arrêté de crédit, sous réserve des compétences déléguées aux unités administratives.

Dépense liée **Art. 41** ¹ Une dépense est considérée comme liée lorsque :

- a) la base légale ne laisse plus à l'autorité d'exécution qu'une marge de manœuvre restreinte quant au principe de la dépense, à son montant, à son moment et à ses autres modalités importantes;
- b) la dépense permet d'améliorer l'exécution d'une tâche sans en augmenter le coût;
- c) elle sert à fournir les moyens nécessaires à l'activité administrative et à assurer leur entretien, leur réparation et leur renouvellement, à l'exception des nouvelles constructions;
- d) elle consiste en l'exécution d'un crédit d'engagement.

² Lorsque la base légale ne laisse plus aucune marge de manœuvre à l'autorité d'exécution, la dépense est réputée absolument liée.

Dépense
nouvelle

Art. 42 Est réputée nouvelle toute dépense qui n'est pas liée; tel est le cas lorsque :

- a) la dépense ne résulte d'aucune loi;
- b) la loi laisse une marge d'appréciation notable à l'autorité d'exécution;
- c) la dépense permet de remplir une tâche publique de façon entièrement nouvelle et avec un coût supplémentaire important;
- d) des transformations sont apportées à un ouvrage en vue d'une nouvelle affectation;
- e) un nouvel ouvrage est construit.

SECTION 2 : Base légale et arrêté de crédit

Principe

Art. 43 ¹ Une dépense peut être déterminée par une des bases légales suivantes :

- a) un dispositif de normes figurant dans des actes législatifs;
- b) un traité, un concordat ou une convention;
- c) les statuts d'une personne morale de droit public ou de droit privé;
- d) une décision judiciaire;
- e) une décision administrative ou un autre acte administratif.

² Une dépense peut également être déterminée par un arrêté de crédit qui complète la base légale ou en tient lieu pour une dépense particulière.

Autorités
compétentes
a) En général

Art. 44 ¹ L'adoption d'une base légale ou d'un arrêté de crédit relève de la compétence des autorités désignées par la Constitution.

² La délégation de compétences demeure réservée.

b) Peuple et
Parlement

Art. 45 ¹ Le peuple est compétent pour adopter toute base légale ou tout arrêté de crédit qui implique une dépense nouvelle unique supérieure à cinq centièmes du montant des recettes portées au dernier budget, ou une dépense périodique supérieure à cinq millièmes du même montant.

² Sous réserve du référendum facultatif, le Parlement est compétent pour :

- a) adopter toute base légale ou tout arrêté de crédit qui implique une dépense unique supérieure à cinq millièmes du montant des recettes portées au dernier budget, ou une dépense périodique supérieure à cinq dix-millièmes du même montant;

- b) adopter les transactions immobilières relevant du patrimoine administratif, les cautionnements et la participation à une entreprise économique si les montants en jeu sont supérieurs à cinq millièmes du montant des recettes portées au dernier budget.

³ Le Parlement est seul compétent :

- a) pour adopter toute base légale ou tout arrêté de crédit qui implique une dépense unique supérieure à cinq dix-millièmes du montant des recettes portées au dernier budget, ou une dépense périodique supérieure à cinq cent-millièmes de ce montant;
- b) pour statuer sur la conclusion de transactions immobilières relevant du patrimoine administratif, l'octroi de cautionnements et la participation à des entreprises économiques si les montants en jeu sont supérieurs à cinq dix-millièmes du montant des recettes portées au dernier budget.

c) Gouvernement **Art. 46** ¹ Le Gouvernement est compétent pour :

- a) adopter toute base légale ou tout arrêté de crédit qui implique une dépense nouvelle et qui ne relève pas de la compétence du peuple ou du Parlement;
- b) décider la conclusion de transactions immobilières relevant du patrimoine administratif, l'octroi de cautionnements et la participation à des entreprises économiques si les montants en jeu ne dépassent pas cinq dix-millièmes des recettes portées au dernier budget.

² Le Gouvernement peut déléguer par voie d'ordonnance une partie de ses compétences aux départements, à la Chancellerie ainsi qu'aux services ou offices subordonnés.

SECTION 3 : Formes de crédits

En général **Art. 47** L'arrêté de crédit peut revêtir la forme du crédit simple, du crédit d'engagement et du crédit-cadre.

Crédit simple **Art. 48** ¹ Le crédit simple est l'autorisation d'effectuer une dépense au cours d'une année pour un objet précis.

² Le montant du crédit simple doit bénéficier d'une allocation budgétaire.

³ En cas d'insuffisance, le montant du crédit simple peut être augmenté au moyen d'un crédit complémentaire si l'allocation budgétaire est suffisante ou d'un crédit supplémentaire si celle-ci est dépassée.

Crédit
d'engagement
a) Définition

Art. 49 ¹ Le crédit d'engagement est l'autorisation de souscrire, pour un objet défini et à raison d'un montant déterminé, des engagements qui s'étendent au-delà d'un exercice budgétaire.

² Il est octroyé pour des dépenses et des subventions d'investissement, des subventions de fonctionnement uniques et des dépenses découlant d'obligations conditionnelles.

b) Montant

Art. 50 ¹ L'arrêté de crédit indique le montant brut total du crédit d'engagement et le montant à charge de l'Etat.

² Un crédit net peut être accordé lorsque les subventions de tiers sont garanties quant à leur principe et à leur montant.

³ Les tranches d'utilisation annuelles figurent au budget à raison de leur montant brut.

⁴ Le montant du crédit d'engagement peut être augmenté au moyen d'un crédit complémentaire si son montant total s'avère insuffisant ou d'un crédit supplémentaire si une tranche annuelle dépasse l'allocation budgétaire disponible.

c) Péremption,
boucllement

Art. 51 ¹ Le crédit d'engagement est périmé si son but est devenu sans objet.

² Il est bouclé sans retard sitôt l'objectif atteint. Le solde éventuel ne peut être affecté à d'autres dépenses.

Crédit-cadre

Art. 52 ¹ Le crédit-cadre est une autorisation générale de dépenser un montant fixe pour un programme qui s'étend sur plusieurs années.

² L'arrêté de crédit désigne l'autorité compétente pour répartir le montant global en crédits partiels et pour déterminer leur affectation.

³ Les tranches annuelles correspondant aux crédits partiels figurent au budget.

⁴ Le montant total du crédit-cadre ne peut en aucun cas être dépassé. Si une tranche annuelle dépasse l'allocation budgétaire disponible, un crédit supplémentaire est requis.

⁵ Si le maintien d'une trésorerie suffisante et l'équilibre du compte de fonctionnement nécessitent des limitations particulières, le Parlement peut décider des crédits-cadres pour l'octroi de subventions cantonales.

SECTION 4 : Allocation et rallonge budgétaires

Allocation
budgétaire

Art. 53 ¹ Toute dépense à effectuer doit figurer dans une rubrique du budget.

² L'allocation budgétaire portant sur une dépense prévisible mais dépourvue de base légale lors de l'adoption du budget est bloquée jusqu'à l'entrée en vigueur de la base légale requise.

Rallonge
budgétaire

Art. 54 ¹ Si une dépense ne bénéficie d'aucune allocation budgétaire ou seulement d'une allocation insuffisante, une rallonge budgétaire doit être requise.

² La rallonge budgétaire peut être accordée sous la forme d'un crédit supplémentaire ou d'un dépassement de crédit.

SECTION 5 : Insuffisance des fondements de la dépense

Principe

Art. 55 ¹ En cas d'absence ou d'insuffisance de la base légale, de l'arrêté de crédit pour les dépenses nouvelles ou de l'allocation budgétaire, les bases nécessaires à la dépense doivent être créées ou complétées.

² Un objet entièrement nouveau doit reposer sur une base légale appropriée.

Crédit
complémentaire

Art. 56 ¹ Si un arrêté de crédit s'avère insuffisant, un crédit complémentaire doit être requis auprès de l'autorité compétente avant tout nouvel engagement.

² L'autorité compétente est celle qui a accordé le crédit initial. Le Gouvernement est toutefois compétent même si le crédit initial a été octroyé par le Parlement lorsque :

- a) le crédit complémentaire n'excède pas 10 % du crédit initial et se situe dans la limite des compétences financières du Gouvernement en matière de dépenses nouvelles;

- b) une dépense complémentaire ne peut être différée, sous peine de conséquences dommageables; dans ce cas, le Gouvernement informe le Parlement sans retard.

³ Si un crédit d'engagement contient une clause d'indexation des prix, les dépenses supplémentaires liées au renchérissement sont approuvées dans le cadre du budget. En cas de baisse des prix, le crédit est réduit d'autant.

Crédit
supplémentaire

Art. 57 ¹ Le crédit supplémentaire sert à accorder, pour une dépense déterminée, une rallonge budgétaire en cas d'allocation budgétaire insuffisante ou inexistante, sous réserve des dépenses absolument liées et des cas où un dépassement de crédit peut être autorisé par le Gouvernement.

² Le crédit supplémentaire est accordé par le Parlement.

³ Si l'engagement de la dépense ne souffre aucun retard sous peine de conséquences dommageables, le Gouvernement peut autoriser l'utilisation anticipée de tout ou partie du crédit.

⁴ Le Gouvernement informe la commission de gestion et des finances, dans la mesure du possible avant de prendre sa décision, des utilisations anticipées accordées et des motifs de l'urgence.

Dépassement
de crédit

Art. 58 ¹ Un dépassement de crédit peut être autorisé par le Gouvernement pour une dépense :

- a) à laquelle correspondent des recettes de même montant au moins;
- b) qui n'excède pas 10 % des compétences financières du Gouvernement en matière de dépenses nouvelles.

² L'autorisation préalable du Gouvernement n'est pas nécessaire lorsque le dépassement de crédit se rapporte à une dépense absolument liée.

³ L'ensemble des dépassements de crédits est présenté au Parlement avec le compte d'Etat.

SECTION 6 : Engagement de la dépense

Principe

Art. 59 ¹ L'engagement de la dépense est l'acte administratif qui affecte les fonds disponibles à leur destination.

² Avant d'engager la dépense, l'autorité vérifie si la base légale, l'arrêté de crédit pour les dépenses nouvelles et l'allocation budgétaire sont acquis.

Compétence **Art. 60** ¹ Le Gouvernement est compétent pour engager les dépenses.

² Il peut déléguer cette compétence aux chefs de départements et aux responsables d'unités administratives.

Actes connexes, coordination **Art. 61** ¹ L'autorité prend les mesures prescrites ou indiquées afin de garantir que l'utilisation des fonds dépensés est conforme à leur affectation.

² Si de telles mesures figurent dans des actes connexes à l'engagement de la dépense, l'autorité assure leur coordination.

Compensation financière **Art. 61a** ⁶ ¹ L'autorité compétente vérifie, avant tout versement total ou partiel, l'existence de dettes en faveur de l'Etat dues par le bénéficiaire d'une prestation pécuniaire. Le cas échéant, elle peut compenser le versement de celle-ci avec lesdites dettes.

² La compensation doit respecter notamment les conditions des articles 120 et suivants du Code des obligations⁷ et les règles particulières en cas de poursuite pour dettes et faillites.

³ L'autorité compétente informe sans délai le bénéficiaire concerné par la compensation et, si nécessaire, rend une décision.

CHAPITRE VII : Autorités et compétences de gestion financière

Renvoi **Art. 62** Les compétences du peuple, du Parlement et du Gouvernement en matière de dépenses sont traitées sous chapitre VI.

Parlement **Art. 63** Le Parlement :

- a) approuve le plan financier et la planification des investissements;
- b) ⁴ arrête le budget, sous réserve des compétences du peuple en matière de frein à l'endettement;
- c) octroie les crédits supplémentaires et les crédits complémentaires de sa compétence;
- d) approuve les comptes et les dépassements de crédit;
- e) autorise les emprunts publics;

- f) exerce la haute surveillance sur la gestion des finances cantonales, en faisant usage de ses propres compétences et en chargeant sa commission de gestion et des finances de compétences particulières.

Gouvernement

Art. 64 ¹ Le Gouvernement :

- a) en coordination avec le programme de législature, élabore le plan financier, la planification des investissements, les projets de budgets et de crédits ainsi que les comptes;
- b) arrête la politique en matière de placements et d'emprunts;
- c) met en place le contrôle de gestion, de manière progressive;
- d) décide du changement d'affectation de biens du patrimoine administratif, pour autant que cette décision ne provoque pas de dépenses;
- e) décide du transfert au patrimoine financier des biens du patrimoine administratif qui ne sont plus utilisés à des fins d'intérêt public;
- f) réalise les transactions immobilières relevant du patrimoine financier;
- g) autorise l'utilisation anticipée des crédits supplémentaires urgents conformément à l'article 57, alinéas 3 et 4, et les dépassements de crédits, puis en informe le Parlement;
- h) désigne les secteurs qui font l'objet d'une comptabilité analytique;
- i) surveille les activités de gestion financière déployées par les départements et les unités administratives dans le cadre de son pouvoir de direction de l'administration.

² Le Gouvernement peut déléguer certaines attributions aux départements, à la Chancellerie ainsi qu'à des services ou offices subordonnés.

Département des
Finances

Art. 65 ¹ Le Département des Finances assure la gestion courante des finances cantonales. Il émet les directives nécessaires à cet effet et prépare les dossiers financiers de la compétence du Gouvernement et du Parlement.

² En particulier, il :

- a) prépare le plan financier, la planification des investissements, le budget et les comptes;
- b) organise et gère la comptabilité et les archives comptables;
- c) examine, sous l'angle financier, l'ensemble des projets d'actes législatifs, d'arrêtés de crédits, de décisions et de contrats;
- d) gère la trésorerie et le patrimoine financier;
- e) conclut les emprunts, à l'exception des emprunts publics;
- f) obtient les crédits nécessaires au maintien d'une trésorerie suffisante;

- g) tient la statistique financière;
- h) préavise les directives départementales en matière de gestion financière;
- i) fixe le taux de rémunération des avoirs des financements spéciaux et des avances en leur faveur;
- j)⁴⁾ conduit les procès relatifs à des intérêts pécuniaires lorsqu'un autre organe ne les conduit pas;
- k) assure la surveillance directe des activités de gestion financière dans le cadre de ses compétences spécifiques;
- l) est habilité à conclure des contrats d'échanges (swaps) de taux d'intérêts dans la gestion des échéances de taux sur les opérations d'emprunts; l'utilisation d'autres instruments dérivés doit expressément faire l'objet d'une décision gouvernementale qui indique les buts, les risques et la finalité de l'opération.

³ Le Département des Finances peut déléguer certaines de ses attributions à la Trésorerie générale ou à un autre service.⁴⁾

Départements et services

Art. 66 ¹ Les départements, services et offices sont chargés de :

- a) faire un usage efficace, efficient et rentable des moyens financiers et des éléments de patrimoine mis à leur disposition;
- b)⁴⁾ défendre de manière adéquate les intérêts pécuniaires de l'Etat, notamment en conduisant des procès, au besoin avec l'appui du Service juridique;
- c) contrôler le respect des crédits et des allocations budgétaires;
- d) tenir de manière conforme les livres et les inventaires;
- e) préparer les documents requis par la gestion financière;
- f) facturer les prestations fournies, conformément aux dispositions légales.

² Un délai de paiement n'est accordé pour une créance que s'il ne la met pas davantage en péril; un intérêt et, dans la mesure du possible, des garanties sont exigés.

³ Un dégrèvement n'est accordé que s'il est établi que la poursuite n'a pas de chance de succès ou que les frais sont en disproportion évidente avec la créance à récupérer.

CHAPITRE VIII : Surveillance

Parlement

Art. 67 ¹ Le Parlement exerce la haute surveillance sur la gestion des finances cantonales; il dispose des moyens découlant de sa haute surveillance sur l'administration et les tribunaux.

² Il exerce la surveillance du chef du Contrôle des finances.

³ Il peut confier des mandats particuliers à sa commission de gestion et des finances et au Contrôle des finances.

⁴ La commission de gestion et des finances a accès à toutes les informations ayant une incidence sur la gestion financière, y compris aux rapports de mandats que le Gouvernement ou un chef de département ont confiés au Contrôle des finances.

Gouvernement **Art. 68** ¹ Le Gouvernement surveille les activités de gestion financière déployées par les départements et les services; il dispose des moyens découlant de son pouvoir de direction de l'administration.

² Il peut confier des mandats particuliers au Contrôle des finances.

Département des Finances **Art. 69** Le Département des Finances assure la surveillance directe des activités de gestion financière dans le cadre de ses compétences spécifiques.

CHAPITRE IX : Contrôle des finances

Fonction et statut **Art. 70** ¹ Le Contrôle des finances est l'organe administratif supérieur chargé du contrôle financier et administratif.

² Il est dirigé par le contrôleur général des finances, élu par le Parlement pour la législature; le contrôleur général des finances est rééligible.³⁾

³ Le Contrôle des finances exerce son activité de manière autonome et indépendante. Il est à disposition du Parlement, par l'intermédiaire de la commission de gestion et des finances, et du Gouvernement. Il est rattaché administrativement au Département des Finances.

⁴ Le Contrôle des finances peut s'adjoindre des spécialistes lorsqu'un contrôle nécessite des connaissances particulières.

Critères et étendue du contrôle **Art. 71** ¹ Le Contrôle des finances exerce son activité selon les règles qui régissent l'activité administrative, en particulier celles de la présente loi, et les principes généraux en matière de révision.

² Il vérifie la conformité de la gestion financière et administrative sous les angles juridique, comptable, économique et informatique.

Réquisition

Art. 72 Le Contrôle des finances exerce ses activités :

- a) sur mandat du Parlement, du Bureau, de la commission de gestion et des finances ou de toute autre commission parlementaire permanente, spéciale ou d'enquête;
- b) sur mandat du Gouvernement et des départements;
- c) de sa propre initiative.

Organes soumis au contrôle

Art. 73 La surveillance du Contrôle des finances s'étend, sous réserve de dispositions légales particulières :

- a) aux départements, aux subdivisions de l'administration et aux tribunaux;
- b) aux établissements cantonaux autonomes et non autonomes;
- c) aux collectivités, établissements et organisations, indépendamment de leur statut juridique, qui se voient confier l'exécution de tâches publiques par l'Etat;
- d) aux bénéficiaires de subventions ou d'une participation financière de l'Etat.

Attributions

Art. 74 ¹ Le Contrôle des finances :

- a) procède à l'examen courant de l'ensemble de la gestion financière, à tous les stades d'exécution;
- b) contrôle les valeurs du patrimoine et les inventaires;
- c) révise les comptes de constructions;
- d) autorise l'élimination de créances irrécouvrables;
- e) vérifie annuellement les comptes de l'Etat;
- f) examine les taxations fiscales;
- g) contribue au contrôle périodique de l'opportunité des financements spéciaux, en collaboration avec le Département des Finances;
- h) examine l'organisation des services de caisse et de comptabilité, en veillant à l'efficacité des mesures de contrôle en vigueur;
- i) examine la sécurité et la fonctionnalité des applications informatiques traitant des données de nature financière;
- j) contrôle les flux financiers des organismes transfrontaliers, y compris les subventions communautaires;
- k) examine l'organisation et les méthodes de travail, sous l'angle de la gestion financière, des unités administratives;
- l) participe à l'élaboration des prescriptions touchant la gestion financière;

m) contrôle l'efficacité des offices de révision propres à certains organismes et coordonne les activités de contrôle.

² Le Contrôle des finances ne peut, en règle générale, être chargé de missions qui incombent à l'administration.

³ Le Contrôle des finances a tous pouvoirs d'investigation, y compris en matière informatique; il peut intervenir en tout temps.

Obligation de
renseigner

Art. 75 ¹ Toutes les décisions qui touchent la gestion financière sont communiquées au Contrôle des finances, par écrit et sans délai. La Chancellerie transmet les décisions du Parlement et du Gouvernement. Les départements et les services transmettent directement leurs décisions.

² Les organes soumis à surveillance remettent au Contrôle des finances, sur demande et nonobstant l'obligation de garder le secret, tout renseignement ou document nécessaire au contrôle.

³ Le Contrôle des finances a également accès aux fichiers tenus en vertu de la législation sur la protection des données. Il peut accéder, sur demande, à des données personnelles protégées traitées par l'organe contrôlé, pour autant que les besoins du contrôle l'exigent; le Contrôle des finances ne révèle pas de telles données dans son rapport ou dans tout autre document transmis ou accessible à des tiers.

⁴ Les organes soumis au contrôle fournissent l'aide requise.

⁵ Les organes de révision particuliers adressent leur rapport de contrôle au Contrôle des finances, qui peut établir des directives sur la suite à donner aux remarques des réviseurs.

Rapport de
révision

Art. 76 ¹ Le Contrôle des finances consigne dans un rapport écrit le résultat de toutes ses investigations. Il est signé par l'inspecteur qui a effectué la révision. Il est visé par le contrôleur général des finances qui certifie ainsi en avoir pris connaissance et en approuver la teneur.

² Préalablement à la rédaction de son rapport, le Contrôle des finances clôt son examen par un entretien final avec les responsables de l'organe contrôlé. Il leur communique ses intentions de recommandations et de propositions et discute notamment des mesures correctives déjà prises ou à prendre.

³ Le rapport indique la voie de recours.

Notification du
rapport

Art. 77 ¹ Le Contrôle des finances transmet son rapport à l'organe contrôlé et au département concerné. L'entité contrôlée doit prendre position par écrit, dans le délai fixé par le Contrôle des finances, sur le rapport si celui-ci contient des recommandations ou des propositions.

² Le Contrôle des finances adresse un exemplaire de chaque rapport de révision, accompagné de la prise de position intégrale de l'organe contrôlé, au président de la commission de gestion et des finances, au président du Gouvernement et au chef du Département des Finances.

³ Le rapport de mandat est transmis conformément aux exigences du mandant.

Suite à donner
au rapport

Art. 78 ¹ Le Gouvernement décide des mesures à prendre en cas de manquements graves.

² Lorsque le Contrôle des finances découvre des irrégularités susceptibles de poursuites pénales, il prend immédiatement les mesures conservatoires nécessaires et en informe le procureur général, le président de la commission de gestion et des finances, le président du Gouvernement, le chef du département concerné et le chef du Département des Finances.

³ Les mesures conservatoires consistent au blocage des paiements, à la suppression du droit à la signature, à la mise en sécurité des données et des documents ou à la confiscation de clés.

⁴ Tout paiement ou tout engagement relatif à une affaire qui fait l'objet d'une recommandation ou d'une proposition du Contrôle des finances ne peut être réalisé ou contracté qu'avec l'aval de celui-ci. Cette mesure n'est pas touchée par le dépôt d'un recours contre le rapport du Contrôle des finances.

⁵ Sous réserve de dispositions légales particulières, le Gouvernement décide si et dans quelle mesure il y a lieu de demander le remboursement des dépenses effectuées indûment.

⁶ Les suites à donner au rapport de mandat ainsi que les modalités de diffusion figurent dans le rapport d'activité annuel du Contrôle des finances.

Recours

Art. 79 ¹ L'organe contrôlé peut contester les recommandations et les propositions qui figurent dans le rapport du Contrôle des finances en adressant un recours au Gouvernement.

² Le délai de recours est de 30 jours. Le recours indique les recommandations et les propositions contestées ainsi que les motifs de recours.

³ Le Gouvernement se prononce en dernier lieu.

Relations de service

Art. 80 ¹ Le Contrôle des finances traite directement avec le Bureau du Parlement, la commission de gestion et des finances ou toute autre commission permanente, spéciale ou d'enquête, le Gouvernement, les départements, la Chancellerie, les unités administratives et les autres organes soumis au contrôle.

² Il établit chaque année un rapport d'activité à l'intention du Parlement et du Gouvernement. Le rapport est transmis au Parlement en même temps que les comptes annuels.

CHAPITRE X : Dispositions finales

Clause dérogatoire

Art. 81 ¹ Le Parlement peut déroger à la présente loi par voie d'arrêté afin d'expérimenter de nouvelles méthodes de gestion dans certaines unités administratives.

² L'arrêté précise les méthodes de gestion, les unités administratives concernées et la durée d'expérimentation, qui ne doit pas dépasser cinq ans.

Dispositions d'application

Art. 82 ¹ Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance les dispositions d'application de la présente loi.

² Il gère l'introduction progressive du contrôle de gestion et des tableaux de bord, selon les priorités qu'il a fixées et les ressources dont il dispose.

Clause abrogatoire

Art. 83 La présente loi abroge la loi du 26 octobre 1978 sur les finances de la République et Canton du Jura et des communes.

Clause
référendaire
et entrée en
vigueur

Art. 84 ¹ La présente loi est soumise au référendum facultatif.

² Le Gouvernement en fixe l'entrée en vigueur²⁾.

Delémont, le 18 octobre 2000

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

1) RSJU 101

2) 1^{er} janvier 2001

3) Nouvelle teneur selon le ch. XX de la loi du 1^{er} septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010

4) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 1^{er} septembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011

5) Abrogé par le ch. I de la loi du 1^{er} septembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011

6) Introduit par le ch. I de la loi du 1^{er} septembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011

7) RS 220

Loi d'impôt

(Version en vigueur du 1^{er} janvier 2013 au 31 janvier 2013)

du 26 mai 1988

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 121 et 122 de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

PREMIERE PARTIE : Impôts d'Etat

TITRE PREMIER : Dispositions générales

Genres d'impôts

Article premier ¹ L'Etat prélève les impôts directs suivants :

- a) un impôt sur le revenu et un impôt sur la fortune des personnes physiques;
- b) un impôt sur le bénéfice et un impôt sur le capital des personnes morales;
- c) un impôt sur les gains immobiliers.

² En lieu et place des impôts énumérés à l'alinéa 1, l'Etat prélève un impôt à la source auprès de certaines personnes physiques et morales selon les modalités fixées par la présente loi.²³⁾

Impôt simple et
quotité

Art. 2 ¹ L'impôt d'Etat dû pour un an est obtenu, pour chaque genre d'impôt, par la multiplication de l'impôt simple par la quotité.

² L'impôt simple est déterminé par les taux unitaires fixés dans la loi.

³ La quotité est arrêtée chaque année par le Parlement lors de l'établissement du budget; elle vaut pour tous les impôts.

Compensation
des effets de la
fluctuation de
l'indice des prix
a) Principe

Art. 2a⁶⁹⁾ Le Gouvernement adapte, par voie d'arrêté, pour chaque année fiscale, les déductions et les tarifs, selon l'indice suisse des prix à la consommation arrêté au 31 juillet de l'année civile précédente.

b) Impôt sur le revenu

Art. 2b⁶⁹⁾ En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, l'adaptation a lieu par augmentation ou diminution en pour-cent des déductions en francs prévues aux articles 24, 31, lettre d, 32, alinéa 1, lettre g, et alinéa 2, et 34, ainsi que des tranches de revenu figurant aux articles 35 et 37, alinéa 2, et 123, alinéas 2 et 3, lettre c; les nouveaux montants sont arrondis à la dizaine de francs inférieure s'ils n'atteignent pas 1 000 francs et à la centaine de francs inférieure dans les autres cas. Les reliquats dont on n'a pas tenu compte sont pris en considération lors de l'adaptation suivante.

c) Impôt sur la fortune

Art. 2c⁶⁹⁾ En ce qui concerne l'impôt sur la fortune, l'adaptation a lieu par augmentation ou diminution en pour-cent des déductions en francs et de la limite prévues aux articles 47 et 48, alinéa 2, ainsi que des tranches de fortune figurant à l'article 48, alinéa 1. Les corrections inférieures à 1 000 francs sont reportées sur l'adaptation suivante.

d) Associations, fondations et placements collectifs de capitaux

Art. 2d⁶⁹⁾ En ce qui concerne les déductions des articles 76, alinéa 3, et 81, l'adaptation a lieu par augmentation ou diminution en pour-cent; les corrections inférieures à 1 000 francs sont reportées sur l'adaptation suivante.

Droit fiscal intercantonal et international

Art. 3¹ La souveraineté fiscale jurassienne est limitée par le droit fédéral et les conventions internationales en matière de double imposition.

² Le Gouvernement peut prescrire et régler l'imposition du revenu, de la fortune, du bénéfice et du capital dans les cas qui ne sont pas prévus par la présente loi, mais pour lesquels le droit international autorise une imposition dans le Canton.

Allégements

Art. 4⁵²⁾ Lorsque le revenu, la fortune, le bénéfice ou le capital d'un contribuable sont également imposés à l'étranger, le Département des Finances peut accorder des allégements fiscaux si des intérêts importants de l'économie jurassienne le justifient.

Privileège fiscal

Art. 5¹ Le Gouvernement peut accorder un privilège fiscal à une entreprise³⁹⁾:

- a) lorsque la fondation ou l'établissement de cette entreprise sert les intérêts de l'économie jurassienne;
- b) lorsque le transfert de l'entreprise est souhaitable pour des raisons d'aménagement local ou régional;
- c) lorsque, dans l'intérêt de l'économie jurassienne, il s'agit de faciliter la transformation, la modification des structures, la fusion ou la scission d'entreprises;

d) ²⁸⁾ lorsque la modification importante de l'activité de l'entreprise peut être assimilée à une fondation nouvelle.

² Le bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée du privilège, à respecter la convention collective de la branche, à défaut les conditions de travail en usage dans la région, ainsi que la législation sur l'égalité entre femmes et hommes conformément aux dispositions légales. ²⁹⁾⁴⁰⁾

³ Le privilège consiste en une exonération partielle ou totale des impôts directs périodiques, pour dix ans au plus.

⁴ Si les conditions auxquelles ce privilège est subordonné ne sont pas respectées, ce dernier est révocable avec effet rétroactif à la date de l'octroi.

⁵ Sont nulles les conventions fiscales qui contredisent la présente loi.

Conventions
fiscales

Art. 6 ¹ La convention entre un contribuable et un tiers au sujet de la prise en charge ou du paiement de l'impôt ne lie pas l'Etat.

² La convention passée par l'Etat avec un tiers à propos du paiement de l'impôt ou de la garantie du paiement est soumise au droit civil.

TITRE DEUXIEME : Imposition des personnes physiques

CHAPITRE PREMIER : Assujettissement

Assujettissement
en raison d'un
rattachement
personnel

Art. 7 ¹ Les personnes physiques sont assujetties à l'impôt en raison d'un rattachement personnel lorsqu'elles ont leur domicile ou qu'elles séjournent dans le Canton.

² Toute personne a son domicile fiscal dans le Canton lorsqu'elle y réside avec l'intention de s'y établir durablement ou lorsqu'elle y possède un domicile légal spécial en vertu du droit fédéral.

³ Toute personne accomplit un séjour fiscal dans le Canton lorsque, sans interruption notable :

- a) elle y réside durant 30 jours au moins et exerce une activité lucrative en Suisse;
- b) elle y réside durant 90 jours au moins sans exercer d'activité lucrative en Suisse.

⁴ Les personnes physiques domiciliées dans un autre canton ou à l'étranger, qui ne séjournent dans le Canton que pour suivre les cours d'un établissement d'instruction ou se faire soigner dans un établissement, ne remplissent les conditions ni du domicile ni du séjour fiscal.

Assujettissement
en raison d'un
rattachement
économique
a) Entreprises,
établissements
stables,
immeubles

Art. 8 Les personnes physiques qui ne sont ni domiciliées ni en séjour dans le Canton y sont assujetties à l'impôt en raison d'un rattachement économique :

- a) lorsqu'elles sont propriétaires ou usufruitières d'une entreprise située dans le Canton ou y sont intéressées comme associées;
- b) lorsqu'elles exploitent un établissement stable dans le Canton;
- c) lorsqu'elles sont propriétaires d'un immeuble sis dans le Canton ou titulaires, sur un tel immeuble, de droits de jouissance réels, ou de droits personnels économiquement assimilables;
- d) ... [23\)29\)](#)

b) Autres
éléments

Art. 9 ¹ Sont également assujetties à l'impôt dans le Canton, en raison d'un rattachement économique, les personnes physiques qui ne sont ni domiciliées ni en séjour en Suisse :

- a) lorsqu'elles exercent une activité lucrative dans le Canton;
- b) [70\)](#) lorsque, en leur qualité de membres de l'administration ou de la direction d'une personne morale qui a son siège ou possède un établissement dans le Canton, elles reçoivent des tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes, participations de collaborateur ou autres rémunérations;
- c) lorsqu'elles sont titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur des immeubles sis dans le Canton;
- d) lorsque, à la suite d'un rapport de travail régi par le droit public, elles touchent des pensions, retraites ou autres prestations d'un employeur ou d'une institution de prévoyance dont le siège est dans le Canton;
- d) ^{bis} [23\)](#) lorsqu'elles perçoivent des revenus provenant d'institutions suisses de droit privé ayant trait à la prévoyance professionnelle ou aux formes reconnues de prévoyance individuelle liée;
- e) lorsque, en raison de leur activité dans le trafic international à bord d'un bateau, d'un aéronef ou d'un véhicule de transports routiers, elles reçoivent un salaire ou d'autres rémunérations d'un employeur dont le siège ou un établissement stable se trouve dans le Canton;
- f) ... [24\)](#)
- g) [24\)28\)](#) lorsqu'elles font le commerce d'immeubles sis dans le Canton ou servent d'intermédiaires dans des opérations immobilières;
- h) ... [24\)](#)

² Lorsque la prestation est versée à un tiers, celui-ci est assujetti à l'impôt en lieu et place de la personne concernée.

Exemption⁵²⁾

Art. 9a²⁸⁾ ¹ Les personnes bénéficiaires d'exemptions fiscales visées à l'article 2, alinéa 2, de la loi fédérale du 22 juin 2007 sur l'Etat hôte (LEH)⁵³⁾ sont exemptées des impôts dans la mesure où le droit fédéral le prévoit.⁵²⁾

² En cas d'assujettissement partiel, l'article 11, alinéa 1, est applicable.

Etendue

Art. 10 ¹ L'assujettissement fondé sur un rattachement personnel est illimité; il ne s'étend toutefois pas aux entreprises, établissements stables et immeubles situés hors du Canton.

² L'assujettissement fondé sur un rattachement économique est limité aux éléments imposables dans le Canton. Le revenu réalisé dans le Canton et la fortune qui s'y trouve située doivent pour le moins y être imposés.

³ Les règles du droit fédéral relatives à l'interdiction de la double imposition intercantonale s'appliquent aux relations intercantionales et internationales, sous réserve des traités de double imposition.

Pertes subies à l'étranger

Art. 10a²³⁾ ¹ Si une entreprise jurassienne compense, sur la base du droit interne, les pertes subies à l'étranger par un établissement stable avec des revenus obtenus dans le Canton et que cet établissement stable enregistre des gains au cours des sept années qui suivent, la perte subie par l'établissement stable à l'étranger ne devra être prise en considération, a posteriori, que pour déterminer le taux de l'impôt dans le Canton.

² A cet effet, la taxation initiale fait l'objet d'une révision à concurrence du montant des gains compensés auprès de l'établissement stable.

³ Dans toutes les autres hypothèses, les pertes subies à l'étranger ne doivent être prises en considération dans le Canton que lors de la détermination du taux de l'impôt.

⁴ Les dispositions prévues dans les conventions visant à éviter la double imposition sont réservées.

Calcul de l'impôt
en cas d'assujet-
tissement partiel

Art. 11 ¹ Les personnes physiques qui ne sont assujetties dans le Canton que pour une partie de leur revenu ou de leur fortune paient l'impôt sur les éléments imposables au taux correspondant à l'ensemble de leurs revenu et fortune.

² Les contribuables domiciliés à l'étranger paient l'impôt pour les entreprises, établissements stables ou immeubles situés dans le Canton au moins au taux correspondant au revenu réalisé dans le Canton et à la fortune qui s'y trouve située.

Début et fin de
l'assujettisse-
ment

Art. 12 ¹ L'assujettissement débute le jour où le contribuable prend domicile, commence son séjour ou acquiert un élément imposable dans le Canton.

^{1bis} Dans les relations intercantionales, les effets du début, d'une modification ou de la fin de l'assujettissement fondé sur un rattachement personnel ou économique sont définis par la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID)³⁾ ainsi que par les règles de droit fédéral concernant l'interdiction de la double imposition intercantionale.²⁸⁾

² Il prend fin le jour du décès du contribuable, de son départ du Canton ou de la disparition de l'élément imposable.

CHAPITRE II : Impôt sur le revenu

SECTION 1 : Revenu soumis à l'impôt

Principe

Art. 13 ¹ L'impôt sur le revenu a pour objet le revenu net global du contribuable.

² Tous les revenus et prestations en espèces ou en nature sont soumis à l'impôt, indépendamment de leur caractère unique ou périodique ou de leur dénomination. Les revenus en nature sont estimés à leur valeur marchande.²²⁾

³ Les gains en capital réalisés par l'aliénation d'éléments de la fortune privée ne sont pas imposables; l'imposition distincte des gains immobiliers est réservée.

Revenus
exonérés

Art. 14 Sont exonérés de l'impôt :

- a) les acquisitions de fortune consécutives à une succession, un legs, une donation ou à la liquidation du régime matrimonial;
- b)²⁷⁾ les versements provenant d'assurances-vie susceptibles de rachat, à l'exception de ceux provenant des polices de libre-passage; l'article 18, alinéa 1, lettre a, est réservé;
- c) les prestations en capital versées par l'employeur ou une institution de prévoyance professionnelle lors d'un changement d'emploi, à condition que, dans les douze mois, le bénéficiaire les réinvestisse dans une institution de prévoyance professionnelle ou les utilise pour acquérir une police de libre-passage;
- d) les prestations allouées en réparation du tort moral;
- e)²⁷⁾ les subsides provenant de fonds publics et privés et les prestations complémentaires AVS/AI;
- f)²²⁾ les prestations versées en exécution d'une obligation fondée sur le droit de la famille, à l'exception de la pension alimentaire et des contributions d'entretien mentionnées à l'article 22, lettre e;
- g)²⁷⁾ la solde militaire et les soldes du service de protection civile et de défense contre le feu;
- h) ...²⁹⁾
- i)²⁴⁾²⁸⁾ les gains provenant des jeux de hasard exploités dans les maisons de jeu au sens de la loi fédérale du 18 décembre 1998 sur les maisons de jeu⁴⁾.

Produit d'une
activité lucrative
dépendante
a) Principe

Art. 15 ¹ Tous les revenus provenant d'un rapport de travail sont imposables; sont considérés comme tels, outre le salaire, les revenus accessoires (indemnités pour prestations spéciales, commissions, allocations, primes pour ancienneté de service, gratifications, pourboires, tantièmes, etc.), les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur et tous autres avantages appréciables en argent.⁷⁰⁾

² Les prestations en capital versées par une institution de prévoyance et découlant d'une activité dépendante, ainsi que les indemnités en capital analogues servies par l'employeur, sont imposées selon les dispositions de l'article 37.

b) Participations
de collaborateur

Art. 15a⁶⁹⁾ ¹ Sont considérées comme participations de collaborateur proprement dites :

- a) les actions, les bons de jouissance, les bons de participation, les parts sociales et toute autre participation que l'employeur, la société mère ou une autre société du groupe offre au collaborateur;
- b) les options donnant droit à l'acquisition de participations citées à la lettre a.

² Sont considérées comme participations de collaborateur improprement dites les expectatives sur de simples indemnités en espèces.

c) Revenus
provenant de
participations de
collaborateur
proprement dites

Art. 15b⁶⁹⁾ ¹ Les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur proprement dites, excepté les options non négociables ou non cotées en bourse, sont imposables à titre de revenu d'une activité lucrative salariée au moment de leur acquisition. La prestation imposable correspond à la valeur vénale de la participation diminuée, le cas échéant, de son prix d'acquisition.

² Lors du calcul de la prestation imposable des actions de collaborateur, il est tenu compte des délais de blocage par un escompte de 6 % sur la valeur vénale des actions par année de blocage. L'escompte est limité à dix ans.

³ Les avantages appréciables en argent dérivant d'options de collaborateur non négociables ou non cotées en bourse sont imposés au moment de l'exercice des options. La prestation imposable est égale à la valeur vénale de l'action moins le prix de l'exercice.

d) Revenus
provenant de
participations de
collaborateur
improprement
dites

Art. 15c⁶⁹⁾ Les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur improprement dites sont imposables au moment de l'encaissement de l'indemnité.

e) Imposition
proportionnelle

Art. 15d⁶⁹⁾ Si le contribuable n'était domicilié ou en séjour en Suisse au regard du droit fiscal que pendant une partie de l'intervalle entre l'acquisition et la naissance du droit d'exercice de l'option de collaborateur non négociable (art. 15b, al. 3), les avantages appréciables en argent dérivant de cette option sont imposés proportionnellement au rapport entre la période passée en Suisse et la totalité de cet intervalle.

Produit d'une
activité lucrative
indépendante
a) Principe⁶³⁾

Art. 16 ¹ L'ensemble des revenus provenant d'une activité lucrative indépendante, telle que l'exploitation d'une entreprise commerciale, industrielle, artisanale, agricole ou sylvicole, ou l'exercice d'une profession libérale sont imposables.

² Constituent notamment de tels revenus :

a)²⁷⁾ les bénéfices en capital provenant de l'aliénation, de la réalisation ou de la réévaluation comptable d'éléments de la fortune commerciale; le transfert d'éléments de la fortune commerciale dans la fortune privée ou dans une entreprise ou un établissement stable sis à l'étranger est assimilé à une aliénation;

- b) ⁶³⁾ les bénéfices en capital qui proviennent de l'affermage non temporaire d'une entreprise, assimilé à un transfert dans la fortune privée, sous réserve de l'article 16a, alinéa 1;
- c) les prélèvements de l'exploitant à des fins privées;
- d) la valeur réalisée, mais non encore imposée, du travail personnel du contribuable au profit de son immeuble (art. 97, al. 2, lettre e), ce travail étant évalué à la valeur du jour.

^{2bis} La fortune commerciale comprend tous les éléments de la fortune qui servent, entièrement ou de manière prépondérante, à l'exercice de l'activité lucrative indépendante; il en va de même pour les participations d'au moins 20 % au capital-actions ou au capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative, dans la mesure où le détenteur les déclare comme fortune commerciale au moment de leur acquisition. ²³⁾²⁷⁾

³ L'article 70 s'applique par analogie aux contribuables qui tiennent une comptabilité en bonne et due forme. ²²⁾

b) Faits justifiant un différé

Art. 16a ⁶⁴⁾ ¹ L'affermage d'une entreprise n'est considéré comme un transfert dans la fortune privée qu'à la demande du contribuable.

² Lorsque, en cas de partage successoral, seule une partie des héritiers poursuit l'exploitation commerciale, ceux-ci peuvent demander que l'imposition des réserves latentes soit différée jusqu'à la réalisation ultérieure, pour autant que les valeurs déterminantes pour l'impôt sur le revenu soient reprises.

c) Imposition partielle des revenus produits par des participations de la fortune commerciale

Art. 16b ⁵⁴⁾ ¹ Les dividendes, les parts de bénéfice, l'excédent de liquidation et tous autres avantages appréciables en argent provenant d'actions, de parts à des sociétés à responsabilité limitée, de parts à des sociétés coopératives et de bons de participation ainsi que les bénéfices provenant de l'aliénation de tels droits de participation sont imposables, après déduction des charges imputables, à hauteur de 50 %, lorsque ces droits de participation équivalent à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative.

² L'imposition partielle n'est accordée sur les bénéfices d'aliénation que si les droits de participation sont restés propriété du contribuable ou de l'entreprise de personnes pendant un an au moins.

Restructurations

Art. 17⁴¹⁾ ¹ Les réserves latentes d'une entreprise de personnes (entreprise individuelle, société de personnes) ne sont pas imposées lors de restructurations, notamment lors d'une fusion, d'une scission ou d'une transformation, pour autant que cette entreprise reste assujettie à l'impôt en Suisse et que les éléments commerciaux soient repris à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le revenu. Cela vaut en cas :

- a) de transfert d'éléments patrimoniaux à une autre entreprise de personnes;
- b) de transfert d'une exploitation ou d'une partie distincte d'exploitation à une personne morale;
- c) d'échange de droits de participation ou de droits de sociétariat suite à des restructurations au sens de l'article 73, ainsi qu'à des concentrations équivalant économiquement à des fusions.

² L'imposition des réévaluations comptables et des prestations compensatoires est réservée.

³ Lors d'une restructuration au sens de l'alinéa 1, lettre b, les réserves latentes transférées font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 173 à 175, dans la mesure où, dans les cinq ans suivant la restructuration, des droits de participation ou des droits de sociétariat sont aliénés à un prix supérieur à la valeur fiscalement déterminante du capital propre transféré; la personne morale peut en ce cas faire valoir les réserves latentes correspondantes imposées comme bénéfice.

Rendement de la fortune

a) Fortune mobilière

Art. 18 ¹ Le rendement imposable de la fortune mobilière comprend en particulier :

- a)²⁷⁾ les intérêts d'avoirs, y compris les rendements versés, en cas de vie à l'échéance ou de rachat d'assurances de capitaux susceptibles de rachat et acquittées au moyen d'une prime unique, sauf si ces assurances servent à la prévoyance; la prestation d'assurance est réputée servir à la prévoyance lorsqu'elle est versée à un assuré de 60 ans révolus, en vertu d'un contrat qui a duré au moins cinq ans et qui a été conclu avant le 66e anniversaire de ce dernier; dans ce cas, la prestation est exonérée;
- a^{bis})²³⁾ les revenus résultant de l'aliénation ou du remboursement d'obligations à intérêt unique prédominant (obligations à intérêt global, obligations à coupon zéro) qui échoient au porteur;

- b) ²⁷⁵²) les dividendes, les parts de bénéfice, l'excédent de liquidation et tous les autres avantages appréciables en argent provenant de participations de tout genre, y compris l'attribution d'actions gratuites, ainsi que l'augmentation gratuite de la valeur nominale et la libération d'actions au moyen de fonds de la société; lorsque les droits de participation sont vendus conformément à l'article 4a de la loi fédérale du 13 octobre 1965 sur l'impôt anticipé (LIA)⁵¹, à la société de capitaux ou à la société coopérative qui les a émis, l'excédent de liquidation est considéré comme étant réalisé dans l'année pendant laquelle la créance de l'impôt anticipé prend naissance (art. 12, al. 1 et 1bis, LIA); l'alinéa 2bis est réservé;
- c) ²²) les revenus provenant de la location, de l'affermage et de l'usufruit de biens mobiliers;
- d) les revenus réalisés par l'octroi ou la jouissance de droits de toute nature;
- e) les revenus de biens immatériels;
- f) ⁵²) le rendement des parts de placements collectifs de capitaux qui possèdent des immeubles en propriété directe, dans la mesure où l'ensemble des revenus du placement excède le rendements de ces immeubles.

² Est considérée comme intérêt d'un avoir ou rendement d'une participation toute prestation appréciable en argent qui n'a pas le caractère juridique d'un remboursement du capital ou de la part sociale.

^{2bis} Les dividendes, les parts de bénéfice, l'excédent de liquidation et tous autres avantages appréciables en argent provenant d'actions, de parts à des sociétés à responsabilité limitée, de parts à des sociétés coopératives et de bons de participation (y compris les actions gratuites, les augmentations gratuites de la valeur nominale, etc.), sont imposables à hauteur de 60 % lorsque ces droits de participation équivalent à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative.⁵⁴

³ Le produit de l'aliénation des droits de souscription ne constitue pas un rendement de la fortune mobilière lorsque les droits patrimoniaux font partie de la fortune privée du contribuable.²⁸

⁴ Le remboursement d'apports, d'agios et de versements supplémentaires effectués par les détenteurs des droits de participation après le 31 décembre 1996 est traité de la même manière que le remboursement du capital-actions ou du capital social.⁶⁴

Cas particuliers

Art. 18a⁵⁴⁾ ¹ Sont également considérés comme rendement de la fortune mobilière au sens de l'article 18, alinéa 1, lettre b :

- a) le produit de la vente d'une participation d'au moins 20 % au capital-actions ou au capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative représentant un transfert de la fortune privée à la fortune commerciale d'une autre personne physique ou d'une personne morale, pour autant que la substance non nécessaire à l'exploitation, existante et susceptible d'être distribuée au sens du droit commercial au moment de la vente, soit distribuée dans les cinq ans avec la participation du vendeur; il en va de même lorsque plusieurs participants procèdent en commun à la vente d'une telle participation ou que plusieurs participations représentant ensemble au moins 20 % sont vendues dans les cinq ans; si la substance ou une part de celle-ci est distribuée, le vendeur est, le cas échéant, imposé ultérieurement en procédure de rappel d'impôt au sens des articles 173 à 175;
- b) le produit du transfert d'une participation d'au moins 5 % au capital-actions ou au capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative représentant un transfert de la fortune privée à la fortune commerciale d'une entreprise de personnes ou d'une personne morale dans laquelle le vendeur ou la personne qui effectue l'apport détient une participation d'au moins 50 % au capital après le transfert, dans la mesure où le total de la contre-prestation reçue est supérieur à la valeur nominale de la participation transférée; il en va de même lorsque plusieurs participants effectuent le transfert en commun.

² Il y a participation au sens de l'alinéa 1, lettre a, lorsque le vendeur sait ou devait savoir que des fonds seraient prélevés de la société pour en financer le prix d'achat et qu'ils ne lui seraient pas rendus.

b) Fortune immobilière

Art. 19 ¹ Le rendement imposable de la fortune immobilière comprend en particulier :

- a) les revenus provenant de la location, de l'affermage, de l'usufruit ou de l'octroi et de la jouissance d'autres droits portant sur un immeuble;
- b)²⁷⁾ la valeur locative des immeubles ou de parties d'immeubles dont le contribuable se réserve l'usage en raison de son droit de propriété ou d'un droit de jouissance obtenu à titre gratuit; si l'immeuble est loué à un prix de faveur à une personne proche, le rendement immobilier correspond à la valeur locative;
- c) les revenus du droit de superficie.

^{1bis} Dans les limites autorisées par le droit fédéral, la valeur locative de l'immeuble affecté à l'usage personnel du propriétaire est fixée de manière modérée par rapport aux loyers du marché, afin d'encourager l'accès à la propriété et la prévoyance individuelle.^{[17\)](#)}

² Le Parlement fixe dans un arrêté la valeur locative en fonction de la valeur officielle des immeubles ou des parties d'immeubles.^{[23\)](#)[41\)](#)}

Rentes viagères
et revenus
périodiques
analogues

Art. 20 ¹ Les rentes viagères et les revenus provenant de contrats d'entretien viager sont imposables à raison de 40 %.^{[27\)](#)}

² ...^{[42\)](#)}

Revenus
provenant de la
prévoyance
sociale ou
professionnelle

Art. 21 ¹ Tous les revenus provenant de l'assurance-vieillesse et survivants et de l'assurance-invalidité ainsi que de la prévoyance professionnelle et des formes reconnues de prévoyance individuelle liée sont imposables, y compris les prestations en capital et le remboursement des versements, primes et cotisations.

^{1bis} Sont notamment considérées comme revenus provenant d'institutions de prévoyance professionnelle les prestations des caisses de prévoyance, des assurances d'épargne et de groupe ainsi que des polices de libre-passage.^{[28\)](#)}

² ...^{[24\)](#)}

³ Les articles 14, lettre d, 36 et 37 sont réservés.

Autres revenus

Art. 22 Sont également imposables :

- a) tout revenu acquis en compensation du produit d'une activité lucrative;
- b) les indemnités uniques ou périodiques versées en cas de décès, de dommages corporels ou d'atteinte durable à la santé, à l'exception des prestations allouées en réparation du tort moral;
- c) les prestations en capital provenant d'assurances privées non susceptibles de rachat, pour lesquelles les articles 20 et 37 s'appliquent par analogie;
- d) les indemnités touchées pour l'abandon ou la renonciation à l'exercice d'une activité ou d'un droit;
- e)^{[27\)](#)} la pension alimentaire obtenue pour lui-même par le contribuable divorcé ou séparé judiciairement ou de fait, ainsi que les contributions d'entretien obtenues par l'un des parents pour les enfants sur lesquels il exerce l'autorité parentale;
- f) ...^{[55\)](#)}

- g) ²³⁾²⁷⁾ les gains de loterie et d'autres institutions semblables, selon l'article 37a.

SECTION 2 : Détermination du revenu net

Activité lucrative dépendante

a) Frais effectifs

Art. 23 ¹ Les frais professionnels suivants sont déductibles :

- a) les frais de déplacement nécessaires pour se rendre du domicile au lieu de travail;
- b) le surplus de dépenses occasionné par les repas pris hors du domicile et le travail en équipe;
- c) ²⁷⁾ les frais de perfectionnement en rapport avec l'activité exercée et les frais de reconversion professionnelle;
- d) les autres frais indispensables à l'exercice de la profession.

² Une ordonnance du Gouvernement règle les dispositions de détail relatives à l'évaluation de ces frais.

b) Déductions forfaitaires

Art. 24 En lieu et place des frais professionnels effectifs, les montants forfaitaires suivants peuvent être déduits du revenu de l'activité dépendante :

- a) ²²⁾⁷⁰⁾ 20 % par les contribuables qui exercent une activité principale, mais au maximum 3 800 francs*;
- b) ⁷⁰⁾ 20 %, mais au maximum 1 900 francs*, par les contribuables qui exercent à titre principal une activité lucrative indépendante;
- c) ... ²⁴⁾

Activité lucrative indépendante

a) En général

Art. 25 ¹ Les frais liés à une activité lucrative indépendante, justifiés par l'usage commercial ou professionnel, sont déductibles.

² Constituent notamment de tels frais :

- a) les amortissements et les provisions selon les articles 26 et 27;
- b) les pertes comptabilisées subies sur des éléments de la fortune commerciale;
- c) les versements à des institutions de prévoyance en faveur du personnel de l'entreprise, à condition que toute utilisation contraire à leur but soit exclue et que lesdites institutions répondent aux prescriptions établies par le Gouvernement;
- d) ²⁸⁾ les intérêts des dettes commerciales ainsi que les intérêts versés sur les participations visées à l'article 16, alinéa 2^{bis}.

³ Les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à des agents publics suisses ou étrangers, ne sont pas déductibles. ²⁸⁾

b) Amortissements

Art. 26 ¹ Les amortissements qui traduisent la diminution de valeur d'actifs commerciaux servant à l'activité lucrative sont admis à condition d'être comptabilisés ou, à défaut d'une comptabilité tenue selon l'usage commercial, d'apparaître dans un plan spécial d'amortissements. En cas de taxation par appréciation, les moins-values répondant à l'expérience sont prises en considération.

² Les amortissements opérés sur des actifs qui ont été réévalués afin de compenser des pertes ne sont admis que si les réévaluations étaient autorisées et que les pertes pouvaient être déduites en vertu de l'article 29 au moment de l'amortissement.

³ Quand le mobilier ou le matériel sont, entièrement ou partiellement, loués ou affermés avec des locaux commerciaux ou artisanaux, une déduction appropriée peut être opérée pour leur détérioration par l'usage. Les montants déduits qui sont récupérés par suite d'aliénation ou de réévaluation sont assimilés à des bénéfices au sens de l'article 16, alinéa 2, lettre a.

⁴ Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires.

c) Provisions

Art. 27 ¹ Des provisions peuvent être constituées pour les engagements d'un montant encore indéterminé ainsi que pour les risques de pertes imminentes qui existent au terme de l'exercice.

^{1bis} Sont assimilés aux provisions les futurs mandats de recherche et de développement confiés à des tiers, jusqu'à 10 % du bénéfice commercial imposable, mais au total jusqu'à un million de francs maximum. [28\)](#)

² Les provisions qui ne sont plus justifiées sont ajoutées au revenu commercial imposable.

³ Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires. [27\)](#)

d) Remploi

Art. 28 ¹ Lorsque des biens meubles immobilisés nécessaires à l'exploitation sont remplacés, les réserves latentes sur ces biens peuvent être reportées sur les éléments acquis en emploi, si ces derniers sont également nécessaires à l'exploitation et se trouvent en Suisse. L'imposition en cas de remplacement d'immeubles par des biens mobiliers est réservée. [27\)63\)](#)

² Lorsque le remploi n'intervient pas durant le même exercice, une provision correspondant aux réserves latentes peut être constituée; elle doit être dissoute et affectée à l'amortissement de l'élément acquis en remploi, ou portée au crédit du compte de pertes et profits, dans un délai raisonnable.

³ Seuls les biens meubles immobilisés, directement utiles à une entreprise, sont considérés comme nécessaires à l'exploitation; n'en font pas partie, notamment, les biens qui ne sont utiles à l'entreprise que par leur valeur de placement ou leur rendement.

e) Déduction des pertes

Art 29 ¹ Les pertes des sept années qui précèdent l'année fiscale peuvent être déduites pour autant qu'elles n'aient pas été prises en considération lors du calcul du revenu imposable de ces années. [27\)](#)

² Les pertes des exercices antérieurs qui n'ont pas encore été déduites du revenu peuvent être portées en diminution des prestations de tiers destinées à équilibrer un bilan déficitaire dans le cadre d'un assainissement.

³ Les pertes qui résultent de l'aliénation d'immeubles faisant partie de la fortune commerciale ne sont déductibles que s'il n'est pas possible de les compenser par des gains immobiliers.

Fortune privée

Art. 30 ¹ Les frais que nécessite l'administration de la fortune mobilière ainsi que les impôts à la source étrangers qui ne peuvent être ni remboursés ni imputés sont déductibles. [22\)](#)

² Les frais d'entretien, les primes d'assurances, la taxe immobilière et les frais que nécessite l'administration d'immeubles privés par des tiers peuvent également être déduits. Les dépenses d'investissement destinées à économiser l'énergie et à ménager l'environnement sont déductibles dans les limites fixées par le Département des Finances. [22\)](#)

^{2bis} Sont en outre déductibles les frais occasionnés par des travaux de restauration de monuments historiques que le contribuable entreprend en vertu de dispositions légales, en accord avec les autorités ou sur leur ordre, pour la part qui excède les subventions touchées. [23\)](#)

³ En lieu et place du montant effectif des frais d'entretien et d'administration ainsi que des primes d'assurances relatifs aux immeubles privés, le contribuable peut faire valoir une déduction forfaitaire.

⁴ Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires. Il fixe en particulier le taux de la déduction forfaitaire et peut prescrire que le passage, pour un même contribuable, de la déduction des frais effectifs à celle du forfait n'est pas admis.

Déductions
générales
a) Prévoyance,
assurances

Art. 31 Le contribuable peut déduire :

- a) ⁴¹⁾ les montants, primes et cotisations légaux, statutaires, réglementaires ou contractuels versés dans le cadre de la prévoyance sociale et professionnelle (art. 21);
- b) les montants, primes et cotisations versés en vue d'acquérir des droits contractuels dans une institution reconnue de prévoyance individuelle liée au sens de l'article 82 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) ⁶⁾ et dans la mesure prévue par le Conseil fédéral;
- c) ²⁷⁾ les primes et les cotisations versées en vertu de la réglementation sur les allocations pour perte de gain, des dispositions sur l'assurance-chômage et sur l'assurance en cas d'accidents obligatoire;
- d) ²⁷⁾⁷⁰⁾ les versements, les primes et les cotisations d'assurance de capitaux et d'assurance en cas de maladie et d'accidents qui ne tombent pas sous le coup de la lettre c, de même que les intérêts sur capitaux d'épargne jusqu'à concurrence de 5 200 francs* pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et de la moitié de ce montant pour les autres contribuables; ces montants sont augmentés de 1 300 francs* pour les jeunes en formation, de 760 francs* par enfant à charge et de 540 francs* lorsque le contribuable ou l'un des conjoints vivant en ménage commun ne verse pas de cotisations selon les lettres a et b.

b) Autres
déductions

Art. 32 ¹ Sont également déductibles :

- a) ²⁷⁾⁵²⁾ les intérêts passifs privés échus à concurrence du rendement imposable de la fortune au sens des articles 18, 18a et 19, augmenté d'un montant de 50 000 francs et pour autant qu'ils ne constituent pas des frais d'investissement;
- b) ²⁷⁾ les charges durables et 40 % des rentes viagères versées par le débirentier;
- c) ²⁷⁾ la pension alimentaire versée au conjoint divorcé, séparé judiciairement ou de fait, ainsi que les contributions d'entretien versées à l'un des parents pour les enfants sur lesquels il exerce l'autorité parentale;

- d) ²⁷⁾⁴¹⁾⁷⁰⁾ les dons en espèces et sous forme d'autres valeurs patrimoniales en faveur de personnes morales dont le siège est en Suisse et qui sont exonérées de l'impôt en raison de leurs buts de service public ou d'utilité publique (art. 69, al. 1, lettre h), ou en faveur de la Confédération, des cantons, des communes et de leurs établissements, ainsi que des Eglises reconnues et de leurs paroisses (art. 69, al. 1, lettres a, b, c, d, e), de même que les cotisations et les versements en faveur d'un parti politique qui remplit l'une des conditions suivantes :
- être inscrit au registre des partis conformément à l'article 76a de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques⁷²⁾;
 - être représenté au Parlement cantonal;
 - avoir obtenu au moins 3 % des voix lors des dernières élections au Parlement cantonal;
- à concurrence de 10 % du revenu net; le Département des Finances peut autoriser une déduction plus élevée lorsque les libéralités en cause sont destinées à l'Etat et à ses établissements, aux communes, aux Eglises reconnues et à leurs paroisses ou à des institutions soutenues dans une mesure essentielle par l'Etat ou les communes; le Gouvernement édicte les prescriptions d'application nécessaires;
- e) ²³⁾⁴¹⁾⁷⁰⁾ les frais provoqués par la maladie ou les accidents du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient, lorsque le contribuable supporte lui-même ces frais, pour la part qui excède 5 % du revenu net (art. 33); les frais d'aide à la procréation sont assimilés à des frais de maladie et déductibles dans la même mesure;
- f) ⁴³⁾ les frais liés au handicap du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient, lorsque le contribuable ou cette personne est handicapé au sens de la loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (Loi sur l'égalité pour les handicapés)⁴⁴⁾ et que le contribuable supporte lui-même les frais;
- g) ⁶⁹⁾ les frais engendrés par la garde confiée à une tierce personne, jusqu'à 3 200 francs* au maximum pour chaque enfant de moins de 14 ans qui vit dans le ménage du contribuable assurant son entretien, si les frais de garde documentés ont un lien de causalité direct avec l'activité lucrative, la formation ou l'incapacité de gain du contribuable.

² Lorsque les époux vivent en ménage commun, un montant de 2 500 francs* est déduit du produit du travail qu'obtient l'un des conjoints pour une activité indépendante de la profession, du commerce ou de l'entreprise de l'autre; une déduction semblable est accordée lorsque l'un des conjoints seconde l'autre de façon importante et régulière dans sa profession, son commerce ou son entreprise.⁷⁰⁾

³ ...²⁹⁾

SECTION 3 : Détermination du revenu imposable

Principe

Art. 33 Le revenu imposable correspond au revenu net diminué des déductions personnelles prévues à l'article 34.

Déductions
personnelles

Art. 34 ¹ Les déductions personnelles suivantes sont octroyées :

- a) ...²⁴⁾
- b)²⁷⁾⁷⁰⁾ 1 700 francs* pour les personnes veuves, divorcées ou séparées qui tiennent ménage indépendant sans enfant à charge;
- c)⁷⁰⁾ 3 800 francs* pour les contribuables qui font un apprentissage ou des études à titre principal;
- d)³⁶⁾⁵²⁾⁷⁰⁾ 5 300 francs* pour chaque enfant jusqu'à 18 ans révolus ou qui fait un apprentissage ou des études, à l'entretien duquel le contribuable pourvoit dans une mesure prépondérante; ce montant est porté à 6 000 francs* par enfant à partir de trois enfants à charge;
- d^{bis}) ...⁷¹⁾
- e)²⁷⁾⁷⁰⁾ un supplément de 10 000 francs* au maximum pour chaque enfant qui est instruit hors du domicile familial et prend chambre et pension à l'extérieur; le supplément est de 2 900 francs* au maximum si l'enfant doit prendre au-dehors uniquement un repas principal par jour ouvrable et de 2 600 francs* au maximum pour les frais de déplacement, pour autant que l'ensemble des frais d'instruction s'élèvent à 1 000 francs* au moins et que le revenu annuel net de l'enfant, bourse comprise, ne dépasse pas 18 000 francs;
- f)²⁷⁾⁷⁰⁾ 2 300 francs* pour les contributions à l'entretien d'une personne nécessiteuse, partiellement ou totalement incapable d'exercer une activité lucrative, à condition que l'aide du contribuable atteigne au moins le montant de la déduction; cette déduction n'est accordée ni aux enfants pour lesquels la déduction mentionnée sous lettre d est accordée ni au conjoint qui donne droit à la déduction mentionnée sous lettre g;

- g) ⁽²⁷⁾⁽⁷⁰⁾ 8 300 francs* lorsque le contribuable ou son conjoint est infirme ou a atteint l'âge donnant droit au versement d'une rente simple de l'assurance-vieillesse, pour autant que le revenu net diminué des autres déductions n'excède pas 34 700 francs* pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et 27 100 francs* pour les autres; cette déduction est portée à 9 600 francs* quand les deux époux sont infirmes ou ont atteint l'âge donnant droit à la rente précitée; elle se réduit de 1 200 francs* par tranche de 1 200 francs* dépassant les limites de revenu fixées;
- h) ⁽²⁸⁾⁽⁷⁰⁾ 2 500 francs* aux personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui exercent une activité lucrative et tiennent ménage indépendant avec leurs enfants à charge; en cas d'exercice commun de l'autorité parentale et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants à charge, la déduction est accordée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons.

² Les conditions déterminantes sont celles qui existent à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement; pour les déductions prévues sous lettres e et f, les dépenses assumées durant l'année fiscale sont prises en considération. ⁽²⁷⁾⁽⁷⁰⁾

³ Si le père et la mère sont taxés séparément, celui qui déduit les contributions d'entretien versées aux enfants n'a pas droit aux déductions prévues aux lettres d et e de l'alinéa 1. En revanche, ils peuvent revendiquer la moitié des déductions précitées lorsqu'ils exercent en commun l'autorité parentale sur leurs enfants à charge et qu'aucune contribution d'entretien n'est versée en faveur des enfants. Le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons. ⁽²⁷⁾⁽⁷⁰⁾

⁴ En cas d'assujettissement partiel, les déductions personnelles ne sont accordées que proportionnellement à la part des éléments imposables dans le Canton.

SECTION 4 : Calcul de l'impôt

Taux unitaires

Art. 35 ⁽²¹⁾ ¹ Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les contribuables mariés vivant en ménage commun et les personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui tiennent seules ménage indépendant avec des enfants à charge ou des personnes nécessiteuses dont ils assument pour l'essentiel l'entretien sont :

0 %	pour les	11 800 premiers francs* de revenu;
0,95 %	pour les	5 800 francs* suivants;
2,45 %	pour les	8 700 francs* suivants;
3,50 %	pour les	19 000 francs* suivants;
4,45 %	pour les	39 500 francs* suivants;
5,15 %	pour les	105 300 francs* suivants;
6,15 %	pour les	219 400 francs* suivants;
6,25 %	au-delà.	47)70)

^{1bis} Lorsque les contribuables célibataires, divorcés ou séparés exercent en commun l'autorité parentale sur leurs enfants à charge, pour lesquels aucune contribution d'entretien n'est versée, et qu'ils remplissent les conditions d'octroi du tarif de l'alinéa 1, ce tarif est appliqué au parent qui assume la garde de fait la plus importante. Le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons. [28\)](#)

² Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les autres contribuables sont les suivants :

0 %	pour les	6 400 premiers francs* de revenu;
1,80 %	pour les	7 300 francs* suivants;
3,40 %	pour les	13 100 francs* suivants;
4,35 %	pour les	20 400 francs* suivants;
5,30 %	pour les	39 500 francs* suivants;
6,00 %	pour les	105 300 francs* suivants;
6,25 %	au-delà.	47)70)

Indemnités en capital remplaçant des prestations périodiques

Art. 36 ¹ Lorsque le revenu comprend des indemnités en capital qui remplacent des prestations périodiques, l'impôt est calculé, compte tenu des autres revenus et des déductions autorisées, au taux applicable à une prestation annuelle servie au lieu de l'indemnité unique.

² ... [29\)](#)

Bénéfices de liquidation

Art. 36a⁶⁴⁾ ¹ Le total des réserves latentes réalisées au cours des deux derniers exercices commerciaux est imposable séparément des autres revenus si le contribuable âgé de 55 ans révolus cesse définitivement d'exercer son activité lucrative indépendante ou s'il est incapable de poursuivre cette activité pour cause d'invalidité. Les rachats au sens de l'article 31, lettre a, sont déductibles. Si un tel rachat n'est pas effectué, l'impôt est perçu, de la même manière que pour les prestations en capital issues de la prévoyance selon l'article 37, sur la part des réserves latentes réalisées correspondant au montant dont le contribuable prouve l'admissibilité comme rachat au sens de l'article 31, lettre a. Sur le solde des réserves latentes réalisées, seule la moitié du montant est déterminante pour la fixation du taux; un impôt de 2 % sera perçu dans tous les cas sur le solde.⁷⁰⁾

² L'alinéa 1 s'applique également au conjoint survivant, aux autres héritiers et aux légataires, pour autant qu'ils ne poursuivent pas l'exploitation de l'entreprise qu'ils ont reprise. Le décompte fiscal a lieu au plus tard cinq années civiles après la fin de l'année civile dans laquelle le contribuable est décédé.

Prestations en capital à caractère de prévoyance

Art. 37 ¹ Les prestations en capital provenant de la prévoyance professionnelle et individuelle, les indemnités en capital analogues servies par l'employeur et celles qui sont versées par une assurance-accidents ou responsabilité civile en cas de décès, de dommages corporels ou d'atteinte durable à la santé sont imposées séparément. Elles sont dans tous les cas soumises à un impôt annuel entier.²²⁾

Taux unitaire

² L'impôt est calculé au moment de l'échéance de la prestation en capital selon les taux d'impôt suivants :

- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 1 :

0,9 % pour les 53 100 premiers francs*;

1,1 % pour les 53 100 francs* suivants;

1,3 % au-delà;

- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 2 :

1,1 % pour les 53 100 premiers francs*;

1,3 % pour les 53 100 francs* suivants;

1,7 % au-delà.³¹⁾⁷⁰⁾

³ Les déductions prévues à l'article 34 ne sont pas octroyées.

Gains de loterie

Art. 37a²³⁾ ¹ Les gains de loterie sont soumis, séparément des autres revenus, à un impôt annuel entier, calculé au taux unitaire de 2 %.

² Les gains ne sont imposables que s'ils excèdent 4 000 francs.

³ Une déduction de 5 % est accordée pour les mises effectuées par le contribuable.

Procédure
simplifiée selon
la loi fédérale sur
le travail au noir

Art. 37b⁴⁹⁾ ¹ Pour les petites rémunérations provenant d'une activité lucrative salariée, l'impôt est prélevé au taux de 9,5 % sans tenir compte des autres revenus, ni d'éventuels frais professionnels ou déductions sociales, à la condition que l'employeur paie l'impôt dans le cadre de la procédure simplifiée prévue aux articles 2 et 3 de la loi fédérale du 17 juin 2005 sur le travail au noir⁵⁰⁾. Les impôts cantonaux et communaux sur le revenu sont ainsi acquittés.

² L'article 125, alinéa 1, lettre a, s'applique par analogie.

³ Le débiteur de la prestation imposable a l'obligation de verser périodiquement les impôts à la caisse de compensation AVS.

⁴ La caisse de compensation AVS remet au contribuable un relevé ou une attestation indiquant le montant de l'impôt retenu. Elle verse à l'autorité fiscale les impôts encaissés.

⁵ Le droit à une commission de perception selon l'article 125, alinéa 4, est transféré à la caisse de compensation AVS.

⁶ Le Gouvernement règle les modalités par voie d'ordonnance.

SECTION 5 : Compensation des effets de la fluctuation de l'indice des prix

Art. 38⁷¹⁾

CHAPITRE III : Impôt sur la fortune

SECTION 1 : Objet

Principe

Art. 39 ¹ L'impôt sur la fortune est perçu sur l'ensemble de la fortune mobilière et immobilière du contribuable, déduction faite des dettes et compte tenu de l'exception prévue à l'article 40, alinéa 1, lettre a.²⁷⁾

² La fortune grevée d'usufruit est imposable auprès de l'usufruitier.^{[23\)](#)}

³ Les parts de placements collectifs de capitaux sont imposables pour la différence entre la valeur de l'ensemble des actifs du placement et celle des immeubles dont le contribuable est propriétaire direct.^{[28\)](#)[52\)](#)}

Exonérations

Art. 40 ¹ Ne sont pas soumis à l'impôt sur la fortune :

- a) ^{[22\)](#)} les objets personnels d'usage courant et le mobilier de ménage;
- b) ... ^{[29\)](#)}
- c) ... ^{[29\)](#)}
- d) ... ^{[24\)](#)}

² ... ^{[29\)](#)}

Dettes

Art. 41 ¹ Les dettes établies dont le contribuable répond seul sont entièrement déductibles.

² Les dettes solidaires ne peuvent être déduites que pour la part dont le contribuable est effectivement responsable.

³ La déduction de cautionnements n'est admise qu'en cas d'insolvabilité constatée du débiteur principal.

⁴ La valeur capitalisée de prestations périodiques ne constitue pas une dette déductible.

SECTION 2 : Evaluation

Principe

Art. 42 Sous réserve des dispositions suivantes, les éléments de la fortune sont estimés à leur valeur vénale.

Immeubles a) Principe

Art. 43 ¹ La valeur des immeubles et des forces hydrauliques est fixée par une procédure d'évaluation officielle.

² Elle se détermine en fonction de la valeur vénale et de la valeur de rendement.

^{2bis} Dans les limites autorisées par le droit fédéral, la valeur officielle des immeubles déterminée sur la base de la valeur vénale est estimée de manière prudente et modérée.^{[17\)](#)}

³ Les terrains et bâtiments affectés exclusivement ou principalement à l'agriculture et dont la valeur est déterminée essentiellement par cette exploitation sont estimés selon la valeur de rendement.

⁴ Les règles d'estimation détaillées et la procédure sont fixées par décret du Parlement.

b) Lieu

Art. 43a²⁸⁾ ¹ Les immeubles sont évalués officiellement dans la commune de leur lieu de situation.

² Les communes tiennent le registre des valeurs officielles.

c) Durée

Art. 43b²⁸⁾ Les valeurs officielles font l'objet d'une révision générale en principe tous les dix ans, sous réserve de mises à jour.

d) Revision
générale

Art. 43c²⁸⁾ ¹ Le Parlement ordonne la révision générale; il peut modifier le terme de dix ans en fonction de l'évolution des valeurs de rendement et des valeurs vénales, pour tout ou partie des immeubles.

² Le Parlement fixe les principes d'évaluation des différents immeubles et règle la procédure d'évaluation officielle.

³ Le Gouvernement constitue une commission cantonale d'estimation, qui établit les normes d'évaluation. Elle est formée de neuf membres, choisis dans les différentes régions du Canton et les divers groupes économiques.

e) Mise à jour
1. Ordinaire

Art. 43d²⁸⁾ La commission communale d'estimation met à jour d'office les valeurs officielles, en inscrivant l'un des changements suivants survenus aux immeubles et aux forces hydrauliques jusqu'à la fin de l'année fiscale :

- a) la construction, la transformation ou la démolition de bâtiments et d'installations;
- b) la modification de l'affectation ou de l'état de terrains et de bâtiments;
- c) les changements de zone, notamment la conversion de biens-fonds agricoles en terrains à bâtir, et inversement;
- d) la constitution, la modification ou l'extinction de droits, de charges et de concessions;
- e) l'existence de circonstances particulières qui font apparaître qu'une nouvelle évaluation conduirait à une modification de la valeur officielle de plus de 20 %.

2. Extraordinaire **Art. 43e**^{[28\)](#)} A la demande et aux frais du contribuable, les mises à jour prévues à l'article 43d peuvent être faites en tout temps. Elles prennent effet à la fin de l'année fiscale au cours de laquelle la mise à jour a été faite.
- Fortune commerciale **Art. 44**^{[27\)](#)} ¹ Les biens immatériels et les éléments de la fortune mobilière qui font partie de la fortune commerciale sont estimés à la valeur déterminante pour l'impôt sur le revenu.^{[63\)](#)}
- ² Le bétail est estimé selon les normes déterminées d'après la moyenne entre la valeur vénale et la valeur de rendement.
- ³ Les marchandises sont estimées à leur prix de revient ou à leur valeur marchande si celle-ci est inférieure.
- ⁴ Les éléments commerciaux de la fortune immobilière sont estimés à leur valeur officielle.
- Titres, créances et droits **Art. 45** ¹ Les titres cotés sont imposés au cours de clôture du dernier jour de bourse de décembre ou du dernier jour ouvrable précédant la fin de l'assujettissement.^{[27\)](#)[41\)](#)}
- ^{1bis} Les titres faisant partie de la fortune privée qui ne sont pas cotés sont évalués sur la base de leur valeur intrinsèque et de leur valeur de rendement. La valeur de rendement est calculée en tenant compte des risques présentés par la société.^{[28\)](#)[41\)](#)}
- ² Afin d'atténuer la double imposition économique, les participations dans des sociétés de capitaux et des sociétés coopératives suisses, dont les parts ne sont pas cotées en bourse ni ne font l'objet d'un commerce organisé hors bourse, sont évaluées à leur valeur vénale diminuée de 30 % de la différence entre celle-ci et la valeur nominale.^{[27\)](#)}
- ³ Les créances et les droits sont imposés à la valeur nominale, compte tenu toutefois du degré de probabilité du recouvrement.
- Assurances sur la vie **Art. 46** ¹ Les assurances sur la vie sont comptées à la valeur fiscale.^{[52\)](#)}
- ² ...^{[42\)](#)}

Participations de
collaborateur

Art. 46a⁶⁹⁾ ¹ Les participations de collaborateur au sens de l'article 15b, alinéa 1, sont estimées à leur valeur vénale, le cas échéant réduite pour tenir compte du délai de blocage.

² Les participations de collaborateur au sens des articles 15b, alinéa 3, et 15c sont déclarées sans valeur fiscale au moment de l'attribution.

³ Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

SECTION 3 : Déductions

Montant des
déductions

Art. 47³⁷⁾ Peuvent être défalqués de la fortune nette :

- a)⁷⁰⁾ 53 000 francs^{**} pour les couples mariés vivant en ménage commun;
- b)⁷⁰⁾ la moitié de ce montant pour les autres contribuables et pour chaque enfant à charge donnant droit à la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; pour les parents taxés séparément, dans la mesure où ils exercent l'autorité parentale conjointement sur leurs enfants à charge et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants, cette déduction est octroyée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; si aucun des parents ne bénéficie de ce tarif, la déduction est octroyée à celui qui bénéficie de la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- c) ...⁷¹⁾
- d)⁷⁰⁾ le montant de la lettre a est doublé pour les personnes qui bénéficient de la déduction pour raison d'âge ou d'infirmité prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre g.

SECTION 4 : Calcul de l'impôt

Taux unitaire

Art. 48³⁷⁾⁷⁰⁾ ¹ Le taux unitaire de l'impôt sur la fortune dû pour une année est le suivant :

0,50 ‰	pour les	105 000 premiers francs ^{**} de fortune;
0,75 ‰	pour les	315 000 francs ^{**} suivants;
0,95 ‰	pour les	368 000 francs ^{**} suivants;
1,10 ‰	pour les	788 000 francs ^{**} suivants;
1,20 ‰	pour le surplus.	

² La fortune imposable est soumise à l'impôt lorsqu'elle atteint 54 000 francs^{**}

au moins.

Art. 49⁷¹⁾

CHAPITRE IV : Règles particulières

Epoux, enfants
sous autorité
parentale

Art. 50 ¹ Le revenu et la fortune des époux qui vivent en ménage commun s'additionnent quel que soit le régime matrimonial.²²⁾

² Le revenu et la fortune des enfants sous autorité parentale sont ajoutés à ceux du détenteur de l'autorité parentale.

^{2bis} Lorsque l'autorité parentale est exercée conjointement et qu'aucune contribution d'entretien n'est versée en faveur des enfants, le revenu et la fortune de ceux-ci sont ajoutés à ceux du parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1. Le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons.²⁸⁾

³ L'enfant est imposé séparément sur le produit de son activité lucrative, ses revenus acquis en compensation (art. 22, lettres a, b et d) et ses gains immobiliers.²²⁾

Partenariat
enregistré

Art. 50a⁴⁵⁾ ¹ Les partenaires enregistrés ont, en droit fiscal jurassien, le même statut que les époux.

² En particulier, les règles de la présente loi relatives aux personnes mariées, séparées, divorcées ou veuves, s'appliquent, au besoin par analogie, aux personnes respectivement liées par un partenariat enregistré, qui suspendent leur vie commune ou dont le partenariat enregistré est dissous judiciairement ou par suite de décès.

Communautés
de personnes
sans
personnalité
juridique

Art. 51 Les sociétés commerciales étrangères et autres communautés de personnes étrangères sans personnalité juridique, assujetties à l'impôt en raison d'un rattachement économique, sont imposables conformément aux dispositions applicables aux personnes morales.

Communauté
héréditaire,
sociétés de
personnes et
placements
collectifs de
capitaux⁵²⁾

Art. 51a²⁸⁾ ¹ Chaque héritier ou associé ajoute à ses propres éléments imposables sa part du revenu et de la fortune de l'hoirie ou de la société de personnes.

² Chacun des investisseurs ajoute à ses propres éléments imposables sa part du revenu et de la fortune de placements collectifs de capitaux au sens de la loi fédérale du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux^{[7\)](#)} (dénommée ci-après : "LPCC"), sauf s'il s'agit de placements collectifs qui possèdent des immeubles en propriété directe.^{[54\)](#)}

Succession
fiscale

Art. 52 ¹ Après le décès du contribuable, ses héritiers lui succèdent dans ses droits et obligations; ils répondent solidairement des impôts dus par le défunt jusqu'à concurrence de leur part héréditaire, y compris les avancements d'hoirie.

² Les impôts dus par le défunt doivent être acquittés avant tout partage de la succession.

³ Le conjoint survivant est responsable jusqu'à concurrence de sa part et, s'il reçoit, du fait du régime matrimonial, une part du bénéfice ou de la communauté, supérieure à sa part légale selon le droit suisse, jusqu'à concurrence de ce montant supplémentaire.^{[28\)](#)}

Responsabilité
pour le paiement
de l'impôt

Art. 53 ¹ Les époux qui vivent en ménage commun répondent solidairement de l'impôt total et de la part afférente au revenu et à la fortune des enfants soumis à leur autorité parentale.

² Si l'un des conjoints est notoirement insolvable, l'autre ne répond toutefois solidairement que de la part de l'impôt total afférente à ses propres éléments de revenu et de fortune ainsi qu'à ceux des enfants.

^{2bis} Lorsque les époux ne vivent plus en ménage commun, l'obligation de répondre solidairement du montant global de l'impôt s'éteint pour tous les montants d'impôt encore dus.^{[28\)](#)}

³ Le contribuable marié qui vit en ménage commun avec son conjoint ne répond que de la soustraction des éléments imposables qui lui sont propres.^{[27\)](#)}

⁴ Sont en outre solidairement responsables avec le contribuable :

- a) les enfants sous autorité parentale pour leur part à l'impôt total;
- b) les acheteurs et vendeurs d'un immeuble sis dans le Canton, jusqu'à concurrence de 3 % du prix d'achat, pour les impôts dus en raison de son intervention par un commerçant ou un intermédiaire domicilié à l'étranger;

- c) les personnes chargées de la liquidation d'entreprises ou d'établissements stables sis dans le Canton, de l'aliénation ou de la réalisation d'immeubles sis dans le Canton ou de créances garanties par de tels immeubles, jusqu'à concurrence du produit net, lorsque le contribuable est domicilié à l'étranger;
- d) les débiteurs des prestations mentionnées aux lettres b, d et e de l'article 9, alinéa 1, à moins qu'ils ne prouvent avoir pris tous les soins commandés par les circonstances;
- e) l'administrateur d'une succession ou l'exécuteur testamentaire pour les impôts dus par le défunt, jusqu'à concurrence de la valeur de la masse successorale, à moins qu'ils ne prouvent avoir pris tous les soins commandés par les circonstances;
- f) ²⁸⁾ les associés d'une société de personnes qui sont domiciliés en Suisse, jusqu'à concurrence de leur part sociale, du paiement des impôts dus par les associés domiciliés à l'étranger.

⁵ L'autorité fiscale fixe le principe et l'étendue de la responsabilité solidaire dans une décision susceptible de réclamation puis de recours.

Impôt d'après la
dépense

Art. 54 ¹ Les personnes physiques qui, pour la première fois ou après une absence d'au moins dix ans, prennent domicile ou séjournent dans le Canton au regard du droit fiscal, sans y exercer ou y avoir exercé d'activité lucrative, ont le droit de payer un impôt calculé sur la dépense jusqu'à la fin de la période de taxation en cours, au lieu des impôts sur le revenu et la fortune.

² Lorsque ces personnes ne sont pas des ressortissants suisses, le droit de payer l'impôt sur la dépense peut être accordé au-delà de cette limite.

³ L'impôt est calculé sur la base de la dépense du contribuable et de sa famille et il est perçu d'après les barèmes ordinaires de l'impôt sur le revenu et la fortune (art. 35 et 48) ²⁷⁾. Il ne doit toutefois pas être inférieur aux impôts calculés d'après le barème ordinaire sur l'ensemble des éléments bruts suivants :

- a) ²⁷⁾ la fortune immobilière sise en Suisse et son rendement;
- b) ²⁷⁾ les capitaux placés en Suisse, y compris les créances garanties par des gages immobiliers et les objets mobiliers se trouvant en Suisse, et leur rendement;
- c) ²⁷⁾ les droits d'auteur, les brevets et autres droits semblables exploités en Suisse et leur rendement;
- d) les retraites, rentes et pensions de source suisse;
- e) les revenus pour lesquels le contribuable bénéficie d'un dégrèvement partiel ou total d'impôts étrangers en application d'une convention conclue par la Suisse pour éviter les doubles impositions; sur ces revenus, l'impôt est calculé au taux fixe de 2 %.

⁴ La fortune immobilière sise dans le Canton, dont le contribuable et sa famille disposent comme propriétaires ou usufruitiers, est soumise à l'impôt sur la fortune; les revenus qui en résultent sont englobés, avec la dépense, dans le calcul de l'impôt.

⁵ N'entrent pas en ligne de compte, pour le calcul de l'impôt d'après la dépense et la détermination des éléments du revenu et de la fortune visés par les alinéas 3 et 4 :

- a) les dettes et les intérêts passifs;
- b) les déductions liées à une activité lucrative dépendante (art. 23 et 24);
- c) les déductions personnelles (art. 34 et 47).

⁶ Le Gouvernement édicte des dispositions relatives à l'évaluation de la dépense et au calcul de l'impôt.

CHAPITRE V : Imposition dans le temps

SECTION 1 : Année fiscale

Année fiscale

Art. 55 ¹ Les impôts sur le revenu et la fortune sont arrêtés et prélevés pour chaque année fiscale.^{[27\)](#)}

² L'année fiscale correspond à l'année civile.

³ Si les conditions de l'assujettissement ne sont réalisées que durant une partie de l'année fiscale, l'impôt est prélevé sur les revenus obtenus durant cette période. Pour les revenus à caractère périodique, le taux de l'impôt se détermine compte tenu d'un revenu calculé sur douze mois. Les revenus à caractère non périodique sont soumis à un impôt annuel entier, mais ne sont en revanche pas convertis en un revenu annuel pour le calcul du taux. Les articles 36, 37 et 37a sont réservés.^{[27\)](#)}

⁴ L'alinéa 3 et l'article 34, alinéa 4, s'appliquent par analogie aux déductions.^{[28\)](#)}

SECTION 2 : Taxation ordinaire

Calcul du revenu

Art. 56^{[27\)](#)} ¹ Le revenu imposable se détermine d'après les revenus acquis pendant l'année fiscale.

² Le revenu de l'activité lucrative indépendante se détermine d'après le résultat des exercices commerciaux clos pendant l'année fiscale.

³ Les contribuables qui exercent une activité lucrative indépendante doivent procéder à la clôture de leurs comptes à chaque période fiscale, en cas de cessation de leur activité lucrative indépendante, ainsi qu'en cas de fin d'assujettissement. La clôture des comptes n'est pas obligatoire lorsque l'activité lucrative n'a débuté qu'au cours du dernier trimestre.

⁴ Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

Art. 57²⁹⁾

Calcul de la fortune

Art. 58²⁷⁾ ¹ L'impôt sur la fortune est déterminé sur la base de l'état de la fortune à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement.

² Pour les contribuables qui exercent une activité lucrative indépendante et dont les exercices commerciaux ne coïncident pas avec l'année civile, la fortune commerciale imposable se détermine d'après le capital propre existant à la fin de l'exercice commercial clos durant la période fiscale.

³ Si les conditions de l'assujettissement ne sont réalisées que durant une partie de la période fiscale, seul le montant d'impôt correspondant à cette durée est prélevé.

⁴ En cas de dévolution successorale au cours de la période fiscale ou en cas de fin d'assujettissement à raison d'un rattachement économique durant la période fiscale, l'alinéa 3 s'applique par analogie.

Epoux

Art. 58a²⁸⁾ ¹ En cas de mariage, les époux sont imposés conjointement pour toute la période fiscale au cours de laquelle leur mariage a eu lieu.

² En cas de divorce ou de séparation judiciaire ou de fait, chaque époux est imposé séparément pour toute la période fiscale.

³ En cas de décès de l'un des époux, ceux-ci sont imposés conjointement jusqu'au jour du décès. Le décès vaut comme fin d'assujettissement des deux époux et début d'assujettissement du conjoint survivant.

Enfant mineur

Art. 58b²⁸⁾ ¹ Les revenus et la fortune de l'enfant sous autorité parentale sont ajoutés à ceux du détenteur de l'autorité parentale jusqu'à la fin de l'année précédant celle au cours de laquelle il atteint sa majorité.

² Lorsque l'enfant est sous autorité parentale conjointe de parents divorcés, séparés ou célibataires et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne lui soit versée, ses revenus et sa fortune sont ajoutés à ceux du parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; si aucun des parents ne bénéficie de ce tarif, ils sont ajoutés à ceux du parent qui bénéficie de la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons.

SECTION 3 : Taxation intermédiaire²⁹⁾

Art. 59 et 60²⁹⁾

SECTION 4 : Eléments extraordinaires²⁹⁾

Art. 61²⁹⁾

SECTION 5 : Taxation spéciale

Art. 62²⁹⁾

Prestations en capital, gains de loterie et gains immobiliers²⁷⁾

Art. 63 ¹ Les impôts sur les revenus mentionnés aux articles 37 et 37a sont fixés pour l'année fiscale au cours de laquelle le droit au versement de ces revenus a été acquis.²²⁾

² L'impôt sur les gains immobiliers est fixé pour l'année fiscale au cours de laquelle le gain a été réalisé.

TITRE TROISIEME : Imposition des personnes morales

CHAPITRE PREMIER : Assujettissement

Rattachement
personnel

Art. 64 ¹ Les sociétés de capitaux, les sociétés coopératives, les associations, les fondations et les autres personnes morales sont assujetties à l'impôt lorsqu'elles ont leur siège ou leur administration effective dans le Canton.

² Les placements collectifs de capitaux qui possèdent des immeubles en propriété directe au sens de l'article 58 LPCC⁷¹ sont assimilés aux autres personnes morales. Les sociétés d'investissement à capital fixe au sens de l'article 110 LPCC sont imposées comme des sociétés de capitaux.⁵²⁾

³ Les personnes morales, les sociétés commerciales et les communautés de personnes de droit étranger sont assimilées aux personnes morales de droit suisse dont elles se rapprochent le plus par leur forme juridique ou leur structure effective.

Rattachement
économique

Art. 65 ¹ Les personnes morales dont le siège ou l'administration effective se trouve hors du Canton sont assujetties à l'impôt :

- a) lorsqu'elles sont associées à une entreprise sise dans le Canton;
- b) lorsqu'elles exploitent un établissement stable dans le Canton;
- c) lorsqu'elles sont propriétaires d'un immeuble sis dans le Canton ou qu'elles ont sur un tel immeuble des droits de jouissance réels ou des droits personnels économiquement assimilables.

² Les personnes morales qui ont leur siège ou leur administration effective à l'étranger sont, en outre, assujetties à l'impôt :

- a) lorsqu'elles sont titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur des immeubles sis dans le Canton;
- b) lorsqu'elles font le commerce d'immeubles sis dans le Canton ou servent d'intermédiaires dans de telles opérations;
- c) ...²⁴⁾

³ On entend par établissement stable toute installation fixe dans laquelle s'exerce tout ou partie de l'activité de l'entreprise. Sont notamment considérés comme établissements stables les succursales, usines, ateliers, comptoirs de vente, représentations permanentes, mines et autres lieux d'exploitation de ressources naturelles, ainsi que les chantiers de construction ou de montage d'une durée d'au moins douze mois. [28\)](#)

Etendue de
l'assujettisse-
ment

Art. 66 ¹ L'assujettissement fondé sur un rattachement personnel est illimité; il ne s'étend toutefois pas aux entreprises, aux établissements stables et aux immeubles situés hors du Canton.

² L'assujettissement fondé sur un rattachement économique est limité à la partie du bénéfice et du capital imposable dans le Canton selon l'article 65.

³ ... [29\)](#)

⁴ Les contribuables qui ont leur siège et leur administration effective à l'étranger doivent l'impôt au moins sur le bénéfice réalisé dans le Canton et sur le capital qui y est investi, au taux correspondant. [22\)](#)

Pertes subies à
l'étranger

Art. 66a [23\)](#) ¹ Dans les relations internationales, l'étendue de l'assujettissement d'une entreprise, d'un établissement stable ou d'un immeuble est définie conformément aux règles du droit fédéral concernant l'interdiction de la double imposition intercantonale. Une entreprise jurassienne peut compenser les pertes d'un établissement stable à l'étranger avec des bénéfices réalisés dans le Canton du Jura si l'Etat dans lequel cet établissement est sis n'a pas déjà tenu compte de ces pertes. Si cet établissement réalise des bénéfices au cours des sept années suivantes, l'impôt sera récupéré pendant ces exercices dans la mesure où les reports de pertes sont compensés dans l'Etat où il est sis. Les pertes portant sur des immeubles à l'étranger ne seront prises en considération que si un établissement stable est exploité dans le pays concerné. [27\)](#)

² ... [29\)](#)

³ ... [29\)](#)

⁴ Sont réservées les dispositions prévues dans les conventions visant à éliminer la double imposition.

Début et fin de
l'assujettisse-
ment

Art. 67 ¹ L'assujettissement commence le jour où la personne morale est fondée, où elle établit son siège ou son administration effective dans le Canton ou dès qu'elle y acquiert un élément imposable.

² L'assujettissement prend fin le jour où est close la liquidation de la personne morale, où son siège ou son administration effective sont déplacés à l'extérieur du Canton ou lorsque disparaît l'élément imposable dans le Canton.

^{2bis} En cas de transfert du siège ou de l'administration effective à l'intérieur de la Suisse, le début et la fin de l'assujettissement sont régis par la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes^{3) 28)}.

³ En cas de transfert des actifs et passifs d'une personne morale à une autre, les impôts dus par la première doivent être acquittés par la seconde.

Responsabilité
solidaire

Art. 68 ¹ A la fin de l'assujettissement d'une personne morale, les personnes chargées de l'administration et de la liquidation répondent solidairement des impôts dus par celle-ci, jusqu'à concurrence du produit de la liquidation ou, pour le cas où la personne morale transfère son siège ou le lieu de son administration effective à l'extérieur du Canton, jusqu'à concurrence de la fortune nette de la personne morale. Elles sont libérées de toute responsabilité si elles prouvent qu'elles ont pris tous les soins commandés par les circonstances.²⁷⁾

² Lorsqu'une personne morale est assujettie à l'impôt en raison d'un rattachement économique, les personnes chargées :

- a) de la liquidation d'une entreprise ou d'un établissement stable dans le Canton,
- b) de l'aliénation ou de la réalisation d'un immeuble sis dans le Canton ou de créances garanties par un tel immeuble,

répondent solidairement des impôts dus par cette personne morale, jusqu'à concurrence du produit net réalisé.

³ Les membres de sociétés commerciales et d'autres communautés de personnes de droit étranger sans personnalité juridique répondent solidairement des impôts dus par ces sociétés et communautés.

⁴ Lorsqu'une personne morale qui n'a ni son siège ni son administration effective en Suisse sert d'intermédiaire dans une opération portant sur un immeuble sis en Suisse, les acheteurs et vendeurs de l'immeuble sont solidairement responsables, jusqu'à concurrence de 3 % du prix d'achat, des impôts dus par cette personne morale en raison de son activité d'intermédiaire.²³⁾

Exonérations

Art. 69 ¹ Sont exonérés de l'impôt :

- a) la Confédération et ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;
- b) le Canton et ses établissements, y compris l'Etablissement d'assurance immobilière, mais à l'exception de la Banque cantonale du Jura;
- c) les communes municipales, les communes mixtes, les sections et syndicats de communes, sur les ressources affectées à des services publics;
- d) les communes bourgeoises, sur les ressources affectées directement à des tâches d'utilité publique accomplies par le Canton ou les communes;
- e)⁴¹⁾ les Eglises reconnues et les paroisses, sur les ressources affectées à leurs tâches;
- f) les institutions de prévoyance professionnelle dont les ressources sont affectées durablement et exclusivement à la prévoyance en faveur du personnel; leur sont assimilées les fondations bancaires dont les revenus et la fortune sont affectés exclusivement à la prévoyance individuelle liée, selon l'article 82 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité⁶⁾;
- g) les caisses indigènes d'assurances sociales et de compensation, notamment les caisses d'assurances chômage, maladie, vieillesse, invalidité et survivants, à l'exception des sociétés d'assurances concessionnaires;
- h)²⁷⁾⁴¹⁾ les personnes morales qui poursuivent des buts de service public ou d'utilité publique, sur le bénéfice et le capital exclusivement et irrévocablement affectés à ces buts; des buts économiques ne peuvent être considérés en principe comme étant d'intérêt public; l'acquisition et l'administration de participations en capital importantes à des entreprises ont un caractère d'utilité publique lorsque l'intérêt au maintien de l'entreprise occupe une position subalterne par rapport au but d'utilité publique et que des activités dirigeantes ne sont pas exercées;
- h^{bis})⁴³⁾ les personnes morales qui visent des buts culturels dans le Canton ou sur le plan suisse, sur le bénéfice et le capital exclusivement et irrévocablement affectés à ces buts;

- i) ⁵²⁾ les Etats étrangers, sur leurs immeubles situés dans le Canton et affectés exclusivement à l'usage direct de leurs représentations diplomatique et consulaire, ainsi que les bénéficiaires institutionnels d'exemptions fiscales visés à l'article 2, alinéa 1, de la loi fédérale du 22 juin 2007 sur l'Etat hôte⁵³⁾, pour les immeubles dont ils sont propriétaires et qui sont occupés par leurs services;
- j) ⁵⁴⁾ les placements collectifs qui possèdent des immeubles en propriété directe, dans la mesure où les investisseurs sont exclusivement des institutions de prévoyance professionnelle au sens de la lettre f ou des caisses indigènes d'assurances sociales et de compensation au sens de la lettre g exonérées de l'impôt;
- k) ⁶⁹⁾ les entreprises de transport et d'infrastructure titulaires d'une concession de la Confédération qui reçoivent des indemnités pour cette activité ou qui doivent, du fait de leur concession, maintenir toute l'année un service d'importance nationale; les gains qui sont issus d'une activité soumise à concession et sont disponibles librement sont également exonérés de l'impôt; les exploitations annexes et les biens fonciers qui n'ont pas de relation nécessaires avec l'activité soumise à concession sont cependant exclus de l'exonération.

² ... ⁷¹⁾

³ Les articles 88, alinéa 2, et 113 sont réservés.

⁴ Le Gouvernement édicte, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution nécessaires.

CHAPITRE II : Impôt sur le bénéfice

Objet

Art. 70 ¹ L'impôt sur le bénéfice a pour objet le bénéfice net.

² Le bénéfice net imposable comprend :

- a) le solde du compte de pertes et profits, tout report de l'année précédente étant éliminé;
- b) tous les prélèvements opérés sur le résultat commercial avant le calcul du solde du compte de pertes et profits, qui ne servent pas à couvrir des dépenses justifiées par l'usage commercial, tels que :
 - les frais d'acquisition, de production ou d'amélioration d'actifs immobilisés;
 - les amortissements et les provisions qui ne sont pas justifiés par l'usage commercial;
 - les versements aux fonds de réserve;

- la libération du capital propre au moyen de fonds appartenant à la personne morale, à condition qu'ils proviennent de réserves constituées par des bénéfices qui n'ont pas été imposés;
- les distributions ouvertes ou dissimulées de bénéfice et les avantages procurés à des tiers qui ne sont pas justifiés par l'usage commercial;
- c) les intérêts sur le capital propre dissimulé (art. 79, al. 2, lettre b);
- d) ²⁷⁾ les produits et les bénéfices en capital, à l'exception des gains immobiliers, ainsi que les produits de liquidation et de réévaluation qui n'ont pas été crédités au compte de pertes et profits; le transfert à l'étranger du siège, de l'administration, d'une entreprise ou d'un établissement stable est assimilé à une liquidation.

³ Le bénéfice net imposable des personnes morales qui ne tiennent pas de compte de pertes et profits se détermine d'après l'alinéa 2, appliqué par analogie.

⁴ Les prestations que des entreprises d'économie mixte remplissant une tâche d'intérêt public fournissent, de manière prépondérante, à des entreprises qui leur sont proches sont évaluées au prix actuel du marché, à leur coût actuel de production majoré d'une marge appropriée ou à leur prix de vente final actuel diminué d'une marge de bénéfice; le résultat de chaque entreprise est ajusté en conséquence. ²³⁾

Charges

Art. 71 ¹ Les charges justifiées par l'usage commercial comprennent notamment :

- a) les impôts fédéraux, cantonaux et communaux, mais non les amendes fiscales;
- b) les versements à des institutions de prévoyance en faveur du personnel de l'entreprise, à condition que soit exclue toute utilisation contraire à leur but;
- c) ²⁷⁾⁴¹⁾ les dons en espèces et sous forme d'autres valeurs patrimoniales en faveur de personnes morales dont le siège est en Suisse et qui sont exonérées de l'impôt en raison de leurs buts de service public ou d'utilité publique (art. 69, al. 1, lettre h) ou en faveur de la Confédération, des cantons, des communes et de leurs établissements, ainsi que des Eglises reconnues et de leurs paroisses (art. 69, al. 1, lettres a, b, c, d, e), à concurrence de 10 % du bénéfice net; le Département des Finances peut autoriser une déduction plus élevée lorsque les libéralités en cause sont destinées à l'Etat et à ses établissements, aux communes, aux Eglises reconnues et à leurs paroisses ou à des institutions soutenues dans une mesure essentielle par l'Etat ou les communes; le Gouvernement édicte les prescriptions d'application nécessaires;

- d) les rabais, escomptes, bonifications et ristournes accordés sur la contre-valeur de livraisons et de prestations, ainsi que les parts de bénéfice des compagnies d'assurances destinées à être réparties entre les assurés.

² Les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à des agents publics suisses ou étrangers, ne font pas partie des charges justifiées par l'usage commercial. [28\)](#)

Eléments non
déterminants

Art. 72 Ne constituent pas un bénéfice imposable :

- a) [22\)](#) les apports des membres de sociétés de capitaux et de sociétés coopératives, y compris l'agio et les prestations à fonds perdu;
- b) les augmentations de fortune provenant d'une succession, d'un legs ou d'une donation;
- c) [28\)](#) le transfert, dans un autre canton, du siège, de l'administration, d'une entreprise ou d'un établissement stable, à condition qu'il n'y ait ni aliénation ni réévaluation comptable.

Restructurations

Art. 73^{[41\)](#)} ¹ Les réserves latentes d'une personne morale ne sont pas imposées lors de restructurations, notamment lors de fusion, de scission ou de transformation, pour autant que la personne morale reste assujettie à l'impôt en Suisse et que les éléments commerciaux soient repris à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice. Cela vaut en cas :

- a) de transformation en une société de personnes ou en une autre personne morale;
- b) [52\)](#) de division ou de séparation d'une personne morale à condition que ce transfert ait pour objet une ou plusieurs exploitations ou parties distinctes d'exploitation et pour autant que les personnes morales existantes après la scission poursuivent une exploitation ou une partie distincte d'exploitation;
- c) d'échange de droits de participation ou de droits de sociétariat suite à une restructuration ou à une concentration équivalant économiquement à une fusion;
- d) de transfert à une société fille suisse d'exploitations ou de parties distinctes d'exploitation, ainsi que d'éléments qui font partie des biens immobilisés de l'exploitation; on entend par société fille une société de capitaux ou une société coopérative dont la société de capitaux ou la société coopérative transférante possède au moins 20 % du capital-actions ou du capital social.

² En cas de transfert à une société fille au sens de l'alinéa 1, lettre d, les réserves latentes transférées font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 173 à 175, dans la mesure où, durant les cinq ans qui suivent la restructuration, les valeurs patrimoniales, les droits de participation ou les droits de sociétariat transférés à la société fille sont aliénés; dans ce cas, la société fille peut faire valoir les réserves latentes correspondantes imposées comme bénéfice.

³ Des participations directes ou indirectes de 20 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une autre société de capitaux ou d'une société coopérative, mais aussi des exploitations ou des parties distinctes d'exploitation ainsi que des éléments qui font partie des biens immobilisés de l'exploitation, peuvent être transférés, à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice, entre des sociétés de capitaux ou des sociétés coopératives suisses qui, grâce à la détention de la majorité des voix ou d'une autre manière, sont réunies sous la direction unique d'une société de capitaux ou d'une société coopérative. Sont réservés :

- a) le transfert à une société fille selon l'article 73, alinéa 1, lettre d;
- b) le transfert d'éléments qui font partie des biens immobilisés de l'exploitation à une société qui est imposée selon l'article 83 ou 84.⁵²⁾

⁴ Si, dans les cinq ans qui suivent un transfert selon l'alinéa 3, les éléments de patrimoine transférés sont aliénés ou si la direction unique est abandonnée durant cette période, les réserves latentes transférées font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 173 à 175. La personne morale bénéficiaire peut, dans ce cas, faire valoir les réserves latentes correspondantes imposées comme bénéfice. Les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives suisses réunies sous une direction unique au moment de la violation du délai de blocage répondent solidairement du rappel d'impôt.

⁵ Les réserves latentes transférées à une société holding ou à une société de domicile dans le cadre d'une restructuration (art. 73, al. 1) ou d'un transfert de patrimoine (art. 73, al. 3) sont immédiatement imposées, à l'exception des réserves latentes sur des participations selon l'article 78, alinéa 1, ou sur des immeubles. Les réserves latentes sur des participations sont fixées par une décision établie lors de la restructuration et imposées ultérieurement selon l'article 78, alinéas 2 et suivants. Les réserves latentes sur immeubles sont imposées conformément à l'article 83, alinéas 2 et 4.

⁶ L'imposition des réévaluations comptables et des prestations compensatoires demeure réservée.

⁷ La société qui subit une perte comptable sur la participation qu'elle avait dans une société de capitaux ou une société coopérative dont elle reprend l'actif et le passif ne peut déduire cette perte; est imposable l'éventuel bénéfice comptable sur la participation.

Evaluation

Art. 74⁽²⁷⁾⁽⁴¹⁾ Les dispositions relatives à l'impôt sur le revenu (art. 16, 25, 27, 29 à 32) sont applicables par analogie pour les augmentations de valeur comptabilisées, pour la défalcation des frais d'obtention du revenu, des frais d'entretien d'immeubles, des intérêts passifs, des prestations en faveur d'employés, des pertes et pour la constitution de provisions.

Amortissements

Art. 74a⁽²⁸⁾ ¹ Les amortissements des actifs justifiés par l'usage commercial sont autorisés, à condition que ceux-ci soient comptabilisés ou, à défaut d'une comptabilité tenue selon l'usage commercial, qu'ils apparaissent dans un plan spécial d'amortissements.

² En général, les amortissements sont calculés sur la base de la valeur effective des différents éléments de fortune ou doivent être répartis en fonction de la durée probable d'utilisation de chacun de ces éléments.

³ Les amortissements sur participations qui sont en relation avec des distributions antérieures de bénéfices ne sont pas considérés comme justifiés par l'usage commercial.

⁴ Les amortissements opérés sur des actifs qui ont été réévalués afin de compenser des pertes ne sont admis que si les réévaluations étaient autorisées par le droit commercial et que les pertes pouvaient être déduites conformément à l'article 75, alinéa 1, au moment de l'amortissement.

⁵ Les corrections de valeur ainsi que les amortissements effectués sur le coût d'investissement des participations d'au moins 10 % sont ajoutés au bénéfice imposable dans la mesure où ils ne sont plus justifiés.⁽⁶³⁾

⁶ Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires.

Remploi

Art. 74b⁽⁴³⁾ ¹ Lorsque des biens meubles immobilisés nécessaires à l'exploitation sont remplacés, les réserves latentes sur ces biens peuvent être reportées sur les éléments acquis en emploi, si ces derniers sont également nécessaires à l'exploitation et se trouvent en Suisse. L'imposition en cas de remplacement d'immeubles par des biens mobiliers est réservée.⁽⁶³⁾

² En cas de remplacement de participations, les réserves latentes peuvent être reportées sur une nouvelle participation si la participation aliénée était égale à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social ou à 10 % au moins du bénéfice et des réserves de l'autre société et si la société de capitaux ou la société coopérative a détenu cette participation pendant un an au moins.⁶³⁾

³ Lorsque le remploi n'intervient pas durant le même exercice, une provision correspondant aux réserves latentes peut être constituée; elle doit être dissoute et affectée à l'amortissement de l'élément acquis en remploi ou portée au crédit du compte de pertes et profits dans un délai raisonnable.⁵²⁾

⁴ Seuls les biens meubles immobilisés, directement utiles à une entreprise, sont considérés comme nécessaires à l'exploitation; n'en font pas partie, notamment, les biens qui ne sont utiles à l'entreprise que par leur valeur de placement ou leur rendement.

Déduction des
pertes

Art. 75 ¹ Les pertes des sept exercices précédant la période fiscale peuvent être déduites du bénéfice de cette période, pour autant qu'elles n'aient pas été déduites du bénéfice imposable des périodes précédentes.²²⁾

² Pour le surplus, les alinéas 2 et 3 de l'article 29 sont applicables par analogie.

Associations,
fondations et
placements
collectifs de
capitaux⁵²⁾

Art. 76 ¹ Les cotisations statutaires versées aux associations par leurs membres et les apports à la fortune des fondations ne font pas partie du bénéfice imposable.

² Les intérêts passifs, les frais d'entretien d'immeubles, les libéralités d'utilité publique ainsi que les dépenses liées à l'acquisition de recettes imposables des associations peuvent être entièrement déduits des recettes; les autres dépenses ne peuvent l'être que dans la mesure où elles excèdent les cotisations des membres.

³ Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 20 000 francs* de leur bénéfice imposable.⁷⁰⁾

⁴ Les placements collectifs de capitaux sont soumis à l'impôt sur le bénéfice pour le rendement de leurs immeubles en propriété directe.⁵²⁾

Calcul de l'impôt
a) En général

Art. 77⁷⁰⁾ ¹ Le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice équivaut à 3,6 % du bénéfice imposable.

² Le taux unitaire est susceptible d'être relevé, dans des cas particuliers liés aux relations internationales.

b) Réduction

Art. 78²²⁾ ¹ Pour les sociétés qui participent au capital-actions ou au capital social d'autres sociétés ou de sociétés coopératives à raison de 10 % au minimum, participent pour 10 % au moins au bénéfice et aux réserves d'une autre société ou possèdent une participation représentant une valeur vénale d'un million de francs au moins, l'impôt dû sur le bénéfice est réduit proportionnellement au rapport entre le rendement net des participations et le bénéfice total.⁶³⁾

² Le rendement net des participations correspond au revenu de ces participations diminué des frais de financement y relatifs et d'une contribution de 5 % destinée à la couverture de frais d'administration, sous réserve de la preuve de frais d'administration effectifs inférieurs ou supérieurs à ce taux. Sont réputés frais de financement les intérêts passifs ainsi que les autres frais économiquement assimilables à des intérêts passifs. Font également partie du revenu des participations, les bénéfices en capital provenant de participations, le produit de la vente de droits de souscription y relatifs, ainsi que les bénéfices de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations^{2) 27)}.

³ Ne font pas partie du rendement des participations :

- a) ...²⁹⁾
- b) les recettes qui représentent des charges justifiées par l'usage commercial pour la société de capitaux ou la société coopérative qui les verse;
- c) ...²⁹⁾

⁴ Le rendement d'une participation n'entre dans le calcul de la réduction que dans la mesure où cette participation ne fait pas l'objet d'un amortissement qui est lié à la distribution du bénéfice et porté en diminution du bénéfice net imposable.

⁵ Les bénéfices en capital et les bénéfices de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations n'entrent dans le calcul de la réduction que :

- a) dans la mesure où le produit de l'aliénation est supérieur au coût d'investissement;

- b)⁶³⁾ si la participation aliénée était égale à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social de l'autre société ou si elle avait un droit fondé sur 10 % au moins du bénéfice et des réserves de l'autre société et que la société de capitaux ou la société coopérative l'a détenue pendant un an au moins. Si la participation est tombée au-dessous de 10 % à la suite d'une aliénation partielle, la réduction ne peut être accordée sur chaque bénéfice résultant d'une aliénation ultérieure que si la valeur vénale des droits de participation s'élevait à un million de francs au moins à la fin de l'année fiscale précédant l'aliénation.²⁸⁾

⁶ Le coût d'investissement est diminué des amortissements selon l'alinéa 4, ou, en cas de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations, augmenté des bénéfices de réévaluation. Pour les participations qui ont été transférées à leur valeur comptable lors d'une restructuration sans effet sur le résultat, on se fondera sur le coût d'investissement initial.²⁸⁾

⁷ Les transactions qui se traduisent au sein du groupe par une économie d'impôt injustifiée entraînent une rectification du bénéfice imposable ou une diminution de la réduction. L'économie d'impôt est injustifiée lorsque les bénéfices en capital et les pertes en capital ou les amortissements relatifs à des participations au sens des articles 74a et 78 sont en relation de cause à effet.²⁸⁾

c) Placements collectifs de capitaux

Art. 78a⁵⁴⁾ Le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice des placements collectifs de capitaux qui détiennent des immeubles en propriété directe équivaut au tiers du taux prévu à l'article 77.

CHAPITRE III : Impôt sur le capital

Objet

Art. 79 ¹ L'impôt sur le capital a pour objet le capital propre.

² Le capital propre imposable comprend :

- a) le capital-actions ou le capital social libéré ainsi que les réserves ouvertes et les réserves latentes constituées au moyen de bénéfices imposés;
- a^{bis})²⁸⁾ pour les personnes morales définies aux articles 83 et 84, le capital-actions ou le capital social libéré, les réserves ouvertes et la part des réserves latentes qui aurait été constituée au moyen de bénéfices imposés, si l'impôt sur le bénéfice était prélevé;
- b) la part des fonds étrangers qui joue économiquement le rôle de capital propre (sous-capitalisation).

^{2bis} Est imposable au moins le capital-actions ou le capital social libéré.²⁸⁾

³ Le capital propre imposable des sociétés de capitaux et sociétés coopératives en liquidation ainsi que celui des associations, fondations et autres personnes morales correspond à leur fortune nette.

⁴ Les placements collectifs de capitaux sont assujettis à l'impôt sur le capital pour la fortune que représentent les immeubles détenus en propriété directe. [52\)](#)

Evaluation des réserves

Art. 80 Les réserves imposables sont déterminées sur la base des livres de comptabilité et d'après les circonstances effectives.

Associations, fondations et placements collectifs de capitaux

Art. 81 [70\)](#) Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 50 000 francs* de leur capital imposable.

Calcul de l'impôt

Art. 82 [27\)](#) Le taux unitaire de l'impôt sur le capital équivaut à 0,75 ‰ du capital propre imposable.

CHAPITRE IV : Sociétés holding et de domicile

Sociétés holding

Art. 83 ¹ Les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives établies dans le Canton qui ont principalement pour but de participer à d'autres entreprises paient, en lieu et place des impôts ordinaires sur le bénéfice et le capital, un impôt au taux fixe de 15 centimes par mille francs jusqu'à 100 millions de capital propre, de 5 centimes par mille francs au-delà, mais de 200 francs au moins lorsque les participations ou leur rendement représentent durablement au moins les deux tiers de l'ensemble des actifs ou des recettes. [27\)41\)](#)

² Les sociétés holding paient toutefois l'impôt sur le bénéfice et l'impôt sur le capital pour les immeubles et les forces hydrauliques qu'elles possèdent dans le Canton; en vue de l'évaluation du bénéfice et de la fortune, les frais d'obtention et les dettes sont pris en considération proportionnellement; le capital immobilier imposé est alors défalqué du capital propre imposable.

³ ... [29\)](#)

⁴ La perception de l'impôt sur les gains immobiliers et de la taxe immobilière municipale demeure réservée.

Sociétés de
domicile

Art. 84²⁷⁾ ¹ Les sociétés de capitaux, les sociétés coopératives et les fondations qui ont en Suisse une activité administrative, mais pas d'activité commerciale, paient l'impôt sur le bénéfice comme suit :

- a) le rendement des participations au sens de l'article 78, ainsi que les bénéfices en capital et les bénéfices de réévaluation provenant de ces participations sont exonérés de l'impôt;
- b) les autres recettes de source suisse sont imposées de façon ordinaire;
- c) les recettes de source étrangère sont imposées de façon ordinaire en fonction de l'importance de l'activité administrative exercée en Suisse;
- d) les charges justifiées par l'usage commercial, en relation économique avec des rendements et des recettes déterminés, doivent être déduites de ceux-ci en priorité; les pertes subies sur des participations au sens de la lettre a ne peuvent être compensées qu'avec les rendements mentionnés à la lettre a.

² Les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives dont l'activité commerciale est essentiellement orientée vers l'étranger et qui n'exercent en Suisse qu'une activité subsidiaire paient l'impôt sur le bénéfice conformément à l'alinéa 1. Les autres recettes de source étrangère, mentionnées à l'alinéa 1, lettre c, sont imposées selon l'importance de l'activité commerciale exercée en Suisse.

³ Les sociétés de domicile paient un impôt sur le capital au taux fixe de 15 centimes par mille francs jusqu'à 100 millions de capital propre, de 5 centimes par mille francs au-delà, mais de 200 francs au moins.⁴¹⁾

⁴ Les alinéas 2 et 4 de l'article 83 sont applicables par analogie.

Conventions
de double
imposition

Art. 84a²⁸⁾ Les recettes et rendements pour lesquels un dégrèvement des impôts à la source étrangers est demandé ne bénéficient pas des réductions de l'impôt sur le bénéfice prévues aux articles 83 et 84 lorsque la convention internationale prescrit que ces recettes et ces rendements doivent être imposés selon le régime ordinaire en Suisse.

Changement de
statut

Art. 84b⁵⁴⁾ ¹ En cas de changement de statut d'une société de capitaux imposée selon le barème déterminé à l'article 77 en société holding ou de domicile au sens des articles 83 et 84, l'article 73, alinéa 5, s'applique par analogie.

² En cas de changement de statut d'une société holding ou de domicile au sens des articles 83 et 84 en société de capitaux imposée selon le barème déterminé à l'article 77, les réserves latentes sont fixées par décision prise lors du changement de statut. Elles peuvent être récupérées en franchise d'impôt lors de leur réalisation. Aucun report de pertes au sens de l'article 75 n'est possible.

CHAPITRE V : Imposition dans le temps

Période fiscale **Art. 85** ¹ Les impôts sur le bénéfice et sur le capital sont fixés et prélevés pour la période fiscale; celle-ci correspond à l'exercice commercial.

² Chaque année civile, l'année de fondation exceptée, les contribuables doivent procéder à la clôture de leurs comptes et établir un bilan et un compte de pertes et profits; la même obligation leur incombe en cas de transfert du siège, de l'administration, d'une entreprise ou d'un établissement stable, ainsi qu'à la fin de la liquidation. [27\)](#)

Base d'évaluation **Art. 86** ¹ Le bénéfice imposable est déterminé d'après le résultat de la période fiscale; lorsque l'exercice comprend plus ou moins de douze mois, le taux de l'impôt sur le bénéfice est fixé compte tenu d'un bénéfice net calculé sur douze mois.

² Lors de la liquidation d'une personne morale ou du transfert de son siège, de son administration, d'une entreprise ou d'un établissement stable à l'étranger, les réserves latentes constituées au moyen de bénéfices non soumis à l'impôt sont imposées avec le bénéfice net du dernier exercice. [27\)](#)

³ Le capital imposable est déterminé selon l'état à la fin de la période fiscale.

⁴ Lorsque l'exercice commercial est supérieur ou inférieur à douze mois, l'impôt sur le capital est calculé sur la base de la durée de l'exercice en question. [28\)](#)

TITRE QUATRIEME : Impôt sur les gains immobiliers

CHAPITRE PREMIER : Généralités

Objet

Art. 87 ¹ L'impôt sur les gains immobiliers a pour objet les gains réalisés lors de l'aliénation d'un immeuble, d'une part d'immeuble ou d'une force hydraulique faisant partie de la fortune privée ou de la fortune commerciale du contribuable, ainsi que lors de l'aliénation de droits à de tels éléments.^{[27\)](#)}

² Le bénéfice lié au transfert à un tiers d'un droit grevant un immeuble ne constitue pas un gain immobilier.

³ Les gains ne sont imposés que s'ils se montent à 4 000 francs au moins.

⁴ Sont soumis à l'impôt sur le revenu ou sur le bénéfice, à titre d'exception :

- a) les gains réalisés sur les immeubles dont le contribuable fait le commerce dans l'exercice de sa profession;
- b) les bonifications ou indemnités pour la charge temporaire d'immeubles et de forces hydrauliques constituée par des servitudes, ou par des restrictions de la propriété fondées sur le droit public, et pour l'octroi temporaire de droits personnels à l'exploitation ou à la jouissance; lorsque ces bonifications se rapportent à des actes juridiques équivalant à une aliénation partielle, elles ne sont imposables que dans la mesure où elles excèdent la part au prix d'acquisition;
- c) les sommes amorties conformément au droit fiscal et non imposées, qui sont réalisées lors d'une aliénation (art. 16, al. 2, lettre a);
- d)^{[54\)](#)} les gains réalisés par les placements collectifs de capitaux qui détiennent des immeubles en propriété directe.

Assujettissement

Art. 88 ¹ Celui qui aliène un immeuble ou une force hydraulique sis dans le Canton, ou celui qui cède un droit à un immeuble est soumis à l'impôt sur les gains immobiliers.

^{1bis} Les cohéritiers sont soumis à l'impôt sur les gains immobiliers pour leur participation au gain au sens des articles 619 du Code civil suisse (CC)^{[8\)](#)} et 28 à 35 de la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR)^{[9\)](#)} ^{[28\)](#)}.

² La Confédération, selon le droit fédéral, et l'Etat du Jura sont exonérés de l'impôt sur les gains immobiliers, de même que les communes municipales, les communes mixtes et les syndicats de communes, les Eglises reconnues et leurs paroisses pour les gains qu'elles réalisent sur leur propre territoire. Il en va de même des entreprises de transport et d'infrastructure titulaires d'une concession de la Confédération définies à l'article 69, alinéa 1, lettre k, pour les gains réalisés lors de l'aliénation d'un bien immobilier présentant un lien avec l'activité soumise à concession.^{[70\)](#)}

Aliénation

Art. 89 ¹ Toute aliénation qui opère le transfert de la propriété d'un immeuble donne lieu à imposition.^{[27\)](#)}

² Sont considérés en particulier comme aliénation la vente, l'échange, l'expropriation, l'apport dans une société, le transfert d'immeubles d'une société à un détenteur de droits de participation, le partage successoral, la dissolution d'une collectivité, la participation du cohéritier au bénéfice (art. 619 CC et 28 à 35 LDFR) et les participations à un gain immobilier fondées sur un droit public.^{[27\)](#)}

³ Sont assimilés à une aliénation^{[27\)](#)} :

- a) les actes juridiques qui, relativement au pouvoir de disposer d'un immeuble, équivalent effectivement et économiquement à une aliénation, comme la réalisation de la participation majoritaire à une société immobilière et le transfert à titre onéreux d'un droit d'emption grevant un immeuble;
- b)^{[27\)](#)} la constitution de servitudes de droit privé sur un immeuble ou une force hydraulique ou les restrictions de droit public à la propriété foncière, lorsque celles-ci limitent l'exploitation ou diminuent la valeur vénale de l'immeuble de manière durable et essentielle et qu'elles donnent lieu à une indemnité; l'indemnité n'est pas soumise à l'impôt sur les gains immobiliers lorsqu'elle est imposable comme rendement de la fortune immobilière, notamment lorsqu'elle consiste en un revenu de droit de superficie (art. 19, al. 1, lettre c) ou en un revenu provenant d'un droit à l'exploitation.

⁴ Par droit à l'exploitation, il faut entendre en particulier celui d'extraire de la pierre, du gravier, du sable, de la marne, de la tourbe, du charbon et d'autres minéraux, ainsi que celui de prendre ou d'utiliser de l'eau ou la force hydraulique.

Exceptions à
l'imposition
a) Non-assujet-
tissement

Art. 90^{[29\)](#)}

b) Imposition
différée

Art. 91 ¹ L'imposition du gain immobilier est différée :

- a) ²⁷⁾ en cas de remembrement opéré soit en vue de remaniement parcellaire, de l'établissement d'un plan de quartier, de rectification de limites ou d'arrondissement de l'aire agricole, soit dans le cadre d'une procédure d'expropriation ou en raison d'une expropriation imminente;
- b) ²⁹⁾ ...
- c) ⁴¹⁾⁵²⁾ en cas de restructurations d'entreprises constituées en raison individuelle ou en société de personnes selon l'article 17 et de personnes morales selon l'article 73; les articles 17, alinéa 3, et 73, alinéas 2 et 4, s'appliquent par analogie;
- d) ²⁷⁾⁴¹⁾ en cas d'aliénation d'un immeuble faisant partie des immobilisations nécessaires à l'exploitation (art. 28 et 74b), à condition que le produit de cette aliénation soit affecté dans un délai raisonnable à l'acquisition en Suisse d'un immeuble semblable et destiné à remplir la même fonction dans l'entreprise; pour les immeubles agricoles et sylvicoles, l'imposition est également différée si le bien acquis en remplacement appartient au contribuable et est exploité par lui-même, mais qu'il n'a pas la même fonction dans l'entreprise ou si le produit de l'aliénation est affecté à l'amélioration d'immeubles agricoles ou sylvicoles;
- e) ⁴¹⁾ en cas de restructurations d'institutions de prévoyance au sens de l'article 69, alinéa 1, lettre f;
- f) ²⁸⁾ en cas de transfert de propriété entre époux en rapport avec le régime matrimonial ou en cas de dédommagement de contributions extraordinaires d'un époux à l'entretien de la famille (art. 165 CC) ou de prétentions découlant du droit du divorce, pour autant que les deux époux soient d'accord;
- g) ²⁸⁾ en cas d'aliénation de l'habitation (maison ou appartement) ayant durablement et exclusivement servi au propre usage de l'aliénateur, dans la mesure où le produit ainsi obtenu est affecté, dans un délai approprié, à l'acquisition ou à la construction en Suisse d'une habitation servant au même usage;
- h) ²⁸⁾⁴¹⁾ en cas de transfert de propriété par succession (dévolution d'hérédité, partage successoral, legs), donation ou avancement d'hoirie; en cas d'avancement d'hoirie, la gratuité est admise si la prestation du cessionnaire consiste exclusivement :
 - en la reprise d'une charge constituée par des créances hypothécaires en faveur de tiers;
 - en la constitution, en cas de cession à des descendants, d'un droit d'habitation ou d'un usufruit en faveur du cédant;
 - en l'engagement de verser des compensations aux cohéritiers.

² Lorsque l'immeuble acquis en remploi (lettres d et g de l'alinéa 1) est sis à l'extérieur du Canton et qu'il est aliéné ultérieurement, les gains bruts qui ont fait l'objet d'une imposition différée dans le Canton sont soumis à l'impôt. ²⁸⁾

³ Lorsque l'imposition est différée en raison d'un emploi privé (lettre g de l'alinéa 1) ou d'un emploi commercial (lettre d de l'alinéa 1), l'impôt n'est reporté que pour la part du gain compensée dans le montant réinvesti dans l'immeuble de remplacement. La part des réserves latentes dégagées par la réalisation de l'ancien élément de fortune qui n'est pas réinvestie est soumise à l'impôt sur le revenu.^{[28\)](#)}

CHAPITRE II : Evaluation du gain immobilier

Principe

Art. 92 ¹ La différence entre le prix de revient de l'immeuble et le produit de l'aliénation constitue le gain immobilier.

² Le prix de revient correspond au prix d'acquisition augmenté des impenses.

³ Le prix d'acquisition et les impenses sont indexés en vue du calcul du gain immobilier (art. 101).

Prix d'acquisition
a) En général

Art. 93 ¹ Le prix d'acquisition correspond au prix d'achat inscrit au registre foncier ou au prix moindre effectivement payé. Un prix plus élevé n'est pris en considération que si le propriétaire précédent a acquitté l'impôt sur le gain immobilier, y compris les amendes fiscales éventuelles, sur la totalité du produit réel de l'aliénation.

² Les prestations périodiques portées au compte de l'aliénateur sont capitalisées et font partie du prix d'acquisition, indépendamment de celles qui sont effectivement fournies. Les articles 22, lettre f, et 32, alinéa 1, lettre b, sont réservés.

³ Le prix d'acquisition d'un immeuble acquis par voie d'échange équivaut au produit imputé à l'acquéreur pour l'immeuble cédé en échange.

⁴ Si la dernière aliénation imposable remonte à plus de 30 ans, l'aliénateur peut faire valoir, comme prix d'acquisition, la valeur officielle en vigueur 30 ans auparavant; dans ce cas, la durée de possession (art. 104) est de 30 ans et seules les impenses consenties sur l'immeuble durant ce même laps de temps peuvent être prises en compte.^{[43\)](#)}

b) Acquisition par
voie de
succession ou
donation

Art. 94^{[29\)](#)}

c) En cas
d'imposition
différée

Art. 95²⁷⁾ ¹ Si, lors de l'acquisition, l'imposition a été différée selon l'article 91, alinéa 1, lettres c, e, f et h, le prix d'acquisition déterminant est celui de la précédente aliénation imposable.

² Si, lors de l'acquisition, l'imposition a été différée selon l'article 91, alinéa 1, lettres a, d et g, le prix d'acquisition déterminant est celui de l'immeuble cédé lors de l'aliénation dont l'imposition a été différée.

³ Lors de l'aliénation d'un immeuble dont l'acquisition ou l'amélioration a donné lieu à une imposition différée, selon l'article 91, alinéa 1, lettres d et g, le gain réinvesti est déduit des dépenses d'investissement.

d) En cas
d'aliénation
partielle

Art. 96 ¹ Lorsqu'un immeuble n'est aliéné qu'en partie ou s'il est constitué un droit grevant un immeuble, la part correspondante du prix d'acquisition total sert de base à l'imposition de l'aliénation partielle.

² Si le prix d'acquisition n'a pu être imputé entièrement sur le prix de vente, les taxations antérieures sont révisées après la dernière aliénation partielle. Les impôts qui auraient été payés en trop sont remboursés.

³ La somme de toutes les fractions du prix d'acquisition formées lors des différentes aliénations partielles ne saurait dépasser le montant total du prix d'acquisition.

Impenses

Art. 97 ¹ Les impenses sont les frais inséparablement liés à l'acquisition ou à l'aliénation et les frais qui ont contribué à l'amélioration ou à l'augmentation durable de la valeur de l'immeuble.

² En font partie notamment :

- a) les droits de mutation, les frais d'actes et d'enchères (sols par franc);
- b) ²⁷⁾ les commissions et les frais de courtage usuels ainsi que les frais judiciaires liés à l'achat ou à la vente;
- c) les dépenses qui entraînent une augmentation durable de la valeur de l'immeuble, notamment celles qui sont liées aux nouvelles constructions, aux transformations, aux installations d'eau, d'éclairage et de chauffage, aux constructions de routes, aux améliorations foncières et aux endiguements, y compris les contributions volontaires versées dans ce but à une collectivité publique ou privée, sous déduction toutefois des prestations d'assurances et des subventions fédérales, cantonales et communales;
- d) les contributions imposées aux propriétaires fonciers, notamment les contributions à la construction de routes, trottoirs et conduites;

- e)²⁷⁾ la valeur du travail personnel du contribuable qui a augmenté la valeur de l'immeuble pour autant qu'elle ait été imposée au titre de l'impôt sur le revenu;
- f)²⁷⁾ les indemnités versées en vue de la constitution d'une servitude ou d'une charge de droit privé ou pour une restriction de droit public limitant l'exploitation ou diminuant la valeur vénale de l'immeuble de manière durable et essentielle ou de la suppression d'un tel droit grevant l'immeuble;
- g) la valeur déterminée des impenses futures, si le contribuable s'engage par contrat à les effectuer dans un proche avenir après l'aliénation;
- h) les frais consacrés à un projet non exécuté spécifiquement conçu pour l'immeuble et irréalisable ailleurs.

³ Les frais de gérance et d'entretien courant ne constituent pas des impenses.

⁴ Les impenses sont en principe établies au moyen de pièces justificatives. Le Gouvernement détermine par voie d'ordonnance les conditions auxquelles une expertise peut être admise ainsi que le contenu de celle-ci.

Produit

Art. 98 ¹ Le produit de l'aliénation comprend toutes les prestations mises à charge de l'acquéreur. Les prestations périodiques sont comptées à raison de leur valeur en capital.²⁷⁾

² En cas d'échange, la valeur vénale vaut comme produit, sous réserve de dispositions conventionnelles correspondant aux conditions économiques.

³ Lors d'une vente d'immeuble entre une société de capitaux et le détenteur d'une participation importante à cette société, la valeur vénale est considérée comme produit de l'aliénation.

⁴ Le montant remis aux cohéritiers au titre de participation au gain selon les articles 619 du Code civil suisse et 28 à 35 de la loi fédérale sur le droit foncier rural est déduit du produit de l'aliénation. Il en va de même du montant remis à un autre ayant droit en vertu du droit public. L'aliénateur répond solidairement avec le bénéficiaire de la part au gain de l'impôt à payer par ce dernier.²⁷⁾

Art. 99²⁹⁾

Imposition dans
le temps²⁷⁾

Art. 100 ¹ Tous les gains ou pertes de 4 000 francs au moins réalisés par l'aliénateur lors de l'aliénation d'immeubles au cours d'une même année civile sont additionnés en vue de leur imposition, à condition que ces aliénations aient été soumises à l'impôt dans le Canton en raison de l'assujettissement subjectif du contribuable.²⁷⁾

^{1bis} Pour les contribuables tenant comptabilité, les gains et les pertes sont additionnés pour autant qu'ils soient réalisés au cours du même exercice commercial.²⁸⁾

² Le cas échéant, les décisions de taxation antérieures portant sur le gain de la même période au sens des alinéas 1 et 1bis sont révisées.²⁷⁾

Calcul du gain
immobilier

Art. 101 ¹ Pour le calcul du gain immobilier, le prix de revient de l'immeuble est indexé. Le taux d'indexation correspond à 50 % du taux de renchérissement qui découle de l'indice suisse des prix à la consommation.

² Le prix d'acquisition et toutes les impenses sont indexés individuellement à partir de la date de leur réalisation. Si cette date est antérieure à l'année 1940, c'est l'indice de cette année qui s'applique.

CHAPITRE III : Calcul de l'impôt

Tarif

Art. 102 L'impôt sur le gain immobilier est calculé sur la base du tarif suivant :

gain imposable (en francs)		taux d'impôt simple
4 000	à 50 000	3,5 %
50 100	à 100 000	4,5 %
100 100	à 200 000	5,5 %
200 100	et plus	6 %

Majoration de
l'impôt

Art. 103 ¹ Si le contribuable a été propriétaire de l'immeuble aliéné pendant moins de cinq ans, l'impôt sur le gain immobilier est majoré selon les règles suivantes :

durée de possession	majoration du montant de l'impôt
moins de 2 ans	50 %
de 2 à moins de 5 ans	25 %

² L'impôt sur le gain immobilier n'est pas majoré :

- lorsque l'immeuble est aliéné au cours de la liquidation d'une succession^{[27\)](#)};
- lorsque les circonstances excluent toute intention de spéculation.

Réduction de
l'impôt

Art. 104 ¹ Si le contribuable a été propriétaire de l'immeuble aliéné pendant dix ans au moins, l'impôt sur le gain immobilier est réduit de 1 % par année de possession au-delà de la dixième année, mais au maximum de 30 %.^{[22\)](#)}

² La réduction prévue à l'alinéa précédent se calcule dès la dernière aliénation imposable si l'immeuble a été acquis par une transaction donnant lieu à une imposition différée (art. 91).^{[27\)](#)}

³ ...^{[29\)](#)}

DEUXIEME PARTIE : Impôts communaux

TITRE PREMIER : Impôts communaux ordinaires

Principe

Art. 105 ¹ Les communes municipales, les communes mixtes et les sections de commune perçoivent les impôts communaux ordinaires, à savoir :

- a) l'impôt sur le revenu et sur la fortune;
- b) l'impôt sur le bénéfice et sur le capital;
- c) l'impôt sur les gains immobiliers.

^{1bis} En lieu et place des impôts énumérés à l'alinéa 1, les communes prélèvent un impôt à la source auprès de certaines personnes physiques et morales selon les modalités fixées par la présente loi.^{[23\)](#)}

² Sous réserve des dispositions qui suivent, les règles concernant les impôts cantonaux s'appliquent également aux impôts communaux ordinaires.

Quotité

Art. 106 ¹ La quotité des impôts communaux ordinaires est fixée annuellement par la commune lors du vote du budget.

² En ce qui concerne les sociétés holding et les sociétés de domicile, les communes prélèvent les mêmes impôts que l'Etat (art. 83 et 84).

Règlement
d'impôt

Art. 107 Le règlement d'impôt de la commune attribue les tâches suivantes aux diverses instances communales :

- a) la tenue du rôle des contribuables;

- b) ... [71\)](#)
- c) l'encaissement;
- d) le préavis portant sur une demande de remise d'impôt;
- e) ... [55\)](#)
- f) ... [55\)](#).

Relations
intercommunales
a) Principe

Art. 108 ¹ Si le contribuable est lié à plusieurs communes jurassiennes en vertu de rattachements personnels et économiques, chaque commune concernée par un rattachement particulier a droit à la part d'impôt communal correspondante.

² Toute modification de l'assujettissement en raison d'un rattachement personnel ou économique est prise en considération à la fin de l'année fiscale. [27\)](#)

b) Plan de
partage

Art. 109 ¹ Le Service des contributions établit un plan de partage des impôts communaux dus par le contribuable aux communes concernées.

² Le plan de partage est communiqué au contribuable et aux communes intéressées; il est sujet à réclamation et à recours selon les dispositions de la présente loi (art. 157 et suivants).

c) Dispositions
d'exécution

Art. 110 ¹ Le Parlement édicte les dispositions d'exécution nécessaires par voie de décret.

² Le décret règle notamment :

- le mode de calcul des parts communales en fonction des différents types de rattachement;
- la procédure de revendication d'une part communale, l'élaboration du plan de partage ainsi que la réclamation et le recours contre ce plan.

d) Droit
complémentaire

Art. 111 Les règles régissant la double imposition intercantonale s'appliquent à titre complémentaire aux relations intercommunales.

TITRE DEUXIEME : Impôt communal spécial (taxe immobilière)

Assujettissement

Art. 112 Les communes et les sections de commune perçoivent, à titre d'impôt spécial, une taxe immobilière sur les immeubles et forces hydrauliques inscrits au registre des valeurs officielles.

Exceptions

Art. 113 ¹ Ne sont pas soumis à la taxe immobilière :

- a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements qui sont exonérés des impôts cantonaux et communaux en vertu du droit fédéral;
- b) les immeubles du Canton, des communes, des syndicats de communes, des Eglises reconnues et des paroisses qui sont directement affectés aux buts de ces collectivités;
- c) ⁶⁹⁾ les immeubles des entreprises de transport et d'infrastructure titulaires d'une concession de la Confédération définies à l'article 69, alinéa 1, lettre k, présentant un lien avec l'activité soumise à concession.

² Pour le surplus, les règles générales concernant l'exonération des impôts directs cantonaux et communaux ne s'appliquent pas à la taxe immobilière.

Taux et calcul de la taxe

Art. 114 ¹ La taxe immobilière est calculée en pour mille de la valeur officielle inscrite au registre des valeurs officielles; aucune déduction n'est admise.

² Le taux de la taxe varie entre 0,5 ‰ et 1,8 ‰ de la valeur officielle. ⁷⁰⁾

³ ... ⁴²⁾

⁴ La commune arrête le taux de la taxe immobilière chaque année lors de l'établissement du budget.

Taxation et perception

Art. 115 ¹ La commune établit le rôle de perception de la taxe sur la base du registre des valeurs officielles. Elle notifie la taxation sur le bordereau de paiement.

² La notification est susceptible de réclamation et de recours. Les articles 157 et suivants s'appliquent par analogie. ⁴¹⁾

³ Les bordereaux de paiement qui n'ont pas fait l'objet d'une réclamation sont assimilables à des jugements exécutoires au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite ¹⁰⁾.

⁴ ... ⁴²⁾

TITRE TROISIEME : Impôts communaux extraordinaires

Principe

Art. 116 ¹ Les communes et les sections de commune peuvent percevoir des impôts extraordinaires.

² Les impôts extraordinaires doivent se fonder sur un règlement.

³ Ils ne sauraient frapper la matière soumise à redevances au profit de l'Etat sauf si la loi le prévoit expressément.

Règlement

Art. 117 ¹ Le règlement qui introduit un impôt communal extraordinaire doit en déterminer l'objet, le mode de calcul, la procédure de taxation, le mode de perception et les sanctions découlant d'une infraction.

² Les décisions liées à l'impôt communal extraordinaire sont soumises à opposition et à recours au juge administratif, conformément au Code de procédure administrative^{[11\)](#)}.

TROISIEME PARTIE : Imposition à la source

TITRE PREMIER : Personnes physiques domiciliées ou en séjour dans le Canton

Personnes
soumises à
l'impôt à la
source

Art. 118 ¹ Les travailleurs étrangers qui, sans être au bénéfice d'un permis d'établissement, sont, au regard du droit fiscal, domiciliés ou en séjour dans le Canton, sont assujettis à un impôt perçu à la source sur le revenu de leur activité dépendante. En sont exclus les revenus soumis à l'imposition selon l'article 37b.^{[51\)](#)}

² Les époux qui vivent en ménage commun sont imposés selon la procédure ordinaire, si l'un d'eux a la citoyenneté suisse ou est au bénéfice d'un permis d'établissement.

Prestations
imposables

Art. 119 ¹ L'impôt est calculé sur le revenu brut.

² Tous les revenus provenant d'un rapport de travail sont imposables, y compris les revenus accessoires tels que les indemnités pour prestations spéciales, commissions, allocations, primes pour ancienneté de service, gratifications, pourboires, participations de collaborateur et tous autres avantages appréciables en argent, de même que les revenus acquis en compensation telles que les indemnités journalières découlant d'assurances-maladie, d'assurances contre les accidents ou de l'assurance-chômage.^{[70\)](#)}

³ Les prestations en nature et les pourboires sont évalués, en règle générale, selon les normes de l'assurance-vieillesse et survivants fédérale.

Barème

Art. 120 ¹ Le Service des contributions établit le barème des retenues d'après les taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, sous réserve des gains accessoires.^{[70\)](#)}

² Les retenues comprennent l'impôt fédéral, l'impôt cantonal, l'impôt communal et l'impôt ecclésiastique; l'alinéa 5 demeure réservé.

³ Lorsque les époux vivant en ménage commun exercent tous deux une activité lucrative, les retenues sont calculées selon un barème particulier qui tient compte de cette double activité.

⁴ Le barème tient compte des frais professionnels (art. 24) et des primes et cotisations d'assurances (art. 31, lettres a, c et d) sous forme de forfait, ainsi que des déductions pour double activité des conjoints (art. 32, al. 2) et pour charges de famille (art. 34, al. 1, lettres d, h et i).^{[22\)](#)[70\)](#)}

⁵ Le Service des contributions doit restituer l'impôt ecclésiastique retenu si une personne soumise à l'impôt à la source en fait la demande en établissant qu'elle n'est pas membre d'une Eglise reconnue; l'article 188 est applicable.^{[48\)](#)}

Impôt à la source
et procédure
ordinaire

Art. 121 ¹ L'impôt à la source se substitue aux impôts perçus selon la procédure ordinaire sur le revenu du travail.

² Si le revenu brut du contribuable ou de son conjoint qui vit en ménage commun avec lui excède par an un montant à fixer par le Gouvernement, une taxation est faite ultérieurement selon la procédure ordinaire; l'impôt retenu à la source est imputé sur l'impôt perçu selon la procédure ordinaire.^{[22\)](#)}

³ Les personnes assujetties à l'impôt à la source sont imposables selon la procédure ordinaire sur leurs revenus et leur fortune qui ne sont pas soumis à l'impôt à la source. L'article 11 s'applique par analogie au calcul du taux de l'impôt.^{[23\)](#)}

TITRE DEUXIEME : Personnes sans domicile ou séjour en SuissePersonnes
soumises à
l'impôt à la
source

Art. 122 ¹ Sont soumis à l'impôt à la source, lorsqu'ils ne sont ni domiciliés ni en séjour en Suisse :

- a) ^{[70\)](#)} les travailleurs qui exercent dans le Canton une activité lucrative dépendante pendant de courtes périodes, durant la semaine ou comme frontaliers, sur le revenu de leur activité;

- b)²²⁾ les artistes, sportifs et conférenciers, sur le revenu de leur activité personnelle dans le Canton, y compris les revenus et les indemnités qui ne sont pas versés à l'artiste, au sportif ou au conférencier lui-même, mais au tiers qui a organisé ses activités; l'organisateur du spectacle est solidairement responsable du paiement de l'impôt;
- c)⁷⁰⁾ les membres de l'administration ou de la direction de personnes morales ayant leur siège ou leur administration effective dans le Canton, sur les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes, participations de collaborateur et autres rémunérations qui leur sont versés;
- d)⁷⁰⁾ les membres de l'administration ou de la direction d'entreprises étrangères ayant un établissement stable dans le Canton, sur les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes, participations de collaborateur et autres rémunérations qui leur sont versés par l'intermédiaire de l'établissement stable;
- e) les personnes titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur des immeubles sis dans le Canton, sur les intérêts qui leur sont versés;
- f) les personnes qui, ensuite d'une activité pour le compte d'autrui régie par le droit public, reçoivent des pensions, des retraites ou d'autres prestations d'un employeur ou d'une caisse de prévoyance qui a son siège dans le Canton, sur ces prestations;
- f)^{bis})²³⁾ les bénéficiaires de revenus provenant d'institutions suisses de prévoyance professionnelle de droit privé ou procurés selon des formes reconnues de prévoyance individuelle liée, sur ces revenus;
- g) les personnes qui, travaillant dans le trafic international à bord d'un bateau, d'un aéronef ou d'un véhicule de transports routiers, reçoivent un salaire ou d'autres rémunérations d'un employeur ayant son siège ou un établissement stable dans le Canton, sur ces prestations;
- h) ...²⁴⁾
- i)⁶⁹⁾ les personnes domiciliées à l'étranger au moment où elles perçoivent des avantages appréciables en argent provenant d'options de collaborateur non négociables (art. 15b, al. 3); ces avantages sont imposés proportionnellement conformément à l'article 15d.

² Les contribuables domiciliés à l'étranger, mentionnés à l'alinéa 1, comprennent les personnes physiques qui ne sont ni domiciliées, ni en séjour en Suisse, et les personnes morales qui n'ont ni leur siège, ni leur administration effective en Suisse.

Prestations
imposables

Art. 123 ¹ Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres a et g, l'impôt à la source est perçu selon les dispositions des articles 118 à 120.

² Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettre b, l'impôt à la source est perçu sur les recettes brutes, déduction faite des frais d'acquisition, au taux de :

- a) 9 % pour des recettes journalières jusqu'à 220 francs^{*};
- b) 13,5 % pour des recettes journalières de 221 francs^{*} à 1 100 francs^{*};
- c) 18 % pour des recettes journalières de 1 101 francs^{*} à 3 300 francs^{*};
- d) 22,5 % pour des recettes journalières supérieures à 3 300 francs^{*}. [22\)52\)70\)](#)

³ Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres c à f^{bis}, l'impôt est perçu sur les recettes brutes au taux de :

- a) 18 % pour les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes et autres rémunérations (art. 122, al. 1, lettres c et d);
- b) 13,5 % pour les intérêts de créances hypothécaires (art. 122, al. 1, lettre e);
- c) [32\)52\)](#) 9 % pour les pensions, retraites ou autres prestations (art. 122, al. 1, lettres f et f^{bis}); pour les prestations en capital, l'impôt s'élève à :
 - 5,0 % pour les 53 100 premiers francs^{*};
 - 6,0 % pour les 31 800 francs suivants^{*};
 - 6,5 % pour les 31 800 francs suivants^{*};
 - 7,0 % pour les 31 800 francs suivants^{*};
 - 7,5 % au-delà. [22\)70\)](#)

⁴ Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettre i, l'impôt à la source est perçu sur l'avantage appréciable en argent au taux de 20 %. [69\)](#)

⁵ L'impôt n'est pas perçu lorsque les revenus bruts imposables définis aux alinéas 2 et 3 n'atteignent pas les montants fixés par le Gouvernement. [69\)](#)

Substitution à
l'impôt ordinaire

Art. 124 ¹ L'impôt à la source se substitue à l'impôt cantonal, à l'impôt communal et à l'impôt ecclésiastique perçus selon la procédure ordinaire. [22\)](#)

² L'article 120, alinéa 5, est applicable.

TITRE TROISIEME : Débiteur

Obligations du
débitur des
prestations
imposables

Art. 125 ¹ Le débiteur des prestations imposables a l'obligation :

- a) de retenir l'impôt à l'échéance des prestations en espèces et de prélever auprès du contribuable l'impôt dû sur les autres prestations, en particulier sur les revenus en nature et les pourboires;
- b) de remettre au contribuable un relevé ou une attestation indiquant le montant de l'impôt retenu;

- c) ²²⁾⁴⁸⁾ de verser périodiquement les impôts au Service des contributions, d'établir à l'intention de celui-ci les relevés correspondants et de lui permettre de consulter tous les documents utiles au contrôle de la perception;
- d) ⁶⁹⁾ de verser la part proportionnelle de l'impôt sur les options de collaborateur exercées à l'étranger; l'employeur doit la part proportionnelle de l'impôt même si l'avantage appréciable en argent est versé par une société du groupe à l'étranger.

² Le débiteur des prestations imposables est responsable du paiement de l'impôt à la source.

³ Il doit également retenir l'impôt lorsque le contribuable est assujetti dans un autre canton.

⁴ Le débiteur des prestations imposables reçoit une commission de perception dont le taux est fixé par le Gouvernement. ²²⁾

Taxation par le
Service des
contributions

Art. 126 ¹ Si le débiteur des prestations imposables ne perçoit pas, en tout ou en partie, l'impôt à la source, le Service des contributions décide du montant à payer.

² Le débiteur des prestations imposables, le contribuable et la commune intéressée peuvent former réclamation et recours contre une telle décision selon les dispositions de la présente loi (art. 157 et suivants). ⁴⁸⁾

TITRE QUATRIEME : Relations intercantionales

Relations
intercantonales

Art. 127 ²²⁾ ¹ L'obligation du débiteur de retenir l'impôt à la source est régie par la présente loi s'il a son siège ou son établissement stable dans le Canton.

² Lorsque le contribuable n'est pas assujetti dans le Canton, le Service des contributions verse les impôts encaissés à l'autorité compétente du canton auquel appartient le droit d'imposer.

³ Lorsque le contribuable est assujetti dans le Canton et que le débiteur a son siège ou son établissement stable dans un autre canton, les impôts retenus et versés par le débiteur sont déduits des impôts dus; les impôts perçus en trop sont restitués; si les impôts perçus sont insuffisants, la différence est exigée.

⁴ Lorsque le contribuable est domicilié ou en séjour dans le Canton, le débiteur qui a son siège ou son établissement stable hors canton peut retenir l'impôt en appliquant les barèmes déterminants dans le Canton et verser la retenue directement au Service des contributions.⁶⁹⁾

Dispositions
d'exécution

Art. 128 Le Gouvernement édicte, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution.

QUATRIEME PARTIE : Taxation et perception

TITRE PREMIER : Procédure de taxation

CHAPITRE PREMIER : Autorités

Autorités

Art. 129 ¹ Le Service des contributions et ses sections appliquent la présente loi en collaboration avec les communes.

² Ils pourvoient à une taxation uniforme et correcte.

³ Ils règlent la tenue du registre des valeurs officielles des immeubles et des forces hydrauliques, ainsi que des registres d'impôts.

⁴ Ils sont soumis à la surveillance du Département des Finances et à la haute surveillance du Gouvernement.

⁵ Le Département des Finances peut allouer aux communes une bonification appropriée pour leur collaboration.

Devoirs des
autorités
a) En général

Art. 130 ¹ Les autorités fiscales procèdent selon les règles générales qui régissent l'activité administrative (art. 20 à 29 et 39 à 43 du Code de procédure administrative).

² Elles agissent en particulier selon les principes de la légalité, de l'égalité, de la bonne foi et de la diligence.

b) Secret

Art. 131 ¹ Les membres des autorités fiscales sont tenus de garder le secret sur les faits parvenus à leur connaissance dans l'exercice de leur fonction.

² Ils ne fournissent des renseignements à d'autres autorités que lorsqu'une disposition légale exprime le leur enjoint ou en présence d'un intérêt public prépondérant.

³ L'obligation du secret peut être levée par le contribuable.

Organisation,
procédure

Art. 132 Un décret du Parlement réglemente l'organisation des autorités chargées de la taxation et la procédure.

CHAPITRE II : Droits et obligations du contribuable

SECTION 1 : Droits du contribuable

Droit d'allégation

Art. 133 ¹ La taxation est arrêtée sur la base d'une déclaration d'impôt déposée par le contribuable.

² Le contribuable a le droit de fournir tous les éléments qu'il juge utiles pour la détermination de sa taxation.

³ Il peut offrir des moyens de preuve et requérir des actes d'instruction.

⁴ L'autorité est tenue d'examiner les faits allégués par le contribuable ainsi que les preuves offertes, et d'administrer les preuves requises, dans la mesure où ces moyens ne paraissent pas d'emblée dénués de pertinence.

Droit d'être
entendu

Art. 134 ¹ Le contribuable jouit du droit d'être entendu. Toutefois, l'autorité n'est pas tenue de l'entendre avant la notification de la décision de taxation.

² Lorsqu'il apparaît que la décision de taxation différera dans une mesure importante de la déclaration déposée par le contribuable, l'autorité a la faculté de l'entendre avant la notification de la décision.

³ L'autorité invite le contribuable à faire valoir son point de vue verbalement ou par écrit.

Droit de
consulter le
dossier

Art. 135 ¹ Le contribuable a le droit de consulter son dossier. Les époux qui doivent être taxés conjointement ont un droit de consultation réciproque.^{[27](#)}

² La consultation des pièces autres que celles que le contribuable a déposées peut être refusée aussi longtemps que les faits ne sont pas établis, ou lorsque des intérêts publics ou privés importants l'exigent.

³ Une pièce dont la consultation lui a été refusée ne peut être utilisée au détriment du contribuable que si l'autorité lui en a communiqué, oralement ou par écrit, le contenu essentiel en lui donnant la possibilité de s'exprimer à ce sujet.

Représentation

Art. 136^{[27\)](#)} ¹ Dans la mesure où la collaboration personnelle du contribuable n'est pas nécessaire, celui-ci a le droit de se faire représenter par un mandataire, qui établit ses pouvoirs par le dépôt d'une procuration.

² Lorsque les époux vivant en ménage commun n'ont pas mandaté de représentant commun ou n'ont pas désigné conjointement une personne autorisée à recevoir le courrier, toute notification doit être adressée aux deux époux conjointement.

³ ...^{[71\)](#)}

Notification

Art. 136a^{[69\)](#)} ¹ Les décisions sont notifiées au contribuable par écrit et indiquent les voies de droit.

² Le contribuable ayant son domicile ou son siège à l'étranger est tenu de désigner un représentant ou une adresse de notification en Suisse.

³ Lorsque le contribuable n'a pas de domicile ou de siège connu ou qu'il se trouve à l'étranger, sans avoir de représentant ou d'adresse de notification en Suisse, les décisions lui sont notifiées valablement par publication au Journal officiel.

Renvoi au Code de procédure administrative

Art. 137 Pour le surplus, le Code de procédure administrative^{[11\)](#)} est applicable par analogie.

SECTION 2 : Obligations du contribuable

Collaboration

Art. 138 ¹ Le contribuable est tenu de remettre à l'autorité une déclaration exacte et complète et d'y joindre toutes les pièces qui justifient ses indications ou qu'il doit fournir.

² Il communique à l'autorité, sur demande, tous les renseignements nécessaires à une taxation exacte.

³ Il lui soumet ses livres d'affaires et tous autres documents déterminants.

⁴ Les personnes physiques qui ont un revenu provenant d'une activité lucrative indépendante et les personnes morales joignent à leur déclaration, pour chaque période fiscale, leurs comptes annuels signés (bilans, comptes de résultat) ou, en l'absence d'une comptabilité tenue selon l'usage commercial, l'état de leurs actifs et passifs, de leurs recettes et dépenses, ainsi que de leurs prélèvements et apports privés.

^{4bis} Les personnes physiques qui exercent une activité lucrative indépendante et les personnes morales doivent conserver pendant dix ans les documents et pièces justificatives en relation avec leur activité. [28\)](#)

⁵ Le contribuable informe l'autorité des faits susceptibles de modifier la base d'évaluation ou l'assujettissement.

Défaillance et
insoumission

Art. 139 ¹ Le contribuable qui, de manière fautive, ne donne pas suite aux réquisitions de l'autorité est réputé renoncer à être entendu.

² Il répond des frais qui en résultent.

³ Les prescriptions relatives aux infractions demeurent réservées.

Taxation d'office

Art. 140 ¹ Le contribuable est taxé d'office si, malgré sommation, il n'a pas satisfait à ses obligations de procédure ou si ses éléments imposables ne peuvent être déterminés avec toute la précision voulue faute de données suffisantes.

² Dans ce cas, l'autorité procède par appréciation en se fondant sur des coefficients expérimentaux, sur l'évolution de fortune ou sur la dépense du contribuable.

CHAPITRE III : Dispositions générales de procédure

Instruction

Art. 141 ¹ L'autorité de taxation prend d'office les mesures nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

² Elle peut ordonner des auditions, procéder à des expertises comptables et exiger la production de tous documents utiles.

Auditions et expertises

Art. 142 ¹ Le résultat de toute audition est consigné par écrit. Le contribuable en atteste la véracité par sa signature.

² Le rapport consécutif à une expertise est en principe soumis au contribuable et approuvé ou contesté par lui séance tenante. S'il est établi ultérieurement, il est notifié à l'intéressé qui peut se prononcer à son sujet dans le délai imparti par l'autorité.

³ Si l'expertise révèle que la déclaration du contribuable était notablement inférieure à la réalité, celui-ci en supporte les frais.

Obligation de renseigner
a) Collaboration entre les autorités

Art. 143 ¹ Les autorités fiscales se communiquent gratuitement toutes les informations utiles et s'autorisent réciproquement à consulter leurs dossiers.

^{1bis} Lorsqu'il ressort de la déclaration d'impôt d'un contribuable ayant son domicile ou son siège dans le Canton qu'il est aussi assujéti à l'impôt dans un autre canton, l'autorité de taxation porte le contenu de sa déclaration et sa taxation à la connaissance des autorités fiscales de l'autre canton. [28\)](#)

² Les autorités de la Confédération, des cantons, des districts et des communes transmettent, sur demande, aux autorités chargées de l'exécution de la présente loi, tout renseignement qui peut être important pour son application. Les autorités de l'Etat, des districts et des communes signalent spontanément à celles-ci les cas qui pourraient avoir fait l'objet d'une imposition incomplète. [27\)41\)](#)

³ En particulier, le conservateur du Registre foncier annonce au Service des contributions dans les 8 jours tout fait parvenu à sa connaissance qui peut donner lieu à un gain immobilier. [28\)](#)

⁴ Les organes des collectivités et des établissements auxquels ont été déléguées des tâches incombant à une administration publique sont assimilés, en ce qui concerne le devoir de collaborer, aux autorités mentionnées au deuxième alinéa. [28\)](#)

⁵ Les organes de La Poste Suisse et des établissements publics de crédit sont libérés de l'obligation de donner des renseignements et des informations concernant les faits sur lesquels ils doivent garder le secret en vertu de dispositions légales spéciales. [28\)](#)

⁶ Les autorités visées aux alinéas 1 et 2 sont habilitées à utiliser systématiquement le numéro d'assuré AVS pour l'accomplissement de leurs tâches légales, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants^{56), 54)}.

Traitement des données

Art. 143a⁴³⁾ ¹ L'Administration fédérale des contributions et les autorités citées à l'article 143, alinéa 1, échangent les données qui peuvent être utiles à l'accomplissement de leurs tâches. Les autorités citées à l'article 143, alinéa 2, communiquent aux autorités chargées de l'exécution de la présente loi les données qui peuvent être importantes pour son exécution.

² Les données sont communiquées dans des cas d'espèce ou sous forme de listes ou encore sur des supports de données électroniques. Elles peuvent également être rendues accessibles au moyen d'une procédure d'appel. Cette assistance administrative est gratuite.

³ Est obligatoire la communication de toutes les données qui peuvent servir à la taxation et à la perception des impôts, notamment :

- a) l'identité;
- b) l'état civil, le lieu de domicile ou de séjour, l'autorisation de séjour et l'activité lucrative;
- c) les opérations juridiques;
- d) les prestations des collectivités publiques.

b) Attestations de tiers

Art. 144 ¹ Sont tenus de remettre des attestations écrites au contribuable :

- a)²⁷⁾ les créanciers et les débiteurs, sur l'existence, le montant et les intérêts des dettes et des créances, ainsi que sur les sûretés dont elles sont assorties;
- b)⁵²⁾ les assureurs, sur la valeur fiscale des assurances-vie et sur les prestations versées ou dues en vertu d'un contrat d'assurance;
- c)²⁷⁾ les institutions de prévoyance, sur les montants, les primes et les cotisations reçus;
- d) les personnes qui ont ou ont eu des relations contractuelles avec le contribuable, sur les prétentions et prestations réciproques qui en découlent;
- e)²⁸⁾ les fiduciaires, gérants de fortune, créanciers gagistes, mandataires et autres personnes qui ont ou avaient la possession ou l'administration de la fortune du contribuable, sur cette fortune et les revenus de celle-ci.

² Les autorités fiscales peuvent exiger ces attestations directement du tiers lorsque, malgré sommation, le contribuable ne les produit pas. En cas d'insoumission, l'article 139 s'applique par analogie.^{[27\)](#)}

³ Le secret professionnel légalement protégé demeure réservé.

c) Informations de tiers

Art. 145 ¹ Pour chaque période fiscale, une attestation est remise aux autorités fiscales par :

- a) ^{[70\)](#)} l'employeur, sur ses prestations au travailleur, sur les montants versés par les caisses de retraite, de chômage, de compensation et d'autres institutions semblables, ainsi que sur l'attribution et l'exercice de participations de collaborateur (art. 15a) et sur les avantages appréciables en argent en dérivant (art. 15b et 15c);
- b) les personnes morales, sur les prestations versées aux membres de l'administration ou d'autres organes;
- c) les fondations, en outre, sur les prestations fournies à leurs bénéficiaires;
- d) ^{[27\)](#)} les sociétés simples et les sociétés de personnes, sur tous les éléments qui revêtent de l'importance pour la taxation de leurs associés, notamment sur la part de ceux-ci au revenu et à la fortune de la société; un double de l'attestation est adressé au contribuable;
- e) ^{[52\)](#)} les placements collectifs de capitaux, sur les éléments déterminants pour l'imposition des immeubles détenus en propriété directe et leur rendement;
- f) ^{[28\)](#)} les institutions de prévoyance, sur les prestations servies au titre de la prévoyance professionnelle et de la prévoyance individuelle liée.

² Les associés, les copropriétaires et les propriétaires communs renseignent l'autorité sur leurs rapports de droit avec le contribuable, notamment sur sa part, ses droits et ses revenus.

Parties

Art. 146 ¹ Sont parties à la procédure de taxation le Service des contributions, agissant le cas échéant par ses sections, la commune et le contribuable.

² La commune collabore à la taxation; elle jouit des droits de réclamation et de recours. Elle n'est cependant pas partie à la procédure si la réclamation ou le recours émane d'une autre partie.

Subrogation

Art. 147 ¹ Les héritiers du contribuable, son tuteur, son curateur, dans la mesure où cela entre dans le cadre de sa mission, ou le liquidateur lui sont subrogés dans une procédure de taxation en cours.^{[68\)](#)}

² Les hoirs désignent un représentant commun dans un délai convenable; à défaut, celui-ci est nommé par le Service des contributions.

Situation des
époux

Art. 148 ¹ Les époux qui vivent en ménage commun sont tous deux titulaires des droits et obligations que la loi confère au contribuable. Ils agissent conjointement et signent tous les deux les actes de procédure destinés à l'autorité.

² La déclaration d'impôt doit porter les deux signatures. Lorsqu'elle n'est signée que par l'un des conjoints, un délai est accordé à l'époux qui n'a pas signé. Si le délai expire sans avoir été utilisé, la représentation contractuelle entre époux est supposée établie. [27\)](#)

³ Pour que les recours et autres écrits soient réputés introduits en temps utile, il suffit que l'un des époux ait agi dans les délais. [28\)](#)

Délais

Art. 149 Pour les délais et leur restitution font règle, par analogie, les dispositions du Code des obligations (art. 76 et suivants) et du Code de procédure administrative (art. 44 à 48).

Sommes
arrondies

Art. 150 ¹ Les taxations relatives aux impôts sur le revenu, sur le bénéfice et sur les gains immobiliers sont arrondies à la centaine de francs inférieure.

² Les taxations relatives aux impôts sur la fortune et le capital propre sont arrondies au millier de francs inférieur.

Prescription du
droit de taxer

Art. 151 [27\)](#) ¹ Le droit de procéder à la taxation se prescrit par cinq ans à compter de la fin de l'année fiscale.

² La prescription ne court pas ou est suspendue :

- a) pendant les procédures de réclamation, de recours ou de révision;
- b) aussi longtemps que la créance d'impôt est garantie par des sûretés ou que le recouvrement est ajourné;
- c) aussi longtemps que le contribuable ou une personne solidairement responsable avec lui du paiement de l'impôt n'a pas de domicile en Suisse ou n'y est pas en séjour.

³ Un nouveau délai de prescription commence à courir :

- a) lorsque l'autorité prend une mesure tendant à fixer ou faire valoir la créance d'impôt et en informe le contribuable ou une personne solidairement responsable avec lui du paiement de l'impôt;

- b) lorsque le contribuable ou une personne solidairement responsable avec lui reconnaît expressément la dette d'impôt;
- c) lorsqu'une poursuite pénale est introduite à la suite de soustraction d'impôt consommée ou de délit fiscal.

⁴ La prescription du droit de procéder à la taxation est acquise dans tous les cas 15 ans après la fin de l'année fiscale.

Conservation
des documents
sous forme
électronique

Art. 151a⁶⁹⁾ Le Service des contributions peut procéder à l'enregistrement électronique des déclarations d'impôt ainsi que des annexes et autres documents réunis sur un support papier.

Elimination des
documents sous
forme papier

Art. 151b⁶⁹⁾ Après enregistrement électronique par le Service des contributions, les déclarations d'impôt ainsi que les annexes et autres documents réunis sur un support papier pourront être éliminés.

CHAPITRE IV : Déroulement de la procédure

Lieu de taxation

Art. 152¹ Le lieu de taxation est déterminé par le rattachement personnel ou, à défaut, par le rattachement économique du contribuable.

² S'il existe plusieurs rattachements économiques, le lieu de taxation est déterminé par l'endroit où se trouvent les valeurs imposables les plus élevées à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement.⁴¹⁾

³ En cas d'incertitude ou de conflit entre plusieurs communes, le Service des contributions fixe le lieu de taxation.⁵²⁾

Remise de la
déclaration
d'impôt

Art. 153¹ Pour les impôts périodiques, la commune et le Service des contributions remettent les déclarations d'impôt à tous les contribuables jusqu'à la fin du mois de janvier qui suit l'année fiscale.²⁷⁾

² Les déclarations d'impôt sont établies sur la base du rôle des contribuables tenu par la commune, conformément au décret qui règle la procédure de taxation et aux directives du Service des contributions.

³ Après l'envoi des déclarations d'impôt, le Service des contributions invite par avis public les contribuables à les remplir et à les déposer dans le délai légal.

⁴ Lorsque l'assujettissement naît au cours de la période fiscale, ainsi que pour l'impôt sur les gains immobiliers, la déclaration d'impôt est remise au contribuable dès que l'autorité a connaissance de l'événement qui déclenche l'imposition.

⁵ Le contribuable n'est pas libéré de ses obligations fiscales par le fait de n'avoir reçu aucune déclaration d'impôt. Il est en particulier tenu d'annoncer spontanément ses gains immobiliers.

Dépôt de la
déclaration
d'impôt

Art. 154 ¹ Le contribuable dépose sa déclaration d'impôt sur un support papier ou par voie électronique, jusqu'à la fin du mois de février qui suit l'année fiscale ou 30 jours après sa réception. [27\)70\)](#)

² Lorsque le contribuable ne remet pas sa déclaration dans le délai légal, ou lorsqu'elle s'avère incomplète, l'autorité lui fixe un délai de 10 jours pour se conformer à ses obligations.

³ Sur demande, le Service des contributions peut prolonger le délai de remise de la déclaration. [70\)](#)

⁴ Dans tous les cas, la déclaration complète doit être déposée jusqu'à la fin du mois d'octobre de l'année qui suit l'année fiscale ou six mois après réception, faute de quoi la taxation est arrêtée d'office. [27\)](#)

⁵ Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution nécessaires. [69\)](#)

Transmission

Art. 155 [70\)](#) La commune transmet à bref délai les déclarations d'impôt reçues ainsi que les annexes et les autres documents nécessaires au Service des contributions.

Décision de
taxation

Art. 156 ¹ Le Service des contributions contrôle la déclaration d'impôt et procède aux investigations nécessaires.

² Si les données fournies demeurent insuffisantes, le Service des contributions procède à la taxation d'office (art. 140).

³ Il communique la décision de taxation au contribuable en lui indiquant les modifications apportées à sa déclaration ainsi que les voies de droit.

⁴ La commune obtient l'état des décisions communiquées à ses contribuables.

Obligations de
procédure

Art. 156a²³⁾ Le contribuable et le débiteur des prestations imposables doivent, sur demande des autorités fiscales, donner tous renseignements oraux ou écrits au sujet des éléments déterminants pour la perception de l'impôt à la source. Les articles 141 à 145 s'appliquent par analogie.

Décisions

Art. 156b²³⁾ ¹ Lorsque le contribuable, le débiteur de la prestation imposable ou la commune contestent la retenue d'impôt, ils peuvent exiger que le Service des contributions rende une décision relative à l'existence et à l'étendue de l'assujettissement jusqu'à la fin du mois de mars de l'année qui suit l'échéance de la prestation.

² Le débiteur de la prestation imposable est tenu de retenir l'impôt jusqu'à l'entrée en force de la décision.

³ L'impôt retenu dû par le débiteur de la prestation imposable, après sommation, lui est notifié par décision du Service des contributions.⁶⁹⁾

Païement
complémentaire
et restitution
d'impôt

Art. 156c²³⁾ ¹ Lorsque le débiteur de la prestation imposable a opéré une retenue insuffisante ou n'en a effectué aucune, le Service des contributions l'oblige à s'acquitter de l'impôt qui n'a pas été retenu. Le droit du débiteur de se retourner contre le contribuable est réservé.

² Lorsque le débiteur de la prestation imposable a opéré une retenue d'impôt trop élevée, il doit restituer la différence au contribuable.

³ Si le contribuable ne travaille plus au service du débiteur de la prestation imposable qui a opéré une retenue d'impôt trop élevée, le Service des contributions restitue la différence au contribuable. L'article 188, alinéas 3 et 4, demeure réservé.⁵⁴⁾

Voies de droit

Art. 156d²³⁾ Les décisions rendues en matière d'impôt à la source sont assimilées à des décisions de taxation. Comme telles, elles peuvent être contestées par le contribuable, le débiteur de la prestation imposable ou la commune par voie de réclamation (art. 157 à 159), de recours à la Commission cantonale des recours (art. 160 à 164) ou de recours au Tribunal cantonal (art. 165 à 168).

TITRE DEUXIEME : Voies de droit

CHAPITRE PREMIER : Réclamation

Introduction de la
réclamation

Art 157 ¹ Le contribuable et la commune intéressée peuvent adresser au Service des contributions une réclamation écrite contre toute décision portant sur une matière réglée aux parties première, deuxième, troisième et quatrième, titre premier, sous réserve des décisions rendues dans les domaines mentionnés à l'article 168b. La réclamation doit être déposée dans les 30 jours qui suivent la notification de la décision. [52\)70\)](#)

² La réclamation déposée contre une décision de taxation déjà motivée peut être considérée comme un recours et transmise à la Commission cantonale des recours si le contribuable et les autres ayants droit y consentent. [27\)](#)

³ Le contribuable qui a été taxé d'office peut déposer une réclamation contre cette taxation uniquement pour le motif qu'elle est manifestement inexacte. La réclamation doit être motivée et indiquer, le cas échéant, les moyens de preuve. [27\)](#)

⁴ Le Service des contributions transmet au contribuable la réclamation de la commune intéressée et lui fixe un délai de 30 jours pour formuler ses observations.

Nouvelle
décision

Art. 158 ¹ Le Service des contributions vérifie tous les éléments de l'impôt et peut, après avoir entendu le contribuable, modifier la taxation au désavantage de ce dernier.

² La réclamation peut être retirée tant que le Service des contributions n'a pas statué. Toutefois, celui-ci ne donne pas suite à un retrait s'il admet que la décision attaquée est mal fondée.

³ Les principes qui régissent la procédure de taxation sont applicables.

⁴ La nouvelle décision du Service des contributions contient les motifs et les voies de recours.

⁵ Elle est notifiée au contribuable et communiquée à la commune.

Frais

Art. 159 ¹ La procédure de réclamation est en principe gratuite.

² Toutefois, les frais d'expertise sont mis à la charge du contribuable dont la réclamation est rejetée. En cas d'admission partielle de la réclamation, l'autorité statue par appréciation.

³ Lorsque la taxation est arrêtée d'office (art. 140), un émolument peut être exigé du contribuable conformément à la législation sur les émoluments.^{[65\)](#)}

Renvoi

Art. 159b^{[57\)](#)} Au surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative^{[11\)](#)}.

CHAPITRE II : Recours à la Commission cantonale des recours

Commission cantonale des recours

Art. 160 ¹ Le contribuable et la commune peuvent recourir contre la décision sur réclamation auprès de la Commission cantonale des recours.

² L'organisation et le fonctionnement de la Commission cantonale des recours de même que la procédure sont réglés par un décret du Parlement.

Délai, forme, motifs

Art. 161 ¹ Le délai de recours est de 30 jours à partir de la notification ou communication de la décision.

² Le mémoire de recours doit contenir les conclusions et les motifs; les moyens de preuve y sont joints.

³ Toute erreur dans la décision attaquée et tout vice de procédure constituent des motifs de recours.

Déroulement de la procédure

Art. 162 ¹ La Commission cantonale des recours invite le Service des contributions à se déterminer et à produire le dossier officiel.

² Elle établit les faits d'office et prend les mesures d'instruction nécessaires.

³ Tous les moyens de preuve prévus dans le Code de procédure administrative sont licites, à l'exception de l'affirmation supplétoire.

⁴ Pour le surplus, la Commission cantonale des recours a les mêmes compétences que le Service des contributions dans la procédure de taxation et de réclamation.

Décision

Art. 163 ¹ La Commission cantonale des recours peut se diviser en trois chambres au plus pour la préparation des décisions.

² Elle arrête les décisions en séance plénière, sous réserve des compétences de son président qui vide comme juge unique les recours devenus sans objet, portant sur un impôt ou une amende n'excédant pas 300 francs, ou dirigés contre des décisions en matière de frais.

³ Si la Commission cantonale des recours envisage de modifier la décision sur réclamation au détriment du recourant, elle l'en informe et lui donne l'occasion de s'exprimer.

⁴ Les décisions contiennent un résumé des faits, les considérants en droit et le dispositif; elles sont communiquées au contribuable, au Service des contributions et à la commune.

Frais et dépens

Art. 164 ¹ La Commission cantonale des recours perçoit des émoluments conformément au décret.

² Les frais sont mis à la charge des parties selon les règles générales de la procédure administrative.

³ La Commission cantonale des recours n'alloue de dépens que si la nature particulière de l'affaire le justifie.

CHAPITRE III : Recours au Tribunal cantonal et au Tribunal fédéral^{[27\)](#)}

SECTION 1 : Recours au Tribunal cantonal^{[28\)](#)}

Droit de recours,
qualité de partie

Art. 165 Le contribuable, le Service des contributions et la commune peuvent recourir contre la décision de la Commission cantonale des recours auprès de la Cour administrative; à l'exception de la commune, ils jouissent de la qualité de partie même si le recours n'émane pas d'eux-mêmes.

Délai, forme,
motifs

Art. 166 ¹ Le délai de recours est de 30 jours à partir de la communication de la décision.

² Le mémoire de recours doit contenir les conclusions et les motifs et indiquer les moyens de preuve.

³ Les motifs suivants peuvent être invoqués :

- a) la violation du droit, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation;
- b) la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents.

Compétence,
pouvoir de
décision

Art. 167 ¹ Le président de la Cour administrative vide comme juge unique les recours devenus sans objet, portant sur un impôt ou une amende n'excédant pas 1 000 francs^{[27\)](#)} ou dirigés contre des décisions en matière de frais.

² Les autres décisions sur recours sont prises par la Cour administrative.

³ La Cour administrative n'est pas liée par les conclusions des parties. Après avoir entendu le contribuable, elle peut également modifier la taxation au désavantage de ce dernier.^{[27\)](#)}

Procédure

Art. 168 Pour la procédure font règle en outre les prescriptions du Code de procédure administrative.

SECTION 2 : Recours au Tribunal fédéral^{[28\)](#)}

Droit de recours,
qualité de partie

Art. 168a^{[28\)](#)} ¹ L'arrêt de la Cour administrative peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral en application de l'article 73, alinéa 1, de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes^{[3\)](#)}. Le contribuable, le Service des contributions et l'Administration fédérale des contributions ont qualité pour recourir.^{[52\)](#)}

² En matière d'impôt à la source, la qualité pour recourir appartient également au débiteur de la créance fiscale.

CHAPITRE IIIbis : Recours au Gouvernement^{[58\)](#)}

Décisions
revêtant un
caractère
politique
prépondérant

Art. 168b^{[57\)](#)} ¹ En principe, revêtent un caractère politique prépondérant au sens de l'article 162 du Code de procédure administrative^{[11\)](#)} notamment les décisions rendues :

- a) en matière d'allègement fiscal (art. 4);
- b) en matière de privilège fiscal (art. 5);
- c) dans le cas de déductions dépassant le 10 % du revenu net au sens de l'article 32, alinéa 1, lettre d;
- d) ...^{[71\)](#)};
- e) dans le cas de déductions dépassant le 10 % du bénéfice net au sens de l'article 71, alinéa 1, lettre c.

² Cas échéant, le recours devant le juge administratif et la Cour administrative n'est pas recevable et le recours devant le Gouvernement est seul ouvert si celui-ci n'a pas rendu la décision.

CHAPITRE IV : Révision

Motifs de
révision

Art. 169 ¹ Une décision entrée en force peut être révisée en faveur du contribuable, à sa demande ou d'office :

- a) lorsque des faits importants ou des preuves concluantes sont découverts;
- b) lorsque l'autorité qui a statué n'a pas tenu compte de faits importants ou de preuves concluantes qu'elle connaissait ou devait connaître ou qu'elle a violé de quelque autre manière l'une des règles essentielles de la procédure;
- c) lorsqu'un crime ou un délit a influencé la décision.

² La révision est exclue lorsque le requérant, en usant de l'attention raisonnablement exigible, aurait pu faire valoir le motif de révision invoqué au cours de la procédure ordinaire déjà.

Délai

Art. 170 La demande de révision doit être déposée dans les 90 jours qui suivent la découverte du motif, mais au plus tard dans les dix ans qui suivent la notification de la décision.

Procédure de
révision

Art. 171 ¹ La révision d'une décision est de la compétence de l'autorité qui a rendu cette décision.

² S'il existe un motif de révision, l'autorité annule la décision antérieure et statue à nouveau.

³ Le rejet de la demande de révision et la nouvelle décision peuvent être attaqués par les mêmes voies de droit que la décision antérieure.

⁴ Pour le surplus, les dispositions relatives à la procédure suivie lors de la décision antérieure sont applicables.

CHAPITRE V : Erreurs de calcul et de transcription

Rectification des
décisions

Art. 172 ¹ Les erreurs de calcul et de transcription figurant dans une décision entrée en force peuvent être corrigées par l'autorité qui les a commises, sur demande ou d'office, dans les cinq ans qui suivent la notification.

² La correction de l'erreur ou le refus d'y procéder peuvent être attaqués par les mêmes voies de droit que la décision.

CHAPITRE VI : Rappel d'impôt

Rappel d'impôt
ordinaire⁶⁰⁾

Art. 173 ¹ Lorsque des faits ou des preuves inconnus auparavant de l'autorité fiscale permettent d'établir qu'indûment une taxation n'a pas été effectuée ou qu'une taxation entrée en force est incomplète ou qu'une taxation non effectuée ou incomplète est due à un crime ou un délit commis contre l'autorité fiscale, cette dernière procède au rappel de l'impôt qui n'a pas été perçu et prélève des intérêts.

² Lorsque le contribuable a déposé une déclaration complète et précise concernant son revenu, sa fortune, son bénéfice net ou son capital propre, et que l'autorité fiscale en a admis l'évaluation, un rappel d'impôt est exclu, même si cette évaluation était insuffisante.

Rappel d'impôt
simplifié en cas
de succession

Art. 173a⁶¹⁾ ¹ Dans le délai d'une année à compter du décès, mais au plus tard jusqu'à l'établissement de l'inventaire, chacun des héritiers a droit, indépendamment des autres, au rappel d'impôt simplifié sur les éléments de la fortune et du revenu soustraits par le défunt, à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'ait connaissance de la soustraction d'impôt;
- b) qu'il collabore sans réserve avec l'administration pour déterminer les éléments de la fortune et du revenu soustraits;
- c) qu'il s'efforce d'acquitter le rappel d'impôt dû.

² Le rappel d'impôt est calculé sur les trois périodes fiscales précédant l'année du décès, conformément aux dispositions sur la taxation ordinaire et perçu avec les intérêts moratoires.

³ Le rappel d'impôt simplifié est exclu en cas de liquidation officielle de la succession ou de liquidation de la succession selon les règles de la faillite.

⁴ L'exécuteur testamentaire ou l'administrateur de la succession peuvent également demander le rappel d'impôt simplifié.

⁵ Le Gouvernement peut édicter, par voie d'ordonnance, les dispositions d'application nécessaires.

Prescription

Art. 174 ¹ Le droit d'introduire une procédure de rappel d'impôt s'éteint dix ans après la fin de la période fiscale pour laquelle, indûment, la taxation n'a pas été effectuée ou pour laquelle la taxation entrée en force était incomplète.

² L'introduction d'une poursuite pénale ensuite de soustraction d'impôt ou de délit fiscal entraîne également l'ouverture de la procédure de rappel d'impôt.

³ Le droit de procéder au rappel de l'impôt s'éteint quinze ans après la fin de la période fiscale à laquelle il se rapporte.

Procédure

Art. 175 ¹ Le contribuable est avisé par écrit de l'ouverture d'une procédure en rappel d'impôt.

^{1bis} Si, au moment de l'ouverture de la procédure en rappel d'impôt, aucune procédure pénale pour soustraction d'impôt n'est ouverte ni pendante ni ne peut être exclue d'emblée, le contribuable est avisé qu'une procédure pénale pour soustraction d'impôt pourra ultérieurement être ouverte contre lui. ⁵⁴⁾

² Lorsque la procédure n'est pas encore introduite au décès du contribuable ou qu'elle n'est pas terminée, elle peut être ouverte ou continuée contre les héritiers.

³ Pour le surplus, les dispositions concernant les principes généraux de procédure, les procédures de taxation et de recours s'appliquent par analogie.

TITRE TROISIEME : Perception

CHAPITRE PREMIER : Autorités, modalités de perception

Autorités de perception

Art. 176 ¹ Le Service des contributions, appuyé par d'autres services, encaisse les impôts cantonaux et communaux prévus par la présente loi.

² Le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale ¹²⁾ définit les compétences des services concernés.

³ Le Gouvernement peut confier l'encaissement de certains impôts aux communes.

⁴ Dans ce cas, les communes répondent de l'encaissement et du versement des impôts cantonaux.

⁵ Le Département des Finances peut allouer aux communes une bonification appropriée pour les impôts cantonaux perçus par elles. De même, il peut exiger d'elles le versement d'une telle contribution pour l'encaissement des impôts communaux effectué par l'Etat.

Modalités de perception
a) Principe

Art. 177²⁷⁾ ¹ Les impôts, y compris les intérêts, frais et amendes, sont perçus sur la base des décisions de taxation. Lorsque la taxation n'est pas encore effectuée au terme général d'échéance, l'impôt est perçu à titre provisoire.

² L'impôt provisoire est fixé sur la base de la dernière taxation connue, de la dernière déclaration déposée ou du montant probable d'impôt dû.

b) Acomptes

Art. 177a²⁸⁾ ¹ Les impôts provisoires peuvent être perçus par acomptes.

² Les paiements par acomptes sont imputés sur les impôts dus selon la taxation définitive.

³ Le Parlement fixe les modalités de perception par voie de décret.

c) Décompte intermédiaire

Art. 177b²⁸⁾ ¹ Pour les impôts périodiques, un décompte intermédiaire est envoyé au contribuable vers la fin de l'année fiscale ou, lorsque l'année fiscale ne correspond pas à l'année civile, durant l'année au cours de laquelle la période fiscale prend fin.

² Les voies de droit ne sont pas ouvertes contre le décompte intermédiaire.

d) Décompte final

Art. 177c²⁸⁾ ¹ Un décompte final est notifié au contribuable dès que la taxation est effectuée. Il peut être joint à la notification de la taxation.

² Il est établi sur la base de la décision de taxation, des versements précédemment effectués, ainsi que des intérêts.

³ Si les montants perçus à titre provisoire sont insuffisants, la différence est exigée; les montants perçus en trop sont restitués.

e) Remboursement d'impôt
1. Epoux non séparés

Art. 177d²⁸⁾ ¹ Lorsque des montants d'impôt perçus sur la base d'une taxation conjointe doivent être remboursés à des époux vivant en ménage commun, chaque époux est habilité à recevoir ces montants.

2. Epoux
séparés

² Lorsque des montants d'impôt perçus auprès de contribuables mariés doivent être remboursés après leur divorce ou leur séparation de droit ou de fait, le remboursement intervient par moitié à chacun des époux.

CHAPITRE II : Echéances

Termes

Art. 178 ¹ Les impôts périodiques ordinaires des personnes physiques sont échus à la fin du mois de février de l'année qui suit l'année fiscale; ceux des personnes morales sont échus l'année au cours de laquelle la période fiscale prend fin. [27/41](#)

² Le Gouvernement fixe l'échéance des acomptes. [27](#)

^{2bis} Pour les impôts dus par les personnes morales pour lesquelles l'exercice commercial ne coïncide pas avec l'année civile, l'autorité fiscale peut avancer le terme général d'échéance jusqu'à la date de la clôture de l'exercice commercial. [28](#)

^{2ter} A l'exception des échéances prévues aux alinéas 3 et 4, l'échéance n'est pas subordonnée à une facturation. [28](#)

³ Sont échus dès la notification de la décision :

- a) les impôts fixés selon les articles 12, 37 et 37a; [27](#)
- b) l'impôt sur les gains immobiliers;
- c) les rappels d'impôt et les amendes fiscales.

⁴ L'impôt est en outre échu :

- a) le jour où le contribuable qui entend quitter durablement le pays prend des dispositions en vue de son départ;
- b) lors de la réquisition de la radiation du registre du commerce d'une personne morale;
- c) dès qu'un contribuable étranger cesse d'avoir une entreprise ou une participation à une entreprise du Canton, un établissement stable situé dans le Canton, un immeuble sis dans le Canton ou une créance garantie par un tel immeuble;
- d) lors de l'ouverture de la faillite du contribuable;
- e) au décès du contribuable.

Portée de
l'échéance

Art. 179 ¹ L'échéance s'applique aux montants d'impôt fixés par les décisions de taxation ou figurant aux décomptes provisoires.

² Si le montant définitif de l'impôt est inférieur au montant initialement fixé, seul ce montant définitif est réputé avoir été échu.

³ Le fait que la taxation n'est pas établie à la date de l'échéance de l'impôt, ou que la créance fiscale est contestée, ne suspend pas l'échéance de l'impôt. [27\)](#)

CHAPITRE III : Paiement, intérêts

Délais de
paiement

Art. 180 [27\)](#) ¹ Les impôts périodiques sur le revenu et la fortune, ainsi que sur le bénéfice et le capital doivent être acquittés au terme général d'échéance.

² Les impôts découlant du décompte final doivent être payés dans un délai de 30 jours.

³ Les autres impôts ainsi que les amendes et les frais doivent être acquittés dans les 30 jours qui suivent l'échéance.

Paiements
volontaires

Art. 180a [28\)](#) Le contribuable peut effectuer des paiements volontaires jusqu'au décompte final.

Intérêts
compensatoires

Art. 180b [28\)](#) Le décompte final contient le décompte des intérêts compensatoires :

- a) en faveur du contribuable sur les montants d'impôt perçus en trop depuis leur paiement jusqu'au décompte final;
- b) à charge du contribuable sur les montants d'impôt dus sur la base de la taxation définitive depuis le terme général d'échéance.

Intérêt moratoire
et rémunérateur
a) Intérêt
moratoire

Art. 181 ¹ Les impôts périodiques ordinaires dus sur la base du décompte final portent intérêt s'ils ne sont pas payés dans le délai de paiement du décompte final. [27\)](#)

^{1bis} Pour les autres impôts dus, les amendes et les frais qui n'ont pas été acquittés dans le délai de paiement, ils portent intérêt dès la fin de ce délai. [28\)](#)

b) Intérêt
rémunérateur

² Les paiements volontaires et l'impôt perçu en trop bénéficient d'un intérêt rémunérateur dès le jour de leur paiement. L'article 188, alinéa 2, est réservé. [27\)](#)

³ ... [29\)](#)

Taux

Art. 181a^{[28\)](#)} ¹ Le Gouvernement fixe pour chaque année fiscale les taux d'intérêts compensatoires, moratoire et rémunératoire, ainsi que le taux de l'intérêt sur les paiements volontaires.

² Le taux d'intérêt s'applique durant l'année civile concernée à toutes les créances fiscales, amendes et frais. Le taux d'intérêt applicable au début d'une procédure de poursuite reste toutefois valable jusqu'à l'issue de celle-ci.

CHAPITRE IV : Recouvrement

Prescription du droit de percevoir

Art. 182 ¹ L'impôt se prescrit par cinq ans dès l'entrée en force de la décision de taxation.^{[27\)](#)}

² ...^{[29\)](#)}

³ Pour la suspension et l'interruption de la prescription, l'article 151, alinéa 2, lettres b et c, et alinéa 3, est applicable par analogie.^{[27\)](#)}

⁴ La prescription est acquise dans tous les cas dix ans à compter de la fin de la période fiscale au cours de laquelle la taxation est entrée en force.^{[28\)](#)}

Sommutation

Art. 183 ¹ Le contribuable qui n'a pas payé l'impôt dû dans les délais est invité à s'en acquitter par sommation.

Poursuite

² Sous réserve de la prise de garanties, une poursuite est introduite contre le contribuable qui n'a pas donné suite à une deuxième sommation.

^{2bis} Si le débiteur de l'impôt n'a pas de domicile en Suisse ou qu'un séquestre a été ordonné sur des biens lui appartenant, la procédure de poursuite peut être introduite sans sommation préalable.^{[28\)](#)}

³ Dans la procédure de poursuite, les décisions de taxation et les jugements entrés en force qui fixent définitivement une créance fiscale ainsi que les demandes de sûretés sont assimilés à un jugement exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite^{[10\)](#)}.

⁴ L'autorité est dispensée de produire les créances d'impôt dans les inventaires officiels et lors des appels aux créanciers.

Facilités de
paiement

Art. 184 ¹ Si le paiement de la dette fiscale dans le délai prescrit devait avoir des conséquences très dures pour le débiteur, les autorités de perception peuvent prolonger le délai de paiement ou autoriser un paiement échelonné. Elles peuvent renoncer à prélever l'intérêt dû sur les montants dont le paiement est différé.

² Les facilités de paiement peuvent être subordonnées à des conditions ou à l'obtention de garanties appropriées.

³ Les facilités de paiement qui ont été accordées sont révoquées lorsque les circonstances qui justifiaient leur octroi n'existent plus ou que les conditions auxquelles elles sont subordonnées ne sont pas remplies.

^{3bis} Les autorités de perception se prononcent de manière définitive. [54\)](#)

⁴ Le Département des Finances précise les modalités d'octroi des facilités de paiement.

Remise
a) Demande

Art. 185 ¹ Le contribuable peut se voir remettre tout ou partie de l'impôt dû, des intérêts ou de l'amende s'il est tombé dans le dénuement ou si le paiement entraîne pour lui des conséquences très dures. [70\)](#)

² La demande de remise doit être présentée à la Recette et Administration de district compétente, laquelle la transmet aux communes concernées en leur octroyant un délai de 20 jours pour préavis. [70\)](#)

³ La procédure de remise est gratuite. Cependant, les frais peuvent être mis à la charge du requérant, en totalité ou partiellement, si sa demande est manifestement infondée. [28\)](#)

b) Décision,
recours

Art. 186 ¹ Le Service des contributions statue sur la demande de remise d'impôt. [59/70\)](#)

^{1bis} La procédure de remise d'impôt ne déploie pas d'effet suspensif. [57/70\)](#)

^{1ter} La demande de remise d'impôt déposée après l'envoi de la réquisition de poursuite est déclarée irrecevable. [69\)](#)

² La décision de remise peut être assortie de conditions.

^{2bis} La décision de remise s'applique également aux impôts communaux. [69\)](#)

³ Elle est sujette à réclamation et à recours à la Commission cantonale des recours et à la Cour administrative du Tribunal cantonal, de la part du contribuable et de la commune. Est réservé le recours au Gouvernement contre la décision sur réclamation, conformément à l'article 162, alinéa 2, lettre c, du Code de procédure administrative^{11) 59)70)}.

⁴ Le délai de réclamation et de recours est de 30 jours dès notification de la décision.⁷⁰⁾

⁵ La réclamation est motivée et comporte les éventuelles offres de preuve.⁶⁹⁾

⁶ La décision de remise peut être révoquée. La décision de révocation est sujette aux mêmes voies de droit que la décision de remise.⁶⁹⁾

c) Dispositions
d'exécution

Art. 187 Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance les conditions d'octroi et la procédure de remise.

Restitution de
l'indu⁷⁰⁾

Art. 188 ¹ Le contribuable peut demander la restitution d'un impôt qu'il a payé par erreur, qu'il ne devait pas ou ne devait qu'en partie.

² Les montants d'impôts restitués plus de trente jours après leur paiement portent intérêt au taux fixé par le Gouvernement dès la date de leur paiement.

³ La demande en restitution doit être adressée au Service des contributions dans les cinq ans suivant la fin de l'année civile au cours de laquelle le paiement a eu lieu. Le rejet de la demande en restitution ouvre les mêmes voies de droit qu'une décision de taxation.

⁴ Le droit à la restitution s'éteint dix ans après la fin de l'année au cours de laquelle a eu lieu le paiement.

CHAPITRE V : Amnistie fiscale

Amnistie fiscale

Art. 189 ¹ Le Gouvernement est autorisé à décréter une amnistie fiscale pour les capitaux d'épargne n'excédant pas 50 000 francs et leur rendement.

² L'amnistie consiste en la renonciation au rappel de l'impôt soustrait et aux amendes fiscales.

³ Le Gouvernement fixe les modalités de l'amnistie par voie d'ordonnance.

CHAPITRE VI : Garanties de la créance fiscale

SECTION 1 : Garanties directes

Hypothèque
légale

Art. 190⁶⁶⁾ ¹ L'impôt sur le gain immobilier ainsi que l'impôt sur la fortune afférent aux immeubles et aux forces hydrauliques sont garantis par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse⁶⁷⁾.

Sûretés

Art. 191 ¹ Si le contribuable n'a pas de domicile en Suisse ou que la créance fiscale paraît menacée, le Service des contributions peut exiger des sûretés en tout temps, avant même que le montant d'impôt ne soit fixé par une décision entrée en force.

² La demande de sûretés indique le montant à garantir; elle est immédiatement exécutoire. Dans la procédure de poursuite, elle produit les mêmes effets qu'un jugement exécutoire.²²⁾

³ Les sûretés doivent être fournies en argent, en titres sûrs et négociables ou sous la forme du cautionnement d'une banque ou de deux cautions solidaires solvables.

^{3bis} L'article 136a s'applique à la représentation du contribuable et à la notification de la décision de demande de sûretés.⁶⁹⁾

⁴ La décision de demande de sûretés est sujette à recours de droit administratif à la Cour administrative dans les 30 jours qui suivent sa notification; elle n'est pas soumise à opposition.

⁵ Le recours ne suspend pas l'exécution de la demande de sûretés.

⁶ La procédure de séquestre selon les dispositions de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite est réservée.

Séquestre

Art. 191a²³⁾ ¹ La demande de sûretés est assimilée à l'ordonnance de séquestre au sens de l'article 274 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite. Le séquestre est opéré par l'Office des poursuites compétent.

² L'opposition à l'ordonnance de séquestre prévue à l'article 278 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite est irrecevable.²⁷⁾

Radiation du
registre du
commerce

Art. 191b²⁸⁾ La personne morale ne peut être radiée du registre du commerce que lorsque l'autorité fiscale communique au Service du registre du commerce et du registre foncier que les impôts dus sont payés ou qu'ils ont fait l'objet de sûretés.

SECTION 2 : Inventaire fiscal

Obligation
d'établir un
inventaire

Art. 192 ¹ Un inventaire fiscal est établi au décès de tout contribuable jurassien.

² Aucun inventaire n'est cependant établi lorsque les circonstances permettent de présumer qu'il n'existe pas de fortune.

Objet de
l'inventaire

Art. 193 ¹ L'inventaire comprend, estimées au jour du décès, la fortune du défunt, celle de son conjoint vivant en ménage commun avec lui et celle des enfants mineurs sous son autorité parentale.

² Les faits qui revêtent de l'importance pour la taxation sont établis et mentionnés dans l'inventaire.

Procédure

Art. 194 ¹ Afin d'assurer l'exactitude de l'inventaire, la succession est mise sous scellés sans retard.

² Les héritiers et les personnes qui administrent ou ont la garde des biens successoraux ne peuvent en disposer, avant l'inventaire, sans l'assentiment du Service des contributions.

Obligation de
collaborer

Art. 195 ¹ Les héritiers, les représentants légaux d'héritiers, l'administrateur de la succession et l'exécuteur testamentaire doivent :

- a) donner, conformément à la vérité, tous renseignements utiles à la détermination des éléments imposables ayant appartenu au défunt;
- b) produire tous livres, pièces justificatives, relevés de situation ou documents permettant d'établir l'état de la succession;
- c) donner accès à tous les locaux et meubles dont disposait le défunt.

² Les héritiers et les représentants légaux des héritiers qui faisaient ménage commun avec le défunt ou avaient la garde ou l'administration de certains de ses biens doivent également permettre la visite de leurs propres locaux et meubles.

³ Les héritiers, les représentants légaux d'héritiers, l'administrateur de la succession ou l'exécuteur testamentaire qui, après l'établissement de l'inventaire, apprennent l'existence de biens successoraux qui n'y figurent pas, doivent en informer le Service des contributions dans les dix jours.

⁴ Au moins un des héritiers ayant l'exercice des droits civils et le représentant légal d'héritiers mineurs ou protégés par une curatelle de portée générale ou un mandat pour cause d'incapacité doivent assister à l'inventaire.^{[68\)](#)}

Obligation de
renseigner

Art. 196 ¹ Les tiers qui avaient la garde ou l'administration de biens du défunt ou contre lesquels le défunt avait des droits ou des prétentions appréciables en argent sont tenus de donner à l'héritier qui en fait la demande, à l'intention de l'autorité compétente, tous les renseignements écrits qui s'y rapportent.

² Si des motifs sérieux s'opposent à ce que l'obligation de renseigner soit remplie, le tiers peut fournir directement à l'autorité compétente les renseignements demandés.

³ Pour le surplus, les articles 144 et 145 s'appliquent par analogie.

Dispositions
d'application

Art. 197 ¹ Le Parlement édicte les dispositions d'application par voie de décret.

² Il détermine notamment :

- a) l'autorité compétente pour dresser l'inventaire;
- b) la procédure d'établissement de l'inventaire;
- c) les rapports entre l'inventaire fiscal et les différentes formes d'inventaires prévues par le droit fédéral.

CINQUIEME PARTIE : Dispositions pénales

TITRE PREMIER : Infractions de droit administratif

Violation des
obligations de
procédure

Art. 198 ¹ Celui qui, malgré sommation et de manière fautive, ne se conforme pas à une obligation qui lui incombe en vertu de la présente loi ou d'une de ses mesures d'application, est puni d'une amende.

² L'amende s'élève à 1 000 francs^{[27\)](#)} au plus, et à 10 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive.

Soustraction
d'impôt

Art. 199 ¹ Le contribuable qui, intentionnellement ou par négligence, agit de manière qu'une taxation n'ait indûment pu se faire ou qu'une taxation entrée en force soit incomplète, ou obtient une restitution ou une remise injustifiée d'impôt, ou encore celui qui, tenu de percevoir un impôt à la source, ne le retient pas ou ne retient qu'un montant insuffisant, est puni d'une amende.

² En règle générale, l'amende est fixée au montant simple de l'impôt soustrait. Elle peut être réduite jusqu'au tiers en cas de faute légère ou élevée jusqu'au triple en cas de faute grave.

³ Lorsque le contribuable dénonce spontanément et pour la première fois une soustraction d'impôt, il est renoncé à la poursuite pénale (dénonciation spontanée non punissable), à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'en ait connaissance;
- b) qu'il collabore sans réserve avec l'administration pour déterminer le montant du rappel d'impôt;
- c) qu'il s'efforce d'acquitter le rappel d'impôt dû. [60\)](#)

⁴ Pour toute dénonciation spontanée ultérieure, l'amende est réduite au cinquième de l'impôt soustrait si les conditions prévues à l'alinéa 3 sont remplies. [61\)](#)

Tentative

Art. 200 Celui qui tente intentionnellement de commettre une soustraction d'impôt est puni d'une amende fixée aux deux tiers de celle qui aurait été infligée en cas de soustraction consommée.

Instigation et
complicité

Art. 201 ¹ Celui qui incite à une soustraction d'impôt, y prête son assistance, la commet intentionnellement en qualité de représentant du contribuable ou y participe est puni d'une amende fixée indépendamment de la peine encourue par le contribuable.

² L'amende est de 10 000 francs au plus, et de 50 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive. En outre, l'autorité fiscale peut exiger de l'instigateur ou du complice le paiement solidaire de l'impôt soustrait. [27\)](#)

³ Lorsqu'une personne au sens de l'alinéa 1 se dénonce spontanément et pour la première fois et que les conditions prévues à l'article 199, alinéa 3, lettres a et b, sont remplies, il est renoncé à la poursuite pénale et la responsabilité solidaire est supprimée. [61\)](#)

Dissimulation
ou distraction
de biens
successoraux

Art. 202 ¹ Celui qui dissimule ou distrait des biens successoraux dont il est tenu d'annoncer l'existence dans la procédure d'apposition des scellés ou d'inventaire, dans le dessein de les soustraire à l'inventaire, est puni d'une amende de 10 000 francs au plus, et de 50 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive. [27](#)[60](#)

² Les articles 200 et 201 s'appliquent par analogie.

³ Lorsqu'une personne visée à l'alinéa 1 se dénonce spontanément et pour la première fois, il est renoncé à la poursuite pénale pour dissimulation ou distraction de biens successoraux dans la procédure d'apposition des scellés ou d'inventaire et pour les infractions commises dans le cadre de ces procédures (dénonciation spontanée non punissable), à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'en ait connaissance;
- b) que la personne concernée collabore sans réserve avec l'administration pour corriger l'inventaire. [61](#)

Personnes
morales
a) En général [60](#)

Art. 203 ¹ Lorsque des obligations de procédure ont été violées ou qu'une soustraction consommée ou tentée a été commise au profit d'une personne morale, les amendes prévues frappent directement celle-ci.

^{1bis} Lorsqu'une personne morale a incité, prêté assistance ou participé, dans l'exercice de son activité, à la soustraction commise par un tiers, l'article 201 lui est applicable par analogie. [28](#)

² Les peines encourues par les organes ou ses représentants en vertu de l'article 201 demeurent réservées.

³ Les alinéas 1 et 2 s'appliquent par analogie aux corporations et établissements de droit étranger et aux communautés de personnes étrangères sans personnalité juridique.

b) Dénonciation
spontanée

Art. 203a [61](#) ¹ Lorsqu'une personne morale assujettie à l'impôt dénonce spontanément et pour la première fois une soustraction d'impôt commise dans son exploitation commerciale, il est renoncé à la poursuite pénale (dénonciation spontanée non punissable), à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'en ait connaissance;
- b) qu'elle collabore sans réserve avec l'administration pour déterminer le montant du rappel d'impôt;
- c) qu'elle s'efforce d'acquitter le rappel d'impôt dû.

² La dénonciation spontanée non punissable peut également être déposée :

- a) après une modification de la raison sociale ou un déplacement du siège à l'intérieur du territoire suisse;
- b) après une transformation au sens des articles 53 à 68 de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion⁶²⁾ par la nouvelle personne morale, en ce qui concerne les soustractions commises avant la transformation;
- c) après une absorption au sens de l'article 3, alinéa 1, lettre a, de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion⁶²⁾ ou une scission au sens de l'article 29, lettre b, de ladite loi, par une personne morale qui subsiste, en ce qui concerne les soustractions d'impôt commises avant l'absorption ou la scission.

³ La dénonciation spontanée non punissable doit être déposée par les organes ou les représentants de la personne morale. La responsabilité solidaire de ces organes ou de ces représentants est supprimée et il est renoncé à la poursuite pénale.

⁴ Lorsque d'anciens membres des organes de la personne morale ou d'anciens représentants de la personne morale dénoncent pour la première fois une soustraction d'impôt dont aucune autorité fiscale n'a connaissance, il est renoncé à la poursuite pénale de la personne morale, ainsi que de tous les membres et représentants anciens ou actuels. Leur responsabilité solidaire est supprimée.

⁵ Pour toute dénonciation spontanée ultérieure, l'amende est réduite au cinquième de l'impôt soustrait lorsque les conditions prévues à l'alinéa 1 sont remplies.

⁶ Lorsqu'une personne morale cesse d'être assujettie à l'impôt en Suisse, il n'est plus possible de déposer de dénonciation spontanée.

Responsabilité
des époux en
cas de
soustraction

Art. 204³⁰⁾⁵⁴⁾ ¹ Le contribuable marié qui vit en ménage commun avec son conjoint ne répond que de la soustraction des éléments imposables qui lui sont propres. L'article 201 est réservé.

² Le seul fait de contresigner la déclaration d'impôt commune n'est pas constitutif d'une infraction au sens de l'article 201.

Autorités

Art. 205³⁴⁾⁵²⁾ ¹ Les cas de soustraction consommée, de tentative de soustraction, ainsi que de dissimulation ou de distraction de biens successoraux sont traités par le Service des contributions.

² La violation des obligations de procédure est réprimée par l'autorité devant laquelle le dossier fiscal est pendant.

³ L'autorité compétente à l'égard de l'auteur l'est également pour les participants à l'infraction.

Procédure

Art. 206⁵²⁾ ¹ L'ouverture d'une procédure pour infraction est communiquée par écrit à l'intéressé, qui est invité à se prononcer sur les griefs formulés à son encontre.

² Dans les cas d'ouverture d'une procédure pour soustraction d'impôt, l'intéressé est en outre informé de son droit de refuser de déposer et de collaborer.

³ Les moyens de preuve rassemblés dans le cadre de la procédure en rappel d'impôt ne peuvent être utilisés dans la procédure pour soustraction d'impôt que s'ils n'ont été rassemblés ni sous la menace d'une taxation d'office au sens de l'article 140, avec inversion du fardeau de la preuve en application de l'article 157, alinéa 3, ni sous la menace d'une amende en cas de violation d'une obligation de procédure.

⁴ L'instruction terminée, l'autorité rend une décision de condamnation ou de non-lieu qui est notifiée par écrit à l'intéressé.

⁵ La décision de condamnation contient les indications suivantes :

- a) le nom de la personne condamnée;
- b) les périodes fiscales concernées;
- c) l'acte punissable;
- d) les dispositions légales appliquées;
- e) le montant de l'impôt soustrait;
- f) les moyens de preuve;
- g) la faute;
- h) la sanction;
- i) les voies de droit;
- j) de brefs motifs.

⁶ Les dispositions concernant les principes généraux de procédure, les procédures de taxation et de recours s'appliquent par analogie.

⁷ Les frais occasionnés par des mesures spéciales d'instruction (expertise comptable, auditions) sont en principe mis à la charge de la personne reconnue coupable. Ils peuvent également être imputés à celle qui bénéficie d'un non-lieu lorsque, par son comportement fautif, elle a amené l'autorité à entreprendre la poursuite pénale ou qu'elle a considérablement compliqué ou ralenti l'instruction.

Prescription de la
poursuite pénale

Art. 207 ¹ La poursuite pénale se prescrit :

- a) en cas de violation des obligations de procédure, par deux ans et, en cas de tentative de soustraction d'impôt, par quatre ans à compter de la clôture définitive de la procédure au cours de laquelle l'infraction a été commise;
- b) ²⁷ en cas de soustraction consommée, par dix ans après la fin de la période fiscale touchée ou pour laquelle l'impôt à la source n'a pas été perçu conformément à la loi, ou par dix ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle une restitution ou une remise d'impôt injustifiée a été obtenue;
- c) en cas de dissimulation ou de distraction de biens successoraux, par dix ans après la clôture de l'inventaire ou de la procédure de mise sous scellés.

² Tout acte de procédure tendant à la poursuite de l'infraction interrompt la prescription; l'interruption de prescription vaut à l'égard de l'ensemble des participants. Aucune sanction ne peut cependant plus être prononcée après l'écoulement d'une durée égale au délai de prescription initial augmenté de la moitié. ²⁷

Perception

Art. 208 ¹ Les amendes et frais qui résultent d'une procédure pénale sont perçus selon les dispositions des articles 176 à 191.

² Pour la prescription, l'article 182 s'applique par analogie.

TITRE DEUXIEME : Délits

Escroquerie

Art. 209 ¹ Celui qui, dans le but de commettre une soustraction, fait usage de documents faux, falsifiés ou inexacts quant à leur contenu, tels que livres comptables, bilans, comptes de résultats, certificats de salaire et autres attestations de tiers, dans le dessein de tromper l'autorité fiscale, est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire. ⁴¹⁾⁴⁶⁾

² La répression de la soustraction est réservée.

³ En cas de dénonciation spontanée au sens des articles 199, alinéa 3, ou 203a, alinéa 1, il est renoncé à la poursuite pénale pour toutes les autres infractions commises dans le but de soustraire des impôts. Cette disposition s'applique également aux cas visés par les articles 201, alinéa 3, et 203a, alinéas 3 et 4.⁶¹⁾

Détournement
de l'impôt à la
source

Art. 210⁴⁶⁾ ¹ Celui qui, tenu de percevoir l'impôt à la source, détourne les montants perçus à son profit ou à celui d'un tiers est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

² En cas de dénonciation spontanée au sens des articles 199, alinéa 3, ou 203a, alinéa 1, il est renoncé à la poursuite pénale pour détournement de l'impôt à la source et pour toutes les autres infractions commises dans le but de détourner des impôts à la source. Cette disposition s'applique également aux cas visés par les articles 201, alinéa 3, et 203a, alinéas 3 et 4.⁶¹⁾

Prescription

Art. 211²⁷⁾ ¹ La poursuite pénale des délits fiscaux se prescrit par dix ans à compter du jour où le délinquant a exercé son activité coupable.

² La prescription est interrompue par tout acte de procédure tendant à la poursuite du délit; l'interruption de la prescription vaut à l'égard de l'ensemble des participants. Aucune peine ne peut cependant plus être prononcée après quinze ans.

Renvois

Art. 212 ¹ Les dispositions générales du Code pénal suisse¹³⁾ sont applicables sous réserve des prescriptions contraires de la présente loi.

² La procédure se déroule selon les règles du Code de procédure pénale¹⁴⁾.

SIXIEME PARTIE : Dispositions transitoires et finales

Evaluation
officielle des
immeubles

Art. 213 ¹ Jusqu'à la prochaine révision générale des valeurs officielles des immeubles et des forces hydrauliques, l'ancien droit demeure applicable concernant les normes d'évaluation et la procédure (art. 65 à 67, 121 à 130 de la loi du 26 octobre 1978 sur les impôts directs de l'Etat et des communes et les dispositions d'application).

² Dès l'année fiscale 1996 et jusqu'à l'entrée en vigueur des nouvelles valeurs officielles, les maisons d'habitation, les immeubles locatifs, les immeubles industriels, les bâtiments publics, les restaurants, les auberges et les hôtels sont imposés, pour l'impôt sur la fortune, à la valeur officielle déterminée selon l'ancien droit, majorée de 30 %. [26\)](#)

³ Pour l'impôt sur la fortune de l'année fiscale 1996, la valeur officielle définitivement fixée dans le cadre de la révision générale des valeurs officielles doit être prise en compte lorsqu'elle est inférieure à la valeur officielle actuelle majorée de 30 %. [26\)](#)

Déduction des
pertes

Art. 214 ¹ Pour l'année fiscale 1989, les personnes physiques et les personnes morales assimilées aux personnes physiques selon l'ancien droit peuvent déduire les pertes subies à partir de l'exercice commercial clos en 1983.

² Les sociétés de capitaux et sociétés coopératives peuvent déduire les pertes subies à partir de l'exercice commercial clos en 1985.

Introduction de la
taxation annuelle
pour les
personnes
physiques

Art. 215 ¹ L'impôt sur le revenu dû par les personnes physiques pour l'année fiscale 1989 est déterminé sur la base du revenu moyen réalisé au cours des années 1987 et 1988 (période d'évaluation). L'imposition à la source est réservée.

² L'article 62 s'applique aux revenus extraordinaires réalisés en 1987 et 1988 qui ne peuvent être imposés durant une année fiscale entière en raison de la fin de l'assujettissement ou d'une taxation intermédiaire survenue en 1989.

³ Un impôt spécial calculé conformément à l'article 62 peut en outre être perçu de manière générale sur les revenus extraordinaires réalisés en 1987 et 1988 lorsqu'à défaut d'une telle imposition le contribuable réaliserait une économie notable d'impôt en raison du passage à l'imposition annuelle.

⁴ Les revenus extraordinaires comprennent notamment les bénéfices en capital et les gains de liquidation, les rendements extraordinaires de participations, les gains provenant du commerce d'immeubles, les réévaluations comptables d'éléments de fortune, les provisions et réserves dissoutes, les amortissements et provisions justifiés par l'usage commercial qui ont été omis, ainsi que les abandons de créances non justifiés.

Introduction de la
taxation annuelle
postnumerando
pour les
personnes
physiques
a) Principes

Art. 215a²⁸⁾ ¹ Pour la première période fiscale (2001) suivant la modification mentionnée à l'article 56, la taxation relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques est régie par le nouveau droit.

² Les revenus extraordinaires réalisés durant la période fiscale précédant la modification ou lors d'un exercice clos au cours de cette période sont soumis à un impôt annuel entier, au taux applicable à ces seuls revenus, pour l'année fiscale où ils ont été acquis; les articles 36, 37 et 37a sont réservés. Les charges qui sont en rapport immédiat avec l'acquisition des revenus extraordinaires peuvent être déduites. Les déductions prévues à l'article 34 ne sont pas octroyées.

³ Sont en particulier considérés comme des revenus extraordinaires les prestations en capital, les revenus inhabituellement élevés par comparaison aux années antérieures, les revenus non périodiques de fortune et les revenus extraordinaires provenant d'une activité lucrative indépendante, tels que les bénéfices en capital, les réévaluations comptables d'éléments de fortune, les provisions dissoutes, ainsi que les provisions et les amortissements justifiés par l'usage commercial qui ont été omis.

⁴ Les charges extraordinaires supportées pendant la période fiscale précédant la modification sont déduites du revenu imposable afférent à la période fiscale précédant la modification, en cas d'assujettissement dans le Canton le 1^{er} janvier 2001; les taxations entrées en force sont révisées en faveur du contribuable.

⁵ Sont considérés comme des charges extraordinaires :

- a) les frais d'entretien des immeubles privés, dans la mesure où ils excèdent le montant de la déduction forfaitaire;
- b) les cotisations de l'assuré versées à des institutions de la prévoyance professionnelle pour le rachat d'années de cotisation;
- c) les frais de maladie, d'accident, d'invalidité, de perfectionnement et de reconversion professionnels, dans la mesure où ils dépassent les frais déjà pris en compte.

b) Dépôt d'une
déclaration
d'impôt

Art. 215b²⁸⁾ Le contribuable doit déposer en 2001 une déclaration d'impôt remplie conformément aux dispositions du système d'imposition praenumerando annuel. Son but est de déterminer les revenus et les charges extraordinaires selon l'article 215a et de demander le remboursement de l'impôt anticipé sur les rendements de l'année 2000.

Introduction de la
taxation annuelle
pour les
personnes
morales
assimilées aux
personnes
physiques selon
l'ancien droit

Art. 216 ¹ L'impôt sur le bénéfice dû par les personnes morales assimilées aux personnes physiques selon l'ancien droit pour l'année fiscale 1989 se détermine en principe d'après le résultat de l'exercice clos durant cette même année.

² Si le bénéfice imposable, taxé provisoirement, des années d'évaluation 1987 et 1988 est supérieur ou inférieur de 30 %, mais au minimum de 5 000 francs et dans tous les cas dès 50 000 francs, au bénéfice calculé selon l'alinéa 1, l'impôt sera déterminé sur la base de la moyenne entre ce dernier et le bénéfice imposable réalisé en 1987/1988.

³ Un impôt spécial, calculé conformément à l'article 86, alinéa 2, sera perçu sur les bénéfices extraordinaires réalisés au cours des années d'évaluation qui n'auront pas été prises en compte pour la détermination du bénéfice imposable.

Application du
nouveau droit
aux sociétés de
capitaux et
sociétés
coopératives

Art. 217 Le nouveau droit s'applique aux sociétés de capitaux et sociétés coopératives pour la première fois lors de la détermination de l'impôt sur le bénéfice et de l'impôt sur le capital dus pour l'année fiscale 1989.

Indemnités de
l'assurance-
chômage

Art. 217a²³⁾ Les indemnités de l'assurance-chômage demeurent imposables à raison de 90 % jusqu'à l'adaptation complète du droit cantonal à la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, mais au plus tard jusqu'au 31 décembre 2000.

Bénéficiaires de
contributions
d'entretien pour
enfants à charge

Art. 217b²³⁾ ¹ Les personnes divorcées, séparées ou célibataires qui perçoivent des contributions d'entretien pour les enfants à leur charge fixées avant le 1^{er} janvier 1994 ont droit, pour les années fiscales 1994 à 1998, à une déduction supplémentaire de 1 200 francs par enfant pour lequel une contribution est versée.

² Le droit à cette déduction disparaît si la contribution d'entretien a été modifiée après le 1^{er} janvier 1994.

Compensation
des effets de la
fluctuation de
l'indice des prix

Art. 217c²³⁾ ¹ L'adaptation des déductions et des barèmes de l'impôt sur le revenu à l'évolution de l'indice des prix à la consommation (art. 38) est supprimée pour l'année fiscale 1994.

² L'indice de départ déterminant pour l'adaptation suivante est celui au 1^{er} janvier 1993. Les reliquats au 1^{er} janvier 1993 restent en compte.

Frais de maladie,
accidents ou
invalidité

Art. 217d⁽²³⁾ ¹ Les frais provoqués par la maladie, les accidents ou l'invalidité du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient, encourus durant l'année 1993, sont déductibles selon l'article 32, alinéa 1, lettre e, lors de la taxation de l'année 1994.

² Ces frais ne donnent pas droit à une remise d'impôt pour l'année fiscale 1993 (art. 185), sauf s'ils sont répétitifs et dus à un état ou une maladie chronique (placement dans un home, diabète).

Assurances de
capitaux
acquittées au
moyen d'une
prime unique

Art. 217e⁽²⁸⁾ L'article 18, alinéa 1, lettre a, s'applique aux assurances de capitaux acquittées au moyen d'une prime unique et conclues après le 31 décembre 1998.

Gains en capital
réalisés par les
sociétés mixtes

Art. 217f⁽²⁸⁾ ¹ Les bénéfices en capital provenant de participations, le produit de la vente de droits de souscription s'y rapportant ainsi que les bénéfices de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations n'entrent pas dans le calcul du rendement net au sens de l'article 78, alinéa 2, si la société de capitaux ou la société coopérative détenait les participations concernées avant le 1^{er} janvier 2000 et réalise ces bénéfices avant le 1^{er} janvier 2007.

² Pour les participations détenues avant le 1^{er} janvier 2000, les valeurs déterminantes pour l'impôt sur le bénéfice, au début de l'exercice commercial qui est clos pendant l'année civile 2000, sont considérées comme coût d'investissement (art. 74a, al. 5, et 78, al. 5, lettre a).

³ Si une société de capitaux ou une société coopérative transfère une participation qu'elle détenait avant le 1^{er} janvier 2000 à une société du même groupe sise à l'étranger et que cette participation est égale à 20 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une autre société, la différence entre la valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice et la valeur vénale de cette participation est ajoutée au bénéfice net imposable. Dans ce cas, les participations en cause sont considérées comme ayant été acquises avant le 1^{er} janvier 2000. Simultanément, la société de capitaux ou la société coopérative peut constituer une réserve non imposée égale à cette différence. Cette réserve sera dissoute et imposée si la participation est vendue à un tiers étranger au groupe ou si la société dont les droits de participation ont été transférés aliène une part importante de ses actifs et passifs ou encore si elle est liquidée. La société de capitaux ou la société coopérative joindra à sa déclaration d'impôt une liste des participations qui font l'objet d'une réserve non imposée au sens du présent article. La réserve non imposée est dissoute sans incidence fiscale le 31 décembre 2006.

⁴ Si l'exercice commercial se termine après l'entrée en vigueur de la présente modification, l'impôt sur le bénéfice est fixé pour cet exercice commercial selon le nouveau droit.

Compensation
des effets de la
fluctuation de
l'indice des prix

Art. 217g²⁸⁾ ¹ L'adaptation des déductions de l'impôt sur le revenu à l'évolution de l'indice des prix à la consommation (art. 38 LI) est supprimée pour l'année fiscale 2001.

² L'indice de départ déterminant pour l'adaptation suivante est celui du 31 août 2000. Les reliquats résultant des dernières adaptations restent en compte.

Prestations en
capital

Art. 217h³³⁾ Les prestations en capital au sens des articles 37, alinéa 1, et 123, alinéa 3, lettre c, échues entre le 1^{er} janvier 2004 et l'entrée en vigueur des nouveaux tarifs des articles 37, alinéa 2, et 123, alinéa 3, lettre c, sont imposées selon ces nouveaux tarifs.

Adaptation des
taux

Art. 217i³⁸⁾⁷⁰⁾ ¹ Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu (art. 35, al. 1 et 2) sont réduits, chaque année de 2014 à 2020, de 1 % multiplié par 100/95^{ème}.

² Le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice (art. 77, al. 1) est réduit, chaque année de 2014 à 2020, de 1 % multiplié par 100/90^{ème}.

³ Les taux de l'impôt à la source perçu sur les recettes brutes dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres b à f^{bis} (art. 123, al. 2 et 3) sont réduits, chaque année de 2014 à 2020, de 1 % multiplié par 100/90^{ème}.

Rappel d'impôt
simplifié pour
les héritiers

Art. 217j⁶¹⁾ Les dispositions sur le rappel d'impôt de l'ancien droit s'appliquent aux successions ouvertes avant l'entrée en vigueur de la présente modification.

Barèmes pour
l'impôt à la
source

Art. 217k⁶⁹⁾ Pour l'impôt à la source, les barèmes arrêtés fin novembre 2012 sont applicables pour l'année fiscale 2013.

Adaptation au
droit en matière
d'impôt fédéral
direct

Art. 218²⁷⁾ Le Parlement est autorisé à apporter par décret des modifications aux dispositions de forme de la présente loi, si cela permet de réaliser une adaptation aux dispositions de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct¹⁵⁾ et qu'il en résulte des simplifications et des allègements pour les contribuables.

Abrogation **Art. 219** La loi du 26 octobre 1978 sur les impôts directs de l'Etat et des communes est abrogée.

Référendum **Art. 220** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en vigueur **Art. 221** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur¹⁶⁾ de la présente loi.

Delémont, le 26 mai 1988

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Claude Hêche
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

* Montants sujets à indexation (art. 38); voir arrêtés du Gouvernement et du Parlement (RSJU 641.111.01 et suivants)

** Montants sujets à indexation (art. 49); voir arrêtés du Gouvernement et du Parlement (RSJU 641.111.01 et suivants)

1) RSJU 101

2) RS 220

3) RS 642.14

4) RS 935.52

5) RS 642.21

6) RS 831.40

7) RS 951.31

8) RS 210

9) RS 211.412.11

10) RS 281.1

11) RSJU 175.1

12) RSJU 172.111

13) RS 311.0

14) RSJU 321.1

15) RS 642.11

16) 1^{er} janvier 1989

17) Introduit par le ch. I de la loi du 21 décembre 2001, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2002

- 20) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991. Il a été tenu compte de cette modification dans toute la loi d'impôt, (RSJU 172.111)
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 21 juin 1990, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1990
- 22) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 octobre 1993, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1994
- 23) Introduit(e)(s) par le ch. I de la loi du 20 octobre 1993, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1994
- 24) Abrogé(e)(s) par le ch. I de la loi du 20 octobre 1993, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1994
- 25) Nouvelle teneur selon la section 2 de la loi du 22 juin 1994 instituant des mesures d'économie 1995, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1995
- 26) Introduit par le ch. I de la loi du 22 décembre 1995, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1996
- 27) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001
- 28) Introduit(e)(s) par le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001
- 29) Abrogé(e)(s) par le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001
- 30) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001; abrogé par la loi du 4 décembre 2002, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003
- 31) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 janvier 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2004
- 32) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 janvier 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2004
- 33) Introduit par le ch. I de la loi du 28 janvier 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2004
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2004
- 35) Introduit par le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2004
- 36) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 37) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 38) Introduit par le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 39) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 31 août 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
- 40) Introduit par le ch. I de la loi du 31 août 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
- 41) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
- 42) Abrogé par le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
- 43) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
- 44) RS 151.3
- 45) Introduit par le ch. XXVI de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007 (RSJU 211.2)
- 46) Nouvelle teneur selon le ch. XIV de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 47) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 mai 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 48) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009
- 49) Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008
- 50) RS 822.41
- 51) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008

-
- ⁵²⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009
- ⁵³⁾ RS 192.12
- ⁵⁴⁾ Introduit(e) par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009
- ⁵⁵⁾ Abrogé(e)(s) par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009
- ⁵⁶⁾ RS 831.10
- ⁵⁷⁾ Introduit par le ch. IV de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
- ⁵⁸⁾ Titre introduit par le ch. IV de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
- ⁵⁹⁾ Nouvelle teneur selon le ch. IV de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
- ⁶⁰⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010
- ⁶¹⁾ Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010
- ⁶²⁾ RS 221.301
- ⁶³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- ⁶⁴⁾ Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- ⁶⁵⁾ Nouvelle teneur selon le ch. VI de la loi du 24 mars 2010 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- ⁶⁶⁾ Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2012
- ⁶⁷⁾ RSJU 211.1
- ⁶⁸⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XVII de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- ⁶⁹⁾ Introduit(e) par le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- ⁷⁰⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- ⁷¹⁾ Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- ⁷²⁾ RS 161.1

Table des matières

Article

PREMIERE PARTIE : Impôts d'Etat**TITRE PREMIER : Dispositions générales**

Genre d'impôt	1
Impôt simple et quotité.....	2
Compensation des effets de la fluctuation de l'indice des prix	
a) Principe	2a
b) Impôt sur le revenu	2b
c) Impôt sur la fortune.....	2c
d) Associations, fondations et placements collectifs de capitaux.....	2d
Droit fiscal intercantonal et international	3
Allègements.....	4
Privilège fiscal.....	5
Conventions fiscales.....	6

TITRE DEUXIEME : Imposition des personnes physiques**CHAPITRE PREMIER : Assujettissement**

Assujettissement en raison d'un rattachement personnel.....	7
Assujettissement en raison d'un rattachement économique	
a) Entreprises, établissements stables, immeubles	8
b) Autres éléments.....	9
Exemption.....	9a
Etendue	10
Pertes subies à l'étranger	10a
Calcul de l'impôt en cas d'assujettissement partiel	11
Début et fin de l'assujettissement	12

CHAPITRE II : Impôt sur le revenu**SECTION 1 : Revenu soumis à l'impôt**

Principe.....	13
Revenus exonérés.....	14
Produit d'une activité lucrative dépendante	
a) Principe	15
b) Participations de collaborateur	15a
c) Revenus provenant de participations de collaborateur proprement dites	15b
d) Revenus provenant de participations de collaborateur improprement dites	15c
e) Imposition proportionnelle.....	15d
Produit d'une activité lucrative indépendante	
a) Principe	16
b) Faits justifiant un différé.....	16a

c) Imposition partielle des revenus produits par des participations de la fortune commerciale.....	16b
Restructurations.....	17
Rendement de la fortune	
a) Fortune mobilière.....	18
Cas particuliers.....	18a
b) Fortune immobilière.....	19
Rentes viagères et revenus périodiques analogues.....	20
Revenus provenant de la prévoyance sociale ou professionnelle.....	21
Autres revenus.....	22

SECTION 2 : Détermination du revenu net

Activité lucrative dépendante	
a) Frais effectifs.....	23
b) Déductions forfaitaires.....	24
Activité lucrative indépendante	
a) En général.....	25
b) Amortissements.....	26
c) Provisions.....	27
d) Remploi.....	28
e) Déduction des pertes.....	29
Fortune privée.....	30
Déductions générales	
a) Prévoyance, assurances.....	31
b) Autres déductions.....	32

SECTION 3 : Détermination du revenu imposable

Principe.....	33
Déductions personnelles.....	34

SECTION 4 : Calcul de l'impôt

Taux unitaires.....	35
Indemnités en capital remplaçant des prestations périodiques.....	36
Bénéfices de liquidation.....	36a
Prestations en capital à caractère de prévoyance.....	37
Gains de loterie.....	37a
Procédure simplifiée selon la loi fédérale sur le travail au noir.....	37b

SECTION 5 : Compensation des effets de la fluctuation de l'indice des prix (article 38 abrogé)

CHAPITRE III : Impôt sur la fortune

SECTION 1 : Objet

Principe.....	39
Exonérations.....	40
Dettes	41

SECTION 2 : Evaluation

Principe.....	42
Immeubles	
a) Principe	43
b) Lieu.....	43a
c) Durée	43b
d) Revision générale.....	43c
e) Mise à jour	
1. ordinaire.....	43d
2. extraordinaire.....	43e
Fortune commerciale	44
Titres, créances et droits	45
Assurances sur la vie.....	46
Participations de collaborateur.....	46a

SECTION 3 : Déductions

Montant des déductions.....	47
-----------------------------	----

SECTION 4 : Calcul de l'impôt

Taux unitaire	48
(article 49 abrogé)	

CHAPITRE IV : Règles particulières

Epoux, enfants sous autorité parentale	50
Partenariat enregistré	50a
Communautés de personnes sans personnalité juridique	51
Communauté héréditaire, sociétés de personnes et placements collectifs	
de capitaux	51a
Succession fiscale	52
Responsabilité pour le paiement de l'impôt	53
Impôt d'après la dépense.....	54

CHAPITRE V : Imposition dans le temps

SECTION 1 : Année fiscale

Année fiscale	55
---------------------	----

SECTION 2 : Taxation ordinaire

Calcul du revenu	56
Calcul de la fortune	58
Epoux.....	58a
Enfant mineur.....	58b

SECTION 3 : Taxation intermédiaire

(articles 59 et 60 abrogés)

SECTION 4 : Eléments extraordinaires

(article 61 abrogé)

SECTION 5 : Taxation spéciale

Prestations en capital, gains de loterie et gains immobiliers	63
---	----

TITRE TROISIEME : Imposition des personnes morales**CHAPITRE PREMIER : Assujettissement**

Rattachement personnel	64
Rattachement économique	65
Etendue de l'assujettissement	66
Pertes subies à l'étranger	66a
Début et fin de l'assujettissement	67
Responsabilité solidaire	68
Exonérations	69

CHAPITRE II : Impôt sur le bénéfice

Objet	70
Charges	71
Eléments non déterminants	72
Restructurations.....	73
Evaluation	74
Amortissements	74a
Remploi.....	74b
Déduction des pertes	75
Associations, fondations et placements collectifs de capitaux	76
Calcul de l'impôt	
a) En général	77
b) Réduction.....	78
c) Placements collectifs de capitaux	78a

CHAPITRE III : Impôt sur le capital

Objet	79
Evaluation des réserves.....	80

Associations, fondations et placements collectifs de capitaux.....	81
Calcul de l'impôt	82

CHAPITRE IV : Sociétés holding et de domicile

Sociétés holding	83
Sociétés de domicile.....	84
Conventions de double imposition	84a
Changement de statut	84b

CHAPITRE V : Imposition dans le temps

Période fiscale	85
Base d'évaluation	86

TITRE QUATRIEME : Impôt sur les gains immobiliers

CHAPITRE PREMIER : Généralités

Objet	87
Assujettissement.....	88
Aliénation	89
Exceptions à l'imposition	
a) (Non-assujettissement : article 90 abrogé)	
b) Imposition différée	91

CHAPITRE II : Evaluation du gain immobilier

Principe.....	92
Prix d'acquisition	
a) En général	93
b) (Acquisition par voie de succession ou donation : article 94 abrogé)	
c) En cas d'imposition différée	95
d) En cas d'aliénation partielle	96
Impenses	97
Produit	98
Imposition dans le temps	100
Calcul du gain immobilier.....	101

CHAPITRE III : Calcul de l'impôt

Tarif	102
Majoration de l'impôt	103
Réduction de l'impôt	104

DEUXIEME PARTIE : Impôts communaux

TITRE PREMIER : Impôts communaux ordinaires

Principe	105
Quotité	106

Règlement d'impôt	107
Relations intercommunales	
a) Principe.....	108
b) Plan de partage	109
c) Dispositions d'exécution.....	110
d) Droit complémentaire.....	111
TITRE DEUXIEME : Impôt communal spécial (taxe immobilière)	
Assujettissement.....	112
Exceptions	113
Taux et calcul de la taxe	114
Taxation et perception	115
TITRE TROISIEME : Impôts communaux extraordinaires	
Principe.....	116
Règlement.....	117
TROISIEME PARTIE : Imposition à la source	
TITRE PREMIER : Personnes physiques domiciliées ou en séjour dans le Canton	
Personnes soumises à l'impôt à la source	118
Prestations imposables.....	119
Barème	120
Impôt à la source et procédure ordinaire	121
TITRE DEUXIEME : Personnes sans domicile ou séjour en Suisse	
Personnes soumises à l'impôt à la source	122
Prestations imposables	123
Substitution à l'impôt ordinaire	124
TITRE TROISIEME : Débiteur	
Obligations du débiteur des prestations imposables.....	125
Taxation par le Service des contributions	126
TITRE QUATRIEME : Relations intercantionales	
Relations intercantionales.....	127
Dispositions d'exécution.....	128
QUATRIEME PARTIE : Taxation et perception	
TITRE PREMIER : Procédure de taxation	
CHAPITRE PREMIER : Autorités	
Autorités.....	129

Devoirs des autorités	
a) En général	130
b) Secret	131
Organisation, procédure	132

CHAPITRE II : Droits et obligations du contribuable

SECTION 1 : Droits du contribuable

Droit d'allégation	133
Droit d'être entendu	134
Droit de consulter le dossier	135
Représentation	136
Notification	136a
Renvoi au Code de procédure administrative	137

SECTION 2 : Obligations du contribuable

Collaboration	138
Défaillance et insoumission	139
Taxation d'office	140

CHAPITRE III : Dispositions générales de procédure

Instruction	141
Auditions et expertises	142
Obligation de renseigner	
a) Collaboration entre les autorités	143
b) Attestations de tiers	144
c) Informations de tiers	145
Parties	146
Subrogation	147
Situation des époux	148
Délais	149
Sommes arrondies	150
Prescription du droit de taxer	151
Conservation des documents sous forme électronique	151a
Élimination des documents sous forme papier	151b

CHAPITRE IV : Déroulement de la procédure

Lieu de taxation	152
Remise de la déclaration d'impôt	153
Dépôt de la déclaration d'impôt	154
Transmission	155
Décision de taxation	156
Obligations de procédure	156a
Décisions	156b
Païement complémentaire et restitution d'impôt	156c

Voies de droit.....	156d
---------------------	------

TITRE DEUXIEME : Voies de droit

CHAPITRE PREMIER : Réclamation

Introduction de la réclamation.....	157
Nouvelle décision.....	158
Frais.....	159
Renvoi.....	159b

CHAPITRE II : Recours à la Commission cantonale des recours

Commission cantonale des recours.....	160
Délai, forme, motifs.....	161
Déroulement de la procédure.....	162
Décision.....	163
Frais et dépens.....	164

CHAPITRE III : Recours au Tribunal cantonal et au Tribunal fédéral

SECTION 1 : Recours au Tribunal cantonal

Droit de recours, qualité de partie.....	165
Délai, forme, motifs.....	166
Compétence, pouvoir de décision.....	167
Procédure.....	168

SECTION 2 : Recours au Tribunal fédéral

Droit de recours, qualité de partie.....	168a
--	------

CHAPITRE IIIbis : Recours au Gouvernement

Décisions revêtant un caractère politique prépondérant.....	168b
---	------

CHAPITRE IV : Révision

Motifs de révision.....	169
Délai.....	170
Procédure de révision.....	171

CHAPITRE V : Erreurs de calcul et de transcription

Rectification des décisions.....	172
----------------------------------	-----

CHAPITRE VI : Rappel d'impôt

Rappel d'impôt ordinaire.....	173
Rappel d'impôt simplifié en cas de succession.....	173a
Prescription.....	174
Procédure.....	175

TITRE TROISIEME : Perception**CHAPITRE PREMIER : Autorités, modalités de perception**

Autorités de perception	176
Modalités de perception	
a) Principe	177
b) Acomptes.....	177a
c) Décompte intermédiaire.....	177b
d) Décompte final.....	177c
e) Remboursement d'impôt	
1. Epoux non séparés.....	177d
2. Epoux séparés.....	177d

CHAPITRE II : Échéances

Termes	178
Portée de l'échéance	179

CHAPITRE III : Paiement, intérêts

Délais de paiement	180
Paiements volontaires	180a
Intérêts compensatoires	180b
Intérêt moratoire et rémunératoire	
a) Intérêt moratoire	181
b) Intérêt rémunératoire	181
Taux.....	181a

CHAPITRE IV : Recouvrement

Prescription du droit de percevoir	182
Somation.....	183
Poursuite	183
Facilités de paiement.....	184
Remise	
a) Demande.....	185
b) Décision, recours.....	186
c) Dispositions d'exécution	187
Restitution de l'indu.....	188

CHAPITRE V : Amnistie fiscale

Amnistie fiscale.....	189
-----------------------	-----

CHAPITRE VI : Garanties de la créance fiscale**SECTION 1 : Garanties directes**

Hypothèque légale.....	190
Sûretés	191

Séquestre	191a
Radiation du registre du commerce	191b

SECTION 2 : Inventaire fiscal

Obligation d'établir un inventaire	192
Objet de l'inventaire	193
Procédure	194
Obligation de collaborer	195
Obligation de renseigner	196
Dispositions d'application	197

CINQUIEME PARTIE : Dispositions pénales

TITRE PREMIER : Infractions de droit administratif

Violation des obligations de procédure	198
Soustraction d'impôt.....	199
Tentative	200
Instigation et complicité.....	201
Dissimulation ou distraction de biens successoraux	202
Personnes morales	
a) En général	203
b) Dénonciation spontanée	203a
Responsabilité des époux en cas de soustraction	204
Autorités.....	205
Procédure	206
Prescription de la poursuite pénale.....	207
Perception.....	208

TITRE DEUXIEME : Délits

Escroquerie.....	209
Détournement de l'impôt à la source.....	210
Prescription	211
Renvois.....	212

SIXIEME PARTIE : Dispositions transitoires et finales

Evaluation officielle des immeubles	213
Déduction des pertes	214
Introduction de la taxation annuelle pour les personnes physiques	215
Introduction de la taxation annuelle postnumerando pour les personnes physiques	
a) Principes	215a
b) Dépôt d'une déclaration d'impôt.....	215b
Introduction de la taxation annuelle pour les personnes morales	
assimilées aux personnes physiques selon l'ancien droit	216
Application du nouveau droit aux sociétés de capitaux et sociétés	
coopératives.....	217

Article

Indemnités de l'assurance-chômage	217a
Bénéficiaires de contributions d'entretien pour enfants à charge.....	217b
Compensation des effets de la fluctuation de l'indice des prix.....	217c
Fais de maladie, accidents ou invalidité	217d
Assurances de capitaux acquittées au moyen d'une prime unique	217e
Gains en capital réalisés par les sociétés mixtes.....	217f
Compensation des effets de la fluctuation de l'indice des prix.....	217g
Prestations en capital	217h
Adaptation des taux	217i
Rappel d'impôt simplifié pour les héritiers.....	217j
Barèmes pour l'impôt à la source	217k
Adaptation au droit en matière d'impôt fédéral direct.....	218
Abrogation	219
Référendum	220
Entrée en vigueur	221

Ordonnance

relative à l'évaluation des frais professionnels liés à une activité lucrative dépendante

du 19 décembre 2000

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 23, alinéa 2, de la loi d'impôt du 26 mai 1988 (LI)¹,

arrête :

Champ
d'application

Article premier ¹ La présente ordonnance a pour but de régler l'évaluation des frais professionnels effectifs provenant d'une activité lucrative dépendante dont la déduction est admise (art. 23, al. 1, LI).

² Elle fixe également le montant de la déduction forfaitaire octroyée en cas d'activité lucrative accessoire.

³ Les contributions que l'employeur verse comme participation aux frais d'obtention du revenu doivent figurer sur l'attestation de salaire et seront indiquées comme revenu par l'employé dans sa déclaration d'impôt. En contrepartie, l'employé pourra opérer la déduction des frais effectifs selon la présente ordonnance.

Exceptions

Art. 2 Les frais pris à charge par un tiers, les dépenses privées résultant de la situation professionnelle du contribuable (frais privés de représentation), les frais de formation et les frais d'entretien du contribuable et de sa famille ne sont pas déductibles.

Base
d'évaluation

Art. 3 Le nombre de jours de travail pris en considération s'élève en principe à 225 jours par année si le travail est exercé toute l'année.

Epoux

Art. 4 ¹ La déduction pour frais d'obtention du revenu est accordée à chacun des époux exerçant une activité lucrative dépendante.

² En cas de taxation commune, chacun des époux peut choisir le mode de déduction de ses frais d'obtention du revenu.

³ Si l'un des époux seconde l'autre dans sa profession, son commerce ou son entreprise, la déduction des frais d'obtention du revenu est admise s'il existe un rapport de travail faisant l'objet d'un décompte avec les assurances sociales.

Droit d'option

Art. 5 ¹ Le contribuable qui exerce à titre principal une profession dépendante peut demander la déduction soit d'un montant forfaitaire (art. 24 LI), soit des frais effectifs d'obtention du revenu (art. 23 LI).

² Le contribuable peut choisir, lors de chaque période fiscale, le mode de déduction.

³ Le contribuable ne peut revendiquer simultanément la déduction des frais effectifs et la déduction forfaitaire pour la même période fiscale.

Frais effectifs
1. Principes

Art. 6 ¹ Sont déductibles les frais effectifs prouvés définis ci-après ou les forfaits partiels correspondants.

² Sous réserve des cas prévus par la présente ordonnance, les forfaits partiels se déterminent conformément aux déductions forfaitaires arrêtées par le Département fédéral des finances pour la taxation en matière d'impôt fédéral direct.

³ Les forfaits partiels sont réduits de manière appropriée si l'activité lucrative dépendante est exercée à temps partiel ou pendant une partie de l'année seulement.

Frais de
déplacement

Art. 7 ¹ Sont considérés comme frais de déplacement déductibles les frais de transport entre le domicile et le lieu de travail, pour autant que la distance à parcourir soit telle que le contribuable doive recourir à un moyen de transport public ou privé.

² En cas d'utilisation d'un véhicule privé, le contribuable peut déduire, au titre des frais nécessaires, les dépenses qu'il aurait eues en utilisant les transports publics.

³ Les frais d'utilisation d'un véhicule privé sont déductibles, conformément à l'alinéa 4, lorsqu'il n'existe pas de moyens de transport public ou que le contribuable n'est pas à même de s'en servir pour cause d'infirmité, d'éloignement considérable entre le domicile ou le lieu de travail et la station la plus proche, d'horaires défavorables ou pour d'autres motifs analogues.

⁴ Les frais de déplacement au moyen d'un véhicule privé sont déterminés sur la base de normes par kilomètre parcouru fixées par le Service des contributions. Il peut fixer des tarifs échelonnés.

⁵ Si elle est inférieure, la déduction pour surplus de dépenses résultant des repas pris hors du domicile selon l'article 8 interviendra en règle générale à la place des frais effectifs au retour au domicile (trajet dans les deux sens) pendant la pause de midi ou une autre suspension de travail.

Frais de repas

Art. 8 ¹ La déduction des frais de repas a pour objet le surplus de dépenses inévitables occasionné par l'obligation de prendre un repas principal au-dehors en raison de l'éloignement du lieu de travail ou du lieu de domicile ou d'un horaire de travail qui ne permet pas de prendre le repas de midi à domicile.

² Est également déductible le surplus de dépenses lié aux repas intermédiaires nécessités par un horaire de travail spécial, en particulier le travail par équipes ou de nuit.

³ Les déductions sont calculées sur la base des forfaits partiels visés à l'article 6, alinéa 2. Les déductions des alinéas 1 et 2 ne peuvent pas être cumulées.

⁴ La déduction est réduite de moitié lorsque l'employeur contribue à l'abaissement du prix des repas (contribution en espèces, remise de bons, etc.) ou que des repas peuvent être pris dans des cantines, dans un restaurant pour le personnel ou un restaurant de l'employeur.

⁵ Pour les contribuables qui séjournent hors de leur domicile fiscal pendant la semaine, seule est admise la déduction prévue à l'article 10.

⁶ ... [2\)](#)

Perfectionnement et reconversion professionnels

Art. 9 ¹ Les frais de perfectionnement ne sont déductibles que s'ils sont en rapport direct avec l'activité exercée par le contribuable.

² Sont considérés comme des frais de perfectionnement les dépenses utiles au maintien ou à l'amélioration des connaissances nécessaires à l'exercice de la profession exercée par le contribuable.³⁾

³ Les frais de reconversion et de réinsertion professionnelles sont déductibles pour autant qu'une activité lucrative en relation avec lesdits frais soit exercée.

Séjour hors du domicile

Art. 10 ¹ Le contribuable qui séjourne durant la semaine à son lieu de travail et qui regagne son domicile fiscal en fin de semaine et durant les jours fériés, peut déduire le surplus de dépenses résultant du séjour hors du lieu de domicile. Font partie du surplus de dépenses les frais supplémentaires de logement, de repas pris hors du domicile, ainsi que les frais de déplacement.

² A titre de frais supplémentaires et nécessaires de logement, le contribuable peut déduire les frais d'une chambre, d'un studio ou d'un logement d'une pièce conformément aux loyers usuels au lieu de séjour.

³ Le contribuable séjournant hors de son domicile peut déduire les frais de deux repas par jour ouvrable, mais au maximum le double du montant prévu à l'article 8, alinéa 3, pour autant que l'employeur ne contribue pas à l'abaissement de ces frais.

⁴ Sont considérés comme frais de déplacement nécessaires et déductibles, les frais résultant du retour régulier au domicile fiscal ainsi que les frais nécessités au lieu de séjour par le déplacement entre le logement et le lieu de travail. L'article 7 est applicable par analogie.

Autres frais professionnels

Art. 11 ¹ Un montant forfaitaire de 2 000 francs peut être déduit pour les dépenses professionnelles générales, dues notamment aux habits de travail, à l'usure particulière des vêtements et chaussures, à l'outillage professionnel ainsi qu'aux frais supplémentaires en raison de travaux pénibles et pour l'achat d'ouvrages professionnels, si l'activité lucrative principale est exercée toute l'année.³⁾

² La déduction est réduite proportionnellement en cas de travail à temps partiel ou lorsque l'exercice d'une profession principale dépendante n'a eu lieu que pendant une partie de l'année.

³ La déduction de 2 000 francs est réputée couvrir les frais liés à l'achat d'ouvrages professionnels jusqu'à concurrence de 1 000 francs. Seule la partie des frais excédant ce montant est donc déductible en plus, à condition que l'ensemble de ces frais soit établi.³⁾

⁴ Les montants fixés aux alinéas 1 et 3 sont adaptés au montant minimum du forfait partiel selon l'article 6, alinéa 2.

Chambre de travail

Art. 12 Les frais occasionnés par une chambre de travail dans le logement privé du contribuable (part du loyer ou à la valeur locative ainsi qu'aux dépenses causées par le chauffage, l'éclairage et le nettoyage) sont déductibles jusqu'à concurrence de 800 francs pour autant que les conditions suivantes soient réalisées :

- le lieu de travail ne dispose d'aucun local convenable pour exercer l'activité professionnelle;
- le logement privé compte une pièce particulière pour l'exercice de l'activité professionnelle;
- cette pièce est principalement et régulièrement utilisée pour effectuer une part substantielle de l'activité professionnelle.

Jetons de présence

Art. 13 Les dépenses supportées par les membres d'autorités, de commissions et de conseils d'administration pour assister à des séances sont déductibles dans la mesure prévue par des instructions édictées par le Gouvernement.

Activité accessoire

Art. 14 ¹ Le contribuable peut faire valoir une déduction de 20 pour cent du revenu net de l'activité accessoire, au minimum 800 francs, au maximum 2 400 francs. Ces montants sont adaptés aux forfaits partiels selon l'article 6, alinéa 2.³⁾

² La justification de frais plus élevés est réservée. Les articles 7 à 13 sont applicables par analogie.

Cotisations syndicales

Art. 15 Les cotisations versées à des associations professionnelles sont également déductibles si l'adhésion est en rapport avec l'activité lucrative exercée.

Abrogation

Art. 16 L'ordonnance du 21 février 1989 relative à l'évaluation des frais professionnels liés à une activité lucrative dépendante est abrogée.

Entrée en
vigueur

Art. 17 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

Delémont, le 19 décembre 2000

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Kohler
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 641.11
- 2) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 26 février 2013, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 26 février 2013, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Directives**concernant l'assujettissement des gains accessoires de caractère politique et autres**

du 5 février 2002

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 7 de l'ordonnance du 21 février 1989 relative à l'évaluation des frais professionnels liés à une activité lucrative dépendante¹⁾,

arrête :

Article premier Ces directives sont établies dans la perspective d'une harmonisation et dans le but de renforcer l'égalité de traitement pour l'ensemble des contribuables.

Art. 2 Sont considérés comme gains accessoires au sens de l'article 15 de la loi d'impôt²⁾ :

- a) le salaire et les indemnités (vacations) des membres de l'exécutif communal, bourgeoisial et paroissial;
- b) le salaire et les émoluments perçus par les fonctionnaires fédéraux, cantonaux, communaux, paroissiaux et bourgeoisiaux non permanents;
- c) le montant brut des jetons de présence versés aux députés en raison de leur présence à des séances du Parlement ou de commissions parlementaires;
- d) les rétributions versées aux juges non-permanents et aux membres de commission fédérales, cantonales et de syndicats de communes;
- e) les rétributions versées à leurs membres par les sociétés sportives et culturelles;
- f) les prestations de toute nature touchées dans l'exercice d'une activité publique ou privée.

Art. 3 Les jetons de présence touchés sur le plan fédéral, cantonal, communal, bourgeoisial et paroissial, pour des séances administratives sont entièrement déductibles.

Art. 4 Les déductions suivantes sont autorisées :

- a)⁴⁾ déduction d'un forfait annuel sur le salaire et les vacations de 8 000 francs pour les maires et de 5 000 francs pour les membres d'un exécutif communal, bourgeoisial et paroissial;
- b)³⁾ 25 % du montant brut des jetons de présence versés aux députés selon l'article 2, lettre c;
- c) 75 francs par jour sur les rétributions versées aux juges non-permanents et aux membres de commissions fédérales, cantonales et de syndicats de communes.

Art. 5 Ces directives sont valables pour la période fiscale 2001.

Art. 6 Les présentes directives prennent effet le 1^{er} janvier 2002 et déploient leurs effets pour la première fois à l'égard des taxations fixées pour l'année fiscale 2001 selon le système d'imposition postnumerando.

Art. 7 Les directives du 30 janvier 1990 concernant l'assujettissement des gains accessoires de caractère politique et autres sont abrogées.

Delémont, le 5 février 2002

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Anita Rion
Le chancelier : Sigismond Jacquod

¹⁾ RSJU 641.312.56

²⁾ RSJU 641.11

³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I des directives du 27 avril 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011

⁴⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I des directives du 28 août 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Décret concernant le partage de l'impôt entre les communes jurassiennes

du 22 décembre 1988

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 110 de la loi d'impôt du 26 mai 1988 (LI)^{[1](#)},

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Principe

Article premier ¹ Si un contribuable est lié à plusieurs communes jurassiennes en vertu d'un des rattachements personnels ou économiques mentionnés à l'article 2, chaque commune concernée par un rattachement particulier a droit à la part d'impôt communal correspondante.

² Toute modification de l'assujettissement en raison d'un rattachement personnel ou économique est prise en considération à la fin de l'année fiscale.^{[2](#)}

Terminologie

Art. 1a^{[6](#)} Les termes utilisés dans le présent décret pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Partenariat
enregistré

Art. 1b^{[6](#)} Les règles du présent décret et de sa législation d'application relatives aux personnes mariées, séparées, divorcées ou veuves, s'appliquent aux personnes respectivement liées par un partenariat enregistré, qui suspendent leur vie commune ou dont le partenariat enregistré est dissous judiciairement ou par suite de décès.

Droits d'autres
communes

Art. 2 D'autres communes ont droit à une part d'impôt :

- a) lorsque l'un des époux s'est constitué un domicile séparé sans qu'il y ait suspension de la vie commune au sens de l'article 58a, alinéa 2, de la loi d'impôt;^{[2](#)}
- b) lorsqu'un contribuable séjourne dans une autre commune jurassienne pendant au moins nonante jours par an;

- c) lorsque, à la fin de la période fiscale, ou quand il devient imposable, le contribuable possède dans une autre commune jurassienne des immeubles, forces hydrauliques, exploitations, établissements stables ou parts à de tels objets (art. 8 LI);²⁾
- d) lorsque le contribuable a réalisé des gains ou bénéfices selon l'article 16, alinéa 2, lettre a, ou l'article 87, alinéa 4, lettre a, de la loi d'impôt sur des immeubles, forces hydrauliques ou biens commerciaux sis dans une autre commune jurassienne.

Calcul de la part
d'impôt

Art. 3 La part d'impôt échéant à la commune requérante est calculée conformément à :

- a) la quotité en vigueur dans les communes concernées en cas de domicile séparé des époux ou de possession dans une autre commune jurassienne d'immeubles, de forces hydrauliques, d'exploitations, d'établissements stables ou de parts à de tels objets; l'article 7, alinéa 2^{bis}, est réservé;²⁾
- b) la quotité en vigueur dans la commune de domicile, sauf si elle est supérieure à celle appliquée dans la commune de séjour, en cas de séjour dans une autre commune jurassienne pendant au moins nonante jours.

CHAPITRE II : Rattachement personnel

1. Changement
de domicile

Art. 3a³⁾ ¹ En cas de transfert du domicile à l'intérieur du Canton au regard du droit fiscal, l'assujettissement à raison du rattachement personnel est réalisé pour la période fiscale en cours dans la commune de domicile à la fin de la période fiscale. Toutefois, les prestations en capital au sens de l'article 37 et les gains de loterie au sens de l'article 37a de la loi d'impôt sont imposables dans la commune de domicile du contribuable au moment de leur réalisation.

² En cas de transfert à l'intérieur du Canton du domicile ou de la résidence des personnes physiques imposables selon les articles 118 et 121, alinéa 2, de la loi d'impôt, chaque commune exerce son droit d'imposer proportionnellement à la durée de l'assujettissement.

2. Domicile
séparé des
époux

Art. 4 ¹ Lorsque, à la fin de la période fiscale, chaque époux s'est constitué son propre domicile situé dans des communes jurassiennes différentes, sans être séparé au sens de l'article 58a, alinéa 2, de la loi d'impôt, chaque commune a droit à une part d'impôt correspondante.²⁾

² La part d'impôt de chacune des communes intéressées est déterminée selon les règles du droit fédéral en matière de double imposition.

3. Séjour fiscal
a) Principe

Art. 5 Quand un contribuable réside hors de la commune de son lieu de taxation régulièrement pendant au moins nonante jours par an, la commune du lieu de séjour a droit à une part d'impôt communal.

b) Détermination
de la part d'impôt

Art. 6 La part d'impôt est déterminée selon les règles du droit fédéral régissant la double imposition des personnes en séjour saisonnier proportionnellement à la durée effective du séjour.

CHAPITRE III : Rattachement économique

SECTION 1 : Immeubles, forces hydrauliques, exploitations et établissements stables

Détermination
des parts d'impôt
Principe

Art. 7 ¹ Sous réserve des dispositions contraires du présent décret, les dispositions de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes⁴⁾ et les règles du droit fédéral en matière de double imposition sont applicables par analogie à la détermination des parts d'impôt lorsqu'un contribuable est lié à plusieurs communes jurassiennes en vertu d'un rattachement économique.²⁾

Forces
hydrauliques

² Elles doivent en particulier être appliquées :

Entreprises et
établissements
stables

- a) lorsqu'un contribuable possède hors de la commune du lieu de taxation, comme propriétaire ou comme titulaire de droits de jouissance réels ou personnels économiquement assimilables, des forces hydrauliques non affectées directement à un but commercial;²⁾
- b) lorsqu'un contribuable possède une entreprise s'étendant sur le territoire de plusieurs communes.

Répartition
forfaitaire en
matière
d'immeubles

^{2bis} Lorsqu'un contribuable ne possède hors de la commune du lieu de taxation, comme propriétaire ou comme titulaire de droits de jouissance réels ou personnels économiquement assimilables, que des immeubles non affectés directement à un but commercial, la commune de taxation verse à la commune du lieu de situation une part d'impôt égale à 1,2 ‰ de la valeur officielle de ces immeubles.³⁾

Part de la
commune de
domicile

³ Lorsqu'une entreprise non agricole appartient à une personne physique, un tiers du revenu et de la fortune de l'entreprise est attribué au préalable à la commune de domicile. Cette disposition s'applique aussi aux membres de sociétés en nom collectif, de même qu'aux sociétés simples et successions exploitant une entreprise.

SECTION 2 : Gains ou bénéfices selon l'article 16, alinéa 2, lettre a, et l'article 87, alinéa 4, lettre a, de la loi d'impôt

Détermination de
la part d'impôt

Art. 8 ¹ La part d'impôt relative aux gains ou bénéfices réalisés au sens des articles 16, alinéa 2, lettre a, et 87, alinéa 4, lettre a, de la loi d'impôt, est déterminée conformément aux règles du droit fédéral en matière de double imposition.

² ... [5\)](#)

Attribution
préalable

Art. 9 ¹ En matière de gain au sens de l'article 87, alinéa 4, lettre a, de la loi d'impôt, la commune requérante a droit à une part du montant taxé à titre de revenu, bénéfice ou rendement commercial. Cette part d'impôt correspond au rapport entre le produit réalisé au sens de l'article 98 de la loi d'impôt et les facteurs de capital et de travail de l'entreprise qui sont situés dans le canton du Jura.

² L'article 7, alinéa 3, est applicable par analogie à la commune dans laquelle le contribuable avait son domicile à l'époque de la réalisation du gain ou du bénéfice.

SECTION 3 : Gains immobiliers

Détermination de
la part d'impôt
a) Principe

Art. 10 ¹ Lorsque l'immeuble vendu ou grevé est situé dans plusieurs communes jurassiennes, celles-ci se partagent l'impôt sur les gains immobiliers proportionnellement à la part de la valeur officielle qui leur est dévolue. Pour le surplus, les règles du droit fédéral en matière de double imposition sont applicables par analogie.

b) Imputation des
pertes

² Les pertes à imputer conformément à l'article 100, alinéa 1bis, de la loi d'impôt sont déduites des gains immobiliers taxés dans la même commune; l'excédent éventuel de perte est ensuite déduit des gains immobiliers taxés dans d'autres communes jurassiennes et ce, en proportion de ces gains. [2\)](#)

CHAPITRE IV : Procédure de partage

1. Commune du lieu de taxation des époux

Art. 11 ¹ Lorsque les époux ont chacun leur propre domicile (art. 2, lettre a), la commune du lieu de taxation est celle où les époux étaient taxés lors de la période fiscale précédente, pour autant que l'un d'eux y ait conservé son domicile.

² Lorsque les époux ont quitté leur ancienne commune et qu'ils ont constitué des domiciles séparés situés dans deux communes jurassiennes, la commune du lieu de taxation est celle où se trouve la demeure commune des époux.

³ A défaut de demeure commune, la commune du lieu de taxation est celle avec laquelle les deux conjoints ont les relations les plus étroites.

2. Avis de revendication
a) Principe

Art. 12 ¹ Lorsqu'une commune revendique une part d'impôt pour elle-même ou une de ses sections, elle doit informer la commune du lieu de taxation, par écrit, avec indication des motifs, jusqu'au 31 mai de l'année qui suit l'année fiscale.²⁾

² Le défaut d'avis entraîne la péremption du droit à l'impôt.

b) Exceptions

Art. 13 ¹ L'avis de revendication doit parvenir sous peine de péremption du droit à l'impôt dans les douze mois dès l'expiration de l'année fiscale pendant laquelle un gain ou un bénéfice (art. 2, lettre d) a été taxé. L'avis de revendication de l'article 12, alinéa 1, est également valable pour ces gains ou bénéfices.

² En matière de gains immobiliers, le Bureau des personnes morales et des autres impôts fixe d'office les parts des communes à l'impôt en même temps que la taxation dudit impôt.

³ Dans les cas de répartition forfaitaire d'impôt au sens de l'article 7, alinéa 2^{bis}, le renvoi au Bureau des personnes morales jusqu'au 31 mai de l'année qui suit l'année fiscale par la commune de situation de la liste des contribuables domiciliés dans d'autres communes qui possèdent des immeubles sur son territoire vaut comme avis de revendication au sens de l'article 12, alinéa 1.³⁾

3. Contestation
de la
revendication
a) Principe

Art. 14 ¹ La commune de taxation qui entend contester la prétention annoncée doit en informer la commune intéressée, par lettre recommandée, dans les 30 jours dès la réception de l'avis de revendication. A défaut de contestation dans ce délai, la prétention est réputée acceptée.

b) Répartition
forfaitaire de
l'impôt

² Le Bureau des personnes morales envoie aux communes de taxation la liste définitive des immeubles pour lesquels une répartition forfaitaire d'impôt est revendiquée. Les communes peuvent contester les prétentions annoncées dans un délai de 30 jours dès la réception de la liste, par lettre recommandée adressée à la commune du lieu de situation; à défaut de contestation dans ce délai, les prestations sont réputées acceptées.³⁾

4. Requête en
constatation de
droit²⁾

Art. 15 ¹ Si la commune de taxation conteste la revendication, la commune requérante peut adresser au Bureau des personnes morales une requête en constatation de droit.²⁾

² Cette requête doit parvenir dans les 30 jours dès la notification, par la commune de taxation, du rejet de la prétention de la commune requérante.

5. Voies de droit

Art. 16 La décision du Bureau des personnes morales est sujette à réclamation (art. 157 à 159 LI) puis à recours (art. 160 à 168 LI).²⁾

6. Plan de
répartition
a) Principe

Art. 17 ¹ Lorsque les revendications n'ont pas été contestées ou lorsque la contestation a été écartée suite à une décision exécutoire, le Bureau des personnes morales dresse le plan de répartition sur la base de la taxation définitive pour l'impôt d'Etat et le soumet aux communes concernées ainsi qu'au contribuable.

² En cas de révision (art. 169 LI), de rectification (art. 172 LI) ou de rappel d'impôt (art. 173 LI), ou si des revendications ultérieures sont formulées conformément à l'article 13, alinéa 1, le Bureau des personnes morales dresse, le cas échéant, un nouveau plan de répartition.²⁾

³ Lorsque ni la commune revendiquante ni le contribuable ne requièrent un nouveau plan de répartition, le Bureau des personnes morales peut renoncer à l'établissement d'un tel plan; dans ce cas, les parts proportionnelles d'impôt du dernier plan de répartition sont déterminantes pour le partage; le Bureau des personnes morales communique sans délai la taxation exécutoire aux communes intéressées.²⁾

b) Exception ^{3bis} Dans les cas de répartition forfaitaire d'impôt, le Bureau des personnes morales établit et soumet à chaque commune le décompte des impôts qu'elle doit verser en qualité de commune de taxation et recevoir en qualité de commune de lieu de situation des immeubles.³⁾

⁴ Le Bureau des personnes morales perçoit auprès de la commune revendiquante des émoluments en contrepartie de l'établissement des plans de répartition et des décomptes.²⁾⁷⁾

c) Voies de droit
aa) Plan de répartition²⁾ **Art. 18** ¹ Les communes intéressées et le contribuable peuvent recourir contre le plan de répartition selon les dispositions de la loi d'impôt, qui s'appliquent par analogie.

bb) Décompte ² Dans le cas de répartition forfaitaire d'impôt, le droit de contester le décompte n'appartient qu'aux communes intéressées.³⁾

7. Absence de partage **Art. 19** Aucun partage d'impôt n'est effectué lorsque la part d'impôt calculée d'après les taux unitaires n'atteint pas 50 francs ou, dans les cas de répartition forfaitaire d'impôt, lorsque la valeur officielle de l'immeuble n'atteint pas 90'000 francs.

CHAPITRE V : Calcul et perception des parts d'impôts

Principe **Art. 20** Le Bureau des personnes morales calcule et répartit l'impôt communal sur la base du plan de répartition.

Répartition entre communes
a) Principe³⁾ **Art. 21** ¹ Dès l'entrée en force du plan de répartition, la commune de taxation restitue à la commune requérante sa part d'impôt, calculée sur la base de la quotité en vigueur dans cette dernière commune.

² Les impôts dus qui n'ont pas été restitués dans un délai de trente jours dès l'entrée en force du plan de répartition portent intérêt dès la fin de ce délai.

b) Répartition
forfaitaire de
l'impôt

Art. 21a³⁾ ¹ Dès l'entrée en force du décompte, le Bureau des personnes morales facture aux communes concernées le solde des impôts dont elles sont débitrices sur la base du décompte. Les impôts qui n'ont pas été acquittés dans les 30 jours dès leur facturation portent intérêt dès la fin de ce délai.

² Le Bureau des personnes morales verse le solde des impôts aux communes créancières sur la base du décompte entré en force dans les 30 jours qui suivent l'échéance du délai de paiement des impôts dus par les communes débitrices. Il leur bonifie un intérêt rémunérateur si le versement n'intervient pas dans les 30 jours qui suivent l'échéance du délai de paiement.

Remboursement

Art. 22 ¹ Dès l'entrée en force du plan de répartition, le Bureau des personnes morales doit rembourser au contribuable l'impôt éventuellement perçu en trop.

² S'il y a lieu à remboursement, le Bureau des personnes morales doit, dans les 30 jours dès l'entrée en force du plan de répartition, bonifier au contribuable un intérêt rémunérateur.

Impôt
complémentaire

Art. 23 ¹ Si, après l'entrée en force du plan de répartition, il apparaît que le contribuable doit encore des impôts, le Bureau des personnes morales lui adresse, dans les 30 jours, un décompte d'impôt.

² Les montants d'impôt non payés portent intérêt dès le trente et unième jour qui suit la notification du décompte.²⁾

CHAPITRE VI : Dispositions transitoires et finales²⁾

Disposition
transitoire
Répartition des
revenus
extraordinaires

Art. 23a³⁾ Lorsque le contribuable réalise un revenu extraordinaire au sens de l'article 215a de la loi d'impôt qui doit être partagé entre plusieurs communes, la répartition de l'impôt s'effectue sur la base des quotes-parts déterminées lors du partage de l'année fiscale 2000. Les quotités des communes requérantes ne sont pas prises en compte.

Abrogation

Art. 24 Le décret du 6 décembre 1978 concernant le partage de l'impôt entre les communes jurassiennes est abrogé.

Entrée en
vigueur

Art. 25 ¹ Sous réserve de l'alinéa 2, le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 1989.

² L'article 11 entre en vigueur le 1^{er} janvier 1990. Le domicile de l'époux détermine la commune de taxation jusqu'à cette date.

Delémont, le 22 décembre 1988

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le premier vice-président : Jean-Michel
Conti

Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

¹) RSJU 641.11

²) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 6 décembre 2000, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001

³) Introduit par le ch. I du décret du 6 décembre 2000, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001

⁴) RS 642.14

⁵) Abrogé par le ch. I du décret du 6 décembre 2000, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001

⁶) Introduit par le ch. XXVII de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007 (RSJU 211.2)

⁷) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Décret concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes

du 22 décembre 1988

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 132 de la loi d'impôt du 26 mai 1988 (LI)^{[1\)](#)},

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Autorités

SECTION 1 : Autorités fiscales cantonales

Attributions

Article premier^{[8\)](#)} ¹ Le Service des contributions et ses subdivisions dirigent la taxation et la perception fiscale selon l'organisation fixée aux articles 87 à 94 du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990^{[11\)](#)}.

² Ils sont soumis à la surveillance du Département des Finances ainsi qu'à la haute surveillance du Gouvernement.

Art. 2 à 5^{[9\)](#)}

SECTION 2 : Autorités fiscales communales

Attributions

Art. 6 Le conseil communal, en qualité d'autorité fiscale communale ordinaire, assume les obligations et exerce les droits conférés à la commune en matière fiscale par la loi, un décret ou une ordonnance.

Délégation de
compétences

Art. 7^{[8\)](#)} Le conseil communal peut déléguer au bureau des impôts ou au teneur des registres d'impôts, respectivement au caissier, l'ensemble des travaux relatifs à la taxation, respectivement à la perception fiscale tels que la tenue des registres, la perception des impôts, la revendication de la part d'impôt communal auprès de la commune de taxation ou les préavis en matière de remise d'impôt.

Organisation	<p>Art. 7a¹⁰⁾ ¹ Les communes nomment un teneur des registres d'impôts ou un bureau des impôts avec un responsable à sa tête.</p> <p>² Le teneur des registres d'impôts ou le responsable du bureau des impôts peut transmettre au caissier les données nécessaires à la perception et au recouvrement des impôts.</p>
Surveillance	<p>Art. 7b¹⁰⁾ Le responsable du bureau des impôts, le teneur des registres d'impôts et le caissier sont soumis à la surveillance du chef du dicastère des finances et à la haute surveillance du conseil communal.</p>
Guichet virtuel sécurisé	<p>Art. 7c¹⁰⁾ ¹ Les données nécessaires à la taxation et à la perception fiscale peuvent être mises à disposition des autorités fiscales communales compétentes par le Service des contributions par l'intermédiaire du guichet virtuel sécurisé, en application de la loi du 26 octobre 2011 concernant le guichet virtuel sécurisé¹²⁾.</p> <p>² Les droits d'accès sont définis par le Service des contributions.</p>
Secret	<p>Art. 7d¹⁰⁾ Les membres des autorités fiscales communales sont tenus de garder le secret sur les données parvenues à leur connaissance dans l'exercice de leur fonction.</p>
Commission d'estimation	<p>Art. 8 La commune désigne une commission d'estimation d'au moins trois membres chargée de la rectification des valeurs officielles.</p>
Règlement communal	<p>Art. 9 L'organisation et les attributions des autorités fiscales communales doivent être fixées dans un règlement particulier de la commune.</p>

Art. 10⁹⁾

CHAPITRE II : Taxation

SECTION 1 : Dispositions communes

1. Instruction	<p>Art. 11 ¹ Les autorités chargées de la taxation prennent d'office toutes les mesures nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches.</p>
----------------	--

² Elles peuvent notamment ordonner des auditions, procéder à des expertises et exiger la production de tout document utile.⁸⁾

a) Auditions **Art. 12** Toute audition fait l'objet d'un procès-verbal que signent le représentant de l'autorité et la personne entendue. Si celle-ci refuse de signer, il en est fait mention.

b) Expertises **Art. 13** ¹ Les expertises sont en principe effectuées par les experts du Service des contributions. En présence de circonstances particulières, des experts privés peuvent être mandatés.⁸⁾

² Le contribuable sera avisé à temps de la tenue de l'expertise.⁸⁾

³ Le rapport d'expertise est en principe soumis au contribuable et approuvé ou contesté par lui séance tenante. S'il est établi ultérieurement, il est notifié à l'intéressé qui se prononcera à son sujet dans un délai de vingt jours. Le silence du contribuable équivaut à une approbation.

⁴ L'expertise est gratuite. Sont réservés les cas dans lesquels le contribuable l'a rendue nécessaire par une violation coupable de ses obligations de procédure ou lorsque l'expertise révèle que la déclaration du contribuable était notablement inférieure à la réalité.⁸⁾

c) Inspections⁴⁾ **Art. 14** ¹ Le Service des contributions peut procéder en tout temps à des inspections.⁴⁾⁸⁾

² Les constatations faites au cours de l'inspection sont consignées dans un procès-verbal.

2. Défaillance et insoumission **Art. 15** ¹ Le contribuable qui, de manière fautive, ne donne pas suite aux réquisitions de l'autorité est réputé renoncer à être entendu à leur sujet.

² Il répond des frais qui en résultent.

³ Si l'obligation omise est accomplie ultérieurement, les pièces et moyens de preuve ainsi produits sont pris en considération jusqu'à la décision de taxation.

⁴ Les prescriptions relatives aux infractions demeurent réservées (art. 198 à 212 LI).

3. Information
des employeurs

Art. 16⁸⁾ L'attestation de salaire délivrée par l'employeur doit être établie sur la formule officielle.

SECTION 2 : Personnes physiques

1. Etat des
contribuables

Art. 17 ¹ Le Service des contributions dresse l'état des contribuables et le soumet à la commune pour contrôle.

² Tous les contribuables dont l'assujettissement limité ou illimité n'est pas d'emblée exclu sont portés sur l'état des contribuables.

³ La rentrée des déclarations d'impôt et annexes est mentionnée sur l'état.

2. Déclaration
d'impôt
a) Prolongation
du délai

Art. 18⁸⁾ ¹ Sur demande, le Service des contributions peut prolonger le délai fixé pour la remise de la déclaration d'impôt (art. 154, al. 3, LI).

² Il peut refuser la prolongation de délai en cas d'arrérages d'impôt ou de taxation d'office entrée en force relative à l'année fiscale précédant celle qui fait l'objet de la demande.

b) Déclaration
non remise ou
insuffisante

Art. 19⁸⁾ Lorsque le contribuable ne remet pas sa déclaration dans le délai légal ou lorsqu'il s'avère qu'elle est incomplète, la commune ou le Service des contributions lui fixent un délai de 10 jours pour se conformer à ses obligations. Au besoin, ils lui indiquent les points à compléter et lui réclament les annexes manquantes.

Art. 20⁹⁾

3. Transmission
des dossiers
fiscaux

Art. 21⁸⁾ La commune transmet l'ensemble des dossiers fiscaux au Service des contributions jusqu'au 15 juin.

SECTION 3 : Personnes morales

Etat des
contribuables

Art. 22 ¹ Le Bureau des personnes morales et des autres impôts tient l'état des contribuables assujettis à l'impôt sur le bénéfice et à l'impôt sur le capital (personnes morales); il l'envoie chaque année aux communes qui le contrôlent et le complètent.⁴⁾

² Le Bureau des personnes morales et des autres impôts est chargé de l'envoi et de la réception des déclarations d'impôt concernant les personnes morales.

³ Les articles 17, 18, 19 et 20, alinéa 4, sont applicables par analogie.

SECTION 4 : Gains immobiliers

Déclaration
d'impôt et
taxation

Art. 23 ¹ Le Bureau des personnes morales et des autres impôts adresse les déclarations d'impôt aux contribuables; les articles 18 et 19 sont applicables par analogie.

² Après réception des déclarations d'impôt, le Bureau des personnes morales et des autres impôts procède à la taxation. Il tient compte de l'avis de la commune dans la mesure où elle l'a informé, au préalable, de son intention d'établir un préavis.

³ ... [9\)](#)

SECTION 5 : Procédure de réclamation

1. Réclamation
a) Principe

Art. 24 ⁴⁾ ¹ La réclamation doit être écrite et signée.

² La réclamation déposée contre une décision de taxation déjà motivée peut être considérée comme un recours et transmise à la Commission cantonale des recours si le contribuable et les autres ayants droit y consentent.

³ Le contribuable qui a été taxé d'office peut déposer une réclamation contre cette taxation uniquement pour le motif qu'elle est manifestement inexacte. La réclamation doit être motivée et accompagnée des moyens de preuve.

b) Taxe
immobilière

Art. 25⁴⁾⁵⁾ En matière de taxe immobilière, la réclamation doit être adressée au conseil communal, dans les 30 jours dès la notification du bordereau.

2. Frais

Art. 26¹ La procédure de réclamation est en principe gratuite.

² Toutefois, les frais d'expertise sont mis à la charge du contribuable dont la réclamation est rejetée; en cas d'admission partielle de la réclamation, l'autorité statue par appréciation.

³ Lorsque la taxation est arrêtée d'office, il peut être exigé du contribuable, pour la décision sur réclamation, un émolument conformément à la législation sur les émoluments.⁷⁾

CHAPITRE III : Perception d'impôts cantonaux par la commune

Départ à
l'étranger⁴⁾

Art. 27¹ L'impôt est échu le jour où le contribuable qui entend quitter le pays durablement prend des dispositions en vue de son départ.⁴⁾

² Lorsque la taxation est établie, l'autorité communale compétente calcule les impôts au prorata et les perçoit. Elle verse immédiatement les montants encaissés à la Recette et Administration de district.

³ Si la taxation n'est pas arrêtée, la commune avise sans retard le Service des contributions afin qu'il établisse la taxation.⁸⁾

Remboursement
des acomptes en
cas de départ du
Canton

Art. 27a²⁾ En cas de transfert du domicile au regard du droit fiscal à l'intérieur de la Suisse en cours d'année fiscale, le Service des contributions ne rembourse au contribuable le montant des acomptes payés qu'après la remise par ce dernier d'une attestation selon laquelle il est inscrit au rôle des contribuables du canton d'arrivée.

CHAPITRE IV : Dispositions finales

Abrogation

Art. 28 Le décret du 6 décembre 1978 concernant la taxation pour les impôts directs de l'Etat et des communes est abrogé.

Entrée en
vigueur

Art. 29 Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 1989.

Delémont, le 22 décembre 1988

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le premier vice-président : Jean-Michel Conti
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

- 1) RSJU 641.11
- 2) Introduit par le ch. I du décret du 6 décembre 2000, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001
- 3) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111)
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 6 décembre 2000, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009
- 7) Nouvelle teneur selon l'article 30, alinéa 2, lettre i, du décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 176.21)
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- 9) Abrogé(s) par le ch. I du décret du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- 10) Introduit par le ch. I du décret du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- 11) RSJU 172.111
- 12) RSJU 170.42

Ordonnance sur l'imposition à la source

du 15 décembre 2009

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 37b et 118 et suivants de la loi d'impôt du 26 mai 1988 (LI)¹,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ
d'application

Article premier ¹ La présente ordonnance détermine les modalités de perception de l'impôt à la source conformément aux articles 37b et 118 à 128 LI.

² L'impôt à la source se substitue à l'impôt cantonal, à l'impôt communal, à l'impôt ecclésiastique et à l'impôt fédéral direct perçus selon la procédure ordinaire, sous réserve de l'article 14.

Terminologie

Art. 2 Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Base imposable

Art. 3 La retenue de l'impôt à la source est opérée mensuellement par le débiteur de la prestation imposable au taux applicable à l'ensemble des revenus bruts réalisés durant le mois.

CHAPITRE II : Personnes physiques domiciliées ou en séjour dans le Canton

SECTION 1 : Généralités

Revenus acquis
en compensation

Art. 4 ¹ Sont soumis à l'impôt à la source selon l'article 119, alinéa 2, LI tous les revenus acquis en compensation du revenu de l'activité lucrative résultant du rapport de travail, ainsi que ceux provenant de l'assurance-maladie, de l'assurance-accidents, de l'assurance-invalidité et de l'assurance-chômage. En font partie notamment les allocations journalières, les indemnités, les rentes partielles et les prestations en capital remplaçant des prestations périodiques.

² Sont ainsi imposées à la source selon le barème applicable de l'article 8, alinéa 1 :

- a) les indemnités en capital remplaçant des prestations périodiques, compte tenu des revenus de l'activité lucrative, au taux qui serait applicable si une rente annuelle était versée au lieu de la prestation unique;
- b) les allocations journalières et les autres revenus acquis en compensation versés par l'employeur, avec les revenus de l'activité lucrative;
- c) les allocations journalières et les autres revenus acquis en compensation versés directement par l'assureur à l'assuré, sous réserve de l'alinéa 3.

³ Les indemnités journalières et les autres revenus acquis en compensation versés par l'assureur et qui ne sont pas calculés sur la base du salaire assuré ou qui peuvent être attribués en supplément d'un éventuel revenu de l'activité lucrative sont imposés à la source au même taux que les revenus découlant d'une activité accessoire (art. 8, al. 2).

Autres revenus

Art. 5 Les compléments de salaire, tels que le 13^{ème} mois de salaire, bonus, actions et options de collaborateurs, sont imposables le mois durant lequel ils sont octroyés; le taux de l'impôt est celui correspondant à la totalité de la rémunération de la période concernée, y compris les compléments de salaire.

Revenus
découlant d'une
activité
accessoire

Art. 6 Il y a activité accessoire lorsque la durée du travail hebdomadaire ne dépasse pas 15 heures et que le revenu mensuel brut est inférieur à 2 000 francs.

SECTION 2 : Barèmes et calcul de l'impôt

Autorité
compétente

Art. 7 Le Service des contributions établit les barèmes pour l'impôt à la source d'après les taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (art. 120, al. 1, LI). L'article 8, alinéa 2, de la présente ordonnance et l'article 37b LI demeurent réservés.

Barèmes

Art. 8 ¹ La retenue de l'impôt à la source a lieu sur la base des barèmes relatifs :

- a) aux personnes seules (barème A); aux personnes seules avec des enfants à charge ou des personnes nécessiteuses dont elles assument pour l'essentiel l'entretien (barème A1 à A8);
- b) aux personnes mariées vivant en ménage commun et disposant d'un seul gain (barème B0 à B8);
- c) aux personnes mariées vivant en ménage commun et exerçant chacune une activité lucrative principale en Suisse (barème C);
- d) aux personnes exerçant une activité lucrative accessoire (barème D).

² Le revenu découlant d'une activité accessoire au sens de l'article 6 est imposable au taux global de 9 %.

³ Est déterminante pour la retenue de l'impôt, la situation personnelle et professionnelle au moment de son échéance.

⁴ Au surplus, les articles 38 et 217i, alinéa 3, LI s'appliquent.

Etablissement
des barèmes

Art. 9 ¹ A l'exception du barème D, les barèmes sont établis sur la base des revenus bruts mensuels réalisés par le contribuable.

² Les barèmes prennent en compte la déduction forfaitaire des frais professionnels (art. 24 LI), des primes d'assurances (art. 31, lettres a, c et d, LI) et des charges de famille (art. 34, al. 1, lettres d et h, LI).

³ Lorsque les époux vivant en ménage commun exercent tous deux une activité lucrative, le barème tient compte de la déduction accordée en cas de double gain (art. 32, al. 2, LI).

⁴ Le moment déterminant pour l'établissement des barèmes est arrêté au 31 août.

Rectification de
la taxation

Art. 10 ¹ Sur demande du contribuable, l'autorité fiscale prend en compte les déductions des articles 31, lettres a et b, 32, alinéa 1, et 34, alinéa 1, lettres b, c, d^{bis}, e et f, LI qui ne sont pas comprises dans le barème.

² La demande doit être motivée par écrit et indiquer, le cas échéant, les moyens de preuve.

³ Elle doit parvenir à l'autorité fiscale jusqu'au 31 mars de l'année fiscale suivante, sous peine de forclusion.

Quotités

Art. 11 Les barèmes comprennent, pour le calcul de l'impôt à la source, les quotités suivantes :

- a) impôt cantonal : la quotité arrêtée pour l'année civile qui précède l'année fiscale;
- b) impôt communal : la moyenne pondérée des quotités des communes comprenant des contribuables assujettis à l'impôt à la source; cette moyenne se détermine d'après les quotités d'impôt communales arrêtées pour l'année civile qui précède l'année fiscale;

- c) impôt ecclésiastique : la moyenne pondérée des taux fixés par les paroisses des Eglises reconnues comprenant des contribuables assujettis à l'impôt à la source; cette moyenne se détermine d'après les taux applicables pour l'impôt ecclésiastique arrêtés pour l'année civile qui précède l'année fiscale.

Échéance de l'impôt

Art. 12 ¹ L'impôt est échu au moment du paiement du revenu brut déterminant, de son virement, de son inscription au crédit ou de l'imputation de la prestation imposable.

² Le prélèvement doit être opéré sans tenir compte d'éventuelles contestations ou de saisies de salaire.

SECTION 3 : Passage à l'imposition ordinaire ou à la source

Principe

Art. 13 Lorsqu'au cours de la même période fiscale un revenu est alternativement soumis à l'impôt à la source et imposé selon la procédure de taxation ordinaire, le passage d'une imposition à l'autre a les mêmes effets qu'un début ou une fin d'assujettissement.

Répartition de l'impôt

Art. 14 ¹ Les impôts perçus en cas de taxation ordinaire complémentaire (art. 15), de rémunération étrangère (art. 16), de taxation ordinaire ultérieure (art. 17 et ss) et d'obtention d'un permis d'établissement ou de mariage (art. 20) sont portés au compte ordinaire du contribuable.

² Les quotités au sens des articles 2, alinéa 3, et 106 LI sont applicables.

Taxation ordinaire complémentaire

Art. 15 ¹ Les personnes assujetties à l'impôt à la source sont imposables selon la procédure de taxation ordinaire sur leur revenu et leur fortune qui ne sont pas soumis à l'impôt à la source. L'article 11 LI s'applique par analogie à la détermination du taux de l'impôt.

² Les gains de loterie sont imposables conformément à l'article 37a LI.

³ Pour les revenus mentionnés aux alinéas 1 et 2, les personnes assujetties ont l'obligation de remettre une déclaration d'impôt dans le délai imparti par le Service des contributions.

Taxation ordinaire en cas de rémunération étrangère

Art. 16 Le contribuable qui reçoit des rémunérations d'un débiteur dont le domicile ou le siège est à l'étranger est imposé selon la procédure de taxation ordinaire dans la mesure où ces rémunérations ne sont pas prises en charge par une succursale ou un établissement stable en Suisse.

Taxation
ordinaire
ultérieure
a) Principe

Art. 17 ¹ Si le revenu brut du contribuable ou de son conjoint vivant en ménage commun avec lui excède 120 000 francs par an, une taxation est établie selon la procédure ordinaire pour l'année en cours et les années suivantes, jusqu'à la fin de l'assujettissement à l'impôt à la source. Cette règle reste applicable même lorsque la limite précitée n'est plus atteinte.

² Le Service des contributions peut renoncer à l'imposition à la source et assujettir le contribuable au rôle ordinaire d'impôt si l'imposition à la source engendre une augmentation notable d'impôt par rapport à la taxation ordinaire.

³ En cas de non paiement de l'impôt ordinaire par le contribuable, le Service des contributions peut renoncer à la procédure ordinaire et l'assujettir à nouveau à l'impôt à la source.

⁴ Lorsque la créance fiscale paraît menacée, notamment en raison de la durée de l'engagement du contribuable, le Service des contributions peut exiger du contribuable ou du débiteur de la prestation imposable de fournir des sûretés analogues à celles prévues à l'article 191 LI.

b) Calcul du
revenu et quotité

Art. 18 ¹ En cas de taxation ultérieure, la loi d'impôt s'applique à l'exclusion des dispositions relatives à l'imposition à la source.

² En particulier, les quotités cantonale et communale sont celles arrêtées pour l'année fiscale en cours (art. 2, al. 3, et 106, al. 1, LI).

c) Imputation
de l'impôt à la
source

Art. 19 L'impôt retenu à la source est imputé sans intérêt à l'impôt à percevoir selon la procédure ordinaire.

Permis
d'établissement
et mariage

Art. 20 En cas d'obtention d'un permis d'établissement ou de mariage avec un citoyen suisse ou une personne au bénéfice d'un permis d'établissement, le contribuable assujetti jusqu'ici à l'impôt à la source est imposé selon la procédure ordinaire dès le début du mois suivant.

Divorce ou
séparation

Art. 21 En cas de divorce, de séparation de fait ou de corps d'un époux possédant la nationalité suisse ou un permis d'établissement, le travailleur étranger qui ne possède pas de permis d'établissement est soumis à l'impôt à la source dès le début du mois suivant.

CHAPITRE III : Personnes physiques et morales sans domicile ou séjour en Suisse

Exercice d'une
activité lucrative
dépendante

Art. 22 ¹ Les travailleurs qui, sans être domiciliés ni en séjour en Suisse, y exercent une activité lucrative dépendante pendant de courtes périodes, durant la semaine ou comme travailleurs frontaliers, sont soumis à l'impôt à la source sur le revenu de leur activité, conformément aux dispositions applicables aux travailleurs étrangers domiciliés ou en séjour dans le canton. Les dispositions contraires des conventions de double imposition demeurent réservées.

² Les travailleurs frontaliers franco-suisse sont soumis à l'Accord du 11 avril 1983 entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers²⁾.

³ Les travailleurs domiciliés à l'étranger qui reçoivent un salaire ou d'autres rémunérations d'un employeur ayant son siège ou un établissement stable dans le canton, pour leur activité exercée dans le trafic international à bord d'un bateau, d'un aéronef ou d'un véhicule de transport routier, sont soumis à l'impôt à la source sur ces prestations ainsi que sur les revenus acquis en compensation, conformément aux dispositions applicables aux travailleurs étrangers domiciliés ou en séjour dans le canton.

Artistes, sportifs
et conférenciers

Art. 23 ¹ Les recettes journalières des artistes, sportifs et conférenciers exerçant une activité lucrative dans le canton sont égales aux revenus bruts, y compris l'ensemble des revenus accessoires et des indemnités, déduction faite des frais d'acquisition du revenu directement liés à la manifestation, divisés par le nombre de jours de représentations ou de répétitions.

² Les revenus et les indemnités qui ne sont pas versés aux artistes, sportifs ou conférenciers exerçant une activité lucrative dans le canton, mais au tiers qui a organisé leurs activités sont imposables au même titre que ceux de l'alinéa 1. L'organisateur du spectacle est solidairement responsable du paiement de l'impôt.

³ Les prestations en nature sont évaluées selon les normes en vigueur en matière fiscale.

⁴ Pour les groupes, on calcule la recette journalière moyenne par personne pour fixer le taux de l'impôt si la part de chaque membre n'est pas connue ou difficile à déterminer.

⁵ En lieu et place des frais d'acquisition effectifs, le montant forfaitaire de 20 % des revenus bruts peut être déduit.

⁶ L'impôt n'est pas perçu lorsque les revenus bruts n'atteignent pas au total 300 francs par débiteur de la prestation imposable.³⁾

Administrateur

Art. 24 ¹ Les personnes domiciliées à l'étranger qui sont membres de l'administration ou de la direction :

- a) de personnes morales ayant leur siège ou leur administration effective dans le canton;
- b) d'entreprises étrangères qui ont un établissement stable dans le canton,

sont soumises à l'impôt à la source sur les tantièmes, les jetons de présence, les indemnités fixes et autres rémunérations qui leur sont versés.

² Les revenus imposables des administrateurs sont les revenus bruts, y compris les allocations et les revenus accessoires.

³ L'impôt n'est pas perçu lorsque les revenus bruts imposables acquis au cours de l'année civile sont inférieurs à 300 francs.³⁾

Créanciers
hypothécaires

Art. 25 ¹ Si elles sont domiciliées à l'étranger, les personnes titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur un immeuble sis dans le canton sont soumises à l'impôt à la source sur les intérêts bruts qui leur sont versés.

² L'impôt n'est pas perçu lorsque les revenus bruts imposables acquis au cours de l'année civile sont inférieurs à 300 francs.³⁾

Bénéficiaires de
rentes domiciliés
à l'étranger

Art. 26 ¹ Les rentes versées à des personnes domiciliées à l'étranger au sens de l'article 122, alinéa 1, lettres f et f^{bis}, LI sont soumises à l'impôt à la source.

² Lorsque le droit d'imposer appartient à l'autre Etat contractant, l'impôt à la source n'est pas prélevé si le débiteur de la prestation imposable fournit au Service des contributions une attestation de domicile et une attestation d'imposition de l'intégralité de la prestation versée.

³ Le débiteur de la prestation imposable vérifie que les conditions de la non-imposition dans le Canton sont toujours réunies.

^{3bis} L'impôt n'est pas perçu lorsque les rentes n'atteignent pas 1 000 francs par année civile.³⁾

⁴ Si l'impôt à la source a été prélevé et qu'il doit être remboursé, le remboursement s'effectue sans intérêt.

⁵ Les dispositions contraires des conventions de double imposition demeurent réservées.

Bénéficiaires de
prestations en
capital domiciliés
à l'étranger

Art. 27 ¹ Les prestations en capital visées à l'article 122, alinéa 1, lettres f et f^{bis}, LI sont soumises à l'impôt à la source.

² L'impôt à la source prélevé sera remboursé sans intérêt lorsque le bénéficiaire de la prestation en capital :

- a) en fait la demande dans les trois ans dès l'échéance de la prestation, et
- b) joint à sa demande une attestation de l'autorité fiscale compétente de l'autre Etat contractant, certifiant qu'elle a connaissance du versement.

³ Les dispositions contraires des conventions de double imposition demeurent réservées.

Prestations
versées à un
tiers
intermédiaire

Art. 28 Lorsque la prestation est versée à un tiers au sens des articles 23 à 25, elle est ajoutée à ses propres revenus bruts.

CHAPITRE IV : Obligations des parties

Obligations du
débitur de la
prestation
imposable
a) Devoir
d'information

Art. 29 Le débiteur de la prestation imposable est tenu :

- a) d'annoncer sur la formule officielle T-503 au Service des contributions et à la commune de séjour dans les cinq jours à compter de l'engagement, tout travailleur étranger occupé chez lui à titre principal ou accessoire ainsi que sa forme de rémunération (pourboires, gratifications, rente SUVA, indemnités de caisse-maladie ou autres bonifications spéciales, prestations versées par l'institution de prévoyance de l'entreprise, telles que les indemnités en capital et la restitution des cotisations personnelles, etc.);
- b) de déterminer, avant le paiement de la prestation imposable, l'assujettissement à l'impôt à la source et le barème applicable;
- c) de délivrer à chaque employé la notice pour les travailleurs étrangers;
- d) d'annoncer d'office chaque année au Service des contributions les contribuables relevant de la taxation ordinaire ultérieure.

b) Obligation de perception et de versement de l'impôt à la source

Art. 30 ¹ Le débiteur de la prestation imposable a l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires à une perception correcte de l'impôt, notamment :

- a) de retenir, à l'échéance, l'impôt dû sur les prestations en espèces et sur les autres prestations, notamment sur les revenus en nature et sur les pourboires;
- b) de retenir l'impôt lorsque le contribuable est assujetti dans un autre canton;
- c) de délivrer au contribuable une attestation ou un décompte indiquant le montant de l'impôt retenu;
- d) de procéder à un décompte et à un versement périodique des impôts au Service des contributions.

² Le débiteur de la prestation imposable est responsable du paiement de l'impôt à la source.

³ Le débiteur de la prestation imposable communique au Service des contributions, sur demande, tous les renseignements nécessaires à une perception exacte de l'impôt à la source.

Obligations du sourcier

Art. 31 Le contribuable est tenu de fournir au Service des contributions, à la commune de domicile ainsi qu'au débiteur de la prestation imposable tous les renseignements nécessaires, en particulier ceux concernant sa situation personnelle, ses revenus et sa fortune ainsi que l'activité lucrative exercée par son conjoint.

Perception directe

Art. 32 Lorsque la perception ultérieure auprès du débiteur de la prestation imposable est impossible, l'autorité fiscale perçoit l'impôt dû, sans intérêt, directement auprès du contribuable lorsqu'il n'a pas été prélevé sur la prestation imposable ou l'a été de manière insuffisante.

Obligation de la commune de séjour

Art. 33 ¹ La commune de domicile ou de séjour d'un travailleur étranger imposé à la source annonce sans délai au Service des contributions chaque mutation qui le concerne.

² L'annonce se fait au moyen du formulaire Avis 119 – IAS.

CHAPITRE V : Relations intercantionales

Contribuables domiciliés hors canton

Art. 34 Lorsque le contribuable n'est pas assujetti dans le Canton, le Service des contributions verse les impôts encaissés à l'autorité fiscale compétente.

Débiteurs
domiciliés hors
canton

Art. 35 ¹ L'obligation du débiteur de retenir l'impôt à la source est régie par l'article 127, alinéa 3, LI.

² Le débiteur de la prestation imposable qui a son siège ou son établissement stable hors canton peut retenir l'impôt à la source en appliquant les barèmes de l'article 8 et verser la retenue directement au Service des contributions, si le contribuable est domicilié ou en séjour dans le canton du Jura.

CHAPITRE VI : Procédure

Autorité
compétente

Art. 36 L'application des dispositions relatives à l'impôt à la source incombe au Service des contributions en collaboration avec le débiteur de la prestation imposable et la commune de domicile ou de séjour du contribuable.

Renvoi

Art. 37 En l'absence de règles particulières prévues par la présente ordonnance, les dispositions de la loi d'impôt relatives à la taxation ordinaire s'appliquent par analogie.

CHAPITRE VII : Procédure de perception et de versement de l'impôt

Décompte

Art. 38 ¹ Pour permettre au débiteur de la prestation imposable de satisfaire à ses obligations, le Service des contributions met à sa disposition un formulaire de décompte de l'impôt à la source.

² Le formulaire de décompte doit être retourné au Service des contributions dans le délai de paiement des retenues d'impôt, au sens de l'article 40.

Décisions

Art. 39⁴⁾ ¹ Si le décompte fait l'objet de corrections, le Service des contributions rend une décision de taxation.

² Si l'impôt dû par le débiteur de la prestation imposable n'est pas versé après sommation au Service des contributions, le décompte fait l'objet d'une décision de taxation.

Exigibilité et délai
de paiement

Art. 40 ¹ Les retenues d'impôt prélevées auprès des contribuables mentionnés aux articles 118 et 122, alinéa 1, lettres a, f, f^{bis} et g, LI pour les prestations périodiques de prévoyance, sont exigibles trimestriellement aux 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre. Lorsque les circonstances le justifient, le Service des contributions peut fixer d'autres échéances.

² Les retenues d'impôt prélevées auprès des contribuables mentionnés aux articles 122, alinéa 1, lettres b, c, d, e, f et f^{bis}, LI pour les prestations de prévoyance en capital sont exigibles au jour du versement de la prestation.

³ Le délai de versement au Service des contributions des retenues d'impôt est de dix jours après leur exigibilité. Lorsque les circonstances le justifient, le Service des contributions peut prolonger le délai de paiement.

Intérêts
moratoire et
rémunératoire

Art. 41 ¹ Les impôts dus qui n'ont pas été acquittés à l'expiration du délai de paiement fixé à l'article 40, portent intérêt dès la fin de ce délai.

² Les impôts perçus en trop, à l'exclusion de l'article 44, bénéficient d'un intérêt rémunératoire dès le jour de leur paiement, mais au plus tôt dès l'expiration du délai de paiement fixé par l'article 40.

³ Les taux sont déterminés conformément à l'article 181a LI.

Commission de
perception

Art. 42 ¹ Pour sa collaboration, le débiteur de la prestation imposable reçoit une commission de perception de 3 %.

² Le Service des contributions supprime la commission de perception lorsque :

- a) après rappel, le débiteur de la prestation imposable ne remet par les formulaires de décompte;
- b) le débiteur viole les obligations qui lui incombent en vertu des dispositions légales en matière d'impôt à la source.

Taxation d'office

Art. 43 ¹ Le Service des contributions procède à la taxation d'office (art. 140 LI) avec amende (art. 198 LI) lorsque, à l'échéance du délai de sommation :

- a) le débiteur de la prestation imposable ne remet pas les formulaires de décompte;
- b) lorsque les éléments imposables ne peuvent être déterminés avec toute la précision voulue faute de données suffisantes.

² Au surplus, les articles 139 et 157, alinéa 3, LI s'appliquent.

CHAPITRE VIII : Restitution

Remboursement
de l'impôt

Art. 44 ¹ Si le contribuable conteste son imposition à la source ou prouve dans le cadre de l'article 156b LI que, par suite de l'application d'un barème inadéquat ou d'une application inexacte du barème, le prélèvement à la source des impôts est trop élevé, l'excédent lui sera remboursé, sans intérêt.

² Le droit au remboursement de l'impôt doit être exercé par écrit et motivé auprès de l'autorité fiscale jusqu'au 31 mars de l'année suivante.

³ La procédure est réglée conformément à l'article 156d LI.

Restitution de
l'impôt

Art. 45 ¹ Le contribuable peut demander la restitution d'un impôt qu'il a payé par erreur, qu'il ne devait pas ou ne devait qu'en partie.

² Les montants d'impôts restitués plus de trente jours après leur paiement portent intérêt au taux fixé par le Gouvernement dès la date de leur paiement.

³ La demande en restitution doit être adressée au Service des contributions dans les cinq ans suivant la date du paiement.

⁴ Le rejet de la demande en restitution ouvre les mêmes voies de droit qu'une décision de taxation.

CHAPITRE IX : Procédure simplifiée selon l'art. 37b LI

Droit applicable

Art. 46 Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les règles relatives à l'imposition à la source s'appliquent par analogie à la procédure simplifiée au sens de l'article 37b LI.

Base
d'imposition

Art. 47 L'impôt est prélevé sur la base du salaire brut déclaré par l'employeur à la caisse de compensation AVS.

Paiement de
l'impôt à la
source par
l'employeur

Art. 48 ¹ Les dispositions du règlement du 31 octobre 1947 sur l'assurance-vieillesse et survivants relatives à la procédure simplifiée s'appliquent par analogie au décompte et au versement de l'impôt à la source à la caisse de compensation AVS.

² Si, après sommation de la caisse de compensation AVS, l'employeur ne verse pas l'impôt, celle-ci transmet les informations utiles à l'autorité fiscale du canton dans lequel l'employeur a son siège ou son domicile. Le Service des contributions procède alors à la taxation conformément à la LI.

Versement de
l'impôt à la
source aux
autorités fiscales

Art. 49 Après déduction de la provision à laquelle elle a droit, la caisse de compensation AVS verse les impôts encaissés au Service des contributions du canton dans lequel le travailleur assujetti a son domicile.

CHAPITRE X : Répartition

Attribution

Art. 50 ¹ Les impôts perçus à la source sont attribués aux communes sur la base de la moyenne communale pondérée conformément à l'article 11, lettre b.

² Les impôts perçus à la source sont attribués aux paroisses sur la base de la moyenne paroissiale pondérée conformément à l'article 11, lettre c.

³ Le Service des contributions établit à l'intention de la commune et de la paroisse un décompte de leur part respective.

⁴ La part non réclamée de l'impôt paroissial est dévolue à l'Etat.

Répartition

Art. 51 Le Service des contributions verse trimestriellement la part de l'impôt à la source encaissée revenant à la commune et à la paroisse.

Décompte définitif

Art. 52 ¹ A la fin de l'année fiscale, le Service des contributions procède au bouclage et à une répartition définitive entre les communes et les paroisses. Il bonifie ou réclame les différences.

² Le Service des contributions établit une fois par année le décompte de l'impôt fédéral direct perçu à la source.

CHAPITRE XI : Dispositions transitoires et finales

Dispositions transitoires

Art. 53 Les prestations imposables liées à une activité antérieure à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance sont imposables selon l'ancien droit.

Abrogation

Art. 54 L'ordonnance du 6 décembre 1994 sur l'imposition à la source est abrogée.

Entrée en
vigueur

Art. 55 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Delémont, le 15 décembre 2009

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Probst

Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) RSJU 641.11

2) RSJU 649.751

3) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 26 février 2013, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 26 février 2013, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Loi
sur l'impôt de succession et de donation (LISD)
 (Version en vigueur du 1^{er} janvier 2013 au 31 janvier 2013)

du 13 décembre 2006

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 121 de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ
d'application

Article premier ¹ L'Etat prélève un impôt de succession et de donation lorsque :

- a) le défunt avait son domicile ou son lieu de séjour dans le Canton ou lorsque la succession a été ouverte dans le Canton;
- b) le donateur a son domicile, son lieu de séjour ou son siège dans le Canton au moment de la libéralité;
- c) des immeubles sis dans le Canton ou des droits portant sur ceux-ci sont transmis pour cause de mort ou de donation.

² La souveraineté fiscale jurassienne est limitée par le droit fédéral et les conventions internationales en matière de double imposition.

Impôt de
succession

Art. 2 ¹ La dévolution de biens par succession est soumise à l'impôt de succession.

² Les dévolutions imposables comprennent notamment celles qui sont faites par succession légale ou par disposition pour cause de mort au sens du Code civil suisse²⁾, en particulier l'institution d'héritier, le legs, la donation ou la création d'une fondation pour cause de mort et la substitution fidéicommissaire.

³ A l'acquisition pour cause de mort est assimilée celle par libéralité à titre d'avancement d'hoirie (art. 626 CCS).

Impôt de
donation

Art. 3 ¹ Est imposable à titre de donation toute libéralité de patrimoine volontaire et gratuite, y compris les renonciations à succession (art. 495 CCS), la constitution d'une fondation (art. 80 ss CCS), la remise de dettes faite à titre gratuit, ainsi que les prestations d'assurances susceptibles de rachat qui sont échues du vivant du donateur.

² Un acte juridique à titre onéreux est une donation mixte lorsque la prestation de l'une des parties est en disproportion manifeste et volontaire avec celle de l'autre partie. La donation mixte est soumise à l'impôt pour la différence de valeur existant entre la prestation et la contre-prestation.

³ Les motifs de la donation n'ont aucun effet sur l'imposition.

Naissance de la
créance fiscale

Art. 4 La créance d'impôt naît :

- a) au moment de l'ouverture de la succession, lorsque les biens sont dévolus pour cause de mort;
- b) au moment de l'ouverture de la substitution fidéicommissaire, lorsque les biens sont dévolus à l'appelé;
- c) au moment de l'exécution de la libéralité, lorsque les biens sont dévolus par donation;
- d) lorsque les héritiers présumés ont obtenu l'envoi en possession des biens de l'absent (art. 546 CCS) en cas d'absence;
- e) au moment où la condition se réalise, lorsque la dévolution est soumise à une condition suspensive;
- f) au moment de l'acquisition des biens dans tous les cas.

Terminologie

Art. 5 Les termes de la présente loi désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Dispositions
communes
a) Définition des
immeubles

Art. 6 ¹ Sont réputés immeubles au sens de la présente loi les biens définis à l'article 655 du Code civil suisse²⁾.

b) Définition du
domicile

² Le domicile et le séjour se déterminent conformément à l'article 7 de la loi d'impôt³⁾.

³ Dans le cas de succession d'une personne déclarée absente par l'autorité jurassienne, est réputé dernier domicile de cette personne le siège de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte qui administre ses biens.⁹⁾

CHAPITRE II : Assujettissement à l'impôt

I. Principe

Art. 7 ¹ Est assujettie à l'impôt la personne qui acquiert des biens au sens des articles qui précèdent, à savoir l'héritier légal, institué, grevé ou appelé, le légataire, le donataire ou tout autre ayant droit.

² Si elle décède, ses héritiers lui succèdent dans ses droits et ses obligations.

II. Epoux, partenaires enregistrés, mineurs et personnes au bénéfice d'une mesure de protection⁹⁾

Art. 8 ¹ Chacun des époux ou des partenaires enregistrés est assujetti personnellement à l'impôt.

² Les mineurs, sous autorité parentale ou sous tutelle, ainsi que les personnes au bénéfice d'une curatelle de portée générale ou d'un mandat pour cause d'inaptitude qui participent à une succession ou à une donation sont assujettis personnellement à l'impôt.⁹⁾

III. Substitution fidéicommissaire

Art. 9 ¹ Lorsque l'héritier grevé doit rendre la succession à un héritier appelé, il peut prélever sur les biens à remettre un montant équivalent à l'impôt de succession qu'il a acquitté.

² Si l'héritier grevé est soumis à un impôt plus élevé que l'héritier appelé, ce dernier n'est soumis à aucun impôt.

³ Si l'héritier appelé est soumis à un impôt plus élevé que l'héritier grevé, il est tenu d'acquitter la différence au moment du transfert du patrimoine en sa faveur.

⁴ Les montants d'impôt acquittés par l'héritier grevé ne portent pas intérêt.

IV. Exonérations A. Personnes physiques

Art. 10 Sont exonérés de l'impôt de succession et de donation pour les biens acquis :

- a) le conjoint et le partenaire enregistré du défunt ou du donateur;
- b) les descendants du défunt ou du donateur, l'article 22, alinéa 3, étant réservé.

B. Collectivités publiques et personnes morales a) En général

Art. 11 ¹ Sont exonérées de l'impôt de succession et de donation les collectivités publiques et les personnes morales qui, lors de l'acquisition de biens, remplissent les conditions d'exonération prévues à l'article 69, alinéa 1, de la loi d'impôt^{3) 10)}.

² Les collectivités publiques et les personnes morales sises hors du Canton peuvent, sur production des preuves nécessaires, être exonérées entièrement ou partiellement de l'impôt, lorsque le canton ou l'Etat concerné use de réciprocité par convention.

³ Les décisions au sens du présent article sont de la compétence du Service des contributions.^{[10\)](#)}

b) Sur décision
du Gouverne-
ment

Art. 12 ¹ Le Gouvernement peut, sur demande, accorder un privilège fiscal à tout repreneur d'une entreprise ou d'une partie de celle-ci, lorsque :

- a) l'entreprise sert l'intérêt de l'économie jurassienne;
- b) il s'agit de faciliter le transfert en vue d'une transformation, d'une modification des structures, d'une fusion ou d'une scission d'entreprises dans l'intérêt de l'économie jurassienne.

² Le privilège consiste en une exonération totale ou partielle de l'impôt de succession ou de donation.

³ Si les conditions auxquelles le privilège est subordonné ne sont pas respectées, celui-ci est révocable avec effet rétroactif à la date de l'octroi.

⁴ Les décisions rendues par le Gouvernement, sur la base du présent article, revêtent un caractère politique prépondérant au sens de l'article 162 du Code de procédure administrative^{[6\)](#) [5\)](#)}.

CHAPITRE III : Estimation des biens

I. Principes

Art. 13 ¹ Les biens sont estimés à la valeur vénale au moment de la naissance de la créance fiscale (art. 4). Les articles 14 à 18 sont réservés.

² Il incombe au bénéficiaire d'établir la valeur des biens acquis.

II. Règles
particulières
A. Immeubles

Art. 14 ¹ Les immeubles et les forces hydrauliques sont estimés à la valeur officielle.

² Toutefois, les immeubles agricoles et sylvicoles sont estimés à la valeur de rendement.

B. Titres,
créances et
droits

Art. 15 ¹ Les titres cotés en bourse sont estimés au cours du jour de leur acquisition à titre de succession ou de donation ou du dernier cours connu.

² Les titres non cotés en bourse au cours de l'année fiscale de leur acquisition à titre de succession ou de donation, sont évalués conformément à l'article 45, alinéa 1^{bis}, de la loi d'impôt³⁾.

³ Si la valeur des titres au sens de l'alinéa 2 a varié de plus ou moins 25 % au vu de la valeur fiscale de l'entreprise au moment du décès ou de la donation, les titres sont estimés en tenant compte de cette seconde valeur.

⁴ Les créances et les droits sont évalués par analogie à l'article 45, alinéa 3, de la loi d'impôt³⁾.

C. Prestations
d'assurances

Art. 16 Les prestations découlant de contrats d'assurance sont estimées à la somme d'assurance versée, à défaut à la valeur de rachat.

D. Prestations
périodiques

Art. 17 Lorsqu'il y a constitution, transfert ou renonciation à un droit d'usufruit, à un droit d'habitation ou à une autre prestation périodique, l'évaluation est effectuée selon la valeur capitalisée.

E. Majoration de
l'impôt

Art. 18 Si le paiement de l'impôt est mis par le défunt à la charge de la succession ou si le donateur le prend à sa charge, les dévolutions et les libéralités concernées sont majorées du montant de l'impôt correspondant.

III. Déductions

Art. 19 ¹ Sont déduits des biens acquis :

- a) les dettes du défunt et les dettes mises à la charge du bénéficiaire d'une libéralité entre vifs;
- b) les dettes de la succession;
- c) les legs ou les donations imposés par le défunt.

² Lorsque, dans les autres cas d'acquisition de biens soumis à l'impôt, la valeur des biens se trouve diminuée du fait d'une prestation imposée par le défunt ou le donateur, la somme y relative peut être déduite.

³ La déduction n'a lieu que dans la mesure où les dettes au sens des alinéas 1 et 2 réduisent effectivement la valeur des biens acquis par le bénéficiaire.

⁴ Il incombe au bénéficiaire d'établir les montants des déductions.

⁵ Les engagements pris par le défunt, pour le compte de tiers notamment, à titre de caution, les hypothèques consenties et les gages constitués sur des biens de la succession en garantie de dettes dues par des tiers ne donnent lieu à aucune déduction.

CHAPITRE IV : Calcul de l'impôt

Principe

Art. 20 Le montant de l'impôt est déterminé en multipliant la valeur des biens acquis (art. 13 à 17), moins les déductions (art. 19), par le taux d'imposition de la catégorie de bénéficiaires concernée (art. 22).

Seuil d'imposition

Art. 21 ¹ L'acquisition de biens de moins de 10 000 francs n'est pas imposable.

² Toutefois, les biens que le bénéficiaire a acquis de la même personne durant les cinq années précédant celle du décès ou de la dernière donation sont cumulés. Si le montant cumulé dépasse 10 000 francs, l'ensemble est soumis à l'impôt.

Taux d'imposition

Art. 22 ¹ Le taux d'imposition des successions et donations est le suivant :

1. 7 %, pour les ascendants, les enfants du conjoint, de l'ex-conjoint, du partenaire enregistré, de l'ex-partenaire enregistré, ainsi que leurs descendants, les enfants placés ou confiés;
2. 14 %, pour les frères et sœurs, le conjoint des ascendants, le concubin qui fait ménage commun depuis plus de dix ans avec le défunt ou le donateur, ainsi que pour ses descendants et ceux de l'ex-concubin qui a fait ménage commun durant plus de 10 ans;
3. 21 %, pour les oncles et les tantes, les neveux et les nièces, les cousins et les cousines, les beaux-frères et les belles-soeurs;
4. 35 %, pour les autres parents et les personnes sans parenté avec le défunt ou le donateur.

² Sont des enfants placés ou confiés au sens de l'alinéa 1, chiffre 1, respectivement des descendants de l'ex-concubin au sens de l'alinéa 1, chiffre 2, ceux dont le défunt ou le donateur a pourvu pendant au moins cinq ans à leur entretien et à leur éducation comme s'il s'était agi de leurs descendants.

³ Le taux de l'alinéa 1, chiffre 1, est réduit de moitié pour les descendants du défunt ou du donateur imposé d'après la dépense au sens de l'article 54 de la loi d'impôt³⁾.

CHAPITRE V : Droits et obligations

Droits du
contribuable

Art. 23 Les articles 133 à 137 de la loi d'impôt³⁾ sont applicables par analogie.

Obligation de
collaborer

Art. 24 ¹ La personne qui est assujettie à l'impôt (art. 7 ss) a l'obligation de remettre au Service des contributions une déclaration exacte, complète et signée par le bénéficiaire ou un représentant et d'y joindre toutes les pièces utiles.

² Pour le surplus, les articles 138 alinéas 2, 3 et 5, et 139 de la loi d'impôt³⁾ sont applicables par analogie.

Taxation d'office

Art. 25 ¹ Le contribuable est taxé d'office si, malgré sommation, il n'a pas satisfait à ses obligations (art. 24) ou si ses éléments imposables ne peuvent être déterminés avec toute la précision voulue faute de données suffisantes.

² Dans ce cas, l'autorité procède par une appréciation équitable des pièces au dossier et des circonstances.

Obligation de
signaler

Art. 26 ¹ Toutes les autorités et tous les fonctionnaires du Canton et des communes, ainsi que les notaires qui pratiquent dans le Canton, sont tenus de signaler au Service des contributions, par le Bureau des personnes morales et des autres impôts, dans les 30 jours, les cas soumis à l'impôt dont ils ont connaissance dans l'exercice de leur fonction.

² Le Service de l'état civil et des habitants remet régulièrement au Service des contributions un extrait de son registre des décès.

CHAPITRE VI : Procédure et voies de droit

Déclaration
d'impôt

Art. 27 ¹ En cas de succession, la Recette et administration de district envoie une déclaration de succession à la personne assujettie.

² En cas de donation, la personne assujettie requiert du Service des contributions, par le Bureau des personnes morales et des autres impôts, l'envoi d'une déclaration de donation, dans les 30 jours après acquisition du bien.

³ La déclaration d'impôt, accompagnée de tous les documents utiles, doit être déposée auprès du Service des contributions, par le Bureau des personnes morales et des autres impôts, dans les 30 jours suivant la réception de la déclaration. Une prolongation de délai peut être demandée à la Recette et Administration de district compétente en cas de succession et au Bureau des personnes morales et des autres impôts en cas de donation.

⁴ Lorsqu'une succession échoit à plusieurs héritiers, ceux-ci peuvent déposer une déclaration commune, chacun répondant du dépôt régulier et ponctuel de celle-ci.

Prescription du droit de taxer

Art. 28 ¹ Le droit de procéder à la taxation se prescrit par cinq ans à compter du moment où le contribuable déclare le cas d'imposition à l'autorité (art. 24, al. 1, et 27, al. 3).

² Pour le surplus, la prescription du droit de taxer est régie par l'article 151, alinéas 2 à 4, de la loi d'impôt³⁾.

Voies de droit

Art. 29 Les articles 157 à 175 de la loi d'impôt³⁾ relatifs à la réclamation, aux recours, à la révision, aux erreurs de calcul et de transcription et au rappel d'impôt, ainsi que la législation d'application de ceux-ci, s'appliquent par analogie aux voies de droit contre les décisions rendues en application de la présente loi.

CHAPITRE VII : Perception

Echéance

Art. 30 L'impôt est échu au moment de la notification de la décision de taxation.

Délai de paiement et intérêt moratoire

Art. 31 ¹ L'impôt, l'amende et les frais doivent être acquittés dans les 30 jours dès leur échéance.

² Ils portent intérêt s'ils n'ont pas été acquittés dans le délai de paiement.

³ Le Gouvernement fixe pour chaque année fiscale le taux d'intérêt moratoire conformément à l'article 181a de la loi d'impôt³⁾.

Dation en
paiement

Art. 32 ¹ Moyennant l'accord du contribuable et de l'Etat, l'impôt peut être acquitté au moyen de biens culturels.

² Le Parlement fixe par voie de décret les modalités de la dation en paiement.

Solidarité

Art. 33 ¹ Si une succession ou une donation comporte plusieurs bénéficiaires, ceux-ci sont solidairement responsables du paiement de l'impôt jusqu'à concurrence de leur propre part.

² Si le paiement de l'impôt ne peut pas être obtenu du donataire, le donateur en répond subsidiairement de manière solidaire.

³ Les conventions entre donataires ou toutes dispositions prises par le défunt ou le donateur contraires aux alinéas 1 et 2 n'ont aucun effet sur l'obligation de payer l'impôt, ni sur l'étendue et la répartition de celui-ci.

Prescription du
droit de percevoir

Art. 34 L'article 182 de la loi d'impôt³⁾ s'applique par analogie à la prescription du droit de percevoir l'impôt auprès du bénéficiaire et du donateur (art. 33, al. 2).

Remise d'impôt

Art. 35 Les articles 185 et suivants de la loi d'impôt³⁾ et la législation d'exécution de ceux-ci s'appliquent par analogie en matière de remise de l'impôt de succession ou de donation.

Restitution de
l'impôt

Art. 36 L'article 188 de la loi d'impôt³⁾ s'applique à la restitution de l'impôt de succession ou de donation.

Part des
communes

Art. 37 ¹ La commune municipale ou mixte dans laquelle était domicilié le défunt ou le donateur au moment de la naissance de la créance fiscale (art. 4) reçoit le 20 % du produit de l'impôt de succession et de donation.

² Si le défunt ou le donateur était au bénéfice d'une curatelle de portée générale ou d'une curatelle pour cause d'absence, ladite part revient à la commune du siège de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.⁹⁾

³ Dans le cas de l'article premier, lettre c, lorsque le domicile du défunt ou du donateur se trouve hors du Canton ou hors de Suisse, la part revient à la commune municipale ou mixte du lieu de situation de l'immeuble soumis à l'impôt.

CHAPITRE VIII : Garantie de la créance fiscale

Hypothèque
légale

Art. 38⁷⁾ L'impôt de succession et de donation afférent aux immeubles et aux forces hydrauliques est garanti par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse⁸⁾.

Sûretés,
séquestre et
radiation du
Registre du
commerce

Art. 39 ¹ Aux conditions de l'article 191 de la loi d'impôt³⁾, le Service des contributions peut exiger des sûretés du contribuable afin de garantir la créance fiscale au sens de la présente loi.

² Les articles 191a et 191b de la loi d'impôt³⁾ s'appliquent par analogie.

CHAPITRE IX : Dispositions pénales

a) Infractions de
droit administratif
Violation des
obligations de
procédure

Art. 40 ¹ Est puni de l'amende celui qui, malgré sommation et de manière fautive, ne se conforme pas à une obligation qui lui incombe en vertu de la présente loi ou de ses mesures d'application.

² L'amende s'élève à 1 000 francs au plus, et à 10 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive.

Soustraction
d'impôt et
tentative

Art. 41 ¹ Est puni de l'amende le contribuable qui, intentionnellement ou par négligence, agit de manière qu'une taxation n'ait indûment pu se faire, ou qu'une taxation entrée en force soit incomplète, ou obtient une remise ou une restitution injustifiée d'impôt, ou encore celui qui tente intentionnellement de commettre une soustraction d'impôt.

² En règle générale, l'amende est fixée au montant simple de l'impôt soustrait. Elle peut être réduite jusqu'au tiers en cas de faute légère ou élevée jusqu'au triple en cas de faute grave.

³ Lorsque le contribuable dénonce lui-même l'infraction avant qu'il ait pu prévoir l'ouverture d'une procédure pour soustraction, l'amende est réduite au cinquième de l'impôt soustrait.

⁴ En cas de tentative de soustraction d'impôt, l'amende est fixée aux deux tiers de celle qui aurait été infligée en cas de soustraction consommée.

Instigation et
complicité

Art. 42 ¹ Celui qui incite à une soustraction d'impôt, y prête assistance, la commet intentionnellement en qualité de représentant du contribuable ou y participe est puni d'une amende fixée indépendamment de la peine encourue par le contribuable.

² L'amende est de 10 000 francs au plus, et de 50 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive. En outre, l'autorité fiscale peut exiger de l'instigateur ou du complice le paiement solidaire de l'impôt soustrait.

Dissimulation ou
distraction de
biens
successoraux

Art. 43 ¹ Celui qui, en qualité d'héritier, de représentant des héritiers, d'exécuteur testamentaire ou de tiers, dissimule ou distrait des biens successoraux dont il est tenu d'annoncer l'existence dans la procédure d'apposition des scellés ou d'inventaire, ainsi que dans la procédure d'imposition de la succession, est puni d'une amende de 10 000 francs au plus, et de 50 000 au plus dans les cas graves ou de récidive.

² Les articles 41 et 42 s'appliquent par analogie.

Prescription de la
poursuite pénale

Art. 44 ¹ La poursuite pénale se prescrit :

- a) en cas de violation des obligations de procédure, par deux ans et, en cas de tentative de soustraction d'impôt, par quatre ans à compter de la clôture définitive de la procédure au cours de laquelle l'infraction a été commise;
- b) en cas de soustraction consommée, par dix ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle les libéralités imposables auraient dû être ou ont été déclarées ou au cours de laquelle une remise ou une restitution d'impôt injustifiée a été obtenue;
- c) en cas de dissimulation ou de distraction de biens successoraux au sens de l'article 43, par dix ans après la clôture de l'inventaire, de la procédure de mise sous scellés ou dans les dix ans dès l'entrée en force de la taxation.

² Tout acte de procédure tendant à la poursuite de l'infraction interrompt la prescription; l'interruption de la prescription vaut à l'égard de l'ensemble des participants. Cependant, aucune sanction ne peut plus être prononcée après l'écoulement d'une durée égale au délai de prescription initial augmenté de la moitié.

³ L'article 46 est réservé.

b) Délit
Escroquerie

Art. 45 ¹ Celui qui, dans le but de commettre une soustraction, fait usage de documents faux, falsifiés ou inexacts quant à leur contenu, tels que les testaments, pactes successoraux, actes de donation ou les livres comptables, bilans, comptes de résultats, certificats de salaire et autres attestations de tiers, dans le dessein de tromper l'autorité fiscale, est puni d'une peine privative de liberté de 3 ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

² La répression de la soustraction est réservée.

Prescription en
matière
d'escroquerie

Art. 46 ¹ La poursuite pénale de l'escroquerie à l'impôt se prescrit par dix ans à compter du jour où le délinquant a exercé son activité coupable.

² La prescription est interrompue par tout acte de procédure tendant à la poursuite du délit. L'interruption de la prescription vaut à l'égard de l'ensemble des participants. Aucune peine ne peut cependant plus être prononcée après quinze ans.

c) Renvoi

Art. 47 Pour le surplus, les articles 205, 206 et 212 de la loi d'impôt³⁾ s'appliquent par analogie.

CHAPITRE X : Dispositions d'exécution, transitoires et finales

Dispositions
d'exécution

Art. 48 ¹ Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance l'exécution de la présente loi.

² Il peut conclure des conventions de réciprocité avec d'autres cantons ou Etats.

Dispositions
transitoires

Art. 49 ¹ Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux créances fiscales nées (art. 4) après son entrée en vigueur.

² Les créances fiscales nées avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont régies par l'ancien droit.

Abrogation

Art. 50 La loi du 26 octobre 1978 sur la taxe des successions et donations est abrogée.

Référendum
facultatif

Art. 51 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en
vigueur

Art. 52 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur⁴⁾ de la présente loi.

Delémont, le 13 décembre 2006

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) RSJU 101
- 2) RS 210
- 3) RSJU 641.11
- 4) 1^{er} janvier 2007
- 5) Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
- 6) RSJU 175.1
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. VIII de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2012
- 8) RSJU 211.1
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. XVIII de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Arrêté fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2013

du 27 novembre 2012

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière¹⁾,

vu l'ordonnance du 23 mai 2006 concernant la péréquation financière²⁾,

arrête :

Paramètres
généraux

Article premier Les paramètres généraux sont fixés comme suit :

- | | | |
|--|---|--|
| a) Revenu fiscal harmonisé | : | Selon liste par communes en annexe ³⁾ |
| b) Revenu fiscal harmonisé par habitant | : | Selon liste par commune en annexe ³⁾ |
| c) Revenu fiscal harmonisé moyen par habitant | : | 2'556.51 CHF/habitant (arrondi) |
| d) Indice des ressources | : | Selon liste par commune en annexe ³⁾ |
| e) Indice des ressources de début de zone neutre (x_{n1} ou y_{n1} , si $x_{n1}=y_{n1}$) | : | 90 |
| f) Indice des ressources donnant accès à la dotation minimale (x_{d1}) | : | 64 |
| g) Indice des ressources après dotation minimale (y_{d1}) | : | 80 |
| h) Coefficient progressif d'alimentation | | |
| y_{a1} | : | 0.085 |
| y_{a2} | : | 0.55 |
| x_{a2} | : | 350 |
| x_{a1} | : | 100 |
| i) Coefficient de limitation de la redistribution des prestations | | |
| x_{r1} | : | 1.30 (arrondi) |
| x_{r2} | : | 2.30 (arrondi) |
| y_{r1} | : | 1 |
| y_{r2} | : | 0.75 |
| Q générale moyenne | : | 2.30 (arrondi) |

j) Equation de la droite de réduction
des disparités ($y_d=ax+b$)

a	:	0.3846 (arrondi)
b	:	55.38 (arrondi)

Coefficient de
transfert de la
charge fiscale

Art. 2 En application de l'article 14a de l'ordonnance concernant la péréquation financière²⁾, le coefficient de transfert de la charge fiscale (k_f) est fixé à 1,28071523.

Alimentation et
versements du
fonds de
péréquation
financière

Art. 3 Les versements (alimentation) au fonds de péréquation financière et les prestations du fonds de péréquation financière sont fixés dans le tableau annexé³⁾.

Charges
structurelles
topographiques

Art. 4 En matière de compensation des charges structurelles topographiques, les paramètres sont fixés comme suit :

a) liées à la
surface

Montant $S_{répa}$ à répartir en matière de
charges structurelles topographiques
liées à la surface par habitant :

CHF 150'000

Surfaces par commune S_{com} et par
habitant $S_{com\ hab}$

: Selon tableau en annexe³⁾

Surface moyenne par habitant $S_{com\ hab}$

: 1,19 ha/hab

Coefficient de compensation k_s

: 2

Montants des compensations (par
commune)

: Selon tableau en annexe³⁾

b) de déneige-
ment

Montant $D_{répa}$ à répartir en matière de
charges structurelles topographiques
liées à la charge de déneigement

: CHF 200'000

Points d'altitude des communes

Alt_{com}

: Selon tableau en annexe³⁾

Altitude donnant accès à la
compensation des charges de
déneigement

: 800 mètres

Montants des compensations (par
commune)

: Selon tableau en annexe³⁾

Charges
structurelles des
communes-
centres

Art. 5 En matière de compensation des charges des communes-centres, les paramètres sont fixés comme suit :

a) Charge nette
de commune-
centre

Delémont, montant à compenser : CHF 958'217
Porrentruy, montant à compenser : CHF 232'275

b) Utilisation par
la population

	Communes de la couronne	Autres communes du district
--	----------------------------	--------------------------------

District de Delémont

– Bibliothèque de la Ville	: 25 %	25 %
– Ludothèque	: 30 %	0 %
– Piscines couverte et plein air	: 15 %	15 %

District de Porrentruy

– Bibliothèque municipale	: 25 %	15 %
– Bibliothèque municipale des jeunes	: 25 %	15 %
– Centre de la jeunesse	: 25 %	15 %
– Ludothèque municipale	: 25 %	15 %
– Piscine de plein air	: 25 %	15 %

c) Isochrones

Valeurs des isochrones : – 10 minutes
– 15 minutes
– 20 minutes

d) Répartition
pour le district
de Delémont

District de Delémont

– Communes de la couronne	: Courrendlin, Courroux, Courtételle, Develier, Rossemaison et Soyhières.
– Isochrone 10 minutes	: Haute-Sorne, Val-Terbi, Châtillon, Mettembert.
– Isochrone 15 minutes	: Boécourt, Bourrignon, Corban, Courchapoix, Ederswiler, Mervelier, Movelier, Pleigne, Rebeuvelier, Vellerat.
– Isochrone 20 minutes	: Saulcy.

e) Répartition
pour le district
de Porrentruy

District de Porrentruy

– Communes de la couronne	: Alle, Bure, Coeuve, Courchavon, Courgenay, Courtedoux et Fontenais.
– Isochrone 10 minutes	: La Baroche, Cornol, Damphreux, Haute-Ajoie, Lugnez et Vendlincourt.

- Isochrone 15 minutes : Basse-Allaine, Beurnevésin, Boncourt, Bonfol, Fahy, Grandfontaine et Rocourt.
- Isochrone 20 minutes : Clos du Doubs.

f) Compensations

Montants des compensations : Selon tableau en annexe³⁾

Prestations du fonds de soutien stratégique

Art. 6 Les versements du fonds de soutien stratégique à titre de soutien financier conditionnel sont fixés dans le tableau annexé³⁾.

Abrogation

Art. 7 L'arrêté du Gouvernement du 6 décembre 2011 fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2012 est abrogé.

Entrée en vigueur

Art. 8 Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Delémont, le 27 novembre 2012

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

¹⁾ RSJU 651

²⁾ RSJU 651.11

³⁾ Cette annexe n'est pas publiée dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elle se trouve dans le Journal officiel 2012, n° 44, p. 907-908

TABLE DES MATIERES

7	Constructions, travaux publics, énergie, transports et communications
70	<i>Constructions et aménagement du territoire</i>
701	<i>Constructions</i>
701.1	Loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire
701.11	Ordonnance du 3 juillet 1990 sur les constructions et l'aménagement du territoire
701.12	Ordonnance du 21 février 2012 concernant la cellule administrative responsable de la procédure accélérée en matière de permis de construire dans les zones d'activités d'intérêt cantonal
701.251	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la réclame extérieure et sur la voie publique
701.31	Décret du 11 décembre 1992 concernant le règlement-norme sur les constructions
701.51	Décret du 11 décembre 1992 concernant le permis de construire
701.511	Décision du 6 décembre 1978 portant délégation de compétences du Service de l'aménagement du territoire en vertu de l'article 47 de la loi sur les constructions
701.71	Décret du 11 décembre 1992 concernant les contributions des propriétaires fonciers
701.81	Décret du 11 décembre 1992 concernant le remembrement de terrains à bâtir
702	<i>Aménagement du territoire</i>
702.1	Arrêté du Parlement du 22 mai 2002 fixant les principes directeurs et les objectifs d'aménagement du territoire applicables à la révision du plan directeur
702.2	Ordonnance du 11 mai 2004 instituant la commission du développement durable
702.21	Arrêté du Gouvernement du 30 juin 2009 instituant le prix du développement durable
702.611	Décret du 6 décembre 1978 concernant la contribution de l'Etat aux frais d'aménagement local et régional et aux frais de viabilité des terrains à bâtir, ainsi que concernant le fonds de planification (Décret concernant le financement de l'aménagement)
71	<i>Expropriation</i>
711	Loi du 26 octobre 1978 sur l'expropriation

712.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 20 juin sur l'expropriation

72 Travaux publics

721 Dispositions générales

721.23 Arrêté du 6 décembre 1978 concernant la fixation du début des travaux des constructions cantonales et de l'échéance des subventions de l'Etat

721.91 Arrêté du Gouvernement du 5 juillet 1995 relatif à la convention de réciprocité sur l'adjudication de travaux et de fournitures pour les constructions réalisées par les administrations cantonales

722 Routes et autres voies de transport et communication

722.11 Loi du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes
722.112.1 Ordonnance du 26 février 1985 portant délégation de compétences au chef du Service des ponts et chaussées en matière de police de construction des routes

722.123.31 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les routes d'approvisionnement à maintenir constamment ouvertes aux transports exceptionnels

722.123.42 Décret du 6 décembre 1978 sur le calcul des subventions cantonales aux frais de construction des routes communales

722.181 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 8 mars 1960 sur les routes nationales

722.191 Loi du 3 septembre 1981 sur le principe de la construction d'une route nationale de deuxième classe reliant Boncourt à Choindex (Transjurane)

722.31 Loi du 21 décembre 1994 sur les itinéraires cyclables

722.41 Loi du 13 novembre 1991 portant application de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre

73 Energie

730 Dispositions générales

730.1 Loi du 24 novembre 1988 sur l'énergie

730.11 Ordonnance du 24 août 1993 visant une utilisation économe et rationnelle de l'énergie (Ordonnance sur l'énergie)

731 Energie électrique

731.31 Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à l'exécution de la loi fédérale du 24 juin 1902 concernant les installations électriques à faible et à fort courant

732	<i>Energie nucléaire</i>
732.1	Loi de procédure sur la consultation du peuple en matière d'installations atomiques du 30 juin 1983
74	<i>Transports et communications</i>
741	<i>Circulation routière</i>
741.11	Loi du 26 octobre 1978 sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers et des bateaux
741.151	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la police des routes et la signalisation routière
741.161	Ordonnance du 24 mars 2009 concernant l'attribution de numéros d'immatriculation particuliers
741.171	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'utilisation de véhicules automobiles hors de la voie publique
741.191	Ordonnance du 30 novembre 1982 portant délégation des compétences du Département des Finances et de la Police au chef de l'Office des véhicules pour autoriser les manifestations sportives sur la voie publique et la circulation hors de la voie publique
741.25	Ordonnance du 7 avril 1998 concernant les entreprises de dépannage routier
741.371	Règlement du 6 décembre 1978 concernant l'exercice de la profession de maître de conduite
741.41	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la circulation des cycles
741.42	Décret du 19 juin 1991 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles et de cyclomoteurs
741.421	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles
741.611	Décret du 6 décembre 1978 sur l'imposition des véhicules routiers
741.611.01	Arrêté du Gouvernement du 17 décembre 1997 portant indexation de la taxe sur les véhicules
741.611.02	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 2004 portant indexation de la taxe sur les véhicules
741.611.1	Ordonnance du 13 décembre 1994 concernant la réduction de la taxe sur les véhicules en faveur des handicapés
742	<i>Chemins de fer</i>
742.21	Loi du 20 octobre 2010 sur les transports publics
742.91	Loi du 14 décembre 1990 concernant la consultation populaire sur le principe de la construction d'une deuxième ligne de chemin de fer entre Glovelier et Delémont indépendante de la voie CFF existante
742.92	Arrêté du Parlement du 15 décembre 2000 portant création de la communauté tarifaire jurassienne (CTju)

743	<i>Installations de transport par câbles et skilifts</i>
743.22	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive au concordat du 15 octobre 1951 concernant les installations de transport par câbles et skilifts sans concession fédérale
744	<i>Entreprises de transport par automobiles</i>
744.12	Ordonnance du 5 mai 1998 concernant l'octroi d'autorisations cantonales de transport par automobiles
746	<i>Installations de transport par conduites</i>
746.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les installations de transport par conduites de combustibles ou carburants liquides ou gazeux, installations sous surveillance cantonale
747	<i>Navigation</i>
747.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exécution de l'article 62 de la loi fédérale du 28 septembre 1923 sur le registre des bateaux
747.201	Ordonnance du 16 mars 2010 sur la navigation
747.21	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive au règlement du 6 mai 1960 concernant la police de la navigation
748	<i>Aviation</i>
748.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à la loi fédérale du 21 décembre 1948 sur la navigation aérienne
75	<i>Eaux</i>
751	<i>Police des eaux</i>
751.11	Loi du 26 octobre 1978 concernant l'entretien et la correction des eaux
751.111	Ordonnance du 6 décembre 1978 déterminant les eaux du domaine public et les eaux privées placées sous la surveillance de l'Etat
751.121	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant les corporations de digues; examen du compte annuel
751.151	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'amarrage de bateaux, radeaux, etc., sur les cours d'eau du domaine public et privé

752	<i>Economie hydraulique</i>
752.321	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les installations d'alimentation en eau potable
752.41	Loi du 26 octobre 1978 sur l'utilisation des eaux
752.411	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 26 octobre 1978 sur l'utilisation des eaux
752.421	Décret du 6 décembre 1978 concernant l'octroi de concessions de force hydraulique, de pompes hydrothermiques et de droits d'eau d'usage
752.461	Décret du 6 décembre 1978 sur les redevances et les émoluments dus pour l'utilisation des eaux
752.511	Arrêté du 6 décembre 1978 portant interdiction d'utiliser le tritium pour les analyses hydrologiques

Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)

du 25 juin 1987

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu la loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT)¹⁾,

vu l'ordonnance fédérale du 28 juin 2000 sur l'aménagement du territoire (OAT)^{23), 24)},

vu les articles 45, 46 et 48 de la Constitution cantonale²⁾,

arrête :

TITRE PREMIER : Droit public en matière de construction

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

1. Obligation

Article premier ¹ Un permis de construire est requis pour toute construction, installation ou mesure qui tombe sous le coup de la législation sur les constructions, en particulier :

- a) la construction, la transformation importante et la démolition de bâtiments, de parties de bâtiments et de toute autre installation;
- b) la création et l'extension de terrains de camping, de lieux de décharge et de lieux d'extraction de matériaux à moins que toutes les conditions aient été définies précisément par le plan spécial;³⁾
- c) les modifications importantes apportées à un terrain.

² Aucune construction, installation ou mesure soumise à autorisation ne peut être entreprise avant que l'autorité compétente ait accordé un permis de construire entré en force ou ait provisoirement autorisé le début des travaux.

2. Conditions générales d'octroi

Art. 2 Le permis de construire est accordé :

- a) si le projet est conforme aux prescriptions de droit public;
- b) s'il n'est pas contraire à l'ordre public et
- c) pour autant qu'il n'existe pas d'obstacles quant à la planification au sens des articles 20 et 21.

CHAPITRE II : Prescriptions cantonales en matière de construction

1. Zones dangereuses

Art. 3 ¹ Aucun bâtiment ne peut être construit dans les lieux où la vie et la propriété sont, d'expérience ou de manière prévisible, menacées par des chutes de pierres, des glissements de terrain, des éboulements, des inondations et autres dangers naturels.

² Demeure réservée, pour le propriétaire foncier, la possibilité d'établir que le danger qui menace le terrain à bâtir et la voie d'accès a été écarté par des mesures de sécurité.

2. Equipement technique

Art. 4 ¹ L'équipement du terrain à bâtir (voies d'accès suffisantes, adduction d'eau et approvisionnement en énergie, évacuation et épuration des eaux usées, évacuation ou infiltration des eaux météoriques, drainages) doit être assuré pour la date à laquelle le bâtiment ou l'installation seront achevés ou, s'il le faut, avant même que les travaux aient commencé.

² Les équipements doivent être harmonisés et, si besoin est, établis en commun; ils le seront par le biais du permis de construire (équipement privé) ou, en règle générale, par un plan spécial.

³ Est suffisante une voie d'accès publique ou privée qui, par sa construction et son aménagement, satisfait à l'utilisation prévisible et, pour autant qu'elle traverse la propriété d'autrui, est juridiquement assurée; demeure réservé l'article 72 de la loi sur la construction et l'entretien des routes⁴ ("Accès privés").

⁴ Le Gouvernement définit la notion d'équipement suffisant et fixe les conditions permettant de modérer la circulation sur certaines routes dans les quartiers d'habitation et commerciaux.

3. Protection des sites

Art. 5 ¹ Les constructions, installations et panneaux publicitaires doivent s'intégrer dans le paysage et les sites; le cas échéant, des conditions et charges peuvent être imposées, ou la modification du projet exigée, dans le cadre de la procédure d'octroi du permis⁵

² Font l'objet d'une attention particulière :

- a) les paysages, l'aspect typique des lieux bâtis et des rues, les bâtiments, installations et points de vue d'une beauté ou d'un caractère particulier;

- b) les monuments historiques et leur environnement, ainsi que les sites archéologiques;
- c) les cours d'eau, les plans d'eau et les zones humides ainsi que les abords;
- d) les stations botaniques et l'habitat des animaux;
- e) les groupes d'arbres, haies et bosquets qui sont caractéristiques d'un paysage ou d'un milieu bâti;
- f) les vergers, pâturages maigres et terrains secs.

³ La législation spéciale s'applique aux objets portés aux inventaires de la Confédération ou du Canton.

4. Distances
a) par rapport
aux routes
publiques

Art. 6 ¹ Les distances à une route publique sont celles que prescrit la loi sur la construction et l'entretien des routes, à moins que des prescriptions communales n'en disposent autrement.

² Les communes peuvent, dans leur réglementation :

- a) ramener la limite de construction jusqu'à la limite de la route;
- b) fixer une distance inférieure le long de tronçons déterminés;
- c) prescrire la construction à la limite de la route, à l'intérieur de territoires délimités avec précision, notamment dans les vieux quartiers.

b) par rapport
aux eaux

Art. 7 ¹ En application des règles de la police des eaux, le Département de l'Environnement et de l'Équipement (dénommé ci-après : "Département") fixe de cas en cas les distances à observer par rapport aux eaux publiques ou placées sous la surveillance de l'Etat, à moins que des prescriptions communales ne fixent des distances générales suffisantes.

² La distance est mesurée à partir du bord supérieur de la berge; le Département tranche en cas de doute.

c) autres lois
réservées

Art. 8 Sont réservées les distances prescrites par des lois fédérales ou d'autres lois cantonales, en particulier les distances par rapport aux voies ferrées, aux routes nationales et aux forêts.

d) limites
politiques

Art. 9 ¹ Les nouvelles constructions ne doivent pas toucher les frontières nationales ou cantonales.

² Elles entraînent un ajustement des limites communales dans la mesure où elles les chevauchent.

5. Ordre des constructions, forme architecturale

Art. 10 ¹ L'ordre des constructions, l'orientation, les dimensions, la densité et la forme architecturale sont régis par les prescriptions communales.

² L'usage local s'applique lorsque les prescriptions communales ne contiennent aucune précision à cet égard.

6. Aménagements extérieurs

Art. 11 ¹ Les aménagements extérieurs des bâtiments et installations doivent être réalisés de telle sorte qu'ils s'intègrent dans le paysage et dans le milieu bâti, tout en répondant aux besoins des utilisateurs.⁵¹

² Dans leur règlement, les communes peuvent en particulier :

- a) imposer la plantation, la conservation et l'entretien d'arbres;
- b) prescrire une proportion suffisante d'espaces verts;
- c) limiter les mouvements de terres;
- d) prescrire la nature des murs, clôtures et barrières.

7. Places de stationnement

Art. 12 ¹ Lors de la construction, de l'agrandissement ou du changement d'affectation d'un bâtiment ou d'une installation, des places de stationnement en nombre suffisant doivent être aménagées sur la même parcelle ou dans le voisinage.

² Lorsque les circonstances le justifient, des installations de stationnement pour bicyclettes et cyclomoteurs doivent être prévues en nombre suffisant.

³ L'accès, l'emplacement, les dimensions et l'aménagement des places de stationnement sont fixés en fonction des impératifs du trafic, de la protection de l'environnement bâti ainsi que de la sauvegarde du site et du paysage.

⁴ Dans leur règlement, les communes peuvent notamment :

- a) ordonner, pour un secteur déterminé, soit la création d'installations collectives de stationnement, soit la participation à la construction et à l'utilisation de celles-ci;
- b) réglementer l'obligation de verser la contribution de remplacement qu'entraîne, pour le maître de l'ouvrage, la libération de l'obligation d'aménager des places de stationnement;
- c) limiter ou interdire l'aménagement de places de stationnement dans les secteurs où la circulation doit être réduite ou interdite.

8. Espaces de détente³⁾

Art. 13³⁾ ¹ Lors de la construction d'ensembles d'habitations, des espaces de détente sont aménagés par le maître de l'ouvrage.

² Lorsqu'elles aménagent des espaces de détente, les communes peuvent demander des contributions aux propriétaires fonciers en proportion des avantages que ceux-ci en retirent.

9. Sécurité, hygiène et entretien

Art. 14 ¹ Toutes les constructions et installations doivent être édifiées et entretenues de façon à ne mettre en danger ni les personnes ni les choses; elles doivent satisfaire aux prescriptions des polices sanitaire, du feu, de l'industrie et du travail.

² Les objets dignes de protection doivent être entretenus de manière à garantir la sauvegarde du patrimoine.

10. Barrières architecturales

Art. 15 ¹ Lorsqu'ils sont nouveaux, les bâtiments et installations ouverts au public, les logements pour personnes âgées, les ensembles d'habitations, les voies et installations seront conçus aussi en fonction des besoins des handicapés.

² Les besoins des handicapés sont notamment pris en compte par l'application des mesures suivantes :

- a) l'accès menant de la rue aux locaux ouverts au public doit être praticable en fauteuil roulant;
- b) les bâtiments de quatre étages et plus doivent être équipés d'un ascenseur ayant des dimensions adaptées aux fauteuils roulants;
- c) la conception architecturale des parties de bâtiments destinées au public doit tenir compte des handicapés;
- d) des places de stationnement pour véhicules à moteur des handicapés doivent être réservées et signalées.

³ Le Département peut exiger des aménagements simples et peu onéreux dans les immeubles existants, à l'effet d'en faciliter l'accès aux handicapés.

11. Immissions

Art. 16 Constructions et installations ne doivent pas provoquer, pour le voisinage, des immissions contraires à l'affectation de la zone.

CHAPITRE III : Procédure d'octroi du permis de construire

1. Dépôt de la demande

Art. 17 ¹ La demande d'un permis sera adressée au conseil communal; elle sera établie sur formule officielle et accompagnée du plan de situation, des plans, des documents éventuellement exigés ainsi que, le cas échéant, des motifs de dérogation.

² Les documents énumérés à l'alinéa 1 seront conformes, dans la présentation, le contenu et le nombre, aux dispositions du décret concernant le permis de construire.

2. Examen de la demande
a) en général³⁴⁾

Art. 18²⁵⁾ ¹ A réception de la demande de permis de construire, l'autorité communale examine si la requête est complète, la fait au besoin compléter et, si elle n'est pas elle-même compétente pour délivrer le permis, transmet le dossier à la Section des permis de construire.

² La Section des permis de construire ou, le cas échéant, l'autorité communale compétente pour délivrer le permis procède immédiatement à l'examen sommaire du dossier. Elle retourne au requérant les requêtes incomplètes ou contraires aux prescriptions en l'invitant à y apporter les compléments et corrections nécessaires.

³ Lorsque la Section des permis de construire est compétente et que le dossier est complet, elle en transmet, dans les 10 jours, un exemplaire à l'autorité communale afin qu'elle procède à la publication de la demande (art. 19 LCAT). La publication a lieu sans délai, après que les profils éventuellement exigés auront été posés.

⁴ Lorsqu'elle n'est pas compétente pour délivrer le permis, l'autorité communale transmet le dossier à la Section des permis de construire dans les 10 jours qui suivent l'échéance du délai d'opposition, avec son rapport et ses propositions.

b) dans les zones d'activités d'intérêt cantonal

Art. 18a³⁵⁾ L'examen des demandes de permis de construire dans les zones d'activités d'intérêt cantonal est accéléré selon les modalités définies par le Gouvernement.

3. Publication; opposition

Art. 19 ¹ Les demandes de permis et de dérogation doivent être publiées conformément aux dispositions du décret concernant le permis de construire ou communiquées aux personnes directement intéressées; le droit d'opposition sera mentionné.

² Ont qualité pour faire opposition :

- a) les particuliers dont des intérêts dignes de protection seraient touchés par la construction projetée;
- b) les organisations privées qui, d'après leurs statuts, ont pour mission essentielle et permanente de veiller aux intérêts protégés par la présente loi, plus particulièrement les sociétés de protection de la nature et du patrimoine;
- c) les autorités communales, les associations de communes et l'Etat, dans le cadre de la sauvegarde des intérêts publics qui leur sont confiés.

³ L'opposition, écrite et motivée, sera déposée auprès de l'autorité communale compétente.

4. Droit applicable
a) Règles

Art. 20 ¹ La décision concernant les demandes de permis sera prise conformément au droit en vigueur au moment où elles ont été présentées.

² Sont réservées les dispositions ci-après :

- a) seront renvoyés les projets qui, au moment de la demande, sont contraires à des prescriptions communales en matière de construction faisant l'objet d'un dépôt public; est applicable l'article 21, alinéa 2, lettres c et d;
- b) conformément aux dispositions de la loi sur la construction et l'entretien des routes concernant les plans de routes, les plans spéciaux cantonaux prennent effet dès le dépôt public;
- c) si une demande a été présentée compte tenu de nouvelles prescriptions prévues, la décision sera prise en vertu de celles-ci, une fois qu'elles auront été approuvées.

b) Prescriptions insuffisantes

Art. 21 ¹ Si une demande de permis concerne un bien-fonds pour lequel il n'existe pas de prescriptions, ou que des prescriptions insuffisantes, et si la construction porte atteinte à des intérêts publics importants, en particulier à l'aménagement local, l'autorité communale compétente peut suspendre la procédure en formant opposition.

² Il y a lieu d'appliquer dès lors les dispositions suivantes :

- a) dans les trois mois qui suivent l'échec de la conciliation, la commune déposera publiquement les prescriptions utiles ou déclarera zone réservée (art. 75) le terrain qui a fait l'objet de son opposition; en présence de motifs importants, l'autorité qui délivre le permis peut prolonger ce délai de trois mois au plus;

- b) pour l'élaboration d'un plan d'aménagement local, ou si l'importance du projet l'exige, le Service de l'aménagement du territoire peut, à titre exceptionnel, prolonger ce délai d'un an au plus;
- c) la commune adopte ensuite les nouvelles prescriptions et les soumet pour approbation au Service de l'aménagement du territoire; à la demande du requérant, le Service de l'aménagement du territoire peut impartir à la commune un délai convenable à cet effet;
- d) si la commune n'observe pas les délais, ou que les nouvelles prescriptions ne sont pas approuvées, la décision concernant la demande de permis sera prise en vertu du droit en vigueur.

³ Le Département peut former opposition en vue de sauvegarder les intérêts importants de l'aménagement cantonal; l'alinéa 2 est applicable par analogie.

5. ⁶⁾ Coordination
a) en général ³⁴⁾

Art. 21a ⁷⁾²⁵⁾ ¹ Une fois le dossier complet et sans attendre la publication, l'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire recueille les autorisations spéciales et les préavis relatifs au projet auprès des autorités concernées par la procédure. Celles-ci se prononcent dans les 30 jours.

² Elle s'assure que les autorisations spéciales et les préavis sont coordonnés.

³ Si les autorités concernées émettent des avis contradictoires ou si l'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire est elle-même en désaccord avec les avis exprimés, cette dernière provoque un réexamen des autorisations et des préavis en cause.

b) dans les
zones d'activités
d'intérêt cantonal

Art. 21b ³⁵⁾ ¹ Les données relatives à la décision unique portant sur la demande de permis de construire selon l'article 22 sont coordonnées au sein d'une cellule administrative réunissant les autorités concernées, sous la direction de la Section des permis de construire.

² Si la demande de permis concerne un projet qui se situe sur le territoire d'une commune disposant de la compétence d'octroyer le permis, cette dernière est intégrée à la cellule.

³ Les autorités concernées sont tenues de collaborer dans les délais impartis et selon les modalités définies par le Gouvernement.

6. Décision;
opposition³⁾

Art. 22³⁾ ¹ Après avoir procédé à une pesée globale des intérêts en cause, l'autorité compétente pour délivrer le permis rend une décision unique portant sur la demande de permis et incluant les autorisations spéciales et les dérogations éventuelles. Le cas échéant, elle statue sur les oppositions.²⁵⁾

^{1bis} Cette décision doit être prise dans les 30 jours qui suivent la réception définitive du dossier, de toutes les autorisations spéciales et de tous les préavis requis. Le délai est de trois mois lorsque l'autorité doit statuer sur des oppositions.²⁶⁾

^{1ter} Dans les zones d'activités d'intérêt cantonal, cette décision intervient dès la fin du dépôt public de la demande. Le délai est de deux mois lorsque l'autorité doit statuer sur des oppositions.³⁵⁾

² Seule cette décision peut faire l'objet d'une opposition conformément aux articles 94 et suivants du Code de procédure administrative⁸⁾.

³ La voie de l'opposition n'est cependant ouverte que lorsque le projet n'a pas donné lieu à des oppositions au sens de l'article 19 ou lorsque celles-ci ont toutes été retirées au moment où l'autorité a statué.

7. Recours

Art. 23 ¹ Si l'opposition est rejetée selon l'article 22, alinéa 2, ou lorsque la voie de l'opposition n'a pas été ouverte sur la base de cette disposition, la décision peut être portée, par voie de recours, directement devant le juge administratif.

² Ont qualité pour recourir devant le juge administratif le requérant, les opposants et l'autorité communale compétente dont l'avis n'a pas été suivi par l'autorité qui a délivré le permis.

³ Le juge administratif et la Cour administrative peuvent également revoir l'opportunité de la décision.

8. Révocation
d'un permis

Art. 24 ¹ Un permis délivré contrairement aux prescriptions de droit public peut, si l'intérêt public l'exige, être révoqué par l'autorité qui l'a accordé; le Département peut en ordonner la révocation, après avoir entendu ladite autorité.

² Si les travaux de construction ont déjà commencé, la révocation n'est admise que :

- a) si des intérêts publics impérieux l'exigent; demeure réservé le dédommagement du propriétaire, les dispositions concernant l'expropriation matérielle étant applicables par analogie (art. 102 et suivants);
- b) si le requérant a obtenu le permis en induisant l'autorité en erreur.

³ La décision portant révocation est applicable immédiatement; elle peut être attaquée au même titre que les décisions concernant le permis (art. 22, al. 2, et 23, al. 2).

9. Dérogations
a) Principe

Art. 25 ¹ Pour des motifs importants, des dérogations à certaines prescriptions peuvent être autorisées, pour autant qu'elles ne portent pas atteinte à un intérêt public.

² Les dérogations ne doivent pas non plus léser des intérêts importants de voisins, à moins que cette atteinte ne puisse être pleinement compensée par un dédommagement (compensation des charges selon les art. 32 et 33).

³ La demande de dérogation doit être jointe à la demande de permis; il ne sera entré en matière sur les demandes de dérogation présentées après coup que si le retard est motivé.

b) Compétence

Art. 26 ¹ Les dérogations à la réglementation communale sur les constructions sont accordées par l'autorité communale compétente; elles sont soumises à la ratification de la Section des permis de construire. [20\)](#)

² Les dérogations aux prescriptions cantonales sont accordées par le Département.

c) Constructions amovibles et petites constructions

Art. 27 ¹ En dérogation aux prescriptions du droit public relatives aux constructions, notamment au plan spécial, l'autorité qui délivre le permis peut autoriser l'installation de constructions amovibles et de bâtiments de petites dimensions, tels que cabanes de jardin, kiosques, garages, etc., ainsi que de petits travaux de génie civil, tels que puits au jour et accès aux garages.

² L'autorisation peut être révoquée en tout temps.

d) Réserves;
mention au
registre foncier

Art. 28 ¹ La dérogation peut être accordée pour une durée déterminée ou sous réserve d'une révocation en tout temps; elle peut être liée à des conditions ou à des charges.

² A l'expiration du délai ou en cas de révocation, le propriétaire enlèvera, dans un délai approprié, la construction ou l'installation autorisée; il n'a droit à aucune indemnité.

³ L'autorité qui accorde la dérogation peut faire mentionner au registre foncier la limitation de la durée, la réserve de révocation et l'exclusion de prétentions à indemnité pour plus-value (revers d'enlèvement ou de plus-value).

10. Exceptions
hors de la zone
à bâtir
a) En général ²⁵⁾

Art. 29 ²⁵⁾ Les exceptions hors de la zone à bâtir sont régies par la législation fédérale sur l'aménagement du territoire, ainsi que par les articles 29a et 29b ci-après.

b) En vertu de
l'article 24d,
alinéa 1, LAT

Art. 29a ²⁶⁾ L'utilisation à des fins d'habitation sans rapport avec l'agriculture de bâtiments d'habitation agricoles conservés dans leur substance est autorisée aux conditions fixées à l'article 24d, alinéa 3, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire ¹⁾.

c) En vertu de
l'article 24d,
alinéa 2, LAT

Article 29b ²⁶⁾ ¹ Le changement complet d'affectation de constructions ou d'installations jugées dignes d'être protégées est autorisé aux conditions fixées à l'article 24d, alinéas 2 et 3, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire ¹⁾.

² Les constructions ou installations concernées doivent avoir préalablement fait l'objet d'une mise sous protection. Cette dernière peut résulter :

- a) des plans d'aménagement local ou
- b) d'une décision prise en vertu de la législation sur la conservation des monuments historiques.

d) Compétence

Art. 29c ²⁶⁾ ¹ Le Département est compétent pour décider si les projets de construction situés hors de la zone à bâtir sont conformes à l'affectation de la zone ou si une dérogation peut être accordée.

² Il requiert le préavis des services concernés.

e) Mention au
registre foncier

Art. 29d²⁶⁾ Le Département ordonne dans sa décision la mention au registre foncier des conditions auxquelles est subordonné l'octroi de l'autorisation, ainsi que des autres restrictions au droit de propriété.

11. Constructions
et installations
particulières
a) Principe

Art. 30 ¹ Les constructions et installations qui s'écartent notablement des prescriptions communales ne peuvent être autorisées qu'en vertu d'un plan spécial (art. 60).

² Celui qui se propose de réaliser une telle construction ou installation peut exiger la procédure du plan spécial.

b) Définition

Art. 31 ¹ Sont notamment réputés constructions et installations particulières :

- a) les maisons-tours comptant plus de huit niveaux au-dessus du niveau moyen du terrain aménagé ou dont la hauteur est supérieure à 25 m;
- b) les bâtiments qui ont une hauteur sensiblement plus élevée que celle qui est autorisée pour la zone concernée;
- c) les terrains de camping;
- d) les centres d'achat dont la surface de vente dépasse 500 m²; dans les villes, cette mesure ne s'applique qu'en dehors des quartiers traditionnellement commerçants;
- e) les places de décharge pour voitures, machines et engins hors d'usage;
- f) ⁷⁾ les lieux de décharge et les lieux d'extraction, sauf les exploitations de très peu d'importance qui peuvent être autorisées par la voie de la dérogation au sens de l'article 24 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire.

² Ne requièrent pas un plan spécial :

- a) les constructions en forme de tour telles que clochers d'églises, tours panoramiques, cheminées, mâts, etc.;
- b) les constructions industrielles en zone industrielle ou en zone exclusivement artisanale pour autant que le règlement de construction n'exige pas un plan spécial;
- c) les bâtiments agricoles;
- d) ... ⁹⁾

12. Compensation des charges
a) Notion

Art. 32 ¹ Si un propriétaire foncier tire profit d'un avantage particulier qui lui a été accordé aux dépens d'un voisin à la suite d'une dérogation, d'un plan spécial ou de toute autre mesure s'écartant des prescriptions communales sur la construction, il doit dédommager le voisin si ce dernier subit un préjudice notable.

² Est astreint à la compensation des charges celui qui, au moment où la décision sur le permis de construire a été rendue en dernière instance, est le propriétaire du bien-fonds ou, si la construction a été érigée en droit de superficie, le titulaire de ce droit.

³ La prétention à la compensation des charges est garantie par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse [13](#) [36](#).

b) Procédure

Art. 33 ¹ L'avantage particulier au sens de l'article 32 sera signalé lors de la publication ou communiqué par un avis spécial aux voisins concernés, qui seront invités à présenter à l'autorité désignée d'éventuelles requêtes à titre de compensation des charges dans le délai d'opposition ou dans un délai particulier indiqué dans l'avis.

² L'autorité qui délivre le permis notifie sa décision, dès l'entrée en vigueur, aux personnes qui ont annoncé une requête à titre de compensation des charges et les avise qu'elles peuvent, dans les 90 jours, déposer auprès du juge administratif une demande en compensation des charges.

³ Le droit à la compensation des charges est périmé :

- a) lorsqu'il n'a pas été annoncé dans les délais, pour autant que la publication du projet ou l'avis de l'autorité locale aient contenu une commination de péremption;
- b) quand le délai pour déposer la demande n'a pas été observé.

CHAPITRE IV : Police des constructions

1. Compétence; haute surveillance

Art. 34 ¹ La police des constructions est exercée par l'autorité communale compétente, sous la surveillance de la Section des permis de construire; sont réservées les attributions du Département, selon l'alinéa 2 ci-après. [20](#)

² Sont du domaine du Département :

- a) la police des constructions routières, conformément à la loi sur la construction et l'entretien des routes;
- b) la police des constructions hydrauliques, dans les limites prévues à l'article 35.

³ Le Gouvernement exerce la haute surveillance sur la police des constructions.

⁴ En cas de nécessité, les organes de la police cantonale et de la police communale sont à la disposition des autorités de la police des constructions.

2. Tâches

Art. 35 ¹ Dans les limites de leur compétence, les organes de la police des constructions arrêtent les mesures nécessaires à l'application de la présente loi, ainsi que des prescriptions et décisions fondées sur elle.

² Il leur incombe en particulier de :

- a) contrôler le respect des prescriptions en matière de construction et des conditions et charges liées au permis de construire, lors de la réalisation des projets;
- b) rétablir l'état conforme à la loi, lorsque des travaux sont exécutés de façon illicite ou que les prescriptions sur la construction ou les conditions et charges sont violées ultérieurement;
- c) faire supprimer les perturbations de l'ordre public dues à des constructions et installations inachevées, mal entretenues ou de toute autre manière contraires aux dispositions légales.

³ Sont réservées les attributions de la police locale conformément au décret sur la police locale^{[10\)](#)}.

3. Rétablissement de l'état conforme à la loi

Art. 36 ¹ Lorsque des travaux de construction sont exécutés sans permis ou en violation des dispositions de celui-ci, l'autorité compétente en matière de police des constructions ordonne la suspension des travaux; cette décision est immédiatement exécutoire.

² Si le vice peut être éventuellement corrigé par un permis délivré ultérieurement, l'autorité de police des constructions impartit au propriétaire ou au titulaire du droit de superficie un délai pour présenter une demande de permis ou de modification en cours de travaux en l'informant que, si cette demande n'est pas présentée dans ce délai, elle ordonnera le rétablissement de l'état conforme à la loi.

³ S'il apparaît d'emblée que le vice ne peut pas être corrigé par une autorisation délivrée ultérieurement, ou si la demande n'est pas présentée conformément à l'alinéa 2 ci-dessus, ou si enfin elle est refusée, l'autorité de police des constructions impartit au propriétaire ou au titulaire du droit de superficie un délai approprié en vue d'éliminer ou de modifier les constructions ou parties de constructions édifiées de manière illicite sous commination de l'exécution par substitution.

⁴ A l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date de l'achèvement des travaux illicites, le rétablissement de l'état conforme à la loi ne peut être exigé que s'il est dicté par des intérêts publics impérieux.

4. Recours

Art. 37 ¹ Les décisions prises en vertu des articles 35 et 36 peuvent être attaquées dans les 30 jours par voie de recours auprès du juge administratif.

² La Section des permis de construire sera entendue en cours de procédure.^{[20\)](#)}

³ Si le recours est rejeté, l'arrêt impartira un nouveau délai pour l'exécution des mesures qui avaient été ordonnées.

5. Exécution par substitution

Art. 38 ¹ Lorsque les mesures n'ont pas été exécutées dans les délais ou ne l'ont pas été selon les prescriptions, l'autorité de police des constructions les fait exécuter par des tiers aux frais de l'assujetti.

² Ces frais sont garantis par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse^{[13\)](#) [36\)](#)}.

³ ...^{[30\)](#)}

6. Ordonnances
des autorités
cantonales de
surveillance

Art. 39 ¹ Si l'autorité communale néglige ses devoirs en matière de police des constructions et que des intérêts publics se trouvent de ce fait menacés, la Section des permis de construire prend à sa place les mesures nécessaires; si les intérêts en cause sont du domaine d'un autre service, c'est ce dernier qui est compétent. ²⁰⁾

² Les frais sont à la charge de la commune sous réserve de ses droits récursoires à l'égard des assujettis, conformément à l'article 38.

7. Peines

Art. 40 ¹ Est passible d'une amende de 40 000 francs ¹¹⁾ au maximum :

- a) quiconque, en qualité de responsable, exécute ou fait exécuter un projet de construction sans permis, en violation des dispositions d'un permis ou des conditions et réserves dont il est assorti;
- b) quiconque n'observe pas les ordres exécutoires de la police des constructions.

² Dans les cas graves, une amende de 70 000 francs au plus peut être prononcée. ²⁹⁾

³ Si l'infraction a été commise dans la gestion d'une personne morale, d'une société en nom collectif ou en commandite, celle-ci répond solidairement des amendes, des émoluments et des frais; en procédure pénale, elle a les droits d'une partie.

⁴ L'Etat, les associations intercommunales de droit public et les communes dont les prescriptions et décisions ont été enfreintes peuvent exercer en procédure pénale les droits d'une partie.

TITRE DEUXIEME : Aménagement du territoire

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

1. But

Art. 41 L'aménagement du territoire a pour but l'utilisation judicieuse du sol et l'occupation rationnelle du territoire en fonction du développement souhaité du Canton; il assure la coordination des activités qui ont des effets sur l'organisation du territoire et la répartition équitable du sol entre les divers utilisateurs.

2. Principes

Art. 42 ¹ Les communes, les régions et le Canton tiennent compte des principes de l'aménagement du territoire dans toutes leurs activités; dans l'accomplissement de leurs tâches, ils tiennent compte des données naturelles, des besoins de la population et de l'économie ainsi que des principes de développement durable.³¹⁾

² A cet effet, ils doivent notamment :

- a) protéger les bases naturelles de la vie (sol, air, eau, forêt);
- b) préserver les terres qui se prêtent à l'exploitation agricole, particulièrement les terres cultivables;
- c) organiser l'espace de manière à favoriser le développement des secteurs économiques des diverses parties du Canton;
- d) aménager et maintenir un milieu bâti favorable à l'habitat et aux activités économiques;
- e) conserver les paysages originaux, les sites naturels et les espaces nécessaires au délassement;
- f) tenir libres les rives des cours d'eau et en faciliter l'accès et l'usage au public;
- g) préserver, entretenir et au besoin rétablir les qualités particulières des sites bâtis, des quartiers et des objets dignes de protection;
- h) favoriser l'accomplissement des tâches qui incombent aux pouvoirs publics en matière d'environnement, d'équipement, de construction et d'approvisionnement.

³ Les mesures prises au titre de l'aménagement du territoire ne restreindront l'autonomie communale, la liberté individuelle et les intérêts privés que dans la mesure où l'intérêt général le commande.

3. Information et participation

Art. 43 ¹ Les autorités cantonales, régionales et communales fournissent à la population une information complète au sujet des plans, des objectifs et du déroulement des travaux d'aménagement.³¹⁾

² La participation de la population doit être assurée dans l'établissement des plans prévus par la présente loi.

³ Chacun aura la faculté d'émettre des observations et des propositions motivées; celles-ci seront consignées dans un rapport et portées à la connaissance des autorités chargées de la décision et de l'approbation.

4. Répartition des tâches

Art. 44 ¹ L'aménagement du territoire cantonal s'effectue au niveau local, régional et cantonal.³¹⁾

² L'aménagement local est du ressort des communes; il consiste à organiser le territoire communal par le biais d'un plan d'aménagement local et des tâches particulières qui y sont liées (art. 45).

^{2bis} L'aménagement régional est du ressort des régions. Il consiste notamment à établir un plan directeur régional qui aura force obligatoire pour les communes de la région et le Canton.³²⁾

³ L'aménagement cantonal consiste notamment à établir un plan directeur au sens des articles 6 et suivants de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, qui aura force obligatoire pour les autorités des différents niveaux.

⁴ Le Gouvernement exerce la haute surveillance sur l'aménagement du territoire.

CHAPITRE II : Tâches des communes

SECTION 1 : Principe

1. Obligation d'aménager le territoire

Art. 45 ¹ L'aménagement local comprend les éléments suivants, élaborés en fonction des besoins de la commune :

- a) les études de base;³⁾
- b) les plans directeurs communaux;
- c) le plan de zones pour l'ensemble du territoire communal;
- d) le règlement de zones et de police des constructions;
- e) les plans spéciaux contenant des règles plus détaillées applicables à une partie déterminée du territoire communal.

² Les tâches particulières de l'aménagement local sont en outre les suivantes :

- a) l'équipement des terrains à bâtir;
- b) l'équipement et la mise en valeur du centre des localités et des zones de délasserement;
- c) le remembrement des terrains à bâtir, l'ajustement des limites et la suppression de servitudes;
- d) la mise à disposition de terrains pour la construction;³⁾
- e) la mise en valeur du patrimoine immobilier par sa réhabilitation.

2. Compétences

Art. 46 ¹ Le conseil communal est l'autorité responsable de l'aménagement local.

² Le corps électoral communal est compétent pour adopter ou modifier le plan de zones et la réglementation y afférente ainsi que les plans spéciaux, sous réserve de l'alinéa 3 ci-après.

³ Le règlement communal peut accorder au conseil général (ou conseil de ville) la compétence d'adopter ou de modifier un plan spécial lorsque celui-ci est conforme au plan de zones en ce qui concerne le genre et le degré d'affectation ou qu'il ne s'en écarte que de manière peu importante.³⁾

⁴ Le conseil communal est compétent pour adopter ou modifier un plan directeur ainsi qu'un plan spécial lorsque celui-ci est rendu obligatoire (art. 66) ou qu'il règle avant tout l'équipement de détail.³⁾

⁵ Lorsque des plans et des prescriptions doivent être adaptés, le Département invite le conseil communal à y procéder dans un délai convenable; si l'autorité communale compétente n'adapte pas lesdits plans et prescriptions, le Gouvernement peut autoriser le Département à procéder à une exécution par substitution.

3. Règlement-norme sur les constructions

Art. 47 ¹ Le décret concernant le règlement-norme sur les constructions est applicable aux communes rurales où l'on construit peu.

² Lorsque les prescriptions communales ne traitent pas d'un fait important en droit des constructions ou le traitent de façon lacunaire, le règlement-norme sur les constructions s'applique en tant que droit complémentaire s'il contient des dispositions appropriées à la situation de la commune.

³ Le règlement-norme fixe en particulier :

- a) la définition de l'ordre de construction et les principes qui régissent la forme architecturale;
- b) la hauteur limite des bâtiments;
- c) les distances minimales par rapport aux limites et entre les bâtiments, ainsi que les conditions de droit public relatives aux constructions rapprochées;
- d) les principes de protection des sites locaux et du paysage;
- e) l'application à titre subsidiaire, en tant que droit public, de prescriptions de droit privé sur les constructions.

SECTION 2 : Définition et contenu de l'aménagement local

1. Etudes de base et plans directeurs³⁾

Art. 48³⁾ ¹ Les études de base réunissent les données essentielles de la situation existante et des exigences légales.

² Les plans directeurs fixent dans les grandes lignes les objectifs à atteindre, compte tenu du développement souhaité et de l'évolution des besoins.

³ Les plans directeurs lient les autorités exécutives communales et cantonales.

2. Règlement de construction

Art. 49 ¹ Le règlement de construction contient les prescriptions générales de la commune en la matière, la réglementation afférente au plan de zones ainsi que d'éventuelles dispositions concernant la perception de contributions.

² Selon leurs besoins, les communes édictent notamment des dispositions détaillées concernant :

- a) le genre et le degré d'affectation;
- b) l'équipement technique (art. 4);
- c) la protection des sites et du paysage (art. 5);
- d) les constructions et installations particulières (art. 30 et 31);
- e) les limites de construction et les distances entre bâtiments (art. 6 à 8);
- f) l'ordre et les dimensions des constructions, ainsi que la forme architecturale et le choix des couleurs (art. 10);
- g) les places et installations de stationnement pour les véhicules (art. 12);
- h) les aménagements extérieurs et les espaces de détente (art. 11 et 13);
- i) les antennes collectives, les modifications apportées au terrain, les installations collectives, etc.

³ Lorsque la qualité de résidence principale à l'intérieur de la zone à bâtir est menacée par une présence excessive de résidences secondaires, les communes peuvent désigner des zones dans lesquelles un taux maximal de logements secondaires est prescrit.

⁴ Dans leur règlement de construction ou dans des règlements spéciaux, les communes peuvent prévoir les contributions suivantes :

- a) contributions ou taxes dues par les propriétaires fonciers pour l'équipement (art. 90) et pour les ouvrages d'intérêt public (art. 92);

- b) contributions ou taxe compensatoire pour les frais d'aménagement de places de stationnement (art. 12) et d'espaces de détente (art. 13);
- c) taxes de raccordement et d'utilisation (du réseau d'antennes collectives par exemple).

3. Plan de zones **Art. 50** ¹ Le plan de zones délimite le terrain à bâtir et ses subdivisions, la zone agricole ainsi que les autres zones; il désigne les zones à protéger, les zones sensibles aux phénomènes naturels ainsi que les zones de nuisances.

² En général, le plan de zones comporte, à titre indicatif, les mesures prises en vertu d'autres dispositions légales et qui grèvent la propriété foncière; elles se rapportent notamment :

- a) aux secteurs soumis à la législation forestière;
- b) aux réserves naturelles et objets protégés;
- c) aux zones et périmètres de protection des eaux.

4. Zone à bâtir **Art. 51** ¹ La zone à bâtir comprend les terrains propres à la construction qui :

- a) sont déjà largement bâtis ou
- b) seront probablement voués à la construction dans les quinze ans et seront équipés dans ce laps de temps.

² Les communes peuvent subdiviser la zone à bâtir en zones pour lesquelles s'appliquent les mêmes prescriptions quant au genre ou au degré d'affectation, notamment en zone d'habitation, zone centre, zone industrielle et artisanale, zone mixte, zone de village.

^{2bis} Les communes peuvent délimiter sur leur territoire des zones d'activités d'intérêt cantonal, de statut régional, conformes aux principes d'aménagement du plan directeur cantonal. [35\)](#)

³ Les communes peuvent, selon les besoins, prévoir d'autres types d'affectation : zone de fermes, zone d'utilité publique, zone verte, zone de sport et de loisirs, zone de maisons de vacances.

⁴ Les types d'affectation peuvent être exclusifs, prioritaires ou mixtes.

⁵ Un plan spécial peut être rendu obligatoire (art. 66) pour une partie déterminée de la zone à bâtir lorsqu'il s'agit d'adapter la construction au paysage, au site bâti, au développement du centre ou à l'extension harmonieuse de la localité; il est obligatoire pour la zone de maisons de vacances.

a) Zone de fermes

Art. 52 ¹ Des biens-fonds peuvent être déclarés zone de fermes pour autant qu'ils soient situés dans la zone à bâtir et constituent une exploitation agricole composée des constructions et installations agricoles ainsi que des surfaces environnantes nécessaires à l'exploitation; toutefois, cette dernière doit paraître assurée tant du point de vue économique que pratique.

² Les prescriptions concernant les constructions et les installations sont identiques à celles qui régissent la zone agricole; les immissions ne devront cependant pas dépasser un taux normal.

³ Une zone de fermes peut être supprimée avant l'expiration du délai de quinze ans en fonction d'exigences impératives liées à l'aménagement local, ou si les moyens d'existence de l'entreprise agricole ne sont plus assurés.

⁴ En cas de suppression, l'obligation de payer des redevances pour l'équipement technique mis en place, et dont tire profit la nouvelle zone, reste due; le montant des redevances est déterminé en fonction de la nouvelle affectation.

b) Zone d'utilité publique

Art. 53 ¹ La zone d'utilité publique comprend les terrains déjà utilisés pour des installations et ouvrages d'intérêt public ou voués à cette destination, tels que :

- a) bâtiments administratifs, écoles, hôpitaux, églises, cimetières, installations de services publics, locaux collectifs de la protection civile;
- b) bâtiments et installations d'institutions culturelles et d'utilité publique;
- c) aménagement de centres de localités ou de quartiers, parcs, jardins, terrains de jeux et de sport;
- d) pistes de ski, terrains pour l'installation de remonte-pentes ainsi que pour les voies d'accès et les places de stationnement.

² La collectivité compétente décide quels sont les installations et ouvrages publics qui doivent être construits dans la zone d'utilité publique qu'elle a déterminée.

c) Zone verte

Art. 54 ¹ La zone verte est destinée à structurer le milieu bâti, à séparer les zones habitées des zones industrielles, à maintenir des espaces verts dans le centre des localités, à protéger les points de vue et l'aspect caractéristique des localités et des monuments.

² Dans la zone verte ne peuvent être autorisés que des constructions souterraines ou des bâtiments nécessaires à l'exploitation de ladite zone, à condition qu'ils ne portent pas atteinte au but de celle-ci; dans son règlement de construction, une commune peut autoriser, à ces mêmes conditions, l'érection de petites constructions au sens de l'article 27.

d) Zone de sport et de loisirs

Art. 55 ¹ L'aménagement de terrains de sport et de jeux ainsi que de terrains destinés à des activités de loisirs, généralement ouverts au public, peut être réalisé dans la zone de sport et de loisirs.

² Dans son règlement de construction, la commune prescrit la nature des constructions autorisées ainsi que les mesures de police des constructions; peut être notamment autorisée l'édification de :

- a) bâtiments accessoires tels que buvettes, vestiaires, douches et toilettes, dépôts de matériel, local de réunion pour les usagers;
- b) halles de sport, foyers et dortoirs.

e) Zone de maisons de vacances

Art. 56 ¹ Dans la zone de maisons de vacances, la réglementation du plan spécial peut exclure, ou lier à des prestations particulières des propriétaires fonciers, la desserte de la zone par les services publics tels que le service de la voirie, le déblaiement de la neige et la lutte contre le verglas; les propriétaires fonciers organiseront, si c'est nécessaire, leurs propres services et assureront notamment une élimination irréprochable des ordures.

² Les installations collectives d'équipement doivent être aménagées dès le commencement de l'édification des constructions dans la zone; les travaux doivent être organisés de façon à se dérouler par étapes.

5. Zone agricole

Art. 57 ²⁵⁾ ¹ Les zones agricoles servent à garantir la base d'approvisionnement du pays à long terme, à sauvegarder le paysage et les espaces de délasserment et à assurer l'équilibre écologique. Elles devraient être maintenues autant que possible libres de toute construction en raison des différentes fonctions de la zone agricole et comprennent :

- a) les terrains qui se prêtent à l'exploitation agricole ou à l'horticulture productrice et qui sont nécessaires à l'accomplissement des différentes tâches dévolues à l'agriculture;
- b) les terrains qui, dans l'intérêt général, doivent être exploités par l'agriculture.

² Des constructions et installations y sont autorisées si elles sont conformes à l'affectation de la zone agricole. Demeurent réservées les dispositions contraires de la législation fédérale et les articles 29a et 29b.

³ L'emplacement des constructions et installations doit être choisi en fonction des besoins d'une exploitation rationnelle du sol et respecter l'aspect du paysage et du site; l'article 5 est notamment applicable.

5bis. Zone agricole spéciale au sens de l'article 16a, alinéa 3, LAT

Art. 57a²⁶⁾ ¹ La zone agricole spéciale constitue une subdivision de la zone agricole dans laquelle sont autorisées les constructions et installations destinées à la production agricole non tributaire du sol qui excèdent les limites du développement interne définies par la législation fédérale sur l'aménagement du territoire.

² Le plan directeur cantonal mentionne les territoires protégés dans lesquels les zones agricoles spéciales sont exclues; il fixe les critères auxquels doit satisfaire la délimitation de telles zones dans les plans d'aménagement local.

³ La construction et l'entretien de l'équipement technique sont à la charge des propriétaires.

6. Zone de hameau

Art. 57b²⁶⁾ ¹ Le plan directeur cantonal désigne les petites entités urbanisées situées hors de la zone à bâtir que les communes peuvent délimiter dans leurs plans d'aménagement local en tant que zones de hameaux; il indique les principes applicables à ces zones.

² La procédure prévue à l'article 29c, alinéa 1, est applicable par analogie aux projets de construction, de transformation ou de changement d'affectation dans la zone de hameau.

7.²⁸⁾ Zones à protéger

Art. 58 ¹ Les communes désignent comme zones à protéger les paysages ou parties de paysages, les sites bâtis et les sites archéologiques qui se distinguent d'une façon particulière par leur beauté, leur originalité, leur valeur culturelle ou scientifique; il s'agit notamment des cours d'eau et de leurs rives, des groupes d'arbres, des vergers, des haies, des points de vue, des rues pittoresques, des sites locaux ainsi que d'autres objets dignes de protection et de l'espace qui les entoure.

² Les communes édictent les restrictions exigées par les mesures de protection; elles peuvent imposer des mesures de remplacement ou de compensation.

8. ²⁸⁾ Zones sensibles aux phénomènes naturels

Art. 59 ¹ Les communes tiennent compte de la zone de protection "S" et des zones sensibles aux phénomènes naturels et, le cas échéant, les mentionnent dans leur plan de zones.

² Dans les zones sensibles aux phénomènes naturels, l'affectation à la construction et l'aménagement d'infrastructures sont soumis à des mesures adéquates dictées par la nature des risques.

SECTION 3 : Plan spécial

1. Définition, portée

Art. 60 ¹ Le plan spécial règle, par un plan et des prescriptions, la construction, la protection et l'organisation d'une portion délimitée du territoire communal.

² Le périmètre du plan spécial est fixé de manière cohérente; il peut modifier la réglementation communale en ce qui concerne la nature et le degré de l'affectation.

³ Le plan spécial peut réserver des conventions particulières entre les communes et les propriétaires fonciers ou les inclure audit plan.

⁴ Les prescriptions peuvent prévoir que le plan spécial perd sa validité si l'exécution du projet n'a pas été entreprise ou ne l'a été que partiellement, dans un délai raisonnable fixé selon l'ampleur du projet; l'article 46, alinéa 5, est réservé.

2 Contenu

Art. 61 Le plan spécial peut concerner :

- a) le centre des localités et l'aménagement des quartiers;
- b) la rénovation des vieux quartiers ainsi que les protections liées au site ou au paysage;
- c) la zone de maisons de vacances;
- d) les secteurs de délasserment et les terrains de camping;
- e) la protection de certaines parties du territoire (biotopes, rivières, lisières de forêt, points de vue, arbres isolés, haies, vergers);

- f) l'équipement technique du quartier, en particulier les aires de circulation des piétons et des véhicules, les garages et parcs de stationnement ainsi que leur accès, les collecteurs et les conduits d'énergie, existants ou à créer, y compris leur raccordement;
- g) la nature, l'emplacement et les caractéristiques architecturales des immeubles;
- h) les aménagements extérieurs des bâtiments et installations (rues, places, cours intérieures, stationnements, jardins, plantations, places de jeux, etc.);
- i) les étapes et les conditions de réalisation.

3. Alignements
a) Types

Art. 62 ¹ Un alignement est établi dans les plans spéciaux :

- a) en règle générale, le long de voies de communication existantes ou projetées, telles que routes, places et voies ferrées;
- b) suivant les besoins, le long de cours d'eau, de lisières de forêts et de conduites importantes;
- c) comme alignement arrière, délimitation de cour intérieure ou d'implantation, et comme alignement accessoire;
- d) comme alignement spécial pour les éléments de la construction se trouvant au-dessus ou au-dessous du niveau du sol, tels qu'étages en saillie, arcades, garages, petites constructions et constructions amovibles.

² Si la distance par rapport à la forêt est inférieure à celle qui est légalement prescrite, un alignement ne peut être autorisé qu'avec l'accord du Service des forêts et conformément à la loi sur les forêts^{[12\)](#)}.

b) Effets
généraux

Art. 63 ¹ Les alignements constituent la limite jusqu'à laquelle on peut construire ou reconstruire.

² Les communes peuvent prescrire la construction le long de l'alignement.

³ Hormis les travaux d'entretien, les transformations d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble en saillie au-delà de l'alignement ne pourront être autorisées qu'à titre exceptionnel (art. 25); demeure réservé l'alinéa 4 ci après.

⁴ Des prescriptions spéciales seront édictées pour déterminer si et dans quelle mesure des éléments de construction, des installations mobiles fixées à l'édifice ou des installations souterraines peuvent dépasser l'alignement; à défaut de telles prescriptions, il y a lieu d'appliquer, en ce qui concerne la relation avec les routes publiques, les dispositions de la loi sur la construction et l'entretien des routes relatives à l'utilisation des zones d'interdiction de bâtir et, en ce qui concerne la relation avec le terrain voisin, les dispositions de la loi d'introduction du Code civil suisse¹³⁾.

c) Alignements
spéciaux

Art. 64 ¹ Les alignements arrière et les délimitations de cour intérieure déterminent la profondeur horizontale tolérée pour la construction et les dimensions des cours intérieures.

² Les alignements accessoires indiquent la ligne jusqu'à laquelle il est permis de bâtir si les distances à la limite et entre bâtiments prévues par le règlement de construction l'autorisent.

³ Les alignements d'implantation permettent de déterminer la situation et la configuration des édifices de tous côtés ou d'agencer la suite des façades.

4. Limites de
routes

Art. 65 ¹ Les limites de routes indiquent l'extension actuelle ou projetée de l'espace réservé à la circulation publique.

² Si la construction d'une nouvelle route ou l'extension d'une installation existante font apparaître comme nécessaire le déplacement ou l'extension de l'espace réservé à la circulation publique, cette modification peut se faire à l'intérieur des limites sans modifier le plan spécial; il est tenu compte, dans la plus grande mesure possible, des intérêts des riverains; demeure réservée la procédure prévue dans la loi sur l'expropriation¹⁴⁾ concernant l'étendue de l'obligation de cession.

5. Plan spécial
obligatoire

Art. 66 ¹ Un plan spécial peut être rendu obligatoire par le plan de zones qui doit fixer au moins les dispositions suivantes :

- a) les objectifs de l'aménagement;
- b) le genre et le degré de l'affectation.

² Dans le secteur à plan spécial obligatoire, les projets de construction ne sont autorisés que sur la base d'un plan spécial exécutoire; l'autorisation de projets qui respectent les buts de l'aménagement est réservée.

³ Les zones d'activités d'intérêt cantonal font l'objet d'un plan spécial obligatoire.³⁵⁾

6. Procédure

Art. 67 ¹ Les plans spéciaux sont établis à l'initiative de la commune ou d'un ou plusieurs des propriétaires fonciers.

² Avant l'élaboration du plan spécial, la commune entend les propriétaires intéressés.

³ Avant de soumettre le projet de plan à l'examen préalable (art. 70), la commune recueille les propositions ou déterminations des propriétaires du périmètre; elle peut également convoquer les propriétaires de terrains adjacents; un procès-verbal de la séance est adressé aux intéressés.

⁴ Durant l'examen préalable, les propriétaires fonciers et les propriétaires des terrains adjacents peuvent être consultés par la commune, en présence d'un fonctionnaire du Service de l'aménagement du territoire.

7. Obligations de la commune

Art. 68 ¹ En cas de désaccord entre la commune et les propriétaires concernés, il y a lieu de procéder comme suit :

- a) dans les trois mois, le conseil communal doit déposer pour examen préalable son projet de plan spécial et le mettre à l'enquête dans le mois qui suit la fin de l'examen préalable;
- b) dans les trois mois qui suivent, il doit adopter le plan spécial et le présenter pour approbation.

² Lorsque la répartition des propriétés ne permet pas la réalisation d'un plan spécial, le conseil communal doit engager, dans les trois mois, une procédure de remembrement parcellaire des terrains à bâtir.

8. Inobservation des délais par la commune

Art. 69 ¹ Si les délais ci-dessus ne sont pas respectés, les propriétaires concernés peuvent saisir le Service de l'aménagement du territoire.

² Le Service de l'aménagement du territoire impartit un bref délai complémentaire à la commune et, au cas où ce dernier ne serait pas respecté, il peut au besoin compléter la proposition, clore la procédure et adopter le plan spécial par substitution.

SECTION 4 : Procédure d'établissement et d'adoption des plans communaux

1. Examen préalable

Art. 70 ¹ Les projets de plans et de prescriptions des communes doivent être soumis au Département pour examen préalable; ils seront accompagnés des rapports techniques voulus et du rapport de participation.

² Le Service de l'aménagement du territoire requiert les préavis des services concernés, en fait la synthèse et les coordonne; il dresse à l'intention du Département le rapport d'examen préalable.

³ Le Département transmet le rapport d'examen préalable à la commune et ouvre les négociations nécessaires.

⁴ L'organe communal compétent ne peut être appelé à statuer sur des prescriptions communales tant que la procédure d'examen préalable n'est pas terminée.

2. Dépôt public, opposition

Art. 71 ¹ Les plans et prescriptions relevant de la réglementation en matière de construction doivent être déposés publiquement pendant trente jours au moins, avec l'avis que des oppositions motivées peuvent être formées pendant la durée du dépôt public; les plans qui règlent essentiellement l'équipement de détail ne sont pas soumis au dépôt public.

² Les opposants sont convoqués à une séance de conciliation; le résultat des pourparlers est consigné dans un procès-verbal; la qualité d'opposant se définit conformément à l'article 19, alinéa 2.

3. Adoption

Art. 72 ¹ Les plans et prescriptions sont soumis pour adoption à l'autorité communale compétente; celle-ci est informée du résultat des pourparlers de conciliation.

² Lorsque des plans ou des prescriptions qui ont fait l'objet d'un dépôt public sont modifiés avant ou durant l'adoption ou au cours de la procédure d'approbation, les intéressés doivent en être informés et se voir offrir la possibilité de former opposition ou recours; il en est de même en ce qui concerne les modifications de peu d'importance.

4. Approbation

Art. 73 ¹ Le conseil communal transmet sans retard, pour approbation, au Service de l'aménagement du territoire les plans et prescriptions adoptés; il joint toutes les pièces utiles, y compris les oppositions et observations suscitées par l'enquête, le procès-verbal des séances de conciliation, ses propositions motivées relatives aux oppositions non retirées ainsi que le procès-verbal des séances du conseil de ville ou de l'assemblée communale.

² Le Service de l'aménagement du territoire vérifie l'opportunité de ces plans et prescriptions ainsi que leur conformité à la loi et à l'intérêt public; il peut, après avoir entendu le conseil communal et les propriétaires intéressés, modifier les prescriptions qui sont contraires à ces principes; il statue en outre sur les oppositions.

³ L'arrêté d'approbation peut, dans les 30 jours, faire l'objet d'un recours devant la Cour administrative, qui dispose d'un libre pouvoir d'examen au sens de l'article 33, alinéa 3, lettre b, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire; ont qualité pour recourir les opposants et la commune.

5. Entrée en vigueur et droit subsidiaire

Art. 74 ¹ Les prescriptions communales en matière de construction sont applicables au plus tôt dès l'entrée en vigueur de la décision d'approbation du Service de l'aménagement du territoire; demeurent réservés les articles 20 et 21.

² La commune rend publique l'approbation; les prescriptions et plans approuvés peuvent être consultés au siège de l'administration communale.

³ Pour le surplus, les dispositions prévues par la législation régissant les communes sont applicables à titre subsidiaire.

6. Zone réservée

Art. 75 ¹ Le Département et les communes sont compétents pour créer des zones réservées, dont le but est d'éviter les atteintes aux principes de l'aménagement du territoire (art. 27 LAT).

² Une zone peut être déclarée réservée pour une durée n'excédant pas cinq ans.

³ Les articles 71 à 73 règlent par analogie la procédure, le Département étant toutefois l'autorité d'approbation.

CHAPITRE II^{BIS} : Tâches de la région³²⁾

SECTION 1 : Principes³²⁾

1. Tâches **Art. 75a³²⁾** Les tâches de la région en matière d'aménagement consistent notamment à :
- a) élaborer des études de base;
 - b) établir un plan directeur régional;
 - c) coordonner les plans d'aménagement local;
 - d) planifier et réaliser les tâches spéciales confiées à la région;
 - e) affecter des territoires pour des buts spécifiques d'intérêt régional ou le proposer au Canton.
2. Organisation **Art. 75b³²⁾** ¹ Les communes d'une même région, ayant une commune-centre et des intérêts urbanistiques, économiques et culturels communs, peuvent se constituer en groupement de communes au sens de la loi sur les communes³³⁾ en vue d'étudier et de réaliser des tâches d'aménagement régional.
- ² Une commune peut faire partie de plusieurs régions, à condition que des motifs suffisants le justifient.
- ³ Le Gouvernement peut autoriser la création d'organismes intercantonaux pour l'aménagement régional. A cet effet, il peut conclure des conventions avec les cantons voisins.
- Plan spécial régional **Art. 75c³²⁾** ¹ Afin de sauvegarder des intérêts régionaux, l'organe régional compétent peut édicter des plans spéciaux régionaux lorsque le plan directeur régional le prévoit.
- ² Un plan spécial régional déploie les mêmes effets juridiques que les plans spéciaux communaux.
- ³ Les articles 43 et 70 à 74 s'appliquent par analogie à la procédure d'établissement.

SECTION 2 : Plan directeur régional³²⁾

1. Définition

Art. 75d³²⁾ 1 Le plan directeur régional détermine les objectifs du développement et de l'aménagement durables de la région et la manière de coordonner les problèmes d'organisation du territoire dépassant le cadre communal.

² Il fixe les principes pour les domaines qu'il traite et répartit les tâches entre la région et les communes qui en sont membres. Il définit les mesures à entreprendre et identifie les projets à réaliser pour le développement territorial de la région.

2. Plan directeur régional

a) En général

Art. 75e³²⁾ 1 Le plan directeur régional se base sur :

- a) le plan directeur cantonal;
- b) les études de base régionales;
- c) les options possibles pour le développement régional futur.

² Il démontre sa conformité avec le plan directeur cantonal et prend en compte, le cas échéant, les plans directeurs des régions et des cantons voisins.

b) Contenu minimum et autres thèmes

Art. 75f³²⁾ 1 Le plan directeur régional traite des cinq domaines du plan directeur cantonal, soit :

- a) urbanisation et mise en valeur du milieu bâti;
- b) transports et communications;
- c) nature et paysage;
- d) environnement;
- e) approvisionnement et gestion des déchets.

² Le plan directeur régional peut également porter sur d'autres thèmes, tels que le développement économique, le tourisme, l'organisation interne de la région, etc.

³ Le plan directeur régional comprend un texte et une carte de synthèse qui forment un contenu liant.

⁴ Il est accompagné d'un rapport explicatif et du rapport de participation.

3. Information
et participation,
examen
préalable

Art. 75g³²⁾ ¹ Les projets de plans directeurs régionaux, les propositions et les documents qui les accompagnent sont soumis à la consultation du public selon la procédure prévue à l'article 43.

² Ils sont soumis ensuite à l'examen préalable du Département. L'article 70 s'applique par analogie.

4. Adoption,
approbation

Art. 75h³²⁾ L'organe régional compétent adopte le plan directeur régional et le communique au Département en vue de son approbation.

5. Effets

Art. 75i³²⁾ ¹ Dès son approbation par le Département, le plan directeur régional lie les autorités cantonales, régionales et communales.

² Les communes membres de la région adaptent leurs plans d'aménagement local au plan directeur régional.

6. Modification

Art. 75j³²⁾ ¹ Le plan directeur régional fait l'objet des adaptations nécessaires lorsque de nouvelles circonstances l'exigent.

² La procédure prévue aux articles 75g et 75h est applicable.

CHAPITRE III : Tâches du Canton

SECTION 1 : Principe

1. Tâches

Art. 76 Les tâches de l'aménagement cantonal consistent à :

- a) élaborer la conception directrice de l'aménagement du territoire;
- b) élaborer les études de base et les plans sectoriels;
- c) édicter le plan directeur au sens de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire;
- d) établir, le cas échéant, les plans spéciaux cantonaux;
- e)³¹⁾ encourager et coordonner l'aménagement local et régional.

2. Compétences **Art. 77** ¹ Les tâches relevant de l'aménagement cantonal sont exécutées par le Département.

² Le Gouvernement confie aux autres départements ou services concernés l'élaboration des études de base et des plans sectoriels nécessaires à l'accomplissement des tâches qui ont une incidence sur l'organisation du territoire.

³ Le Gouvernement institue une commission consultative pour l'aménagement du territoire; la commission comprend des représentants des différentes parties du Canton, de l'économie et de la science.

3. Plan spécial cantonal

Art. 78³⁴⁾ ¹ Par l'adoption d'un plan spécial cantonal, le Gouvernement peut déterminer les éléments d'intérêt cantonal ou régional ci-après qui portent les effets juridiques des plans spéciaux communaux :

- a) les constructions et installations publiques;
- b) les voies et installations de communication;
- c) les zones d'activités;
- d) les lieux de décharge et d'extraction de matériaux;
- e) la protection du paysage, des sites et des rives;
- f) les zones réservées à la détente et aux loisirs.

² Les articles 70 à 74 sont applicables par analogie à la procédure d'adoption.

SECTION 2 : Plan directeur cantonal

1. Conception directrice

Art. 79 ¹ Le Gouvernement adopte la conception directrice de l'aménagement du territoire; celle-ci exprime les orientations fondamentales à long terme de l'aménagement du territoire cantonal et les mesures envisagées.

² La conception directrice permet au Gouvernement de coordonner les politiques sectorielles des départements et de désigner les études de base à entreprendre.

³ Elle est soumise pour discussion au Parlement.

2. Etudes de
base, plans
sectoriels

Art. 80 ¹ Les études de base et les plans sectoriels réunissent les données essentielles de la situation existante, les objectifs qu'il convient d'atteindre et les mesures à prendre concernant notamment :

- a) les territoires qui se prêtent à l'exploitation agricole et sylvicole;
- b) les territoires qui se prêtent à l'urbanisation selon les besoins de développement du Canton;
- c) les territoires qui méritent une protection particulière du point de vue des sites naturels ou bâtis;
- d) les territoires nécessaires au délassement ainsi qu'aux activités de tourisme et de loisirs;
- e) les territoires sensibles aux phénomènes naturels;
- f) les voies et installations de transports et de communication;
- g) les installations d'approvisionnement en eau et en énergie;
- h) les installations d'assainissement des eaux et d'élimination des déchets;
- i) les bâtiments et installations d'intérêt général;
- j) les réserves d'eau potable et les gisements importants.

² Les études de base et les plans sectoriels tiennent compte des plans d'aménagement locaux, du programme de développement de la Région Jura, des conceptions et plans sectoriels de la Confédération ainsi que des plans directeurs des cantons voisins.

³ Les plans sectoriels sont approuvés par le Gouvernement.

3. Contenu

Art. 81 Le plan directeur au sens de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire définit au moins :

- a) la façon de coordonner les activités qui ont des effets sur l'organisation du territoire, compte tenu du développement souhaité;
- b) l'ordre dans lequel il est envisagé d'exercer ces activités et les moyens à mettre en œuvre.

4. Procédure,
effets

Art. 82 ¹ Le Département organise la participation de la population à l'établissement des plans (art. 43) ainsi que la procédure de consultation auprès des communes; il conduit les pourparlers de conciliation concernant le projet de plan directeur.

² En cas de divergence entre une commune ou un service intéressé et le Département, le Gouvernement statue sur l'objet du litige.

³ Après son adoption par le Gouvernement, le plan directeur est soumis au Parlement pour ratification; la décision du Parlement entraîne l'entrée en force du plan directeur pour les autorités cantonales et communales; seule l'approbation du Conseil fédéral lui confère force obligatoire pour les autorités de la Confédération et des cantons voisins (art. 11, al. 2, LAT).

5. Réexamen

Art. 83 ¹ Le plan directeur est réexaminé intégralement tous les dix ans.

² A la demande d'un département, d'une région ou d'une commune, le plan directeur peut être adapté lorsque les conditions prévues à l'article 9, alinéa 2, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire sont réalisées.^{[31\)](#)}

³ Le Gouvernement procède aux modifications mineures; il en informe les autorités concernées.

TITRE TROISIEME : Equipement, remembrement, expropriation et financement

CHAPITRE PREMIER : Equipement technique de la zone à bâtir

1. Equipement^{[25\)](#)}

Art. 84 ¹ ...^{[27\)](#)}

² L'équipement technique comprend les voies d'accès, l'approvisionnement en eau et en énergie, les télécommunications, l'évacuation des eaux usées et, le cas échéant, les plantations et les places collectrices des déchets ménagers.^{[25\)](#)}

³ ...^{[27\)](#)}

2. Equipement de base, équipement de détail

Art. 85 ¹ L'équipement de base comprend les réseaux principaux des installations d'équipement et les aménagements qui y sont liés, notamment :

- a) les routes principales, collectrices ainsi que les liaisons piétonnes;
- b) les places et les rues commerçantes dans le centre des localités;
- c) les rues destinées avant tout à permettre l'accès aux constructions et installations publiques;
- d) le cas échéant, les voies cyclables et les chemins de randonnée pédestre.

² L'équipement de détail comprend les routes de desserte, les chemins piétons, les conduites et canalisations nécessaires à la viabilité des terrains à bâtir et au raccordement de ceux-ci à l'équipement de base.

3. Desserte privée

Art. 86 ¹ La desserte privée relie un bâtiment ou un groupe de bâtiments au réseau d'équipement public; elle est établie et entretenue par leurs propriétaires et à leurs frais.

² La commune peut mettre des conditions à leur réalisation.

4. Réalisation des équipements²⁵⁾

Art. 87²⁵⁾ ¹ Les communes réalisent les installations d'équipement sur la base d'un programme d'équipement.

² Les syndicats de communes et les entreprises concessionnaires chargés d'établir et de gérer les équipements décrits à l'article 84 ont les mêmes charges et compétences que les communes.

³ Les installations d'équipement doivent être réalisées conformément à un plan spécial.

⁴ Pour les dessertes privées, la procédure est celle du permis de construire.

4bis. Programme d'équipement

Art. 87a²⁶⁾ ¹ Le programme d'équipement est un document public qui fixe, en relation avec la planification financière communale, les délais dans lesquels les zones à bâtir seront équipées.

² Le programme d'équipement est établi par le conseil communal et lie ce dernier.

³ Le conseil communal l'actualise lorsque des motifs objectifs le justifient, notamment en cas de modification des circonstances, pour tenir compte des besoins de la construction et lors de chaque adaptation du plan d'aménagement local.

4ter. Aperçu de l'état de l'équipement

Art. 87b²⁶⁾ ¹ L'aperçu de l'état de l'équipement est un document public qui présente les parties de la zone à bâtir propres à la construction, compte tenu de l'aménagement et de l'équipement, ou qui pourront vraisemblablement l'être dans les cinq ans si les travaux réalisés se poursuivent conformément au programme établi. Il peut être consulté par toute personne.

² Le conseil communal établit l'aperçu de l'état de l'équipement et le tient régulièrement à jour.

5. Réalisation
des équipements
par les
propriétaires²⁵⁾
a) Procédure

Art. 88 ¹ Si la commune n'équipe pas les zones à bâtir dans les délais prévus, elle doit, par convention écrite, permettre aux propriétaires fonciers d'équiper eux-mêmes leur terrain selon les plans approuvés par elle ou les autoriser à lui avancer les frais des équipements.²⁵⁾

^{1bis} Avant l'échéance des délais, la commune peut procéder de même à l'égard des propriétaires fonciers qui en font la demande.²⁶⁾

² La convention précise notamment :

- a) les relations avec d'autres propriétaires bordiers non signataires;
- b) le taux et les modalités de la participation financière de la commune;
- c) les conditions particulières de reprise de l'ouvrage.

³ Les propriétaires non signataires concernés par la convention en seront informés; sur requête d'un des signataires, la convention peut être mentionnée au registre foncier.

⁴ L'élaboration des plans et la construction des installations sont placées sous la surveillance de la commune.

⁵ Une fois achevées, les installations d'équipement deviennent de plein droit la propriété de la commune qui doit en assurer l'entretien, à moins que la convention n'en dispose autrement; le conseil communal constate le transfert de propriété dans une décision qu'il notifie aux anciens propriétaires; lorsque la décision a acquis force obligatoire, il fait inscrire la nouvelle situation juridique au registre foncier.

b) Décompte

Art. 89 ¹ Le décompte relatif à l'installation d'équipements devra être réglé à l'échéance des parts dues par la commune, mais au plus tard dans les quinze ans qui suivent la mise en service de l'ouvrage.

² Sauf mention contraire dans la convention, les avances consenties par les propriétaires fonciers ne portent pas intérêt et ne sont pas indexées.

5bis. Mesures
du Canton

Art. 89a²⁶⁾ ¹ Lorsque, à l'échéance des délais fixés par le programme d'équipement, la commune ne prend pas les mesures permettant la réalisation des équipements par les propriétaires qui le demandent ou par la commune moyennant l'avance des frais, le Département donne les instructions nécessaires et, au besoin, agit en lieu et place de la commune.

² Lorsque les circonstances justifient une telle mesure, le Département peut de même ordonner une adaptation du plan d'aménagement local.

6. Contribution
des propriétaires
fonciers à
l'équipement
a) Principe

Art. 90 ¹ Les propriétaires fonciers sont tenus de participer aux frais d'équipement; la perception des contributions se fait sur la base d'un règlement communal (art. 49) ou, à défaut, en application du décret concernant les contributions des propriétaires fonciers.

² Le règlement communal peut prévoir une contribution selon le principe :

- a) de la couverture des frais effectifs et en fonction des avantages retirés; la contribution est exigible dès que le propriétaire peut faire usage de l'équipement considéré; dans ce cas, le décret concernant les contributions des propriétaires fonciers est applicable, ou
- b) de la taxe d'équipement calculée sur la base des plans directeurs proportionnellement à la valeur officielle du bâtiment ou de l'installation, le taux étant modulé en fonction des conditions particulières du lieu; la taxe est exigible au plus tôt lors de l'octroi du permis de construire; le montant est versé au fonds communal d'équipement dont la dotation doit respecter le principe de la couverture des frais effectifs d'équipement, à l'exclusion de l'entretien courant.

³ [9\)](#)

b) Part des frais

Art. 91 ¹ La participation des propriétaires fonciers peut s'élever :

- a) jusqu'aux 100 % des frais effectifs pour l'équipement de détail ainsi que pour l'équipement de la zone de maisons de vacances;
- b) jusqu'aux 80 % des frais effectifs pour les équipements de base à caractère collecteur de quartiers;
- c) jusqu'aux 50 % des frais effectifs pour les autres équipements de base.

² La part des frais incombant aux propriétaires fonciers est, en règle générale, fixée dans la décision d'ouverture du crédit rendue par l'organe communal compétent.

7. Contribution des propriétaires fonciers aux ouvrages publics
a) Principe

Art. 92 ¹ Les propriétaires fonciers peuvent être astreints, par le règlement communal ou en vertu d'un règlement d'organisation d'un syndicat de communes, à verser une contribution en vue de couvrir les dépenses faites pour les ouvrages et mesures d'intérêt public qui leur valent un avantage particulier; la contribution doit être proportionnelle à l'avantage retiré.

² Le mode de contribution est fixé par le décret concernant les contributions des propriétaires fonciers.

b) Litiges

Art. 93 Les litiges relatifs à l'équipement du terrain à bâtir sont vidés par le juge administratif.

CHAPITRE II : Remembrement parcellaire de terrains à bâtir³⁾

1. Principe

Art. 94³⁾ ¹ Lorsque la réalisation d'un plan de zones ou d'un plan spécial l'exige (art. 45, al. 2), il convient de procéder au remembrement parcellaire de terrains à bâtir.

² Le remembrement parcellaire doit permettre un lotissement rationnel et économique ou la rénovation de certains quartiers par la modification des parcelles ainsi que par la redistribution de la propriété et des autres droits réels qui y sont liés.

2. Introduction

Art. 95³⁾ ¹ La procédure de remembrement parcellaire est introduite :

- a) par décision de la majorité des propriétaires concernés ou
- b) par décision du conseil communal ou
- c) par décision du Département.

² Conformément au décret concernant le remembrement de terrains à bâtir, il peut être procédé par voie :

- a) de remembrement de gré à gré;
- b) de coopérative de remembrement;
- c) de réajustement de limites.

³ Des biens-fonds situés hors de la zone à bâtir peuvent être compris dans le remembrement parcellaire lorsque cela est nécessaire à une répartition judicieuse.

3. Condition préalable

Art. 96³⁾ Un remembrement parcellaire de terrains à bâtir ne peut être approuvé que si l'équipement technique est garanti en fait et en droit, en principe par un plan spécial.

CHAPITRE III : Libération de servitudes

1. Principe

Art. 97 Sous réserve de la loi sur l'expropriation, les servitudes ci-après seront supprimées ou transférées :

- a) les servitudes contraires à des prescriptions impératives en matière de construction;
- b) les servitudes qui font obstacle à une utilisation rationnelle du sol dans l'intérêt public, sans qu'un intérêt suffisant du propriétaire du fonds dominant le justifie.

2. Procédure

Art. 98 ¹ Le conseil communal rend une décision de libération ou de transfert; elle est notifiée aux propriétaires concernés; la décision peut être attaquée par voie de recours devant la Cour administrative, qui statue souverainement.

² Le propriétaire du fonds dominant doit être indemnisé selon les principes de la législation en matière d'expropriation; le propriétaire du fonds servant est tenu de payer une contribution correspondant à l'avantage qu'il retire; en cas de litige, le juge administratif statue.

³ La libération ou le transfert entre légalement en vigueur dès le paiement de l'indemnité.

CHAPITRE IV : Expropriation et restriction de la propriété

1. Application de la loi sur l'expropriation

Art. 99 La loi sur l'expropriation est applicable en matière d'expropriation formelle ou matérielle, pour autant que la présente loi ne contienne pas de prescriptions complémentaires ou contraires.

2 Expropriation
formelle
a) Droit
d'expropriation

Art. 100 ¹ L'approbation d'un plan de zones ou d'un plan spécial implique l'expropriation des biens-fonds, des parties de biens-fonds et des droits réels y afférents, délimités en qualité de :

- a) zone d'utilité publique (art. 53);
- b) zone verte dont l'acquisition par la commune est mentionnée dans le plan (art. 54);
- c) installation publique servant à l'approvisionnement, à l'évacuation, aux télécommunications;
- d) voie de communication et place, voie cyclable, chemin piéton et chemin de randonnée pédestre le long des cours d'eau;
- e) ² zone industrielle et artisanale.

² La nécessité de maintenir et de construire des logements à loyers modérés peut également emporter expropriation.

b) Expropriant

Art. 101 ¹ Le droit d'expropriation appartient à la collectivité qui a décidé les plans impliquant le droit d'expropriation.

² La collectivité peut déléguer son droit d'expropriation à ceux qui, de plein droit, sont autorisés à réaliser le projet.

3. Expropriation
matérielle
a) Notion

Art. 102 ¹ Des restrictions à la propriété, telles que l'incorporation permanente d'un bien-fonds dans une zone d'utilité publique, une zone verte ou une zone à protéger, fondent le droit à indemnisation du propriétaire concerné, lorsqu'elles équivalent, par leurs effets, à une expropriation.

² L'indemnité est due par la collectivité qui a décidé les restrictions.

³ La collectivité qui a payé l'indemnité a un droit récursoire contre le bénéficiaire direct de la restriction ordonnée; celui-ci doit être entendu dans la procédure devant le juge compétent en matière d'expropriation.

b) Installation
d'équipement

Art. 103 ¹ Le fait qu'un plan spécial prévoit une installation d'équipement ne justifie, en règle générale, aucune revendication au titre de l'expropriation matérielle.

² A l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la publication du plan, le propriétaire foncier, dont les intérêts seraient manifestement lésés par la prolongation de la durée du plan, peut exiger de la collectivité :

- a) qu'elle acquière la surface affectée à la réalisation du plan ou fasse en sorte que l'expropriant l'acquière,
ou
- b) qu'elle libère cette surface par l'abrogation ou la modification du plan.

c) Restitution

Art. 104 ¹ Si la restriction à la propriété est supprimée ultérieurement ou que les effets qui avaient entraîné l'obligation d'indemniser cessent d'exister, le propriétaire foncier est tenu à une restitution proportionnelle.

² La collectivité fera mentionner au registre foncier l'obligation de restituer.

³ Les litiges concernant l'étendue de l'obligation de restituer sont vidés par le juge administratif.

4. Prescription de l'action en indemnité

Art. 105 ¹ L'action en paiement d'une indemnité se prescrit par cinq ans à compter de la date de l'entrée en vigueur du plan ou du règlement.

² Les règles du Code des obligations¹⁵⁾ concernant l'interruption de la prescription sont applicables.

5. Droit de préemption
a) But, notion

Art. 106 ¹ Le droit de préemption doit permettre à l'Etat et aux communes d'acquérir en priorité un terrain ou un autre bien immobilier mis en vente par son propriétaire lorsqu'un intérêt public prépondérant l'exige.

² Le droit de préemption peut être exercé lorsque l'Etat, ou la commune, entend prendre une mesure dans les domaines décrits à l'article 100.

b) Inscription

Art. 107 ¹ L'autorisation d'inscrire un droit de préemption est donnée par le juge administratif sur requête motivée de la commune ou du département concerné; le juge statue après avoir entendu le propriétaire foncier.

² Le propriétaire d'un bien-fonds grevé du droit de préemption dispose, dans les 30 jours, d'un droit de recours à la Cour administrative.

³ Sur communication de la décision définitive, le conservateur annote au registre foncier le droit de préemption et en informe le propriétaire concerné.

c) Avis, option

Art. 108 ¹ Le propriétaire qui entend aliéner à un tiers un immeuble soumis au droit de préemption en vertu des présentes dispositions doit en aviser le titulaire, au plus tard dès le dépôt de l'acte au registre foncier; il lui communique simultanément une copie certifiée conforme de cet acte.

² Dans un délai de 45 jours à compter de la date de dépôt de l'acte au registre foncier, le titulaire du droit notifie à l'intéressé :

- a) soit sa décision de renoncer à l'exercice du droit de préemption;
- b) soit sa décision d'acquérir aux conditions et prix fixés;
- c) soit son offre d'acquérir aux conditions et prix fixés par lui et, à défaut d'acceptation de cette offre, de recourir, si les conditions légales sont réunies, à la procédure d'expropriation conformément à l'article 100.

³ A défaut d'option dans le délai indiqué à l'alinéa 2, le titulaire est censé avoir renoncé à l'exercice de son droit de préemption.

⁴ Le propriétaire contre qui un droit de préemption aura été exercé dispose d'un droit de réméré; les articles 24 et suivants de la loi sur l'expropriation sont réservés.

6. Restrictions d'importance secondaire
a) Principes

Art. 109 ¹ Les mesures énumérées ci-après, prises par la collectivité compétente ou par l'entreprise qu'elle a mandatée, sont des restrictions à la propriété d'importance secondaire; à ce titre, doivent être autorisés :

- a) les actes nécessaires à l'établissement des plans, tels que passages, levés de plans, mensurations et études du sol;
- b) l'établissement sur des terrains privés de signaux de circulation, de panneaux de signalisation pour des installations publiques de tout genre, de prises d'eau, de dispositifs d'éclairage, d'horloges publiques, etc.;
- c) la pose de conduites et canalisations à l'emplacement des futures routes avant l'acquisition du terrain.

² Le propriétaire foncier sera informé en temps utile; on évitera de porter inutilement atteinte aux lieux et, dans la mesure du possible, il sera tenu compte des demandes justifiées que présenteront les propriétaires fonciers quant à l'emplacement et au genre de ces dispositifs.

³ Les dégâts causés aux biens et aux cultures feront l'objet d'un dédommagement; de même, un droit à indemnité existe en cas d'entrave considérable et manifeste faite à l'utilisation ou à l'exploitation du bien-fonds.

b) Litiges

Art. 110 Le juge administratif statue sur tous les litiges pouvant résulter des dispositions de l'article 109, sous réserve de recours à la Cour administrative.

CHAPITRE V : Compensation

Compensation

Art. 111 Le régime de compensation prévu à l'article 5, alinéa 1, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire est régi par la législation fiscale.

CHAPITRE VI : Financement

1. Couverture des dépenses, principe

Art. 112 ¹ Les communes assument les frais de l'aménagement local et régional et des tâches qui en découlent (art. 45 et 75a).^{[31\)](#)}

² L'Etat assume les frais de l'aménagement cantonal.

2. Subventions cantonales

Art. 113 ¹ Le Canton accorde aux communes et aux régions :

- a) des subventions pour les travaux effectués dans le cadre de l'aménagement local et régional;
- b) des prêts pour l'équipement technique des terrains à bâtir.^{[31\)](#)}

² Des subventions peuvent être allouées à des associations et organismes pour leurs prestations en matière de chemins de randonnée et de pistes cyclables.

³ La fixation des subventions relevant de l'alinéa 1 incombe au Département, celle des subventions prévues à l'alinéa 2 au Parlement, dans le cadre du budget.

3. Prestations particulières²¹⁾

Art. 114²¹⁾ ¹ Le Canton peut, conformément au décret concernant le financement de l'aménagement²²⁾ :

- a) verser des subventions aux communes pour les mesures de protection des sites et du paysage et pour les indemnités versées en raison de l'aménagement de zones d'utilité publique, de zones de verdure ainsi que de zones à protéger;
- b) verser des subventions aux propriétaires fonciers pour les mesures de protection des sites et du paysage.

² Il n'existe pas de droit aux prestations particulières.

TITRE QUATRIEME : Dispositions transitoires et finales

CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'application

1. Décrets

Art. 115 Le Parlement édicte les décrets suivants :

- a) décret concernant le règlement-norme sur les constructions;
- b) décret concernant le permis de construire;
- c) décret concernant les contributions des propriétaires fonciers;
- d) décret concernant le remembrement de terrains à bâtir;³⁾
- e) décret réglant le financement de l'aménagement.

2. Ordonnances

Art. 116 ¹ A moins que ne soient réservés des décrets du Parlement, le Gouvernement édicte les prescriptions nécessaires à l'application de la présente loi.

² Il peut en particulier régler par voie d'ordonnance les matières suivantes :

- a) la nature et les exigences de l'équipement technique;
- b) la protection des sites et du paysage, ainsi que les prescriptions relatives aux antennes extérieures;
- c) les prescriptions concernant les installations de camping, de centres d'achat ainsi que l'entreposage, l'évacuation et la démolition de véhicules, machines et engins hors d'usage;
- d) les aménagements extérieurs des bâtiments, y compris les places de stationnement pour véhicules et les terrains de jeux;
- e) les exigences en matière de sécurité, de police du feu, d'hygiène et d'énergie qui régissent les projets de constructions;
- f) les mesures d'adaptation des bâtiments et installations aux besoins des handicapés;
- g) les constructions et installations particulières;

- h) la détermination, de façon impérative et générale, de notions légales en matière de construction et d'aménagement du territoire;
- i) la conception matérielle et technique des plans prévus par la présente loi;
- j) la définition de la procédure et des compétences en matière de plans et prescriptions.

CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur

1. Modification de la loi portant introduction de la loi fédérale sur le maintien de la propriété foncière rurale

Art. 117 La loi du 26 octobre 1978¹⁶⁾ portant introduction de la loi fédérale du 12 juin 1951 sur le maintien de la propriété foncière rurale est modifiée comme il suit :

Art. 2, al. 1
...¹⁷⁾

2. Modification de la loi sur les améliorations foncières et les bâtiments agricoles

Art. 118 La loi du 26 octobre 1978 sur les améliorations foncières et les bâtiments agricoles¹⁸⁾ est modifiée comme il suit :

Art. 45
Abrogé

Art. 56, al. 2
...¹⁷⁾

3. Abrogation du droit en vigueur

Art. 119 La loi du 26 octobre 1978 sur les constructions est abrogée.

CHAPITRE III : Dispositions transitoires

1. Plans et prescriptions des communes

Art. 120 ¹ Les plans et les prescriptions des communes doivent, au besoin, être adaptés à la présente loi et à la loi fédérale sur l'aménagement du territoire; l'article 46, alinéa 5, est applicable.

² Les plans et les prescriptions des communes adoptés en vertu de l'ancien droit restent en vigueur pour autant qu'ils ne soient pas en contradiction avec les prescriptions impératives du droit de rang supérieur; le "reste du territoire" défini par les plans de zones actuellement en vigueur est assimilé à la zone agricole.

³ Les terrains à bâtir délimités provisoirement selon l'ancien droit doivent avoir été déclarés zone à bâtir avant le 31 décembre 1987; faute de quoi, ils sont réputés zone agricole⁵⁾

⁴ Les procédures en cours sont terminées sous le régime de l'ancien droit.

⁵ Le conseil communal est compétent pour procéder aux adaptations rédactionnelles concernant :

- a) le remplacement de la terminologie;
- b) le remplacement des références légales.

L'approbation par le Service de l'aménagement du territoire demeure réservée (art. 73).

2. Permis de construire et police des constructions

Art. 121 Les demandes de permis dont l'enquête publique est terminée avant l'entrée en vigueur de la présente loi ainsi que les procédures en cours en matière de police des constructions sont traitées selon l'ancien droit.

3. Exploitations de matériaux, places de décharges

Art. 122 Les exploitations de matériaux ainsi que les places de décharges pour véhicules qui ne sont pas au bénéfice d'une autorisation délivrée après le 1^{er} janvier 1979 sont soumises à l'obligation du permis et à celle de fournir des sûretés pour des mesures d'aménagement.

4. Terrains de camping

Art. 123 Les terrains de camping dont le statut légal n'est pas défini dans le plan de zones de la commune sont soumis à la procédure du plan spécial (art. 30 et 31) dans les cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

CHAPITRE IV : Entrée en vigueur

Entrée en
vigueur

Art. 124 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur¹⁹⁾ de la présente loi.

Delémont, le 25 juin 1987

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jean-François Roth
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

Les articles 28, alinéa 3, 29, alinéa 4, 88, alinéas 3 et 5, 104, alinéa 2, et 107, alinéa 3, ont été approuvés par le Conseil fédéral le 24 mars 1988, conformément aux articles 962, alinéa 2, et 949, alinéa 2, du Code civil suisse.

- 1) RS 700
- 2) RSJU 101
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1^{er} mars 1993
- 4) RSJU 722.11
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 mai 1988, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 1988
- 6) Nouvelle numérotation selon le ch. I de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1^{er} mars 1993
- 7) Introduit par le ch. 1 de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1^{er} mars 1993
- 8) RSJU 175.1
- 9) Abrogée par le ch. I de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1^{er} mars 1993
- 10) RSJU 192.244.1
- 11) Nouvelle teneur selon la section 4 de la loi du 21 octobre 1992 instituant des mesures d'économie, en vigueur du 1^{er} janvier 1993 au 31 décembre 1993, et selon le ch. 1 de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1^{er} mars 1993

-
- 12) RSJU 921.11
13) RSJU 211.1
14) RSJU 711
15) RS 220
16) RSJU 215.124.1
17) Texte inséré dans ladite loi
18) RSJU 913.1
19) 1^{er} janvier 1988
20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002
21) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2005
22) RSJU 702.611
23) RS 700.1
24) Introduit dans le préambule par le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
25) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
26) Introduit par le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
27) Abrogé par le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
28) Nouvelle numérotation selon le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
29) Nouvelle teneur selon le ch. XVI de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
30) Abrogé par le ch. V de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
31) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 septembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010
32) Introduit par le ch. I de la loi du 23 septembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010
33) RSJU 190.11
34) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012
35) Introduit par le ch. I de la loi du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012
36) Nouvelle teneur selon le ch. IX de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2012

TABLE DES MATIERES

Article

TITRE PREMIER : Droit public en matière de construction

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

1. Obligation.....	1
2. Conditions générales d'octroi.....	2

CHAPITRE II : Prescriptions cantonales en matière de construction

1. Zones dangereuses	3
2. Equipement technique	4
3. Protection des sites	5
4. Distances	
a) par rapport aux routes publiques	6
b) par rapport aux eaux	7
c) autres lois réservées.....	8
d) limites politiques	9
5. Ordre des constructions, forme architecturale	10
6. Aménage- ments extérieurs.....	11
7. Places de stationnement	12
8. Espaces de détente	13
9. Sécurité, hygiène et entretien	14
10. Barrières architecturales	15
11. Immissions.....	16

CHAPITRE III : Procédure d'octroi du permis de construire

1. Dépôt de la demande	17
2. Examen de la demande	
a) en général.....	18
b) dans les zones d'activités d'intérêt cantonal	18a
3. Publication; opposition	19
4. Droit applicable	
a) Règles	20
b) Prescriptions insuffisantes	21
5. Coordination	
a) en général.....	21a
b) dans les zones d'activités d'intérêt cantonal	21b
6. Décision; opposition.....	22
7. Recours	23
8. Révocation d'un permis	24
9. Dérogations	
a) Principe	25

Article

b) Compétence	26
c) Constructions amovibles et petites constructions	27
d) Réserves; mention au registre foncier	28
10. Exceptions hors de la zone à bâtir	
a) En général	29
b) En vertu de l'article 24d, alinéa 1, LAT	29a
c) En vertu de l'article 24d, alinéa 2, LAT	29b
d) Compétence	29c
e) Mention au registre foncier	29d
11. Constructions et installations particulières	
a) Principe	30
b) Définition	31
12. Compensation des charges	
a) Notion	32
b) Procédure	33

CHAPITRE IV : Police des constructions

1. Compétence; haute surveillance	34
2. Tâches	35
3. Rétablissement de l'état conforme à la loi	36
4. Recours	37
5. Exécution par substitution	38
6. Ordonnances des autorités cantonales de surveillance	39
7. Peines	40

TITRE DEUXIEME : Aménagement du territoire**CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

1. But	41
2. Principes	42
3. Information et participation	43
4. Répartition des tâches	44

CHAPITRE II : Tâches des communes**SECTION 1 : Principe**

1. Obligation d'aménager le territoire	45
2. Compétences	46
3. Règlement-norme sur les constructions	47

SECTION 2 : Définition et contenu de l'aménagement local

1. Etudes de base et plans directeurs.....	48
2. Règlement de construction	49
3. Plan de zones	50
4. Zone à bâtir.....	51
a) Zone de fermes	52
b) Zone d'utilité publique.....	53
c) Zone verte.....	54
d) Zone de sport et de loisirs	55
e) Zone de maisons de vacances	56
5. Zone agricole	57
5bis. Zone agricole spéciale au sens de l'article 16a, alinéa 3, LAT	57a
6. Zone de hameau.....	57b
7. Zones à protéger	58
8. Zones sensibles aux phénomènes naturels.....	59

SECTION 3 : Plan spécial

1. Définition, portée.....	60
2 Contenu	61
3. Alignements	
a) Types.....	62
b) Effets généraux	63
c) Alignements spéciaux.....	64
4. Limites de routes	65
5. Plan spécial obligatoire.....	66
6. Procédure	67
7. Obligations de la commune	68
8. Inobservation des délais par la commune	69

SECTION 4 : Procédure d'établissement et d'adoption des plans communaux

1. Examen préalable.....	70
2. Dépôt public, opposition	71
3. Adoption	72
4. Approbation	73
5. Entrée en vigueur et droit subsidiaire	74
6. Zone réservée.....	75

CHAPITRE II^{BIS} : Tâches de la région

SECTION 1 : Principes

1. Tâches	75a
-----------------	-----

2. Organisation	75b
Plan spécial régional	75c

SECTION 2 : Plan directeur régional

1. Définition	75d
2. Plan directeur régional.....	
a) En général	75e
b) Contenu minimum et autres thèmes.....	75f
3. Information et participation, examen préalable	75g
4. Adoption, approbation	75h
5. Effets	75i
6. Modification	75j

CHAPITRE III : Tâches du Canton

SECTION 1 : Principe

1. Tâches	76
2. Compétences	77

SECTION 2 : Plan directeur cantonal

1. Conception directrice	79
2. Etudes de base, plans sectoriels	80
3. Contenu	81
4. Procédure, effets	82
5. Réexamen	83

TITRE TROISIEME : Equipement, remembrement, expropriation et financement

CHAPITRE PREMIER : Equipement technique de la zone à bâtir

1. Equipement	84
2. Equipement de base, équipement de détail.....	85
3. Desserte privée	86
4. Réalisation des équipements.....	87
4bis. Programme d'équipement.....	87a
4ter. Aperçu de l'état de l'équipement	87b
5. Réalisation des équipements par les propriétaires	
a) Procédure.....	88
b) Décompte	89
5bis. Mesures du Canton.....	89a
6. Contribution des propriétaires fonciers à l'équipement	
a) Principe	90

b) Part des frais	91
7. Contribution des propriétaires fonciers aux ouvrages publics	
a) Principe	92
b) Litiges	93

CHAPITRE II : Remembrement parcellaire de terrains à bâtir

1. Principe	94
2. Introduction	95
3. Condition préalable	96

CHAPITRE III : Libération de servitudes

1. Principe	97
2. Procédure	98

CHAPITRE IV : Expropriation et restriction de la propriété

1. Application de la loi sur l'expropriation	99
2 Expropriation formelle	
a) Droit d'expropriation	100
b) Expropriant	101
3. Expropriation matérielle	
a) Notion	102
b) Installation d'équipement	103
c) Restitution	104
4. Prescription de l'action en indemnité	105
5. Droit de préemption	
a) But, notion	106
b) Inscription	107
c) Avis, option	108
6. Restrictions d'importance secondaire	
a) Principes	109
b) Litiges	110

CHAPITRE V : Compensation

Compensation	111
--------------------	-----

CHAPITRE VI : Financement

1. Couverture des dépenses, principe	112
2. Subventions cantonales	113
3. Prestations particulières	114

TITRE QUATRIEME : Dispositions transitoires et finales**CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'application**

1. Décrets	115
2. Ordonnances	116

CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur

1. Modification de la loi portant introduction de la loi fédérale sur le maintien de la propriété foncière rurale	117
2. Modification de la loi sur les améliorations foncières et les bâtiments agricoles	118
3. Abrogation du droit en vigueur.....	119

CHAPITRE III : Dispositions transitoires

1. Plans et prescriptions des communes	120
2. Permis de construire et police des constructions.....	121
3. Exploitations de matériaux, places de décharges.....	122
4. Terrains de camping	123

CHAPITRE IV : Entrée en vigueur

Entrée en vigueur	124
-------------------------	-----

Ordonnance

concernant la cellule administrative responsable de la procédure accélérée en matière de permis de construire dans les zones d'activités d'intérêt cantonal

du 21 février 2012

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 18a et 21b de la loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire¹,

arrête :

But

Article premier La cellule administrative responsable de la procédure accélérée en matière de permis de construire dans les zones d'activités d'intérêt cantonal (dénommée ci-après : "cellule administrative") a pour but de réunir toutes les autorités appelées à se prononcer sur des projets de construction en zone d'activités d'intérêt cantonal en vue d'accélérer la procédure de consultation.

Terminologie

Art. 2 Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Composition

Art. 3 ¹ La cellule administrative est composée du chef de la Section des permis de construire et de représentants de toutes les autorités concernées, mais au moins :

- a) de l'Office de l'environnement;
- b) du Service des arts et métiers et du travail;
- c) du Service des transports et de l'énergie (énergie);
- d) de l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention;
- e) de la commune, si le projet se situe sur le territoire d'une commune disposant de la compétence d'octroyer les permis de construire.

² Selon les cas à traiter, la Section des permis de construire peut convoquer un représentant du Service de l'économie, de la commune concernée ainsi que d'autres services, institutions ou autorités.

³ La cellule administrative est convoquée et dirigée par le chef de la Section des permis de construire.

Participation aux
séances

Art. 4 ¹ La participation aux séances de la cellule administrative a un caractère obligatoire et prioritaire pour toutes les autorités concernées.

² Les autorités concernées s'organisent pour y déléguer au moins un de leurs représentants.

Tâches

Art. 5 ¹ La cellule administrative a notamment pour tâches :

- a) l'anticipation des demandes;
- b) la consultation des autorités concernées;
- c) la coordination des préavis et des autorisations spéciales nécessaires à la délivrance du permis de construire;
- d) au besoin, l'information publique.

² Les autorités concernées se coordonnent et veillent à obtenir les compléments d'informations nécessaires. Elles ont la possibilité de rendre un préavis oral.

³ Au besoin, elles appuient les requérants lors du remplissage des formulaires accompagnant la demande de permis.

Développement
économique

Art. 6 Sur demande du Bureau du développement économique, la cellule administrative se détermine sur les possibilités d'implantation de constructions dans les zones d'activités d'intérêt cantonal.

Examen anticipé
des projets

Art. 7 ¹ Par anticipation des demandes de permis de construire, la cellule administrative peut conseiller un investisseur intéressé, lui fournir tous les renseignements nécessaires et vérifier le plus en amont possible que le dossier du projet de demande de permis de construire est correct et complet.

² L'anticipation des demandes a pour but de garantir que l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire pourra rendre une décision dès la fin de l'enquête publique de 14 jours selon la procédure accélérée.

Entrée en
vigueur

Art. 8 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} avril 2012.

Delémont, le 21 février 2012

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

¹⁾ RSJU 701.1

Décret concernant les contributions des propriétaires fonciers

du 11 décembre 1992

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 90 à 93 et l'article 115, lettre c, de la loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)¹⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

1. Principe

Article premier ¹ Les propriétaires fonciers sont tenus de participer aux frais d'équipement selon les possibilités d'utilisation du sol définies par la législation sur les constructions et compte tenu des conditions locales.

² L'obligation de verser des contributions en faveur d'autres ouvrages et mesures d'intérêt public peut être prescrite par les communes (art. 92 LCAT).

³ Demeure réservée la faculté des communes de percevoir des redevances d'un autre genre (contributions de remplacement, émoluments d'utilisation et autres). Pour la perception de taxes, les lois, règlements communaux et règlements des responsables de l'équipement existant à ce sujet sont réservés.

2. Champ d'application

Art. 2 La perception de contributions des propriétaires fonciers est régie par les dispositions du présent décret, pour autant que les communes n'aient pas édicté des prescriptions particulières.

3. Prescriptions communales

Art. 3 ¹ Dans leur règlement de construction ou dans un règlement spécial, les communes ont la faculté de prévoir une participation selon le principe de la couverture des frais effectifs ou selon le principe de la taxe d'équipement.

² Si la commune prescrit le versement de contributions pour d'autres ouvrages et mesures d'intérêt public (art. 1^{er}, al. 2) mais n'en détermine pas les règles, le présent décret s'applique par analogie.

4. Absence de
règlement
communal

Art. 4 Faute de règlement communal, le mode de calcul des contributions selon le principe de la couverture des frais effectifs défini aux articles 5 à 29 est directement applicable.

5. Obligation de
verser des
contributions
a) Conditions

Art. 5 ¹ Des contributions sont perçues auprès des propriétaires fonciers pour des ouvrages qui leur apportent un avantage particulier.

² Une plus-value est considérée comme réalisée, notamment :

- a) lorsque la réalisation de l'équipement considéré permet de remplir les exigences de l'article 4 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire;
- b) lorsque les possibilités d'utilisation d'un bien-fonds sont améliorées ou que les dépenses privées à cet effet s'en trouvent réduites;
- c) lorsque la réalisation de l'équipement permet d'accroître le rendement du bien-fonds ou de diminuer les frais d'exploitation.

b) Fixation de la
contribution

Art. 6 ¹ La contribution ne peut être supérieure à l'avantage apporté par les équipements au bien-fonds.

² Il est tenu compte équitablement des désavantages occasionnés par l'équipement.

³ Les contributions calculées en application des dispositions du présent décret sont présumées correspondre aux avantages retirés.

c) Obligation
initiale

Art. 7 ¹ L'obligation naît dès que l'équipement est achevé.

² Un équipement est réputé achevé lorsqu'il est, pour l'essentiel, construit et prêt à être utilisé.

³ Si un équipement est construit par étapes, l'obligation naît, pour chaque étape, à l'achèvement de celle-ci.

d) Obligation
postérieure

Art. 8 ¹ Les propriétaires fonciers sont en particulier astreints à l'obligation postérieure de verser des contributions lorsque :

- a) des équipements peuvent après coup être utilisés pour la mise en valeur de leur bien-fonds;
- b) les possibilités d'utilisation de leur bien-fonds, définies par la législation sur les constructions, s'améliorent suite à une modification de la réglementation en matière de construction et d'aménagement du territoire;

c) une dérogation améliore considérablement l'utilisation du bien-fonds.

² Aucune contribution postérieure ne peut être exigée :

- a) dès l'instant où les contributions versées par les propriétaires fonciers ont atteint le maximum légal (art. 14);
- b) dans tous les cas, après un délai de dix ans à compter de l'achèvement de l'ouvrage.

Rétrocession

Art. 9 ¹ Si, à la suite de mesures officielles durables, notamment de mesures de construction ou de police, l'avantage qui a justifié la contribution est supprimé complètement ou en majeure partie dans les dix ans qui suivent le dépôt du plan des contributions, le propriétaire du bien-fonds en question aura droit au remboursement proportionnel de sa contribution.

² La demande de rétrocession doit être présentée par écrit à la commune, au plus tard une année après la mise en vigueur des mesures officielles ou, s'il s'agit de travaux, au plus tard une année après leur achèvement.

³ Si la demande est rejetée totalement ou partiellement par la commune, le propriétaire du bien-fonds peut introduire action devant le juge administratif dans les 30 jours qui suivent la notification de la décision de rejet.

6. Débiteur

Art. 10 La contribution est due par celui qui est propriétaire du bien-fonds ou bénéficiaire d'un droit de superficie au moment de la notification du montant de la contribution, qu'elle soit initiale ou postérieure.

7. Péréemption

Art. 11 Le droit de la commune de lever les contributions se périmé si elle ne le fait pas valoir par dépôt public du plan des contributions (art. 22) dans les deux ans qui suivent l'achèvement de l'équipement. Le Département de l'Environnement et de l'Equipeement peut prolonger ce délai d'une année au plus.

SECTION 2 : Calcul des contributions

1. Objet de la contribution

Art. 12 ¹ Les contributions de propriétaires fonciers concernent les frais de construction et d'aménagement de l'équipement au sens de l'article 84 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire. Des contributions sont aussi exigibles pour les prestations que les communes doivent fournir en faveur de l'aménagement des routes cantonales au sens de l'article 36 de la loi sur la construction et l'entretien des routes²⁾.

² Les frais d'entretien et d'exploitation des équipements ne peuvent donner lieu à contribution. Les dispositions légales contraires sont réservées.

2. Frais
déterminants

Art. 13 Les contributions sont calculées d'après la totalité des frais de construction de l'équipement, y compris l'acquisition du terrain, les indemnités, les frais d'élaboration du projet, la conduite des travaux et les intérêts du crédit de construction. Les subventions éventuelles sont déduites.

3. Part des frais
des propriétaires
fonciers

Art. 14 ¹ La participation des propriétaires fonciers peut s'élever :

- a) jusqu'aux 100 % des frais effectifs pour l'équipement de détail, ainsi que pour l'équipement de la zone de maisons de vacances;
- b) jusqu'aux 80 % des frais effectifs pour les équipements de base à caractère collecteur de quartiers;
- c) jusqu'aux 50 % des frais effectifs pour les autres équipements de base.

² La part des frais incombant aux propriétaires fonciers est fixée dans la décision d'ouverture de crédit rendue par l'organe communal compétent. Les dispositions relatives à la taxe d'équipement (art. 30 à 39) sont réservées.

4. Répartition de
la contribution

Art. 15 La part imposée aux propriétaires fonciers se répartit en fonction des surfaces utiles imputables (art. 16) et des classes de contribution (art. 20).

5. Surface utile
imputable
a) En général

Art. 16 ¹ La surface utile imputable est calculée en multipliant la surface cadastrale du terrain par l'indice d'utilisation.

² L'utilisation possible au sens des prescriptions de construction est déterminante et non l'utilisation effective.

³ Si les prescriptions communales ne fixent pas d'indice d'utilisation, ce dernier est calculé sur la base du nombre d'étages autorisé par la législation sur les constructions. Dans les régions de construction en ordre non contigu, l'indice sera de 0,2 par étage complet et de 0,3 dans les régions de construction en ordre contigu.

b) Biens-fonds
publics

Art. 17 ¹ Pour les biens-fonds sis dans une zone d'utilité publique, la surface utile imputable se calcule en fonction du but prévu.

² L'article 16, alinéa 2, est applicable pour les constructions et l'espace environnant. Les zones de verdure ou tout autre aménagement de nature paysagère ne sont pas compris dans le calcul.

c) Biens-fonds industriels et autres

Art. 18 ¹ Pour les biens-fonds industriels et artisanaux sans indice d'utilisation, la surface utile imputable est calculée avec un indice d'utilisation de 0,2 par étage ou par tranche de 4 m de hauteur autorisée.

² L'indice d'utilisation est fixé à

- a) 0,6 pour les lieux de décharge et les lieux d'extraction de matériaux;
- b) 0,3 pour les installations telles que terrains de camping, installations sportives, places de stationnement.

d) Biens-fonds agricoles

Art. 19 ¹ Si des biens-fonds agricoles acquièrent une plus-value du fait de la réalisation de l'équipement, leur surface utile imputable est fixée en tenant compte de l'avantage acquis.

² L'autorité tient compte de la pratique communale en matière de construction de chemins ruraux.

6. Classes de contribution

Art. 20 ¹ Les biens-fonds sont rangés en classes de contribution, échelonnées en pour-cent proportionnellement aux avantages obtenus.

² L'autorité prend en particulier en considération :

- a) la longueur de l'équipement desservant le bien-fonds;
- b) l'éloignement du bien-fonds par rapport à l'équipement réalisé;
- c) l'existence d'autres équipements desservant le bien-fonds.

7. Surfaces de contribution

Art. 21 ¹ La surface déterminante pour le calcul de la contribution (surface de contribution) est obtenue en multipliant la surface utile imputable par la classe de contribution.

² La contribution de chaque propriétaire est calculée en multipliant sa surface de contribution par le rapport entre le coût total de l'équipement considéré et la somme des surfaces de contribution contenues dans le périmètre.

SECTION 3 : Procédure

1. Plan et tableau des contributions

Art. 22 ¹ En vue de déterminer les contributions dues par chacun des propriétaires, le conseil communal établit un plan et un tableau des contributions. Il peut déléguer cette compétence à une commission.

² Le plan des contributions indique les équipements faisant l'objet de la répartition et le ou les périmètres de contribution.

³ Le tableau des contributions indique, pour chaque bien-fonds, et, si nécessaire, pour chaque périmètre de contribution :

- a) le nom des propriétaires assujettis;
- b) la surface cadastrale entrant en considération;
- c) l'indice d'utilisation;
- d) les classes de contribution;
- e) la surface de contribution;
- f) le montant total de la part des frais incombant aux propriétaires fonciers;
- g) la contribution à acquitter par chaque bien-fonds;
- h) les montants déductibles au titre de cession de terrain ou d'équipement.

2. Dépôt public et opposition

Art. 23 ¹ Le plan et le tableau des contributions sont déposés publiquement pendant 30 jours.

² Une notification écrite du dépôt public est envoyée aux propriétaires fonciers concernés. Elle les avise de leur droit de former opposition par écrit pendant la durée du dépôt public. L'opposition motivée est adressée à la commune.

3. Décisions et voies de recours

Art. 24 ¹ La commune tente la conciliation et adapte au besoin le plan et le tableau des contributions.

² Le conseil communal statue sur les oppositions. Il notifie ses décisions à chaque propriétaire foncier par lettre recommandée en indiquant les voies de recours.

³ Les décisions du conseil communal peuvent faire l'objet d'un recours devant le juge administratif dans les 30 jours à compter de leur notification. Pour le surplus, les dispositions du Code de procédure administrative³⁾ sont applicables.

⁴ Les pertes subies suite à l'acceptation d'un recours sont à la charge de la commune.

SECTION 4 : Perception des contributions

1. Exigibilité **Art. 25** ¹ Le plan et le tableau des contributions entrés en force ont les mêmes effets qu'un jugement exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite⁴⁾.

² Les contributions sont exigibles dès que les décisions sont exécutoires. Après expiration d'un délai de paiement de 90 jours, elles portent intérêt au taux de l'intérêt moratoire en matière d'impôt cantonal.

2. Hypothèque légale **Art. 26**⁵⁾ Les contributions sont garanties par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse⁶⁾.

3. Compensation **Art. 27** Les créances de contribution peuvent être compensées avec les créances du propriétaire foncier liées à l'équipement ou à la mesure.

4. Cas de rigueur **Art. 28** ¹ Dans les cas de rigueur, en particulier par rapport aux biens-fonds sis dans la zone agricole ou dans la zone de fermes, le conseil communal peut accorder un paiement par tranches ou un ajournement de la contribution.

² Cet ajournement devient caduc dès que le bien-fonds est aliéné à des fins de construction ou qu'il s'y établit des constructions.

5. Libération des contributions **Art. 29** Les établissements et fondations de bienfaisance ou servant à des fins culturelles ou d'utilité publique peuvent, par décision du conseil communal, être libérés de tout ou d'une partie du versement de contributions. La commune supporte seule la perte résultant de cette mesure.

SECTION 5 : Contribution selon le principe de la taxe d'équipement

1. Prescriptions communales **Art. 30** ¹ Les communes qui souhaitent prélever des contributions selon le principe de la taxe d'équipement édictent un règlement à cet effet.

² Sous réserve des dispositions ci-après, le règlement communal doit contenir au moins les éléments suivants :

- a) le principe de la contribution;
- b) la liste des équipements faisant l'objet de la perception d'une contribution;
- c) le mode de calcul et le taux;
- d) la prise en compte des conditions particulières du lieu;
- e) le mode de notification et de perception de la contribution;
- f) la procédure d'opposition;
- g) les exceptions éventuelles.

³ Un règlement-type est élaboré par le Département de l'Environnement et de l'Équipement.

2. Obligation de verser la taxe

Art. 31 ¹ La taxe d'équipement, dont le taux est modulé en fonction des conditions particulières du lieu, est due lorsque des équipements apportent un avantage particulier aux propriétaires fonciers ou lorsque ceux-ci sollicitent un équipement existant pour une construction.

² La taxe d'équipement ne doit pas être supérieure à l'avantage particulier que le bien-fonds retire du fait de l'équipement existant ou à réaliser. Les inconvénients causés par l'équipement doivent être pris en considération de manière équitable. Les contributions calculées conformément aux dispositions du présent décret sont présumées correspondre aux avantages retirés.

³ Lorsqu'un propriétaire foncier a déjà contribué, en vertu d'anciennes dispositions légales, aux frais d'équipement, le montant de la taxe en est réduit d'autant.

3. Etendue de la taxe

Art. 32 Le règlement communal doit distinguer les équipements constitutifs de la taxe des équipements effectués par d'autres responsables de l'équipement lorsque ceux-ci font l'objet de perceptions de taxes ou de contributions particulières en vertu de lois ou de règlements spécifiques (eau, eaux usées, électricité, téléphone, etc.).

4. Calcul
a) Principe

Art. 33 ¹ La taxe d'équipement est calculée sur la différence de valeur entre l'estimation officielle du bien-fonds avant et celle après la construction ou la transformation.

² Les modifications de valeur officielle dues à une indexation ou à une révision générale ne donnent pas lieu à la perception d'une taxe d'équipement. Il en est de même des travaux d'entretien ou de rénovation qui ne sollicitent pas davantage l'équipement.

b) Méthode

Art. 34 ¹ Le taux de la taxe est déterminé par le rapport entre les dépenses moyennes sur dix ans pour les équipements au sens des articles 14, alinéa 1, et 32, d'une part, et l'augmentation moyenne sur dix ans des valeurs officielles corrigées des conditions particulières du lieu, d'autre part.

² En cas de fluctuation sensible de l'un des paramètres, mais au moins une fois tous les cinq ans, le taux doit être révisé.

5. Conditions du lieu

Art. 35 ¹ Pour tenir compte des conditions particulières du lieu, le règlement communal établira des catégories de taxe d'équipement qui comporteront chacune un taux de participation différent; ces catégories figureront sur le plan annexé au règlement communal.

² Les communes peuvent déterminer des catégories à taux nul.

6. Perception
a) Notification, opposition

Art. 36 Le conseil communal fixe la taxe d'équipement et notifie sa décision par lettre recommandée au propriétaire foncier assujetti en indiquant son droit de faire une opposition motivée dans les 30 jours à compter de la notification.

b) Avance

Art. 37 Dès l'octroi du permis de construire, une avance à titre d'acompte, payable dans les 30 jours, peut être exigée. L'avance ne dépassera pas les 80 % de la taxe calculée sur la base de la valeur officielle présumée.

c) Recours

Art. 38 Les décisions prises sur opposition par le conseil communal peuvent faire l'objet d'un recours devant le juge administratif dans les 30 jours à compter de leur notification. Pour le surplus, les dispositions du Code de procédure administrative sont applicables.

d) Sûreté, cas de rigueur

Art. 39 Pour le surplus, les articles 10 et 25 à 29 sont applicables par analogie.

SECTION 6 : Dispositions finales

1. Abrogation du droit en vigueur

Art. 40 Le décret du 6 décembre 1978 concernant les contributions des propriétaires fonciers aux frais de construction de routes des communes est abrogé.

2. Entrée en vigueur

Art. 41 Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} mars 1993.

Delémont, le 11 décembre 1992.

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Edmond Bourquard
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

¹⁾ RSJU 701.1

²⁾ RSJU 722.11

³⁾ RSJU 175.1

⁴⁾ RS 281.1

⁵⁾ Nouvelle teneur selon le ch. X de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2012

⁶⁾ RSJU 211.1

Décret concernant le remembrement de terrains à bâtir

du 11 décembre 1992

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 45 et 46 de la Constitution cantonale¹⁾,

vu les articles 94 à 96 et 115, lettre d, de la loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)²⁾,

arrête :

TITRE PREMIER : Dispositions générales

Principe

Article premier ¹ Lorsque la réalisation d'un plan de zones ou d'un plan spécial l'exige, il convient de procéder au remembrement de terrains à bâtir.

² Le remembrement de terrains à bâtir doit permettre un lotissement rationnel et économique ou la rénovation de certains quartiers par la modification des parcelles, ainsi que par la redistribution de la propriété et des autres droits réels qui y sont liés.

Surveillance par
la commune

Art. 2 ¹ La surveillance des travaux de remembrement incombe à la commune.

² Le conseil communal est l'autorité compétente au sens du présent décret, pour autant que le règlement communal n'en dispose autrement.

³ Lorsque le périmètre du remembrement s'étend sur plusieurs communes, la commune ayant la plus grande superficie dans le périmètre exerce en général la surveillance.

Haute
surveillance et
mesures du
Gouvernement

Art. 3 ¹ La haute surveillance des travaux de remembrement incombe au Gouvernement qui en confie l'exercice au Département de l'Environnement et de l'Equipement (dénommé ci-après "Département").

² Lorsqu'une coopérative de remembrement ne dispose pas des organes nécessaires ou lorsque ceux-ci négligent leurs devoirs, le Département peut commander les mesures nécessaires à la réalisation du remembrement aux frais de la coopérative ou procéder d'office à la dissolution de la coopérative.

Titre de
mainlevée et
hypothèque
légale

Art. 4 ¹ Les décisions et les arrêtés pris par les organes du remembrement et ayant force de chose jugée sont assimilés à un jugement exécutoire au sens de l'article 80, alinéa 2, de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite³⁾.

² Les créances de la coopérative de remembrement à l'égard des propriétaires participants sont garanties par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse^{8) 7)}.

Publications,
communications
et moyens de
droit

Art. 5 ¹ Les publications et les convocations de caractère public ont lieu dans le Journal officiel et selon les usages locaux. Les participants doivent être renseignés par écrit.

² Les décisions et les arrêtés indiquent notamment les délais et voies de droit.

Mise à l'enquête
publique et
oppositions

Art. 6 ¹ Les mises à l'enquête publique prévues par le présent décret ont lieu dans la commune sur le territoire de laquelle s'effectue le remembrement. Lorsque le remembrement touche plusieurs communes, elles ont généralement lieu dans la commune ayant la plus grande superficie dans le périmètre de remembrement.

² La mise à l'enquête dure 30 jours.

³ La publication doit contenir des indications sur le lieu et la durée de la mise à l'enquête. Elle mentionne que les oppositions, écrites et motivées, doivent être faites pendant la durée de mise à l'enquête.

⁴ Chaque mise à l'enquête publique doit être autorisée par le Département.

TITRE DEUXIEME : Remembrement de terrains à bâtir

CHAPITRE PREMIER : Généralités

Remembrement
pour équiper et
rajuster des
parcelles, plan
spécial

Art. 7 La procédure de remembrement de terrains à bâtir peut être engagée avant l'entrée en vigueur du plan spécial. Cependant, le plan de remembrement ne pourra être mis à l'enquête publique (art. 43) avant que le plan spécial réservant les surfaces prévues à des fins d'intérêt public n'ait été accepté en votation communale.

Décision
concernant
l'engagement de
la procédure

Art. 8 ¹ La procédure de remembrement est engagée :

- a) par une décision, constatée en la forme authentique, prise par la majorité des propriétaires; les propriétaires intéressés qui ne prennent pas part à la décision sont réputés y adhérer;
- b) par décision du conseil communal;
- c) par décision du Département.

² La décision concernant l'engagement de la procédure est fondée sur :

- un avant-projet consistant en un plan du périmètre contenant des indications précises sur les différentes parcelles, la représentation de l'équipement prévu dans ses grandes lignes, ainsi qu'un rapport concernant le projet;
- un devis des dépenses présumées et des charges approximatives des propriétaires fonciers;
- le cas échéant, un projet de statuts.

³ La décision d'engager la procédure (al. 1) et l'annulation de cette décision doivent être signalées sur-le-champ pour les cas prévus sous :

lettre a : au registre foncier, au conseil communal et au Département par le notaire instrumentant;

lettre b : au registre foncier et au Département par le conseil communal;

lettre c : au registre foncier et au conseil communal de la commune concernée par le Département.

Périmètre

Art. 9 ¹ Les limites du remembrement seront fixées dans le plan de périmètre en tenant compte des intérêts des fonds voisins et de manière à pouvoir réaliser un remembrement rationnel. Le périmètre de remembrement peut être constitué de parcelles qui ne sont pas contiguës.

² Les fonds qui ne doivent pas être modifiés, ainsi que ceux dont l'inclusion dans le remembrement rendrait la réalisation de celui-ci sensiblement plus difficile, peuvent être laissés de côté ou partiellement englobés dans le périmètre.

³ Des fonds ou des parties de fonds bâtis ou utilisés à des fins particulières peuvent être englobés dans un remembrement lorsque, sans ceux-ci, la réalisation de l'objectif à atteindre serait sensiblement plus difficile.

⁴ Le Département peut, après avoir entendu les participants, apporter de petites modifications au périmètre de remembrement. L'article 8, alinéa 3, est applicable par analogie.

Participants

Art. 10 Participant à la procédure de remembrement :

- a) les propriétaires des fonds situés dans le périmètre de remembrement;
- b) les détenteurs de droits réels sur un fonds situé dans le périmètre de remembrement, pour autant qu'ils puissent se prévaloir d'un intérêt digne de protection;
- c) la commune sur le territoire de laquelle le remembrement a lieu;
- d) d'autres collectivités publiques en faveur desquelles certains terrains sis dans le périmètre de remembrement doivent être réservés à des fins d'intérêt public.

Effets de la décision d'engagement de la procédure

Art. 11 ¹ La décision concernant l'engagement de la procédure a pour effet :

- a) que les droits et devoirs inhérents à l'entreprise passent de par la loi à l'acquéreur d'un fonds situé dans le remembrement et que le nouveau propriétaire prend la place du précédent en ce qui concerne la procédure et le droit matériel;
- b) que, dans tous les cas où ne serait pas acquis l'assentiment unanime des propriétaires fonciers participant à la procédure de remembrement, toute modification de fait ou de droit intervenant au cours de la procédure de remembrement requiert l'autorisation de la commission de remembrement ou, tant que celle-ci n'a pas été désignée, celle du conseil communal; l'autorisation ne peut être refusée que si la modification porte préjudice au projet.

² Les décisions d'autorisation prises en vertu de l'alinéa 1, lettre b, peuvent être attaquées auprès du juge administratif, sous réserve de recours à la Cour administrative.

Mention au
registre foncier

Art. 12 ¹ Sur communication de la décision d'engagement de la procédure, le conservateur mentionne au registre foncier que les fonds sont compris dans la procédure de remembrement. Lorsque la mention a eu lieu, il en informe les propriétaires participants.

² La mention s'éteint dès que la procédure de remembrement a pris fin ou après que la dissolution de la coopérative a été décidée ou approuvée par le Département. Le Département en informe le registre foncier.

Contribution de
la commune aux
travaux
préparatoires

Art. 13 La commune peut faire des avances pour couvrir les frais des travaux préparatoires; elle peut également prendre les frais à sa charge si elle a intérêt au remembrement.

CHAPITRE II : Remembrement de gré à gré

Procédure

Art. 14 ¹ Lorsque tous les participants ont approuvé le plan du périmètre et l'avant-projet et déclarent vouloir s'entendre sur les autres mesures du remembrement sans fonder pour autant une coopérative de remembrement, l'avant-projet muni de leurs signatures est soumis par le conseil communal à l'approbation du Département.

² Les participants désignent un chef technique et un notaire chargés de l'élaboration du plan de remembrement définitif.

³ Lorsque le plan de remembrement est mis au point et signé par tous les participants, le conseil communal le soumet pour approbation au Département. L'approbation ne peut intervenir, en règle générale, que si le périmètre de remembrement est doté d'un plan spécial entré en vigueur.

⁴ Le conseil communal fixe, sur proposition ou d'office, d'entente avec le Service de l'aménagement du territoire, des délais appropriés pour la réalisation des différentes phases de la procédure de fondation. Les participants peuvent recourir auprès du Département contre les décisions du conseil communal.

⁵ Le plan de remembrement approuvé sert de justificatif pour les modifications à apporter au registre foncier.

⁶ Sous réserve de recours au Tribunal cantonal, le président du tribunal tranche par ailleurs les différends découlant de ladite procédure.

CHAPITRE III : La coopérative de remembrement

SECTION 1 : Fondation

Mise à l'enquête
publique,
assemblée
d'information

Art. 15 ¹ Une fois prise la décision concernant l'engagement d'une procédure, le conseil communal met à l'enquête publique :

- a) l'avant-projet accompagné d'un état de propriété;
- b) le projet de statuts;
- c) le devis.

² Le conseil communal doit, en règle générale, inviter les participants à une assemblée d'information.

³ D'office ou sur requête de propriétaires fonciers, le conseil communal peut ordonner les mesures prévues par les alinéas 1 et 2 avant qu'une décision concernant l'engagement d'une procédure ne soit prise.

Assemblée
constitutive

Art. 16 ¹ Trente jours au plus tôt après la mise à l'enquête, le conseil communal convoque les participants en assemblée constitutive et détermine l'ordre du jour. Il en informe le Département.

² L'assemblée constitutive :

- a) adopte les statuts;
- b) arrête le plan du périmètre;
- c) nomme les organes statutaires;
- d) désigne le chef technique et le notaire.

³ Les décisions sont prises à la majorité des propriétaires participants. L'article 25 est applicable pour la représentation.

⁴ Les modifications du périmètre seront signalées au sens de l'article 8, alinéa 3. Si le périmètre qui a servi de base à la décision d'engagement d'une procédure est étendu, cette modification sera mise à l'enquête publique ou communiquée aux participants.

Oppositions

Art. 17 ¹ Le conseil communal transmet au Service de l'aménagement du territoire les actes et les oppositions auxquels il joint une proposition motivée.

² Le Service de l'aménagement du territoire entend sans retard les opposants et tente de concilier les parties.

³ Il transmet le dossier, accompagné de son rapport et de sa proposition, au Département.

Approbation

Art. 18 ¹ Le Département statue sur les oppositions non vidées. Il approuve le périmètre et les statuts de la coopérative pour autant que le remembrement soit d'intérêt public, rationnel et qu'il ne lèse pas les intérêts privés qui méritent d'être sauvegardés.

² Les décisions du Département sont susceptibles de recours conformément au Code de procédure administrative⁶⁾ ⁵⁾.

Fondation d'office

Art. 19 ¹ Lorsque la majorité requise n'a pu être constituée après la décision d'engagement en vue de fonder une coopérative, le Département peut, après avoir entendu les participants, procéder à cette fondation d'office ou sur proposition de la commune.

² Il édicte les statuts, fixe le périmètre de remembrement et désigne les organes nécessaires.

Effet de l'approbation

Art. 20 ¹ L'approbation des statuts par le Département confère à la coopérative la personnalité juridique sans qu'une inscription au registre du commerce soit nécessaire.

² Les participants doivent tolérer que les travaux nécessaires à la réalisation de l'entreprise soient exécutés sur leurs fonds.

Responsabilité

Art. 21 ¹ Seule la fortune sociale répond des engagements de la coopérative.

² La majorité des membres peut décider de la responsabilité personnelle restreinte ou non restreinte ou de l'obligation de faire des versements supplémentaires. Tout membre peut, en vertu de l'article 17, faire opposition contre cette décision auprès du Département s'il est chargé de façon excessive. Le Département statue sous réserve de recours à la Cour administrative.

Acquisition de
droits par la
coopérative

Art. 22 Afin de faciliter la réalisation du remembrement, la coopérative peut acquérir de gré à gré des fonds et des droits réels restreints.

SECTION 2 : Organisation de la coopérative

Statuts

Art. 23 Les statuts doivent contenir des dispositions sur :

- a) le nom, le siège et le but de la coopérative;
- b) les droits et obligations des membres;
- c) les organes, leurs compétences et la durée des mandats;
- d) la conduite des travaux et la surveillance;
- e) la couverture des frais;
- f) la comptabilité;
- g) la dissolution de la coopérative et la répartition de la fortune sociale.

Organes

Art. 24 ¹ Les organes de la coopérative sont :

- a) l'assemblée de la coopérative;
- b) le comité;
- c) la commission;
- d) l'organe de contrôle.

² Il n'est pas nécessaire que le président, le secrétaire, le caissier et les vérificateurs des comptes soient membres de la coopérative.

³ Les organes de la coopérative tiennent un procès-verbal des délibérations importantes et de toutes les décisions et nominations. Une copie des procès-verbaux est adressée au Service de l'aménagement du territoire.

Qualité de
membre et droit
de vote

Art. 25 ¹ Est membre de la coopérative tout propriétaire d'un fonds situé dans le périmètre de remembrement.

² Chaque membre n'a qu'une voix à l'assemblée de la coopérative, à moins que les statuts n'en disposent autrement.

³ La représentation d'un membre sur la base d'une procuration écrite est autorisée. Les statuts peuvent restreindre le droit de représentation.

⁴ Les copropriétaires d'un fonds et les propriétaires en main commune désignent la personne habilitée à exercer le droit de vote en leur nom.

⁵ Les statuts peuvent régler spécialement l'exercice du droit de vote pour les titulaires de droits distincts et permanents, ainsi que pour les propriétaires des fonds qui en sont grevés.

⁶ Un représentant de la commune est membre de la coopérative avec voix consultative.

Convocation de
l'assemblée de la
coopérative et
décisions

Art. 26 ¹ L'assemblée de la coopérative est convoquée au moins 15 jours à l'avance; le Service de l'aménagement du territoire en sera informé.

² L'assemblée de la coopérative prend ses décisions et procède aux nominations à la majorité absolue des voix émises, pour autant que le présent décret ou les statuts de la coopérative n'en disposent pas autrement.

Droit d'attaquer
les décisions de
l'assemblée

Art. 27 ¹ Chaque membre peut attaquer les décisions et nominations de l'assemblée pour violation du droit, y compris pour abus ou excès du pouvoir d'appréciation.

² Le recours, écrit et motivé, doit être déposé dans les 30 jours auprès du juge administratif. Celui-ci statue sous réserve de recours à la Cour administrative.

Comité

Art. 28 ¹ Le comité exécute les décisions de l'assemblée de la coopérative et remplit les tâches administratives. Il prend les décisions concernant les affaires qui ne sont pas de la compétence d'un autre organe.

² Lorsque les statuts n'en disposent pas autrement, le président, le secrétaire et le caissier de la coopérative ont le droit de vote du sein du comité, même s'ils ne sont pas membres de la coopérative.

Commission

Art. 29 La commission, composée de trois ou cinq experts n'ayant pas la qualité de participants au remembrement, procède, en collaboration avec le chef technique, à :

- a) l'élaboration du plan de remembrement (art. 43);
- b) toutes les estimations en rapport avec l'entreprise;
- c) la clé de répartition des frais.

SECTION 3 : Dissolution de la coopérative

Dissolution

Art. 30 ¹ La coopérative doit être dissoute lorsque, le remembrement étant achevé, toutes les dettes sociales sont éteintes.

² La décision relative à la dissolution doit être approuvée par le Département. La décision du Département est susceptible de recours conformément au Code de procédure administrative^{6) 5)}.

³ L'article 3, alinéa 2, est réservé.

CHAPITRE IV : Réalisation du remembrement

SECTION 1 : Principes

Masse de remembrement. Réserve de terrain à des fins d'intérêt public

Art. 31 ¹ L'ensemble de la superficie des fonds inclus dans le périmètre de remembrement forme arithmétiquement la masse de remembrement.

² Est soustrait de la masse de remembrement le terrain affecté à l'équipement et aux constructions publiques à destination exactement déterminée, ainsi qu'aux emplacements de verdure, prévu dans le plan spécial.

³ Sauf prescription contraire des statuts, les fonds réservés selon le plan de répartition pour des équipements et autres constructions publiques sont remis en toute propriété à la collectivité publique.

Principe de répartition

Art. 32 ¹ Le droit à la répartition des propriétaires fonciers participants est fixé en proportion des surfaces ou des valeurs déterminantes de la propriété antérieure ou encore sur la base d'une combinaison rationnelle de ces deux principes.

² Lorsque les statuts ne prévoient pas de réglementation, le remembrement a lieu sur la base des valeurs déterminantes.

Répartition sur la base des surfaces

Art. 33 Lorsque le remembrement a lieu sur la base des surfaces, le droit à la répartition tendra à l'attribution de parcelles susceptibles d'être construites de façon rationnelle, au même endroit ou à un endroit équivalent. Les intérêts de tous les participants seront équitablement sauvegardés.

Répartition sur la base des valeurs

Art. 34 ¹ Lorsque le remembrement a lieu sur la base des valeurs, la répartition s'opère en principe en proportion de la valeur déterminante de la propriété antérieure.

² L'article 33 est applicable par analogie pour le droit à la répartition. Dans la mesure du possible, on veillera au maintien des entreprises artisanales existantes.

Propriété commune, droit de superficie, etc.

Art. 35 ¹ Dans l'intérêt du remembrement, et sous réserve de l'assentiment écrit des propriétaires, une propriété commune peut être partagée ou reconstituée sous forme de copropriété ou de propriété par étages.

² De nouveaux droits réels restreints tels que droits de superficie, droits d'habitation, etc., peuvent être constitués avec l'assentiment écrit de l'ayant droit et du propriétaire grevé.

Obligation de construire

Art. 36 ¹ S'agissant d'un fonds sur lequel la commune a acquis des droits d'expropriation, la répartition peut être liée à la condition que la parcelle soit construite dans un délai convenable selon les prescriptions en vigueur pour le nouvel état (art. 7).

² Le délai est fixé dans le plan de répartition ou par la commune. Il peut être prolongé par le Département.

³ Lorsque le fonds n'est pas construit, la commune peut faire usage du droit d'expropriation. L'indemnité sera fixée par le juge compétent en matière d'expropriation.

Indemnités dues:
a) par la collectivité à la coopérative

Art. 37 Lorsqu'il s'agit de terrains destinés à des fins d'utilité publique, et sous réserve d'un autre arrangement, la collectivité publique versera une indemnité correspondant à la valeur de l'ancienne propriété, dans la mesure où lesdits terrains ne serviront pas uniquement aux besoins des habitants du périmètre de remembrement.

b) par la coopérative à des titulaires de droits réels restreints

Art. 38 ¹ En cas de remembrement sur la base des surfaces, une indemnité pour la perte de droits réels restreints doit être versée, pour autant que l'intérêt au maintien de ce droit ne disparaisse pas du fait du remembrement.

² L'indemnité est mise à charge du propriétaire du fonds grevé jusqu'à concurrence de l'avantage qu'il en retire.

³ En cas de remembrement sur la base des valeurs, une indemnité sera versée, pour autant :

- que la compensation n'ait pas été réalisée lors de la répartition, ou
- que le fonds en question ne soit pas situé dans le périmètre de remembrement, ou
- qu'une servitude personnelle soit abolie.

c) par la
coopérative aux
propriétaires
fonciers
participants

Art. 39 ¹ Une indemnité doit être versée :

- a) lorsque la répartition ne correspond pas au moins à la valeur déterminante des parcelles versées dans la masse; les changements de valeur ne résultant pas du remembrement n'entrent pas en considération;
- b) lorsque, par suite de l'exiguïté de la superficie versée dans la masse, aucune parcelle susceptible d'être construite ne peut être attribuée; l'indemnité correspond en général à la moyenne entre la valeur du fonds pour le propriétaire précédent et la valeur qu'il a pour la coopérative de remembrement, compte tenu de l'article 31, alinéa 2;
- c) lorsque, par suite de la petitesse de la masse à répartir, aucune parcelle susceptible d'être construite ne peut être attribuée; l'indemnité est calculée selon les principes valables pour l'expropriation;
- d) lors de remembrement sur la base des valeurs, correspondant à l'excédent de la valeur d'expropriation calculée selon l'article 42, alinéa 3, par rapport à la valeur déterminante pour la nouvelle répartition, à la condition que les parties intégrantes qui occasionnent la plus-value ne restent pas au propriétaire; lorsque ces parties intégrantes sont attribuées, l'indemnité est mise à charge du nouveau propriétaire, jusqu'à concurrence du profit qu'il retire de cette attribution;
- e) lors de remembrement sur la base des surfaces, pour compenser la perte de constructions, de plantations ou autres installations et jouissances;
- f) pour les inconvénients résultant de la perte de constructions, de plantations ou autres installations et jouissances.

² L'article 804 du Code civil suisse⁴⁾ est applicable au paiement des indemnités.

Avantages en
matière de
construction

Art. 40 En lieu et place d'une prestation en espèces, il peut être proposé, d'entente avec l'intéressé, une modification de permis de construire permettant une meilleure utilisation de la parcelle.

SECTION 2 : Principe d'estimation et procédure

Constatation de
l'ancien état

Art. 41 ¹ Le chef technique établit les plans de situation et la liste des propriétaires de l'ancien état du périmètre de remembrement.

² L'ancien état est fondé sur la mensuration cadastrale. Le Département peut ordonner des mensurations nouvelles ou complémentaires.

³ Les plans de situation et la liste des propriétaires sont mis à l'enquête publique.

Estimation de
l'ancien état et
valeur
déterminante

Art. 42 ¹ Lors de remembrements sur la base des valeurs, la commission, en collaboration avec le chef technique, évalue les fonds versés dans la masse, en se basant de manière uniforme sur la valeur d'expropriation en cours au début de la procédure d'estimation. L'estimation de l'ancien état est mise à l'enquête publique.

² La valeur de la parcelle estimée en tant que terrain à bâtir selon le plan de zones est déterminante.

³ Lorsque des constructions, des plantations et autres objets sont parties intégrantes de la parcelle, sa valeur d'expropriation est déterminée en tenant compte de ces parties intégrantes, présumées permanentes.

⁴ Chaque propriétaire foncier participant recevra une notification écrite concernant les valeurs d'estimation de la propriété qu'il a versée dans la masse.

Plan de
remembrement

Art. 43 ¹ La commission élabore le plan de remembrement en collaboration avec le chef technique et le notaire désigné.

² Le plan de remembrement comprend :

- a) le plan de répartition;
- b) le plan des servitudes;

- c) l'état de remembrement;
- d) le cas échéant, le plan d'estimation.

³ Le plan de remembrement est mis à l'enquête publique, sans indication relative aux gages immobiliers.

⁴ Le plan spécial ou les prescriptions relatives à la construction dans le périmètre du remembrement sont à disposition dans le local de dépôt du plan de remembrement.

a) Plan de répartition

Art. 44 Sur le plan de remembrement figureront les anciens et les nouveaux fonds.

b) Plan des servitudes

Art. 45 Sur le plan des servitudes figurera la représentation graphique des servitudes subsistantes et des nouvelles.

c) Etat de remembrement

Art. 46 L'état de remembrement comprend :

- a) les tableaux des états de propriété selon l'ancien et le nouvel état;
- b) les servitudes, les charges foncières, les gages immobiliers, les annotations et les mentions selon l'ancien et le nouvel état.

d) Plan d'estimation

Art. 47 ¹ Un plan d'estimation est élaboré lors de remembrements sur la base des valeurs.

² Il contient l'estimation des valeurs pour les fonds et les droits, faite selon le plan de répartition et les prescriptions en matière de construction désormais applicables au périmètre de remembrement (art. 7).

Consultation des nouvelles prescriptions en matière de construction

Art. 48 Les nouvelles prescriptions en matière de construction (art. 7) sont mises à disposition des intéressés en même temps que le plan de remembrement.

Fixation des indemnités

Art. 49 ¹ La commission procède aux estimations encore nécessaires pour fixer les indemnités qui résultent du remembrement.

² S'il est contesté que la valeur du fonds réparti soit au moins égale à la valeur déterminante du fonds versé dans la masse, lors de remembrements sur la base des valeurs, cette valeur est estimée à nouveau en se basant sur le moment de l'estimation du nouvel état.

³ A la même condition, lors de remboursements sur la base des superficies, les valeurs d'expropriation de l'ancien et du nouvel état sont déterminées en appliquant par analogie l'article 42.

⁴ La décision de la commission est motivée et notifiée par écrit aux participants.

Opposition **Art. 50** Opposition écrite et motivée contre le plan de remboursement ainsi que contre les estimations des valeurs et la fixation des indemnités peut être faite dans les 30 jours dès la notification auprès de la commission.

Liquidation des oppositions **Art. 51** ¹ La commission tente la conciliation.

² Elle statue sur les oppositions qui n'ont pu être liquidées à l'amiable.

Recours **Art. 52** ¹ Toute décision de la commission relative à une opposition peut être portée dans les 30 jours devant le juge administratif.

² Est soumis à l'examen l'ensemble de la procédure de l'autorité précédente, y compris la convenance des estimations.

Révision du plan de remboursement en cours de procédure; appel en cause **Art. 53** ¹ Les participants ne peuvent se prévaloir des droits que leur confère le plan de remboursement aussi longtemps que des oppositions ou des recours contre le plan de remboursement sont en suspens. Demeurent réservés les articles 59, alinéa 3, et 61.

² Les participants dont les intérêts sont touchés par une opposition ou un recours doivent être appelés en cause.

Echéance et obligation de payer un intérêt **Art. 54** Pour le recouvrement de créance en espèces, la commission peut fixer un terme d'échéance général, à partir duquel le débiteur est astreint à un intérêt correspondant au taux de l'intérêt moratoire en matière d'impôt cantonal.

SECTION 3 : Les frais de remembrement

Principe
concernant les
charges
financières

Art. 55 Sur la base des principes contenus dans le présent décret, dans les statuts ou fixés par convention, les participants doivent répondre des frais de remembrement, y compris des frais de mensuration, ainsi que des obligations financières de la coopérative.

Contributions de
la collectivité
publique

Art. 56 ¹ La collectivité publique doit, pour les parcelles qui lui sont attribuées, participer aux frais de remembrement dans la mesure où celles-ci ne profitent pas uniquement aux habitants du périmètre de remembrement, telles en particulier les surfaces réservées aux routes publiques de transit général et aux constructions publiques.

² Les frais d'un remembrement décidé par la collectivité publique sont supportés par elle dans la mesure où ils ne peuvent pas être mis à la charge des propriétaires fonciers participants.

Contributions
des membres de
la coopérative

Art. 57 ¹ En cas de remembrement sur la base des superficies, les frais sont partagés entre les membres en proportion de la superficie des fonds répartis.

² En cas de remembrement sur la base des valeurs, les frais sont répartis en proportion de la différence entre la valeur déterminante de l'ancien et celle du nouvel état.

³ Les contributions des propriétaires fonciers participants aux dépenses occasionnées par un remembrement de rajustement ne doivent pas excéder les 80 % de la plus-value des nouveaux fonds.

⁴ La commission peut fixer les avances à verser par les participants.

Procédure

Art. 58 ¹ En collaboration avec le chef technique, la commission élabore le plan de répartition des frais et le dépose à l'enquête publique.

² Pour les contestations, les articles 50 à 54 sont applicables.

SECTION 4 : Approbation et exécution du plan de remembrement

Approbation par
le Département

Art. 59 ¹ Le plan de remembrement est soumis au Département. De nouvelles prescriptions en matière de construction (art. 7) seront approuvées au plus tard en même temps que le plan de remembrement.

² L'approbation est donnée lorsque le plan de remembrement est conforme aux dispositions légales, notamment aux nouvelles dispositions en matière de construction, à l'intérêt public, qu'il est rationnel et répond aux exigences requises pour l'inscription des modifications de droit au registre foncier.

³ Le Département peut approuver les parties du plan de remembrement dont la réalisation n'entraînera aucun désavantage pour les parties encore contestées.

⁴ L'approbation rend le plan de remembrement exécutoire.

Envoi en
possession
anticipé

Art. 60 ¹ Le Département peut, d'office ou sur requête, autoriser les participants à prendre possession par anticipation de tout ou partie des parcelles ou à exercer d'autres droits.

² La décision d'envoi en possession anticipé peut être attaquée devant le juge administratif.

³ L'envoi en possession anticipé ne peut avoir lieu que lorsque les moyens de preuve concernant l'état antérieur sont complets.

Acquisition de
droits
immobiliers sans
inscription au
registre foncier

Art. 61 ¹ Dès l'entrée en vigueur du plan de remembrement, l'ancien état de droit est remplacé par le nouvel état de droit.

² Sont applicables à la réglementation des gages immobiliers les dispositions du Code civil suisse, notamment les articles 802, 803, 804 et 811.

³ Les charges publiques grevant d'anciens fonds passent à charge des nouveaux fonds sis aux mêmes endroits, même lorsqu'elles ne sont pas mentionnées dans le plan de remembrement.

Contestation
concernant le
paiement
d'indemnités et
les gages
immobiliers

Art. 62 Les articles 51 à 53 sont applicables par analogie aux contestations concernant le paiement des indemnités et la réglementation des gages immobiliers.

Modifications à
porter au registre
foncier

Art. 63 ¹ Le notaire désigné se charge de faire porter les modifications de droit au registre foncier.

² L'exemplaire original ou une copie vidimée du plan de remembrement approuvé, avec l'indication provisoire des superficies, sert de justificatif pour la réquisition des inscriptions au registre foncier.

³ Doivent en outre être présentés au registre foncier les justificatifs concernant le paiement des indemnités prévues aux articles 38 et 39.

Exonération du
droit de mutation

Art. 64 Pour l'inscription du remembrement au registre foncier, il n'est perçu aucun droit de mutation, mais un émolument correspondant aux frais.

Mensuration

Art. 65 Le Service de l'aménagement du territoire fait procéder à la mensuration du périmètre remanié aux frais de la coopérative.

TITRE TROISIEME : Rajustement de limites

Conditions

Art. 66 ¹ Lorsque le tracé de la limite ne permet pas une implantation rationnelle des bâtiments, un échange de parties de fonds non susceptibles d'être construites de façon indépendante peut être décidé, à condition que l'ajustement des limites n'occasionne aucun désavantage important aux propriétaires fonciers participants.

² Lorsqu'un échange n'est pas réalisable, des fonds ou parties de fonds d'une surface restreinte et non susceptibles d'être construits peuvent être réunis à une parcelle contiguë, aux conditions citées à l'alinéa 1.

³ Dans la mesure exigée par l'ajustement de limites, des droits réels restreints peuvent être réglés à nouveau.

Principes
concernant
l'échange

Art. 67 ¹ L'échange a lieu sur la base des superficies ou des valeurs en tenant compte des possibilités d'utilisation des parcelles.

² Le principe applicable est fixé dans la décision concernant l'engagement de la procédure de rajustement de limites.

Indemnités

Art. 68 ¹ Lorsqu'un des fonds participants subit une dévalorisation ou qu'il ne participe aux plus-values résultant du rajustement des limites que dans une mesure comparativement limitée, ces inégalités doivent être compensées en espèces entre les propriétaires fonciers participants.

² Pour les fonds ou les parties de fonds attribués à un autre propriétaire foncier (art. 66, al. 2), l'indemnité correspond à la moyenne de la valeur que représentent les superficies, respectivement pour l'ancien et pour le nouveau propriétaire.

Procédure

Art. 69 ¹ La procédure est engagée sur proposition d'un propriétaire foncier auprès de la commune ou introduite d'office par la commune. La proposition comporte un plan (avant-projet) des modifications envisagées.

² L'autorité communale compétente renseigne le Département et s'emploie à mettre d'accord les participants.

³ Lorsqu'un accord ne peut être réalisé, l'autorité communale compétente transmet la proposition au Service de l'aménagement du territoire avec son rapport et l'avis des participants.

⁴ Le Service de l'aménagement du territoire se prononce sur la proposition et fixe les principes qui commandent l'échange et la prise en charge des frais (art. 67). La décision peut être portée devant le juge administratif dans les 30 jours.

Réalisation du
rajustement de
limites

Art. 70 ¹ Dès l'entrée en vigueur de la décision concernant la réalisation d'un rajustement de limites, le Service de l'aménagement du territoire, en collaboration avec le géomètre d'arrondissement compétent et un notaire, établit le plan de rajustement des limites, le met à l'enquête et en informe les participants.

² Le plan de rajustement des limites doit être conforme aux exigences de l'inscription du nouvel état de droit au registre foncier.

Oppositions	Art. 71 Opposition écrite et motivée contre un plan de rajustement de limites peut être faite dans les 30 jours dès la notification auprès du Service de l'aménagement du territoire.
Levée des oppositions	<p>Art. 72 ¹ Le Service de l'aménagement du territoire tente la conciliation.</p> <p>² Il statue sur les oppositions qui n'ont pu être liquidées à l'amiable.</p>
Recours	Art. 73 La décision du Service de l'aménagement du territoire peut être attaquée devant le juge administratif dans un délai de 30 jours.
Fixation des frais et des indemnités	<p>Art. 74 ¹ Le Service de l'aménagement du territoire fixe le montant d'éventuelles indemnités et en désigne le débiteur.</p> <p>² Il établit un plan de répartition des frais.</p> <p>³ Lorsque les indemnités sont fixées et le plan de répartition des frais élaboré, il en informe par écrit les participants.</p> <p>⁴ La procédure d'opposition est réglée selon les articles 71 à 73.</p>
Approbation du plan de rajustement de limites	<p>Art. 75 ¹ Le plan de rajustement de limites doit être soumis pour approbation au Département.</p> <p>² L'approbation ne peut avoir lieu que lorsque la couverture des frais de rajustement est assurée.</p> <p>³ Par l'approbation, l'ancien état de droit est remplacé par le nouvel état de droit prévu dans le plan de rajustement des limites.</p>
Modifications à porter au registre foncier	<p>Art. 76 ¹ Le notaire désigné fait porter les modifications de droit au registre foncier.</p> <p>² L'original ou une copie vidimée du plan de rajustement des limites approuvé sert de justificatif pour la réquisition des modifications au registre foncier. Doivent en outre être présentés au registre foncier les justificatifs concernant le paiement des indemnités. L'article 804 du Code civil suisse est applicable.</p>

Application par analogie des prescriptions concernant le remembrement de terrains à bâtir

Art. 77 Pour le surplus, les prescriptions concernant le remembrement de terrains à bâtir sont applicables par analogie au rajustement de limites.

TITRE QUATRIEME : Dispositions finales

Abrogation du droit en vigueur

Art. 78 Le décret du 6 décembre 1978 sur les remaniements de fonds bâtis et non bâtis et les ajustements de limites est abrogé.

Entrée en vigueur

Art. 79 Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} mars 1993.

Delémont, le 11 décembre 1992

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Edmond Bourquard
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) RSJU 101
- 2) RSJU 701.1
- 3) RS 281.1
- 4) RS 210
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. VI de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
- 6) RSJU 175.1
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. XI de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2012
- 8) RSJU 211.1

Ordonnance instituant la commission du développement durable

du 11 mai 2004

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 73 de la Constitution fédérale¹⁾,

vu l'article 13 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978²⁾,

vu le rapport du Conseil fédéral du 27 mars 2002 "Stratégie 2002 pour le développement durable"³⁾,

considérant l'Agenda 21 de Rio et le Plan d'action de Johannesburg,

arrête :

Terminologie	Article premier Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Institution	<p>Art. 2 ¹ Il est institué une commission du développement durable.</p> <p>² Cette commission est rattachée au Service de l'aménagement du territoire.</p>
But	Art. 3 La commission du développement durable a pour but de contribuer à la promotion du développement durable dans la société jurassienne et à son intégration dans l'ensemble des activités de l'Etat.
Composition	<p>Art. 4 ¹ La commission du développement durable est composée de dix à quinze membres nommés par le Gouvernement.</p> <p>² Elle est présidée par le chef du Département de l'Environnement et de l'Equipeement.</p> <p>³ Les membres du comité de pilotage de Juragenda 21 participent aux séances avec voix consultative.</p>

Tâches	<p>Art. 5 ¹ La commission du développement durable appuie et conseille le comité de pilotage de Juragenda 21 dans ses tâches de développement durable dans les domaines des actions, de la formation, de la communication, de la mise en œuvre et du suivi des instruments et lui soumet toute proposition.</p> <p>² Elle a notamment pour tâches :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de se prononcer sur les problèmes généraux de développement durable; b) d'examiner les projets qui lui sont soumis; c) d'être à l'écoute des souhaits et attentes de la société jurassienne et d'émettre des avis à leur sujet; d) d'orienter les activités de l'Etat vers la prise en compte effective des principes du développement durable.
Durée des fonctions	<p>Art. 6 ⁶⁾ Les membres de la commission du développement durable sont nommés pour la législature.</p>
Séances	<p>Art. 7 La commission du développement durable siège au moins trois fois par année.</p>
Secret de fonction	<p>Art. 8 Les membres de la commission sont soumis au secret de fonction tel que défini à l'article 25 de la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura ⁴⁾.</p>
Indemnisation	<p>Art. 9 ¹ Les membres de la commission du développement durable sont indemnisés conformément à l'ordonnance concernant les indemnités journalières et de déplacement des membres des commissions cantonales ⁵⁾.</p> <p>² Les dépenses propres au fonctionnement de la commission (jetons de présence, déplacements, frais, divers) sont imputables au Service de l'aménagement du territoire.</p>

Entrée en
vigueur

Art. 10 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} juin 2004.

Delémont, le 11 mai 2004

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jean-François Roth
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RS 101
- 2) RSJU 172.11
- 3) FF 2002 3678
- 4) RSJU 173.11
- 5) RSJU 172.356
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. XXI de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Ordonnance concernant l'attribution de numéros d'immatriculation particuliers

du 24 mars 2009

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 8a de la loi du 26 octobre 1978 sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers et des bateaux¹⁾,

vu l'article 27, chiffres 1.16a et 1.16b, du décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments de l'administration cantonale²⁾,

arrête :

But

Article premier La présente ordonnance règle l'attribution de numéros d'immatriculation particuliers, sur demande du détenteur ou par voie d'enchères, pour les plaques de contrôle avec lettres et chiffres noirs des voitures automobiles et des motocycles, y compris celles munies du sigle spécial "U".

Terminologie

Art. 2 Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Attribution d'un
numéro sur
demande

Art. 3 ¹ Un numéro d'immatriculation déterminé peut être attribué sur demande.

² La demande est déposée auprès de l'Office des véhicules au moyen du formulaire officiel.

³ Si plusieurs demandes sont déposées pour le même numéro d'immatriculation, l'ordre de réception est déterminant.

⁴ Le numéro d'immatriculation demandé ne peut être attribué qu'à la condition d'être libre et de ne pas être destiné à l'attribution par voie d'enchères.

Attribution d'un
numéro aux
enchères

Art. 4 ¹ Les numéros d'immatriculation particuliers, notamment les petits numéros et ceux comportant une combinaison particulière, sont attribués par voie d'enchères.

² L'Office des véhicules établit et tient à jour la liste des numéros d'immatriculation concernés.

³ Il détermine quand ceux-ci sont mis aux enchères.

⁴ Les enchères se font par le biais d'internet.

Dépôt

Art. 5 En cas de dépôt ou de retrait des plaques de contrôle, le droit à l'usage exclusif du numéro d'immatriculation attribué prend fin dans tous les cas à l'issue d'un délai d'un an (art. 87, al. 1, de l'ordonnance fédérale du 27 octobre 1976 réglant l'admission des personnes et des véhicules à la circulation routière, OAC³).

Perte, vol

Art. 6 ¹ En cas de perte ou de vol des plaques de contrôle, le détenteur ne peut se voir restituer le numéro d'immatriculation qui lui avait été attribué qu'à l'échéance du délai légal d'attente.

² Il n'a pas droit à un remplacement par équivalent.

Transfert

Art. 7 ¹ Le transfert des plaques de contrôle entre détenteurs n'est admis qu'entre époux ou partenaires enregistrés et qu'entre parents en ligne directe jusqu'au deuxième degré.⁴

² L'Office des véhicules peut admettre un transfert dans d'autres circonstances particulières. Tel peut notamment être le cas lors d'un changement de détenteur au sein d'une entreprise, lors d'une remise de commerce ou encore lorsqu'une entreprise change de nature juridique ou de raison sociale.

Entrée en
vigueur

Art. 8 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} avril 2009.

Delémont, le 24 mars 2009

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Probst
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) RSJU 741.11

2) RSJU 176.21

3) RS 741.51

4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 août 2012, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2012

Loi concernant l'entretien et la correction des eaux

du 26 octobre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Eaux du domaine public

SECTION 1 : Droits de propriété et servitudes

Article premier ¹ Toutes les eaux utilisées pour la navigation ou le flottage sont choses du domaine public.

² Le Gouvernement détermine les eaux qui peuvent être utilisées pour la navigation ou le flottage, et rend les ordonnances de police y relatives.

Art. 2 Les rapports juridiques des propriétés riveraines sont réglés, sans préjudice des prescriptions de la présente loi, par la législation civile, notamment en ce qui concerne les alluvions, atterrissements, relais et îlots formés par les eaux.

Art. 3 Si la cession d'alluvions, atterrissements ou relais formés par les rivières est requise pour l'établissement ou l'entretien de travaux de défense, ou pour la plantation de bois destinés à l'entretien des digues, le propriétaire riverain n'aura le droit d'exiger un dédommagement que dans le cas où il aurait déjà mis en culture ou en exploitation réglée le terrain exondé.

Art. 4 ¹ Les propriétaires de fonds riverains de cours d'eau utilisés pour la navigation sont tenus de tolérer un chemin de halage le long des rives, ainsi que l'amarrage de bateaux et radeaux sur la partie des rives où les autorités préposées à la surveillance des digues ou les autres autorités de l'Etat le permettront, à condition toutefois que l'amarrage ne nuise point à l'exploitation régulière du fonds, et que les intéressés soient indemnisés du dommage qui pourrait en résulter, soit pour les produits de ce fonds, soit pour les digues et ouvrages exécutés le long des rives. Dans les cas de nécessité, il est permis, sous réserve de la réparation du dommage, d'amarrer les bateaux et radeaux aussi dans d'autres endroits que ceux désignés par l'autorité.

² L'Office des eaux et de la protection de la nature fixe la direction et la largeur du chemin de halage, ainsi que les conditions de son usage. L'établissement et l'entretien de ce chemin sont à la charge de l'Etat, sauf dans les cas où il existe des obligations de droit privé. S'il est établi de nouveaux chemins de halage, les propriétaires riverains auront droit à une indemnité pour la cession de leur terrain.

Art. 5 Les flotteurs peuvent circuler sur les bords des rivières sur lesquelles le flottage à bûches perdues se pratique, en tant que cela est nécessaire pour dégager et dévaler le bois de flottage; mais ils sont tenus à réparation du dommage causé aux propriétés et digues riveraines et doivent observer les restrictions et exceptions qui pourraient être établies par l'ordonnance sur la navigation et le flottage.

Art. 6 ¹ Sont responsables des dommages prévus par les articles 4 et 5, de même que des dégâts causés par la navigation ou le flottage aux ponts, passerelles, etc. :

1. les bateliers et les flotteurs; les maîtres sont responsables pour les employés;
2. les propriétaires des bateaux et du bois de flottage, pour autant que la réparation du dommage ne pourrait être obtenue des personnes mentionnées sous chiffre 1, et sauf leur recours contre ces personnes.

² La partie lésée a le droit de retenir les bateaux ou le bois de flottage jusqu'à ce que le dommage causé ait été réparé ou qu'il soit fourni des sûretés à cet effet. L'ordonnance sur la navigation et le flottage statuera des dispositions plus explicites à cet égard, en conciliant, autant que possible, les intérêts du trafic avec ceux des propriétaires riverains et des particuliers assujettis à l'entretien des digues.

Art. 7 L'Office des eaux et de la protection de la nature fixe, pour autant que les besoins l'exigent, les ports et les lieux d'abordage sur les rives des eaux publiques, ainsi que les passages et issues. Les propriétaires obligés de céder leur terrain, ou auxquels une servitude serait imposée à cet effet, auront droit à un entier dédommagement.

SECTION 2 : Surveillance et entretien

Art. 8 ¹ L'entretien et l'usage des eaux du domaine public sont placés sous la surveillance de l'Etat.

² Dans les endroits où cela paraîtra nécessaire, l'Office des eaux et de la protection de la nature, sur la proposition de l'administration des travaux publics, fixera la largeur normale des lits de rivières et le système des travaux de défense à exécuter.

Art. 9 ¹ Les constructions et ouvrages qui exercent de l'influence sur le niveau et le cours des eaux, soit sur la sûreté du lit ou des bords, ou qui modifient les lignes actuelles des rives, ne peuvent être rétablis sans l'autorisation de l'Office des eaux et de la protection de la nature.

² Pour tous les ouvrages et constructions à l'usage de l'industrie (travaux hydrauliques, rouages, canaux d'usines), de même que pour l'établissement de ponts, passerelles et bacs, une autorisation de l'Office des eaux et de la protection de la nature est également nécessaire.

³ Cette autorité pourra ordonner la démolition, aux frais des contrevenants, de tout ouvrage ou construction exécuté sans son autorisation.

⁴ Il ne pourra être extrait des matériaux du lit des eaux où cette exploitation est défendue par l'autorité.

Art. 10 ¹ Les terrains boisés bordant les rives, et les autres fonds dont le produit en bois sert à l'entretien des travaux hydrauliques, soit en vertu de titres, soit en vertu de l'usage, ne peuvent être détournés de leur destination sans la permission de l'Office des eaux et de la protection de la nature.

² Le mode de culture et l'exploitation de ces fonds est placé sous la surveillance de l'Etat. Cette matière peut faire l'objet de règlements ou d'instructions à édicter par l'autorité compétente selon la législation sur l'organisation du Gouvernement et de l'administration.

³ Les fonds riverains garnis de bois, qui jusqu'à présent n'ont pas eu cette destination, peuvent y être affectés par ordre de l'Office des eaux et de la protection de la nature, de même que les terrains pris sur le lit d'une rivière. Il sera toutefois accordé une indemnité aux possesseurs de droits privés.

⁴ Si la défense des rives d'un cours d'eau l'exige, l'Office des eaux et de la protection de la nature peut arrêter que d'autres héritages riverains seront encore destinés à la plantation de bois de digues et que leurs propriétaires seront expropriés à cet effet.

⁵ Le Gouvernement a le droit d'imposer à des arrondissements de digues l'obligation de procéder à des expropriations et plantations de cette nature.

⁶ Les dispositions du présent article sont aussi applicables aux fonds riverains boisés qui appartiennent à l'Etat.

Art. 11 Les capitaux et fonds dont le produit est affecté à l'entretien des travaux de défense ne peuvent, sans l'autorisation du Département de l'Environnement et de l'Equipement, être détournés de leur destination. Leur administration est placée sous la surveillance de l'Etat.

Art. 12 ¹ L'obligation de faire des travaux de défense sur les rives et de garantir celles-ci des inondations incombe aux propriétaires intéressés.

² Sont considérées comme intéressées, toutes les propriétés protégées directement ou indirectement par les travaux. La charge à supporter par chaque immeuble sera d'autant plus grande qu'il était plus directement exposé à l'action dévastatrice des eaux.

³ Si les travaux ont aussi pour objet de faire disparaître des causes d'insalubrité ou d'autres dangers publics, une partie équitable des frais pourra être répartie entre les communes de tout l'arrondissement intéressé.

⁴ Sont réservées les obligations de droit privé contraires à ce principe, qui reposeraient sur l'usage ou sur des titres.

Art. 13 Dans les endroits où la navigation et le flottage exerceront une influence nuisible sur les rives et les travaux de défense et augmenteront ainsi les frais d'entretien, l'Etat contribuera à ces frais dans une proportion équitable. Les bateliers et les flotteurs peuvent être astreints à un dédommagement équitable. Ce dédommagement sera, s'il y a lieu, perçu sous la forme d'un droit de navigation et de flottage.

Art. 14 Lorsque l'utilisation de certains terrains est nécessaire pour exécuter des ordres de protection d'après un plan approuvé par le Département de l'Environnement et de l'Équipement, l'expropriation peut avoir lieu en vertu d'une décision de l'autorité compétente.

Art. 15 ¹ Les propriétaires riverains sont tenus de tolérer sur leurs fonds les passages et charrois qu'exigent la surveillance, l'établissement ou l'entretien de travaux hydrauliques, comme aussi de permettre qu'il y soit déposé les matériaux nécessaires.

² Si leurs cultures sont endommagées, ou qu'ils soient obligés d'interrompre les travaux ordinaires d'ensemencement ou de plantation, il leur sera accordé un dédommagement complet, à moins que les ouvrages exécutés ne servent à protéger leurs fonds.

Art. 16 Si l'exécution de travaux de défense le long d'une rivière oblige à faire chômer momentanément des rouages ou usines, le propriétaire n'aura pas le droit de réclamer une indemnité, à moins que les travaux n'aient été inutilement traînés en longueur, ou qu'il ne soit fondé à exiger un dédommagement en vertu de droits acquis.

Art. 17 L'Etat se charge de la haute direction technique de tous les travaux de défense à exécuter le long des eaux du domaine public. S'il s'agit de travaux importants, les études techniques seront comprises dans ces travaux.

SECTION 3 : Arrondissements de digues

Art. 18 ¹ Tout arrondissement chargé de l'entretien des digues et arrière-digues bordant une eau du domaine public (arrondissement de digues) a pour limites les confins de la commune.

² S'il existe dans une commune plusieurs rivières et autres eaux dont l'entretien soit distinct, l'arrondissement de digues pourra être divisé en sections.

³ Sont réservées les modifications qui pourraient avoir été établies par l'usage ou par conventions.

Art. 19 Il est loisible au Gouvernement, s'il croit que cette mesure est dans l'intérêt d'un meilleur entretien des eaux, de réunir plusieurs communes en un seul arrondissement de digues, ou de diviser une commune en plusieurs arrondissements. Il peut aussi réunir en une association générale de défense des rives plusieurs arrondissements faisant partie du même bassin, afin de les mettre en état, soit de délibérer et de prendre des mesures en commun, soit de s'entraider ou d'établir une péréquation des charges qui leur incombent.

Art. 20 ¹ Pour chaque arrondissement de digues, il sera établi un règlement, qui indiquera notamment :

- a) l'étendue des eaux dont l'entretien est à la charge de l'arrondissement;
- b) le système de digues à employer, en tant qu'il est possible de le déterminer d'avance;
- c) les noms des redevables et le mode de répartition des charges entre eux;
- d) l'organisation, spécialement en ce qui concerne la surveillance et la direction des travaux.

² Les règlements statueront des amendes à infliger aux contrevenants (art. 45).

³ Indépendamment du règlement, il sera établi, dans chaque arrondissement de digues, un cadastre de digues, sur lequel figureront tous les immeubles assujettis à l'entretien des travaux de défense.

⁴ La partie en nature de forêt, au sens de la loi sur les forêts, des immeubles inscrits au cadastre des digues, ne peut être assujettie au partage des frais de construction et d'entretien des digues, pas plus qu'aux autres frais de l'arrondissement.²⁾

Art. 21 Les règlements et cadastres seront établis par les conseils communaux respectifs, qui mettront les intéressés à même de faire leurs propositions. Si l'arrondissement de digues comprend plusieurs communes, le règlement sera établi par une commission dont chaque conseil communal nommera deux membres. L'Office des eaux et de la protection de la nature peut, au besoin, se charger de diriger les délibérations.

Art. 22 ¹ La sanction des règlements et cadastres appartient au Département de l'Environnement et de l'Equipement, qui pourra, après avoir entendu le conseil communal, y introduire tels changements et compléments qu'il jugera convenables. Avant de présenter son rapport, le conseil communal mettra les intéressés en mesure de lui fournir leurs observations.

² Le Gouvernement fixe un délai pour la présentation du projet de règlement et de cadastre. En cas de négligence, il peut faire constater l'état des choses par une enquête officielle aux frais des retardataires, et adopter un règlement et un cadastre basés sur cette enquête.

Art. 23 Les charges concernant l'entretien des digues ou arrière-digues ne peuvent être transmises à des tiers, si elles sont créées par la présente loi. Celles qui reposent sur des titres privés ne sont transmissibles qu'avec l'assentiment de l'Office des eaux et de la protection de la nature.

Art. 24 La commune est responsable envers l'Etat de l'entretien des digues ou arrière-digues, sauf son recours contre les arrondissements de digues et contre les redevables.

Art. 25 ¹ Il sera établi des maîtres-digueurs dans les arrondissements de digues pour lesquels le Département de l'Environnement et de l'Equipement jugera cette mesure nécessaire.

² Le maître-digueur pourra surveiller plusieurs arrondissements.

³ La nomination des maîtres-digueurs est soumise à l'approbation du Département de l'Environnement et de l'Équipement, qui approuvera ou complètera aussi leurs instructions, ou leur en donnera lui-même en cas de besoin.

⁴ ... [8\)](#)

⁵ Lorsqu'il sera nécessaire de rétribuer les maîtres-digueurs, leur salaire sera à la charge des arrondissements intéressés. Ce salaire, qui est une conséquence de l'obligation d'entretien, sera, au besoin, fixé par le Département de l'Environnement et de l'Équipement.

SECTION 4 : Mode de procéder en cas de contestation de retard

Art. 26 ¹ Toutes les charges et servitudes créées par les articles 4 à 25 inclusivement de la présente loi, ou par un règlement adopté et sanctionné en vertu de ses dispositions, seront considérées comme prestations publiques, et les contestations qu'elles pourraient faire naître seront vidées suivant les cas par le juge administratif ou la Cour administrative conformément aux dispositions du Code de procédure administrative^{[3\)](#)}.

² En revanche, les contestations relatives à des obligations établies dans le même but, mais découlant de titres de droit privé, seront portées devant les tribunaux civils à la diligence des personnes qui ont intérêt à faire connaître l'existence de ces obligations; jusqu'à solution du litige, les personnes auxquelles incombe la prestation en premier lieu à teneur des articles 12 et 24 seront responsables de son accomplissement.

³ Lorsqu'une obligation créée par un titre de droit privé aura été reconnue volontairement ou en justice, et constatée par un règlement adopté et sanctionné conformément aux articles 20, 21 et 22, elle sera assimilée pour l'avenir à une prestation publique.

⁴ Dans tous les cas, le montant des indemnités dues pour expropriation est fixé par le juge compétent en matière d'expropriation.

Art. 27 ¹ Toute personne intéressée à l'entretien d'une rivière ou d'une eau du domaine public peut, en cas de négligence dans cet entretien, demander à l'Office des eaux et de la protection de la nature l'intervention de l'autorité. Elle a le droit de former la même demande, lorsque, sans y être autorisé par l'autorité compétente, quelqu'un a fait des constructions ou opéré, sur les bords ou dans le lit de la rivière, des changements qu'elle estime lui être préjudiciables ou lorsque des travaux autorisés sont mal exécutés.

² Les maîtres-digueurs et les autorités communales, de même que toutes les autorités, les fonctionnaires ou employés préposés aux travaux hydrauliques, sont tenus de faire la même demande, dès qu'ils ont connaissance de l'état des choses.

Art. 28 ¹ Si la demande émane d'un particulier intéressé, l'Office des eaux et de la protection de la nature entendra aussi l'autorité ou le fonctionnaire auquel il appartiendrait de réclamer l'accomplissement de la prestation dans le cas où la demande serait fondée.

² Si ce fonctionnaire ou cette autorité adhère à la demande, il sera considéré comme demandeur.

³ S'il n'y adhère pas, le réclamant pourra poursuivre l'accomplissement de la prestation comme demandeur privé.

Art. 29 Au lieu d'ordonner des avances de fonds dans les contestations relatives à l'entretien des digues ou arrière-digues, l'Office des eaux et de la protection de la nature prescrira directement, si les circonstances le permettent, l'accomplissement de la prestation; s'il n'est pas encore définitivement constaté qu'elle incombe à d'autres redevables, il la mettra à la charge de la commune, sans préjudice du droit réservé à celle-ci de se faire indemniser pour le cas où le jugement définitif déclarerait que la prestation doit être accomplie par d'autres. La question d'indemnité sera toujours vidée par le jugement définitif.

Art. 30 ¹ A tout jugement administratif prescrivant, soit provisoirement, soit définitivement, l'accomplissement d'une prestation, pourra être jointe la commination d'une peine pécuniaire en rapport avec les circonstances pour chaque jour, semaine ou mois de retard.

² Cette peine sera encourue dès que le retard aura eu lieu et sera officiellement constaté.

³ La peine sera infligée sans préjudice de l'obligation de réparer le dommage qui pourrait avoir été causé.

⁴ Elle sera prononcée au profit de l'arrondissement de digues.

CHAPITRE II : Eaux du domaine privé

SECTION 1 : Eaux du domaine privé non placées sous la surveillance de l'Etat

Art. 31 ¹ Les eaux qui ne sont pas utilisées pour la navigation ou le flottage appartiennent aux propriétés sur lesquelles elles se trouvent, ou qu'elles traversent, à moins que le contraire ne résulte de droits acquis.

² Elles prennent le caractère d'eaux publiques du moment qu'on s'en sert pour la navigation ou le flottage, ainsi qu'il est dit à l'article premier ci-dessus.

Art. 32 Les droits relatifs à des eaux du domaine privé sont régis par le Code civil suisse⁴⁾, sous réserve des dispositions de la présente loi.

Art. 33 ¹ Les constructions ou travaux quelconques qui exercent l'influence sur le cours ou le niveau des eaux ou sur la sûreté du lit ou des bords, ne peuvent être établis qu'avec la permission des autres propriétaires riverains intéressés ou, s'il n'en existe pas, avec l'autorisation de l'Office des eaux et de la protection de la nature. Cette autorisation ne sera accordée que dans le cas où les constructions ou travaux ne laisseraient prévoir aucun danger pour les autres propriétaires, et sous réserve des droits de ceux-ci à la jouissance de l'eau, de même que des droits des tiers.

² Les constructions et travaux destinés à l'usage de l'industrie (travaux hydrauliques, rouages et canaux d'usine) ne peuvent être établis qu'avec la permission de l'Office des eaux et de la protection de la nature.

Art. 34 ¹ Tout propriétaire riverain doit contribuer, en proportion de la longueur de ses rives, au curage, à l'entretien et à la réparation du lit et des rives⁵⁾.

² Sont réservées les conventions privées qui dérogent à ce principe.

Art. 35 Les différends concernant les droits et les obligations résultant des articles 31 à 34 sont du ressort des tribunaux. Sont exceptées les décisions de l'Office des eaux et de la protection de la nature prévues par l'article 33.

SECTION 2 : Eaux du domaine privé placées sous la surveillance de l'Etat

Art. 36 ¹ Le Département de l'Environnement et de l'Equipeement peut placer sous la surveillance de l'Etat les eaux du domaine privé qui causent un dommage public par des inondations, ruptures de digues, charriage de galets, ou en rendant les terres marécageuses, ou qui causeront vraisemblablement de pareils dommages si l'on continue de négliger leur entretien.

² Toute personne menacée ou lésée dans ses intérêts par un cours d'eau de cette espèce a le droit de proposer qu'il soit placé sous la surveillance de l'Etat. Les autorités communales, les fonctionnaires de l'administration forestière et tous les fonctionnaires et autorités chargés de surveiller la police des eaux sont tenus de faire cette même proposition.

Art. 37 Les dispositions des articles 8 à 30 inclusivement sont applicables aux eaux privées placées sous la surveillance de l'Etat comme aux eaux du domaine public.

Art. 38 ¹ S'il s'agit de travaux de défense, tels que digues transversales, que nécessitent des ruisseaux et torrents de montagne placés sous la surveillance de l'Etat, et qui nuisent aux contrées inférieures par la rupture de leurs digues et les galets qu'ils charrient, on pourra mettre à contribution non seulement les propriétaires intéressés en vertu de l'article 12, mais encore toute la commune dans le territoire de laquelle les travaux deviennent nécessaires, et même, dans les cas de haute gravité, exiger le concours des communes des contrées inférieures menacées.

² Sont comprises dans les travaux de défense à exécuter, les plantations d'arbres sur les berges des rives.

³ Dans les règlements relatifs aux digues, on pourra aussi placer sous une surveillance spéciale les bois qui existent déjà sur les berges des rives, et défendre, sous peine d'amende, toute extirpation ou modification de ces bois qui favoriserait la capture des digues (art. 45).

CHAPITRE III : Dispositions diverses

Art. 39 ¹ Dans les cas de danger imminent d'inondation, toutes les communes et les particuliers du voisinage sont tenus de prêter immédiatement secours, tant en travaux manuels qu'en voiturages, pour exécuter les ouvrages qu'exige l'éloignement du danger.

² En l'absence d'un fonctionnaire de l'Office des eaux et de la protection de la nature, les autorités communales se chargeront de la direction des travaux.

³ Dans tous les cas semblables, ces dernières fourniront les hommes et les matériaux nécessaires.

⁴ Chacun devra se soumettre absolument aux ordres qui seront donnés, sauf à porter plainte et à réclamer une indemnité plus tard pour les matériaux qu'il a dû fournir ou dont on a disposé.

Art. 40 ¹ Afin de faciliter la connaissance et la surveillance des eaux du Canton, il sera dressé une carte fluviale du Canton, dans laquelle figureront aussi les terrains plantés d'arbres destinés à l'entretien des digues (art. 10) et les berges placées sous une surveillance particulière (art. 38); il sera de plus établi un recueil, classé méthodiquement, dans tous les règlements, instructions, décisions, plans, etc., relatifs à l'entretien et à la correction des eaux.

² Il sera déposé à chaque Recette et Administration de district un extrait de la carte fluviale pour la partie qui concerne le district, et il y sera établi et tenu un recueil des règlements, instructions et arrêtés concernant les eaux du district.

Art. 41 ¹ L'Office des eaux et de la protection de la nature devra visiter au moins une fois par an, et aussi souvent que les circonstances l'exigeront ou qu'il en sera requis par l'autorité supérieure, les eaux qui font partie du domaine public ou qui sont placées sous la surveillance de l'autorité; en règle générale, la visite annuelle aura lieu dans le courant de septembre ou d'octobre.

² Dans chaque commune ou arrondissement de digues, des délégués de la commune et le maître-digueur participeront à la visite.

³ L'Office des eaux et de la protection de la nature adressera au Département de l'Environnement et de l'Équipement un rapport sur l'état des eaux, ainsi que sur les constructions ou réparations qu'il estimera nécessaires.

⁴ Le résultat de la visite, en ce qui concerne les travaux et réparations à exécuter, sera communiqué à temps aux propriétaires astreints à l'entretien.

Art. 42 ¹ La présente loi ne déroge nullement à la loi sur la pêche⁶⁾, non plus qu'aux droits de pêche.

² Nul ne pourra toutefois, en se fondant sur un droit de pêche, former opposition à la construction d'établissements industriels, non plus qu'à des travaux de défense et de correction à exécuter le long des eaux.

CHAPITRE IV : Défenses et dispositions pénales

Art. 43 ¹ Il est interdit :

- a) de déplacer, enlever ou détruire des jalons-indicateurs, piquets, pieux, hydromètres et autres objets semblables, établis avec la permission de l'autorité compétente, et destinés à l'exécution de travaux hydrauliques ou aux travaux préliminaires pour corrections hydrauliques ou dessèchements;
- b) de dégrader ou détruire les canaux et les fossés d'écoulement;
- c) de dégrader ou détruire des travaux de défense, tels que digues et arrière-digues, ou même des travaux provisoires, et notamment d'allumer du feu sur des digues ou arrière-digues en bois.

² Les contrevenants seront passibles d'une amende de 1 à 200 francs.

Art. 44 Seront pareillement punis d'une amende de 1 à 200 francs :

- a) ceux qui, au mépris de l'article 9 ci-dessus, auront entrepris des constructions ou travaux le long d'eaux publiques ou placées sous la surveillance de l'Etat, qui y auront fait des changements sans avoir obtenu la permission requise par la loi, ou qui, contrairement aux défenses, auront extrait des matériaux du lit d'une rivière;
- b) ceux qui, contrairement à l'article 10, auront, sans permission, enlevé à sa destination du bois destiné à l'entretien de travaux d'endiguement;

- c) ceux qui, contrairement à l'article 33 et sans l'autorisation de l'Office des eaux et de la protection de la nature, auront exécuté des constructions et travaux destinés à l'usage d'une industrie, ou changé des constructions et travaux de cette nature déjà existants;
- d) ceux qui, en cas de danger imminent d'inondation et au mépris de l'article 39, ne se seront pas conformés aux ordres des autorités et fonctionnaires.

Art. 45 Toute contravention aux ordonnances, arrêtés ou ordres de l'autorité ayant pour objet l'exécution ou le maintien de la présente loi, sera punie d'une amende de 1 à 100 francs, pourvu que l'ordonnance, l'arrêté ou l'ordre en question porte commination de l'amende. La disposition comminatoire peut prévoir une amende inférieure au maximum de 100 francs et, dans ce cas, il ne pourra être infligé aux contrevenants une peine plus forte que celle prévue par la disposition comminatoire.

Art. 46 Les contraventions aux prescriptions des règlements ou instructions relatifs à l'entretien des digues, qui ont reçu la sanction du Département de l'Environnement et de l'Equipeement, peuvent donner lieu à une amende de 50 francs au plus, à condition que la peine soit prévue par le règlement ou l'instruction dont il s'agit. Dans ce cas aussi, l'amende édictée par le règlement ou l'instruction pourra être inférieure au maximum de 50 francs, et alors le juge ne pourra prononcer une amende plus forte que celle qui a été édictée.

Art. 47 Le contrevenant sera toujours condamné à la réparation du dommage causé.

Art. 48 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur⁷⁾ de la présente loi.

Delémont, le 26 octobre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTI-
TUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JU-
RA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) RSJU 101
- 2) Introduit par l'art. 78 de la loi du 20 mai 1998 sur les forêts, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1999 (RSJU 921.11)
- 3) RSJU 175.1
- 4) Voir art. 641 et suivants et 667 et suivants du Code civil suisse (RS 210)
- 5) Voir art. 704 et suivants du Code civil suisse (RS 210)
- 6) RSJU 923.11
- 7) 1^{er} janvier 1979
- 8) Abrogé par le ch. XIX de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Décret **sur les redevances et les émoluments dus pour** **l'utilisation des eaux¹⁾**

du 6 décembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

vu les articles 7, 88, 90 et 138, alinéa 1, de la loi du 26 octobre 1978 sur l'utilisation des eaux (dénommée ci-après : "loi") (LUE)²⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Autorité
compétente

Article premier ¹ Pour l'octroi, l'extension, le renouvellement, la modification et le transfert de concessions et d'autorisations relatives à l'utilisation de la force hydraulique ou d'eau d'usage, les redevances et les émoluments sont fixés par l'autorité habilitée à accorder la concession ou l'autorisation.

² Dans les autres cas, les redevances et les émoluments sont fixés par le Département de l'Environnement et de l'Equipement (dénommé ci-après : "Département") .

³ Les redevances et les émoluments sont perçus par le Département, en règle générale par l'intermédiaire des Recettes et Administrations de district.

Débiteurs et
échéance :
a) redevances et
émoluments
uniques

Art. 2 ¹ Les redevances et émoluments uniques pour des concessions ou des autorisations sont dus par le bénéficiaire à la date de l'octroi, de l'extension, du renouvellement, de la modification ou du transfert.

² Le Département peut accorder des facilités de paiement jusqu'à la mise en service d'une installation, nouvelle ou agrandie, pour l'utilisation de la force hydraulique ou d'eau d'usage.

³ Passé le délai de trente jours à partir de la facturation, un intérêt moratoire de 5 % est dû.

b) taxe d'eau

Art. 3 ¹ Celui qui est titulaire légal d'une concession le 1^{er} janvier doit la taxe d'eau au 31 mars de l'année civile en cours.

² En cas de retard dans le paiement, il est perçu un intérêt moratoire de 5 %.

Rectification,
ajustement

Art. 4 Lorsque les circonstances se sont modifiées ou que des erreurs de calcul ont été commises, la taxe d'eau peut être fixée de nouveau, soit d'office, soit à la demande du concessionnaire, et porter effet rétroactif au maximum sur les deux années civiles écoulées.

Dérivation au-
delà des
frontières
cantonales ou
nationales

Art. 5 Si l'utilisation de la force hydraulique ou d'eau d'usage exige que les eaux soient dérivées au-delà des frontières cantonales ou nationales, il est perçu les mêmes redevances et émoluments que pour l'utilisation à l'intérieur des frontières cantonales, à moins que des dispositions légales de la Confédération ne s'y opposent.

CHAPITRE II : Redevances pour droits de force hydraulique

SECTION 1 : Taxe d'eau

Taux et calcul
a) principe

Art. 6 ¹ Sous réserve des dispositions ci-après, la taxe d'eau pour les droits de force hydraulique est fixée sur la base du nombre de chevaux-vapeur (CV) bruts concédé et conformément aux taux et aux bases d'évaluation et de calcul prévus par les textes légaux de la Confédération.

² Le Gouvernement fixe la date à laquelle sont applicables les modifications apportées à la législation fédérale en la matière.

b) droits d'eau
acquis

Art. 7 ¹ Lorsqu'il s'agit de droits de force hydraulique dont une partie de la puissance est libérée du paiement de la taxe, le droit à acquitter pour la part non libérée se calcule d'après le taux applicable à la puissance brute intégrale concédée.

² Pour ce faire, on convertira les chevaux de force nets établis suivant l'ancienne législation en chevaux de force bruts en multipliant les premiers par le facteur 1,33.

c) petites usines

Art. 8 ¹ Pour les usines ayant une puissance inférieure ou égale à 100 CV, la puissance concédée est déterminée d'après la quantité d'eau utilisable en moyenne par an, la chute brute y relative et la capacité d'absorption des moteurs hydrauliques.

² Si une courbe de durée des débits fait défaut, la quantité d'eau est déterminée notamment en fonction du bassin hydrologique et de la hauteur des précipitations.

³ Le taux pour la taxe d'eau est de 12 francs par CV brut.

d) grandes usines sans accumulation d'eau annuelle

Art. 9 ¹ Pour les usines ayant une puissance supérieure à 100 CV sans accumulation d'eau annuelle, la puissance concédée est déterminée d'après la courbe de durée des quantités d'eau disponibles, la chute brute y relative et le débit de dimensionnement des machines hydrauliques.

² Le taux pour la taxe d'eau par CV brut est de :

- a) 20 francs pour les puissances ou fractions de puissance utilisables dans l'usine jusqu'à concurrence de celles qui correspondent au débit de huit mois du cours d'eau; si le débit de huit mois est inférieur aux trois quarts du débit moyen annuel du cours d'eau, cette dernière valeur est déterminante;
- b) 16 francs pour les fractions de puissance supplémentaires utilisables jusqu'à concurrence de celles qui correspondent au débit de trois mois;
- c) 12 francs pour les fractions de puissance utilisables en sus.

³ Aussi longtemps qu'une courbe de durée des débits ne peut être établie, il est fixé une puissance annuelle moyenne, calculée suivant l'article 8 ci-dessus. Le taux pour la taxe d'eau s'élève dans ce cas à 16 francs par CV brut pour la puissance intégrale.

e) grandes usines avec accumulation d'eau annuelle

Art. 10 ¹ Pour les usines avec accumulation d'eau annuelle et présentant en été une puissance moyenne supérieure à celle de l'hiver, la puissance moyenne brute du semestre d'hiver est calculée pour toute l'année et taxée à raison de 20 francs par CV brut. L'excédent de la puissance d'été, réparti sur toute l'année, est taxé à raison de 12 francs par CV brut.

² Si la puissance moyenne du semestre d'été est inférieure à celle du semestre d'hiver, c'est la puissance moyenne de toute l'année qui est taxée à raison de 20 francs par CV brut.

Réduction

Art. 11 Si, pendant un laps de temps assez long et sans qu'il y ait faute de sa part, le concessionnaire ne peut utiliser la force hydraulique, le Département peut temporairement réduire la taxe d'eau, mais au maximum de moitié.

Impôts spéciaux

Art. 12 ¹ La taxe immobilière perçue par les communes sur les forces hydrauliques est remboursée par l'Etat au concessionnaire si ce dernier atteste l'avoir payée et dans la mesure où, en vertu de la législation fédérale, elle entre en ligne de compte pour la taxe d'eau.

² Le Département peut, d'office ou à la demande du concessionnaire, convenir d'un autre mode de compensation avec les communes.

Début de l'assujettissement à la taxe

Art. 13 ¹ L'assujettissement à la taxe d'eau commence avec la mise en service de l'installation de force motrice hydraulique, conformément à la date fixée dans le procès-verbal de remise, mais au plus tard à l'expiration du délai de construction.

² Si l'installation de force motrice hydraulique n'est mise en service que de façon partielle, la taxe d'eau est perçue à raison de l'utilisation effective.

³ Au surplus sont applicables les dispositions légales de la Confédération concernant la réduction de la taxe d'eau au cours des travaux de construction.

Hypothèque légale

Art. 14 ⁸⁾ La taxe d'eau pour les droits de force hydraulique est garantie par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse ³⁾.

SECTION 2 : Redevances pour la concession

Octroi

Art. 15 Lorsqu'une concession pour l'utilisation de la force hydraulique est octroyée la première fois, la redevance s'élève au double de la taxe d'eau prévue aux articles 6 et suivants ci-dessus.

Extension **Art. 16** En cas d'extension de la concession, la redevance pour le supplément d'énergie concédé est calculée d'après le taux applicable au total de la puissance concédée.

Renouvellement **Art. 17** ¹ La redevance pour le renouvellement s'élève à la moitié de la redevance prévue à l'article 15 ci-dessus pour l'octroi de la concession, mais elle est de 20 francs au minimum.

² Si la concession est renouvelée pour une période inférieure à quarante ans, le taux est diminué en conséquence.

Transfert **Art. 18** ¹ La redevance pour le transfert s'élève au quart de la redevance prévue à l'article 15 ci-dessus pour l'octroi de la concession, mais à 20 francs au minimum.

² En cas de transfert par voie de succession, il n'est pas perçu de redevance.

CHAPITRE III : Redevances pour droits d'eau d'usage

SECTION 1 : Taxe d'eau

Principe **Art. 19** La taxe d'eau annuelle pour les droits d'eau d'usage est fixée d'après le volume du prélèvement d'eau concédé, calculé en litres par minute (l/min).

Taux pour l'eau d'usage et les pompes thermiques **Art. 20** ¹ La taxe d'eau annuelle pour l'eau d'usage s'élève, par litre-minute concédé, à

	Fr.
a) prélèvements d'eau souterraine pour des réseaux d'alimentation en eau potable, tant publics que privés	4.--
pour l'usage industriel et artisanal	8.--
pour des établissements de pisciculture, l'irrigation, etc	1.--
b) prélèvements d'eau de surface pour des réseaux d'alimentation en eau potable, tant publics que privés	1.--
pour l'usage industriel et artisanal	2.--
pour des établissements de pisciculture, l'irrigation, etc.	-.20

² La taxe d'eau annuelle pour le soutirage de chaleur dans les eaux publiques est de 4 francs pour 1000 Kcal/h.

³ La moitié du rendement prévu aux alinéas 1 et 2 sera en premier lieu utilisée aux fins d'établissement de la carte hydrogéologique.

Réduction

Art. 21 ¹ L'autorité compétente peut réduire les taux au maximum de moitié dans des cas limites, en particulier pour les réseaux publics d'alimentation en eau avec un prix de revient d'eau excessif, pour une prise d'eau pendant un laps de temps particulièrement court ou pour des frais de traitement très élevés en raison de la mauvaise qualité de l'eau.

² L'autorité compétente peut réduire jusqu'au quart du montant prévu le taux pour les prises d'eau réfrigérante là où les circonstances spéciales le justifient.

Augmentation

Art. 22 ¹ Lorsque l'Etat a engagé des dépenses particulières pour la protection ou l'exploitation soit de captages, soit de bassins ou de régions déterminés d'eaux souterraines, le Gouvernement peut fixer une taxe d'eau jusqu'au quintuple des taux prévus à l'article 20 ci-dessus, de façon à mettre à la charge des usagers la totalité ou une partie équitable des dépenses.

² Cette augmentation du taux peut s'opérer à l'égard des concessionnaires existants aussi bien qu'à celui des concessionnaires futurs.

³ L'augmentation n'est pas opérée pour les subventions de l'Etat et les dépenses faites d'une façon générale au titre de la planification de l'économie hydraulique à l'échelle cantonale, notamment en ce qui concerne l'élaboration de documents de base à cet effet (cartes hydrogéologiques).

Exemption a) droits d'eaux acquis, etc.

Art. 23 Les cas d'utilisation au sens de l'article 90, alinéa 2, de la loi, ne sont pas soumis à la taxe d'eau. Bénéficient aussi de cette exemption les installations construites avant le 16 mars 1948 et pour lesquelles, en vertu de l'ancienne loi bernoise du 28 mai 1907 sur l'utilisation des forces hydrauliques, aucune autorisation n'était requise.

b) établissements de pisciculture d'intérêt public

Art. 24 Les établissements de pisciculture qui élèvent surtout des poissons de repeuplement destinés aux eaux publiques peuvent obtenir, avec le consentement du Département, l'exemption totale ou partielle de la taxe d'eau.

c) enrichissement des eaux souterraines et alimentation en eau de secours

Art. 25 ¹ Il n'est pas perçu de taxe pour les prises d'eau de surface destinées à enrichir les eaux souterraines.

² Pour les prises d'eau effectuées uniquement en cas de nécessité, par exemple pour combattre un incendie ou pour les besoins de la protection civile, il n'est pas perçu de taxe.

Début de l'assujettissement

Art. 26 L'assujettissement à la taxe d'eau commence avec la mise en service totale ou partielle de l'installation d'eau d'usage.

SECTION 2 : Redevances pour la concession

Octroi

Art. 27 Lorsqu'une concession pour un droit d'eau d'usage est octroyée la première fois, la redevance s'élève au double de la taxe d'eau fixée aux articles 19 et suivants ci-dessus.

Extension, renouvellement et transfert

Art. 28 Pour l'extension, le renouvellement ou le transfert d'une concession pour un droit d'eau d'usage, il y a lieu d'appliquer par analogie les dispositions et les taux valables pour les concessions de forces hydrauliques (art. 16 à 18).

Exemption

Art. 29 Aucune redevance pour la concession n'est perçue dans les cas d'utilisation qui, conformément aux articles 23 à 25 ci-dessus, sont exemptés de la taxe d'eau.

CHAPITRE IV : Emoluments et débours de l'administration

Principe

Art. 30⁶⁾ Les émoluments perçus en application du présent décret sont fixés par la législation sur les émoluments.

Art. 31 et 32⁷⁾

CHAPITRE V : Dispositions finales

Disposition
transitoire pour
les taxes d'eau

Art. 33 A moins que la législation fédérale n'en dispose autrement, les taxes d'eau pour les installations existantes d'utilisation de la force hydraulique et d'eau d'usage seront adaptées aux nouveaux barèmes en trois étapes annuelles égales, à dater de l'entrée en vigueur du présent décret.

Entrée en
vigueur

Art. 34 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur⁵⁾ du présent décret.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) Décret du 2 septembre 1968 sur les redevances et les émoluments dus pour l'utilisation des eaux (RSB 752.461)
- 2) RSJU 752.41
- 3) RSJU 211.1
- 4) RSJU 176.21
- 5) 1^{er} janvier 1979
- 6) Nouvelle teneur selon l'article 30, alinéa 2, lettre I, du décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 176.21)
- 7) Abrogé par l'article 30, alinéa 2, lettre I, du décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 176.21)
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. XII de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2012

TABLE DES MATIERES

8	Santé, travail, sécurité sociale
81	Santé
810	<i>Généralités, promotion de la santé, soins hospitaliers et soins à domicile</i>
810.01	Loi sanitaire du 14 décembre 1990
810.011	Arrêté du Parlement du 9 décembre 1998 approuvant le plan sanitaire
810.016	Arrêté du Gouvernement du 12 octobre 1993 portant constitution du fonds de promotion de la santé
810.019.1	Arrêté du Parlement du 26 octobre 1989 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la Fondation suisse pour la promotion de la santé
810.019.2	Arrêté du Parlement du 26 avril 1990 portant approbation de la convention passée avec la Ligue jurassienne contre les toxicomanies
810.02	Loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients
810.021	Ordonnance du 24 avril 2007 sur les droits des patients
810.05	Ordonnance du 17 janvier 1996 concernant les recherches sur l'être humain
810.06	Loi du 17 novembre 2004 sur l'acquisition, la mise en service, l'utilisation et le renouvellement de certains équipements médicaux
810.11	Loi du 26 octobre 2011 sur les établissements hospitaliers
810.111.1	Ordonnance du 20 mars 2012 sur les établissements hospitaliers
810.23	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le service de pathologie de l'Hôpital régional de Delémont
810.31	Ordonnance du 8 mai 2001 concernant la Fondation pour l'Aide et les Soins à domicile
810.41	Loi du 16 juin 2010 sur l'organisation gériatrique
810.411	Ordonnance du 14 décembre 2010 sur l'organisation gériatrique
810.420	Ordonnance du 4 avril 2006 concernant le statut du personnel de la Résidence les Cerisiers à Miserez-Charmoille
810.511.1	Ordonnance du 1er février 1995 concernant les unités de soins psychiatriques
810.512	Arrêté du Gouvernement du 8 décembre 1998 fixant le statut et l'organisation de l'Unité d'accueil psycho-éducative de Saint-Ursanne
810.98	Arrêté du Parlement du 26 novembre 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la médecine hautement spécialisée (CIMHS)

811	<i>Professions sanitaires</i>
811.111	Ordonnance du 2 octobre 2007 concernant l'exercice des professions de médecin, de dentiste, de chiropraticien et de vétérinaire
811.211	Ordonnance du 25 janvier 2011 concernant le service ambulancier
811.212	Ordonnance du 12 mars 1997 concernant l'exercice de la profession de chef de laboratoire d'analyses médicales
811.213	Ordonnance du 2 octobre concernant l'exercice des professions de la santé
811.821	Arrêté du Parlement du 31 mars 1988 portant création de l'Ecole de soins infirmiers de la République et Canton du Jura
811.891	Arrêté du Parlement du 6 décembre 1979 concernant l'adhésion à la convention du 20 mai 1976 entre les cantons et la Croix-Rouge suisse concernant la formation professionnelle du personnel infirmier, médico-technique et médico-thérapeutique
811.893	Arrêté du Parlement du 12 février 1981 concernant la conclusion d'une convention avec le canton de Berne portant, dans le domaine hospitalier, sur l'indemnisation de prestations scolaires aux habitants du canton voisin
811.894	Arrêté du Parlement du 10 mars 1983 concernant l'adhésion à la convention du 1er janvier 1977 liant l'Ecole d'infirmières en hygiène maternelle et pédiatrie "L'Abri" aux cantons de Vaud, Neuchâtel et Valais
811.923	Ordonnance du 6 décembre 1978 fixant les honoraires des médecins agissant pour le compte des autorités d'assistance
811.924	Ordonnance du 9 décembre 2008 concernant les tarifs du Centre médico-psychologique
811.941	Ordonnance du 24 juin 1997 sur les honoraires des médecins-vétérinaires agissant à la requête des autorités
811.981	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les honoraires des sages-femmes
812	<i>Substances thérapeutiques, stupéfiants et poisons</i>
812.21	Loi du 14 décembre 1990 sur la vente des médicaments
812.41	Ordonnance du 5 décembre 2006 sur les pharmacies, les produits thérapeutiques et les stupéfiants
812.42	Ordonnance du 5 décembre 2006 sur les drogueries
812.51	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le tarif des fournitures de médicaments faites par les pharmaciens ou les médecins aux membres de caisses-maladie reconnues
812.52	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le tarif des médicaments délivrés par les pharmaciens ou médecins aux personnes assurées obligatoirement auprès de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
812.81	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'emploi de gaz toxiques pour la destruction des parasites dans les locaux d'habitation et de travail

814	<i>Protection de l'équilibre écologique</i>
814.01	Ordonnance du 30 janvier 1990 portant application de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement
814.015	Loi du 24 mars 1999 sur les déchets
814.015.6	Décret du 24 mars 1999 sur le financement de la gestion des déchets
814.015.61	Arrêté du Gouvernement du 26 août 2008 concernant l'alimentation du fonds pour la gestion des déchets
814.02	Ordonnance du 12 décembre 2006 concernant les mesures de lutte contre la pollution de l'air par des poussières fines
814.12	Ordonnance du 11 décembre 2007 sur la protection des sols
814.21	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux
814.22	Ordonnance du 13 novembre 2001 sur les mesures de protection à prendre en cas d'événement impliquant des matières dangereuses
814.26	Décret du 6 décembre 1978 concernant les subventions de l'Etat en faveur de l'élimination des eaux usées et des déchets, ainsi que de l'approvisionnement en eau
814.81	Ordonnance du 10 juin 2008 portant application de la loi fédérale sur les produits chimiques
817	<i>Police des denrées alimentaires</i>
817.0	Loi du 22 septembre 1999 portant introduction de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels
817.014	Ordonnance du 29 janvier 2002 concernant la participation aux frais du contrôle des champignons
817.015	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les distributeurs automatiques de denrées alimentaires
817.018	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la mise en circulation et l'emploi de produits antiparasitaires, en particulier d'hydrocarbures chlorés persistants
817.190	Ordonnance du 24 avril 2012 portant exécution de la législation fédérale sur l'abattage d'animaux et le contrôle des viandes
818	<i>Lutte contre les maladies</i>
818.16	Financement de la lutte contre les maladies
818.161.1	Ordonnance du 4 mars 1997 concernant les vaccins et vaccinations
818.166.11	Règlement du Fonds Helene-Welti du 6 décembre 1978
82	<i>Travail</i>
822	<i>Protection des travailleurs</i>
822.11	Loi du 9 novembre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce

- 822.112.1 Ordonnance du 26 avril 1983 portant délégation des compétences du Département de l'Economie publique à l'inspecteur du Service des arts et métiers et du travail concernant les autorisations d'exploiter et les règlements d'entreprises
- 822.22 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules automobiles
- 822.31 Ordonnance du 23 août 1983 portant exécution de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur le travail à domicile

823 *Marché du travail*

- 823.111 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 9 novembre 1978 sur le service de l'emploi et l'assurance-chômage
- 823.112 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant introduction de l'assurance-chômage obligatoire selon l'arrêté fédéral du 8 octobre 1976
- 823.12 Loi du 14 décembre 1990 sur l'indemnisation des travailleurs victimes de la faillite de leur employeur
- 823.130 Arrêté du Gouvernement du 19 décembre 1989 portant introduction du secours de crise dans la République et Canton du Jura pour l'année 1990
- 823.131 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le secours de crise en faveur de chômeurs assurés
- 823.132 Arrêté du Gouvernement du 8 décembre 1987 concernant le secours de crise; adaptation des limites de gêne
- 823.32 Loi du 9 novembre 1978 portant encouragement de la constitution de réserves de crise par l'économie privée
- 823.321 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant encouragement de la constitution de réserves de crise par l'économie privée
- 823.33 Loi du 22 décembre 1988 sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux
- 823.331 Ordonnance du 10 décembre 1991 sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux
- 823.4 Ordonnance du 18 décembre 2007 concernant l'organe de contrôle cantonal au sens de la loi fédérale sur le travail au noir

824 *Litiges, tribunaux du travail*

- 824.21 Loi du 9 novembre 1978 concernant la Chambre cantonale de conciliation

TABLE DES MATIERES

8	Santé, travail, sécurité sociale
83	<i>Assurances sociales</i>
831	<i>Assurance-vieillesse et survivants, assurance-invalidité</i>
831.10	Loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants
831.101	Ordonnance d'exécution de la loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants, du 6 décembre 1978
831.102	Ordonnance du 24 septembre 1991 fixant l'organisation et les attributions de la commission de gestion de la Caisse de compensation de la République et Canton du Jura
831.20	Loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité
831.202	Règlement de l'Office cantonal AI du 30 mai 1994
831.26	Ordonnance du 8 mai 2012 portant introduction de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes invalides
831.30	Loi du 9 décembre 1998 portant introduction à la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LiLPC)
831.301	Ordonnance du 23 novembre 2010 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité
832	<i>Assurance en cas de maladie et d'accidents</i>
832.011.3	Arrêté du Gouvernement du 23 août 1988 concernant la convention tarifaire conclue entre la Société médicale jurassienne et la Fédération cantonale des caisses-maladie
832.011.4	Arrêté du Gouvernement du 8 novembre 1994 concernant la convention conclue entre la Société suisse de pharmacie (SSPh), le Concordat des caisses-maladie suisses (CCMS) et la Fédération jurassienne des caisses-maladie (FCMJ)
832.041.5	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-maladie et accidents des apprentis
832.041.51	Arrêté du Gouvernement du 12 juin 1984 modifiant le montant de l'indemnité journalière de l'assurance-maladie des apprentis
832.10	Loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)
832.11	Loi du 16 juin 2010 sur le financement des soins

832.111	Ordonnance du 7 décembre 2010 sur le financement des soins
832.112	Ordonnance du 30 mars 2011 fixant la part cantonale à la rémunération des prestations hospitalières pour l'année 2012
832.114	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 9 novembre 1978 concernant l'assurance en cas de maladie
832.115	Ordonnance du 25 octobre 2011 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie
832.115.1	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2012 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2013
832.116	Ordonnance du 25 février 2003 portant exécution de l'ordonnance fédérale sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire
832.20	Loi du 27 octobre 1983 portant introduction de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents
832.200	Arrêté du Gouvernement du 6 mars 1984 concernant la désignation de l'autorité compétente au sens de l'article 86 de la loi fédérale sur l'assurance-accidents
832.25	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les déclarations et enquêtes en matière d'accidents qui frappent des personnes assurées auprès de la Caisse nationale suisse
832.311	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les dépôts d'explosifs
832.312	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la garde d'explosifs dits de sûreté

836 *Allocations familiales*

836.1	Loi du 25 juin 2008 portant introduction à la loi fédérale sur les allocations familiales (LiLAFam)
836.11	Ordonnance du 25 novembre 2008 fixant les modalités de la surcompensation entre les caisses de compensation pour allocations familiales

837 *Assurance-chômage*

837.0	Loi du 6 décembre 2000 portant introduction de la loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de services et de la loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et de l'indemnité en cas d'insolvabilité
837.021	Règlement de la commission tripartite chargée de conseiller les offices régionaux de placement de la République et Canton du Jura, du 10 décembre 1996
837.022	Ordonnance du 18 juin 1997 concernant la compétence des offices régionaux de placement
837.03	Ordonnance du 23 août 1988 fixant le statut et l'organisation de la Caisse publique de chômage de la République et Canton du Jura
837.04	Loi du 6 décembre 2000 sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi

- 837.041 Ordonnance du 16 janvier 2001 sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi
- 837.042 Ordonnance du 26 mars 2002 concernant la commission de coordination des mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi

84 *Habitat*

841 Logements à caractère social

- 841.1 Arrêté du Gouvernement du 17 juillet 1979 portant exécution de la législation fédérale sur l'encouragement à la construction de logements
- 841.4 Arrêté du 6 décembre 1978 portant mise à disposition de moyens financiers en vue de mesures destinées à améliorer le logement dans les régions de montagne
- 841.41 Circulaire aux communes qui, selon le cadastre fédéral de la production agricole, sont situées totalement ou partiellement dans la région de montagne, du 6 décembre 1978
- 841.42 Arrêté du Gouvernement du 7 juillet 1981 concernant le rangement des communes en vue de la fixation de leur part de la subvention concernant l'amélioration du logement dans les régions de montagne pour les années 1981 - 1982

843 Maintien de locaux d'habitation

- 843.11 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le maintien de locaux d'habitation

844 Amélioration de l'offre de logements

- 844.1 Loi du 31 mars 1988 concernant l'amélioration du marché du logement
- 844.12 Décret du 13 décembre 1991 encourageant la construction et la rénovation de logements à caractère social

85 *Aide sociale*

850 Dispositions générales

- 850.1 Loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale
- 850.11 Décret du 21 novembre 2001 concernant les institutions sociales
- 850.111 Ordonnance du 30 avril 2002 sur l'action sociale
- 850.111.1 Arrêté du Gouvernement du 8 novembre 2005 fixant les normes applicables en matière d'aide sociale
- 850.112 Ordonnance du 30 avril 2002 concernant les institutions sociales

- 851 *Aide au recouvrement, avance et versement provisionnel de contributions d'entretien*
- 851.1 Loi du 21 juin 2000 sur l'aide au recouvrement, l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien
- 851.11 Ordonnance du 5 décembre 2000 concernant l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien
- 851.111 Arrêté du Gouvernement du 12 décembre 2006 portant adaptation des limites de revenu et de fortune ainsi que du montant maximal des avances en matière d'avance et de versement provisionnel de contributions d'entretien
- 852 *Homes et institutions de prévoyance et d'aide sociale*
- 852.91 Arrêté du Gouvernement du 19 juin 1979 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale relative à la couverture des frais entraînés par l'accueil dans des institutions spécialisées d'enfants, d'adolescents et d'adultes placés hors de leur canton de domicile
- 852.92 Arrêté du Parlement du 23 octobre 1986 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale sur le remboursement de l'excédent des charges d'exploitation et la collaboration en faveur des institutions pour enfants et adolescents de même que des institutions pour handicapés (Convention relative aux institutions)
- 852.93 Arrêté du Parlement du 26 octobre 2005 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention relative aux institutions sociales (CIIS)
- 853 *Enfants placés et politique de la jeunesse*
- 853.11 Ordonnance du 30 avril 2002 concernant le placement d'enfants
- 853.21 Loi du 22 novembre 2006 sur la politique de la jeunesse
- 853.211 Ordonnance du 8 avril 2008 sur la politique de la jeunesse
- 856 *Aide, fondations*
- 856.91 Arrêté du 6 décembre 1978 portant création d'une fondation "Oeuvre jurassienne de secours"
- 856.911 Règlement du 6 décembre 1978 concernant l'organisation et l'administration de la fondation "Oeuvre jurassienne de secours"
- 856.93 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 concernant la création du "Secours jurassien d'hiver"

857	<i>Financement</i>
857.1	Décret du 21 novembre 2001 sur la répartition des dépenses de l'action sociale
859	<i>Centres de consultation en matière de grossesse</i>
859.11	Arrêté du Gouvernement du 14 janvier 1998 portant reconnaissance de l'association "Centre jurassien de planning familial et de consultation en matière de grossesse" en qualité de centre de consultation en matière de grossesse et de planisme familial
87	<i>Protection contre les incendies et les dommages dus aux éléments</i>
871	<i>Prévention des incendies</i>
871.1	Loi du 21 novembre 2007 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels
871.11	Ordonnance du 18 novembre 2008 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels et sur le ramonage
871.111	Arrêté fixant le tarif des émoluments perçus par l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (ECA Jura) en matière de prescriptions incendie et de dangers naturels
873	<i>Assurances</i>
873.11	Loi du 6 décembre 1978 sur l'assurance immobilière
873.111	Décret du 6 décembre 1978 concernant l'assurance immobilière
873.111.1	Arrêté du Gouvernement du 14 septembre 2010 fixant le taux de la contribution des compagnies d'assurances sur le mobilier pour la prévention et la lutte contre les sinistres
873.112.1	Ordonnance du 6 mars 1979 relative à la commission de l'Etablissement d'assurance immobilière
873.21	Loi du 6 décembre 1978 sur l'assurance mobilière contre l'incendie
873.211	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance mobilière contre l'incendie
873.261	Contrat du 8 février 2010 concernant l'application de l'assurance mobilière obligatoire contre l'incendie dans le canton du Jura
874	<i>Fonds des dommages causés par les éléments</i>
874.1	Décret du 6 décembre 1978 concernant le fonds des dommages causés par les éléments

874.11	Ordonnance du 2 avril 1985 fixant les subsides ordinaires à prélever sur le fonds des dommages causés par les éléments
875	<i>Défense contre le feu et lutte contre les dommages dus aux éléments</i>
875.1	Loi du 18 octobre 2000 sur le service de défense contre l'incendie et de secours
875.11	Ordonnance du 13 novembre 2001 sur le service de défense contre l'incendie et de secours
875.112	Ordonnance du 19 janvier 2010 concernant le nombre d'arrondissements d'inspection des services de défense contre l'incendie et de secours
875.121	Ordonnance du 13 novembre 2001 concernant les centres de renfort

Loi sanitaire

du 14 décembre 1990

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 25 à 28 de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Champ d'application

Buts	Article premier ¹ La présente loi a pour but de contribuer à la promotion, à la protection et à la sauvegarde de la santé de la population, dans le respect de la liberté, la dignité et l'intégrité de la personne humaine, et d'encourager la responsabilité individuelle et collective dans le domaine de la santé.
Définition	² La santé consiste en un état de bien-être physique, mental et social; elle relève des droits de la personne.
Moyens	Art. 2 ¹ Aux fins définies à l'article premier, la présente loi régit la promotion et la protection de la santé, l'exercice de la police sanitaire et les soins. ² La législation fédérale ainsi que les conventions intercantionales et internationales demeurent réservées.

CHAPITRE II : Promotion et protection de la santé

SECTION 1 : Principes généraux

Responsabilité personnelle	Art. 3 ¹ Chacun s'efforce de maintenir et de protéger sa santé, dans la mesure où il peut maîtriser les facteurs qui l'influencent. Nul ne doit être indifférent à celle d'autrui.
-------------------------------	--

² Les efforts consentis par l'Etat, les communes et les milieux privés pour promouvoir la santé et mettre à disposition de la population des établissements et services de soins suffisants ne sauraient délier quiconque de sa responsabilité personnelle.

Activités de l'Etat **Art. 4** ¹ L'Etat favorise la promotion de la santé, notamment par des mesures d'éducation, de prévention et d'information.

² Il organise la lutte contre les épidémies et les maladies transmissibles.

³ Pour atteindre ces objectifs, l'Etat collabore avec les communes, les organisations et les professionnels concernés.

SECTION 2 : Prévention et éducation à la santé

Principe **Art. 5** ¹ L'Etat promeut et encourage la prévention, afin de préserver la santé individuelle et collective.

² Il favorise notamment l'éducation à la santé au sein de la population et plus particulièrement de la jeunesse.

Programme **Art. 6** Le Service de la santé publique³⁴⁾ définit, en collaboration avec les milieux concernés, un programme pluriannuel de prévention. Celui-ci est soumis à l'approbation du Département de la Santé et des Affaires sociales (dénommé ci-après : "Département").

Solariums **Art. 6a**³⁸⁾ ¹ Celui qui met à disposition du public des appareils de bronzage (solariums) doit veiller à fournir, de manière appropriée et aisément compréhensible, tous les renseignements nécessaires concernant les risques pour la santé liés à ces appareils et leur utilisation adéquate.

² La mise à disposition d'appareils publics de bronzage à des mineurs est interdite.

Vente de tabacs aux mineurs **Art. 6b**³⁸⁾ La vente des produits du tabac aux mineurs est interdite.

Prévention dans
les écoles

Art. 7 ¹ Le Service de l'enseignement et le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire organisent l'éducation à la santé, en collaboration avec le Service de la santé publique.³⁵⁾

² L'éducation à la santé dispensée dans les écoles a pour but :

- a) de familiariser les élèves avec les risques menaçant leur santé;
- b) de promouvoir un comportement adéquat;
- c) d'inciter chacun à assumer sa responsabilité personnelle.

³ Le Département de l'Education et le Département de l'Economie insèrent l'éducation à la santé dans les programmes obligatoires des écoles qui relèvent de leur compétence.

Moyens

Art. 8 ¹ La prévention est réalisée, notamment par :

- a) la diffusion d'informations touchant au maintien et à la protection de la santé;
- b) le soutien apporté aux activités de prévention déployées par les ligues de santé et autres institutions privées;
- c) la collaboration active avec les dispensateurs de soins;
- d) l'activité des responsables de l'éducation à la santé, en particulier de la médecine et de la médecine dentaire scolaires et de la police sanitaire;
- e) le soutien apporté à la création et au fonctionnement de centres de santé régionaux;
- f)³⁵⁾ la lutte contre les addictions dues aux substances psychoactives (tabac, alcool, stupéfiants, médicaments, etc.) ou à d'autres causes (addictions comportementales);
- g) les mesures visant à réduire les accidents;
- h) l'encouragement à la pratique populaire du sport;
- i) la promotion et le soutien de la recherche en matière de prévention;
- j)²⁸⁾ le dépistage précoce des problèmes de santé;
- k)²⁸⁾ la recherche épidémiologique.

² L'Etat collabore avec tous les milieux intéressés. Il veille à la coordination et à l'utilisation judicieuse des ressources humaines et matérielles existantes.

Registres et
statistiques

Art. 8a²⁸⁾ ¹ L'Etat peut mettre en place des registres, des statistiques et d'autres moyens de mesure destinés au dépistage précoce des problèmes de santé et à la recherche épidémiologique.

² Les dispensateurs de soins sont tenus de participer à l'établissement des registres, des statistiques et des autres moyens de mesure en fournissant les données nécessaires, conformément à l'alinéa 3 et aux instructions de l'autorité compétente.

³ Excepté les cas dans lesquels a été délivrée une autorisation habilitant à recevoir communication de données qui n'ont pas été rendues anonymes, conformément à l'ordonnance fédérale du 14 juin 1993 concernant les autorisations de lever le secret professionnel en matière de recherche médicale³⁰⁾, et ceux dans lesquels le secret médical a été levé, les données personnelles sont communiquées après avoir été rendues anonymes.

SECTION 3 : Lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues

Autorité
compétente

Art. 9 ¹ Les mesures de lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues, incombant au Canton en vertu du droit fédéral²⁾, sont du ressort du Service de la santé publique³⁴⁾ et en particulier du médecin cantonal.

² Au besoin, le Gouvernement peut compléter la liste des maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues, établie par les autorités fédérales.

³ Les dispensateurs de soins ont l'obligation de signaler au médecin cantonal les cas de maladies transmissibles et dangereuses enregistrés, conformément au droit fédéral²⁾.

Subvention

Art. 10 L'Etat peut subventionner les institutions, publiques ou privées, créées dans le but :

- a) d'assumer la prophylaxie des maladies transmissibles;
- b) de prendre en charge, de traiter les personnes atteintes et d'éviter leur exclusion sociale;
- c) d'assister les personnes soignées ambulairement.

Vaccinations et
analyses

Art. 11 ¹ Le Gouvernement dresse la liste des vaccinations et des analyses contre les maladies transmissibles en complément de celle qu'a établie le Conseil fédéral.

² Il en détermine le financement et le caractère facultatif ou obligatoire.

SECTION 4 : Financement

Principe **Art. 12²¹⁾** La prévention, l'éducation à la santé et la lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues, sont financées par l'Etat.

Compétences²¹⁾ **Art. 13²²⁾** ¹ Le Service de la santé publique³⁴⁾ arrête, dans le cadre des limites budgétaires, les montants utilisés aux fins de prévention, d'éducation à la santé et de lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues.

² Il établit chaque année un rapport à l'attention du Gouvernement sur les actions entreprises.

Demande de subsides²¹⁾ **Art. 14²¹⁾** ¹ Les demandes de subsides en vue de financer des activités en matière de prévention, d'éducation à la santé et de lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues, doivent être adressées au Service de la santé publique³⁴⁾.

² Le Service de la santé publique instruit le dossier et statue sur la demande.

³ Sa décision est sujette à opposition et à recours, conformément aux dispositions du Code de procédure administrative⁴⁾.

Art. 15²³⁾

SECTION 5 : Autres mesures de protection

Catastrophes **Art. 16** L'Etat se donne les moyens de faire face aux catastrophes naturelles et écologiques et aux accidents majeurs.

Service sanitaire coordonné **Art. 17** Le Service de la santé publique³⁴⁾ est responsable de l'organisation du service sanitaire coordonné au sens de la législation fédérale³⁾.

Renvoi	<p>Art. 18 La lutte et la prévention contre les effets nuisibles à la santé de l'homme et à son environnement sont régies par la législation fédérale et cantonale qui concerne notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la protection de l'environnement; b) les conditions de travail; c) les denrées alimentaires et les substances toxiques; d) la qualité de vie des individus.
<p>CHAPITRE III : Police sanitaire</p>	
Objectif	<p>Art. 19 ¹ La police sanitaire vise à prévenir, à supprimer et à éviter les dangers menaçant la santé humaine.</p> <p>² Toute intervention d'un organe de police sanitaire doit reposer sur une base légale et être proportionnée à l'ampleur du danger concret.</p>
Tâches communales	<p>Art. 20 ¹ Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, les tâches des autorités communales en matière de police sanitaire.</p> <p>² Les autorités communales sont notamment chargées, dans les limites fixées par la législation, des attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le maintien de la salubrité des bâtiments et lieux publics; b) le contrôle de la salubrité de l'habitat; c) la surveillance des conditions d'hygiène dans les restaurants, magasins, commerces, ateliers et usines; d) la participation aux contrôles des denrées alimentaires et des produits toxiques; e) la distribution d'eau potable; f) le contrôle des viandes; g) la participation aux mesures de lutte contre les maladies transmissibles; h) la sépulture ou la crémation des personnes décédées; i) l'élimination des eaux usées et des déchets. <p>³ Les communes peuvent se grouper en vue d'accomplir ces tâches.</p>
Moyens	<p>Art. 21 ¹ L'autorité communale accomplit ses tâches de police sanitaire en procédant aux contrôles et inspections nécessaires.</p>

² Le cas échéant, elle donne les instructions permettant d'éliminer les risques constatés menaçant la santé.

³ L'autorité prend les décisions contraignantes qui s'imposent conformément au Code de procédure administrative⁴⁾. L'article 23 demeure réservé.

Tâches de l'Etat **Art. 22** ¹ L'Etat assume les tâches de police sanitaire qui lui sont dévolues par la législation.

² Il donne les directives techniques et dispense la formation nécessaires aux responsables communaux.

Danger imminent **Art. 23** Si un danger pour la santé, grave, imminent et impossible à détourner autrement, est établi, le Département prend toutes les mesures indispensables. Il peut en particulier :

- a) interdire ou suspendre des activités;
- b) évacuer ou interdire l'accès à des immeubles, installations ou à d'autres zones dangereuses du territoire;
- c) interdire ou limiter la circulation des personnes et des biens;
- d) informer la population en cas de catastrophe.

CHAPITRE IV : Soins

SECTION 1 : Dispositions générales et droits des patients

Dispensateurs de soins²⁷⁾ **Art. 24** ¹ Les dispensateurs de soins relèvent du secteur public (art. 33 à 41) ou du secteur privé (art. 42 à 58).

² Ils dispensent les soins conformément aux règles qui suivent et veillent au respect et à la dignité de la personne soignée.

³ ...²⁶⁾

Médiateur **Art. 24a**²⁵⁾ ¹ Le Gouvernement nomme un médiateur auquel les patients peuvent s'adresser pour se plaindre d'une violation des droits qui leur sont reconnus dans la présente section ou lui soumettre un litige relatif à ces droits les opposant à un établissement hospitalier ou médico-social.

² Une ordonnance du Gouvernement fixe le détail de la procédure de médiation, le rôle du médiateur et son statut.

Droit aux soins

Art. 25 Dans les limites des moyens disponibles, chacun a droit aux soins qu'exige son état de santé.

Droit à l'information

Art. 26²⁷⁾ ¹ Afin de pouvoir donner son consentement aux soins de manière libre et éclairée et d'en faire un bon usage, chaque patient a le droit d'être informé de façon simple et compréhensible sur :

- a) son état de santé et le diagnostic médical;
- b) les examens, les traitements et les interventions possibles; leurs bienfaits et les risques éventuels;
- c) les moyens de conservation de la santé et de prévention des maladies;
- d) les conséquences économiques du traitement.

² L'information peut exceptionnellement être soustraite au patient lorsqu'il y a de bonnes raisons de penser qu'elle lui causerait un dommage grave et que des effets positifs évidents ne peuvent en être attendus; en outre, sur leur demande expresse, les patients ont le droit de ne pas être informés.

³ Chaque patient reçoit, lors de son admission dans un établissement hospitalier ou médico-social, une information écrite sur ses droits et ses devoirs, ainsi que sur les conditions de son séjour.

Consentement libre et éclairé
a) Personne capable de discernement

Art. 26a²⁵⁾ ¹ Aucun soin ne peut être fourni et aucun examen clinique ne peut être subi sans le consentement libre et éclairé du patient concerné capable de discernement, qu'il soit majeur, mineur ou sous curatelle de portée générale, sauf si des intérêts vitaux de la collectivité l'exigent.³⁵⁾

² En cas de soins usuels et non invasifs, le consentement du patient peut être tacite.

³ Un patient capable de discernement peut à tout moment refuser ou interrompre des soins ou quitter un établissement. Le dispensateur de soins a alors le droit de lui demander de confirmer sa décision par écrit après l'avoir clairement informé des risques ainsi encourus. Sont réservées les dispositions concernant le placement à des fins d'assistance.³⁵⁾

b) Directives anticipées et représentant thérapeutique
1. Principe

Art. 26b²⁵⁾³⁵⁾ Toute personne capable de discernement peut conformément à la législation fédérale en la matière, rédiger des directives anticipées ou désigner une personne physique appelée à s'entretenir avec le médecin sur les soins médicaux à lui administrer et à décider en son nom.

Art. 26c et 26d³⁶⁾

Libre choix

Art. 27¹ Chacun a le droit de s'adresser au dispensateur de soins de son choix.

² L'accès aux soins et aux établissements publics cantonaux est garanti indépendamment de la situation socio-économique de la personne soignée.

³ Sont réservées les dispositions légales, conventionnelles et tarifaires des assurances sociales.

Accès au dossier

Art. 28¹ Chacun a le droit de connaître les données objectives de son dossier personnel indiquant les résultats des investigations, le diagnostic et les soins qu'il a reçus, sous réserve des dispositions de la loi sur la protection des données à caractère personnel⁶⁾.

² Sont exclues du dossier les pièces qui appartiennent à la sphère privée protégée des dispensateurs de soins.

³ La personne soignée peut exiger que soient transmises les données objectives de son dossier lorsqu'elle se confie à un autre dispensateur de soins, ou peut en interdire la transmission.

⁴ Le cas échéant, le nouvel intervenant veille, dans la mesure du possible, à assurer la continuité du traitement et à éviter la répétition inutile d'examens.

Mesures de contrainte

Art. 28a²⁵⁾³⁵⁾¹ Toute mesure de contrainte à l'égard des patients est en principe interdite. Demeurent réservées les mesures du droit pénal en matière de mesures de sûreté et du droit civil pour les personnes résidant dans un établissement médico-social ou sujettes à un placement à des fins d'assistance.

² A titre exceptionnel et, dans la mesure du possible après en avoir discuté avec le patient, son représentant thérapeutique, son représentant légal ou ses proches, le médecin responsable d'un établissement hospitalier peut, après consultation de l'équipe soignante, imposer pour une durée limitée des mesures de contrainte strictement nécessaires à la prise en charge d'un patient capable de discernement ou incapable de discernement lorsque ces mesures vont à l'encontre de sa volonté présumée :

- a) si le comportement du patient présente un danger grave pour sa sécurité ou sa santé ou pour celle d'autres personnes; et
- b) si d'autres mesures moins restrictives de la liberté personnelle ont échoué ou n'existent pas.

³ On entend par mesure de contrainte, au sens de l'alinéa précédent, l'isolement, la contention et la limitation des contacts avec l'extérieur.

⁴ Le médecin responsable peut déléguer cette prérogative à un autre dispensateur de soins de l'établissement.

⁵ Pour le surplus, les dispositions du Code civil^{[37](#)} relatives aux mesures limitant la liberté de mouvement des personnes résidant dans un établissement médico-social s'appliquent aux mesures prises en vertu du présent article.

Art 28b^{[25](#)[36](#)}

Commission de
surveillance des
droits des
patients

Art. 28c^{[25](#)} ¹ Afin d'assurer le respect des dispositions légales relatives aux droits des patients, le Gouvernement nomme une commission ayant pour mandat de surveiller, sous cet angle, les établissements hospitaliers et médico-sociaux. Les tâches de la commission sont notamment les suivantes :

- a) émettre des directives et des instructions et, sur demande, prodiguer des conseils;
- b) veiller au respect des règles d'éthique médicale et des soins dans les établissements;
- c)^{[35](#)} instruire et statuer sur les cas de violation des dispositions des droits des patients dont elle prend connaissance par elle-même ou qui lui sont dénoncés sur plainte; demeure réservée la compétence de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte de statuer sur les plaintes relatives aux mesures de contrainte;
- d) procéder à des inspections et à des contrôles destinés à assurer le respect des dispositions générales relatives aux droits des patients.

² Lorsqu'elle statue au sens de l'alinéa 1, lettre c, la commission constate l'existence ou l'inexistence d'une violation des dispositions légales conférant des droits au patient et propose aux autorités compétentes les mesures utiles propres à éviter de nouvelles infractions à ces dispositions.

³ Une ordonnance du Gouvernement règle la composition de la commission. Celle-ci comprend au moins une personne représentative des patients, un représentant des professions médicales, un représentant des professions de la santé et un juriste. Le Gouvernement règle en outre le détail de ses compétences et la procédure de plainte. Le médiateur nommé conformément à l'article 24a est membre de cette commission, avec voix consultative.

Médiation et
plainte à la
commission de
surveillance des
droits des
patients

Art. 28d^{[25](#)[35](#)} Toute personne séjournant en établissement hospitalier ou médico-social, son représentant légal ou thérapeutique ou ses proches peuvent s'adresser au médiateur ou déposer une plainte auprès de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte ou de la commission de surveillance des droits des patients.

Soins palliatifs

Art. 29 La personne en fin de vie a droit à des soins spécifiques, de manière à vivre dans le maximum de bien-être physique et psychique.

Essais cliniques

Art. 30 ¹ Aucun essai clinique ne peut être effectué sans le consentement des personnes concernées. Le consentement est donné conformément aux articles 26a et suivants.^{[27](#)}

² Si la personne concernée est incapable de discernement, un essai clinique ne peut être entrepris que s'il vise à produire un effet bénéfique sur son état de santé.

Prélèvement
de matériel
biologique

Art. 30a^{[25](#)} Un échantillon de matériel biologique d'origine humaine ne peut être utilisé qu'aux fins approuvées par la personne concernée et dans le respect de ses droits de la personnalité. Il doit en principe être détruit après utilisation, sous réserve d'une décision contraire de la personne concernée et de la législation spéciale en la matière.

Prélèvements
et dons
d'organes^{[27](#)}

Art. 31 ¹ Les prélèvements de tissus et d'organes d'une personne décédée sont autorisés moyennant le consentement exprès du défunt ou de ses proches.

² L'Etat soutient des campagnes d'information concernant les dons d'organes et encourage chacun à donner de son vivant son accord en vue d'un tel don.

Autopsie

Art. 32 ¹ L'autopsie n'est autorisée que si le défunt ou ses proches parents y ont consenti, ou si l'intérêt de la santé publique l'exige, notamment dans le domaine de l'épidémiologie. Le cas échéant, le médecin cantonal délivre l'autorisation.

² L'autopsie a lieu dans un hôpital ou un établissement aménagé à cet effet.

³ La législation pénale demeure réservée.

⁴ Les proches parents peuvent obtenir le résultat de l'autopsie, sauf si le défunt s'y est opposé.

SECTION 2 : Soins du secteur public

1. Principes
a) Autorisation

Art. 33 Les soins qui relèvent du secteur public, y compris les soins à domicile, sont dispensés par des établissements et institutions dont l'ouverture et l'exploitation sont soumises à autorisation; l'autorisation précisera notamment les exigences en matière de locaux, d'équipements et de qualification du personnel soignant.

b) Planification
sanitaire

Art. 34 ¹ L'Etat organise et coordonne l'ensemble du système des soins du secteur public.

² Le nombre et la capacité des établissements de soins, ainsi que les types de soins qui y sont dispensés, font l'objet d'un plan sanitaire qui tient compte des besoins de la population, des structures bâties existantes, des ressources financières des collectivités responsables et des possibilités de soins du secteur privé. Ce plan est approuvé par le Parlement.

³ Dans son plan sanitaire, l'Etat tient compte de la complémentarité des services de soins et favorise les prises en charge qui permettent de réduire les placements en institutions et correspondent aux besoins des personnes soignées.

⁴ L'organisation gérontologique fait l'objet d'une planification particulière arrêtée par le Gouvernement.³²⁾

2. Soins à domicile
Mission

Art. 35 Les services de soins à domicile ont pour but d'offrir à la population, à tous les âges de la vie, des soins qui permettent la promotion de la santé, le maintien à domicile des malades et handicapés et l'accompagnement des personnes en fin de vie.

Organisation
locale ou
régionale

Art. 36 ¹ Les services de soins à domicile relèvent du droit public ou privé.

² Leurs tâches sont les suivantes :

- a) la dispensation des soins à domicile en collaboration avec le médecin traitant;
- b) la promotion de la santé, notamment par des actions de prévention et d'éducation;
- c) l'engagement du personnel;
- d) la gestion administrative du service;
- e) la collaboration avec l'entourage du patient et les autres intervenants à domicile (médecins, aides familiales, aides de ménage, assistants sociaux, ligues de santé, etc.).

Organisation
cantonale
a) Tâches du
Département

Art. 37 ¹ L'Etat favorise le maintien à domicile. Il promeut, organise et coordonne les services nécessaires.

² Le Département établit une planification cantonale qui définit le rayon d'activité de chaque service, de manière à :

- a) desservir chaque commune;
- b)³³⁾ institutionnaliser la collaboration de chaque service avec un établissement médico-social et/ou une division gériatrique hospitalière (unités d'accueil temporaire) pour la prise en charge des personnes âgées et des handicapés;
- c) assurer la collaboration avec les autres divisions hospitalières ou d'autres institutions.

b) Tâches du
Service de la
santé publique

Art. 38 Le Service de la santé publique³⁴⁾ est chargé :

- a) de la surveillance générale des services de soins à domicile;
- b) de l'application et du respect de la planification cantonale;
- c) de l'approbation des comptes et budgets des services;
- d) de la fixation du statut et des conditions de travail du personnel;
- e) de l'approbation des effectifs des services;

- f) de la détermination des principes et des tarifs de facturation aux patients;
- g) de la conclusion d'une convention-cadre avec les caisses-maladie sous réserve de l'approbation du Gouvernement;
- h) ³³⁾ de la détermination des directives et/ou de la ratification des conventions de collaboration entre les établissements hospitaliers, les établissements médico-sociaux ou d'autres services de soins;
- i) de la coordination générale des soins à domicile avec les autres services publics ou privés concernés.

Financement **Art. 39** ²¹⁾ L'Etat assume le financement des soins à domicile.

Délégation **Art. 40** ¹ Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance les modalités de surveillance, de subventionnement et de gestion des services de soins à domicile.

² ... ⁷⁾

3. Etablissements hospitaliers **Art. 41** ³³⁾ La construction et l'exploitation des établissements hospitaliers sont régies par la loi sur les établissements hospitaliers ⁸⁾.

SECTION 3 : Soins du secteur privé

1. Principes **Art. 42** ¹ La liberté de dispenser des soins à titre privé est garantie.

² L'ouverture et l'exploitation d'institutions privées dispensant des soins, ainsi que l'exercice des professions sanitaires déterminées par la loi, sont soumis à autorisation dans le but de protéger le public.

2. Hôpitaux privés **Art. 43** ¹ L'ouverture et l'exploitation d'un hôpital privé sont soumises à autorisation en vertu de la loi sur les établissements hospitaliers ⁸⁾ ³³⁾.

² L'activité des hôpitaux privés est prise en compte dans la planification des services de soins publics (art. 34).

3. Professions sanitaires
a) Définition **Art. 44** Les professions sanitaires englobent les professions médicales et les professions de la santé.

Professions
médicales

Art. 45²⁹⁾ Les professions médicales sont les suivantes :

- a) médecin;
- b) vétérinaire;
- c) dentiste;
- d) pharmacien;
- e) chiropraticien.

Professions de
la santé

Art. 46¹ Les professions réglementées de la santé sont les suivantes :

- a) ambulancier;
- b) chef de laboratoire d'analyses médicales;
- c) ...³¹⁾
- d) diététicien;
- e) droguiste;
- f) ergothérapeute;
- g) infirmier;
- h) logopédiste-orthophoniste;
- i) opticien;
- j)²⁹⁾ podologue, pédicure-podologue;
- k) physiothérapeute;
- l) psychomotricien;
- m)¹⁷⁾ psychologue-psychothérapeute;
- n) sage-femme;
- o) technicien-dentiste;
- p)¹⁸⁾ ostéopathe;
- q)¹⁸⁾ masseur médical;
- r)¹⁸⁾ hygiéniste dentaire.

² Le Gouvernement peut soumettre, par voie d'ordonnance, l'exercice d'autres professions de la santé à l'octroi d'une autorisation si un intérêt public le justifie.

b) Autorisation
Principe

Art. 47¹ Est soumis à autorisation :

- a) l'exercice à titre indépendant des professions médicales au sens de l'article 45;
- b) l'exercice à titre indépendant des professions de la santé au sens de l'article 46;
- c) l'activité d'assistant ou de remplaçant d'une personne exerçant une profession médicale ou de la santé;
- d) la fabrication et la vente de médicaments⁹⁾.

² Une telle autorisation peut concerner également l'utilisation des locaux nécessaires à l'exercice d'une profession sanitaire, à la fabrication ou à la vente de médicaments.

³ L'autorisation d'exercer une profession sanitaire ne saurait remplacer les autorisations exigées par d'autres dispositions légales.

Octroi

Art. 48 ¹ L'autorisation d'exercer une profession médicale est délivrée par le Département.

² Le Service de la santé publique³⁴⁾ délivre l'autorisation d'exercer une profession de la santé ainsi que l'autorisation d'activité temporaire aux assistants et aux remplaçants des professions médicales.

Formation
requise
a) Professions
médicales

Art. 49 Peuvent exercer une profession médicale au sens de l'article 45 :

- a) les titulaires du diplôme fédéral;
- b) les titulaires d'un diplôme suisse ou étranger équivalent, afin d'assurer pleinement l'assistance médicale de la population; le Département statue après avoir pris l'avis de l'association professionnelle concernée.

b) Professions
de la santé

Art. 50 ¹ Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, le degré de formation nécessaire à l'exercice des professions de la santé.

² Le diplôme fédéral est exigé pour la pratique des professions de la santé dont la formation est sanctionnée par un tel diplôme.

Refus

Art. 51 L'autorisation peut être refusée si le requérant :

- a) a été condamné pénalement pour des actes portant atteinte à la probité et à l'honneur de la profession ou pour des infractions graves ou répétées aux dispositions réglant les professions sanitaires;
- b) ne jouit pas pleinement de ses droits civils;
- c) présente des déficiences psychiques ou physiques incompatibles avec l'exercice de sa profession;
- d) s'est vu retirer l'autorisation d'exercer dans un autre canton ou dans un autre pays en raison d'infractions graves ou répétées à la législation sanitaire;
- e) n'est pas couvert par une assurance responsabilité civile professionnelle.

Retrait

Art. 52 ¹ L'autorisation d'exercer peut être retirée en tout temps par le Département, à titre temporaire ou définitif, pour l'un des motifs mentionnés à l'article 51.

² Elle peut aussi être retirée lorsque l'intéressé a fait preuve d'incapacité ou de négligence grave dans l'exercice de sa profession; le retrait a lieu sans préjudice des sanctions pénales qui pourraient être éventuellement prises à l'encontre de l'intéressé.

³ Dans des cas de moindre gravité, le Département peut prononcer un avertissement ou une menace de retrait.

⁴ Avant de prononcer le retrait temporaire ou définitif, le Département entend l'intéressé et prend l'avis de l'association professionnelle concernée, ainsi que des associations de patients, lorsque la mesure envisagée est motivée par des faits relevant de l'exercice de la profession.

c) Exercice des professions sanitaires

Art. 53 ¹ Les titulaires d'une autorisation exercent leur profession dans le cadre de leurs compétences, des directives d'ordre éthique émises par leur association professionnelle et de la législation.

Principes généraux

² Ils doivent respecter la liberté et la sphère privée des personnes; ils sont tenus au secret professionnel selon le Code pénal suisse¹⁰⁾, sauf si l'intéressé ou le médecin cantonal les en délie expressément.

³ Ils sont tenus de s'acquitter des obligations qui découlent de la médecine légale et de la police sanitaire et de soutenir les autorités qui assument des tâches relatives à la santé publique.

⁴ Le Gouvernement, par voie d'ordonnance, détermine les conditions d'exercer après avoir entendu l'association professionnelle intéressée.

Exercice des professions médicales

Art. 54 ¹ Seules les personnes autorisées à exercer une profession médicale ont qualité pour pratiquer leur art et pour délivrer des attestations qui relèvent de leur activité.

² Les personnes exerçant une profession médicale ne peuvent être responsables simultanément de deux cabinets ou de deux officines.

³ Les personnes qui exercent une profession médicale peuvent se faire remplacer ou assister, de façon temporaire, par le titulaire d'une autorisation émanant du Service de la santé publique³⁴⁾.

Médecines
naturelles

Art. 55 L'Etat favorise, par une information adéquate, le recours à des pratiques médicales naturelles, si elles sont exercées par des médecins jouissant d'une autorisation.

Approvisionnement
en
médicaments

Art. 56 L'approvisionnement de la population en médicaments est réglé par une loi spécifique.

Exercice des
professions de la
santé

Art. 57 ¹ Seules les personnes autorisées à exercer une profession de la santé au sens de l'article 46 sont habilitées à pratiquer leur art.

² En tant que titulaire d'une autorisation, les personnes exerçant une profession de la santé répondent, à l'égard de l'autorité qui a octroyé cette autorisation, de l'activité déployée par leur remplaçant et leur assistant.

d) Libération du
secret
professionnel

Art. 58 ¹ Le médecin cantonal est l'autorité compétente au sens de l'article 321, chiffre 2, du Code pénal suisse pour délier du secret professionnel la personne qui y est tenue en raison de sa profession.

² Le médecin cantonal décide sur proposition de la personne tenue au secret professionnel; il n'est pas lié par cette proposition.

SECTION 4 : Formation

Principe

Art. 59 Dans le but d'assurer à la population des soins de qualité, l'Etat encourage la formation et le perfectionnement des dispensateurs de soins.

Professions de la
santé; écoles

Art. 60 Il crée ou soutient des écoles assurant la formation aux professions de la santé.

Professions
médicales

Art. 61 Il encourage la formation des médecins dans les établissements de soins publics.

Perfectionnement

Art. 62 Il encourage les associations professionnelles et les établissements de soins à développer la formation continue et le perfectionnement de leurs membres ou collaborateurs.

CHAPITRE V : Tâches et organes de l'Etat et des communes

SECTION 1 : Participation des milieux intéressés

Collaboration, consultation

Art. 63 ¹ L'Etat et les communes s'acquittent des tâches qui leur sont conférées par la présente loi en veillant à consulter et à collaborer avec tous les milieux intéressés, en particulier avec les associations représentatives dont le but est la défense des patients et les associations professionnelles.

² Une loi spéciale institue le Conseil de la santé publique^{[11\)](#)}.

SECTION 2 : Répartition des tâches

Tâches du Canton

Art. 64 ¹ L'Etat veille, dans le cadre de la législation scolaire et de la formation professionnelle, à l'élaboration et à l'exécution des programmes d'éducation sanitaire.

² L'Etat organise et favorise la prévention.

³ L'Etat arrête l'organisation de la médecine du travail.

⁴ L'Etat fixe, par voie d'ordonnance, les tâches des autorités communales en matière de santé et de salubrité publiques.

⁵ L'Etat, en collaboration avec les communes, organise et surveille la médecine et la médecine dentaire scolaires.

⁶ L'Etat veille à ce que la population du Canton dispose d'établissements de soins en nombre suffisant et dotés d'un personnel qualifié.

⁷ L'Etat définit, par voie d'ordonnance, l'organisation des soins à domicile, de la puériculture et d'autres prestations semblables.

⁸ Les établissements psychiatriques de droit public et la clinique dentaire scolaire sont des institutions cantonales. Les frais d'équipement et d'exploitation de la clinique dentaire scolaire sont portés à la répartition des charges de l'action sociale, conformément à la loi concernant la péréquation financière^{[12\)](#), [19\)](#)[33\)](#)}.

⁹ L'Etat peut créer, par voie de décret, d'autres institutions sanitaires d'intérêt cantonal.

¹⁰ L'Etat autorise et surveille l'exercice des professions sanitaires.

¹¹ L'Etat encourage la formation et le perfectionnement professionnels et peut faire de la recherche ou la subventionner, seul ou en collaboration avec des organismes et institutions de droit public ou privé.

¹² Le Gouvernement nomme un médiateur chargé de traiter les plaintes des patients en cas de violation de leurs droits découlant de la section 1 du chapitre IV.^{[27\)](#)}

Tâches des communes

Art. 65 ¹ Dans le cadre de leurs compétences de police locale, les communes veillent à la santé et à la salubrité publiques sur le territoire communal; à défaut d'un règlement communal, l'ordonnance prévue à l'article 67 s'applique.

² Les communes prennent les mesures de lutte contre la propagation des maladies transmissibles; en cas d'épidémie grave, l'autorité communale prend les mesures d'urgence, en collaboration avec les organes de l'Etat et le corps médical.

³ Dans le cadre de la législation cantonale, les communes collaborent à l'organisation du service médical et dentaire scolaires ainsi qu'aux mesures de prévention.

⁴ Dans le cadre de l'ordonnance prévue à l'article 40, les communes participent à l'organisation des soins à domicile, de la puériculture et d'autres prestations sanitaires semblables; à cet effet, elles peuvent se grouper en syndicats de communes ou déléguer leur compétence à des organismes de droit public ou à des institutions et personnes privées.

⁵ Les communes, avec le soutien de l'Etat, prennent les dispositions nécessaires en faveur du maintien à domicile des personnes malades ou âgées, aussi longtemps que leur santé le permet. Si elles créent des appartements protégés à cet effet, elles veillent à éviter la concentration ou l'isolement des personnes âgées.

⁶ ... [20\)](#)

SECTION 3 : Organes de la santé publique

Organes de l'Etat **Art. 66** ¹ Le Gouvernement exerce la haute surveillance dans le domaine de la santé publique.

² Le Département assure l'exécution de la législation fédérale et cantonale et des conventions intercantionales.

³ Le Service de la santé publique^{[34\)](#)}, le médecin cantonal, le pharmacien cantonal, le vétérinaire cantonal, le chimiste cantonal, le médecin du travail, ainsi que d'autres unités administratives créées par le Parlement, assument les tâches qui leur sont attribuées par la législation fédérale et cantonale.

Organes de la commune **Art. 67** Le règlement communal, ou à défaut une ordonnance cantonale (art. 64, al. 4), désigne les organes communaux compétents en matière de santé et de salubrité publiques.

SECTION 4 : Répartition des charges

Répartition des charges **Art. 68** La répartition entre l'Etat et les communes des charges des établissements de soins publics, de la promotion de la santé, de la prévention et des soins à domicile est réglée par la loi concernant la péréquation financière^{[12\)](#) [19\)](#)}.

CHAPITRE VI : Voies de droit et mesures répressives

SECTION 1 : Voies de droit

Opposition et recours

Art. 69 Les décisions prises sur la base de la présente loi sont susceptibles d'opposition et de recours conformément au Code de procédure administrative.

SECTION 2 : Mesures répressives

Peines

Art. 70 ¹ Celui qui exerce, sans autorisation et contre rémunération, une activité relevant de la compétence des titulaires d'une autorisation d'exercer une profession sanitaire ou qui contrevient aux prescriptions de la présente loi et des ordonnances qui en découlent, sera puni de l'amende. Dans les cas graves, une peine d'amende de 50 000 francs au plus peut être prononcée. [24\)](#)

² Les dispositions du Code pénal suisse demeurent réservées.

Mesures administratives

Art. 71 ¹ Indépendamment des peines prévues à l'article 70, le Service de la santé publique [34\)](#) peut ordonner toute mesure propre à faire cesser un état de fait contraire au droit.

² Il peut ordonner notamment la fermeture des locaux, le séquestre, la confiscation ou même la destruction des choses qui font l'objet de la contravention ou qui ont servi à la commettre.

CHAPITRE VII : Dispositions transitoires et finales

Exécution

Art. 72 ¹ Le Gouvernement est chargé de l'exécution de la présente loi; il édicte les dispositions nécessaires.

² Il règle notamment, par voie d'ordonnance :

- a) la lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues;
- b) les tâches des autorités communales en matière de police sanitaire;
- c) les modalités de surveillance, de subventionnement et de gestion des services de soins à domicile;
- d) les conditions donnant droit à l'aide financière prévue à l'article 40;
- e) les conditions d'exercer les professions sanitaires.

Abrogation

Art. 73 Sont abrogés :

- a) la loi du 26 octobre 1978 concernant l'exercice des professions médicales;
- b) la loi du 26 octobre 1978 relative aux mesures à prendre contre la tuberculose;
- c) la loi du 26 octobre 1978 portant création de ressources financières pour lutter contre la tuberculose, la poliomyélite, les affections rhumatismales et d'autres maladies de longue durée;
- d) le décret du 6 décembre 1978 concernant les subsides de l'Etat en faveur de la lutte contre la poliomyélite, les affections rhumatismales et d'autres maladies de longue durée.

Modification du droit en vigueur

Art. 74 ¹ La loi du 26 octobre 1978 sur les oeuvres sociales¹³⁾ est modifiée comme il suit :

Article 96, alinéa 2

...¹⁴⁾

² La loi du 26 octobre 1978 sur les hôpitaux⁸⁾ est modifiée comme il suit :

Article 34

...¹⁴⁾

Art. 75³⁶⁾

Dispositions
transitoires
1. Personnes au
bénéfice d'une
autorisation

Art. 76 ¹ Les personnes autorisées, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à exercer leur profession ou une activité actuellement soumise à la loi du 26 octobre 1978 concernant l'exercice des professions médicales, demeurent au bénéfice de cette autorisation.

² Elles sont tenues de se conformer aux exigences de la présente loi ainsi qu'aux dispositions d'application; exceptionnellement, le Département peut accorder un délai d'adaptation à qui en établit la nécessité.

2. Professions de
la santé

Art. 77 Les personnes qui exercent une profession de la santé nouvellement soumise à autorisation doivent présenter une demande d'autorisation dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de l'ordonnance relative à la profession dont il s'agit.

3. Chiropraticiens

Art. 77a²⁸⁾ Les chiropraticiens au bénéfice d'une autorisation de pratiquer à titre indépendant, délivrée par le Service de la santé publique³⁴⁾, au moment de l'entrée en vigueur de la modification de l'article 45 sont tenus de présenter une demande d'autorisation au Département de la Santé et des Affaires sociales dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de ladite modification.

Référendum

Art. 78 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en vigueur

Art. 79 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur¹⁶⁾ de la présente loi.

Delémont, le 14 décembre 1990

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Mathilde Jolidon
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

1) RSJU 101

2) Loi fédérale sur les épidémies (RS 818.101)

3) Ordonnance fédérale concernant la préparation du service sanitaire coordonné (RS 501.31) et ordonnance fédérale sur l'organe de coordination sanitaire fédéral (RS 501.32)

4) RSJU 175.1

5) RSJU 213.32

6) RSJU 170.41

7) Les effets de l'art. 40, al. 2, ont été suspendus par la section 2 de la loi du 20 octobre 1993 instituant des mesures d'économie 1994, en vigueur du 1^{er} janvier 1994 au 31 décembre 1994. Alinéa abrogé par la section 2 du chapitre II de la loi du 22 juin 1994 portant adoption définitive des mesures d'économie 1993 et 1994, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1995.

- 8) RSJU 810.11
- 9) Convention intercantonale sur le contrôle des médicaments (RSJU 812.11)
- 10) RS 311.0
- 11) RSJU 172.481
- 12) RSJU 651
- 13) RSJU 850.1
- 14) Texte inséré dans ladite loi
- 15) RSJU 832.11
- 16) 1^{er} juillet 1993
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 24 mars 2004, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2004
- 18) Introduite par le ch. I de la loi du 24 mars 2004, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2004
- 19) Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 5, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005 (RSJU 651)
- 20) Abrogé par l'article 43, alinéa 5, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005 (RSJU 651)
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2005
- 22) Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 5, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2005
- 23) Abrogé par le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2005
- 24) Nouvelle teneur selon le ch. XIX de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 25) Introduit par la section 1 de la loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2007 (RSJU 810.02)
- 26) Abrogé par la section 1 de la loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2007 (RSJU 810.02)
- 27) Nouvelle teneur selon la section 1 de la loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2007 (RSJU 810.02)
- 28) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 5 septembre 2007, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2007
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 5 septembre 2007, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2007
- 30) RS 235.154
- 31) Abrogée par le ch. I de la loi du 5 septembre 2007, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2007
- 32) Introduit par l'article 43 de la loi du 16 juin 2010 sur l'organisation gériatrique, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 810.41)
- 33) Nouvelle teneur selon l'article 61, alinéa 1, de la loi du 26 octobre 2011 sur les établissements hospitaliers, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012 (RSJU 810.11)
- 34) Nouvelle dénomination selon l'article 19, lettre a, du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1^{er} août 2011 (RSJU 172.111)
- 35) Nouvelle teneur selon le ch. XX de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- 36) Abrogé(s) par le ch. XX de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

³⁷⁾ RS 210

³⁸⁾ Introduit par le ch. I de la loi du 26 septembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Ordonnance concernant les droits des patients

du 24 avril 2007

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 73 de la loi du 24 octobre 1985 sur les mesures d'assistance et la privation de liberté^{[1\)](#)},

vu les articles 24a, alinéa 2, et 28c, alinéa 3, de la loi sanitaire du 14 décembre 1990^{[2\)](#)},

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Objet	Article premier La présente ordonnance vise à régler la procédure de médiation et de plainte en matière de droits des patients, ainsi que la composition et les compétences de la commission de surveillance des droits des patients.
Terminologie	Art. 2 Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

SECTION 2 : Médiateur et procédure de médiation

Principe	Art. 3 Le patient qui estime que les droits qui lui sont reconnus par la loi n'ont pas été respectés peut exprimer ses doléances au médiateur, qui l'entend et tente de concilier les parties.
Désignation du médiateur et d'un suppléant	Art. 4 ¹ Le médiateur est désigné par le Gouvernement pour la législature. ^{6)} ² Le Gouvernement nomme également un suppléant au médiateur qui remplace ce dernier lorsqu'il est empêché.

³ Le médiateur et le suppléant doivent disposer de la formation, de l'expérience et des qualités humaines nécessaires à l'exercice de la médiation.

Compétences du médiateur

Art. 5 Le médiateur a la compétence de traiter les doléances en relation avec les droits reconnus aux patients, à l'exclusion des plaintes concernant le montant des honoraires.

Saisine

Art. 6 ¹ Le patient qui estime que ses droits n'ont pas été respectés dépose une requête écrite, sommairement motivée, auprès du médiateur.

² La requête peut être rédigée, au nom du patient, par un proche de ce dernier. Les patients séjournant dans un établissement hospitalier ou médico-social peuvent demander l'aide du personnel dans cette démarche.

³ En cas de décès du patient, le droit de saisir le médiateur passe aux proches.

Procédure

Art. 7 ¹ Dès réception de la requête, le médiateur cite les parties à une séance de médiation. La citation contient une brève description des motifs de la requête.

² Le médiateur peut convoquer le requérant à une séance préalable hors la présence de la partie adverse.

³ Les parties comparaissent en personne; elles peuvent être assistées d'un mandataire.

⁴ Le médiateur peut recourir à tout moyen utile raisonnable pour résoudre le différend.

⁵ La séance de médiation fait l'objet d'un procès-verbal succinct, signé par les parties et le médiateur.

⁶ L'article 31 du Code de procédure administrative³⁾ demeure réservé.

Résultat de la procédure

Art. 8 Le résultat de la procédure de médiation est inscrit au procès-verbal de la séance. En cas d'échec de la médiation, le patient est informé de la possibilité de saisir la commission de surveillance des droits des patients.

SECTION 3 : Commission de surveillance des droits des patients

Compétences

Art. 9 ¹ La commission de surveillance des droits des patients exerce les compétences qui lui sont dévolues par la loi.

² Elle a en particulier les attributions suivantes :

- a) elle édicte, à l'attention des établissements hospitaliers et médico-sociaux, les directives et les recommandations propres à favoriser le respect des droits des patients;
- b) elle veille au respect des règles d'éthique médicales et en matière de soins dans les établissements hospitaliers et médico-sociaux;
- c) elle statue sur les plaintes dont elle est saisie;
- d) elle surveille les établissements où sont exécutées des mesures privatives de liberté à des fins d'assistance;
- e) elle effectue, de manière régulière ou inopinée, des visites et des contrôles dans les établissements hospitaliers et médico-sociaux; dans ce cadre, elle voue une attention particulière aux établissements à caractère psychiatrique.

Collaboration et coordination

Art. 10 ¹ La commission de surveillance des droits des patients collabore avec le Service de la santé et avec les autres services et organismes concernés.

² Au besoin, elle assure la coordination de leurs interventions.

Composition et organisation

Art. 11 ¹ La commission de surveillance des droits des patients se compose de sept à neuf membres comprenant :

- a) un juriste;
- b) un représentant des patients;
- c) deux médecins, dont un psychiatre;
- d) deux représentants des professions de la santé travaillant dans un établissement hospitalier ou médico-social;
- e) un travailleur social.

² La commission est présidée par un juriste. Pour le surplus, elle se constitue elle-même.

³ Le Service de la santé assume le secrétariat de la commission.

Période de
fonction

Art. 12⁶⁾ Les membres de la commission de surveillance des droits des patients sont nommés par le Gouvernement pour la législature. Les membres nommés en cours de période le sont pour la fin de celle-ci. Ils sont rééligibles.

Séances

Art. 13 ¹ La commission de surveillance des droits des patients siège aussi souvent que les affaires l'exigent, mais au moins deux fois par année, sur convocation de son président ou à la demande de trois de ses membres.

² Elle ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres sont présents.

Action d'office ou
sur requête

Art. 14 ¹ La commission de surveillance des droits des patients accomplit ses tâches d'office ou sur requête.

² Elle reçoit les plaintes des patients en matière de violation des droits de ces derniers.

Procédure de
plainte
a) Dépôt

Art. 15 Le patient qui estime que ses droits n'ont pas été respectés peut déposer une plainte, par écrit et motivée, auprès de la commission de surveillance des droits des patients. La plainte doit être datée et signée par le patient, par l'un des ses proches ou par un mandataire et comporter les offres de preuve.

b) Prescription

Art. 16 Le droit de porter plainte auprès de la commission de surveillance des droits des patients se prescrit par deux ans à compter de la survenance des actes reprochés. Lorsque ces derniers sont soumis à un délai de prescription plus long découlant du droit civil ou pénal, ce délai s'applique.

c) Examen
préalable

Art. 17 ¹ A titre préalable, le président de la commission de surveillance des droits des patients examine si la plainte a été précédée d'une procédure de médiation. Si tel n'est pas le cas, il informe le plaignant de cette possibilité et l'invite à se déterminer à ce sujet.

² Si le plaignant accepte la voie de la médiation, la plainte est transmise au médiateur.

³ Si le plaignant refuse la voie de la médiation, le président de la commission examine la recevabilité de la plainte et, dans l'affirmative, instruit le dossier. Si la plainte paraît d'emblée manifestement abusive, il propose à la commission de la rejeter sans autre instruction; dans ce cas, les parties sont informées du rejet de la plainte.

d) Instruction

Art. 18 ¹ Le président de la commission de surveillance des droits des patients conduit l'instruction des plaintes. Il peut confier cette tâche à un autre membre de la commission ou à une délégation de celle-ci.

² L'instruction se déroule conformément aux règles du Code de procédure administrative³⁾.

e) Parties

Art. 19 Ont qualité de partie devant la commission de surveillance des droits des patients les personnes contre lesquelles la plainte est dirigée et l'établissement dont elles relèvent.

f) Décision

Art. 20 ¹ Lorsque l'instruction de la plainte est terminée, le président soumet l'affaire à la commission de surveillance des droits des patients pour décision. S'il y a lieu, la commission peut requérir des actes d'instruction complémentaires.

² La décision de la commission constate si les actes incriminés constituent une violation des droits reconnus aux patients ou non. En cas de violation des droits des patients, la commission propose aux autorités compétentes les mesures propres à éviter de nouvelles violations de ces droits.

³ En cas d'infraction aux dispositions de la législation sanitaire, la commission en informe le Service de la santé.

SECTION 4 : Dispositions diverses

Obligations des établissements à caractère psychiatrique

Art. 21 ¹ La direction médicale des établissements à caractère psychiatrique adresse trimestriellement au médecin cantonal la liste nominative des patients hospitalisés contre leur gré ou ayant fait l'objet de mesures de contrainte. La liste mentionne au moins la date de leur entrée et, le cas échéant, de leur sortie, leur statut juridique et hospitalier, ainsi que les éventuelles mesures de contrainte qui leur ont été appliquées.

² Les établissements à caractère psychiatrique adressent chaque année, jusqu'à fin février, un rapport à la commission de surveillance des droits des patients sur le type de prise en charge effectuée (placements à des fins d'assistance, séjours volontaires, mesures de contrainte médicale ou non).⁷

Secret de
fonction

Art. 22 Le médiateur, son suppléant et les membres de la commission de surveillance des droits des patients sont soumis au secret de fonction tel que défini à l'article 25 de la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura⁴.

Indemnisation

Art. 23 ¹ Les membres de la commission de surveillance des droits des patients sont indemnisés conformément à l'ordonnance concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales⁵.

² Le médiateur et son suppléant font l'objet d'une rétribution particulière arrêtée par le Gouvernement.

Frais et dépens

Art. 24 ¹ La procédure devant le médiateur et la commission de surveillance des droits des patients est gratuite et il n'est pas alloué de dépens.

² En cas de plainte ou de dénonciation téméraire ou abusive, il peut être perçu un émolument compris entre 50 et 500 francs.

Application du
Code de
procédure
administrative

Art. 25 Sauf prescription particulière de la présente ordonnance, le Code de procédure administrative³ s'applique à la procédure devant le médiateur et la commission de surveillance des droits des patients.

Entrée en
vigueur

Art. 26 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} mai 2007.

Delémont, le 24 avril 2007

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Laurent Schaffter
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 213.32
- 2) RSJU 810.01
- 3) RSJU 175.1
- 4) RSJU 173.11
- 5) RSJU 172.356
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. XXII de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012
- 7) Nouvelle teneur selon l'article 31 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013 (RSJU 213.11)

Ordonnance sur les établissements hospitaliers

du 20 mars 2012

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 20, alinéa 1, 25, alinéa 3, 27 à 33, 39, 46, alinéa 2, 47, alinéa 2, 52, alinéa 4, 53, alinéa 3, et 60 de la loi du 26 octobre 2011 sur les établissements hospitaliers¹⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ
d'application

Article premier ¹ La présente ordonnance constitue la réglementation générale d'application de la loi sur les établissements hospitaliers¹⁾.

² Elle s'applique aux établissements hospitaliers tels que définis à l'article 4, alinéa 1, de la loi sur les établissements hospitaliers¹⁾.

Terminologie

Art. 2 Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

CHAPITRE DEUXIEME : Autorisation d'exploiter

SECTION 1 : Etablissements hospitaliers en général

Structures bâties

Art. 3 ¹ Les établissements hospitaliers doivent respecter les règles et les normes en vigueur dans la branche concernant les structures bâties. Le Service de la santé publique peut établir une liste des règles et des normes qu'il reconnaît.

² Sont réservées les normes applicables aux structures bâties en raison d'autres législations.

³ L'organisation des locaux et de la circulation doit respecter les règles généralement admises d'hygiène préventive et de contrôle de l'infection.

⁴ En cas de prise en charge de personnes contagieuses ou immunodéprimées, un dispositif adéquat doit être prévu.

⁵ Les chambres doivent être organisées de manière à respecter l'intimité des personnes hospitalisées et contenir, notamment :

- a) une salle de bain avec WC;
- b) en principe, au maximum deux lits.

⁶ Des dérogations peuvent être admises, notamment pour les bâtiments existants ou dans des cas particuliers.

Equipement

Art. 4 ¹ La dotation en équipement des établissements hospitaliers doit être adaptée à leur mission.

² Chaque lit et chaque local sanitaire (WC, salle d'eau) de l'établissement est pourvu d'un système "d'appel malade".

³ Au surplus, les normes reconnues en vigueur dans la branche doivent être respectées.

⁴ Des dérogations peuvent être admises suivant les cas.

Personnel

Art. 5 ¹ La dotation minimale de l'établissement en personnel médical et en professionnels de la santé doit permettre d'assurer 24 heures sur 24 une présence suffisante de personnel diplômé. Le Département de la Santé et des Affaires sociales (ci-après : "le Département") peut prévoir des normes fixant l'effectif et les compétences minimums.

² Les médecins responsables d'unité de soin doivent être au bénéfice d'une formation adéquate.

³ Les médecins-chefs d'unité de soins doivent être au bénéfice d'une autorisation de pratique sur le territoire cantonal.

⁴ Les établissements hospitaliers sont responsables de s'assurer du respect des conditions relatives au personnel au moment de l'engagement.

⁵ Au surplus, les normes reconnues en vigueur dans la branche doivent être respectées.

Statut et droits
des patients

Art. 6 ¹ L'établissement hospitalier respecte, par son organisation et par son personnel, les droits des patients.

² Chaque personne admise dans un établissement hospitalier reçoit, à son entrée, un document écrit présentant les informations essentielles relatives à la prise en charge des patients, notamment les conditions de séjour, les coûts, les conditions de fonctionnement de l'établissement, les éventuelles particularités de la prise en charge s'agissant des soins et des traitements médicaux prodigués, son règlement interne et le système de gestion des plaintes. La personne admise, ou son représentant légal, doit attester par écrit avoir reçu, compris et accepté les informations fournies.

³ En cas d'admission en urgence, l'information peut être différée; elle doit cependant être donnée au patient aussitôt que l'état de santé de ce dernier le permet.

Responsabilité
médicale

Art. 7 ¹ L'établissement hospitalier désigne une personne assumant la responsabilité des soins, au bénéfice d'une formation adéquate reconnue par la Fédération des médecins suisses (FMH).

² Chaque médecin soumis à autorisation de pratique, selon l'ordonnance du 2 octobre 2007 concernant l'exercice des professions de médecin, de dentiste, de chiropraticien et de vétérinaire²⁾, assume la responsabilité médicale du fait de ses auxiliaires.

³ Les médecins assument la responsabilité médicale au sein des établissements hospitaliers, selon l'organisation interne du système des soins.

⁴ Demeurent réservées les dispositions particulières pour les maisons de naissance.

Responsabilité
infirmière

Art. 8 ¹ L'établissement hospitalier et, le cas échéant, chaque unité de soins, désigne une personne assumant la responsabilité des soins infirmiers qui doit justifier d'une activité de 60 % au moins sous réserve d'une autre organisation agréée par le Département.

² La personne désignée doit être titulaire d'un titre d'infirmier admis selon le droit fédéral ou jugé équivalent et être au bénéfice des formations suivantes :

- a) une formation en gestion (niveau infirmier-chef d'unité de soins) ;
- b) une formation complémentaire reconnue correspondant aux activités et à la mission de l'établissement.

³ Les deux types de formations peuvent être acquis par deux personnes différentes selon une organisation agréée par le Département.

⁴ La personne doit justifier d'une expérience professionnelle reconnue.

⁵ Le Département émet des directives d'application.

Responsabilité
de l'exploitation

Art. 9 La personne responsable de l'exploitation d'un établissement hospitalier doit remplir les conditions ci-après :

- a) avoir l'exercice des droits civils;
- b) n'avoir encouru aucune condamnation pénale pour des faits contraires à l'honneur ou à la probité durant les dix dernières années;
- c) jouir d'une bonne moralité;
- d) disposer de qualifications et/ou de qualités professionnelles et personnelles suffisantes pour l'exploitation dont il s'agit.

Autres
responsabilités

Art. 10 ¹ L'établissement appelé à fournir les activités ci-après dispose de personnes qualifiées pour assumer la responsabilité :

- a) de la pharmacie et de la gestion des produits thérapeutiques et des stupéfiants;
- b) du laboratoire;
- c) de l'hygiène préventive et du contrôle des infections;
- d) de la stérilisation et du retraitement du matériel stérile;
- e) de la gestion des toxiques;
- f) du stockage du sang et des produits sanguins;
- g) du système de management de la qualité;
- h) du service technique;
- i) des finances et de la comptabilité;
- j) de la statistique;
- k) du système d'information.

² Les responsables doivent être au bénéfice des autorisations exigées en vertu des législations fédérale et cantonale relatives à leur domaine de compétence. C'est notamment le cas en ce qui concerne la pharmacie ou la gestion des produits thérapeutiques et des stupéfiants, ainsi que le stockage du sang et des produits sanguins.

Système
d'information et
cybersanté

Art. 11 Le Gouvernement établit, par voie d'arrêté, les dispositions applicables en matière d'information et de cybersanté. Il tient compte des normes édictées sur le plan fédéral.

Surveillance

Art. 12 ¹ Les établissements hospitaliers collaborent avec l'autorité de surveillance et s'engagent à mettre à sa disposition tous les éléments utiles à son activité.

² Ils accordent un libre accès à leurs établissements pour les visites effectuées conformément à la mission de l'autorité de surveillance.

Situation
d'urgence
médicale

Art. 13 Chaque établissement hospitalier doit disposer d'un protocole en cas de situation d'urgence médicale.

Traitement des
incidents

Art. 14 Chaque établissement doit disposer d'un système de déclaration et de traitement des incidents.

Gestion des
plaintes

Art. 15 Chaque établissement doit disposer d'un système de gestion des plaintes.

SECTION 2 : Dispositions particulières

Maisons de
naissance

Art. 16 ¹ Pour les maisons de naissance, la responsabilité professionnelle incombe à la sage-femme responsable de l'établissement. Cette dernière doit être au bénéfice d'une autorisation de pratiquer sur le territoire cantonal ou dans un autre canton.

² La sage-femme responsable répond également du fait du personnel de l'établissement, notamment des sages-femmes durant leur formation d'indépendante et des stagiaires.

³ La maison de naissance ne peut accueillir que des patientes qui ont fait l'objet d'un suivi adéquat durant leur grossesse. Elle s'assure préalablement des conditions de ce suivi et vérifie que, selon toute vraisemblance, l'accouchement se déroulera sans complication.

⁴ En dérogation aux articles 3 et 4 de la présente ordonnance, les conditions concernant les structures bâties et l'équipement peuvent être adaptées en tenant compte des spécificités des maisons de naissance. Toutefois, l'établissement doit disposer, notamment :

- a) d'une garde téléphonique et être atteignable en tout temps;
- b) d'un local de soins disposant de l'équipement nécessaire aux soins prévus explicitement dans la mission et du matériel, des pansements et des médicaments nécessaires à l'exercice de la profession;
- c) d'un outil d'évaluation de la qualité conforme aux normes admises par la profession, comprenant au moins un système de traitement des plaintes.

⁵ La maison de naissance s'assure que, à tout moment, un transfert adéquat puisse être effectué jusqu'à un hôpital disposant de services de pédiatrie et d'obstétrique. A ce titre, elle doit être au bénéfice d'un accord avec un service ambulancier.

⁶ En cas de complications lors de l'accouchement, toutes les mesures appropriées doivent être prises pour effectuer un transfert rapide vers l'hôpital.

SECTION 3 : Forme de l'autorisation

Requête

Art. 17 ¹ L'établissement hospitalier qui entend obtenir une autorisation d'exploiter présente sa demande écrite, accompagnée de toutes les pièces requises, au Département, à l'intention du Gouvernement.

² Le dossier est instruit par le Service de la santé publique.

Pièces requises
et informations

Art. 18 ¹ La demande est accompagnée des informations et documents suivants :

- a) la dénomination de l'établissement;
- b) les statuts de l'établissement;
- c) l'acte de fondation;
- d) la description de la mission, de l'organisation, du concept global et des prestations offertes par l'établissement;
- e) les données précises sur la capacité de prise en charge;
- f) l'organigramme;
- g) la liste des responsables accompagnée, pour chacun d'eux, des documents requis par la présente ordonnance;
- h) le règlement interne de l'établissement;
- i) le protocole en cas d'urgence médicale;
- j) le protocole de gestion des plaintes des patients;

- k) le protocole de gestion des conflits de travail;
- l) un système global de gestion de la qualité comprenant, également, le système de déclaration et de traitement des incidents;
- m) la police d'assurance responsabilité civile;
- n) un plan financier et un bilan;
- o) les autres renseignements et documents requis par le Service de la santé publique.

² L'établissement est tenu de fournir à l'autorité tous les renseignements nécessaires à l'examen de sa demande.

Modalités

Art. 19 ¹ L'autorisation peut être assortie de charges et de conditions. Elle peut être limitée à certaines catégories de prestations ou de bénéficiaires.

² L'autorisation est octroyée pour une durée de cinq ans. Si toutes les conditions pour son octroi ne sont pas remplies, l'autorisation peut être délivrée provisoirement. Aucune autorisation ne peut être délivrée lorsque l'établissement hospitalier ne remplit pas les conditions minimales propres à lui permettre d'accomplir sa mission, notamment lorsque la sécurité des patients est mise en danger.

Modifications

Art. 20 ¹ Toute modification affectant les éléments sur lesquels repose l'autorisation d'exploiter doit faire l'objet d'une requête préalable. La procédure est la même que celle applicable pour l'autorisation initiale. Une description détaillée des modifications ainsi que tous les documents pertinents doivent être joints à la requête.

² Si la requête est agréée, le Gouvernement modifie l'autorisation en conséquence.

Renouvellement

Art. 21 ¹ La requête en renouvellement de l'autorisation doit être présentée au moins six mois à l'avance, selon la même procédure que pour la demande initiale. Les établissements sont dispensés de produire les documents déjà en possession de l'autorité et qui sont toujours d'actualité.

² Le Gouvernement examine si les conditions d'exploitation de l'établissement hospitalier sont toujours remplies. Ce faisant, il prend en compte l'avis du Département.

Retrait

Art. 22 ¹ Lorsque les conditions du retrait sont réunies, celui-ci est prononcé par le Gouvernement sur préavis du Département.

² Le Gouvernement définit les modalités d'application de la décision.

CHAPITRE III : Sécurité sanitaire, urgence et sauvetage

SECTION 1 : Service d'urgence

Organisation

Art. 23 ¹ L'établissement hospitalier qui entend ouvrir un service d'urgence doit répondre aux normes reconnues en vigueur, notamment celles de l'Inter Association de sauvetage (IAS).

² Une organisation spécifique doit être prévue pour les événements majeurs.

³ Un rapport est soumis annuellement au Département. Il doit, notamment, faire état de la collaboration avec les médecins exerçant à titre indépendant.

Responsabilité
médicale

Art. 24 Le service d'urgence est placé sous la responsabilité d'un médecin-chef, au bénéfice d'une formation reconnue en médecine d'urgence et d'une autorisation de pratique valable sur le territoire cantonal.

SECTION 2 : Service de sauvetage

Art. 25 Les organisations qui offrent un service de sauvetage ou un service d'ambulance sont soumises aux dispositions de l'ordonnance du 25 janvier 2011 concernant le service ambulancier³⁾.

SECTION 3 : Centrale d'appels sanitaires urgents (CASU 144)

Personnel CASU
144

Art. 26 ¹ Le personnel de la centrale d'appels sanitaires urgents (ci-après : "la CASU 144") est engagé et géré par l'Hôpital du Jura.

² Il doit être au bénéfice des qualifications suffisantes pour remplir sa mission. L'Hôpital du Jura assure la formation initiale et continue du personnel.

Responsabilité
médicale

Art. 27 La responsabilité médicale de la CASU 144 est assumée par un médecin-chef au bénéfice d'une formation reconnue en médecine d'urgence.

Tâches de la
CASU 144

Art. 28 ¹ La CASU 144 a notamment les tâches suivantes :

- a) la réception des appels au numéro d'urgence 144;
- b) la conduite et l'organisation des interventions primaires;
- c) l'organisation des transports secondaires tels que définis dans l'ordonnance concernant le service ambulancier³⁾;
- d) l'organisation et la transmission des informations concernant la garde médicale;
- e) la coordination et la conduite en cas d'événement majeur;
- f) le contact permanent avec les services de transport préhospitaliers;
- g) la géolocalisation, le positionnement et la connaissance en temps réel de l'activité des services ambulanciers publics;
- h) les tâches administratives inhérentes au service.

² Le règlement d'organisation de la CASU 144 peut prévoir d'autres tâches.

Organisation

Art. 29 La CASU 144 peut être rattachée à une autre centrale d'appels.

Devoirs
particuliers du
personnel

Art. 30 ¹ Les droits et les obligations du personnel de la CASU 144 découlent des réglementations fédérale et cantonale relatives à leur statut.

² Si un employé du service de la CASU 144 est amené à assumer une mission dans le cadre d'un autre service, ou si un employé d'un autre service est amené à assumer une mission dans le cadre de la CASU 144, il doit limiter son intervention aux seuls actes propres à assurer la bonne exécution de la mission pour laquelle il est sollicité. Une obligation particulière de garder le secret peut lui être imposée, en plus des obligations déterminées par les réglementations fédérale et cantonale en matière de secret professionnel ou de secret de fonction.

³ Dans les cas déterminés à l'alinéa 2, l'employé doit notamment respecter les points suivants :

- a) il doit annoncer, sans ambiguïté, sa fonction et son statut à l'utilisateur du service de la centrale d'appel;
- b) il ne peut récolter que les données minimales requises, transmises dans les meilleurs délais au titulaire et propres à permettre l'intervention;
- c) les données récoltées ne peuvent servir à d'autres fins que celles définies pour le service auquel il a été fait appel.

⁴ Font exception les données concernant des infractions dont l'annonce est rendue obligatoire pour le personnel de soins, en vertu de la législation fédérale ou cantonale.

Statut du
personnel au
service de la
CASU 144

Art. 31 ¹ Toute personne effectuant une tâche entrant dans le domaine de compétence de la CASU 144 est assimilée à un auxiliaire de médecin au sens de l'article 321 du Code pénal suisse⁴⁾. A ce titre elle est notamment :

- a) soumise au secret professionnel au sens de l'article 321 du Code pénal suisse;
- b) tenue de respecter les instructions émises par la direction de la CASU 144;
- c) soumise à l'obligation de suivre régulièrement les formations mises en œuvre par la CASU 144.

² Pour le surplus, les personnes définies à l'alinéa 1 sont soumises au statut du personnel de l'Hôpital du Jura, notamment en ce qui concerne la responsabilité civile et pénale.

³ En cas de violation des devoirs de service, les dispositions fédérales et cantonales en matière de violation des devoirs de fonction s'appliquent.

⁴ Le règlement de la CASU 144 détermine les droits et les obligations supplémentaires.

Droit applicable

Art. 32 ¹ Sauf disposition contraire de la présente ordonnance, les dispositions de l'ordonnance concernant le service ambulancier³⁾ sont applicables au service d'urgences préhospitalières.

² Pour le surplus, l'Hôpital du Jura arrête le règlement relatif à l'organisation de la centrale d'appels sanitaires urgents. Ce règlement doit être approuvé par le Département de la Santé et des Affaires sociales, ainsi que par le Département de la Police.

CHAPITRE IV : Hôpital du Jura

SECTION 1 : Conseil d'administration

Compétences
financières

Art. 33 Le conseil d'administration est compétent pour toutes les décisions relatives au financement des infrastructures et de l'équipement, notamment pour les équipements médico-techniques, les assainissements lourds, les autres investissements et l'entretien courant. Il peut toutefois déléguer certaines compétences au directeur, en application de l'article 30, alinéa 2, de la loi sur les établissements hospitaliers¹⁾.

SECTION 2 : Comptabilité

Exigences
particulières

Art. 34 ¹ La comptabilité de l'Hôpital du Jura doit être établie en observant les règles de la pratique comptable en la matière.

² Les mêmes règles s'appliquent à la politique d'amortissement comptable. Celle-ci doit être soumise au Département pour approbation. Ce dernier tient compte des recommandations de la Trésorerie générale.

³ Le Département émet des directives nécessaires.

CHAPITRE V : Etablissements psychiatriques de droit public

SECTION 1 : Dispositions générales

Service
d'urgence

Art. 35 ¹ L'organisation du service d'urgence psychiatrique est soumise à l'approbation du Département.

² Une collaboration doit être établie avec l'Hôpital du Jura.

³ Un rapport est soumis annuellement au Département. Il doit notamment faire état de la collaboration avec les médecins exerçant à titre indépendant.

Responsabilité
médicale

Art. 36 La responsabilité médicale est assumée par un médecin au bénéfice d'une formation reconnue en psychiatrie.

Equipe-
ment et
locaux

Art. 37 Les établissements psychiatriques de droit public doivent disposer des locaux et de l'équipement adéquats leur permettant de remplir leurs fonctions. Ils doivent notamment disposer de chambres d'isolement. Ils peuvent disposer d'unités fermées.

SECTION 2 : Unités hospitalières de psychiatrie

Délégation

Art. 38 Lorsque l'Etat confie la gestion d'une unité hospitalière de psychiatrie à des tiers, il conclut un contrat de droit administratif à cet effet.

Organisation

Art. 39 L'établissement détermine l'organisation de l'unité hospitalière de psychiatrie qui lui est déléguée.

Tâches **Art. 40** Les unités hospitalières de psychiatrie assument, dans leurs secteurs d'activité, les tâches qui leur sont attribuées par le mandat de prestations.

Collaboration **Art. 41** ¹ Les unités hospitalières de psychiatrie collaborent entre elles, ainsi qu'avec les professionnels et services du Canton, notamment avec les autres services de psychiatrie, les hôpitaux somatiques, les médecins privés, les services sociaux et médico-sociaux ainsi que les services pédagogiques.

² Au besoin, elles prennent contact avec des établissements spécialisés hors Canton.

Responsabilité **Art. 42** L'établissement qui assume la gestion d'une unité hospitalière de psychiatrie confiée par l'Etat répond des dommages causés sans droit par son personnel.

SECTION 3 : Centre médico-psychologique

Principe **Art. 43** Toutes les unités de psychiatrie dont la gestion n'est pas déléguée à un tiers par contrat de droit administratif sont rattachées au Centre médico-psychologique, qui en assume l'exploitation.

Droit applicable **Art. 44** Le Centre médico-psychologique ainsi que les unités de psychiatrie qui y sont rattachées sont régies par l'ordonnance du 1^{er} février 1995 concernant les unités de soins psychiatriques⁵⁾.

CHAPITRE VI : Financement des établissements hospitaliers

SECTION 1 : Dispositions générales

Obligations particulières
a) Etablissements figurant sur la liste cantonale **Art. 45** ¹ Les établissements hospitaliers sis sur le territoire cantonal et figurant sur la liste soumettent chaque année au Service de la santé publique, jusqu'au 30 avril, les éléments mentionnés à l'article 14, alinéa 1, lettres d à f, de la loi sur les établissements hospitaliers¹⁾, sous réserve de dispositions contractuelles contraires.

² Ils remettent également pour ce même terme leurs statistiques médicales, administratives et financières. Demeurent réservés des délais plus courts imposés au niveau fédéral.

³ Le Département peut exiger d'autres documents.

b) Etablissements ayant pour mandat d'exécuter des prestations d'intérêt général ou d'autres prestations financées par l'Etat

Art. 46 ¹ Les établissements hospitaliers dont le mandat prévoit d'exécuter des prestations d'intérêt général ou d'autres prestations au sens des articles 17 et 18 de la loi sur les établissements hospitaliers¹⁾, pour lesquelles l'Etat participe financièrement, distinguent au sein de leur comptabilité analytique les prestations susmentionnées afin de permettre de déterminer leurs incidences financières.

² Ces éléments sont transmis au Service de la santé publique selon les modalités fixées dans le mandat de prestations.

³ Le Département peut exiger d'autres documents.

Participation de l'Etat aux prestations d'intérêt général et autres prestations

Art. 47 Pour les investissements en rapport avec des prestations d'intérêt général et d'autres prestations, l'Etat détermine la part qu'il prend en charge en se fondant sur un plan financier établi par l'établissement hospitalier, d'entente avec le Département, pour une durée de cinq ans, présentant les incidences financières des prestations considérées.

Utilisation de la part destinée aux investissements

Art. 48 ¹ Les établissements hospitaliers veillent à disposer des moyens nécessaires au financement des investissements destinés à assurer la prise en charge des prestations au sens de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie⁶⁾.

² Ils ne peuvent utiliser la part du financement dédiée aux investissements à d'autres fins.

Garantie des emprunts

Art. 49 ¹ L'établissement hospitalier qui entend obtenir une garantie pour les emprunts présente une demande au Service de la santé publique, à l'intention du Département. La demande est accompagnée des documents et renseignements nécessaires. Le Service de la santé publique instruit le dossier.

² La garantie de l'Etat est accordée par l'autorité compétente pour engager la dépense, conformément à la législation sur les finances cantonales.

SECTION 2 : Tarifs

Tarifs de référence

Art. 50 Le Gouvernement arrête, chaque année, les tarifs de référence pour la prise en charge des prestations selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie⁶⁾.

CHAPITRE VII : Hospitalisations extérieures

SECTION 1 : Détermination de la participation du Canton

Compétence	Art. 51 Le médecin cantonal est compétent pour statuer sur les demandes d'hospitalisations extérieures et pour fixer la participation du Canton au sens de l'article 52 de la loi sur les établissements hospitaliers ¹⁾ .
Médecins délégués	<p>Art. 52 ¹ Le Gouvernement charge un ou plusieurs médecins délégués du traitement des demandes d'autorisation d'une hospitalisation extérieure donnant lieu à une prise en charge de la part du Canton.</p> <p>² Les médecins délégués ont la qualité d'adjoints au médecin cantonal. Ils sont habilités à examiner les demandes, à procéder à des investigations et à délivrer ou refuser l'autorisation demandée.</p>
Procédure	<p>Art. 53 ¹ Les demandes doivent être adressées au médecin cantonal au moyen du formulaire reconnu.</p> <p>² La décision est communiquée au médecin ayant soumis la demande; elle est également communiquée, mais sans les données médicales, à l'hôpital de destination et à l'assureur.</p> <p>³ Le Département règle les détails de la procédure.</p>
Statistiques	Art. 54 Le Service de la santé publique tient la statistique des hospitalisations extérieures.
Rémunération	<p>Art. 55 ¹ Le Département arrête le modèle de rémunération des médecins délégués.</p> <p>² Les rémunérations sont versées par le Service de la santé publique.</p>

CHAPITRE VIII : Emoluments

Emoluments	Art. 56 Les décisions rendues en application de la présente ordonnance donnent lieu à la perception d'un émolument.
------------	--

CHAPITRE IX : Voies de droit

Voies de droit
a) En général

Art. 57 Les décisions prises en vertu de la présente ordonnance sont sujettes à opposition et à recours, conformément au Code de procédure administrative⁷⁾. L'article 58 demeure réservé.

b) En cas
d'hospitalisation
extérieure

Art. 58 ¹ En cas de rejet de la demande d'autorisation d'hospitalisation extérieure, le patient et le médecin qui a présenté la demande sont habilités à former opposition.

² L'opposition est adressée au médecin cantonal dans un délai de trente jours.

³ La décision sur opposition est sujette à recours à la Cour administrative du Tribunal cantonal dans un délai de trente jours.

CHAPITRE X : Dispositions transitoires et finales

SECTION 1 : Dispositions transitoires

Réévaluation des
actifs

Art. 59 ¹ Les investissements réalisés avant l'entrée en vigueur de la loi sur les établissements hospitaliers¹⁾ et pour lesquels l'établissement a reçu un financement de la part du Canton sont inclus dans les coûts, conformément aux principes définis par l'ordonnance fédérale du 3 juillet 2002 sur le calcul des coûts et le classement des prestations par les hôpitaux, les maisons de naissance et les établissements médico-sociaux dans l'assurance-maladie⁸⁾.

² La valeur de ces investissements est établie selon la valeur comptable résiduelle au moment de l'entrée en vigueur de la loi sur les établissements hospitaliers¹⁾.

³ La charge d'amortissement générée par la réactivation de ces investissements passés sera neutralisée par la dissolution du fonds pour amortissements futurs et enregistrée annuellement dans le compte d'exploitation, afin d'éviter que l'Etat ne finance doublement ces investissements.

⁴ L'éventuel surplus du financement initial de l'investissement tel que mentionné à l'alinéa 1 est rétrocédé à l'Etat à la fin de la période d'amortissement prévu.

Plan hospitalier

Art. 60 Les mandats de prestations conclus avec les établissements hospitaliers jurassiens remplacent le plan hospitalier en vigueur au 31 décembre 2011 jusqu'à l'élaboration de la planification hospitalière cantonale, mais au plus tard jusqu'au 31 décembre 2014 selon la législation fédérale (LAMal).

Délais de
dépôt pour
l'autorisation

Art. 61 ¹ Les établissements hospitaliers qui ne sont pas au bénéfice d'une autorisation d'exploiter ou dont l'autorisation n'est plus valable au moment de l'entrée en vigueur de la loi sur les établissements hospitaliers¹⁾ doivent déposer leur demande dans un délai de six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

² Les établissements hospitaliers au bénéfice d'une autorisation d'exploiter valable au moment de l'entrée en vigueur de la loi sur les établissements hospitaliers¹⁾ conservent leur autorisation jusqu'à l'échéance de celle-ci, mais doivent présenter une demande au plus tard jusqu'au 31 décembre 2013.

Modification du
droit en vigueur

Art. 62 L'ordonnance du 1^{er} février 1995 concernant les unités de soins psychiatriques⁵⁾ est modifiée comme suit :

Article 3, alinéa 2

Abrogé.

Article 8, alinéa 2

⁹⁾
...

Article 13a

Abrogé.

Article 14, alinéa 3

⁹⁾
...

Article 15, alinéa 1

⁹⁾
...

Article 18

Abrogé.

Article 19, alinéa 1

[9\)](#)
...

Abrogations

Art. 63 Sont abrogées :

1. l'ordonnance du 24 juin 1981 concernant la gestion financière des hôpitaux subventionnés par l'Etat;
2. l'ordonnance du 30 avril 1996 concernant l'autorisation des hospitalisations extérieures;
3. l'ordonnance du 15 mars 2005 concernant l'acquisition et l'entretien des investissements des établissements hospitaliers publics;
4. l'ordonnance du 12 octobre 1994 fixant la composition, les attributions et le fonctionnement du comité des acquéreurs des services hospitaliers;
5. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'internement des malades mentaux dans des établissements privés.

SECTION 2 : Disposition finaleEntrée en
vigueur**Art. 64** La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} mai 2012.

Delémont, le 20 mars 2012

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 810.11
- 2) RSJU 811.111
- 3) RSJU 811.211
- 4) RS 311
- 5) RSJU 810.511.1
- 6) RS 832.10
- 7) RSJU 175.1
- 8) RS 832.104
- 9) Texte inséré dans ladite ordonnance

Ordonnance concernant les unités de soins psychiatriques

du 1^{er} février 1995

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 24 du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990¹⁾,

vu l'article 67, alinéa 1, de la loi du 24 octobre 1985 sur les mesures d'assistance et la privation de liberté²⁾,

vu l'article 132 de la loi scolaire du 20 décembre 1990³⁾,

vu les articles 33 et 34 de la loi sanitaire du 14 décembre 1990⁴⁾,

vu les articles 2, lettre d, 36 à 38, 78 et 79 de la loi du 22 juin 1994 sur les hôpitaux⁵⁾,

arrête :

SECTION 1 : Généralités

But	Article premier ¹³⁾ La présente ordonnance règle l'organisation, la coordination et la gestion des unités de soins psychiatriques du secteur public, à savoir les unités qui sont rattachées au Centre médico-psychologique.
Mission	Art. 2 La mission des unités de soins psychiatriques est de fournir à la population des prestations de prévention, de soins et de réhabilitation.
Exploitation par des tiers	Art. 2a ¹¹⁾ L'Etat peut confier l'exploitation d'unités psychiatriques à des tiers. Dans ce cas, l'organisme chargé de l'exploitation assume la responsabilité de l'unité concernée.

SECTION 2 : Organisation et coordination des unités de soins psychiatriques

Département

Art. 3 ¹ Le Département de la Santé et des Affaires sociales (dénommé ci-après : "Département") détermine, en fonction des besoins de la population et dans le cadre du budget et du plan hospitalier, l'organisation générale des unités de soins psychiatriques, notamment la capacité d'accueil, les dotations en personnel et la localisation. Demeurent réservés les cas où l'exploitation d'une unité psychiatrique est confiée à un tiers. [12\)](#)

² ... [15\)](#)

Centre médico-psychologique
a) Principe

Art. 4 ¹ Le Centre médico-psychologique est un établissement cantonal sans personnalité juridique.

² Il organise et coordonne les deux unités de soins psychiatriques qui lui sont rattachées, soit l'unité de psychiatrie pour adultes et l'unité de psychiatrie et psychothérapie pour enfants et adolescents.

b) Siège

Art. 5 ¹ Le siège du Centre médico-psychologique est à Delémont.

² Des consultations régulières sont données à Delémont, à Porrentruy et à Saignelégier.

c) Tâches

Art. 6 ¹ Le Centre médico-psychologique organise et prend en charge :

- a) les soins psychiatriques ambulatoires;
- b) [13\)](#) les soins psychiatriques en hôpital général, en hôpitaux de jour ainsi que dans les institutions éducatives, ateliers protégés et autres institutions à vocation psychiatrique;
- c) l'admission des personnes gravement malades en clinique psychiatrique;
- d) [13\)](#) les secteurs particuliers de la psychiatrie tels que pédopsychiatrie, psychogériatrie, soins aux alcooliques, aux toxicomanes, aux épileptiques, etc.;
- e) la psychiatrie administrative et juridique;
- f) la formation postgraduée et continue spécifique, et l'encouragement ou la collaboration à des projets de recherche.

² Il assume toute autre tâche que lui attribue la législation.

d) Rapport avec les unités

Art. 7 ¹ Dans le cadre de l'organisation arrêtée par le Département, le Centre médico-psychologique fixe les tâches des unités de soins psychiatriques et les adapte aux besoins.

² Il prépare les projets visant à créer, modifier ou supprimer des services ou autres structures rattachés aux unités de soins psychiatriques.

Unités de soins psychiatriques
a) Tâches

Art. 8 ¹ Les unités de soins psychiatriques assument, dans leurs secteurs d'activité, les tâches qui leur sont attribuées par le Département et le Centre médico-psychologique.

² Les unités de soins psychiatriques sont des établissements hospitaliers au sens de la loi sur les établissements hospitaliers⁵⁾. Demeurent réservées les unités de vie de psychogériatrie soumises à la législation sur l'organisation gériatrique.¹³⁾¹⁶⁾

b) Moyens

Art. 9 Pour accomplir leurs tâches, les unités de soins psychiatriques disposent :

- a) de services de soins ambulatoires, également capables d'assumer la psychiatrie de liaison;
- b) de structures dites intermédiaires telles que des hôpitaux de jour ou de nuit, des foyers, des appartements protégés ou des ateliers protégés;
- c)¹³⁾¹⁷⁾ d'unités hospitalières de soins aigus et d'unités de vie de psychogériatrie permettant également d'accueillir des personnes au bénéfice d'une mesure de placement à des fins d'assistance.

c) Collaboration

Art. 10 ¹ Les unités collaborent entre elles, ainsi qu'avec les professionnels et services du Canton, notamment avec les hôpitaux somatiques, les médecins et psychiatres privés, les services sociaux et médico-sociaux ainsi que les services pédagogiques.

² Le cas échéant, elles prendront contact avec des établissements spécialisés hors Canton.

Art. 11¹⁴⁾

SECTION 3 : Direction administrative et médicale

Centre médico-
psychologique

Art. 12⁹⁾ ¹ La direction administrative et financière du Centre médico-psychologique est assumée par l'administrateur des unités de soins psychiatriques. Un collaborateur du Service de la santé assume la haute direction de cette unité.

² Le médecin-chef du Centre médico-psychologique pour enfants et adolescents et de l'Unité pédopsychiatrique semi-stationnaire (hôpital de jour à Porrentruy) en assume la responsabilité médicale.

³ Le médecin-chef de l'unité de psychiatrie des adultes, comprenant le Centre médico-psychologique pour adultes, en assume la responsabilité médicale.¹²⁾

⁴ Un comité de coordination, présidé par le collaborateur du Service de la santé en charge de la haute direction, et formé en outre des médecins-chefs des deux unités du Centre médico-psychologique et de l'administrateur des unités de soins psychiatriques, assume les tâches d'organisation et de coordination assignées au Centre médico-psychologique.

Unités de soins
psychiatriques

Art. 13 ¹ Le médecin-chef de chaque unité de soins psychiatriques en assume, de manière indépendante, la direction médicale.

² ...¹⁰⁾

³ La comptabilité financière et analytique des unités de soins psychiatriques est tenue selon le modèle de l'Association suisse des établissements hospitaliers (VESKA).

⁴ Les unités de soins psychiatriques tiennent une statistique médicale conformément aux instructions du Service de la santé; les dispositions de la loi du 15 mai 1986 sur la protection des données à caractère personnel⁶⁾ demeurent réservées.

⁵ Pour le surplus, les unités de soins psychiatriques se conforment aux dispositions de la législation hospitalière cantonale. Demeurent réservées les unités de vie de psychogériatrie soumises à la législation sur l'organisation gériatrique.¹³⁾

Art. 13a ^{[11\)15\)](#)}**SECTION 4 : Bâtiments, équipement, personnel**Bâtiments,
équipement

Art. 14 ¹ L'Etat construit et entretient les bâtiments nécessaires à l'ensemble des tâches relevant de la psychiatrie du secteur public; il les dote de l'équipement nécessaire. ^{[13\)](#)}

² L'Etat peut louer des bâtiments pour autant que cette solution soit plus avantageuse sur le plan financier.

³ Demeure réservé le financement des unités confiées à des tiers. ^{[16\)](#)}

Personnel
a) Médecins-
chefs,
administrateur

Art. 15 ¹ Le Gouvernement nomme l'administrateur et les médecins-chefs des unités psychiatriques dont la gestion n'est pas confiée à des tiers. ^{[12\)16\)](#)}

² Les rapports de service entre l'Etat et les médecins-chefs sont réglés par un contrat de droit administratif. Demeure réservé le statut du médecin-chef de l'Unité hospitalière médico-psychologique. ^{[12\)](#)}

³ L'administrateur a le statut de fonctionnaire.

b) Autres
collaborateurs

Art. 16 ¹ Les autres collaborateurs sont engagés sur la base d'un contrat de droit administratif.

² Pour les collaborateurs non médecins, le contenu du contrat correspond aux règles du statut du personnel des institutions jurassiennes de soins et des services d'aide et de soins à domicile.

³ Les chefs de clinique et médecins-assistants sont engagés par un contrat de droit administratif qui s'inspire du contrat-type de travail pour les médecins-assistants ^{[7\)](#)}.

⁴ Les temporaires, auxiliaires et stagiaires sont engagés sur la base d'un contrat de travail relevant du Code des obligations ^{[8\)](#)}.

⁵ Le personnel médical et soignant est engagé par le chef du Département sur proposition du ou des médecins-chefs et de l'administrateur des unités de soins psychiatriques.

c) Création de postes

Art. 17 ¹ Le Département autorise la création de postes dans le cadre de la procédure budgétaire.

² Les propositions de création de postes émanent de la direction du Centre médico-psychologique.

³ Demeurent réservés les cas des unités dont l'exploitation est confiée à des tiers ainsi que les unités de vie de psychogériatrie soumises à la législation sur l'organisation gérontologique. [11](#)[13](#)

SECTION 5 : Financement et gestion

Art. 18 [15](#)

Dépenses d'exploitation

Art. 19 [12](#) ¹ L'Etat supporte les excédents de charges résultant de l'exploitation des structures psychiatriques dont la gestion n'est pas confiée à des tiers. [16](#)

² Le Gouvernement règle, dans le cadre du contrat de droit administratif passé à cet effet, le financement des unités dont l'exploitation est confiée à des tiers.

SECTION 6 : Rapport avec les usagers

Règlement interne

Art. 20 Les rapports entre les unités de soins psychiatriques et leurs usagers sont précisés dans un règlement interne soumis à l'approbation du Département.

Responsabilité

Art. 21 [12](#) L'Etat répond du dommage causé sans droit par le personnel des unités, à l'exclusion de celles dont l'exploitation est confiée à des tiers.

SECTION 7 : Disposition finale

Entrée en
vigueur

Art. 22 La présente ordonnance prend effet le 1^{er} janvier 1995.

Delémont, le 1^{er} février 1995

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Kohler
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 172.111
- 2) RSJU 213.32
- 3) RSJU 410.11
- 4) RSJU 810.01
- 5) RSJU 810.11
- 6) RSJU 170.41
- 7) RS 221.215.328.1
- 8) RS 220
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 29 juin 2004, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2004. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 29 novembre 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
- 10) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 29 juin 2004, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2004
- 11) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 15 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 15 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010
- 13) Nouvelle teneur selon l'article 95 de l'ordonnance du 14 décembre 2010 sur l'organisation gérontologique, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 810.411)
- 14) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 16 août 2011, en vigueur depuis le 1^{er} août 2011

- ¹⁵⁾ Abrogé par l'art. 62 de l'ordonnance du 20 mars 2012 sur les établissements hospitaliers, en vigueur depuis le 1^{er} mai 2012 (RSJU 810.111.1)
- ¹⁶⁾ Nouvelle teneur selon l'art. 62 de l'ordonnance du 20 mars 2012 sur les établissements hospitaliers, en vigueur depuis le 1^{er} mai 2012 (RSJU 810.111.1)
- ¹⁷⁾ Nouvelle teneur selon l'article 32 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013 (RSJU 213.11)

Loi sur les déchets

du 24 mars 1999

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 36 de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE)¹⁾,

vu l'ordonnance fédérale du 10 décembre 1990 sur le traitement des déchets (OTD)²⁾,

vu l'article 26a de l'ordonnance fédérale du 16 décembre 1985 sur la protection de l'air (Opair)³⁾,

vu l'article 45, alinéa 1, de la Constitution cantonale⁴⁾,

arrête :

SECTION 1 : Généralités

But	Article premier ¹ La présente loi a pour but de régler la gestion des déchets en application de la législation fédérale en la matière.
Définitions	² Par élimination, la loi entend la valorisation des déchets ou leur stockage définitif, ainsi que les étapes préalables que sont la collecte, le transport, le stockage provisoire et le traitement.
a) Elimination	
b) Traitement	³ Par traitement, la loi entend toute modification physique, biologique ou chimique des déchets.
c) Déchets	⁴ Sont réputés déchets les choses meubles dont le détenteur se défait ou dont l'élimination est commandée par l'intérêt public.
Responsabilisation	Art. 2 Chacun veille à la réduction des déchets, à leur tri et à leur élimination conformément aux prescriptions fédérales, cantonales et communales.

Principe de
causalité

Art. 3 ¹ Les frais résultant des mesures prescrites par la présente loi sont supportés par celui qui les a causés.

² Le détenteur de déchets assume le coût de leur élimination. Les exceptions prévues par la législation demeurent réservées.

Mesures
préventives

Art. 4 ¹ Les déchets solides ou liquides ne doivent pas être introduits dans les canalisations, les stations d'épuration, les installations d'élimination de déchets s'ils peuvent nuire à l'existence, au fonctionnement ou au rendement de ces installations ou en aggraver l'impact sur l'environnement.

² Les exploitants informent le public sur la nature des déchets admis dans leurs installations.

³ Il est interdit de déposer des déchets en dehors des emplacements prévus à cet effet.

⁴ Il est interdit de brûler des déchets en plein air, à l'exception des déchets végétaux si leur incinération n'entraîne pas d'émissions excessives.

Réserve d'autres
textes légaux

Art. 5 L'application des prescriptions particulières contenues dans d'autres textes législatifs demeure réservée.

Inventaire

Art. 6 ¹ Un inventaire de toutes les décharges est établi par l'Office de l'environnement¹⁵⁾; il est intégré au plan directeur cantonal.

² Il précise la nature des matériaux déposés et les éventuelles mesures d'assainissement.

Plan de gestion
des déchets

Art. 7 Le Gouvernement adopte un plan de gestion des déchets conformément à l'ordonnance fédérale sur le traitement des déchets (OTD) et procède périodiquement à sa mise à jour.

Statistique

Art. 8 L'Office de l'environnement¹⁵⁾ établit chaque année une statistique publique des déchets produits ou éliminés dans le Canton. A cet effet, les exploitants fournissent les données nécessaires.

SECTION 2 : Déchets urbains

Définition	<p>Art. 9 ¹ Les déchets urbains sont les déchets produits par les ménages ainsi que les autres déchets de composition analogue provenant de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et des services.</p> <p>² Les déchets de voirie et les déchets encombrants sont également considérés comme déchets urbains.</p>
Mode d'élimination	<p>Art. 10 S'ils ne peuvent être valorisés, les déchets urbains sont éliminés dans des installations appropriées.</p>
Tâches des communes	<p>Art. 11 ¹ Les communes organisent et réglementent le tri, la collecte et le transport jusqu'aux installations d'élimination. Dans la mesure du possible, elles se regroupent afin de planifier le rassemblement et le transport des déchets.</p>
Couverture des frais	<p>² Le règlement communal prévoit en particulier la perception d'émoluments permettant de couvrir les frais d'élimination et d'information ainsi que la redevance versée par la commune au fonds prévu à l'article 34.</p>
Transport par le rail	<p>Art. 12 Le transport des déchets se fait si possible par le rail.</p>
Collecte séparée a) des déchets valorisables	<p>Art. 13 Les communes organisent la collecte séparée des déchets urbains valorisables, notamment le verre, le papier, les métaux, et veillent à leur élimination appropriée.</p>
b) des déchets compostables	<p>Art. 14 ¹ Les communes encouragent et prescrivent la séparation à la source des déchets compostables.</p> <p>² Elles encouragent le compostage individuel ou de quartier.</p> <p>³ Au besoin, elles mettent à disposition des habitants un site de compostage public.</p>

c) des déchets
spéciaux des
ménages

Art. 15 ¹ Les communes organisent, en collaboration avec l'Etat, la collecte séparée des déchets spéciaux provenant des ménages, notamment les piles, les peintures, les solvants, les toxiques, les médicaments, les huiles minérales et végétales, les tubes fluorescents, les appareils de réfrigération, les appareils électroniques, et les acheminent vers un centre de tri ou de traitement agréé.

² L'obligation pour les fabricants et les commerçants de reprendre gratuitement, après usage, certains produits destinés au public et vendus au détail est régie par le droit fédéral.

³ Le Gouvernement établit la liste des déchets spéciaux selon l'alinéa 1 dont l'élimination est prise en charge par le fonds prévu à l'article 34.

d) des déchets
encombrants

Art. 16 Les communes encouragent et prescrivent la valorisation des déchets encombrants, notamment les cycles, les meubles, les matelas et, au besoin, en assurent l'élimination.

Groupement de
communes

Art. 17 ¹ L'Etat favorise le groupement de communes en vue d'accomplir en commun les obligations résultant de la présente loi.

² Les formes de groupement sont définies à l'article 122 de la loi sur les communes⁵⁾.

³ Le groupement garantit un droit d'adhésion ultérieure des communes concernées pour autant qu'elles participent à l'investissement.

Zones d'apport

Art. 18 ¹ Le Gouvernement définit dans le plan de gestion des déchets des zones d'apport pour les déchets urbains et leur attribue une installation d'élimination.

² Les exploitants d'installations d'élimination sont tenus de prendre en charge les déchets urbains de leur zone d'apport.

³ Ils sont tenus de prendre en charge les déchets urbains d'autres zones lorsque des raisons importantes le justifient.

⁴ Pour des raisons particulières, le Gouvernement peut autoriser une commune à livrer ses déchets urbains à une autre installation d'élimination.

SECTION 3 : Déchets spéciaux

Définition	Art. 19 Les déchets spéciaux sont les types de déchets mentionnés dans l'annexe 2 de l'ordonnance fédérale du 12 novembre 1986 sur les mouvements de déchets spéciaux ⁶⁾ .
Obligation du détenteur	<p>Art. 20 L'obligation d'éliminer les déchets spéciaux incombe au détenteur, qui doit les traiter :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) soit au moyen de ses propres installations, si elles sont agréées; b) soit en les remettant à un centre de traitement agréé.
Rôle de l'Etat	<p>Art. 21 ¹ L'Etat veille à ce que les déchets spéciaux soient acheminés dans des centres de tri et de traitement agréés.</p> <p>² L'Etat peut exploiter un centre de tri et, au besoin, un centre de traitement de déchets spéciaux.</p> <p>³ L'Etat peut également prendre une participation dans des centres agréés ou conclure des contrats en vue d'une utilisation conjointe d'installations de traitement.</p>
Collecte, transport et traitement	Art. 22 Celui qui veut assurer à titre professionnel la collecte, le transport ou le traitement de déchets spéciaux doit être au bénéfice d'une autorisation délivrée par l'Office de l'environnement ¹⁵⁾ , après consultation de la commune, ou par le canton de domicile de l'entreprise.

SECTION 4 : Déchets de chantier et matériaux inertes

Déchets de chantier	<p>Art. 23 Les déchets provenant de travaux de construction, de déconstruction ou d'excavation doivent être triés sur place et répartis en :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) matériaux d'excavation et déblais non pollués; b) déchets assimilables aux matériaux inertes : pierres ou matières minérales telles que béton, tuiles, fibrociment, briques, verre, gravats ou déblais provenant de la réfection de routes; c) revêtements bitumeux; d) métaux utilisés en construction; e) déchets combustibles (assimilables aux déchets urbains) tels que plastiques, papier, bois, textiles, carton; f) déchets spéciaux.
---------------------	---

Matériaux inertes	<p>Art. 24 Sont considérés comme matériaux inertes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les matériaux d'excavation et les déblais non pollués; b) les déchets dont la composition chimique satisfait aux tests de lixiviation au sens du chiffre 11 de l'annexe 1 de l'ordonnance fédérale sur le traitement des déchets; c) les déchets pierreux et les matières minérales telles que béton, tuiles, fibrociment, briques, verre, gravats ou déblais provenant de la réfection de routes, à l'exception des revêtements bitumeux.
Mode d'élimination	<p>Art. 25 Les déchets de chantier triés sur place et répartis selon les catégories prévues à l'article 23 doivent être éliminés comme il suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les matériaux d'excavation et les déblais non pollués doivent être valorisés ou, au besoin, utilisés pour des remises en culture ou déposés dans des décharges contrôlées pour déblais; l'utilisation des matériaux d'excavation et déblais non pollués pour des remises en culture est soumise à autorisation; b) les revêtements bitumeux ainsi que les matériaux inertes tels que pierres, matières minérales, béton, tuiles, fibrociment, briques, verre, gravats ou déblais provenant de la réfection de routes, doivent être valorisés par des entreprises agréées; seuls les matériaux inertes qui ne peuvent être valorisés doivent être stockés par leur détenteur dans les décharges contrôlées pour matériaux inertes; c) les métaux utilisés en construction doivent être récupérés et valorisés; d) les déchets combustibles (assimilables aux déchets urbains) tels que plastiques, papier, bois, textiles, carton, doivent être incinérés dans des installations appropriées; e) les déchets spéciaux doivent être éliminés conformément aux articles 19 à 22.
Zones d'apport	<p>Art. 26 Le Gouvernement définit, si nécessaire, des zones d'apport pour les déchets de chantiers.</p>

SECTION 5 : Autres déchets et engrais organiques

Véhicules	<p>Art. 27 ¹ Les véhicules hors d'usage et leurs accessoires (pneus, batteries, etc.) doivent être acheminés vers des centres de traitement agréés.</p>
Entreprises de démolition de véhicules	<p>² L'installation et le fonctionnement des entreprises de démolition de véhicules sont soumis à autorisation. La législation cantonale sur les constructions et l'aménagement du territoire est réservée.</p>

³ Afin de garantir l'élimination conforme des véhicules hors d'usage, le Gouvernement peut conclure des conventions avec d'autres cantons ou avec des organisations professionnelles.

Boues
d'épuration

Art. 28⁷⁾ ¹ La valorisation dans l'agriculture des boues d'épuration produites dans le Canton ou dans d'autres régions est interdite.

² Les boues d'épuration doivent être incinérées dans des installations agréées. L'exportation en vue de leur incinération dans un pays tiers peut être exceptionnellement admise par l'Office de l'environnement¹⁵⁾ en cas d'insuffisance temporaire des capacités d'incinération en Suisse, l'autorisation relevant de la Confédération.

³ Les boues de fosses individuelles (bâtiments d'habitation isolés, à l'exclusion de tout bâtiment industriel ou artisanal) peuvent être valorisées en agriculture après l'octroi d'une dérogation par l'Office de l'environnement.

Cadavres
d'animaux,
déchets carnés

Art. 29 L'élimination des cadavres d'animaux et des déchets carnés est régie par la législation fédérale et cantonale sur les épizooties.

SECTION 6 : Décharges contrôlées

Procédure :
autorisation

Art. 30 La construction, l'aménagement, l'agrandissement et l'exploitation d'une décharge contrôlée nécessitent une autorisation. La législation cantonale sur la construction et l'aménagement du territoire et l'ordonnance fédérale du 19 octobre 1988 relative à l'impact sur l'environnement⁸⁾ sont réservées.

Types de
décharges
contrôlées

Art. 31 Seuls sont autorisés les types de décharges suivants :

- a) décharges contrôlées pour déblais;
- b) décharges contrôlées pour matériaux inertes;
- c) décharges contrôlées bioactives;
- d) décharges contrôlées pour résidus stabilisés.

Autorisation
a) Demandes

Art. 32 ¹ Les demandes d'autorisation pour l'aménagement et l'exploitation de décharges contrôlées sont présentées conformément aux dispositions de l'ordonnance fédérale sur le traitement des déchets.

- b) Délivrance ² Les autorisations d'aménager et d'exploiter une décharge sont délivrées si l'aménagement et l'exploitation répondent aux exigences de la législation fédérale et cantonale en la matière.

SECTION 7 : Garanties financières

- Principe **Art. 33** ¹ Quiconque exploite ou souhaite exploiter une décharge contrôlée ou une autre installation d'élimination des déchets présentant des risques pour l'environnement doit en garantir la couverture des frais de fermeture, des interventions ultérieures et de l'assainissement au moyen d'une provision, d'une assurance ou de toute autre manière.

- ² La garantie financière est fournie avec la demande d'autorisation d'exploiter ou lors de l'octroi du permis de construire.

SECTION 8 : Financement

- Fonds pour la gestion des déchets **Art. 34** ¹ Un fonds est créé pour le financement de la gestion des déchets. Il est géré par l'Office de l'environnement¹⁵⁾.

- ² Ce fonds est alimenté par une redevance prélevée sur chaque tonne ou m³ de déchets stockés en décharge contrôlée ou incinérés.

- ³ La redevance est perçue auprès des exploitants de décharges contrôlées et d'usines d'incinération. Pour les déchets urbains, cette redevance est perçue auprès des communes dans lesquelles les déchets sont produits.

- ⁴ Par des prélèvements sur le fonds, l'Etat subventionne la construction, l'équipement, l'extension et l'amélioration des objets d'intérêt cantonal suivants :

- a) usines ou installations d'incinération des déchets;
- b) décharges contrôlées pour résidus stabilisés;
- c) décharges contrôlées bioactives;
- d) installations régionales d'élimination des déchets;
- e) stations de transbordement et de voies de raccordement ferroviaire pour le transport de déchets d'une collectivité publique.

- ⁵ Les ressources du fonds sont également utilisées pour financer :

- a) l'élimination des déchets spéciaux selon l'article 15, alinéa 3;

- b) les études et les travaux de planification dans le domaine du traitement des déchets, dans la mesure où ils contribuent au respect de l'environnement et à la réduction des quantités;
- c) l'analyse et l'assainissement des décharges et des autres sites pollués;
- d) la formation du personnel cantonal et communal chargé de l'exploitation des centres de tri et de traitement;
- e) des campagnes d'information et de sensibilisation.

⁶ Les montants prélevés sur le fonds peuvent aussi être versés sous forme de participation au capital, de garantie des risques ou de prêt.

⁷ L'organe compétent en matière financière statue sur l'octroi des montants prélevés sur le fonds.

⁸ Le Parlement règle par voie de décret le montant et le mode de perception de la redevance prévue à l'alinéa 2 ainsi que l'utilisation du fonds.

Taxe sur les
véhicules

Art. 35 ¹ Une taxe peut être prélevée pour financer l'élimination des véhicules hors d'usage et de leurs accessoires.

² Le Parlement en définit les modes de calcul et de perception par voie de décret.

SECTION 9 : Exécution, dispositions pénales et voies de droit

Compétences et
tâches
1. des
communes
a) En général

Art. 36 ¹ Les communes veillent à l'application des prescriptions fédérales et cantonales relatives aux déchets.

² Sous réserve de l'article 15, alinéa 3, elles assument le coût de l'élimination des déchets dont les producteurs ne sont pas identifiés ou qui ne sont pas en mesure de remplir leurs obligations en raison de leur insolvabilité.

³ Elles informent la population sur les questions relatives aux déchets, notamment sur la réduction de la quantité de ceux-ci, leur collecte et leur valorisation.

b) En matière de police des déchets

Art. 37 ¹ L'autorité communale ordonne le rétablissement conforme à la loi lorsqu'elle constate un état de fait illicite ou la non-observation d'une prescription ou d'une décision exécutoire relative, par exemple :

- a) à l'utilisation du service de collecte des déchets et des équipements qui en font partie;
- b) à l'évacuation de déchets, de matériaux et d'objets usagés;
- c) à la remise en état du terrain.

² Les règles régissant la police des constructions et la police des eaux sont applicables par analogie.

2. de l'Office de l'environnement
a) Compétence

Art. 38 ¹ L'Office de l'environnement¹⁵⁾ est le service compétent en matière de déchets.

² Le cas échéant, il ordonne aux communes qui n'assument pas leurs obligations de prendre les mesures découlant de la présente loi et, si nécessaire, agit à leur place et à leurs frais.

³ Dans des cas particuliers, il prend des mesures de police à la place de la commune et aux frais d'icelle.

b) Tâches

Art. 39 L'Office de l'environnement¹⁵⁾ assume notamment les tâches suivantes :

- a) la délivrance des autorisations requises par la présente loi;
- b) la reconnaissance des entreprises et des centres d'élimination;
- c) le contrôle de la mise en application du plan de gestion des déchets;
- d) l'administration du fonds et le traitement des demandes de financement;
- e) le contrôle des installations d'élimination des déchets;
- f) l'information relative à la gestion des déchets;
- g) le contrôle des anciennes décharges et des autres sites pollués.

3. du Département de l'Environnement et de l'Équipement

Art. 40 ¹ La haute surveillance de l'application de la présente loi, de ses dispositions d'exécution et des décisions fondées sur elles incombe au Département de l'Environnement et de l'Équipement qui l'exerce au nom du Gouvernement.

² Le Département de l'Environnement et de l'Équipement édicte les directives nécessaires.

Obligation de
renseigner et
secret de
fonction

Art. 41 L'obligation de renseigner les autorités et le secret de fonction sont régis par la loi fédérale sur la protection de l'environnement.

Dispositions
pénales

Art. 42 ¹ Celui qui, intentionnellement :

- a) aura déposé des déchets en dehors des emplacements prévus à cet effet,
- b) aura introduit des déchets solides ou liquides dans des installations non autorisées,
- c) aura livré des déchets à des personnes ou à des entreprises non titulaires d'une autorisation ou non agréées,
- d) aura collecté ou traité des déchets sans autorisation ou sans avoir été agréé,
- e) n'aura pas observé des prescriptions ou des décisions exécutoires en matière d'élimination des déchets,

sera puni d'une amende de 20 000 francs au plus, à moins que l'état de fait ne constitue une infraction au sens de la loi fédérale sur la protection de l'environnement. Si l'auteur a agi par négligence, l'amende sera de 10 000 francs au plus. Dans les cas graves, une amende de 50 000 francs au plus pourra être prononcée.¹²⁾

² La tentative et la complicité sont punissables.

³ L'Etat et les communes peuvent exercer les droits d'une partie dans une procédure pénale.

Opposition et
recours

Art. 43 ¹ Les décisions du Canton et des communes sont sujettes à opposition et recours selon les dispositions du Code de procédure administrative⁹⁾.

² Le droit de recours du Canton, des communes, des cantons voisins, de la Confédération et des organisations dont le but est la protection de l'environnement est régi par la loi fédérale sur la protection de l'environnement.

³ Le Département de l'Environnement et de l'Equipement exerce le droit de recours dévolu au Canton lorsque des atteintes émanant d'un canton voisin affectent son territoire.

SECTION 10 : Dispositions transitoires et finales

Dispositions
d'exécution
a) Parlement

Art. 44 Le Parlement règle par voie de décret les modalités du financement prévu aux articles 34 et 35.

b) Gouverne-
ment

Art. 45 ¹ Le Gouvernement édicte les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi.

² Le Gouvernement est compétent pour édicter des prescriptions en matière de déchets tant que le Conseil fédéral n'a pas fait usage de sa compétence.

c) Département
de l'Environne-
ment et de
l'Equipement

Art. 46 Le Département de l'Environnement et de l'Equipement édicte les prescriptions de nature technique nécessaires à l'application de la présente loi.

d) Communes

Art. 47 ¹ Les communes édictent, dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, un règlement sur les déchets, les règlements existants étant adaptés dans le même délai.

² Les règlements sont soumis pour préavis à l'Office de l'environnement^{[15\)](#)} et approuvés par le Service des communes.

Décharges :
a) Demandes
d'autorisation

Art. 48 Les propriétaires ou exploitants de décharges ou de services de transport qui ne sont pas au bénéfice de l'autorisation exigée par l'ordonnance fédérale sur le traitement des déchets ont un délai d'une année à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi pour déposer une demande.

b) Suppression

Art. 49 Les décharges publiques ou privées qui ne satisfont pas à la législation doivent être supprimées.

c) Assainisse-
ment

Art. 50^{[13\)](#)} ¹ Les décharges et les autres sites pollués, jugés dangereux pour la protection des eaux et de l'environnement, doivent être assainis.

² L'Office de l'environnement fixe un délai d'assainissement. Il ordonne, au besoin, l'exécution par substitution.

³ La créance de l'Etat est garantie par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse¹⁴⁾.

⁴ Les frais d'investigation, de surveillance et d'assainissement sont répartis par l'Office de l'environnement entre les personnes à l'origine des mesures, conformément aux prescriptions de la loi fédérale sur la protection de l'environnement¹⁾.

Abrogation **Art. 51** L'article 12 de la loi du 26 octobre 1978 sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers¹⁰⁾ est abrogé.

Référendum **Art. 52** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en vigueur **Art. 53** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur¹¹⁾ de la présente loi.

Delémont, le 24 mars 1999

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Froidevaux
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) RS 814.01
- 2) RS 814.600
- 3) RS 814.318.142.1
- 4) RSJU 101
- 5) RSJU 190.11
- 6) RS 814.610
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 novembre 2002, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2004
- 8) RS 814.011
- 9) RSJU 175.1
- 10) RSJU 741.11

¹¹⁾ 1^{er} juillet 1999

¹²⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XXI de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007

¹³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XIII de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2012

¹⁴⁾ RSJU 211.1

¹⁵⁾ Nouvelle dénomination selon l'article 55 du décret d'organisation du Gouvernement et l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008 (RSJU 172.111)

Ordonnance portant exécution de la législation fédérale sur l'abattage d'animaux et le contrôle des viandes

du 24 avril 2012

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 44 et suivants de l'ordonnance fédérale du 23 novembre 2005 concernant l'abattage d'animaux et le contrôle des viandes (OAbCV)¹⁾,

vu l'ordonnance du DFI du 23 novembre 2005 sur l'hygiène (OHyg)²⁾,

vu l'ordonnance du DFE du 23 novembre 2005 concernant l'hygiène lors de l'abattage d'animaux (OHyAb)³⁾,

vu l'ordonnance fédérale du 16 novembre 2011 concernant la formation de base, la formation qualifiante et la formation continue des personnes travaillant dans le secteur vétérinaire public⁴⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Objet **Article premier** La présente ordonnance règle l'application dans la République et Canton du Jura de l'ordonnance fédérale concernant l'abattage et le contrôle des viandes (OAbCV)¹⁾.

Terminologie **Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

SECTION 2 : Organisation du contrôle

Vétérinaire cantonal **Art. 3** ¹ Le vétérinaire cantonal est responsable de l'exécution des dispositions fédérales et cantonales régissant l'inspection des abattoirs et des contrôles en relation avec l'abattage. Outre les tâches énumérées à l'article 54, alinéa 1, OAbCV¹⁾, il lui incombe également :

- a) de diriger le contrôle dans le domaine de la détention et de l'abattage du bétail;
- b) de coordonner l'activité des vétérinaires officiels et des assistants officiels qui lui sont subordonnés;
- c) d'assurer le contrôle de la transformation de la viande;

- d) d'ordonner les enquêtes nécessaires;
- e) d'établir et de transmettre aux autorités fédérales et cantonales intéressées un rapport annuel comprenant la statistique des animaux abattus et les résultats des inspections;
- f) de vérifier, en fonction des risques, si les établissements respectent les charges mentionnées dans l'autorisation d'exploiter et s'ils entretiennent parfaitement les installations et les équipements.

² Le Gouvernement nomme le vétérinaire cantonal.

Vétérinaires
officiels

Art. 4 ¹ Les vétérinaires officiels dirigent et effectuent les contrôles des animaux avant et après l'abattage; ils veillent au respect des dispositions légales sur l'hygiène des viandes, les épizooties et la protection des animaux.

² Ils exécutent les tâches mentionnées aux articles 55 à 60 OAbCV¹⁾.

³ Les vétérinaires officiels consignent chaque jour par écrit les résultats des contrôles effectués sur les animaux avant et après l'abattage, ainsi que les résultats des autres contrôles.

⁴ Ils notifient au vétérinaire cantonal les infractions aux législations sur les denrées alimentaires, sur la protection des animaux et sur les épizooties.

Assistants
officiels

Art. 5 ¹ L'autorité compétente peut instituer des assistants officiels affectés au contrôle des animaux avant abattage et au contrôle des viandes.

² Ils travaillent selon les instructions des vétérinaires officiels et sont habilités à effectuer les tâches énumérées à l'article 57 OAbCV¹⁾.

Nomination

Art. 6 ¹ Les vétérinaires officiels et les assistants officiels doivent respecter les conditions de formation de l'ordonnance fédérale concernant la formation de base, la formation qualifiante et la formation continue des personnes travaillant dans le secteur vétérinaire public⁴⁾.

² Les vétérinaires officiels peuvent être des vétérinaires praticiens indépendants ou employés par l'Etat. Ils sont nommés par le Gouvernement sur proposition du vétérinaire cantonal.

³ Les assistants officiels sont nommés par le vétérinaire cantonal.

⁴ Les personnes visées à l'alinéa 1 sont nommées pour une période coïncidant avec la législature. En cas de manquements graves ou répétés, ils peuvent être révoqués par l'autorité de nomination.

Rémunération
des activités
liées aux
contrôles des
viandes

Art. 7 ¹ Les rétributions versées pour le travail effectué dans le domaine du contrôle des viandes sont couvertes par l'Etat après déduction des émoluments perçus auprès des bouchers.

² Le Gouvernement fixe, par voie d'arrêté, les indemnités à verser aux vétérinaires officiels dans le cadre du contrôle des viandes.

³ Lorsque les vétérinaires officiels sont des vétérinaires indépendants et qu'ils effectuent, dans le cadre du contrôle des viandes, des prestations liées à la lutte contre les épizooties, à la protection des animaux ou au contrôle de la transformation de la viande, l'Etat rémunère ces activités en vertu de l'ordonnance sur les honoraires des médecins-vétérinaires agissant à la requête des autorités⁵⁾.

⁴ A cet effet, les vétérinaires officiels établissent des rapports et décomptes séparés pour les différents types de prestations.

SECTION 3 : Etablissements d'abattage

Exigences

Art. 8 Les exploitants d'abattoirs doivent respecter les exigences de la législation fédérale relative à l'hygiène des viandes, de la législation sur les épizooties ainsi que de celle sur la protection des animaux.

Construction,
transformation

Art. 9 ¹ Quiconque veut construire un nouvel abattoir ou entreprendre des transformations doit déposer une demande écrite auprès du vétérinaire cantonal.

² Le vétérinaire cantonal approuve les plans de construction ou de transformation des petits et grands établissements.

Autorisation
d'exploitation

Art. 10 ¹ Le vétérinaire cantonal délivre l'autorisation d'exploitation et lui attribue un numéro de contrôle. Les exigences prévues par l'article 8 OAbCV¹⁾ et les directives techniques de l'Office vétérinaire fédéral du 24 mai 2006 sur la procédure d'autorisation des abattoirs doivent être respectées.

² L'autorisation est valable dix ans, même en cas de changement d'exploitant.

SECTION 4 : Abattages

Laissez-passer

Art. 11 Avant leur introduction dans l'abattoir, la déclaration sanitaire ou le passeport des animaux de boucherie prévu par la législation sur les épizooties doit être remis au vétérinaire officiel ou à la personne responsable de la réception de ces animaux.

Contrôle ante mortem

Art. 12 ¹ Avant l'abattage, le bétail de boucherie doit être examiné par un vétérinaire officiel ou la personne responsable désignée.

² Le contrôle ante mortem doit être effectué conformément aux directives techniques de l'Office vétérinaire fédéral du 24 mai 2006 concernant l'exécution du contrôle des animaux avant abattage.

³ Le contrôle doit avoir lieu dans les 24 heures qui suivent l'arrivée des animaux à l'abattoir et moins de 24 heures avant l'abattage.

⁴ Dans des cas particuliers, le vétérinaire cantonal peut autoriser le contrôle ante mortem dans le troupeau de provenance ou sur un marché. Le contrôle ne doit toutefois pas avoir lieu plus de trois jours avant l'abattage. Il doit être attesté par un certificat sanitaire.

⁵ L'alinéa 4 n'est pas applicable pour les animaux des espèces bovine, ovine et caprine.

Modalités de contrôle

Art. 13 ¹ Si les circonstances l'exigent, le vétérinaire cantonal peut ordonner un contrôle régulier dans les établissements pratiquant l'abattage de la volaille domestique, des lapins domestiques, du gibier et des poissons.

² L'établissement doit surveiller l'hygiène de façon systématique. Il doit notamment respecter les règles d'hygiène imposées par la législation fédérale.

Estampilles

Art. 14 Les estampilles du contrôle des viandes sont livrées par l'autorité cantonale compétente.

Carcasses et abats

Art. 15 Les carcasses et les abats impropres à la consommation, de même que les autres déchets animaux, doivent être éliminés conformément aux législations fédérales et cantonales en vigueur.

SECTION 5 : Emoluments

Principe	Art. 16 L'Etat perçoit des émoluments pour le contrôle des animaux avant abattage et pour le contrôle des viandes.
Encaissement	<p>Art. 17 ¹ Les émoluments pour le contrôle des animaux avant abattage et pour le contrôle des viandes sont encaissés par le Service de la consommation et des affaires vétérinaires auprès des établissements d'abattage.</p> <p>² L'Etat facture ses émoluments sur la base des décomptes mensuels fournis par les vétérinaires officiels.</p>
Tarifs	<p>Art. 18 ¹ Le Gouvernement fixe, par voie d'arrêté, le cadre des émoluments perçus.</p> <p>² L'émolument de base perçu pour la visite et l'octroi d'une autorisation d'exploitation d'un établissement d'abattage est fixé dans le cadre du décret fixant les émoluments de l'administration cantonale⁶⁾.</p>

SECTION 6 : Dispositions diverses

Analyse des échantillons	Art. 19 Le vétérinaire cantonal désigne le laboratoire où les échantillons prélevés dans le cadre du contrôle des animaux avant et après l'abattage sont envoyés pour analyse.
Pesage	Art. 20 Le pesage est effectué par l'établissement ou par l'autorité compétente, sous la surveillance du responsable du contrôle des viandes.
Procédure, voies de droit	Art. 21 A défaut de règle particulière de la présente ordonnance, les procédures de décision, d'opposition et de recours sont régies par le Code de procédure administrative ⁷⁾ .

SECTION 7 : Dispositions finales

Abrogation

Art. 22 L'ordonnance du 30 juin 1998 concernant le contrôle des viandes est abrogée.Entrée en
vigueur**Art. 23** La présente ordonnance entre en vigueur 1^{er} juillet 2012.

Delémont, le 24 avril 2012

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURALa présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RS 817.190
- 2) RS 817.024.1
- 3) RS 817.190.1
- 4) RS 916.402
- 5) RSJU 811.941
- 6) RSJU 176.21
- 7) RSJU 175.1

Ordonnance

portant introduction de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes invalides

du 8 mai 2012

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes invalides¹⁾,

vu l'article 90, alinéa 2, de la Constitution cantonale²⁾,

arrête :

Reconnaissance
a) Autorité
compétente

Article premier Le Département de la Santé et des Affaires sociales délivre les reconnaissances aux institutions qui remplissent les conditions fixées dans la loi fédérale sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes invalides¹⁾ (dénommée ci-après : "loi fédérale").

b) Portée

Art. 2 La reconnaissance au sens de la loi fédérale ne dispense pas de l'autorisation d'exploiter une institution, lorsqu'une telle autorisation est nécessaire, ni de la reconnaissance d'utilité publique.

c) Procédure

Art. 3 Les dispositions relatives aux institutions sociales en matière d'autorisation d'exploiter et de reconnaissance d'utilité publique s'appliquent par analogie à la procédure de reconnaissance selon la loi fédérale.

Contrôle

Art. 4 Le Service de l'action sociale contrôle régulièrement si les institutions au bénéfice d'une reconnaissance selon la loi fédérale remplissent toujours les conditions nécessaires à cette reconnaissance.

Planification

Art. 5 La planification des places en institutions destinées à accueillir des personnes invalides est arrêtée par le Gouvernement.

Voies de droit

Art. 6 ¹ Les décisions découlant de la présente ordonnance sont susceptibles d'opposition et de recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative³⁾.

² Les décisions en matière de subventions auxquelles la loi fédérale confère un droit sont susceptibles de recours devant la Cour administrative du Tribunal cantonal.

³ Les organisations d'importance nationale auxquelles le Conseil fédéral a conféré ce droit ont qualité pour recourir contre les décisions de reconnaissance des institutions.

Entrée en
vigueur

Art. 7 La présente ordonnance prend effet le 1^{er} janvier 2012.

Delémont, le 8 mai 2012

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RS 831.26
- 2) RSJU 101
- 3) RSJU 175.1

Loi
portant introduction à la loi fédérale sur les prestations
complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et
invalidité (LiLPC)

du 9 décembre 1998

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (LPC) (ci-après : "loi fédérale")^{[1\)](#) [8\)](#)},

arrête :

SECTION 1 : Disposition générale

But

Article premier La présente loi a pour but d'assurer l'application de la législation fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité.

SECTION 2 : Prestations complémentaires

Droit

Art. 2 ¹ Les personnes qui ont leur domicile dans le canton du Jura et qui remplissent les conditions de la loi fédérale ont droit aux prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité.^{[9\)](#)}

^{1bis} Le séjour dans un home, un hôpital ou tout autre établissement ne fonde aucune nouvelle compétence; il en va de même du placement dans une famille d'une personne, au bénéfice ou non d'une mesure de protection du droit civil, décidé par l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte ou par une autre autorité.^{[10\)](#)[11\)](#)}

² Les prestations n'ont pas un caractère d'aide sociale.

Compétences
cantonales
reconnues par la
législation
fédérale

Art. 3^{[9\)](#)} Dans le cadre des compétences reconnues au Canton par la législation fédérale, le Gouvernement, par voie d'ordonnance :

- a) fixe le montant de la taxe journalière et le montant reconnu pour les dépenses personnelles selon l'article 10, alinéa 2, lettres a et b, de la loi fédérale;

- b) peut fixer le montant de la fortune prise en compte comme revenu selon l'article 11, alinéa 2, de la loi fédérale;
- c) peut fixer les limites au remboursement des dépenses nécessaires conformément à l'article 14, alinéas 2 et 3, de la loi fédérale.

Aide morale

Art. 4 Lorsque l'état d'un bénéficiaire de prestations complémentaires appelle manifestement une sollicitude particulière ou que lui-même le demande, la Caisse de compensation annoncera le cas à un service d'entraide.

SECTION 3 : Organisation et procédure

Organes
compétents

Art. 5 ¹ La Caisse de compensation du canton du Jura est chargée de l'application de la présente loi au sens de l'article 63, alinéa 4, de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants²⁾.

² Les dispositions de la loi portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants³⁾ relatives à la responsabilité et à l'obligation de renseigner sont applicables par analogie.⁹⁾

³ La Caisse de compensation établit des comptes séparés pour les versements des prestations complémentaires et pour les frais d'administration; il lui incombe de demander la participation fédérale et de procéder au décompte à la fin de chaque année comptable.⁹⁾

⁴ Le Département des Finances fait les avances de fonds nécessaires à la Caisse de compensation en vue du versement des prestations complémentaires et de la couverture des frais d'administration; il encaisse la participation de la Confédération et des communes (art. 11).⁹⁾

Procédure
a) Requête

Art. 6 ¹ Toute personne désirant bénéficier des prestations complémentaires doit s'annoncer par écrit à l'agence communale de son lieu de domicile; elle donnera à cette agence les renseignements véridiques nécessaires à la détermination de son droit ou l'autorisera à prendre des renseignements.

² Le requérant peut se faire représenter.

³ L'agence communale attire l'attention du requérant sur les conséquences d'une inobservation de l'obligation de renseigner et de communiquer tout changement survenu dans les conditions ayant donné droit aux prestations.

⁴ Les déclarations du requérant sont transcrites sur le questionnaire officiel, qui sera signé par le requérant ou son représentant.

b) Examen **Art. 7** ¹ L'agence communale vérifie et, au besoin, complète ou rectifie de son propre chef, après avoir entendu le requérant ou son représentant, les déclarations faites par celui-ci.

² Son examen terminé, l'agence communale transmet le dossier et ses propositions à la Caisse de compensation.

c) Décision **Art. 8** ¹ La Caisse de compensation complète le dossier s'il y a lieu.

² Elle statue et notifie sa décision par écrit au requérant en la motivant et en indiquant les voies de droit.⁹⁾

³ La décision est notifiée, le cas échéant, à l'organe s'occupant du bénéficiaire des prestations complémentaires ou invité à s'en occuper.

d) Voies de recours **Art. 9**⁹⁾ La Chambre des assurances connaît des recours contre les décisions sur opposition de la Caisse de compensation concernant les prestations complémentaires. La procédure est soumise aux règles posées, à titre subsidiaire, par le Code de procédure administrative⁵⁾.

e) Révision des prestations **Art. 10** Les articles 6 à 9 sont aussi applicables en cas de révision des prestations complémentaires.

SECTION 4 : Financement

Financement **Art. 11** ¹ Les dépenses en faveur des prestations complémentaires annuelles non couvertes par la Confédération et celles en faveur du remboursement des frais de maladie et d'invalidité sont réparties entre l'Etat et les communes selon les dispositions de la loi concernant la péréquation financière^{6) 7)9)}.

² Les frais d'administration résultant pour la Caisse de compensation de l'application de la présente loi sont à la charge de l'Etat; ceux des agences communales à la charge des communes.

³ Le Gouvernement est autorisé à se procurer, au besoin par la voie de l'emprunt, les ressources financières nécessaires à l'application de la présente loi.

SECTION 5 : Dispositions finales

Application	Art. 12 En sus des points mentionnés à l'article 3, le Gouvernement édicte, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution nécessaires pour l'application de la présente loi. ⁹⁾
Clause abrogatoire	Art. 13 La loi du 26 octobre 1978 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité est abrogée.
Référendum facultatif	Art. 14 La présente loi est soumise au référendum facultatif.
Entrée en vigueur	Art. 15 La présente loi entre en vigueur le 1 ^{er} janvier 1999.

Delémont, le 9 décembre 1998

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : André Henzelin
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

Approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 29 janvier 1999.

La modification du 26 septembre 2007 a été approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 30 janvier 2008

- 1) RS 831.30
- 2) RS 831.10
- 3) RSJU 831.10
- 4) RSJU 831.101
- 5) RSJU 175.1
- 6) RSJU 651
- 7) Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 11, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005 (RSJU 651)
- 8) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de la loi du 26 septembre 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 septembre 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008
- 10) Introduit par le ch. I de la loi du 26 septembre 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. XXI de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Arrêté concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2013

du 23 octobre 2012

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 7 à 9 de l'ordonnance du 25 octobre 2011 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie¹⁾,

arrête :

Article premier ¹ Le revenu imposable taxé définitivement pour l'année fiscale 2011 sert de base de calcul.

² Le revenu imposable selon avis de taxation (chiffre 690) subit les corrections suivantes :

- a) diminution du rendement de la fortune immobilière (chiffres 300, 320 et 320c);
- b) augmentation de l'excédent de dépenses concernant la propriété immobilière (chiffres 310, 330 et 330c);
- c) augmentation de l'excédent de dépenses concernant les successions non partagées, copropriétés (chiffre 390);
- d) augmentation des intérêts passifs (chiffres 530 et 535);
- e) augmentation de la perte des exercices commerciaux (chiffres 140, 140c, 150, 150c, 160, 160c, 170, 170c);
- f) augmentation de la perte reportée d'exercices commerciaux antérieurs (chiffres 180, 180c);
- g) augmentation de la perte de liquidation (chiffres 188 et 188c);
- h) augmentation de la part du rendement immobilier excédant les intérêts passifs (chiffres 300, 320 et 320c, moins chiffres 530, 535, 310, 330, 330c et 390).

³ Les déductions suivantes corrigent le revenu imposable :

- a) par contribuable marié, veuf, divorcé ou séparé,
sans enfant à charge fr. 5 000.–
- b) par couple marié, personne veuve, divorcée, séparée
ou célibataire, au bénéfice d'une déduction fiscale
pour "enfants à charge" (chiffre 620) fr. 10 000.–

c) par enfant à charge entraînant une déduction fiscale (chiffre 620) :

- | | |
|----------------------------------|-------------|
| – pour les deux premiers enfants | fr. 4 000.– |
| – à partir du troisième enfant | fr. 6 000.– |

⁴ Le revenu imposable est majoré de 3 % de la fortune imposable taxée définitivement.

Art. 2 ¹ La réduction maximale correspond au pourcentage ci-dessous de la prime de l'assureur qui offre, sur l'ensemble du territoire cantonal, la prime la plus avantageuse :

- | | |
|--|-----|
| – pour les adultes | 57% |
| – pour les adultes de moins de 25 ans révolus | 58% |
| – pour les adultes de moins de 25 ans révolus en formation | 61% |
| – pour les enfants de moins de 18 ans révolus | 89% |

² La réduction maximale s'élève mensuellement aux montants suivants :

- | | |
|---|-----------|
| a) pour les adultes | fr. 200.– |
| b) pour les adultes de moins de 25 ans révolus | fr. 190.– |
| c) pour les adultes de moins de 25 ans révolus en formation | fr. 200.– |
| d) pour les enfants de moins de 18 ans révolus | fr. 60.– |

Art. 3 Le montant maximal du revenu déterminant donnant droit aux réductions de primes, ainsi que les réductions mensuelles et annuelles accordées en fonction des différents paliers du revenu déterminant, sont fixés dans le tableau joint en annexe²⁾ au présent arrêté.

Art. 4 Une réduction de prime supplémentaire est allouée mensuellement aux parents ayant un ou des enfants à charge en 2013, dont le revenu déterminant est inférieur à 10 000 francs, de la manière suivante :

- | | |
|---|----------|
| a) pour les familles monoparentales, par adulte | fr. 50.– |
| b) pour les familles biparentales, par adulte | fr. 25.– |

Art. 5 L'arrêté du 2 novembre 2011 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2012 est abrogé.

Art. 6 Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Delémont, le 23 octobre 2012

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

¹⁾ RSJU 832.115

²⁾ Ce tableau n'est pas publié dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais il se trouve dans le Journal officiel 2012, n° 39, p. 801

Loi portant introduction à la loi fédérale sur les allocations familiales (LiLAFam)

du 25 juin 2008

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu la loi fédérale du 24 mars 2006 sur les allocations familiales (LAFam)^{[1](#)},

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

But **Article premier** La présente loi a pour but d'assurer l'application de la législation fédérale sur les allocations familiales et de régler les compétences dévolues au Canton.

Terminologie **Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

CHAPITRE II : Allocations familiales

Montants **Art. 3** ¹ L'allocation pour enfant s'élève à 250 francs par mois.

² L'allocation de formation professionnelle s'élève à 300 francs par mois.

³ L'allocation de naissance et l'allocation d'adoption s'élèvent à 850 francs.

⁴ Le Gouvernement adapte les montants ci-dessus au renchérissement selon le principe arrêté à l'article 5, alinéa 3, LAFam^{[1](#)}.

Allocations familiales aux non-actifs **Art. 4** ¹ En dérogation à l'article 19, alinéa 2, LAFam^{[1](#)}, toutes les personnes obligatoirement assurées à l'assurance-vieillesse et survivants (AVS) en tant que personnes sans activité lucrative sont considérées comme sans activité lucrative et ont droit aux allocations familiales indépendamment de leur revenu imposable. Le droit aux allocations familiales ne leur est accordé que si aucune prestation complémentaire à l'AVS/AI n'est perçue.

² Sont également considérées comme personnes sans activité lucrative au sens de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS)²⁾ :

- a) ...¹¹⁾;
- b) les personnes n'exerçant pas d'activité lucrative qui touchent une rente de vieillesse de l'AVS;
- c) les personnes au bénéfice d'indemnités journalières de l'assurance-invalidité;
- d) les jeunes n'exerçant pas d'activité lucrative qui ne sont pas encore soumis à l'obligation de cotiser à l'AVS.

CHAPITRE III : Caisses de compensation pour allocations familiales

SECTION 1 : Caisse cantonale de compensation pour allocations familiales

Création et
gestion

Art. 5 ¹ Sous la désignation de "Caisse d'allocations familiales du canton du Jura" (ci-après : "la Caisse"), il est créé en la forme d'un établissement autonome de droit public une caisse cantonale de compensation pour allocations familiales dont le siège est à Saignelégier.

² La Caisse a la personnalité juridique et dispose de sa fortune propre.

³ La gestion de la Caisse est confiée à la Caisse de compensation du canton du Jura.

⁴ L'organisation, l'exécution, la surveillance et la responsabilité sont réglées par la loi portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants³⁾, ainsi que par l'ordonnance d'exécution de la loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants⁴⁾.

Tâches

Art. 6 ¹ Il incombe en particulier à la Caisse de contrôler l'affiliation de tous les assujettis et de procéder, à titre supplétif, à l'affiliation de ceux qui ne sont pas affiliés à une caisse de compensation pour allocations familiales définie à l'article 7.

² La Caisse verse les allocations familiales aux personnes sans activité lucrative mentionnées à l'article 4.

³ La Caisse présente au Département de la Santé et des Affaires sociales, pour approbation, un rapport sur son activité et sur le bouclage des comptes.

SECTION 2 : Caisses de compensation pour allocations familiales gérées par des caisses de compensation AVS

Annonce

Art. 7 La caisse de compensation AVS qui entend gérer une caisse de compensation pour allocations familiales remet une attestation dans ce sens à l'Office cantonal des assurances sociales jusqu'au 31 août de l'année précédant le début de son activité dans le Canton. Le commencement de l'activité ne peut intervenir qu'au début de l'année civile.

Tâches

Art. 8 ¹ Les caisses de compensation pour allocations familiales procèdent à l'affiliation de tous les assujettis affiliés à la caisse de compensation AVS dont elles dépendent pour leur gestion.

² Elles peuvent affilier les assujettis dont la caisse de compensation AVS ne gère pas de caisse de compensation pour allocations familiales.

³ Elles communiquent à la Caisse d'allocations familiales du canton du Jura un état de leurs affiliés et toute modification survenue dans celui-ci.

⁴ Elles tiennent une comptabilité propre à l'exécution de la présente loi conformément aux prescriptions comptables de la législation fédérale relative à l'AVS.

⁵ Elles présentent à l'Office cantonal des assurances sociales, dans les délais impartis, un rapport sur leur activité et sur le bouclage de leurs comptes, leurs rapports de révision, ainsi que d'autres renseignements, requis par ce dernier.

Surveillance

Art. 9 ¹ Le Département de la Santé et des Affaires sociales exerce la surveillance des caisses de compensation pour allocations familiales.

² En cas de violation grave et répétée des dispositions légales par une caisse, le Département de la Santé et des Affaires sociales ordonne les mesures nécessaires au rétablissement d'une gestion conforme à la loi.

Responsabilité

Art. 10 ¹ Les associations fondatrices des caisses répondent, en leur qualité de garants de l'activité des organes d'exécution de leur caisse, des dommages causés illicitement par leurs organes d'exécution ou par leur personnel.

² Le Département de la Santé et des Affaires sociales rend une décision sur les demandes en réparation.

³ Les personnes agissant en tant qu'organes ou agents d'une caisse, d'un organe de révision ou de contrôle ou auxquelles sont confiées des tâches dans le cadre de la législation sur les allocations familiales, sont soumises à la même responsabilité pénale que les membres des organes d'exécution et leur personnel selon les dispositions du Code pénal⁷⁾.

SECTION 3 : Prescriptions communes

Tâches

Art. 11 ¹ Les caisses de compensation pour allocations familiales pourvoient aux tâches que leur assignent les prescriptions de droit fédéral en matière d'allocations familiales et de la présente loi.

² Elles remettent à l'Office cantonal des assurances sociales les statistiques relatives à leur activité exercée dans le Canton, en particulier celles exigées conformément à l'article 27, alinéa 2, LAFam¹⁾.

³ Les caisses fixent un taux de cotisation identique pour tous leurs assujettis.¹²⁾

⁴ Les caisses peuvent assumer d'autres tâches conformément à l'article 17, alinéa 2, lettre I, LAFam¹⁾.

Révision

Art. 12 Chaque caisse de compensation pour allocations familiales doit être révisée au moins une fois par an. La révision doit s'étendre à la comptabilité et à la gestion. Elle doit être effectuée par le bureau de révision chargé d'effectuer la révision de la caisse de compensation AVS gérant la caisse de compensation pour allocations familiales. Le Département de la Santé et des Affaires sociales peut faire procéder, en cas de besoin, à des révisions complémentaires à charge de la caisse.

Contrôle des
employeurs

Art. 13 L'application des dispositions légales par les employeurs affiliés à la caisse de compensation pour allocations familiales doit être contrôlée périodiquement, conformément aux prescriptions complémentaires du Conseil fédéral selon l'article 68, alinéa 4, LAVS²⁾. Le contrôle doit être effectué par un bureau de révision remplissant les exigences de l'article 68, alinéa 3, LAVS ou par un service spécialisé de la caisse de compensation AVS gérant la caisse de compensation pour allocations familiales. Si les contrôles des employeurs ne sont pas effectués ou ne le sont pas conformément aux prescriptions de la LAVS, le Département de la Santé et des Affaires sociales ordonne leur exécution aux frais de la caisse de compensation pour allocations familiales en cause.

CHAPITRE IV : Obligations des assujettis

Affiliation

Art. 14 Les assujettis affiliés à une caisse de compensation AVS qui ne gère pas de caisse de compensation pour allocations familiales, s'affilient à une caisse de compensation pour allocations familiales de leur choix, habilitée à exercer une activité dans le Canton.

Prise en charge
des cotisations

Art. 15 Les assujettis prennent en charge les cotisations dues à la caisse de compensation pour allocations familiales à laquelle ils sont affiliés.

CHAPITRE V : Financement

SECTION 1 : Personnes exerçant une activité lucrative non agricole¹²⁾

Cotisations

Art. 16 ¹ Les cotisations perçues servent uniquement au versement des allocations familiales, à la couverture des frais d'administration de la caisse, à la constitution d'un fonds de réserve légal ainsi qu'au financement de la contribution au fonds de surcompensation découlant de la présente loi.

² Le taux de cotisation des assujettis est d'au maximum 4 pour cent des revenus soumis à cotisations dans l'AVS.

³ Les cotisations nécessaires pour l'accomplissement d'autres tâches doivent être perçues en sus et clairement identifiées.

Fonds de
surcompensation

Art. 17 ¹ La surcompensation entière des dépenses d'allocations familiales est instituée entre les diverses caisses de compensation pour allocations familiales sur la base des revenus soumis à cotisations dans l'AVS par tous les affiliés du Canton à ces caisses.

² La gestion du fonds de surcompensation est confiée à la Caisse de compensation du canton du Jura. Les frais administratifs engendrés par la gestion de ce fonds sont couverts par le fonds.

³ La surveillance du bon fonctionnement de la surcompensation est exercée par la commission consultative en matière d'allocations familiales.

⁴ Le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, les modalités de la surcompensation et les tâches y relatives de la commission consultative en matière d'allocations familiales.

SECTION 2 : Personnes sans activité lucrative

Financement

Art. 18 Les allocations familiales versées aux personnes sans activité lucrative sont à la charge de l'Etat.

Frais
d'administration

Art. 19 Les frais d'administration résultant, pour la Caisse d'allocations familiales du canton du Jura, de l'exécution des tâches pour les allocations aux personnes sans activité lucrative sont à la charge de l'Etat.

Avances

Art. 20 L'Etat avance à la Caisse d'allocations familiales du canton du Jura les montants nécessaires au paiement des allocations familiales aux personnes sans activité lucrative et à l'accomplissement des tâches administratives y relatives.

Part des
communes

Art. 21 Les dépenses de l'Etat relatives aux allocations familiales versées aux personnes sans activité lucrative sont réparties entre l'Etat et les communes selon les prescriptions de la loi concernant la péréquation financière⁵⁾ applicables à l'action sociale.

CHAPITRE VI : Dispositions finales

Commission
consultative

Art. 22 ¹ Il est institué une commission consultative en matière d'allocations familiales.

² La commission consultative est composée de sept membres nommés par le Gouvernement pour la législature.^{[10\)](#)}

³ Les employeurs, comprenant des représentants des caisses de compensation pour allocations familiales, et les salariés y sont équitablement représentés.

⁴ Le gérant de la Caisse d'allocations familiales du canton du Jura préside la commission consultative.

⁵ La commission est consultée sur les questions liées à l'application de la présente législation.

Droit
complémentaire

Art. 23 Les législations fédérale et cantonale en matière d'assurance-vieillesse et survivants s'appliquent à titre complémentaire pour les cas non réglés par la présente loi et ses dispositions d'exécution.

Dispositions
d'exécution

Art. 24 Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

Abrogation

Art. 25 La loi du 20 avril 1989 sur les allocations familiales et la loi du 26 octobre 1978 sur les allocations familiales dans l'agriculture sont abrogées.

Modification du
droit en vigueur

Art. 26 La loi du 25 octobre 2006 sur le fonds pour le soutien aux formations professionnelles^{[6\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article 6, alinéa 1

...^{[8\)](#)}

Article 6, alinéa 2

abrogé

Article 7, alinéa 4

...^{[8\)](#)}

Article 9

...^{[8\)](#)}

Article 10, alinéa 1

...^{[8\)](#)}

Article 10, alinéa 2
abrogé

Article 11
...⁸⁾

Article 12
...⁸⁾

Article 19, alinéa 2
...⁸⁾

Article 20
...⁸⁾

Référendum

Art. 27 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en
vigueur

Art. 28 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur⁹⁾ de la présente loi.

Delémont, le 25 juin 2008

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François-Xavier Boillat
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

1) RS 836.2

2) RS 831.10

3) RSJU 831.10

4) RSJU 831.101

5) RSJU 651

6) RSJU 413.12

7) RS 311.0

8) Texte inséré dans ladite loi

9) Pour l'article 7 : 1^{er} août 2008

Pour les autres articles : 1^{er} janvier 2009

10) Nouvelle teneur selon le ch. XXIII de la loi du 1^{er} septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010

11) Abrogée par le ch. I de la loi du 5 septembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

12) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 5 septembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Ordonnance

fixant les modalités de la surcompensation entre les caisses de compensation pour allocations familiales

du 25 novembre 2008

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 17, alinéa 4, de la loi du 25 juin 2008 portant introduction à la loi fédérale sur les allocations familiales (LiLAFam)¹⁾ (ci-après : "la loi"),

arrête :

But	Article premier Il est institué un fonds de surcompensation (ci-après : "le fonds") destiné à octroyer des subsides aux caisses de compensation pour allocations familiales (ci-après : "les caisses") dont la structure de financement est défavorable. Ces subsides sont financés par des contributions prélevées auprès des caisses dont la structure de financement est favorable.
Champ d'application	Art. 2 La surcompensation s'applique obligatoirement à toutes les caisses habilitées à exercer une activité dans le Canton.
Terminologie	Art. 3 Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Objet	Art. 4³⁾ La surcompensation concerne l'ensemble des allocations familiales mentionnées à l'article 3 de la loi et versées par les caisses en faveur des salariés et des personnes exerçant une activité lucrative indépendante.
Principes de la surcompensation	<p>Art. 5 ¹ Le taux de cotisation moyen de l'année considérée correspond à la proportion en pour cent entre les totaux annuels des allocations familiales versées par toutes les caisses et des revenus soumis à cotisations dans l'AVS par tous les assujettis du Canton affiliés à ces caisses.</p> <p>² Pour chaque caisse, un montant théorique des prestations à verser est défini en appliquant le taux de cotisation moyen au total annuel des revenus soumis à cotisations dans l'AVS par tous les assujettis du Canton affiliés à cette caisse.</p>

³ Si le montant théorique des prestations applicable à une caisse est inférieur au montant des prestations effectivement versées, celle-ci perçoit la différence du fonds (subside). Dans le cas contraire, elle doit verser la différence au fonds (contribution).

Participation aux
frais d'adminis-
tration

Art. 6 ¹ Chaque caisse doit s'acquitter d'une participation aux frais d'administration correspondant à 0,01 pour cent du montant théorique des prestations à verser qui lui est applicable.

² Cette participation, arrondie au franc près, est destinée à couvrir les frais d'administration engendrés par la gestion du fonds.

Données
nécessaires

Art. 7 ¹ Les caisses doivent fournir annuellement à l'organe chargé de la gestion du fonds (ci-après : "l'organe de gestion"), jusqu'au 31 juillet de l'année suivante, les données de l'année considérée, attestées par leur bureau de révision, nécessaires au calcul de la surcompensation, soit :

- a) ³⁾ le total annuel des allocations familiales versées en faveur des salariés et des personnes exerçant une activité lucrative indépendante selon l'article 3 de la loi;
- b) le total annuel des revenus soumis à cotisations dans l'AVS de leurs affiliés du Canton.

² L'organe de gestion peut réclamer au besoin des attestations supplémentaires prouvant l'exactitude des données ou exiger des contrôles supplémentaires aux frais des caisses.

Encaissement
des contributions

Art. 8 ¹ Les caisses sont tenues de verser au fonds leur contribution, augmentée de leur participation aux frais d'administration, dans le délai d'un mois suivant la remise du tableau récapitulatif par l'organe de gestion.

² En cas de retard, les caisses devront s'acquitter, en sus, de frais de sommation et d'intérêts moratoires calculés selon les barèmes définis dans l'AVS.

Versement des
subsides

Art. 9 L'organe de gestion est tenu de verser, par l'entremise du fonds, les subsides, diminués des participations aux frais d'administration, dans le mois qui suit l'échéance du délai fixé pour le versement des contributions.

Organe de
gestion

Art. 10 ¹ La Caisse de compensation du canton du Jura est l'organe chargé de la gestion du fonds.

² Elle doit notamment :

- a) récolter et contrôler les données;
- b) calculer les montants faisant l'objet de la surcompensation et établir un tableau récapitulatif;
- c) statuer en cas de contestation;
- d) encaisser les contributions et verser les subsides;
- e) avancer les montants nécessaires pour verser les subsides lorsque les caisses ne s'acquittent pas de leurs contributions et de leurs participations aux frais d'administration dans le délai fixé;
- f) tenir la comptabilité;
- g) établir le rapport de gestion annuel.

Frais de gestion **Art. 11** ¹ L'organe de gestion prélève sur le fonds, à titre forfaitaire, les participations aux frais d'administration facturées aux caisses.

² Il prélève également sur le fonds les frais de sommation et les intérêts moratoires facturés, ainsi que les intérêts créditeurs du compte ouvert en faveur du fonds, diminués des frais y relatifs.

Organe de surveillance **Art. 12** ¹ La commission consultative en matière d'allocations familiales exerce la surveillance du bon fonctionnement de la surcompensation.

² Elle doit notamment :

- a) veiller à l'application correcte de la présente ordonnance;
- b) proposer au Gouvernement d'éventuelles adaptations des modalités de la surcompensation, afin d'en améliorer le fonctionnement;
- c) approuver le rapport annuel et les comptes;
- d) donner décharge à l'organe de gestion pour son activité.

Bureau de révision **Art. 13** Le bureau de révision de l'organe de gestion procède au contrôle de la gestion du fonds et adresse son rapport à la Commission consultative en matière d'allocations familiales.

Voies de droit **Art. 14** Les décisions de l'organe de gestion, en particulier celles relatives au tableau récapitulatif, sont sujettes à opposition et à recours conformément au Code de procédure administrative²¹.

Abrogations **Art. 15** Sont abrogés :
 – l'ordonnance du 6 juin 1989 portant exécution de la loi du 20 avril 1989 sur les allocations familiales;

- l'arrêté du 19 septembre 2006 fixant le taux de perception des cotisations de la Caisse cantonale d'allocations familiales;
- l'arrêté du 26 septembre 2006 adaptant le montant des allocations familiales.

Entrée en
vigueur

Art. 16 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Delémont, le 25 novembre 2008

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 836.1
- 2) RSJU 175.1
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 13 novembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Ordonnance sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi

du 16 janvier 2001

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 28, alinéa 2, de la loi du 6 décembre 2000 sur les mesures en faveur des demandeurs d'emploi (LMDE)¹⁾,

arrête:

SECTION 1 : Dispositions générales

Ayants droit aux
prestations
(art. 4 LMDE)

Article premier⁴⁾ Peuvent bénéficier des mesures découlant de la loi sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi :

- a) les demandeurs d'emploi qui ont épuisé leurs droits aux prestations de l'assurance-chômage depuis moins de deux ans;
- b) les indépendants qui ont été affiliés comme tels auprès d'une caisse de compensation pendant deux ans au moins;
- c) les personnes ayant participé jusqu'à son terme à un programme d'insertion, dont la fin remonte à moins de deux ans.

Domicile (art. 5,
al. 1, LMDE)

Art. 2 Dans le cas où le requérant a droit à un nombre maximum d'indemnités de chômage réduit en application de l'article 27, alinéa 4, de la loi fédérale sur l'assurance-chômage²⁾, le délai minimum de domiciliation est ramené à la hauteur de la durée du droit aux prestations de l'assurance-chômage.

Aptitude au
placement
(art. 5, al. 3,
LMDE)

Art. 3 La condition de l'aptitude au placement doit être remplie pendant toute la durée de l'octroi des prestations découlant de la loi.

Nécessité
économique
(art. 5, al. 3,
LMDE)
a) Moment
déterminant et
critères de
calcul⁴⁾

Art. 4 ¹ La condition de la nécessité économique doit être réalisée au début de la mesure.

² S'il s'écoule plus d'un mois entre la décision constatant le droit à une mesure cantonale et le début de cette dernière, l'autorité peut réexaminer la condition de la nécessité économique.

³ La condition de la nécessité économique s'apprécie selon les critères de calcul découlant de l'article 14, alinéa 2, de la loi fédérale sur l'assurance-chômage²⁾ ⁵⁾.

b) Période de référence (art. 5, al. 2 et 3, LMDE)

Art. 5 ¹ La période de référence pour le calcul de la nécessité économique du requérant est le mois suivant celui où a été déposée la demande, mais au plus tôt le mois suivant la date de l'arrivée en fin de droit ou l'obtention du dernier revenu tiré d'une activité indépendante.

² La période de référence pour le conjoint de l'ayant droit est le mois précédant le dépôt de la demande.

³ Lorsqu'il y a un écart d'au moins dix pour cent entre le revenu réalisé durant le mois de référence et la moyenne des six derniers mois, le revenu déterminant est calculé d'après cette moyenne.

⁴ En cas d'opposition, la période de référence pour le calcul de la nécessité économique est la même que celle sur la base de laquelle la décision a été prise, sauf modification importante de la situation financière du requérant.

c) Dérogation (art. 5, al. 2 et 3, LMDE)

Art. 6 Si le seuil de la nécessité économique n'est pas atteint de justesse et qu'il apparaît que l'octroi d'une mesure permettrait d'empêcher ou de réduire la paupérisation du requérant, l'autorité peut octroyer la mesure en question. L'autorité décide de cas en cas.

SECTION 2 : Des diverses mesures

Rémunération (art. 11 LMDE)

Art. 7 ¹ Le Service des arts et métiers et du travail fixe la rémunération dans les programmes d'occupation cantonaux.

² Les rémunérations sont adaptées à l'évolution de l'indice des prix à la consommation selon la pratique découlant du décret concernant l'adaptation du traitement des magistrats, fonctionnaires, enseignants et employés de la République et Canton du Jura à l'évolution du coût de la vie³⁾.

Programmes de formation pratique

Art. 7a⁵⁾ ¹ L'Etat met sur pied des programmes de formation pratique qui peuvent se dérouler en tout ou partie en entreprise.

² La rémunération et les autres modalités du programme sont réglées de la même manière que dans le cadre des programmes d'occupation.

³ La durée maximale est de six mois.

⁴ Lorsque le marché du travail l'exige et pour autant que la situation familiale et la santé des demandeurs d'emploi le permettent, l'accès à un programme de formation pratique peut être subordonné à la condition préalable d'un engagement à être disponible pour travailler en équipes.

⁵ La présente disposition s'applique par analogie aux programmes organisés par des institutions subventionnées.

Soutien à
l'embauche des
travailleurs âgés

Art. 7b⁵⁾ ¹ L'Etat met sur pied un soutien à l'embauche des travailleurs âgés de cinquante ans et plus.

² La contribution s'élève à 40 % du salaire brut et des charges sociales durant douze mois au maximum.

³ Les rapports de travail doivent avoir une durée minimale de six mois.

SECTION 3 : Autorités et procédure

Examen de
l'aptitude au
placement
(art. 22 LMDE)

Art. 8 Le Service des arts et métiers et du travail vérifie l'aptitude au placement des requérants, d'office ou lorsque le cas lui est soumis par l'Office régional de placement.

Choix de la
mesure et cumul
de mesures
(art. 22 LMDE)

Art. 9 ¹ Dans le choix de la mesure, l'Office régional de placement tient compte des principes d'opportunité et d'adéquation.

² Le cumul de mesures est apprécié souverainement par le conseiller en personnel.

Commission de
coordination
(art. 24, al. 2,
LMDE)

Art. 10 La composition, l'organisation et le mandat de la commission chargée de coordonner les mesures découlant de la loi font l'objet d'une ordonnance particulière.

SECTION 4 : Dispositions transitoires et finales

Régime
transitoire
(art. 29, al. 1,
LMDE)

Art. 11 Les mesures cantonales qui étaient prévues dans l'ordonnance du 25 janvier 2000 concernant les mesures de soutien en faveur des demandeurs d'emploi et qui ne sont plus prévues expressément par la loi du 6 décembre 2000 sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi doivent être considérées comme des autres mesures au sens de l'article 3, alinéa 1, lettre d, de ladite loi.

Abrogation

Art. 12 L'ordonnance du 25 janvier 2000 concernant les mesures de soutien en faveur des demandeurs d'emploi est abrogée.

Entrée en
vigueur

Art. 13 La présente ordonnance prend effet le 1^{er} janvier 2001.

Delémont, le 16 janvier 2001

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Claude Hêche
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 837.04
- 2) RS 837.0
- 3) RSJU 173.413
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 juillet 2012, en vigueur depuis le 1^{er} novembre 2012
- 5) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 3 juillet 2012, en vigueur depuis le 1^{er} novembre 2012

Loi sur l'action sociale

du 15 décembre 2000

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 18, alinéas 1 et 2, et 24 de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

But	<p>Article premier ¹ La présente loi est basée sur le principe de la solidarité et vise au renforcement de la cohésion sociale.</p> <p>² Elle a pour but :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de prévenir les causes de pauvreté et d'exclusion sociale; b) d'apporter l'aide sociale nécessaire aux personnes dans le besoin; c) de favoriser l'autonomie et l'intégration sociales et professionnelles des personnes en difficulté; d) d'assurer la coordination de l'action sociale dans le Canton.
Terminologie	<p>Art. 2 Les termes de la présente loi désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.</p>
Action sociale	<p>Art. 3 L'action sociale comprend l'ensemble des mesures dispensées par l'Etat, les communes et d'autres institutions publiques ou privées pour venir en aide aux personnes en proie à des difficultés sociales ou dépourvues des moyens nécessaires pour satisfaire leurs besoins essentiels.</p>
Moyens	<p>Art. 4 L'action sociale s'exerce par les moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) des mesures d'information et de prévention; b) de l'aide sociale, accordée sous forme d'aide personnelle ou matérielle; c) des mesures d'insertion; d) du soutien à des institutions publiques ou privées.

Bénéficiaires de
l'aide sociale

Art. 5 ¹ L'aide sociale est accordée aux personnes dans le besoin domiciliées dans le Canton ou dont la prise en charge incombe à l'Etat en vertu de la législation fédérale ou de conventions internationales ou intercantionales.

² Une personne est dans le besoin lorsqu'elle éprouve des difficultés sociales ou ne peut, par ses propres moyens, subvenir d'une manière suffisante ou à temps à son entretien ou à celui des personnes dont elle a la charge.

Nature et
étendue de l'aide
sociale

Art. 6 La nature et l'étendue de l'aide sociale sont déterminées en fonction du but à atteindre, de la situation personnelle de l'intéressé et de manière à favoriser la participation active de ce dernier.

Subsidiarité

Art. 7 ¹ L'aide sociale est subsidiaire aux prestations découlant du droit de la famille, ainsi qu'aux prestations des assurances sociales et autres prestations sociales fédérales, cantonales et communales.

² L'aide sociale est accordée à titre de complément en cas d'insuffisance des autres catégories de prestations.

Devoirs de
collaboration et
d'information

Art. 8 ¹ Les autorités chargées de l'action sociale collaborent avec les institutions spécialisées pour accomplir leur tâche.

² Elles signalent sans retard à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte et aux autorités compétentes en matière de mesures d'assistance et de placement à des fins d'assistance les faits pouvant justifier leur intervention.^{[13\)](#)}

Obligation de
renseigner

Art. 9 ¹ La personne qui demande ou reçoit une aide ou qui est placée en institution doit fournir des renseignements complets et véridiques sur sa situation à l'autorité ou à l'organisme chargé de l'aide sociale et lui donner la possibilité de prendre des informations à son sujet, sous peine de refus total ou partiel des prestations.

² De plus, le bénéficiaire d'une aide matérielle est tenu de signaler sans délai à l'autorité d'aide sociale tout changement de sa situation pouvant entraîner la réduction ou la suppression des prestations.

Protection du
bénéficiaire

Art. 10 Les personnes chargées de tâches en matière d'action sociale ont les attentions et les égards qui conviennent.

Devoir de
discrétion

Art. 11 ¹ Les membres des autorités et les fonctionnaires de l'action sociale sont soumis au secret de fonction; les autres personnes chargées de tâches d'action sociale sont tenues de respecter le même devoir de discrétion.

² Les noms des bénéficiaires de mesures d'action sociale ne doivent pas figurer dans les rapports et les comptes d'administration publiés ni être divulgués au cours d'une assemblée ou lors de séances d'une autorité auxquelles le public est admis.

Gratuité

Art. 12 ¹ Les autorités de l'action sociale ne perçoivent aucun émolument pour leur activité.

² Elles supportent les débours.

³ Les autorités et services publics de la République et Canton du Jura fournissent gratuitement les renseignements nécessaires aux organes chargés d'appliquer la présente loi.

CHAPITRE II : De diverses mesures

SECTION 1 : L'information et la prévention

Information

Art. 13 Les autorités de l'action sociale informent régulièrement la population par des moyens appropriés sur les problèmes sociaux et l'action sociale.

Prévention

Art. 14 La prévention comprend toute mesure générale ou particulière visant à rechercher les causes de pauvreté et d'exclusion sociale, à les supprimer ou à en atténuer les effets.

SECTION 2 : Les mesures d'insertion

Programmes
d'insertion

Art. 15 ¹ L'Etat et les communes mettent en place des programmes d'activité, d'occupation et de formation, ainsi que des stages et d'autres actions propres à permettre au bénéficiaire de l'aide sociale de retrouver ou de développer sa capacité de travail et son autonomie sociale.

² Ils collaborent avec des organisations privées ou soutiennent des programmes organisés par ces dernières.

³ L'Etat assure la coordination nécessaire.

Contrat
d'insertion
a) Contenu

Art. 16 ¹ La participation au programme d'insertion fait l'objet d'un contrat de droit public conclu entre l'autorité d'aide sociale et la personne dans le besoin.

² Ce contrat porte sur un projet d'insertion défini en principe en accord avec l'intéressé.

b) Projet
d'insertion

Art. 17 ¹ Le projet d'insertion peut notamment prendre la forme :

- a) d'actions destinées à aider les bénéficiaires à retrouver ou à développer leur capacité de travail et leur autonomie sociale;
- b) d'activités auprès de collectivités publiques ou d'institutions d'utilité publique sans but lucratif;
- c) d'activités ou de stages dans des entreprises, définis en accord avec celles-ci;
- d) de stages en vue de l'acquisition ou de l'amélioration de la formation professionnelle.

² L'autorité d'aide sociale peut prendre en considération des projets d'insertion particuliers proposés par les bénéficiaires.

c) Prestations

Art. 18 ¹ Pendant la durée du contrat, l'autorité d'aide sociale alloue au bénéficiaire des prestations au moins équivalentes au montant maximum de l'aide matérielle auquel il pourrait prétendre. Le cas échéant, ces prestations comprennent la rémunération due au bénéficiaire pour son activité.

² Les prestations sont en principe versées en espèces. S'il est à craindre que celles-ci ne soient pas utilisées judicieusement, l'autorité peut les accorder sous une autre forme ou ordonner le paiement direct de certaines charges.

³ Les prestations ainsi touchées ne sont pas remboursables.

d) Conditions

Art. 19 Un contrat d'insertion est conclu lorsque le projet envisagé paraît adapté aux possibilités de l'intéressé et propre à redonner ou à développer chez ce dernier sa capacité de travail ou son autonomie et qu'il peut être mis en œuvre sans faire appel à des moyens disproportionnés.

Assujettissement **Art. 20** ¹ L'autorité d'aide sociale peut assujettir la personne dans le besoin à un projet d'insertion répondant aux conditions de l'article 19.

² Si l'intéressé refuse le projet proposé, l'aide matérielle peut être réduite au minimum.

Surveillance **Art. 21** ¹ L'autorité d'aide sociale veille à l'exécution du contrat.

² Elle examine périodiquement la situation avec le bénéficiaire et procède, le cas échéant, aux adaptations nécessaires.

Résiliation **Art. 22** Si le bénéficiaire ne remplit pas ses obligations ou s'en révèle incapable et qu'une adaptation s'avère impossible, l'autorité d'aide sociale met fin au contrat. Si une reprise du projet paraît possible, l'autorité peut suspendre le contrat.

Evaluation de programmes **Art. 23** Le Gouvernement procède régulièrement à l'évaluation des programmes d'insertion.

SECTION 3 : L'aide sociale

1. Aide personnelle **Art. 24** ¹ En vue de favoriser leur autonomie et leur intégration sociale, les personnes dans le besoin bénéficient d'une aide personnelle appropriée.

² Cette forme d'aide comprend notamment l'écoute, l'information, le conseil, le soutien dans certaines démarches et, au besoin, l'intervention auprès d'autres organismes.

2. Aide matérielle
a) But et droit au minimum d'existence **Art. 25** ¹ L'aide matérielle vise à garantir le minimum vital social des personnes dans le besoin.

² Une aide matérielle minimum ne peut être refusée à une personne dans le besoin même si celle-ci est personnellement responsable de sa situation.

b) Forme **Art. 26** ¹ L'aide matérielle intervient sous forme :

a) de prestations en espèces ou en nature, en fonction de l'intérêt du bénéficiaire ou de ses ayants droit;

- b) de garanties, lorsqu'il s'agit de garantir les obligations de la personne dans le besoin auprès de tiers lui fournissant des prestations destinées à satisfaire des besoins essentiels;
- c) de participations aux frais de placement dans les familles ou dans des établissements;
- d) de prises en charge des soins et des traitements médicaux nécessaires non couverts d'une autre manière;
- e) de funérailles décentes.

² L'autorité d'aide sociale peut ordonner le paiement direct de certaines charges incombant à la personne dans le besoin.

c) Normes de calcul

Art. 27 Le Gouvernement définit, par voie d'arrêté, les normes de calcul applicables.

SECTION 4 : Autorités et procédure

1. Octroi de l'aide

Art. 28 L'Etat décide de l'octroi de l'aide sociale aux personnes dans le besoin.

2. Procédure
a) Requête

Art. 29 ¹ Celui qui entend bénéficier de prestations d'aide sociale doit s'annoncer verbalement ou par écrit au service social régional de son lieu de domicile ou de séjour.

² La requête peut être déposée par un proche ou un représentant.

b) Réception par le service social régional

Art. 30 ¹ Le service social régional réunit sans délai les renseignements et les documents disponibles et transmet la requête à la commune de domicile ou de séjour du requérant.

² Il informe ce dernier de ses droits et obligations et le rend attentif aux conséquences en cas d'inobservation des obligations qui lui incombent.

³ Le cas échéant, il signale en outre à l'autorité communale s'il y a lieu d'envisager des mesures de protection.

c) Examen par l'autorité communale

Art. 31 ¹ L'autorité communale complète le dossier avec les éléments dont elle dispose.

² Elle adresse ensuite sans retard le dossier accompagné de son préavis motivé au Service de l'action sociale.

- d) Examen par le Service de l'action sociale **Art. 32** ¹ Le Service de l'action sociale procède aux compléments d'instruction nécessaires; au besoin, il entend le requérant et la commune.
- ² Dès qu'il dispose des éléments nécessaires, il rend sa décision et la notifie au requérant ainsi qu'au tiers qui a établi la demande. Il en adresse une copie à la commune de domicile ou de séjour et au service social régional qui a reçu la requête.
- ³ La décision doit être motivée et comporter l'indication des voies et délais de recours.
- ⁴ La décision portant octroi de prestations est immédiatement exécutoire, nonobstant une éventuelle opposition ou un éventuel recours.
- e) Mesure d'urgence **Art. 33** ¹ Dans les cas d'urgence ou de besoin manifeste, le Service de l'action sociale peut accorder immédiatement une aide provisoire.
- ² Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les conditions permettant aux communes et aux services sociaux régionaux de verser des prestations dans des cas d'urgence.
- f) Modification **Art. 34** ¹ En cas de changement dans la situation du bénéficiaire, le Service de l'action sociale modifie l'aide en conséquence. Il rend une nouvelle décision conformément à l'article 32, alinéa 3.
- ² L'aide ne peut cependant être réduite ou supprimée sans que le bénéficiaire ait pu s'exprimer à ce sujet.
- g) Versement **Art. 35** Dès communication de la décision par le Service de l'action sociale, l'instance communale compétente verse les prestations accordées.

SECTION 5 : Remboursement

1. Principe **Art. 36** ¹ L'aide matérielle fournie aux personnes majeures est remboursable dans les situations suivantes :
- a) lorsque l'aide a été accordée à titre d'avance sur des prestations, au moment où ces dernières leur sont versées; l'autorité d'aide sociale peut demander le versement direct entre ses mains des prestations concernées;
 - b) lorsque l'aide a été obtenue indûment, à la suite d'indications fausses ou incomplètes;

- c) lorsque le bénéficiaire est en mesure de s'acquitter de tout ou partie de sa dette par suite d'un héritage, d'un don, d'un gain de loterie ou de revenus extraordinaires ne provenant pas de son travail;
- d) lorsque le bénéficiaire acquiert par son travail d'autres revenus lui permettant d'avoir un train de vie aisé.

² En outre, l'autorité d'aide sociale peut réclamer le remboursement de la dette, aux conditions prévues, lorsque le bénéficiaire s'y est engagé au moment où il a reçu l'aide et que la réalisation de ses biens d'alors ou acquis postérieurement peut raisonnablement être exigée.

³ Les prestations obtenues en vertu d'un contrat d'insertion ne sont pas remboursables, de même que celles versées en faveur d'une personne placée en établissement au-delà de sa minorité, durant sa formation professionnelle.

2. Intérêts

Art. 37 Les prestations sujettes à remboursement ne produisent pas d'intérêts, sauf si l'aide a été obtenue indûment ou si l'intéressé ne respecte pas les conditions prévues, contrairement à son engagement.

3. Garanties, gages immobiliers

Art. 38 En vue de garantir les prestations d'aide sociale, l'autorité d'aide sociale peut exiger la constitution de gages immobiliers conformément aux dispositions du Code civil suisse²⁾.

4. Obligation des époux et des partenaires enregistrés

Art. 39¹⁰⁾ ¹ Les époux et les partenaires enregistrés sont solidairement responsables du remboursement de la dette contractée durant le mariage ou le partenariat.

² En cas de séparation, l'obligation du conjoint ou du partenaire enregistré est limitée à son obligation d'entretien fixée par le juge.

5. Obligation des parents

Art. 40 Dans les limites de leur obligation d'entretien, les père et mère répondent de la dette résultant de l'aide accordée à leur enfant mineur.

6. Obligation des héritiers

Art. 41 Les héritiers doivent rembourser l'aide matérielle dont a bénéficié le défunt dans la mesure où ils tirent profit de la succession.

7. Exercice du droit au remboursement

Art. 42 ¹ Lorsqu'il estime que les conditions du remboursement sont réalisées, le Service de l'action sociale fait valoir son droit auprès du débiteur.

² En cas de contestation, il rend une décision.

8. Prescription

Art. 43 ¹ L'action en remboursement se prescrit par cinq ans à partir du jour où l'autorité a eu connaissance de son droit, mais, sous réserve de l'alinéa 2, par dix ans de manière absolue à partir du jour où l'octroi des prestations a pris fin.

² Lorsqu'un bénéficiaire de l'aide sociale a induit en erreur les autorités sur sa situation financière, le délai de prescription court dès que l'erreur a été découverte.

SECTION 6 : Contribution d'entretien et aliments

Principe

Art. 44 ¹ Dans la mesure de leurs possibilités, les parents tenus à l'obligation d'entretien selon les articles 276 et suivants du Code civil suisse et les personnes tenues à fournir des aliments conformément aux articles 328 et 329 du Code civil suisse²⁾ participent à la prise en charge de l'aide matérielle accordée au bénéficiaire.

² L'autorité d'aide sociale détermine le montant de la participation d'entente avec le débiteur.

³ En cas de désaccord, l'autorité saisit le juge civil compétent.

Modification

Art. 45 ¹ Le montant de la participation peut être revu lorsque les circonstances qui l'ont déterminé se sont notablement et durablement modifiées.

² La modification ne peut entraîner une demande de paiement de la dette antérieure à la nouvelle situation.

CHAPITRE III : Institutions

SECTION 1 : Institutions de prévoyance et d'action sociale

1. En général

Art. 46 L'Etat et les communes encouragent la création et l'activité d'institutions privées destinées à prémunir la population contre des difficultés sociales ou à faciliter l'accomplissement des tâches des autorités de l'action sociale.

2. Institutions de
l'Etat et des
communes

Art. 47 Si le besoin s'en fait sentir, l'Etat et les communes peuvent eux-mêmes créer de telles institutions.

3. Services
sociaux
régionaux
a) Organisation

Art. 48 ¹ L'Etat et les communes exercent l'action sociale, notamment par l'intermédiaire des services sociaux régionaux.

² Ceux-ci revêtent la forme d'un établissement autonome de droit public. Le Parlement définit, par voie de décret, le siège, l'organisation et le financement de ce dernier.

³ Les services sociaux régionaux sont placés sous la surveillance du Service cantonal de l'action sociale, conformément à l'article 64, lettre e, et de la commission cantonale de l'action sociale.

b) Tâches

Art. 49 Les services sociaux régionaux ont notamment pour tâches :

- a) d'apporter l'aide personnelle nécessaire aux personnes dans le besoin;
- b) de recevoir les demandes d'aide matérielle, de constituer les dossiers et de transmettre les requêtes aux communes concernées;
- c) de signaler aux autorités compétentes les situations nécessitant leur intervention et de proposer les mesures de protection à envisager;
- d) d'élaborer et de proposer des projets d'insertion dans le cadre des programmes définis à l'article 15;
- e) de prêter leur concours en matière d'information et de prévention;
- f) ¹³⁾ d'assumer la prise en charge de mesures de protection de l'enfant et de l'adulte;
- g) ¹³⁾ de soutenir l'aide bénévole fournie par les particuliers dans le domaine de l'action sociale et en matière de protection de l'enfant et de l'adulte;
- h) de procéder, sur requête des autorités, à des rapports d'enquête sociale;
- i) de veiller à une utilisation rationnelle des équipements et des ressources mis à disposition.

4. Lutte contre
les dépendances

Art. 50 ¹ L'Etat veille à l'existence des institutions nécessaires à donner des conseils et des soins aux personnes victimes d'alcoolisme ou d'autres dépendances.

² Les autorités collaborent avec les institutions luttant contre l'alcoolisme et les autres dépendances et les soutiennent dans l'accomplissement de leurs tâches.

³ Le Parlement règle, par voie de décret, l'encouragement et le subventionnement des institutions et des manifestations qui ont pour objet de lutter contre l'alcoolisme et les autres dépendances. Ce décret peut instituer une commission cantonale consultative en la matière.

SECTION 2 : Structures d'accueil de l'enfance

Structures
d'accueil

Art. 51 L'Etat et les communes favorisent la création et l'activité des crèches, des garderies, des jardins d'enfants et des crèches à domicile.

Répartition
géographique,
autorisation et
approbation des
tarifs

Art. 52 ¹ L'Etat veille à une répartition harmonieuse de ces institutions sur le territoire cantonal et à la qualité de leurs prestations. Leur nombre et leur capacité d'accueil font l'objet d'une planification.

² L'ouverture d'une structure d'accueil de l'enfance requiert l'autorisation de l'Etat.

³ Les tarifs de ces institutions sont soumis à l'approbation de l'Etat.

SECTION 3 : Foyers et établissements

1. Devoir de
l'Etat

Art. 53 L'Etat veille à disposer des établissements nécessaires à l'accomplissement de l'action sociale.

2. Subventionne-
ment

Art. 54 ¹ L'Etat soutient financièrement les corporations, associations ou fondations dans la création, le développement et l'exploitation d'établissements permettant l'accomplissement des tâches de l'action sociale.

² Le Parlement définit, par voie de décret, les établissements pour lesquels une autorisation est nécessaire, ainsi que les conditions d'octroi de subventions et leur admission à la répartition des charges. S'agissant des frais d'exploitation, il peut prévoir qu'ils seront réglés par une ordonnance du Gouvernement.

³ Les établissements qui bénéficient de subventions doivent, dans les limites de leurs possibilités, admettre les pensionnaires domiciliés dans le Canton qui remplissent les critères d'admission.

3. Création et
reprise
d'établissements

Art. 55 ¹ En cas de besoin, l'Etat et les communes créent ou reprennent les établissements nécessaires ou en assument l'administration.

² La création et la reprise d'établissements par l'Etat, ainsi que la suppression d'établissements appartenant à ce dernier, font l'objet d'un arrêté du Parlement.

4. Surveillance

Art. 56 ¹ Les homes d'enfants, les familles d'accueil, les maisons de retraite et les ateliers d'insertion sont placés sous la surveillance du Service de l'action sociale. [12\)](#)

² Le Gouvernement règle l'organisation et la direction des établissements cantonaux. Il édicte aussi des dispositions régissant la gestion, la surveillance et la suppression éventuelle des établissements n'appartenant pas à l'Etat.

CHAPITRE IV : Collectes et ventes de bienfaisance et d'utilité publique

Quêtes à
domicile et dans
les rues
a) Autorisation

Art. 57 ¹ L'organisation de collectes ou de ventes dans un but de bienfaisance ou d'utilité publique requiert une autorisation.

² Sont notamment soumises à autorisation :

- a) la récolte de dons en espèces ou en nature;
- b) la vente d'objets de porte-à-porte ou sur la voie publique.

b) Procédure
d'autorisation

Art. 58 ¹ La demande d'autorisation doit être présentée au Service de l'action sociale avec toutes les indications nécessaires.

² Le Service de l'action sociale est compétent pour délivrer l'autorisation. Il tient compte des autres collectes existantes ou prévues.

c) Décompte

Art. 59 Dans les six mois qui suivent la collecte ou la vente, l'organisateur présente un décompte sur les fonds réunis ou un rapport sur les objets collectés, ainsi qu'une justification de leur emploi.

CHAPITRE V : Organisation

SECTION 1 : Organisation cantonale

Gouvernement **Art. 60** ¹ Sous réserve des compétences du Parlement, le Gouvernement définit la politique cantonale en matière d'action sociale.

² Il a notamment les attributions suivantes :

- a) il exerce la haute surveillance sur l'ensemble de l'action sociale;
- b) il édicte les ordonnances et arrêtés découlant de la présente loi;
- c) il pourvoit à l'exécution des conventions internationales, du droit fédéral et du droit cantonal;
- d) il nomme les membres de la commission de l'action sociale;
- e) il veille à une bonne coordination de l'action sociale entre les départements, les services de l'administration et les autres institutions publiques et privées.

Département de la Santé et des Affaires sociales **Art. 61** Le Département de la Santé et des Affaires sociales (dénommé ci-après : "Département") assume notamment les tâches suivantes :

- a) il entretient les relations avec les autorités de l'action sociale extérieures au Canton; il est l'organe cantonal compétent au sens de la loi fédérale du 24 juin 1977 en matière d'assistance³⁾;
- b) il délivre les reconnaissances d'utilité publique conformément à une ordonnance du Gouvernement et tient à jour la liste des institutions, des structures d'accueil de l'enfance et des foyers et établissements reconnus;
- c) il procède à la répartition des charges financières;
- d) il représente l'Etat dans les litiges en matière d'action sociale;
- e) il prépare, notifie et exécute les arrêtés et décisions du Gouvernement en matière d'action sociale;
- f) il convoque la commission cantonale de l'action sociale;
- g) il accomplit toute autre tâche qui lui est confiée dans le domaine de l'action sociale.

Commission cantonale de l'action sociale
a) Composition **Art. 62** ¹ Le Gouvernement nomme une commission cantonale de l'action sociale comprenant au moins sept membres disposant de connaissances en matière d'action sociale et représentant tous les districts. Il veille à ce que les communes soient équitablement représentées.

² Le chef du Département préside la commission.

b) Tâches

Art. 63 ¹ La commission est l'organe de surveillance des services sociaux régionaux.

² Elle est consultée sur les mesures propres à assurer l'application et la coordination de l'action sociale ainsi que sur d'autres questions s'y rapportant. Elle préavise les projets de lois et de règlements en matière d'action sociale.

³ Elle recherche et analyse les causes d'indigence et d'exclusion et signale les insuffisances du système social. Elle propose des mesures de prévention et d'action.

Service de
l'action sociale

Art. 64 Le Service de l'action sociale :

- a) décide de l'octroi, du retrait et du remboursement de l'aide sociale;
- b) décide de l'octroi, de la suspension ou du retrait des mesures d'insertion;
- c) informe et conseille la population, les autorités communales et les institutions en matière d'action sociale;
- d) sous réserve des compétences du Département, correspond avec les autorités d'action sociale extérieures au Canton;
- e) surveille l'administration des institutions subventionnées;
- f) exerce la surveillance des enfants placés et des structures d'accueil de l'enfance;
- g) ¹³⁾ autorise les placements dans des établissements situés hors du Canton, à l'exclusion des mesures de placement à des fins d'assistance;
- h) est l'organe d'exécution en matière d'avance et de recouvrement des pensions alimentaires;
- i) ¹¹⁾ exécute les mesures d'assistance de probation;
- j) assume la lutte contre l'alcoolisme et les autres dépendances en collaboration avec le Service de la santé et les institutions spécialisées;
- k) examine les préavis et les propositions de la commission cantonale de l'action sociale et les transmet à l'autorité compétente avec ses propres recommandations.

SECTION 2 : Organisation communale

Organe
compétent

Art. 65 Les communes désignent, dans leur règlement d'organisation, les organes compétents en matière d'aide sociale. A défaut, la compétence est dévolue au conseil communal et les paiements sont effectués par la caisse communale.

SECTION 3 : Formation des membres des autorités et du personnel de l'action sociale

Formation

Art. 66 ¹ L'Etat encourage la formation de travailleurs sociaux et d'autres personnes s'occupant de l'action sociale en favorisant la mise sur pied de cours, de conférences et d'institutions ayant pour but de parfaire cette formation.

² Il conclut les conventions nécessaires avec les écoles sociales et les autorités des autres cantons.

³ L'Etat et les communes facilitent aux membres des autorités et au personnel de l'action sociale la participation aux cours et aux conférences sur la prévoyance sociale ou d'autres objets s'y rapportant.

CHAPITRE VI : Financement

1. Énumération des recettes

Art. 67 Les dépenses de l'action sociale sont couvertes par les recettes suivantes :

- a) les restitutions effectuées par d'autres collectivités, lorsque la prise en charge du cas leur incombe en vertu de conventions internationales ou de la législation fédérale;
- b) les prestations d'assurances, subsides, dons et legs versés à l'autorité d'aide sociale pour le compte de la personne secourue;
- c) les contributions alimentaires;
- d) les remboursements;
- e) les contributions des pouvoirs publics.

2. Répartition des charges a) Charges admises

Art. 68 Font l'objet d'une répartition entre l'Etat et les communes, les prestations suivantes :

- a) l'aide matérielle;
- b) les prestations versées sur la base d'un contrat d'insertion;
- c) les subventions consenties aux institutions reconnues d'utilité publique;
- d) les prestations affectées à la lutte contre l'alcoolisme et les autres dépendances en vertu de la présente loi;
- e) les versements provisionnels et avances octroyés en vertu de la loi sur l'aide au recouvrement, l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien;
- f) les dépenses et les prestations découlant de la législation sur l'aide aux victimes d'infractions;

- g) les frais de formation des autorités et du personnel oeuvrant dans l'action sociale;
- h) les autres prestations dont la répartition est prévue par la présente loi et ses dispositions d'exécution ou par d'autres dispositions légales.

b) Répartition
entre l'Etat et les
communes

Art. 69 ¹ Le Département établit chaque année le montant des dépenses à répartir. Il correspond à la différence entre les charges et les recettes énumérées aux articles 67, lettres a à d, et 68.

² La somme totale est répartie entre l'Etat et les communes selon les dispositions de la loi concernant la péréquation financière⁸⁾ ⁹⁾.

c) Répartition
entre communes

Art. 70 ¹ Un décret du Parlement définit le mode selon lequel la quote-part incombant à l'ensemble des communes est répartie entre ces dernières.

² La répartition s'effectue en fonction de la population de chaque commune.⁹⁾

³ Ce décret peut disposer qu'une partie des dépenses n'est pas admise à la répartition des charges (part franche).

d) Acomptes

Art. 71 ¹ Les communes versent régulièrement des acomptes à l'Etat. Les communes dont les prestations versées par elles atteignent ou dépassent leur part présumée selon la répartition des charges peuvent être dispensées des acomptes ou solliciter des acomptes de l'Etat.

² Le Service de l'action sociale fixe le montant et l'échéance des acomptes sur la base du dernier décompte établi et des dépenses prévisibles.

³ Tout retard dans le règlement des acomptes et du décompte final entraîne le versement d'un intérêt moratoire arrêté par le Gouvernement au début de chaque année.

CHAPITRE VII : Voies de droit et dispositions pénales

Procédure

Art. 72 Sous réserve de dispositions particulières de la présente loi, la procédure est régie par le Code de procédure administrative⁴⁾.

Voies de droit

Art. 73 ¹ Les décisions prises en vertu de la présente loi sont sujettes à opposition et à recours, conformément aux dispositions du Code de procédure administrative en la matière.

² La procédure de recours est gratuite; la partie téméraire peut cependant être condamnée à tout ou partie des émoluments et frais judiciaires.

Dispositions
pénales
a) Indications
erronées

Art. 74¹¹⁾ Celui qui aura fait sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration inexacte ou incomplète en vue d'obtenir ou de faire obtenir à un tiers une aide matérielle,

ou qui, au bénéfice d'une telle aide, aura sciemment omis de signaler à l'autorité un changement de situation pouvant entraîner la modification de l'aide,

sera puni de l'amende.

b) Collectes non
autorisées

Art. 75¹¹⁾ Celui qui aura organisé, sans autorisation officielle, une collecte ou une vente au sens de l'article 57,

celui qui, après avertissement, n'aura pas présenté le décompte sur les fonds réunis ou la justification de leur emploi,

sera puni de l'amende.

CHAPITRE VIII : Dispositions transitoires et finales

SECTION 1 : Exécution

Exécution

Art. 76 ¹ Le Gouvernement est chargé de l'exécution de la présente loi.

² Il édicte les ordonnances d'exécution nécessaires.

SECTION 2 : Modification du droit en vigueur

Modification
de la loi
d'introduction
du Code civil
suisse

Art. 77 La loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978⁵⁾ est modifiée comme il suit :

Article 27, alinéa 1

...⁶⁾

Article 27, alinéa 2

Abrogé

Article 29

Abrogé

Modification
d'autres textes

Art. 78 La dénomination "Service de l'aide sociale" est remplacée par "Service de l'action sociale" dans la législation cantonale.

SECTION 3 : Abrogation du droit en vigueur

Clause
abrogatoire

Art. 79 ¹ Toutes les dispositions légales contraires aux dispositions de la présente loi sont abrogées.

² Sont notamment abrogés :

1. la loi du 26 octobre 1978 sur les oeuvres sociales;
2. le décret du 6 décembre 1978 concernant les allocations spéciales en faveur des personnes de condition modeste;
3. le décret du 6 décembre 1978 sur les contributions des biens de bourgeoisie.

SECTION 4 : Dispositions transitoires

Dispositions
transitoires

Art. 80 ¹ Les dispositions de la présente loi s'appliquent dès leur entrée en vigueur à toutes les affaires pendantes.

² Le Service de l'action sociale statue sur le remboursement des prestations accordées. Le remboursement s'effectue sur la base de la législation la plus favorable au débiteur.

³ Durant une période de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi, le Gouvernement peut déléguer l'application d'une partie des mesures prévues dans la présente loi aux communes qui en font la demande et qui disposent de services spécialisés. Deux ans après l'entrée en vigueur de la loi, le Gouvernement présente à la commission parlementaire de la santé un bilan sur le fonctionnement de ce dispositif.

⁴ Les services sociaux régionaux disposent d'une année dès l'entrée en vigueur de la présente loi pour prononcer leur dissolution. Passé ce délai, ils perdront tout droit aux subventions des collectivités publiques.

⁵ La répartition des charges pour l'année précédant l'entrée en vigueur de la présente loi s'opère sur la base de la législation antérieure.

⁶ Le Gouvernement règle les autres problèmes de transition qui pourraient surgir suite à l'entrée en vigueur de la présente loi. Il dispose d'une année pour mettre en place les structures prévues.

SECTION 5 : Référendum et entrée en vigueur

Référendum

Art. 81 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en
vigueur

Art. 82 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur⁷⁾ de la présente loi.

Delémont, le 15 décembre 2000

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) RSJU 101
- 2) RS 210
- 3) RS 851.1
- 4) RSJU 175.1
- 5) RSJU 211.1
- 6) Texte inséré dans ladite loi
- 7) 1^{er} janvier 2002
- 8) RSJU 651
- 9) Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 13, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005 (RSJU 651)
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. XXX de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007 (RSJU 211.2)
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. XXIII de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 12) Nouvelle teneur selon l'article 45 de la loi du 16 juin 2010 sur l'organisation gériatologique, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 810.41)
- 13) Nouvelle teneur selon le ch. XXII de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Décret concernant les institutions sociales

du 21 novembre 2001

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 48, alinéa 2, 50, alinéa 3, et 54, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale¹⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Champ
d'application

Article premier Le présent décret s'applique à toutes les institutions de l'action sociale déployant une activité dans le canton du Jura ou subventionnées par une collectivité publique jurassienne.

Définitions

Art. 2 Sont considérés comme institutions de l'action sociale, les services publics et les associations, fondations et coopératives à but non lucratif, ainsi que les initiatives privées qui ont pour but :

- a) de prévenir les causes de pauvreté et d'exclusion sociale;
- b) de favoriser l'autonomie et l'intégration sociales et professionnelles des personnes en difficulté;
- c) d'accueillir les personnes qui ont besoin d'aide en raison de leur âge, de maladie, d'accident, d'infirmité, de handicap ou de leur situation économique, ainsi que les personnes souffrant d'alcoolisme ou d'autres dépendances, ou de leur apporter l'aide personnelle et matérielle nécessaire;
- d) d'offrir des lieux d'accueil à l'enfance et des espaces socioculturels à la jeunesse;
- e) de collaborer avec les autorités en matière de protection de l'enfance et des adultes;
- f) d'aider au recouvrement des contributions d'entretien et de verser des avances;
- g) d'offrir une assistance et des conseils en matière conjugale, ainsi qu'en matière de grossesse, de planisme familial et d'éducation;
- h) de mettre en œuvre les mesures découlant de la législation sur l'aide aux victimes d'infractions;
- i) de promouvoir l'intégration sociale des migrants;
- j) d'accueillir les requérants d'asile.

Institutions
exclues

Art. 3 Les institutions et prestations ci-après ne sont pas soumises aux dispositions du présent décret, mais relèvent de prescriptions particulières :

- a) les prestations en faveur d'écoles enfantines, de l'assurance scolaire et de la médecine scolaire;
- b) les internats scolaires;
- c) les prestations en matière d'orientation scolaire et professionnelle;
- d) les bourses et prêts d'études.

Subventionne-
ment des
institutions

Art. 4 ¹ Lorsque l'Etat soutient financièrement une institution, sa participation peut prendre la forme de subsides uniques ou périodiques, de prise en charge partielle ou totale du déficit d'exploitation, de montants fixés sur la base d'un contrat de prestations ou d'octroi d'une enveloppe budgétaire.

² Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les conditions et les modalités pour l'octroi de subventions.

Approbation des
tarifs

Art. 5 Les institutions bénéficiant de subventions publiques sont tenues de soumettre le tarif de leurs prestations à l'approbation du Département de la Santé et des Affaires sociales (ci-après : "Département").

SECTION 2 : Autorisation et reconnaissance d'utilité publique

Autorisation
1. Principe

Art. 6 ¹ L'ouverture ou la reprise d'une institution destinée à accueillir des personnes en vue de leur fournir le logement, la nourriture ou des soins, ou d'en assurer la surveillance, sont soumises à l'autorisation préalable du Département.

² Pour le placement d'enfants chez des parents nourriciers, l'autorisation est délivrée par l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte ou par une autre autorité désignée par le Gouvernement. Ce dernier règle, par voie d'ordonnance, le placement d'enfants.⁴⁾

2. Institutions
soumises

Art. 7 Sont notamment tenus de requérir une autorisation :

- a) les structures d'accueil de l'enfance, telles les crèches, garderies, jardins d'enfants et crèches à domicile;
- b) les parents nourriciers pour le placement d'enfants;
- c) les foyers et établissements tels que homes d'enfants, foyers d'accueil, internats accueillant des mineurs, ateliers d'insertion, foyers et appartements protégés pour personnes handicapées ou souffrant d'alcoolisme ou d'autres dépendances;

- d) les particuliers qui, dans un cadre familial, entendent donner, à titre professionnel, des soins à des personnes âgées, handicapées ou souffrant de maladie psychique, de troubles du comportement ou du caractère, d'alcoolisme ou d'autres dépendances.

3. Institutions
non soumises

Art. 8 ¹ Ne sont pas tenus de requérir une autorisation selon le présent décret :

- a) les hôpitaux et institutions pour soins aux malades soumis à la législation sur les hôpitaux;
- b) les institutions au bénéfice d'autres autorisations et dont le contrôle est assuré de manière suffisante.

² En cas d'incertitude sur la nécessité d'une autorisation, le Département tranche souverainement.

4. Conditions
générales

Art. 9 ¹ L'autorisation d'exploiter ne peut être délivrée que si les bâtiments, l'équipement et l'aménagement offrent des conditions de sécurité et de salubrité irréprochables et sont adaptés aux personnes accueillies et à l'exploitation prévue.

² Afin d'offrir des conditions d'accueil appropriées, l'institution doit en outre disposer d'une organisation adéquate et d'une dotation suffisante en personnel qualifié et moralement intègre.

5. Conditions
personnelles

Art. 10 ¹ L'autorisation d'exploiter est délivrée à titre personnel à la personne responsable de l'exploitation.

² Pour obtenir une autorisation, l'intéressé doit remplir les conditions ci-après :

- a) avoir l'exercice des droits civils;
- b) n'avoir encouru aucune condamnation pénale pour des faits contraires à l'honneur ou à la probité durant les dix dernières années;
- c) jouir d'une bonne moralité;
- d) disposer de qualifications et qualités professionnelles et personnelles suffisantes pour l'exploitation dont il s'agit.

6. Durée de
l'autorisation

Art. 11 ¹ L'autorisation est accordée pour une durée de quatre ans. Si les circonstances le justifient, le Département peut fixer une durée plus courte.

² Le renouvellement doit en être demandé au moins six mois avant l'échéance.

7. Portée de l'autorisation

Art. 12 ¹ L'autorisation est délivrée à titre personnel à la personne responsable de l'exploitation de l'établissement, pour une activité donnée, dans des locaux déterminés. Elle n'est pas transmissible.

² L'autorisation n'entraîne par elle-même aucun droit à des subventions.

8. Modifications des conditions d'exploitation

Art. 13 L'institution qui entend modifier les conditions d'exploitation fixées dans l'autorisation doit préalablement requérir l'approbation du Département qui procède, le cas échéant, à l'adaptation de l'autorisation.

9. Retrait

Art. 14 ¹ Le Département retire l'autorisation lorsque :

- a) la moralité ou l'ordre public l'exigent;
- b) le titulaire de l'autorisation ne remplit plus les conditions personnelles requises;
- c) l'institution apporte, sans autorisation préalable, des changements essentiels aux installations ou locaux mentionnés dans l'autorisation, ou lorsque, en dépit d'une sommation, elle ne pourvoit pas aux améliorations exigées par le Département;
- d) l'institution viole gravement la législation ou enfreint, à répétition, les dispositions impératives régissant les rapports et les conditions de travail;
- e) l'institution a obtenu l'autorisation au moyen d'indications relevantes fausses.

² Sauf circonstances particulières graves, le retrait est précédé d'un avertissement.

10. Retrait conditionnel

Art. 15 Le retrait est conditionnel et assorti d'un délai d'épreuve allant jusqu'à deux ans si l'autorité est fondée à admettre qu'il incitera l'institution à régulariser la situation.

11. Extinction de plein droit

Art. 16 ¹ L'autorisation s'éteint de plein droit lorsque :

- a) l'institution renonce à l'exploitation de son établissement;
- b) l'institution n'est plus exploitée durant une période de deux ans, sans qu'une prolongation de ce délai n'ait été sollicitée auparavant;
- c) l'institution n'a pas commencé son exploitation dans l'année qui suit l'octroi de l'autorisation, sans qu'une prolongation de ce délai n'ait été demandée auparavant.

² Le Département constate par une décision que l'autorisation s'est éteinte de plein droit. Il accorde les prolongations de délai prévues à l'alinéa 1, lettres b et c, s'il existe des motifs justifiés pour cela.

Reconnaissance
d'utilité publique
1. Conditions

Art. 17 ¹ Le Département peut, sur requête, reconnaître le caractère d'utilité publique d'une institution lorsque :

- a) elle déploie une certaine activité poursuivant les buts de l'action sociale et répond à un besoin, et que
- b) les moyens mis en œuvre pour atteindre son but ne paraissent pas d'emblée insuffisants.

² Le Département prend le préavis de la commission de l'action sociale.

2. Portée de la
reconnaissance

Art. 18 La reconnaissance d'utilité publique est une condition nécessaire pour bénéficier de subventions admises à la répartition des charges. Elle ne confère cependant pas en elle-même un droit à des subventions.

3. Retrait

Art. 19 Le Département retire la reconnaissance d'utilité publique lorsque l'institution ne remplit plus les conditions requises.

Procédure
d'autorisation
et de
reconnaissance

Art. 20 Le Gouvernement fixe, dans le cadre des dispositions du présent décret, les conditions de détail pour l'octroi d'une autorisation ou d'une reconnaissance d'utilité publique, et règle la procédure à cet effet.

SECTION 3 : Des différentes institutions

Enumération

Art. 21 ¹ Les institutions ci-après entrent dans la catégorie des institutions sociales au sens de la présente législation :

1. Les institutions d'action sociale générale qui ont pour but :
 - d'offrir des conseils et un soutien qualifié en matière sociale;
 - d'organiser des mesures d'insertion;
 - de fournir une aide en espèces ou en nature aux personnes en situation de précarité;
 - de proposer des permanences téléphoniques pour les situations de détresse;
 - d'héberger et d'accueillir des personnes en difficulté;
 - d'assumer des mandats de protection de l'enfant ou de l'adulte ou d'assistance de probation^{2).4)};
 - d'effectuer des expertises en matière sociale pour les autorités administratives et judiciaires;

-
- d'aider les victimes d'infractions;
 - de favoriser l'intégration des migrants;
 - d'accueillir les requérants d'asile.
2. Les institutions d'entraide et de prévention qui ont pour but :
- d'étudier et d'observer l'évolution des problèmes sociaux;
 - de proposer des actions et des cours en vue de prévenir les problèmes sociaux;
 - de favoriser les mouvements d'usagers;
 - d'organiser et de soutenir le volontariat.
3. Les institutions d'aide à la famille qui ont pour but :
- de proposer des consultations familiales, conjugales ou des services de médiation;
 - de fournir des conseils en matière d'éducation;
 - d'offrir des services en matière de grossesse et de planisme familial;
 - d'offrir des conseils et une aide matérielle aux familles se trouvant en situation de précarité;
 - de former, de soutenir et de surveiller les familles d'accueil et les parents nourriciers;
 - de procéder à des évaluations et de fournir des conseils en matière d'adoption;
 - de fournir des avances ou d'aider au recouvrement des contributions d'entretien.
4. Les institutions d'aide à l'enfance et à la jeunesse telles que :
- les foyers d'éducation accueillant des mineurs et de jeunes adultes;
 - les services d'action éducative en milieu ouvert;
 - les organismes intervenant dans le domaine de la maltraitance;
 - les points-rencontre;
 - les crèches, garderies, jardins d'enfants, unités d'accueil pour écoliers, crèches à domicile;
 - les structures de garde pour enfants malades ou handicapés;
 - les espaces socioculturels destinés aux enfants et aux jeunes;
 - les colonies de vacances pour mineurs.
5. Les institutions d'aide aux personnes âgées ou handicapées qui ne sont pas soumises à la surveillance du Service de la santé et qui ont pour but :
- de leur fournir des conseils et un soutien qualifié;
 - d'organiser des cours et des mesures préventives;
 - de fournir des prestations favorisant le maintien à domicile;
 - de gérer des ateliers protégés, des ateliers d'occupation ou de réadaptation;
 - de les héberger.³⁾
6. Les institutions d'aide aux personnes dépendantes qui ont pour but :
- de leur fournir, ainsi qu'à leur entourage, des conseils et un soutien qualifié;

- d'organiser des cours et des mesures préventives;
- de gérer des ateliers de réadaptation;
- de les héberger et de les accueillir.

² Le Département peut, après avoir pris l'avis de la commission de l'action sociale, admettre d'autres institutions n'entrant pas dans les catégories mentionnées à l'alinéa 1.

Liste

Art. 22 Le Département tient la liste des institutions reconnues d'utilité publique et la met régulièrement à jour.

SECTION 4 : Les Services sociaux régionaux

Statut et nom

Art. 23 ¹ Sous le nom de "Services sociaux régionaux de la République et Canton du Jura" (dénommé ci-après : "Services sociaux régionaux"), l'Etat crée un établissement cantonal de droit public.

² Les Services sociaux régionaux possèdent la personnalité juridique.

Siège et antennes

Art. 24 ¹ Les Services sociaux régionaux ont leur siège à Delémont.

² Ils disposent d'une antenne dans chaque district.

Organisation et surveillance

Art. 25 ¹ Les Services sociaux régionaux sont dotés d'un conseil de gestion et d'un collège de direction.

² Ils sont placés sous la surveillance directe de la commission de l'action sociale.

³ Chaque antenne est dirigée par un responsable d'antenne. Ensemble, ils forment le collège de direction.

Commission de l'action sociale

Art. 26 ¹ La commission de l'action sociale exerce la surveillance directe des Services sociaux régionaux.

² Elle a en outre les attributions suivantes :

- a) elle nomme les membres du conseil de gestion;
- b) elle organise le collège de direction et en nomme le responsable;
- c) elle nomme les responsables d'antenne;
- d) elle est seule compétente pour résilier, s'il y a lieu, les contrats des

- membres du collège de direction;
- e) elle désigne l'organe de contrôle;
- f) elle adopte le budget et les comptes;
- g) elle arrête le cahier des charges du collège de direction et des responsables d'antenne;
- h) elle définit les options en matière de gestion institutionnelle;
- i) elle exerce toute compétence qui n'est pas expressément attribuée à un autre organe.

Conseil de
gestion
a) Composition

Art. 27 ¹ Le conseil de gestion est composé de cinq membres nommés par la commission de l'action sociale.

² Le Service de l'action sociale dispose d'office d'un siège au conseil de gestion.

³ Le collège de direction participe aux séances du conseil de gestion avec voix consultative.

b) Compétences

Art. 28 Les compétences du conseil de gestion sont les suivantes :

- a) il nomme le personnel, à l'exclusion des responsables d'antenne;
- b) il propose le budget et présente les comptes;
- c) il arrête le cahier des charges du personnel;
- d) il veille à la formation continue et permanente du personnel;
- e) il représente l'établissement auprès des tiers;
- f) il désigne les personnes qui peuvent valablement engager l'établissement;
- g) il élabore un règlement du personnel qu'il soumet au Département pour approbation, sur préavis de la commission de l'action sociale.

Collège de
direction

Art. 29 Le collège de direction gère les affaires courantes des Services sociaux régionaux. Il exerce notamment les attributions suivantes :

- a) il veille à l'organisation et au fonctionnement des Services sociaux régionaux;
- b) il assure la coordination des antennes;
- c) il prépare le budget et les comptes;
- d) il organise la formation continue du personnel;
- e) il établit les statistiques et rapports d'activité;
- f) il assure la liaison avec les autres services et institutions.

Personnel

Art. 30 Le Département arrête la dotation en personnel des Services sociaux régionaux.

Statut du
personnel

Art. 31 ¹ L'ensemble du personnel est engagé sur la base de contrats de

droit administratif.

² La réglementation concernant les traitements, le remboursement des dépenses, la prévoyance professionnelle, les congés et la durée du travail pour le personnel de l'Etat s'applique par analogie au personnel des Services sociaux régionaux.

³ Le Département arrête la classification des fonctions, sur proposition de la commission de classification des fonctions de l'Etat.

Commission du
personnel

Art. 32 ¹ Une commission du personnel composée de sept membres représente le personnel auprès des organes des Services sociaux régionaux.

² Lors de la nomination des membres de la commission du personnel, la commission de l'action sociale veille à une répartition équitable des différents secteurs d'activité et des antennes.

³ La commission du personnel est consultée sur toutes les questions touchant au statut du personnel. Elle peut également formuler des propositions de son propre chef aux organes des Services sociaux régionaux.

⁴ La commission de l'action sociale adopte le règlement de la commission du personnel et le soumet à la ratification du Département.

Financement
1. Principe

Art. 33 Les Services sociaux régionaux sont gérés d'une manière efficace et efficiente permettant de garantir la qualité de leurs prestations.

2. Ressources

Art. 34 Les ressources des Services sociaux régionaux sont :

- a) les recettes perçues en contrepartie de prestations fournies;
- b) les éventuelles subventions de la Confédération ou de tiers;
- c) les dons et les legs;
- d) les contributions de l'Etat.

SECTION 5 : Les institutions de lutte contre l'alcoolisme et les autres dépendances

Principe

Art. 35 En matière d'alcoolisme et autres dépendances, l'Etat encourage et coordonne :

- a) les initiatives, les actions et les institutions ayant pour but de renseigner la population sur les dangers de l'alcoolisme et des autres dépendances et de la prévenir de l'abus d'alcool, de la consommation d'autres substances et de pratiques engendrant la dépendance;

- b) la création et l'activité de centres de consultations pour les personnes souffrant de dépendance, ainsi que des institutions pour le traitement de telles affections.

Répartition des charges

Art. 36 Le montant des dépenses et des subventions versées par l'Etat en matière de lutte contre l'alcoolisme et les autres substances engendrant la dépendance est soumis à la répartition des charges, après déduction de la part du Canton aux recettes nettes de la Confédération provenant de l'imposition des boissons distillées (dîme de l'alcool).

Commission de coordination en matière de dépendances

Art. 37 ¹ La commission de coordination en matière de dépendances collabore avec le Département en matière de lutte contre l'alcoolisme et les autres dépendances. Elle fonctionne comme organe consultatif.

² Elle propose au Département des mesures destinées à combattre les causes et les effets de l'alcoolisme et des autres dépendances, et préavise à son intention les questions et les demandes de subvention en la matière.

³ Elle est également au service des autorités et des institutions actives dans son domaine d'activité.

SECTION 6 : Dispositions transitoires et finales

Disposition transitoire

Art 38 Les autorisations délivrées antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret sont valables jusqu'à leur échéance. Leur renouvellement doit être demandé au moins six mois avant.

Clause abrogatoire

Art. 39 Sont abrogés :

1. le décret du 6 décembre 1978 concernant les dépenses de l'Etat et des communes pour les foyers, hospices et asiles;
2. le décret du 6 décembre 1978 concernant la lutte contre l'alcoolisme.

Entrée en
vigueur

Art. 40 Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Delémont, le 21 novembre 2001

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Marcel Hubleur
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- ¹⁾ RSJU 850.1
- ²⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XXIV de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- ³⁾ Nouvelle teneur selon l'article 46 de la loi du 16 juin 2010 sur l'organisation gériatrique, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 810.41)
- ⁴⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XXIII de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Ordonnance sur l'action sociale

du 30 avril 2002

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 12, 29 et 35, alinéa 2, de la loi fédérale du 24 juin 1977 sur la compétence en matière d'assistance des personnes dans le besoin (dénommée ci-après : "loi fédérale en matière d'assistance")¹⁾,

vu les articles 33, alinéa 2, 60, alinéa 2, lettre b, 61, lettre b, et 76, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale²⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Champ d'application	Article premier La présente ordonnance constitue la réglementation générale d'exécution de la loi sur l'action sociale.
Terminologie	Art. 2 Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Obligation de renseigner	<p>Art. 3 ¹ La personne qui demande ou reçoit une aide sociale ou qui est placée en institution est tenue de fournir des renseignements complets et véridiques sur sa situation. A cet effet, elle doit notamment autoriser l'autorité d'aide sociale compétente, ainsi que le service qui instruit le dossier d'aide, à requérir les renseignements nécessaires auprès des assurances sociales ou privées, des offices des poursuites et faillites et des autorités fiscales. Au besoin, elle déliera également le médecin traitant du secret médical.</p> <p>² Les autorités et les services sociaux concernés ne sollicitent que les éléments nécessaires au traitement du dossier social.</p>
Obligation de céder	Art. 4 Nonobstant la subrogation de l'Etat aux droits du bénéficiaire, la personne qui demande ou reçoit une aide sociale est tenue de céder à l'autorité d'aide sociale jusqu'à due concurrence les droits qu'elle possède envers des tiers.

Devoir de diligence

Art. 5 Le bénéficiaire de prestations d'aide sociale doit entreprendre tout ce qui est en son possible en vue d'améliorer son autonomie financière et sociale et de réduire son besoin d'aide.

SECTION 2 : Exécution de la loi fédérale en matière d'assistance

Principe

Art. 6 Lorsque l'aide sociale incombe au Canton directement en vertu de la loi fédérale en matière d'assistance, l'octroi de prestations et le remboursement par le bénéficiaire interviennent conformément à la loi sur l'action sociale et à la législation qui en découle.

Aide aux personnes non domiciliées dans le Canton

Art. 7 ¹ L'autorité d'aide sociale ordinaire octroie l'aide aux personnes qui ne sont pas domiciliées dans le Canton. Les prestations sont versées par la commune sur le territoire de laquelle le besoin d'aide s'est manifesté.

² L'aide est versée par le Service de l'action sociale si la personne est pensionnaire d'un établissement jurassien et n'est pas domiciliée dans le Canton au moment où le besoin d'aide se manifeste.

Avis des communes

Art. 8 ¹ Les communes qui sont au bénéfice d'une délégation de compétences décisionnelles en matière d'aide sociale notifient l'avis d'assistance requis au Service de l'action sociale dans un délai de quinze jours.

² Elles utilisent à cet effet les formules prescrites par le Service de l'action sociale.

Décomptes des communes

Art. 9 ¹ Dans les quinze jours qui suivent la fin de chaque trimestre, les communes présentent au Service de l'action sociale le décompte des prestations d'aide sociale qui doivent être remboursées partiellement ou entièrement par d'autres cantons.

² Elles utilisent à cet effet les formules prescrites par le Service de l'action sociale.

Déchéance du droit au remboursement

Art. 10 La collectivité dont relève l'autorité d'aide sociale qui omet d'annoncer à temps l'avis d'assistance ou de faire valoir régulièrement son droit au remboursement auprès d'autres cantons supporte seule les prestations qui n'ont pu de ce fait être récupérées.

Montants remboursés **Art. 11** Les montants remboursés par d'autres cantons sont versés à la collectivité qui a fourni les prestations d'aide sociale.

Organe cantonal **Art. 12** ¹ Le Département de la Santé et des Affaires sociales (dénommé ci-après : "Département") est l'organe cantonal compétent au sens de la loi fédérale en matière d'assistance.

² Il fait valoir le droit au remboursement auprès des autres cantons et transmet les montants obtenus à la collectivité à laquelle ils reviennent.

³ Il est compétent pour formuler une demande de rectification et pour former opposition ou recours, de même que pour statuer sur l'opposition d'un autre canton.

SECTION 3 : Les mesures d'insertion

Bénéficiaires **Art. 13** Peuvent bénéficier de mesures d'insertion les personnes qui reçoivent des prestations d'aide sociale ou qui en remplissent les conditions d'octroi et qui n'ont pas ou plus accès aux mesures découlant de la législation fédérale sur l'assurance-chômage ou de la législation cantonale sur les mesures en faveur des demandeurs d'emploi.

But **Art. 14** Les mesures d'insertion ont pour but de permettre au bénéficiaire :

- a) de retrouver ou de développer son autonomie sociale;
- b) d'améliorer sa capacité de travail;
- c) d'aménager à terme son insertion professionnelle.

Sur requête **Art. 15** ¹ Celui qui entend bénéficier d'une mesure d'insertion et qui en remplit les conditions d'octroi peut demander sa participation à un projet d'insertion.

² Il peut, le cas échéant, proposer lui-même un projet particulier.

Assujettissement **Art. 16** Une mesure d'insertion ne peut être ordonnée contre le gré de l'intéressé que si la mesure envisagée présente, en dépit du refus de ce dernier, des chances réelles d'atteindre son but.

Organisation des mesures
a) Recherche et mise en œuvre **Art. 17** ¹ Les Services sociaux régionaux recherchent et proposent des mesures d'insertion au Service de l'action sociale.

² Ils disposent d'un secteur spécialisé chargé de la mise en œuvre et du suivi des mesures d'insertion.

b) Conventions et coordination

Art. 18 ¹ Le Service de l'action sociale conclut les conventions nécessaires avec les organisateurs de mesures.

² Il veille à une bonne coordination de l'ensemble des mesures d'insertion.

Contrat d'insertion
a) Forme

Art. 19 ¹ Le contrat d'insertion est conclu par écrit.

² Il est signé par le bénéficiaire et par le Service de l'action sociale.

b) Contenu

Art. 20 ¹ Le contrat d'insertion règle les droits et obligations réciproques du bénéficiaire et du Service de l'action sociale.

² Il contient notamment :

- a) la définition de la mesure, ses objectifs et les modalités d'organisation;
- b) les engagements pris par les parties;
- c) le cas échéant, la rémunération versée au bénéficiaire par l'organisateur;
- d) la durée du contrat, ses conditions de modification, de suspension ou de résiliation;
- e) les autres conditions particulières liées à son exécution.

c) Durée

Art. 21 ¹ Le contrat est conclu pour une durée permettant d'atteindre les objectifs fixés, mais au plus pour douze mois.

² Exceptionnellement, le contrat peut être prorogé pour douze mois supplémentaires au maximum, s'il apparaît que les objectifs pourront être atteints durant la prolongation.

d) Contrats successifs

Art. 22 ¹ Si l'adaptation de la mesure nécessite la conclusion de contrats successifs, ceux-ci forment une unité pour le calcul de la durée de la mesure. L'alinéa 2 demeure réservé.

² Lorsque le bénéficiaire a recouvré son autonomie sociale et financière et n'a plus bénéficié de prestations d'aide sociale durant trois mois au moins, une nouvelle mesure d'insertion peut être entreprise, si les conditions pour une telle mesure sont réalisées.

- e) Délai-cadre **Art. 23** ¹ Sauf circonstances exceptionnelles telles que la maladie ou un accident du bénéficiaire ou l'impossibilité de poursuivre la mesure en raison de problèmes inhérents à son organisation, la mesure d'insertion doit être achevée dans un délai de deux ans dès sa mise en œuvre.
- ² Une nouvelle mesure d'insertion ne peut être entreprise avant un délai d'attente d'une année dès la fin de la précédente mesure.
- f) Bilan **Art. 24** Le secteur spécialisé des Services sociaux régionaux examine régulièrement, mais au moins tous les trois mois, avec le bénéficiaire, son référent social et l'organisateur de la mesure si cette dernière est toujours adaptée.
- Procédure
a) Etablissement
du projet **Art. 25** ¹ Le service social régional définit, en collaboration avec l'intéressé, un projet d'insertion tenant compte de sa situation personnelle et familiale, de sa formation et de son expérience. Dans la mesure du possible, il prend en considération les souhaits exprimés par ce dernier.
- ² En cas de refus de l'intéressé, le service social régional examine s'il y a lieu d'envisager son assujettissement à une mesure et, le cas échéant, élabore un projet dans ce sens.
- b) Préavis
communal **Art. 26** ¹ Une fois le projet défini, le service social régional le transmet sous forme de proposition à la commune de domicile du bénéficiaire pour préavis.
- ² La commune adresse sans retard le projet et son préavis au Service de l'action sociale pour décision.
- c) Décision **Art. 27** Le Service de l'action sociale décide de l'octroi d'une mesure d'insertion ou de l'assujettissement à une telle mesure.
- d) Suivi de la
mesure **Art. 28** Le secteur spécialisé des Services sociaux régionaux assume le suivi de la mesure.
- Frais liés à la
mesure **Art. 29** ¹ Les frais causés au bénéficiaire par sa participation à la mesure sont pris en compte dans le calcul de l'aide matérielle qui lui est octroyée.

² Les frais découlant de l'organisation de la mesure, en particulier les frais d'encadrement, sont pris en charge par le Service de l'action sociale. Ils sont admis à la répartition des dépenses de l'action sociale.

Incitation
financière

Art. 30 Le bénéficiaire d'une mesure qui participe à celle-ci selon les termes prévus dans le contrat d'insertion ou dans la décision d'assujettissement perçoit, en sus de l'aide matérielle à laquelle il a droit, un montant en espèces fixé par arrêté du Gouvernement.

Versement

Art. 31 L'aide matérielle majorée du montant d'incitation est versée par la commune de domicile du bénéficiaire.

Collaboration
entre institutions

Art. 32 Les autorités de l'action sociale collaborent avec les offices régionaux de placement, les organes de l'assurance-invalidité, le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire et la commission chargée des mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi en vue de garantir la couverture des besoins par des mesures appropriées et d'assurer la complémentarité nécessaire.

Evaluation des
programmes

Art. 33 ¹ Les Services sociaux régionaux établissent les statistiques concernant les mesures d'insertion conformément aux instructions du Service de l'action sociale.

² Le Service de l'action sociale dresse un bilan annuel des mesures d'insertion.

³ Le Gouvernement peut confier l'évaluation des mesures ou des programmes d'insertion à des experts.

SECTION 4 : L'aide sociale

Réduction des
prestations

Art. 34 ¹ L'autorité d'aide sociale peut réduire les prestations d'aide matérielle lorsque le bénéficiaire a obtenu de façon illégale des prestations d'aide sociale, se rend coupable de graves manquements à ses devoirs ou commet un abus de droit.

² La réduction doit respecter le principe de la proportionnalité. Elle peut s'opérer de la manière suivante :

- a) refus, réduction ou suppression des prestations circonstanciées selon les concepts et les normes de calcul de l'aide sociale de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (ci-après : "normes CSIAS");

- b) dans les cas de manquements graves aux devoirs du bénéficiaire, ou d'obtention illégale de prestations dans des cas particulièrement graves, ou encore de récidive, réduction du forfait pour l'entretien d'au maximum 15 % pour une durée maximale de douze mois; cette mesure peut être prorogée à titre exceptionnel jusqu'à douze mois supplémentaires, si les circonstances le justifient. Le cas échéant, l'autorité réexamine la situation au moins tous les six mois.³⁾

³ Si cela paraît indiqué par les circonstances, l'autorité peut combiner les mesures de réduction mentionnées à l'alinéa précédent. Le droit au minimum d'existence du bénéficiaire est cependant garanti dans tous les cas.

Suppression des prestations

Art. 35³⁾ L'autorité refuse toute prestation ou supprime les prestations existantes lorsque l'intéressé :

- a) refuse de fournir les renseignements nécessaires au calcul de ses besoins et que le besoin d'aide matérielle ne peut de ce fait être établi de manière suffisante ou
- b) refuse de manière expresse et répétée de prendre un emploi raisonnablement acceptable qui lui est proposé ou de faire valoir un droit à un revenu de substitution qui lui permettrait de subvenir totalement ou en partie à ses besoins.

Prestations en nature

Art. 36 ¹ En principe, l'aide matérielle est octroyée en espèces et gérée par le bénéficiaire. Au besoin, l'autorité d'aide sociale peut ordonner une aide personnelle à cet effet.

² Lorsqu'il apparaît que l'aide accordée n'a pas été utilisée conformément à son but ou ne le sera pas, l'autorité ordonne l'octroi des prestations en nature, au lieu du versement en espèces.

³ L'octroi de prestations en nature peut notamment intervenir sous forme de remise de bon.

⁴ Si le bénéficiaire se révèle incapable de gérer l'aide reçue et qu'une aide personnelle à cet effet s'avère insuffisante, l'autorité d'aide sociale informe l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.⁶⁾

Octroi de garanties

Art. 37 ¹ Afin de permettre à un bénéficiaire de l'aide sociale d'obtenir un logement, l'autorité d'aide sociale peut fournir les sûretés requises par le bailleur conformément à la législation en la matière.

² Dans la règle, les sûretés sont fournies sous la forme d'un cautionnement solidaire.

³ Si des prestations doivent être versées en exécution des sûretés, l'autorité d'aide sociale ordonne, par voie de décision, à la commune de domicile du bénéficiaire d'en effectuer le versement.

Frais médicaux **Art. 38** ¹ Des prestations d'aide peuvent être accordées pour frais de soins médicaux non couverts d'une autre manière tels que le transport en ambulance ou des thérapies particulières.

² Seuls peuvent être pris en considération les soins nécessaires et prescrits par un médecin.

Frais dentaires **Art. 39** ¹ Des prestations d'aide sont allouées pour les frais de traitements dentaires et orthodontiques nécessaires, lorsqu'à défaut le traitement concerné ne pourrait être entrepris.

² Les traitements fondés essentiellement sur des considérations esthétiques ne sont pas pris en considération.

Placements
a) Principe **Art. 40** ¹ Sous réserve d'accords conclus avec d'autres cantons ou collectivités publiques prévoyant le libre choix, le placement de personnes s'effectue en principe dans le Canton.

² Le Service de l'action sociale peut autoriser le placement à l'extérieur lorsqu'une prise en charge dans le Canton apparaît comme impossible ou sensiblement moins appropriée, en raison notamment d'un manque de place, de l'absence d'établissement approprié ou d'un problème de langue de l'intéressé.

³ Dans la mesure des places disponibles, les établissements financés ou subventionnés par l'Etat doivent donner la préférence à des personnes domiciliées dans le Canton. Demeurent réservés les accords conclus avec d'autres cantons.

b) Demande de placement **Art. 41** ¹ Sous réserve des cas de placements à des fins d'assistance ou de placements judiciaires, l'autorité ou l'organisme public ou privé qui entend effectuer un placement doit requérir préalablement l'autorisation du Service de l'action sociale. Sauf cas de péril en la demeure, aucun placement ne peut être effectué avant l'autorisation de ce dernier.⁶⁾

² La demande doit comprendre les indications suivantes :

- a) les nom, prénom, date de naissance, origine, domicile légal et adresse précise de la personne à placer et, le cas échéant, de son représentant légal;
- b) le motif du placement;
- c) la date prévue pour le début du placement;
- d) la durée prévisible du placement;
- e) les modalités financières du placement, en particulier les contributions des assurances sociales et le prix de pension facturé à l'intéressé ou à la personne tenue à son entretien;
- f) le cas échéant, une proposition de référent de placement.

c) Référent de placement

Art. 42 ¹ En cas de placement d'une personne dans une famille ou un établissement, le Service de l'action sociale désigne un référent de placement chargé de veiller aux conditions d'accueil et aux intérêts de celle-ci.

² Il peut être renoncé à la désignation d'un référent de placement lorsque la sauvegarde des intérêts de la personne placée est déjà assurée de manière suffisante par son représentant légal, par une mesure de protection ou d'une autre manière. [6](#)

³ Demeure réservée la réglementation applicable au placement d'enfants.

d) Décision du Service de l'action sociale

Art. 43 Au besoin, le Service de l'action sociale peut entendre les intéressés sur le placement envisagé. Il rend sa décision dans un délai de quatorze jours dès la présentation de la demande.

e) Participation aux frais de placement

Art. 44 ¹ Dans sa décision, le Service de l'action sociale fixe, sur la base des prix de pensions arrêtés par le Département, la part du prix de pension à charge du bénéficiaire ou de la personne tenue à son entretien et celle incombant à l'aide sociale.

² Si le bénéficiaire ne dispose pas des ressources suffisantes pour supporter le prix de pension à sa charge, l'aide matérielle nécessaire à cet effet lui est octroyée.

³ Sous réserve de dispositions légales contraires, la part incombant à l'aide sociale est payée directement par le Service de l'action sociale.

f) Voies de droit **Art. 45** Les décisions du Service de l'action sociale en matière de placement sont sujettes à opposition et à recours auprès du Département de la Santé et des Affaires sociales.

Funérailles décentes **Art. 46** ¹ Afin de garantir des funérailles décentes, l'autorité d'aide sociale accorde un montant permettant de couvrir les frais administratifs liés au décès, l'acquisition d'un cercueil, les frais d'ensevelissement ou d'incinération.

² Le Gouvernement fixe par voie d'arrêté le montant maximum alloué à cet effet.

Aide aux étrangers de passage **Art. 47** L'aide accordée aux étrangers de passage ou qui séjournent dans le Canton pour une courte durée est limitée aux besoins strictement nécessaires. Les normes arrêtées par le Gouvernement ne s'appliquent pas.

SECTION 5 : Autorités et procédure

Transmission du dossier par le service social régional **Art. 48** Lorsque le service social régional transmet la requête à la commune concernée, il en adresse simultanément une copie au Service de l'action sociale.

Examen par l'autorité communale **Art. 49** ¹ L'autorité communale examine la requête avec diligence et célérité.

² Elle vérifie en particulier les indications relatives à l'identité du requérant et de ses proches, à sa situation personnelle, familiale et financière. Elle fait part de son avis et de ses observations quant aux motifs de la requête, aux mesures envisagées ou envisageables, et quant aux modalités de l'octroi des prestations.

³ Au besoin, le Département édicte des directives à ce propos.

Communication de la décision à des tiers **Art. 50** ¹ L'autorité d'aide sociale communique sa décision relative à la demande d'aide aux autorités, organismes et tiers dont l'octroi ou le remboursement de prestations ou la décision sont directement influencés par elle. Il en va de même lorsque l'aide sociale a été accordée à titre d'avances et que le versement des prestations devra s'effectuer en mains des autorités d'aide sociale.

² Les autorités, organismes et tiers auxquels la décision est communiquée sont tenus au devoir de discrétion conformément à l'article 11 de la loi sur l'action sociale²⁾.

Aide d'urgence

Art. 51 ¹ Les communes et les Services sociaux régionaux peuvent accorder une aide d'urgence lorsque celle-ci est nécessaire pour couvrir des besoins vitaux dont la satisfaction ne peut être différée sans dommage.

² L'aide d'urgence n'est accordée que si le requérant ne peut attendre une aide provisoire ou ordinaire. Elle est octroyée sur la base de la vraisemblance et limitée au strict nécessaire.

³ Les institutions mentionnées à l'alinéa premier s'informent mutuellement de leurs décisions en la matière et communiquent ces dernières au Service de l'action sociale.

⁴ Lorsque l'aide a été versée par un service social régional, la commune de domicile ou de séjour lui rembourse les prestations versées. En cas de litige à ce sujet, le Service de l'action sociale désigne la commune tenue au remboursement.

Aide provisoire

Art. 52 ¹ Durant l'instruction de la requête, l'autorité d'aide sociale peut octroyer une aide provisoire au requérant.

² L'aide provisoire n'est accordée que si la requête ne paraît pas d'emblée dénuée de chances de succès et dans la mesure nécessaire à la couverture des besoins vitaux de l'intéressé et de ses proches.

Prise en compte de l'aide d'urgence et de l'aide provisoire

Art. 53 ¹ L'aide d'urgence et l'aide provisoire déjà versées sont imputées sur l'aide matérielle octroyée au bénéficiaire.

² L'aide d'urgence et l'aide provisoire perçues indûment sont sujettes à remboursement.

Modification

Art. 54 ¹ Dans les cas de modifications simples des postes du budget du bénéficiaire de l'aide sociale, en particulier en présence de revenus ou de charges irréguliers, le montant de l'aide est adapté sans nouvelle décision de l'autorité d'aide sociale. Sur demande du bénéficiaire, cette dernière rend cependant une décision formelle.

² Les Services sociaux régionaux informent l'autorité d'aide sociale des modifications en question qui en avise la commune tenue au paiement.

Traitement par le
Service de
l'action sociale

Art. 55 ¹ Pour les personnes soumises à une mesure d'assistance de probation, le Service de l'action sociale instruit le dossier et décide de l'octroi des prestations pour l'ensemble des communes.⁵⁾

² Il verse lui-même les prestations d'aide sociale.

SECTION 6 : Remboursement

Avances lors
de mesures
d'insertion

Art. 56 Le bénéficiaire de mesures d'insertion auquel une aide matérielle a été accordée à titre d'avances sur des prestations de tiers est tenu de rembourser l'aide obtenue jusqu'à due concurrence pour la période considérée.

Subrogation

Art. 57 Lorsque de l'aide sociale a été octroyée à titre d'avance sur des prestations de tiers, l'Etat, représenté par le Service de l'action sociale, est subrogé au bénéficiaire jusqu'à concurrence de l'aide accordée.

Taux de l'intérêt

Art. 58 Lorsque le remboursement de l'aide est soumis à intérêt, le taux de ce dernier correspond à celui de l'intérêt moratoire en matière fiscale pour chaque année concernée.

SECTION 7 : Collectes et ventes de bienfaisance et d'utilité publique

Bienfaisance et
utilité publique

Art. 59 Sont réputées collectes et ventes de bienfaisance et d'utilité publique au sens de la législation sociale les récoltes de dons en espèces ou en nature et la vente d'objets en vue de réaliser les buts poursuivis par l'action sociale ou dans un but humanitaire, sans but lucratif.

SECTION 8 : Organisation

Commission
cantonale de
l'action sociale

Art. 60 Pour l'étude de problèmes particuliers, la commission cantonale de l'action sociale peut faire appel à des experts. Elle veille toutefois préalablement à disposer des fonds nécessaires à cet effet.

Service de
l'action sociale

Art. 61 ¹ Le Service de l'action sociale est désigné en qualité d'office de liaison au sens des conventions intercantionales concernant le placement d'enfants et d'adultes dans des institutions sises hors canton et la couverture des frais entraînés par l'accueil dans des institutions spécialisées d'enfant, d'adolescents et d'adultes placés hors de leur canton de domicile.

² Il représente la République et Canton du Jura à la commission intercantonale de coordination et à la conférence des offices de liaison.

SECTION 9 : Dispositions transitoire et finales

Disposition
transitoire

Art. 62 ¹ Pour les situations en cours non connues des Services sociaux régionaux, les communes conservent leur pouvoir de décision jusqu'à la reprise du cas par ces derniers et le Service de l'action sociale, mais au plus pour une durée de six mois dès l'entrée en vigueur de la présente ordonnance. Les situations nouvelles sont traitées conformément à la nouvelle législation.

² Les réductions, refus et suppressions de prestations prononcées avant le 1^{er} février 2006 restent en vigueur jusqu'à leur échéance, conformément à la législation en vigueur au moment où la mesure a été prononcée.⁴⁾

Clause
abrogatoire

Art. 63 Sont abrogées :

1. l'ordonnance du 11 septembre 1979 portant exécution de la loi fédérale du 24 juin 1977 sur la compétence en matière d'assistance des personnes dans le besoin;
2. l'ordonnance du 22 février 1983 concernant le placement d'enfants et d'adultes dans des institutions sises hors du Canton.

Entrée en
vigueur

Art. 64 La présente ordonnance prend effet le 1^{er} janvier 2002.

Delémont, le 30 avril 2002

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Anita Rion
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RS 851.1
- 2) RSJU 850.1
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 29 novembre 2005, en vigueur depuis le 1^{er} février 2006
- 4) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 29 novembre 2005, en vigueur depuis le 1^{er} février 2006
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. XII de l'ordonnance du 6 mars 2007 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 6) Nouvelle teneur selon l'article 33 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013 (RSJU 213.11)

Arrêté
fixant les normes applicables en matière d'aide sociale
(Version en vigueur du 1^{er} janvier 2013 au 28 février 2013)

du 8 novembre 2005

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 27 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale¹⁾,

vu les normes pour le concept et le calcul de l'aide sociale de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (ci-après : "normes CSIAS"),

arrête :

SECTION 1 : Principes généraux

Principes

Article premier ¹ Les présentes normes ont valeur de référence pour l'octroi de prestations d'aide sociale et pour l'admission des dépenses à la répartition des charges entre l'Etat et les communes.

² Elles portent sur :

- a) la couverture des besoins de base, comprenant le forfait pour l'entretien, les frais de logement et les frais médicaux de base;
- b) les prestations circonstanciées et les suppléments d'intégration;
- c) les mesures favorisant l'intégration sociale et l'insertion professionnelle;
- d) les revenus et la fortune;
- e) les prétentions financières à l'égard de tiers.

Cessions de
créance

Art. 2 Lors de l'octroi de l'aide matérielle, l'autorité d'aide sociale veille à disposer des cessions nécessaires concernant les créances du bénéficiaire envers des tiers tenus à lui fournir des prestations.

SECTION 2 : Couverture des besoins de base

Forfait pour
l'entretien
a) Principe

Art. 3 ¹ Toute personne qui vit à domicile et ne peut subvenir, par ses propres moyens, d'une manière suffisante à son entretien ou à celui des personnes dont elle a la charge a droit à un montant forfaitaire pour son entretien.

² Le forfait pour l'entretien comprend les postes de dépenses définis dans les normes CSIAS.

b) Montants

Art. 4 ¹ Le forfait mensuel pour l'entretien est déterminé en fonction du nombre de personnes faisant ménage commun.

² Les montants forfaitaires sont les suivants⁴⁾ :

Nombre de personnes dans le ménage	Forfait mensuel Francs
1 personne	977.-
2 personnes	1 495.-
3 personnes	1 818.-
4 personnes	2 090.-
5 personnes	2 364.-
6 personnes	2 638.-
7 personnes	2 912.-
par personne supplémentaire	274.-

c) Réduction et
suppression des
prestations

Art. 5 ¹ Lorsque le comportement du bénéficiaire justifie une réduction des prestations, le forfait pour l'entretien peut être réduit de 15 % au maximum.

² La suppression des prestations destinées à la couverture des besoins de base (santé, logement, entretien) est exceptionnellement possible, si le bénéficiaire refuse de manière expresse et répétée de prendre un emploi raisonnablement acceptable qui lui est offert ou de faire valoir un droit à un revenu de substitution.

d) Personnes
séjournant dans
un
établissement

Art. 6 ¹ Les personnes séjournant dans un établissement reçoivent, en sus du prix de pension, un montant forfaitaire destiné à couvrir leurs dépenses personnelles non comprises dans le prix de pension tels que les vêtements, les chaussures, le coiffeur, l'argent de poche, etc., en lieu et place du forfait pour l'entretien. Ce montant est de 255 francs.

² Pour les requérants incarcérés dans une prison jurassienne, le montant forfaitaire est de 150 francs.

³ En cas d'activité professionnelle ou occupationnelle, d'éventuels frais de déplacements et de repas à l'extérieur peuvent aussi être pris en considération selon les dispositions y relatives ci-après.

Frais de
logement

Art. 7 ¹ Le loyer et les charges qui s'y rapportent sont pris en compte dans la mesure où ils permettent au bénéficiaire et aux personnes dont il a la charge de disposer d'un logement convenable.

² Un loyer jugé trop élevé n'est pris en compte que durant le délai nécessaire pour emménager dans un logement meilleur marché.

Frais médicaux
1. Assurance
maladie et
accidents
a) Primes de
base

Art. 8 Pour l'assurance obligatoire des soins, les bénéficiaires de l'aide sociale ont droit à la réduction totale des primes (art. 10, lettre b, de l'ordonnance concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie²⁾).

b) Participations
et franchise

Art. 9 La franchise et les participations à charge de l'assuré sont prises en charge par l'aide sociale.

c) Assurances
complémentai-
res

Art. 10 Dans des cas exceptionnels dûment motivés, notamment en cas d'aide sociale passagère, les cotisations pour des assurances complémentaires peuvent être prises en charge par l'aide sociale.

2. Frais pour
soins dentaires

Art. 11 ¹ Les frais pour des soins dentaires simples et adéquats tels que définis dans les normes CSIAS sont pris en charge par l'aide sociale.

² Pour des soins dentaires non urgents dépassant le montant de 1 000 francs, un devis approuvé par le dentiste cantonal de confiance ou un dentiste agréé est requis.

SECTION 3 : Prestations circonstanciellles et suppléments d'intégration

Prestations
circonstanciellles

Art. 12 Les prestations circonstanciellles sont versées en raison de besoins particuliers en rapport avec la situation économique et familiale du bénéficiaire.

1. Montant pour les repas à l'extérieur

Art. 13 Le montant supplémentaire alloué pour les repas qui ne peuvent être pris à domicile est de 8 francs par repas principal.

2. Frais de déplacement
a) ordinaires

Art. 14 ¹ Les frais de transports pour se rendre au travail et permettant au bénéficiaire d'obtenir un revenu sont déduits de ce dernier comme frais d'obtention du revenu, à l'exclusion des frais déjà inclus dans le forfait pour l'entretien selon les normes CSIAS. Les frais ne permettant de réaliser qu'un revenu insignifiant ou disproportionnés par rapport au revenu obtenu peuvent ne pas être pris en considération ou ne l'être qu'en partie.

² Sous réserve des cas mentionnés à l'article 15, les montants pris en considération sont ceux des transports publics.

b) extraordinaires

Art. 15 ¹ Dans des situations particulières telles qu'en cas d'absence de transports publics ou d'horaire de travail inconciliable avec les horaires de ces derniers, d'impossibilité d'utiliser un vélo ou de nécessité de disposer de son véhicule privé dans le cadre de son activité professionnelle, l'usage d'un véhicule à moteur personnel peut entrer en considération en tant que frais d'obtention du revenu, pour autant que cette dépense se situe dans une proportion raisonnable avec le revenu qu'elle permet d'obtenir.

² Les montants pris en compte correspondent aux frais kilométriques admis par les autorités fiscales, à savoir :

- utilisation d'un vélomoteur : 20 centimes par kilomètre parcouru, mais au maximum 50 francs par mois;
- utilisation d'une voiture :
 - moins de 8 000 kilomètres par année : 65 centimes par kilomètre;
 - de 8 000 à 15 000 kilomètres par année : 60 centimes par kilomètre;
 - plus de 15 000 kilomètres par année : 55 centimes par kilomètre.

³ En cas de circonstances exceptionnelles dûment justifiées, il peut être pris en compte les frais effectifs plus élevés, pour autant qu'ils demeurent dans une proportion raisonnable avec le revenu obtenu.

3. Départ de la commune

Art. 16 ¹ Lorsqu'un bénéficiaire quitte la commune, voire le Canton, la collectivité tenue au versement de l'aide sociale jusque-là doit couvrir les frais suivants :

- a) l'entretien pour le mois suivant le départ conformément au montant versé jusque-là, sous déduction des frais de l'ancien logement;
- b) les frais de déménagement;
- c) le premier loyer mensuel au nouveau domicile;

- d) les articles d'aménagement du nouveau logement immédiatement indispensables;
- e) à titre exceptionnel, la prise en charge de la garantie de loyer du nouveau logement exigible avant le déménagement.

² L'autorité d'aide sociale vérifie si le nouveau loyer est agréé par l'autorité compétente au nouvel endroit.

4. Assurances mobilières et responsabilité civile

Art. 17 ¹ Les primes usuelles de l'assurance mobilière et de l'assurance responsabilité civile du bénéficiaire et des personnes dont il a la charge sont prises en considération.

² Elles sont portées en compte comme supplément au budget mensuel les mois au cours desquels échoit la prime.

5. Frais spécifiques liés à l'exercice d'un droit de visite

Art. 18 ¹ Lorsque le bénéficiaire exerce un droit de visite qui lui a été reconnu, les frais de repas des enfants accueillis peuvent être admis au titre des prestations circonstanciées, à concurrence des montants pris en considération pour le calcul des cotisations à l'AVS sur les éléments de salaire en nature, à savoir :

- 4 francs par petit déjeuner et par personne;
- 9 francs par dîner et par personne;
- 7 francs par souper et par personne.

² Si l'exercice du droit de visite occasionne des frais de déplacement au bénéficiaire, ceux-ci peuvent également être pris en considération conformément aux dispositions précitées en la matière.

6. Cotisations minimales AVS/AI

Art. 19 ¹ La commune de domicile du bénéficiaire est tenue de prendre en charge les cotisations minimales dues à l'AVS et à l'AI, conformément à la législation en la matière.

² Les cotisations ainsi versées ne sont pas remboursables par le bénéficiaire. Elles sont admises à la répartition des dépenses de l'action sociale.

7. Frais liés à une mesure d'insertion

Art. 20 Les frais inhérents à la participation du bénéficiaire à une mesure d'insertion, tels que notamment frais de déplacement, frais de garde des enfants et toutes autres dépenses indispensables à la bonne réalisation de la mesure sont pris en considération.

8. Frais
funéraires

Art. 21 Afin de garantir des funérailles décentes au bénéficiaire, il peut être alloué un montant maximum de 4 000 francs.

Supplément
d'intégration
pour les
personnes sans
activité lucrative

Art. 22 ¹ Un supplément d'intégration est accordé aux personnes sans activité lucrative, ayant 16 ans révolus, qui font des efforts particuliers d'intégration sociale et/ou professionnelle (contrats d'insertion, programmes d'emploi temporaire, programmes d'occupation cantonaux, apprentissages, stages de formation et études).

² Le supplément d'intégration s'élève à 250 francs par personne et par mois, indépendamment du taux d'occupation. Il est porté à 300 francs par mois pour des parents qui vivent avec des enfants dont ils ont la charge.

³ Les personnes seules qui ont un ou plusieurs enfants à charge de moins de quatre ans et ne peuvent de ce fait exercer une activité lucrative ou une activité d'intégration, ont droit à un supplément d'intégration de 300 francs par mois.

Supplément
minimal
d'intégration

Art. 23 Les bénéficiaires de prestations d'aide sociale, âgés de seize ans révolus, qui n'exercent aucune activité lucrative et ne sont pas en mesure ou en condition de fournir une prestation d'intégration, ont droit au supplément minimal d'intégration de 100 francs par mois.

Plafond
maximum du
cumul des
suppléments
d'intégration
et/ou des
franchises

Art. 24 ¹ Plusieurs personnes vivant dans le même ménage peuvent obtenir un supplément d'intégration. Le plafond maximum en cas de cumul de suppléments d'intégration est fixé à 850 francs par mois et par ménage.

² En cas de cumul de suppléments d'intégration et de franchises sur les revenus provenant d'activités lucratives, le plafond maximum s'élève à 1 200 francs par mois et par ménage.

SECTION 4 : Mesures favorisant l'autonomie et l'intégration sociales et professionnelles

Montant
d'incitation

Art. 25 ¹ La personne qui participe à une mesure d'insertion touche, en sus du montant maximum de l'aide matérielle auquel elle a droit, le supplément d'intégration prévu à l'article 22, alinéa 2.

² Lorsque le bénéficiaire cesse son activité en raison de maladie ou d'accident ou d'autres causes indépendantes de sa volonté, le montant incitatif est supprimé après 15 jours consécutifs d'inactivité.

³ Lorsque le bénéficiaire cesse volontairement son activité, le montant incitatif est suspendu ou supprimé avec effet immédiat.

⁴ Lorsque le montant forfaitaire incitatif est indûment perçu, il est sujet à remboursement.

Frais liés à la mesure d'insertion Loi sur l'action sociale

Art. 26 Le Service de l'action sociale garantit la prise en charge des frais liés à l'organisation de la mesure d'insertion.

SECTION 5 : Revenus et fortune du bénéficiaire

Principe

Art. 27 Les parents et les enfants mineurs vivant en communauté domestique forment une unité d'assistance dont l'ensemble des revenus et la fortune sont pris en considération dans le calcul du budget de l'aide matérielle.

Franchises sur les revenus provenant d'une activité lucrative

Art. 28 ¹ Une franchise de 400 francs sur les revenus provenant d'une activité lucrative est accordée aux bénéficiaires de plus de seize ans exerçant un travail dans le marché ordinaire (primaire). Cette franchise est octroyée indépendamment du taux d'activité.

² Pour les apprentis, la franchise sur les revenus est fixée à 150 francs.

³ Le plafond maximum en cas de cumul des franchises sur le revenu s'élève à 850 francs par mois et par ménage.

⁴ En cas de cumul de franchises sur les revenus provenant d'activités lucratives et de suppléments d'intégration, le plafond maximum est celui fixé à l'article 24, alinéa 2.

Revenus des mineurs

Art. 29 ¹ Si l'unité d'assistance comprend un ou plusieurs mineurs, les revenus réalisés par eux ne sont pris en considération qu'à concurrence des frais qu'ils occasionnent personnellement et inscrits au budget de l'aide matérielle de l'unité.

² Les prestations périodiques destinées à l'entretien des enfants, telles que les contributions d'entretien, les allocations familiales et les rentes des assurances sociales doivent être utilisées pour l'entretien des enfants, de même que, dans les limites de l'article 320, alinéa 1, du Code civil suisse³⁾, les versements en capital, dommages-intérêts et autres prestations semblables appartenant aux enfants.

³ Si les apports périodiques des enfants sont supérieurs à leurs parts de frais inscrites au budget de l'unité d'assistance, l'excédent fait partie de la fortune des enfants.

Fortune **Art. 30** ¹ Sauf motifs dûment justifiés, l'aide matérielle n'est accordée qu'après que le bénéficiaire a épuisé sa fortune.

² Il est toutefois laissé à la libre disposition du bénéficiaire les montants suivants :

- | | |
|----------------------------------|--------------|
| a) pour une personne seule : | 4 000 francs |
| b) pour un couple : | 8 000 francs |
| c) pour chaque enfant à charge : | 2 000 francs |
- mais au maximum 10 000 francs par unité d'assistance.

Treizième salaire **Art. 31** Le treizième salaire, les gratifications, les primes uniques et autres revenus de nature similaire sont pris en considération dans le budget de l'aide matérielle le mois ou les mois durant lesquels ils sont versés. Un éventuel excédent est reporté sur les mois suivants.

Revenus irréguliers **Art. 32** Lorsque le bénéficiaire réalise des revenus irréguliers, un éventuel excédent est reporté sur les mois suivants.

SECTION 6 : Prétentions financières à l'égard de tiers

Congruence temporelle **Art. 33** Lorsque le bénéficiaire touche des prestations de tiers à titre rétroactif, l'autorité d'aide sociale fait valoir son droit au remboursement pour l'aide matérielle versée durant la période couverte par lesdites prestations (congruence temporelle).

Dette alimentaire **Art. 34** ¹ Le parent en ligne directe ascendante ou descendante avec le bénéficiaire est tenu de fournir des aliments à ce dernier s'il dispose d'un revenu annuel déterminant supérieur à 60 000 francs pour une personne seule, et à 80 000 francs pour une personne mariée.

² Les montants ci-dessus sont augmentés de 10 000 francs par enfant mineur ou en formation à charge.

³ Le revenu déterminant se calcule en additionnant le revenu imposable et la part de la fortune imposable convertie en revenu.

⁴ Un montant de 100 000 francs pour une personne seule, de 150 000 francs pour un couple marié et de 20 000 francs par enfant est déduit de la fortune imposable du débiteur de la dette alimentaire.

⁵ La conversion de la part de fortune imposable en revenu s'effectue selon le tableau suivant :

Age de l'assujetti	Part de la fortune convertie en revenu
18 à 30 ans	1/60
31 à 40 ans	1/50
41 à 50 ans	1/40
51 à 60 ans	1/30
plus de 61 ans	1/20

⁶ Le montant maximum exigible au titre de la créance d'aliment ne doit pas excéder la moitié du revenu disponible.

Communauté de
résidence ou de
vie

Art. 35 ¹ Lorsque le bénéficiaire vit en communauté familiale avec une autre personne, les revenus de cette dernière ne sont pas pris en considération dans son budget d'aide matérielle.

² La personne qui vit en communauté familiale avec le bénéficiaire doit cependant supporter la part des charges qui lui incombent (loyer, charges accessoires, assurances, taxes, etc.) et, le cas échéant, indemniser correctement le bénéficiaire pour la tenue du ménage et la garde des enfants.

³ Si un ou plusieurs bénéficiaires de l'aide sociale vivent en union libre, l'aide sociale est allouée de la même manière qu'à un couple marié.

SECTION 7 : Frais de placement

Placements
d'enfants
a) Placement
familial ordinaire

Art. 36 ¹ Pour un enfant ne présentant pas de difficultés particulières placé dans une famille d'accueil sans formation en éducation spécialisée, le montant admis à la répartition des dépenses de l'action sociale s'élève à 1 000 francs par mois.

² Un supplément éducatif de 300 francs par mois est octroyé pour chaque enfant.

³ Si des motifs particuliers dûment établis justifient une prise en charge plus lourde, le supplément éducatif de 300 francs peut être doublé.

b) Placement
dans une famille
spécialisée

Art. 37 Lorsque le placement doit s'effectuer dans une famille possédant une formation en éducation spécialisée, le montant admis à la répartition des dépenses de l'action sociale s'élève au maximum à 105 francs par jour, pour autant que la personne chargée de l'accueil soit au bénéfice de la formation requise.

c) Placement
dans des
institutions non
subventionnées

Art. 38 Pour le placement d'enfants dans des institutions non subventionnées, l'autorité d'aide sociale statue de cas en cas.

d) Obligation
des parents et
allocations
familiales

Art. 39 ¹ L'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte arrête la contribution des parents au montant déterminé pour les placements à l'Institut St-Germain, selon l'arrêté annuel du Département fixant les prix de pension dans les institutions jurassiennes.⁵⁾

² Lorsque les parents ne disposent pas de revenus ou ne disposent que de revenus insuffisants, les allocations familiales sont utilisées en priorité pour les frais de placement de l'enfant.

Placements
d'adultes

Art. 40 Pour le placement d'adultes, l'autorité d'aide sociale statue de cas en cas.

SECTION 8 : Dispositions finales

Droit supplétif

Art. 41 Les normes CSIAS font référence pour les situations non réglées dans le présent arrêté.

Directives

Art. 42 Le Département de la Santé et des Affaires sociales édicte les directives d'application nécessaires.

Entrée en
vigueur et
abrogation

Art. 43 Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2006. Il abroge l'arrêté du Gouvernement du 10 décembre 2002 fixant les normes applicables en matière d'aide sociale.

Delémont, le 8 novembre 2005

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Claude Hêche
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 850.1
- 2) RSJU 832.115
- 3) RS 210
- 4) Nouveaux montants selon le ch. I de l'arrêté du 7 décembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} février 2011
- 5) Nouvelle teneur selon l'article 34 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013 (RSJU 213.11)

Ordonnance concernant l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien

du 5 décembre 2000

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 39 de la loi du 21 juin 2000 sur l'aide au recouvrement, l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien^{[1](#)},

arrête :

Principe

Article premier ¹ Des avances ou des versements provisionnels ne peuvent être versés qu'au créancier dont le revenu et la fortune sont inférieurs aux montants fixés dans la présente ordonnance.

² Lorsque le créancier est un enfant, il est tenu compte du revenu et de la fortune du parent qui en a la garde ou, lorsqu'il est majeur, du parent chez lequel il vit.

³ Le revenu et la fortune entrant en considération sont le revenu mensuel net et la fortune imposable.

Revenu
déterminant

Art. 2 Au sens de la présente ordonnance, le revenu mensuel net comprend :

- a) tous les revenus en espèces et en nature provenant d'une activité lucrative dépendante ou indépendante, desquels ont été déduits les cotisations AVS, AI, APG, AC, les cotisations de la prévoyance professionnelle, à l'exclusion de celles destinées à un rachat, les primes obligatoires pour la couverture des accidents non professionnels (AANP), ainsi que, sur présentation des justificatifs, les frais de garde supportés durant le temps de travail, mais au maximum 2 000 francs par année pour chaque enfant de moins de 15 ans dont le créancier a la charge;
- b) les allocations familiales;
- c) le rendement imposable de la fortune mobilière et immobilière;
- d) les rentes viagères et autres revenus périodiques analogues;
- e) tous les revenus provenant de la prévoyance sociale ou professionnelle, y compris les prestations complémentaires AVS/AI;

- f) les autres revenus définis à l'article 22 de la loi d'impôt, à l'exclusion des pensions alimentaires et contributions d'entretien pour lesquelles le créancier sollicite des avances;
- g) les gains immobiliers.

Limites de
revenu

Art. 3 ¹ Les avances totales et partielles ne sont accordées que si le revenu mensuel net du créancier est inférieur à 2 908 francs.

² Cette limite est majorée comme suit par enfant dont le créancier a la charge :

- | | |
|--|-------------|
| a) pour les deux premiers enfants, par enfant | 738 francs; |
| b) pour les troisième et quatrième enfants, par enfant | 492 francs; |
| c) dès le cinquième enfant, par enfant | 246 francs. |

³ En cas de remariage du créancier ou de situation analogue, le revenu déterminant est celui du couple. La limite de revenu est alors majorée d'un montant net de 700 francs.

⁴ Lorsque le revenu déterminant est celui de l'enfant, les avances totales et partielles ne sont accordées que si le revenu mensuel net du créancier est inférieur à 2 226 francs.

Revenus de
l'enfant à charge

Art. 4 ¹ Les revenus de l'enfant dont le créancier a la charge s'ajoutent aux revenus de ce dernier pour la part dépassant le montant net de 300 francs par mois.

² Si l'enfant est au bénéfice d'une bourse de formation, cette dernière n'est pas prise en considération.

Limites de
fortune

Art. 5 ¹ La limite de fortune consiste en une fortune imposable de 30 000 francs ou, lorsque la fortune déterminante est celle de l'enfant, en une fortune imposable de 10 000 francs.

² En cas de remariage du créancier ou de situation analogue, la fortune déterminante est celle du couple.

³ Le Service de l'aide sociale peut déroger à cette limite lorsque l'on ne peut exiger du créancier qu'il réalise sa fortune immobilisée.

Fortune de
l'enfant à charge

Art. 6 La fortune de l'enfant dont le créancier a la charge s'ajoute à la fortune de ce dernier.

Montant des
prestations
a) Principe

Art. 7 Le montant des avances allouées représente la différence entre la limite de revenu (art. 3) et le revenu mensuel net du créancier (art. 2).

b) Limites

Art. 8 Le montant maximal d'avances consenti mensuellement par personne ne peut toutefois être supérieur au montant de la créance alimentaire déterminée judiciairement ou conventionnellement, ni dépasser les limites suivantes:

- | | |
|--|-------------|
| a) pour le conjoint | 704 francs; |
| b) pour les deux premiers enfants, par enfant | 738 francs; |
| c) pour les troisième et quatrième enfants, par enfant | 492 francs; |
| d) dès le cinquième enfant, par enfant | 246 francs. |

c) Revenus
complémentaires

Art. 9 ¹ Lorsque le créancier bénéficie de revenus qui s'ajoutent à la contribution d'entretien, tels que notamment des rentes complémentaires AI pour épouse ou des rentes pour enfant AI, le total de ces revenus et des avances consenties ne peut excéder le montant de l'avance maximale.

² Lorsque le créancier ne bénéficie de tels revenus complémentaires que postérieurement à la fixation de la contribution d'entretien, le Service de l'aide sociale réduit les avances du montant des revenus ainsi obtenus.

Versement des
avances

Art. 10 ¹ Il n'est procédé à aucun paiement inférieur à 100 francs.

² Les avances non versées sont reportées sur les avances à venir.

Indexation

Art. 11 ³⁾ Les montants fixés aux articles 3, alinéas 1 (uniquement la part dépassant le montant de 1 500 francs), 2 et 4 (uniquement la part dépassant le montant de 750 francs), et 8 de la présente ordonnance sont adaptés par voie d'arrêté au 1^{er} janvier, en fonction de l'évolution des montants destinés à la couverture des besoins vitaux définis par l'article 10, alinéa 1, lettre a, de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI. ²⁾

Clause
abrogatoire

Art. 12 L'ordonnance du 21 décembre 1982 fixant les limites de revenu et de fortune pour l'obtention d'une avance ou d'un versement provisionnel sur contribution d'entretien est abrogée.

Entrée en
vigueur

Art. 13 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

Delémont, le 5 décembre 2000

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Kohler
Le chancelier : Sigismond Jacquod

¹⁾ RSJU 851.1

²⁾ RS 831.30

³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 18 décembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Arrêté**portant adaptation des limites de revenu et de fortune ainsi que du montant maximal des avances en matière d'avance et de versement provisionnel de contributions d'entretien**

du 12 décembre 2006

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 23 de la loi du 21 juin 2000 sur l'aide au recouvrement, l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien¹⁾,

vu l'article 11 de l'ordonnance du 5 décembre 2000 concernant l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien (OARPA)²⁾,

considérant que les montants de référence destinés à la couverture des besoins vitaux pour les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité ont été adaptés avec effet au 1^{er} janvier 2013,⁴⁾

considérant que l'indice suisse des prix à la consommation a passé de 99,6 points en janvier 2000 à 105,9 points en octobre 2006, de sorte que la condition d'indexation se trouve ainsi réalisée,

arrête :

Article premier ¹ Les limites de revenu et de fortune pour les avances totales et partielles sont adaptées comme il suit :

- | | |
|--|------------------------------|
| – déduction maximale pour frais de garde
(art. 2, lettre a, OARPA) | 2 127 francs; |
| – limite de revenu, en général (art. 3, al. 1, OARPA) | 3 195 francs ⁵⁾ ; |
| – majorations (art. 3, al. 2, OARPA) : | |
| a) pour les deux premiers enfants, par enfant | 836 francs ⁵⁾ ; |
| b) pour les troisième et quatrième enfants, par enfant | 557 francs ⁵⁾ ; |
| c) dès le cinquième enfant, par enfant | 279 francs ⁵⁾ ; |
| – majoration de la limite de revenu pour les couples
(art. 3, al. 3, OARPA) | 744 francs; |
| – limite de revenu, pour les enfants (art. 3, al. 4, OARPA) | 2 469 francs ⁵⁾ ; |
| – franchise sur les revenus de l'enfant à charge
(art. 4, al. 1, OARPA) | 319 francs; |
| – limite de fortune, en général (art. 5, al. 1, OARPA) | 31 898 francs; |
| – limite de fortune, pour les enfants (art. 5, al. 1, OARPA) | 10 633 francs. |

² Le montant maximal des avances ne peut dépasser les limites suivantes (art. 8 OARPA) :

- | | |
|--|----------------------------|
| a) pour le conjoint | 800 francs ⁵⁾ ; |
| b) pour les deux premiers enfants, par enfant | 836 francs ⁵⁾ ; |
| c) pour les troisième et quatrième enfants, par enfant | 557 francs ⁵⁾ ; |
| d) dès le cinquième enfant, par enfant | 279 francs ⁵⁾ . |

³ La part des montants n'entrant pas en compte pour l'adaptation en fonction de l'évolution des montants destinés à la couverture des besoins vitaux définis par l'article 10, alinéa 1, lettre a, de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI³⁾ est adaptée comme il suit⁶⁾ :

- | | |
|------------------------------|---------------|
| – article 3, alinéa 1, OARPA | 1 595 francs; |
| – article 3, alinéa 4, OARPA | 797 francs. |

Art. 2 L'arrêté du 14 décembre 2004 portant adaptation des limites de revenu et du montant maximal des avances en matière d'avance et de versement provisionnel de contributions d'entretien est abrogé.

Art. 3 Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Delémont, le 12 décembre 2006

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

¹⁾ RSJU 851.1

²⁾ RSJU 851.11

³⁾ RS 831.30

⁴⁾ Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de l'arrêté du 16 décembre 2008, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009. Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de l'arrêté du 7 décembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011. Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de l'arrêté du 18 décembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013.

⁵⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 16 décembre 2008, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 7 décembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 18 décembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013.

⁶⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 18 décembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Ordonnance concernant le placement d'enfants

du 30 avril 2002

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 316 du Code civil suisse¹⁾,

vu l'ordonnance fédérale du 19 octobre 1977 réglant le placement d'enfants²⁾,

vu l'article 52 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale³⁾,

vu les articles 6, alinéa 2, et 7 du décret du 21 novembre 2001 concernant les institutions sociales⁴⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

But et champ
d'application

Article premier ¹ La présente ordonnance vise à régler les modalités d'autorisation et de surveillance des mineurs placés hors du foyer familial.

² Elle s'applique au placement auprès de parents nourriciers, au placement à la journée et au placement en institution de mineurs domiciliés ou séjournant dans le Canton.

³ Les haltes-garderies et les colonies de vacances sont également soumises à la présente ordonnance.

⁴ Les dispositions du décret concernant les institutions sociales demeurent réservées.

Terminologie

Art. 2 Les termes de la présente ordonnance qui désignent des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Autorité centrale
cantonale en
matière
d'adoption

Art 3 Le Service de l'action sociale est l'autorité centrale cantonale en matière d'accueil des enfants en vue d'adoption.

Coordination,
assistance et
conseil

Art. 4 ¹ Le Service de l'action sociale assume, en collaboration avec l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, la coordination des tâches de surveillance des placements d'enfants.⁶⁾

² Il soutient et conseille les autorités, institutions et autres organisations en matière de placement d'enfant.

³ Il établit des statistiques qui renseignent sur le nombre d'enfants placés dans le canton du Jura.

⁴ Il veille à ce que les enfants placés soient assurés de manière suffisante contre les conséquences d'un accident et en matière de responsabilité civile.

Devoir de
discrétion

Art. 5 Les personnes et autorités chargées de la surveillance des enfants placés sont tenues au secret à l'égard des tiers.

Conditions
générales
d'accueil

Art. 6 Une communauté domestique ne peut accueillir des enfants que lorsque :

- a) les qualités personnelles, les aptitudes éducatives et l'état de santé des personnes qui accueillent l'enfant dans leur ménage, ainsi que les conditions de logement offrent toute garantie que l'enfant placé bénéficiera de soins, d'une éducation et d'une formation adéquats;
- b) le bien-être des autres enfants vivant dans la communauté domestique est sauvegardé.

Frais de
placement

Art. 7 ¹ Les frais de placement sont à la charge des parents conformément à leur obligation d'entretien et dans la mesure de leurs possibilités financières.

² S'il y a lieu, la commune dont relève l'autorité qui a ordonné le placement, ou à défaut celle tenue à fournir des prestations d'aide sociale, avance les frais de placement. Elle en exige le remboursement conformément à l'alinéa 1 et porte le découvert éventuel à la répartition des dépenses.

SECTION 2 : Placement auprès de parents nourriciers

Principe de
l'autorisation

Art. 8 ¹ Le placement de mineurs auprès de parents nourriciers pendant plus de trois mois ou pour une durée indéterminée est soumis à autorisation, quel que soit l'auteur du placement.

² L'autorisation est également requise :

- a) lorsque l'enfant ne passe pas les fins de semaine chez ses parents nourriciers;
- b) lorsque l'enfant est placé dans sa parenté.

Autorités
compétentes

Art. 9 ¹ L'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte est compétente pour délivrer l'autorisation aux parents nourriciers.⁶⁾

² Le Département de la Santé et des Affaires sociales (dénommé ci-après : "Département") délivre les autorisations aux familles spécialisées.

Limites d'accueil
a) par des
parents
nourriciers

Art. 10 ¹ Les parents nourriciers peuvent accueillir au maximum trois enfants.

² La communauté domestique ne saurait comprendre plus de six enfants âgés de moins de 15 ans.

b) par des
familles
spécialisées

Art. 11 ¹ L'accueil d'enfants à difficultés particulières peut être confié à une famille d'accueil spécialisée, dont la personne qui s'occupe prioritairement des enfants est au bénéfice d'une formation reconnue par le Service de l'action sociale et d'une expérience professionnelle de deux ans au moins.

² Elle peut accueillir trois enfants au maximum.

³ La communauté domestique ne saurait comprendre plus de six enfants au maximum âgés de moins de 15 ans.

Procédure
d'autorisation
a) But

Art. 12 La procédure d'autorisation sert à vérifier si la communauté domestique appelée à accueillir l'enfant satisfait aux exigences légales fédérales et cantonales en la matière.

b) Ouverture de
l'enquête

Art. 13 ¹ Dès qu'elle a connaissance d'un projet de placement, l'autorité compétente ouvre une procédure d'autorisation et en informe les futurs parents d'accueil.

² Elle vérifie si les conditions d'accueil sont remplies; elle peut confier un mandat d'enquête à un service social.

³ Elle constitue un dossier qui indique l'identité de l'enfant et des parents nourriciers, les raisons et les objectifs du placement, le début et la fin de ce dernier, les constatations du référent de placement et, le cas échéant, les mesures prises.

⁴ Les enquêtes portant sur des placements en vue d'adoption sont conduites par le Service de l'action sociale.

c) Autorisation, adaptation

Art. 14 ¹ L'autorité compétente délivre l'autorisation si la communauté domestique d'accueil remplit toutes les conditions; l'autorisation indique le nom de l'enfant placé et fixe, au besoin, des conditions particulières.

² L'autorité adapte l'autorisation aux modifications intervenues au sein de la communauté domestique d'accueil; les parents nourriciers sont tenus de lui signaler toute modification importante.

³ Le Service de l'action sociale délivre les autorisations provisoires et définitives des placements en vue d'adoption sur préavis de l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.⁶⁾

d) Contrat de placement, conseils, tarifs

Art. 15 ¹ L'autorité compétente invite les parents d'accueil à conclure un contrat de placement; elle leur fournit les conseils nécessaires.

² Le Département arrête les tarifs pour la rémunération et l'indemnisation des parents d'accueil.

³ Les tarifs ont valeur de recommandation pour les parties au contrat de placement; ils constituent le plafond maximal s'il y a lieu d'admettre les rémunérations et indemnisations à la répartition des charges de l'action sociale.

e) Retrait

Art. 16 L'autorité compétente retire l'autorisation aux conditions fixées par le droit fédéral (art. 20 de l'ordonnance fédérale réglant le placement d'enfants).

Surveillance

Art. 17 ¹ L'autorité désigne un référent de placement chargé de veiller au respect des conditions d'accueil de l'enfant placé; elle confie ce mandat à un professionnel si les circonstances le commandent (surveillance éducative)⁵⁾.

² Le référent de placement rend les visites nécessaires aux parents d'accueil, mais au moins une fois par année. Il les conseille et les aide à surmonter les difficultés qui se présentent; il collabore avec l'auteur du placement.

³ L'autorité peut renoncer à la désignation d'un référent de placement :

- a) lorsque l'enfant est assisté ou représenté par un tuteur ou un curateur nommé en vertu de l'article 308 CC;
- b) lorsque le représentant légal ou l'auteur du placement est à même de veiller au respect des conditions de placement;
- c) lorsque d'autres raisons permettent de conclure que toute atteinte portée aux intérêts de l'enfant paraît exclue.

⁴ Le Service de l'action sociale assume la surveillance des placements en vue d'adoption.

Formation et
conseil

Art. 18 ¹ Le Service de l'action sociale veille à ce que les parents d'accueil puissent bénéficier d'une formation.

² Il organise, en collaboration avec d'autres organismes, la formation et les conseils en faveur de l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte et des parents d'accueil.⁶⁾

SECTION 3 : Placement à la journée

Obligation
d'annoncer

Art. 19⁶⁾ Les personnes qui, publiquement s'offrent à accueillir régulièrement dans leur foyer, à la journée et contre rémunération, des enfants de moins de 12 ans, doivent l'annoncer à l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.

Limites d'accueil

Art. 20 ¹ La communauté domestique peut accueillir au maximum trois enfants âgés de moins de 15 ans placés à la journée.

² Elle ne saurait comprendre en tout plus de six enfants âgés de moins de 15 ans.

Surveillance

Art. 21 ¹ L'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte veille à ce que les enfants placés à la journée soient accueillis dans de bonnes conditions.⁶⁾

² Elle prend les mesures de surveillance prévues à l'article 12 de l'ordonnance fédérale réglant le placement d'enfants.

³ L'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte tient des dossiers indiquant l'identité des enfants, le nombre de places, les résultats des visites et, le cas échéant, les mesures prises.⁶⁾

SECTION 4 : Placement dans des institutions

Institutions
soumises à
autorisation
a) Parents
nourriciers et
familles
spécialisées

Art. 22 Les parents nourriciers et les familles spécialisées souhaitant accueillir plus de trois enfants âgés de moins de 15 ans sont soumis à l'autorisation préalable du Département conformément aux articles 6 et suivants du décret concernant les institutions sociales.

b) Crèches,
garderies, jardins
d'enfants et
unités d'accueil
pour écoliers

Art. 23 ¹ Les crèches, les garderies, les jardins d'enfants, les crèches à domicile et les unités d'accueil pour écoliers sont régis par le décret concernant les institutions sociales.

² Pour les crèches à domicile, l'autorisation est délivrée à l'organisation responsable.

SECTION 5 : Haltes-garderies et colonies de vacances

Haltes-garderies

Art. 24 ¹ Les haltes-garderies sont tenues de requérir une autorisation auprès de l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.⁶⁾

² Sont considérées comme telles les institutions qui accueillent à des fins de socialisation et d'occupation des enfants de trois à cinq ans, en principe par intermittence, au maximum à raison de trois heures par jour et de trois demi-journées par semaine.

Colonies et
camps de
vacances

Art. 25⁶⁾ ¹ L'organisateur d'une colonie et/ou d'un camp de vacances est tenu d'annoncer ceux-ci à l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.

² L'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte exerce la surveillance des conditions d'accueil des enfants et ordonne les mesures de protection indispensables, en ce qui concerne notamment l'équipement et l'aménagement des bâtiments, ainsi que les conditions de sécurité et d'hygiène.

SECTION 6 : Dispositions finales

Exécution **Art. 26** Le Département édicte les directives nécessaires à l'exécution de la présente ordonnance.

Abrogation **Art. 27** Sont abrogées :

1. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les foyers scolaires et homes d'enfants entretenus ou subventionnés par l'Etat;
2. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'installation et l'exploitation de homes privés pour enfants;
3. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la surveillance des enfants placés en pension.

Entrée en vigueur **Art. 28** La présente ordonnance prend effet le 1^{er} janvier 2002.

Delémont, le 30 avril 2002

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Anita Rion
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RS 210
- 2) RS 211.222.338
- 3) RSJU 850.1
- 4) RSJU 850.11
- 5) Art. 307, al. 3, CC (RS 210)
- 6) Nouvelle teneur selon l'article 35 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013 (RSJU 213.11)

Loi sur la politique de la jeunesse

du 22 novembre 2006

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu la convention de New York du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant¹⁾,

vu les articles 11 et 67 de la Constitution fédérale²⁾,

vu l'article 74 de la loi scolaire du 20 décembre 1990³⁾,

vu les articles premier et 12 de la loi du 13 décembre 1990 sur la formation professionnelle⁴⁾,

vu les articles 2, lettres d et e, et 21, alinéa 1, chiffre 4, du décret du 21 novembre 2001 concernant les institutions sociales⁵⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Champ
d'application

Article premier La présente loi s'applique à la jeunesse domiciliée ou résidant dans le canton du Jura.

Définitions

Art. 2 ¹ La jeunesse comprend les enfants et les jeunes.

² Par enfant, il faut entendre tout être humain âgé de moins de 18 ans.

³ Par jeune, il faut entendre tout être humain âgé de 18 ans révolus et de moins de 25 ans.

⁴ Demeurent réservées les prescriptions particulières d'autres législations.

Egalité entre les sexes

Art. 3 Toute désignation de personne, de statut, de fonction ou de profession utilisée dans la présente loi s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes.

Buts

Art. 4 La présente loi poursuit notamment les buts suivants :

- a) promouvoir les conditions propres à favoriser un développement harmonieux de la jeunesse;
- b) soutenir les projets intéressant la jeunesse ou conçus par elle;
- c) soutenir les organismes de jeunesse ou s'occupant de la jeunesse, en particulier les associations socio-culturelles et sportives;
- d) prévenir les situations et les facteurs sources de danger pour la jeunesse et promouvoir les comportements responsables, favorables à la santé;
- e) veiller à l'existence d'un système efficace de protection de la jeunesse.

Principes

Art. 5 ¹ La responsabilité de pourvoir aux soins, à l'entretien et à l'éducation de l'enfant incombe en premier lieu à ses parents.

² Toute décision prise en vertu de la présente loi doit l'être dans l'intérêt supérieur de l'enfant, dans le respect des droits fondamentaux de toutes les personnes concernées et du principe de subsidiarité.

³ L'enfant a le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question le concernant; son avis est pris en considération en tenant compte de son âge et de son degré de maturité.

SECTION 2 : Des diverses mesures

Promotion de la jeunesse

Art. 6 ¹ En vue de promouvoir la jeunesse, l'Etat, en collaboration avec les autres collectivités publiques et les organisations privées, prend les mesures utiles afin de conduire une politique de la jeunesse respectueuse des besoins de celle-ci.

² La promotion de la jeunesse comprend :

- a) l'identification des besoins des jeunes, la définition d'objectifs clairs et la mise en place de moyens susceptibles de promouvoir une politique de la jeunesse;

- b) l'encouragement des activités sortant du cadre scolaire, en veillant à favoriser la responsabilité, la socialisation, l'autonomie et le bien-être de la jeunesse;
- c) la promotion du dialogue entre la jeunesse et les collectivités publiques.

Soutien aux
activités de
jeunesse

Art. 7 ¹ L'Etat favorise et soutient les activités des organismes de jeunesse ou s'occupant de la jeunesse.

² Il veille à la coordination entre les activités des différents organismes.

³ Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, l'octroi de prestations financières en faveur de ces organismes. Les règles en matière de subventionnement des institutions sociales demeurent réservées.

Prévention,
programmes

Art. 8 ¹ L'Etat met sur pied et organise des mesures et des programmes de prévention susceptibles de renforcer la capacité de la jeunesse à faire face à des situations critiques ou propres à identifier et à réduire les facteurs de mise en danger de la jeunesse dans son développement physique ou psychique.

² Il organise également des mesures et programmes de sensibilisation et de formation à l'intention des personnes s'occupant de la jeunesse.

³ Peuvent en particulier bénéficier du soutien de l'Etat les programmes de prévention des diverses formes de violence, du tabagisme, de l'alcoolisme et des autres formes de dépendances, dans la mesure où ils concernent la jeunesse.

⁴ Demeurent réservées les règles applicables aux mesures et aux programmes soumis à d'autres réglementations, en particulier dans les domaines de la santé publique, de l'action sociale, de l'éducation et de la formation.

Espaces de
dialogue

Art. 9 ¹ L'Etat encourage la création d'un espace de dialogue dans les établissements de la scolarité obligatoire et dans les établissements de formation du degré secondaire II.

² Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports édicte les directives nécessaires à ce sujet.

Lieux de
rencontres

Art. 10 ¹ L'Etat et les communes veillent à l'existence de lieux de rencontres pour la jeunesse dans chaque district.

² L'encadrement y est assuré par des animateurs socio-culturels.

Protection de la
jeunesse

Art. 11 ¹ La protection de la jeunesse consiste en aide volontaire et en mesures de droit civil et de droit pénal. Elle relève des organismes publics ou privés œuvrant dans ce domaine, de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, des tribunaux civils et du Tribunal des mineurs. ¹⁰⁾

² L'aide volontaire, ponctuelle ou suivie, est apportée à la demande de l'intéressé ou de son représentant légal, par les services sociaux régionaux et les organismes publics ou privés œuvrant dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la formation et de l'insertion professionnelle, dans le cadre de leurs attributions.

³ Les mesures de droit civil sont ordonnées par l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte et par les tribunaux civils; elles sont exécutées par les services sociaux régionaux et les institutions éducatives et médicales cantonales et extracantonales et, le cas échéant, par les privés désignés à cet effet. Demeurent réservées les compétences d'autres organismes dans les cas d'urgence. ¹⁰⁾

⁴ Les mesures de droit pénal sont ordonnées et exécutées par le Tribunal des mineurs, en collaboration, le cas échéant, avec les institutions éducatives et médicales cantonales et extracantonales.

Droit d'aviser

Art. 12 ¹⁰⁾ Toute personne qui constate ou dispose d'éléments fondés pour présumer qu'un enfant est victime de mauvais traitements, de quelque nature que ce soit, ou ne reçoit pas les soins et l'attention commandés par les circonstances, a le droit d'en informer l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.

Obligation de
signaler

Art. 13 ¹ Tout agent public cantonal ou communal qui acquiert connaissance, dans l'exercice de ses fonctions, qu'un enfant est victime de mauvais traitements, de quelque nature que ce soit, ou ne reçoit pas les soins et l'attention commandés par les circonstances, est tenu d'en informer l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte ou son supérieur hiérarchique à l'intention de cette dernière. ¹⁰⁾

² La même obligation incombe à toute personne qui, à titre professionnel, a des contacts réguliers avec des enfants. Dans les institutions, l'obligation de signaler échoit à la direction, au responsable ou au personnel désigné à cet effet.

³ L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte avise, s'il y a lieu, les autorités de justice pénale.^{[10\)](#)}

⁴ Demeurent réservées les règles fédérales et cantonales en matière d'aide aux victimes d'infraction.

SECTION 3 : Organisation

Gouvernement **Art. 14** Le Gouvernement exerce la haute surveillance sur l'application de la présente loi.

Département de la Santé et des Affaires sociales **Art. 15** ¹ Le Département de la Santé et des Affaires sociales prend les mesures utiles en vue de promouvoir et de soutenir les activités des organismes de jeunesse ou s'occupant de la jeunesse.

² Il veille à une collaboration efficace avec le Département de la Formation, de la Culture et des Sports, ainsi qu'entre les autorités et les organismes qui œuvrent en faveur de la jeunesse, en particulier entre les autorités administratives cantonales et communales, les autorités scolaires, le corps enseignant, les associations d'aide à l'enfance, les organisations de jeunesse, les associations socio-culturelles et sportives, les associations de parents, le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire, les services sociaux régionaux, l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, les autorités judiciaires, le Centre médico-psychologique, l'Office de la culture, l'Office des sports, la Police, les infirmières scolaires, les professionnels de la santé et les autres services spécialisés privés ou publics.^{[10\)](#)}

³ Il informe la population sur les organismes publics et privés qui sont actifs dans le domaine de la jeunesse et fournissent des mesures d'aide.

⁴ Il exerce toutes les tâches découlant de la présente loi qui ne sont pas expressément attribuées à une autre autorité.

Parlement de la
jeunesse

Art. 16 ¹ Il est créé un Parlement de la jeunesse composé de trente membres représentant la jeunesse de tout le Canton.

² Les membres sont élus dans les écoles du degré secondaire II du Canton ou par le biais du dispositif prévu à l'alinéa 3.

³ Le Gouvernement prévoit un mode d'élection complémentaire permettant aux enfants et aux jeunes sortis de la scolarité obligatoire, fréquentant un établissement du degré secondaire II sis hors du Canton ou n'étant pas scolarisés, d'exercer leur droit de vote et d'éligibilité.

⁴ Au moment de l'élection, le candidat doit être âgé de 15 à 18 ans révolus.

⁵ L'élection a lieu tous les deux ans.

Fonctionnement

Art. 17 ¹ Le Parlement de la jeunesse fonctionne de la même manière que le Parlement. Il entretient des relations avec ce dernier.

² Le Parlement de la jeunesse tient de deux à cinq séances par année.

³ Il arrête son règlement d'organisation.

⁴ Le Président du Parlement de la jeunesse et quatre autres membres élus par le plenum forment le bureau du Parlement de la jeunesse.

⁵ Le Secrétariat du Parlement assume le secrétariat et l'administration du Parlement de la jeunesse.

⁶ Le Gouvernement règle dans une ordonnance les détails relatifs à la composition, à l'élection et aux principes de fonctionnement du Parlement de la jeunesse. Il arrête les montants qui lui sont alloués.

Sollicitation

Art. 18 ¹ Le Parlement de la jeunesse arrête l'objet de ses délibérations sous forme de sollicitation.

² La sollicitation est transmise par le Secrétariat du Parlement au Gouvernement, qui en examine la validité. En cas d'invalidation, le Gouvernement la classe sans suite et en informe le Parlement de la jeunesse.

³ Le Gouvernement traite les sollicitations qui sont de son ressort. Il transmet au Parlement celles qui sont de la compétence de ce dernier, accompagnées d'un rapport explicatif et de propositions sur la suite à donner.

⁴ Dès réception de la sollicitation, le Gouvernement informe dans un délai de quatre mois le Parlement de la jeunesse sur la suite donnée à celle-ci.

Bureau du
Parlement de la
jeunesse

Art. 19 ¹ Le bureau du Parlement de la jeunesse accomplit les tâches qui lui sont dévolues par le règlement d'organisation de ce dernier et par voie d'ordonnance du Gouvernement.

² Il fonctionne comme intermédiaire afin de permettre à la jeunesse de faire valoir ses aspirations et ses préoccupations, ainsi que de formuler des propositions et de s'engager dans certaines réalisations.

Délégué à la
jeunesse

Art. 20 ¹ Il est créé un poste de délégué à la jeunesse. Ce dernier est rattaché au Service de l'action sociale.

² Le délégué a notamment les attributions suivantes :

- a) il sensibilise et informe le public, spécialement la jeunesse en matière de droits des enfants;
- b) il exerce des fonctions d'ombudsman;
- c) il se tient à la disposition de la jeunesse, des parents ou d'autres adultes pour les informer et les conseiller, par les moyens de communication usuels ou lors d'entretiens, sur des questions relatives à la jeunesse; le cas échéant, il dirige les intéressés vers les services ou les organismes susceptibles d'apporter le soutien nécessaire;
- d) il organise des débats, des séminaires ou d'autres manifestations concernant la jeunesse;
- e) il exécute les tâches que lui confie le Département de la Santé et des Affaires sociales.

³ Le délégué à la jeunesse consacre une part prépondérante de son temps à des activités dans le terrain. Il est en particulier en lien étroit avec le Parlement de la jeunesse et les lieux de rencontres implantés dans les districts.

Collaboration
intercantonale

Art. 21 D'entente avec le canton de Berne, le Parlement de la jeunesse et le poste de délégué à la jeunesse peuvent être institués dans le cadre de la collaboration interjurassienne.

Commission de
coordination

Art. 22 ¹ Il est institué une commission de coordination.

² La commission assure la liaison entre les services publics et les organismes privés s'occupant de la jeunesse. Elle veille à la cohérence des actions entreprises.

³ Elle est en relation avec le Parlement de la jeunesse et à l'écoute des aspirations, des préoccupations et des problèmes de la jeunesse du Canton.

⁴ Elle peut formuler des propositions à l'intention des départements concernés et du Gouvernement.

⁵ Elle est composée d'au moins neuf membres issus des milieux concernés, nommés par le Gouvernement pour la législature; leur mandat est renouvelable. Deux membres du bureau du Parlement de la jeunesse en font partie de droit. [9\)](#)

⁶ Le délégué à la jeunesse participe aux séances de la commission avec voix consultative.

⁷ Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, la composition, les attributions et le fonctionnement de la commission.

SECTION 4 : Financement

Financement

Art. 23 ¹ Les mesures et l'organisation prévues dans la présente loi sont financées de la même manière que les institutions sociales soumises à la législation en la matière. Les frais de fonctionnement du Parlement de la jeunesse et de la commission de coordination sont supportés intégralement par l'Etat.

² Les subventions versées à cet effet sont sujettes à la répartition des dépenses de l'action sociale conformément aux règles en la matière. En ce qui concerne les lieux de rencontres pour la jeunesse, seuls sont admis les frais de rémunération du personnel d'animation.

³ Demeurent réservées les subventions versées sur la base d'autres législations.

SECTION 5 : Dispositions finales

Exécution **Art. 24** ¹ Le Gouvernement est chargé de l'exécution de la présente loi.

² Il édicte les dispositions nécessaires.

Modification du droit en vigueur **Art. 25** La loi d'introduction du Code civil suisse⁶⁾ est modifiée comme il suit :

Article 26

...⁷⁾

Référendum **Art. 26** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en vigueur **Art. 27** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur⁸⁾ de la présente loi.

Delémont, le 22 novembre 2006

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

1) RS 0.107

2) RS 101

3) RSJU 410.11

4) RSJU 413.11

5) RSJU 850.11

6) RSJU 211.1

7) Texte inséré dans ladite loi

8) 1^{er} février 2007

- ⁹⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XXV de la loi du 1^{er} septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010
- ¹⁰⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XXIV de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Ordonnance sur la protection contre les incendies et les dangers naturels et sur le ramonage

du 18 novembre 2008

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu la loi du 21 novembre 2007 sur la protection contre les incendies et les éléments naturels (dénommée ci-après : " la loi")¹,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Terminologie

Terminologie

Article premier Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

CHAPITRE II : Mesures de protection

Mesures dans
des cas
particuliers

Art. 2 Si, dans un cas particulier, le danger d'incendie ou celui lié aux dangers naturels s'écarte à tel point de l'ordinaire que les exigences prescrites s'avèrent insuffisantes ou disproportionnées, les mesures à prendre seront complétées ou réduites en conséquence.

Obligation
d'annonce

Art. 3 ¹ Après la réalisation des mesures de protection exigées, le propriétaire ou son représentant doit confirmer à l'autorité compétente que les travaux sont conformes aux prescriptions.

² Un contrôle par l'autorité compétente demeure réservé.

Contrôle
périodique

Art. 4 Au cours du contrôle périodique, l'autorité compétente doit notamment vérifier :

- a) si toutes les installations thermiques sont entretenues conformément aux prescriptions;
- b) si les matières combustibles sont entreposées à une distance suffisante des installations thermiques;

- c) si les cages d'escalier et toutes les voies d'évacuation ne sont pas encombrées;
- d) si les installations et engins d'extinction exigés sont en état de fonctionner;
- e) si les carburants ou d'autres matières facilement inflammables sont entreposés conformément aux prescriptions;
- f) si les véhicules, engins ou machines dotés de moteurs à explosion sont placés ou installés selon les prescriptions;
- g) si toutes les autres installations et dispositifs de protection contre l'incendie sont conformes aux exigences en vigueur;
- h) si les mesures de protection contre les dangers naturels sont respectées ou doivent être prises.

Prescriptions
techniques et
normes

Art. 5 Les prescriptions et recommandations techniques d'organismes spécialisés reconnus du domaine de la protection contre les incendies et les dangers naturels déclarées de force obligatoire (art. 6 de la loi), de même que les normes reconnues des associations professionnelles et d'autres organismes en matière de stabilité et de sécurité structurale applicables (art. 18 de la loi) sont énumérées à l'annexe 1.

CHAPITRE III : Organisation du ramonage

SECTION 1 : Maîtres ramoneurs d'arrondissement

Arrondissements
de ramonage

Art. 6 ¹ Le Gouvernement délimite les arrondissements de ramonage en veillant à répartir la charge de travail de manière égale entre les différents arrondissements.

² Chaque arrondissement assurera un plein emploi au maître ramoneur titulaire et, en règle générale, à un employé et à un apprenti.

³ Les communes peuvent, au besoin, être réparties entre plusieurs arrondissements.

⁴ Le département auquel est rattaché l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (dénommé ci-après : "le Département") est habilité à apporter des modifications mineures aux limites des arrondissements.

Maîtres
ramoneurs
d'arrondissement
a) Nomination,
durée des
fonctions

Art. 7 ¹ Le Département nomme à la tête de chaque arrondissement, après mise au concours publique, un maître ramoneur titulaire de la maîtrise fédérale.

² Il peut exiger des candidats toute pièce justificative utile, notamment un extrait du casier judiciaire ou une attestation de la connaissance des mesures de prévention contre les incendies délivrée par l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (dénommé ci-après : "ECA Jura")

³ Le titulaire de l'arrondissement ou ses employés ont seuls le droit de nettoyer les installations thermiques soumises au ramonage en vertu de l'annexe 2.

⁴ Le titulaire est nommé pour la législature. Il peut être reconduit dans ses fonctions jusqu'à la fin de l'année civile au cours de laquelle il atteint l'âge de la retraite AVS.⁶⁾

⁵ Après sa nomination, le maître ramoneur d'arrondissement doit faire la promesse solennelle devant le chef du Département, conformément à l'ordonnance du 28 septembre 1983 sur la promesse solennelle²⁾.

b) Démission

Art. 8 Le maître ramoneur d'arrondissement peut démissionner de ses fonctions moyennant un préavis de six mois adressé par écrit au Département.

c) Décès,
empêchement

Art. 9 ¹ Si, en cours de période, le titulaire d'un arrondissement décède ou est empêché durablement d'assumer la responsabilité de son arrondissement, le Département peut autoriser un maître ramoneur à reprendre temporairement cette fonction.

² L'autorisation devient caduque lorsqu'un nouveau maître ramoneur d'arrondissement a été nommé ou que l'empêchement a cessé. Elle peut être révoquée lorsque des raisons importantes le justifient.

d) Mesures
disciplinaires,
révocation

Art. 10 ¹ Le maître ramoneur d'arrondissement qui enfreint les devoirs de sa charge, intentionnellement ou par négligence, est passible d'une sanction disciplinaire prononcée par le Département.

² Les sanctions disciplinaires sont les suivantes :

- a) le blâme;
- b) l'amende jusqu'à 300 francs;
- c) la suspension;
- d) la révocation.

³ Pour le surplus, la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura³⁾ est applicable par analogie à la procédure disciplinaire.

SECTION 2 : Employés et apprentis

Employés **Art. 11** Les employés du maître ramoneur d'arrondissement doivent être titulaires du certificat fédéral de capacité de ramoneur.

Apprentis **Art. 12** ¹ La formation d'apprentis se fait conformément à la législation fédérale et cantonale sur la formation professionnelle.

² Le maître ramoneur d'arrondissement et ses employés qualifiés veillent à assurer l'encadrement nécessaire des apprentis.

Responsabilité **Art. 13** Le maître ramoneur d'arrondissement répond envers les tiers, conformément aux dispositions du Code des obligations, du travail accompli par ses employés et apprentis.

SECTION 3 : Tâches du maître ramoneur d'arrondissement

Nettoyages; fréquence **Art. 14** ¹ Toutes les installations thermiques soumises au ramonage, désignées à l'annexe 2, doivent être nettoyées conformément aux règles de l'art.

² Les fréquences de nettoyage sont également fixées à l'annexe 2. En cas de contestation, l'ECA Jura rend une décision.

Contrôles **Art. 15** ¹ Lors du nettoyage, les installations thermiques soumises au ramonage font l'objet d'un contrôle du respect des mesures de protection contre les incendies.

² Les installations qui ne sont pas ou peu utilisées doivent être contrôlées au moins une fois par année.

Installations non conformes

Art. 16 ¹ Si le ramoneur constate qu'une installation ne respecte pas les mesures de protection contre les incendies, il en informe immédiatement par écrit le propriétaire et l'exploitant ainsi que, si nécessaire, l'ECA Jura. Il fixe un délai raisonnable pour remédier aux déficiences constatées. Si les déficiences n'ont pas été éliminées à l'échéance du délai, il en informe l'autorité compétente qui ordonne les mesures nécessaires.

² En cas de danger particulièrement grand, l'autorité compétente de même que le maître ramoneur d'arrondissement peuvent ordonner des mesures urgentes conformément aux articles 22 et 23 de la loi. L'exécution par substitution demeure réservée.

Nettoyages et contrôles extraordinaires

Art. 17 Les propriétaires et les exploitants peuvent demander en tout temps et à leurs frais le nettoyage et le contrôle de leurs installations.

Avis de nettoyage

Art. 18 ¹ La date du nettoyage est communiquée au moins trois jours à l'avance, de la manière usuelle, aux personnes concernées. Il peut être renoncé à l'avis lorsque la situation le permet (entente avec les personnes concernées, accès libre à l'installation, etc.).

² Si le nettoyage ne peut avoir lieu au moment prévu, la personne concernée est tenue d'en avertir immédiatement le maître ramoneur d'arrondissement. L'article 33, alinéa 3, demeure réservé.

Travaux comportant un danger

Art. 19 Le brûlage de cheminées ou d'autres travaux du ramoneur comportant un danger important d'incendie ou d'explosion ne peuvent être effectués que lorsque les mesures de protection nécessaires auront été prises d'entente avec le commandant du service de défense contre l'incendie et de secours.

Listes des contrôles

Art. 20 ¹ Le maître ramoneur d'arrondissement doit tenir :

- a) un inventaire de toutes les installations thermiques ainsi que des nettoyages effectués;
- b) une liste mentionnant les déficiences constatées, les délais fixés pour y remédier ainsi que la date de mise en conformité de l'installation.

² L'ECA Jura peut prendre connaissance en tout temps de ces documents.

SECTION 4 : Obligations du propriétaire de l'immeuble et des locataires

Comportement
et obligation de
renseigner

Art. 21 ¹ Le propriétaire de l'immeuble et ses locataires ne doivent pas gêner le maître ramoneur d'arrondissement et ses employés et apprentis dans l'accomplissement de leurs tâches.

² Ils sont tenus de fournir tout renseignement qui pourrait leur être demandé au sujet des installations soumises au ramonage et au contrôle.

Annonce des
changements

Art. 22 Tout changement de propriétaires ou de locataires doit être préalablement annoncé au maître ramoneur d'arrondissement en vue d'un contrôle ou d'un nettoyage des installations thermiques.

Art. 23 En cas de refus injustifié de la part des personnes concernées de permettre le nettoyage d'une installation ou d'impossibilité répétée d'y procéder, le maître ramoneur d'arrondissement en avertit l'ECA Jura, qui ordonne les mesures nécessaires. La poursuite pénale demeure réservée.

CHAPITRE IV : Tarif de ramonage

Champ
d'application

Art. 24 Le tarif de ramonage détermine les indemnités revenant au maître ramoneur d'arrondissement pour l'exécution des travaux de nettoyage et des tâches de contrôle.

Composition de
l'indemnité

Art. 25 ¹ L'indemnité rétribuant l'activité du maître ramoneur se compose de la taxe de base et de la taxe par objet ou de la taxe de base et de la taxe selon le temps effectif.

² Le calcul de la taxe de base et de la taxe par objet n'est pas influencé par le fait que les travaux sont exécutés par le maître ramoneur d'arrondissement, par un employé ou par un apprenti. Le salaire horaire du maître ramoneur est seul déterminant pour le calcul de la taxe.

³ La taxe de base, la taxe par objet, la taxe selon le temps effectif ainsi que le salaire horaire sont mentionnés dans l'annexe 3.

Taxe de base	<p>Art. 26 ¹ La taxe de base englobe tous les frais découlant notamment du déplacement jusqu'au lieu de travail, de l'avis de nettoyage, de la préparation du travail, de l'équipement utilisé, de l'élimination des déchets ainsi que du travail administratif et de rétablissement.</p> <p>² Le temps de travail permettant de déterminer la taxe de base est fixé forfaitairement conformément au chiffre I de l'annexe 3.</p>
Taxe par objet	<p>Art. 27 La taxe par objet couvre les travaux exécutés sur l'installation thermique, les opérations de contrôle nécessaires et les conseils donnés. Les temps de travail permettant de déterminer la taxe par objet sont fixés forfaitairement conformément au chiffre II de l'annexe 3.</p>
Exception	<p>Art. 28 Si, en raison du fort ou du faible encrassement de l'installation, la différence entre le temps imparti pour le calcul de la taxe par objet et celui effectivement consacré aux travaux est supérieure à 20 %, mais d'au moins 10 minutes, la taxe selon le temps effectif est applicable pour la facturation.</p>
Taxe selon le temps effectif	<p>Art. 29 La taxe selon le temps effectif est applicable à toutes les activités pour lesquelles le temps effectif est prévu au chiffre II de l'annexe 3, ainsi qu'à l'indemnité se rapportant à des installations ou à des dispositifs non prévus dans la taxe par objet.</p>
Facturation	<p>Art. 30 ¹ Le ramoneur délivre une facture établie sur un formulaire approuvé par l'ECA Jura, avec mention des travaux exécutés et des taxes appliquées.</p> <p>² La facture doit être payée dans les trente jours qui suivent l'exécution du travail. En cas de retard, un montant de 5 francs peut être perçu pour les frais de rappel.</p> <p>³ Le ramoneur tient à la disposition des intéressés un exemplaire du tarif officiel.</p> <p>⁴ Le ramoneur qui présente une facture exagérée est passible des sanctions prévues à l'article 9 ci-dessus.</p>
Indemnités spéciales selon les conventions collectives de travail	<p>Art. 31 Des indemnités spéciales pour travaux particuliers, telles que le fait de travailler à l'intérieur des chaudières, fixées par une convention collective de travail, peuvent être comptées en plus. Toutefois, elles n'entraînent aucune majoration de la taxe de base.</p>

Nettoyage
chimique

Art. 32 ¹ Un nettoyage chimique ne peut être exécuté qu'avec le consentement du propriétaire ou du locataire et moyennant communication de son coût prévisible.

² Dans des cas particuliers, un nettoyage chimique peut toutefois être ordonné par l'autorité compétente. La taxe selon le temps effectif est applicable.

Cas particuliers

Art. 33 ¹ Pour les travaux exécutés sur des installations thermiques de bâtiments isolés, particulièrement éloignés ou difficilement accessibles, de même que pour les travaux demandés en dehors de la fréquence ordinaire du nettoyage, et pour lesquels la taxe de base ne couvre pas le coût réel du déplacement, celle-ci peut être majorée jusqu'à 100 %.

² Lorsque des installations doivent uniquement être contrôlées en vertu de l'article 15, alinéa 2, ou à la suite d'un feu de suie, l'indemnité de contrôle se calcule selon le temps effectif auquel s'ajoute la taxe de base.

³ Lorsque le nettoyage ordinaire annoncé ne peut pas être exécuté pour une raison imputable au propriétaire ou au locataire, la taxe de base applicable peut être facturée.

⁴ L'utilisation de produits courants pour le nettoyage est incluse dans la taxe par objet et dans la taxe selon le temps effectif. Toutefois, l'utilisation de gaz, de produits de conservation et de nettoyage chimique ainsi que d'enduits est facturée en plus.

⁵ Pour les travaux effectués sur demande en dehors du temps ordinaire de travail, les suppléments suivants, calculés sur la taxe par objet ou sur la taxe selon le temps effectif peuvent être facturés :

- | | | | |
|----|--|---|----------|
| a) | après les heures habituelles
(entre 18 et 20 heures et entre 6 et 7 heures) | : | + 25 % |
| b) | le samedi et la nuit (entre 20 et 6 heures) | : | + 50 % |
| c) | le dimanche et les jours fériés | : | + 100 %. |

Voies de droit

Art. 34 ¹ La facture établie par le maître ramoneur ou ses employés peut faire l'objet d'une opposition auprès de l'ECA Jura dans les trente jours suivant sa réception; à défaut d'opposition, la facture est réputée acceptée.

² La décision de l'ECA Jura peut faire l'objet d'un recours auprès de la Chambre administrative du Tribunal cantonal.

³ Pour le surplus, le Code de procédure administrative⁴⁾ est applicable.

CHAPITRE V : Dispositions finales

Clause
abrogatoire

Art. 35 Sont abrogés :

- l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la police du feu;
- l'ordonnance du 2 juillet 1985 sur la rétribution des inspecteurs du feu;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le ramonage;
- l'ordonnance du 25 février 2003 fixant le tarif des ramoneurs;
- l'arrêté du 14 décembre 1999 concernant l'adaptation du tarif des ramoneurs;
- l'arrêté du 28 octobre 2003 fixant les délais de contrôle et de nettoyage des installations de chauffage;
- l'arrêté du 14 juin 2005 portant déclaration de force obligatoire des prescriptions techniques de protection incendie.

Entrée en
vigueur

Art. 36 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Delémont, le 18 novembre 2008

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 871.1
- 2) RSJU 173.31
- 3) RSJU 173.11
- 4) RSJU 175.1

Annexe 1

Prescriptions et recommandations techniques, normes

Sont applicables les versions des prescriptions, recommandations techniques et normes en vigueur au moment de l'établissement du dossier

N°	Titre du document	Auteur	Réf.
	I. Protection contre les incendies		
1	La norme de protection incendie	AEAI	1-03f
2	La directive de protection incendie "Prévention incendie – Sécurité dans les exploitations et sur les chantiers"	AEAI	11-03f
3	La directive de protection incendie "Matériaux et parties de construction – Classification"	AEAI	12-03f
4	La directive de protection incendie "Utilisation de matériaux de construction combustibles"	AEAI	13-03f
5	La directive de protection incendie "Systèmes porteurs"	AEAI	14-03f
6	La directive de protection incendie "Distances de sécurité - Compartiments coupe feu"	AEAI	15-03f
7	La directive de protection incendie "Voies d'évacuation et de sauvetage"	AEAI	16-03f
8	La directive de protection incendie "Signalisation des voies d'évacuation - Eclairage de sécurité - Alimentation de sécurité"	AEAI	17-03f
9	La directive de protection incendie "Dispositifs d'extinction"	AEAI	18-03f
10	La directive de protection incendie "Installations sprinklers"	AEAI	19-03f
11	La directive de protection incendie "Installations de détection incendie"	AEAI	20-03f
12	La directive de protection incendie "Installations de détection de gaz"	AEAI	21-03f
13	La directive de protection incendie "Installations d'extraction de fumée et de chaleur"	AEAI	22-03f
14	La directive de protection incendie "Installations de protection contre la foudre"	AEAI	23-03f
15	La directive de protection incendie "Installations d'ascenseurs"	AEAI	24-03f
16	La directive de protection incendie "Installations thermiques"	AEAI	25-03f
17	La directive de protection incendie "Installations aérauliques"	AEAI	26-03f
18	La directive de protection incendie "Matières dangereuses"	AEAI	27-03f
19	La directive de protection incendie "Liquides inflammables"	AEAI	28-03f

20	Le répertoire "Définitions - Liste de termes importants pour les mesures de protection incendie"	AEAI	40-03f
21	Le répertoire "Autres dispositions - Liste des autres prescriptions à respecter en plus des prescriptions de protection incendie de l'AEAI"	AEAI	41-03f
	II. Protection contre les dangers naturels		
	1. Actions sur les structures porteuses		
22	L'ensemble des normes sur les structures porteuses	SIA	Normes 260 à 269
23	Sécurité des ouvrages et des installations	SIA	Norme 465
24	Conservation des ouvrages	SIA	Norme 469
25	Vérification de la sécurité parasismique des bâtiments existants	SIA	Norme 2018
	2. Autres recommandations		
26	Recommandations "Protection des objets contre les dangers naturels gravitationnels"	AEAI	
27	Recommandations "Protection des objets contre les dangers naturels météorologiques"	AEAI	
28	Répertoire suisse de la protection contre la grêle	AEAI	
29	Evacuation des eaux des biens-fonds		SN 592000
	3. Normes relatives aux produits de constructions		
30	Façades	SIA	Norme 329
31	Fenêtres et portes-fenêtres	SIA	Norme 331
32	Protection contre le soleil et les intempéries	SIA	Norme 342
33	Portes	SIA	Norme 343
34	L'étanchéité des bâtiments	SIA	Norme 271

AEAI : Association des établissements cantonaux d'assurance incendie

SIA : Société suisse des ingénieurs et des architectes

Les normes, directives et recommandations de l'AEAI peuvent être consultées sur le site <http://bsvonline.vkf.ch> ou auprès de l'ECA Jura.

Annexe 2

Installations thermiques soumises au ramonage et fréquences de nettoyage

Les fréquences de nettoyage des installations thermiques sont fixées conformément à la "Recommandation concernant les délais de contrôle et de nettoyage des installations de chauffage" (Edition 2002)⁵⁾, édictée par l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI).

Elle se fonde sur un fonctionnement non perturbé de l'installation de chauffage, avec un temps d'exploitation normal. En cas d'encrassement supérieur ou inférieur à la normale, il faut, d'entente avec le propriétaire ou l'exploitant de l'immeuble, s'écarter des intervalles de nettoyage usuels.

Installations thermiques soumises au ramonage		Fréquences
I. Installations servant au chauffage de locaux, à la préparation d'eau chaude et à la cuisson (sans cuisinières à gaz)		
1.	Installations à combustibles liquides	
1.1	Installations avec brûleur à évaporation d'huile (fourneaux à mazout)	2 fois par an
1.2	Installations avec brûleur à air pulsé ≤ 70 kW	1 fois par an
1.3	Installations avec brûleur à air pulsé > 70 kW	2 fois par an
2.	Installations à combustibles solides	
2.1	Installations de chauffage à tirage naturel	2 fois par an
2.2	Installations de chauffage avec régulation des gaz de combustion	2 fois par an
2.3	Installations d'appoint (cheminée de salon, fourneaux-cheminées, etc.)	1 fois par an*
	*) en cas d'exploitation purement occasionnelle : d'entente avec le propriétaire ou l'exploitant de l'immeuble	
3.	Installations à combustibles gazeux	
3.1	Installations avec brûleur à air pulsé ≤ 70 kW	1 fois tous les 2 ans
3.2	Installations avec brûleur à air pulsé > 70 kW	1 fois par an
3.3	Installations avec brûleur atmosphérique	1 fois tous les 2 ans

4. Installations de chauffage à plusieurs combustibles

Les fréquences de nettoyage indiquées sous chiffres I.1, I.2 et I.3 sont applicables par analogie en fonction de la durée d'exploitation de l'installation avec chacun des combustibles.

II. Installations de chauffage professionnelles et industrielles

Il s'agit des installations de chauffage qui ne tombent pas sous les catégories précitées (fumoirs, chaudrons de fromagerie, fours à pâtisserie, chaudières à vapeur, étuves à émailler, installations de séchage, etc.).

Les fréquences de contrôle et de nettoyage doivent être fixées d'entente avec la direction de l'exploitation.

Annexe 3

Taxe de base, taxes par objet, taxe selon le temps effectif et salaire horaire

I. Taxe de base

La taxe de base correspond à dix-sept minutes selon le salaire horaire du maître ramoneur.

Pour les immeubles avec chauffages individuels pouvant être nettoyés en une seule opération, la taxe de base s'élève à cinq minutes par appartement, mais au moins à dix-sept minutes par immeuble.

II. Taxes par objet et taxe selon le temps effectif

- Chauffages centraux** (conduits de fumée, quelle que soit leur longueur, et tuyaux de raccordement jusqu'à 3 m de longueur inclus)

Chaudière	Puissance en kW	Temps (en minutes)
Jusqu'à	30	50
30.1	- 40	60
40.1	- 50	65
50.1	- 60	70
60.1	- 70	75
70.1	- 80	80
80.1	- 90	85
90.1	- 100	90
100.1	- 150	110
150.1	- 200	125
200.1	- 250	140
250.1	- 300	155
300.1	- 350	170
350.1	- 400	180
400.1	- 450	190
450.1	- 500	200
500.1	- 600	210

600.1	- 700	220
700.1	- 800	230
800.1	- 900	240
900.1	- 1 000	250
Pour les installations au-delà de 1 000 kW		temps effectif

1.2 Majoration pour chicanes et éléments d'aide à la combustion

Jusqu'à	5	Compris dans le temps imparti
A partir de	6	1/10 du temps imparti

1.3 Nettoyages des installations de filtrage

temps effectif

2. Cuisinières, poêles en faïence et fours à chauffage central avec 3 carneaux

Jusqu'à	20 kW	45
Dès	20.1 kW	55
Majoration pour chaque carneau supplémentaire (2 carneaux de moins de 50 cm chacun représentant 1 carneau)		4
Majoration pour four à rôtir		4

3. Fourneaux, fourneaux à banc, fourneaux portatifs, fourneaux en faïence, fourneaux de bain, fours et installations similaires

Taxe de base avec un carneau		12
Majoration pour chaque carneau supplémentaire (2 carneaux de moins de 50 cm chacun représentant 1 carneau)		4
Majoration par chapiteau		6

4. Cuisinières à trous

Taxe de base avec 3 trous de cuisson		10
Majoration pour chaque trou supplémentaire (sont considérés comme trous de cuisson le four, le bain-marie amovible ou fixe et les plaques de cuisson)		4
Majoration pour chauffe-eau et bouilleur intégrés		4

5. Cuisinières à plaques

Jusqu'à une surface de cuisinière de 30 dm ²		18
Majoration pour chaque tranche de 10 dm ² supplémentaire		4

Majoration pour chauffe-eau et bouilleur intégrés	4
Majoration pour four à rôti	4

6. Fourneaux à mazout

Jusqu'à 10 kW, 1 brûleur	20
Dès 10.1 kW, 1 brûleur	25
Majoration pour le démontage et le montage du dispositif d'allumage électrique	5
Pulseur d'air nécessaire à la combustion	10

7. Cheminées de salon, fumoirs, chambres-fumoirs et installations similaires

temps effectif

8. Conduits de fumée et tuyaux

Pour les chauffages centraux (chiffre 1), le contrôle et le nettoyage des conduits de fumée, quelle que soit leur longueur, et des tuyaux de raccordement allant jusqu'à 3 m de longueur sont compris dans le temps imparti. Pour les tuyaux de plus 3 m de longueur, la position 8.4 est applicable. Pour tous les chauffages centraux spéciaux (chiffre 2) et les fourneaux isolés (chiffres 3 à 7), le contrôle et le nettoyage du conduit de fumée et des tuyaux de raccordement excédant 1 m de longueur sont facturés séparément.

8.1 Conduits de fumée (pour les installations thermiques mentionnées aux chiffres 2 à 7)

Jusqu'à 9.00 m de longueur	12
9.01 – 15.00 m de longueur	16
15.01 m de longueur et plus	20

8.2 Conduits de fumée pénétrables

Conduits de fumée dans lesquels le ramoneur doit pénétrer pour procéder au nettoyage

temps effectif

8.3 Brûlage

temps effectif

8.4 Tuyaux de raccordement excédant 1 m (pour les installations thermiques mentionnées aux chiffres 2 à 7) ou 3 m (pour les installations thermiques mentionnées au chiffre 1)

1.01 - 5.00 m de longueur	6
5.01 - 8.00 m de longueur	10
8.01 m de longueur et plus (pour le calcul, deux coudes constituent 1 m)	temps effectif

9. Installations de chauffage à gaz

Installations et conduits de fumée temps effectif

10. Installations industrielles

Installations dans des exploitations artisanales, industrielles et similaires qui ne servent pas au chauffage de locaux temps effectif

11. Travaux de contrôle

temps effectif

12. Nettoyage avec des produits alcalins

Les coûts supplémentaires ne doivent pas excéder env. 50 % des coûts du nettoyage mécanique, sans compter la taxe de base. Dans ces coûts sont compris le temps de travail supplémentaire et le matériel.

III.⁸⁾ Salaire horaire

Le salaire horaire (sans TVA) déterminant pour le calcul de la taxe de base, des taxes par objet et de la taxe selon le temps effectif est le suivant :

	Par heure	Par minute
– Maîtres ramoneurs, employés	Fr. 72.00	Fr. 1.20
– Apprentis (uniquement pour le travail selon le temps effectif)	Fr. 24.00	Fr. 0.40

Le présent salaire horaire est arrêté à l'indice des prix à la consommation (IPC) de septembre 2012 : 99.3 points (décembre 2010 = 100).

Le Département indexe, par voie d'arrêté, le salaire horaire en fonction de l'indice des prix à la consommation chaque fois que celui-ci a varié de 3 % depuis la dernière adaptation.

¹⁾ RSJU 871.1

²⁾ RSJU 173.31

³⁾ RSJU 173.11

⁴⁾ RSJU 175.1

⁵⁾ Cette recommandation peut être consultée ou commandée auprès de l'ECA Jura, à Saignelégier

⁶⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XXIV de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

⁷⁾ Nouvelle teneur de l'annexe selon le ch. I de l'ordonnance du 6 novembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

⁸⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 6 novembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Loi sur l'assurance immobilière

du 6 décembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale¹⁾,

vu l'article 128 de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention¹²⁾

Statut juridique **Article premier** L'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention¹²⁾ (dénommé ci-après "ECA Jura") est une personne morale autonome de droit public; son siège est à Saignelégier.

Organisation **Art. 2** ¹ L'ECA Jura est géré par les organes suivants, placés sous la surveillance du Gouvernement :

1. le conseil d'administration et son comité directeur;
2. la direction;
3. l'organe de contrôle.

² Le Gouvernement nomme le conseil d'administration; il approuve en outre les dispositions d'exécution relatives aux articles 9, alinéa 2, 12, alinéa 1, 13, alinéa 3, et 33 de la loi, ainsi que le règlement de service de l'ECA Jura.

CHAPITRE II : Obligation d'assurance

Assurance obligatoire **Art. 3** Les bâtiments sis dans le canton du Jura doivent être assurés auprès de l'ECA Jura pour les risques qu'il assure; ils ne doivent pas être assurés ailleurs pour les mêmes risques.

Assurance
facultative

Art. 4 Le propriétaire peut assurer les constructions assimilées aux immeubles auprès de l'ECA Jura pour les risques qu'il assure. Il ne peut les assurer ailleurs.

Début de
l'obligation
d'assurance

Art. 5 Les constructions nouvelles, les annexes, installations, transformations et rénovations importantes du bâtiment doivent être assurées dès le début des travaux. Lorsqu'il s'agit de modifications peu importantes, l'obligation d'assurance débute à l'achèvement des travaux.

Début de
l'assurance

Art. 6 L'assurance débute au moment où la demande d'assurance a été remise à l'office compétent ou à la poste.

Extinction de
l'obligation
d'assurance et
de l'assurance

Art. 7 L'obligation d'assurance et l'assurance d'un bâtiment prennent fin avec sa démolition ou après un dommage total, même lorsque le bâtiment est reconstruit.

CHAPITRE III : Valeurs d'assurance

Valeurs
d'assurance

Art. 8 ¹ Les bâtiments sont assurés à la valeur à neuf; les articles 26, alinéa 2, et 30 sont réservés.

² Pour de justes motifs, l'ECA Jura peut assurer un bâtiment à sa valeur aux prix du jour ou convenir avec le propriétaire d'une autre somme d'assurance.

Etablissement
des valeurs
d'assurance

Art. 9 ¹ Les valeurs d'assurance s'établissent d'après les prix moyens usuels dans la localité.

² L'ECA Jura édicte les dispositions relatives au mode d'établissement des valeurs d'assurance et à l'attribution des frais.

Adaptation des
valeurs
d'assurance

Art. 10 Si les frais de construction changent de plus de 5 %, l'ECA Jura adapte, dans la mesure nécessaire, les valeurs d'assurance au nouvel état de choses.

CHAPITRE IV : Financement

Principes	<p>Art. 11 ¹ L'ECA Jura se procure les moyens nécessaires en percevant des primes.</p> <p>² Ces moyens doivent être affectés exclusivement à l'accomplissement des tâches de l'ECA Jura.</p>
Primes	<p>Art. 12 ¹ L'ECA Jura répartit les bâtiments en classes et fixe pour chacune d'elles le taux des primes.</p> <p>² Les primes doivent être fixées de telle manière que les recettes suffisent à couvrir les dommages, à entretenir un fonds de réserve approprié et à verser des subsides convenables pour la prévention des sinistres et la lutte contre ceux-ci.</p>
Supplément de prime	<p>Art. 13 ¹ Lorsqu'un bâtiment est exposé à un risque accru d'incendie, d'explosion ou de dommages dus aux éléments, un supplément de prime est perçu.</p> <p>² Si le risque accru de dommages dus au feu, à l'explosion ou aux éléments s'étend à des bâtiments voisins, le supplément de prime est dû pour ces derniers également.</p> <p>³ L'ECA Jura établit le tarif des suppléments.</p>
Augmentation et diminution des risques	<p>Art. 14 ¹ Le propriétaire est tenu de déclarer toute augmentation importante de risque à l'ECA Jura dans le délai d'un mois.</p> <p>² Si le propriétaire n'a pas déclaré l'augmentation importante de risque, l'ECA Jura réclame après coup les primes et suppléments de primes qui lui ont échappé.</p> <p>³ En cas de diminution des risques, les primes et suppléments de primes seront rectifiés à partir du moment où le propriétaire a annoncé la modification par écrit à l'ECA Jura.</p>
Prescription des primes	<p>Art. 15 Les primes et suppléments de primes qui ont échappé à l'ECA Jura ou qu'il a perçus à tort peuvent être réclamés au plus pour l'année en cours et pour les cinq années antérieures.</p>

Primes en cas
d'exclusion et de
refus
d'admission

Art. 16 ¹ L'exclusion partielle de l'assurance ou le refus partiel d'admettre le bâtiment à l'assurance ne dispense pas le propriétaire d'acquitter les primes et suppléments de primes.

² En cas d'exclusion totale ou de refus total d'admission, les primes et suppléments de primes doivent être acquittés encore pendant deux ans.

Prime partielle

Art. 17 ¹ Si l'assurance ne court que pendant une partie de l'année, les primes et suppléments de primes ne doivent être acquittés que pour cette période. Les mois commencés sont comptés intégralement.

² En cas de dommage, les primes et suppléments de primes sont dus entièrement pour l'année en cours.

Mainlevée
d'opposition

Art. 18 Les bordereaux de primes sont assimilés à un jugement exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite²⁾.

Hypothèque
légale

Art. 19¹⁵⁾ Les primes sont garanties par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse¹⁶⁾.

Responsabilité
pour les primes
en cas de
mutation

Art. 20 L'acquéreur d'un bâtiment répond envers l'ECA Jura des primes et suppléments de primes encore dus.

Réassurance

Art. 21 L'ECA Jura peut conclure des contrats de réassurance ou participer à un pool ou à des institutions de réassurance.

Fonds de
réserve

Art. 22 L'ECA Jura entretient un fonds de réserve correspondant à ses engagements.

CHAPITRE V : Prestations d'assurance

SECTION 1 : Risques assurés

Assurance
contre l'incendie

Art. 23 ¹ Les bâtiments sont assurés contre les dommages dus :

1. au feu, à la fumée ou à la chaleur;
2. à la foudre;

3. à l'explosion;
4. aux météores.

² Ne sont pas couverts les dommages dus à l'usure ou à l'utilisation normale d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment.

³ Les dommages causés à des bâtiments par la chute d'aéronefs ou de leur fret ne sont couverts par l'assurance immobilière que lorsqu'aucun tiers n'est tenu de les réparer.

Assurance des
dommages dus
aux éléments

Art. 24 ¹ Les bâtiments sont assurés contre les dommages ayant pour cause :

1. l'ouragan;
2. la grêle;
3. les hautes eaux et l'inondation;
4. les avalanches, le poids et le glissement de la neige;
5. les chutes de pierres, les glissements de terrains.

² Ne sont pas des dommages dus aux éléments et ne sont pas couverts :

1. les dommages qui ne sont pas dus à une action d'une violence extraordinaire ou qui résultent d'une action continue, tels que la pression du terrain ou les effets de l'humidité;
2. les dommages qui étaient prévisibles et qui auraient pu être évités en prenant à temps les mesures que l'on pouvait exiger, tels que dommages dus à la nature défavorable du terrain, à des fondations inappropriées, à un travail ou une construction défectueux ou à un entretien insuffisant du bâtiment.

Risques exclus

Art. 25 Ne sont pas couverts les dommages à des bâtiments qui ont pour cause directe ou indirecte une modification de la structure nucléaire, un tremblement de terre, l'eau des lacs artificiels, les mesures ou exercices militaires ou d'organismes de protection civile, les troubles intérieurs et les événements de guerre.

SECTION 2 : Calcul des prestations

Reconstruction

Art. 26 ¹ En cas de reconstruction, l'ECA Jura couvre les dommages au bâtiment à la valeur à neuf en se fondant sur les valeurs d'assurance établies, pour autant que la dépréciation du bâtiment au moment du sinistre ne dépasse pas 40%.

² Si la dépréciation dépasse 40 % de la valeur à neuf, l'ECA Jura couvre la valeur aux prix du jour, ainsi que 40 % de la valeur à neuf.

Dommages
partiels

Art. 27 En cas de dommages partiels, les articles 26 et 31 s'appliquent par analogie.

Bâtiments
inachevés

Art. 28 En cas de dommages à des bâtiments inachevés, l'indemnité de reconstruction se limite à la valeur des éléments et installations construits au moment du sinistre, dans la mesure où elle doit être prise en considération pour établir les valeurs d'assurance.

Cas spéciaux
a) Valeur aux
prix du jour,
sommes
d'assurance
convenues

Art. 29 ¹ Pour les bâtiments assurés à la valeur aux prix du jour, l'indemnité de reconstruction est limitée à cette valeur.

² Pour les bâtiments au sujet desquels une autre somme d'assurance a été convenue, l'indemnité se limite, en cas de dommage total, à la somme d'assurance convenue.

b) objets voués à
la démolition

Art. 30 ¹ Pour les bâtiments destinés à être démolis ou que leur état de délabrement rend inutilisables, l'indemnité se limite à la valeur de démolition, même si ces bâtiments sont reconstruits.

² En cas de dommages partiels à de tels objets, l'ECA Jura rembourse les frais d'une réparation de fortune, à condition qu'elle soit indiquée, mais au maximum la valeur de démolition.

Non-
reconstruction

Art. 31 ¹ Si un bâtiment n'a pas été reconstruit dans les trois ans qui ont suivi le sinistre, l'indemnité ne doit pas dépasser sa valeur vénale. Dans des cas spéciaux, l'ECA Jura peut prolonger le délai de reconstruction de deux ans au maximum.

² Si la valeur vénale du bâtiment dépasse l'indemnité de reconstruction, c'est cette indemnité qui est accordée.

Prestations
complémentaires

Art. 32 L'ECA Jura rembourse en outre :

1. les frais de démolition et de déblaiement nécessaires en tant qu'ils concernent le bâtiment, mais à concurrence de 10 % de l'indemnité au maximum;

2. les frais des mesures nécessaires pour protéger les parties du bâtiment qui subsistent; si ces mesures ne servent pas uniquement à protéger les restes du bâtiment ou d'une partie du bâtiment, l'ECA Jura ne rembourse que les frais afférents à cette protection;
3. les dommages aux bâtiments assurés auprès de l'ECA Jura s'ils se sont produits en combattant un sinistre;
4. les dommages aux cultures s'ils se sont produits en combattant un sinistre, mais à concurrence de 5 % de l'indemnité au maximum.

Participation au
dommage

Art. 33 L'ECA Jura peut décréter qu'en cas de sinistre chaque propriétaire doit supporter lui-même une partie du dommage. Il fixe le montant de cette participation.

Perte ou
réduction de
l'indemnité

Art. 34 ¹ Le propriétaire qui a provoqué le sinistre intentionnellement perd tout droit à une indemnité.

² Si le propriétaire a provoqué le dommage par une grave négligence, l'ECA Jura peut réduire l'indemnité dans une proportion correspondant au degré de la faute.

Intérêt

Art. 35 L'ECA Jura décide si et dans quelle mesure les indemnités d'assurance portent intérêt.

Péremption

Art. 36 Les droits à des indemnités qui ne sont pas exercés dans les deux années qui suivent le sinistre sont périmés.

CHAPITRE VI : Marche à suivre en cas de sinistre

Déclaration du
sinistre

Art. 37 Tout sinistre doit être déclaré immédiatement.

Obligation de
sauvetage

Art. 38 ¹ Le propriétaire sinistré est tenu de faire son possible pour restreindre le dommage.

² Si le propriétaire contrevient à cette obligation, l'ECA Jura peut réduire l'indemnité du montant dont elle eût été diminuée si l'obligation avait été remplie.

³ L'ECA Jura est tenu de rembourser au propriétaire les frais engagés pour restreindre le dommage et qui n'apparaissent pas manifestement inappropriés, même si les mesures prises sont restées sans succès.

Etablissement de la cause du dommage **Art. 39** ¹ Une enquête officielle devra établir la cause du dommage et les responsabilités éventuelles.

² L'ECA Jura peut consulter le dossier de l'enquête dès que l'état de l'instruction le permet.

Evaluation du dommage **Art. 40** ¹ L'ECA Jura évalue le dommage à ses frais.

² L'article 9, alinéa 1, est applicable par analogie.

Motifs de rejet **Art. 41** L'ECA Jura peut rejeter une demande d'indemnité :

1. lorsque, par faute, le dommage est déclaré tardivement, ou s'il est déclaré après sa réparation;
2. lorsque, avant l'évaluation du dommage et sans l'autorisation de l'ECA Jura, le propriétaire a effectué au bâtiment endommagé des modifications qui n'étaient pas destinées à restreindre les dégâts ni exigées pour des raisons de police.

CHAPITRE VII : Droit de recours

Recours **Art. 42** ¹ Si un tiers est responsable du dommage, les droits du propriétaire à des dommages-intérêts passent à l'ECA Jura dans la mesure où il verse une indemnité. L'ECA Jura a un droit de recours contre le responsable conformément aux dispositions du Code des obligations⁴⁾.

² Le propriétaire répond de tout acte par lequel il porte atteinte à ce droit de l'ECA Jura.

³ L'établissement d'assurance immobilière est assimilé à un lésé au sens du Code de procédure pénale⁵⁾.

CHAPITRE VIII : Exclusion et refus d'admission

Exclusion et refus d'admission **Art. 43** Tant qu'il y a péril, l'ECA Jura peut exclure, entièrement ou pour certains risques, les immeubles particulièrement exposés à l'incendie, aux déprédations de la chaleur ou de la fumée, à l'explosion, ou gravement menacés par les éléments. Il peut aussi refuser d'admettre ces immeubles à l'assurance.

CHAPITRE IX : Droits des créanciers ayant un droit de gage sur l'immeuble

Droits en faveur des créanciers ayant un droit de gage sur l'immeuble

Art. 44 ¹ Même lorsque le propriétaire perd son droit à l'indemnité, l'ECA Jura répond, en cas de sinistre, jusqu'à concurrence de l'indemnité, envers les créanciers ayant sur l'immeuble un droit de gage inscrit au registre foncier, s'ils prouvent que leurs créances ne sont pas couvertes par la fortune du propriétaire.

² Le propriétaire est tenu de restituer à l'ECA Jura les prestations que celui-ci a faites aux créanciers ayant un droit de gage sur l'immeuble conformément à l'alinéa 1.

³ En cas d'exclusion totale d'un bâtiment ou de refus total d'admission à l'assurance, les droits des créanciers ayant un droit de gage sur l'immeuble demeurent garantis pendant deux ans.

⁴ Les droits des créanciers qui découlent de l'article 822 du Code civil suisse⁶⁾ sont garantis.

CHAPITRE X : Subsidés d'extinction¹³⁾

Art. 45 et 45a¹⁴⁾

Subsidés d'extinction

Art. 46 L'ECA Jura et les compagnies d'assurance privées qui assurent le mobilier contre l'incendie dans le Canton peuvent être astreints à verser des subsidés annuels à la prévention des sinistres et à la lutte contre ceux-ci.

CHAPITRE XI : Voies de droit

Opposition et recours

Art. 47 ¹ Le propriétaire peut former opposition dans les trente jours contre les valeurs d'assurance et l'évaluation du dommage établies par l'ECA Jura.

² L'ECA Jura statue sur l'opposition.

³ L'ECA Jura peut rejeter l'opposition lorsque, sans autorisation, le propriétaire effectue des modifications au bâtiment avant la fin de la procédure d'opposition. L'article 41, alinéa 2, est réservé.

⁴ Un recours contre les décisions de l'ECA Jura peut être formé devant la Cour administrative.

⁵ Les dispositions du Code de procédure administrative⁹⁾ sont applicables aux procédures d'opposition et de recours.

Autres
contestations

Art. 48 ¹ D'autres contestations relatives à cette loi et surgissant entre l'ECA Jura, d'une part, et le propriétaire ou un tiers, d'autre part, sont jugées sur action de droit administratif par la Cour administrative, conformément aux dispositions du Code de procédure administrative.

² La compétence du juge civil pour statuer sur les litiges au sens de l'article 42 de la présente loi est réservée.

CHAPITRE XII : Dispositions finales et transitoires

Amélioration de
la couverture et
des prestations
de l'assurance

Art. 49 L'ECA Jura peut, avec l'autorisation du Parlement, adhérer à un concordat ou à un pool ou prendre d'autres mesures appropriées afin d'améliorer la couverture d'assurance prévue aux articles 23 à 25 ou les prestations conformes aux articles 26 à 32.

Concours de
l'Etat et des
communes

Art. 50 L'Etat et les communes peuvent être appelés à concourir à l'exécution de la présente loi.

Compétences
pénales des
communes

Art. 51 Le Parlement désigne les cas dans lesquels les peines prévues par les dispositions d'exécution de la présente loi peuvent être prononcées par l'autorité communale compétente, en vertu des dispositions du décret concernant le pouvoir répressif des communes¹⁰⁾.

Droit applicable

Art. 52 ¹ Les obligations de l'ECA Jura et des propriétaires se règlent d'après le droit sous le régime duquel elles ont pris naissance.

² Les valeurs d'assurance en vigueur sur la base de la loi antérieure le demeurent jusqu'à une nouvelle estimation; elles font également règle pour établir la valeur à neuf.

Décret
d'exécution

Art. 53 Le Parlement édicte dans un décret les dispositions d'exécution se rapportant aux articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 13, 22, 23, 26, 27, 30, 37, 39, 40, 43, 44, 46, 50, 51 et 54 de cette loi.

Entrée en
vigueur

Art. 54 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur¹¹⁾ de la présente loi.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) RSJU 101
- 2) RS 281.1
- 3) Nouvelle teneur en raison de la modification du 22 décembre 1983 de la loi d'introduction du Code civil suisse (RSJU 211.1)
- 4) RS 220
- 5) RSJU 321.1
- 6) RS 210
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 décembre 1990, en vigueur depuis le 1^{er} juin 1991
- 8) Introduit par le ch. I de la loi du 20 décembre 1990, en vigueur depuis le 1^{er} juin 1991
- 9) RSJU 175.1
- 10) RSJU 325.1
- 11) 1^{er} janvier 1979
- 12) Nouvelle dénomination selon l'article 39 de la loi du 21 novembre 2007 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009 (RSJU 871.1)
- 13) Nouvelle teneur du titre selon l'article 39 de la loi du 21 novembre 2007 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009 (RSJU 871.1)
- 14) Abrogés par l'article 39 de la loi du 21 novembre 2007 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009 (RSJU 871.1)
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. XIV de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2012
- 16) RSJU 211.1

TABLE DES MATIERES

9	Economie
90	<i>Développement général de l'économie</i>
901	<i>En général</i>
901.1	Loi du 26 octobre 1978 sur le développement de l'économie cantonale
901.111	Arrêté du Parlement du 22 juin 2005 relatif au programme de développement économique 2005-2010
901.112	Arrêté du Parlement du 22 novembre 2006 relatif à l'aménagement de structures immobilière, financière et promotionnelle propres à favoriser la création d'activités économiques
901.21	Décret du 6 décembre 1978 concernant les mesures d'organisation à prendre en matière de développement de l'économie
901.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds pour l'acquisition et l'équipement de terrains
901.42	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds pour l'encouragement de l'économie jurassienne (Fonds de développement économique)
901.51	Arrêté du Gouvernement du 24 mars 2009 instituant un "Prix du Gouvernement de la République et Canton du Jura en faveur de l'innovation et de l'excellence"
901.61	Ordonnance du 27 juin 2006 relative au contrôle du respect des conditions d'octroi des aides financières en matière de développement économique
901.72	Règlement de la commission consultative pour le développement de l'économie du 5 avril 2011
902	<i>Dans les régions de montagne</i>
902.0	Loi du 21 mai 2008 portant introduction à la loi fédérale sur la politique régionale
902.111	Directives du Département de l'Economie du 6 mai 2003 relatives à la loi du 17 décembre 1999 portant introduction à la loi fédérale sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne
91	<i>Agriculture</i>
910	<i>Développement général</i>
910.1	Loi du 20 juin 2001 sur le développement rural
910.11	Décret du 20 juin 2001 sur le développement rural

- 910.111 Ordonnance du 1^{er} juin 2004 concernant la nomination, les tâches et l'indemnisation des préposés à l'agriculture
- 910.14 Ordonnance du 16 septembre 2008 portant application de l'ordonnance fédérale sur la promotion régionale de la qualité et de la mise en réseau des surfaces de compensation écologique dans l'agriculture
- 910.91 Arrêté du Parlement du 21 avril 2004 portant approbation de la convention en vue de la création d'une institution commune au Jura et Jura bernois en matière d'agriculture

913 *Améliorations foncières*

- 913.1 Loi du 20 juin 2001 sur les améliorations structurelles
- 913.113 Ordonnance du 18 août 1992 réglant la procédure de réquisition et d'inscription d'un remaniement parcellaire au registre foncier
- 913.114 Ordonnance du 15 janvier 1991 sur les subventions en matière de construction des installations de stockage des engrais organiques

914 *Crédit agricole*

- 914.1 Décret du 20 juin 2001 sur les crédits d'investissements, l'aide aux exploitations et le fonds de développement rural
- 914.11 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les crédits d'investissements dans l'agriculture et l'aide aux exploitations paysannes
- 914.12 Ordonnance du 22 février 1983 portant délégation de compétences au gérant des crédits agricoles
- 914.21 Règlement du fonds de développement rural durable du 20 janvier 2009

915 *Formation agricole*

- 915.11 Loi du 19 mai 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale
- 915.111 Ordonnance du 12 avril 2005 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale
- 915.116 Décret du 19 mai 2004 concernant le financement de la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale
- 915.119 Arrêté du Gouvernement du 5 octobre 1999 portant adhésion à la convention intercantonale du 7 février 1997 sur les contributions aux coûts de la formation professionnelle agricole

916 *Production et vente*

- 916.1 *Production végétale*
- 916.141 Arrêté du Gouvernement du 26 septembre 2000 sur la viticulture

916.2	<i>Protection des végétaux</i>
916.21	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la protection des cultures contre les organismes des espèces végétales et animales constituant un danger général (Ordonnance sur la protection des cultures)
916.4	<i>Production animale</i>
916.411	Décret du 20 juin 2001 sur l'élevage
916.411.1	Ordonnance du 24 octobre 1995 concernant l'organisation, le fonctionnement et l'indemnisation des commissions cantonales d'experts en matière d'appréciation d'animaux
916.413	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 28 juin 1974 instituant une contribution aux frais des détenteurs de bétail de la région de montagne et de la région préalpine des collines
916.450.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant application de la loi fédérale du 2 octobre 1964 modifiant l'arrêté sur le statut du lait
916.451.1	Ordonnance du 17 janvier 2012 sur le contrôle du lait
916.5	<i>Lutte contre les épizooties</i>
916.51	Ordonnance du 9 décembre 1997 portant exécution de la législation fédérale sur les épizooties et l'élimination des déchets animaux
916.57	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention signée entre les cantons de Berne, Fribourg et Soleure avec la coopérative des maîtres bouchers de Suisse centrale (GZM) concernant l'élimination des cadavres d'animaux
916.570	Arrêté du Parlement du 15 novembre 1989 portant approbation de l'avenant III au contrat conclu entre les cantons de Berne, de Fribourg, de Soleure et du Jura et la coopérative des maîtres bouchers de la Suisse centrale concernant l'usine d'extraction de Lyss
916.571	Arrêté du Parlement du 29 avril 1992 portant approbation du complément à l'avenant III au contrat conclu entre les cantons de Berne, de Soleure et du Jura et la coopérative des maîtres bouchers de la Suisse centrale concernant l'usine d'extraction GZM SA de Lyss
916.572	Arrêté du Parlement du 22 décembre 1995 portant approbation du contrat et du complément au contrat conclus entre les cantons d'Argovie, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Berne, Fribourg, Jura, Neuchâtel, Soleure, Vaud, Valais, ainsi que le Centre intercommunal des déchets carnés (CIDEK) agissant pour toutes les communes du canton de Genève, et l'Usine d'extraction GZM SA, à Lyss
916.6	<i>Assurance du bétail</i>
916.61	Loi du 26 octobre 1978 sur l'assurance du bétail
916.611.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'assurance du bétail

916.621 Ordonnance du 7 septembre 1982 concernant les accidents de bétail dus au libre parcours dans les Franches-Montagnes

916.7 Commerce de bétail

916.71 Arrêté du 30 novembre 1978 concernant une nouvelle réglementation du commerce de bétail (Convention intercantonale du 13 septembre 1943 sur le commerce du bétail)

917 Sécurité sociale

917.32 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-accidents et la prévention des accidents dans l'agriculture

92 Forêts, chasse, pêche

921 Forêts

921.11 Loi du 20 mai 1998 sur les forêts

921.111 Décret du 20 mai 1998 sur les forêts

921.111.1 Ordonnance du 4 juillet 2000 sur les forêts

921.145 Arrêté du Gouvernement du 14 février 1984 définissant des mesures spéciales en faveur de la protection de la forêt

921.146 Arrêté du Parlement du 28 septembre 1989 définissant le taux de subvention des mesures extraordinaires prises pour la conservation de la forêt

921.473.1 Prescriptions de service pour les ingénieurs forestiers d'arrondissement du 11 mai 1982

921.591 Arrêté du Parlement du 20 décembre 1979 approuvant l'adhésion définitive à la convention du 21 mars 1968 relative à la création et à l'exploitation de l'Ecole intercantonale de gardes forestiers de Lyss

921.61 Décret du 6 décembre 1978 sur la répartition des frais entre les propriétaires de forêts et l'Etat, ainsi que les subventions cantonales en faveur de l'économie forestière

922 Chasse, protection du gibier et des oiseaux

922.11 Loi du 11 décembre 2002 sur la chasse et la protection de la faune sauvage (Loi sur la chasse)

922.111 Ordonnance 6 février 2007 sur la chasse et la protection de la faune sauvage

922.31 Ordonnance du 16 septembre 2003 concernant l'octroi du permis temporaire de chasser

923	<i>Pêche</i>
923.11	Loi du 28 octobre 2009 sur la pêche
923.111	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 26 octobre 1978 sur la pêche
923.121	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le développement et la protection de la pêche, ainsi que l'aménagement des eaux poissonneuses
923.131	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'affermage des eaux poissonneuses
923.21	Arrêté du Gouvernement du 4 mars 2003 concernant l'utilisation de poissons d'appât vivants dans les eaux de la République et Canton du Jura
923.26	Prescriptions du 6 décembre 1978 concernant l'établissement de viviers dans les eaux publiques
923.61	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds de la pêche
923.961	Arrêté du 6 décembre 1978 portant exécution de l'Accord conclu entre les services de la pêche de Suisse et de France concernant la pêche dans les eaux limitrophes du Doubs

TABLE DES MATIERES

9	Economie
93	<i>Industrie et artisanat</i>
930	<i>Dispositions générales</i>
930.1	Loi du 26 septembre 2007 sur les activités économiques
930.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 26 octobre 1978 sur le commerce, l'artisanat et l'industrie (Ordonnance sur l'industrie)
931	<i>Mines</i>
931.1	Loi du 26 octobre 1978 sur l'exploitation des matières premières minérales (Loi sur les mines)
931.41	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les forages pétroliers (Ordonnance sur les forages)
935	<i>Services</i>
935.1	<i>Auberges et commerce de boissons alcooliques</i>
935.11	Loi du 18 mars 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce de boissons alcooliques (Loi sur les auberges)
935.111	Ordonnance du 30 juin 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce des boissons alcooliques (Ordonnance sur les auberges)
935.119	Ordonnance du 6 juillet 1999 concernant la délégation de compétences aux communes de plus de 5 000 habitants pour délivrer les autorisations de dépasser l'heure de fermeture
935.2	<i>Tourisme</i>
935.211	Loi du 31 mai 1990 sur le tourisme
935.211.1	Ordonnance du 16 février 1982 sur l'encouragement du tourisme
935.211.11	Arrêté du Gouvernement du 31 janvier 2006 fixant les lignes directrices de la politique du tourisme 2005-2010
935.211.5	Arrêté du Parlement du 20 octobre 1993 relatif au financement de la Fédération du tourisme de la République et Canton du Jura
935.211.51	Arrêté du Parlement du 21 octobre 1998 fixant la contribution des communes en faveur de Jura Tourisme
935.211.6	Ordonnance du 2 avril 1991 sur la taxe de séjour
935.211.61	Arrêté du Gouvernement du 18 décembre 1990 fixant la taxe de séjour

935.211.62	Arrêté du Gouvernement du 25 août 1992 fixant la répartition du produit de la taxe de séjour
935.221	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'enseignement du ski dans le canton du Jura
935.253	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exploitation industrielle des beautés de la nature

935.4	<i>Spectacles</i>
935.41	Loi du 24 juin 1998 sur les spectacles et les divertissements
935.411	Ordonnance du 26 janvier 1999 sur les spectacles et les divertissements

935.5	<i>Loteries, paris et jeux</i>
935.51	Loi du 26 octobre 1978 sur le jeu
935.510	Décret du 20 mars 2002 portant exécution de la loi fédérale sur les loteries et les paris professionnels
935.511	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 8 juin 1923 sur les loteries et les paris professionnels
935.516	Règlement du 7 avril 1988 concernant la répartition du bénéfice de la Loterie de la Suisse romande
935.519	Arrêté du parlement du 23 novembre 2005 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale sur la surveillance, l'autorisation et la répartition du bénéfice de loteries et paris exploités sur le plan intercantonal ou sur l'ensemble de la Suisse
935.52	Loi d'application de la loi fédérale sur les jeux de hasard et les maisons de jeu du 20 mars 2002
935.531	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les appareils de jeu à l'argent et les totalisateurs
935.551	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exploitation à titre professionnel d'appareils de jeu

935.9	<i>Activités lucratives soumises à autorisation</i>
935.921.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les agences matrimoniales
935.955.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les entreprises de pompes funèbres
935.976.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la détention et la conduite de taxis dans les communes
935.991.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exercice du métier de nettoyeur d'onglons
935.991.2	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exercice de la maréchalerie
935.993.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'exercice des professions de prêteur d'argent, d'entremetteur de prêts, de prêteur sur gages et de fripier

-
- 935.993.2 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les agences privées de détectives et de recherches
935.993.3 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les salons de coiffure

94 Commerce

941 Poids et mesures

- 941.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale sur la métrologie
941.4 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les ponts-basculés publics

942 Prix

- 942.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le contrôle des prix

943 Exercice du commerce

- 943.1 Loi du 20 octobre 2010 concernant l'exercice de la prostitution et le commerce de la pornographie (LProst)
943.11 Ordonnance d'exécution de la loi concernant l'exercice de la prostitution et le commerce de la pornographie du 6 mars 2012 (OProst)
943.21 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le courtage et le commerce d'immeubles, ainsi que sur le courtage d'appartements et de chambres
943.516.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant interdiction du colportage d'armes-atrapes et d'armes-jouets
943.521 Ordonnance du 31 mai 2005 portant exécution de la loi fédérale sur les substances explosibles
943.91 Convention administrative du 22 septembre 1999 sur les activités industrielles et artisanales réglementées

95 Crédit

951 Instituts de crédit de droit public

- 951.11 Loi du 26 octobre 1978 sur la Banque cantonale du Jura

952 Surveillance sur les banques et les caisses d'épargne

- 952.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses d'épargne

97**Coopération**

- 970.61 Loi du 15 février 1990 concernant le fonds de la coopération
- 971.111 Arrêté du Parlement du 10 novembre 1983 concernant l'approba-
tion de l'entente intergouvernementale entre le Québec et la Ré-
publique et Canton du Jura
- 971.112 Arrêté du Parlement du 10 novembre 1983 concernant l'approba-
tion du programme de coopération culturelle et technique entre le
Gouvernement de la République des Seychelles et le Gouver-
nement de la République et Canton du Jura
- 971.113 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation
de l'Arrangement créant le Groupe de concertation des cantons
frontaliers limitrophes de la France
- 971.114 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation
de la Convention instituant la Communauté de travail du Jura
- 971.114.1 Arrêté du Parlement du 25 septembre 2002 portant approbation
de l'accord sur la création de la Conférence TransJurassienne
- 971.115 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation
de l'Accord de coopération entre la Commission française de la
culture de l'Agglomération de Bruxelles et la République et Can-
ton du Jura
- 971.116 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation
de l'Accord de coopération entre le Département du Territoire de
Belfort et la République et Canton du Jura
- 971.117 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation
de la Déclaration commune entre la Région wallonne et la Répu-
blique et Canton du Jura
- 971.118 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation
de l'Accord de coopération entre la Communauté française de
Belgique et la République et Canton du Jura
- 971.119 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation
de l'adhésion de la République et Canton du Jura à l'Assemblée
des régions d'Europe
- 971.120 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation
de l'adhésion de la République et Canton du Jura au Centre eu-
ropéen du développement régional
- 971.121 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation
de la Déclaration commune entre la République de Slovénie et la
République et Canton du Jura
- 971.122 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation
de la Déclaration sur la coopération entre la République de Croa-
tie et la République et Canton du Jura
- 971.123 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation
de la Convention-cadre entre la République socialiste soviétique
de Géorgie et la République et Canton du Jura
- 971.124 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation
de la Convention (programme d'échanges de jeunes) entre la
République socialiste soviétique de Géorgie et la République et
Canton du Jura

971.125	Arrêté du Parlement du 20 mai 1992 relatif au programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.1	Arrêté du Parlement du 25 octobre 1995 octroyant un crédit pour le financement de la deuxième phase (années 1995 et 1996) du programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.2	Arrêté du Parlement du 11 décembre 1996 octroyant un crédit pour le financement de la troisième phase, première partie (années 1997 à 1999), du programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.3	Arrêté du Parlement du 19 janvier 2000 octroyant un crédit pour le financement de la troisième phase, deuxième partie (années 2000 et 2001), du programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.4	Arrêté du Parlement du 25 septembre 2002 octroyant un crédit pour le financement du programme d'aide au développement Jura-Cameroun pour la période 2002-2005
971.125.5	Arrêté du Parlement du 24 mai 2006 octroyant un crédit pour le financement du programme d'aide au développement Jura-Cameroun pour la période 2006-2009
971.126	Arrêté du Parlement du 16 décembre 1992 portant approbation de l'Accord de coopération et d'amitié entre la Région de Moscou et la République et Canton du Jura
971.127	Arrêté du Parlement du 16 décembre 1992 portant approbation de l'Accord de coopération entre la République de Slovaquie et la République et Canton du Jura
971.128	Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de l'Accord de coopération et d'amitié entre la Communauté Autonome Basque et la République et Canton du Jura
971.129	Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de la Convention de coopération entre le Gouvernement Basque et la République et Canton du Jura relative au cofinancement d'un projet d'aide en soins de santé primaires dans le Département de la Mefou (Cameroun)
971.130	Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de l'Accord de coopération entre le Département du Haut-Rhin et la République et Canton du Jura
971.131	Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil fédéral suisse sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et les organismes publics locaux (Accord de Karlsruhe)
971.132	Arrêté du Parlement du 19 novembre 1997 portant approbation de la convention de création du Conseil du Rhin Supérieur
971.133	Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de la Convention intercantonale relative à la mise en œuvre de l'initiative communautaire INTERREG II

- 971.134 Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de l'accord-cadre relatif à la mise en œuvre du programme d'initiative communautaire INTERREG II concernant la Franche-Comté et les cantons suisses membres de la Communauté de travail du Jura
- 974.171 Arrêté du Parlement du 21 mars 2001 portant ratification de l'Entente entre le Conseil régional de la Vallée d'Aoste, le Parlement de la Communauté française de Belgique et le Parlement de la République et Canton du Jura instituant un Comité de coopération interparlementaire
- 974.172 Arrêté du Parlement du 24 octobre 2001 portant adhésion du Parlement de la République et Canton du Jura à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Décret sur le développement rural

du 20 juin 2001

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 178 de la loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (LAgr)¹⁾,

vu la loi du 20 juin 2001 sur le développement rural²⁾,

arrête :

SECTION 1: Dispositions générales

But

Article premier ¹ Le présent décret a pour but de permettre à l'agriculture d'assumer les multiples fonctions que lui assigne le droit fédéral.

² Il met en œuvre la politique agricole cantonale telle qu'elle est définie par la loi sur le développement rural.

³ Il applique et complète les mesures fédérales de politique agricole et de développement rural par des mesures cantonales.

Mesures

Art. 2 Le but du présent décret est réalisé en :

- a) diversifiant la production et en encourageant les spécialités régionales;
- b) diversifiant les activités;
- c) favorisant la mise en valeur et l'écoulement des produits agricoles;
- d) encourageant une agriculture productive et ménageant l'environnement;
- e) améliorant la capacité concurrentielle de l'agriculture;
- f) valorisant la qualité de la production;
- g) favorisant la collaboration entre agriculteurs;
- h) favorisant la collaboration entre les diverses branches d'activité économique concernées par la production, la transformation, la fabrication et la vente de denrées alimentaires.

Autorités
compétentes

Art. 3 ¹ Le développement rural, en particulier l'application de la politique agricole cantonale, est placé sous la surveillance du Gouvernement qui l'exerce par le Département de l'Economie.

² Le Service de l'économie rurale est le service compétent en matière de développement rural.

Collaboration

Art. 4 Le Service de l'économie rurale collabore avec les services intéressés de l'Etat et de la Confédération et avec les organisations professionnelles quand les mesures à prendre sont en rapport avec le développement rural.

SECTION 2 : Subventions et prêts

Principe

Art. 5 ¹ L'Etat encourage le développement rural par des subventions et des prêts octroyés en application de la législation fédérale et des dispositions des sections 4 à 9.

² Il peut allouer des subventions et octroyer des prêts dans les cas où la Confédération n'en accorde pas.

Exigences de formation

Art. 6 L'article 25 de la loi sur le développement rural²⁾ fixant des exigences de formation pour bénéficier de contributions cantonales en matière de crédits d'investissements et d'amélioration des structures est réservé.

Priorités

Art. 7 Les mesures sont soutenues compte tenu de l'intérêt qu'elles représentent pour le développement rural, de leur urgence et de la politique agricole cantonale.

Fixation des taux

Art. 8 ¹ Les taux de subvention ou de prêts sont déterminés en fonction des critères suivants :

- a) nature du projet réalisé et conformité aux objectifs du développement rural;
- b) zones du cadastre de la production;
- c) charge qu'impose le projet au maître de l'ouvrage;
- d) moyens propres fournis par le maître de l'ouvrage lors de la réalisation du projet.

² Le cas échéant, il peut être renoncé à l'octroi d'une subvention ou d'un prêt.

Taux des
subventions
ou des prêts

Art. 9 Le taux maximum des subventions ou des prêts est le suivant :

- a) zone de plaine : 40 % du devis de base;
- b) zone des collines et zone de montagne I : 50 % du devis de base;
- c) zone de montagne II et III : 60 % du devis de base.

Mise en chantier

Art. 10 La réalisation d'un projet ne peut débuter que si le Service de l'économie rurale a délivré une autorisation écrite de mise en chantier.

Révocation de la
subvention et du
prêt

Art. 11 Le Gouvernement peut révoquer ou modifier la promesse de subvention ou de prêt :

- a) si le bénéficiaire ne respecte pas les conditions et les charges imposées;
- b) si l'entreprise est suspendue ou modifiée ou si, sans motifs suffisants, les délais d'exécution ne sont pas observés.

Versement des
subventions et
des prêts

Art. 12 ¹ Les subventions ou les prêts sont versés sur la base du décompte final, accompagné des factures acquittées et signées, remis au Service de l'économie rurale un an au plus tard après la fin des travaux.

² Des acomptes peuvent être versés en fonction de l'avancement des travaux.

Ressources
financières

Art. 13⁹⁾ Les subventions et les prêts octroyés en vertu du présent décret sont inscrits au budget.

Compétence
pour l'octroi des
prêts

Art. 13a¹⁰⁾ ¹ Les organes désignés par le décret sur les crédits d'investissements, l'aide aux exploitations et les prêts de développement rural³⁾ sont également compétents pour octroyer les prêts.

² Au surplus la législation fédérale et cantonale en matière de crédits d'investissements dans l'agriculture s'applique par analogie.

SECTION 3 : ...¹¹⁾

Art. 14 à 16¹¹⁾

SECTION 4 : Diversification des productions et spécialités régionales

Principe	Art. 17 L'Etat favorise la diversification des productions et la production de spécialités régionales.
Affectation des prêts	Art. 18 Des prêts et des subventions sont accordés pour financer les investissements liés à la diversification des productions et à la production de spécialités.
Projets encouragés	<p>Art. 19 Peuvent notamment faire l'objet de prêts et de subventions les projets ayant pour but de développer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) des productions à des fins non alimentaires; b) des productions liées à la mise en valeur de sous-produits; c) des productions nouvelles dans une entreprise agricole; d) des productions de spécialités.
Bénéficiaires	<p>Art. 20 ¹ Les personnes exploitant une entreprise agricole à titre personnel, principal ou accessoire, peuvent bénéficier de prêts et de subventions.</p> <p>² Des prêts et des subventions peuvent également être accordés pour financer l'étude et la réalisation de mesures collectives liées à la diversification des productions et des spécialités régionales.</p>

SECTION 5 : Diversification des activités

Principe	<p>Art. 21 ¹ L'Etat favorise la diversification des activités dans l'agriculture.</p> <p>² L'Etat encourage la création et le maintien d'emplois complémentaires à l'agriculture dans les régions rurales.</p>
Affectation des prêts	<p>Art. 22 ¹ Des prêts et des subventions sont accordés pour financer les investissements liés à la diversification des activités.</p> <p>² Ils le sont dans la mesure où ils ne faussent pas le jeu de la libre concurrence dans la région concernée.</p>

Projets encouragés **Art. 23** Peuvent notamment faire l'objet de prêts et de subventions, les projets ayant pour but d'exercer une activité dans les domaines suivants :

- a) tourisme rural;
- b) artisanat;
- c) services.

Bénéficiaires **Art. 24** ¹ Les personnes exerçant une activité agricole à titre principal ou accessoire peuvent bénéficier de prêts et de subventions.

² Des prêts et des subventions peuvent également être accordés pour financer l'étude et la réalisation de mesures collectives liées à la diversification des activités.

SECTION 6 : Mise en valeur et écoulement de produits agricoles

Principe **Art. 25** ¹ L'Etat encourage la mise en valeur et l'écoulement des produits agricoles.

² Il soutient notamment les mesures tendant à identifier les produits agricoles et les produits agricoles transformés en provenance du territoire jurassien en vue d'en faciliter l'écoulement.

Marque de garantie avec indication de provenance **Art. 26** ¹ L'Etat crée une marque de garantie avec indication de provenance intitulée : "Spécialité de la République et Canton du Jura".

² La marque est déposée auprès de l'Office fédéral de la propriété intellectuelle.

³ Elle est attribuée aux produits agricoles, aux produits agricoles transformés et aux services satisfaisant aux exigences formulées dans un cahier des charges établi pour chaque produit et pour chaque service.

Commission des marques **Art. 27** ¹ En vue de contribuer à améliorer la qualité des produits agricoles et d'en faciliter l'écoulement, l'Etat crée une commission des marques.

² La commission se compose de neuf personnes au moins représentant l'Etat, les producteurs, les transformateurs et les consommateurs.

³ Les membres de la commission sont nommés par le Gouvernement pour la législature; leur mandat est renouvelable deux fois.¹²⁾

⁴ La commission a notamment pour mandat, en collaboration avec les associations professionnelles intéressées :

- a) la promotion de l'identification des produits agricoles et des produits agricoles transformés, notamment les indications géographiques, les appellations d'origine et les dénominations traditionnelles;
- b) l'exécution des tâches incombant au Canton en application des articles 14, 15 et 16 de la loi fédérale sur l'agriculture¹⁾;
- c) la définition ou la reconnaissance du cahier des charges de chaque produit;
- d) l'octroi du droit d'usage de la marque;
- e) la tenue du registre des produits agricoles, des denrées alimentaires et des services dont les marques ont été déposées;
- f) la promotion globale de la marque;
- g) le contrôle du respect du cahier des charges pour chaque produit et pour chaque service;
- h) la lutte contre les usages frauduleux des marques déposées;
- i) la présentation d'un rapport annuel au Gouvernement.

⁵ Le Gouvernement peut confier tout ou partie des tâches dévolues à la commission à des organisations agricoles, à des collectivités ou à des établissements.⁸⁾

Commercialisation

Art. 28 ¹ L'Etat peut soutenir la création d'infrastructures de commercialisation par l'octroi de prêts et de subventions.

² Il peut participer au financement de marchés tendant à faciliter l'écoulement de la production agricole par l'octroi de subventions.

SECTION 7 : Production ménageant l'environnement et sauvegarde des espèces

Principe

Art. 29 ¹ L'Etat favorise la production ménageant l'environnement.

² Il prend des mesures visant à :

- a) sauvegarder les espèces animales et végétales menacées;
- b) réduire les nuisances occasionnées par les activités agricoles aux éléments naturels;
- c) maintenir la beauté et la diversité des paysages.

Agriculture
biologique

Art. 30 L'Etat peut octroyer un prêt ou une subvention en cas de conversion d'une exploitation agricole à la pratique de l'agriculture biologique.

Utilisation
durable des
ressources
naturelles

Art. 30a¹³⁾ ¹ L'Etat peut, en complément à celles octroyées par le Confédération, octroyer des contributions pour des projets régionaux ou propres à une branche qui visent à améliorer l'utilisation durable des ressources naturelles.

² Le montant de ces contributions s'élève à 20 % au plus des coûts pris en compte pour la réalisation des projets et des mesures.

SECTION 8 : Mesures de politique agricole fédérale

Service de
l'économie
rurale

Art. 31 ¹ Le Service de l'économie rurale est chargé de l'application de la législation fédérale relative aux paiements directs et aux autres contributions.

² Il peut assumer ces tâches en collaboration avec d'autres cantons ou d'autres instances.

³ Il est compétent pour déterminer le droit aux contributions; il arrête les décisions nécessaires.

Délégation

Art. 32 ¹ Le Département de l'Economie peut confier tout ou partie des tâches assumées par le Service de l'économie rurale, en vertu de l'article 31, à des organisations au sens de l'article 66, alinéa 1, de l'ordonnance fédérale du 7 décembre 1998 sur les paiements directs⁴⁾.

² L'Etat peut octroyer une subvention aux organisations auxquelles de telles tâches sont confiées.

³ Les frais de contrôle assumés par les organisations mandatées peuvent être couverts par des cotisations ou par des émoluments.

Préposés à
l'agriculture

Art. 33 ¹ Les préposés à l'agriculture sont notamment chargés d'informer les autorités communales et les agriculteurs, de collecter les données nécessaires à l'application de la politique agricole fédérale et de procéder aux contrôles qui y sont liés.

² Les préposés à l'agriculture sont nommés par le Département de l'Economie pour quatre ans; au terme d'une période, ils peuvent être reconduits dans leurs fonctions.

³ Les préposés à l'agriculture doivent être au bénéfice d'un certificat fédéral de capacité en agriculture et, en principe, d'une maîtrise fédérale d'agriculteur.

⁴ Les frais inhérents à l'activité des préposés à l'agriculture sont couverts à raison de 50 % par le Canton, de 30 % par les communes et de 20 % par les bénéficiaires de paiements directs. Lorsqu'un préposé est nommé pour plusieurs communes, la participation de ces dernières se détermine sur la base de leurs surface agricoles utiles (SAU; article 14 de l'ordonnance fédérale du 7 décembre 1998 sur la terminologie agricole (Oterm)⁵⁾ respectives.

SECTION 9 : Dispositions particulières

Collaborations
extérieures

Art. 34 L'Etat et ses services collaborent aux activités propres à favoriser le développement rural.

Activités
culturelles

Art. 35 Les activités culturelles en milieu rural peuvent être soutenues par l'Etat.

SECTION 10 : Voies de droit, dispositions transitoires et finales

Voies de droit

Art. 36 Les décisions rendues en vertu du présent décret peuvent faire l'objet d'un recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative⁶⁾. L'article 16, alinéa 2, demeure réservé.

Régime
transitoire

Art. 37 L'entrée en fonction des préposés à l'agriculture interviendra le 1^{er} janvier 2005 au plus tard.

Abrogation

Art. 38 Le décret du 30 novembre 1994 sur le développement rural est abrogé.

Entrée en
vigueur

Art. 39 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur⁷⁾ du présent décret.

Delémont, le 20 juin 2001

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Marcel Hubleur
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) RS 910.1
- 2) RSJU 910.1
- 3) RSJU 914.1
- 4) RS 910.13
- 5) RS 910.91
- 6) RSJU 175.1
- 7) 1^{er} septembre 2001
- 8) Nouvelle teneur selon l'article 26, alinéa 2, de la loi du 19 mai 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale (RSJU 915.11), en vigueur depuis le 1^{er} août 2004
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2005
- 10) Introduit par le ch. I du décret du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2005
- 11) Abrogé(e)s par le ch. I du décret du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2005
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. XXVI de la loi du 1^{er} septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010
- 13) Introduit par le ch. I du décret du 21 novembre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Loi sur les améliorations structurelles

du 20 juin 2001

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 703 du Code civil suisse^{[1\)](#)},

vu les articles 87 et suivants de la loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (LAgr)^{[2\)](#)},

vu les articles 31 et suivants de la loi fédérale du 8 mars 1960 sur les routes nationales (LRN)^{[3\)](#)},

vu l'article 38 de la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les forêts (LFo)^{[4\)](#)},

vu l'ordonnance fédérale du 7 décembre 1998 sur les améliorations structurelles dans l'agriculture (ordonnance sur les améliorations structurelles) (OAS)^{[5\)](#)},

vu les articles 11 et 28 de la loi du 20 juin 2001 sur le développement rural^{[6\)](#)},

arrête :

TITRE PREMIER : Dispositions générales

But et champ
d'application

Article premier ¹ Les améliorations structurelles au sens de la présente loi sont les mesures ou les ouvrages qui ont pour but :

- a) d'améliorer les bases d'exploitation afin de diminuer les frais de production;
- b) d'améliorer les conditions de vie et les conditions économiques du monde rural;
- c) de protéger les terres cultivées ainsi que les installations et les bâtiments ruraux contre les dévastations ou la destruction causées par des phénomènes naturels;
- d) de contribuer à la réalisation d'objectifs relevant de la protection de l'environnement et de la nature, de la protection des animaux et de l'aménagement du territoire.

² Les améliorations structurelles comprennent les améliorations foncières, les constructions rurales ainsi que d'autres projets visant le but de l'alinéa 1. [21\)](#)

³ La présente loi régit les améliorations foncières individuelles et collectives, les améliorations foncières forestières, les constructions rurales ainsi que les autres améliorations structurelles entreprises avec l'aide des pouvoirs publics. [21\)](#)

Améliorations
foncières
intercantonales

Art. 2 Pour les améliorations foncières intercantonales, le Gouvernement détermine, d'entente avec les autres cantons intéressés, le droit applicable sur territoire jurassien.

Autorités
compétentes

Art. 3 ¹ Les améliorations foncières, les constructions rurales et les autres améliorations structurelles réalisées avec l'aide des pouvoirs publics, de même que leur entretien, sont placés sous la surveillance du Gouvernement qui l'exerce par le Département de l'Economie. [21\)](#)

² Le Service de l'économie rurale est le service officiel compétent en matière d'améliorations structurelles. [21\)](#)

³ Lorsqu'il s'agit d'entreprises forestières, le Département de l'Environnement et de l'Equipeement ainsi que le Service des forêts se substituent au Département de l'Economie et au Service de l'économie rurale.

⁴ Lors de la réalisation d'entreprises mixtes, les organes concernés agissent d'un commun accord.

Collaboration
entre services

Art. 4 ¹ Le Service de l'économie rurale collabore avec les services intéressés de l'Etat et de la Confédération, quand les mesures à prendre sont en corrélation avec d'autres activités cantonales ou fédérales.

² Les départements concernés sont consultés sur les questions relatives au plan d'aménagement local, au plan directeur cantonal, à la protection de la nature, des eaux et du patrimoine bâti ainsi qu'aux mensurations cadastrales.

³ La collaboration des autorités administratives est gratuite dans le cadre de leur activité de surveillance et de coordination.

⁴ Les conflits d'intérêts et de compétence sont tranchés conformément au Code de procédure administrative⁷⁾.

Protection de la nature, du paysage et d'autres intérêts

Art. 5 ¹ Les améliorations foncières au sens de la présente loi tiennent compte des exigences de la protection de la nature, du paysage et d'autres intérêts.

² Les intérêts de la pêche, de la chasse et de l'apiculture, ainsi que la protection de la faune et de la flore, sont pris en considération.

Enquête publique et publication

Art. 6²¹⁾ Les projets d'améliorations structurelles pour lesquels des subventions sont accordées sont mis à l'enquête publique et publiés conformément aux exigences posées par l'article 97 de la loi fédérale sur l'agriculture²⁾.

TITRE DEUXIEME : Subventions

Principes

Art. 7 ¹ L'Etat favorise les améliorations foncières, la construction et l'amélioration de bâtiments agricoles, ainsi que les autres améliorations structurelles, selon les dispositions de la loi fédérale sur l'agriculture²⁾ et des ordonnances du Conseil fédéral qui s'y rapportent.²¹⁾

² Il peut allouer des subventions dans les cas où la Confédération n'en accorde pas.

Fixation du taux

Art. 8 ¹ Les taux des subventions sont échelonnés selon les critères suivants :

- a) réalisation de l'entreprise en plaine, dans la zone des collines ou dans les régions de montagne;
- b) charge qu'impose l'entreprise au maître de l'ouvrage, compte tenu de sa situation financière.

² Le cas échéant, il peut être renoncé à l'octroi d'une subvention.

³ Les zones délimitées en application de l'ordonnance fédérale du 7 décembre 1998 sur le cadastre de la production agricole et la délimitation de zones⁸⁾ servent de référence.

Taux des
subventions

Art. 9 ¹ Le taux maximal pour les différentes améliorations est le suivant :

	Plaine (en %)	Zone des collines Zone de montagne I (en %)	Zones de montagne II-III (en %)
a) Remaniements parcellaires	40	45	50
b) Chemins agricoles et accès aux fermes	40	45	50
c) Assainissements, drainages et irrigations	30	40	45
d) Installations destinées à recueillir les engrais naturels	40	45	50
e) Bâtiments ruraux, y compris fermes de colonisation	35	40	45
f) Travaux de protection et de remise en état de terres cultivées	35	40	45
g) Fromageries et installations d'écémage	25	35	40
h) Alimentation en eau et électricité	35	40	45
i) ²¹⁾ Projets de développement régional au sens de l'article 93, alinéa 1, lettre c, L'Agr ²¹⁾	34	37	40
j) ²²⁾ Bâtiments de petites entreprises artisanales au sens de l'article 93, alinéa 1, lettre d, L'Agr ²¹⁾	0	22	22

² Des subventions pour l'alimentation en eau et en électricité ne peuvent être octroyées en plaine qu'en faveur d'exploitations de cultures spéciales et de fermes de colonisation sises hors de la zone à bâtir. ²¹⁾

³ S'il s'agit d'alimentation en eau, l'ensemble des subventions cantonales versées en vertu de la présente loi et de la loi sur l'utilisation des eaux⁹⁾ ne dépasse pas 50 % du coût pris en considération.

⁴ Les taux appliqués pour les bâtiments ruraux, y compris les fermes de colonisation, peuvent être majorés de 5 % au plus lorsque des mesures particulières sont prises en vue de sauvegarder ou d'enrichir le patrimoine bâti. Cette disposition est notamment appliquée dans la perspective de favoriser l'utilisation du bois dans la construction rurale, en particulier de celui provenant du Canton. Les taux fixés à l'article 9, alinéa 1, ne sont cependant pas dépassés.

Demande

Art. 10 ¹ La demande de subvention est adressée par écrit au Service de l'économie rurale.

² Le requérant présente, selon les directives du Service de l'économie rurale, un projet accompagné des indications nécessaires.

³ Le Service de l'économie rurale s'assure que le projet est rationnel et qu'il satisfait aux exigences légales, notamment celles qui concernent la protection de la nature et du paysage.

Refus

Art. 11 ¹ Le Département de l'Economie refuse d'entrée de cause de subventionner les projets qui sont incompatibles avec les buts visés par la législation fédérale et cantonale en matière d'améliorations structurelles.

² Tout ouvrage commencé sans l'autorisation écrite de mise en chantier, délivrée par le Service de l'économie rurale, est exclu du droit à la subvention.

Priorités

Art. 12 Les améliorations structurelles sont subventionnées compte tenu de l'intérêt que représente l'entreprise pour l'agriculture, en fonction de l'urgence des mesures à prendre et de la politique cantonale agricole.

Subventions des communes

Art. 13 ¹ Les communes sur le territoire desquelles des améliorations foncières collectives sont entreprises par un syndicat sont tenues d'allouer à celui-ci une subvention d'au moins 7,5 %.

² Lorsque les travaux touchent plusieurs communes, la subvention communale se répartit proportionnellement à l'importance des travaux réalisés sur le territoire de chacune d'elles.

Conditions d'octroi

Art. 14 ¹ Le Gouvernement statue sur l'octroi et le taux des subventions.

² Lorsque les cas s'y prêtent, en particulier dans le domaine des constructions rurales, le Gouvernement peut octroyer une subvention forfaitaire qui ne dépasse pas la subvention maximale prévue à l'article 9.

³ La délégation de compétences financières au Département de l'Economie est réservée.

Charges et conditions

Art. 15 Les subventions sont liées à des charges et à des conditions imposées par le Département de l'Economie ou par le Gouvernement.

Notification des décisions	Art. 16 Le Service de l'économie rurale notifie par écrit aux bénéficiaires les décisions de la Confédération et du Canton.
Révocation ou modification de la promesse de subvention	<p>Art. 17 Le Gouvernement peut révoquer ou modifier la promesse de subvention si :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le bénéficiaire ne respecte pas les conditions et les charges imposées; b) l'entreprise est totalement ou partiellement suspendue, si elle est modifiée dans ses fondements essentiels ou si, sans motifs suffisants, les délais d'exécution ne sont pas observés; c) le projet est modifié d'une façon qui justifie une adaptation des subventions promises; d) les conditions de fait ou de droit ont profondément changé avant le versement final et une adaptation de la subvention est justifiée.
Renonciation	Art. 18 S'il renonce totalement ou partiellement à l'exécution du projet, le bénéficiaire peut être tenu de restituer tout ou partie des subventions touchées.
Devoirs du bénéficiaire	Art. 19 ¹ Le bénéficiaire est tenu de déclarer, dans les 30 jours dès réception de la décision, qu'il accepte les subventions ainsi que les conditions et charges auxquelles elles sont liées.
a) Acceptation	<p>² Il est notamment tenu d'exécuter et d'entretenir l'ouvrage conformément au projet approuvé et aux prescriptions.</p>
b) Modification du projet	Art. 20 Toute modification du projet en cours de construction doit être préalablement approuvée par le Service de l'économie rurale.
Dépassement du devis	Art. 21 L'Etat ne subventionne les dépenses excédant le devis de base que lorsque celles-ci sont dues au renchérissement ou à des circonstances extraordinaires et imprévisibles dont il est immédiatement informé.
Adjudication des travaux	Art. 22 Les travaux sont adjugés conformément à la loi concernant les marchés publics ¹⁰⁾ et à l'ordonnance concernant l'adjudication des marchés publics ¹¹⁾ .

Versement des
subventions
a) Acomptes

Art. 23 Des acomptes peuvent être versés au prorata des travaux déjà exécutés et selon les crédits disponibles, sur présentation d'une estimation des dépenses établie par l'ingénieur ou l'architecte.

b) Décompte
final

Art. 24 Le décompte final, accompagné des factures acquittées et signées, est remis au Service de l'économie rurale un an au plus tard après la fin des travaux.

c) Contrôle

Art. 25 ¹ Les subventions ou le solde de celles-ci ne sont versés qu'après contrôle du décompte final et réception des travaux en présence du maître de l'ouvrage et de l'ingénieur ou de l'architecte.

² Le Service de l'économie rurale participe à la réception des travaux.

Dépenses
donnant droit à
subvention

Art. 26 Les dépenses donnant droit à subvention sont définies à l'article 15 de l'ordonnance fédérale du 7 décembre 1998 sur les améliorations structurelles⁵⁾.

Ressources
financières

Art. 27 Les subventions cantonales octroyées en vertu de la présente loi sont inscrites au budget.

Fonds
d'améliorations
foncières

Art. 28 ¹ Un fonds d'améliorations foncières est institué en vue de l'exécution de projets dont le financement est difficile ou de mesures qui ne sont pas subventionnées par la Confédération.

² Ce fonds est alimenté par :

- a) la restitution des subventions au sens des articles 119 à 122;
- b) en cas de nécessité, par des crédits budgétaires.

TITRE TROISIEME : Améliorations foncières collectives

CHAPITRE PREMIER : Procédure de constitution du syndicat d'améliorations foncières

Principe

Art. 29 Lorsqu'une communauté de propriétaires au sens de l'article 703 du Code civil suisse est seule en mesure d'exécuter une amélioration foncière, elle doit s'organiser en une collectivité de droit public cantonal et former un syndicat d'améliorations foncières.

Périmètre	<p>Art. 30 ¹ L'ensemble des terrains englobés dans l'entreprise constitue le périmètre.</p> <p>² Le périmètre s'étend à une région pourvue de limites naturelles ou formant un tout du point de vue économique. Il comprend tous les biens-fonds qui sont nécessaires à l'exécution rationnelle de l'entreprise ou qui tirent avantage de l'amélioration.</p> <p>³ Il peut s'étendre à plusieurs communes ou être subdivisé en sous-périmètres.</p> <p>⁴ Pour des motifs importants, touchant notamment à l'aménagement du territoire, des zones à bâtir peuvent être englobées dans le périmètre.</p>
Initiative	<p>Art. 31 ¹ L'initiative de créer un syndicat peut être prise par le conseil communal ainsi que par un ou plusieurs propriétaires.</p> <p>² La demande est adressée par écrit au Service de l'économie rurale.</p> <p>³ Si l'examen préalable de l'entreprise proposée atteste que celle-ci correspond aux dispositions légales et aux priorités cantonales, le Service de l'économie rurale donne aux initiateurs les instructions nécessaires en vue de la constitution du syndicat.</p>
Avant-projet	<p>Art. 32 ¹ Après avoir reçu la promesse de collaboration des pouvoirs publics, les initiateurs font établir un avant-projet.</p> <p>² Si un syndicat est constitué, les frais d'avant-projet sont portés au compte de l'entreprise.</p> <p>³ Si le syndicat n'est pas constitué, le Canton prend en charge la moitié des frais d'avant-projet.</p>
Dépôt public de l'avant-projet	<p>Art. 33 Lorsque l'avant-projet est établi, le conseil communal, d'entente avec le Service de l'économie rurale, dépose publiquement les pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le plan du périmètre; b) le projet de statuts; c) l'avant-projet; d) le devis provisoire.

Opposition

Art. 34 ¹ Il peut être formé opposition au périmètre pour cause de violation d'intérêts privés ou publics.

² L'opposition, écrite et motivée, est remise au secrétariat communal jusqu'à l'expiration du délai de dépôt.

³ Le Service de l'économie rurale statue sur les oppositions.

⁴ Sa décision est susceptible de recours auprès du juge administratif.

⁵ Un recours contre le périmètre ne fait pas obstacle à la constitution du syndicat.

Assemblée
d'information

Art. 35 ¹ Dans les 10 jours à compter du dépôt, le conseil communal convoque une assemblée des propriétaires fonciers concernés pour les renseigner, notamment sur le périmètre, le coût approximatif et le genre de travaux à exécuter.

² Si le périmètre s'étend à plusieurs communes, l'initiative en incombe au conseil communal de la commune ayant la plus grande surface dans le périmètre.

³ Le conseil communal désigne le président et le secrétaire de l'assemblée d'information.

⁴ Il n'y a pas de vote à l'occasion de cette assemblée.

Assemblée
constitutive
a) Convocation

Art. 36 ¹ Les travaux préparatoires achevés, le conseil communal, d'entente avec le Service de l'économie rurale, convoque à une assemblée constitutive, au moins 20 jours à l'avance, les propriétaires fonciers concernés.

² La convocation se fait par lettre recommandée et par publication dans le Journal officiel, celle-ci étant déterminante.

b) Direction

Art. 37 Le conseil communal désigne le président et le secrétaire de l'assemblée constitutive.

Vote

Art. 38 ¹ L'assemblée décide de la création du syndicat par un vote.

² Cette décision engage les propriétaires quant à l'élaboration et au principe de la réalisation du projet.

Ayants droit
au vote

Art. 39 ¹ Les propriétaires des biens-fonds compris dans le périmètre ont le droit de participer au scrutin.

² La qualité de propriétaire est attestée par le registre foncier ou par un certificat d'hérédité.

Procuration

Art. 40 ¹ Un ayant droit peut se faire représenter en donnant procuration écrite à un autre propriétaire du périmètre, au fermier, ou à un parent jusqu'au troisième degré, au bénéfice de l'exercice des droits civils.

² Il n'est admis qu'une seule procuration par personne.

Valeur des votes

Art. 41 ¹ Sont prises en compte les voix des propriétaires, à raison d'une voix par propriétaire, et les surfaces qu'ils possèdent.

² Les propriétaires communs désignent à l'unanimité et par écrit leur représentant; celui-ci dispose d'une voix et de la surface de la propriété commune. Faute d'accord entre eux, ils sont réputés absents.

³ Les copropriétaires désignent leur représentant à la majorité d'entre eux, cette majorité devant posséder en outre plus de la moitié de l'immeuble. Le représentant dispose d'une voix et de la surface de la copropriété. A défaut, les copropriétaires sont réputés absents.

⁴ Les propriétaires intéressés qui ne participent pas à la décision sont réputés y adhérer.

Majorité

Art. 42 ¹ La constitution d'un syndicat de remaniement parcellaire est décidée lorsque la majorité des intéressés disposant du droit de vote l'approuve ou que plus de la moitié des terres du périmètre appartiennent à ceux qui l'acceptent.

² La constitution d'un syndicat d'améliorations foncières autre qu'un syndicat de remaniement parcellaire est décidée par la majorité des intéressés possédant plus de la moitié du terrain.

Statuts, organes

Art. 43 ¹ Constitué, le syndicat acquiert la personnalité juridique.

² L'assemblée adopte les statuts et élit les organes statutaires ainsi que le directeur technique et un notaire consultant.

Approbation **Art. 44** Le Gouvernement approuve le périmètre et les statuts. Il publie la constitution du syndicat dans le Journal officiel.

Nouvelle assemblée **Art. 45** ¹ Si les statuts n'ont pas été adoptés ou si les élections n'ont pas eu lieu, une nouvelle assemblée est convoquée.

² Si cette assemblée ne donne pas de résultats, le Département de l'Economie adopte les statuts et nomme les organes statutaires.

Constitution d'office **Art. 46** ¹ Le Gouvernement peut, d'office ou sur requête d'une ou de plusieurs communes, ordonner l'exécution d'améliorations foncières sur tout ou partie du territoire d'une ou de plusieurs communes lorsque cette opération est indispensable pour :

- a) remédier à un morcellement excessif du sol;
- b) permettre la réalisation de grands travaux d'intérêt public;
- c) d'autres motifs d'intérêt public.

² Le syndicat se constitue lui-même conformément aux articles 36 et suivants.

³ Si les propriétaires refusent de constituer le syndicat, ou tardent à le faire, ou si les organes n'assurent pas la bonne marche de celui-ci, le Gouvernement ordonne les mesures nécessaires à la réalisation de l'entreprise.

Mention au registre foncier **Art. 47** ¹ Le Service de l'économie rurale ordonne la mention de l'entreprise au registre foncier dans les 20 jours qui suivent la constitution du syndicat.

² Lors d'une mutation postérieure à l'inscription, le nouvel acquéreur devient membre du syndicat et reprend les droits et obligations de l'ancien propriétaire.

Modifications de droit et de fait de l'ancien état des propriétés

Art. 48 ¹ Après inscription de la mention au registre foncier, les modifications de droit résultant de mutations et l'établissement de servitudes, de charges foncières et de droits d'emption ne sont autorisés qu'avec l'assentiment du Service de l'économie rurale, qui entendra au préalable le comité et la commission d'estimation. L'autorisation est refusée si les modifications de droit portent considérablement atteinte à la réalisation du projet, ou lorsqu'il existe un motif de refus au sens des articles 63 et suivants de la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur le droit foncier rural¹²⁾ appliqués à titre de droit cantonal.

² La modification de droit au registre foncier n'intervient qu'avec l'autorisation du Service de l'économie rurale.

³ Les modifications de fait à l'ancien état des propriétés, notamment la construction de bâtiments de tout genre, la suppression ou la plantation de bosquets ou d'arbres, sont dans les mêmes conditions soumises à l'autorisation du Service de l'économie rurale. En cas d'infraction, celui-ci peut ordonner le rétablissement de l'état antérieur.

CHAPITRE II : Organisation du syndicat d'améliorations foncières

Statuts

Art. 49 ¹ Les statuts contiennent au minimum les dispositions suivantes :

- a) but et étendue de l'entreprise;
- b) droits et obligations des membres du syndicat;
- c) organisation;
- d) exécution de l'entreprise;
- e) entretien des ouvrages;
- f) couverture des frais de construction et d'entretien;
- g) comptabilité et finances.

² Le Département de l'Economie établit des statuts-types en collaboration avec les autres départements concernés.

Sanction

Art. 50 ¹ Le syndicat est habilité à prévoir dans ses statuts des amendes jusqu'à concurrence d'un montant de 500 francs pour réprimer les infractions commises par ses membres.

² L'amende est prononcée par le comité.

³ Pour le surplus, sont applicables les dispositions du décret concernant le pouvoir répressif des communes¹³⁾.

Organes

Art. 51 ¹ Tout syndicat comprend les organes suivants :

- a) l'assemblée des propriétaires;
- b) le comité, assisté d'un secrétaire et d'un caissier;
- c) la commission d'estimation;
- d) la commission de vérification des comptes.

² Les organes du syndicat dressent procès-verbal de toutes les délibérations importantes, de tous les votes et de toutes les décisions.

a) Assemblée
1. Membres

Art. 52 ¹ L'assemblée est constituée par les propriétaires des immeubles du périmètre.

² Chaque membre a droit à une voix, quelle que soit la surface de son bien-fonds.

2. Représen-
tation

Art. 53 Un membre peut se faire représenter aux conditions de l'article 40.

3. Représen-
tation des
propriétaires
communs et des
copropriétaires

Art. 54 Les propriétaires communs et les copropriétaires désignent parmi eux, par écrit, un représentant qui bénéficie d'une voix conformément à l'article 41.

4. Décisions

Art. 55 ¹ L'assemblée du syndicat décide et vote à la majorité simple des membres présents et représentés. Aucun quorum n'est exigé.

² Les attributions de l'assemblée sont définies dans les statuts.

b) Comité
1. Composition

Art. 56 ¹ Selon l'importance de l'entreprise, le comité est formé de trois à neuf membres dont la majorité doivent être membres du syndicat.

² Le président ne doit pas nécessairement être membre du syndicat. Il a le droit de vote dans tous les cas.

³ Le comité est assisté par un secrétaire et un caissier. Ceux-ci ne sont pas membres du comité et ne doivent pas nécessairement être membres du syndicat.

2. Attributions

Art. 57 ¹ Le comité assure la direction de toutes les affaires du syndicat, pour autant que celles-ci ne soient pas de la compétence d'un autre organe.

² Après avoir fixé un dernier délai par lettre recommandée et après menace d'exécution par substitution, le comité peut ordonner, aux frais des propriétaires, les travaux que ceux-ci ont négligé de faire.

3. Incompatibilités

Art. 58 ¹ Les dispositions de l'article 12 de la loi sur les communes¹⁴⁾ sont applicables au comité, à la commission d'estimation et à la commission de vérification des comptes.

² Le Service de l'économie rurale peut autoriser des exceptions pour de justes motifs.

c) Commission d'estimation
1. Composition

Art. 59 ¹ La commission d'estimation est formée d'au moins trois personnes qualifiées non intéressées à l'entreprise.

² Elle se constitue elle-même.

2. Attributions

Art. 60 ¹ Elle a notamment pour tâches de :

- a) procéder à toutes les estimations qui se rapportent à l'entreprise;
- b) fixer les indemnités;
- c) collaborer au projet de nouvelle répartition;
- d) fixer les directives de répartition des frais et collaborer à l'élaboration de cette dernière;
- e) statuer sur les oppositions.

² La commission peut faire appel à des experts pour traiter des cas spéciaux.

3. Décisions

Art. 61 ¹ Avant de rendre toute décision, la commission d'estimation entend les propriétaires fonciers et les tiers intéressés.

² Elle agit de même lorsqu'elle traite les oppositions.

d) Directeur technique

Art. 62 ¹ Tout syndicat est assisté d'un directeur technique, dont les tâches sont définies dans un cahier des charges.

² Le directeur technique participe aux travaux de la commission d'estimation.

³ Le directeur technique d'un remaniement parcellaire doit être porteur du brevet fédéral d'ingénieur-géomètre.

e) Vérificateurs
des comptes

Art. 63 ¹ La commission de vérification des comptes est composée de trois membres.

² Sa tâche peut être confiée à un institut bancaire ou à toute autre institution appropriée.

f) Service de
l'économie rurale

Art. 64 Le Service de l'économie rurale participe, avec voix consultative, aux séances du comité ainsi qu'aux travaux de la commission d'estimation.

Droit supplétif

Art. 65 Pour le surplus, les compétences des organes du syndicat sont fixées par les statuts.

Mesures
disciplinaires

Art. 66 ¹ Le Département de l'Economie peut adresser un avertissement ou infliger une amende d'ordre aux organes qui violent leurs devoirs intentionnellement ou par négligence.

² Il peut suspendre de leurs fonctions les organes dont l'incapacité est dûment constatée ou qui ont violé leurs devoirs de façon réitérée.

Administration
extraordinaire

Art. 67 ¹ Le Département de l'Economie peut, aux frais de l'entreprise, ordonner les mesures nécessaires ou nommer un mandataire lorsqu'un organe du syndicat néglige les devoirs de sa charge ou refuse de les accomplir.

² Le mandataire a, dans les limites des instructions qui lui sont données, les compétences de l'organe ou de la personne qu'il remplace.

CHAPITRE III : Exécution de l'entreprise collective

SECTION 1 : Dispositions générales

Répartition des
frais

Art. 68 ¹ Les propriétaires membres du syndicat supportent les frais, déduction faite des subventions, proportionnellement aux avantages qu'ils retirent de l'entreprise.

² Ils sont solidairement responsables des obligations du syndicat.

³ Les directives et le tableau de répartition des frais sont déposés publiquement.

Tiers intéressés	Art. 69 Si des biens-fonds étrangers à l'entreprise d'améliorations foncières en tirent néanmoins un avantage, leurs propriétaires sont tenus de participer, dans une mesure équitable, aux frais d'exécution des travaux. Le périmètre concerné et la part des frais mise à leur charge par la commission d'estimation font l'objet d'un dépôt public conformément à la présente loi.
Acomptes	Art. 70 Les propriétaires fonciers sont appelés à verser des acomptes à mesure de l'avancement des travaux.
Titres de créances	Art. 71 Le tableau de répartition des frais, devenu exécutoire, vaut titre de mainlevée au sens de l'article 80, alinéa 2, de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite ¹⁵⁾ .
Hypothèque légale	Art. 72 ²⁰⁾ Les contributions dues par les propriétaires fonciers sont garanties par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse ¹⁶⁾ .
Utilisation temporaire de terrains	<p>Art. 73 ¹ Les propriétaires fonciers sont tenus de tolérer sur leurs biens-fonds l'exécution de tous les travaux nécessaires à l'entreprise.</p> <p>² L'utilisation temporaire d'un terrain du périmètre, afin d'y effectuer des travaux, ne donne droit, en règle générale, à aucune indemnité.</p>
Travaux hors périmètre	<p>Art. 74 ¹ Le syndicat peut être autorisé à construire des ouvrages sur des immeubles hors périmètre.</p> <p>² Si les droits réels nécessaires à ces ouvrages ne peuvent être acquis de gré à gré, le Gouvernement peut ordonner l'expropriation.</p>
Modifications du périmètre	<p>Art. 75 ¹ Les propriétaires fonciers concernés, le comité et la commission d'estimation peuvent proposer des modifications du périmètre.</p> <p>² Tout plan de modification importante doit être déposé publiquement conformément à l'article 102.</p> <p>³ En cas de modification de peu d'importance, l'accord écrit des propriétaires fonciers directement concernés ou une communication individuelle aux intéressés remplace le dépôt public.</p>

⁴ Toute modification du périmètre est soumise à l'approbation du Service de l'économie rurale. Celui-ci statue sur les oppositions.

Entretien
a) En général

Art. 76 ¹ Une fois l'entreprise réalisée, le propriétaire des ouvrages en assure l'entretien, l'exploitation et l'administration.

² L'entretien et l'utilisation ainsi que, le cas échéant, les contributions y relatives font l'objet d'un règlement soumis à l'approbation du Service de l'économie rurale.

b) Fonds
d'entretien

Art. 77 ¹ Un fonds d'entretien est constitué après la réalisation de l'entreprise.

² Le montant minimum de ce fonds est fixé par le Service de l'économie rurale.

Surveillance

Art. 78 Le Service de l'économie rurale surveille l'entretien des ouvrages et peut prendre des mesures en cas de négligence.

Propriétés des
ouvrages

Art. 79 ¹ En cas de remaniement parcellaire, les ouvrages collectifs, dès la réception des travaux, deviennent à titre gratuit propriété des communes municipales ou mixtes qui les entretiennent.

² Les propriétaires de terrains dans lesquels des ouvrages collectifs souterrains ont été réalisés sont tenus de tolérer l'accès et les travaux que nécessite leur entretien.

³ Un règlement communal peut prévoir le remboursement de tout ou partie des frais d'entretien par les propriétaires intéressés.

Dissolution du
syndicat

Art. 80 ¹ Dès qu'il a atteint son but, et pour autant que l'entretien des ouvrages soit assuré, le syndicat d'améliorations foncières peut être dissout par décision d'une assemblée convoquée à cet effet.

² La décision est soumise à la ratification du Gouvernement.

Dissolution
d'office

Art. 81 Le Gouvernement peut prononcer la dissolution d'un syndicat d'améliorations foncières lorsque ce dernier :

- a) a cessé son activité depuis plus de cinq ans;
- b) n'est plus en mesure de constituer ses organes;

- c) n'est plus à même d'assumer ses tâches;
- d) voit son but devenir caduc.

Modifications

Art. 82 ¹ Les syndicats d'améliorations foncières peuvent fusionner, reprendre d'autres syndicats, se subdiviser, exclure certains secteurs ou en annexer d'autres.

² Les modifications du périmètre qui résultent de telles opérations sont déposées publiquement.

³ Ces décisions sont soumises à l'approbation du Gouvernement.

⁴ Le Département de l'Economie fixe la procédure et contrôle les opérations.

SECTION 2 : Dispositions particulières concernant les remaniements parcellaires

Définition

Art. 83 ¹ Le remaniement parcellaire consiste à mettre en commun des biens-fonds compris dans un périmètre et à redistribuer le sol entre les propriétaires intéressés, en vue d'assurer une utilisation judicieuse et une meilleure exploitation des terres. Il tient compte des autres intérêts, notamment de ceux de la protection de la nature et du paysage.

² Tout remaniement parcellaire englobe les travaux d'intérêt commun nécessaires à sa réalisation, tels que la construction ou l'amélioration d'un réseau de chemins et de drainage.

Compétences du Service de l'économie rurale

Art. 84 Le Service de l'économie rurale édicte les instructions utiles à l'exécution technique de l'entreprise. Les directives et les recommandations fédérales en la matière demeurent réservées.

Estimation des terres

Art. 85 ¹ La commission d'estimation procède à l'estimation de tous les terrains du périmètre.

² L'estimation de l'ancien état se fait sur la base des mensurations cadastrales existantes et des inscriptions au registre foncier.

³ Elle tient compte notamment du rendement, de la situation et de la nature du sol, de son affectation et d'autres contraintes.

Règlement	<p>Art. 86 ¹ Les principes régissant l'estimation des terres de l'entreprise font l'objet d'un règlement édicté par la commission d'estimation.</p> <p>² Ce règlement ainsi que les plans d'estimation sont déposés publiquement.</p>
Forêts	<p>Art. 87 La valeur des biens-fonds forestiers est déterminée selon les normes forestières.</p>
Acquisition de terrains pour les ouvrages	<p>Art. 88 ¹ Le terrain nécessaire à l'emprise des ouvrages collectifs est cédé gratuitement par l'ensemble des propriétaires.</p> <p>² A cet effet, le syndicat opère une réduction générale de la valeur des biens-fonds de l'ancien état et attribue des plus-values créées par les mesures d'améliorations du sol, tel le drainage.</p> <p>³ Le syndicat peut acquérir de gré à gré les terrains nécessaires à l'exécution de l'entreprise.</p>
Terrains nécessaires pour des ouvrages publics	<p>Art. 89 ¹ Si les terrains nécessaires pour les routes cantonales ou nationales ou pour d'autres ouvrages ou mesures d'utilité publique décidés par l'Etat ne peuvent être acquis de gré à gré, le Gouvernement peut ordonner une réduction complémentaire de la valeur des biens-fonds de l'ancien état.</p> <p>² Cette réduction est bonifiée à l'entreprise à la valeur vénale et le syndicat indemnise les propriétaires fonciers.</p>
Projet général	<p>Art. 90 ¹ Le comité du syndicat, en collaboration avec la commission d'estimation et le directeur technique, arrête le projet général.</p> <p>² Celui-ci prévoit le réseau des chemins et des collecteurs principaux de drainage ainsi que l'emplacement des autres ouvrages collectifs permettant une exploitation rationnelle du nouvel état et les mesures en faveur de la protection de la nature et du paysage.</p>

Consultation

Art. 91 ¹ Le projet général est soumis à la consultation des services de l'administration concernés.

² Sur la base des préavis, le Service de l'économie rurale arrête les modifications à ordonner.

Nouvelle répartition des terres

Art. 92 ¹ La commission d'estimation prépare la nouvelle répartition des terres en se conformant aux principes énoncés aux alinéas suivants.

² Dans la mesure du possible, chaque propriétaire reçoit des terrains de même nature et de même valeur que ceux qu'il doit abandonner.

³ Les terres sont regroupées au mieux, compte tenu des conditions locales.

⁴ Dans la mesure du possible, les nouveaux biens-fonds sont de forme régulière et disposent d'un accès.

⁵ Les propriétaires ont l'occasion d'exprimer à la commission leurs vœux quant à l'emplacement de leurs nouvelles parcelles.

⁶ Il est tenu compte de l'état particulier des communes et des autres collectivités de droit public.

⁷ Les intérêts des petits propriétaires fonciers sont sauvegardés par la localisation des petites parcelles en un endroit approprié.

⁸ Avec l'assentiment écrit des propriétaires, une propriété commune peut être partagée si c'est dans l'intérêt de l'entreprise.

⁹ Dans des cas particuliers et pour servir la réalisation du but de l'entreprise, la colonisation agricole est encouragée.

Modalités

Art. 93 ¹ La nouvelle répartition des terres est opérée sur la base de l'état des propriétés existant à une date déterminée par le Service de l'économie rurale. Dès ce moment, toute modification de droit selon l'article 48 est prohibée.

² Cette date est notifiée par écrit aux propriétaires fonciers, au registre foncier, ainsi qu'aux notaires, deux mois à l'avance.

³ Les mutations intervenant après cette date ne peuvent contraindre la commission d'estimation à revoir la conception générale du projet de répartition.

⁴ Le projet de nouvelle répartition est déposé publiquement.

Adaptation des
servitudes

Art. 94 ¹ D'entente avec la commission d'estimation, le directeur technique procède à la suppression, au maintien, à la modification ou à la création des servitudes, charges foncières, annotations ou mentions nécessités par le nouvel état.

² Ces modifications font l'objet d'un dépôt public.

Entrée en
possession du
nouvel état

Art. 95 ¹ En règle générale, l'entrée en possession a lieu après liquidation de toutes les oppositions et après piquetage des biens-fonds. Elle est ordonnée par le Département de l'Economie, sur proposition du comité et de la commission d'estimation, compte tenu des conditions existantes.

² Le Département de l'Economie peut ordonner une entrée en possession anticipée pour certains biens-fonds, sous réserve de recours à la Cour administrative.

³ Le comité notifie la date d'entrée en possession aux propriétaires, à charge pour eux d'en informer les fermiers.

Transfert de
propriété

Art. 96 ¹ La nouvelle répartition des terres et le nouvel état des servitudes, charges foncières, annotations et mentions sont approuvés par le Gouvernement.

² Cette approbation est constitutive des nouveaux droits de propriété, des servitudes, charges foncières, annotations et mentions en vigueur dans le nouvel état.

³ Le comité notifie la date du transfert de propriété aux ayants droit.

Inscription au
registre foncier

Art. 97 ¹ Après approbation du Gouvernement, le Service de l'économie rurale requiert l'inscription du nouvel état au registre foncier.

² Une ordonnance détermine les pièces sur la base desquelles les modifications de droit sont inscrites au registre foncier.

Gages
immobiliers

Art. 98 ¹ Les gages immobiliers sont reportés conformément à l'article 802 du Code civil suisse.

² Le débiteur ne peut être contraint de rembourser les dettes garanties par cette mutation.

³ L'ordonnance régleme les droits de gage et fixe la procédure.

Compensation
pécuniaire

Art. 99 ¹ Si le remaniement ne permet pas d'attribuer à un propriétaire l'équivalent des parcelles qu'il abandonne, la différence est compensée par une soulte.

² Les parties intégrantes et accessoires font l'objet d'une estimation spéciale et sont compensées en argent.

³ Le directeur technique reporte sur un tableau comparatif les soultes ainsi que les indemnités dues par le syndicat ou par les propriétaires.

⁴ Ce tableau comparatif est déposé publiquement.

⁵ Les soultes et les indemnités sont exigibles le jour du transfert de propriété.

⁶ Le tableau des soultes et des indemnités vaut titre de mainlevée au sens de l'article 80, alinéa 2, de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite¹⁵⁾.

Nouvelle
mesure

Art. 100 ¹ Une nouvelle mensuration doit être effectuée après le remaniement parcellaire.

² Elle remplace d'office les surfaces et les limites qui figurent au registre foncier.

³ Elle ne modifie pas le montant des soultes.

Gratuité

Art. 101 ¹ Les inscriptions au registre foncier sont gratuites.

² Les opérations prescrites par la présente loi, ainsi que l'acquisition de terrains par le syndicat en vue de faciliter la nouvelle répartition, ne sont soumises ni à droits de mutation ni à impôts sur les gains immobiliers.

CHAPITRE IV : Règles de procédure et voies de recours

Dépôt public

Art. 102 ¹ Les règlements, le projet général, les projets d'exécution, la répartition des frais et les décisions de portée générale qui octroient des droits ou imposent des obligations aux propriétaires fonciers ou qui les touchent dans leurs intérêts, sont publiés officiellement et déposés publiquement au secrétariat communal.

² La durée de tout dépôt public est de 20 jours.

³ Le Service de l'économie rurale peut ordonner d'autres dépôts publics.

⁴ La publication et le dépôt public sont soumis à l'autorisation du Service de l'économie rurale.

Communication individuelle

Art. 103 ¹ Les intéressés sont informés du dépôt public par une communication écrite qui mentionne les voies de droit.

² La validité du dépôt public ne dépend pas de cette communication.

Décisions individuelles

Art. 104 ¹ Sont réputées décisions individuelles les dispositions prises par la commission d'estimation et qui ne font pas l'objet d'un dépôt public.

² Ces décisions sont notifiées aux intéressés par une lettre recommandée qui mentionne les voies de droit.

Opposition

Art. 105 ¹ Toutes les opérations qui font l'objet d'un dépôt public ainsi que les décisions individuelles sont sujettes à opposition.

² Les oppositions sont adressées au secrétariat communal qui enregistre la date du dépôt.

³ A l'expiration du délai d'opposition, le secrétariat communal établit la liste des opposants et transmet les dossiers au Service de l'économie rurale.

⁴ Les dépôts publics et les décisions individuelles non frappés d'opposition sont exécutoires.

Irrecevabilité	Art. 106 Les oppositions faites collectivement par plusieurs propriétaires et celles qui concernent une opération ne faisant pas l'objet de dépôts publics ou de décisions individuelles sont irrecevables.
Droit supplétif	Art. 107 Pour le surplus, les dispositions du Code de procédure administrative ⁷ sont applicables.
Traitement des oppositions a) Conciliation	<p>Art. 108 ¹ La commission d'estimation, d'entente avec le directeur technique, convoque l'opposant et les tiers intéressés à une séance de conciliation.</p> <p>² Au besoin, elle procède à une visite des lieux.</p> <p>³ Le Service de l'économie rurale est invité à participer aux séances de conciliation.</p>
b) Décision	⁴ Si la conciliation échoue, la commission d'estimation statue.
Recours	<p>Art. 109 ¹ La décision sur opposition peut faire l'objet d'un recours de droit administratif auprès du juge administratif.</p> <p>² Le recours n'a d'effet suspensif que sur décision du juge administratif.</p> <p>³ Le juge administratif peut s'adjoindre à titre consultatif deux experts en agriculture, en sylviculture ou en génie rural. Ceux-ci sont indemnisés selon l'ordonnance concernant les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales¹⁷, qui s'applique par analogie.</p> <p>⁴ Pour le surplus sont applicables les dispositions du Code de procédure administrative⁷.</p>
Procédure devant le juge administratif	<p>Art. 110 ¹ Le juge administratif statue, sous réserve de l'article 111, sur les recours qui lui sont soumis, après l'audition orale ou écrite des parties, et après avoir entendu le Service de l'économie rurale.</p> <p>² Les décisions sont communiquées par écrit aux parties et au Service de l'économie rurale.</p>

Recours
à la Cour
administrative

Art. 111 Le Service de l'économie rurale, ainsi que toute personne touchée par la décision du juge administratif et qui possède un intérêt digne de protection à ce qu'elle soit annulée ou modifiée, peut recourir dans les 30 jours auprès de la Cour administrative, selon les dispositions du Code de procédure administrative⁷.

Frais de
procédure

Art. 112 ¹ La procédure devant la commission d'estimation est gratuite.

² En cas de recours, les frais de procédure sont à la charge de la partie qui succombe.

³ Pour le surplus sont applicables les dispositions du Code de procédure administrative⁷.

Autres voies de
droit

Art. 113 ¹ Les élections, l'adoption de règlements et les décisions ne nécessitant pas de dépôt public préalable ou de notification personnelle au sens de l'article 104 sont, dans un délai de 10 jours, sujettes à recours auprès du juge administratif.

² La procédure d'opposition n'est pas ouverte.

³ Le recours n'a d'effet suspensif que sur décision du juge administratif.

⁴ Pour le surplus sont applicables les dispositions du Code de procédure administrative⁷.

TITRE QUATRIEME : Obligations et interdictions

CHAPITRE PREMIER : Obligation d'exploiter et d'entretenir

Principe

Art. 114 ¹ Les terres améliorées avec l'aide de contributions publiques doivent être convenablement exploitées; les bâtiments et les ouvrages construits sont entretenus dans les règles de l'art.

² La surveillance est confiée au Service de l'économie rurale.

Négligence

Art. 115 ¹ Si l'assujetti néglige l'exploitation ou l'entretien, le Département de l'Economie lui impartit un délai pour remplir ses obligations.

² Si la sommation n'est pas suivie d'effets, le Département de l'Economie ordonne l'exécution par substitution aux frais du responsable.

CHAPITRE II : Interdiction de désaffecter et de morceler

Principe

Art. 116 ¹ Selon les dispositions du droit fédéral (art. 102 LAgr), les immeubles, les ouvrages, les installations et les bâtiments ruraux construits ou assainis avec l'aide de subventions publiques, y compris les terrains agricoles qui en dépendent, ne peuvent être détournés de leur affectation pendant les vingt ans qui suivent le versement du solde des subventions.

² Les terrains ayant fait l'objet d'un remaniement parcellaire ne doivent pas être morcelés.

Exceptions

Art. 117 ¹ Le Service de l'économie rurale peut, pour de justes motifs, autoriser des dérogations à l'interdiction de désaffecter et de morceler.

² La désaffectation et le morcellement sont admissibles lorsque les biens-fonds sont juridiquement affectés à une zone de construction.

³ L'autorisation de désaffecter ou de morceler fait l'objet d'une requête écrite au Service de l'économie rurale, accompagnée des plans et des moyens de preuves idoines.

⁴ Lorsque la décision du Service de l'économie rurale est rendue dans le cadre d'une procédure d'octroi du permis de construire, elle peut faire l'objet d'une opposition et d'un recours conformément aux articles 22 et 23 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire¹⁸⁾.

Mentions au registre foncier

Art. 118 Le Service de l'économie rurale est compétent pour appliquer l'article 104, alinéas 1 et 2, de la loi fédérale sur l'agriculture²⁾ et l'article 42 de l'ordonnance fédérale sur les améliorations structurelles⁷⁾, ainsi que pour procéder à l'inscription de mentions au registre foncier, quand il n'est alloué que des subsides cantonaux.

Radiation

Art. 119 ¹ Lorsqu'un subside est remboursé, le Service de l'économie rurale requiert la radiation de la mention.

² Le Service de l'économie rurale requiert d'office cette radiation au terme fixé pour la restitution des subventions.

Remboursement
des subventions
a) Principe

Art. 120 ¹ Le remboursement total ou partiel des subventions communales, cantonales et fédérales octroyées au titre d'améliorations structurelles peut être exigé lorsque les conditions légales ne sont pas respectées ou ne le sont plus.

b) Conditions

² C'est le cas notamment lorsque :

- a) la désaffectation ou le morcellement est autorisé;
- b) la désaffectation a eu lieu sans le consentement de l'autorité;
- c) les subventions ont été versées sur la base d'indications fausses ou trompeuses;
- d) l'exécution des travaux souffre de graves défauts;
- e) les prescriptions légales ou les conditions et charges liées à l'octroi de subsides n'ont pas été observées;
- f) des modifications ont été apportées après coup à l'entreprise, sans autorisation, et se révèlent incompatibles avec les conditions posées lors de l'octroi de subsides;
- g) l'obligation d'entretenir ou d'exploiter n'est pas remplie;
- h) une entreprise agricole est revendue, en totalité ou en partie, avec bénéfice pendant les vingt ans qui suivent le dernier versement;
- i) il existe des motifs qui justifient la restitution des subsides au sens du droit fédéral.

³ Le Service de l'économie rurale est compétent pour exiger de tels remboursements.

Hypothèque
légale

Art. 121 ²⁰⁾ La créance en remboursement des subventions est garantie par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse ¹⁶⁾.

Destruction des
bâtiments

Art. 122 ¹ Si, au cours des vingt années suivant le dernier versement des subsides de la Confédération et du Canton, des bâtiments sont détruits par le feu ou par d'autres phénomènes naturels, ils sont reconstruits, ou les subsides sont restitués en totalité ou en partie.

² Les plans de reconstruction sont soumis à l'approbation du Service de l'économie rurale; le cas échéant, celui-ci fixe le montant de la restitution.

Aliénation, avec
gain, d'un bâtim-
ent agricole

Art. 123 ¹ Si un bâtiment agricole construit ou amélioré avec l'aide de contributions publiques, ou si des parties essentielles de terrains qui en dépendent sont aliénées avec gain dans les vingt ans qui suivent le dernier versement des subsides de la Confédération et du Canton, les subsides sont restitués en totalité ou en partie.

² Le Service de l'économie rurale fixe le montant de la restitution.

TITRE CINQUIEME : Dispositions transitoires et finales

Droit réservé **Art. 124** ¹ La législation fédérale en matière d'améliorations structurelles est réservée.

² En cas de lacune, elle s'applique à titre de droit supplétif.

Autorité d'exécution **Art. 125** Le Département de l'Economie est compétent pour appliquer l'article 99 de la loi fédérale sur l'agriculture²⁾.

Abrogation de l'ancien droit **Art. 126** La loi du 20 avril 1989 sur les améliorations foncières et les bâtiments agricoles est abrogée.

Référendum **Art. 127** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Droit transitoire **Art. 128** Dès son entrée en vigueur, la présente loi s'applique aux entreprises en cours.

Exécution **Art. 129** ¹ Le Gouvernement exécute la présente loi.

Entrée en vigueur ² Il en fixe l'entrée en vigueur¹⁹⁾.

Delémont, le 20 juin 2001

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Marcel Hubleur
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) RS 210
- 2) RS 910.1
- 3) RS 725.11
- 4) RS 921.0
- 5) RS 913.1
- 6) RSJU 910.1
- 7) RSJU 175.1
- 8) RS 912.1
- 9) RSJU 752.41
- 10) RSJU 174.1
- 11) RSJU 174.11
- 12) RS 211.412.11
- 13) RSJU 325.1
- 14) RSJU 190.11
- 15) RS 281.1
- 16) RSJU 211.1
- 17) RSJU 172.356
- 18) RSJU 701.1
- 19) 1^{er} septembre 2001
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. XV de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2012
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 juin 2012, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2012
- 22) Introduite par le ch. I de la loi du 20 juin 2012, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2012

Ordonnance sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale

du 12 avril 2005

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 29, alinéa 1, de la loi du 19 mai 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale¹⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ
d'application

Article premier La présente ordonnance régit la formation professionnelle de base et le perfectionnement en agriculture et en économie familiale, la vulgarisation, ainsi que la recherche et le renseignement dans les divers secteurs de la production agricole.

Terminologie

Art. 2 Les termes qui désignent des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

CHAPITRE II : Autorités

Département de
l'Economie

Art. 3 Le Département de l'Economie exerce les tâches suivantes :

- a) il approuve le programme d'activité des organismes chargés de la formation professionnelle agricole ou en économie familiale et des tâches de vulgarisation en agriculture;
- b) il fait des propositions au Gouvernement sur les objets de la compétence de celui-ci ou à sa demande (art. 4, al. 2, de la loi¹⁾);
- c) il statue sur les demandes de dérogation à l'enseignement obligatoire (art. 12 de la loi¹⁾);
- d) il se prononce sur la mise à disposition de locaux par les communes (art. 18, al. 2, de la loi¹⁾);
- e) il prend les décisions financières relevant de sa compétence.

Service de
l'économie rurale

Art. 4 ¹ Le Service de l'économie rurale surveille les activités des organismes chargés de la formation professionnelle agricole ou en économie familiale et des tâches de vulgarisation en agriculture ainsi que les activités de la commission de la formation professionnelle agricole et en économie familiale.

² A cet effet :

- a) il préavise le budget des organismes chargés de la formation professionnelle et des tâches de vulgarisation en agriculture, dans les professions spéciales de l'agriculture et en économie familiale;
- b) il donne son préavis, dans d'autres cas, à la demande du Gouvernement ou du Département de l'Economie;
- c) il prend les décisions financières relevant de sa compétence.

Commission de
la formation
professionnelle
agricole et
en économie
familiale
a) Composition

Art. 5 ¹ La commission de la formation professionnelle agricole et en économie familiale comprend douze membres au plus. Elle est constituée comme suit :

- a) un représentant du Service de l'économie rurale;
- b) un représentant du Service de la formation professionnelle;
- c) un représentant des organismes chargés de la formation professionnelle agricole ou en économie familiale;
- d) un membre par district; sur ces trois membres, un au moins doit être représentant de l'économie familiale et un au moins doit être représentant de l'agriculture;
- e) des représentants des organes de la formation professionnelle d'autres cantons, en fonction des accords de collaboration à conclure avec ces derniers.

² Les membres au sens de l'alinéa 1, lettres a, b et d, sont nommés par le Gouvernement pour la législature.³⁾

³ La commission désigne son président et son vice-président.

⁴ Les membres de la commission représentant l'économie familiale et l'agriculture doivent être titulaires d'un CFC ou d'une formation équivalente dans ces domaines.

b) Fonctionnement

Art. 6 ¹ La commission se réunit aussi souvent que les affaires l'exigent, mais au moins trois fois par année.

² Elle est convoquée par le président ou à la demande de trois membres au moins de la commission.

³ Les décisions sont prises à la majorité des votants; en cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

⁴ Le secrétariat de la commission est assumé par les organismes chargés de la formation professionnelle agricole ou en économie familiale.

c) Tâches

Art. 7 ¹ La commission de la formation professionnelle agricole et en économie familiale a en particulier les attributions suivantes :

- a) elle donne son préavis au Département de l'Economie ou au Service de l'économie rurale en matière de formation professionnelle agricole et en économie familiale;
- b) elle agréé les maîtres d'apprentissage, ainsi que les exploitations et les ménages où s'accomplit l'apprentissage agricole et ménager;
- c) elle approuve les contrats d'apprentissage, surveille l'apprentissage et se prononce sur la résiliation des contrats dans des cas particuliers, après consultation des parties au contrat;
- d) elle statue sur l'imputation des stages;
- e) elle surveille les examens dans le cadre de la formation de base;
- f) elle désigne les experts aux examens.

² Dans l'accomplissement de ses tâches, la commission peut faire appel aux services des organismes chargés de la formation professionnelle ou en économie familiale.

CHAPITRE III : Voies de droit

En général

Art. 8 Les décisions rendues en vertu de la présente ordonnance sont sujettes à opposition et à recours conformément au Code de procédure administrative²⁾.

CHAPITRE IV : Dispositions finales

Abrogation

Art. 9 L'ordonnance du 5 octobre 1999 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale est abrogée.

Entrée en
vigueur

Art. 10 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} mai 2005.

Delémont, le 12 avril 2005

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Claude Hêche

Le chancelier : Sigismond Jacquod

¹⁾ RSJU 915.11

²⁾ RSJU 175.1

³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XXV de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Arrêté sur la viticulture

du 26 septembre 2000

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 60 à 69 de la loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (LAgr)¹,

vu l'ordonnance fédérale du 7 décembre 1998 sur la viticulture et l'importation de vin (ordonnance fédérale sur le vin)²,

arrête :

Compétence

Article premier Sous réserve de ce qui suit, les mesures concernant la viticulture au sens des dispositions fédérales incombent au Département de l'Economie.

Nouvelles
plantations

Art. 2 ¹ Les nouvelles plantations de vigne sont soumises à autorisation du Canton.

² La plantation de vignes destinées à la production de vin ne peut être autorisée qu'à la condition que l'endroit choisi soit propice à la viticulture.

³ En dérogation au régime de l'autorisation, les nouvelles plantations d'une surface maximale de 1 000 m² non destinées à la production vinicole doivent faire l'objet d'une notification au Canton.

⁴ Les nouvelles plantations d'une surface maximale de 400 m² dont les produits sont exclusivement destinés aux besoins privés de l'exploitant ne sont soumises ni au régime de l'autorisation (al. 1) ni au régime de la notification obligatoire (al. 3).

⁵ Les parcelles distantes de moins de 20 mètres sont considérées comme une unité.

⁶ Les demandes d'autorisation, dûment motivées, ainsi que les notifications sont adressées au Service de l'économie rurale.

⁷ Les demandes d'autorisation sont soumises à l'Office de l'environnement pour consultation.³⁾

⁸ Le Service de l'économie rurale édicte au surplus les directives nécessaires.

Reconstitution **Art. 3** ¹ La reconstitution de surfaces viticoles doit faire l'objet d'une notification au Canton.

² La reconstitution de surfaces viticoles ne dépassant pas 400 m² dont les produits sont exclusivement destinés aux besoins privés de l'exploitant n'est pas soumise au régime de la notification obligatoire.

³ Les notifications sont adressées au Service de l'économie rurale.

⁴ Le Service de l'économie rurale édicte au surplus les directives nécessaires.

Cadastre viticole **Art. 4** Le Service de l'économie rurale tient le cadastre viticole.

Méthodes de culture **Art. 5** Les méthodes de culture choisies doivent aboutir à la production d'un raisin de qualité.

Lutte antiparasitaire **Art. 6** La législation fédérale et cantonale sur le commerce et l'emploi des toxiques est applicable en matière de lutte antiparasitaire.

Qualité de la vendange **Art. 7** ¹ Les teneurs minimales en sucre sont les suivantes :

	Cépages blancs	Cépages rouges
Catégorie 1	65° Oe	70° Oe

Pour les catégories 2 et 3, les limites posées par l'article 14 de l'ordonnance fédérale sur le vin sont déterminantes.

² Le Département de l'Economie, après avoir entendu les organisations professionnelles, peut fixer des teneurs inférieures. La législation fédérale reste réservée.

³ Pour la catégorie 1, la production à l'unité de surface est limitée comme suit :

Cépages blancs		Cépages rouges	
kg/m ²	l/m ² (vin)	kg/m ²	l/m ² (vin)
1,4	1,12	1,2	0,96

Contrôle de la vendange

Art. 8 ¹ Le contrôle de la vendange est placé sous la direction du Service de la consommation et des affaires vétérinaires.³⁾

² Les questions administratives relatives au contrôle de la vendange sont réglées par le Service de l'économie rurale.

³ Les produits provenant des plantations qui remplissent les conditions fixées à l'article 2, alinéa 4, ne sont pas astreints au contrôle de la vendange.

Mesures administratives, dispositions pénales

Art. 9 Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont susceptibles de donner lieu à des mesures administratives et d'être punies conformément aux articles 169 à 176 de la loi fédérale sur l'agriculture.

Abrogation

Art. 10 L'arrêté du 2 février 1988 sur la viticulture est abrogé.

Entrée en vigueur

Art. 11 Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2000.

Delémont, le 26 septembre 2000

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Kohler
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RS 910.1
- 2) RS 916.140
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 28 février 2012, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2012

**Ordonnance
concernant l'organisation, le fonctionnement et
l'indemnisation des commissions cantonales d'experts en
matière d'appréciation d'animaux**

du 24 octobre 1995

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 14 du décret du 30 novembre 1994 sur l'élevage¹⁾,

arrête :

Organisation des
commissions
cantonales
d'experts

Article premier ¹ Des commissions cantonales, composées d'experts et de suppléants, apprécient les animaux des espèces bovine, chevaline, caprine, ovine et porcine, dans la mesure où cette tâche n'a pas été confiée à des organisations professionnelles en vertu de l'article 14, alinéa 2, du décret sur l'élevage.

² Les régions sont équitablement représentées dans les commissions.

Fonctionnement
des commissions

Art. 2 ¹ Les commissions fonctionnent par groupe de deux à quatre experts et suppléants.

² Les chefs de groupe sont désignés par le Service de l'économie rurale.

³ Les suppléants apprécient les animaux en compagnie d'un expert.

⁴ Une commission de recours, composée de deux à quatre experts désignés par le Service de l'économie rurale, statue sur les recours contre les décisions d'appréciation. Ses membres sont désignés à l'occasion de chaque recours; ils sont choisis parmi les experts cantonaux nommés par le Gouvernement ou parmi les experts d'autres cantons figurant sur une liste approuvée par le Département de l'Economie.

Modalités
d'appréciation

Art. 3 Les appréciations sont effectuées en application des directives établies par les Fédérations suisses d'élevage et le Service de l'économie rurale (commission d'élevage).

Opposition;
recours

Art. 4 ¹ Les décisions relatives à l'appréciation du bétail sont sujettes à opposition. Les oppositions sont liquidées sur place, à l'issue du concours, par les groupes d'experts ayant procédé à l'appréciation.

² La décision rendue sur opposition peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission de recours dans les cinq jours suivant le concours. Le recours est adressé par écrit au Service de l'économie rurale.

Membres des
commissions
1. Eligibilité

Art. 5 ¹ Pour être éligible en qualité d'expert ou de suppléant, il faut :

- a) être domicilié, en principe, dans le Canton;
- b) jouir d'une bonne réputation;
- c) bénéficier d'une formation professionnelle adéquate;
- d) avoir fréquenté les cours organisés à l'intention des candidats-experts et avoir réussi les tests correspondants.

² Les personnes détentrices d'une patente de marchand de bétail ou de courtier ne sont pas éligibles.

2. Nomination

Art. 6 ¹ Les experts sont nommés par le Gouvernement; ils sont choisis parmi les suppléants.

² Les suppléants sont nommés par le Gouvernement sur proposition des organisations cantonales d'élevage.

³ Le Gouvernement désigne le président et le vice-président de chaque commission d'experts.

3. Durée du
mandat

Art. 7 ¹ La période de fonction correspond à la législature.

² Les suppléants sont nommés pour une période probatoire d'un an au moins.

³ Au terme de la période probatoire, le Gouvernement décide si le suppléant peut être désigné en qualité d'expert.

⁴ Le cas échéant, l'expert est nommé jusqu'à la fin de la législature en cours.

⁵ Les experts sont rééligibles deux fois.

⁶ L'autorité de nomination peut renommer des membres plus de deux fois pour des motifs justifiés.⁴⁾

⁷ ...³⁾

4. Retrait du mandat

Art. 8 ¹ Le Gouvernement peut retirer le mandat d'un expert ou d'un suppléant, ou ne pas le renouveler, notamment pour les motifs suivants :

- a) la fraude et la falsification de documents;
- b) lorsque les conditions d'éligibilité ne sont plus réunies;
- c) l'inobservation des directives et des dispositions relatives à l'élevage du bétail;
- d) l'inobservation des directives relatives à l'exécution du mandat;
- e) l'absence aux cours de formation;
- f) l'incompétence en matière d'appréciation du bétail;
- g) l'indisponibilité.

² Au terme de la période probatoire, le suppléant qui n'a pas fait preuve de compétences suffisantes dans l'exécution de sa tâche ne pourra pas être nommé expert; si les circonstances le justifient, le Département de l'Economie peut prolonger la période probatoire.

³ Les compétences du suppléant sont appréciées notamment sur la base d'un rapport écrit établi par le président et le vice-président de la commission d'experts ainsi que par les chefs de groupe.

5. Démission

Art. 9 La démission d'un expert ou d'un suppléant doit être présentée au Département de l'Economie par écrit au moins trois mois avant la fin de l'année en cours.

Indemnités

Art. 10 ¹ Des indemnités de fonction et de déplacement sont versées aux experts et aux suppléants.

² Les indemnités de fonction s'élèvent à 150 francs par jour pour les experts et 100 francs par jour pour les suppléants.

³ Pour les demi-journées, la rémunération s'élève à 90 francs pour les experts et 60 francs pour les suppléants.

⁴ Les déplacements et la participation aux séances convoquées par le Service de l'économie rurale sont indemnisés selon les dispositions de l'ordonnance du 11 novembre 1980 concernant les indemnités journalières et de déplacements des membres de commissions cantonales²⁾.

Entrée en
vigueur

Art. 11 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} décembre 1995.

Delémont, le 24 octobre 1995

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Kohler
le chancelier : Sigismond Jacquod

¹⁾ RSJU 916.411

²⁾ RSJU 172.356

³⁾ Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 20 juin 2006, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006

⁴⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XXVI de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Ordonnance sur le contrôle du lait

du 17 janvier 2012

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 39 et 40 de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LDAI)¹⁾,

vu l'ordonnance fédérale du 20 octobre 2010 sur le contrôle du lait (OCL)²⁾,

vu la loi du 22 septembre 1999 portant introduction de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels³⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Champ
d'application et
terminologie

Article premier ¹ La présente ordonnance règle l'application dans la République et Canton du Jura de l'ordonnance fédérale sur le contrôle du lait²⁾.

² Elle s'applique sur le territoire cantonal dans la mesure où son champ d'application n'est pas limité par des conventions particulières ou des concordats conclus avec les cantons intéressés.

³ Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Haute
surveillance

Art. 2 Le Département de la Santé et des Affaires sociales exerce la haute surveillance sur le contrôle laitier.

SECTION 2 : Organisation du contrôle de l'hygiène du lait

Autorité
compétente

Art. 3 Le Service de la consommation et des affaires vétérinaires est l'autorité d'exécution cantonale compétente au sens de l'article 15, alinéa 1, de l'ordonnance fédérale sur le contrôle du lait²⁾.

Contrôles et
mesures

Art. 4 ¹ Le Service de la consommation et des affaires vétérinaires contrôle le respect des exigences d'hygiène en matière de production laitière.

² Il répond également de la suspension de la livraison du lait et de la levée de cette mesure.

Vétérinaire
cantonal

Art. 5 ¹ Le vétérinaire cantonal répond de l'exécution des contrôles des unités d'élevage et des animaux.

² Il dirige les inspections et le contrôle du bétail laitier afin de vérifier si les exigences sanitaires en vue de la production laitière sont remplies et si les règles applicables aux médicaments sont respectées.

Délégation à un
tiers

Art. 6 Pour remplir sa tâche, le vétérinaire cantonal peut déléguer les inspections à des services accrédités

SECTION 3 : Mesures administratives

Interdiction de
livrer du lait

Art. 7 ¹ L'autorité d'exécution cantonale compétente prononce l'interdiction de livrer le lait envers un producteur :

- a) à la troisième contestation du nombre de germes dans le lait de la vache (moyenne des résultats mensuels) en l'espace de quatre mois d'analyse;
- b) à la quatrième contestation du nombre de cellules somatiques dans le lait de la vache (moyenne des résultats mensuels) en l'espace de cinq mois d'analyse;
- c) à chaque détection de substances inhibitrices.

² Les frais d'analyse et de procédure liés à une interdiction de livrer le lait sont supportés en totalité ou en partie par les exploitations fautives.

³ L'autorité compétente décide de la levée de l'interdiction de livraison selon les conditions de la Directive technique de l'office vétérinaire fédéral du 24 mars 2011.

Mesures en cas
d'infraction

Art. 8 En cas d'infraction à la législation sur le contrôle du lait (p. ex. opposition au prélèvement d'échantillons, livraison de lait provenant d'animaux malades ou traités avec des médicaments exigeant le respect d'un délai d'attente, etc.), l'autorité compétente prend les mesures appropriées (p. ex. avertissement, interdiction de livraison du lait, dénonciation au ministère public).

Voies de droit

Art. 9 ¹ Les décisions prises en vertu de la présente ordonnance sont sujettes à recours et à opposition conformément au Code de procédure administrative⁴⁾.

² Demeurent réservées les dispositions fédérales particulières en matière de délais.

SECTION 4 : Dispositions finales

Clause
abrogatoire

Art. 10 L'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le service d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière et le service sanitaire laitier (ordonnance sur le contrôle laitier) est abrogée.

Entrée en
vigueur

Art. 11 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} mars 2012.

Delémont, le 17 janvier 2012

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RS 817.0
- 2) RS 916.351.0
- 3) RSJU 817.0
- 4) RSJU 175.1

Ordonnance
portant exécution de la législation fédérale sur les
épizooties et l'élimination des sous-produits animaux¹⁸⁾
 (Version en vigueur du 1^{er} juillet 2012 au 28 février 2013)

du 9 décembre 1997

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu la loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur les épizooties (LFE)¹⁾,

vu l'ordonnance fédérale du 27 juin 1995 sur les épizooties (OFE)²⁾,

vu l'ordonnance fédérale du 23 juin 2004 concernant l'élimination des sous-produits animaux (OESPA)³⁾,¹⁹⁾

vu l'ordonnance fédérale du 20 avril 1988 concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux (OITE)⁴⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Champ d'application et autorités compétentes

Champ
d'application

Article premier ¹ La présente ordonnance règle l'application des dispositions fédérales en matière :

- a) d'épizooties;
- b) de sous-produits animaux²⁰⁾.

² Sont considérées comme épizooties, les maladies animales transmissibles désignées par la législation fédérale (art. 1 LFE et 2 à 5 OFE).

³ Le Gouvernement peut décider d'appliquer les dispositions de la présente ordonnance, en tout ou partie, à d'autres maladies transmissibles particulièrement dangereuses.

⁴ Sont réputés sous-produits animaux²⁰⁾, les cadavres d'animaux et autres déchets désignés à l'article 3 de l'ordonnance fédérale concernant l'élimination des sous-produits animaux³⁾.

Haute
surveillance

Art. 2 Le Gouvernement exerce la haute surveillance sur la police des épizooties et l'élimination des sous-produits animaux²⁰⁾.

Surveillance	Art. 3 La surveillance et la direction de la police des épizooties entrent dans les attributions du Département de l'Economie, de même que la surveillance de l'élimination des sous-produits animaux ²⁰⁾ .
Application	Art. 4 ¹ Le Service vétérinaire est chargé de l'application de la présente ordonnance.
Laboratoires d'analyses	² Les laboratoires d'analyses désignés par le Service vétérinaire sont seuls compétents en matière d'analyses bactériologiques, virologiques et parasitologiques relevant de la police des épizooties.
Relations avec d'autres services	Art. 5 Le Service vétérinaire est autorisé à se mettre directement en relation, pour les affaires de sa compétence, avec les services fédéraux, les autorités cantonales, communales et judiciaires, la police et la gendarmerie cantonales, les associations, syndicats ou corporations et les particuliers.
Caisse des épizooties	Art. 6 Pour remplir ses obligations financières découlant de la législation sur les épizooties, le Canton instaure une Caisse des épizooties.

CHAPITRE II : Organes de la police des épizooties

SECTION 1 : Attributions des organes de la police des épizooties

Département de l'Economie	Art. 7 Le Service vétérinaire, les organes de la police des épizooties et la Caisse des épizooties sont soumis à la surveillance du Département de l'Economie.
Vétérinaire cantonal a) Nomination	Art. 8 ¹ La police des épizooties est confiée au vétérinaire cantonal. ² Le vétérinaire cantonal et son suppléant sont nommés par le Gouvernement.
b) Tâches	Art. 9 Le vétérinaire cantonal : a) dirige le Service vétérinaire; b) nomme : 1. les inspecteurs du bétail et leurs suppléants (art. 13, al. 2); 2. les inspecteurs régionaux des ruchers et leurs suppléants (art. 21, al. 2);

- c) édicte les dispositions relatives :
 - 1. à l'estivage et à l'hivernage;
 - 2. au commerce du bétail;
- d) exerce la surveillance :
 - 1. des vétérinaires dans l'exercice de leurs fonctions officielles;
 - 2. des inspecteurs du bétail et de leurs suppléants;
 - 3. de l'inspecteur cantonal et des inspecteurs régionaux des ruchers;
 - 4. des maréchaux-ferrants et des pareurs d'onglons;
 - 5. des équarrisseurs, des centres collecteurs de sous-produits animaux²⁰, ainsi que des éventuels clos d'équarrissage;
 - 6. des caisses d'assurance du bétail;
 - 7. du trafic des animaux, du commerce du bétail, du trafic de voisinage à la frontière franco-suisse relevant d'accords particuliers et du transport d'animaux et des matières animales;
 - 8. de l'insémination artificielle et du transfert d'embryons;
- e) exécute toutes les tâches qui lui incombent en vertu de la législation fédérale sur les épizooties et accomplit toutes les autres tâches prévues par cette législation non attribuées expressément à un autre organe;
- f) accorde les autorisations et fixe les conditions pour les marchés et expositions de bétail, les expositions canines, félines, cuniculicoles et avicoles;
- g) organise les cours à l'intention des inspecteurs du bétail et des ruchers, des maréchaux-ferrants, pareurs d'onglons et équarrisseurs;
- h) délivre les autorisations en matière d'élimination des sous-produits animaux²⁰, organise cette élimination et exerce la surveillance nécessaire;
- i) exerce toute autre tâche confiée par le Département de l'Economie.

Vétérinaires
officiels

Art. 10 ¹ Le Département de l'Economie nomme un vétérinaire officiel et un suppléant par district, sur proposition du vétérinaire cantonal, après consultation de la Société des vétérinaires jurassiens.

² Le vétérinaire officiel exécute les tâches que lui impose la législation fédérale en matière d'épizooties.

³ Le vétérinaire cantonal peut le charger d'autres tâches.

Vétérinaires de
contrôle

Art. 11 ¹ Sur proposition du vétérinaire cantonal, le Département de l'Economie désigne un vétérinaire de contrôle pour chaque exploitation détenant des animaux à onglons ou plus de cinquante poules.

² Le vétérinaire de contrôle exerce les tâches prescrites par la législation fédérale.

³ Il exécute en outre les tâches que lui confient le vétérinaire cantonal et le vétérinaire officiel.

⁴ Le vétérinaire cantonal nomme les vétérinaires chargés du contrôle des animaux destinés à l'exportation.

Vétérinaires non officiels

Art. 12 ¹ Les vétérinaires non officiels accomplissent les obligations qui leur incombent en vertu de la législation fédérale, notamment celle d'annoncer les cas d'épizooties qu'ils constatent.

² Dans les limites de leurs possibilités, ils sont tenus d'accepter les tâches qui leur sont confiées par le vétérinaire cantonal dans le cadre de l'application des mesures de police des épizooties.

Inspecteurs du bétail
a) Nomination et formation

Art. 13 ¹ Le territoire de la République et Canton du Jura est divisé en cercles d'inspection du bétail par le vétérinaire cantonal.

² Le vétérinaire cantonal nomme pour chaque cercle un inspecteur du bétail et un suppléant, sur proposition des autorités de police locale. Il peut également attribuer la fonction d'inspecteur du bétail au préposé à l'agriculture au sens de la loi sur le développement rural^{[21\)](#), [22\)](#)}.

³ Le suppléant peut aussi être nommé en la personne de l'inspecteur du cercle voisin.

⁴ Au cas où le poste d'un inspecteur du bétail devient vacant, le vétérinaire cantonal peut décider la fusion de son cercle d'inspection avec un cercle voisin et son attribution à l'inspecteur de ce dernier.

⁵ Les inspecteurs du bétail et les suppléants sont tenus, avant d'entrer en fonction, de suivre un cours d'introduction et, par la suite, les cours complémentaires de formation.

b) Attributions

Art. 14 L'inspecteur du bétail exerce les attributions qui lui incombent en vertu de la législation fédérale. Il est notamment chargé :

a) ...^{[5\)](#)}

b) ...^{[5\)](#)}

c) de rédiger les rapports, de donner tous les renseignements qui lui sont demandés par le Service vétérinaire ou les autres organes de la police des épizooties et de collaborer avec eux dans leurs vacations officielles;

- d) de procéder chaque année lors du recensement fédéral :
 - 1. au recensement de tous les animaux mentionnés à l'article 71, alinéa 1, de la présente ordonnance;
 - 2. à l'encaissement des cotisations au profit de la caisse des épizooties (art. 73);
- e) de communiquer à la caisse locale d'assurance du bétail tous les renseignements utiles et remplir toutes les formules nécessaires à la bonne marche de la caisse.

Art. 15⁵⁾

Equarrisseurs
a) Nomination

Art. 16 La collectivité publique responsable du centre collecteur nomme un équarrisseur, préposé au centre collecteur; elle nomme en outre son suppléant.

b) Tâches

Art. 17 L'équarrisseur exécute les tâches qui lui incombent en vertu de la législation fédérale.

Autorité de police
locale

Art. 18 L'autorité de police locale exécute les prescriptions édictées par les organes de la police des épizooties et exerce les attributions qui lui incombent en vertu de la législation fédérale.

SECTION 2 : Dispositions particulières concernant l'inspection des ruchers

Inspecteur
cantonal des
ruchers
a) Nomination

Art. 19 L'inspecteur cantonal des ruchers et son suppléant sont nommés par le Département de l'Economie sur proposition du vétérinaire cantonal, après consultation de la Fédération d'apiculture du canton du Jura.

b) Tâches
1. En général

Art. 20 ¹ L'inspecteur cantonal des ruchers exécute les tâches que lui impose la législation fédérale qui ne sont pas confiées à l'inspecteur régional. En particulier, il organise et coordonne, sous la direction du vétérinaire cantonal, l'inspection des ruchers et la lutte contre les épizooties des abeilles dans tout le Canton.

2. Déclaration de
séquestre

² Il déclare l'apparition d'épizooties et propose au Service vétérinaire, après enquête, le séquestre sur des ruchers isolés ou le séquestre de régions déterminées.

3. Instructions
aux inspecteurs
régionaux

³ Il donne les instructions aux inspecteurs régionaux, ordonne et surveille les traitements préventifs et curatifs ainsi que la désinfection ou la destruction des colonies malades.

4. Décomptes

⁴ Il contrôle les rapports et les décomptes des indemnités à verser pour les dommages aux ruchers ainsi que les honoraires des inspecteurs régionaux et de leurs suppléants. Il transmet les rapports et décomptes au Service vétérinaire, au plus tard le 30 octobre de chaque année.

Inspecteurs
régionaux des
ruchers
a) Nomination et
formation

Art. 21 ¹ Chaque district forme un cercle régional d'inspection des ruchers.

² Le vétérinaire cantonal nomme pour chaque cercle un inspecteur régional et, suivant le nombre des colonies d'abeilles, un ou plusieurs suppléants, après consultation de l'inspecteur cantonal et de la société d'apiculture intéressée.

³ Les inspecteurs des ruchers et leurs suppléants sont tenus, avant d'entrer en fonction, de suivre, aux frais de l'Etat, un cours d'introduction et, par la suite, les cours complémentaires de formation donnés sous la direction de la Section apicole de la Station fédérale d'industrie laitière de Liebefeld. Un certificat de capacité leur est délivré par le Service vétérinaire.

b) Tâches

Art. 22 L'inspecteur régional doit :

- a) ...⁵⁾
- b) ...⁵⁾
- c) ⁶⁾ contrôler périodiquement, en collaboration avec les suppléants, tous les ruchers de son cercle d'inspection, conformément aux instructions de l'inspecteur cantonal des ruchers, en particulier vérifier le "contrôle d'effectif";
- d) consigner ses observations dans des rapports qu'il adressera à l'inspecteur cantonal pour le 30 juin et le 30 septembre de chaque année;
- e) contrôler chaque année les ruchers des apiculteurs pratiquant le commerce des abeilles;
- f) déclarer immédiatement à l'inspecteur cantonal tous les cas suspects qui parviennent à sa connaissance et prendre les premières mesures appropriées aux circonstances;
- g) procéder, avec l'inspecteur cantonal ou avec un autre inspecteur régional, à l'estimation des colonies d'abeilles à détruire conformément aux dispositions de l'Office vétérinaire fédéral;
- h) ...⁵⁾;

- i) ²³⁾ recenser les colonies d'abeilles pour la Caisse des épizooties (art. 73, al. 2).

Art. 23 ⁵⁾

Trafic d'abeilles
a) Identification
des ruchers

Art. 24 Le Service vétérinaire peut décider d'attribuer un numéro d'ordre à chaque rucher. Dans ce cas, l'apiculteur doit le faire figurer bien en vue. Le Service vétérinaire est en droit de disposer des ruchers sans numéro.

b) Transfert
d'abeilles, de
ruchers et de
matériel apicole

Art. 25 ¹ ... ⁵⁾

² Le transfert d'abeilles aussi bien à l'intérieur d'un cercle d'inspection qu'à l'intérieur du Canton doit être annoncé à l'inspecteur régional des ruchers au moins dix jours à l'avance.

³ Le transfert de ruchers et de matériel apicole est soumis à l'autorisation de l'inspecteur cantonal des ruchers.

c) Contrôle
sanitaire

Art. 26 Avant de délivrer un laissez-passer, l'inspecteur effectue un contrôle sanitaire du rucher lorsque celui-ci n'a pas été contrôlé durant la saison en cours.

d) Apiculture
pastorale
1. Autorisation

Art. 27 ¹ Les propriétaires de ruches désirant pratiquer l'apiculture pastorale ou florale doivent en demander l'autorisation jusqu'au 1er mai de chaque année à l'inspecteur cantonal, en indiquant le lieu de stationnement.

² L'autorisation n'est accordée qu'après un contrôle opéré aux frais du requérant, selon le tarif des honoraires prévu à l'article 36 de la présente ordonnance. Cette autorisation attestera que les colonies sont saines et que le lieu de stationnement n'est pas sous séquestre.

³ ... ⁵⁾

e) Mesures à
observer

Art. 28 ¹ Les transferts de ruchers d'un cercle d'inspection dans un autre ne sont autorisés que dès la nuit tombée.

² Lors de tout déplacement d'abeilles, les apiculteurs doivent assurer solidement la fermeture des récipients et des ruches.

Essaims et
pièges

Art. 29 Les essaims d'origine inconnue doivent être isolés et immédiatement annoncés à l'inspecteur régional pour un contrôle du couvain. Ils seront incorporés au rucher pour autant que les résultats des examens d'analyse soient négatifs. Dans les zones sous séquestre, les essaims doivent être détruits. La pose de pièges à essaims est interdite.

Nettoyage et
désinfection

Art. 30 ¹ Les apiculteurs doivent se conformer aux ordres et instructions du Service vétérinaire et des inspecteurs des ruchers et mettre à leur disposition le personnel et le matériel nécessaires au contrôle, à l'assainissement, au nettoyage et à la désinfection des ruchers.

² S'ils refusent ou négligent de se soumettre aux mesures prévues à l'alinéa premier, celles-ci seront prises d'office, aux frais des apiculteurs récalcitrants.

Rucher inoccupé
ou contaminé

Art. 31 ¹ Lorsqu'un rucher est totalement ou partiellement inoccupé, les ruches non occupées et les récipients servant au miel et aux rayons seront fermés de manière à ce que les abeilles ne puissent y pénétrer.

² Aucune colonie ne peut être replacée dans un rucher inoccupé depuis plus de six mois ou dans un rucher contaminé, avant qu'il ait été désinfecté et contrôlé par l'inspecteur régional.

Nourriture pour
abeilles

Art. 32 ¹ Toute acquisition de miel étranger ou de miel provenant de l'extérieur de l'exploitation, pour nourrir les abeilles et fabriquer des pâtes ou gâteaux destinés à leur alimentation, est interdite.

² La nourriture pour abeilles mise dans le commerce ne peut être préparée qu'avec du miel provenant de ruches indigènes contrôlées et trouvées indemnes d'épizooties.

SECTION 3 : Dispositions particulières concernant l'inspection des piscicultures

Piscicultures

Art. 33 ¹ L'inspecteur cantonal responsable de la pêche exerce la surveillance de la police des épizooties sur les piscicultures du Canton.

² Il est à disposition du vétérinaire cantonal pour toutes les mesures à prendre en matière de police des épizooties.

³ Il contrôle les effectifs des exploitations piscicoles (art. 276, al. 3, OFE).

SECTION 4 : Autres prescriptions concernant les organes de la police des épizooties

Droit d'accès

Art. 34 ¹ Le vétérinaire cantonal, les vétérinaires officiels, les vétérinaires de contrôle, les inspecteurs du bétail, l'inspecteur cantonal et les inspecteurs régionaux des ruchers ainsi que l'inspecteur de la pêche ont accès en tout temps, dans l'exercice de leurs fonctions, aux établissements, locaux, installations, véhicules, objets et animaux. En cas de difficulté dans l'exercice de ce droit, ils peuvent sans autre formalité requérir l'aide des agents de la force publique.

Assistance de la police

² Les agents de la police et de la gendarmerie assistent tous les organes de la police des épizooties.

Durée des fonctions

Art. 35 ¹ La durée des fonctions des vétérinaires officiels, des vétérinaires de contrôle, des inspecteurs du bétail, de l'inspecteur cantonal et des inspecteurs régionaux des ruchers et de leurs suppléants, ainsi que des estimateurs du bétail correspond à la législature.^{[25\)](#)}

² ...^{[26\)](#)}

³ Les personnes mentionnées à l'alinéa premier ne peuvent être reconduites dans leurs fonctions au-delà de la période de fonction au cours de laquelle elles atteignent l'âge de 65 ans.

⁴ Les personnes désignées à l'alinéa premier doivent être assermentées par le chef du Département de l'Economie avant d'entrer en fonction.

Honoraires et indemnités

Art. 36 ¹ Les vétérinaires officiels, les vétérinaires de contrôle et les vétérinaires non officiels chargés de tâches en matière de police des épizooties par le vétérinaire cantonal, sont indemnisés conformément à l'ordonnance du 24 juin 1997 sur les honoraires des médecins-vétérinaires agissant à la requête des autorités^{[7\)](#)}.

² Les inspecteurs du bétail reçoivent une indemnisation annuelle pour leur travail de recensement et de perception; les montants en sont fixés par le Département de l'Economie après consultation du comité de gestion de la Caisse des épizooties; l'indemnisation de leur suppléant est à leur charge.^{[6\)](#)}

³ Les équarrisseurs sont indemnisés selon le règlement de la collectivité publique dont ils relèvent.

⁴ Les indemnités versées à l'inspecteur cantonal des ruchers, aux inspecteurs régionaux des ruchers, à leurs suppléants et à leurs aides, ainsi qu'aux autres personnes exerçant leur activité à titre accessoire sont fixées par le Département de l'Economie après consultation du comité de gestion de la Caisse des épizooties.

⁵ En règle générale, les indemnités sont basées sur les traitements des fonctionnaires employés à plein temps par l'Etat et dont les fonctions sont comparables, et calculées proportionnellement au degré d'occupation.

⁶ Les indemnités suivantes sont versées pour la participation à des cours :

- a) cours de perfectionnement pour vétérinaires officiels et vétérinaires de contrôle : selon l'ordonnance sur les honoraires des médecins-vétérinaires agissant à la requête des autorités;
- b) cours pour inspecteurs du bétail :
la Caisse des épizooties prend à sa charge la rémunération du corps enseignant et la fourniture du matériel d'instruction;
les communes versent aux participants une indemnité journalière équitable et leur remboursent leurs frais effectifs;
- c) cours pour les inspecteurs des ruchers :
les participants sont indemnisés selon les alinéas 4 et 5 du présent article et l'article 21, alinéa 3, de la présente ordonnance.

Résiliation

Art. 37 Les agents de la police des épizooties qui n'ont pas qualité de fonctionnaire peuvent en tout temps résilier, par écrit, leurs rapports de service, pour la fin d'un trimestre, moyennant un délai d'avertissement de trois mois.

Sanctions disciplinaires

Art. 38 En cas de faute ou négligence, ils s'exposent aux sanctions disciplinaires prévues aux articles 30 et suivants de la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura⁸⁾.

CHAPITRE III : Trafic d'animaux, produits animaux, semences et embryons

Animaux à onglons
a) Registre

Art. 39 Le détenteur d'animaux à onglons tient un registre de contrôle de l'effectif des animaux présents sur son exploitation conformément à l'article 8 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

b) Identification

Art. 40⁶⁾ ¹ Les animaux de l'espèce bovine doivent être identifiés au plus tard vingt jours après leur naissance. Le détenteur doit identifier les animaux à onglons conformément aux exigences fixées à l'article 10 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

² Les veaux de moins de vingt jours doivent être identifiés avant leur déplacement du lieu de naissance.

³ Le détenteur est responsable de l'identification en temps utile de ses animaux, conformément aux dispositions fédérales (art. 10 OFE).

Trafic des animaux à onglons

Art. 41⁶⁾ ¹ Le détenteur doit établir un document d'accompagnement pour les animaux à onglons qui quittent l'exploitation, conformément à l'article 12 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

Marchés, concours, expositions

² Pour les marchés, concours et expositions, les articles 27, 28 et 30 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties sont applicables.

Abeilles

Art. 42 Le trafic des abeilles est réglementé par les articles 20 et suivants de l'ordonnance fédérale et les articles 24 et suivants de la présente ordonnance.

Volailles, perroquets, poissons vivants et écrevisses

Art. 43 ¹ Les personnes faisant commerce de volailles ou de perroquets et celles qui achètent, vendent ou immergent en d'autres eaux des poissons vivants, des écrevisses d'eau douce, des oeufs ou semences de poissons doivent tenir un contrôle de l'effectif conformément à l'article 10 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

² Quiconque fait le commerce de perroquets doit les identifier individuellement, conformément à l'article 10, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

Chiens

Art. 44 Les chiens doivent être identifiés par l'implantation d'une puce électronique ou par tout autre moyen admis par le Service vétérinaire au vu de l'évolution technologique, conformément à la législation sur la taxe des chiens¹⁵⁾ ¹⁶⁾.

Art. 45 Il est interdit au propriétaire ou à toute personne qui a la garde d'un animal dangereux de le laisser circuler en liberté.

Morsures

Art. 46 Les organes de police des épizooties doivent établir et adresser sans délai un rapport au vétérinaire cantonal dans tous les cas où ils ont connaissance de blessures ou morsures par des animaux.

Transport
d'animaux
a) Surveillance

Art. 47 Le vétérinaire officiel surveille, sur le territoire de sa circonscription, le transport des animaux.

b) Mention dans
le permis de
circulation

Art. 48 ¹ L'utilisation de véhicules automobiles et de remorques pour les transports réguliers d'animaux vivants au sens :

- a) de l'article 74 de l'ordonnance fédérale du 13 novembre 1962 sur les règles de la circulation routière⁹⁾,
- b) de l'article 93 de l'ordonnance fédérale du 19 juin 1995 concernant les exigences techniques pour les véhicules routiers (OETV)¹⁰⁾,
- c) de l'article 10 de la loi fédérale du 9 mars 1978 sur la protection des animaux¹¹⁾,
- d) des articles 52 à 56 de l'ordonnance fédérale du 27 mai 1981 sur la protection des animaux¹²⁾

doit faire l'objet d'une mention dans le permis de circulation attestant que ces véhicules sont reconnus propres à de tels transports.

² La mention est faite par l'Office des véhicules.¹⁶⁾

³ L'Office des véhicules contrôle périodiquement l'étanchéité des véhicules destinés à transporter des animaux.

⁴ La mention, dans le permis de circulation, n'est pas nécessaire pour le transport occasionnel, par leurs détenteurs, d'animaux élevés ou introduits dans leurs exploitations comme bétail de rente ou d'engraissement.

c) Nettoyage et désinfection des véhicules

Art. 49 ¹ Les véhicules utilisés pour le transport d'animaux doivent être nettoyés avec soin après chaque usage; ils seront en outre désinfectés après chaque transport d'animaux malades ou suspects de l'être, ainsi que sur ordre des organes de la police des épizooties.

² Les véhicules utilisés pour le transport d'animaux aux abattoirs seront nettoyés et désinfectés avant de quitter les abattoirs publics et privés. La surveillance du nettoyage et de la désinfection est effectuée par la personne qui réceptionne les animaux, aussi bien dans les abattoirs publics que privés.

³ Les abattoirs publics et privés doivent mettre à disposition une place de lavage.

Commerce de bétail

Art. 50 Le commerce de bétail est réglementé par les dispositions :

- a) de la convention intercantonale du 13 septembre 1943 sur le commerce du bétail¹³⁾;
- b) de l'article 20 de la loi fédérale sur les épizooties;
- c) des articles 34 à 37 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties;
- d) des articles 8 et 9 de la loi fédérale sur la protection des animaux;
- e) des articles 45 à 51a de l'ordonnance fédérale sur la protection des animaux.

Trafic frontalier

Art. 51 Le trafic frontalier est régi par l'ordonnance fédérale concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux.

Marchés de bétail, expositions de bétail et manifestations semblables

Art. 52 ¹ Les marchés de bétail, expositions de bétail et manifestations semblables sont réglés par les articles 27 à 31 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

² L'autorité de police locale prend les mesures nécessaires afin que l'amenée des animaux et le marché du bétail puissent être surveillés par le vétérinaire officiel. Elle veille notamment à ce que des emplacements spéciaux soient à disposition pour chaque espèce d'animaux.

Estivage, hivernage et transhumance

Art. 53 ¹ Le vétérinaire cantonal édicte les dispositions relatives à l'estivage et à l'hivernage, de même qu'au pacage franco-suisse.

² Le transhumance des troupeaux est réglée par l'article 33 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

Animaux de
boucherie et
abattoirs

Art. 54 Pour tout ce qui concerne les animaux de boucherie et les abattoirs, les lois, ordonnances, directives et règlements en la matière demeurent réservés.

CHAPITRE IV : Elimination des sous-produits animaux²⁰⁾

Principe

Art. 55 ¹ L'élimination des sous-produits animaux²⁰⁾ s'effectue conformément aux dispositions de l'ordonnance fédérale concernant l'élimination des sous-produits animaux³⁾.

² L'Etat conclut les conventions nécessaires avec les entreprises d'élimination.

Centres
collecteurs

Art. 56 ¹ Les communes créent des centres collecteurs régionaux en vue d'assurer l'entreposage des sous-produits animaux²⁰⁾; elles peuvent également dans ce but conclure des conventions avec un centre collecteur privé.

² Les sous-produits animaux²⁰⁾ doivent être acheminés et entreposés dans les centres collecteurs à moins que l'enfouissement n'en soit autorisé (art. 61) ou que leur élimination ne soit assurée par leur détenteur conformément à l'article 16 de l'ordonnance fédérale concernant l'élimination des sous-produits animaux³⁾.

³ Les centres collecteurs sont placés sous la surveillance du vétérinaire cantonal.

⁴ Lorsque les communes négligent leurs obligations en la matière, le Gouvernement peut, après sommation, prendre par substitution les mesures nécessaires aux frais des communes concernées.

Frais
d'élimination

Art. 57 ¹ Les frais d'élimination, comprenant notamment ceux qui sont facturés au Canton en vertu de conventions qui le lient à des entreprises d'élimination, sont supportés, proportionnellement à la quantité de sous-produits animaux²⁰⁾ entreposés :

- a) par les communes rattachées au centre collecteur, s'il s'agit de cadavres de petits animaux de compagnie;
- b) par l'Etat s'il s'agit d'animaux sauvages;
- c) par la Caisse des épizooties s'il s'agit de cadavres d'animaux mentionnés à l'article 73, et pour lesquels des cotisations ont été versées à la caisse;
- d) par le détenteur de sous-produits animaux²⁰⁾ dans les autres cas.

² Demeurent réservées les taxes mentionnées à l'article 59.

Frais
d'exploitation

Art. 58 Les frais d'exploitation des centres collecteurs sont supportés par les communes qui leur sont rattachées, sous réserve des taxes prévues à l'article 59.

Taxes
a) Animaux de
compagnie

Art. 59 ¹ Une taxe peut être exigée des détenteurs de cadavres de petits animaux de compagnie pour couvrir les frais d'élimination et les frais d'exploitation des centres collecteurs.

b) Sous-produits
animaux²⁰⁾

² Les frais d'élimination et d'exploitation relatifs aux sous-produits animaux²⁰⁾ mentionnés à l'article 57, lettre d, sont couverts par le biais d'une taxe d'élimination et d'une taxe d'exploitation perçues auprès des détenteurs.

c) Tarifs

³ Les taxes d'élimination sont fixées par le Département de l'Economie; les centres collecteurs fixent leurs taxes d'exploitation et les font approuver par le Département de l'Economie.

Obligations des
exploitants des
centres
collecteurs

Art. 60 ¹ Les exploitants des centres collecteurs doivent tenir un registre des quantités et de la provenance des sous-produits animaux²⁰⁾ pris en charge. Les données doivent être transmises chaque année au Service vétérinaire.

² Seules les personnes autorisées par les centres collecteurs sont en droit de déposer des sous-produits animaux²⁰⁾ dans les récipients prévus à cet effet et selon les directives du vétérinaire cantonal. Les exploitants répondent de l'entreposage conforme des déchets.

Enfouissement

Art. 61 ¹ L'enfouissement de cadavres d'animaux est régi par l'ordonnance fédérale concernant l'élimination des sous-produits animaux³⁾.

² Un plan désigne les emplacements appropriés pour l'enfouissement éventuel de cadavres d'animaux. Il est intégré au plan de gestion des déchets.

Elimination de déchets de cuisine, de restes de repas et d'autres déchets d'origine animale

Art. 62 ¹ Les déchets de cuisine, les restes de repas et les autres déchets d'origine animale doivent être valorisés ou éliminés conformément aux articles 40 et suivants de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

² Le vétérinaire cantonal est compétent pour l'octroi des autorisations exigées.

CHAPITRE V : Désignation des épizooties et mesures de lutte

SECTION 1 : Désignation et annonce des épizooties

Epizooties

Art. 63 ¹ Les épizooties sont celles citées aux articles 2 à 5 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

Annonce

² L'annonce de l'apparition d'une épizootie ou de tout symptôme suspect pouvant en faire craindre l'éclosion se fait conformément à l'article 61 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

SECTION 2 : Mesures de lutte

Généralités

Art. 64 ¹ L'application des mesures prévues par l'ordonnance fédérale sur les épizooties incombe au vétérinaire cantonal qui avise, si nécessaire, le maire de la commune contaminée et les maires des communes voisines.

² Le vétérinaire cantonal ouvre immédiatement une enquête concernant le trafic des animaux. Elle a pour but de préciser aussi bien l'origine de l'infection que d'établir les possibilités de dissémination de l'épizootie et l'éventuelle responsabilité du détenteur.

³ Afin d'éviter la dissémination d'une épizootie, le vétérinaire cantonal édicte, selon les circonstances, les mesures nécessaires en application de la législation fédérale.

⁴ Le préjudice éventuel causé par les mesures officielles décrétées ne peut en aucun cas faire l'objet d'indemnisation ou de dommages-intérêts de la part de l'Etat. Demeurent réservés l'article 32, alinéa 1, lettres b à d, de la loi fédérale sur les épizooties, ainsi que les dispositions cantonales sur la responsabilité des fonctionnaires.

Mesures
concernant le lait

Art. 65 ¹ La livraison et l'utilisation du lait provenant de troupeaux suspects sont régies par le vétérinaire officiel, en liaison avec le vétérinaire cantonal, le chimiste cantonal, ainsi qu'avec le service sanitaire porcin et caprin et le service sanitaire laitier de la Fédération laitière compétente.

² La livraison et l'utilisation éventuelle du lait suspect de contenir des substances pathogènes ou des germes de zoonoses sont réglées par le chimiste cantonal, le vétérinaire cantonal et, le cas échéant, le médecin cantonal, conjointement avec le service sanitaire laitier de la Fédération laitière compétente.

Nettoyage et
désinfection

Art. 66 ¹ Le nettoyage et la désinfection selon les prescriptions de la police des épizooties doivent être effectués conformément aux ordres du vétérinaire officiel ou de l'inspecteur des ruchers et sous leur surveillance.

² L'exploitant et le personnel d'un domaine contaminé sont tenus de participer aux travaux de nettoyage et de désinfection, sans demande d'indemnité à la Caisse des épizooties.

³ Les excréments liquides et solides provenant d'exploitations contaminées doivent être détruits d'entente avec l'Office des eaux et de la protection de la nature lorsqu'une utilisation agricole est exclue.

Lutte

Art. 67 ¹ La lutte contre les différentes épizooties est régie par les articles 99 à 291 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

Compétences

² L'autorité cantonale citée dans ces dispositions est le Service vétérinaire.

CHAPITRE VI : Caisse des épizooties, indemnités, subventions

Comité de
gestion de la
Caisse des
épizooties

Art. 68 ¹ Le Gouvernement nomme un comité de gestion de la Caisse des épizooties comprenant le vétérinaire cantonal, deux représentants de l'Etat et deux représentants de la Chambre d'agriculture. Il en désigne le président.

² Le comité de gestion a les attributions suivantes :

- a) fixation des cas dans lesquels des indemnités pour pertes d'animaux sont dues au-delà des exigences de la législation fédérale (art. 33 et 35 LFE);

- b) fixation des cotisations (art. 72);
- c) contrôle des dépenses à la charge de la Caisse (art. 70);
- d) gestion de la fortune de la Caisse;
- e) à la demande du Département de l'Economie et du vétérinaire cantonal, donner son préavis sur les questions relevant de la police des épizooties;
- f) toute autre attribution confiée par le Département de l'Economie.

³ Le secrétariat et la comptabilité de la Caisse des épizooties sont assurés par le Service vétérinaire.¹⁷⁾

Produits

Art. 69 La Caisse des épizooties est alimentée par :

- a) les cotisations des propriétaires d'animaux (art. 71);
- b) ...⁵⁾
- c) la participation du Canton (art. 75);
- d) les amendes selon les articles 47 et 48 de la loi fédérale sur les épizooties;
- e) le produit des intérêts de la fortune de la Caisse;
- f) les autres recettes provenant de la police des épizooties.

Charges

Art. 70 La Caisse des épizooties prend à sa charge :

- a) les indemnités pour perte d'animaux, pour lesquels des cotisations ont été payées, à verser en vertu de la législation fédérale sur les épizooties ainsi que dans les cas fixés par le comité de gestion de la Caisse (art. 68, al. 2 lettre a) ou par le Gouvernement (art. 1, al. 3);
- b) les frais de lutte et de prévention des épizooties;
- c) les frais d'élimination des sous-produits animaux²⁰⁾ mentionnés à l'article 57, alinéa 1, lettre c;
- d) d'autres dépenses dans les cas prévus par une disposition spéciale.

Cotisations

Art. 71 ¹ Chaque propriétaire d'animaux stationnant à titre permanent sur le territoire de la République et Canton du Jura et appartenant aux espèces équine, bovine, porcine, ovine et caprine, ainsi que chaque propriétaire de lapins, colonies d'abeilles et de volailles domestiques, doit verser des cotisations annuelles à la Caisse des épizooties, indépendamment de son lieu de domicile.

² Les personnes détenant des lapins et des volailles pour leurs besoins personnels ne peuvent prétendre au versement d'indemnités pour perte d'animaux que pour autant qu'elles se soient annoncées à la Caisse des épizooties et aient versé les cotisations correspondantes.¹⁶⁾

³ Les exploitants ou propriétaires d'une pisciculture située dans le canton du Jura sont astreints à l'obligation de cotiser à la Caisse des épizooties.⁶⁾

Fixation du
montant

Art. 72 Le comité de gestion fixe chaque année le montant des cotisations pour chaque espèce animale assurée en prenant notamment en compte l'état de la fortune de la Caisse et le risque lié à chaque espèce animale.

Perception des
cotisations

Art. 73²²⁾ ¹ Les inspecteurs du bétail se chargent, pour la Caisse des épizooties, de la perception des cotisations pour les animaux des espèces équine, bovine, porcine, ovine et caprine, et pour les lapins et volailles.

² Les inspecteurs des ruchers se chargent du recensement des colonies d'abeilles pour la Caisse des épizooties, la perception des cotisations étant effectuée par le Service vétérinaire cantonal.

³ L'effectif au moment du recensement est déterminant pour la fixation de la cotisation à verser par chaque propriétaire d'animaux.

Indemnisation de
la commune

Art. 74 Le Département de l'Economie fixe chaque année, après consultation du comité de gestion, l'indemnité à laquelle la commune a droit pour son activité en matière d'épizooties.

Participation de
l'Etat

Art. 75 ¹ L'Etat prend à sa charge le salaire et les frais du vétérinaire cantonal et de son suppléant, de son secrétariat, ainsi que les frais de fonctionnement de la Caisse des épizooties, notamment les frais relatifs à la tenue de sa comptabilité.

² L'Etat rembourse chaque année à la Caisse des épizooties la moitié des dépenses mentionnées à l'article 70, lettres a et b, et le quart de celles mentionnées à la lettre c de cette disposition.

Indemnités

Art. 76 ¹ Lors de perte d'animaux et de colonies d'abeilles, les propriétaires ont droit à une indemnité comprise entre le 60 et le 90 % de la valeur d'estimation officielle, produit de la vente des parties utilisables compris, conformément aux dispositions de la législation fédérale sur les épizooties et de la présente ordonnance. Le pourcentage d'indemnisation est fixé chaque année par le Département de l'Economie, après consultation du comité de gestion de la Caisse des épizooties.

² Une attestation de laboratoire doit être produite pour toutes les épizooties dont le diagnostic peut être confirmé par des examens de laboratoire.

³ Les propriétaires domiciliés dans le Canton sont indemnisés pour la perte de bétail se trouvant momentanément en estivage en France pour autant qu'ils aient observé les directives y relatives.

⁴ Les propriétaires domiciliés dans le Canton sont indemnisés pour la perte de bétail se trouvant momentanément en estivage dans un autre canton pour autant qu'ils aient payé les cotisations à la Caisse des épizooties.

Suppression et
réduction

Art. 77 L'indemnité pour perte d'animaux est réduite ou supprimée dans les cas prévus à l'article 34 de la loi fédérale sur les épizooties.

Personnel
accompagnant
et auxiliaire

Art. 78 Les communes sont tenues de mettre gratuitement à disposition le personnel accompagnant et auxiliaire, dont les vétérinaires chargés de la vaccination ont besoin, en cas de vaccination préventive d'urgence.

Achat-vente
d'animaux

Art. 79 Les examens effectués lors de l'achat ou de la vente d'animaux ne donnent pas droit à des prestations de la Caisse des épizooties.

Estimateurs

Art. 80 Le Département de l'Economie nomme, sur proposition du vétérinaire cantonal, après consultation par ce dernier de la Chambre jurassienne d'agriculture, des estimateurs en cas d'épizootie.

Procédure
d'estimation

Art. 81 ¹ Lorsqu'une épizootie donnant lieu à indemnité se déclare ou qu'un animal périt, le propriétaire requiert du vétérinaire cantonal ou, si celui-ci est empêché, du vétérinaire officiel, une estimation immédiate.

² En principe, l'estimation est faite en présence du propriétaire, par le vétérinaire cantonal ou le vétérinaire officiel, qui doivent être assistés d'un estimateur cantonal, ou par deux estimateurs cantonaux. Un procès-verbal est dressé en double exemplaire suivant la formule officielle.

³ Le vétérinaire cantonal prend, dans tous les cas, une décision formelle sujette à opposition.

Réalisation

Art. 82 Les animaux à éliminer doivent être réalisés aux conditions du marché par les soins du vétérinaire cantonal.

Autres biens à
détruire;
estimation

Art. 83 Dans les cas où il est nécessaire de détruire ou d'endommager d'autres biens que du bétail pour empêcher la propagation d'une épizootie, le vétérinaire cantonal désigne ce qui doit être détruit ou endommagé et, de cas en cas, les experts compétents chargés de l'estimation.

CHAPITRE VII : Voies de droit, dispositions pénales, dispositions finales

Recours

Art. 84 ¹ Les décisions rendues en vertu de la présente ordonnance sont sujettes à opposition et recours, conformément au Code de procédure administrative¹⁴⁾.

² L'opposition et le recours n'ont pas d'effet suspensif, sauf décision contraire de l'autorité administrative ou de recours.

Dispositions
pénales
a) Application du
droit fédéral

Art. 85 ¹ Celui qui enfreint les dispositions de la législation fédérale sur les épizooties ou de la présente ordonnance, ainsi que les décisions particulières fondées sur ces dispositions, sera puni conformément aux articles 47 et suivants de la loi fédérale sur les épizooties.

² Le contrevenant peut être astreint en outre à restituer les indemnités pour perte d'animaux touchées sans droit et à payer tout émolument qu'il aurait éludé.

b) Chiens

Art. 86 ¹ Est passible d'une amende le détenteur qui excite son chien ou ne le retient pas lorsque celui-ci²⁴⁾ :

- a) attaque, poursuit ou effraie les passants sur la voie publique, quand bien même il n'en résulte aucun mal ou dommage;
- b) attaque ou poursuit des personnes inoffensives, même dans la propriété du détenteur.

² Le vétérinaire cantonal peut faire abattre tout chien ou autre animal qui blesse grièvement une personne ou qui effraie ou poursuit habituellement les gens.

Abrogation

Art. 87 L'ordonnance du 15 mars 1983 portant exécution de la législation fédérale sur les épizooties est abrogée.

Entrée en
vigueur

Art. 88 ¹ La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998, sous réserve de l'alinéa 2.

² L'article 39 entrera en vigueur en même temps que l'article 8 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties et l'article 40, alinéa 3, en même temps que l'article 9 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties.

Delémont, le 9 décembre 1997

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Anita Rion
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RS 916.40
- 2) RS 916.401
- 3) RS 916.441.22
- 4) RS 916.443.11
- 5) Abrogée par le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2000, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2000
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2000, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2000
- 7) RSJU 811.941
- 8) RSJU 173.11
- 9) RS 741.11
- 10) RS 741.41
- 11) RS 455
- 12) RS 455.1
- 13) RSJU 916.71
- 14) RSJU 175.1
- 15) RSJU 645.1 et RSJU 645.11
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 16 avril 2002, en vigueur depuis le 1^{er} mai 2002
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 4 février 2003, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003
- 18) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 12 avril 2005, en vigueur depuis le 1^{er} mai 2005
- 19) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de l'ordonnance du 12 avril 2005, en vigueur depuis le 1^{er} mai 2005

- 20) Nouvelle terminologie selon le ch. I de l'ordonnance du 12 avril 2005, en vigueur depuis le 1^{er} mai 2005
- 21) RSJU 910.1
- 22) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 avril 2005, en vigueur depuis le 1^{er} mai 2005
- 23) Introduite par le ch. I de l'ordonnance du 12 avril 2005, en vigueur depuis le 1^{er} mai 2005
- 24) Nouvelle teneur selon le ch. XIII de l'ordonnance du 6 mars 2007 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 25) Nouvelle teneur selon le ch. XXVII de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012
- 26) Abrogé par le ch. XXVII de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Ordonnance sur les forêts

du 4 juillet 2000

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 13, 38, 39, 40, 47, alinéa 3, et 56, alinéa 4, de la loi du 20 mai 1998 sur les forêts (LFOR)¹,

vu les articles 15, alinéa 4, et 26, alinéa 2, du décret du 20 mai 1998 sur les forêts (DFOR)²,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Généralités

But

Article premier La présente ordonnance a pour but de définir des règles d'exécution de la loi et du décret sur les forêts.

Terminologie

Art. 2 Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

CHAPITRE II : Fonds cantonal de conservation de la forêt

Création du
fonds,
alimentation

Art. 3 ¹ Conformément à l'article 12, alinéa 2, de la loi sur les forêts, il est créé le fonds cantonal de conservation de la forêt.

² Le fonds est alimenté par :

- a) les taxes de compensation prélevées en vertu de l'article 10 de la loi sur les forêts;
- b) la part de l'Etat aux contributions de plus-value prélevées en vertu de l'article 11 de la loi sur les forêts;
- c) les intérêts du fonds.

Affectation des
ressources du
fonds

Art. 4 Les ressources du fonds servent, par l'octroi d'aides financières, à financer des mesures de conservation de la forêt (art. 13, al. 2, LFOR). Sont notamment réputées telles les mesures suivantes :

- a) le soutien aux mesures d'entraide de l'économie forestière visant à améliorer durablement ses performances;
- b) l'introduction d'essences nobles dans des stations adaptées;
- c) l'inventaire des provenances autochtones de haute valeur et des essences rares, ainsi que les mesures propres à les propager dans le Canton (récolte de semences, production de plants, plantation);
- d) le soutien à des projets de recherche en sylviculture;
- e) la création de réserves forestières;
- f) les mesures accessoires de récréation de peuplements conformes à la station qui ne bénéficient pas de subventions (par exemple protection contre le gibier);
- g) l'acquisition par une collectivité de biens-fonds qui recèlent des formations forestières ou des biotopes particuliers en vue de leur conservation, à l'exclusion des frais d'entretien;
- h) les mesures renforçant la fonction sociale d'importance cantonale de certaines forêts ou pâturages boisés;
- i) le soutien à des mesures de conservation de formations forestières de grande valeur paysagère.

Modalités
d'octroi

Art. 5 ¹ Les propriétaires de forêts qui entendent réaliser des mesures qui correspondent à celles énumérées à l'article 4 peuvent solliciter le soutien financier du fonds. Ils présentent une requête auprès de l'arrondissement forestier, accompagnée d'un devis et de tous documents utiles (plans, relevés, etc.). Si la demande émane de l'Association cantonale des propriétaires de forêts (art. 4, lettre a), celle-ci adresse sa requête directement à l'Office de l'environnement.

² L'arrondissement forestier examine le dossier de requête, le fait compléter au besoin, puis le transmet à l'Office de l'environnement¹⁰⁾ avec un bref rapport.

³ L'Office de l'environnement gère le fonds. A ce titre, il évalue la recevabilité de la requête, notamment en tenant compte des ressources disponibles du fonds. Il préavise la requête à l'intention du Département de l'Environnement et de l'Équipement.

⁴ Le Département de l'Environnement et de l'Équipement statue sur les requêtes. Il tient compte de l'intérêt public des mesures de conservation, de la durabilité des effets recherchés, ainsi que de la part prise par le requérant et par des tiers éventuels aux frais des mesures. Il peut assortir l'octroi d'un soutien du fonds de conditions particulières visant à garantir l'affectation conforme et durable des ressources du fonds. Il traite les demandes selon l'ordre défini à l'article 4 (ordre de priorité).

⁵ Sur la base de la décision du Département, un contrat est conclu entre l'Office de l'environnement et le requérant.

Taux maximum

Art. 6 La part du fonds aux frais de réalisation des mesures, y compris la planification et la direction des travaux, est au maximum de :

- a) 40 % pour des mesures de portée locale;
- b) 60 % pour des mesures de portée régionale ou cantonale.

Conditions
générales
d'octroi

Art. 7 ¹ Si les aides financières du fonds sont combinées avec d'autres aides du Canton et de la Confédération, le cumul ne peut dépasser les taux fixés à l'article 6.

² Il n'existe aucun droit direct à l'octroi d'un soutien du fonds. Un tel droit naît seulement au moment où la décision d'octroi est prise.

CHAPITRE III : Dispositions financières relatives aux propriétaires de forêts publiques

SECTION 1 : Compte forestier

Principes, buts

Art. 8 ¹ Les propriétaires de forêts publiques tiennent une comptabilité forestière (art. 38, al. 1, LFOR).

² Le compte forestier a pour but de permettre le contrôle de la gestion forestière et l'efficacité de celle-ci par les organes de gestion et par les autorités communales. Il sert de base à la statistique forestière officielle.

³ Le rendement des forêts est affecté en priorité aux soins cultureux et à l'amélioration des structures de l'exploitation forestière (art. 38, al. 2, LFOR).

Contenu et
structure

Art. 9 Pour autant que le Gouvernement n'en dispose pas autrement, les dispositions du décret concernant l'administration financière des communes³⁾ s'appliquent intégralement au compte forestier, en ce qui concerne son contenu et sa structure.

Compétences de
l'Office de
l'environnement

Art. 10 ¹ L'Office de l'environnement peut demander à se faire remettre un exemplaire du compte forestier ou un extrait de celui-ci, notamment dans le cadre de l'examen d'une demande de prélèvement aux fonds de réserve forestiers, d'une demande de subvention ou d'une demande de crédit d'investissement.

² S'il constate des erreurs de comptabilisation, il peut en exiger la correction. Il en informe le Service des communes qui en tiendra compte lors du prochain apurement du compte forestier. Les dispositions des articles 53 et suivants de la loi sur les communes⁴⁾ demeurent réservées.

SECTION 2 : Fonds de réserve forestiers

Fonds à
constituer

Art. 11 Les propriétaires de forêts publiques sont tenus de constituer un fonds d'exploitation et un fonds d'anticipation (art. 39, al. 1, LFOR).

Dispense

Art. 12 ¹ L'Office de l'environnement peut, sur demande, dispenser les propriétaires de forêts publiques peu étendues de l'obligation de constituer des fonds de réserve (art. 39, al. 2, LFOR), notamment lorsque la forêt ne permet de réaliser qu'occasionnellement une recette.

² La renonciation à constituer l'un ou l'autre fonds ne dispense pas de l'obligation de tenir un compte forestier et d'établir un plan de gestion.

Base des fonds

Art. 13 La base permettant d'alimenter les fonds de réserve est le compte forestier.

Fonds
d'exploitation
a) But

Art. 14 ¹ Le fonds d'exploitation vise à réserver des moyens destinés à financer des travaux forestiers extraordinaires, des infrastructures nécessaires à la gestion, ainsi que des engins d'exploitation et des équipements de gestion.

- b) Affectation ² Les ressources du fonds d'exploitation sont affectées aux usages suivants :
- a) réalisation de travaux importants pour lesquels la recette annuelle provenant de l'entreprise forestière ne suffit pas, tels que voies de desserte, reconstitution de forêts, hangars et bâtiments d'exploitation, acquisition de machines, d'engins et d'équipements coûteux, etc.;
 - b) couverture des frais d'établissement des bases d'aménagement et du plan de gestion, ainsi que des frais d'abornement;
 - c) acquisition de biens-fonds forestiers et constitution de droits, lorsque le fonds d'anticipation ne suffit pas à cet effet;
 - d) participation à des mesures d'entraide extraordinaires (acquisition d'engins ou d'installations communautaires, participation au capital de sociétés ou de coopératives liées à l'économie forestière, etc.).
- c) Alimentation **Art. 15** ¹ Sont versés au fonds d'exploitation :
- a) les 10 % du produit annuel net de l'exploitation ordinaire selon le compte forestier, sous déduction des éventuels impôts sur le revenu et la fortune (bourgeoisies, sections de commune);
 - b) les intérêts du fonds.
- ² En présence de circonstances particulières, l'Office de l'environnement peut, sur demande, libérer entièrement ou partiellement un propriétaire de forêt de l'obligation d'effectuer un ou plusieurs versements annuels.
- ³ Le fonds d'exploitation sera alimenté régulièrement jusqu'à ce qu'il atteigne le montant minimal fixé dans le plan de gestion. Le montant minimal est égal, en règle générale, au double de la recette annuelle brute des ventes de bois correspondant à la quotité normale.
- Fonds d'anticipation
- a) But **Art. 16** ¹ Le fonds d'anticipation vise à permettre l'atténuation des écarts annuels du compte forestier, notamment lors de surexploitations et de sous-exploitations par rapport à la possibilité, ainsi qu'à compenser des diminutions du capital forestier, consécutives à des atteintes de tiers.
- b) Affectation ² Les ressources du fonds d'anticipation sont affectées aux usages suivants :
- a) compenser les moins-values d'exploitations annuelles, étant entendu que les intérêts seront affectés en premier lieu à cette fin;
 - b) acquérir des biens-fonds forestiers et constituer des droits;
 - c) financer des investissements importants lorsque les ressources du fonds d'exploitation ne suffisent pas;
 - d) financer des mesures forestières d'intérêt public (art. 12, al. 3, LFOR).

C) Utilisation à des fins non forestières

³ L'utilisation des ressources à des fins non forestières n'est autorisée que si les améliorations prévues dans le plan de gestion n'en sont pas compromises. S'il s'agit de construction, l'utilisation du bois comme matériau ou comme source d'énergie peut constituer une condition.

d) Alimentation

Art. 17 Sont versés au fonds d'anticipation :

- a) le produit net global provenant de surexploitations, calculé selon l'article 15, alinéa 1, lettre a, au prorata du volume;
- b) les indemnités versées par des tiers pour des atteintes qui entraînent une diminution du rendement de la forêt;
- c) la part de la collectivité concernée à la contribution de plus-value, au sens de l'article 11 de la loi sur les forêts;
- d) le produit net de la vente de parcelles faisant partie du patrimoine forestier.

Administration des fonds

Art. 18 ¹ L'état des fonds de réserve sera mentionné chaque année, à l'occasion de la présentation du compte forestier.

² Les fonds de réserve sont subordonnés au contrôle et à l'apurement ordinaires des comptes. Les prescriptions de la législation sur les communes s'appliquent au placement des ressources provenant des fonds de réserve.

³ Si, en vertu d'une décision de l'Office de l'environnement, on a renoncé entièrement ou partiellement à un versement annuel dans le fonds d'exploitation, la décision sera jointe au compte annuel.

Compétences

Art. 19 Les autorités exécutives des propriétaires de forêts publiques (conseil communal, conseil de bourgeoisie, etc.) sont compétentes pour disposer des ressources des fonds de réserve. Leurs décisions sont subordonnées à l'approbation de l'Office de l'environnement.

Communes mixtes et communes avec sections

Art. 20 Dans les communes mixtes et les communes avec sections, les prélèvements envisagés par le conseil communal au fonds d'anticipation à des fins non forestières (art. 16, al. 3) doivent avoir reçu l'aval préalable de l'assemblée bourgeoise ou de l'assemblée des ayants droit de la section.

CHAPITRE IV : Exigences relatives à la main-d'œuvre

But, champ
d'application et
définition

Art. 21⁸⁾ ¹ Les exigences minimales relatives à la formation des ouvriers forestiers qui exécutent des coupes pour des tiers ont pour but d'assurer la sécurité et la qualité du travail, ainsi que de préserver le peuplement et le sol forestier (art. 40 LFOR).

² Pour toutes coupes exécutées pour des tiers et contre rémunération, les ouvriers forestiers sont astreints à une formation minimale validée par une attestation cantonale. La notion de coupe comprend :

- a) les travaux de bûcheronnage (abattage, ébranchage ou débitage à l'aide d'une tronçonneuse), sous réserve de l'alinéa 3;
- b) les travaux de débardage mécanisé des bois par traction au sol;
- c) les travaux de débardage par d'autres moyens (cheval, téléphérique, etc.)

³ Aucune formation minimale n'est requise de la part des personnes façonnant du bois de feu sur la base de bois déjà abattu.

⁴ Aucune formation minimale n'est requise de la part des personnes effectuant des coupes de bois dans leurs propres forêts, ni de celles disposant d'un certificat fédéral de capacité (CFC) de forestier-bûcheron ou d'une attestation fédérale de praticien forestier, ou qui effectuent un stage de formation dans une entreprise forestière.

⁵ En cas de catastrophe forestière, l'Office de l'Environnement examinera avec les milieux concernés et avec la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (SUVA) les précautions à prendre dans l'engagement des renforts.

⁶ En collaboration avec les associations et organisations professionnelles, l'Office de l'environnement veille à l'organisation de cours pour ouvriers forestiers. Il veille également à inciter toute personne façonnant du bois pour son propre usage à se former de manière volontaire.

Formation
minimale

Art. 22⁸⁾ ¹ La formation minimale dans le domaine du bûcheronnage dure au minimum 10 jours. Elle est constituée de deux modules. Le second module doit être effectué dans les 5 ans qui suivent le premier module.

² Lorsque les abattages ne concernent que des arbres droits, sains, en terrain accessible et d'un diamètre inférieur à 30 cm (sarclage), la formation minimale est constituée d'un module de 5 jours.

³ La formation minimale dans le domaine du débardage mécanisé par traction au sol dure au minimum 9 jours. Elle est constituée de deux modules. Le second module doit être effectué dans les 5 ans qui suivent le premier module.

⁴ La formation minimale dans le domaine du débardage par d'autres moyens (cheval, téléphérique, etc.) est évaluée sur la base de l'expérience pratique de l'ouvrier forestier dans ces domaines.

Art. 23⁹⁾

Autorisation,
attestation

Art. 24⁹⁾ ¹ Pour les travaux entrant dans le champ d'application de l'article 21, l'ouvrier forestier doit solliciter auprès de l'Office de l'environnement une autorisation provisoire ou une attestation cantonale.

² Une attestation cantonale d'ouvrier forestier ou d'ouvrier débardeur est délivrée à la personne ayant subi avec succès la formation minimale en bûcheronnage ou débardage.

³ Une autorisation provisoire de travail en forêt est délivrées à la personne ayant suivi avec succès le premier module de formation minimale. Elle permet à la personne titulaire d'effectuer des travaux pour des tiers sous la direction et la surveillance d'une personne titulaire d'un CFC de forestier-bûcheron ou d'une personne titulaire d'une attestation cantonale depuis au moins 3 années. Elle est valable au maximum 5 ans à partir de la date du premier module. Elle comprend une attestation cantonale non limitée dans le temps pour les sarclages (art. 22, al. 2).

⁴ La délivrance d'une autorisation provisoire ou d'une attestation cantonale est subordonnée au fait que les cours ou modules aient été dispensés selon le programme fédéral de formation pour les ouvriers forestiers et par des prestataires contrôlés et accrédités.

⁵ En l'absence de formation spécifique existante (notamment pour le débardage par d'autres moyens) ou pour d'autres cours de formation pouvant être considérés comme équivalents, l'Office de l'environnement est compétent pour juger de l'équivalence et délivrer une autorisation provisoire ou une attestation cantonale. Dans le doute, l'Office de l'environnement peut exiger un contrôle des compétences réalisé par un prestataire accrédité.

Obligation de
présenter
l'autorisation ou
l'attestation

Art. 25⁸⁾ Le titulaire de l'autorisation provisoire ou de l'attestation cantonale est tenu de la présenter sur requête de l'employeur, du garde forestier de triage ou d'un agent de l'Office de l'environnement.

Emoluments

Art. 26⁸⁾ La délivrance de l'autorisation provisoire, ainsi que la délivrance d'une attestation cantonale, sont frappées d'émolument.

Responsabilité
de l'employeur

Art. 27 L'employeur de l'ouvrier forestier répond du respect des exigences minimales de formation. Lorsque l'ouvrier forestier fait des coupes pour plusieurs employeurs (tâcheron), chaque employeur est tenu de veiller au respect de ces exigences.

Art. 28 et 29⁹⁾

CHAPITRE V : Apprentissage de forestier-bûcheron⁸⁾

Organisation

Art. 30⁸⁾ ¹ Les tâches dévolues au Département de l'Environnement et de l'Equipeement, à l'Office de l'environnement et à la commission d'apprentissage de forestier-bûcheron sont attribuées au Département de la Formation, de la Culture et des Sports et au Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire. Pour le surplus, la répartition des compétences se fait conformément à la législation en matière de formation professionnelle.

² L'Office de l'environnement soutient le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, notamment pour l'organisation des cours et la mise sur pied des examens de fin d'apprentissage.

³ Une commission intercantonale d'examens et de cours pour apprentis forestiers-bûcherons peut être mise sur pied afin d'assurer la supervision de ces activités et de conseiller les services précités. Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports est compétent pour prendre les décisions nécessaires à cette fin.

Art. 31 à 36⁹⁾

CHAPITRE VI : Le triage forestier

SECTION 1 : Constitution et organisation

Constitution	<p>Art. 37 ¹ L'initiative de former un triage avec d'autres collectivités publiques propriétaires de forêts revient à l'autorité exécutive de la commune (conseil communal, conseil de bourgeoisie). L'arrondissement forestier est associé aux démarches, notamment dans le but d'assurer une répartition équilibrée des triages.</p> <p>² Les relations entre les partenaires publics du triage sont réglées par une convention. Des propriétaires privés (fondations, sociétés, particuliers) peuvent adhérer à la convention, avec les mêmes droits et obligations, notamment financières, que les partenaires publics.</p> <p>³ L'adhésion d'une commune à un triage forestier est décidée par l'autorité législative (assemblée communale, conseil général, assemblée de bourgeoisie).</p>
Modification des limites d'un triage	<p>Art. 38 La modification des limites d'un triage, à la suite de l'adhésion d'une nouvelle commune ou du transfert d'une commune dans un autre triage, est de la compétence de l'autorité exécutive. L'arrondissement forestier est associé aux démarches devant aboutir à la modification.</p>
Approbation du Département	<p>Art. 39 La constitution d'un triage, de même que sa modification, sont soumises à l'approbation du Département de l'Environnement et de l'Équipement.</p>
Statut juridique	<p>Art. 40 Le statut juridique du triage forestier est celui d'une corporation de droit public. Il est régi par la convention de triage et, à titre subsidiaire, par les règles applicables aux syndicats de communes.</p>
Commission de triage a) Mandat	<p>Art. 41 La commission de triage a les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) coordonner et surveiller les activités du garde forestier et du personnel du triage; b) nommer le garde forestier de triage et fixer son traitement; c) engager du personnel, dans la limite des moyens financiers mis à sa disposition par les partenaires;

- d) établir le règlement de service du garde forestier de triage et le cahier des charges du personnel; le règlement de service du garde forestier est soumis à l'Office de l'environnement pour ratification;
- e) acquérir les équipements nécessaires au fonctionnement du triage, dans la limite des moyens financiers mis à sa disposition par les partenaires;
- f) examiner et approuver le budget du triage, ainsi que les comptes de celui-ci;
- g) traiter les différends qui opposent les propriétaires et le public au garde forestier ou à d'autres membres du personnel du triage;
- h) assumer les autres tâches qui lui sont déléguées par les partenaires.

b) Composition **Art. 42** ¹ La commission se compose des représentants des collectivités publiques, des propriétaires qui ont signé la convention et des propriétaires privés.

² Le nombre de représentants est fixé dans la convention en tenant compte de la surface boisée et de la participation aux frais.

c) Nomination des représentants **Art. 43** ¹ Les représentants des collectivités publiques sont nommés par les autorités exécutives.

² Les représentants des propriétaires privés sont nommés par l'assemblée des propriétaires privés du triage, convoquée dix jours à l'avance par le secrétariat du triage, par un avis dans le Journal officiel et par affichage public dans les communes concernées. L'assemblée est présidée par le président de la commission de triage ou, à défaut, par l'ingénieur forestier d'arrondissement. Le garde forestier de triage présente à cette occasion les activités du triage.

d) Constitution de la commission **Art. 44** ¹ La séance constitutive de la commission de triage est convoquée et présidée par l'ingénieur forestier d'arrondissement.

² La commission nomme parmi ses membres le président, le vice-président, le caissier et le secrétaire. Les fonctions de secrétaire et de caissier peuvent être cumulées.

³ La fonction de caissier peut être confiée à une personne ne faisant pas partie de la commission.

e) Droit de vote,
quorum

Art. 45 ¹ Chaque membre de la commission dispose d'un suffrage. Pour les décisions qui engagent financièrement les signataires de la convention, les représentants des propriétaires privés ont seulement voix consultative.

² Le président participe au vote. En cas d'égalité de suffrages, il a voix prépondérante.

³ La commission est habilitée à prendre des décisions valables lorsque la moitié des membres participant au vote sont présents.

f) Convocation

Art. 46 ¹ La commission est convoquée par le président ou si deux membres de la commission ou l'ingénieur forestier d'arrondissement en font la demande.

² L'invitation aux séances se fait par écrit avec indication de l'ordre du jour. Un procès-verbal est établi pour chaque séance.

³ L'ingénieur forestier d'arrondissement est invité à toutes les séances. Il a voix consultative. Exceptionnellement, il peut se faire remplacer par un collaborateur.

⁴ Le garde forestier de triage est également invité à toutes les séances. Il a voix consultative. Lors de délibérations qui le concernent personnellement, le président peut l'inviter à se retirer.

Durée du mandat

Art. 47 ¹ Les membres de la commission sont nommés pour la législature. [12\)](#)

² Les membres sont rééligibles pour deux nouvelles périodes consécutives. [7\)](#)

³ Si un membre a été nommé dans la commission en tant que représentant d'une autorité ou en raison de sa fonction, son mandat prend fin lorsqu'il n'appartient plus à cette autorité ou n'exerce plus sa fonction.

SECTION 2 : Dédommagement de l'Etat

Dédommagement à la surface (art. 15, al. 1, DFOR)

Art. 48 Le montant de l'indemnité due par l'Etat pour les activités du garde forestier de triage, au titre de la conservation de l'aire forestière, de la garantie de la fonction protectrice et de la collaboration à l'exercice de la police forestière, se base sur la surface de forêt soumise à la législation forestière, indépendamment des conditions de propriété.

Dédommagement au volume (art. 15, al. 2, DFOR)

Art. 49 Les volumes déterminants pour fixer l'indemnité due par l'Etat pour les activités du garde forestier de triage dans les martelages et dans la vulgarisation sont :

- a) dans les forêts des propriétaires signataires de la convention de triage, la possibilité fixée dans le plan de gestion approuvé par l'Office de l'environnement (forêts soumises à l'obligation du plan de gestion); les volumes indiqués sous lettre b pour les autres partenaires;
- b) dans les autres forêts, le volume moyen des coupes martelées durant les cinq exercices précédents.

Aide financière pour l'amélioration de la gestion (art. 15, al. 3, DFOR)

Art. 50^{[11\)](#)} ¹ Une aide financière peut être octroyée à un triage dans le but d'améliorer l'efficacité de sa gestion lorsque celui-ci prend des mesures concrètes tendant notamment à :

- a) une mise en commun de l'exploitation et de la gestion financière des forêts;
- b) une coordination accrue des travaux forestiers;
- c) la mise sur pied d'outils de gestion, tels une comptabilité analytique.

² Le Département de l'Environnement et de l'Equipeement définit et adapte les conditions d'octroi et les modalités de calcul des aides financières, ainsi que la manière de les demander.

³ Cette aide financière est octroyée dans les limites budgétaires. Le Département peut limiter la durée durant laquelle elle est versée.

Montant maximal, conditions de versement

Art. 51 ¹ Le cumul des contributions prévues aux articles 48 à 50 ne peut dépasser le tiers du traitement brut moyen des gardes forestiers augmenté des charges sociales obligatoires des employeurs (art. 15, al. 5, DFOR).

² Les contributions dues conformément aux articles 48 et 49 ne peuvent dépasser le quart du traitement brut moyen des gardes forestiers augmenté des charges sociales obligatoires des employeurs.

³ Le versement de la contribution de l'Etat est conditionné au respect des exigences formulées par l'Office de l'environnement, dans le cadre de la surveillance des triages.

CHAPITRE VII : Crédits d'investissement

Ordre de priorité

Art. 52 Au cas où les crédits mis à la disposition du Canton par la Confédération ne permettent pas de satisfaire toutes les demandes, la préférence est donnée aux investissements qui, dans l'ordre :

- a) permettent de garantir la sécurité des personnes ou des biens de grande valeur;
- b) génèrent des gains de productivité élevés ou permettent d'abaisser considérablement les coûts des travaux d'exploitation et d'entretien de la forêt, au profit des propriétaires du Canton ou d'une région;
- c) produisent une amélioration importante et durable dans les structures forestières du Canton ou d'une région.

Délai pour le dépôt des demandes

Art. 53 Les demandes de crédits d'investissement doivent être déposées à l'Office de l'environnement au plus tard le 15 mars ou le 15 septembre de l'année souhaitée pour le versement. Ces délais ne sont pas déterminants si la demande concerne le remplacement d'un engin ayant déjà bénéficié d'un tel crédit.

Commission consultative

Art. 54 Une commission consultative de trois membres est désignée par le Département de l'Environnement et de l'Equipeement pour préavisier les demandes de crédits d'investissement.

CHAPITRE VIII : Dispositions transitoires et finales

Art. 55⁹⁾

Abrogation

Art. 56 Sont abrogées :

- l'ordonnance du 24 octobre 1995 sur la définition et la constatation de la forêt, ainsi que sur les crédits d'investissement en faveur de l'économie forestière;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les constructions à proximité de la forêt;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur les contrats de gestion de la forêt;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les fonds de réserve forestiers;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'organisation du Service des forêts dans la République et Canton du Jura;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'organisation et les attributions de la commission de triage forestier;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur la répartition des frais entre les propriétaires de forêt et l'Etat;
- l'ordonnance du 5 février 1980 concernant l'apprentissage professionnel des forestiers-bûcherons.

Entrée en
vigueur

Art. 57 ¹ A l'exception des articles 48 à 51, la présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} août 2000.

² Les dispositions des articles 48 à 51 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2002 (art. 28, al. 2, DFOR).

Delémont, le 4 juillet 2000

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Kohler
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 921.11
- 2) RSJU 921.111
- 3) RSJU 190.611
- 4) RSJU 190.11
- 5) RSJU 413.241
- 6) RSJU 413.241.1
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 20 juin 2006, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 24 août 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- 9) Abrogé(s) par le ch. I de l'ordonnance du 24 août 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- 10) Nouvelle dénomination selon le ch. I de la modification du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008 (RSJU 172.111).
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 27 septembre 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. XXVIII de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Loi sur la chasse et la protection de la faune sauvage (Loi sur la chasse)

du 11 décembre 2002

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu la loi fédérale du 20 juin 1986 sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (loi fédérale sur la chasse) (LChP)^{[1](#)},

vu l'ordonnance fédérale du 29 février 1988 sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (ordonnance fédérale sur la chasse) (OChP)^{[2](#)},

vu l'article 45, alinéas 3 et 4, de la Constitution cantonale^{[3](#)},

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

But

Article premier ¹ La présente loi tend à la réalisation des objectifs définis par la loi fédérale sur la chasse, notamment :

- a) conserver la diversité des espèces;
- b) conserver et si possible recréer les habitats et les biotopes favorables à la faune sauvage;
- c) définir les principes de gestion des espèces pouvant être chassées (dénommées ci-après : "le gibier");
- d) arrêter les principes relatifs à la prévention et la réparation des dommages causés par la faune sauvage;
- e) régler l'exercice et la surveillance de la chasse;
- f) favoriser la formation et le perfectionnement des chasseurs, des gardes et des gardes auxiliaires;
- g) promouvoir l'information et la recherche sur la faune sauvage et la gestion du gibier.

² En vue de réaliser ces objectifs, les autorités collaborent avec la Fédération cantonale jurassienne des chasseurs, ainsi qu'avec les milieux forestiers, agricoles et de la protection du patrimoine naturel.

³ La présente loi fixe les compétences des autorités et les procédures applicables.

Terminologie **Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Champ d'application **Art. 3** La présente loi s'applique aux oiseaux et mammifères vivant à l'état sauvage (faune sauvage) visés par la loi fédérale sur la chasse¹⁾.

Compétences du Gouvernement **Art. 4** Le Gouvernement est notamment compétent pour :

- a) fixer les périodes et les jours de chasse et réduire la liste des espèces pouvant être chassées (art. 5, al. 4 et 5, LChP);
- b) délimiter les refuges (art. 11, al. 2 et 4, LChP);
- c) autoriser le lâcher d'animaux (art. 8, al. 3 et 4, OChP).

Compétences du Département **Art. 5** Le Département de l'Environnement et de l'Equipeement (dénommé ci-après : "Département") exerce toutes les compétences qui ne sont pas attribuées expressément à une autre autorité.

Compétences de l'Office des eaux et de la protection de la nature **Art. 6** ¹ L'Office des eaux et de la protection de la nature exerce les compétences suivantes réglées par :

- a) la loi fédérale sur la chasse¹⁾ :
 - établissement des statistiques (art. 3, al. 3);
 - lâcher de gibier (art. 6, al. 1);
 - tir d'animaux protégés (art. 7, al. 2);
 - tir d'animaux blessés et malades (art. 8);
 - détention d'animaux protégés (art. 10, al. 1);
 - prévention des dommages causés par la faune sauvage (art. 12, al. 2, 3 et 4);
 - estimation et indemnisation des dégâts causés par la faune sauvage (art. 13, al. 1 et 2);
 - formation et perfectionnement des gardes, des gardes auxiliaires et des chasseurs (art. 14, al. 2);
 - communication des prescriptions cantonales à l'Office fédéral (art. 25, al. 3);
 - fixation des dommages et intérêts dus par les auteurs d'un délit de chasse ou d'une contravention, conformément aux tarifs édictés par le Gouvernement (art. 23)¹²⁾;
- b) l'ordonnance fédérale sur la chasse²⁾ :
 - utilisation de moyens et d'engins de chasse prohibés (art. 3);

- naturalisation d'animaux protégés (art. 5);
- régulation d'animaux retournés à l'état sauvage (art. 8, al. 2);
- mesures individuelles de protection (art. 9, al. 2);
- marquage d'animaux (art. 13, al. 1);
- communication de statistiques de la chasse et de la naturalisation d'animaux protégés (art. 16, al. 1).

² En outre, pour les tirs complémentaires, les articles 48 et 64, alinéa 1, de la présente loi demeurent réservés.

Délégation de tâches

Art. 7 ¹ Le Gouvernement peut déléguer à la Fédération cantonale jurassienne des chasseurs ou à d'autres organisations tout ou partie des tâches suivantes :

- a) la surveillance de la chasse et de la faune sauvage;
- b) la formation initiale et continue des chasseurs;
- c) la protection du gibier et des biotopes;
- d) l'information;
- e) la prévention et la réparation des dommages causés par la faune sauvage.

² Pour l'accomplissement de ces tâches, l'Etat verse des indemnités aux organisations concernées.

Commission de la faune

Art. 8 ¹ Le Gouvernement désigne une commission de la faune, présidée par le chef du Département.

² Elle est désignée pour la législature et composée de huit représentants de la chasse, de l'économie forestière, de l'agriculture et de la protection de la nature, chasseurs et non-chasseurs y figurant à parité.¹¹⁾

³ Le Gouvernement fixe par voie d'ordonnance l'organisation et le cahier des charges de la commission.

⁴ La commission est consultée sur les mesures à prendre pour assurer l'application de la loi.

CHAPITRE II : Réglementation de la chasse

SECTION 1 : Généralités

Exercice de la chasse

Art. 9 ¹ Sur tout le territoire du Canton, l'exercice de la chasse n'est possible qu'aux conditions et dans les formes prévues par la présente loi.

² Il ne peut être affirmé.

³ Par exercice de la chasse, il faut comprendre toute action visant à rechercher, lever, poursuivre, saisir, s'approprier ou tuer un animal appartenant à des espèces protégées ou pouvant être chassées.

Régime de
chasse

Art. 10 ¹ Le régime de chasse sur le territoire du Canton est celui de la chasse à permis.

² Dans des cas particuliers, des autorisations spéciales peuvent être délivrées.

Appropriation du
gibier

Art. 11 ¹ Le gibier et les animaux sauvages sont des choses sans maître.

² Le chasseur devient propriétaire du gibier qu'il abat dans le respect des prescriptions légales.

³ Celui qui, en dehors d'un acte de chasse autorisé, blesse ou tue un animal sauvage ou découvre tout ou partie de celui-ci a l'obligation de l'annoncer à un garde, à un garde auxiliaire ou au poste de police le plus proche.

⁴ Tout animal sauvage abattu illégalement, blessé, visiblement malade ou trouvé sans vie devient propriété de l'Etat. Il en va de même lors de la découverte d'une partie d'animal.

⁵ L'Etat a le devoir de soigner les animaux blessés dont la liste figure dans l'ordonnance d'application de la présente loi; il peut décider de les euthanasier.

SECTION 2 : Permis de chasse

Formation des
candidats
chasseurs

Art. 12 ¹ La formation des candidats chasseurs se déroule sur trois années au maximum; elle comprend une activité de protection de la nature et de la faune, ainsi qu'une instruction théorique et pratique.

² Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance les modalités de la formation.

Certificat
d'aptitude à la
chasse
1. Examens

Art. 13 ¹ Le certificat d'aptitude à la chasse est délivré aux personnes qui ont passé avec succès les examens jurassiens.

² Les examens portent sur la connaissance :

- de la nature et de la faune sauvage;
- des principes de gestion du gibier et de ses habitats;
- de la législation en matière de chasse, de faune et de protection de la nature;
- des chiens de chasse;
- de la pratique de la chasse;
- du maniement des armes et de la sécurité;
- de l'estimation de distances et des aptitudes au tir.

2. Admission
aux examens

Art. 14 Sont admises aux examens les personnes :

- qui ont seize ans révolus lors de la première session d'examens¹³⁾;
- qui remplissent les conditions posées dans l'ordonnance relative à la formation et aux examens des candidats chasseurs;
- qui ne se trouvent pas dans une situation de refus ou de retrait du permis de chasse au sens des articles 19 et 20 de la présente loi.

3. Modalités des
examens

Art. 15 Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance les modalités et l'organisation des examens.

4. Equivalence
A. Certificats
de cantons
accordant la
réciprocité

Art. 16 ¹ Le titulaire d'un certificat d'aptitude à la chasse d'un autre canton peut, sous réserve de réciprocité et de formation équivalente ainsi que de l'article 17, être dispensé de suivre la formation et de passer les épreuves d'examens.¹³⁾

² Au besoin, un examen complémentaire peut être exigé selon les modalités fixées par le Département.

³ Le Département statue sur les cas de dispense.

B. Certificats
d'autres cantons
ou pays

Art. 16a¹²⁾ Le titulaire d'un certificat d'aptitude à la chasse d'un canton n'accordant pas la réciprocité ou d'un autre pays peut exercer provisoirement la chasse dans le canton du Jura aux conditions suivantes :

- a) être domicilié dans le canton du Jura;
- b) avoir exercé la chasse durant deux ans au moins, dans les dix années précédant la demande de permis;

- c) suivre la formation des candidats chasseurs dans le canton du Jura et avoir passé avec succès une partie des examens, selon les modalités fixées par le Département.

5. Retrait du
certificat
d'aptitude à la
chasse

Art. 17 ¹ Le certificat d'aptitude à la chasse est retiré à son titulaire lorsqu'aucun permis annuel en Suisse ne lui a été délivré durant dix années consécutives ou qu'il s'est vu refuser ou retirer son permis pour une durée de cinq années consécutives. ¹³⁾

² Les années d'activités déployées officiellement par les gardes et les gardes auxiliaires sont assimilées à la délivrance d'un permis pour ces années.

Délivrance du
permis de
chasse :
conditions

Art. 18 ¹ Le permis de chasse est délivré à la personne qui justifie :

- a) être détentrice du certificat d'aptitude;
- b) ¹³⁾ avoir atteint l'âge de dix-huit ans révolus;
- c) être au bénéfice d'une assurance responsabilité civile en matière de chasse, à concurrence du montant minimal de la couverture fixée par le Conseil fédéral;
- d) ... ¹⁴⁾;
- e) ¹³⁾ de l'accomplissement d'un travail d'une journée dans le domaine du patrimoine naturel ou, en cas d'empêchement pour un motif dûment justifié, de l'acquittement d'une contribution de remplacement d'un montant compris entre 200 et 500 francs;
- f) ... ¹⁴⁾.

² Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, l'organisation des journées de travail dans le domaine du patrimoine naturel. Il règle de même l'organisation du contrôle périodique de l'aptitude au tir prévu par l'article 2, alinéa 2^{bis}, de l'ordonnance fédérale sur la chasse ²⁾ ¹²⁾

Refus du permis

Art. 19 Le permis de chasse est refusé, nonobstant la réalisation des conditions posées à l'article 18, lorsque :

- a) la personne qui en fait la demande est frappée d'une interdiction de chasser en vertu d'une décision prise par une autorité judiciaire ou administrative suisse ou étrangère;
- b) la personne pourrait, pour des raisons médicales, constituer une menace pour des tiers.

² En cas de doute, l'Office des eaux et de la protection de la nature est habilité à prendre les renseignements nécessaires et peut exiger un certificat médical.

³ Lorsque le requérant fait l'objet d'une poursuite pénale pour une infraction mentionnée à l'article 20, alinéa 1, de la loi fédérale sur la chasse¹⁾, la décision relative à l'octroi du permis est différée jusqu'au prononcé définitif de l'autorité judiciaire compétente.¹²⁾

Retrait du
permis

Art. 20¹³⁾ Le permis de chasse est retiré lorsque la personne qui l'a obtenu cesse de remplir les conditions légales pour sa délivrance; il est également retiré lorsqu'il a été obtenu frauduleusement.

Interdiction de
chasser

Art. 21¹³⁾ ¹ Une interdiction de chasser est prononcée à l'encontre de la personne qui a été condamnée pour une infraction intentionnelle ou pour trois infractions par négligence, sur une durée de cinq ans, à la législation sur la chasse. Le retrait judiciaire de l'autorisation de chasser demeure réservé.

² L'interdiction de chasser est de un à cinq ans. Elle porte sur des saisons de chasse complètes.

³ En cas de non-respect des prescriptions en matière de traque aux sangliers constaté par les gardes ou par le chef de chasse, un retrait du permis jusqu'à un mois peut être prononcé.

⁴ Dans les cas de peu de gravité, un avertissement peut être prononcé.

Saisie et retrait
provisoire du
permis

Art. 22 ¹ Les gardes et les gardes auxiliaires peuvent saisir immédiatement et provisoirement le permis lors de flagrants délits dans les cas mentionnés à l'article 20, alinéa 1, de la loi fédérale sur la chasse¹⁾.

² L'Office des eaux et de la protection de la nature se prononce dans les 10 jours sur un éventuel retrait provisoire du permis jusqu'à la clôture de la procédure pénale.

Compétence

Art. 23 Les décisions relatives à la délivrance, au refus, au retrait ou au retrait provisoire du permis de chasse, au retrait du certificat d'aptitude, de même que celles portant interdiction de chasser, sont prises par l'Office des eaux et de la protection de la nature.

Voies de droit

Art. 24 ¹ Les décisions de l'Office des eaux et de la protection de la nature sont sujettes à opposition, puis à recours à la Cour administrative, conformément au Code de procédure administrative⁴⁾.

² L'opposition et le recours n'ont pas d'effet suspensif.

Retrait judiciaire
de l'autorisation
de chasser

Art. 25 Le retrait de l'autorisation de chasser en application de l'article 20 de la loi fédérale sur la chasse¹⁾ est prononcé par le juge pénal, conformément à cette disposition.

Permis
temporaire de
chasser

Art. 26 Conformément à l'article 4, alinéa 3, de la loi fédérale sur la chasse¹⁾ et sous réserve de réciprocité, l'Office des eaux et de la protection de la nature peut délivrer un permis temporaire de chasser à des hôtes de chasseurs ou à des candidats chasseurs qui remplissent les conditions suivantes :

- a) être au bénéfice d'un certificat d'aptitude d'un autre canton ou d'un autre Etat ou, pour les candidats chasseurs, être inscrits auprès de l'Office des eaux et de la protection de la nature;
- b) attester que les conditions posées à l'article 18, lettres b à d, sont remplies et ne pas être sous le coup des dispositions de l'article 19.

Autorisations
spéciales

Art. 27 L'Office des eaux et de la protection de la nature peut délivrer des autorisations spéciales dans les cas suivants :

- a) tirs sanitaires;
- b) régulation des prédateurs;
- c) exercice de la fauconnerie ou de l'autourserie;
- d) piégeage;
- e) entraînement de chiens de chasse hors des périodes de chasse.

Validité du
permis

Art. 28¹³⁾ ¹ Le permis est personnel et intransmissible. Il n'est valable qu'une fois l'émolument payé.

² Il est valable sur tout le territoire de la République et Canton du Jura durant la période de chasse pour laquelle il a été délivré, sous réserve des restrictions prévues par la législation fédérale ainsi que par la présente loi et ses dispositions d'exécution.

Types de permis

Art. 29 Le Gouvernement détermine les types de permis de chasse en fonction des droits concédés.

Emoluments

Art. 30¹³⁾ ¹ Dans les limites de la législation sur les émoluments, le Gouvernement fixe le tarif des émoluments, notamment ceux dus pour les permis de chasse. Les émoluments doivent couvrir, dans une mesure équitable, les coûts directement liés à la gestion de la chasse.

² Il peut majorer l'émolument jusqu'à 200 % au maximum pour les personnes domiciliées hors du Canton.

Fournitures **Art. 31** Le Gouvernement prescrit la nature des fournitures délivrées avec le permis.

Gratuité du permis **Art. 32** Tout chasseur qui a obtenu 49 permis de chasse dans le Canton reçoit gratuitement son 50^{ème} permis ou un permis spécial.

Remboursement du prix du permis **Art. 33** ¹ L'Office des eaux et de la protection de la nature rembourse, sur demande écrite et après déduction des frais administratifs, les émoluments versés pour l'obtention du permis lorsque :

- a) le titulaire est empêché de chasser en raison de maladie, d'accident, de décès ou de tout autre motif important;
- b) le permis a été refusé avant l'ouverture de la chasse;
- c) la chasse a dû être interdite par les autorités.

² Il n'y a pas de droit au remboursement lorsque la chasse a pu être partiellement exercée.

SECTION 3 : Exercice de la chasse

Chasse sur les terrains d'autrui **Art. 34** Le permis de chasse donne à son titulaire le droit de pénétrer sur les terrains d'autrui pour y exercer la chasse, à condition de ne pas porter atteinte aux personnes ou aux biens.

Lieux de chasse **Art. 35** ¹ La chasse est interdite :

- a) dans les refuges de chasse et autres lieux fixés par le Gouvernement, sauf dérogations arrêtées par ce dernier;
- b) dans un rayon de 200 mètres autour des habitations occupées en permanence et des refuges forestiers;
- c) dans les cimetières, les parcs d'agrément et les jardins.

² Demeurent réservées, dans des cas particuliers, les autorisations spéciales délivrées par l'Office des eaux et de la protection de la nature.

Temps de chasse **Art. 36** La chasse est interdite :

- a) en dehors des jours de chasse et des périodes fixées par le Gouvernement;
- b) le dimanche et les jours fériés officiels.

Exceptions	<p>Art. 37 ¹ Indépendamment des restrictions de temps et de lieu, la recherche d'un animal blessé est obligatoire et le tir autorisé, à condition qu'un garde ou un garde auxiliaire en soit informé préalablement.</p> <p>² Le chasseur peut prendre possession en tout lieu du gibier qu'il a abattu dans le respect des prescriptions légales.</p>
Légitimation	<p>Art. 38 ¹ Le chasseur est tenu de se légitimer sur requête d'un garde ou d'un garde auxiliaire.</p> <p>² Le Gouvernement détermine les documents que le chasseur est tenu de présenter.</p>
Chasse en groupe	<p>Art. 39 Le Gouvernement fixe le nombre maximum des participants admis aux chasses en groupe.</p>
Aide à la chasse et restriction d'accompagnement	<p>Art. 40 Toute aide à la chasse est interdite aux personnes non titulaires d'un permis de chasse, sous réserve d'une autorisation de l'Office des eaux et de la protection de la nature dans le cadre de la formation des candidats chasseurs. Le Gouvernement définit les actes qui constituent une aide à la chasse.</p>
Moyens de locomotion	<p>Art. 41 ¹ Il est interdit d'utiliser un quelconque moyen de locomotion pour poursuivre le gibier.</p> <p>² Il est également interdit de tirer à partir d'un moyen de locomotion.</p> <p>³ Le Gouvernement fixe les conditions d'utilisation des routes et chemins, ainsi que des véhicules et autres moyens de locomotion. Demeurent réservées les prescriptions spéciales de la législation forestière.</p>
Moyens et engins de chasse	<p>Art. 42 ¹ Le Gouvernement désigne les types d'armes et leurs calibres, les types de munitions, d'engins de piégeage et d'accessoires autorisés, ainsi que leurs mode et conditions d'utilisation.</p> <p>² L'utilisation des moyens et engins mentionnés à l'article 2 de l'ordonnance fédérale sur la chasse²⁾, ainsi que le téléphone mobile, sont interdits pour l'exercice de la chasse. Le Gouvernement peut interdire l'utilisation d'autres méthodes et engins de chasse.</p>

Transport et vente	Art. 43 Le Gouvernement réglemente le transport des armes et de la munition ainsi que le transport et la vente du gibier.
Prévention des accidents	<p>Art. 44 ¹ Avant de tirer, le chasseur doit identifier avec précision l'animal visé et s'assurer que le tir ne risque pas de mettre en danger autrui ou de causer des dommages à la propriété.</p> <p>² En dehors de l'action de chasse, toute arme doit être déchargée. Il en va de même lors du transport d'une arme dans un véhicule.</p>
Tir du gibier	Art. 45 Le Département fixe les conditions dans lesquelles le gibier doit être tiré.
Chiens	Art. 46 Le Département édicte les prescriptions concernant l'utilisation des chiens de chasse et fixe les conditions auxquelles les chiens de chasse et de compagnie peuvent être lâchés.
Contrôle du gibier tiré et statistiques	<p>Art. 47 ¹ Le Département fixe les modalités de contrôle du gibier tiré.</p> <p>² Tout chasseur est tenu de remplir avec exactitude les différents documents utilisés à des fins de contrôle sur le terrain ou de statistiques.</p> <p>³ Il doit les restituer à l'Office des eaux et de la protection de la nature.</p>

CHAPITRE III : Gestion du gibier

Principes	<p>Art. 48 L'Etat gère le gibier afin d'exercer sur chaque espèce une pression de chasse optimale compte tenu des buts définis à l'article premier, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de l'équilibre des espèces, de la densité des populations, des sexes et des âges; b) de la capacité d'accueil du milieu; c) des conditions locales; d) de l'ampleur des dégâts causés aux cultures et aux forêts.
Compétences du Gouvernement	Art. 49 Le Gouvernement fixe les périodes, les jours et les heures de chasse. Il contingente le nombre d'animaux qu'il est permis de tirer.

CHAPITRE IV : Surveillance de la chasse et de la faune sauvage

Organes de surveillance¹⁰⁾

Art. 50 ¹ La surveillance de la chasse et de la faune sauvage est exercée par :

- a) les gardes;
- b) les gardes auxiliaires;
- c) ¹⁰⁾ le personnel administratif de l'Office de l'environnement responsables de la gestion de la chasse et de la faune sauvage.

² La formation, l'assermentation, le perfectionnement des gardes et des gardes auxiliaires, de même que l'engagement de ces derniers et l'organisation de la surveillance, sont réglés par le Département.

³ Les gardes auxiliaires travaillent à titre bénévole. Une indemnité leur est versée pour l'exécution de tâches spéciales ou pour couvrir leurs frais.

⁴ Les agents de la gendarmerie cantonale et des polices municipales, ainsi que les gardes forestiers sont tenus de prêter leur concours et de signaler toute infraction; ils sont informés et formés à cet effet. La participation des gardes-frontières à la surveillance est régie par la législation fédérale.

Exercice de la surveillance

Art. 51 Les gardes et les gardes auxiliaires ont pour mission de veiller à l'application de la présente loi, notamment :

- a) prévenir, rechercher et dénoncer les infractions en matière de chasse, de protection de la faune sauvage et du patrimoine naturel;
- b) prendre, en accord avec l'Office des eaux et de la protection de la nature, toutes mesures utiles à la sauvegarde et à la régulation des espèces, ainsi qu'à la prévention des dommages causés aux cultures, aux forêts, aux prairies et aux pâturages;
- c) observer les espèces et récolter des informations sur la faune sauvage et les biotopes;
- d) collaborer à la sauvegarde, au maintien et à l'entretien du patrimoine naturel.

Poursuite des infractions

Art. 52 ¹ Les organes chargés de la surveillance, à l'exclusion des gardes auxiliaires, ont qualité d'agents de police judiciaire au sens des dispositions de procédure pénale lorsqu'ils agissent dans le cadre de la législation sur la chasse et la protection de la faune sauvage.¹⁰⁾

² Pour la poursuite des infractions, ils appliquent les dispositions du Code de procédure pénale⁵⁾ concernant la police judiciaire et l'instruction des dossiers. Ils prennent toutes les mesures utiles pour établir les faits, identifier les délinquants et prévenir de nouvelles infractions.

³ Pour les besoins de leur mission, ils ont aussi accès aux terrains privés.

⁴ En outre, ils peuvent :

- a) exiger que le permis, les autres documents ou tout autre matériel de chasse leur soient présentés;
- b) examiner le contenu des sacs ou de tout autre équipement permettant de contenir du gibier ou de servir au transport d'armes et de munition;
- c) intercepter et fouiller les véhicules;
- d) en cas de flagrant délit, saisir le produit de l'infraction, les armes, véhicules et autres moyens de preuve, à charge pour eux d'en informer immédiatement l'autorité judiciaire.

Légitimation

Art. 53 Les gardes et les gardes auxiliaires doivent justifier leur qualité s'ils en sont requis. A cet effet, le Gouvernement leur remet une carte de légitimation.

Uniforme, signe distinctif

Art. 54 Les gardes portent l'uniforme et les gardes auxiliaires un signe distinctif.

Règlement de service

Art. 55 Le Département fixe, dans un règlement de service, les droits et obligations des gardes et des gardes auxiliaires.

Secret de fonction

Art. 56 ¹ Les gardes et les gardes auxiliaires sont tenus de garder le secret sur toutes les opérations auxquelles ils procèdent et sur les faits qui parviennent à leur connaissance dans l'exercice de leur fonction.

² Cette obligation subsiste après la cessation des fonctions.

³ Les intéressés peuvent toutefois être déliés du secret de fonction par le Gouvernement.

Responsabilité

Art. 57 La responsabilité civile des gardes et des gardes auxiliaires est régie par les dispositions de la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura⁶⁾.

Assistance
judiciaire

Art. 58¹⁰⁾ Lorsqu'il le juge opportun, le Gouvernement peut octroyer une assistance judiciaire à un garde ou à un garde auxiliaire impliqué dans une procédure pénale en raison d'un acte survenu dans l'exercice de ses fonctions.

CHAPITRE V : Protection de la faune sauvage

SECTION 1 : Protection des espèces

Sauvegarde et
équilibre des
espèces

Art. 59 La sauvegarde et l'équilibre des espèces sont assurés :

- a) par la protection des espèces rares et des biotopes qui leur sont favorables;
- b) par le maintien de prédateurs en proportion convenable;
- c) par un plan de tir établi en fonction de la capacité des espaces vitaux et exécuté au moyen d'une chasse appropriée.

Diversité des
espèces

Art. 60 ¹ L'Etat prend les mesures nécessaires au développement harmonieux des diverses espèces, en tenant compte des conditions locales; il peut en particulier :

- a) lutter contre les maladies de la faune sauvage;
- b) aménager des biotopes favorables;
- c) délimiter des refuges.

² Lorsque les conditions naturelles n'assurent pas la conservation d'une espèce, le Département encourage, en collaboration avec les organisations concernées, les mesures destinées à la reconstitution de biotopes et, si nécessaire, à la reconstitution d'une population animale.

Détention et
élevage
d'animaux
sauvages

Art. 61¹³⁾ Une autorisation cantonale est requise pour la détention d'animaux sauvages visés par la loi fédérale sur la chasse¹⁾. Elle est délivrée par :

- a) le Service de la consommation et des affaires vétérinaires, pour les espèces pour lesquelles une autorisation est exigée en vertu de la législation fédérale sur la protection des animaux. Le Service sollicite préalablement l'avis de l'Office de l'environnement;
- b) l'Office de l'environnement, pour les espèces pour lesquelles une autorisation n'est exigée qu'en vertu de la législation fédérale sur la chasse. L'Office sollicite préalablement l'avis du Service de la consommation et des affaires vétérinaires.

Mesures de
protection
contre les
dérangements

Art. 62 ¹ L'Etat prend les mesures suffisantes de protection contre les dérangements de la faune sauvage. Il le fait en collaboration avec les responsables des perturbations et d'autres tiers concernés.

² Le Gouvernement peut ordonner des restrictions dans la pratique d'activités ou l'organisation de manifestations susceptibles d'engendrer des dérangements, notamment durant la période générale de reproduction et de dépendance de la faune sauvage. ¹³⁾

³ Les gardes, les gardes auxiliaires et les agents de la gendarmerie cantonale ou des polices municipales peuvent abattre un chien errant à la recherche ou à la poursuite du gibier s'il n'est pas possible de le capturer. ¹²⁾

SECTION 2 : Biotopes

Biotopes

Art. 63 ¹ L'Etat prend des mesures pour le maintien de biotopes existants; il encourage la reconstitution ou la création de biotopes favorables aux diverses espèces concernées par la présente loi; à cet effet, il peut acquérir ou louer des biens-fonds.

² Il s'assure que des mesures idoines soient prises dans le but de maintenir ou de créer des biotopes, en particulier dans le cadre de projets publics et d'améliorations foncières.

³ ... ¹⁴⁾

CHAPITRE VI : Dommages causés par la faune sauvage

Prévention
1. Mesures
générales

Art. 64 ¹ Pour prévenir les dommages causés par le gibier aux forêts, aux cultures, aux prairies, aux pâturages et aux animaux de rente, l'Office des eaux et de la protection de la nature prend, avec le concours des milieux concernés, les mesures nécessaires, en particulier :

- a) la régulation des populations par la chasse ou par des tirs complémentaires;
- b) la capture ou le tir d'animaux isolés;
- c) l'affouragement du gibier;
- d) la création de biotopes favorables à la faune sauvage;
- e) l'emploi de sirènes et d'autres engins dissuasifs;
- f) la pose de protections à la charge de l'ouvrage, lors de travaux publics.

² L'Office des eaux et de la protection de la nature détermine les mesures de prévention des dommages causés par certaines espèces d'animaux protégés.

2. Mesures
particulières

Art. 65 ¹ Le propriétaire ou le titulaire de droits réels ou personnels qui entend obtenir de l'Etat la réparation d'un dommage causé par la faune sauvage à ses cultures, à ses forêts ou à ses animaux de rente doit avoir pris au préalable les mesures de prévention dictées par les circonstances; à défaut, l'indemnité est réduite ou, dans les cas graves, refusée.

² Les mesures de prévention sont notamment :

- a) la pose de clôtures ou d'autres moyens reconnus;
- b) la pose de protection individuelle aux arbres et arbustes;
- c) l'utilisation, sous réserve d'autorisation, de produits répulsifs compatibles avec l'environnement;
- d) l'acquisition d'animaux de garde (âne, chien, etc.).

³ L'Etat verse des contributions financières pour l'acquisition de tout ou partie du matériel de protection; le Gouvernement règle les conditions d'octroi.

Indemnisation
des dommages

Art. 66 ¹ Les dommages causés par le gibier aux cultures, aux forêts et aux animaux de rente sont indemnisés de façon appropriée, dans les limites du droit fédéral. Il en est de même des dommages importants causés aux prairies et aux pâturages.

² Le Gouvernement peut prévoir l'indemnisation des dommages provoqués par certains animaux protégés.

³ Les dommages causés aux prairies, pâturages et forêts des collectivités publiques et exploités par ces dernières, ne donnent pas lieu à indemnisation.

⁴ Le Gouvernement règle les modalités et la procédure d'indemnisation.

Art. 67¹⁴⁾

CHAPITRE VII : Information, formation continue, recherche

Information

Art. 68 Le Département veille, en collaboration avec les organisations concernées, à l'information de la population sur le mode de vie et la gestion des animaux sauvages, leurs besoins et les mesures de protection nécessaires. Une attention particulière est portée à l'information des jeunes.

Recherche

Art. 69 ¹ Le Gouvernement encourage les études portant sur la gestion du gibier ainsi que sur la connaissance de la faune sauvage, de ses biotopes et de ses maladies.

² Il favorise en particulier :

- a) les études dont le coût est partiellement financé par la Confédération;
- b) les recherches ayant pour objectif de reconstituer des biotopes, de les aménager et de les repeupler avec des espèces indigènes en voie de disparition ou ayant disparu;
- c) les recherches entreprises aux fins de prévenir les dommages causés par la faune sauvage.

Art. 70 ¹⁴⁾

CHAPITRE VIII : Dispositions pénales

Contraventions

Art. 71 ¹ Est puni de l'amende jusqu'à 20 000 francs celui qui⁹⁾ :

- a) a obtenu le permis sur la base de déclarations contraires à la réalité;
- b) a abandonné un animal sauvage après l'avoir abattu;
- c) a mutilé du gibier dans le but de le soustraire au contrôle;
- d) s'est soustrait à une mesure d'identification par un garde ou un garde auxiliaire, l'a menacé ou a porté atteinte à son intégrité corporelle;
- e) a contrevenu aux prescriptions des articles 35 à 47 et 61;
- f) a traqué, ébloui ou recherché du gibier au moyen de phares ou de projecteurs;
- g) a pris une part active à la chasse en qualité de traqueur ou de rabatteur sans être titulaire du permis de chasse ou d'une autorisation particulière ;
- h) a contrevenu de toute autre manière aux dispositions légales régissant la chasse.

² La tentative et la complicité sont punissables.

³ Les articles 17 et 18 de la loi fédérale¹⁾ sur la chasse sont réservés.

Confiscation,
dévolution à
l'Etat

Art. 72 ¹ La confiscation d'animaux sauvages, d'armes, de véhicules et d'objets qui sont le produit ou le résultat d'une infraction, qui ont servi à la commettre ou qui étaient destinés à la commettre, ainsi que la dévolution à l'Etat des dons et autres avantages qui ont servi ou devaient servir à décider ou à récompenser l'auteur d'une infraction, sont régies par le Code pénal suisse⁷⁾.

² Le produit des amendes, des confiscations, des dévolutions à l'Etat et des créances compensatrices est versé sur le compte de l'Office de l'environnement.¹²⁾

Communication
des jugements

Art. 73 Les extraits de jugements et les ordonnances de non-lieu rendus en matière de chasse seront communiqués dans les trois jours à l'Office des eaux et de la protection de la nature.

CHAPITRE IX : Dispositions finales

Abrogation

Art. 74 La loi du 26 octobre 1978 sur la chasse et la protection du gibier et des oiseaux est abrogée.

Référendum

Art. 75 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en
vigueur

Art. 76 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur⁸⁾ de la présente loi.

Delémont, le 11 décembre 2002

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Vincent Theurillat
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

Les articles 4, lettre a, 5, 6, alinéa 1, et 62 ont été approuvés par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication le 13 juin 2003

La modification du 24 octobre 2012 des articles 6, alinéa 1, lettre a, et 62, alinéas 2 et 3, a été approuvée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication le 2 avril 2013

- 1) RS 922.0
- 2) RS 922.01
- 3) RSJU 101
- 4) RSJU 175.1
- 5) RSJU 321.1
- 6) RSJU 173.11
- 7) RS 311.0
- 8) 1^{er} mars 2003
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. XXVIII de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 10) Nouvelle teneur selon l'article 60, alinéa 1, de la loi du 28 octobre 2009 sur la pêche, en vigueur depuis le 1^{er} février 2010 (RSJU 923.11)
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. XXVIII de la loi du 1^{er} septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010
- 12) Introduit par le ch. I de la loi du 24 octobre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- 13) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 24 octobre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013
- 14) Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 24 octobre 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Ordonnance sur la chasse et la protection de la faune sauvage

du 6 février 2007

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu la loi fédérale du 20 juin 1986 sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (loi fédérale sur la chasse, LChP)¹,

vu l'ordonnance fédérale du 29 février 1988 sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (ordonnance fédérale sur la chasse, OChP)²,

vu la loi du 11 décembre 2002 sur la chasse et la protection de la faune sauvage (loi sur la chasse)³,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Terminologie

Article premier Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Commission de
la faune :
a) Composition

Art. 2 ¹ La composition de la commission de la faune est la suivante :

- a) quatre représentants de la chasse;
- b) deux représentants de la protection de la nature;
- c) un représentant de l'économie forestière;
- d) un représentant de l'agriculture.

² La commission peut faire appel à des spécialistes pour l'examen de problèmes particuliers.

b) Fonctionnement

Art. 3 ¹ La commission se réunit au moins une fois par année.

² Le secrétariat est assuré par l'Office des eaux et de la protection de la nature.

c) Attributions

Art. 4 ¹ La commission est consultée par le Gouvernement et le Département de l'Environnement et de l'Équipement (dénommé ci-après : "Département"), notamment sur :

- a) les mesures à prendre pour assurer la conservation durable de la faune sauvage et des biotopes qui lui sont favorables;
- b) les projets susceptibles d'influencer la diversité et la densité de la faune sauvage;
- c) les projets législatifs concernant la chasse et la protection de la faune sauvage;
- d) les mesures exceptionnelles de prévention des dommages visés à l'article 52, alinéas 1 et 2, de même que les mesures de lutte contre les épizooties.

² Elle peut faire toutes propositions qui lui paraissent nécessaires en matière de chasse et de protection de la faune sauvage.

d) Indemnisation des membres

Art. 5 Les membres de la commission et les experts sont indemnisés conformément à l'ordonnance concernant les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales⁴.

Délégation de tâches

Art. 6 ¹ La Fédération cantonale jurassienne des chasseurs (ci-après : "la Fédération") assure l'organisation et l'encadrement des épreuves périodiques de tir et des journées de travail dans le domaine du patrimoine naturel, au sens de l'article 18, lettres e et f, de la loi sur la chasse³.

² Elle élabore chaque année, en collaboration avec l'Office des eaux et de la protection de la nature, des directives qu'elle soumet à l'approbation du Département. Ces directives indiqueront notamment :

- a) le programme et le calendrier des épreuves de tir et des journées de travail;
- b) le nom des différents animateurs;
- c) le budget détaillé et une proposition de finance d'inscription.

³ Une contribution financière est versée à la Fédération pour couvrir tout ou partie des frais liés à l'accomplissement de ces tâches.

CHAPITRE II : Formation et examens des candidats chasseurs

Principe

Art. 7 Pour obtenir le certificat d'aptitude à la chasse, les candidats chasseurs doivent avoir passé avec succès les examens jurassiens au terme d'une période de formation obligatoire de deux années.

Organisation de
la formation

Art. 8 ¹ La formation des candidats chasseurs est déléguée à la Fédération.

² La Fédération élabore chaque année des directives qu'elle soumet à l'approbation du Département.

³ Ces directives indiqueront notamment :

- a) le programme et le calendrier de formation;
- b) le nom des différents animateurs ou instructeurs;
- c) les supports didactiques;
- d) les cours et travaux pratiques obligatoires;
- e) les éventuels cours et travaux pratiques de rattrapage;
- f) les frais de la formation et la finance d'inscription.

Période de
formation

Art. 9 ¹ En principe, une nouvelle période de formation est mise sur pied chaque année.

² La Fédération peut reporter la formation d'une ou de plusieurs années si le nombre de candidats chasseurs inscrits est insuffisant.

Finance
d'inscription

Art. 10 ¹ La Fédération perçoit auprès des candidats chasseurs une finance d'inscription couvrant les frais de formation.

² La renonciation à la formation ne donne pas droit au remboursement de la finance d'inscription.

Subventions

Art. 11 L'Etat peut verser une contribution financière exceptionnelle à la Fédération lorsque :

- a) de nouveaux supports didactiques doivent être élaborés;
- b) le faible nombre de candidats chasseurs ne permet plus de couvrir les frais de formation sans une augmentation excessive de la finance d'inscription.

Programme de
formation

Art. 12 ¹ Le programme de la première année de formation comprend :

- a) une activité de protection de la nature et de la faune;
- b) une instruction théorique et pratique portant sur :
 - la connaissance de la nature;
 - la connaissance des chiens de chasse;
 - la législation en matière de chasse, de faune et de protection de la nature;
 - les maladies du gibier et des chiens.

² Le programme de la deuxième année de formation comprend une instruction théorique et pratique portant sur les matières suivantes :

- a) la connaissance de la faune sauvage;
- b) les principes de gestion du gibier et de ses habitats;
- c) le maniement des armes et la sécurité;
- d) l'estimation de distances et les aptitudes au tir;
- e) la pratique et l'éthique de la chasse.

Inscription à la formation

Art. 13 ¹ L'inscription à la formation est adressée à l'Office des eaux et de la protection de la nature, sur formule officielle, au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

² Le candidat chasseur qui requiert son inscription à la formation doit être âgé d'au moins 16 ans révolus au 31 janvier.

Assurance obligatoire

Art. 14 Le candidat chasseur en formation doit être au bénéfice d'une assurance responsabilité civile en matière de chasse, à concurrence du montant minimal de la couverture fixée par le Conseil fédéral.

Organisation des examens :
commission des examens

Art. 15 ¹ L'organisation des examens est confiée à une commission des examens formée de cinq membres au moins.

² Le Département nomme le président et les autres membres de la commission pour la législature.⁷

³ Parmi les membres de la commission figure un représentant de l'Office des eaux et de la protection de la nature.

⁴ La commission accomplit les tâches suivantes :

- a) elle édicte un règlement précisant notamment les modalités des examens, les barèmes et les critères de réussite;
- b) elle organise et surveille les sessions d'examens;
- c) elle prépare les examens théoriques et pratiques;
- d) elle statue sur l'admission aux examens;
- e) elle attribue les notes;
- f) elle notifie aux candidats chasseurs les résultats des examens.

⁵ Le règlement de la commission est soumis à l'approbation du Département.

⁶ La commission peut faire appel à des experts pour préparer les examens et y procéder.

⁷ Les membres de la commission et les experts sont indemnisés conformément à l'ordonnance concernant les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales⁴⁾.

Programme des
examens

Art. 16 ¹ Les examens comportent deux sessions et portent sur le programme de formation figurant à l'article 12 de la présente ordonnance.

² Les examens de première année comportent des épreuves écrites et orales.

³ Les examens de deuxième année comportent :

- a) des épreuves écrites et orales;
- b) une épreuve pratique sur le maniement des armes et la sécurité;
- c) une épreuve pratique sur l'estimation de distances et les aptitudes au tir.

⁴ La réussite des examens de première année est requise pour accéder à la formation et aux examens de la deuxième année.

Inscription et
admission aux
examens

Art. 17 ¹ L'inscription aux examens est adressée à l'Office des eaux et de la protection de la nature, sur formule officielle, au plus tard 40 jours avant les sessions.

² Sont admis aux examens les candidats chasseurs qui, en plus des conditions figurant à l'article 14 de la loi sur la chasse³⁾ :

- a) ont effectué, avant les examens de première année, l'activité de protection de la nature et de la faune prescrite;
- b) ont suivi les cours et travaux pratiques obligatoires.

³ La commission des examens peut, dans des cas justifiés, autoriser des exceptions.

Emoluments

Art. 18 ¹ Au moment de leur inscription aux examens, les candidats chasseurs s'acquittent d'un émolument administratif.

² L'émolument est fixé par le Gouvernement conformément à l'article 15 de la loi sur la chasse³⁾.

³ En cas de répétition des examens consécutive à un échec, seule la moitié de l'émolument est perçue.

⁴ Lorsqu'un candidat chasseur ne peut se présenter aux examens pour un cas de force majeure dûment motivé, l'émolument versé lui est restitué, après déduction des frais administratifs.

Répétition des examens

Art. 19 ¹ Les examens théoriques et pratiques peuvent être répétés deux fois, mais au plus tôt après un délai d'une année. Le candidat chasseur devant répéter des examens n'est pas tenu de suivre à nouveau les cours de formation.

² Après le troisième échec, le candidat chasseur devra recommencer la formation pour pouvoir se présenter à nouveau aux examens.

Voies de droit

Art. 20 ¹ Les décisions de la commission des examens relatives aux résultats des examens peuvent faire l'objet d'une opposition, puis d'un recours au Gouvernement dans les trente jours suivant leur notification, conformément au Code de procédure administrative⁵⁾.

² Les autres décisions peuvent être contestées conformément au Code de procédure administrative⁵⁾.

CHAPITRE III : Surveillance de la chasse et de la faune sauvage

Garde auxiliaire :
a) Nomination

Art. 21 Les gardes auxiliaires sont nommés par le Département pour la législature.⁷⁾

b) Conditions d'engagement

Art. 22 Pour être nommé en qualité de garde auxiliaire, le candidat doit notamment :

- a) disposer de bonnes connaissances en matière de faune et de chasse;
- b) posséder un permis de chasse jurassien;
- c) ne pas figurer au casier judiciaire pour une infraction inconciliable avec la fonction d'agent de la police judiciaire.

c) Révocation

Art. 23 Le Département peut en tout temps révoquer un garde auxiliaire qui :

- a) ne répond plus aux conditions de nomination;
- b) a commis une infraction en matière de chasse, de pêche ou de protection de la nature;
- c) a fait preuve de négligence dans l'exercice de ses fonctions;
- d) ne donne pas satisfaction;
- e) ne participe pas, sans motif valable, aux réunions et aux cours de formation continue.

d) Suspension provisoire	Art. 24 Le Département peut suspendre de ses fonctions, immédiatement et jusqu'au terme de la procédure pénale, un garde auxiliaire soupçonné d'avoir commis une infraction en matière de chasse, de pêche ou de protection de la nature.
e) Démission	Art. 25 Le garde auxiliaire peut démissionner de ses fonctions pour la fin d'un mois, moyennant un préavis de trois mois adressé par écrit au Département.
Service de piquet	<p>Art. 26 ¹ L'Office des eaux et de la protection de la nature met en place un service de piquet destiné à gérer les situations d'urgence en matière de chasse et de protection de la faune sauvage. Chaque garde est tenu d'y participer.</p> <p>² Le garde de piquet ne peut quitter le canton. Il doit être atteignable en tout temps.</p> <p>³ Le garde de piquet a droit à une indemnité fixée par le Gouvernement.</p>
Armes	<p>Art. 27 ¹ Le garde porte une arme de défense personnelle. Il ne peut l'utiliser que pour assurer sa propre sécurité. Une formation adéquate en matière d'emploi et de maniement des armes lui est dispensée.</p> <p>² Le garde et le garde auxiliaire disposent des armes de chasse nécessaires à l'exécution de leur tâche.</p>
Matériel du garde à charge de l'Etat	<p>Art. 28 ¹ L'armement, l'habillement et l'équipement du garde sont fournis par l'Etat et remis à titre de prêt.</p> <p>² En cas de résiliation des rapports de service, ces effets doivent être restitués, sauf décision contraire du Département.</p>
Entretien du matériel	<p>Art. 29 ¹ Le garde est tenu de maintenir en bon état son matériel et d'en user de manière appropriée.</p> <p>² Il doit également veiller au bon fonctionnement du matériel dont l'Office des eaux et de la protection de la nature lui a confié la responsabilité.</p>
Formation	Art. 30 ¹ Une fois nommé, le garde doit passer les examens professionnels fédéraux de garde-pêche et de garde-faune dans les meilleurs délais.

² Une formation adéquate lui est dispensée pour l'exercice de ses fonctions d'agent de la police judiciaire.

³ Le garde et le garde auxiliaire sont tenus de participer aux cours de formation organisés par l'Office des eaux et de la protection de la nature.

Règlement de service

Art. 31 ¹ Les prescriptions relatives à l'horaire de travail, aux armes et au matériel du garde sont fixées dans le règlement de service adopté par le Département.

² Le Département règle de même les droits et obligations du garde auxiliaire.

CHAPITRE IV : Protection de la faune sauvage

Appropriation du gibier

Art. 32 ¹ La personne ayant trouvé un animal sauvage mort ou une partie de celui-ci peut l'acquérir en priorité, sous réserve des dispositions figurant à l'alinéa 2. L'Office des eaux et de la protection de la nature définit les espèces remises à titre gratuit ou onéreux et fixe les tarifs.

² Lorsque un animal sauvage trouvé mort ou une partie de celui-ci présente un intérêt scientifique ou pédagogique, il est remis au Musée jurassien des sciences naturelles. L'Office des eaux et de la protection de la nature peut aussi décider de le conserver pour ses propres besoins ou le remettre à une institution de recherche.

Animaux sauvages devant être soignés

Art. 33 ¹ L'Office des eaux et de la protection de la nature veille à faire soigner les animaux retrouvés blessés, qui appartiennent aux catégories suivantes :

- a) les carnivores protégés (art. 7, al. 1, LChP¹⁾);
- b) les rapaces;
- c) les oiseaux vulnérables, en danger ou menacés d'extinction qui figurent dans la liste rouge des espèces menacées de Suisse, au sens de l'article 14, alinéa 3, de l'ordonnance fédérale sur la protection de la nature et du paysage⁶⁾;
- d) les oiseaux migrants rares ou menacés.

² Le garde peut prendre la décision de les euthanasier selon :

- a) la nature des blessures qu'il aura constatées;
- b) l'état sanitaire de l'animal;
- c) les places disponibles dans les centres de soins reconnus.

Espèces rares
ou menacées

Art. 34 ¹ Après avoir requis l'avis de la commission de la faune et des milieux concernés, le Département définit les espèces rares ou menacées pour lesquelles des mesures de protection sont prioritaires.

² L'Office des eaux et de la protection de la nature élabore des plans d'action pour la sauvegarde à long terme de ces espèces, d'entente avec les services et milieux concernés.

Mesures de
protection de la
faune sauvage

Art. 35 ¹ Les mesures de protection de la faune sauvage, au sens des articles 60, alinéa 2, et 63, alinéa 1, de la loi sur la chasse³⁾, qui peuvent être encouragées par l'Etat sont notamment les suivantes :

- a) la mise en place, sur les terres agricoles, d'une végétation herbacée pluriannuelle favorable à la faune sauvage, telles que les jachères florales;
- b) la plantation d'éléments bocagers sur les terres agricoles;
- c) le développement de pratiques culturales favorables à la faune sauvage menacée;
- d) la revitalisation de tronçons de cours d'eau ou la création de plans d'eau et de biotopes humides;
- e) l'entretien de biotopes forestiers intéressants du point de vue de la protection de la faune sauvage menacée;
- f) l'aménagement de sites de nidification pour les espèces d'oiseaux rares ou menacées;
- g) l'adaptation de bâtiments et d'installations dans le but de permettre à des espèces rares d'y trouver refuge ou d'y nicher;
- h) le lâcher d'espèces animales disparues ou fortement menacées, pour autant qu'il s'accompagne d'un programme de reconstitution de biotopes;
- i) les campagnes visant à protéger la faune sauvage des accidents de la route;
- j) les campagnes de sauvegarde des jeunes animaux et l'aide à la recherche d'animaux blessés.

² Des contributions financières peuvent être accordées à des collectivités publiques, à des organisations oeuvrant pour la protection de la faune ainsi qu'à des particuliers qui participent à la réalisation des mesures de protection mentionnées à l'alinéa 1.

³ L'Office des eaux et de la protection de la nature peut également mettre à disposition de la main-d'œuvre et du matériel.

⁴ La demande de contribution doit être accompagnée d'un projet chiffré des mesures et actions envisagées.

Déplacements
de la faune
sauvage

Art. 36 ¹ L'Etat assure une perméabilité suffisante, pour la faune sauvage, des voies de communication.

² Les passages à faune ne doivent pas être entravés par des constructions, des installations ou dépôts de tout genre, ainsi que par des modes d'exploitation non conformes.

Détention et
élevage
d'animaux
sauvages

Art. 37 ¹ L'Office des eaux et de la protection de la nature peut contrôler en tout temps les installations de détention et d'élevage d'animaux sauvages.

² L'autorisation de détention et d'élevage d'oiseaux sauvages n'est accordée que lorsque ces derniers font l'objet d'une attestation officielle d'un canton ou d'une société de protection, d'étude ou d'élevage d'oiseaux reconnue indiquant leur origine.

Autorisations
spéciales pour la
capture et le tir
d'animaux
sauvages

Art. 38 ¹ L'Office des eaux et de la protection de la nature peut autoriser la capture et le tir d'animaux sauvages dans les cas suivants :

- a) réalisation d'une étude scientifique;
- b) piégeage à des fins didactiques;
- c) suivis sanitaires et lutte contre les épizooties;
- d) élimination d'animaux blessés ou affaiblis ainsi que d'animaux dont le lâcher est interdit, au sens de l'article 8, alinéa 1, de l'ordonnance fédérale sur la chasse²⁾;
- e) maintien de l'équilibre des espèces;
- f) prévention des dommages causés aux cultures, aux forêts et aux animaux de rente.

² Il fixe dans chaque cas les conditions d'autorisation.

³ Dans les cas visés aux lettres c, d et f citées ci-dessus et pour autant que la situation justifie une intervention rapide, l'autorisation peut être délivrée directement par un garde.

Lâchers
d'animaux
sauvages

Art. 39 ¹ Les lâchers d'animaux sauvages sont soumis à l'autorisation de l'Office des eaux et de la protection de la nature. Ce dernier fixe les conditions de lâcher et impose notamment un suivi des animaux introduits.

² Lorsque les animaux devant être lâchés sont susceptibles de provoquer des dommages à la forêt ou aux cultures, l'Office des eaux et de la protection de la nature consulte préalablement les services et milieux concernés.

³ Les lâchers sont autorisés pour autant que les conditions de vie de l'espèce paraissent assurées à long terme et que d'autres moyens ne permettent pas d'assurer sa conservation.

⁴ Les compétences de la Confédération en la matière demeurent réservées.

Dérangement de
la faune par les
chiens

Art. 40 ¹ Il est interdit de laisser les chiens errer, rechercher ou poursuivre des animaux sauvages.

² Est considéré comme errant tout chien se trouvant hors du contrôle de son détenteur.

³ En forêt, les chiens doivent pouvoir être maîtrisés constamment par leur détenteur et, à défaut, seront tenus en laisse.

⁴ Les prescriptions particulières du Département concernant l'utilisation des chiens de chasse demeurent réservées.

Essais de chiens
de chasse

Art. 41 ¹ Seuls les titulaires d'un permis de chasse jurassien valable pour la saison en cours peuvent procéder à des essais de chiens de chasse. Ces derniers peuvent être réalisés du 1^{er} août au 30 septembre, en dehors des jours de chasse.

² Les titulaires d'un permis de chasse d'un autre canton ou étranger ainsi que les candidats chasseurs doivent requérir une autorisation auprès de l'Office des eaux et de la protection de la nature pour procéder à de tels essais. Cette autorisation est soumise au paiement d'un émolument administratif.

Dérangements
a) Principe

Art. 42 ¹ Il est interdit de déranger la faune sauvage volontairement et de quelque manière que ce soit.

² L'Office des eaux et de la protection de la nature peut exiger que des travaux agricoles ou forestiers soient différés ou que des mesures de précaution particulières soient prises si la présence d'espèces rares ou menacées est constatée et que leur survie pourrait être mise en péril par ces travaux.

³ L'entretien des haies et des bosquets ainsi que de la végétation buissonnante des pâturages et des berges est interdit du 1^{er} avril au 31 juillet. Demeurent réservés les cas de nécessité pour lesquels une autorisation au sens de l'article 43 ci-dessous peut être délivré.

b) Autorisation,
préavis

Art. 43 ¹ Une autorisation ou un préavis de l'Office des eaux et de la protection de la nature est nécessaire pour tout aménagement, activité ou manifestation susceptible de déranger la faune sauvage.

² Sont notamment soumis à autorisation :

- a) les manifestations cynologiques au cours desquelles des chiens sont lâchés;
- b) la prise de vues photographiques ou cinématographiques au moyen d'appareils à déclenchement automatique;
- c) l'observation de la faune sauvage ou la recherche d'empreintes au moyen de sources lumineuses artificielles, d'appareils de vision nocturne et d'appareils de reproduction de son;
- d) l'installation de postes d'observation pour la faune sauvage.

³ Font notamment l'objet d'un préavis :

- a) les manifestations se déroulant en forêt;
- b) les plans d'affectation selon la législation sur l'aménagement du territoire;
- c) les plans d'aménagement forestiers communaux;
- d) les projets de construction en dehors de la zone à bâtir;
- e) la destruction ou la modification de constructions utilisées comme refuge ou lieu de nidification par la faune sauvage menacée;
- f) les remaniements parcellaires;
- g) les défrichements;
- h) l'aménagement de routes et de chemins forestiers, de pistes de ski et de chemins pédestres ou équestres.

⁴ L'Office des eaux et de la protection de la nature peut refuser une autorisation, émettre un préavis négatif ou demander une compensation dans les cas suivants :

- a) l'aménagement, l'activité ou la manifestation est susceptible de déranger des espèces rares ou menacées, d'entraver la libre migration de la faune sauvage ou a lieu pendant la période générale de reproduction et de dépendance de la faune sauvage (du 1^{er} avril au 31 juillet);
- b) l'activité ou la manifestation est planifiée dans un refuge au sens de l'article 44 ci-dessous.

Refuges

Art. 44 ¹ Les refuges sont des zones ayant pour but de préserver la faune sauvage des dérangements et de conserver les espèces rares ou menacées.

² Pour atteindre ces objectifs, les mesures de protection de la faune sauvage suivantes peuvent être prises dans ces zones :

- a) interdiction totale de chasser;
- b) interdiction de chasser certaines espèces;
- c) interdiction de chasser lors de certaines périodes;
- d) interdiction de quitter les chemins balisés;
- e) interdiction de porter une arme;
- f) limitation ou interdiction des activités dérangeantes;
- g) reconstitution d'habitats dégradés.

³ Le Gouvernement délimite les refuges et fixe les mesures de protection de la faune sauvage qui s'y appliquent.

Nourrissage

Art. 45 Le nourrissage des mammifères sauvages et des rapaces est soumis à l'autorisation de l'Office des eaux et de la protection de la nature. L'accord du propriétaire du bien-fonds est réservé.

Naturalisation
d'animaux
sauvages

Art. 46 ¹ Toute personne domiciliée dans le canton et pratiquant la naturalisation d'animaux sauvages doit se faire enregistrer auprès de l'Office des eaux et de la protection de la nature.

² Tout animal sauvage doit être consigné dans un registre dès son entrée dans un atelier de naturalisation. L'Office des eaux et de la protection de la nature définit les indications devant obligatoirement figurer dans le registre. Une copie du registre est adressée chaque année à l'Office des eaux et de la protection de la nature.

³ Les animaux dont la naturalisation doit être déclarée à l'Office des eaux et de la protection de la nature au sens de l'article 5, alinéas 3 et 4, de l'ordonnance fédérale sur la chasse²⁾ seront munis d'un signe distinctif dès leur entrée dans un atelier de naturalisation. Ce signe doit permettre leur identification en tout temps. Les travaux de naturalisation ne peuvent débuter que si l'Office des eaux et de la protection de la nature n'a pas fait valoir, dans les quinze jours suivant la déclaration, un intérêt scientifique ou pédagogique pour conserver la propriété de l'animal, conformément à l'article 32, alinéa 2.

Animaux
sauvages
abattus
illégalement

Art. 47 ¹ Les dommages causés par un délit de chasse ou une contravention doivent, conformément à l'article 23 de la loi fédérale sur la chasse¹⁾, être réparés dans la mesure suivante :

- | | |
|--|--------------|
| a) Putois, belette, chat sauvage | 1 000 francs |
| b) Autres carnivores protégés (art. 7, al. 1, LChP ¹⁾) | 3 000 francs |

c) Artiodactyles et lièvre brun	1 000 francs
d) Autres mammifères	800 francs
e) Rapaces diurnes et nocturnes	3 000 francs
f) Grand tétras, gélinotte des bois	3 000 francs
g) Autres oiseaux	500 francs

² La réparation exigée est fixée dans une décision de l'Office des eaux et de la protection de la nature.

CHAPITRE V : Dommages causés par la faune sauvage

SECTION 1 : Prévention des dommages

Mesures
générales de
prévention

Art. 48 ¹ L'Office des eaux et de la protection de la nature peut organiser des tirs complémentaires lorsque la régulation des espèces par la chasse ou les autres mesures de prévention des dommages se révèlent inefficaces.

² Lorsqu'il s'agit d'espèces protégées, seuls la capture ou le tir d'animaux isolés sont autorisés; l'assentiment préalable du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) demeure réservé (art. 12, al. 4, LChP¹⁾).

³ L'affouragement de la faune sauvage relève de la compétence de l'Office des eaux et de la protection de la nature. Il tend en particulier à maintenir les hardes de sangliers en milieu forestier et à favoriser leur dispersion.

⁴ L'Office des eaux et de la protection de la nature réunit une fois par année les services et milieux concernés afin d'examiner les mesures d'affouragement à prendre.

⁵ L'Office des eaux et de la protection de la nature établit et met à jour régulièrement, d'entente avec l'Office des forêts et après consultation des milieux concernés, un plan d'affouragement comprenant :

- a) la liste des sites d'affouragement autorisés;
- b) la liste des personnes habilitées à nourrir;
- c) le type et la quantité d'aliments à distribuer;
- d) les périodes autorisées.

⁶ L'Office des eaux et de la protection de la nature établit et met à jour régulièrement une statistique des dommages provoqués par la faune sauvage. Cette statistique est accompagnée d'un plan indiquant la répartition géographique des dommages. Ces documents peuvent être consultés par les milieux intéressés.

Mesures de
prévention par
les propriétaires
ou leurs ayants
droit

Art. 49 ¹ Les exploitants de biens-fonds sont responsables de la prise des mesures de prévention dictées par les circonstances.

² Les mesures de prévention sont notamment :

- a) la pose de clôtures ou d'autres moyens reconnus;
- b) la pose de protections individuelles aux arbres et arbustes;
- c) l'utilisation, sous réserve d'autorisation, de produits répulsifs compatibles avec l'environnement;
- d) l'acquisition d'animaux de garde (âne, chien, etc.).

³ Lorsque l'Office des eaux et de la protection de la nature estime justifié la mise en place de telles mesures, une contribution financière est versée pour l'achat du matériel adéquat, à charge du Fonds des dommages causés par la faune sauvage. L'Office des eaux et de la protection de la nature peut toutefois mettre à disposition son propre matériel.

⁴ Les frais de pose, d'entretien et d'exploitation du matériel sont à la charge des exploitants.

⁵ Aucune contribution financière ne sera versée :

- a) pour les installations habituellement nécessaires à la garde de petits animaux tels que volailles, lapins, etc.;
- b) pour les mesures de prévention visant à protéger les cultures dont le produit est destiné essentiellement à la consommation personnelle de l'exploitant.

Contributions
financières

Art. 50 ¹ La contribution financière concerne la totalité des frais d'acquisition admis. Pour les pépinières, la contribution ne dépassera pas la moitié des frais admis.

² L'Office des eaux et de la protection de la nature fixe au besoin des forfaits, de même que la période durant laquelle aucune nouvelle contribution financière ne sera versée pour le remplacement du matériel.

³ L'Office des eaux et de la protection de la nature décide dans chaque cas du montant de la contribution qui sera versée.

Mesures
individuelles de
protection

Art. 51 ¹ Avec l'autorisation de l'Office des eaux et de la protection de la nature, les exploitants peuvent, dans les limites de leurs fonds, prendre des mesures individuelles en vue de protéger de la faune sauvage les animaux domestiques, les biens-fonds et les cultures.

² De telles mesures peuvent être prises contre le renard, la fouine, la martre, la corneille noire, la pie, le geai des chênes et le pigeon domestique retourné à l'état sauvage, ainsi que contre les animaux protégés désignés à l'article 9, alinéa 1, de l'ordonnance fédérale sur la chasse²⁾.

³ Les renards, fouines et martres ne peuvent être tirés ou capturés que dans un rayon de 200 mètres autour des maisons d'habitation et des bâtiments d'exploitation. Le tir ou la capture de ces espèces doit être annoncé à l'Office des eaux et de la protection de la nature dans les deux jours.

⁴ L'Office des eaux et de la protection de la nature détermine les moyens et engins de chasse les mieux adaptés à l'espèce et au lieu.

SECTION 2 : Indemnisation des dommages

Dommages
indemnisés

Art. 52 ¹ Les dommages suivants sont indemnisés :

- a) les dommages causés aux cultures et aux forêts par les espèces pouvant être chassées;
- b) les dommages importants causés aux prairies et aux pâturages par les sangliers et les blaireaux;
- c) les dommages causés aux animaux de rente par les carnassiers protégés et les rapaces.

² Les dommages causés aux prairies et aux pâturages par les sangliers et les blaireaux peuvent aussi être réparés directement par les organisations cantonales de chasseurs, sous la surveillance de l'Office des eaux et de la protection de la nature.

Dommages non
indemnisés

Art. 53 Les dommages suivants ne sont pas indemnisés :

- a) les dommages inférieurs à 200 francs par année et par exploitant;
- b) les dommages causés par des animaux contre lesquels il est possible de prendre des mesures individuelles de protection en vertu de l'article 51 ci-dessus;
- c) les dommages causés à la forêt et ne portant pas préjudice à sa conservation, à ses fonctions ou à sa régénération;

- d) les dommages causés aux cultures dont le produit est destiné essentiellement à la consommation personnelle de l'exploitant;
- e) les dommages causés aux prairies, pâturages et forêts propriété de collectivités publiques et exploités par ces dernières;
- f) les dommages causés aux cultures horticoles et aux pépinières.

Annonce du
dommage

Art. 54 Tous les dommages causés par la faune sauvage doivent être annoncés à l'Office des eaux et de la protection de la nature immédiatement après avoir été constatés.

Experts

Art. 55 ¹ Le Département nomme un nombre suffisant d'experts chargés de procéder aux estimations.

² Les experts devront acquérir les connaissances nécessaires en économie forestière et agricole. L'Office des eaux et de la protection de la nature veille à leur formation en collaboration avec les services concernés.

³ Le Département, en accord avec le Département des Finances, fixe le montant des indemnités versées aux experts qui n'appartiennent pas à l'administration cantonale.

Estimation
a) Moment

Art. 56 ¹ L'estimation des dommages a lieu dans les meilleurs délais après leur annonce.

² Jusqu'au moment de l'estimation, il est interdit aux exploitants de procéder à des récoltes qui empêcheraient par la suite de déterminer la cause et l'étendue du dommage.

b) Autorité
d'estimation

Art. 57 ¹ L'estimation est faite par un expert désigné par l'Office des eaux et de la protection de la nature et choisi parmi les experts nommés par le Département.

² Dans les cas complexes, l'expert peut, avec l'accord de l'Office des eaux et de la protection de la nature, s'adjoindre le concours d'un spécialiste indépendant.

c) Obligation du
lésé

Art. 58 Le lésé ou son représentant est tenu d'assister à l'estimation.

d) Mode de
procéder

Art. 59 Au besoin, le Département précise dans des directives le mode de procéder à l'estimation.

e) Procès-verbal

Art. 60 ¹ Le résultat de l'estimation est consigné dans un procès-verbal signé par l'expert.

² Le lésé ou son représentant est également invité à signer le procès-verbal; s'il y consent, l'estimation est réputée acceptée, sous réserve de la décision de l'Office des eaux et de la protection de la nature relative à la fixation de l'indemnité.

³ Le procès-verbal est ensuite adressé à l'Office des eaux et de la protection de la nature en vue de la fixation de l'indemnité.

Indemnités
a) Taux

Art. 61 ¹ Les taux des indemnités versées pour les dommages causés aux différents types de biens (arbres, céréales, herbes, produits maraîchers, animaux, etc.) sont fixés dans un arrêté du Département, sur proposition de l'Office des eaux et de la protection de la nature et après consultation des services concernés. L'arrêté définit également les dommages aux prairies et pâturages qui sont considérés comme importants et qui, de ce fait, seront indemnisés.

² Pour la fixation de ces taux, il est tenu compte notamment des recommandations de la Société forestière suisse, de la Société suisse d'assurance contre la grêle et de l'Union suisse des paysans, ainsi que de la législation sur les épizooties.

³ Les dommages causés aux prairies et aux pâturages qui peuvent être réparés avant le début de la période de végétation ne donneront lieu à aucune indemnité pour perte de rendement.

⁴ Les indemnités versées sont imputées au Fonds des dommages causés par la faune sauvage.

b) Réduction,
refus

Art. 62 L'Office des eaux et de la protection de la nature réduit l'indemnité ou, dans les cas graves, en refuse le versement lorsque :

- a) la demande contient volontairement des indications inexactes;
- b) la cause ou l'étendue du dommage n'ont pas pu être déterminées de façon certaine;
- c) l'annonce du dommage a été faite tardivement et que, de ce fait, des mesures de prévention en vue d'éviter de nouveaux dommages n'ont pas pu être mises en place rapidement;
- d) les mesures de prévention raisonnables n'ont pas été prises ou la pose ou l'entretien du matériel de prévention ont été négligés;

- e) les plantations forestières endommagées n'ont pas été effectuées avec des essences adaptées à la station.

c) Fixation de l'indemnité

Art. 63 ¹ Le montant de l'indemnité est fixé par l'Office des eaux et de la protection de la nature sur la base du procès-verbal d'estimation et compte tenu d'une éventuelle réduction de l'indemnité. Le refus de l'indemnité demeure réservé.

² Lorsqu'il est établi que la demande d'indemnisation était abusive, les frais de la procédure sont mis à la charge du requérant.

SECTION 3 : Voies de droit

Voies de droit

Art. 64 ¹ La décision de l'Office des eaux et de la protection de la nature fixant le montant de l'indemnité ou en refusant l'octroi (art. 63), de même que celle relative au versement de contributions financières (art. 50), peuvent faire l'objet d'une opposition, puis d'un recours à la Chambre administrative du Tribunal cantonal, conformément au Code de procédure administrative⁵¹. Le délai d'opposition et de recours contre la décision prise en vertu de l'article 63 est de cinq jours.

² Si l'opposition porte sur l'estimation du dommage, l'Office des eaux et de la protection de la nature désigne, au besoin, un nouvel expert pour procéder à une estimation complémentaire à laquelle assistera le premier expert.

CHAPITRE VI : Dispositions finales

Abrogation

Art. 65 Les ordonnances suivantes sont abrogées :

- a) ordonnance du 28 octobre 2003 concernant la prévention et l'indemnisation des dommages causés par la faune sauvage;
- b) ordonnance du 5 octobre 2004 relative à la formation et aux examens des candidats chasseurs;
- c) ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 26 octobre 1978 sur la chasse et la protection du gibier et des oiseaux;
- d) ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le contrôle et l'utilisation des armes de chasse;
- e) ordonnance du 6 décembre 1978 sur les refuges de chasse;
- f) ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds en faveur de la recherche concernant le gibier.

Entrée en
vigueur

Art. 66 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} mars 2007.

Delémont, le 6 février 2007

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Laurent Schaffter
Le chancelier : Sigismond Jacquod

Les articles 40, 42 à 44 et 51 ont été approuvés par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication le 25 avril 2007

- 1) RS 922.0
- 2) RS 922.01
- 3) RSJU 922.11
- 4) RSJU 172.356
- 5) RSJU 175.1
- 6) RS 451.1
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. XXIX de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Ordonnance concernant l'affermage des eaux poissonneuses¹⁾

du 6 décembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

vu l'article 10 de la loi du 26 octobre 1978 sur la pêche²⁾,

arrête :

SECTION 1 : Champ d'application

Article premier La présente ordonnance s'applique aux eaux spécifiées à l'article 10 de la loi sur la pêche.

Art. 2 ¹ Les canaux industriels alimentés par les eaux visées à l'article 8 de la loi sur la pêche sont réputés eaux poissonneuses à affermer conformément à l'article 10 de ladite loi. Leur affermage a lieu dans l'intérêt de l'aménagement des eaux publiques et peut s'effectuer sans mise en soumission (art. 11 de l'ordonnance³⁾ portant exécution de la loi sur la pêche)

² Les canaux importants peuvent être déclarés eaux publiques au sens de l'article 8 de la loi sur la pêche, si des circonstances particulières le justifient (art. 11 de l'ordonnance portant exécution de la loi sur la pêche).

SECTION 2 : Mise en soumission publique

Art. 3 ¹ L'affermage des eaux poissonneuses est mis en soumission publique dans le Journal officiel.

² La mise en soumission peut avoir lieu, en outre, dans la Feuille d'Avis ou dans d'autres organes de publicité.

³ Les offres, faites par écrit, doivent être adressées au garde-pêche compétent et indiquer en chiffres le montant du fermage annuel que le requérant entend payer.

Art. 4 Les eaux servant exclusivement à la pisciculture (pêche du frai, alevinage et élevage de truitelles) peuvent être affermées sans mise en soumission publique (art. 10 de l'ordonnance portant exécution de la loi sur la pêche).

Art. 5 ¹ Toute eau affermée sera remise en soumission à l'expiration d'un affermage de six ans (art. 10 de la loi sur la pêche).

² Elle peut cependant être adjugée pour une nouvelle période à l'ancien fermier, s'il s'est annoncé.

SECTION 3 : Adjudication

Art. 6 ¹ Le Département de l'Environnement et de l'Équipement (dénommé ci-après "Département") apprécie les offres reçues du point de vue d'un aménagement rationnel des eaux à affermer et de l'aptitude des requérants. Il peut adjuger une eau sans égard au montant du fermage offert, si cela paraît indiqué pour améliorer le peuplement en poissons (art. 10 de l'ordonnance portant exécution de la loi sur la pêche).

² Le Département fixe les conditions particulières de l'affermage, l'alevinage obligatoire (art. 22), le nombre des légitimations de pêche et cartes d'invités à délivrer (art. 30), etc.

³ Il statue sur l'adjudication et délivre l'acte d'affermage à l'intéressé. Sa décision peut faire l'objet d'un recours à la Cour administrative, conformément aux dispositions du Code de procédure administrative⁴⁾.

⁴ Le droit de pêcher commence dès le paiement du fermage et la mise en possession de l'acte d'affermage ainsi que des justifications (art. 30).

Art. 7 ¹ L'affermage peut être adjugé soit à une personne physique (fermier), soit à deux ou trois personnes physiques (groupe d'affermage). Les articles 13 et 15 sont réservés.

² Les groupes d'affermage doivent désigner un mandataire qui les représente valablement envers l'autorité.

Art. 8 Comme fermiers entrent seules en considération, en principe, des personnes présentant toute garantie qu'elles exploiteront et aménageront l'eau à affermer d'une manière rationnelle au point de vue de l'économie piscicole.

Art. 9 Sont exclues de l'affermage :

- a)¹ les personnes mineures, sous curatelle de portée générale ou protégées par un mandat pour cause d'incapacité;
- b) celles qui sont privées des droits civiques;
- c) celles qui ont fait l'objet d'actes de défaut de biens, ou qui reçoivent des secours publics pour elles-mêmes ou leur famille, ou auxquelles les auberges sont interdites;
- d) celles qui ont été condamnées de manière réitérée, ou à une peine grave, pour contravention aux prescriptions régissant la pêche.

Art. 10 ¹ Si un fermier vient à être frappé d'une des incapacités prévues à l'article 9 ci-dessus, au cours de l'affermage, celui-ci peut être dénoncé avec effet immédiat et sans indemnité. L'article 12, alinéa 3, est réservé.

² En pareil cas, il est loisible aux membres d'un groupe de résilier l'affermage pour la fin d'une année civile, en observant un délai d'au moins trois mois.

Art. 11 ¹ Pour l'étendue du droit de pêche fait règle la description du cours d'eau dans l'acte d'affermage.

² Il est loisible au Département de reconnaître les droits dûment établis de tiers, à titre obligatoire pour le fermier, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité de ce chef ou réclamer une réduction du fermage.

³ Le fermier peut toutefois, alors, résilier l'affermage pour la fin de l'année civile en se conformant à l'article 10, alinéa 2, de la présente ordonnance.

Art. 12 ¹ L'Etat afferme les eaux sans garantie quant au peuplement en poissons. En particulier, il ne répond aucunement des dommages résultant de force majeure, crue des eaux, débâcle des glaces, sécheresse, endiguements de cours d'eau, améliorations foncières, glissements de terrain, empoisonnement et pollution de l'eau, etc.

² Il est néanmoins loisible au fermier de dénoncer l'affermage pour la fin d'une année civile dans les formes prévues à l'article 10, alinéa 2, lorsque les changements survenus ne sont pas simplement négligeables et que le dommage subi n'a pas donné lieu à indemnité.

³ Le Département peut, de son côté, résilier l'affermage en tout temps, avec effet immédiat et sans indemnité, pour des motifs importants, notamment en cas de contravention aux prescriptions sur la pêche, y compris celles de la présente ordonnance. La décision du Département peut être attaquée auprès de la Cour administrative, conformément aux dispositions du Code de procédure administrative.

Art. 13 ¹ En règle générale, les canaux industriels sont affermés à des sociétés de pêcheurs. La société doit alors remettre à chacun de ses membres une légitimation, l'autorisant à pêcher dans le cours d'eau affermé.

² La société fermière est tenue de retirer les légitimations expirées ou devenues invalides pour une autre raison.

³ Elle peut apporter à la pêche des restrictions plus étendues que celles qui sont prévues par les dispositions en vigueur; ces restrictions n'ont cependant aucun effet de droit public.

Art. 14 Si cela s'avère nécessaire dans l'intérêt d'une surveillance efficace, le Département peut prescrire le système de la légitimation de pêche ou de la carte d'invité également pour les canaux industriels.

Art. 15 ¹ Dans des cas particuliers, et à moins que la législation sur la pêche ne s'y oppose, d'autres eaux poissonneuses peuvent aussi, exceptionnellement, être affermées à des sociétés de pêcheurs.

² En pareil cas, les intéressés doivent posséder une légitimation de pêche ou carte d'invité délivrée par le Département et il sera fixé des conditions spéciales afin de prévenir une exploitation excessive des eaux en cause.

Art. 16 ¹ Le sous-affermage est interdit (art. 10 de la loi sur la pêche).

² Un transfert de l'affermage n'est autorisé qu'avec le consentement du Département.

SECTION 4 : Fermage

Art. 17 ¹ Le montant du fermage doit être versé au plus tard jusqu'au 31 janvier de chaque année, sans invitation particulière, sur le compte de la Section "Caisse et Comptabilité" de la Trésorerie générale, avec les émoluments dus pour les légitimations de pêche et cartes d'invités (art. 30 et 31).

² L'objet du paiement et le cours d'eau affermé doivent être indiqués sur le coupon du bulletin de versement.

³ En cas de paiement tardif, il est perçu un émolument moratoire et, si une invitation à payer est nécessaire, un émolument de sommation. Le montant de ces émoluments est fixé dans un décret⁵¹ du Parlement.

⁴ Faute de règlement dans le délai fixé par la sommation, l'affermage peut au surplus être résilié avec effet immédiat et sans indemnité.

Art. 18 Lorsqu'il y a plusieurs fermiers, ils répondent solidairement du fermage et des autres obligations envers l'Etat.

Art. 19 Il est loisible aux fermiers d'engager à titre solidaire également les titulaires de légitimations de pêche.

Art. 20 La fourniture de cautions solidaires ou d'une garantie en espèces peut être exigée pour l'accomplissement des engagements qu'implique l'affermage.

Art. 21 Quand une eau est affermée après le 31 juillet, le fermage peut être réduit de la moitié pour l'année civile dont il s'agit.

SECTION 5 : Aménagement

Art. 22 ¹ Le fermier est tenu de procéder chaque année au repeuplement obligatoire prévu dans l'acte d'affermage, et cela sous forme d'alevins ou de truitelles. Il lui est loisible d'en charger à son compte l'office des eaux et de la protection de la nature, qui, alors, sera avisé au plus tard jusqu'à fin février.

² Les justifications touchant ledit repeuplement doivent être envoyées à l'Office des eaux et de la protection de la nature, sans invitation spéciale, au plus tard pour fin octobre.

³ Quand le repeuplement prescrit ne peut pas avoir lieu pour une cause quelconque, l'office des eaux et de la protection de la nature en sera informé au plus tard jusqu'à fin octobre.

⁴ L'Office des eaux et de la protection de la nature décide alors si l'alevinage se fera par ses soins, au compte de l'assujetti, ou si ce dernier devra y procéder l'année suivante.

⁵ Faute d'envoi des justifications requises concernant le repeuplement, ou d'avis selon les dispositions qui précèdent, l'Office des eaux et de la protection de la nature ordonne l'alevinage prescrit à la charge du fermier.

⁶ L'Office des eaux et de la protection de la nature présente au fermier, pour le repeuplement effectué par ses soins, la note des frais, calculés selon les prix du marché quant au matériel d'alevinage et le coût du transport.

Art. 23 Il ne peut être employé que du matériel de repeuplement de provenance suisse.

Art. 24 Des truites arc-en-ciel ne peuvent être mises à l'eau qu'avec l'autorisation expresse de l'Office des eaux et de la protection de la nature.

Art. 25 ¹ Le fermier qui entend pratiquer la pêche du frai doit demander une autorisation, qui est soumise à émolument.

² Les dispositions régissant ladite pêche sont applicables par analogie.

³ L'Office des eaux et de la protection de la nature se réserve de faire pêcher le frai dans le cours d'eau affermé, si cela paraît indiqué pour un aménagement rationnel.

⁴ Le matériel de repeuplement obtenu doit en première ligne être porté en compte sur l'alevinage incombant au fermier et doit principalement profiter au cours d'eau dont proviennent les poissons utilisés.

Art. 26 Le fermier est tenu de signaler immédiatement à l'Office des eaux et de la protection de la nature tous faits et influences préjudiciables, tels que : empoisonnements, pollutions, endiguements, etc.

Art. 27 S'il entend réclamer une indemnité à l'auteur du dommage, le fermier doit informer le Département en vue de la sauvegarde des intérêts en cause. Le Département peut réclamer indemnité pour son propre compte, ou, si c'est faisable, céder ses droits au fermier.

Art. 28 L'indemnité obtenue doit servir essentiellement à réparer le dommage causé au peuplement, à moins que, d'après les circonstances, une mise à l'eau ne paraisse inopportune.

Art. 29 ¹ Le fermier peut être astreint à tenir une statistique de sa pêche.

² Les dispositions nécessaires à ce sujet sont édictées par le Département.

SECTION 6 : Exercice de la pêche

Art. 30 ¹ Ont le droit de pêcher dans le cours d'eau affermé :

- a) les fermiers (individuels ou de groupe);
- b) les titulaires d'une légitimation de pêche;
- c) les porteurs d'une carte d'invité.

² Outre l'acte d'affermage, les fermiers reçoivent une légitimation de pêche, délivrée pour la durée du contrat.

³ Pareilles légitimations peuvent être accordées également à d'autres personnes (cofermiers), au nombre fixé dans l'acte d'affermage, et elles donnent aux porteurs le droit, pour la durée de leur validité, de pêcher dans le cours d'eau dans la même mesure que le fermier. Ces permis sont délivrés pour une année civile.

⁴ Les cofermiers auxquels une légitimation de pêche doit être délivrée seront annoncés au Département, sur formule officielle, chaque année au plus tard pour le 31 décembre.

⁵ La taxe à payer par le cofermier ne doit pas dépasser un montant calculé d'après le barème suivant :

Fermage annuel + Frais d'alevinage
 Nombre des fermiers + Cofermiers + 25 % de supplément.

Art. 31 ¹ Sur demande, il est délivré chaque année aux fermiers le nombre maximum de cartes d'invités que fixe l'acte d'affermage.

² Ces cartes autorisent leurs titulaires à pêcher pendant un jour déterminé dans le cours d'eau affermé.

³ Le nom de l'invité et la date de validité de la carte seront mentionnés sur celle-ci par le fermier, qui apposera sa signature.

⁴ Le coût d'une carte d'invité, y compris l'émolument de chancellerie, est fixé dans un décret⁵⁾ du Parlement.

Art. 32 ¹ Pour les légitimations de pêche et les cartes d'invité, il est perçu un émolument de chancellerie dont le montant est fixé dans un décret⁵⁾ du Parlement.

² Lors de la commande de légitimations et cartes, le fermier indique au Département le prix qu'auront à payer les intéressés.

Art. 33 ¹ Toute pêche pratiquée sans titre justificatif (légitimation de pêche ou carte d'invité) est interdite.

² Les contraventions seront réprimées comme pêche illicite conformément aux articles 31 et 32 de la loi sur la pêche.

³ Tous les titres justificatifs (légitimations de pêche et cartes d'invité) doivent être envoyés sans autres formalités au Département à l'expiration de leur validité, ou quand ils perdent celle-ci pour quelque autre motif.

Art. 34 ¹ Les dispositions de la loi sur la pêche, de l'ordonnance d'exécution et du règlement sur la pêche s'appliquent également, par analogie, à la pêche dans les eaux affermées.

² La pêche au filet n'est permise que si l'acte d'affermage le prévoit expressément. L'article 25 ci-dessus demeure réservé.

Art. 35 ¹ Il est permis aux ayants droit, dans les limites de l'article 13 de la loi sur la pêche, de pénétrer sur les fonds riverains des eaux affermées, en tant que l'exercice de la pêche l'exige.

² Les ayants droit sont tenus de ménager les terrains et cultures; ils répondent du dommage éventuellement causé.

³ Sur réquisition, les justifications du droit de pêche seront présentées aux organes de surveillance de la pêche qui se légitiment comme tels, de même qu'aux propriétaires des fonds riverains empruntés dans l'exercice de la pêche (art. 16 de la loi sur la pêche).

Art. 36 Il est interdit de mettre à sec des eaux affermées afin de capturer des poissons.

SECTION 7 : Dispositions pénales

Art. 37 Les contraventions à la présente ordonnance tombent sous le coup des dispositions pénales statuées aux articles 31 et 32 de la loi sur la pêche. La résiliation de l'affermage est réservée et l'autorisation de pêcher peut être retirée provisoirement jusqu'à l'entrée en force d'exécution d'un jugement.

SECTION 8 : Dispositions finales

Art. 38 ¹ La présente ordonnance sera remise à chaque fermier, cofermier et titulaire d'une carte d'invité, et est réputée partie intégrante des conditions d'affermage.

² Toutes modifications apportées aux prescriptions régissant la pêche valent également, dès leur entrée en vigueur, pour les affermages en cours.

Art. 39 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur⁶⁾ de la présente ordonnance.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- ¹⁾ Ordonnance du 12 janvier 1943 concernant l'affermage des eaux poissonnières (RSB 923.131)
- ²⁾ RSJU 923.11
- ³⁾ RSJU 923.111
- ⁴⁾ RSJU 175.1
- ⁵⁾ Voir le décret fixant les émoluments de l'administration cantonale (RSJU 176.21)
- ⁶⁾ 1^{er} janvier 1979
- ⁷⁾ Nouvelle teneur selon l'article 36 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013 (RSJU 213.11)

Loi sur les activités économiques

du 26 septembre 2007

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 8, lettre k, 13, 20, lettre c, 25, alinéa 1, 28 et 52 de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

TITRE PREMIER : Principes généraux

Liberté
économique

Article premier La liberté économique est garantie (art. 27 de la Constitution fédérale²⁾ et art. 8, lettre k, de la Constitution cantonale¹⁾).

Champ
d'application

Art. 2 ¹ La présente loi s'applique à l'exercice d'activités économiques dans la République et Canton du Jura, partant à toutes les activités lucratives indépendantes de l'économie privée ayant une durée permanente ou temporaire, notamment toutes les entreprises de l'industrie, de l'artisanat et du commerce, les professions libérales et toutes les autres entreprises se livrant à la prestation de services, ainsi qu'aux activités économiques de communes ou d'autres corporations de droit public.

² Demeurent réservés le droit fédéral et le droit cantonal réglant certaines activités économiques, telles que l'exercice du barreau, du notariat, de l'art médical, dentaire et vétérinaire, la pharmacie, la droguerie, l'hôtellerie, le commerce des boissons alcooliques et des médicaments, ainsi que les spectacles et les divertissements. La présente loi est applicable à titre supplétif, dans la mesure où les lois précitées ne contiennent pas une réglementation exhaustive. Demeurent réservées toutes les activités économiques qui sont expressément libérées de l'assujettissement à la présente loi.

³ Les exploitations agricoles et sylvicoles du secteur primaire tombent sous le coup de la présente loi. Le Gouvernement définit les limites de cet assujettissement, énumère les dispositions applicables et peut édicter des prescriptions spéciales. La législation en matière agricole demeure réservée.

Terminologie

Art. 3 Les termes de la présente loi désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Indication de la raison sociale

Art. 4 ¹ La raison sociale doit figurer de manière bien visible sur les locaux commerciaux servant à recevoir la clientèle et sur les offres écrites. Si l'entreprise n'est pas inscrite au registre du commerce, le nom et le prénom du négociant doivent être mentionnés.

² Les mêmes indications doivent figurer sur les camions-magasins, échoppes, stands de foire, automates et autres commerces exploités en dehors de locaux industriels.

³ Demeurent réservées les prescriptions en matière d'enseignes et de réclames sur la voie publique ainsi que celles relatives à la signalisation routière.

TITRE DEUXIEME : Activités économiques soumises à autorisation et procédure d'autorisation

Principe

Art. 5 ¹ Une autorisation est nécessaire pour exercer les activités visées à l'article 2 lorsque, pour la protection

- de l'ordre public, de la sécurité, de la morale, de la tranquillité ou de l'hygiène publique,
- de la santé des personnes employées dans l'entreprise ou de la clientèle,
- de la propriété de tiers,
- du public contre les agissements déloyaux en affaires,

des aptitudes et des capacités particulières sont requises de l'exploitant, des installations spéciales sont nécessaires ou une activité économique ne peut être exploitée en certains endroits qu'avec le consentement des autorités. Les prescriptions spéciales des communes en matière d'emplacements autorisés demeurent réservées.

² Pour les mêmes raisons, des exigences peuvent également être formulées quant aux aptitudes et aux capacités des employés d'une entreprise soumise à autorisation.

³ La loi énumère les diverses activités économiques soumises à autorisation.

Activités
économiques
soumises à
autorisation

Art. 6 Sont soumises à une autorisation :

- a) les activités soumises à autorisation au sens de la loi fédérale du 23 mars 2001 sur le commerce itinérant³⁾;
- b) les activités soumises à la loi fédérale du 23 mars 2001 sur le crédit à la consommation⁴⁾;
- c) les agences matrimoniales et mandataires au sens de l'article 406c du Code des obligations⁵⁾;
- d) les activités soumises à autorisation au sens de la loi fédérale du 20 juin 1997 sur les armes, les accessoires d'armes et les munitions⁶⁾;
- e)¹⁷⁾ les activités de prêteurs sur gages au sens des articles 907 et suivants du Code civil suisse¹⁸⁾.

Personnes
morales

Art. 7 ¹ Pour les personnes morales, l'autorisation est délivrée au chef d'exploitation qui est directement responsable de l'observation des prescriptions de police du commerce.

² Si l'autorisation ne dépend pas de conditions personnelles, elle est délivrée à la personne morale.

Procédure

Art. 8 La requête en obtention d'une autorisation doit être adressée à l'autorité communale du lieu où est sise l'exploitation, 60 jours avant le début de cette activité. Cette autorité procède aux constatations nécessaires et transmet la requête sans tarder, avec son préavis, au Service des arts et métiers et du travail.

Décision

Art. 9 ¹ Sous réserve de dispositions spéciales, le Service des arts et métiers et du travail octroie les autorisations au sens de la présente loi et en fixe les conditions.

² Il est également l'autorité compétente au sens de l'article 13, alinéa 1, lettres a et b de l'ordonnance fédérale du 10 novembre 1999 sur l'activité à titre professionnel de mandataire visant à la conclusion d'un mariage ou à l'établissement d'un partenariat stable entre des personnes venant de l'étranger ou s'y rendant⁷⁾.

³ La Police cantonale octroie les autorisations de pratiquer le commerce itinérant aux personnes domiciliées à l'étranger ainsi que les autorisations au sens de la loi fédérale sur les armes⁶⁾.

⁴ Le Gouvernement peut déléguer, par voie d'ordonnance, à une autre autorité la compétence d'octroyer des autorisations au sens du présent article.

Constructions

Art. 10 ¹ Les prescriptions en matière d'octroi de permis de construire sont réservées lorsqu'une autorisation est exigée pour l'aménagement, la modification ou l'utilisation d'une construction relative à une activité soumise à autorisation en vertu de la présente loi.

² Dans le cadre de la procédure coordonnée en matière d'octroi du permis de construire conformément à la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire⁸⁾, le Service des arts et métiers et du travail formule ses remarques en matière de protection des travailleurs; il délivre les autorisations spéciales.

³ L'autorisation au sens de la présente loi fait partie intégrante de la procédure coordonnée au sens de la législation en matière de constructions et d'aménagement du territoire.

Teneur de l'autorisation

Art. 11 ¹ L'autorisation est établie au nom du requérant; elle est incessible. Elle désigne l'activité économique autorisée, ainsi que l'emplacement et le genre des installations prescrites.

² L'autorisation est délivrée pour une durée indéterminée, à moins que la loi ou une ordonnance n'en disposent autrement.

³ L'autorisation peut soumettre l'exercice d'une activité à certaines conditions et charges. Celles-ci ne portent que sur les exigences mentionnées à l'article 5.

⁴ Le Gouvernement édicte les autres prescriptions relatives au contenu des autorisations.

Révocation et modification

Art. 12 ¹ L'autorité compétente pour délivrer l'autorisation peut la révoquer lorsqu'il s'avère après coup que les conditions d'octroi n'étaient pas réunies.

² Elle peut la modifier aux conditions de l'article 90 du Code de procédure administrative⁹⁾.

Expiration

Art. 13 L'autorisation expire par la cessation de l'activité autorisée ou son aliénation, à l'échéance du délai éventuel d'autorisation ou à la mort du détenteur. S'il s'agit de personnes morales, elle arrive à expiration lors de leur dissolution ou de leur fusion.

Retrait

Art. 14 L'autorité compétente pour délivrer l'autorisation la retire lorsque le détenteur a contrevenu gravement ou malgré des avertissements aux prescriptions de police industrielle. La loi, un décret ou une ordonnance peut prévoir d'autres motifs de retrait pour certaines activités économiques.

TITRE TROISIEME : Ouverture des magasins et vente en soirée

Ouverture des
magasins

Art. 15 ¹ Les jours et les heures d'ouverture admis des magasins du commerce de détail, des kiosques, des dépôts de marchandises et des stations-service sont les suivants sur le territoire du Canton :

- a) pour les magasins et les dépôts de marchandises :
 - de 06h00 à 18h30 du lundi au vendredi;
 - de 06h00 à 17h00 le samedi;
 - le dimanche, les jours fériés officiels ainsi que le 26 décembre, seuls peuvent ouvrir :
 - de 06h00 à 19h00, les magasins et les dépôts de marchandises qui emploient exclusivement du personnel familial (art. 4 de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (Loi sur le travail)¹⁰⁾);
 - de 06h00 à 19h00, les magasins de fleurs, boulangeries, pâtisseries et confiseries;
 - les pharmacies qui assurent la permanence du service d'urgence, pendant la durée de ce service;
 - une vente en soirée le jeudi ou le vendredi, au choix de la commune, jusqu'à 21h00;
 - pour la période du 14 au 23 décembre, cinq ouvertures nocturnes jusqu'à 21 heures au plus, au choix de la commune.
- b) pour les stations-service répondant aux critères mentionnés à l'article 26, alinéa 4, de l'ordonnance fédérale du 2 mai 2000 relative à la loi sur le travail (OLT 2)¹¹⁾ et dont la surface de vente n'excède pas 120 m², ainsi que pour les kiosques :
 - de 06h00 à 22h00 tous les jours.

² Les 24 et 31 décembre sont assimilés à des samedis.

³ Les prescriptions fédérales régissant notamment la durée du travail et du repos demeurent réservées.

TITRE QUATRIEME : Expositions

Principes	<p>Art. 16 ¹ Une exposition, un comptoir ou un salon commercial consistent, sous réserve de l'alinéa 3, en la réunion de plusieurs commerçants en un lieu précis et pour une durée limitée.</p> <p>² L'organisation d'expositions, de comptoirs et de salons dans un but commercial est subordonnée à l'obtention d'une autorisation préalable délivrée par l'autorité communale compétente du lieu de la manifestation.</p> <p>³ A des fins d'exposition, tout commerce peut ouvrir ses portes un week-end par année sur la base d'une décision rendue par l'autorité communale compétente. Celle-ci fixe l'horaire de l'exposition.</p>
Demande	<p>Art. 17 ¹ La demande d'autorisation est présentée à l'autorité communale compétente 30 jours au moins avant le début de la manifestation.</p> <p>² L'autorité communale peut percevoir un émolument lorsqu'elle rend une décision accordant ou refusant l'autorisation.</p>
Exceptions	<p>Art. 18 Aucune autorisation n'est nécessaire lorsque les manifestations citées à l'article 16 sont organisées par des associations économiques qui sont constituées depuis au moins deux ans ou par des corporations de droit public. Elles doivent cependant faire l'objet d'une annonce préalable auprès de l'autorité communale concernée.</p>
Annonce publique	<p>Art. 19 L'annonce publique des manifestations doit mentionner le nom de l'organisateur, ainsi que les marchandises exposées ou les prestations de services offertes.</p>
Heures d'ouverture	<p>Art. 20 La prise de commandes, la vente de marchandises et les prestations de services sont autorisées jusqu'à 23h00.</p>
Durée	<p>Art. 21 La durée de telles manifestations ne peut excéder 30 jours.</p>
Marchandises autorisées	<p>Art. 22 Seules les marchandises autorisées au sens de la loi fédérale sur le commerce itinérant³⁾ peuvent faire l'objet de prise de commandes ou de vente.</p>

Réserve

Art. 23 ¹ Les prescriptions fédérales concernant le commerce itinérant et la durée du travail et du repos sont réservées.

² Les prescriptions cantonales sur les jours fériés et le repos dominical le sont également.

³ Les installations et les locaux doivent être conformes aux prescriptions de police des constructions, du feu et des denrées alimentaires, ainsi qu'aux normes d'hygiène.

Surveillance

Art. 24 La police locale exerce la surveillance des expositions, des comptoirs et des salons commerciaux.

TITRE CINQUIEME : Foires, brocantes et marchés

Autorité
compétente

Art. 25 ¹ L'autorité communale compétente autorise l'organisation de foires, brocantes et marchés annuels, mensuels, hebdomadaires ou occasionnels (marché artisanal, marché de Noël, marché aux puces, etc.) et en exerce la surveillance.

² S'agissant des foires, brocantes et marchés occasionnels, aucune publication au Journal officiel n'est nécessaire.

³ S'agissant des foires, brocantes et marchés à caractère répétitif (annuels, mensuels, hebdomadaires), la commune publie la requête une seule fois dans le Journal officiel en fixant un délai convenable d'opposition.

Dispositions
réservées

Art. 26 Les articles 17, 18, 19, 23 et 24 sont applicables par analogie.

Règlement

Art. 27 ¹ Si elle autorise l'organisation de foires, brocantes ou marchés, la commune édicte un règlement concernant les places de marché, l'exercice de la police des marchés et les organes qui en sont chargés.

² Il n'est perçu d'autres émoluments que ceux prélevés pour l'usage du domaine public, sous réserve d'intervention de la police sanitaire, de la police routière ou de celle du feu.

³ La vente de marchandises sur un fonds privé ne peut être limitée que pour des raisons de police sanitaire, de police du feu, de circulation et de voisinage; elle n'est pas soumise à émoluments.

Marchandises
restreintes ou
exclues

Art. 28 ¹ Les restrictions et les exclusions de marchandises au sens de la loi fédérale sur le commerce itinérant sont applicables par analogie aux marchandises offertes sur les foires, marchés et brocantes.

² La vente de viande et de champignons est soumise aux prescriptions spéciales de la police sanitaire; celle du gibier, de la volaille et du poisson est régie par les prescriptions sur la chasse et la pêche.

TITRE SIXIEME : Paris et jeux

Appareils de jeu

Art. 29 Sont interdits les automates et tous autres appareils grâce auxquels, moyennant une mise de fonds, un gain d'argent peut être envisagé, ainsi que les appareils qui donnent lieu à des tromperies. Sont aussi interdits les automates dont les prestations en marchandises ou en services sont soumises totalement ou partiellement au hasard.

Paris et jeux

Art. 30 ¹ Pour l'organisation et le courtage de paris au totalisateur, à l'occasion de courses de chevaux, régates, rencontres de football et autres manifestations sportives, il est nécessaire de requérir une autorisation. Celle-ci n'est valable que pour une seule manifestation.

² Le Gouvernement édicte les prescriptions relatives aux conditions à remplir pour l'obtention de l'autorisation.

³ Le montant de l'émolument dû pour une autorisation est fixé dans un décret du Parlement^{[12\)](#)} et revient par moitié à l'Etat et par moitié à la commune sur le territoire de laquelle se déroule la manifestation.

⁴ L'exploitation d'entreprises de jeux de hasard est interdite. Les prescriptions fédérales et cantonales demeurent réservées pour l'exploitation de jeux dans les casinos.

TITRE SEPTIEME : Autorité de surveillance

Autorité de
surveillance

Art. 31 Le Service des arts et métiers et du travail surveille l'application de la présente loi et de ses dispositions d'exécution, pour autant que la surveillance ne soit pas exercée par une autre autorité.

Surveillance

Art. 32 ¹ Lorsque certaines installations ou conditions personnelles sont prescrites pour l'exercice d'une activité économique, l'autorité de surveillance peut, en tout temps, vérifier leur existence et leur état. Lorsqu'une condition personnelle fait défaut ou qu'il est constaté un état défectueux, elle fixe un délai pour y remédier et rend l'intéressé attentif à la possibilité d'une intervention de l'autorité, à ses frais, ou à un retrait de l'autorisation. En cas d'inobservation du délai précité, elle prend les mesures qui s'imposent aux frais de l'intéressé ou lui retire l'autorisation. Les prescriptions en matière d'octroi des permis de construire sont applicables par analogie.

² L'autorité de surveillance peut exiger la production des livres dans les cas où la tenue de ceux-ci est prescrite en vertu de la présente loi et de ses dispositions d'exécution, ainsi que du droit fédéral. S'il s'avère qu'ils sont tenus d'une manière insuffisante, elle donne les instructions nécessaires.

³ Si l'exercice d'une activité économique soumise à autorisation implique la menace d'intérêts protégés par l'article 5, alinéa 1, ou si l'exploitant commet de graves infractions aux prescriptions de la présente loi, l'autorité de surveillance peut prononcer la suspension provisoire et avec effet immédiat de l'activité économique et prendre les mesures qui s'imposent en vue de rétablir une situation conforme à la loi.

⁴ L'autorité de surveillance peut assortir ses décisions de la menace de peine prévue à l'article 292 du Code pénal suisse¹³⁾.

Secret de fonction

Art. 33 Les membres d'autorités, les fonctionnaires et les employés de l'Etat et des communes ainsi que les personnes chargées d'une expertise officielle sont tenus d'observer un secret rigoureux sur les constatations faites, dans l'exercice de leur activité officielle, sur la situation des affaires de divers exploitants, y compris après la fin de leurs fonctions ou de leurs rapports de service.

Emoluments

Art. 34 ¹ Le Parlement fixe, par voie de décret, un tarif-cadre concernant les décisions rendues par le Service des arts et métiers et du travail et le contrôle des activités soumises à la présente loi.

² L'autorité chargée de l'octroi des autorisations fixe le montant de l'émolument dû dans chaque cas individuel.

Paielement	Art. 35 L'activité soumise à autorisation ne peut être exercée avant le paiement de l'émolument dû pour l'octroi de l'autorisation, à moins que l'autorité compétente n'accorde un délai de paiement.
Montant éludé	Art. 36 En cas d'indications inexactes ou incomplètes du détenteur de l'autorisation, un éventuel montant d'émolument éludé est dû.
Procédure	<p>Art. 37 ¹ Les dispositions du Code de procédure administrative⁹⁾ s'appliquent aux oppositions et aux recours formés contre les décisions rendues à teneur de la présente loi ou de ses ordonnances d'exécution.</p> <p>² Lorsque ces décisions sont rendues dans le cadre d'une procédure d'octroi du permis de construire, elles peuvent faire l'objet d'une opposition et d'un recours conformément à la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire⁸⁾.</p> <p>Art. 38¹⁶⁾</p>
TITRE HUITIEME : Infractions pénales	
Faussees indications	Art. 39 Celui qui, pour obtenir une autorisation, fournit sciemment des renseignements inexacts sur des faits importants sera puni d'une amende.
Exercice illicite d'une activité économique	Art. 40 Celui qui exerce une activité économique soumise à autorisation sans celle-ci ou en vertu d'une autorisation obtenue au moyen de fausses indications sera puni d'une peine pécuniaire jusqu'à 50 000 francs.
Disposition pénale subsidiaire	Art. 41 Sous réserve du droit fédéral, celui qui enfreint les dispositions de la présente loi sera puni d'une peine pécuniaire.
Soustraction	Art. 42 Si l'infraction à la présente loi ou à ses ordonnances d'exécution est liée à la soustraction d'un émolument, l'auteur de l'infraction sera, en sus de la peine, condamné par le juge à payer les montants éludés.
Droit fédéral	Art. 43 Le droit fédéral est réservé.

TITRE NEUVIEME : Dispositions transitoires et finales

Droit transitoire	<p>Art. 44 ¹ Les autorisations délivrées en vertu d'actes législatifs abrogés par la présente loi demeurent en vigueur pour la durée de validité prévue dans l'autorisation. La présente loi est applicable pour la révocation et le retrait de telles autorisations.</p> <p>² Le droit communal ne peut déroger aux heures d'ouverture des magasins au sens de la présente loi.</p>
Ordonnance d'exécution	Art. 45 Le Gouvernement édicte les ordonnances nécessaires à l'exécution de la présente loi.
Abrogation	Art. 46 La loi du 26 octobre 1978 sur le commerce, l'artisanat et l'industrie est abrogée.
Référendum	Art. 47 La présente loi est soumise au référendum facultatif.
Entrée en vigueur	Art. 48 Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur ¹⁵⁾ de la présente loi.

Delémont, le 26 septembre 2007

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

- 1) RSJU 101
- 2) RS 101
- 3) RS 943.1
- 4) RS 221.214.1
- 5) RS 220
- 6) RS 514.54
- 7) RS 221.218.2
- 8) RSJU 701.1
- 9) RSJU 175.1
- 10) RS 822.11
- 11) RS 822.112
- 12) RSJU 176.21
- 13) RS 311.0
- 14) RSJU 271.1
- 15) 1^{er} août 2008
- 16) Abrogé par l'article 17, chiffre 7, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011(RSJU 271.1)
- 17) Introduite par le ch. XVI de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2012
- 18) RS 210

Loi sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce de boissons alcooliques (Loi sur les auberges)

du 18 mars 1998

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 31, 31^{ter} et 32^{quater} de la Constitution fédérale¹⁾,

vu les articles 8, lettre k, 25 et 54 de la Constitution cantonale²⁾,

arrête :

TITRE PREMIER : Dispositions générales

Buts

Article premier La présente loi vise les buts suivants :

- a) réglementer l'exploitation des établissements de l'hôtellerie, de la restauration et de divertissement (dénommés ci-après : "établissements"), ainsi que le commerce des boissons alcooliques, afin de sauvegarder l'ordre, la moralité et le bien publics;
- b) encourager la qualité des services offerts au public, notamment la formation et le perfectionnement professionnels;
- c) favoriser l'activité touristique.

Terminologie

Art. 2 Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Champ
d'application

Art. 3 La présente loi régit :

- a) l'hébergement de clients, y compris la mise à disposition de places de camping;
- b) le service de mets et de boissons à consommer sur place ou à l'emporter;
- c) la mise à disposition de locaux pour la consommation de mets ou de boissons;
- d) le service public de mets ou de boissons à des fins de publicité ou de dégustation;
- e) la mise à disposition de locaux destinés à la danse publique;
- f) le commerce de boissons alcooliques non destinées à être consommées sur place;
- g) l'organisation de manifestations dansantes publiques occasionnelles;

- h) l'organisation de spectacles et autres manifestations dans les établissements soumis à la présente loi.

Caractère
professionnel

Art. 4 Les activités mentionnées à l'article 3 tombent sous le coup de la présente loi si elles sont exercées à titre professionnel ou contre rémunération.

Etablissements
et activités
exclus

Art. 5 ¹ Ne constituent pas des établissements au sens de la présente loi :

- a) les hôpitaux, les cliniques et autres établissements analogues, à l'exclusion de leurs restaurants et cantines;
- b) les internats et foyers pour enfants, étudiants ou personnes âgées, les maisons de vacances ou de repos, ainsi que les institutions analogues, à l'exclusion de leurs restaurants et cantines;
- c) les lieux d'hébergement de la Fédération suisse des auberges de jeunesse, du Club Alpin suisse et d'autres organisations à buts analogues, si leur réglementation interne a été approuvée par le Département de l'Economie;
- d) les foyers du soldat, s'ils sont exclusivement destinés à la troupe.

² La location d'appartements de vacances, de chalets et de chambres est exclue de l'application de la présente loi, pour autant que le loueur n'offre pas de prestations de service hôtelier.

³ Le Gouvernement peut exclure d'autres types d'établissements ou d'activités pour de justes motifs.

⁴ Sont réservées les dispositions fédérales et cantonales sur les denrées alimentaires.

Lieux
d'interdiction de
vente de
boissons
alcooliques

Art. 6 ¹ La vente de boissons alcooliques est interdite dans les stations-service, les kiosques et les cantines scolaires.

² Le Service des arts et métiers et du travail peut accorder des dérogations à cette interdiction aux conditions fixées dans une ordonnance du Gouvernement.

Patentes,
permis,
autorisations
et licences

Art. 7 ¹ L'exercice d'une des activités soumises à la présente loi nécessite l'obtention préalable d'une patente, d'un permis, d'une autorisation ou d'une licence, conformément aux dispositions qui suivent.

² Le Gouvernement peut soumettre à patente, permis, autorisation ou licence des entreprises et des activités qui ne sont pas spécifiées dans la présente loi si les buts de celle-ci l'exigent.

Autorités
compétentes

Art. 8 ¹ Le Département de l'Economie surveille l'application de la présente loi.

² Le Service des arts et métiers et du travail est l'autorité compétente chargée d'appliquer la présente loi, sauf dispositions contraires.

³ Le Gouvernement peut déléguer, par voie d'ordonnance, des compétences à d'autres organes de l'administration cantonale ou aux communes.

TITRE DEUXIEME : Hôtellerie et restauration

CHAPITRE PREMIER : Catégories d'établissements

SECTION 1 : Etablissements soumis à patente

Etablissements
soumis à patente

Art. 9 L'exploitation des établissements suivants requiert l'obtention préalable d'une patente :

- a) les hôtels;
- b) les restaurants;
- c) les restaurants sans alcool;
- d) les établissements de divertissement.

Définitions

Art. 10 Les établissements soumis à patente sont définis comme il suit :

- a) les hôtels ont une capacité d'hébergement de plus de six hôtes et leur servent, de même qu'au public en général, des mets et des boissons, à consommer sur place ou à l'emporter;
- b) les restaurants servent au public des mets et des boissons, à consommer sur place ou à l'emporter; le droit d'héberger simultanément jusqu'à six hôtes peut leur être accordé;
- c) les restaurants sans alcool servent au public des mets et uniquement des boissons non alcooliques; le droit d'héberger simultanément jusqu'à six hôtes peut leur être accordé;

- d) les établissements de divertissement offrent régulièrement au public la possibilité de danser et de consommer sur place des mets et des boissons; ils peuvent également organiser des spectacles, concerts et divertissements; s'ils entendent héberger des hôtes, ils sollicitent l'octroi d'une patente d'hôtel.

SECTION 2 : Etablissements soumis à permis

Etablissements
soumis à permis

Art. 11 ¹ Sont notamment soumis au régime du permis les établissements suivants :

- a) les points de vente à l'emporter, y compris le service de traiteur;
- b) les restaurants publicitaires et de dégustation;
- c) les établissements publics occasionnels;
- d) les cantines de places de sport;
- e) les cantines d'entreprises et de chantiers;
- f) les places de camping;
- g) les pensions;
- h) les débits de cercles;
- i) les locaux pour manifestations privées;
- j) les petits débits de boissons sans alcool;
- k) les débits de campagne;
- l) les gîtes ruraux.

² Sont aussi soumis à l'obtention d'un permis les restaurants et cantines des hôpitaux, cliniques, internats et foyers mentionnés à l'article 5, alinéa 1, lettres a et b.

³ La distribution de denrées alimentaires par automates est réglée par voie d'ordonnance.

Définitions

Art. 12 Les établissements soumis à permis sont définis comme il suit :

- a) les points de vente à l'emporter, y compris le service de traiteur, sont des établissements ou des installations stables ou mobiles qui offrent à leurs clients la possibilité de se procurer, sur place ou sur livraison, des mets et des boissons;
- b) les restaurants publicitaires et de dégustation sont des établissements ou des installations non intégrés à un établissement soumis à patente, ouverts occasionnellement, qui offrent à leurs clients des mets et des boissons à des fins de publicité ou de dégustation;
- c) les établissements publics occasionnels offrent au public la possibilité de consommer des mets et des boissons à l'occasion de manifestations particulières de courte durée;

- d) les cantines de places de sport servent au public des mets et des boissons durant les manifestations sportives;
- e) les cantines d'entreprises et de chantiers servent aux personnes d'une entreprise ou d'un chantier déterminé des mets et des boissons à consommer sur place;
- f) les places de camping sont des établissements qui mettent à disposition de leurs clients un emplacement destiné à l'installation de logis mobiles, tels que tentes, caravanes automotrices ou tractées, etc.; ils peuvent en outre offrir à leurs hôtes et à leurs visiteurs des mets et des boissons à consommer sur place ou à l'emporter; si les débits de consommation sont ouverts au public, ils tombent sous le coup de l'article 9, lettre b;
- g) les pensions servent à des hôtes réguliers, annoncés à l'avance, des mets et des boissons à consommer sur place; elles peuvent également les héberger dans les mêmes conditions; la capacité d'accueil ne doit pas excéder dix places; les débits de cercles servent, à un nombre restreint de personnes déterminé par des statuts ou un contrat, des mets et des boissons à titre gratuit ou onéreux; ils ne sont pas reconnaissables comme tels par des tiers et sont tenus d'observer des heures d'ouverture limitées;
- h) les locaux pour manifestations privées offrent à des tiers une capacité d'accueil de plus de vingt places assises pour des repas et divertissements occasionnels et privés;
- i) les petits débits de boissons sans alcool offrent à leurs clients la possibilité de consommer sur place un choix restreint de boissons sans alcool sur un lieu ou dans un local d'une capacité d'accueil de dix places au plus;
- j) les débits de campagne sont de petits établissements d'une capacité d'accueil de vingt places au plus, situés hors des agglomérations; ils offrent à leurs clients la possibilité de consommer sur place un choix restreint de boissons et de la petite restauration; en outre, ils doivent être exploités à titre accessoire et ouverts occasionnellement;
- k) les gîtes ruraux sont des lieux d'hébergement en principe liés à une exploitation agricole offrant la possibilité de se loger, de manger des mets et de consommer des boissons à la table de l'hôte; ils ont une capacité d'accueil de dix places au plus.

CHAPITRE II : Patentes et permis

SECTION 1 : Dispositions générales

Effets

Art. 13 Une patente ou un permis ne confère aucun droit réel ni à son titulaire, ni au propriétaire de l'immeuble où l'entreprise est exploitée, ni à quelque autre intéressé.

Portée

Art. 14 ¹ Une patente ou un permis est délivré à titre personnel pour une activité donnée, dans des locaux ou sur une place déterminés; ils sont intransmissibles.

² S'agissant de personnes morales et de sociétés de personnes, la patente est délivrée à un gérant qui doit répondre aux conditions des articles 16 et 19.

Exclusion

Art. 15 ¹ Les personnes qui, au cours des dix dernières années, ont été condamnées pour des infractions graves ou des infractions répétées en rapport avec l'exercice de la profession d'hôtelier-restaurateur ou le commerce de boissons alcooliques, ne peuvent, en règle générale, être titulaires d'une patente ou d'un permis.

² Ne peuvent en particulier être titulaires d'une patente ou d'un permis, sauf circonstances exceptionnelles :

- a) les faillis et les personnes ayant fait l'objet d'une saisie infructueuse dans le cadre de la profession au sens de la présente loi, pour autant que la faillite ou la saisie infructueuse remonte à moins de dix ans;
- b) les alcooliques et les toxicomanes notoires;
- c) les personnes qui, par leur faute, n'ont pas acquitté leurs contributions publiques ou celles qu'elles sont légalement tenues de payer;
- d) ceux qui sont sous le coup d'une mesure de retrait au sens de l'article 42.

SECTION 2 : Patentes

Conditions
personnelles

Art. 16 ¹ Qui veut tenir un établissement soumis à patente doit offrir pleine garantie quant à une exploitation correcte de l'établissement; il doit en particulier :

- a) avoir l'exercice des droits civils et jouir d'une bonne réputation;
- b) posséder un certificat de capacité de responsable d'établissement public;
- c) être inscrit au registre du commerce;
- d) ne pas présenter de motifs d'exclusion au sens de l'article 15.

² Les personnes morales et les sociétés de personnes doivent conférer au titulaire de la patente les pouvoirs de représentation et de gestion nécessaires au respect de la présente loi.

Certificat de
capacité

Art. 17 ¹ Les conditions requises pour l'obtention du certificat de capacité de responsable d'établissement public sont les suivantes :

- a) avoir l'exercice des droits civils et jouir d'une bonne réputation;
- b) avoir passé avec succès les examens pour l'obtention du certificat de capacité de responsable d'établissement.

² Le candidat au certificat de capacité doit justifier des connaissances requises qu'il acquiert par des cours. Il peut être dispensé par la commission des cours et des examens de tout ou partie d'entre eux, ainsi que des examens correspondants, s'il bénéficie d'une formation antérieure ou d'une expérience professionnelle jugées suffisantes.

³ Les exigences requises pour obtenir le certificat de capacité de responsable d'établissement public sont fixées en fonction du type d'établissement.

Cours et
examens

Art. 18 ¹ Le Gouvernement édicte les dispositions d'organisation des cours et examens après avoir entendu les organisations professionnelles.

² Le certificat de capacité est délivré par le Département de l'Economie à l'issue d'examens placés sous sa surveillance.

³ Le Service des arts et métiers et du travail organise les examens; il s'attache la collaboration des organisations professionnelles.

⁴ Le Gouvernement nomme pour la législature une commission de cinq à neuf membres représentant l'Etat et les milieux professionnels. Elle est chargée de surveiller les cours et les examens et est présidée par un représentant du Département de l'Economie.^{[15\)](#)}

⁵ Le Département de l'Economie peut reconnaître d'autres certificats de capacité ou d'aptitude professionnelle jugés équivalents.

SECTION 3 : Permis

Conditions
personnelles

Art. 19 Qui veut tenir un établissement soumis à permis doit offrir pleine garantie quant à une exploitation correcte de l'établissement, avoir l'exercice des droits civils, jouir d'une bonne réputation et ne pas présenter de motifs d'exclusion au sens de l'article 15.

CHAPITRE III : Droits et obligations des titulaires de patentes et de permis

Principe

Art. 20 La patente ou le permis ne confère à son titulaire que les droits et les devoirs qui leur sont liés.

Exploitation personnelle

Art. 21 ¹ Le titulaire d'une patente ou d'un permis (dénommé ci-après : "tenancier") doit exploiter et diriger personnellement l'établissement; il ne peut en exploiter plus d'un simultanément.

² Le tenancier qui exploite déjà un établissement soumis à l'octroi d'une patente peut être autorisé à en tenir simultanément un deuxième. Il doit s'agir d'un débit de mets et de boissons dont les heures d'ouverture sont considérablement réduites et qui est lié à une autre activité.

³ Il veille au respect des dispositions légales et prend les mesures nécessaires à l'égard de ses clients qui, par leur attitude et leur comportement, mettent en péril l'ordre et la tranquillité à l'intérieur et dans les abords immédiats de son établissement.

⁴ Si les circonstances le justifient, notamment pour des raisons de maintien de l'ordre et de la tranquillité, le Service des arts et métiers et du travail peut obliger le titulaire de la patente à prendre domicile dans les environs de l'établissement qu'il exploite.

⁵ Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, les conditions d'exploitation de locaux pour manifestations privées.

Obligation de servir

Art. 22 ¹ Le tenancier a l'obligation de servir les clients et les hôtes, sauf motif de refus prévu par la loi.

² Il doit interdire l'entrée de son établissement ou faire quitter celui-ci aux personnes qui :

- a) se conduisent d'une manière inconvenante;
- b) demandent à être reçues dans un but immoral ou interdit;
- c) sont en état d'ébriété ou se livrent à une consommation excessive de boissons alcooliques;
- d) s'adonnent à des jeux prohibés.

³ Le tenancier peut interdire l'accès de son auberge à une personne qui s'est régulièrement conduite de manière inconvenante; cette interdiction doit être faite par écrit, une copie de la communication est adressée au Service des arts et métiers et du travail.

⁴ La personne interdite d'accès à l'établissement peut, dans les 10 jours suivant la notification du tenancier, demander au Service des arts et métiers et du travail de statuer sur le bien-fondé de l'interdiction par une décision. Dans ce cas, l'interdiction ne peut excéder douze mois.

Obligation des clients et des hôtes

Art. 23 Les clients et les hôtes de l'établissement ont l'obligation de se conformer aux directives données par le tenancier en vue d'assurer le maintien de l'ordre et de la tranquillité et de sauvegarder ses droits domestiques.

Empêchement temporaire

Art. 24 En cas d'empêchement temporaire du tenancier pour de justes motifs, le Service des arts et métiers et du travail peut autoriser une tierce personne à exploiter l'établissement pendant un temps déterminé et pour autant que celle-ci offre pleine garantie quant à une exploitation correcte.

Protection de la santé

Art. 25 ¹ Le tenancier doit prendre toute mesure nécessaire à la protection de la santé du public.

² Les appareils et installations pouvant mettre en danger la santé du public sont interdits.

³ Le Gouvernement peut édicter des dispositions fixant les limites admissibles de nuisance.

⁴ Dans la mesure du possible, tout établissement réserve une partie de ses locaux de débit aux non-fumeurs.

Affichage

Art. 26 ¹ Le tenancier affiche à l'intérieur les prestations principales qu'il fournit et le prix effectivement à payer, taxes comprises, de manière claire, appropriée et visible pour le consommateur; il se conforme de plus à l'ordonnance fédérale sur l'indication des prix³⁾.

² Le prix effectivement à payer, taxes comprises, des prestations principales des hôtels et des restaurants est également affiché à l'extérieur.

Boissons sans
alcool

Art. 27 Les établissements qui servent des boissons alcooliques doivent offrir au moins trois boissons sans alcool comprenant une eau minérale et un jus de fruits dont le prix, pour une quantité équivalente, est inférieur à celui de la boisson alcoolique non distillée la moins chère.

Interdiction de
délivrer des
boissons
alcooliques

Art. 28 Le tenancier n'a pas le droit de délivrer des boissons alcooliques aux personnes qui lui sont signalées par l'autorité et qui :

- a) sont interdites d'auberges ou d'alcool;
- b) ¹⁶⁾ font l'objet d'une mesure prévue par la loi sur les mesures et le placement à des fins d'assistance⁴⁾;
- c) ¹⁶⁾ sont, en raison de leur abus d'alcool, au bénéfice d'une mesure de protection du droit civil ou à la charge de l'aide sociale.

Protection des
mineurs

Art. 29 ¹ L'accès à un établissement est interdit aux mineurs en scolarité obligatoire non accompagnés d'un adulte responsable de leur comportement.

² L'interdiction ne s'applique pas jusqu'à 21 heures :

- aux établissements liés à une installation sportive;
- aux établissements ne servant pas de boissons alcooliques.

³ Il est interdit au tenancier de recevoir de tels clients ou d'héberger de tels hôtes.

⁴ Il est en outre strictement interdit de délivrer :

- a) des boissons alcooliques aux mineurs en scolarité obligatoire;
- b) des boissons alcooliques distillées aux mineurs.

⁵ Le tenancier doit afficher visiblement la teneur du présent article et procéder aux contrôles nécessaires. Le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, les exigences requises selon le type d'établissement.

⁶ En cas de doute sur l'âge d'un client, le tenancier peut exiger la présentation d'une pièce d'identité.

⁷ Sont réservées les dérogations éventuelles aux alinéas 1 et 2 fixées par ordonnance du Gouvernement.

Journal officiel

Art. 30 Le titulaire d'une patente est tenu de mettre le Journal officiel à disposition de ses clients ou de ses hôtes.

Contrôle des
hôtes

Art. 31 ¹ Le tenancier qui héberge des hôtes doit leur faire remplir une fiche à l'arrivée; en outre, il tient une liste de ses hôtes dans un registre que la police et l'autorité de perception de la taxe de séjour peuvent consulter en tout temps.

² Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, la forme et la procédure relatives au contrôle des hôtes.

Information à la
police

Art. 32 Par mesure de prévention, le tenancier signale à la police la présence dans son établissement de clients ou d'hôtes suspects.

CHAPITRE IV : Construction et transformation d'établissements

Situation et
aménagement
des
établissements

Art. 33 ¹ Les établissements doivent être situés dans des endroits sans danger et aisément accessibles. Leur emplacement et leur aménagement sont choisis en tenant compte du respect de la tranquillité publique.

² Ils doivent notamment être conformes aux prescriptions de police des constructions, du commerce et de l'industrie, du feu et des denrées alimentaires, ainsi qu'aux normes d'hygiène. En outre, ils sont aisément accessibles aux handicapés.

³ Le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, les règles relatives à la construction, à la transformation et à l'aménagement des établissements.

Publication et
approbation du
projet

Art. 34 ¹ En dehors des cas prévus par la législation sur les constructions et l'aménagement du territoire, doivent faire l'objet d'une publication et d'un dépôt public au secrétariat communal pendant 30 jours la transformation ou le changement d'affectation des établissements visés par la présente loi, pour autant qu'il s'ensuive une aggravation des nuisances engendrées par l'établissement.

² Durant le dépôt public, toute personne dont la situation pourrait être atteinte par le projet et pouvant faire valoir un intérêt digne de protection peut faire opposition.

³ En cas d'opposition, l'autorité communale tient une séance de conciliation.

⁴ Tout projet de construction, de transformation ou de changement d'affectation d'un établissement tombant sous le coup de la présente loi doit être approuvé par le Service des arts et métiers et du travail qui fixe la capacité d'accueil des locaux.

CHAPITRE V : Procédure d'octroi des patentes et des permis

SECTION 1 : Dispositions générales

Dépôt de la
demande

Art. 35 La demande de patente ou de permis doit être présentée par écrit au conseil communal du lieu où l'établissement sera exploité. La requête est déposée 60 jours avant l'ouverture pour une patente et 20 jours avant le début de la manifestation pour un permis.

Préavis du
conseil
communal

Art. 36 ¹ Le conseil communal examine la demande; il se renseigne sur le requérant et ses proches; au besoin, il entend les personnes concernées.

² Il transmet le dossier à l'autorité compétente avec son préavis motivé.

SECTION 2 : Patentes

Décision

Art. 37 ¹ Le Service des arts et métiers et du travail statue sur les demandes de patente.

² La décision d'octroi d'une patente en précise les conditions et indique la taxe annuelle.

Patente
provisoire

Art. 38 Si la demande de patente satisfait à toutes les exigences de la présente loi, à l'exception de la possession du certificat de capacité de responsable d'établissement, le Service des arts et métiers et du travail peut accorder une patente provisoire d'une durée maximale de dix-huit mois aux conditions fixées par une ordonnance du Gouvernement s'il n'en résulte aucun préjudice dans l'exploitation de l'établissement.

SECTION 3 : Permis

Octroi

Art. 39 ¹ Sous réserve de l'alinéa 2, le Service des arts et métiers et du travail statue sur les demandes de permis.

² La Recette et Administration de district statue sur les demandes de permis d'établissements publics occasionnels (art. 11, al. 1, lettre c).

³ La décision d'octroi du permis précise les conditions et indique la taxe ou l'émolument.

Durée

Art. 40 ¹ La durée de validité d'un permis est d'une année au plus.

² Le permis cité à l'article 11, alinéa 1, lettre i, a une durée indéterminée.

CHAPITRE VI : Modification, retrait et extinction des patentes et permis

Modification des conditions d'exploitation

Art. 41 ¹ Le tenancier, qui entend modifier les conditions d'exploitation de son établissement fixées dans la patente, doit préalablement requérir l'approbation du Service des arts et métiers et du travail qui procède, le cas échéant, à l'adaptation de la patente ou du permis.

² La procédure prévue à l'article 34 est réservée.

Cas de retrait

Art. 42 ¹ Le Département de l'Economie retire la patente ou le permis lorsque :

- a) la moralité et l'ordre publics l'exigent;
- b) le tenancier ne possède plus les qualités personnelles requises;
- c) le tenancier enfreint gravement les dispositions de la présente loi ou viole, à répétées reprises, les dispositions impératives régissant les rapports et les conditions de travail;
- d) le tenancier apporte, sans autorisation préalable, des changements essentiels aux installations ou locaux mentionnés dans la patente ou le permis, ou lorsque, en dépit d'une sommation, il ne pourvoit pas aux améliorations exigées par l'autorité compétente;
- e) il apparaît ultérieurement que le tenancier a fourni sciemment des indications inexacts déterminantes dans sa demande de patente ou de permis;
- f) il est constaté que l'établissement a servi au trafic ou à la consommation de stupéfiants, au proxénétisme et que le tenancier, en mesure de connaître cet état de fait, n'a rien entrepris pour y mettre fin.

² Sauf circonstances particulières graves, le retrait est précédé d'un avertissement.

Retrait
conditionnel

Art. 43 Le retrait est conditionnel et assorti d'un délai d'épreuve allant jusqu'à deux ans lorsque l'autorité est fondée à admettre qu'il incitera le titulaire à respecter les dispositions de la présente loi.

Durée du retrait

Art. 44 ¹ La durée du retrait est proportionnelle à la gravité de la faute, compte tenu des antécédents et de la situation personnelle du tenancier; elle ne peut excéder deux ans.

² Le retrait est définitif s'il a été précédé d'une décision de retrait conditionnel ou de durée déterminée, ou lorsque l'autorité est fondée à admettre que seule cette mesure est appropriée.

Extinction légale

Art. 45 ¹ Une patente ou un permis s'éteint de plein droit lorsque :

- a) le tenancier renonce à l'exploitation de son établissement;
- b) en dépit d'une sommation, le tenancier ne s'est pas acquitté des taxes ou émoluments dus;
- c) l'établissement n'est plus exploité volontairement ou par contrainte pendant deux ans au moins sauf si, avant la fin de ce délai, il a été prolongé;
- d) l'établissement n'est pas ouvert dans l'année qui suit l'octroi de la patente ou dans les trois mois qui suivent l'octroi du permis; ces délais peuvent être prolongés pour de justes motifs.

² Le Service des arts et métiers et du travail constate par une décision que la patente ou le permis s'est éteint de plein droit. Il statue sur les demandes de prolongation des délais fixés à l'alinéa 1, lettres c et d.

TITRE TROISIEME : Manifestations dansantes, spectacles, jeux et paris

CHAPITRE PREMIER : Manifestations dansantes et spectacles

SECTION 1 : Manifestations dansantes

Principe

Art. 46 L'organisation de manifestations dansantes publiques occasionnelles (dénommées ci-après : "manifestations dansantes") hors des établissements publics requiert l'obtention préalable d'une autorisation.

Cercle des
bénéficiaires

Art. 47 Seules les sociétés qui visent un but idéal peuvent bénéficier de l'autorisation d'organiser des manifestations dansantes.

Accès	Art. 48 L'accès aux manifestations dansantes est interdit aux mineurs en scolarité obligatoire à moins qu'ils ne soient accompagnés d'un adulte responsable de leur comportement.
Procédure d'autorisation	Art. 49 La demande d'autorisation doit être présentée par l'organisateur de la manifestation, par écrit, au moins 30 jours à l'avance, au conseil communal du lieu où la manifestation dansante sera organisée.
a) Requête	
b) Décision	<p>Art. 50 ¹ Le conseil communal examine la demande d'autorisation et la transmet avec son préavis à la Recette et Administration de district.</p> <p>² La Recette et Administration de district statue sur la demande d'autorisation. La décision précise les conditions d'octroi et indique l'émolument.</p> <p>³ Le Service des arts et métiers et du travail, en se référant à la loi sur les spectacles et divertissements⁵⁾, a la faculté d'émettre des directives lorsque des manifestations peuvent présenter des risques particuliers.</p>
c) Validité	<p>Art. 51 ¹ En règle générale, la validité d'une autorisation n'excède pas trois jours.</p> <p>² La Recette et Administration de district peut, à titre exceptionnel et selon les circonstances, octroyer une autorisation d'une durée supérieure.</p>
d) Horaire des manifestations	<p>Art. 52 ¹ Les manifestations dansantes ne peuvent débuter avant 14 heures et prendront fin au plus tard à 3 heures.</p> <p>² Selon les circonstances, l'autorité compétente peut fixer un horaire réduit.</p>
Jours de fêtes religieuses	<p>Art. 53 ¹ L'organisation de manifestations dansantes est interdite le Vendredi saint, le jour de Pâques, de la Toussaint et de Noël.</p> <p>² Elles ne peuvent débuter avant 18 heures le jour de l'Ascension, de la Fête-Dieu, de la Pentecôte et de l'Assomption.</p> <p>³ Pour des motifs pertinents, le Département de l'Economie peut octroyer des dérogations aux interdictions mentionnées aux alinéas 1 et 2.</p>

Nombre d'autorisations **Art. 54** La Recette et Administration de district peut octroyer deux autorisations de manifestation dansante par année aux sociétés à but idéal.

Autorisation générale **Art. 55** ¹ A l'occasion de fêtes régionales ou cantonales d'une certaine importance, le Département de l'Economie peut octroyer une autorisation générale de danse sur tout ou partie du territoire cantonal.

² Il fixe les modalités et arrête les conditions imposées aux bénéficiaires.

Sanction **Art. 56** Le Département de l'Economie peut refuser, pour une durée de douze mois au maximum, toute autorisation de danse aux organisateurs ayant donné lieu à des plaintes justifiées.

SECTION 2 : Spectacles et divertissements

Renvoi **Art. 57** Les spectacles et divertissements organisés dans des établissements soumis à la présente loi sont régis par la loi sur les spectacles et les divertissements.

CHAPITRE II : Jeux et paris

Jeux et appareils de jeu **Art. 58** L'organisation de jeux, paris, loteries, tombolas ainsi que l'installation d'appareils de jeu dans un établissement sont réglées par la loi sur le jeu⁶⁾ et par la loi sur le commerce, l'artisanat et l'industrie⁷⁾.

TITRE QUATRIEME : Police des auberges

CHAPITRE PREMIER : Surveillance

Principe **Art. 59** ¹ La police des auberges est exercée par le Service des arts et métiers et du travail sous la surveillance du Département de l'Economie.

² Le contrôle des personnes, des locaux ainsi que des heures d'ouverture et de fermeture incombe principalement à la police locale et subsidiairement à la gendarmerie cantonale.

Droit spécial **Art. 60** Lorsque les circonstances l'exigent, les organes de la police des auberges peuvent se faire ouvrir un établissement et y pénétrer.

Fermeture
a) temporaire **Art. 61** Lorsque l'ordre, le repos ou la moralité publics sont troublés de manière grave ou réitérée, le Service des arts et métiers et du travail peut ordonner la fermeture temporaire d'un établissement.

b) immédiate **Art. 62** ¹ Le Service des arts et métiers et du travail ordonne la fermeture immédiate de tout établissement exploité sans patente, permis ou licence.

² Il ordonne de même la cessation de toute activité non autorisée.

CHAPITRE II : Heures d'ouverture et de fermeture

Ouverture **Art. 63** ¹ Les établissements peuvent être ouverts dès 6 heures.

² En cas de besoin et à titre exceptionnel, l'autorité de police locale peut, sur requête préalable, autoriser le tenancier à avancer l'heure d'ouverture.

Fermeture **Art. 64** ¹ L'heure de fermeture des établissements soumis à patente, à l'exception des établissements de divertissement, est fixée comme il suit :

- du dimanche au mercredi : minuit;
- le jeudi, le vendredi, le samedi et la veille des jours fériés officiels : 1 heure.

² L'heure de fermeture des établissements de divertissement est fixée à 4 heures.

³ Au plus tard une demi-heure après la fermeture, il ne doit plus se trouver de clients dans l'établissement.

⁴ Les heures de fermeture des établissements soumis à permis sont fixées par l'autorité qui le délivre.

Exceptions **Art. 65** ¹ Les personnes hébergées dans un hôtel ne sont pas soumises à l'heure de fermeture.

² Il en est de même des personnes réunies à l'occasion de fêtes de famille ou de réunions statutaires de sociétés à but idéal, pour autant que le responsable de l'établissement en ait informé la gendarmerie cantonale au préalable et qu'aucun client extérieur à la fête ne se trouve dans l'établissement.

³ Les tenanciers ne sont pas tenus de fermer leur établissement durant la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier.

Dépassement de
l'horaire légal

Art. 66 ¹ Les établissements soumis à patente au sens de l'article 9 peuvent déplacer l'heure de fermeture jusqu'à 3 heures, vingt jours par année civile au plus, si le tenancier en a au préalable informé la Recette et Administration de district ou, exceptionnellement, en cas de circonstances imprévues, la police cantonale. L'article 64, alinéa 3, est applicable par analogie. Le dépassement est soumis au paiement d'une taxe.

² Les établissements de divertissement au sens de l'article 9, lettre d, peuvent bénéficier de huit nuits libres par année civile qu'ils choisissent librement; le tenancier doit en informer préalablement la Recette et Administration de district. La dérogation est soumise au paiement d'une taxe.

³ Le Département l'Economie peut autoriser des dérogations aux heures de fermeture pour l'ensemble du Canton ou pour une région déterminée, pour tout ou partie des établissements, lorsque des circonstances particulières le justifient.

⁴ Le Service des arts et métiers et du travail suspend le régime dérogatoire prévu dans le présent article pour une durée déterminée pouvant aller jusqu'à deux ans lorsque le tenancier enfreint les dispositions relatives à la protection des travailleurs, notamment celles concernant la durée du travail et les conditions de salaire fixées par une convention collective de travail, un contrat-type de travail ou qui sont usuelles dans la branche. La décision est communiquée au tenancier, à la police cantonale et à la police locale.

CHAPITRE III : Dettes d'auberges

Dettes
d'auberges

Art. 67 Ne peuvent faire l'objet d'une action en justice les créances résultant de la consommation de boissons alcooliques sur incitation, ou de leur vente à des personnes en état d'ébriété.

TITRE CINQUIEME : Commerce de boissons alcooliques

Licence	<p>Art. 68 Une licence, délivrée par le Service des arts et métiers et du travail, est nécessaire pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le commerce au détail de boissons alcooliques à l'emporter; b) l'envoi et la vente, par un intermédiaire, de boissons alcooliques; c) le commerce occasionnel de boissons alcooliques.
Protection des mineurs	<p>Art. 69 Il est interdit de délivrer des boissons alcooliques aux mineurs en scolarité obligatoire et des boissons alcooliques distillées aux mineurs.</p>
Types de licences	<p>Art. 70 ¹ Les licences pour le commerce de boissons alcooliques sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) licence autorisant la vente au détail de boissons alcooliques distillées et non distillées ainsi que de spiritueux; b) licence autorisant la vente au détail de boissons alcooliques non distillées. <p>² Les dispositions des articles 13 et 14 s'appliquent par analogie.</p>
Conditions d'obtention	<p>Art. 71 ¹ Celui qui veut exploiter un commerce soumis à licence doit offrir toute garantie quant à une exploitation correcte; il doit en particulier avoir l'exercice des droits civils et jouir d'une bonne réputation.</p> <p>² La licence est refusée aux personnes qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) au cours des dix dernières années, ont été condamnées pour des infractions graves ou répétées à la législation fédérale sur l'alcool ou dans l'exercice d'activités commerciales; b) sont alcooliques ou toxicomanes notoires; c) par leur faute, n'ont pas acquitté leurs contributions publiques ou celles qu'elles sont légalement tenues de payer.
Locaux	<p>Art. 72 Celui qui entend exercer le commerce de boissons alcooliques doit posséder les locaux et les installations adéquats à l'entreposage et à la vente des boissons.</p>

Dépôt de la demande	Art. 73 La demande de licence doit être présentée, par écrit, 20 jours au moins avant le début de l'exploitation au conseil communal du lieu où l'établissement sera exploité.
Préavis du conseil communal	<p>Art. 74 ¹ Le conseil communal examine la demande. Il se renseigne sur la personne du requérant; au besoin, il peut l'entendre.</p> <p>² Il transmet le dossier au Service des arts et métiers et du travail avec son préavis motivé.</p>
Décision	<p>Art. 75 ¹ Le Service des arts et métiers et du travail statue sur les demandes de licence.</p> <p>² La décision d'octroi d'une licence en précise les conditions et indique la taxe annuelle.</p>
Prescriptions de police	Art. 76 Les dispositions des articles 59 à 62 sont applicables par analogie.
Vente ambulante	Art. 77 La vente ambulante de boissons alcooliques est interdite, à l'exception de celle pratiquée dans les camions-magasins ou sur les marchés officiels.
Autres dispositions légales	Art. 78 La législation fédérale et cantonale sur l'alcool, le commerce de vins et le commerce des denrées alimentaires est réservée.

TITRE SIXIEME : Taxes et émoluments

Taxes a) Calcul et perception	<p>Art. 79 ¹ Le titulaire d'une patente ou d'une licence doit s'acquitter d'une taxe annuelle.</p> <p>² Pour le titulaire d'une patente, la taxe est fixée sur la base de la valeur locative de l'établissement uniquement ou de la partie de l'immeuble soumise à la présente loi; elle ne peut excéder 7 % de la valeur locative et peut varier en fonction de la catégorie d'établissement.</p> <p>³ La taxe due par le titulaire de la licence est calculée sur la base du type de licence et de la surface commerciale.</p> <p>⁴ La taxe est déterminée lors de l'octroi de la patente ou de la licence.</p>
----------------------------------	--

⁵ La valeur locative est déterminée selon le décret concernant la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques⁸⁾; elle est indiquée par celui qui sollicite une patente. A titre subsidiaire, le Service des contributions fournit au Service des arts et métiers et du travail les informations concernant la valeur locative des immeubles concernés.

⁶ Le Parlement arrête, par voie de décret, le taux, les barèmes ainsi que les modalités de perception de la taxe; il les adapte périodiquement à l'évolution de la valeur locative.

⁷ Demeure réservée la taxe prévue pour les autorisations délivrées en vertu de l'article 66.

b) Affectation

Art. 80 ¹ Le produit des taxes sert, en premier lieu, à couvrir les frais administratifs découlant de l'exécution de la présente loi.

² Le solde sert à encourager la qualité des services offerts au public, à favoriser l'activité touristique et à prévenir les dépendances.

Emoluments

Art. 81 ¹ L'octroi, la modification ou le retrait d'une patente, d'un permis, d'une autorisation ou d'une licence sont sujets à émolument.

² Le montant des émoluments est arrêté dans le décret fixant les émoluments de l'administration cantonale⁹⁾.

TITRE SEPTIEME : Voies de droit

Opposition et recours

Art. 82 ¹ Les décisions prises en vertu de la présente loi sont susceptibles d'opposition et de recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative¹⁰⁾.

² Lorsque ces décisions sont rendues dans le cadre d'une procédure d'octroi du permis de construire, l'opposition et le recours sont régis par les articles 22 et 23 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire¹¹⁾.

TITRE HUITIEME : Dispositions pénales

Infractions

Art. 83 Les infractions à la présente loi sont passibles d'amendes.

Amende

Art. 84 ¹ Est notamment punissable d'une amende :

1. celui qui, sans posséder une patente, un permis, une autorisation ou une licence, exerce les droits qui leur sont attachés (art. 9, 11, 46 et 68);
2. celui qui outrepassé les droits que lui confère sa patente, son permis, son autorisation, sa licence, ou qui se soustrait à ses obligations (art. 10, 12, 14, 20, 26, 27, 31, 50, 70 et 75);
3. ¹⁶⁾ celui qui, sciemment, héberge ou reçoit des clients ou des hôtes frappés d'une interdiction ou d'une mesure au sens des articles 22 et 28;
4. celui qui reçoit ou héberge des enfants non admis (art. 29 et 48);
5. celui qui délivre des boissons alcooliques à des personnes auxquelles il est interdit d'en délivrer (art. 29 et 69);
6. celui qui, comme tenancier, ne seconde pas la police ou lui refuse l'accès de son établissement dans l'exercice de ses attributions ou qui ne lui signale pas la présence de clients suspects (art. 32 et 60);
7. celui qui enfreint les prescriptions concernant la construction, la transformation ou l'aménagement des établissements (art. 33 et 34);
8. celui qui ne prend pas les mesures nécessaires pour protéger la santé et assurer la sécurité des clients (art. 25);
9. celui qui ne ferme pas son établissement à l'heure légale ou prolongée (art. 64, 65 et 66);
10. celui qui organise des manifestations dansantes ou des spectacles les jours de fêtes religieuses (art. 53);
11. le client qui enfreint l'interdiction d'accès ou qui n'obtempère pas aux ordres du tenancier dans l'exercice de ses droits ou qui ne quitte pas l'établissement quand il y est invité à l'heure de fermeture légale (art. 22, 23, 29, 48 et 64).

² Les infractions citées aux chiffres 4 et 5 du premier alinéa sont passibles d'une amende d'au moins 500 francs.

Droits éludés

Art. 85 Si la contravention a entraîné une soustraction de taxe ou d'émolument, le contrevenant, outre l'amende, acquitte le montant des droits éludés.

Récidive

Art. 86 En cas de récidive dans les douze mois qui suivent la dernière contravention, les amendes peuvent être doublées.

Démolition et enlèvement

Art. 87 L'autorité de police des constructions ou le Service des arts et métiers et du travail peut ordonner la démolition ou l'enlèvement, aux frais du contrevenant, de constructions ou d'installations établies au mépris des prescriptions de la présente loi.

Communication
des jugements

Art. 88 Tous les jugements pénaux rendus en application de la présente loi sont communiqués au Service des arts et métiers et du travail.

TITRE NEUVIEME : Dispositions transitoires et finales

Exécution

Art. 89 Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution de la présente loi.

Droit transitoire

Art. 90 ¹ Les demandes en suspens à l'entrée en vigueur de la présente loi sont soumises au nouveau droit.

² Les patentes, permis, licences et autorisations délivrés sous l'empire de l'ancien droit restent valables dans le cadre de la présente loi, jusqu'à leur échéance. Si celle-ci n'a pas été fixée lors de l'octroi, la validité arrive à échéance une année après l'entrée en vigueur de la présente loi.

³ Le retrait et la radiation des patentes, permis et licences sont régis par le nouveau droit.

⁴ Les personnes exerçant une activité nouvellement soumise à l'exigence du permis au sens de la présente loi sont tenues d'introduire une demande dans un délai d'une année dès l'entrée en vigueur des présentes dispositions.

⁵ Elles sont tenues d'adapter les locaux dans un délai de cinq ans dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

⁶ L'article 79 de la présente loi ne s'appliquera aux titulaires d'une patente ou d'une licence délivrée sous l'ancien droit qu'à partir du 1^{er} janvier suivant ou coïncidant avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.

Certificat de
capacité

Art. 91 ¹ Les certificats de capacité délivrés ou reconnus avant l'entrée en vigueur de la présente loi conservent leur validité.

² Les personnes au bénéfice d'une dispense du certificat de capacité antérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi conservent cette dispense.

Abrogation du
droit en vigueur

Art. 92 La loi du 26 octobre 1989 sur les hôtels, restaurants et établissements analogues, ainsi que sur le commerce des boissons alcooliques est abrogée.

Modification du
droit en vigueur

Art. 93 La loi d'introduction¹²⁾ du Code civil suisse est modifiée comme il suit :

Article 108

...¹³⁾

Référendum
facultatif

Art. 94 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en
vigueur

Art. 95 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur¹⁴⁾ de la présente loi.

Delémont, le 18 mars 1998

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : André Henzelin
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

1) RS 101

2) RSJU 101

3) RS 942.211

4) RSJU 213.32

5) RSJU 935.41

6) RSJU 935.51

7) RSJU 930.1

8) RSJU 641.543.1

9) RSJU 176.21

10) RSJU 175.1

11) RSJU 701.1

12) RSJU 211.1

13) Texte inséré dans ladite loi

14) 1^{er} juillet 1998

15) Nouvelle teneur selon le ch. XXIX de la loi du 1^{er} septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010

16) Nouvelle teneur selon le ch. XXV de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Ordonnance concernant l'enseignement du ski dans le canton du Jura¹⁾

du 6 décembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

vu l'article 11, lettre e, de la loi du 26 octobre 1978 sur le commerce, l'artisanat et l'industrie (loi sur l'industrie)²⁾,

arrête :

SECTION 1 : Moniteurs de ski

Exigence d'une
patente

Article premier ¹ L'exercice de la profession de moniteur de ski dans le canton du Jura nécessite une patente. Il en va de même pour les professions apparentées (art. 35).

² Quiconque n'est pas en possession de ce titre ne peut s'intituler moniteur ou monitrice de ski, se faire engager en cette qualité et enseigner le ski contre rémunération ou encore dispenser un enseignement des sports de même discipline.

³ Sont toutefois exemptés de l'obligation d'avoir une patente les chefs de cours de ski organisés par des clubs de ski, pour autant que ces chefs n'exercent pas la profession de moniteur de ski à titre professionnel.

Patente de
moniteurs de ski

Art. 2 ¹ La patente est délivrée par le Département de l'Economie publique (dénommé ci-après : "Département") sur proposition de la commission du ski (dénommée ci-après : "commission"), après que le candidat a suivi un cours de moniteur de ski et a subi l'examen final avec succès.

² Les patentes de moniteurs de ski délivrées par d'autres cantons peuvent être reconnues si ces cantons usent de réciprocité et soumettent la délivrance de la patente aux mêmes exigences que le canton du Jura.

Cours pour
moniteurs de ski

Art. 3 Le Département organise au besoin, en collaboration avec la commission, des cours pour moniteurs de ski, cours qui sont suivis d'un examen.

Publication,
inscription

Art. 4 Le cours sera publié dans le Journal officiel de la République et Canton du Jura et dans la Feuille d'Avis, deux mois avant son ouverture. Les candidats s'annoncent par écrit auprès du secrétariat de la commission.

Conditions
d'admission

Art. 5 ¹ Pour être admis au cours et à l'examen en vue de l'obtention de la patente, il faut remplir les conditions suivantes :

1. être citoyen suisse;
2. être âgé de vingt ans au moins et de trente ans au plus;
3. jouir des droits civiques et d'une bonne réputation;
4. pouvoir justifier, par un certificat médical, des aptitudes physiques nécessaires à l'enseignement du ski. Le candidat devra se soumettre, si la commission l'exige, à la visite d'un médecin désigné par elle;
5. avoir suivi un cours de samaritains;
6. avoir de bonnes connaissances d'une langue étrangère (art. 21, al. 3, ch. 5) et, dans une seconde langue, les connaissances suffisantes pour enseigner le ski;
7. avoir suivi avec succès un des cours préparatoires organisés ou reconnus par le Département et réussi l'examen complémentaire;
8. être assuré contre les accidents de la même manière que les moniteurs de ski (art. 13).

² Le Département peut autoriser des exceptions à ces exigences, sur proposition de la commission.

Durée du cours,
matières
d'enseignement
et d'examen

Art. 6 Le cours dure au moins trois semaines. L'examen final porte sur les connaissances générales et l'habileté à pratiquer le ski, l'aptitude à organiser l'enseignement de ce sport et à la dispenser individuellement ou par groupes, les connaissances linguistiques et le comportement à l'égard des élèves. Le candidat devra en outre faire preuve de connaissances en ce qui concerne l'équipement du skieur, le terrain, les conditions d'enneigement, la formation des avalanches, les tournées à ski. Il devra être à même d'effectuer les réparations de ski de première nécessité, de donner les premiers secours en cas d'accident et avoir de très bonnes notions des sports de même discipline.

Cours de
répétition

Art. 7 ¹ Le Département, en collaboration avec la commission, organise chaque année, au début de l'hiver, des cours de répétition pour moniteurs de ski. La participation est obligatoire pour tous les moniteurs patentés et moniteurs-assistants (art. 25). Les cours organisés par l'Association suisse des écoles de ski, ainsi que les cours pour l'obtention du brevet et cours de répétition de l'Inter-Association de ski, sont assimilés aux cours de répétition.

² Les moniteurs de ski et les moniteurs-assistants qui, sans raison impérieuse, n'ont pas accompli leur cours de répétition annuel, se verront suspendre leur patente ou leur attestation. Sur proposition de la commission, le Département peut autoriser des exceptions.

³ Les patentes et attestations qui avaient été suspendues retrouveront leur validité dès que leurs titulaires auront accompli leur cours de répétition.

Durée, indemnité

Art. 8 ¹ Les cours de répétition, d'une durée de deux jours entiers, sont décentralisés et organisés par régions de ski. Les participants n'ont pas d'émolument à payer.

² Les moniteurs de ski et les moniteurs-assistants qui ne sont pas domiciliés au lieu où se donne le cours touchent une indemnité conformément aux dispositions en vigueur. En outre, les frais d'organisation sont supportés par l'Etat.

Patente,
délivrance,
renouvellement

Art. 9 ¹ La patente contient le signalement précis du titulaire, avec sa photographie et sa signature. Elle est délivrée au moniteur de ski par le Service des arts et métiers et du travail, à qui elle doit être présentée chaque année avant le 20 décembre pour examen et renouvellement.

² La patente ne peut être renouvelée que si le moniteur de ski a satisfait à ses obligations quant au cours de répétition et à l'assurance; la fréquentation du cours de répétition est attestée dans le livret de patente par le chef du cours. Pour la délivrance de la patente, il est perçu un émolument de 15 francs, pour le renouvellement un émolument de 3 francs.

Retrait

Art. 10 ¹ Sur proposition du Service des arts et métiers et du travail ou de la commission, le Département peut retirer, pour une durée indéterminée ou à titre définitif, la patente au moniteur de ski ou l'attestation au moniteur-assistant :

- a) lorsque l'intéressé ne remplit plus les conditions posées à l'article 5 ou 21, alinéa 3;
- b) s'il a manqué à ses devoirs d'une manière telle qu'il ne paraît plus digne d'exercer la profession de moniteur de ski ou de moniteur-assistant.

² Sont réservées les dispositions pénales de l'article 44.

³ L'intéressé peut recourir à la Cour administrative contre la décision du Département.

Enseignement **Art. 11** L'enseignement est donné sur la base des manuels de l'Inter-Association suisse de ski.

Tarif **Art. 12** Sur proposition de la commission, le Département établit, en tenant compte des conditions locales, un tarif pour les moniteurs de ski et des prescriptions sur le nombre maximum d'élèves.

Assurance **Art. 13** ¹ Les moniteurs de ski et les moniteurs assistants sont tenus de contracter, pour la durée de l'exercice de leur profession, une assurance comportant au minimum les montants suivants :

- cas de décès 30 000 francs;
- invalidité 60 000 francs;
- frais de guérison illimités pendant cinq ans.

² Tout moniteur de ski est tenu de conclure, pour la durée de l'exercice de sa profession, une assurance-responsabilité civile avec une somme de couverture de 500 000 francs au moins.

Patente **Art. 14** Le moniteur de ski est tenu de présenter en tout temps sa patente si les élèves et les organes de contrôle en font la demande. Il lui est interdit d'y apporter des changements.

Obligations générales **Art. 15** ¹ Le moniteur de ski est tenu de remplir consciencieusement ses obligations, d'utiliser judicieusement le temps des leçons, de se comporter d'une manière exemplaire, de mettre en garde ses élèves contre les dangers et de les en préserver. Il est responsable des objets qui lui sont confiés.

² Il doit remplir personnellement les engagements qu'il a pris.

Tarif	Art. 16 Le moniteur de ski est tenu d'observer le tarif des moniteurs de ski.
Opération de sauvetage	Art. 17 En cas d'accident, le moniteur de ski donnera les premiers secours et se mettra à la disposition du service de sauvetage ou de l'autorité locale s'il en est requis. Ses élèves mis en sûreté, il prêtera assistance aux autres skieurs blessés.
Résiliation du contrat	Art. 18 Le moniteur de ski est en droit de se départir du contrat si des élèves ne se conforment pas à ses instructions et, en particulier, à ses mises en garde devant le danger.
Délimitation par rapport à la profession de guide de montagne	<p>Art. 19 ¹ Si le moniteur de ski se rend avec ses élèves dans des régions présentant un danger en raison de la configuration du terrain, des conditions météorologiques, de l'état d'enneigement ou encore en raison de l'inexpérience des élèves, il doit se faire accompagner de guides patentés en nombre correspondant à celui des élèves.</p> <p>² Il est interdit au moniteur de ski qui n'est pas lui-même guide de montagne patenté d'effectuer, sans guide, des courses en haute montagne. Il doit s'en tenir à la distinction faite, dans le tarif des moniteurs de ski, entre les courses autorisées et les courses interdites.</p>
Plaintes	Art. 20 Les plaintes contre les moniteurs de ski seront adressées au Service des arts et métiers et du travail.

SECTION 2 : Moniteurs assistants

Cours préparatoire	<p>Art. 21 ¹ La commission organise au besoin un cours préparatoire d'une durée d'au moins deux semaines. Ce cours est suivi d'un examen.</p> <p>² Le cours sera publié dans le Journal officiel de la République et Canton du Jura et dans la Feuille d'Avis, deux mois avant son ouverture. Les candidats s'annoncent par écrit au secrétariat de la commission.</p> <p>³ Pour être admis au cours préparatoire, le candidat doit établir :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. qu'il a dix-huit ans au moins et qu'il n'a pas dépassé l'âge de trente ans; 2. qu'il est de bonne réputation (certificat de moralité);
--------------------	--

3. qu'il possède, tant physiquement que moralement, les aptitudes qu'exige la profession de moniteur-assistant (certificat médical);
4. qu'il a suivi un cours de samaritains;
5. qu'il a de bonnes connaissances dans deux des trois langues : allemand, français et anglais;
6. qu'il est assuré contre les accidents de la même manière que les moniteurs de ski (art. 13).

⁴ Le Département peut, sur proposition de la commission, autoriser des exceptions à ces exigences

Examen

Art. 22 ¹ Un examen d'entrée portant sur la technique du ski et un examen portant sur les connaissances linguistiques auront lieu au début du cours. Seuls les candidats qui réussissent ces examens seront admis au cours.

² Le cours préparatoire se termine par une épreuve portant sur la technique du ski et un examen théorique et méthodique.

Attestation

Art. 23 Celui qui a accompli le cours préparatoire avec succès reçoit du Département, sur proposition de la commission, l'attestation de moniteur-assistant.

Activité autorisée

Art. 24 L'attestation de moniteur-assistant autorise son titulaire à enseigner le ski sous la responsabilité d'un directeur d'une école de ski. Ce n'est qu'exceptionnellement que l'enseignement privé pourra être dispensé par les titulaires de l'attestation de moniteur-assistant. Il est interdit de donner des leçons individuelles en dehors de l'horaire régulier de l'école de ski.

Cours de répétition

Art. 25 ¹ Pour les moniteurs-assistants, le cours de répétition est obligatoire comme pour les moniteurs de ski.

² La fréquentation du cours de répétition est consignée par le chef du cours dans l'attestation de moniteur-assistant.

Cours en vue de l'obtention de la patente

Art. 26 ¹ Pour être admis au cours en vue de l'obtention de la patente, le candidat doit subir un examen complémentaire à la fin du cours préparatoire accompli avec succès.

² Le cours pour l'obtention de la patente doit être accompli dans les deux ans dès la fin du cours préparatoire. Le droit de s'inscrire à un tel cours expire après ce délai. Pour être admis plus tard à suivre un cours pour l'obtention de la patente, il faut répéter le cours préparatoire et l'examen.

³ Le Département peut, sur proposition de la commission, autoriser des exceptions à ces exigences.

Obligation de la profession

Art. 27 Le moniteur-assistant ne doit pas se faire passer pour un moniteur de ski.

SECTION 3 : Experts

Experts

Art. 28 Le Département est autorisé à nommer les moniteurs de ski en qualité d'experts jurassiens. Ceux-ci sont prévus comme chefs de cours, maîtres de classes et experts d'examens au cours de moniteurs de ski et aux cours de répétition. Ils peuvent être convoqués à des cours de l'Inter-Association suisse de ski et à des cours organisés par le Département.

SECTION 4 : Ecoles de ski (Enseignement en commun)

Autorisation

Art. 29 ¹ Une autorisation du Département est nécessaire pour tenir une école où l'on enseigne en commun la pratique du ski; à cet égard, les tarifs de l'école doivent être approuvés. L'autorisation sera demandée chaque année, en indiquant le nom du directeur de l'école et les tarifs appliqués.

² Une école de ski peut au besoin se subdiviser en sections.

³ Pour l'autorisation, il est perçu un émolument dont le montant est fixé dans un décret³⁾ du Parlement.

Patente

Art. 30 Le directeur d'une école de ski doit prouver qu'outre la patente cantonale de moniteur de ski et le brevet d'instructeur de l'Inter-Association de ski, il possède la patente de directeur d'école délivrée par l'Association suisse des écoles de ski. Sur proposition de la commission, le Département peut autoriser des exceptions.

Assistants	<p>Art. 31 ¹ Seuls les porteurs de la patente jurassienne de moniteurs de ski peuvent, en règle générale, enseigner dans les écoles de ski. S'il n'y a pas suffisamment de moniteurs patentés au lieu où se trouve l'école, il peut être fait appel, au besoin, à des assistants non patentés, mais ayant reçu la préparation voulue. On ne peut pas faire appel, pour l'enseignement privé, à des assistants qui n'ont pas accompli de cours préparatoire avec succès (art. 24).</p> <p>² En dehors des régions touristiques, l'école peut s'adjoindre des instructeurs de ski qui ne possèdent pas la patente, mais qui ont le brevet de l'Inter-Association.</p>
Nombre d'élèves	<p>Art. 32 Une classe ne doit pas compter en moyenne plus de dix élèves. Si, pour l'enseignement, des courses sont faites en haute montagne, on fera appel à des guides patentés pour diriger ces courses.</p>
Enseignement	<p>Art. 33 L'enseignement est donné sur la base des manuels de l'Inter-Association suisse de ski. Les écoles de ski peuvent être inspectées par des membres ou des délégués de la commission.</p>
Clubs de ski	<p>Art. 34 Les cours de ski organisés par des clubs de ski ou de sport ou par d'autres organisations ne tombent pas sous le coup de la présente ordonnance, dans la mesure où ces cours sont réservés exclusivement aux membres desdites sociétés, n'ont pas de but lucratif et excluent tout recrutement en dehors des membres.</p>
Sports de même discipline	<p>Art. 35 ¹ Pour un enseignement en commun des sports de même discipline (randonnées à ski, ski de fond, ski-bob), une autorisation du Département est également nécessaire; à cet égard, les tarifs doivent être approuvés (art. 29).</p> <p>² L'enseignement des sports de même discipline fait partie du programme prévu dans les écoles de ski. Là où il y a des écoles de ski, il ne sera pas délivré d'autorisation pour des écoles enseignant des sports de même discipline.</p>
Assurances	<p>Art. 36 ¹ Les écoles de ski doivent contracter, pour la durée de l'exercice de leur activité, une assurance-responsabilité civile avec une somme de couverture de 500 000 francs au moins.</p>

² Les écoles de ski qui engagent des moniteurs-assistants et d'autres assistants doivent s'assurer qu'ils sont suffisamment assurés contre les accidents (art. 13).

SECTION 5 : Autorités de surveillance

Haute
surveillance

Art. 37 La haute surveillance des moniteurs de ski et des écoles de ski appartient au Département. Le Service des arts et métiers et du travail exerce la surveillance directe.

Commission du
ski

Art. 38 ¹ Le Gouvernement peut nommer une commission de cinq membres formée comme suit : un membre du Club alpin suisse, un membre de la Fédération suisse de ski, un guide jurassien, un moniteur de ski jurassien et un membre choisi dans les milieux du tourisme.

² La commission se constitue elle-même. Elle est nommée pour la législature.⁷¹

Tâches

Art. 39 La commission a les attributions suivantes :

1. elle fait rapport et présente des propositions au Département concernant :
 - la formation des moniteurs de ski et la délivrance des patentes;
 - l'établissement des tarifs et des règlements;
 - les autres questions relatives aux moniteurs de ski, moniteurs-assistants et écoles de ski;
2. elle organise les cours de moniteurs de ski, les cours de répétition et les examens;
3. elle présente des propositions au Département concernant l'ouverture d'écoles de ski et d'écoles pour les sports de même discipline;
4. elle contrôle les assurances conclues par les moniteurs de ski;
5. elle administre la caisse des moniteurs de ski.

Convocation

Art. 40 ¹ La commission est convoquée suivant les besoins par son président. Elle peut traiter les affaires par voie de circulation des dossiers.

² Elle doit être réunie en séance si trois membres en font la demande.

Indemnité

Art. 41 Les membres de la commission touchent pour les séances et les déplacements que nécessite l'exercice de leurs fonctions une indemnité journalière, ainsi que les frais de déplacement, conformément à l'ordonnance concernant les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales⁴⁾.

SECTION 6 : Caisse des moniteurs de ski

But,
administration

Art. 42 ¹ Il existe auprès du Département une caisse des moniteurs de ski destinée en premier lieu à soutenir les moniteurs de ski tombés sans leur faute dans la gêne, ainsi que leurs familles.

² Cette caisse est administrée par la commission sous la surveillance du Département.

Ressources
financières

Art. 43 ¹ La caisse des moniteurs de ski est alimentée :

1. par les émoluments perçus des moniteurs de ski en vertu de la présente ordonnance;
2. par l'intérêt de son capital;
3. par des contributions volontaires.

² Le Service des arts et métiers et du travail doit, jusqu'au 31 mai de chaque année, rendre compte à la commission du montant des émoluments perçus et verser ce montant à la caisse des moniteurs de ski.

SECTION 7 : Dispositions pénales et finales

Dispositions
pénales

Art. 44 ¹ Celui qui, sans être au bénéfice de la patente prévue dans la présente ordonnance, exerce la profession de moniteur de ski dans le canton du Jura ou se fait passer pour tel est passible d'une amende.⁶⁾

² Les infractions aux autres prescriptions de la présente ordonnance et du tarif en vigueur sont punies d'amende jusqu'à 200 francs, indépendamment du retrait de la patente et de l'attestation prévu à l'article 10.

Entrée en
vigueur

Art. 45 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur⁵⁾ de la présente ordonnance.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) Ordonnance du 27 novembre 1973 concernant l'enseignement du ski dans le canton de Berne (RSB 935.222)
- 2) RSJU 930.1
- 3) Voir le décret fixant les émoluments de l'administration cantonale (RSJU 176.21)
- 4) RSJU 172.356
- 5) 1^{er} janvier 1979
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. XIV de l'ordonnance du 6 mars 2007 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. XXX de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Loi sur le jeu¹⁾

du 26 octobre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

arrête :

Article premier Sont défendus dans les auberges, tous les jeux pour de l'argent ou pour des objets ayant une valeur, et dont le résultat dépend uniquement du sort (jeux de hasard), à l'exception des jeux pour des comestibles ou des boissons.

Art. 2 Sont également interdites, toutes les loteries non autorisées par l'autorité compétente²⁾.

Art. 3 ¹ Tous les jeux publics ayant pour objet des prix, tels que répartition au jeu de quilles, luttas de coureurs, etc., de même que toute espèce de tirs et exercices de tir avec prix, sont défendus les dimanches ordinaires jusqu'à une heure, et absolument interdits les jours de grandes fêtes légalement reconnues. Ils ne sont permis les autres jours et à d'autres heures des dimanches ordinaires que moyennant autorisation préalable.

² Les tirs et exercices de tir des sociétés sont affranchis de tout émolument fiscal et de tout permis.

³ Le permis est accordé :

a) par la Recette et Administration de district :

1. pour les exercices de tir qui ne sont pas organisés par des sociétés de tir;
2. pour les répartitions au jeu de quilles et les autres jeux;

le tout à condition que le tir ou le jeu ne dure pas plus d'un jour et que la valeur des prix proposés n'excède pas la somme de 200 francs;

b) par le Département de l'Economie publique, sur la recommandation de la Recette et Administration de district, dans tous les cas autres que ceux énumérés ci-dessus.

⁴ Le permis est accordé contre paiement d'un émolument dont le montant est fixé par un décret³⁾ du Parlement.

Art. 4 Toute espèce de jeu pour de l'argent ou pour des objets ayant une valeur est, sans exception, défendue aux bénéficiaires de l'aide sociale. Toute espèce de jeu pour de l'argent ou pour des objets ayant une valeur est interdite, dans les auberges, aux enfants en âge de fréquenter l'école.

Art. 5 ¹ Les contraventions aux dispositions des articles 1^{er}, 2 et 4 seront punies d'une amende de 5 à 200 francs, laquelle sera infligée à l'aubergiste ou à celui qui fournit le local et à chaque joueur.

² Les contraventions à l'article 3 seront punies d'une amende de cinq à dix fois le montant de l'émolument à payer.

³ En cas de récidive, l'amende sera doublée, et la fermeture de l'auberge pourra en outre être prononcée pour un temps déterminé.

Art. 6⁶⁾ Il est défendu aux représentants légaux des mineurs et des majeurs au bénéfice d'une mesure de protection du droit civil de reconnaître ou de payer les dettes contractées au jeu ou à la suite de gageures par les personnes placées sous leur autorité. Ils peuvent répéter les dettes de cette nature qui auraient été payées par ces personnes⁴⁾.

Art. 7 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur⁵⁾ de la présente loi.

Delémont, le 26 octobre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LAREPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) Loi du 27 mai 1869 sur le jeu (RSB 935.51)
- 2) Ordonnance portant exécution de la loi fédérale du 8 juin 1923 sur les loteries et les paris professionnels (RSJU 935.511)
- 3) Voir décret fixant les émoluments de l'administration cantonale (RSJU 176.21)
- 4) Voir art. 513 ss CO et art. 408 ss CC
- 5) 1^{er} janvier 1979
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. XXVI de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

Règlement concernant la répartition du bénéfice de la Loterie de la Suisse romande

du 7 avril 1988

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 5 et 14 de la loi fédérale du 8 juin 1923 sur les loteries et les paris professionnels¹⁾,

vu l'article 5, alinéa 5, de la 8^{ème} convention relative à la Loterie de la Suisse romande,

arrête :

Article premier Le bénéfice de la Loterie romande revenant à la République et Canton du Jura est, après prélèvement des taxes prévues par le droit cantonal, réparti entre les institutions d'utilité publique et de bienfaisance par la Délégation jurassienne à la Loterie romande (dénommée ci-après : la "Délégation").

Art. 2 ¹ La Délégation est nommée par le Gouvernement pour la législature.³⁾

² Ses membres sont rééligibles.

³ Les sociétaires jurassiens de la Loterie romande en sont membres d'office.

⁴ La Délégation s'organise elle-même.

Art. 3 La Délégation a pour tâches :

- a) de gérer les fonds versés par la Société de la Loterie de la Suisse romande;
- b) d'examiner les demandes de soutien financier, de veiller à ce que les requérants remplissent les conditions prévues par le présent règlement, de déterminer les montants à octroyer et de procéder à leur versement.

Art. 4 ¹ En règle générale, il est procédé à deux répartitions par an, l'une au printemps et l'autre en automne.

² Les propositions de la Délégation sont soumises au Gouvernement pour approbation.

³ Les répartitions font l'objet d'une communication publique, mentionnant les sommes affectées à chaque catégorie de bénéficiaires, ainsi que les institutions ayant reçu les montants les plus importants.

⁴ Demeurent réservées les directives concernant les répartitions intercantionales romandes.

Art. 5 Les prestations financières de la Loterie romande seront versées à des institutions relevant des domaines suivants :

- a) l'entraide sociale;
- b) la santé;
- c) la culture;
- d) la conservation et la mise en valeur du patrimoine;
- e) la protection de la nature;
- f) le tourisme.

Art. 6 ¹ Peuvent bénéficier des prestations financières de la Loterie romande les institutions présentant les caractéristiques suivantes :

- a) être établies et exercer une activité sur le territoire cantonal;
- b) posséder des statuts et des organes de gestion;
- c) être d'utilité publique et n'avoir aucun but lucratif;
- d) être convenablement gérées.

² Les requérants devront prouver le besoin financier.

³ Aucun soutien financier n'est accordé pour la couverture des frais ordinaires de gestion.

Art. 7 Dans des cas exceptionnels, notamment pour soutenir des activités ayant un caractère d'utilité publique pour le Canton, des prestations financières peuvent être octroyées à des institutions n'ayant pas leur siège dans le Canton, ou à des personnes n'ayant pas d'organisation basée sur des statuts.

Art. 8 ¹ Les requêtes sont présentées par écrit et adressées à la Délégation.

² Elles comprennent les éléments suivants :

- a) l'exposé des motifs;

- b) les statuts;
- c) les derniers comptes et budget;
- d) le coût détaillé du projet et son financement.

Art. 9 Nul ne peut se prévaloir d'un droit à bénéficier des prestations financières de la Loterie romande.

Art. 10 Les décisions de répartition et de refus ne sont sujettes ni a opposition ni à recours.

Art. 11 Les frais de la Délégation sont couverts par la part de bénéfice revenant à la République et Canton du Jura.

Art. 12 Les comptes de la Délégation sont vérifiés chaque année par le Contrôle des finances et soumis au Gouvernement pour approbation.

Art. 13 Sous réserve de l'article 4, alinéa 3, les membres de la Délégation sont soumis au secret de fonction tel que défini à l'article 25 de la loi du 26 octobre 1978 sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura²⁾.

Art. 14 Le règlement du 13 mai 1980 concernant l'attribution de la part du canton du Jura aux bénéfices de la Loterie de la Suisse romande est abrogé.

Art. 15 Le présent règlement entre en vigueur le 15 avril 1988.

Delémont, le 7 avril 1988

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le chancelier : Joseph Boinay

¹⁾ RS 935.51

²⁾ RSJU 173.11

³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XXXI de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012

Loi**concernant l'exercice de la prostitution et le commerce de la pornographie (Loi sur la prostitution, LProst)**

du 20 octobre 2010

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 7, 8 et 13 de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Définitions

Article premier ¹ La prostitution est l'activité d'une personne qui se livre à des actes sexuels ou d'ordre sexuel, avec un nombre déterminé ou indéterminé de clients, moyennant rémunération.

² Sont considérés comme objets pornographiques les publications ou les représentations à teneur sexuelle, sous quelque forme que ce soit, au sens du Code pénal suisse²⁾.

But et champ d'application

Art. 2 La présente loi a pour buts :

- a) de garantir, dans les milieux de la prostitution, que les conditions d'exercice de cette activité sont conformes à la législation, soit notamment qu'il n'est pas porté atteinte à la liberté d'action des personnes qui se prostituent, que celles-ci ne sont pas victimes de menaces, de violences ou de pressions ou que l'on ne profite pas de leur détresse ou de leur dépendance pour les déterminer à se livrer à un acte sexuel ou d'ordre sexuel;
- b) d'assurer la mise en œuvre des mesures de prévention sanitaire et sociale et de favoriser la réorientation professionnelle des personnes s'adonnant à la prostitution;
- c) de réglementer les lieux, heures et modalités de l'exercice de la prostitution, ainsi que de lutter contre les manifestations secondaires de la prostitution de nature à troubler l'ordre public
- d) de réglementer le commerce d'objets pornographiques.

Protection des
données

Art. 3 ¹ Les autorités chargées d'appliquer la présente loi se communiquent les informations et documents nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches.

² Elles communiquent également au Service des contributions, à la demande de ce dernier, la liste des personnes ayant effectué l'annonce prévue aux articles 5, alinéa 1, et 9, alinéa 1.

³ Au surplus, les données recueillies sont traitées conformément à la législation sur la protection des données à caractère personnel.

Réserves

Art. 4 Demeurent réservées les dispositions de droit fédéral ou cantonal, notamment en matière d'aide aux victimes d'infractions et de santé publique.

SECTION 2 : Obligation d'annonce

Annonce à la
police cantonale

Art. 5 ¹ Toute personne s'adonnant à la prostitution ou qui cesse toute activité liée à celle-ci est tenue de s'annoncer auprès de la Police cantonale.

² La procédure d'annonce est gratuite.

³ Si la personne est mineure, la Police cantonale informe le détenteur de l'autorité parentale et l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte. [6\)](#)

SECTION 3 : Exercice de la prostitution sur le domaine public

Définition

Art. 6 L'exercice de la prostitution sur le domaine public, sur des lieux accessibles au public ou exposés à la vue du public, est le fait de s'y tenir avec intention reconnaissable de pratiquer la prostitution.

Restrictions

Art. 7 ¹ L'exercice de la prostitution sur le domaine public, quelles qu'en soient les modalités, peut être interdit dans les endroits et aux moments où il est de nature à troubler l'ordre et la tranquillité publics, à entraver la circulation, à engendrer des nuisances ou à blesser la décence.

² Constituent notamment de tels endroits :

- les quartiers ayant un caractère prépondérant d'habitation;

- les abords immédiats des écoles, des lieux de culte, des cimetières et des hôpitaux;
- les parcs, les places de jeux, les arrêts de transports publics, les toilettes publiques et leurs abords immédiats;
- les lieux, accessibles au public, réservés au stationnement de véhicules et leurs abords immédiats.

³ Le Gouvernement est compétent pour fixer ces restrictions.

SECTION 4 : Prostitution de salon

Définition

Art. 8 ¹ La prostitution de salon est celle qui s'exerce dans des lieux de rencontre soustraits à la vue du public.

² Ces lieux, quels qu'ils soient, sont qualifiés de salon par la présente loi.

³ Les établissements publics qui sont fréquentés par des personnes y exerçant la prostitution sont considérés comme salons au sens de la présente loi et n'entrent pas dans le champ d'application de la loi sur les auberges³⁾.

⁴ Les établissements publics au sens de la loi sur les auberges dans lesquels s'exercent des actes de prostitution peuvent faire l'objet d'une décision de fermeture.

Obligation d'annonce

Art. 9 ¹ Toute personne physique ou morale qui admet, dans les locaux dont elle a l'usage, l'exploitation d'un salon, qu'elle soit propriétaire, locataire, sous-locataire, usufruitière, est tenue d'annoncer l'exploitation du salon, préalablement et par écrit, au Service des arts et métiers et du travail, en indiquant, de manière exhaustive et exacte, le nombre et l'identité des personnes qui y exercent la prostitution.

² La procédure d'annonce est gratuite.

³ La personne physique qui effectue l'annonce est considérée comme personne responsable au sens de la présente loi.

⁴ Lors de l'annonce, la personne morale doit communiquer par écrit au Service des arts et métiers et du travail les coordonnées de la personne physique qu'elle a désignée comme personne responsable au sens de la présente loi.

Conditions
personnelles

Art. 10 ¹ La personne responsable doit remplir les conditions personnelles suivantes :

- a) être de nationalité suisse ou titulaire de l'autorisation nécessaire pour exercer une activité lucrative indépendante en Suisse ;
- b) avoir l'exercice des droits civils;
- c) ne pas avoir été condamnée pénalement pour une infraction liée directement ou indirectement au commerce de la prostitution, ou, en cas de condamnation pénale, l'inscription au casier judiciaire doit avoir été radiée. A cet effet, la personne responsable produit un extrait de son casier judiciaire;
- d) être au bénéfice de l'accord écrit du propriétaire de l'immeuble pour y exploiter un salon;
- e) ne pas avoir été responsable d'un salon ayant fait l'objet d'une fermeture au sens de l'article 14 dans les dix ans précédant l'annonce.

² Lors de l'enregistrement de l'annonce prévue à l'article 9, alinéa 1, le Service des arts et métiers et du travail procède à la vérification des conditions personnelles.

³ Si les conditions personnelles ne sont pas remplies, le Service des arts et métiers et du travail fixe, par écrit, un délai pour y remédier sous menace de fermer le salon au sens de l'article 14. La notification du délai avec menace de fermeture vaut avertissement au sens de l'article 14, alinéa 2.

Communication
des modifications
à l'autorité

Art. 11 La personne responsable est tenue de communiquer au Service des arts et métiers et du travail tout changement relatif au nombre ou à l'identité des personnes exerçant la prostitution dans le salon, ainsi que toute modification des conditions personnelles posées par l'article 10.

Obligations de
la personne
responsable

Art. 12 La personne responsable du salon a les obligations suivantes :

- a) connaître l'identité des personnes y exerçant la prostitution;
- b) s'assurer qu'elles ne contreviennent pas aux législations cantonale et fédérale et qu'aucune personne mineure ne se trouve dans le salon;
- c) y empêcher toute atteinte à l'ordre, à la tranquillité et à la salubrité publics le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, les mesures minimales d'hygiène à respecter;

- d) contrôler et garantir que les conditions d'exercice de la prostitution y sont conformes à la législation, en particulier qu'il n'est pas porté atteinte à la liberté d'action des personnes qui se prostituent, que celles-ci ne sont pas victimes de menaces, de violences ou de pressions, ou que l'on ne profite pas de leur détresse ou de leur dépendance pour les déterminer à se livrer à un acte sexuel ou d'ordre sexuel, en veillant notamment à ce que la personne qui exerce la prostitution ne soit pas dépossédée de ses papiers d'identité;
- e) intervenir et alerter la police cantonale si elle constate des infractions dans le cadre des obligations qui lui incombent;
- f) prendre toutes mesures utiles pour être facilement atteignable par les autorités.

Contrôles

Art. 13 ¹ La Police cantonale et le Service des arts et métiers et du travail peuvent en tout temps et, au besoin, par la contrainte, procéder au contrôle des salons et de l'identité des personnes qui s'y trouvent.

² A la demande de la Police cantonale ou du Service des arts et métiers et du travail, le Service de la santé s'assure que les locaux et les installations répondent aux normes de salubrité et d'hygiène.

³ Le droit d'inspection s'étend aux appartements et aux locaux particuliers des personnes qui desservent ces salons ou qui y logent, lorsque ceux-ci sont attenants aux salons.

Fermeture d'un salon

Art. 14 ¹ En cas d'infraction à la présente loi, notamment aux articles 9 à 12, le Service des arts et métiers et du travail peut procéder à la fermeture d'un salon.

² Sauf cas graves, la décision de fermeture est précédée d'un avertissement.

SECTION 5 : Prévention

Coordination.
Commission
consultative

Art. 15 ¹ L'Etat est chargé de coordonner l'intervention des différents acteurs impliqués dans la lutte contre la prostitution contrainte.

² A cet effet, il institue une commission consultative rattachée au Bureau de l'égalité.

³ La commission est composée de 5 membres nommés par le Gouvernement, pour une durée coïncidant avec la période législative.

⁴ Pour le surplus, le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la commission.

Associations

Art. 16 La commission collabore avec les associations qui viennent en aide aux personnes s'adonnant à la prostitution.

Tâches du
Bureau de
l'égalité

Art. 17 Le Bureau de l'égalité a les tâches suivantes :

- organiser des mesures de prévention sanitaires, sociales et éducatives;
- mettre sur pied des séances d'information à l'intention des personnes exerçant la prostitution et des artistes de cabarets;
- fournir aux personnes s'adonnant à la prostitution un appui dans les démarches à entreprendre en vue de leur réorientation professionnelle.

SECTION 6 : Pornographie

Commerce
d'objets
pornographiques

Art. 18 ¹ Les commerces qui proposent des objets pornographiques, notamment des cassettes, des DVD, des livres ou des revues, doivent disposer d'un emplacement spécialement aménagé à cet effet ou d'un rayonnage séparé des autres marchandises.

² Ces emplacements doivent être sous le contrôle visuel du personnel de vente qui doit s'assurer que les personnes âgées de moins de 16 ans n'aient pas accès à des objets pornographiques.

³ La personne responsable doit veiller à ce que le personnel de vente observe la limite d'âge.

⁴ Il est interdit de proposer des objets pornographiques en vitrine ou en devanture.

⁵ La Police cantonale peut séquestrer provisoirement les objets pornographiques qui ne se trouvent pas dans un emplacement adéquat au sens des alinéas 1 à 4.

Distributeurs
automatiques

Art. 19 ¹ Les objets pornographiques ne peuvent être proposés par le biais de distributeurs automatiques.

² Font exception les distributeurs de cassettes et de DVD dont l'accès est réservé aux seules personnes majeures en possession d'un code.

SECTION 7 : Dispositions pénales et voies de droit

Disposition
pénale

Art. 20 ¹ Toute personne qui contrevient à la présente loi et à ses dispositions d'application est passible d'une amende.

² Demeurent réservées les autres dispositions pénales de la législation fédérale.

Communication
des jugements

Art. 21 Tous les jugements pénaux rendus en application de la présente loi sont communiqués au Service des arts et métiers et du travail et à la Police cantonale.

Collaboration
active avec la
justice des
personnes
étrangères
s'adonnant à la
prostitution

Art. 22 Lorsque des personnes étrangères s'adonnant à la prostitution et dont le séjour en Suisse n'est pas régulier, collaborent activement avec la justice en qualité de plaignantes ou de témoins, l'autorité compétente leur accorde un titre de séjour provisoire pendant toute la durée de la procédure.

Voies de droit

Art. 23 Les décisions prises en vertu de la présente loi sont susceptibles d'opposition et de recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative⁴⁾.

SECTION 8 : Emoluments

Art. 24 ¹ Tout acte ou décision de l'autorité pris en application de la présente loi est soumis à émoluments conformément à la législation sur les émoluments.

² Les articles 5, alinéa 2, et 9, alinéa 2, demeurent réservés.

SECTION 9 : Dispositions transitoire et finales

Obligation
d'annonce

Art. 25 Les personnes soumises à l'obligation d'annonce en vertu des articles 5 et 9 sont tenues de le faire dans un délai de trois mois dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

Exécution

Art. 26 ¹ Le Gouvernement est chargé de l'exécution de la présente loi.

² Il en édicte les dispositions d'application.

Référendum
facultatif

Art. 27 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en
vigueur

Art. 28 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur⁵⁾ de la présente loi.

Delémont, le 20 octobre 2010

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Juillard
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

1) RSJU 101

2) RS 311.0

3) RSJU 935.11

4) RSJU 175.1

5) 1^{er} janvier 2011

6) Nouvelle teneur selon le ch. XXVII de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013

**Ordonnance
d'exécution de la loi concernant l'exercice de la prostitution et
le commerce de la pornographie
(Ordonnance sur la prostitution, OProst)**

du 6 mars 2012

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 26, alinéa 2, de la loi du 20 octobre 2010 concernant l'exercice de la prostitution et le commerce de la pornographie (Loi sur la prostitution, LProst)¹,

arrête :

SECTION 1 : Disposition générale

Terminologie

Article premier Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

SECTION 2 : Contenu de l'annonce

Personnes
exerçant la
prostitution
(art. 5 LProst)

Art. 2 ¹ Toute personne exerçant la prostitution doit s'annoncer immédiatement auprès de la Police cantonale au moyen du formulaire mis à sa disposition.

² Elle doit fournir les renseignements ou documents suivants :

- a) nom, prénom, nom de jeune fille, pseudonyme;
- b) lieu et date de naissance;
- c) autre(s) activité(s) professionnelle(s);
- d) lieu d'origine ou, pour les personnes étrangères, nationalité, titre de séjour et autorisation de travail;
- e) état civil;
- f) domicile (adresse complète);
- g) numéro de téléphone privé;
- h) personne de contact en Suisse;
- i) copie des papiers d'identité;
- j) photographie;
- k) lieu(x) de l'exercice de la prostitution.

Responsable de
salon
(art. 9 LProst)

Art. 3 ¹ La personne responsable doit annoncer préalablement l'exploitation de son salon auprès du Service des arts et métiers et du travail au moyen du formulaire mis à sa disposition.

² Elle doit fournir des renseignements sur son identité et ses coordonnées précises ainsi que celles du salon.

³ Elle doit également fournir tous les documents et informations permettant de vérifier l'identité des personnes exerçant la prostitution dans le salon et que les exigences légales sont remplies.

Echange de
données

Art. 4 La Police cantonale et le Service des arts et métiers et du travail enregistrent les informations recueillies en application de la législation sur la prostitution dans une base de données commune, à laquelle ils ont accès pour accomplir leur mission.

SECTION 3 : Commission consultative

Composition

Art. 5 La commission consultative est composée de cinq membres nommés par le Gouvernement, dont :

- la personne responsable du Bureau de l'égalité;
- un représentant de la Police cantonale;
- un représentant du Service des arts et métiers et du travail;
- un représentant d'associations concernées par la problématique de la prostitution;
- un membre choisi parmi les associations ou services de l'Etat concernés par la problématique de la prostitution.

Tâches

Art. 6 La commission a notamment les tâches suivantes :

- a) elle veille à assurer la coordination entre les services de l'Etat chargés d'appliquer la loi sur la prostitution et la présente ordonnance;
- b) elle appuie et conseille les services dans l'exécution des tâches qui leur sont dévolues par la loi sur la prostitution;
- c) elle collabore avec les associations qui viennent en aide aux personnes s'adonnant à la prostitution;
- d) elle préavise les questions concernant la problématique de la prostitution qui lui sont soumises par le Gouvernement ou les départements;
- e) elle peut formuler toute proposition utile à l'intention du Gouvernement.

Présidence	Art. 7 La commission est présidée par la personne responsable du Bureau de l'égalité.
Fonctionnement	<p>Art. 8 ¹ La commission se réunit aussi souvent que nécessaire, mais au moins une fois par année.</p> <p>² Le secrétariat est assuré par le Bureau de l'égalité.</p> <p>³ La commission peut délibérer si trois de ses membres au moins sont présents.</p>
Secret de fonction	Art. 9 Les membres de la commission sont soumis au secret de fonction tel que défini par l'article 25 de la loi sur le personnel de l'Etat ²⁾ .
Renvoi	Art. 10 Pour le surplus, l'ordonnance du 11 novembre 1980 concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres des commissions cantonales ³⁾ est applicable.

SECTION 4 : Contrôles des salons, mesures sanitaires et d'hygiène

Intervention a) du Service de la santé publique	<p>Art. 11 ¹ Lorsque les conditions sanitaires et d'hygiène dans un salon sont telles que la santé de personnes est menacée, le Service de la santé publique est compétent pour prendre toutes mesures utiles, y compris proposer au Département de la Santé de procéder à la fermeture immédiate d'un salon, conformément à l'article 23 de la loi sanitaire⁴⁾.</p>
b) du Service de la consommation et des affaires vétérinaires	<p>² Sur demande de la Police cantonale ou du Service des arts et métiers et du travail, le Service de la consommation et des affaires vétérinaires effectue des analyses d'eau en cas de présence de spas, saunas, etc., dans un salon.</p>
Mesures minimales d'hygiène (art. 12, lettre c, LProst)	<p>Art. 12 A l'intérieur des salons, les mesures d'hygiène suivantes doivent notamment être respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les locaux, le mobilier et la literie doivent être régulièrement entretenus avec un produit désinfectant; b) les personnes exerçant la prostitution doivent avoir la possibilité de prendre une douche ou un bain à l'intérieur du salon; c) des préservatifs doivent être mis, gratuitement ou à prix ne dépassant pas le prix coûtant, à disposition des personnes exerçant la prostitution et des clients;

- d) chaque personne active dans le salon doit disposer d'un espace lui permettant d'éviter la promiscuité.

Loyers excessifs **Art. 13** ¹ Est notamment considéré comme moyen de pression au sens de l'article 12, lettre d, de la loi sur la prostitution¹⁾, le fait d'imposer aux personnes qui se prostituent un loyer excessif.

² Les autorités chargées du contrôle des salons peuvent exiger la production de tout document établissant le montant du loyer.

SECTION 5 : Disposition finale

Entrée en
vigueur

Art. 14 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} avril 2012.

Delémont, le 6 mars 2012

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) RSJU 943.1
2) RSJU 173.11
3) RSJU 172.356
4) RSJU 810.01